

Bibliographie de droit de la santé (1996 – 2011)

Ce fichier contient :

SAN-NEWS

**Bibliographie suisse et étrangère en droit de la santé
septembre 1996 - avril 2003**

p. 1- 415

**Bibliographie de droit de la santé
avril 2003 - juin 2006**

(tiré des volumes de la Revue suisse de droit de la santé n°1 à 10)

p. 416 - 792

**Bibliographie de droit de la santé
juillet 2006- juillet 2010**

p. 793 - 1280

(format préparatoire des jusletters de weblaw www.weblaw.ch)

juillet 2008 - juillet 2009

p. 1033 - 1153

juillet 2009 - juillet 2010

p. 1154 - 1280

juillet 2010 - juillet 2011

p.1281 - 1398

SAN-NEWS

Bibliographie suisse et étrangère en droit de la santé

septembre 1996 - mai 2003

SAN-NEWS est une publication de l'Institut de droit de la santé de l'Université de Neuchâtel qui présente les références des dernières parutions juridiques en matière de santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger.

SAN-NEWS ist eine Veröffentlichung des Instituts für Gesundheitsrecht der Universität Neuenburg, die Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheits-recht gibt. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der Schweiz und dem Ausland zusammengestellt.

SAN NEWS N°1	1
SAN-NEWS N°2	15
SAN-NEWS N°3	27
SAN-NEWS N°4	39
SAN-NEWS N°5	52
SAN-NEWS N°6	66
SAN-NEWS N°7	78
SAN-NEWS N°8	94
SAN NEWS N°9.....	112
SAN-NEWS N°10	137
SAN-NEWS N°11	161
SAN-NEWS N°12	185
SAN-NEWS N°13	207
SAN-NEWS N°14	226
SAN-NEWS N°15	245
SAN-NEWS N°16	267
SAN-NEWS N°17	289
SAN-NEWS N°18	316
SAN-NEWS N°19	338
SAN-NEWS N°20	366
SAN-NEWS N°21	391

SAN NEWS N°1

Septembre 1996

Bulletin d'informations documentaires de l'Institut de droit de la santé de l'Université de Neuchâtel Suisse

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international et européen (Sélection) / Internationales Recht und Europarecht (Auswahl)

UNION EUROPÉENNE

1. Directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil, du 24 octobre 1995, relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel

Bibliographie de droit de la santé (1996 – 2009)

Ce fichier contient :

SAN-NEWS

**Bibliographie suisse et étrangère en droit de la santé
septembre 1996 - avril 2003**

p. 1- 415

**Bibliographie de droit de la santé
avril 2003 - juin 2006**

(tiré des volumes de la Revue suisse de droit de la santé n°1 à 10)

p. 416- 415

**Bibliographie de droit de la santé : bibliographie (juillet 2006- juillet
2009)**

(format préparatoire des jusletters de weblaw www.weblaw.ch)

III. Droit fédéral/ Bundesrecht

DROIT ÉDICTÉ / GESETZESTEXTE

1. Loi fédérale sur l'assurance maladie (LAMa!), du 18 mars 1994, en vigueur dès le 1er janvier 1996, RO 1995 1328

2. Ordonnance sur l'assurance maladie (OAMa!), du 27 juin 1995, en vigueur dès le 1er janvier 1996, RO 1995 3867

3. Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (OPAS), du 29 septembre 1995, en vigueur dès le 1er janvier 1996, RO 1995 4964.
Modification (art. 28 et 46/2) du 15 janvier 1996, en vigueur dès le 1er mai 1996, RO 1996 909.

Modification (art. 29 et 46/3, liste des médicaments avec tarif) du 26 février 1996, en vigueur dès le 1er juin 1996, RO 1996 1232. Modification (art. 13, échographies) du 26 avril 1996, en vigueur dès le 15 mai 1996, RO 1996 1496.

Modification (art. 28, liste des analyses) du 3 juillet 1996, en vigueur dès le 1er octobre 1996, RO 1996 2430

4. Ordonnance sur la compensation des risques dans l'assurance maladie, du 12 avril 1995, en vigueur dès le 1er janvier 1996, RO 1995 1371

5. Ordonnance sur les subsides fédéraux destinés à la réduction des primes dans l'assurance maladie, du 12 avril 1995, RO 1995, p. 1377. Modification (art. 3 et 4) du 17 juin 1996, en vigueur dès le 1er janvier 1997, RO 1996 1978.

Modèle de répartition (année 1997), FF 1996 III 145

6. Ordonnance relative au relèvement des limites de revenu suite à l'introduction d'une réduction des primes dans la LAMa!, du 13 septembre 1995, en vigueur dès le 1er janvier 1996, RO 1995 4386.

Abrogation par l'Ordonnance du même nom, du 17 juin 1996, en vigueur dès le 1er janvier 1997, RO 19962140

7. Décision du Département fédéral de l'intérieur concernant l'admission des établissements de cures balnéaires comme fournisseurs de prestations de l'assurance maladie, du 8 décembre 1995, en vigueur dès le 1er janvier 1996, FF 19961457

8. Arrêté fédéral sur le contrôle du sang, des produits sanguins et des transplants, du 22 mars 1996, en vigueur le 1er août 1996, RO 1996 2296

9. Ordonnance sur le contrôle du sang, des produits sanguins et des transplants du 26 juin 1996, en vigueur dès le 1er août 1996, RO 1996 2309

10. Ordonnance sur les laboratoires de microbiologie et de sérologie, du 26 juin 1996, en vigueur dès le 1er août 1996, RO 1996 2324

11. Ordonnance concernant les trousse de diagnostic in vitro, du 24 février 1993 (RS 818.152.1) : Modification (art. 2, 8, 9, 18a) du 26 juin 1996, RO 1996 2348

12. Ordonnance sur les essais cliniques de produits immunologiques, du 26 juin 1996, en vigueur dès le 1er août 1996, RO 1996 2342

13. Ordonnance sur les dispositifs médicaux (ODim), du 24 janvier 1996, en vigueur dès le 1er avril 1996, RO 1996 987

Modification (art. 11/3) du 17 juin 1996, en vigueur dès le 1er juillet 1996, RO 1996 1868

14. Ordonnance sur les émoluments perçus en matière de dispositifs médicaux (OEDim), du 29 mars 1996, en vigueur le 1er mai 1996, RO 1996 1212

15.Loi fédérale sur les stupéfiants (LStup), du 3 octobre 1951 (RS 812.121).
Modification (art. 1, 3, 3a, 20) du 24 mars 1995, en vigueur dès le 1er juillet 1996, RO 1996 1677

16.Ordonnance sur les stupéfiants et les substances psychotropes (OStup), du 29 mai 1996, en vigueur dès le 1er juillet 1996 (abrogeant l'ordonnance du 4 mars 1952), RO 1996 1679

17.Ordonnance sur l'évaluation de projets visant à prévenir la toxicomanie et à améliorer les conditions de vie des toxicomanes, du 21 octobre 1992 (RS 812.121.5). Modification (art. 15 à 20) du 21 février 1996, RO 1996 985

18.Ordonnance sur la protection contre les nuisances sonores et les rayons laser lors de manifestations, du 24 janvier 1996, en vigueur dès le 1er avril 1996, RO 1996 807

MESSAGES ET RAPPORTS OFFICIELS BOTSCHAFTEN UND AMTLICHE BERICHTE

1. Message relatif à l'initiative populaire "pour la protection de l'être humain contre les techniques de reproduction artificielle (Initiative pour une procréation respectant la dignité humaine, PPO)" et à la loi fédérale sur la procréation médicalement assistée (LPMA), du 26 juin 1996, FF 1996 III 197

2. Rapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national concernant la ratification de la Charte sociale européenne, du 17 novembre 1995, FF 1996 II 717

IV. Droit cantonal (Sélection) / Kantonaes Recht (Auswahl)

(extrait du « Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin », avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

BASEL-LAND

Vereinbarung vom 13.11.1995 über den beruflichen Unterricht für Medizinische Praxisassistentinnen und Medizinische Praxisassistenten in den Kantonen BS und BL (gilt vorerst bis zum 31.07.1999)

V vom 2.4.1996 über die Berufsschule für Pflege (Hebt die RRV vom 17.6.1986 über Ausbildungsstätten für die Berufe im Gesundheitswesen auf)

GENEVE

R du 31.01.1996 sur les médicaments au stade d'essai clinique

L du 28.03.1996 sur les prélèvements d'organes et de tissus

L conc. la constatation des décès et les interventions sur les cadavres humains du 16.09.1988 (Modification introduite par l'art. 6 de la L sur les prélèvements d'organes et de tissus: Chapitre V [Art. 14] abrogé)

L conc. les rapports entre membres des professions de la santé et patients du 06.12.1987 (Modification: Art. 5 III nouveau, « testament biologique »)

R relatif à la commission de surveillance des activités médicales du 06.05.1987 (Modification: Art. 3, constitution et fonctionnement; 4 I et IV nouveau, sous-commissions; 5 I, procédure; Art. 6 abrogé)

R relatif à la commission de surveillance des professions de la santé du 09.11.1983 (Modification: Art. 3, constitution et fonctionnement; 4 I et IV, 5 I lit. d, 5 II, 5 III nouveau, sous-commissions; 6 I, procédure)

R concernant les hygiénistes dentaires du 10.12.1965 (Modification: Art. 2 II, radiographies et mesures de protection)

R d'exécution de la Convention intercantonale sur le contrôle des médicaments (Modification: Art. 6-8, publicité; 14 II, 18 I, expertise; 20 I, mentions sur les emballages; 22, préavis défavorable; 30 I, contrôles subséquents à l'enregistrement; 30 A nouveau, contrôle de la publicité)

JURA

O du 17.01.1996 conc. les recherches sur l'être humain

O du 30.04.1996 conc. l'autorisation des hospitalisations extérieures

0 du 29.05.1996 conc. l'exercice de la profession de logopédiste

NEUCHÂTEL

R provisoire d'exécution du 31.01.1996 de la L de santé (Abroge l'A désignant le Département de l'Intérieur comme autorité chargée de se prononcer sur la levée du secret professionnel dans les professions médicales du 22.06.1962)

R sur l'exercice de la chiropratique et des professions médicales auxiliaires du 03.09.1952 (Modification introduite par l'art. 1 lit. b du R provisoire d'exécution de la L de santé: art. 25-31 et 44-47 abrogés)

R sur l'exercice de la chiropratique et des professions médicales auxiliaires du 03.09.1952 (Modification: art. 10, 19 et 35, adaptation à l'abaissement de l'âge de la majorité civile)

SANKT GALLEN

Heilmittelverordnung (Änderung : Art. 12 II neu, Ausnahmen betr. grundsätzlich unzulässiger Abgabe bestimmter Heilmittel)

Gesundheitsgesetz vom 28.06.1979 (Änderung : Art. 3 1 lit. a bis neu, zuständiges Departement; Art. 2 II B aufgehoben) (Eing. durch Z. 11/8. des III. NG zum G über die Verwaltungsrechtspflege)

TICINO

R conc. le vaccinazioni obbligatorie e facoltative contra le malattie trasmissibili dei 26.03.1991 (Modifica : Art. 1, elenco delle malattie, 6, esecuzione degli vaccinazioni; art. 2 & 7 abrogati)

L sulla promozione della salute e il coordinamento sanitario dei 18.04.1989 (Modificazione : Art. 51 II abrogato con art. 75 1 della L sugli esercizi pubblici)

URI

V vom 13.11.1995 über die Unterstützung der Hilfe und Pflege zuhause (Spitex-Verordnung)

Zug

V(1) vom 05.12.1995 zum Gesundheitsgesetz vom 22.12.1981 (Änderung: § 17 1 Bst. i) (Medizinische und pharmazeutische Berufe, Hilfsberufe sowie wissenschaftlich nicht anerkannte Behandlungen)

Zürich

W zur eidgenössischen Epidemiengesetzgebung vom 19.03.1975 (Änderung : § 6, 7 I, 8 & 10 II; « vom Kantonsarzt angeordnete Impfkampagnen» ersetzt die bisher detaillierte Aufzählung der Impfungen)

V vom 30.05.1996 über die Abgabeerweiterung von Liste-C-Produkten in Drogerien

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte im Kraft.

V. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

INTERNATIONAL ET ETRANGER / INTERNATIONAL UND AUSLAND

1. Association médicale mondiale, Déclaration de Lisbonne sur les droits du patient, adoptée à Lisbonne en octobre 1981, révisée à Bali en septembre 1995, rapportée in Recueil international de législation sanitaire, 1996, vol. 47n° 1, p.109

2. Comité consultatif d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé, Génétique et médecine: de la prédiction à la prévention, avis du 30 octobre 1995, rapportée in Recueil international de législation sanitaire, 1996, vol. 47 n° 2, p. 279

3. Council of Scientific Affairs, American Medical Association, Good Care of the Dying Patient, *JAMA* 1996, 275: 474-478.

4. Advisory Committee on Human Radiation Experiments, Research Ethics and the Medical Profession. Report of the Advisory Committee on Human Radiation Experiments, *JAMA*, 1996, 276: 403-409.

5. WHO's European Member states, The Ljubljana Charter on Reforming Health Care, *BMJ*, 1996, 312 : 1664-1665.

SUISSE / SCHWEIZ

1. Directives de l'ASSM concernant la transplantation de tissus foetaux humains, version du 25.10.1995, in : *BMJ* 1996, n° 11, p. 443.

2. FMH - Zentralvorstand, Die eidgenössische Standesordnung, in . sAl., 1996, no19, p. 781-788.

Jurisprudence / Rechtsprechung

1. Jurisprudence internationale (Sélection) / Internationale Rechtsprechung (Auswahl)

1. Série A 317 CEDH, Affaire Marlhens c. France, , arrêt du 24 mai 1995, également publiée in: European Human Rights Reports, Vol. 21, May 1996, Part 5, p. 502-510.

Requérante infectée en 1988 par le V/H à la suite d'une transfusion sanguine. Violation de l'art. 6 (1) CEDH en raison de la durée trop longue de la procédure lui permettant de toucher une compensation prévue légalement pour les patients contaminés par le VIH? Affaire rayée du rôle en raison d'un règlement amiable intervenu entre la requérante et le gouvernement français.

2. Série A 333-B CEDH, Affaire Bellet c. France, arrêt du 4 décembre 1995

Accès à un tribunal pour obtenir une indemnisation complémentaire du préjudice subi par un hémophile infecté par le virus du SIDA à la suite de transfusions sanguines. Violation de l'art. 6 § 1 CEDH, Etat défendeur condamné à payer certaines sommes au requérant.

3. 60/1995/566/652 CEDH, Affaire A. et autres c. Danemark, arrêt du 8 février 1996

Les 10 requérants, citoyens danois, sont tous soit personnellement victimes du VIH ou proches (veuves ou parents) de victimes décédées du VIH. La contamination par ce virus s'est produite à la suite de transfusions. La Cour a admis (pour 8 requérants) une violation de l'art. 6.1 CEDH en raison de la durée trop longue du procès intenté (d'abord par une association d'hémophiles puis personnellement par les requérants) notamment contre le Ministère de la Santé qui avait laissé en circulation des produits sanguins pouvant être contaminés après le 1er janvier 1986.

II. Jurisprudence étrangère (Sélection) Fremde Rechtsprechung (Auswahl)

AUTRICHE

Recht der Medizin 1996, vol. 3 n° 1 p. 23, Oberste Gerichtshof, 22 juin 1995

L'alimentation forcée par sonde d'une jeune femme anorexique qui n'a pas le discernement est possible sans autorisation judiciaire.

ETATS-UNIS

American Journal of Law & Medicine, 1996, vol. XXII n° 1, p. 135, *Compassion in Dying v. Washington* (United States Court of Appeals for the Ninth Circuit, 6 mars 1996) et *QUILL v. Vacco* (United States Court of Appeals for the Second Circuit, 2 avril 1996)

Une personne majeure et capable de discernement atteinte d'une maladie incurable et proche de la mort a le droit d'obtenir une assistance médicale pour se suicider.

RFA ALLEMAGNE

1. MedR 1/1996/p.21ss - BGH, Urt. v. 30.5.1995 - VI ZR 68/94 (OLG Hamburg):

Schmerzensgeld bei verspäteter Feststellung einer Schwangerschaft.

2. MedR 1/1996/p.27ss - OLG Köln, Urt. v. 22.8.94 - 5 U 92/94 (LG Bonn):

Grober Behandlungsfehler bei Hämophiliebehandlung mit Blutgerinnungsmitteln.

3. MedR 3/1996/p.128 - BVerwG, Urt. v. 29.6.1995 - BVerwG 2 C 15.94:

Beihilferecht

4. MedR 6/1996/p.269 - BVerfG, Beschl. v. 7.2.1996 - 1 BvR 2399/95 und 1 BvR 2596/95-:

Schutz von Patientendaten.

5. MedR 6/1996/p.271 - BGH, Urt. v. 21.11.1995 - VI ZR 329/94 (OLG München):

Zur Aufk/ahrung über Behandlungsalternativen.

6. MedR 6/1996/p.272 - Schlesw.-Hoist. OLG, Urt. v. 13.1.1995 - 4U 243/86 (LG Kiel) :

Aufklärung über das Risiko einer Querschnittlahmung bei Operation einer Aortenisthmusstenose; zur hypothetischen Einwilligung des Patienten.

III. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

ATF 121 I 367 - TF, deuxième Cour de droit public, 27 octobre 1995. Commenté par Andreas Kley-Struller, Aktuelle Juristische Praxis 1996, p. 756

Reconnaissance d'un droit constitutionnel non écrit à des conditions minimales d'existence, valant aussi pour les étrangers, quel que soit leur statut du point de vue de la police des étrangers.

ATF 122 III 101 - TF, première Cour civile, 11 mars 1996; également publiée dans SJ 1996, p. 421 ss

L'art. 61 CO permet aux cantons de soumettre à une réglementation uniforme tous les soins et traitements médicaux donnés aux patients dans un hôpital public. C'est donc le droit public cantonal qui détermine contre qui et à quelles conditions le patient peut agir en responsabilité.

ATF 121 III 204 - TF, deuxième Cour civile, 10 juillet 1995

Art. 429a CC; rapport entre les dispositions de droit fédéral et de droit cantonal sur la responsabilité de l'Etat en matière de privation de liberté à des fins d'assistance. Les prétentions en responsabilité contre l'Etat pour privation illégale de liberté se fondent exclusivement sur l'art. 429a Cc. Il n'y a pas de place pour des dispositions de droit cantonal même plus favorables à l'intéressé.

ATF 121 IV 1 - TF, Cour de cassation pénale, 21 novembre 1995

Art. 43,45 ch. 1 Cp, internement en hôpital psychiatrique, examen de la libération à l'essai, rapport d'un expert-psychiatre indépendant.

ATF 121 IV 297 - TF, Cour de cassation pénale, 19 octobre 1995

Art. 43 ch. 1 al 1er 2 CP ; internement des auteurs qui nécessitent un traitement et sont aptes à être traités, mais dont on peut craindre qu'ils ne commettent de graves infractions, s'ils sont l'objet d'un traitement ambulatoire ou s'ils sont soignés dans un hôpital ou un hospice.

ATF 121 IV 317 - TF, Cour de cassation pénale, 21 novembre 1995

Lésions neurologiques très importantes et durables à la suite de soins reçus par une enfant dans un hôpital cantonal. Extinction de la prétention civile à la suite de l'exécution d'une transaction; absence de qualité pour former un pourvoi en nullité sur la base de l'art.8 al. 1 let. c LAVI ou de l'art 270 PPF, ou un recours de droit public sur la base de l'art. 6 al 1 let. c LAVI ou 88 OJ.

ATF 121 V 35 - TFA, 23 janvier 1995. Commenté par Jean-Louis Duc, Aktuelle Juristische Praxis 1996, p. 760.

Notion d'accident. Une lésion de nerfs de la main au cours d'une opération spécialement difficile et délicate n'est pas un événement de caractère extérieur extraordinaire et n'est donc pas un accident.

ATF 121 V211-TFA, 15 novembre 1995

Une opération de réduction de l'hypertrophie mammaire a en principe le caractère de prestation obligatoire dans la LAMA si l'hypertrophie est la cause de troubles physiques ou psychiques revêtant le caractère de maladie. Le critère ((500 grammes ou plus de chaque côté)) n'a qu'un caractère indicatif

ATF 121 V 216 - TFA, 31 octobre 1995

Un moniteur combiné destiné à surveiller les fonctions respiratoire et cardiaque de nouveau-nés menacés du

syndrome de mort subite du nourrisson est une prestation obligatoire à charge des caisses-maladies.

ATF 121 V 289 et ATF 121 V 302 - TFA, 13 décembre 1995. Commentés par Jean-Louis Duc, Aktuelle Juristische Praxis 1996, p. 761 et par Franziska Schneider, Aktuelle Juristische Praxis 1996, p. 487; également publié dans Plädoyer 2/1996, p. 62

L'insémination artificielle homologue est une mesure thérapeutique scientifiquement reconnue, au sens de la LAMA. Elle doit être prise en charge par les caisses-maladie à titre obligatoire.

ATF 121 V 326, TFA, 15 novembre 1995

La rente d'invalidité ne peut être réduite en vertu d'un état morbide préexistant que si ce dernier a entraîné une diminution durable et importante de la capacité de gain avant l'accident, dénotant ainsi un caractère invalidant.

SJ 1996, p. 293-299 - TF, deuxième Cour de droit public, 26 avril 1995

Droit d'être entendu. Liberté personnelle. Consultation d'un dossier médical par le fils de la personne décédée. Etendue du droit. Modalités. Juridiction compétente.

SJ 1996, p. 337-339 - TFA, 25 janvier 1996, M.c A. Assurances

Nouvelle définition de l'accident. Caractère extraordinaire non de l'atteinte, mais du facteur extérieur. Cas de l'erreur de traitement médical LAMa 2, OLAAS.

RIDA 1995 II, p. 212-214 - TFA, 23.5.1995, in re O.

Le Casse malati non sono tenute ad assumere i costi né di una fecondazione in vitro e per trasferimento dell'embrione (FIVETE), né delle analisi preventive di fecondità.

RJJ 3/1995/p.244 - TFA, deuxième Chambre, 28 avril 1995, J.-M. S. d Caisse de compensation de l'industrie suisse des machines et Tribunal cantonal

Valeur probante d'un certificat médical. Poids respectif d'un certificat du médecin traitant, d'un centre d'observation de l'AI et d'une clinique orthopédique universitaire.

IV. Jurisprudence cantonale 1 Kantonale rechtsprechung

BASEL-LAND

BJM 1995, S. 323 - Urteil des Verwaltungsgerichts vom 4.10.1994

Persönlichkeitsverletzung im Zusammenhang mit einer fürsorglichen Freiheitsentziehung: Zuständigkeit des Verwaltungsgerichts ? Möglichkeit eines Feststellungsbegehrens ? Behandlung eines Rekurses als Aufsichtsbeschwerde.

BASEL-STADT

BJM1996, S. 27 - Urteil des Verwaltungsgerichts vom 18.3.1994

Sanktionen bei pflichtwidrigem Verhalten einer Medizinalperson (vgl § 3 Abs.2 Ziff.4 MedPG): Wahrung des Grundsatzes der Verhältnismässigkeit.

BERN

1. BVR 3/1996/p.127 - Urteil des Verwaltungsgerichts (Verwaltungsgerichtliche Abteilung) vom 6. Februar 1995 i.S. Spital-verband B. (VGE 19120)

Frais de traitement prodigués dans un hôpital public; manquement au devoir de diligence.

2. BVR 5-6/1996/p. 272 - Urteil des Verwaltungsgerichts (Verwaltungsgerichtliche Abteilung) vom 3. April 1995 i. S.T.

Autorisation d'exploiter une pharmacie.

3. BVR 7/1996/p.318 - Auszug aus dem Entscheid des Regierungsrats vom 25 Oktober 1995

Surveillance exercée par le canton sur le personnel médical

4. BVR 8/1996/p. 368 -Urteil des Verwaltungsgerichts (Verwaltungsrechtliche Abteilung) vom 11.9.1995 i. S. D.W.

Une autorisation d'exploiter dans le canton de BE n'est pas requise pour une pharmacienne qui dispense dans le canton de BE des médicaments issus de la pharmacie qu'elle dirige dans le canton de ZG. Admissibilité du ((modèle de Thoune », selon lequel l'ordonnance est transmise à une pharmacie et le médicament envoyé au

patient ou à la patiente par la pharmacie.

GENEVE

1. SJ 1996, p. 363 ss - Cour de cassation pénale, 31 janvier 1996 *Délinquant irresponsable. Obligation de suivre un traitement ambulatoire. Refus de lever cette mesure. Conseil de Surveillance psychiatrique. Motivation. (Cour de cassation pénale, audience du 31 janvier 1996)*

2. RDAF 1996, p. 64-74 - Trib. Administratif, 7 mars 1995, K.c. DASS et IUP *Liberté personnelle. Traitement psychiatrique. Administration forcée de neuroleptique. Consentement du patient (art. 5 LRMP5). Base légale. Intérêt public. Proportionnalité. Action en constatation de droit.*

JURA

RJJ 3/1995/p.245 - Arrêt de la Chambre des assurances du 12 septembre 1994 en la cause AV. c/ Evidenzia. *Assurance maladie. Indemnité journalière à paiement différé. Incapacité de travail liée à la maladie survenant après une incapacité de travail liée à un accouchement. Indemnités réclamées pendant une période d'allaitement.*

NEUCHATEL

1. RJN 1995, p. 140 - Tribunal administratif, 3 juillet 1995
Calcul des délais de prescription/péremption d'une action contre l'Etat de Neuchâtel pour des soins prétendument négligents administrés dans les hôpitaux de la ville de Neuchâtel (art. 10 et 11 de la loi cantonale sur la responsabilité de l'Etat).

2. RJN 1995, p. 269 - Tribunal administratif, 12 avril 1995
L'Hôpital de la Chaux-de-Fonds, en tant qu'établissement de droit public, noue des rapports de droit public avec les patients hospitalisés, même en classe privée s'ils sont traités par des médecins agissant en qualité officielle. Ces relations prennent dans la règle la forme de contrats de droit public.

SANKT GALLEN

GVP 1995 - Verwaltungsrekurskommission (Abt. V), 17.7.1995
Art. 397a Abs. 1 ZGB. Eine weitere zwangsweise Rückbehaltung eines auf eine Depot-Medikation eingestellten Patienten für wenigen Tage in der Klinik bis zur Verabreichung des 2. Depots ist nicht verhältnismässig.

Valais

RVJ 1995 140 - Tribunal Cantonal, arrêt du 13.10.1994, Caisse-maladie X d'Hôpital régional de Y, Dr B. et Dr C.
Droit de recours de la caisse-maladie contre le tiers responsable d'un sinistre; responsabilité du médecin

Doctrine / Lehre

1. Doctrine internationale et étrangère (Sélection) / Internationale und fremde Lehre (Auswahl)

AUFSÄTZE 1 ARTICLES

ASCH DA, The role of critical care nurses in euthanasia and assisted suicide, *New England Journal of Medicine*, 1996, 334: 1374-1379.

BACHMAN JG, ALCSEK KH, DOUKAS DJ and al., Attitudes of Michigan physicians and the public toward legalizing physician-assisted suicide and voluntary euthanasia, *New England Journal of Medicine*, 1996, 334: 303-309.

BACK AL, WALLACE JI, STARKS HE and al., Physician-Assisted Suicide and Euthanasia in Washington State. Patient Requests and Physician Responses, *JAMA*, 1996: 275, 919-925.

BERRIDGE V, Drug policy: should the law take back seat?, *Lancet*, 1996,347: 301-305.

BINDELS PJE, KROL A, VAN AMEIJDEN E and al., Euthanasia and physician-assisted suicide in homosexual men with AIDS, *Lancet*, 1996, 347: 499-504.

BLUMENTHAL D, CAUSINO N, CAMPBELL E and al., Relationships between academic institutions and industry in the life sciences - an industry survey, *New England Journal of Medicine*, 1996, 334: 368-373.

BOCHNIK Hans Joachim, Bestehen Datenschützer auf Forschungsblockaden? *MedR* 6/1996/p.262ss

CALLENS Stefaan, The privacy Directive and the Use of Medical Data for Research Purposes, *European Journal of Health Law*, 1995, vol. 2 n° 4, p. 309-340

CAYLA Jean-Simon, La santé et le droit. In : *Revue de droit sanitaire et social* 2/1996/p.278ss

CAYLA Jean-Simon, Santé et médecine. In : *Revue de droit sanitaire et social* 1/1996/p.19ss

DEMAY DE GOUSTINE Patrick, Procréation médicalement assistée et pouvoir médical. In : *Revue de droit sanitaire et social* 1/1996/p.1 ss.

DRESSER R, Mentally Disabled Research Subjects. The Enduring Policy Issues, *JAMA*, 1996,276: 67-72.

EMANUEL EJ, FAIRCLOUGH DL, DANIELS ER, CLARRIDGE BR, Euthanasia and physician-assisted suicide: attitudes and experiences of oncology patients, oncologists and the public, *Lancet*, 1996, 347: 1805-1810.

FLUSS Sev, The Development of National Health Legislation in Europe: The Contribution of International Organizations, *European Journal of Health Law*, 1995, vol. 2 n° 3, p. 193-237

GARRIS Joel, The Case for Patenting Medical Procedures, *American Journal of Law & Medicine*, 1996, vol. XXII n° 1, p. 85-108

GOSTIN LO, LAZZARINI Z, NESLUND VS and al., The Public Health Information Infrastructure. A national Review of the Law on Health Information Privacy, *JAMA*; 1996,275: 1921-1927.

GRUBB A, WALSH P, LAMBE N and al., Survey of British clinicians' views on management of patients in persistent vegetative state, *Lancet*, 1996, 348: 35-40.

HELLE Jürgen, Schweigepflicht und Datenschutz in der medizinischen Forschung. In : *MedR* 1/1996/p.13ss

HENNAU-HUBLET Christiane, Le projet de Convention de Bioéthique du Conseil de l'Europe: l'espoir d'une protection élevée des droits de l'homme, *Tijdschrift voor Gezondheidsrecht/Revue de droit de la santé*, 1995, vol. 1 n° 1, p. 25-50

HOFLING Wolfram, Hirntodkonzeption und Transplantationsgesetzgebung. In: *MedR* 1/1996/p.6ss

LEE MA, NELSON HD, TILDEN VP and al., Legalizing assisted suicide - views of physicians in Oregon, *New England Journal of Medicine*, 1996,334: 310-315.

LEVINSKY NG, Social Institutional and economic barriers to the exercise of patients rights, *New England Journal of Medicine*, 1996, 334: 532-534.

LIN Michael, Conferring a Federal Property Right in Genetic Material: Stepping into the Future with the Genetic Privacy Act, *American Journal of Law & Medicine*, 1996, vol. XXII n° 1, p. 109-134

ROSENBERG S, Secrecy in medical research, *New England Journal of Medicine*, 1996,334: 392-394.

ROTH STEIN Mark, KNOPPERS Bartha, Legal Aspects of Genetics, Work and Insurance in North America and Europe, *European Journal of Health Law*, 1996, vol. 3 n° 2, p. 143-161

RYAN KJ, Euthanasia in Australia - the northern territory rights of the terminally ill act, *New England Journal of Medicine*, 1996, 334: 326-328.

Symposium: The Genome Imperative, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 1995, vol. 23 n° 4 p. 309-381

(plusieurs articles)

UHLENBRUCK Wilhelm. Schmerzensgeld wegen HIV-Test ohne Einwilligung des Patienten. In : MedR 5/1996/p.206ss

VAN DER WAL G, ONWUTEAKA-PHILIPSEN BD, Cases of euthanasia and assisted suicide reported to the public prosecutor in North Holland over 10 years, *BMJ*, 1996,312: 612-613.

WEICHERT Thilo, Datenschutz und medizinische Forschung - Was nützt ein "medizinisches Forschungsgeheimnis"? In : MedR 6/1996/p.258ss

Will, Michael R. - les conditions juridiques d'une intervention médicale pour changer de sexe: la situation en droit comparé: rapport. In: Transsexualisme, médecine et droit. - Strasbourg, 1995. - P. 81-108.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIES

GIESEN, Dieter. - Arzthaftungsrecht: die zivilrechtliche Haftung aus medizinischer Behandlung in der Bundesrepublik Deutschland, in Österreich und der Schweiz. - 4., völlig neu bearb. und erw. Aufl. - Tübingen, 1995. XX, 467 S. - (JZ-Schriftenreihe; H. 1)

GOBEN, Meltem. - Arzneimittelhaftung und gentechnikhaftung als Beispiele modernen Risikoausgleichs. Frankfurt/Main, Berlin [et al], 1996 (Recht und Medizin, Bd 33).

GROLIK, Ulrich. - Leichenschau und Leichenöffnung in rechtsvergleichender Sicht im deutschen Sprachraum. - [S.l.]: [s.n.], [1995] (Köln). - XCIII, 382 S.

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

BACHMANN Peter, Medizinische Diagnosen auf Arztsehnungen, in . SÄZ, 1996, no16, p. 654-657.

BERNHARD Stephan, OFAS : Primes d'assurance maladie 1996 - vérification et approbation par l'OFAS. In Sécurité sociale 1/1996/p.32ss

BERTRAND, Dominique [et al]. - Constatation des violences chez les personnes arrêtées ou détenues: rôle préventif du médecin. In : Bulletin de criminologie. - Zürich. - Année 21(1995), no 2, p. 9-19.

BORGHI, Marco. - Entourage familial et exclusion (pour une application "systémique" de l'art. 397a al. 2 CCS). In: Famille et droit: mélanges offerts par la Faculté de droit de "Université de Fribourg à Bernhard Schnyder à l'occasion de son 65e anniversaire. - Fribourg, 1995. - P. 31-46.

COMMISSION SUISSE DES CARTELS, Procédure subséquente à l'enquête sur les médecins bernois, in : Publications de la Commission suisse des cartels et du préposé à la surveillance des prix, la 1996, p. 143

DUC Jean-Louis, Médecines parallèles et assurances sociales (plus spécialement au regard de la nouvelle LA Mal), in : Cahiers Médico-Sociaux, 1996, no1, p. 41-51.

DUTOIT, Bernard. - La première convention européenne de bioéthique, ou la reconnaissance internationale de valeurs communes au service de la personne humaine. In: Famille et droit: mélanges offerts par la Faculté de droit de l'Université de Fribourg à Bernhard Schnyder à l'occasion de son 65e anniversaire. - Fribourg, 1995. - P. 173-192.

FLAHAULT-RUSCONI, Elena. - Secret médical et sida. In: Médecine et hygiène. - Genève. - Année 53(1995), p. 2235-2239.

GEISER, Thomas. - Die fürsorgliche Freiheitsentziehung als Rechtsgrundlage für Zwangsbehandlung? In: Familie und Recht: Festgabe der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg für Bernhard

Schnyder zum 65. Geburtstag. - Freiburg, 1995, P. 289-314.

GEISSELER, Robert. - Aufklärungspflicht des Arztes. In: Haftpflicht- und Versicherungsrechtstagung 1995/ Alfred Koller (Hrsg.). - St. Gallen, 1995. - S. 147-175.

GUILLOD Olivier, Selected Legislation and Jurisprudence-Switzerland, European Journal of Health Law, 1995, vol. 2 n° 3, p. 271-279.

GUILLOD, Olivier; MEIER, Philippe. - Représentation privée, mesures tutélaires et soins médicaux. In: Famille et droit: mélanges offerts par la Faculté de droit de l'Université de Fribourg à Bernhard Schnyder à l'occasion de son 65e anniversaire. - Fribourg, 1995. - P. 325-363.

GUTMANN, Ernest. - Les fondements de la protection. In: Le génie génétique éd. par François Dessemontet ; F. Perret... [et al.]. - Lausanne, 1996. - P. 2739.

HALPERIN OS, BOUVIER P, JAFFE PD and al., Prevalence of child sexual abuse among adolescents in Geneva: results of a cross sectional survey, *BMJ*, 1996, 312: 1326-1329.

HARDING, T.W. et UMMEL M., Le certificat médical, ses pièges et ce qui le différencie d'une expertise, in: Méd. et Hyg., 1996, no2108, p. 513-517.

HEGNAUER, Cyril. - Aufgabe des Beistandes nach Art. 309, 308 Abs. 2 ZGB bei künstlicher Insemination einer unverheirateten Frau : Haftung des Arztes (Art. 28, 28a ZGB, Art. 41 ss., 49 OR) = Devoir du curateur selon les art. 309 et 308 al. 2 CC en cas d'insemination artificielle d'une femme non mariée: responsabilité du médecin (art. 28, 28a CC, art. 41 ss, 49 CO) = Compiti dei curatore dell'art. 309 e 308 cpv. 2 nel caso di inseminazione artificiale di una donna non coniugata : responsabilità del medico (art. 28, 28a CC, art. 41 ss, 49 CO). In: Zeitschrift für Vormundschaftswesen. - Zürich. - Jg. 50 (1995), Nr. 4, S.139-143.

HONSELL, Heinrich. - Die Aufklärungspflicht des Arztes in Deutschland, Österreich und der Schweiz. In: Schweizerische Versicherungszeitschrift, Jg. 63 (1995), H. 11/12, S. 329-338.

HUBER François, OFAS: Conséquences de la LAMal sur les prestations. complémentaires à l'AVS et à l'AI. In Sécurité sociale 1/1995/p.29ss

HÜBNER, Florian - Droit et SIDA: réflexions tirées d'une pratique quotidienne. In : AJP 1995, 10, p. 41 s.

ILERI Atilay, Der Stellenwert der relativen Operationsindikation aus juristischer Sicht, in : SÄZ., 1996, no13, p. 545-548.

ILERI, Atilay. - Die ärztliche Aufklärung in der Praxis. In: Haftpflicht- und Versicherungsrechtstagung 1995/ Alfred Koller (Hrsg.). - St. Gallen, 1995. - S. 177-194.

KEHL, Robert. - Für eine gesetzliche Regelung der Sterbehilfe. In: AJP 1995, 10, S. 1307-1315.

KILLIAS, Martin, UCHTENHAGEN Ambros. - Méthodologie de l'évaluation des essais suisses avec prescription médicale d'opiacés sous l'angle de la délinquance: l'accès sous contrôle médical à l'héroïne réduit-il la délinquance des toxicomanes 7. In: Bulletin de criminologie. - Zürich. - Année 21 (1995), no 2, p. 33-48.

KUHN Hanspeter, KVG : Antworten auf die häufigsten Fragen, in . SÄZ., 1996, n° 17, p. 695-698.

MANAI, Dominique. - Le devoir d'information du médecin. In: Médecine et hygiène. - Genève. - Année 53, no 2072 (1995), p. 1129-1131.

MARGAIRAZ Ch., BERTRAND O., Le praticien et la demande d'autopsie, in : Méd. et Hyg., 1996, no2115, p. 920-923.

MARTIN Jean, Das Wohl des Kindes und seine Kenntnis der Daten über seine Abstammung, in : SÄZ, 1996, no 5, p. 188-192 (en français in : BMS, 1995, n°45, 1929-1933).

MICHIELS W, LA HARPE R, BERTRAND D, Toxicomanie et aptitude à conduire, in : Méd. et Hyg., 1996, no 21 03, p. 280-282.

MÜLLER, Peter, - Die Drogenpolitik des Bundes. In : recht 2/1996, p. 63 55.

NIVEAU G, Bertrand D., Privation de liberté à des fins d'assistance, in: Méd. et Hyg., 1996, no2121, p. 1246-1250.

PAUCHARD, Jean-Pierre. - Die fürsorgerische Freiheitsentziehung in der Praxis aus der Sicht des Psychiaters = La privation de liberté à des fins d'assistance dans la pratique vue par le psychiatre = La privazione della libertà a scopo assistenza nella prassi e secondo la visione dello psichiatra. In: Zeitschrift für Vormundschafswesen. - Zürich. - Jg. 50 (1995), Nr. 4, S. 130-138.

PERRET, François. - [Le génie génétique] : introduction / par François Perret. In: Le génie génétique / éd. par François Dessemontet ; F. Perret... [et al]. Lausanne, 1996. - p. 17-24.

RUEF Christian, Ärztliches Ethos im Spannungsfeld der Reform des Gesundheitswesens, in: SÄZ, 1996, no31, p. 1255-1265.

SANDOZ, Suzette; MEXIN, Olivier. - Liberté personnelle et procréation médicalement assistée: quelles limites au pouvoir créateur du juge constitutionnel ? In: Revue de droit suisse. - Basel - N.F. Bd. 114(1995), Halbbd. 1, H. 4/5, p. 453-463.

SAURER A, Cent cas d'expertise AI. Le médecin-expert et l'appréciation de la capacité de travail, in : Méd. et Hyg., 1996, no2112, p. 749-753.

SCHMID, Jörg. - Persönlichkeitsschutz bei der Bearbeitung von Personendaten durch Private. In: Zeitschrift des Bernischen Juristenvereins. - Bern. - Bd. 131(1995), H. 12, S. 809-832.

SCHWEIZER, Rainer. Stellungnahme zu Gen-Schutz-Initiative. In: AJP. Lachen. - 1996, 3, S. 365-368.

SEIDENBERG, André. Verringert sich Delinquenz nach kontrollierter Opiatabgabe ? : vorläufige polizeiliche Feststellungen bei 55 Patientinnen mit betäubungsmittelgestützten Behandlungen im Zürcher Opiat-Konsum-Lokal (ZokL2). In: Kriminologisches Bulletin. - Lausanne. - Jg. 21 (1995), Nr. 2, S. 49-59.

SIDLER Wolfgang, Formelles zur ärztliche Aufklärungspflicht und zur Beweissiklerung, in : SÄZ, 1996, n° 13, p. 549-552.

STARK, Emil Wilhelm. - Die Schadenersatzpflicht bei widerrechtlicher fürsorgerischer Freiheitsentziehung nach Art. 429a ZGB : ihre Stellung im Haftpflichtrecht. In: Familie und Recht: Festgabe der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg für Bernhard Schnyder zum 65. Geburtstag. Freiburg, 1995. - P. 715-729.

WEBER, Pierre-Christian. - La protection du patient par le droit psychiatrique genevois. In : Plädoyer 14 (1996), p. 5455.

WEBER, Stephan. Beweiserleichterungen bei ärztlichen Behandlungsfehlern. In: Schweizerische Versicherungszeitschrift. - Bern; Frankfurt/Main. - Jg. 63 (1995), H. 9/10, S. 247-253.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

BRÜHWILER-FRESEY, Lukas. - Medizinischer Behandlungsvertrag und Datenrecht. Zürich, 1996. - LI, 343 S.

DESSEMONTET, François; PERRET, François [et al]. - Le génie génétique = Biotechnology and patent law. - Lausanne, 1996. - 197 p. - (Publication CEDIDAC ; 31).

EGGER, Heddy [et al]. Schwangerschaft, Mutterschaft : rechtliche und medizinische Informationen / [Arbeitsgruppe der OFRA Zug]. - [Überarb. Neuaufl.]. -, 1995. - 27 S.

EICHENBERGER, Thomas. - Die Rechtsstellung des Arztes am öffentlichen Spital : unter besonderer

Berücksichtigung der spezifischen Probleme des Dienst- und Haftungsrechts. - Bern; Stuttgart [etc], 1995. - 294 S.

ESTERMANN, Josef. - Drogen und Strafrecht in der Schweiz : Zeitreihen zu Verzeigungen, Strafurteilen und Strafvollzug 1974-1994 = Drogues et droit pénal en Suisse: Séries chronologiques des dénonciations, jugements pénaux et exécutions de peines 1974-1994; éd. Office fédéral de la statistique. Bern: Bundesamt für Statistik, 1995. - 87 S. - (Statistik der Schweiz. 19, Rechtspflege)

FAHRENKRUG, Hermann [et al.]. - Drogues illégales en Suisse 1990-1993 : la situation dans les cantons et en Suisse; [publ. par l'] Institut suisse de prévention de l'alcoolisme et autres toxicomanies (ISPA) sur mandat de l'Office fédéral de la santé publique; trad. de l'allemand par Jacqueline Lavoyer-Bünzli. - Zürich, 1995. - 256 p. Traduit de: Illegale Drogen in der Schweiz 1990-1993.

NÜTZI, Patrick. - Rechtsfragen verhaltenslenkender staatlicher Information: Strukturen, Zulässigkeit, Haftung : illustriert an den Beispielen AIDS und Listeriose. - Bem, 1995. - LIII, 305 S. - (Abhandlungen zum schweizerischen Recht. Neue Foige ; H. 571).

SCHÖNING, Rolf. - Rechtliche Aspekte der Organtransplantation. - Bem 1996 (Zürcher Studien zum Strafrecht, Bd 28).

Schwangerschaftsabbruch in der Schweiz : Gesetz, Anwendung und Prävention / Hrsg. von der Schweizerischen Gesellschaft für das Recht auf Abtreibung und Verhütung SGRA ; Übers.: Margrit Pfister. - Neue und überarbeitete Aufl. - Bem, 1995. - 130 p.

SCHWEIZER, Laurent. - Le statut des oeuvres d'art créées en établissement psychiatrique. Zürich, 1996 (Etudes en droit de l'art, vol. 7).

SCHWEIZER, Rainer, SALADIN, Peter, Commentaire de la Constitution fédérale, art 24novies, Bâle, Zürich et Berne 1996.

SCHWEIZER, Rainer. - Gentechnikrecht / Zwischenbilanz des Gesetzgebungsprozess im Gentechnik- und Genschutzbereich. Zürich, 1996.

SPIRIG, Eugen. - Die fürsorgliche Freiheitsentziehung : Art. 397a - 397f / bearb. von Eugen Spirig ; hrsg. von Peter Gauch und Jörg Schmid. - 3., völlig neu bearb. Aufl. / hrsg. von Peter Gauch und Jörg Schmid. - Zürich, 1995. XXV, 233 S. .

THÜR, Rolf. - Schadenersatz bei durchkreuzter Familienplanung : unter Berücksichtigung der Rechtsprechung in Deutschland, England und den USA. - [S.l.]: [s.n.], 1996. - 109 S.

* * * * *

SAN-NEWS N°2

janvier 1997, comprenant la période allant du 15 août 1996 au 31 décembre 1996

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international et européen (Sélection) Internationales Recht und Europarecht (Auswahl)

Convention pour la protection des droits de l'homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine: Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine, adoptée par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe le 19 novembre 1996

II. Droit étranger / Fremdes Recht

néant

III. Droit fédéral / Bundesrecht

DROIT EDICTE

1. Ordonnance concernant les conditions minimales de reconnaissance des écoles supérieures de droguerie, du 15 août 1996, en vigueur dès le 15 août 1996, RO 1996 2978

2. Ordonnance sur les qualifications des spécialistes de la sécurité au travail, du 25 novembre 1996, en vigueur dès le 1er janvier 1997, RO 19963121

Définit les exigences pour être "spécialiste de la sécurité au travail", notamment pour les médecins du travail et les hygiénistes du travail

3. Règlement sur l'assurance-invalidité, du 17 janvier 1961 (RS 831.201). Modification du 15 novembre 1996, en vigueur dès le 1er janvier 1997, RO 1996 3133

Concerne les mesures de formation scolaire spéciale et en faveur des mineurs impotents âgés de moins de 20 ans.

4. Ordonnance sur l'assurance-maladie, du 27 juin 1995 (RS 832.102). Modification du 25 novembre 1996 (art. 1, 2, 7a, 10, 46, 50, 50a, 67, 91a, 94, 97, 132, 134), en vigueur dès le 1er janvier 1997, RO 19963139

5. Ordonnance relative aux primes moyennes cantonales 1997 de l'assurance des soins pour le calcul des prestations complémentaires, du 21 novembre 1996, en vigueur dès le 1er janvier 1997 Jusqu'au 31.12.97), RO 1996 3448

6. Arrêté fédéral urgent concernant des mesures temporaires urgentes destinées à combattre l'ESS dans le cheptel bovin suisse, du 13 décembre 1996, en vigueur dès le 14 décembre 1996 Jusqu'au 30.6.99), RO 1996 3485

MESSAGES, RAPPORTS ET DECISIONS OFFICIELS BOTSCHAFTEN UND AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLUESSE

1. Rapport du Conseil fédéral sur les conventions et les recommandations adoptées en 1993 et 1994 par la Conférence internationale du Travail lors de ses 80e et 81 e sessions, du 15 mai 1996, FF 1996 III 1137

A notamment trait à la Convention n° 174 concernant la prévention des accidents industriels majeurs.

2. Avis du Conseil fédéral concernant le rapport du 17 novembre 1995 de la Commission de sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national relatif à la ratification de la Charte sociale du Conseil de l'Europe, du 4 septembre 1996, FF 1996 IV 1273

3. Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale pour une étude de la clinique psychiatrique universitaire de Berne intitulée " *Qualitätskontrolle der Behandlung in der Psychiatrie*", du 23 juillet 1996, FF 1996 III 306

4. Rejet d'une requête d'autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, décidé par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale pour une étude individuelle intitulée " *Modalités de la réintégration des patients en clinique psychiatrique*" , du 23 juillet 1996, FF 1996 III 309

5. Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale à la *Psychiatrischen Universitätsklinik Zürich*, du 5 novembre 1996, FF 1996 IV 1330

6. Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale pour une étude de l'Institut Universitaire de Médecine sociale et préventive de Lausanne intitulée. *Modèle d'évaluation des politiques cantonales de prise en charge médico-sociale des personnes âgées dépendantes*", du 19 novembre 1996, FF 1996 V 74

7. Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale au *Kinder- und Jugendpsychiatrischer Dienst du canton de Zurich*, du 10 décembre 1996, FF 1996 V 651

8. Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale pour une étude de la division hygiène hospitalière de l'Hôpital universitaire de Zurich intitulée " *Erfassung von nosokomialen Infektionen in der Schweiz*", du 17 décembre 1996, FF 1996 V 941

9. Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale pour une étude individuelle intitulée " *Über die Motivationsarbeit mit zwangseingewiesenen Drogenpatienten*", du 17 décembre 1996, FF 1996 V 944

10. Initiative populaire "pour le libre choix du médecin et de l'établissement hospitalier". Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale, 12 novembre 1996, FF 1996 V 116 (délai imparti pour la récolte des signatures: 26 mai 1998)

IV. Droit cantonal (Sélection) / Kantonaes Recht (Auswahl)

(extrait du « Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin », avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

AARGAU

V vom 10.07.1996 über die Beitragsleistungen des Kantons im Bereich der spitalexternen Krankenpflege (Spitexverordnung)

APPENZELL (AUSSEER RHODEN)

V zum Gesundheitsgesetz vom 08.12.1986 (Änderung vom 09.09.1996: Art. 3 II lit. f; Art. 9 II lit. c, d, e und 11 aufgehoben) (Eingeführt durch Art. 12 der V über die Lebensmittelkontrolle)

BASEL-LAND

Spitalgesetz vom 24.06.1976 (Änderung vom 25.03.1996: § 2 III, Massnahmen; 5 II, Kostendeckung) (Eingeführt gemäss EG zum BG über die Krankenversicherung)

FRIBOURG

A du 12.07.1996 approuvant la convention intercantonale du 04.03.1996 concernant la formation aux professions de la santé (professions médicales exceptées) et de son financement ainsi que ses annexes (Abroge l'A du 23.02.1987 approuvant la convention du 21.11.1986) (Entrée en vigueur rétroactive au 01.01.1996) (Sans le texte de la convention)

R d'exécution du 16.03.1948 sur la police de la santé (Modification du 30.09.1996: art. 82 I, professions soumises à autorisation; 91 bis nouveau, logopédistes / orthophonistes)

JURA

O portant exécution des actes législatifs fédéraux et cantonaux sur les mesures contre la tuberculose (Abrogée le 18.09.1996) (Entrée en vigueur rétroactive au 01.01.1996)

SANKT GALLEN

Gesundheitsgesetz vom 28.06.1979 (Änderung vom 09.06.1996: Art. 12 I, « des Amtes für Lebensmittelkontrolle » statt « Kantonalen Laboratoriums »; Art. 14 und 15 aufgehoben) (Eingeführt durch Art. 8 des EG zur eidgenössischen Lebensmittelgesetzgebung)

TICINO

Direttive dei 18.05.1995 dell'UICM concernenti la fabbricazione di medicinali (Direttive di fabbricazione) (Abroga le direttive dei 13.05.1982 e diversi istruzioni dei 02.08.1983, 16.08.1983, 01.10.1992 e 05.08.1982)

URI

R vom 29.07.1996 zur Liste der medizinischen und pharmazeutischen Hilfsberufe (Anerkennung von Ergotherapeuten und Logopäden als medizinische bzw. pharmazeutische Hilfsberufe)

VALAIS

L du 9 février 1996 sur la santé (Abroge la L du 18.11.1961 sur la santé publique)

L du 27 mars 1996 sur l'organisation des secours

O du 20.11.1996 sur l'exercice des professions de la santé et leur surveillance (Abroge tous les règlements antérieurs relatifs à l'exercice des diverses professions de la santé)

O du 20.11.1996 sur la planification sanitaire et le subventionnement des établissements et institutions sanitaires

O du 20.11.1996 sur le contrôle des médicaments

O du 20.11.1996 sur les toxicomanies

O du 20 novembre 1996 sur le subventionnement des honoraires des médecins hospitaliers

O du 20 novembre 1996 sur le fonds cantonal de secours en matière d'assurance-maladie

O du 20 novembre 1996 sur l'organisation des secours

VAUD

L du 29.05.1985 sur la santé publique (Modification du 20.05.1996: art. 13 VI, 91, 91 A; autorisation de pratiquer à titre indépendant par les médecins non-titulaires du diplôme fédéral)

R du 02.10.1996 sur la policlinique médicale universitaire de Lausanne (Abroge le R du 15.03.1995)

ZUG

V (1) zum Gesundheitsgesetz: medizinische und pharmazeutische Berufe, Hilfsberufe sowie wissenschaftlich nicht anerkannte Behandlungen vom 22.12.1981 (Änderung vom 20.08.1996: § 27bis, Auskündungen)

ZÜRICH

Verfügung vom 30.05.1996 über die Abgabenerweiterung von Liste-C-Produkten in Drogerien

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte im Kraft.

V. Déclarations et directives éthiques et professionnelles Ethische und berufliche Erklärungen und

Richtlinien

INTERNATIONAL ET ETRANGER / INTERNATIONAL UND AUSLAND

Advisory Committee on Human Radiation Experiments, Research Ethics and the Medical Profession. Report of the Advisory Committee on Human Radiation Experiments, *JAMA* 276, 1996, p. 403-409

SUISSE / SCHWEIZ

FMH-Gutachtenstelle, Reglement für die aussergerichtliche Begutachtung von Ärztehaftpflichtfällen, in: Bulletin des médecins suisses (BMS) 1996, N° 37, p.1465-1467.

Académie suisse des sciences médicales (ASSM), Directives pour la recherche expérimentale sur l'homme, in: Bulletin des médecins suisses (BMS) 1996, W 43, p. 1730-1736.

Académie suisse des sciences médicales (ASSM), Directives pour la définition et le diagnostic de la mort en vue d'une transplantation d'organes, in: Bulletin des médecins suisses (BMS) 1996, W 45, p. 1821-1829.

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence internationale (Sélection) Internationale Rechtsprechung (Auswahl)

1. Cour européenne des droits de l'homme, Affaire *Cantoni c. France* (45/1995/551/637), Strasbourg, 15.11.1996

Le requérant, gérant de grande surface, a été condamné pour exercice illégal de la pharmacie après avoir vendu dans son magasin de l'éosine aqueuse à 1%, de l'alcool à 70° modifié, de l'eau oxygénée à 10 volumes, de la vitamine C, des inhalations aux essences végétales, des inhalateurs de poche, des sprays antibactériens et des oligo-éléments. Il invoque une violation de l'art. 7 CEDH (non rétroactivité de la loi pénale) en soutenant que les produits susmentionnés n'étaient pas des médicaments au sens du code de la santé publique (art. L. 511). La Cour n'a pas admis la violation de l'art. 7 CEDH, notamment parce que le requérant, à l'époque des faits et à l'aide de conseils appropriés, aurait dû savoir qu'en raison de la tendance se dégageant de la jurisprudence, il courait le risque de se voir poursuivre pour exercice illégal de la pharmacie.

2. Cour européenne des droits de l'homme, Affaire *Bizzotto c. Grèce* (76/1995/582/668), Strasbourg, 15.11.1996

Le requérant, trafiquant de stupéfiants et toxicomane, invoque une violation de l'art. 5 al 1 CEDH (régularité de la détention) au motif qu'il a été détenu dans une prison ordinaire et non dans un établissement pénitentiaire à caractère thérapeutique comme le tribunal l'avait décidé.

La Cour ne reconnaît pas la violation alléguée parce que la détention dans un établissement thérapeutique est une modalité d'application de la peine qui pourrait certes tomber sous le coup de l'art. 3 CEDH mais n'influe, en principe, pas la régularité de la privation de liberté.

II. Jurisprudence étrangère (Sélection) Fremde Rechtsprechung (Auswahl)

AUSTRALIE

Medical Law Review 1996, p. 102 (New South Wales Court of Appeal; suivi d'une note de Andrew Grubb) *Action pour "wrongful birth". Acceptation de principe. Etendue de la réparation.*

AUTRICHE

Recht der Medizin 1996, p. 117 (Landesgericht Feldkirch, 21 février 1996, avec une note de Christian Kopetzki)
Quand le patient est incapable de discernement, le consentement au traitement ne peut être donné que par son "Sachwalter". L'extraction d'une dent n'est pas une affaire importante qui exigerait le consentement de l'autorité judiciaire.

BELGIQUE

Revue de droit de la santé 1996-97, vol. 2/1, p. 30 (Cour d'appel de Liège, 3 octobre 1995)
Fillette intoxiquée aux amanites phalloïdes. Appréciation de la responsabilité du médecin-traitant et du médecin de permanence du Centre Anti-Poisons consulté par téléphone.

Revue de droit de la santé 1996-97, vol. 2/1, p. 35 (Hof van Beroep te Gent, 20 mars 1996)
Contrôle médical scolaire obligatoire et vaccination obligatoire contre la poliomyélite. Les deux mesures, nécessaires à protéger la santé publique et prévues dans une loi; sont valables: le respect des opinions individuelles et le droit à l'autodétermination doivent céder le pas.

ETATS-UNIS

The Journal of Law, Medicine & Ethics 1996, vol. 24/2, p. 167, *Levine v. Central Florida Medical Affiliates et al* (United States Court of Appeals for the Eleventh Circuit, 23 janvier 1996)
Une PPO peut refuser un médecin comme nouveau membre, à tout le moins tant qu'elle ne détient pas une part trop substantielle du marché.

RFA ALLEMAGNE

MedR 10/1996/p.479 - SG Köln, Beschl. v. 6. 7.1995
Die Durchführung einer Datenübermittlung auf der Grundlage des § 295 Abs. 2 SGB V verletzt nicht das allgemeine Persönlichkeitsrecht von Ärzten und Versicherten.

ROYAUME-UNI

Medical Law Review 1996, p. 94, *Walkin v. South Manchester Health Authority* (Court of Appeal [1995] 4 All E.R. 132)
Echec fautif d'une stérilisation. Prescription de l'action en réparation.

Medical Law Review 1996, p. 204, *Re Y* (High Court of Justice, Family Division, 14 juin 1996)
Admissibilité d'un prélèvement de moelle osseuse chez une personne incapable de discernement en vue de greffe sur sa soeur atteinte de leucémie.

III. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

ATF 122 1153 - TF, 1ère Cour de droit public, 19 juin 1996
Art. 4 Cst et législation cantonale zurichoise. Consultation du dossier médical tenu par une clinique psychiatrique. Pesée des intérêts pour l'accès à des informations provenant de personnes étrangères à la clinique.

ATF 122 II 193 - TF, 2e Cour de droit public, 24 mai 1996
Droit fondamental à des conditions minimales d'existence. Confirmation de ATF 121 I 367.

ATF 122 V 81 - TFA, 18 mars 1996
Art. 5bis LAMA. Les assurés au bénéfice d'un contrat d'assurance collective d'indemnités journalières possèdent en principe une créance directe contre la caisse. Confirmation de ATF 120 V 42.

ATF 122 V 85 - TFA, 18 mars 1996
Art. 21/6 LAMA et 2 Ord VI. Admissibilité du refus d'une autorisation de pratiquer à la charge de l'assurance-maladie à un masseur.

ATF 122 V 113 - TFA, 13 juin 1996
Art. 13 LAI et ch. 404 de l'annexe à l'OIC Syndrome psycho-organique. Les troubles doivent avoir été diagnostiqués et traités avant l'accomplissement de la neuvième année pour donner droit aux prestations.

ATF 122 V 157 - TFA, 3 mai 1996
Les art. 4 Cst et 6 CEDH ne donnent aucun droit formel à la mise en oeuvre d'expertises confiées à des médecins indépendants de l'institution d'assurance, lorsque le litige concerne des prestations.

JdT 1996 1 259 - Arrêt du TF, IIème cour civile, du 2 juillet 1992. C. c. Canton de Zürich, (ATF 118 II 254)
Privation de liberté à des fins d'assistance, responsabilité du canton en cas de privation injustifiée de liberté, de traitement forcé et de contention.

JAAC 1996 III, p. 575 ss - Office fédéral de la justice, décision du 17.11.1995 Art. 24novies Cst. Médecine de procréation. Statut constitutionnel des embryons humains.

JAAC 1996 III, p. 767 ss - Département fédéral de l'intérieur, décision du 24.1.1996
Assouplissement de jurisprudence relatif à la LF concernant l'exercice des professions de médecin, de pharmacien et de vétérinaire dans la Confédération et à l'ordonnance générale concernant les examens fédéraux des professions médicales (OGPM).

Plädoyer 4/96, p. 66 55 - TFA, 1ère Chambre, jugement du 27.2.96, Winterthur Versicherungen contre P.
Wer Operationen oder Behandlungen trotz Aufforderungen des Unfallversicherers ablehnt, muss kaum mit Leistungskürzungen rechnen. Nur grobfahrlässige Nichtbehandlung wird sanktioniert.

RIDA, 1996, W 1, p. 200-201 - TFA 3.10.1995 N. 1 140/95 in re V.
Diritto ad un sostegno psicoterapico anche per un paziente che presenta lesioni cerebrali in quanto tale cura sia suscettibile di assicurare una migliore capacità di guadagno.

IV. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

AARGAU

AGVE 1995, p. 245 ss - Entscheid des Verwaltungsgerichts, 2. Kammer, vom 28. März 1995 in Sachen M.St. gegen Verfügung des Bezirksarztes B. *Fürsorgerische Freiheitsentziehung. Klinikeinweisung. Örtliche Zuständigkeit.*

SANKT GALLEN

SJZ/RSJ 20/1996, p. 379 - St Gallen, Verwaltungsrekurskommission, 28.12.94, également publié dans GVP 1994 no 34, p. 83

397a al. 1 et 2 CC. La privation de liberté à des fins d'assistance qui doit se faire à long terme et sans la possibilité d'un traitement médicamenteux exige que la personne concernée puisse être motivée pour une telle thérapie.

SCHAFFHAUSEN

Amtsbericht des Obergerichtes an den Grossen Rat des Kantons Schaffhausen 1995, p. 136
Art. 397a Abs. 1 ZGB. Ambulante Zwangsbehandlung einer psychisch Kranker. Kognition des Verwaltungsgerichts; Instanzenzug; Voraussetzungen der Vor- und Nachmassnahmen.

TICINO

RIDA, 1996, N° 1, p. 51 - CG ASP 7.12.1995 N. 550/95 in re Z.

Nel casa di un detenuto collocato presso /a Clinica Psichiatrica Cantonale di Mendrisio ai sensi dell'art. 43 CPS, la Commissione giuridica é competente a statuire sulla somministrazione di farmaci

RIDA, 1996, N° 1, p. 218-219 - TCA 2.8.1995 N. 36.94.00004 in re V.

Frequentemente, l'indagine coronografica deve essere svolta in centri specialistici in tali casi la Cassa ne deve assumere i costi integralmente.

RIDA, 1996, N° 1, p. 224-225 - TCA 14.6.1995 N. 35.95.00081 in re X.

In casa di tentato suicidio, non devono essere poste esigenze di prova severe circa la valutazione, in concreto, dell'incapacità di discernimento dell'assicurato

VALAIS

RVJ/ZWR 1996, p. 201 - Tribunal cantonal, arrêt du 10.8.95

Compétence des caisses-maladie d'exclure de l'assurance-accident les dangers extraordinaires et les entreprises téméraires (art. 3 LAMA)

RVJ/ZWR 1996, p. 95 - Tribunal cantonal, 11.01.96

Coup du lapin. Droit à des prestations d'assurance-accident?

VAUD

JdT 1996 III 55 - Jugement du Tribunal cantonal du canton de Vaud, Chambre des recours, du 15 novembre 1994. C. c. Fédération vaudoise des caisses-maladie

Expertise hors procès et contestation administrative: contrairement à une jurisprudence ancienne abandonnée entre-temps, une expertise hors procès ne saurait être ordonnée par le juge civil en vue de servir de preuve dans un litige administratif. Les contestations entre caisses-maladie et médecins sont de nature administrative et soumises à la procédure arbitrale prévue à l'art. 25 LAMA. Elles pourraient en conséquence donner lieu à une expertise hors procès.

Zürich

BIZR 7/1996, no 67 p. 210

Grundrecht der persönlichen Freiheit; § 46 Krankenhausverordnung von 1981. Ärztliche Aufklärungspflicht; Rechtsgrundlagen und Tragweite.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (Sélection)

Internationale und fremde Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

ANNAS G.J., 'The promised end - Constitutional aspects of physician-assisted suicide', *New England Journal of Medicine*, 335, 1996, p. 683-687

ANNAS G.J., Legacies of Nuremberg: medical Ethics and Human Rights, *JAMA*, 276, 1996, p. 1682-1684.

BRAHAMS D., Caesarean sections by court order, *Lancet*, 348, 1996, p. 770

BRENNAN TA; SOX C.M.; BURSTIN H.R., Relation between negligent adverse events and the outcomes of medical malpractice litigations, *New England Journal of Medicine* 335, 1996, p. 1963-1967

BUCHBORN E., Konsequenzen der Genomanalyse für die ärztliche Aufklärung in der prädiktiven Medizin. In : *MedR/1 0/1996/S. 441*

BUTLER NATTLINGER A; HOFFMANN R.G.; SHAPIRO R. and al., 'The effect of legislative requirements on the use of breast-conserving surgery', *New England Journal of Medicine*, 335, 1996, p. 1035-1040

CALLAHAN D. Controlling the costs of health care for the elderly - fair means and foul, *New England Journal of Medicine*, 335, 1996, p. 744-746.

CALMAN K. C., Cancer: science and society and the communication of risk, *British Journal of Medicine*, 313, 1996, p. 799-802

CAPRON A.M., At Law - Between Doctor and Patient, *Hastings Center Report* vol. 26, N° 5, 1996, p. 34-36 (Problème de responsabilité en cas de faute médicale survenue dans le cadre de HMO)

CONRADS Christoph, Eurotransplant und UNOS - Modelle der Organallokation ? In : *MedR/7/1996/ S. 300*

DEUTSCHE GESELLSCHAFT FÜR MEDIZINRECHT, Die Entwicklung der Arzthaftung. In : *MedR/8/1996/S. 349*

DRAPER H., Women, forced caesarean and antenatal responsibilities, *Journal of Medical Ethics*, Vol. 22, W 6, 1996, p. 327-333

FADEN R., The Advisory Committee on Human Radiation Experiments: Reflections on a Presidential Commission, *Hastings Center Report*, vol. 26, W 5, 1996, p. 5-10.

GRIFFITH D.; BELL A, Commentary: Treatment was not unethical (An Ethical Dilemma. A Nurse is suspended), *British Journal of Medicine*, 313, 1996, p. 1250

HALL A, Selective reduction of pregnancy: a legal analysis, *Journal of Medical Ethics*, Vol. 22, W 5, 1996, p. 304-308

HEILINGER F.J., The Expanding Scope of State Legislation, *JAMA* 276, 1996, p. 1065-1069

JONES M., KEYWOOD K., Assessing the Patient's Competence to Consent to Medical Treatment, *Medical Law International* 196, vol. 2/2, p. 107-147

JUNG Andrea, Die französische Rechtslage auf dem Gebiet der Transplantationsmedizin. In : *MedR/8/1996/S.* 355

KASS N.E.; SUGARMAN J.; FADEN R.; SCHOCH-SPANNA M., Trust: The Fragile Foundation of Contemporary Biomedical Research, *Hastings Center Report*, vol. 26, N° 5, 1996, p. 25-29.

KELLETT J. M., The case (An Ethical Dilemma. A Nurse is suspended) *British Journal of Medicine*, 313, 1996, p. 1249-1250

KERRIDGE I.H.; MITCHELL K.R., The legislation of active voluntary euthanasia in Australia: will the slippery slope prove fatal ?, *Journal of Medical Ethics*, Vol. 22, N° 5, 1996, p. 273-278

KESSLER DA, WITT AM., BARNETT P.S. and al, The food and drug administration's regulation of the use of breast-conserving surgery, *New England Journal of Medicine*, 335, 1996, p. 1035-1040

KESSLER DA; HASS AE.; FEIDEN K L and al, Approval of New Drugs in the United States. Comparison with the United Kingdom, Germany and Japan, *JAMA*, 276, 1996, p.1826-1831

LAVENDER H., Access should be denied (Controversies in Management. Should insurance companies have access to patients' medical records ?), *British Journal of Medicine*, 313, 1996, p. 286-287

LEGEMAATE J., The Patient's Right of Complaint: Options and Developments in the Netherlands, *European Journal of Health Law* 1996, vol. 3/3, p. 255

LEVINSKY N.G., The purpose of advance medical planning - Autonomy for patients or limitation of care ?, *New England Journal of Medicine*, 335, 1996, p.741-743

Mc LEAN S., End-of-life decisions and the law, *Journal of Medical Ethics*, Vol. 22, W 5, 1996, p. 261-262

MEMMER Michael, Das Patiententestament, *Recht der Medizin* 1996, p. 99

MURPHY Sh. et al, Ethnicity and Advance Care Directives, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 1996, vol. 24/2, p. 108

OBERMAN Michelle, Minor Rights and Wrongs, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 1996, vol. 24/2, p. 127

OLIPHANT Ken, Defining " Medical Misadventure": Lessons from New Zealand, *Medical Law Review* 1996, vol. 4/1, p. 1

OLIVER S., RAJAN L, TURNER H. and al, Informed choice for users of health services: views on ultrasonography leaflets of women in early pregnancy. midwives and ultrasonographers, *British Journal of Medicine*, 313, 1996, p. 1251-1255

ORENTLICHER D., The legalization of physician-assisted suicide, *New England Journal of Medicine*, 335, 1996, p. 663-666

PETERSEN Kerry, Abortion Laws: Comparative and Feminist Perspectives in Australia, England and the United States, *Medical Law International* 1996, vol. 2/2, p. 77-105

PTACEK J.T., EBERHARDT T.L., Breaking Bad News. A Review of the Literature, *JAMA*, 276, 1996, p. 403-409

SCHAMPS G., L'établissement d'un diagnostic à distance et la responsabilité médicale, *Revue de droit de la santé* 1996-97, vol. 2/1, p. 8

SEGEST E., Patients' Complaint Procedures, in a Scandinavian Perspective, *European Journal of Health Law* 1996, vol. 3/3, p. 231

SEHGL A. R.; WEISHEIT C., MIURA Y. and al., Advance Directives and Withdrawal of Dialysis in the United States, Germany, and Japan, *JAMA*, 276, 1996, p. 1652-1656.

SHORT J.; ADSHEAD G., Commentary: Disciplinary processes should not be used to solve ethical problems (An Ethical Dilemma. A Nurse is suspended), *British Journal of Medicine*, 313, 1996, p. 1251

SMEE P.H., Denying access would do more harm than good (Controversies in Management. Should insurance companies have access to patients' medical records ?), *British Journal of Medicine*, 313, 1996, p. 287

START R.D.; BROWN W.; BRYANT R.J. and al., Ownership and uses of human tissue: Does the Nuffield bioethics report accord with opinion of surgical inpatients ?, *British Journal of Medicine*, 313, 1996, p. 1366-1368.

TAUPITZ Jochen, Die Abrechnung "eigener" Laborleistungen nach § 4 Abs. 2 GOA neuer Fassung: Fachkundepflicht des abrechnenden Arztes? In : *MedR/11/1996/S.498*

TERRASSON DE FOUGERES Aline, Le devenir des embryons conçus in vitro après la dissolution du couple parental. In : *RD sanit. soc./3/1996/p. 623*

VACHET Gérard, L'obligation d'information des organismes de sécurité sociale. In : *RD sanit. soc./3/1996/p. 577*

VAN DER MAAS P. J.; VAN DER WAL G.; HAVERKATE I. and al., Euthanasia, physician-assisted suicide, and other medical practices involving the end of life in the Netherlands, 1990-1995, *New England Journal of Medicine*, 335, 1996, p. 1699-1705

VAN DER WAL G.; VAN DER MAAS P. J.; BOSMA J.M. and al., Evaluation of the notification procedure for physician-assisted death in the Netherlands, *New England Journal of Medicine*, 335, 1996, p. 1706-1711

VOLLMANN J.; WINAU R., Informed consent in human experimentation before the Nuremberg code, *British Journal of Medicine*, 313, 1996, p. 1445-1450

WEIGEND Ewa, ZIELINSKA Eleonora, Das neue polnische Transplantationsgesetz. In : *MedR/7/1996/S. 445*

WIGGE Peter, Arztrechtliche Fragen des Unterbringungsrechts. *MedR/7/1996, S. 291*

WILKINSON S.; GARRARD E., Bodily integrity and the sale of human organs, *Journal of Medical Ethics*, Vol. 22, N° 6, 1996, p. 3234-339

WISE P.; DRURY M., Pharmaceutical trials in general practice: the first 100 protocols. An audit by the clinical research ethics committees of the Royal College of General Practitioners, *British Journal of Medicine*, 313, 1996, p. 1245-1248

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIES

DEVERS Gilles, *Droit infirmier*, Paris 1996

GENDREAU Caroline, *Le droit du patient psychiatrique de consentir à un traitement: élaboration d'une norme internationale*, Montréal 1996

HERMITTE Marie-Angèle, Le Sang et le Droit, Paris 1996

JEAN Philippe, La Charte du patient hospitalisé, Paris 1996

VANSWEEVELT Thierry, La responsabilité civile du médecin et de l'hôpital, Anvers, Diegem et Bruxelles 1996

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

AUSFELD Michael, FMH-Gutachterstelle, Zugang erschwert, in: Plädoyer 6/96, p. 27 ss

BAIERLE Jean-Luc, Ethique et santé publique: importance de la recherche, in: Cahiers de l'IDS, no 4, p. 13 ss

BORCARD Marie-Christine, SPRUMONT Dominique, Les responsabilités au sein de l'établissement hospitalier, in: Les cahiers de l'IDS, no 2, p. 33 ss

BURNAND Bernard, SPRUMONT Dominique, Ethique de la recherche en santé publique, in: Cahiers de l'IDS, no 4, p. 3 s.

COMMISSION SUISSE DES CARTELS, Avis concernant les listes d'hôpitaux et les conventions intercantionales en matière de coordination hospitalière (traduction), in: Publications de la Commission suisse des cartels et du préposé à la surveillance des prix, 3/96, p. 199 ss

COMMISSION SUISSE DES CARTELS, Gesundheitsmarkt, in: Publications de la Commission suisse des cartels et du préposé à la surveillance des prix, 3/96, p. 213 ss

COMMISSION SUISSE DES CARTELS, Gutachten zur Spitalplanung, in: Publications de la Commission suisse des cartels et du préposé à la surveillance des prix, 3/96, p. 183 ss

DELEZE Jean-Charles, Une nouvelle loi pour la santé des Valaisannes et des Valaisans, in: Plädoyer 4/96, p. 45 ss

DUC Jean-Louis, Krankenversicherungsgesetz: « Die Angora-Katze im Sack gekauft », in: Plädoyer 4/96, p. 20 ss

GEISER Thomas, Rôle et fonctionnement de la Commission fédérale d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale, in: Cahiers de l'IDS, no 4, p. 41 ss

GREBER P.-Y., Quelques questions relatives à la nouvelle loi fédérale sur l'assurance-maladie, in: RDAF, 1996, W 3-4, p. 225-252.

GUILLOD Olivier, Le secret médical, aujourd'hui. In: Le secret, Cahiers ERIË, Université de Lausanne, 1996, p. 49-67

GUILLOD Olivier, Les moyens juridiques de se faire entendre pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer. In: Gérontologie et communication, Session annuelle 1995 de la Société suisse de Gérontologie, Berne, 1996, p. 115-122

GUILLOD Olivier, SPRUMONT Dominique, Le droit à la santé: un droit en émergence. In: De la Constitution. Etudes en l'honneur de Jean-François Aubert, Bâle, 1996, p. 337-353

GUILLOD Olivier, ZENGER c.. Droit de la santé. In: Médecine sociale et préventive. Santé publique, F. Gutzwiller, O. Jeanneret (Eds.), Berne, 1996, p. 161-176

GUILLOD Olivier, ZENGER c.. RUCKSTUHL N., Bases légales. In: Médecine sociale et préventive. Santé publique, F. Gutzwiller, O. Jeanneret (Eds.), Berne, 1996, p. 229-235

- GUILLOUD J-J et coll., Le refus de transfusion sanguine par les Témoins de Jéhovah, in *Médecine et Hygiène*, 1996, W 2130, P 1646-1654.
- HÖFLING Wolfram, Rechtsfragen der Transplantationsmedizin: eine rechtsvergleichende Betrachtung, in: *RSJB* 1996, P 787 ss
- HOTTELIER Michel, La portée du principe de la publicité des débats dans le contentieux des (1)urances sociales, in *SJ*, 1996, W 38, p. 645-655
- HÜBNER Florian, Faut-il encore pénaliser la transmission du VIH en Suisse ?, in: *Plädoyer* 6/96, p. 46 ss
- KUHN Hanspeter, Der Patient vermutet einen Kunstfehler - was soll der Arzt tun ?, in: *Bulletin des médecins suisses (BMS)*, 1996, N° 37, p. 1472-1475.
- KUHN Hanspeter, Kommentar (*der FMH-Gutachterstelle*) für Patient, Anwalt und Arzt, in: *Bulletin des médecins suisses (BMS)*, 1996, W 37, p. 1468-1471
- LA HARPE R., BURKHARDT S., BERTRAND D., Recherche en paternité: aspects légaux utiles au médecin, in *Médecine et Hygiène*, 1996, W 2129, p. 16021603.
- MANA! Dominique, Le droit des proches et du patient dans la prise de décision médicale, in *Médecine et Hygiène*, 1996, N° 2135, p. 1926-1929.
- MARTIN Jean, Consentement éclairé. A propos du rôle de la famille dans les décisions liées aux soins, in *Médecine et Hygiène*, 1996, W 2126, p. 14501453.
- MARTIN Jean, La personne, la recherche, la santé publique - Préambule, in: *Cahiers de l'IDS*, no 4, p. 5 ss
- MARTIN Jean, Publicité et médiatisation dans la pratique médicale et en santé publique - Considérer attentivement risques et avantages, in *Cahiers Médico-sociaux*, 1996, N° 2, p. 133-140.
- MARTIN-ACHARD Pierre, Consentement au traitement et incapacité de discernement, in *Médecine et Hygiène*, 1996, N° 2141, p. 2271-2273.
- MEIER Philippe, La confidentialité des informations médicales dans le cadre des activités tutélaires, in: *ROT* 6/96, p. 205 ss
- MONTANI V., BARDE c., La jurisprudence du Tribunal administratif relative au droit disciplinaire (point 6. Médecins et pharmaciens), in *RDAF*, 1996, W 3-4, p.368-377.
- MORABIA Alfredo, Problèmes éthiques liés aux recherches en épidémiologie: une histoire de vaches folles, in: *Cahiers de l'IDS*, no 4, p. 27 ss
- MÜLLER Klaus, Couvrir les besoins en soins hospitaliers: conditions et critères d'exécution de la LAMal. In : *Sécurité sociale* 4/1996/p. 205
- MÜLLER Markus, Staatshaftungsverfahren und Grundrechtsschutz (zum Grundrechtsschutz am Beispiel ärztlicher Behandlung in öffentlichen Spitälern; gleichzeitig eine Besprechung von BGE 2P.373/1994 vom 12. Februar 1994), in: *recht* 1996/6, p. 259 ss
- MÜLLER Thomas, Psychex schreibt Rechtsgeschichte, in: *Plädoyer* 5/95, p. 9 ss
- NAV J.-Y., Le pédophile, les hormones et la justice, in *Médecine et Hygiène*, 1996, N°2124, p.1364.
- SALMANN Kurt, Recht und Rechtsethik in der Fortpflanzungsmedizin, in: *recht* 6/1996, p. 240 ss
- SIGRIST Thomas, Zum Nachweis der Fahrunfähigkeit wegen Angetrunkenheit - Atemtest versus Blutalkoholbestimmung. Ein Beitrag aus medizinisch-naturwissenschaftlicher Sicht, in: *AJP/PJA* 1996, p. 1111

SUTER P.-M., Respect de la volonté du patient et directives avancées, in Médecine et Hygiène, 1996, N° 2134, p. 1827.

VON ARX Franz, RAMSEIER Erich W., Die Beurteilung der Arbeitsfähigkeit von Arbeitlosen, in: Bulletin des médecins suisses (BMS), 1996, W 37, p. 1564-1565.

WERRO Franz, La responsabilité civile médicale: vers une dérive à l'américaine ?, in: Les cahiers de l'IDS, no 2, p. 3 ss

WESSNER Pierre, La révision totale du droit de la responsabilité civile: quelques orientations nouvelles susceptibles d'influencer le domaine des soins médicaux et hospitaliers, in: Les cahiers de l'IDS, no 2, p. 57 ss

WILLEMIN Vincent, Insémination artificielle avec donneur - Etude comparative des droits français, allemand et suisse, in: Les cahiers de l'IDS, no 3, p. 2 ss

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

F. GUTZWILLER, O. JEANNERET (éd.), Médecine sociale et préventive. Santé publique, Berne 1996

SAN-NEWS N°3

mai 1997, comprenant la période allant du 1er janvier 1997 au 15 avril 1997

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international et européen (Sélection)

Internationales Recht und Europarecht (Auswahl)

1. Directive 96/29/EURATOM du Conseil, du 13 mai 1996, fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des rayonnements ionisants, JOCE N° L 159, 29 juin 1996, p. 1-114
2. Décision N° 645/96/CR du Parlement européen et du Conseil adoptant un programme d'action communautaire de promotion, d'information, d'éducation et de formation en matière de santé dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique (1996-2000), du 29 mars 1996, JOCE N° L 95, 16 avril 1996, p. 1-8
3. Décision W 646/96/CR du Parlement européen et du Conseil adoptant un plan d'action de lutte contre le cancer dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique (1996-2000), du 29 mars 1996, JOCE N° L 95, 16 avril 1996, p. 9-15
4. Décision N° 647/96/CR du Parlement européen et du Conseil adoptant un programme d'action communautaire concernant la prévention du sida et de certaines autres maladies transmissibles dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique (1996-2000), du 29 mars 1996, JOCE N° L 95, 16 avril 1996, p. 16-22

II. Droit étranger (Sélection) / Fremdes Recht (Auswahl)

DANEMARK

Loi N° 286 du 24 avril 1996 relative à l'utilisation des données médicales, etc., sur le marché du travail (Lotvidende, 1996, partie A, 25 avril 1996, N° 60, p. 1665-1668), partiellement reproduit in: Recueil International de Législation Sanitaire 1996, vol. 47 n° 3, p. 392-394

ETATS-UNIS

Arrêté exécutif N° 12975 du 3 octobre 1995 sur la protection des sujets humains de recherche et la création de la Commission consultative nationale de bioéthique, in: Recueil International de Législation Sanitaire 1996, vol. 47 n° 3, p. 374-376

FRANCE

Ordonnance N° 96-345 du 24 avril 1996 relative à la maîtrise médicalisée des dépenses de soins (JO, Lois et Décrets, 25 avril 1996, N° 98, p. 6311-6320), résumé in: Recueil International de Législation Sanitaire 1996, vol. 47 n° 3, p. 376-377

Cette ordonnance introduit notamment le carnet de santé pour "tout bénéficiaire de l'assurance maladie âgé de plus de seize ans".

III. Droit fédéral / Bundesrecht

DROIT EDICTE

1. Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (OPAS) (RS 832.112.31)
Modification du 13 décembre 1996 (art. 6, 9a [conseils nutritionnels], 11, 12 [mesures médicales de prévention], 19a [infirmités congénitales] et annexe 1 à art. 1 OPAS), en vigueur dès le 1er janvier 1997 (art. 9a: 1er juillet 1997), RO 1997 564
2. Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (OPAS) (RS 832.112.31)

Modification du 20 décembre 1996 (art. 24a [moyens et appareils] et annexe 2 [Liste des moyens et appareils], en vigueur dès le 1er janvier 1997, RO 1997677

3. Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (OP AS) (RS 832.112.31)

Modification du 30 décembre 1996 (nouvelle teneur de l'annexe 3 [Liste des analyses, non publiée au RO], en vigueur dès le 1er avril 1997, Ra 1997727

4. Ordonnance sur la Commission fédérale d'experts pour la sécurité biologique, du 20 novembre 1996, en vigueur dès le 1er janvier 1997, RO 1997 6

5. Ordonnance concernant des mesures temporaires urgentes destinées à combattre l'ESB dans le cheptel bovin suisse, du 18 décembre 1996, en vigueur dès le 19 décembre 1996 jusqu'au 30 juin 1999), Ra 1997 227

Voir aussi l'arrêté fédéral urgent du 14 décembre 1996, RO 19963485

6. Ordonnance de l'OFSP sur les stupéfiants et les substances psychotropes (OStup-OFSP), du 12 décembre 1996, en vigueur dès le 1er février 1997, RO 1997 273

7. Règlement de la Commission fédérale de surveillance de la radioactivité, du 9 décembre 1996, en vigueur dès le 1er janvier 1997, RO 1997 426

MESSAGES, RAPPORTS ET DECISIONS OFFICIELS BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLUESSE

1. Message relatif à une nouvelle constitution fédérale, du 20 novembre 1996, FF 1997 I 1

Voir notamment les articles 6ss (droits fondamentaux), 33 (buts sociaux), 108ss (compétences fédérales dans le domaine de la santé).

2. Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire pour la protection de la vie et de l'environnement contre les manipulations génétiques (Initiative pour la protection génétique), du 21 mars 1997, FF 1997 II 525

L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative.

3. Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire "pour une politique raisonnable en matière de drogue", du 21 mars 1997, FF 1997 II 529

L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative.

4. Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire "Jeunesse sans drogue", du 21 mars 1997, FF 1997 II 531

L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative.

5. Initiative populaire fédérale" pour des primes d'assurance maladie proportionnelles au revenu et à la fortune". Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale, 8 avril 1997, FF 1997 II 809

6. Procédure de consultation du Département fédéral de l'intérieur: Loi fédérale sur les agents thérapeutiques (date limite: 30 juin 1997), FF 1997 I1222

L'avant-projet peut être obtenu auprès de l'Office fédéral de la santé publique, secrétariat de la loi fédérale sur les agents thérapeutiques, case postale, 3001 Berne

7. Rapport annuel du Conseil fédéral sur les activités de la Suisse au Conseil de l'Europe en 1996, du 15 janvier 1997, FF 1997 I 1371

Voir spécialement les pages 1385s en ce qui concerne le domaine sanitaire.

8. Normes techniques pour dispositifs médicaux, adoptées par l'OFSP le 19 mars 1997 (en vertu de l'article 4 alinéa 3 de l'Ordonnance du 24 janvier 1996 sur les dispositifs médicaux, RS 819.124), FF 1997I 1814

9. Réduction des primes de l'assurance-maladie - Subsidés de la Confédération et des cantons. Modèle de répartition provisoire (année 1998), FF 1997 II 817

10. Décision concernant l'admission des établissements de cures balnéaires comme fournisseurs de prestations de l'assurance-maladie, du 23 décembre 1996, en vigueur dès le 1er janvier 1997, FF 1997 I 839

11. Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale pour une étude intitulée " *Suicide dans la région de Bâle-Ville / Bâle-Campagne*", du 25 février 1997, FF 1997 I 1089

12. Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale pour une étude intitulée " *Dissertation über die interdisziplinären Gutachten zu Handen der Invalidenversicherung*", du 25 février 1997, FF 1997 I 1092

13. Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale pour une étude intitulée " *Etude rétrospective et de suivi des cas de privation de liberté à des fins d'assistance sollicités par l'Unité Multidisciplinaire d'Alcoologie du CHUV*", du 11 mars 1997, FF 1997 I 1399

14. Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale pour une étude intitulée " *Thrombosen bei Patienten mit Hirntumoren*", du 25 mars 1997, FF 1997 I 1434

15. Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale pour une étude intitulée " *Häufigkeit von Fehldiagnosen bei katatonen und paranoiden Schizophrenen*", du 25 mars 1997, FF 1997 I 1437

IV. Droit cantonal (Sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait du « Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin », avec "autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

BASEL-STADT

V. betr. die selbstständige Berufsausübung der Psychotherapeuten vom 22.11.1977 (Änderung: § 8 1 lit. c)

G betr. die Bestattungen vom 9.7.1931 (Änderung mehrerer Paragraphen: Einbezug der Gemeindeautonomie, Neuregelung der unentgeltlichen Bestattung, Ermöglichung neuer Bestattungsformen, Schaffung eines Umweltartikels)

BERN

V über die Bestattungs- und Leichenbitterunternehmer vom 5.2.1972 (Aufgehoben durch die V über die Aufhebung verschiedener Verordnungen in den Bereichen Gewerberecht, bäuerliches Bodenrecht und Jagdrecht vom 11.12.1996)

C betr. die Aufwandsentschädigung für die privatärztliche Tätigkeit an öffentlichen Spitälern vom 18.12.1996 (SPITAZ-Verordnung)

FRIBOURG

L sur les soins et l'aide familiale à domicile du 27.9.1990 (Modification introduite dans le cadre de la LAMal; art. 8 1; 11 1 lit. b & f, reconnaissance des services; 15 I, subventions; 17 II, tarif pour l'aide familiale; 17 I abrogé)

A concernant la profession de sauveteur professionnel (Modification du R du 16.3.1948 d'exécution de la L sur la police de santé: art. 82 I, suppression du mot « honte »; art. 100 abrogé)

A du 10.10.1978 d'exécution de la LF du 3.10.1951 sur les stupéfiants et de son R d'exécution du 4.3.1952 (Modification: art. 9 VI, traitement de substitution)

R du 15.1.1985 d'exécution de la L sur les hôpitaux (Modification: art. 7 I, 16, 17 1 & II, 18 1 & II, art. 16 III, abrogé; 17 III et IV abrogés) (Entrée en vigueur rétroactive au 1.1.1996)

GENEVE

L sur l'aide à domicile du 16.2.1996 (Diverses modifications: financement du deuxième programme quadriennal [1997-2001] de l'aide à domicile)

R d'exécution de la L sur l'exercice des professions de la santé, les établissements médicaux et diverses entreprises du domaine médical du 9.11.1983 (Modification: art. 19 lit. c)

R sur les médicaments au stade d'essai clinique du 31.1.1996 (Modification: art. 1 I, but et champ d'application)

R relatif à l'application de la LF sur les stupéfiants et les substances psychotropes, à l'O. homonyme et à l'O. sur les précurseurs et autres produits chimiques utilisés pour la fabrication de stupéfiants et de substances psychotropes (Abroge le R relatif à l'application de la LF sur les stupéfiants et l'O homonyme du 29.7.1953)

R concernant la prescription, la dispensation et l'administration de stupéfiants destinés au traitement des personnes dépendantes du 16.8.1978 (Modification: 1er considérant; art. 1 I, champ d'application; 2e considérant abrogé)

SANKT GALLEN

Spitalorganisationsverordnung vom 17.6.1980 (Änderung: Art. 4 II aufgehoben) (II. Nachtrag)

VAUD

L du 29.5.1985 sur la santé publique (Modification: suppression de l'obligation de vaccination contre la diphtérie dans cette L, suppression de la prestation de serment devant les préfets pour les professions de la santé)

ZUG

V(1) zum Gesundheitsgesetz: Medizinische und pharmazeutische Berufe, Hilfsberufe sowie wissenschaftlich nicht anerkannte Behandlungen vom 22.12.1981 (Änderung: § 17 I Bst. k & l)

ZÜRICH

V über den Datenschutz in den kantonalen Krankenhäusern vom 9.9.1981 (Aufgehoben)

Richtlinien der IKS betr. die Herstellung von Arzneimitteln vom 18.5.1995 (Herstellungs-Richtlinien) (Hebt die Richtlinien vom 13.5.1982 sowie mehrere IKS-Wegleitungen auf)

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte im Kraft.

V. Déclarations et directives éthiques et professionnelles Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

INTERNATIONAL ET ETRANGER / INTERNATIONAL UND AUSLAND

World Medical Association, 'Declaration of Helsinki', *JAMA*, 277, 1997, p. 925-926. (Adopted by the World Medical Assembly, 1964, 1975, 1983, 1989, 1996).

SUISSE / SCHWEIZ

FMH - Fédération des médecins suisses, Code de déontologie de la FMH, in: Bulletin des médecins suisses 11/1997, p. 384-393

AKOR - Ärztekommision für Rettungswesen, Schweizerisches Rotes Kreuz, Richtlinien für Ärzte betreffend die Delegation medizinischer Kompetenz an nichtärztliches Personal im Rettungswesen, in: Bulletin des médecins suisses 12/1997, p. 423-424

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence internationale (Sélection) Internationale Rechtsprechung (Auswahl)

Affaire Zc. Finlande, Arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme, du 25 février 1997

Saisie de dossiers médicaux relatifs à une patiente dans les poursuites pénales intentées contre son mari: pas de violation de l'article 8 CEDH

Délai de confidentialité de 10 ans des données médicales en question: violation de l'article 8 CEDH. Publication de la séropositivité de la patiente dans un arrêt rendu au cours de la procédure: violation de l'article 8 CEDH.

Affaire Mantovanelli c. France (8/1996/627/810), Arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme, du 18 mars 1997

Les requérants - convaincus que la mort de leur fille est due à une dose trop élevée d'anesthésique, administrée à la suite de plusieurs interventions chirurgicales - ont intenté une action en responsabilité contre l'hôpital dans lequel se sont déroulées ces interventions. Ils allèguent une violation de l'art. 6 § 1 CEDH en raison de la façon non contradictoire dont les opérations d'expertise médicale se sont passées. Violation admise parce que les requérants n'ont pas eu « la possibilité de commenter efficacement l'élément de preuve essentiel », à savoir l'expertise médicale.

II. Jurisprudence étrangère (Sélection) Fremde Rechtsprechung (Auswahl)

AUTRICHE

1. Recht der Medizin 1997, p. 22 (OGH, 3 septembre 1996)

Opération sur un mineur capable de discernement (14 ans). Nécessité du consentement du mineur et du représentant légal Responsabilité du chirurgien en cas de séquelle qui serait survenue aussi, mais plus tard, sans l'opération (causalité outrepassante).

2. Recht der Medizin 1997, p. 16 (OGH, 5 septembre 1996)

Traitement psychiatrique. Constatation judiciaire du caractère Illicite. Notion de discernement nécessaire pour donner un consentement valable.

3. Recht der Medizin 1997, p. 19 (OGH, 3 septembre 1996)

Responsabilités du physiothérapeute et du médecin prescripteur pour les conséquences d'un drainage lymphatique.

BELGIQUE

1. Revue de droit de la santé 1996-97, vol. 2 n° 3, p. 200 (Rb. Turnhout, 9 septembre 1994)

Responsabilité d'un ophtalmologue et d'un interniste pour le fait de n'avoir pas considéré à temps l'hypothèse de l'arteritis temporalis.

2. Revue de droit de la santé 1996-97, vol. 2 n° 3, p. 192 (Hof van Beroep Antwerpen, 5 avril 1995)

Sous prothèse déficiente. Responsabilité d'un dentiste-prothésiste et d'un chirurgien de la mâchoire qui interviennent de manière successive.

3. Revue de droit de la santé 1996-97, vol. 2 n° 4, p. 264 (Hof van Beroep Brussel, 8 février 1995)

Accouchement. Dystocie. Rupture de l'utérus due à une pression sur le ventre de la patiente. Responsabilité du médecin de famille et de la sage-femme.

4. Revue de droit de la santé 1996-97, vol. 2 n° 4, p. 271 (Cour d'appel de Liège, 20 décembre 1995)

Contrat d'hospitalisation global La surveillance d'un site de perfusion relève des soins courants et n'engage donc que la responsabilité du personnel infirmier ou de l'hôpital

ETATS-UNIS

The Journal of Law, Medicine & Ethics 1996, vol. 24 n° 3, p. 270, *Berkshire Life Insurance Co v. Owens* (United States District Court for the Southern District of New York, 11 janvier 1996)

En l'absence de question spécifique de l'assurance et d'intention frauduleuse du proposant, un séropositif qui remplit une demande d'assurance-invalidité privée peut légitimement déclarer qu'il est actuellement en bonne santé.

RFA ALLEMAGNE

1. MedR 1/1997/p.28 - BGH, Urt. v. 9.7.1996 - VI ZR 101/95 (OLG Frankfurt a. M)

Zum Zeitpunkt der Aufklärung über eine Nachoperation.

2. MedR 2/1997/p.97 - OGH, Urt. v. 13.3.1996 - 7 Ob 527/96 (LG Graz) *Eheliche Abstammung eines durch heterologe Insemination gezeugten Kind.*

3. MedR 3/1997 Ip.117 - BGH, Urt. v. 13. 6. 1996 - 1 ZR 102/94 (OLG Schleswig)
Ärztliches Wettbewerbsverbot.

ROYAUME-UNI

1. Medical Law Review 1996, vol. 4 n° 3, p. 300, *Law Hospital NHS. Trust v. The Lord Advocate* (Court of Session, Inner House, Scotland)

Patient dans un coma irréversible. Interruption de l'alimentation artificielle justifiée car en cas de traitement futile, le meilleur intérêt du patient n'exige pas qu'il soit poursuivi. Les tribunaux écossais gardent la compétence "parens patriae" pour décider dans le cas d'adultes incapables.

2. Medical Law Review 1996, vol. 4 n° 3, p. 315 (Re *T (A Minor) (Wardship: Medical Treatment)*, Court of Appeal (Civil Division), [1997] 1 All E.R. 906)

Transplantation de foie chez un bébé rejetée par les parents. Refus de la Cour d'appel de l'ordonner, contrairement au premier juge.

3. Medical Law Review 1996, vol. 4 n° 3, p. 326 (R. v. *Sheffield Health Authority, ex parte Seale*, High Court of Justice, Queen's Bench Division)

Demande de FIV déposée par une femme de 37 ans refusée parce que la procédure est ouverte aux femmes jusqu'à 35 ans en raison de contraintes budgétaires. Limite admise car jugée raisonnable par la Cour.

4. Medical Law Review 1996, vol. 4 n° 3, p. 329 (R. v. *Human Fertilisation and Embryology Authority, ex parte D.B.*, Court of Appeal, 6 février 1997)

Sperme prélevé chez un homme peu avant sa mort, sans son consentement écrit. Insémination post-mortem refusée en Angleterre. Droit de la veuve d'exporter le sperme pour se faire traiter dans un autre pays de l'Union européenne (art. 59 Traité de Rome)?

III. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

ATF 122 I 343 - TF, 2e Cour de droit public, 12 novembre 1996

Art. 65 LAMal 4 Cst et 2 DT Cst. Un canton peut refuser de faire bénéficier de la réduction de primes les saisonniers et les personnes effectuant des séjours de courte durée, bien qu'ils soient assurés à titre obligatoire selon le droit fédéral!

ATF 122 IV 289 - TF, Cour de cassation pénale, 25 septembre 1996

Art. 44 ch. 6 al 2 CPS. Il n'est pas admissible de suspendre l'exécution de la peine et d'ordonner un traitement ambulatoire postérieurement au jugement.

ATF 122 IV 292 - TF, Cour de cassation pénale, 31 octobre 1996

Art. 44 ch. 6 al 2 CPS. Le renvoi postérieur dans un établissement curatif est également possible pour les alcooliques.

ATF 122 V 230 - TFA, 23 mai 1996 (La décision est résumée et commentée par Gabriella Matefi in: AJP 1997 n° 3 p. 327-329).

Art. 6 LAA, 9 OLAA, 2 al 2 LAMal Notion d'affection accidentelle. La morsure de la tique du genre *Ixodes* est un accident.

ATF 122 V 281 - TFA, 17 septembre 1996

Art. 5 et 9 LAVS. Les honoraires perçus par les médecins-chefs pour les traitements stationnaires à des patients hospitalisés en division privée (canton de Lucerne) constituent des revenus d'une activité lucrative dépendante.

ATF 122 V 335 - TFA, 19 août 1996

Art. 18 LAA. Un degré d'invalidité de moins de 10% n'exclut pas d'emblée l'octroi d'une rente (changement de jurisprudence).

RDAF 5-6/1996, p. 462 - TF, 29.6.1995, Association de l'Hôpital d'arrondissement de Sierre contre Cour de droit public du TC

Santé publique - mesures de planification hospitalière - répartition des services spécialisés entre hôpitaux d'arrondissement. Une association de droit privé de communes exploitant un hôpital d'arrondissement qui conteste une décision de répartition de services spécialisés fondée sur la planification hospitalière n'a pas la qualité pour introduire un recours de droit public.

RIDA 1996 N° 2, p. 31-34 - TF 30.4.1996, N.2P.354/1995, in re T.

Sanzione disciplinare - Dentista scolastico - Perizia di parte - Dentisti: sospensione.

JdT 1996 I 616 (résumé de l'arrêt 122 III 101, en français)

Responsabilité du médecin-chef d'un hôpital public envers ses patients privés. Force dérogatoire du droit fédéral

JdT 1997 IV 94 (résumé de l'arrêt 121 IV 1, en français)

Internement en hôpital psychiatrique, examen de la libération à l'essai, rapport d'un expert psychiatre indépendant.

IV. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

AARGAU

ZBI 1996 505 - Verwaltungsgericht Aargau, 2.4.96

Anordnung einer ambulanten medikamentösen Zwangsbehandlung. Zuständigkeit des Verwaltungsgerichts. Eine so/che Anordnung bedarf einer klaren Grundlage in einem Gesetz im formellen Sinne.

BERN

1. JAB/BVR 1997, no 1, p. 33 -16. Februar 1996 LS. Verein G. *Prestations d'assistance; garantie de paiement des frais de sevrage d'une personne droguée, principe de subsidiarité.*

2. JAB/BVR 1997, no 3, p. 123 - 6. Mai 1996 i.5. K.

Autorisation d'exercer la profession d'acupuncteur à titre indépendant; admissibilité de charges imposées.

3. JAB/BVR 1997, no 4, p.172-10. Mai i.S.Y.

Frais hospitaliers; devoir d'informer du médecin (ou de l'hôpital).

GRAUBÜNDEN

1. PVG 1995, p. 41 - 5.9.1995

Ausnahmebewilligung zur Eröffnung einer Zahnarztpraxis für Ausländer.

2. PVG 1995, p. 44-14.6.1995

Selbstdispensation. Pflicht zur Ausgabe derselben. Fristansetzung.

SANKT GALLEN

1. RSJ/SJZ 2/1997, p. 28 - Verwaltungsrekurskommission

Art. 397a al. 1er CC, privation de liberté à des fins d'assistance. Il serait disproportionné de retenir jusqu'à l'administration d'un second médicament sous forme de dépôt un patient soumis à un premier traitement de ce type.

2. AJP 1997 n° 3, p. 340 - Bezirksgericht St. Gallen, 26.11.96, avec un commentaire d'Ivo Schwander

Action en constatation du changement de sexe et en modification du prénom. Admission malgré le fait que le demandeur est marié.

TICINO

1. RIDA 1996, N° 2, p. 62-63 - CG ASP 5.4.1996 N. 576/93 *Assistenza sociopsichiatrica: collocamento*

2. RIDA 1996, N° 2, p. 63-64 - CG ASP 20.5.1996 N. 581/96 *Assistenza sociopsichiatrica: collocamento*

VALAIS

1. RVJ 1997, p. 91 - KVGE, W.D. c/ SUVA, vom 8. August 1996

Causalité naturelle et adéquate entre des troubles somatiques découlant normalement d'une maladie

professionnelle et des troubles psychiques, lesquels sont de nature à restreindre la capacité de travail

2. RVJ 1997, p. 93 - ATCA, Dame V. c/ Limmat Assurances, 4.6.1996 *Tentative de suicide. Refus de l'assurance de verser des prestations d'assurances.*

3. RVJ 1997, p. 105 - ATCA, Dame J. c/ Caisse-maladie C55, 14.5.1996
Demande de modification d'assurance. Réserve d'assurance en cas de réticence. Devoir du requérant de dire la vérité sur son état de santé et de donner des explications sans équivoque sur son passé et son présent médical

VAUD

Plädoyer 2/97, p. 54-56 - Tribunal des assurances, 16.11.1995

Allocation pour mineur impotent dans le cas d'un enfant sourd Droit à des prestations pour les 5 ans précédant une demande expresse.

ZÜRICH

1. Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrechts 3/1997, p. 121, Verwaltungsgericht, 29.10.1996, suivi d'une note

Kürzung der Staatsbeiträge an die Betriebskosten eines von einem Zwecksverband betriebenen Bezirksspitals. Die Ausrichtung bzw. Kürzung der Kostenanteile an die Betriebskosten beitragsberechtigter Krankenhäuser durch die Gesundheitsdirektion ist ein zulässiges Mittel zur bedarfsgerechten Steuerung der Spitalleistungen. (Eine staatsrechtliche Beschwerde gegen das Urteil ist noch hängig)

2. RDT 1997 66 - Regierungsrat des Kantons Zürich, 27 novembre 1996

Mainlevée de la privation de liberté à des fins d'assistance (art. 397b al 3 CC). La clinique ne peut libérer la personne quand son placement a été ordonné par l'autorité tutélaire mais elle peut saisir le tribunal d'une demande de mainlevée.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (Sélection)

Internationale und fremde Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

AMDUR R.J.; BIDDLE C., Institutional Review Board Approval and Publication of Human Research Results, *JAMA*, 277, 1997, p. 909-914.

ANGELL M., The Supreme Court and Physician-Assisted Suicide - The Ultimate Right, *New England Journal of Medicine*, 336, 1997, p. 50-53.

AUBY J-M. et VIALA G., Réglementation de la profession de pharmacien et nouvelles règles pour la publicité pharmaceutique - RD sanitaire et soc. 1/1997/p. 70ss.

BENDER A, Das Verhältnis von ärztlicher Schweigepflicht und Informationsanspruch bei der Behandlung Minderjähriger - MedR/1/1997/p. 7.

BHAGWAHJEE S.; MUCKART D.J.J.; JEENA P.M.; MOODLEY P., Does HIV status influence the outcome of patients admitted to a surgical intensive care unit? A prospective double blind study. With Commentaries: Kale R., Failing to seek patients' consent to research is always wrong; BHAGWAHJEE S.; MUCKART D.J.J.; JEENA P.M.; MOODLEY P., Why we did not seek informed consent before testing patients for HIV and SEEDAT Y.K., No simple and absolute ethical rule exists for every conceivable situation, *BMJ*, 314, 1997, p. 1077-1084.

BLACK B., Subpoenas and Science - When Lawyers Force Their Way into the Laboratory, *New England Journal of Medicine*, 336, 1997, p. 725-727.

BYK C., A proposed draft protocol for the European Convention on Biomedicine relating on the human embryo

and foetus, *Journal of Medical Ethics*, 23, 1997, p. 32-37.

CARTWRIGHT Will, The Pig, the Transplant Surgeon and the Nuffield Council, *Medical Law Review* 1996, vol. 4 n° 3, p. 250-269.

CLEATON-JONES P.E. and al., An Ethical Dilemma : Availability of antiretroviral therapy after clinical trials with HIV infected patients are ended, *BMJ*, 314, 1997, p. 887-891.

COLETTE-BASECQZ Nathalie, Le devoir d'information du médecin et le consentement libre et éclairé du patient, *Revue de droit de la santé* 1996-97, p. 185-190

DE WACHTER M.AM., The European Convention on Bioethics, *Hastings Center Report*, January-February 1997, p. 13-23.

DENNIS M.; O'ROURKE S.; SLATTERY J. and al, Evaluation of a stroke family care worker: results of a randomised controlled trial. With commentaries: MCLEAN S., No consent means not treating the patient with respect and DENNIS M., Why we didn't ask patients for their consent, *BMJ*, 314, 1997, p. 1071-1077.

DICKENS B.M., Legal aspects of the dementias, *Lancet*, 249, 1997, p. 948-950.

DOYAL L, Journals should not publish research to which patients have not given fully informed consent-with three exceptions, *BMJ*, 314, 1997, p. 1107-1111.

DYER C, High Court detains girl with anorexia, *BMJ*, 314, 1997, p. 850.

EARL-SLATER A, Regulating the price of the UK's drugs: second thoughts after the government's first report, *BMJ*, 314, 1997, p. 365-368.

FIRSHEIM J., Informed consent rule in USA will require more money, *Lancet*, 249, 1997, p. 111.

FOLEY K.M., Competent Care For the Dying Instead of Physician-Assisted Suicide, *New England Journal of Medicine*, 336, 1997, p. 54-58.

FORREST AR.W., Ethical aspects of workplace urine screening for drug abuse, *Journal of Medical Ethics*, 23, 1997, p. 12-17.

GIESEN R., Aktuelle Probleme des Arzthaftungsrecht - *MedR/1/1997p.* 17.

GLANTZ SA; FOX B.J.; LIGHTWOOD J.M., Tobacco Litigation. Issues for Public Health and Public Policy, *JAMA*, 277, 1997, p. 751-753.

GOSTIN LO.; ARNO P.S.; BRANDT AM., FDA Regulation of Tobacco Advertising and Youth Smoking. Historical, Social, and Constitutional Perspectives, *JAMA*, 277, 1997, p. 410-418.

GOSTIN LO.; LAZZARINI Z.; JONES S.; FLAHERTY K., Prevention of HIV/AIDS and Other Blood-Borne Diseases Among Injection Drug Users. A National Survey on the Regulation of Syringes and Needles (USA), *JAMA*, 277, 1997, p.53-62.

GUNDERSON M., A right to suicide does not entail a right to assisted death, *Journal of Medical Ethics*, 23, 1997, p. 51-55.

HAMILTON Geert Jan, Competition and Solidarity in European Health Care Systems, *European Journal of Health Law*, 1996 n° 4, p. 323-329.

1

HARICHAUX M., Réformes de l'assurance maladie et protection des assurés, *RD sanitaire et soc.* 4/1996, p. 842.

HAUPTMAN P.J.; O'CONNOR K.J., Procurement and Allocation of Solid Organs for Transplantation, *New England journal of Medicine*, 336, 1997, p. 422-431.

- HOLLEMAN W.L. ; HOLLEMAN M. C. ; GRAVES MOY J., Are ethics and managed care strange bedfellows or a marriage made in heaven?, *Lancet*, 249, 1997, p. 350-351.
- KESSLER DA; BARNETT P.S; WITT A and al., The Legal and Scientific Basis for FDA's Assertion of Jurisdiction Over Cigarettes and Smokeless Tobacco, *JAMA*, 277, 1997, p. 405-409.
- LAJATRE (de) A, La notion de recherche biomédicale sur l'être humain à travers les textes et les comportements professionnels en sciences du . comportement, *RD. sanitaire et soc.* 1/1997/p. 47.
- LATHAM Stephen, Regulation of Managed Care Incentive Payments to Physicians, *American Journal of Law & Medicine*, 1996, vol. XXII n° 4, p. 399-432
- LEVINSON W.; ROTER D.L; MULLOOLY IP. and. al, 'Physician-Patient Communication. The Relationship With Malpractice Claims Among Primary Care Physicians and Surgeons', *JAMA*, 277, 1997, p. 553-559.
- MILES S.; PARKER K., 'Men, Women and Health Insurance', *New England Journal of Medicine*, 336, 1997, p. 218-220.
- NOTHLICHS M. und WEBER H. P., Sicherheitsvorschriften für Medizinprodukte (Buchbesprechung), *MedR*/3/1997/p. 114.
- ORR R.D.; GUNDRY S.R.; BAILEY LL, 'Reanimation: overcoming objections and obstacles to organ retrieval from non-heart-beating cadaver donors', *Journal of Medical Ethics*, 23, 1997, p. 7-11.
- Physician-Assisted Suicide. Symposium Articles, *The Journal of Law, medicine & Ethics*, 1996, vol. 24 n° 3, p. 181-236 (plusieurs articles)
- POST S.G.; WHITEHOUSE P.J.; BINSTOCK R.H. and al., The Clinical Introduction of Genetic Testing for Alzheimer Disease. An Ethical Perspective, *JAMA*, 277, 1997, p. 832-837.
- PREZIOSI M.P.; YAM A; NDIAYE M. and al., 'Practical Experiences in Obtaining Informed Consent for a Vaccine Trial in Rural Africa', *New England Journal of Medicine*, 336, 1997, p. 370-373.
- PRICE David, Assisted Suicide and Refusing Medical Treatment: Linguistics, Morals and Legal Contortions, *Medical Law Review* 1996, vol. 4 n° 3, p. 270-299
- SCHIWY-BOCHAT K-H., ALTHOFF H., MÜLLER H., Erfahrungsspektrum einer Ethik-Kommission an einer Medizinischen Fakultät, *MedR*, 2/1997/p.68.
- SLOME LR.; MITCHELL T.F.; CHARLEBOIS E. and a. , 'Physician-assisted suicide and patients with human immunodeficiency virus disease', *New England Journal of Medicine*, 336, 1997, p. 417-421.
- STANCIOLI Brunello Souza, Une vision juridique des droits du malade au Brésil, in: *Revue de droit de la santé* 1996-97, vol. 2 n° 4, p. 302-307.
- STEONBROCK R., 'Allocating Livers - Devising a Fair System', *New England Journal of Medicine*, 336, 1997, p. 436-438.
- Symposium « In Case of Emergency »: No Need to Consent. Commentaries by Brody B.; Katz J.; Dula A, *Hastings Center Report*, January-February 1997, p.7-11.
- TOBIAS J.S., *BMJ's* Present policy (sometimes approving research in which patients have not given fully informed consent) is wholly correct, *BMJ*, 314, 1997, p.1111-1114.
- TRUOG R., Is It Time to Abandon Brain Death?, *Hastings Center Report*, January-February 1997, p. 29-36.
- VEATCH R.M., Consent, Confidentiality and Research, *New England Journal of Medicine*, 336, 1997, p. 869-870.

WILMSHURST P., The code of silence, *Lancet*, 249, 1997, p. 567-569. (Viewpoint about misconduct in medical research).

WILSON Petra, The Law Commission's Report on Mental Incapacity: Medically Vulnerable Adults or Politically Vulnerable Law?, *Medical Law Review* 1996, vol. 4 n° 3, p. 227-249

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES 1 BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

NUFFIELD COUNCIL OF ETHICS, Animal-to-Human Transplants. The Ethics of Xenotransplantation, Londres, 1996

SCHMIDT V.H., Politik der Organverteilung. Eine Untersuchung über Empfänger Auswahl in der Transplantationsmedizin, Nomos, Baden-Baden, 1996.

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

BARRELET L, CASSANI U., MAURON A, ROULIN D., Assistance au suicide, *Médecine et Hygiène* 1997 no 2156, p. 559-561

COULLERY P., La notion juridique de la "condition économique modeste" selon l'article 65 LAMal - *Sécurité sociale* no1, 1997; p. 24.

DOMENIGHETTI G., GUILLOD O., QUALIA J., PENNETI C, Dépenses et maîtrise des coûts sanitaires en Suisse, *Bulletin des médecins suisses* 16/1997, p. 588-593

DUC Jean-Louis, Planification hospitalière. Quelques réflexions relatives à une décision sur recours du Conseil fédéral, *AJP* 1997 n° 4, p. 459

Génie génétique: Familles à la carte 7, Dossier thématique (plusieurs brèves contributions), *Familienfragen - Questions familiales*, Bulletin d'information de la Centrale pour les questions familiales à l'Office fédéral des assurances sociales 1/97, p. 1-20

GUILLOD Olivier, KONIG Damian, Secret professionnel et assurances, *Médecine et Hygiène*, 1997, p.845-848

JAFFE PH. D., NIVEAU G., La gestion intégrée des délinquants sexuels: un nouveau partenariat entre le thérapeutique et le judiciaire, *Médecine et Hygiène*, 1997 no 2157, p. 653-655

KIESER Ueli, Die Neuordnung der Zusatzversicherungen zur Krankenversicherung. Eine Würdigung der übergangsrechtlichen Bestimmung von Art. 102 Abs. 2 KVG, *AJP* 1997 n° 1 p. 11-17

LARGIER André, SCHIAVI Cristina, Krankentaggeld, Praxis rechtswidrig, *Plädoyer* 2/97, p. 17-18

LEVASSEUR-RACINE B., GAUTHEY D.M., PROZ JEANNERET F., Incertitude du pédiatre face aux capacités parentales et possibilités de signalement à l'autorité tutélaire, *Médecine et Hygiène* 1997, no 2155, p. 559-561

MANDOFIA BERNEY Marina, UMMEL Marinette, Le règlement sur les médicaments au stade d'essai clinique de l'OICM et la protection des sujets de recherche, *SJZ/RSJ* 4/1997, p. 57 ss

MOSIMANN H., Taches et position du médecin-conseil dans l'assurance maladie sociale - *Sécurité sociale* no2, 1997, p. 92ss.

MÜLLER F., Les médecins-conseils confrontés à des exigences contradictoires - *Sécurité sociale* no2, 1997, p. 94ss.

PREPOSE A LA SURVEILLANCE DES PRIX, Rapport annuel 1996 (notamment: tarifs hospitaliers, p. 102-105 et prix des médicaments, p. 108-111), *Publications de la Commission suisse des cartels et du préposé à la surveillance des prix*, 1/1997, p. 89 ss

ROTMANN S., BURKHARDTS S., LA HARPE R., La levée de corps, *Médecine et Hygiène* 1997, no 2151, p. 353-354

Sans auteur, Assurance maladie: approbation des primes 1997 de l'assurance des soins - *Sécurité sociale* no6, 1996, p. 317 ss.

Sans auteur, Nouvelles prestations prises en charge dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie - *Sécurité sociale* no1, 1997, p. 22.

SCHNEIDER R., Reform of Health Insurance in Switzerland, in: *European Journal of Health Law* 1996, n° 4, p. 331-343

TILLE M., Jouer la transparence des primes - *Sécurité sociale* no2, 1997, p. 74ss.

WIRTHIN Martin, Invaliditätsbemessung in der obligatorischen Unfallversicherung: Art. 28 Abs. 4 UW ist verfassungs- und gesetzmässig, *ZBN* 1/1997, p. 58.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

LARGIADER Félix, CANDINAS Daniel, MOSIMANN François (éd), *Organ-Allokation - Zuteilung von Organen für die Transplantation*, Bern, Göttingen, Toronto, Seattle, 1997

MÜLLER, Klaus. - Integriertes Leistungsmanagement der medizinischen Versorgung : Gründe und Grundlagen für umfassende Behandlungs- und Rehabilitationsketten bei chronischen Krankheiten. - Muri 1997 (Cahiers d'études de la SSPS ; n° 54)

SAN-NEWS N°4

septembre 1997, comprenant la période allant du 15 avril 1997 au 15 août 1997

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international et européen (Sélection) Internationales Recht und Europarecht (Auswahl)

Conseil de l'Europe, Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine [Convention on Human Rights and Biomedicine], texte français reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 1997, p. 108; texte anglais reproduit in: *European Journal of Health Law* 1997 n° 1, p. 89-100

II. Droit étranger (Sélection) / Fremdes Recht (Auswahl)

AUSTRALIE (Victoria)

Loi N° 63 du 27 juin 1995 relative au traitement de l'infertilité, *Recueil international de législation sanitaire* 1997, p. 26

FRANCE

1. Décret N° 96-850 du 20 septembre 1996 relatif au contrôle de la dissémination volontaire et de la mise sur le marché, à des fins civiles, de produits composés en tout ou partie d'organismes génétiquement modifiés (transposition de la Directive 90/220/CEE du 23 avril 1990), *Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 27 septembre 1996, N° 226, p. 14273

2. Décret N° 96-925 du 18 octobre 1996 relatif au carnet de santé institué par l'article L. 162-1-1 du code de la sécurité sociale, *Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 20 octobre 1996, N° 246, p. 15429

3. Arrêté du 6 novembre 1996 portant homologation des règles de répartition et d'attribution des greffons prélevés sur une personne décédée en vue de transplantation d'organes, *Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 10 novembre 1996, W 263, p. 16475

4. Décret N° 97-221 du 13 mars 1997 relatif aux spécialités génériques, *Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 14 mars 1997

5. Arrêté du 28 mars 1997 portant approbation de la Convention nationale des médecins généralistes; Arrêté du 28 mars 1997 portant approbation de la Convention nationale des médecins spécialistes, *Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 29 mars 1997 (les arrêtés contiennent la liste complète des références médicales opposables)

6. Décret N° 97-704 du 30 mai 1997 relatif au registre national automatisé des refus de prélèvement sur personnes décédées d'organes, de tissus et de cellules, *Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 3 juin 1997

PAYS-BAS

Loi du 24 mai 1996 relative au don d'organes, *Recueil international de législation sanitaire* 1996, p. 496

POLOGNE

Loi du 9 novembre 1995 relative à la protection de la santé contre les effets de la consommation de tabac et de produits du tabac, *Recueil international de législation sanitaire* 1996, p. 513.

III. Droit fédéral / Bundesrecht

DROIT EDICTE

Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal) (RS 832.102)

Modification du 25 juin 1997 (art. 37a-37g): liste des commissions consultatives au sens de l'art. 33/4 LAMal (Commission des principes, Commission des prestations, Commission des médicaments, Commission des analyses, Commission des moyens et appareils).

MESSAGES, RAPPORTS ET DECISIONS OFFICIELS BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLUESSE

1. Rapport de la Commission de sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national accompagnant un projet d'arrêté fédéral urgent concernant le versement temporaire de subsides fédéraux aux assureurs-maladie, du 23 janvier 1997, FF 1997 III 228

2. Avis du Conseil fédéral sur le Rapport du 23 janvier 1997 de la Commission de sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national accompagnant un projet d'arrêté fédéral urgent concernant le versement temporaire de subsides fédéraux aux assureurs-maladie, FF 1997 III 239

3. Message relatif à un article constitutionnel sur la médecine de la transplantation, du 23 avril 1997, FF 1997 III 613

Le texte du projet d'article 24^{decies} Cst est le suivant: "1 La Confédération édicte des prescriptions dans le domaine de la transplantation d'organes, de tissus et de cellules. Ce faisant, elle veille à assurer la protection de la dignité humaine, de la personnalité et de la santé. 2 Elle prévoit en particulier la gratuité du don et veille à ce que les organes soient attribués de manière équitable. "

4. Rapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats concernant la proposition d'abroger l'article 66, 3e alinéa, deuxième phrase LAMal, du 12 mai 1997, FF 1997 III 1181

Il est proposé de ne plus tenir compte de l'indice cantonal des primes comme critère de fixation des subsides fédéraux après un délai de 6 ans.

5. Initiative populaire fédérale "pour des médicaments à moindre prix". Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale, 29 juillet 1997, FF 1997 III 1255

Il est proposé d'introduire un article 34^{bis} al 3 Cst qui libéraliserait la vente des médicaments déjà commercialisés dans les pays limitrophes et qui obligerait à remettre au patient un générique.

IV. Droit cantonal (Sélection) / Kantonaales Recht (Auswahl)

(extrait du « Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin », avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

DROIT EDICTE

AARGAU

D vom 25.03.1997 über die Kantonsspitäler (Stärkung der betrieblichen Autonomie, Verbesserung der Stellung des Pflegedienstes innerhalb der Struktur der Kantonsspitäler, Verpflichtung zur Qualitätssicherung, Kompetenzdelegation im Sinne des « New Public Managements») (Hebt das D vom 01.07.1978 auf)

BASEL-STADT

V vom 08.04.1997 zum Spitalgesetz vom 04.05.1982 (Änderung: § 18) (Eingeführt gemäss Psychiatrieverordnung)

G vom 18.09.1996 und V vom 08.04.1997 über Behandlung und Einweisung psychisch kranker Personen (Psychiatriegesetz und Psychiatrieverordnung)

BASEL-LAND

V vom 25.02.1997 über die Abgabe von Heilmitteln (Apothekenverordnung) (Hebt die V vom 05.07.1988 auf)

RRV vom 26.10.1976 über die Stellvertreter und Assistenten der Medizinalpersonen (Änderung: Titel « V über die Stellvertretenden und assistierenden Personen der Medizinalpersonen »; §1 II; §3 I litt. c) (Eingeführt gemäss Apothekenverordnung)

V vom 04.03.1997 über die Naturärzteprüfung (Änderung: §4 II)

FRIBOURG

R du 04.02.1991 d'exécution de la L sur les soins et l'aide familiale à domicile (Modification: art. 3 I, 3 II litt. c; définition des soins corporels) (Spitex)

GENEVE

Loi du 19.09.1980 sur les établissements publics médicaux (Modification: art. 11 A note marginale, 11 B; répartition des honoraires des médecins exerçant une activité privée)

GLARIS

V vom 23.04.1997 über die spitalexterne Kranken- und Gesundheitspflege (Spitex-Verordnung)

JURA

O du 12.03.1997 concernant l'exercice de la profession de chef de laboratoire d'analyses médicales

O du 04.03.1997 concernant les vaccins et les vaccinations (abroge l'O du 16.06.1987 concernant les vaccins et les vaccinations gratuits)

OBWALD

Gesundheitsgesetz vom 20.10.1991 (Änderung: Art. 7 litt. d & 8 litt. c) (Eingeführt durch Art. 74 des Staatsverwaltungsgesetzes)

SANKT GALLEN

W vom 02.12.1996 zum eid. Epidemienengesetz vom 13.05.1986 (Änderung: Titel neu «W zur eid. Gesetzgebung über übertragbare Krankheiten »; Ingress; Art. 1, Zuständigkeit; 2 1 litt. g, h, i neu und II neu Kantonsarzt; 8 1, Strafbestimmungen)

Spitalorganisationsverordnung vom 17.06.1980 (Änderung: Art. 35 1; Art. 32 II aufgehoben)

TICINO

R dei 21.05.1997 delle scuole sociosanitarie cantonali (abroga vari regolamenti)

VALAIS

O du 26.03.1997 sur la promotion de la santé et la prévention des maladies et des accidents (abroge le D du 12.11.1976 relatif à l'organisation de la prophylaxie et des soins dentaires à la jeunesse)

O du 26.03.1997 sur la lutte contre les maladies transmissibles (abroge le D du 15.11.1978 concernant l'exécution de prescriptions fédérales sur la lutte contre les maladies transmissibles de l'homme et le D du 19.11.1954 sur la lutte contre la tuberculose)

O du 26.03.1997 sur les autorisations d'exploiter un établissement ou une institution sanitaire (abroge le R du 25.06.1975 fixant les conditions nécessaires à l'octroi de l'autorisation de créer, exploiter, agrandir ou modifier un établissement sanitaire ainsi que de changer le but de son affectation)

O du 26.03.1997 concernant les structures de santé mentale du canton du VS (abroge le R du 06.10.1982)
R du 26.03.1997 sur le Conseil de santé (abroge le R du 05.02.1986)

ZÜRICH

V vom 28.12.1978 über den Verkehr mit Heilmitteln (Änderung: § 67 aufgehoben)

V vom 28.01.1981 über die kantonalen Krakenhäuser (Änderung: § 30 AI-II, Entgelt für die Bewilligung zur Tätigkeit auf eigene Rechnung; II-IV [bisher] werden III-IV)

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte im Kraft.

MESSAGES, RAPPORTS ET DECISIONS OFFICIELS BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLUESSE

VAUD

Rapport NOPS, Nouvelles orientations de la politique sanitaire, 281 / juin 1997

V. Déclarations et directives éthiques et professionnelles **Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien**

INTERNATIONAL ET ETRANGER / INTERNATIONAL UND AUSLAND

1. Résolution du Parlement européen sur la carte sanitaire européenne, Journal officiel des Communautés européennes, 13 mai 1996, N° C 141, p. 104

2. Déclaration d'Helsinki (Recommandations à l'adresse des médecins dans le domaine de la recherche biomédicale portant sur des sujets humains), telle qu'amendée par la 48e Assemblée générale de l'Association médicale mondiale, Somerset West, octobre 1996, Recueil international de législation sanitaire 1997, p.103

3. Dix Principes fondamentaux sur le droit relatif aux soins de santé mentale, élaborés par la Division de la santé mentale et de la prévention des toxicomanies de l'OMS, Recueil international de législation sanitaire 1996, p. 590; également reproduits dans les « les droits des patients en psychiatrie », Cahiers de l'IDS, no 5, p. 43 ss

4. Charte de la Fédération Internationale pour la Planification Familiale sur les droits en matière de sexualité et de reproduction, Recueil international de législation sanitaire 1996, p. 575

5. Code de déontologie de l'Association tchèque des médecins, Recueil international de législation sanitaire 1996, p. 520

SUISSE / SCHWEIZ

Académie suisse des sciences médicales, Directives médico-éthiques concernant la thérapie génique somatique appliquée à "homme (projet), in: BMS 1997, no 25, p. 939-942

Comité central de la FMH, Règlement du Conseil suisse de déontologie, in: BMS 1997, no 32, p. 1173-1175

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence internationale (Sélection) **Internationale Rechtsprechung (Auswahl)**

Application 21830/93, X,Y and Z v. United Kingdom, Jugement du 22/411997, European Human Rights Reports, 1997, vol. 24: 143-180.

Le requérant X est un transsexuel (femme devenue homme) qui vit avec la requérante Y une relation stable depuis 1979. En 1992, après une insémination artificielle avec donneur, la requérante Y donne naissance à Z. Le requérant X allègue une violation des art. 8 et 14 CEDH parce qu'il n'a pas pu être reconnu comme le père de Z. La Commission a retenu une violation de l'art. 8 CEDH. La Cour a admis que l'art. 8 CEDH était applicable dans cette affaire mais n'a pas reconnu de violation de cette disposition.

Conseil de l'Europe, Cour européenne des droits de l'homme, Affaire van Orshoven c. Belgique (95/1995/601/689), Jugement du 25 juin 1997

Le requérant, citoyen belge, exerce la médecine à titre libéral. Il a été radié du tableau de l'Ordre des médecins pour divers manquements. Il s'est pourvu en cassation contre cette décision. A l'audience devant la Cour de cassation, il n'a pas pu répondre aux conclusions du ministère public. Pour cette raison, il allègue devant la Commission une violation de l'art. 6(1) qui garantit un procès équitable. Cette instance, de même que la Cour reconnaîtront la violation de l'art. 6(1) CEDH. En effet, un arrêté de la Cour de cassation peut rejaillir à des degrés divers sur la situation juridique de l'intéressé. Compte tenu de cet enjeu et de la nature des conclusions du ministère public, l'impossibilité pour l'intéressé d'y répondre avant la clôture a méconnu son droit à une procédure équitable.

II. Jurisprudence étrangère (Sélection) Fremde Rechtsprechung (Auswahl)

AUSTRALIE

Medical Law Review 1997, p. 121, In Re the Estate of the Late K. (Supreme Court of Tasmania (1996) Tas. R. 365)

Un embryon congelé conçu in vitro jouit des mêmes droits de succession qu'un enfant «en ventre sa mère», à condition de naître vivant.

AUTRICHE

1. Recht der Medizin 1997, p. 53 (OGH, 13 mars 1996)
Devoir d'information du dentiste.

2. Recht der Medizin 1997, p. 90 (OGH, 25 octobre 1996 et 29 janvier 1997) *Etendue du devoir d'information du médecin en cas d'anesthésie et lors d'injections intra-articulaires.*

3. Recht der Medizin 1997, p. 93 (OGH, 29 janvier 1997)
Toute restriction de la liberté de mouvement constitue un internement « Unterbringung »), peu importe qu'elle survienne par des moyens de contrainte physique ou par des moyens pharmacologiques.

4. Recht der Medizin 1997 n° 4, p. 121 (OGH, 16 décembre 1996)
Un curateur au ventre ne peut pas être nommé pour des spermatozoïdes congelés (!).

BELGIQUE

Revue de droit de la santé 1996-97, vol. 2/5, p. 348 (Cour d'arbitrage, 18 décembre 1996)
Examen de la validité de la réglementation légale relative à l'exercice de la kinésithérapie.

CANADA

Medical Law Review 1997, p. 125 Winnipeg Child and Family Services (Northwest Area) v. D.F.G. (Court of Appeal of Manitoba [1996] 10 W.W.R. 111)
Les tribunaux ne peuvent pas ordonner des mesures coercitives contre une femme enceinte dans le seul intérêt de l'enfant qu'elle porte.

ETATS-UNIS

The Journal of Law, Medicine & Ethics 1996, vol. 24/4, p. 391, Safer v. Pack (Appellate Division of the Superior

Court of New Jersey, 11 juillet 1996, 677 A.2d 1188 (N.J. 1996))

Un médecin a l'obligation d'avertir des tiers d'un danger évitable qu'ils courent. Cela vaut aussi à l'égard des proches parents d'un patient atteint d'une maladie héréditaire (en l'espèce, prédisposition familiale au cancer du côlon).

NOUVELLE-ZELANDE

Medical Law Review 1997, p. 143, In the Matter of Baby P (An Unborn Child) (Family Court, New Plymouth [1995] N.Z.F.L.R. 577)

Un fœtus viable doit être considéré comme un enfant et peut donc être l'objet de mesures de soins et de protection ordonnées par les tribunaux. En l'espèce, il n'existe au surplus aucun conflit d'intérêts entre le fœtus et sa mère âgée de 15 ans.

RFA Allemagne

MedR 6/1997/p.271 - BGH, Urt. v. 15.11.1996 - 3 StR 79/96 (LG Kiel)

Sterbehilfe Zulässigkeit todesbeschleunigender Schmerzbehandlung (sog. indirekte)

ROYAUME-UNI

Medical Law Review 1997, p. 110, Dobson v. North Tyneside HA (Court of Appeal [1996] 4 All E.R. 474)

Il n'y a pas de droits réels sur un cadavre, à moins qu'il ait subi un processus artisanal de conservation comme l'embaumement. La conservation momentanée dans de la paraffine, après autopsie, du cerveau d'une jeune femme décédée de tumeurs au cerveau ne crée pas de tels droits. L'hôpital n'a pas l'obligation de conserver des parties du corps après la conclusion de l'enquête sur les causes de décès.

III. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

ATF 122 V 377 - TFA, 7 novembre 1996

Art. 12 LAI, 2 al. 1 RAI. L'implant cochléen doit être pris en charge par l'assurance-invalidité aussi en cas de surdité de naissance ou survenue en bas âge (ici: ossification de la cochlée).

ATF 122 V 415 - TFA, 18 novembre 1996

Art. 6 et 18 LAA. Accident de type "coup du lapin". Appréciation de la causalité adéquate.

ATF 123 IV 1 - TF, Cour de cassation pénale, 31 octobre 1996

Art. 43 ch. 1 CPS. Internement à prononcer contre un meurtrier sexuel dangereux dont la responsabilité est fortement restreinte. Dans le cadre de l'internement, des soins médicaux doivent être dispensés selon les possibilités.

ATF 123 V 43 - TFA, 19 février 1997

Art. 6 al. 2 LAA, 9 al. 2 OLAA. Lésions corporelles assimilées à des accidents. Déchirure de la coiffe des rotateurs.

ATF 123 V 53 - TFA, 20 février 1997

Art. 16 al. 2 LAM. Considérations sur la preuve de l'efficacité d'une méthode comme condition préalable à sa prise en charge par l'assurance. Analogie avec l'art. 32 LAMal. In casu traitement d'une anaphylaxie aux amalgames diagnostiquée par auriculothérapie.

JdT 1997 IV 101 (résumé de l'arrêt 121 IV 297, en français)

Internement en hôpital psychiatrique, également afin d'empêcher la commission d'infractions graves, examen de la nécessité de l'internement par le juge.

JdT 1997 IV 130 (résumé de l'arrêt 121 IV 303, en français)

Exécution d'une peine précédemment suspendue. Imputation de la durée d'un traitement ambulatoire.

ZBJV 1997, p. 460-461, unveröffentlichtes Urteil 1 P.530/1994 der I. öffentlichrechtlichen Abteilung vom 14.12.1995, zitiert in der NZZ vom 16.3.1996 Nr. 64, S. 56

Schadenersatz- und Genugtuungsansprüche gegen das Gemeinwesen zufolge missglückter Sterilisation einer Frau ? Einwand der hypothetischen Einwilligung.

ZBJV 1997, p. 461-463, unveröffentlichtes Urteil 2P.373/1994 der II. öffentlichrechtlichen Abteilung vom 12.02.1996.

Haftung des Gemeinwesens aufgrund mangelhafter ärztlicher Aufklärung : Grundrecht des persönlichen Freiheit als unmittelbare Anspruchsgrundlage ?

ZBJV 1997, p. 463-465, BGE 122 III 101, in Sachen F gegen X.

Haftung des Chefarztes eines öffentlichen Spitals für die Behandlung von Privatpatienten. Massgeblichkeit des kantonalen öffentlichen Rechts.

SJZ 1997, p. 180, BGE; Urteil 6S.323/1996 vom 31. Oktober 1996.

Le traitement et le maintien en sécurité d'un délinquant anormal et dangereux ne peuvent pas être déterminés selon les critères du droit pénal fondés sur la culpabilité. C'est pourquoi les mesures prévues par l'art. 43 CP sont réservées pour les cas d'incapacité de discernement.

IV. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

BASEL-STADT

BJM 1997, no 4, p. 193

Prüfung der Adäquanz der Sorgfaltspflichtverletzung eines Arztes für das vorgeburtliche Absterben eines Kindes. Hohe der Genugtuung

BERNE

JAB/BVR 1997, no 617, p. 313 - 3. Juli 1995 i.S.I.G.

Action en responsabilité contre un médecin; prescription.

JAB/BVR 1997, no 617, p. 329 - 13. November 1996 i.S. A. gegen Artisana, Kranken und Unfallversicherung.

Assurance-maladie: poursuite pour primes non payées; exception de non-retour à meilleure fortune.

JAB/BVR 1997, no 8, p.379 - 8. Januar 1997 i.5.R. gegen Ausgleichkasse des Kantons Bern.

Prestations complémentaires: exercice du droit à la déduction de frais maladie.

FRIBOURG

RF J 1997, p. 103 ss, Ch. d'accusation du Tribunal cantonal, arrêt du 11 avril 1997

Art. 122 et 231 CP; la personne séropositive qui entretient des relations sexuelles non protégées avec un partenaire qu'elle a informé de sa maladie est-elle punissable?

GENEVE

Semaine judiciaire 1997, p. 453 (résumé) - Tribunal administratif, 28 août 1996

Un assuré peut de bonne foi se fier à une circulaire de sa caisse-maladie disant que les prestations garanties jusque-là ne sont pas modifiées.

Semaine judiciaire 1997, p. 454 (résumé) - Tribunal administratif, 30 avril 1996

La fracture du cartilage de la trochlée fémorale est une lésion assimilée à un accident (art. 9 al. 2 OLAA).

Semaine judiciaire 1997, p. 455 (résumé) - Tribunal administratif, 31 juillet 1996

Un assuré se casse une dent en mangeant un plan de noUilles. Accident au sens de l'article 9 al. 1 OLAA.

Semaine judiciaire 1997, p. 455 (résumé) - Tribunal administratif, 23 janvier 1996, confirmé par le Tribunal fédéral, 28 novembre 1996

Une déchirure du ménisque est une lésion assimilée à un accident (art. 9 al. 2 OLAA) dès lors qu'elle résulte d'un événement accidentel

GRAUBÜNDEN

Praxis des Verwaltungsgerichts des Kantons Graubünden (PVG) 1996, p. 50 ss *Berufsausübung von Medizinalpersonen. Einschränkungen. Alternativmedizin. - Gesetzliche Voraussetzungen, unter denen die Berufsausübungsbewilligung beschränkt oder entzogen werden kann.*

- *Grundsätze der Behandlung. Ein Arzt, der elementare Regeln der ärztlichen Kunst unbeachtet lässt, die jeder befähigte Arzt in der gleichen Laeg und unter den gleichen Umständen befolgt hatte, begeht eine schwere Widerhandlung gegen das Gesundheitsgesetz.*

- *Zumindest in akut lebensbedrohenden Situationen ist auch ein approbierter Arzt, der sich der Alternativmedizin widmet, gehalten, zu den Mitteln der Schulmedizin zu greifen.*

NEUCHÂTEL

Recueil de jurisprudence neuchâteloise 1996, p. 211 - Tribunal administratif, 7 février 1996

Responsabilité solidaire de l'épouse pour les cotisations et les participations aux frais de l'assurance maladie de son mari.

Recueil de jurisprudence neuchâteloise 1996, p. 230 - Tribunal administratif, 8 février 1996

Notion de maladie professionnelle (art. 9 al. 2 OLAA). La dépression d'un sportif professionnel n'en est pas une.

SANKT GALLEN

St-Gallische Gerichts- und Verwaltungspraxis (GVP), 1996, no 38, p. 94 ss - Verwaltungsrekurskommission (Abteilung V), 28. Mai 1996

Art. 397a Abs. 1 ZGB und Art.105bis StP. Ist ein geisteskranker Patient aufgrund des Krankheitsbildes in der psychiatrischen Klinik nicht behandelbar, so ist diese keine geeignete Anstalt. Eine fürsorgliche Freiheitsentziehung kann nicht die Funktion einer strafrechtlichen Massnahme erfüllen.

ZÜRICH

ZBI, 1997, vol. 98, n° 7: 312-320, Verwaltungsgericht, 7.6.1997

Zulassung zur selbständigen Berufsausübung als medizinischer Masseur. Die gesetzliche Regelung, welche die selbständige Ausübung der Heilmassage den Physiotherapeuten vorbehält, ist verfassungswidrig. Ausbildungsanforderungen für die deshalb gebotene einzelfallweise Zulassung.

ROT 1997 n° 2, p. 66 - Regierungsrat des Kantons Zürich, 27 novembre 1996 *Mainlevée de la privation de liberté à des fins d'assistance (397b al. 3 CC).*

La compétence est réglée par le droit fédéral et non pas par le droit cantonal de la santé. La direction de la clinique ne peut pas libérer le patient mais doit l'assister dans sa démarche auprès d'un tribunal.

SJZ 1997, p. 266 - Uster, Bezirksgericht, 20.3.1996. Egalement publié dans AJP 1997 n° 7, p. 887 et Plädoyer 2/97, p. 59-62

CP art. 321, 20 et 32; ordonnance zurichoise sur les droits des patients § 13 et 17. Violation du secret professionnel du médecin. Le médecin hospitalier qui transmet le dossier médical d'un patient sans son consentement exprès ou résultant d'actes concluants à des cliniques ou à d'autres médecins, ne lui ayant pas adressé le patient ni le suivant ultérieurement, se rend coupable d'une violation du secret professionnel au sens de l'art. 321 CP. Faits justificatifs? Erreur de droit?

Plädoyer 3/97, p. 60-63 - Obergericht des Kantons Zürich, II Zivilkammer, 28.01.1997 *Zwang psychiatrie. Ais menschenrechtswidrig beurteilt das zürcher Obergericht eine klinikinterne Weisung, die Entlassungsgesuche ohne gesetzliche Grundlage den Oberärzten zuweist.*

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (Sélection)

Internationale und fremde Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

AKABAYASHI A, Japan's parliament passes brain-death law, *Lancet* 1997, 349: 1895.

An ethical dilemma: Should egg donors be paid? CRAFT 1, A "inconvenience allowance" would salve the egg shortage; JOHNSON MH, The culture of unpaid and voluntary egg donation should be strengthened; SAUER MV, Exploitation or a woman's right? *BMJ*, 1997, 314: 1400-1403.

ANNAS GJ, Patient's Rights in Managed Care - Exit, Voice and Choice, *New England Journal of Medicine*, 1997,337: 210-215.

ANNAS GJ, Reefer Madness - The Federal Response to California's Medical-Marijuana Law, *New England Journal of Medicine*, 1997,337: 435-439.

BINDER Martin, Zur Kostendeckung alternativmedizinischer Behandlungsmethoden durch die Krankenversicherung, *Recht der Medizin* 1997, n° 2, p. 39-44

CAPRON A, *At Law*, Incapacitated Research, *Hastings Center Report*, 1997, Vol. 27, No 2: 25-27.

DAVIS, D, Genetic Dilemmas and the Child's Right to an Open Future, *Hastings Center Report*, 1997, Vol. 27, N02: 7-15.

DOLAN B, PARKER C, Caesarean section: a treatment for mental disorder? Tameside & Glossop Acute Services Unit v CH (a patient) [1996]1 FLR 762; Commentary: BEWLEY S, Bad medicine and bad law; WHITFIELD A, A decision that stretches the law too far; BASTIAN H, CON ROY C, Is caesarean section treatment for medical paranoia?, *BMJ*, 1997,314: 1183-1187.

DOMMERS Johannes, An Introduction to European Union Health Law, *European Journal of Health Law* 1997 n° 1, p. 19-41

DONOHUE Jeffrey P., Developing Issues under the Massachusetts « Physician Profile Act », *American Journal of Law & Medicine* 1997, p. 115-158

DRESSER R, *At Law*, Giving Scientists Their Due: The Imanishi-Kari Decision, *Hastings Center Report*, 1997, Vol 27, No 3: 26-28.

DUKARICH Paul, WOREL Thomas, Reform des Gesundheitswesens und der Krankenanstaltenfinanzierung ab 1.1.1997, *Recht der Medizin* 1997, n° 2, p. 35-39 (Autriche)

DUVAL Gordon, Creutzfeldt-Jakob Disease: The Problem of Recipient Notification, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 1997, p. 34-41.

EISEN BART B., Die Stellvertretung in Gesundheitsangelegenheiten, *MedR*, 1997, no 7, p. 305ss.

FINEL 1., La responsabilité du médecin en matière de diagnostic des anomalies fœtales, *Revue de droit sanitaire et social* 1997, no 2, p. 223ss.

FIRSHEIN J, US Supreme Court rules against physician-assisted suicide, *Lancet*, 1997, 350: 40.

GANZINI L, LEE MA, Psychiatry and Assisted Suicide in the United States, *New England Journal of Medicine*, 1997, 336: 1824-1826.

GELLER G, BOTKIN JR, GREEN MJ and al., Genetic Testing for Susceptibility to Adult-Onset Cancer. The Process and Content of Informed Consent, *JAMA*, 1997, 277: 1467-1474.

GELLER G, STRAUSS M, BERNHARDT BA and al., "Decoding" Informed Consent. Insights from Women

regarding Breast Cancer Susceptibility Testing, *Hastings Center Report*, 1997, Vol 27, No 2: 28-33.

GLAZIER Alexandra K., Genetic Predispositions, Prophylactic Treatments and Private Health Insurance : Nothing is Better than a Good Pair of Genes, *American Journal of Law & Medicine* 1997, p. 45-68

GREEN Ronald M., Parental Autonomy and the Obligation not to Harm One's Child Genetically, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 1997, p. 5-15

GROENEWOUD JH, VAN DER MAAS, PJ, VAN DER WAL G and al, Physician-assisted death in psychiatric practice in the Netherlands, *New England Journal of Medicine*, 1997,336: 1795-1801.

GUEST S, Compensation for subjects of medical research: the moral rights of patients and the power of research ethics committees, *Journal of Medical Ethics*- 1997, 23: 181-185. .

GUTMANN T., Probleme einer gesetzlichen Regelung der Lebendspende von Organen, *MedR*, 1997, no 4, p.147ss.

HARRIS J, The injustice of compensation for victims of medical accidents, *BMJ*, 1997, 314: 1821-1823.

HENDIN H, RUTENFRANS C, ZYLICZ Z, Physician-Assisted Suicide and Euthanasia in the Netherlands, *JAMA*, 1997,277: 1720-1722.

HEUER S. et CONRADS C, Aktueller Stand der Transplantationsgesetzgebung 1997, *MedR*, 1997, no 5, p. 19555.

HOEDEMACKERS R, TEN HAVE H, CHADWICK R, Genetic screening: a comparative analysis of the recent reports, *Journal of Medical Ethics*, 1997, 23: 135-141.

HOPE T, Editorial. Compensating subjects of medical research, *Journal of Medical Ethics*, 1997, 23: 131-132.

HOPKINS PD, Why does Removing Machines Count as "Passive" Euthanasia?, *Hastings Center Report*, 1997, Vol. 27, N03: 29-37.

KAH LENG Ter, LEONG HUEY SY Susanna, Advance Medical Directives in Singapore, *Medical Law Review* vol. 5 n° 1,1997, p. 63-101

KOCH Hans-Georg, BERNAT Erwin, MEISEL Alan, Self-Determination, Privacy and the Right to Die. A Comparative Law Analysis (Germany, United States of America, Japan), *European Journal of Health Law* 1997 n° 1, p. 127-143

KRIARI-CA TRANIS Ismini, Embryo Research and Human Rights: An Overview of Developments in Europe, *European Journal of Health Law* 1997 n° 1, p. 43-67

KUTTNER R, The Kassebaum-Kennedy Bill - The limits of Incrementalism, *New England Journal of Medicine*, 1997,337: 64-67.

LIGHT DW, The real ethics of rationing, *BMJ*. 1997, 315: 112-115.

LOWE SL, The right to refuse treatment is not a right to be killed, *Journal of Medical Ethics*, 1997, 23: 154-158 and Commentary 1: TRIPP JH, The right to refuse treatment, 159; Commentary 2: DUNSTAN GR, Thesis correct: argument unconvincing, 160; Commentary 3: KENNEDY I, A response to Lowe, 161-163.

LUF Gerhard, Verteilungsgerechtigkeit im Bereich der modernen Medizin. Rechtsethische Überlegungen, *Recht der Medizin* 1997, n° 4, p. 99-107

McLAC H LAN HV, Bodies, rights and abortion, *Journal of Medical Ethics*, 1997, 23: 176-18.

MICHALOWSKI, Protection of Medical Confidentiality without a Medical Privilege ? A Discussion of the English and the German Approach, *Medical Law International* vol. 2 n° 4,1997, p. 277-290

MOODIE Peter, WRIGHT Moira, Medical Research and Alzheimer's Disease : A Study of the Hazards of Conducting Research on the Incompetent Patient, *Medical Law International* vol. 2 n° 4, 1997, p. 291-314

MOSKOWITZ EH, *In the courts*, Licensing Midwives, *Hastings Center Report*, 1997, Vol. 27, No 3: 28. [Commentaires à propos des arrêts *Lange-Kessler v. State Department of Education*, 2/4/1997; *State Board of Nursing v. Ruebke*, 15/3/1996].

NEUBERGER J, LAKE J, Allocating donor livers. Should be given to patients most likely to benefit, irrespective of cause, *BMJ* 1997, 314: 1140-1141.

NEWDICK Christopher, Resource Allocation in the National Health Service, *American Journal of Law & Medicine* 1997, p. 291-318

NYS Herman, Emerging Legislation in Europe on the Legal Status of Advance Directives and Medical Decision-making with Respect to an Incompetent Patient ((Living-wills »), *European Journal of Health Law* 1997 n° 1, p. 179-188

ORR RD, GENESEN L, Requests for "inappropriate" treatment based on religious beliefs, *Journal of Medical Ethics*, 1997,23: 142-147.

PALERMINI Patricia, DELFOSSE Marie-Luce, Expérimentation médicale sur l'être humain. Propositions pour un cadre législatif, *Revue de droit de la santé* 1996-97, vol. 2 n° 5, p. 333-344

PARMET Wendy, JACKSON Daniel, No Longer Disabled : The Legal Impact of the New Social Construction of HIV, *American Journal of Law & Medicine* 1997, p. 7-44.

PARRISH D, Improving the Scientific Misconduct Hearing Process, *JAMA*, 1997, 277: 1315-1319.

PRICE DPT, Organ transplant initiatives: the twilight zone, *Journal of Medical Ethics*, 1997,23: 170-175.

ROSS FRIEDMAN L, RUBIN DT, SIEGLER M and al., Ethics of a Paired-kidney-Exchange Program, *New England Journal of Medicine*, 1997,336: 1752-1755.

SARACCI R, The World Health Organisation needs to reconsider its definition of health, *BMJ*, 1997,314: 1409-1410.

SYMPOSIUM ARTICLES on Appropriate Management of Pain: Addressing the Clinical, Legal, and Regulatory Barriers, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 1996, p. 285-368

VAN DER HEIDE A, VAN DER MAAS, VAN DER WAL G, and al., Medical end-of-life decisions made for neonates and infants in the Netherlands, *Lancet*, 1997,350: 251-255.

VAN THIEL GJM, VAN DELDEN JJM, DE HANN K and al., Retrospective study of doctors' "end of life decisions" in caring for mentally handicapped in the Netherlands, 1990-1995, *BMJ*, 1997,315: 88-91.

VERREL T., Der BGH legt nach: Zulässigkeit der indirekten Sterbehilfe, *MedR*, 1997, no 6, p. 248-55.

VESTING J.-W. et MÜLLER S., Xenotransplantation: Naturwissenschaftliche Grundlagen, Regelung und Regelungsbedarf, *MedR*, 1997, no 5, p. 203-55.

WALTER-SACK 1., Aufgaben und Arbeitsweise einer Ethikkommission..., *MedR*, 1997, no 7, p.301-ss.

WILLIAMS FG, Consent for transfusion. A duty of care, *SMi*, 1997, 315: 380-381.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

AUBY Jean-Marie, *Le sang humain et le droit*, Paris 1997

BARNABEO R. et al., *Histoire de la pensée médicale en Occident: 2, De la Renaissance aux Lumières*, Paris

1997

LETTERON Roseline, Le droit de la procréation, Paris 1997

McHALE Jean, Health care law : text, cases and materials, Londres 1997

MONTGOMERY Jonathan, Health care law, Oxford 1997

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

AFFOLTER-EIJSTEN Heidi, Die Stellung des Arztes im Strafverfahren, *AJP* 1997, p. 565

BANDI T., BRAMBILLA M., EBERHARD P., KÄNZIG H., L'évolution de l'assurance maladie dans les années 1994/1995, in : *Sécurité sociale*, 1997, n° 3 : 152-157.

BRÜLHART R., Augmenter la participation aux coûts dans l'assurance de base? Plaidoyer pour une idée, in : *Sécurité sociale*, 1997, n° 2: 72-74.

DUC J.-L., Planification hospitalière - quelques réflexions relatives à une décision sur recours du Conseil fédéral, in : *AJP/PJA* 1997, n° 4 : 459-465.

DUC Jean-Louis, Etablissements médico-sociaux et planification hospitalière (article 39 LAMal), *AJP* 1997, p. 955

FERRERO François, Les droits des patients en psychiatrie: le point de vue du psychiatre, in: *Cahiers de l'IDS* no 5, p. 3 ss

FISCHER W., Systèmes de classification des patients hospitalisés, in : *Sécurité sociale*, 1997, n° 2 : 109-111.

GUILLOD Olivier, KONIG Damian, La médecine prédictive: interrogations liées à la protection des données, *Cahiers médico-sociaux* 41 (1997) n° 1, p. 53

GUILLOD Olivier, KONIG Damian, Secret professionnel et assurances, *Médecine & Hygiène* 1997, p. 845

GUILLOD Olivier, Le rôle des comités nationaux d'éthique, in: *Bioéthique: de l'éthique au droit, du droit à l'éthique*, Publications de l'ISDC n° 30, Zurich, 1997, p. 257

GUILLOD Olivier, Lutte contre le sida: quel rôle pour le droit pénal ?, *Revue pénale suisse* 1997, p. 130 .

HEGNAUER Cyril, Die aussergerichtliche Abstammungsuntersuchung und das Persönlichkeitsrecht (Art. 24novies Abs. 2 lit. 9 Bundesverfassung, 28 ZGB), *Revue du droit de tutelle* 1997, p. 92

HUBER C, Ausgewählte Fragen zur Strafbarkeit der HIV-Obertragung, in: *Revue pénale suisse*, 1997, vol. 115, no2 : 113-29. .

HUNYADI P., Les effets de la loi sur l'assurance-maladie font l'objet d'une évaluation, in: *Sécurité sociale*, 1997, n° 3: 147-151.

ITTMANN Volker, Die Zusammenarbeit zwischen Arzt und Vormund gegenüber dem Arzt- und Vormundschäftsgeheimnis, *Revue du droit de tutelle* 1997, p. 81

KUHN Hans Peter, Bureau d'expertises extrajudiciaires de la FMH; rapport d'activité 1995 et 1996, in: *BMS* 1997/25, p. 933-934

KUHN Hans Peter, Lamal: nouvelles questions et réponses, in: *BMS* 1997/18, p. 656659

MINELLI LA., Nochmals « Soziale Menschenrechte : blosse Gesetzgebungsaufträge oder individuelle

Rechtsansprüche », in : *AJP/PJA*, 1997, n° 7: 904-906.

SCARTAZZINI Gustavo, Krankentaggeldversicherung. Einwirkungen der sozialen Krankenversicherung auf die Pflichten von Arbeitgeber und Arbeitnehmer bei Krankheit, *AJP* 1997 n° 6, p. 667

SCHUPPISSER H.R : Questions actuelles sur l'Etat social en Suisse, in : *ES/SA* 1997 : 366-367.

SCHWANDER O., Partage des tâches et devoirs entre médecins et ambulanciers, in: *BMS* 1997/20, p. 734-737

SPRUMONT Dominique, La sauvegarde des droits des patients psychiatriques dans le domaine de la recherche, in: *Médecine et Hygiène*, 1997, no 2159, p. 782-786

STETTLER Martin, Les droits des patients en psychiatrie: où en sommes-nous à l'heure de la révision du droit de la tutelle 7, in: *Cahiers de l'IDS* no 5, p. 17 ss.

TILLE M., Jouer la transparence des primes, in : *Sécurité sociale*, 1997, n° 2: 74-77.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BOCHER UND MONOGRAPHIEN

BIOETHIQUE: de l'éthique au droit, du droit à l'éthique: colloque international, Lausanne, 17-18 octobre 1996 = Bioethik : von der Ethik zum Recht, vom Recht zur Ethik : internationales Kolloquium, Lausanne, 17.-18. Oktober 1996, publication de l'Institut suisse de droit comparé; en collab. avec l'Institut de droit de la santé de l'Université de Neuchâtel, l'Association internationale Droit, Ethique et Science, la Société suisse d'éthique biomédicale, l'Office fédéral de la justice. - Zürich 1997

BOCHEL Dominik, Patente in der Bio- und Gentechnologie : die Bedeutung für kleine und mittlere Unternehmen und Hochschulen, Basel 1997

BURNAND Bernard et PACCAUD Fred (éd.), Maîtrise de la qualité dans les hôpitaux universitaires: satisfaction des patients, Lausanne 1997

CAHIERS DE L'IDS, Les droits des patients en psychiatrie, Cahiers de l'IDS no 5, Neuchâtel 1997

DUMOULIN Jean-François, Transplantation d'organes en Suisse: le droit au carrefour de la vie et de la mort, Neuchâtel 1997 (Cahiers de l'IDS, Hors série 1).

DORR BRUNNER Cornelia, HAFFTER Stefan, Responsabilité du médecin: cas particulier de la violation du devoir, Winterthur 1996

Rechtsfragen der medizinischen Begutachtung in der Sozialversicherung : Referate der Tagung des Schweizerischen Instituts für Verwaltungskurse vom 21. November 1996 in Luzern, St. Gallen 1997

RICHLI Paul [Hrsg.], Auf dem Weg zu einem eidgenössischen Heilmittelgesetz : Ausgewählte Arbeiten aus einem Seminar an der juristischen Fakultät der Universität Basel im Wintersemester 1995/96, mit einer Einleitung und einem Obersichtsartikel über den Vernehmlassungsentwurf zu einem eidgenössischen Heilmittelgesetz, Muri 1997.

SAN-NEWS N°5

janvier 1998, comprenant la période allant du 15 août 1997 au 31 décembre 1997

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international et européen (Sélection) Internationales Recht und Europarecht (Auswahl)

DROIT ÉDICTÉ

1. Directive 97/43/EURATOM relative à la protection sanitaire des personnes contre les dangers des rayonnements ionisants lors d'expositions à des fins médicales, JOCE N° L 180/22 du 9 juillet 1997
2. Directive 97/50 du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/16 CEE visant à faciliter la libre circulation des médecins et la reconnaissance mutuelle de leurs diplômes, certificats et autres titres, du 6 octobre 1997, JOCE N° L 291/35 du 24 octobre 1997

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DÉCLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC

1. 50e Assemblée mondiale de la Santé (OMS), Résolution WHA 50.37, Le clonage dans la reproduction humaine, du 14 mai 1997, Recueil international de législation sanitaire 1997 N°3-4, p. 481.
2. 29e session de la Conférence générale de l'UNESCO, Déclaration sur le génome humain, 11 novembre 1997, site Internet: www.unesco.org/ibc/fr/genome/projet/index.html lien invalide le 14.4.05
liens valables le 14.04.05 :
http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=13177&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html
voir aussi : www.unesco.org/shs/bioethics
3. Parlement européen, Résolution sur le clonage, du 12 mars 1997, JOCE N° C 115/92, du 14 avril 1997
4. Parlement européen, Résolution sur le statut des médecines non conventionnelles, du 29 mai 1997, JOCE No C 182/67 du 16 juin 1997
5. Commission des droits de l'homme des Nations Unies, Résolution 97/33 sur la protection des droits fondamentaux des personnes infectées par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) ou atteintes du syndrome de l'immuno-déficience acquise (SIDA), du 11 avril 1997, Recueil international de législation sanitaire 1997 No 3-4, p. 465
6. Commission des droits de l'homme des Nations Unies, Résolution 97/71 sur les droits de l'homme et la bioéthique, du 16 avril 1997, Recueil international de législation sanitaire 1997 No 3-4, p. 470
7. Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'application de bonnes pratiques cliniques dans la conduite d'essais cliniques de médicaments à usage humain, présentée par la Commission le 3 septembre 1997, JOCE No C 306/9 du 8 octobre 1997
8. Position commune (CE) No 32/97 arrêtée par le Conseil le 22 juillet 1997 en vue de l'adoption de la décision no .../97/CE du Parlement européen et du Conseil, du ..., instaurant un réseau de surveillance épidémiologique et de contrôle des maladies transmissibles dans la Communauté, JOCE No C 284/10 du 19 septembre 1997
9. Proposition de recommandation du Conseil concernant l'admissibilité des donneurs de sang et de plasma et le dépistage pratiqué sur les dons de sang dans la Communauté européenne, présentée par la Commission le 17 novembre 1997, Bruxelles, Document COM(97) 605 final
10. Conseil de l'Europe, Protocole additionnel à la Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine portant

interdiction du clonage d'êtres humains, signé à Paris le 12 janvier 1998, site Internet:
le lien ne répond pas le 14.04.05 www.coe.fr/fr/txtjur/168fr.htm
autre lien, disponible le 14.04.05 : <http://conventions.coe.int/Treaty/fr/Treaties/Html/168.htm>

11. Déclaration finale de la 5e Conférence des Ministres européens de la santé (Varsovie, 7-8 novembre 1996),
Recueil international de législation sanitaire 1997 No 2, p. 274

12. Conférence internationale sur l'harmonisation des exigences techniques pour l'enregistrement des produits
pharmaceutiques à l'usage de l'homme (CIH-ICH), Lignes directrices révisées relatives aux bonnes pratiques
cliniques pour les essais cliniques de médicaments à l'usage de l'homme ("ICH GCP"), Recueil international de
législation sanitaire 1997 No 2, p. 250

13. Comité consultatif belge de bioéthique, Avis no 1 concernant l'opportunité d'un règlement légal de
l'euthanasie, Revue de droit de la santé vol. 3 no 1 (1997-98), p. 22

14. Conseil de l'Organisation du génome humain (HUGO), Déclaration relative à la recherche génétique, du 21
mars 1996, Recueil international de législation sanitaire 1997 No 3-4, p. 445

II. Droit étranger (Sélection) / Fremdes Recht (Auswahl)

AFRIQUE DU SUD

Loi No 92 définissant les cas et conditions dans lesquelles la grossesse d'une femme peut être interrompue et
visant des fins connexes, du 12 novembre 1996, Recueil international de législation sanitaire 1997, No 2, p. 188

ALBANIE

Loi No 8092 relative à la santé mentale, du 21 mars 1996, Recueil international de législation sanitaire 1997 No 3-
4, p. 355

ARGENTINE

Décret No 200 portant interdiction du clonage d'êtres humains, du 7 mars 1997, Recueil international de
législation sanitaire 1997 No 3-4, p. 379

AUTRICHE

1. Loi fédérale relative aux produits médicaux, *Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich*, 29 novembre
1996, No 212, p. 4579, Recueil international de législation sanitaire 1997 No 3-4, p. 400

2. Loi fédérale relative à la documentation dans le secteur de la santé, *Bundesgesetzblatt für die Republik
Österreich*, 27 décembre 1996, W 236, p. 4923, Recueil international de législation sanitaire 1997 No 3-4, p. 435

DANEMARK

1. Loi No 460 relative à la fécondation artificielle en rapport avec le traitement, le diagnostic et la recherche
d'ordre médical, du 10 juin 1997, Recueil international de législation sanitaire 1997 No 3-4, p. 342

2. Loi No 465 relative à la collecte et à l'utilisation de sang humain et de produits sanguins destinés à la
fabrication de médicaments, du 10 juin 1997, Recueil international de législation sanitaire 1997 No 3-4, p. 398

FRANCE

1. Arrêté fixant l'indice de besoins relatif aux appareils d'imagerie et de spectrométrie par résonance magnétique
nucléaire à utilisation clinique, du 21 mars 1997, *Journal Officiel de la République française, Lois et Décrets*, 26
mars 1997, N° 72, p. 4710

2. Décret No 97-306 relatif aux conditions d'autorisation des établissements de santé effectuant des prélèvements
d'organes et de tissus à des fins thérapeutiques, du 1er avril 1997, *Journal Officiel de la République française*,

Lois et Décrets, 6 avril 1997, N° 81, p. 5272

3. Décret No 96-1041 relatif au constat de la mort préalable au prélèvement d'organes, de tissus et de cellules à des fins thérapeutiques ou scientifiques, du 2 décembre 1996, *Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 4 décembre 1996, N° 282, p. 17615

4. Décret No 97-704 relatif au registre national automatisé des refus de prélèvement sur une personne décédée d'organes, de tissus et de cellules, du 30 mai 1997, *Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 3 juin 1997, N° 127, p. 8897

5. Décret No 97-613 relatif aux études menées sur des embryons humains in vitro, du 27 mai 1997, *Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 1er juin 1997, No 126, p. 8623

6. Décret No 97-555 relatif au Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé, du 29 mai 1997, *Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 30 mai 1997, No 124, p. 8287

ISRAËL

Loi relative aux droits des patients, du 1er mai 1996, Recueil international de législation sanitaire 1997 No 2, p. 200

LUXEMBOURG

Loi relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés, du 13 janvier 1997, Recueil international de législation sanitaire 1997 No 2, p. 240

NORVÈGE

Loi No 29 du 16 mai 1997 portant modification de la loi No 56 du 5 août 1994 relative à l'utilisation médicale de la biotechnologie, Recueil international de législation sanitaire 1997 No 3-4, p. 341

POLOGNE

Loi portant modification de la Loi relative à la planification familiale, à la protection des fœtus humains et aux conditions d'admissibilité de l'interruption de grossesse, du 30 août 1996, Recueil international de législation sanitaire 1997, No 2, p. 191

SUÈDE

Loi No 799 relative aux dommages subis par les patients, du 19 juin 1996, Recueil international de législation sanitaire 1997 No 3-4, p. 383

III. Droit fédéral / Bundesrecht

DROIT EDICTE

1. Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal; RS 832.102)

a) *Modification du 17 septembre 1997 (articles 9, 51, 52, 59a, 78, 93, 95, 99, 130), en vigueur dès le 1er janvier 1998, RO 1997 2272.*

b) *Modification du 25 juin 1997 (article 103 a) 1: la franchise ordinaire s'élève à Fr. 230.-), en vigueur dès le 1er janvier 1998, RO 1997 2435.*

2. Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (OPAS; RS 832.112.31)

a) *Modification du 1er juillet 1997 (nouvelle teneur de la "Liste des analyses"), en vigueur dès le 1er octobre 1997, RO 1997 2020.*

b) *Modification du 3 juillet 1997 (articles 7, 8, 8a et 9: soins à domicile, ambulatoires ou dispensés dans un établissement médico-social), en vigueur dès le 1er janvier 1998, RO 1997 2039.*

c) Modification du 18 septembre 1997 (art. 8 al. 6bis, 9a et 9b), en vigueur dès le 1er janvier 1998, RO 1997 2436.

d) *Modification du 4 juillet 1997 (art. 12 lit. o : prise en charge des mammographies préventives, 19a et nouvelle teneur des annexes 1) et 2), en vigueur dès le 1er janvier 1998, RO 1997 2697.*

3. Ordonnance sur la compensation des risques dans l'assurance-maladie (RS 832.112.1)

Modification du 17 septembre 1997 (art. 6 al 4: obligation des assureurs de constituer des provisions), en vigueur dès le 1er janvier 1998, RO 1997 2277.

4. Ordonnance relative aux primes moyennes cantonales pour l'assurance obligatoire des soins pour l'année 1998, du 26 novembre 1997, en vigueur dès le 1er janvier 1998, RO 1997 2970

5. Ordonnance concernant les infirmités congénitales (OIC; RS 831.232.21) *Modification du 9 septembre 1997 (chiffres 204, 205, 218, 383 et 442 de la liste des infirmités congénitales), en vigueur dès le 1er janvier 1998, RO 1997 2226.*

6. Ordonnance portant édition de la pharmacopée (OPha), du 20 août 1997, en vigueur dès le 1er octobre 1997, RO 1997 1694

7. Accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études, du 18 février 1993, approuvé par le Département fédéral de l'intérieur le 24 novembre 1994, RO 1997 2399.

L'Accord concerne notamment (art. 2 a! 2 litt. f) la reconnaissance des formations cantonales pour les professions du secteur de la santé.

MESSAGES, RAPPORTS ET DECISIONS OFFICIELS / BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLUESSE

1. Message concernant la loi fédérale sur l'assurance-maternité (LAMat), du 25 juin 1997, FF 1997 IV 881

2. Initiative populaire fédérale "pour des coûts hospitaliers moins élevés". Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale, 18 novembre 1997, FF 1997 IV 1203

Il est notamment proposé que l'assurance-maladie ne soit obligatoire que pour la couverture de l'hospitalisation et que les assureurs versent une indemnité de 250 francs par personne par jour d'hospitalisation.

3. Initiative populaire fédérale "La santé à un prix abordable (initiative-santé)" Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale, 25 novembre 1997, FF 1997 IV 1277

Il est notamment proposé que l'assurance-maladie soit financée par des recettes supplémentaires de la TVA et par des cotisations des assurés proportionnelles à leurs revenus et leur fortune et que la Confédération prenne diverses mesures de maîtrise des coûts de la santé.

4. Initiative populaire fédérale "Stations cliniques modèles". Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale, 25 novembre 1997, FF 1997 IV 1285

Il est proposé que la Confédération "assure le passage de la médecine empirique universitaire à la médecine scientifique" en créant des "stations cliniques modèles" universitaires pour diffuser les "connaissances nécessaires sur le "cycle global de la vie humaine" et sur les lois qui découlent de ce cycle" afin d'assurer la guérison "des personnes atteintes de maladies endogènes, incurables jusqu'alors".

5. Avis du Conseil fédéral sur le Rapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats concernant l'initiative parlementaire Schiesser d'abroger l'article 66, 3e alinéa, deuxième phrase LAMal, du 12 mai 1997, FF 1997 IV 785

Le Conseil fédéral exprime un avis favorable envers la proposition de ne plus tenir compte de l'indice cantonal des primes comme critère de fixation des subsides fédéraux après un délai de 6 ans.

6. Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale en faveur du Registre tessinois des tumeurs, du 23 décembre 1997, FF 1997 IV 1380

7. Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de

recherche médicale en faveur des Services Universitaires de Psychiatrie de Berne, du 9 décembre 1997, FF 1997 IV 1287

8. Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale en faveur des Services Universitaires de Psychiatrie pour enfants et adolescents de Berne, du 9 décembre 1997, FF 1997 IV 1292

9. Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale pour une étude intitulée " *Erfassung aller Tätigkeiten und Arbeitsweisen der Spitalexternen Onkologiepflege Baselland (SEOP BL)*" à l'Institut de médecine sociale et préventive de l'Université de Bâle, du 28 octobre 1997, FF 1997 IV 790

10. Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale pour une étude intitulée " *Ver/aufskontrollen bei Patientinnen mit Mammarkarzinom*" à l'Hôpital de district de Mc3nnedorf, du 25 novembre 1997, FF 1997 IV 1134

11. Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale pour une étude intitulée " *Infektionskrankheiten von Patienten und Patientinnen mit myelodysplastischem Syndrom*" à l'Hôpital universitaire de Zurich, du 25 novembre 1997, FF 1997 IV 1137

IV. Droit cantonal (Sélection) / Kantonaies Recht (Au5wahl)

(extrait du « Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin », avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

BERNE

V über Sterbehilfe und Todesfestellung (+ Anhang: medizinischethische Richtlinien der Schweizerischen Akademie der Medizinischen Wissenschaften [...] vom 24.02.1995 und vom 13.06.1996) (hebt die V vom 14.11.1989 auf)

FRIBOURG

R d'exécution de la L sur la police de la santé (RELPS) (Modification: Art. 82 I, 91 ter nouveau; diététicien)

GENEVE

R fixant le tarif-cadre des prestations fournies par les hôpitaux universitaires de GE aux assurés selon la LF sur l'assurance-maladie, en cas d'hospitalisation en division commune du 18.12.1996 (Abrogé rétroactivement au 01.01.1997) (Le R actuellement en vigueur est donc celui du 18.12.1995)

R d'exécution de la convention intercantonale sur le contrôle des médicaments du 13.03.1975 (Modification: Art. 6 III, publicité et exception; Art. 8 II abrogé)

LUZERN

G über das Gesundheitswesen (Gesundheitsgesetz) vom 29.06.1981 (Änderung: § 63 A III, Heraufsetzung der Höchstabgaben für Honorare aus privatärztlicher Tätigkeit der Chefarzte und Leitenden Ärzte an den Kanton)

V über die Rechte und Pflichten der Chefarzte, Co-Chefarzte und Leitenden Ärzte des Kantons (Chefarztverordnung) vom 25.01.1991 (Änderung: § 43 1 lit. a und b sowie II, Abgaben aus privatärztlicher Tätigkeit; 56 A neu, Übergangsbest.; § 47 aufgehoben)

V über die Organisation und die Aufgaben der kantonalen Spitäler (Spitalverordnung) (Hebt die V über die kantonalen Heilanstalten vom 17.12.1985 auf)

VAUD

L du 29.05.1985 sur la santé publique (Modification: Art. 94 lit. a, compétences du médecin; 175, mode de vente)
(But: permettre à l'Etat d'intervenir en cas de prescription d'agents thérapeutiques présentant un danger pour la santé des patients)

ZÜRICH

V über die Berufe der Gesundheitspflege vom 08.01.1992 (Änderung: § 8, zur selbständigen Berufsausübung zugelassene Berufe; 34A & 34B, Logopädinnen; 34C & 34D, Ernährungsberaterinnen)

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte im Kraft.

V. Déclarations et directives éthiques et professionnelles Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

INTERNATIONAL ET ETRANGER / INTERNATIONAL UND AUSLAND

SUISSE / SCHWEIZ

Académie Suisse des Sciences médicales (ASSM), Directives pour les recherches expérimentales sur l'être humain, in: BMS 1997, no 43, p. 1593-1599.

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence internationale (Sélection) Internationale Rechtsprechung (Auswahl)

II. Jurisprudence étrangère (Sélection) Fremde Rechtsprechung (Auswahl)

AUTRICHE

Recht der Medizin 1997/5, p. 156 (Landesgericht Salzburg, 7 juin 1995)

Die In-Vitro-Fertilisation ist eine zweckmassige Krankenbehandlung der Frau wenn deren Sterilität durch verwachsene Eileiter hervorgerufen wird Voraussetzung der Kostenerstattung ist allerdings das Vorliegen einer deutlichen Erfolgsaussicht im einzelnen Fall

BELGIQUE

1. Revue de droit de la santé 1997-98, vol. 3/1, p. 34 et 38 (Rb. Brugge, 19 décembre 1994; Hof van Beroep Gent, 26 décembre 1995; avec une note de T. Vansweevelt, p. 41)

Responsabilité du médecin. Grossesse extra-utérine non diagnostiquée. Diagnostic par téléphone. Evaluation du dommage. Indemnité pour perte de chances de survie?

2. Revue de droit de la santé 1997-98, vol. 3/1, p. 35 (Hof van Beroep Brussel, 16 avril 1996)
Responsabilité de l'établissement pour défaut d'organisation. occupation insuffisante du personnel et nombre insuffisant de monitorings dans la salle de réveil
3. Revue de droit de la santé 1997-98, vol. 3/1, p. 42 (Tribunal de 1ère instance de Bruxelles, 21 novembre 1996)
Un patient qui fume met le feu à son lit. Responsabilité partielle de l'hôpital (1/3). Obligation de sécurité accrue quand des patients sont incapables de se gérer eux-mêmes. Fardeau de la preuve du défaut de surveillance supporté par le demandeur.
4. Revue de droit de la santé 1997-98, vol. 3/2, p. 103 (5 jugements commentés par R. Vermeiren)
Responsabilités en cas de chute d'un patient.
5. Revue de droit de la santé 1997-98, vol. 3/2, p. 124 (Jeugdrechtbank Brussel, 4 juin 1996; suivi d'une note d'E. Montero)
Adoption d'un enfant né d'une mère porteuse par la sœur de celle-ci

CANADA

European Journal of Health Law 1997 n° 3 p. 288ss (commentaires de R. v. Drummond, Ontario Court of Justice, 23 décembre 1996)
Une femme enceinte tente de tuer le fœtus proche du terme en tirant au pistolet. Fœtus blessé. Tentative de meurtre non retenue.

ETATS-UNIS

The Journal of Law, Medicine & Ethics 1997, vol. 25/2-3, p. 223, *Shea v. Eesensten* (United States Court of Appeals for the Eighth Circuit, 26 février 1997)
HMOs have fiduciary duty to disclose incentive structure.

RFA Allemagne

MedR 8/1997/p.360ss. - OLG Zweibrücken, Urt. v. 18.02.1997 - 4 U 46/95 (LG Zweibrücken)
Wrongful Birth - Schadenersatz für Unterhaltsverpflichtung gegenüber einem unerwünschten Kind bei misslungener Sterilisation und Schutzbereich des Behandlungsvertrages.

III. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

ATF 123 I 112 - TF, 1ère Cour de droit public, 16 avril 1997. L'arrêt est commenté par D. SPRUMONT in *Plädoyer* 1997/6, p. 64 et par Y. HANGARTNER in *AJP* 1997/11, p. 1415
Constitutionnalité de la loi genevoise sur les prélèvements et les transplantations d'organes et de tissus. Le système du droit d'opposition de l'intéressé ou de ses proches est admissible au regard de la liberté personnelle pour autant qu'une politique d'information des proches et de la population en général soit mise en place.

ATF 123 I 201 - TF, IIe Cour de droit public, 24 juin 1997
Il y a un intérêt public prépondérant à restreindre la publicité pour les médicaments. Une réglementation qui interdit aux pharmaciens et droguistes toute publicité pour les médicaments des catégories C et D sous la forme d'annonce de rabais viole cependant le principe de la proportionnalité.

ATF 123 I 212 - TF, IIe Cour de droit public, 4 juillet 1997
Un étranger avec autorisation de séjour marié à une Suisseuse peut se prévaloir de la liberté du commerce et de l'industrie. Il est disproportionné d'exiger le permis d'établissement ainsi qu'un stage dans un établissement public du canton pour pratiquer comme physiothérapeute dépendant.

ATF 123 III 204 - TF, 1ère Cour civile, 9 juin 1997
Action en responsabilité contre une clinique privée à la suite d'une tentative de suicide d'une patiente. Les prétentions pour tort moral du mari de la patiente se prescrivent selon l'article 60 al 1 CO bien que celles de la lésée directe se prescrivent selon l'article 127 CO.

ATF 123 IV 100 - TF, Cour de cassation pénale, 2 septembre 1997

Conditions de l'internement au sens de l'article 43 CPS et relation de celui-ci avec le traitement ambulatoire.

ATF 123 V 98 - TFA, 21 mai 1997

Troubles psychiques consécutifs à un accident ("coup du lapin"). Appréciation de la causalité adéquate. Confirmation de la jurisprudence antérieure.

Plädoyer 5/97, p. 61, TFA, 21. 2.1997.

Assurances sociales, degré d'invalidité; "l'assureur LAA ne peut fixer le degré d'invalidité à 60% là où l'AI l'a fixé, après instruction approfondie, à 87%. En outre, les facultés intellectuelles réduites constituent un facteur qui doit être pris en compte pour déterminer concrètement le taux d'invalidité. "

Plädoyer 5/97, p. 68, ATF non publié 2P. 386/1996, 7. 7. 1997, «CMN Centre médical de Neuchâtel SA contre Département de la justice, de la santé et de la sécurité du canton de Neuchâtel».

Unverhältnismässiges Werbeverbot für medizinische Poliklinik.

RAMA 4/1997, p. 220-246, Entscheid des Bundesrates vom 26.03.1997 in Sachen Krankenkassen-Verband des Kantons X gegen Regierungsrat des Kantons X

Festsetzung des Tarifes für stationäre Behandlung durch die Kantonsregierung.

RAMA 4/1997, p. 257-269, Entscheid des Bundesrates vom 25.06.1997 in Sachen Spital- und Pflegezentrum Y. AG gegen Regierungsrat des Kantons Z

Nichtaufnahme eines Spitals auf die Spitalliste des Standortkantons.

RAMA 5/1997, p. 289-293, TFA, 03.04.1997 dans l'affaire U.F.

De l'obligation pour les caisses de verser des prestations pour la thérapie d'une fibrose capsulaire à la suite d'une plastie du sein (augmentation mammaire esthétiquement justifiée).

RAMA 5/1995, p. 334-338, TFA. 21.05.1997 dans l'affaire S.E.

Confirmation de la jurisprudence relative au lien de causalité adéquate dans les cas de troubles psychiques consécutifs à un accident; aucune adaptation à l'application divergente du principe de causalité adéquate en droit de la responsabilité civile.

IV. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

AARGAU

Droit et pratique de la concurrence 1997/1, p. 95 (Superprovisorische Verfügung vom 18.12.1996), 1997/2, p. 265 (Entscheid des Handelsgerichts vom 22.04.1997) et p. 285 (Entscheid des Handelgerichts vom 09.05.1997)

Commerce de médicaments, pharmacies, caisses-maladie, mesures provisionnelles, art. 17 LCart et 14 LCD

FRIBOURG

RFJ 1997/2, p. 127-130, Ille Cour administrative du TA, 24.10.1995. Un recours de droit public interjeté contre cet arrêt a été rejeté par le TF le 29. 10. 1996.

Santé publique. Art. 57 LPS et 15 RELPS. Autorisation pour un médecin de vendre des médicaments (propharmacie).

GENEVE

Plädoyer 6/97, p. 61, Tribunal administratif, 5. 8. 1997

Admission (?) de la prise en charge de la FIVETE par les caisses-maladie dans le régime de l'assurance-maladie sociale.

Droit et pratique de la concurrence 1997/1, p. 72 - Cour de Justice, ordonnance du 06.01.1997

Caisses-maladie, exclusion de cliniques, mesures provisionnelles, art. 17 LCart.

Droit et pratique de la concurrence 1997/1, p. 89 - Cour de Justice, ordonnance du 28.02.1997

Caisses-maladie, exclusion de cliniques, réseaux de médecins de premier recours,' mesures provisionnelles, art. 17 LCart.

LUZERN

Plädoyer 6/97, p. 73-76, Verwaltungsgericht des Kantons Luzern, 26. 8. 1997. *Schleudertrauma verursachte Diskushernie. Diskushernie sind als Unfallfolgen zwar selten, aber sie kommen vor. Dass erst Monate nach dem Unfall massive Beschwerden auftreten, schliesst den Unfall als Ursache nicht aus.*

SANKT GALLEN

SJZ 22, 15. November 1997, p. 442 - St Gallen Bezirkgericht, 1 Abt., 26.11.1996.
Art. J al. 2 et 3, art. 30 al. J CC. Changement de sexe, mariage entre deux personnes du même sexe. Changement de nom. La constatation judiciaire du changement de sexe (en l'espèce d'homme en femme) n'exige pas que le mariage existant de la personne concernée soit dissous.

VAUD

Plädoyer 4/97, p. 56, Chambre des recours du Tribunal cantonal, 04. 09. 1996.
Assurances privées, perte de gain. « Une compagnie d'assurance couvrant un travailleur à mi-temps dans le cadre d'une assurance collective perte de gain privée est tenue de l'indemniser lorsque celui-ci ne peut augmenter son taux d'activité en raison de sa maladie (...) »).

ZÜRICH

BZR 96 Heft 6/1997, Arbeitsgericht Zürich, 18. 3. 1993, p. 172.
Art. 335c OR. Kündigungsfrist. Aufhebungsvereinbarung bei Schwangerschaft. Ein Aufhebungsvertrag muss klar und eindeutig vereinbart werden.

ZR 96 Heft 10/1997, p. 289-303, Bezirksgericht Uster, Einzelrichter in Strafsachen, 20.3.1996. .
Art. 321 StGB. Verletzung des Arztgeheimnisses.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (Sélection)

Internationale und fremde Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

- Droits des patients, droits de la personnalité -

ANNAS G, The Bell Tolls for a Constitutional Right to Physician-Assisted Suicide, *New England Journal of Medicine*, 1997,337, 1098-1103.

BARKER A. *ABC of mental health*. Mental health and the law, *BMJ*. 1997, 315: 590-592.

BOLLINI Paola, Asylum Seekers in Europe: Entitlements, Health Status, and Human Rights Issues, *European Journal of Health Law* 1997 n° 3 p. 253-265.

BURT RA, The Supreme Court Speaks. Not Assisted Suicide but a Constitutional Right to Palliative Care, *New England Journal of Medicine*, 1997, 337; 1234-1236.

DERENZO E., Decisionally Impaired Persons in Research: Refining the Proposed Refinements, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* vol. 25 n° 2-3, p. 139-149 (1997)

FERGUSON PR, Causing death or allowing to die? Developments in the law, *Journal of Medical Ethics*, 1987,23; 368-372.

FONT ANAROSA PB, GLASS RM, Informed Consent for Publication, *JAMA*, 1997, 278; 682-683.

FREUND G. und HEUBEL F., Forschung mit einwilligungsunfähigen und beschränkt einwilligungsfähigen Personen, *MedR*, 1997, no 8, p. 347ss.

GOSTIN LO, Deciding Life and Death in the Courtroom. From Quinlan to Cruzan, GLUCKSBERG, and VACCO - A brief History and Analysis of Constitutional Protection of the 'Right to Die', *JAMA*, 1997, 278; 1523-1528.

HAWES CLEVER L, Obtain Informed Consent Before Publishing Information About Patients, *JAMA*, 1997, 278; 628-629.

KOPETZKI c., Datenflüsse nach der Unterbringungsgesetz-Novelle 1997, *Recht der Medizin* 1997/6, p. 163-170

LUTIRELL S, Making decisions about medical treatment for mentally incapable adults in the UK, *Lancet* 1997,350: 950-953.

MELTON III U, The Threat to Medical Records Research, *New England Journal of Medicine*, 1997,337; 1466-1469.

OLDE RIKKERT MGM, VAN DEN BERCKEN JHL, TEN HAVE HAMJ and al., Experienced consent in geriatrics research: a new method to optimize the capacity to consent in frail elderly subjects, *Journal of Medical Ethics*, 1887, 23; 271-276.

ORENTLICHER D, The Supreme Court and Physician-Assisted Suicide. Rejecting Assisted Suicide but Embracing Euthanasia, *New England Journal of Medicine*, 1997,337; 1236-1239.

PHILIPPS P, Views of Assisted Suicide From Several Nations, *JAMA*, 1997, 278; 969970.

QUILL TE, DRESSER R, BROCK DW, The Rule of Double Effect - A Critique of Its Role in End-of-Life Decision Making, *New England Journal of Medicine*, 1997, 337; 1768-1671.

REITER J., Zwischen Ärztepflcht und Patientenautonomie - Neuer Richtlinienentwurf der Bundesärztekammer zur Sterbehilfe, *MedR*, 1997, no9, p. 412ss.

ROSS L.F., ASPINWALI, T.J., Religious Exemptions to the Immunization Statutes: Balancing Public Health and Religious Freedom, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* vol. 25 n° 2-3, p. 202-209 (1997)

SAVULESCU J, MOMEYER RW, Should informed consent be based on rational beliefs?, *Journal of Medical Ethics*, 1887,23; 282-288.

SCHRAMM J., STEMPKOWSKI M., Die zahnärztliche Aufklärungspflicht - Eine Betrachtung aus juristischer sicht, *Recht der Medizin* 1997/5, p. 136-141

SNIDER DE, Patient Consent for Publication and the Health of the Public, *JAMA*, 1997,278; 624-626.

TOLMEIN O., Der Entwurf der Richtlinien zur Sterbehilfe der Bundesärztekammer - Absage an die Rechtsprechung des Bundesgerichtshofes oder Rückzug aus der Auseinandersetzung 7, *MedR*, 1997, no12, p. 53455.

WILSON SILVER MH, Patients' rights in England and the United States of America: The Patient's Charter and the New Jersey patients Bill of Rights: a comparison, *Journal of Medical Ethics*, 1887, 23; 213-220.

- *Exercice des professions de la santé, politique professionnelle* -

DURAND-ZALESKI I, COLIN C, BLUM-BOISGARD C, An attempt to save money by using mandatory practice guidelines in France, *BMJ*, 1997,315; 943-946.

NENTWICH M., Digitalisierung der Medizin. Zur Klärung einiger rechtlicher Fragen der Telemedizin, *Recht der Medizin* 1997/5, p. 175-181

ORTNER F.-J. und GEIS 1., Elektronische Patientenakte, *MedR*, 1997, no 8, p. 33755.

SEGEST E., Consumer Protection and the Free Movement of Medical Practitioners in the European Union, *European Journal of Health Law* 1997 n° 3 p. 267-272

- Mesures médicales spéciales -

JOYCE T, HENSHAW S, DECLERQUE SKATRUD J, The Impact of Mississippi's Mandatory Delay Law on Abortions and Births, *JAMA*, 1997, 278; 653-658.

LIPPERT H.-D., Zur Zulässigkeit medizinischer Forschung an menschliche Körpermaterialien, *MedR*, 1997, n°10, p. 45755.

ZEMAN A, Persistent vegetative state, *Lancet*, 1997,350: 795-799.

- Responsabilité médicale -

FALLBERG L.H., BORGENHAMMAR E., The Swedish No Fault Patient Insurance Scheme, *European Journal of Health Law* 1997 n° 3 p. 279-286

PETERSEN K, Medical negligence and wrongful birth actions: Australian developments, *Journal of Medical Ethics*, 1887,23; 319-322.

ROSCAM ABBING H.D.C, Quality of Medical Practice and Professional Misconduct in the European Union, *European Journal of Health Law* 1997 n° 3 p. 273-278

- Système de santé, politique de la santé -

RIGOTTI NA, DIFRANZA JR, CHANG Y and al., The Effect of Enforcing Tobacco-Sales Laws on Adolescents' Access to Tobacco and Smoking Behaviour, *New England Journal of Medicine*, 1997, 337; 1044-1051.

- Ethique biomédicale -

ANGELL M, The Ethics of Clinical Research in the Third World, *New England Journal of Medicine*, 1997, 337; 847-849.

FINESCHI V., TURILAZZI E, CATENI C, The new Italian code of medical ethics, *Journal of Medical Ethics*, 1887, 23; 239-244.

GROMB S., MANCIET G., DESCAMP A., Ethics and law in the field of medical care for elderly in France, *Journal of Medical Ethics*, 1887, 23; 233-238.

HALSEY NA, SOMMER A, HENDERSON DA and al., Ethics and international research. Research standards are the same throughout the world; medical care is not, *BMJ*, 1997,315: 965-966.

HARRIS J, "Goodbye Dolly?" The ethics of human cloning, *Journal of Medical Ethics*, 1887,23; 353-360.

SUGARMAN J, KAALUND V, KODISH E and al., Ethical Issues in Umbilical Cord Blood Banking, *JAMA*, 1997, 278; 938-943.

VARMUS H, SATCHER D, Ethical Complexities of Conducting research in Developing Countries, *New England Journal of Medicine*, 1997, 337; 1003-1005.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

SCHIRA Hans Peter, Die Bewertung der Genomanalyse im Arbeits- und Versicherungsbereich aus strafrechtlicher Sicht (thèse), Regensburg 1997.

COOPER D.K.C, KEMP E., PLATT J.L., WHITE D.J.G., Xenotransplantation - The Transplantation of Organs and Tissues Between Species, Berlin, Heidelberg 1997.

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

- Agents thérapeutiques -

COMMISSION DE LA CONCURRENCE, prise de position du 23 juin 1997 sur le projet de loi sur les agents thérapeutiques, Droit et pratique de la concurrence 1997/2, p. 220

RICHLI P., BGE 24.6.1997, Art. 31 BV, Werbung für Medikamente, in: PJA, 1997, no 10: 1302-03.

- Assurances sociales, planification -

BANDI Till, Bases de décision dans l'assurance-maladie: amélioration en vue? in: *Sécurité sociale*, 1997, no 5, 282-285

DUC J.-L., Etablissements médico-sociaux et planification hospitalière (article 39 LAMal), in: PJA, 1997. no 8: 955-962.

PETER Kathrin, HITZ Peter, BOHNENBLUST Hans, «Efficace», «appropriée», «économique»... des notions à préciser - Elément de discussion relatif à l'application de la LAMal, in: *Sécurité Sociale*, 1997, no 6: 343-45.

PFANDLER Kurt (rapporteur), Unfallversicherung, Assurance-accidents' suites psychiques, quelle couverture? *Plädoyer* 4/97, p. 4-8.

RIONDEL Guylaine, Les particularités du régime LAMA / OAMAL pour les frontaliers, *Plädoyer* 1997/5, p. 54

STREIT Peter, Assurances complémentaires selon la loi sur le contrat d'assurance (LCA): expériences et perspectives, in: *Sécurité sociale*, 1997, no 2, 222-226

- Droits des patients, droits de la personnalité -

ESCHER M., Patientenrechte als Grenze der Forschung mit Patientendaten, in: *BMS* 1997, no 36, p. 1306-1308

GUINCHARD J.-M., Guide relatif au traitement des données personnelles dans le domaine médical, in: *Médecine et Hygiène*, 1997, no 2181, p. 1990-1997 et *BMS* 1997, no 48, p. 1790-1794.

HEGNAUER Cyril, Aussergerichtliche Abstammungsuntersuchung bezüglich eines verstorbenen Kindes (Art. 28 ZGB), *Revue du droit de tutelle* 1997 n° 4, p. 124

LÜCKER-BABEL M.-F., L'influence des droits des enfants sur la pratique médicale, in: *Médecine et Hygiène*, 1997, no 2176, p. 1688-1689

SCHÜPBACH Sylvia, Gentest: Gefahr für Persönlichkeitsrechte, *Plädoyer* 1997/6, p. 23

- Exercice des professions de la santé, politique professionnelle -

RICHLI P., BGE 4.7.1997, Verweigerung der Bewilligung der Tätigkeit als unselbständiger Physiotherapeut, in : *PJA*, 1997, n° 11: 1418-19.

RITTMAYER H., Dispositions d'application et d'exécution du code de déontologie de la FMH, in: *BMS* 1997, no 42, p. 1544-1546

- *Médecine légale*

LA HARPE R. et coll., Capacité et aptitude à conduire, in: *Médecine et Hygiène*, 1997, no 2184, p. 2152-2154

RESELLINI J.-P., Aspects médico-légaux de l'urgence, in: *Médecine et Hygiène*, 1997, no 2188, p. 2386-2391

- *Mesures médicales spéciales* -

DIRNHOFER R., Ist der Hirntote wirklich tot 7 Rechtsmedizinische Gedanken, in: *BMS* 1997, no 36, p. 1295-1296

DORSCH-HÄSLER K., Réglementation concernant la sécurité biologique de la thérapie génique, in: *Médecine et Hygiène*, 1997, no 2174, p. 1557-1560

MAURON A., La thérapie génique sous l'angle de l'éthique et du droit, in: *Médecine et Hygiène*, 1997, no 2174, p. 1552-1554.

SPRUMONT Dominique, [Commentaire de l'arrêt] du 16 avril 1997 (ATF 123 I 112) concernant la loi genevoise sur le prélèvement et les transplantations d'organes et de tissus [...], *Plädoyer* 6/97, p. 64.

- *Responsabilité médicale* -

KOLLER A., Haftung des Arztes aus unterlassener Aufklärung. Zur Haftung wegen Verschweigung des bei einer Sterilisation bestehenden Versagerisikos, in: *PJA*, 1997, n° 10, 1997: 1197-204.

- *SIDA* -

HÜBNER Florian, Sida: nouveaux traitements et perspectives juridiques, *Plädoyer* 1997/6, p. 49

- *Système de santé, politique de la santé* -

BURI M., Bientôt les premières statistiques complètes sur les services de soins à domicile, in: *Sécurité Sociale*, 1997, no 5 : 268-70.

DOMENIGHETTI G., Estime des Suisses pour leur système sanitaire; comparaison avec les pays de l'UE, in: *Sécurité Sociale*, 1997, no 5: 279-81.

DREIFUSS R., Les soins à domicile: un système victime de son succès ?, in: *Sécurité Sociale*, 1997, no 5: 246-49.

GONCZY M., Soins de longue durée en établissement médico-social dans le canton de Genève, in: *Sécurité Sociale*, 1997, no 5 : 263-65.

HUBER F., Les soins de longue durée en Suisse et leur financement, in: *Sécurité Sociale*, 1997, no 5: 241-45.

KANKA K., WEHRLI P., La Suisse peut-elle entretenir des handicapés ?, in: *Sécurité Sociale*, 1997, no 5 : 259-62.

KILLIAS Martin, Drogenkonsum, Opportunitätsprinzip statt Entkriminalisierung, *Plädoyer* 6/97, p. 28-29.

LATZEL G., La dépendance de soins, les prestations de soins et d'assistance: une approche des besoins, in: *Sécurité Sociale*, 1997, no 5 : 250-54.

MALHERBE C, Situation à l'étranger des personnes dépendantes, in: *Sécurité Sociale*, 1997, no 5: 255-56.

MÜLLER Klaus., La concurrence dans la stabilité des coûts de la santé: potentialités, limites et leurs incidences dans le contexte actuel, in: *Sécurité Sociale*, 1997/4: 215-216.

PETERS Georges, Jeunesse sans drogue, une vision imposée, *Plädoyer* 4/97, p. 43-44.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

THEVENAZ Alain, La protection contre soi-même, Etude de l'article 27 alinéa 2 CC (thèse), Berne 1997

KOECHLIN BUTTIKER Monika, Die Schranken der Forschungsfreiheit bei der Forschung an menschlichen Embryonen, Bâle et Francfort-sur-le-Main 1997

WAGNER PFEIFFER Beatrice, Das Umweltrecht vor den Herausforderungen der Gentechnologie, Zürich 1997

SAN-NEWS N°6

mai 1998, comprenant la période allant du 1er janvier 1998 au 15 avril 1998

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international et européen (Sélection) Internationales Recht und Europarecht (Auswahl)

DROIT EDICTE

1. Directive n° 97/95 de la Commission, du 7 octobre 1997, portant adaptation au progrès technique de la directive 90/679 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents biologiques au travail (septième directive particulière au sens de l'article 16 paragraphe 1 de la directive 89/391), JOCE n° L 282 du 15 octobre 1997, p. 33

2. Directive n° 97/50 du Parlement européen et du Conseil, du 6 octobre 1997, modifiant la directive n° 93/16 visant à faciliter la libre circulation des médecins et la reconnaissance de leurs diplômes, certificats et autres titres, JOCE n° L 291 du 24 octobre 1997, p. 35

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DÉCLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC.

1. Proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques, JOCE n° C 311 du 11 octobre 1997, p. 12

2. Recommandation N° R(97) 5 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe sur la protection des données médicales. Texte anglais reproduit in European Journal of Health Law 1997 n° 4, p. 405-414

3. Protocole additionnel à la Convention pour la protection des Droits de l'Homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine, portant interdiction du clonage d'êtres humains. Reproduit in Revue de droit de la santé 3 (1997-98) n° 4, p. 310 (texte français) et 312 (texte anglais).

II. Droit étranger (sélection) / Fremdes Recht (Auswahl)

BELGIQUE

Arrêté royal relatif au prélèvement, à la préparation, à la conservation et à la délivrance du sang et des dérivés du sang d'origine humaine, Revue de droit de la santé 3 (1997-98) n° 4, p. 355.

III. Droit fédéral / Bundesrecht

DROIT EDICTE

1. Loi fédérale sur l'assurance maladie (LAMal), du 18 mars 1994 (RS 832.10).

- Modification du 20 mars 1998 (abrogation de l'art. 66 al. 3, 2e phrase, art. 106 al. 3: prise en compte de la prime cantonale moyenne dans la fixation des subsides fédéraux), FF 1998 1157 (délai référendaire: 9 juillet 1998).

2. Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (OPAS), du 29 septembre 1995 (RS 832.112.31).

- Modification du 18 décembre 1997, en vigueur dès le 1er janvier 1998 (art. 7 al. 3: les frais généraux d'infrastructure et d'exploitation des fournisseurs de prestations ne sont pas pris en compte dans le coût des prestations), RO 1998 150.

- Modification du 16 janvier 1998, en vigueur dès le 15 mars 1998 (nouvelle teneur de la "Liste des médicaments avec tarif"), RO 1998 750.

3. Ordonnance sur l'évaluation de projets visant à prévenir la toxicomanie et à améliorer les conditions de vie des toxicomanes, du 21 octobre 1992 (RS 812.121.5).
- Modification du 15 décembre 1997, en vigueur dès le 1er janvier 1998 (poursuite des essais et prolongation de l'ordonnance jusqu'au 31 décembre 2000), RO 1998 71.
4. Ordonnance sur le tabac et les produits du tabac (OTab), du 1er mars 1995 (RS 817.06).
- Modification du 19 décembre 1997, en vigueur dès le 1er janvier 1998 (mises en garde obligatoires sur l'emballage de produits du tabac), RO 1998 148.
5. Ordonnance sur l'assurance-accident (OLAA), du 20 décembre 1982 (RS 832.202).
- Modification du 15 décembre 1997, en vigueur dès le 1er janvier 1998 (révision de nombreuses dispositions et des annexes 1 à 3), RO 1998 151
6. Ordonnance relative au remboursement des frais de maladie et des frais résultant de l'invalidité en matière de prestations complémentaires (OMPC), du 29 décembre 1997, en vigueur dès le 1er janvier 1998, RO 1998 239
7. Ordonnance portant édicition de la pharmacopée (OPha), du 20 août 1997 (RS 812.211).
- Modification du 16 mars 1998, en vigueur dès le 1er avril 1998, RO 1998 889 (nouvelles éditions de la pharmacopée)
8. Ordonnance sur les installations radiologiques à usage médical (Ordonnance sur les rayons X), du 20 janvier 1998, en vigueur dès le 1er avril 1998, RO 1998 1084
9. Ordonnance sur les exigences en matière d'hygiène et de microbiologie relatives aux denrées alimentaires, aux objets usuels, aux locaux, aux installations et au personnel, du 26 juin 1995.
- Modification du 30 janvier 1998, en vigueur dès le 15 février 1998, RO 1998 321

MESSAGES, RAPPORTS ET DECISIONS OFFICIELS BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLUESSE

1. Message concernant une révision de la loi sur les brevets, du 19 janvier 1998, FF 1998 1346
L'objet principal de cette révision est l'introduction de certificats complémentaires de protection (analogues à ceux introduits pour les médicaments en 1995) pour les produits phytosanitaires, sur le modèle de ce qui est prévu en droit communautaire.
2. Message relatif à un arrêté fédéral sur la prescription médicale d'héroïne, du 18 février 1998, FF 1998 1321
3. Initiative populaire fédérale" pour des médicaments à moindre prix" .
Aboutissement. Décision de la Chancellerie fédérale du 12 février 1998, FF 1998 592
4. Etat de la législation sur le génie génétique dans le domaine non humain. Rapport du Conseil fédéral aux Chambres fédérales, du 15 décembre 1997, FF 1998 1361
Le paquet de révision "Gen-Lex" est en procédure de consultation.
5. Rapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats sur l'initiative parlementaire concernant la participation des cantons à l'approbation des primes des caisses-maladie, du 8 septembre 1997, FF 1998 1072
6. Avis du Conseil fédéral sur le Rapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats sur l'initiative parlementaire concernant la participation des cantons à l'approbation des primes des caisses-maladie, du 25 février 1998, FF 1998 1078
7. Réduction des primes de l'assurance-maladie - Subsidés de la Confédération et des cantons; modèle de répartition (année 1998), FF 1998 93
8. Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à l'Hôpital cantonal de Winterthur, du 17 mars 1998, FF 1998 1019

9. Autorisation supplémentaire de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médical en faveur de la *Stiftung Tumorbank Basel* du 13 janvier 1998, FF 1998 39

10. Autorisation supplémentaire de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à la clinique psychiatrique de Münsingen pour la recherche intitulée "Patientensuizid in der psychiatrischen Klinik", du 17 février 1998, FF 1998 429

11. Autorisation supplémentaire de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à l'Institut d'histoire de la médecine de l'Université de Zürich pour le projet de thèse intitulé "Landarztpraxis 1948-1956", du 17 février 1998, FF 1998 431

IV. Droit cantonal (Sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait du « Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin », avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

BASEL-LAND

Gesundheitsgesetz vom 10.12.1973 (Änderung: § 4 Z. 6, Aufsicht über die Spitex; § 39 & 40 aufgehoben) (Eingeführt gemäss Spitexgesetz)

Gesundheitsgesetz vom 10.12.1973 (Änderung: Zwischentitel nach § 47 E VIII bis, Bekämpfung der Betäubungsmittelsucht; 47F, Drogentherapien; 47G, weitere Bekämpfungsmassnahmen) (Eingeführt gemäss G über die Änderung der Gemeindebeiträge)

G über die spitalexterne Haus- und Krankenpflege, vom 10.09.1996

GENEVE

L. concernant les rapports entre membres des professions de la santé et patients du 06.12.1987 (Modification introduite par l'art. 52 VII de la L d'application de la LF sur l'assurance-maladie: Art. 411, transmission de renseignements médicaux)

L sur l'exercice des professions de la santé, les établissements médicaux et diverses entreprises du domaine médical du 16.09.1983 (Modification introduite par l'art. 52 VIII de la L d'application de la LF sur l'assurance-maladie: Art. 1 I lit. g, 2 I, 4 I, 54 A & B nouveaux, 126 II, 138 A)

GRAUBÜNDEN

G über das Gesundheitswesen des Kantons GR (Gesundheitsgesetz) vom 02.12.1984 (Änderung: Art. 12, Gemeinden und ihre Aufgaben) (Eingeführt durch das Art. 24 des G über die Suchthilfe im Kanton GR)

G über die Förderung der Krankenpflege (Krankenpflegegesetz) vom 02.12.1979 (Teilrevision in den Bereichen des Rettungswesen und Änderung der Beiträge an die häusliche Pflege und Betreuung sowie an die Mütter- und Vaterberatung)

NEUCHÂTEL

R du service médico-social (Abroge le R d'exécution de la L sur le traitement, la surveillance et l'internement des personnes atteintes d'alcoolisme du 09.09.1952)

R provisoire d'exécution de la L de santé du 31.01.1996 (Modification introduite par l'art. 6 lit. b du R du service médico-social: Art. 6 abrogé)

NIDWALDEN

V über die Berufe der Gesundheitspflege (Hebt die V über das Hebammenwesen im Kanton NW vom 15.04.1950 auf) (Anpassung der Liste der Leistungserbringer an das eidgenössische Krankenversicherungsgesetz, Aufnahme

des Naturheilpraktikerberufes u.s.w.)

V der Schweizerischen Sanitätsdirektorenkonferenz (SDK) über die Anerkennung von ausländischen Ausbildungsabschlüssen, vom 20.11.1997

SCHWYZ

V über die Zulassung medizinischer Fachpersonen und Organisationen, vom 25.11.1997

THURGAU

G über das Gesundheitswesen vom 05.06.1985 (Gesundheitsgesetz) (Änderung: § 40 1-111, Bau- und Betriebsbeiträge) (Teilbotschaft IV)

RRV über die Rechtsstellung der Patienten und Patientinnen vom 03.12.1996 (Änderung: § 29 III, Weisungen der Kommission über die Einzelheiten des Verfahrens)

TICINO

R dei Comitato etico, dei 02.12.1997

R d'applicazione della L sull'assistenza sociopsichiatrica dei 19.12.1984 (Modifica: Art. 3, organizzazione)

VALAIS / WALLIS

O sur le subventionnement des soins semi-hospitaliers, du 10.12.1997

VAUD

L du 29.05.1985 sur la santé publique (Diverses modifications: introduction de critères d'admission pour certains fournisseurs de prestations tels que logopédistes-orthophonistes, diététiciens, organisations de soins et d'aide à domicile et d'ergothérapie)

R sur la vente par correspondance et l'envoi postal de médicaments, du 20.01.1998

ZÜRICH

V über den Verkehr mit Heilmitteln vom 28.12.1978 (Änderung zahlreicher Paragraphen)

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte im Kraft.

V. Déclarations et directives éthiques et professionnelles Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

INTERNATIONAL ET ETRANGER / INTERNATIONAL UND AUSLAND

SUISSE / SCHWEIZ

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence internationale (Sélection) Internationale Rechtsprechung (Auswahl)

II. Jurisprudence étrangère (Sélection) Fremde Rechtsprechung (Auswahl)

AUTRICHE

1. Recht der Medizin 5 (1998) n° 2, p. 51. OGH, 11 novembre 1997
Interruption de grossesse chez une patiente dans le coma. Consentement nécessaire du représentant légal (Sachwalter).
2. Recht der Medizin 5 (1998) n° 2, p. 57. OGH, 28 août 1997
Le contrat de soins impose au médecin une obligation de documenter le déroulement du traitement. Allègement de la preuve exigée du patient dans un procès en responsabilité en cas de violation de ce devoir par le médecin.

BELGIQUE

1. Revue de droit de la santé 3 (1997-98) n° 3, p. 186, Tribunal correctionnel de Bruxelles
Portée de l'usage consistant pour l'anesthésiste à se décharger de sa mission de surveillance sur l'infirmière de la salle d'opération. Un usage ne saurait dispenser l'anesthésiste de prendre les précautions qu'impose la prudence, surtout quand la vie d'êtres humains est en jeu.
2. Revue de droit de la santé 3 (1997-98) n° 4, p. 341, Antwerpen, 18 février 1997
Le médecin doit informer le patient afin que ce dernier puisse décider en connaissance de cause. Il appartient au patient de démontrer qu'il a reçu une information insuffisante.
NB: La jurisprudence belge se démarque ainsi de la jurisprudence suisse, allemande et française: Cass. Civ., 25 février 1991, Revue de droit de la santé 3 (1997-98) n° 4, p. 337 avec une note de J.-L. Fagnart.

ECOSSE

- Medical Law Review 5 (1997), p. 240, *McFarland v. Tayside Health Board* (Court of Session, Outer House, 20 septembre 1996)
Vasectomie mal effectuée. Naissance d'un enfant en bonne santé. Action pour wrongful birth. Rejet complet: il n'y a pas de préjudice corporel ou patrimonial compensable.
NB: Le droit écossais est ainsi en contradiction avec le droit anglais.

USA

1. American Journal of Law & Medicine XXIII n° 4 (1997), p. 544, *Reynolds v. Wagner*, 1997 WL 652741 (3d Cir. 18 avril 1997)
Un prisonnier a-t-il droit à des soins médicaux gratuits?
2. American Journal of Law & Medicine XXXIV (1998), p. 135, *Simmons V. Tuomey Regional Medical Center* (S.c. Ct. App., 2 février 1998)
Responsabilité de l'hôpital Un hôpital ne peut pas déléguer à des médecins engagés par contrat sa responsabilité de fournir des services compétents aux patients hospitalisés aux soins intensifs.
3. The Journal of Law, medicine & Ethics 25 (1997), p. 319, *Hospital of Jefferson v. Southeast Medical Alliance*, 123 F.3d 301 (5th Cir. 1997)
Un assureur maladie peut exclure un hôpital de son plan d'assurance (PPO) et le remplacer par un autre sans violer les règles de concurrence.
4. Medical Law Review 5 (1997), p. 250, *Reisner v. Regents of the University of California* (Cal. Ct. App. 1995)
Adolescente infectée à 12 ans par le VIH lors d'une transfusion. Le médecin ne le lui dit pas, ni à ses parents. Quelques années plus tard, elle infecte son boyfriend qui actionne le médecin en responsabilité. Action admise.

III. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

1. ATF 123 II 534 - TF, 2e Cour de droit public, 26 novembre 1997

Droit d'une assurée d'être renseignée sur ses données personnelles détenues par l'assurance-accident fondé sur l'article 8 LPD. Rapports entre la LPD et la LAA.

2. ATF 123 V 128, TFA, 30 juin 1997

L'opposition (art. 85 LAMal) peut être faite en n'importe quelle forme. Si elle n'est pas assez claire ou motivée, l'assureur doit interpeller l'assuré.

3. ATF 123 V 137 - TFA, 9 juillet 1997

Assurance militaire. Troubles psychiques (séquelles tardives) consécutifs à un accident survenu pendant le service militaire. Le lien de causalité s'apprécie d'après les principes dégagés par la jurisprudence dans l'assurance-accident.

4. ATF 123 V 175 - TFA, 31 juillet 1997

Indépendance et impartialité (art. 4 Cst, art. 6 CEDH) des centres d'observation médicale de l'assurance-invalidité (COMAI) ? oui.

5. ATF 124 I 40 - TF, 1ère Cour de droit public, 27 février 1998

Garantie de la liberté personnelle et expertise psychiatrique dans une procédure d'interdiction. Personne très âgée, fragile et nécessitant des soins amenée de force dans un hôpital psychiatrique pour l'expertise. Proportionnalité.

6. ATF 124 III 44 - TFA, 13 novembre 1997

Garantie de la couverture d'assurance accordée par l'article 102 alinéa 2 LAMal pour une assurance complémentaire. Affaire pécuniaire au sens des articles 44ss OJ

7. ATF 124 IV 13 - TF, Cour de cassation pénale, 12 janvier 1998

Il existe un rapport d'autorité entre un psychothérapeute et sa cliente. Le premier peut donc se rendre coupable de l'infraction réprimée à l'ancien article 197 CPS.

8. Semaine judiciaire 1998, p. 35 - TF, 2e Cour de droit public, 24 juin 1997 (= ATF 1231201, San News n° 5, p. 12)

Annonce de rabais par des pharmaciens admise au regard de l'art. 31 Cst.

9. Semaine judiciaire 1998, p. 45 - TF, 2e Cour de droit public, 4 juillet 1997 (= ATF 1231212, San News n° 5, p. 13)

Art. 31 Cst. Physiothérapeute belge marié à une Suissesse.

10. Semaine judiciaire 1998, p. 116 - TF, 2e Cour de droit public, 7 juillet 1997 (= Plädoyer 5/97, p. 68, San News n° 5, p. 13)

Art. 31 Cst. Enseigne lumineuse d'une polyclinique. Publicité interdite? Non.

11. Semaine judiciaire 1998, p. 141 - TF, 1ère Cour de droit public, 15 septembre 1997 .

Admission non volontaire dans un établissement psychiatrique. Droit d'être entendu. Consultation du dossier. Rapport entre l'art. 4 Cst et les dispositions cantonales (genevoises) sur les droits des patients.

12. Semaine judiciaire 1998, p. 269 - TF, 2e Cour de droit public, 16 janvier 1998 *Action en responsabilité du patient contre un médecin ayant refusé de lui transplanter un rein sans néphrectomie préalable de l'autre rein. Pas d'illicéité en raison de la liberté du médecin de choisir le mode opératoire.*

13. Revue du droit de la propriété intellectuelle, de l'information et de la concurrence 4/1997/p. 408s. - Bundesgericht vom 13. Februar 1997.

"Erythropoietin IV", PatG 77 II. Es ist nicht willkürlich, wenn das kantonale Gericht im Massnahmeverfahren statt des Beweises die Glaubhaftmachung der Nichtigkeit des Patentes genügen lasst.

14. Revue du droit de la propriété intellectuelle, de l'information et de la concurrence, 5/1997/p. 473s. -

Bundesgericht vom 23. Juni 1997.
"Arzneimittelgrossist II", ZGB 28g I Gendarstellungsrecht.

15. JdT 1997 1 682 (résumé de l'arrêt 121 1 22, en français)
Art. 4 Cst. Introduction d'un numerus clausus aux études universitaires de médecine.

16. JdT 1998 II 3 - TFA, 22 mai 1995
Annulation de l'opposition par décision d'une caisse-maladie. Assurance maladie. Cotisations. Recours de droit administratif

17. RAMA 6/1997, p. 343-374, Entscheid des Bundesrates vom 13. August 1997 in Sachen Verband Zürcher Krankenversicherer und im Kanton Zürich zugelassene Krankenkassen gegen Regierungsrat des Kantons Zürich
Festsetzung der Taxen der kantonalen und staatsbeitragsberechtigten Krankenhäuser im Kanton Zürich

18. RAMA 6/1997, p. 375-398, Décision du Conseil fédéral du 13 août 1997 dans la cause Fédération genevoise des caisses-maladie contre le Conseil d'Etat du canton de Genève
Fixation du tarif-cadre des prestations fournies par les hôpitaux universitaires de Genève (HUG) en cas d'hospitalisation en division commune.

19. RAMA 6/1997, p. 399-434, Entscheid des Bundesrates vom 22. Oktober 1997 in Sachen S. Gesundheitsorganisation gegen Eidgenössisches Departement des Innern und Bundesamt für Sozialversicherung
Keine Prämienbefreiung ab dem dritten Kind

20. RAMA 1/1998, p. 1-5, Arrêt du TFA du 16 septembre 1997 dans la cause O.
Economie du traitement - Si plusieurs traitements sont envisageables, Il y a lieu de procéder à une balance entre coûts et bénéfices du traitement. Si l'un d'entre eux permet d'arriver au but recherché en étant sensiblement meilleur marché que les autres, l'assuré n'a pas droit au remboursement des frais des traitements plus onéreux.

21. RAMA 1/1998, p. 13-32, Urteil des EVG vom 16. Dezember 1997 in Sachen Kanton Schwyz gegen H. Versicherungen AG
Ausgleichspflicht des Wohnkantons im Rahmen von Art. 47 Abs. 3 KVG bei Aufhalten in der halbprivaten oder privaten Abteilung eines ausserkantonalen öffentlichen oder öffentlich subventionierten Spitals.

22. RAMA 1/1998, p. 33-48, Urteil des EVG vom 19. Dezember 1997 in Sachen M. und Klinik X. gegen Kanton Schwyz
Keine teilweise Kostenübernahmepflicht des Wohnkantons im Rahmen von Art. 47 Abs. 3 KVG bei Aufhalten in einem ausserkantonalen privaten, nicht öffentlichen oder öffentlich subventionierten Spital

IV. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

BASEL-STADT

Revue du droit de la propriété intellectuelle, de l'information et de la concurrence, 4/1997, p. 47055. - Appellationsgericht Basel-Stadt vom 20. Februar 1997.
"Arzneimittelgrossist I", ZGB 28g, 28h II und 281 IV, Gendarstellungsrecht.

Basler juristische Mitteilungen, 1998/1/p. 39ss - Urteil des Appellationsgericht (Ausschuss) vom 8. 1. 1997 in Sachen M. M..
Die Übertragung des H/V- Virus ist als schwere Körperverletzung gemäss Art. 122 StrGB zu qualifizieren.

BERN / BERNE

Jurisprudence administrative bernoise, 1998/3/p. 131 ss. - Auszug aus dem Entscheid der Gesundheits- und Fürsorgedirektion des Kantons Bern vom 28. April 1997 (GEF 719/1994).
Staatliche Aufsicht über Medizinalpersonen.

GENEVE

Semaine judiciaire 1998, p. 125 - Cour de cassation, 28 février 1997.

Critères déterminants pour choisir entre l'internement et l'hospitalisation d'un délinquant irresponsable. Importance du critère de la dangerosité pour les tiers.

GRAUBÜNDEN

ZGRG 1/1998, p. 15 ss

Zahnarztvertrag; Rechtsnatur; unsorgfältige Vertragsausführung (Art. 394 ff OR)

JURA

RJJ 1/1997, p. 23-26-TF 10.01.1997

Opticienne au bénéfice d'un CFC demandant à pouvoir procéder aux examens de la vue et à l'adaptation des lentilles de contact. Refus de l'autorité administrative de reconnaître l'équivalence d'une autorisation obtenue dans un autre canton. Droit acquis. Principe de légalité et d'égalité.

RJJ 1/1997, p. 75-83 - Tribunal cantonal, 26.03.1997

Décision du juge d'instruction ordonnant l'expertise psychiatrique d'un prévenu et ordonnant son maintien en milieu psychiatrique, recours du prévenu.

SCHAFFHAUSEN

Amtsbericht des Obergerichts 1997, S. 127 ff. - Entscheid des Obergerichts vom 3.1.1997 in S. D.

Art. 2 Abs. 1 und Art. 3 OHG. Soforthilfe im Strafverfahren an das Opfer eines Angriffs auf seine sexuelle Integrität.

TICINO

RIDA 11/1997, p. 52-54

Lsan. Art. 56, 59 Lsan. Revoca dell 'autorizzazione d'esercizio a un farmacista condannata penalmente.

RIDA 11/1997, p. 226-227

LAINF. Art. 6 cpv. 3, 70 LA/NF. Diritto alla cura appropriata dei postumi d'infortunio.

ZÜRICH

Revue du droit de la propriété intellectuelle, de l'information et de la concurrence, 1997/2/p. 2085 - Handelsgericht Zürich vom 2. Juli 1996.

"Erythropoietin II", PatG 8 _ I _ 26, 66d 77, 117 1 und EPÜ 52 I _ 53, 57, 67.

ZUG

Revue du droit de la propriété intellectuelle, de l'information et de la concurrence, 1997/4/p. 4055. - Obergericht Zug vom 21. Juni 1996.

"Erythropoietin III", PatG 8, 51, 77 und SV 4.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (Sélection)

Internationale und fremde Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

- ARTICLES / AUFSÄTZE

- Droits des patients -

ANDREWS L, NELKIN D., Whose body is it anyway? Disputes over body tissue in a biotechnology age. *Lancet*

1998; 351: 53-57.

ANNAS G J., A National Bill of Patients' Rights. *New England Journal of Medicine* 1998; 338:695-699.

BERGHMANS RLP., Advance directives for non-therapeutic dementia research: some ethical and policy considerations. *Journal of medical ethics* 1998; 24:32-37.

BERNARD E.-A., BERNARDET P., La motivation par référence des décisions d'hospitalisation d'office, ou le juge administratif aliéné par son fou, *Revue de droit sanitaire et sociale*, 1997, no3, p. 487ss.

Case study: An alert and Incompetent Self. The Irrelevance of Advance Directives. Commentaries by DRESSER R. and ASTROW AB. *Hasting Center Report* 1998; January-February:28-30.

COLETTE-BASECQZ N., DEMARS S., VERHAEGEN M.-N., L'enfant mineur d'âge dans le contexte de l'activité médicale, *Revue de droit de la santé* 3 (1997-98), n° 3, p. 166-184

DRAPER H., Treating anorexics without consent: some reservations. *Journal of medical ethics* 1998; 24:5-7.

ELZER O., Die Grundrechte Einwilligungsunfähiger in klinischen Prüfungen - ein Beitrag zum EMRÜ-Biomedizin, *MedR*, 1998, no3, p. 122ss.

FERGUSON PR., Causing death or allowing to die? Developments in the law. *Journal of medical ethics* 1998; 23: 368-372.

FRIEDMAN ROSS L, Health Care Decision making by Children Is It in Their Best Interest? *Hasting Center Report* 1997; November-December: 41-45

GADD E., Changing the law on decision making for mentally incapacitated adults. Should advance directives have a statutory basis? *BMJ* 1998; 316: 90.

HAIMOWITZ S, DELANO SJ, OLDHAM JM., Uninformed Decision making. The Case of Surrogate Research Consent. *Hasting Center Report* 1997; November-December: 9-15.

HONDIUS F.W., Protecting Medical and Genetic Data, *European Journal of Health Law* 1997 n° 4, p. 361-388

OSUNA E, PEREZ-CARCELES MD, ESTEBAN MA, LUNA A., The right to information for the terminally ill patient. *Journal of medical ethics*, 1998; 24: 106-109.

POPE HG., Recovered memories of childhood sexual abuse. The Royal College of Psychiatrists issues important precautions. *BMJ* 1998; 316: 488-489.

SHUSTER E., The Nuremberg Code: Hippocratic ethics and human rights. *Lancet* 1998; 351: 974-977.

WEIR R, PETERS c., Affirming the Decisions Adolescents Make about Life and Death. *Hasting Center Report* 1997; November-December: 29-40

- Mesures médicales spéciales -

BONNICKSEN AI., Procreation by Cloning : Crafting Anticipatory Guidelines, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 25 (1997), p. 273-282

ESCHYLLE J.-F., Le juge de l'assistance éducative et l'IVG des mineures célibataires, *Revue de droit sanitaire et sociale*, 1997, no3, p. 639ss.

GALLOUX J.-c., L'indemnisation du donneur vivant de matériels biologiques, *Revue de droit sanitaire et sociale*, 1998, no1, p. 2ss.

HORS-CAYLA M. c., CAYLA J.-S., Progrès et limites du diagnostic prénatal, *Revue de droit sanitaire et sociale*, 1997, no 4, p. 772ss.

MELZER D., Patent protection for medical technologies: why some and not others? *Lancet* 1998;351 :518-519.

PRICE D., AKVELD H., Living Donor Organ Transplantation in Europe: Re-evaluating its Role, *European Journal of Health Law* 1998 n° 1, p. 19-44

- Exercice des professions de la santé, politique professionnelle -

FLEISCH G., STEINER P., Werbeverbot für Krankenanstalten, *Recht der Medizin* 5 (1998) n° 1, p. 10-14

HART D., Ärztliche Leitlinien - Definitionen, Funktionen, rechtliche Bewertungen. Gleichzeitig ein Beitrag zum medizinischen und rechtlichen Standardbegriff, *MedR*, 1998, no1, p. 8ss.

ROSCAM-ABBING H.D.M., The Rights of the Patient to Quality of Medical Practice and the Position of Migrant Doctors within the EU, *European Journal of Health Law* 1997 n° 4, p. 347-360

- Système de santé, politique de la santé -

FARRER M, HALL W., The Swiss heroin trials: testing alternative approaches. prescribed heroin is likely to have a limited role. *BMJ* 1998; 316: 639

GANGAROSA EJ, GALZKA AM, WOLFE CR and al, Impact of anti-vaccine movements on pertussis control : the untold story. *Lancet* 1998; 351: 356-361

MOURIER H., La répression de la consommation de stupéfiants en Europe, *Revue de droit sanitaire et sociale*, 1998, no1, p. 51 ss.

PARALUSZ K.M., Ashes ta Ashes : Why FDA Regulation of Tobacco Advertising May Mark the End of the Road for the Marlboro Man, *American Journal of Law & Medicine* XXXIV (1998), p. 89-122

- Agents thérapeutiques -

TURNER S, LONGWORTH A, NUNN AJ and al, Unlicensed and off label drug use in paediatric wards: prospective study. *BMJ* 1998; 316: 343-345.

VIALA G., La libre circulation des médicaments et ses limites, au travers de la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes, *Revue de droit sanitaire et sociale*, 1998, no1, p. 81ss.

- Responsabilité médicale -

LEITNER M., Schiedsstelle in Arzthaftpflichtfragen. Überblick in Österreich, *Recht der Medizin* 5 (1998) n° 1, p. 7-10

- Ethique biomédicale -

BLUNT J, SAVULESCU J, WATSON AJM, Meeting the challenges facing research ethics committees: some practical suggestions. *BMJ* 1998; 316: 58-61.

Ethical debate. Child sexual abuse: when a doctor's duty to report abuse conflicts with a duty of confidentiality to the victim. DAVID TJ. The woman who wanted to see her paediatric hospital records. WYNNE J. Social services can act on anonymous information about abuse. KESSEL AS. Confidentiality may be overvalued. BRAZIER M. Wider public interest may come before issues of confidentiality. *BMJ* 1998; 316: 5557.

Ethical debate. Sex, drugs, and the invasion of privacy. SAVULESCU J, MARSDEN R, HOPE T. Respect for privacy and the case of Mr K. SAUNDERS M. Commentary: Hospital can never be home. CARLYLE R. Commentary: Silence may be the best advocacy. GOUGH P. Commentary: Nurses should recognise patient's rights to autonomy. ANNAS GJ. Commentary Patients should have privacy as long as they do not harm themselves or others. *BMJ* 1998; 316: 921-924.

GAMBIA GOVERNEMENT / Medical Research Joint Ethical Committee, Ethical issues medical research in developing countries. *Lancet* 1998; 351: 286-287.

KORENMAN SG, BERK R, WENGER NS and al., Evaluation of the Research Norms of Scientists and Administrators Responsible for Academic Research Integrity. *JAMA* 1998; 279: 41-47.

WILLIAMS G., Misleading, unscientific, and unjust: the United Kingdom's research assessment exercise. *BMJ* 1998; 316: 1079-1082.

- SIDA -

GOSTIN LO, WEBBER DW, HIV Infection and AIDS in the Public Health and Health Care Systems. The Role of Law and Litigation. *JAMA* 1998;279: 11 08-1113.

- Médecine légale -

HANZLICK R, COMBS D., Medical Examiner and Coroner Systems. History and Trends, *JAMA* 1998;279 : 870-874.

- OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

JUEN Thomas, *Arzthaftungsrecht*, Vienne 1997

DEUTSCH Erwin, *Medizinrecht*, 3. Aufl., Berlin, Heidelberg 1997

POWILLEIT Simone, *Sozialrechtliche Aspekte der HIV-Infektion (thèse)*, Münster 1998

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

- ARTICLES / AUFSÄTZE

- Assurances sociales, planification -

BALTHASAR A, Evaluation de la loi sur l'assurance-maladie: principe, in: *Sécurité sociale* 1/1998, p.18-20

FESSLER Josi, Zur (teilweisen) Kostenübernahmepflicht der Kantone bei medizinisch begründeter (teil-) stationärer Behandlung von Einwohnern des Kantons in ausserkantonalen Spitälern im Rahmen der obligatorischen Krankenpflegeversicherung (Art. 41 Abs. 3 KVG), in: *ZBJV/RSJB* 1998, p. 109 ss

GUNTERN O., Communication du diagnostic aux assureurs-maladies: la transmission systématique des codes CIM-10, in: *BMS* 8/1998, p. 282-284

KUHN HP., LAMa!: modification de certaines ordonnances, in: *BMS* 4/1998, p. 95-96

KUHN HP., Révision de l'OLAA: l'essentiel pour le médecin, in: *BMS* 4/1998, p. 97-98

- Mesures médicales spéciales -

HANGARTNER Yvo, Bundesmonopol à discrétion, *AJP* 1998/1, p. 122 (à propos du Message du CF sur l'article 24decies - les transplantations d'organes)

STREBEL Dominique, Notwehrrecht auf Lüge bei Gentests, in: *Plädoyer* 1/1998, pp. 24-26

- Agents thérapeutiques -

VOZEH S., KENZELMANN R., Communication de l'OICM concernant les exigences relatives à l'admission des génériques en Suisse, in: *BMS* 5/1998, p. 155-156

- Système de santé, politique de la santé -

KOCH-WULKAN Pedro, Evaluation de l'utilité des méthodes de médecines « parallèles » : on touche au but ! in: *Sécurité sociale* 1/1998, p. 21

PERRIN Catherine, Les objectifs de la promotion de la santé - Renforcer la compétence et la responsabilité personnelle, in: *Sécurité sociale* 1/1998, p. 31-32

- Divers -

BOVA Y B. et coll., La jurisprudence du Tribunal fédéral en matière de droit public en 1996, *RDAF* 5-6/1997 (notamment A TF 122 1 18, compatibilité des dispositions de procédure zurichoise en matière de privation de liberté avec les art. 397a ss CC, p. 380-382 et 414-415; A TF 122 1 153, protection des données dans le cadre d'un clinique psychiatrique, droit de consulter un dossier médical, non-révéléation d'informations provenant de personnes étrangères à la clinique et du nom de ces personnes, p. 417-420; ATF 122 III 101, Responsabilité de l'Etat, activité privée au sein d'un hôpital public, p. 601-602; *Zbl* 1996, p. 278, Devoir d'informer du médecin, consentement éclairé du patient, causalité hypothétique, p. 603-604

- OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

MALACRIDA Roberto, MARTINOLI Sebastiano, WULLSCHLEGER Roberta (éd.), *Donazioni e trapianti d'organo - Gii xenotrapianti*, Comano 1998.

SAN-NEWS N°7

septembre 1998, comprenant la période allant du 15 avril 1998 au 15 août 1998

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international (Sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

DROIT ÉDICTÉ / ERLASSENES RECHT

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DÉCLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC. / BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, ETC.

II. Droit communautaire / Europarecht (JOCE 1.5.98 - 31.8.98)

DROIT ÉDICTÉ / ERLASSENES RECHT

1. Règlement (CE) n° 1069/98 de la Commission du 26 mai 1998 modifiant le Règlement (CE) n° 542/95 du 10 mars 1995 concernant l'examen des modifications des termes de l'autorisation de mise sur le marché des médicaments relevant du champ d'application du règlement (CEE) n° 2309/93 du Conseil, JO L 153/11 du 27 mai 1998

2. Règlement (CE) n° 1146/98 de la Commission du 2 juin 1998 modifiant le Règlement (CE) n° 541/95 concernant l'examen des modifications des termes d'une autorisation de mise sur le marché d'un médicament délivrée par l'autorité compétente d'un Etat membre, JO L 159/31 du 3 juin 1998

3. Règlement (CE) n° 1139/98 du Conseil du 26 mai 1998 concernant la mention obligatoire, dans l'étiquetage de certaines denrées alimentaires produites à partir d'organismes génétiquement modifiés, d'informations autres que celles prévues par la directive 79/112/CEE, JO L 159/4 du 3 juin 1998

4. Directive 98/24/CE du Conseil du 7 avril 1998 concernant la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs contre les risques liés à des agents chimiques sur le lieu de travail (quatorzième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 89/391/CE), JO L 131/11 du 5 mai 1998

5. Directive 98/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 1998 relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques, JO L 213/13 du 30 juillet 1998

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC. / BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, ETC.

1. Recommandation 98/463/CE du Conseil du 29 juin 1998 concernant l'admissibilité des donneurs de sang et de plasma et le dépistage pratiqué sur les dons de sang dans la Communauté européenne, JO L 203/14 du 21 juillet 1998

2. Communications de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 93/42/CEE du Conseil relative aux dispositifs médicaux, JO C 144/2 du 9 mai 1998 et JO C 268/5 du 27 août 1998

3. Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 90/385/CEE du Conseil relative aux dispositifs médicaux implantables actifs, JO C 268/4 du 27 août 1998

4. Communications de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 90/385/CEE du Conseil relative aux dispositifs médicaux implantables actifs et de la directive 93/42/CEE du Conseil relative aux dispositifs médicaux, JO C 144/3 du 9 mai 1998 et JO C 268/3 du 27 août 1998

5. Communication de la Commission concernant les procédures communautaires d'autorisation de mise sur le marché des médicaments, JO C 229/4 du 22 juillet 1998

6. Communication de la Commission concernant l'application des dispositions transitoires de la directive 93/42/CEE relative aux dispositifs médicaux, JO C 242/5 du 1er août 1998

7. Conclusions du Conseil du 30 avril 1998 concernant l'intégration dans les politiques communautaires des exigences en matière de protection de la santé, JO C 169/1 du 4 juin 1998

8. Position commune (CE) No 30/98 arrêtée par le Conseil le 23 mars 1998 en vue de l'adoption de la directive 98/.../CE du Parlement européen et du Conseil du ... relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro et exposé des motifs du Conseil, JO C 178/7 du 10 juin 1998

III. Droit étranger (Sélection) / Fremdes Recht (Auswahl)

BELGIQUE

1. Loi du 10 décembre 1997 visant la réorganisation des soins de santé, *Revue de droit de la santé* 4 (1998-99), p. 68

2. Arrêté royal sur le prélèvement et l'allocation d'organes, du 24 novembre 1997, *Revue de droit de la santé* 4 (1998-99), p. 68

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT [RO/AS, FF/BBI1.5.98 - 31.8.98]

1. Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal), du 27 juin 1995 (RS 832.102). Modification du 15 juin 1998, en vigueur dès le 1er août 1998 (articles 26, 36 alinéa 4 et 110), RO 1998 1819

2. Ordonnance sur la compensation des risques dans l'assurance-maladie (OCOR), du 12 avril 1995 (RS 832.112.1).

Modification du 15 juin 1998, en vigueur dès le 1er janvier 1999 (articles 4, 6, 6a, 10, 11, 12, 13 et 13a), RO 1998 184 1

3. Ordonnance sur les dispositifs médicaux (ODim), du 24 janvier 1996 (RS 819.124).

Modification du 20 mai 1998, en vigueur dès le 10 juin 1998 (articles 3, 6, 21 et nouvelle teneur de l'annexe 3), RO 1998 1496

4. Ordonnance portant édicition de la pharmacopée (Opha), du 20 août 1997 (RS 812.211).

Modification du 1er juillet 1998, en vigueur dès le 1er août 1998, (nouvelles éditions de la pharmacopée) RO 1998 1791

MESSAGES, RAPPORTS ET DECISIONS OFFICIELS BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLUESSE

1. Arrêté fédéral concernant un article constitutionnel sur la médecine de la transplantation, du 26 juin 1998, FF 1998 3059

L'article 24decies Cst proposé (scrutin prévu 1999) a la teneur suivante:

1. La Confédération édicte des dispositions dans le domaine de la transplantation d'organes, de tissus et de cellules. Ce faisant, elle veille à assurer la protection de la dignité humaine, de la personnalité et de la santé.

2. Elle veille à une répartition équitable des organes.

3. Le don d'organes, de tissus et de cellules humaines est gratuit. Le commerce d'organes humains est interdit.

2. Message relatif à la modification de l'arrêté fédéral sur le contrôle du sang, des produits sanguins et des transplants, du 3 juin 1998, FF 1998 3209

L'objet de cette révision est de réglementer provisoirement les xénotransplantations, en attendant la future loi fédérale sur les transplantations. Elle interdit les xénogreffes sauf dans le cadre d'essais cliniques autorisés par l'OFSP et en cas de preuve de l'innocuité et de l'utilité thérapeutique, avec l'autorisation de l'OFSP

3. Initiative populaire fédérale "pour un revenu assuré en cas de maladie (Initiative indemnité journalière)". Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale, décision du 2 juin 1998, FF 1998 2810

L'initiative propose d'introduire une assurance d'indemnités journalières en cas de maladie, obligatoire pour tous les travailleurs. Financée par moitié par les employeurs, l'assurance verserait 80% au moins du gain assuré dès le 31^e jour de maladie pendant au moins 730 jours des 900 jours qui suivent.

4. Initiative populaire fédérale "pour la mère et l'enfant - pour la protection de l'enfant à naître et pour l'aide à sa mère dans la détresse". Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale, décision du 19 mai 1998, FF 1998 2573

L'initiative propose d'incriminer toute interruption de grossesse sauf lorsque la continuation de la grossesse met la vie de la mère en danger et que ce danger, imminent et de nature physique, est impossible à écarter autrement.

5. Rapport de la Commission des affaires juridiques du Conseil national sur l'initiative parlementaire concernant la modification du Code pénal relativement à l'interruption de grossesse, du 19 mars 1998, FF 1998 2629

La majorité de la Commission propose principalement de décriminaliser l'interruption de grossesse pratiquée dans les quatorze semaines suivant le début des dernières règles.

6. Initiative populaire fédérale "Droits égaux pour les personnes handicapées". Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale, décision du 21 juillet 1998, FF 1998 3460

L'initiative propose d'ancrer dans un article 4bis de la Constitution le principe de l'égalité de droit pour les personnes handicapées.

7. Rapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national sur l'initiative parlementaire concernant le traitement égalitaire des personnes handicapées, du 13 février 1998, FF 1998 2081

8. Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée au Registre clinique des tumeurs de l'hôpital de l'île à Berne, du 9 juin 1998, FF 1998 2650

9. Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à la Clinique universitaire de Balgrist, du 28 juillet 1998, FF 1998 3424

10. Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à l'Institut für Rechtsmedizin der Universität Zürich-Irchel, du 4 août 1998, FF 1998 3464

11. Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à l'Institut für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte de l'Université de Zurich pour une étude intitulée "Psychiatriegeschichte in der Deutschschweiz in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts", du 21 juillet 1998, FF 1998 3321

12. Préavis de la Commission de la Concurrence du 9 mars 1998 sur l'avant-projet de loi fédérale sur la formation de base, la formation postgrade et la formation continue des professions médicales (loi sur les professions médicales / LPMéd), in: DPC 1998/1, p. 109

V. Droit cantonal (Sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait du « Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin », avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

AARGAU

V über den Verkehr mit Heilmitteln vom 17.12.1973 (Änderung: Ingress, § 15 I, Herstellungs- und Grosshandelsbewilligung)

BASEL-LAND

Spitalgesetz vom 24.06.1976 (Änderung: §9, Anstellungsbehörde; 10. Ärztinnen und Ärzte) (Eingeführt gemäss Personalgesetz)

V über die Naturärzteprüfung, vom 26.05.1998 (Hebt die V vom 14.12.1982 auf)

GENEVE

R d'application de la L sur les prélèvements et les transplantations d'organes et de tissus, du 20.05.1998

NEUCHÂTEL

L de santé du 06.02.1995 (Modification: Art. 83A nouveau, restriction en matière d'équipement) (Clause du besoin concernant les équipements lourds)

A concernant la mise en service d'équipements techniques lourds et d'autres équipements de médecine de pointe du 01.04.1998

R concernant l'exercice des professions médicales et autres professions de la santé du 02.03.1998 (Abroge l'A concernant la réclame dans les professions médicales, médicales auxiliaires et paramédicales du 09.06.1961, l'A sur le service de garde dans les professions médicales du 17.03.1986, le R concernant les techniciens-dentistes du 21.10.1952, le R concernant l'exercice de la profession de sage-femme du 23.06.1961 et le R sur l'exercice de la chiropratique et des professions médicales auxiliaires du 03.09.1952)

R provisoire d'exécution de la L de santé du 31.01.1996 (Modification introduite par l'art. 63 lit. f du R concernant l'exercice des professions médicales et des autres professions de la santé: Art. 7-9 abrogés)

TICINO

R della L cantonale sul registro dei tumori dei 21.06.1994

VAUD

A sur l'interdiction de certains médicaments amaigrissants (Abroge l'A du 21.09.1990)

R du 05.03.1986 concernant les laboratoires d'analyses pour la médecine humaine (Modification: Art. 12 abrogé)

L du 05.12.1978 sur la planification et le financement des établissements sanitaires d'intérêt public (Nombreuses modifications dans le cadre du Rapport NOPS, p. 225)

ZÜRICH

V über die Ärztinnen und Ärzte, vom 06.05.1998 (Hebt die V vom 28.11.1963 auf)

V über die Dentalhygienikerinnen und Dentalhygieniker, vom 10.06.1998 (Dentalhygieneverordnung)

V über die Zahnprothetikerinnen und Zahnprothetiker (Zahnprothetikverordnung) (Hebt die V über die Zahnprothetiker vom 29.01.1975 auf)

V über die Zahnärztinnen und Zahnärzte (Zahnärzteverordnung) (Hebt die V über die Zahnärzte und die kantonal patentierten Zahntechniker vom 14.02.1963 auf)

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

V. Déclarations et directives éthiques et professionnelles Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

INTERNATIONAL ET ETRANGER / INTERNATIONAL UND AUSLAND

1. Council on Ethical and Judicial Affairs, American Medical Association. Sale of Non-Health-Related Goods From Physicians' Offices. *JAMA* 1998;280:423427.563

2. Advanced Life Support Working Group of the European Resuscitation Council: The 1998 European Resuscitation Council guidelines for adult advanced life support. *BMJ* 1998; 316: 1863-1869

3. Basic Life Support Working Group of the European Resuscitation Council: The 1998 European Resuscitation Council guidelines for adult single rescuer basic life support. *BMJ* 1998; 316: 1870-1876.

SUISSE / SCHWEIZ

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (Sélection)

(adresse internet: <http://www.dhcour.coe.fr> non valide le 15 avril 05, voir : www.echr.coe.int)

1. AFFAIRE PAILLOT c. France (93/1997/877/1089) ARRÊT du 22 avril 1998 ; France - durée d'une procédure en réparation intentée par un hémophile infecté par le virus du SIDA à la suite de transfusions sanguines, au cours de laquelle un règlement amiable a été conclu devant la Commission.

2. AFFAIRE RICHARD c. France (106/1997/890/1102), ARRÊT du 22 avril 1998; France - durée d'une procédure en réparation intentée par un hémophile infecté par le virus du SIDA à la suite de transfusions sanguines, au cours de laquelle un règlement amiable a été conclu devant la Commission.

3. AFFAIRE HENRA c. France (110/1997/894/1106), ARRÊT du 29 avril 1998; France - durée d'une procédure en réparation intentée par un mineur infecté par le virus du SIDA dès sa naissance, au cours de laquelle un règlement amiable est intervenu devant la Commission.

4. AFFAIRE LETERME c. France (111/1997/895/1107), ARRÊT du 29 avril 1998; France - durée d'une procédure en réparation intentée par un hémophile infecté par le virus du SIDA à la suite de transfusions sanguines, au cours de laquelle un règlement amiable a été conclu devant la Commission.

5. AFFAIRE GAUTRIN et AUTRES c. France (38/1997/822/1025-1028), ARRÊT du 20 mai 1998; France - absence de publicité des débats devant le conseil régional d'Île-de-France et la section disciplinaire du conseil national de l'Ordre des médecins, et impartialité de ceux-ci.

6. AFFAIRE MCGINLEY ET EGAN c. Royaume-Uni (10/1997/794/995-996) ARRÊT du 9 juin 1998 ; Royaume-Uni - accès à des documents relatifs à la participation des requérants aux essais nucléaires sur l'île Christmas (règlement de la Commission de recours des pensions adopté en 1981 pour l'Ecosse),

7. AFFAIRE L.c.B. c. Royaume-Uni (14/1997/798/1001), ARRÊT du 9 juin 1998; Royaume-Uni - absence de mesures à l'égard de l'enfant d'un militaire stationné sur l'île Christmas pendant les essais nucléaires.

8. AFFAIRE AERTS c. Belgique (61/1997/845/1051), ARRÊT du 30 juillet 1998; Belgique - maintien pendant sept mois de l'internement, dans une annexe psychiatrique d'un établissement pénitentiaire ordinaire, et non dans un établissement de défense sociale désigné par la commission de défense sociale compétente.

9. AFFAIRE SHEFFIELD ET HORSHAM c. Royaume-Uni (31-32/1997/815-816/10181019), ARRÊT du 30 juillet 1998; Royaume-Uni - question de savoir s'il pèse sur l'Etat défendeur une obligation de reconnaître sur le plan

juridique la nouvelle identité sexuelle des requérantes, deux transsexuelles opérées, passées du sexe masculin au sexe féminin.

10. AFFAIRE HERTEL c. Suisse (59/1997/843/1049), ARRÊT du 25 août 1998; Suisse - interdiction faite à un particulier d'affirmer la nocivité pour la santé humaine de l'absorption d'aliments préparés à l'aide de fours à micro-ondes, en réponse à la publication d'un article (loi fédérale contre la concurrence déloyale du 19 décembre 1986).

11. AFFAIRE ERKALO c. Pays-Bas (89/1997/873/1085), ARRÊT du 2 septembre 1998; Pays-Bas - maintien d'un aliéné en détention malgré l'expiration de l'ordonnance de placement initiale.

12. AFFAIRE B.B. c. France (47/1998/950/1165), ARRÊT du 7 septembre 1998; France - menace de renvoi d'un ressortissant congolais (ex-Zaïre) atteint du sida vers son pays d'origine où il ne pourrait pas bénéficier d'un traitement médical approprié.

II. Jurisprudence de la Commission européenne des droits de l'homme (Sélection)

(adresse internet : <http://www.dhcommhr.coe.fr> non valide le 15 avril 05, voir : <http://www.echr.coe.int/>)

Requête No 38212/97, F.E. contre FRANCE; Rapport de la Commission adopté le 22 avril 1998.

L'affaire a trait au rejet d'une action civile intentée par /e requérant, contaminé par le virus du SIDA prétendument à la suite d'une transfusion, au motif qu'il avait accepté un versement à titre gracieux d'un fond d'indemnisation. Le requérant se plaint que l'accès à un tribunal lui a été refusé et que la procédure n'a pas abouti dans un délai raisonnable. Il invoque l'art. 6 par. 1 CEDH. La Commission a décidé de saisir la Cour.

En outre, la Commission plénière a adopté, au titre de l'art. 31 de la Convention, 7 rapports dans lesquels elle exprime un avis sur le fond des affaires, dont notamment l'affaire Andrzej JASTREBSKI c. Pologne (requête No 25669/94) qui porte sur le caractère prétendument insuffisant des soins médicaux dispensés à un détenu (Note d'information No 150 sur la 27e session de la Commission, Strasbourg 18.5-29.5.98)

III. Jurisprudence des juridictions communautaires (Sélection)

1. Revue de droit de la santé 4 (1998-99), p. 56 - (JCE, 28 avril 1998 (suivi d'une note, p. 60)

Les articles 59 et 60 du Traité CE s'opposent à une réglementation nationale qui subordonne à l'autorisation de l'organisme de sécurité sociale de l'assuré le remboursement, selon le barème de l'Etat d'affiliation, des prestations de soins dentaires fournies par un orthodontiste établi dans un autre Etat membre.

2. JO (209/4 du 4 juillet 1998 - (JCE, arrêts du 28.4.1998 Decker (C-120/95) et Kohll (C-158/96), également dans MedR 1998/7, pp. 317 ss avec une note de Heinrich HANIKA (voir aussi arrêt 1 ci-dessus)

Un citoyen de l'UE a le droit d'acheter des lunettes prescrites médicalement (arrêt Decker) ou d'effectuer un traitement dentaire (arrêt Kohll) dans un autre pays de l'Union et de se faire rembourser par l'assurance sociale de son pays d'origine selon les tarifs de cette dernière.

IV. Jurisprudence étrangère (Sélection)

Fremde Rechtsprechung (Auswahl)

ALLEMAGNE

1. MedR 1998, H. 4, p. 175 : BGH, Urt. v. 2.12.1997 - VI ZR 386/96 - (résumé)

Faute grave de traitement d'un médecin généraliste d'un service d'urgence à qui l'on reprochait de ne pas avoir détecté le risque de suicide d'une personne psychologiquement diminuée (hallucinations, problèmes moteurs) ?

2. MedR 1998, H. 4, p. 175: OLG K61n, Urt. v. 17.2.1997 - 5 U 112/96 - (résumé) *Patient souffrant de graves brûlures, infecté de l'hépatite B par transfusion. Consentement hypothétique du patient qui n'a pas été informé du risque de transmission.*

3. MedR 1998, H. 4, p. 175 : BVerwG, Urt. v. 22.1.1998 - 3 C 6/97 - (résumé) *L'installation d'un guichet pour automobilistes à une pharmacie est illicite, d'autant plus que la loi oblige les pharmaciens à conseiller leurs clients. Le guichet d'une pharmacie de service n'est pas comparable.*

4. MedR 1998, H. 4, pp. 176 ss : BVerfG, Beschl. v. 12.11.1997 - 1 BvR 479/92, 1 BvR 307/94
Existence d'un dommage (« Familienplanungsschaden ») lors d'une stérilisation manquée et d'un conseil erroné en génétique? Divergence de la jurisprudence des 1er et 2ème Sénats du BVerfG.

5. MedR 1998, H. 7, pp. 326 ss : BGH, Urt. v. 3.12.1997 - 2 StR 397/97 -, avec une note du Prof. Horst JUNG et de Peter WIGGE
La prise de radiographies non indiquées médicalement, à l'aide d'un appareillage techniquement irréprochable, peut remplir la prévention de lésion corporelle grave au sens de l'art. 223a du CP allemand

6. MedR 1998, H. 6, p. 269 : BVerfG, Beschl. v. 15.12.1997 - 1 BvR 1953/97
Pas de droit constitutionnel à ce qu'un traitement particulier de médecine complémentaire soit remboursé par une caisse-maladie.

ANGLETERRE

Medical Law Review 5 (1997), p. 317 - Re M.B., Court of Appeal
Femme enceinte. Traitement médicalement nécessaire. Appréciation de la capacité à consentir. Prise en compte de l'intérêt du fœtus?

AUTRICHE

1. Recht der Medizin 1998, p. 118 - VfGH, 2 mars 1998
Clause du besoin pour l'ouverture d'une pharmacie. Constitutionnalité?

2. Recht der Medizin 1998, p. 125 - OGH, 10 juillet 1997
La mère d'un nourrisson doit être informée sur les risques du vaccin contre la tuberculose.

BELGIQUE

1. Revue de droit de la santé 4 (1998-99), p. 30 - Tribunal de Commerce, Bruxelles, 26 décembre 1994
La loi sur les médicaments interdit aux fabricants d'offrir des avantages aux personnes habilitées à prescrire des médicaments, notamment des invitations à des colloques à l'étranger incluant des activités touristiques et gastronomiques.

2. Revue de droit de la santé 4 (1998-99), p. 38 - Arbeidsrechtbank Dendermonde, 5 janvier 1998 (suivi d'une note, p. 43)
L'employeur abuse de son droit de licenciement lorsqu'il renvoie un travailleur à cause de sa séropositivité. L'employeur commet une faute s'il soumet un travailleur à un test H/V à son insu.

V. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

1. ATF 124 I 40 - Tribunal fédéral, 1 ère Cour de droit public, 27 février 1998 (voir aussi la note de Marc FORSTER in: RSJBIZBJV 4/1998, p. 299)
Garantie de la liberté personnelle. Expertise psychiatrique dans une procédure d'interdiction. Il est disproportionné de faire amener de force, par la police, une personne très âgée, fragile et nécessitant des soins, dans un hôpital psychiatrique aux fins de la soumettre à une expertise.

2. ATF 124 I 80 - Tribunal fédéral, 1 ère Cour de droit public, 20 mars 1998
Il n'est pas contraire à la liberté personnelle de soumettre à une prise de sang et à une analyse d'ADN une personne soupçonnée d'avoir commis de graves délits sexuels. Si l'analyse est négative, l'échantillon de sang et les données personnelles doivent alors être détruits.

3. ATF 124 II 241 - Tribunal fédéral, 2e Cour de droit public, 27 février 1998
Taxe d'exemption du service militaire. Exonération en raison d'un handicap physique ou mental majeur. Cette dernière notion doit être comprise dans un sens médical et non pas dans celui de l'assurance-invalidité.

4. ATF 124 III 229 - Tribunal fédéral, 2e Cour civile, 7 mai 1998
Le juge civil est compétent pour juger des contestations relatives aux primes des assurances maladie

complémentaires. L'assureur peut fixer les primes selon le risque individuel. Il n'est pas tenu d'accorder une réduction de prime du fait des périodes d'assurance accomplies sous l'ancien droit.

5. ATF 123 V 252 - Tribunal fédéral des assurances, 3 novembre 1997

Confirmation de la jurisprudence (ATF 108 V 235) relative au remboursement par le régime des prestations complémentaires A VS/AI des frais de psychothérapie non couverts par l'assurance obligatoire des soins régie par la LAMal.

6. ATF 123 V 280 - Tribunal fédéral des assurances, 13 novembre 1997

Le Tribunal arbitral cantonal (89 LAMal) n'est pas compétent pour examiner la portée d'une clause d'indexation dans une convention entre une association cantonale de médecins et une fédération cantonale de caisses-maladie fixant la valeur du point. Changement de la jurisprudence ATF 119 V 326.

7. ATF 123 V 290 - Tribunal fédéral des assurances, 16 décembre 1997

Art. 41/3 LAMal. Le canton de résidence doit payer la différence de coûts aussi quand l'assuré séjourne, pour des raisons médicales, dans la division privée ou mi-privée d'un établissement sis hors canton, autorisé à fournir des prestations selon l'article 39 LAMal.

8. ATF 123 V 310 - Tribunal fédéral des assurances, 19 décembre 1997 *L'obligation du canton de prendre en charge la différence de coûts pour un assuré hospitalisé hors canton pour des raisons médicales n'existe que vis-à-vis des hôpitaux publics ou subventionnés par les pouvoirs publics.*

9. ATF 124 V 7 - Tribunal fédéral des assurances, 16 mars 1998

Le droit à des verres de contact à charge de l'AI n'existe que si ce moyen auxiliaire constitue le complément important de mesures médicales de réadaptation.

10. ATF 124 V 12 - Tribunal fédéral des assurances, 16 janvier 1998

Les frais d'entretien et d'utilisation des appareils acoustiques doivent être pris en charge par l'AI contrairement à ce que dit l'art. 7/3 OAMAI.

11. ATF 124 V 19 - Tribunal fédéral des assurances, 23 février 1998

Il n'y a pas de recours de droit administratif au TF contre un jugement cantonal appliquant les règles cantonales sur la réduction des primes dans l'assurance-maladie selon l'article 65 LAMal car ces règles constituent du droit cantonal autonome.

12. ATF 124 V 29 - Tribunal fédéral des assurances, 3 mars 1998 (également publié dans RAMA 4/1998, p. 354-371 et RSJB/ZBJV 5/1998, p. 353)

Art. 24 LAA, 36 OLAA. Il existe en principe un droit à une indemnité pour atteinte à l'intégrité en cas de troubles psychiques consécutifs à un accident qui présentent un caractère durable.

13. ATF 124 V 52 - Tribunal fédéral des assurances, 10 février 1998 (voir aussi Semaine judiciaire 1998, p. 429 n° 69)

Art. 21 LAA. Un assuré invalide à 100% dont l'état de santé nécessite une hospitalisation permanente a en principe droit à la prise en charge des frais (médicaux et non médicaux) d'hospitalisation.

14. ATF 124 V 97 - Tribunal fédéral des assurances, 10 février 1998

Les honoraires perçus par les médecins-chefs pour les traitements stationnaires prodigués à des patients de la division privée constituent des revenus d'une activité lucrative dépendante (art. 5 et 9 LAVS), à l'inverse des honoraires perçus pour les soins prodigués à la clientèle ambulatoire qui forment des revenus d'une activité lucrative indépendante.

15. ATF 124 V 118 - Tribunal fédéral des assurances, 12 mars 1998 (également publié dans RAMA 2/3/1998, p. 148-152)

L'infection par le virus HIV est une maladie. Confirmation de la jurisprudence ATF 116 V 239.

16. ATF 124 V 128 - Tribunal fédéral des assurances, 17 mars 1998

Litige entre un assuré et une caisse-maladie sur le tarif applicable à un acte médical. L'assuré peut saisir le tribunal cantonal des assurances ou requérir la caisse de saisir le tribunal arbitral cantonal d'une action contre le médecin.

17. Semaine judiciaire 1998 430 - Tribunal fédéral des assurances, 1er mai 1997 *Névrose de revendication. Pas de causalité adéquate avec l'accident.*
18. Semaine judiciaire 1998 430 - Tribunal fédéral des assurances, 9 juillet 1997
La section accidentelle de la veine épigastrique, lors d'une intervention chirurgicale, ne constitue pas un accident. Il s'agit d'une erreur de traitement qui pouvait et devait être envisagée et non de la conséquence d'une confusion ou d'une méprise grossière et extraordinaire.
19. Semaine judiciaire 1998 432 - Tribunal fédéral des assurances, 17 mars 1998
Pour fixer le tarif de la minéralométrie (ostéodensitométrie), le Tribunal administratif genevois doit se prononcer sous l'angle du principe de l'économie de traitement (et non reprendre une proposition de l'Association des médecins de Genève).
20. JdT 19981 194 (= ATF 122 1153, cité in San-News no2 de janvier 1997)
Art. 4 Cst féd et la législation cantonale zurichoise. Consultation du dossier médical tenu par une clinique psychiatrique. Pesée des intérêts pour l'accès à des informations provenant de tiers.
21. JdT 1998 IV 98 (= ATF 123 IV 1)
Pour un délinquant à responsabilité fortement restreinte, l'instance inférieure se devait de considérer l'internement conformément à l'art. 43 ch. 1 al. 2 CP.
22. JdT 1998 IV 102 (= ATF 122 IV 292, cité in San-News n° 3 de mai 1997)
Le renvoi postérieur dans un établissement curatif au sens de l'art. 44 ch. 6 al. 2 CP, est également possible pour les alcooliques.
23. SIC ! 2/1998, pp. 189 ss - arrêt du TF en la cause 2A.236/1997
Formes a) du droit d'accès aux données personnelles au sens de l'art 8 LPD et b) du droit de consulter les pièces dans une procédure, ainsi que leurs interférences, dans le cas d'un assuré contre son assureur LAA.
24. RAMA 2/3/1998, p. 161-179, Décision du Conseil fédéral du 28 janvier 1998 dans la cause opposant la Fédération fribourgeoise des assureurs-maladie au gouvernement du canton de Fribourg
Fixation d'un tarif des établissements médico-sociaux dans un régime sans convention. - En l'absence de comptabilité analytique uniforme (art. 49, 6ème al, LAMal), plus les tarifs se rapprochent d'une couverture maximale des coûts à prendre en considération, plus les exigences portant sur la preuve de l'efficacité de ces coûts doivent être grandes. - Les actes qui touchent principalement à l'accompagnement, à l'aspect pédagogique, au développement des capacités personnelles ou aux relations sociales ne sont pas considérés comme des soins au sens de l'article 7 OPAS.
25. RAMA 2/3/1998, p. 180-191, Entscheid des Bundesrates vom 9. März 1998 in Sachen Zürcher Krankenversicherer und Leistungserbringer gegen Regierungsrat des Kantons Zürich
Pflegeheimtarife im vertragslosen Zustand - Erläuterung einer Übergangslösung. - Gemäss Artikel 50 KVG können Versicherer mit Pflegeheimen pauschale Vergütungen vereinbaren. Wie bei den Spitälern sind dabei aber grundsätzlich die anrechenbaren Kosten des Pflegeheims gemeint, für welches konkret ein Tarif festgesetzt wird. Die Pflicht, dem tatsächlichen Pflegeaufwand Rechnung zu tragen, schliesst eine gewisse Pauschalisierung nicht aus; Ausnahmen sind allerdings nur dort zulässig, wo Pflegeheime bei entsprechender Struktur vergleichbare Kosten aufweisen. Soweit dies der Fall ist, dürfen daher gemeinsame Pauschalen festgesetzt werden und sogenannte Gruppentaxen verstossen nicht gegen Artikel 50 KVG.
26. RAMA 2/3/1998, p. 192-204, Entscheid des Bundesrates vom 16. März 1998 in Sachen Schweizerischer Hebammenverband, Sektion beider Basel, und Kantonalverband BS Krankenversicherer gegen Regierungsrat des Kantons BS
Einzelleistungstarif : Festsetzung des Taxpunktwertes auf kantonaler Ebene im vertragslosen Zustand nach der Genehmigung einer gesamtschweizerischen einheitlichen Tarifstruktur durch den Bundesrat. - Der Taxpunktwert ist ein Bestandteil des Tarifgefüges. - Begriff des Einzelleistungstarifs.
27. RAMA 2/3/1998, p. 205-221, Décision du Conseil fédéral du 16 mars 1998 dans la cause opposant la Fédération genevoise des assureurs-maladie et l'Association suisse des sages-femmes, section GE, au gouvernement du canton de Genève

Tarif à la prestation: fixation de la valeur du point au plan cantonal (dans un régime sans convention) après approbation par le Conseil fédéral d'une structure tarifaire uniforme sur le plan suisse. - Définition du tarif à la prestation.

28. RAMA 4/1998, p. 258-281, Entscheid des Bundesrates vom 29. April 1998 in Sachen Konkordat der Schweizerischen Krankenkassensversicherer gegen den Regierungsrat des Kantons Basel-Stadt betreffend die Tarife für das Rehab Basel

Tariffestsetzung im vertragslosen Zustand für die stationäre Behandlung im Rehabilitationszentrum für Querschnittgelähmte und Hirnverletzte.

29. RAMA 4/1998, p. 282-288, Arrêt du TFA du 30 avril 1998

Soins dentaires - les soins dentaires visés par l'article 31 alinéa 1 lettre c LAMal et l'article 19 OPAS englobent le rétablissement de la fonction masticatoire au moyen de prothèses dentaires, lorsqu'il s'est révélé nécessaire de procéder à l'extraction d'une dent, même si celle-ci est intervenue sous l'empire de la LAMA et n'était pas une prestation à charge de l'assurance-maladie.

30. RAMA 4/1998, p. 289, Urteil des EVG vom 4. Mai 1998

Begriff der Akutspitalbedürftigkeit nach neuem Recht. - Der Begriff der Akutspitalbedürftigkeit nach altem und neuem Recht ist grundsätzlich derselbe, weshalb die hiezu unter der Herrschaft des KUVG ergangene Rechtsprechung auch für die Beurteilung von Ansprüchen nach KVG gilt.

31. RAMA 4/1998, p. 302-307, Urteil des EVG vom 11. Mai 1998

Abgrenzung der Pflichtleistungen von den Nichtpflichtleistungen. Anwendung der IV-Rechtsprechung zum "Behandlungskomplex" in der KV.

32. RAMA 4/1998, p. 322-335, Entscheid des Bundesrates vom 3. Juni 1998 in Sachen Spitex-Verband des Kantons Bern und Kantonalverband bernischer Krankenkassensversicherer gegen den Regierungsrat des Kantons Bern

Festsetzung des kantonalen Tarifs für spitalexterne Krankenpflege (Spitex-Tarif). - Das Gebot des Kostentransparenz gilt auch für den Spitex-Bereich, selbst wenn richtig ist, dass das KVG nur für Spitäler und Pflegeheime eine Kostenstellenrechnung -verlangt. Die vom Bundesrat entwickelte Maxime lässt sich sinngemäss auch auf den Spitex-Bereich übertragen.

33. RAMA 4/1998, p. 354-371, Urteil des EVG vom 3. März 1998 i. Sa. D. M. *Integritätsentschädigung bei psychogenen Unfallfolgen (Art. 24 Abs. 1 UVG; Art. 36 Abs. 1 UVV).*

VI. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

AARGAU

AGVE 1997,235 und 245 - Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 14.01.1997 und 09.07.1997
Fürsorgerische Freiheitsentziehung. Entlassung aus der Anstalt.

AGVE 1997, 237 und 242 - Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 14.07.1997 und 25.02.1997
Fürsorgerische Freiheitsentziehung. Anstaltseinweisung und Zurückbehaltung in der Anstalt.

BASEL-STADT

BJM 1998 131 - Zivilgericht, 20 janvier 1998

La naissance d'un enfant non désiré à l'origine, mais accepté et élevé par ses parents constitue-t-elle un dommage? (recours pendant)

GENEVE

1. Semaine judiciaire 1998, p. 416 - Tribunal administratif, 26 août 1997 (confirmé par le Tribunal fédéral, 21 janvier 1998)

Port abusif d'un titre en chirurgie dermatologique. Manque de précautions lors d'une intervention sur des naevi. Médecin radié pour 4 mois.

2. Semaine judiciaire 1998, p. 416 - Tribunal administratif, 4 février 1997 *Entreprise d'ambulances ayant effectué des transports d'urgence avec du matériel défectueux et des équipages non conformes à la loi. Avertissement et amende de Fr. 5'000.-.*

3. Semaine judiciaire 1998, p. 430 - Tribunal administratif, 23 octobre 1997
L'assuré qui, au moment de sa tentative de suicide, était incapable de discernement en raison d'une maladie mentale (psychose maniaco-dépressive) a droit aux prestations prévues par la LAA en cas d'accident.

4. Semaine judiciaire 1998, p. 432 - Tribunal administratif, 4 février 1997
Une convention collective de travail ne peut pas obliger le travailleur à conclure un contrat d'assurance avec une caisse-maladie particulière.

5. Semaine judiciaire 1998, p. 435 - Conseil d'Etat, 6 octobre 1997
Est titulaire du droit de disposer de la dépouille d'un proche qui n'a pris aucune disposition la personne qui était la plus étroitement liée au défunt. In casu, dernière compagne préférée aux membres de la famille de sang.

6. Plädoyer 4/1998, p. 54 - Arrêt du 26.05.1998 du TA du canton de Genève
Prise en charge des soins dentaires.

7. RDAF, 1998, no 3, p.282-288 - TF, 4.7.1997, V. c. Conseil d'Etat du canton de GE (= ATF 123 I 212 et SJ 1998, p. 45)

Liberté du commerce et de l'industrie; Autorisation d'exercer la profession de physiothérapeute - Epoux étranger d'une suisse - Faculté d'invoquer la liberté du commerce et de l'industrie

8. RDAF, 1998, no 3, p.289-296 - TF, 24.6.1997, G. Et V. SA c. Canton de GE (= ATF 123 I 201 et SJ 1998, p. 35)

Liberté du commerce et de l'industrie; Restriction de faire de la publicité pour certains médicaments - principe de la proportionnalité

GRAUBÜNDEN

1. ZGRG 2/98, p. 69

Entzug der ärztlichen Berufsausübungsbewilligung. Voraussetzungen für Verweigerung oder Entzug der Bewilligung zur Berufsausübung.

2. PVG 1997, p. 23

Fremdenpolizei Patientenbewilligung. Die Notwendigkeit einer medizinischen Behandlung in der Schweiz kommt als Bewilligungsgrund in Betracht.

JURA

1. RJJ, 1997,2, p. 155, TC - Ch. administrative, 26 sept. 1997

Refus d'entrer en matière du médecin cantonal sur la demande de prise en charge par le canton de la différence de coût résultant d'une hospitalisation hors canton présentée par la Caisse-maladie, du fait que l'assuré a séjourné en division demi-privée. Recours. Devoir du canton de prendre en charge.

2. RJJ, 1997,3, p. 229, TC - Ch. administrative, 26 juin 1997

Placement provisoire en établissement psychiatrique ordonné par un médecin à l'encontre d'une personne souffrant d'alcoolisme.

NEUCHÂTEL

RDAF, 1998, no 3, p.306-311 - TF, 7.7.1997, C. SA c. Département de la justice, de la santé et de la sécurité

Liberté du commerce et de l'industrie; Polyclinique médicale - interdiction de la signaler par une enseigne lumineuse - Principe de la proportionnalité; art. 31 Cst. Féd; art.4, 65 et 77 de la loi du 6 février 1995 de santé

ZÜRICH

1. ZBI 7/1998, p. 317 - Tribunal administratif, 18 décembre 1997 *Gesundheitswesen. Staatsbeiträge. Ais*

vorsorgliche Massnahme im Rechtsmittelverfahren angeordnete Ausrichtung von noch nicht rechtskräftig zugesprochenen Staatsbeitragen an den Betrieb von Spitälern.

2. Plädoyer 3/1998, p. 62

Honoraires d'un psychiatre supérieurs à la moyenne de ses collègues; demande de remboursement partiel déposée par les caisses-maladie

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (Sélection)

Internationale und fremde Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

- Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux -

ABRAHAM J, GRAHAM L. Secrecy and transparency of medicines licensing in the EU. *Lancet* 1998;352:480-482.

RIDGEWAY GL, HODGES CJS, KREUZER MH. Implications of European directives on medical devices. *Lancet* 1998;351:1831-1832.

- Droits des patients, droit de la personnalité -

BLAKE Meredith, Physician-assisted Suicide: A Criminal Offence or a Patient's Right, *Medical Law Review* 5 (1997), p. 294-316

BYK Christian, Le consentement des personnes vulnérables aux soins et à la recherche et la Convention européenne sur les droits de l'homme et la biomédecine, *Revue de droit de la santé* 3 (1997-98), p. 267-278

DETTMEYER R., MADEA B., Zur Aufklarungsproblematik bei geplanten intraoperativen Schnellschnitt-Untersuchungen und intraoperativen Zufallsbefunden mit Operationserweiterung, *MedR* 1998 H. 6, pp. 247 ss.

DUBOUIS L., La Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine, *RD sanit. soc* 34 (2), avril-juin 1998, pp. 211 ss.

DUNET-LAROUSSE E., L'euthanasie: signification et qualification au regard du droit pénal, *RD sanit. soc.* 34 (2) avril-juin 1998, pp. 265 ss.

HANSSON MO. Balancing the quality of consent. *Journal of medical ethics* 1998;24: 182-187.

MEIER DE, EMMONS CA, WALLENSTEIN S and al., A National Survey of Physician-Assisted Suicide and Euthanasia in the United States. *New England Journal of Medicine* 1998;338: 1193-1201.

MERYN S. Improving doctor-patient communication. Not an option, but a necessity. *BMJ* 1998;316:1922.

MICHALOWSKI Sabine, Medical Confidentiality and Medical privilege - a Comparison of French and German Law, *European Journal of Health Law* 1998, vol. 5, p. 89-116

- Ethique biomédicale -

DOYAL L, GILLON R., Medical ethics and law as a core subject in medical education. *BMJ* 1998;316: 1623-1624.

Ethical debate. Should industry sponsor research? PROCTOR J C. Tobacco industry research: collaboration, not confrontation, is the best approach; SORELL T. Tobacco company sponsorship discredits medical but not all research; HANNUM H. Condemning the drinks industry rules out potentially useful research; EDWARDS G. If the drinks industry does not clean up its act, pariah is inevitable; LUCAS A. Collaborative research with infant formula companies should not always be censored; RUNDALL P. How much research in infant feeding comes from unethical marketing. *BMJ* 1998;317:333-339.

KORTNER Ulrich, Die ethische Dimension der Menschenrechtskonvention des Europarates zur Biomedizin, *Recht der Medizin* 1998, p. 106-111

VANDERPOOL HY. Critical ethical issues in clinical trials with xenotransplants. *Lancet* 1998;351: 1347-1350.

- Exercice des professions de la santé, politique professionnelle -

DEHLENDORF CE, WOLFE SM. Physicians Disciplined for Sex-Related Offences. *JAMA* 1998;279: 1883-1888.

MORRISON J, WICKERSHAM P. Physicians Disciplined by a State Medical Board. *JAMA* 1998;279:1889-1893.

- Mesures médicales spéciales -

ANNAS GJ. Why We Should Ban Human Cloning. *New England Journal of Medicine* 1998;339:122-125.

ANNAS GJ. Partial-Birth Abortion, Congress and the Constitution. *New England Journal of Medicine* 1998;339:279-283.

BECKMANN R., Der „Wegfall“ der embryopathischen Indikation, *MedR* 1998 H. 4, pp. 155 ss (concerne l'IVG).

BERNAT JL. A Defence of the Whole-Brain Concept of Death. *Hastings Center Report* 1998;vol 20, N° 2, march-april : 14-23.

BRADBURY LITTLE George, Comparing German and English Law on Non-consensual Sterilisation: A Difference in Approach, *Medical Law Review* 5 (1997), p. 269-293

CAYLA J.-S., Interdiction du clonage humain par le Conseil de l'Europe, *RD sanit. soc.* 34 (2) avr.-juin 1998, pp. 283 ss.

EATON S. The subtle politics of organ donation: a proposal. *Journal of medical ethics* 1998;24: 166-170.

KENNEDY I, SELLS RA, DAAR S and al. The case for "presumed consent" in organ donation. *Lancet* 1998;351: 1650-1652.

NEUBERGER J, ADAMS D, MacMASTER P and al., Assessing priorities for allocation of donor liver grafts: survey of public and clinicians. *SMJ* 1998;317: 172-175.

RADCLIFFE-RICHARDS J, DAAR AS, GUTTMANN RD and al. The case for allowing kidney sales. *Lancet* 1998;351: 1950-1952.

ROBERTSON JA. Human Cloning and the Challenge of Regulation. *New England . Journal of Medicine* 1998;339: 119-122;

SILLS ES, STRIDER W, HYDE HJ and al. Gynaecology, forced sterilisation, and asylum in the USA. *Lancet* 1998; 351: 1729-1730.

- Responsabilité médicale -

BERNAT Erwin, Compensation for Medical Injuries: Is There a Need for a Law Reform? An Austrian Viewpoint, *European Journal of Health Law* 1998, vol. 5, p. 117-127

- SIDA -

GRUSKIN S., The highest priority: making use of UN Conference documents to remind governments of their commitments to HIV/AIDS, *Health and human rights*, vol. 3 n° 1 (1998) pp. 107 ss.

WODAK A., Health, HIV infection, human rights, and injecting drug use, *Health and human rights*, vol. 2 n° 4 (1998) pp. 25 ss.

- Système de santé, politique de la santé -

ASTIN JA. Why Patients Use Alternative Medicine. Results of a National Study. *JAMA* 1998;279:1548-1553.

BAN NON MJ, ROSS EM. Administration of medicines in school: who is responsible. *BMJ* 1998;316:1591-1593.

BRA YNE H, SARGEANT L, BRA YNE C, Could boxing be banned? A legal and epidemiological perspective. *BMJ* 1998;316:1813-1815.

GREEN Kristen, Marketing Health Care Products on the Internet: A Proposal for Updated Federal Regulations, *American Journal of Law & Medicine* XXIV (1998), p. 365-386

HANIKA H., Europäische Gesundheitspolitik, *MedR* 1998 H. 5, pp. 193 ss (à propos de l'art. 152 du Traité de l'UE)

PIETER VAN DER MEI Anne, WADDLINGTON Lisa, Public Health and the Treaty of Amsterdam, *European Journal of Health Law* 1998, vol. 5, p. 129-154

REICHOW H., HARTLEB U., SCHMIDT W., Möglichkeiten medizinischer Datenverarbeitung und Datenschutz, *MedR* 1998 H. 4, pp. 162 ss.

ROSCAM ABBING Henriette, New Developments in International Health Law, *European Journal of Health Law* 1998, vol. 5, p. 155-169

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

GOBEN Jens, Das Mitverschulden des Patienten im Arzthaftungsrecht, Frankfurt am Main 1998.

HAUBERICH S., Haftung für neues Leben im deutschen und englischen Recht, Eine Darstellung am Beispiel der unerwünschten Geburt eines gesunden Kindes, Berlin 1998.

KOHLER Peter A., von MAYDELL Bernd (éd.), Arzthaftung - « Patientenversicherung » - Versicherungsschutz im Gesundheitswesen, Baden-Baden 1997.

KRANICH Christoph, BOCKEN Jan (éd.), Patientenrechte und Patientenunterstützung in Europa : Anregungen und Ideen für Deutschland, Baden-Baden 1997.

La législation sanitaire à l'aube du XXI^e siècle, Recueil international de législation sanitaire 1998, vol. 49/1 (numéro spécial), p. 1-290.

16 contributions composent ce volume, réparties en trois chapitres: I. Principes du droit de la santé; II. Le rôle du droit de la santé et la législation; III. Législation sanitaire: problèmes actuels et futurs défis.

LAUFS A., DIERKS Chr., WIENKE A., GRAF-BAUMANN 1., HIRSCH G. (éd.), Die Entwicklung der Arzthaftung, Berlin 1997.

Law, Medicine and Socially Responsible Research, *American Journal of Law & Medicine* XXIV (1998), p. 151-343

Ce numéro spécial contient 7 contributions dont une sur la recherche avec des enfants de L. GLANTZ (p. 213-244).

Les droits du patient: réalité ou illusion?, Actes du Congrès des 30-31 janvier 1998, Bruxelles, Revue de droit de la santé 3 (1997-98), n° 5, p. 365-575

Ce numéro spécial contient tous les rapports au Congrès ainsi que diverses propositions législatives relatives aux droits des patients en Belgique.

PY Bruno, La mort et le droit, Paris 1997

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

- Droits des patients, droit de la personnalité -

DUMOULIN Jean-François, Ärztliche Aufklärungspflicht (note de jurisprudence sur l'information à raison du risque), *European Review of Private Law* 2/1997, p. 261

SPRUMONT Dominique, Droits des patients: survol de la législation, in: *Plädoyer* 4/1998, p. 41-46

- Droit de la famille -

HEGNAUER Cyril, Postmortale aussergerichtliche Abstammungsuntersuchung, *Revue du droit de tutelle* 1998, p. 154

MANDOFIA BERNEY Marina, l'expertise en paternité sur demande privée, *Revue du droit de tutelle* 1998, p. 129

- Mesures médicales spéciales -

CALAME Thierry, SCHWEIZER Rainer, Zum Patentierungsverbot der Gen-Schutzinitiative, *RSJ* 8/1998, p. 173

KOHLER Stefan, Stand und Entwicklung im Gentechnikrecht, in: *AJP/PJA* 5/98, p.519

- SIDA -

pARU Kurt, Dossier: Séropositivité/Sida et les assurances sociales - Pas encore de thérapie contre l'inégalité juridique - Trois cas tirés de la pratique - Analyse des principaux problèmes/Propositions de solution - Situation légale des malades du sida selon les assurances sociales particulières, in: *Sécurité sociale* 2/1998, p. 60-79

STREIT Peter, Dossier: Séropositivité/Sida et les assurances sociales - Réserves dans l'assurance-vie, in: *Sécurité sociale* 2/1998, p. 80

WAGNER Pierre, Dossier: Séropositivité/Sida et les assurances sociales - Infection par le VIH: la jurisprudence du Tribunal fédéral des assurances, in: *Sécurité sociale* 2/1998, p. 81-82

PEDERGNANA E. Ronald, Dossier: Séropositivité/Sida et les assurances sociales Infection par le VIH et le sida / la situation en matière de droit du contrat de travail, in: *Sécurité sociale* 2/1998, p. 83-84

SENN Rainer, Dossier: Séropositivité/Sida et les assurances sociales - Séropositivité et sida sur le lieu de travail: la Confédération employeur - un exemple à suivre ? La responsabilité sociale dans l'entreprise, un défi!, in: *Sécurité sociale* 2/1998, p. 83-84 .

- Système de santé, politique de la santé -

MOSER Janine, Introduction d'un carnet de santé: quels enjeux ?, in: *Sécurité sociale* 2/1998, p. 100-103.

NELLES J. FUHRER A, HIRSBRUNNER, HARDING TW, Provision of syringes: the cutting edge of harm reduction in prison? *BMJ* 1998;317:270-273. (publication suisse)

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

DUMOULIN Jean-François, Organtransplantation in der Schweiz, Collection de l'Institut de droit de la santé, vol. 1, Berne, 1998

FREI Thomas, Die Integritätsentschädigung nach Art. 24 und 25 des Bundesgesetzes über die Unfallversicherung, Fribourg, 1998

KRAUCHI Thomas, Die konstitutionelle Prädisposition, Berne 1998

KREPPER Peter, Zur Würde der Kreatur in Gentechnik und Recht, Bâle, 1998

WICKI Michael, Komplementärmedizin im Rahmen des Rechtes, Berne 1998

SAN-NEWS N°8

janvier 1999 Ce numéro couvre en principe la période entre le 15 août et le 31 décembre 1998.

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC.
BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

- * Conseil de l'Europe, Recommandation N° R (97) 16 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la transplantation du foie prélevé sur des donneurs vivants apparentés, du 30 septembre 1997, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/2, p. 314.
- * Conseil de l'Europe, Recommandation N° R (97) 15 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la xénotransplantation, du 30 septembre 1997, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/3, p. 497.
- * Conseil de l'Europe, Recommandation N° R (98) 2 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la production de progéniteurs hématopoïétiques, du 12 février 1998, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/2, p. 498.
- * Conseil de l'Europe, Recommandation N° R (97) 5 du Comité des Ministres aux Etats membres relative à la protection des données médicales, du 13 février 1997, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/3, p. 519.
- * Conseil de l'Europe, Recommandation N° R (98) 7 du Comité des Ministres aux Etats membres relative aux aspects éthiques et organisationnels des soins de santé en milieu pénitentiaire, du 8 avril 1998, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/3, p. 526.
- * Avis N° 9 du Groupe de Conseillers pour l'Ethique de la Biotechnologie auprès de la Commission européenne sur les aspects éthiques des techniques de clonage, du 28 mai 1997, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/2, p. 414.
- * Avis N° 10 du Groupe de Conseillers pour l'Ethique de la Biotechnologie auprès de la Commission européenne sur les aspects éthiques du V^e programme-cadre de recherche, du 11 décembre 1997, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/2, p. 417.

II. Droit communautaire / Europarecht (JOCE 1.9.98 - 31.12.98)

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT

- * Directive 98/63/CE de la Commission du 3 septembre 1998 modifiant la directive 93/16 du Conseil visant à faciliter la libre circulation des médecins et la reconnaissance mutuelle de leurs diplômes, certificats et autres titres, JO L 253/24 du 15 septembre 1998.
- * Directive 98/81/CE du Conseil du 26 octobre 1998 modifiant la directive 90/219/CEE relative à l'utilisation confinée de micro-organismes génétiquement modifiés, JO L 330/13 du 5 décembre 1998.
- * Directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro, JO L 331/1 du 7 décembre 1998.

- * Règlement (CE) N° 2743/98 du Conseil du 14 décembre 1998 modifiant le règlement (CE) N° 297/95 concernant les redevances dues à l'Agence européenne pour l'évaluation des médicaments, JO L 345/3 du 19 décembre 1998.
- * Décision N° 2119/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 septembre 1998 instaurant un réseau de surveillance épidémiologique et de contrôle des maladies transmissibles dans la Communauté, JO L 26/1 du 3 octobre 1998.

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC.
BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

- * Proposition de Règlement (CE) du Parlement européen et du Conseil concernant les médicaments orphelins, JO C 276/7 du 4 septembre 1998.
- * Conclusions du Conseil du 26 novembre 1998 relatives au futur cadre de l'action communautaire dans le domaine de la santé publique, JO C 390/1 du 15 décembre 1998.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

ALLEMAGNE

- * Loi du 5 novembre 1997 relative au don, au prélèvement et à la transplantation d'organes (Loi relative à la transplantation), *Bundesgesetzblatt*, partie I, 11 novembre 1997, N° 74, p. 2631-2639, traduit en français in *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/2, p. 306.

AUTRICHE

- * Loi fédérale N° 51/1998 portant mesures et initiatives visant à promouvoir la santé ainsi qu'à renseigner et informer en matière de santé (Loi relative à la promotion de la santé), *Bundesgesetzblatt*, partie I, 27 mars 1998, N° 51, p. 625, partiellement traduite in *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/3, p. 467.

CANADA

- * Loi réglementant la fabrication, la vente, l'étiquetage et la promotion des produits du tabac (Loi sur le tabac), du 25 avril 1997 (*Gazette du Canada*, partie II, vol. 20, N° 2, 16 juin 1997, reproduite partiellement in *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/2, p. 329.

DANEMARK

- * Arrêté N° 728 du 17 septembre 1997 relatif à la fécondation artificielle, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/3, p. 506.
- * Arrêté N° 758 du 30 septembre 1997 relatif au rapport sur les traitements en matière de fécondation *in vitro*, etc., ainsi que sur le diagnostic préimplantatoire, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/3, p. 507.

FRANCE

- * Décret N° 97-928 du 9 octobre 1997 relatif aux règles de sécurité sanitaire applicables à tout prélèvement d'éléments ou toute collecte de produits du corps humain et à leur utilisation à des fins thérapeutiques, à l'exception des gamètes, du sang et de ses composants et de leurs dérivés, ainsi que des réactifs, pris en

application des articles L. 665-10 et L. 665-15 du code de la santé publique et modifiant ce code (JO, Lois et Décrets, 12 octobre 1997, N° 238, p. 14865), *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/2, p. 316.

- * Décret N° 98-216 du 24 mars 1998 relatif au diagnostic biologique effectué à partir de cellules prélevées sur l'embryon in vitro et modifiant le code de la santé publique (JO, Lois et Décrets, 27 mars 1998, N° 73, p. 4624), *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/3, p. 508 (cf. également *RD sanit. soc.* 34 (3), juil.-sept. 1998, pp. 487 s.) (*réglementation stricte du diagnostic préimplantatoire*).
- * Arrêté du 27 février 1998 portant Règles de bonnes pratiques des prélèvements d'organes sur des personnes décédées, JO 27 mars 1998 (cf. *RD sanit. soc.* 34 (3), juil.-sept. 1998, pp. 490 s.
- * Circulaires du 25 juin et du 9 juillet 1998 portant Directives de lutte contre le sida, BO MES 98/30, 8.8.1998, p. 127 et 159 (cf. *RD sanit. soc.*, 34 (3), juil.-sept. 1998, pp. 747 s.).
- * Circulaire du 23 juillet 1998 portant Indemnisation des transfusés contaminés par le virus de l'hépatite C, BO MES 98/32, 22.8.1998, p. 171 (cf. *RD sanit. soc.*, 34 (3), juil.-sept. 1998, p. 748).
- * Décret du 23 juin 1998 sur les « Génériques », JO 17 juillet 1998 (cf. *RD sanit. soc.*, 34 (3), juil.-sept. 1998, p. 772).

HONGRIE

- * Loi N° 27 du 16 mars 1998 relative aux activités d'ingénierie génétique (domaine non humain), *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/3, p. 552.

ISRAËL

- * Loi du 7 mars 1996 relative aux contrats de maternité de substitution (Approbation du contrat et statut du nouveau-né), *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/3, p. 509.

JAPON

- * Loi N° 104 du 16 juillet 1997 relative à la transplantation d'organes, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/3, p. 500.

PAYS-BAS

- * Projet de loi sur l'euthanasie et l'assistance au suicide (traduction anglaise), *European Journal of Health Law* 1998, vol. 5/3, p. 299-324.

RUSSIE

- * Loi fédérale du 5 juin 1996 relative à la réglementation d'Etat dans le domaine des activités d'ingénierie génétique (domaine non humain), *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/3, p. 548.

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT [RO/AS + FF/BBL 1.9.98 - 31.12.98]

- * Loi fédérale sur la procréation médicalement assistée (LPMA), du 18 décembre 1998 (texte soumis au référendum facultatif ; délai référendaire : 9 avril 1999), FF 1998 4992.

- * Loi fédérale sur l'assurance-maternité (LAMat), du 18 décembre 1998 (texte soumis au référendum facultatif ; délai référendaire : 9 avril 1999), FF 1998 4973.
- * Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), du 18 mars 1994 (RS 832.10).
Modification du 18 décembre 1998 (art 21a, 61/4 : concours des cantons pour l'approbation des primes ; texte soumis au référendum facultatif ; délai référendaire : 9 avril 1999), FF 1998 4986.
- * Ordonnance sur l'assurance maladie, du 27 juin 1995 [OAMal] (RS 832.102).
Modification du 28 septembre 1998, en vigueur dès le 1^{er} octobre 1998 (introduction d'un article 19a et modification de l'article 67 alinéa 3), RO 1998 2634.
- * Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie, du 29 septembre 1995 [OPAS] (RS 832.112.31).
Modification du 14 juillet 1998, en vigueur dès le 1^{er} octobre 1998 (nouvelle teneur de la « Liste des analyses »), RO 1998 2034.
Modification du 9 juillet 1998, en vigueur dès le 1^{er} janvier 1999, (modification des articles 12k (en vigueur dès le 1^{er} septembre 1998), 18, 19, 19a (en vigueur rétroactivement dès le 1^{er} janvier 1998), 20, 21, 24a ; nouvelle teneur de l'annexe 1 « Prise en charge par l'assurance obligatoire des soins de certaines prestations fournies par les médecins » : notamment, remboursement, dès le 1^{er} juillet 1999, de médecines complémentaires : acupuncture, médecine anthroposophique, médecine chinoise, homéopathie, thérapie neurale, phytothérapie ; nouvelle teneur de l'annexe 2 « Liste des moyens et appareils »), RO 1998 2923.
- * Ordonnance relative aux primes moyennes cantonales pour l'assurance obligatoire des soins pour l'année 1999, du 28 octobre 1998, en vigueur dès le 1^{er} janvier 1999, RO 1998 2921.
- * Arrêté fédéral urgent sur la prescription médicale d'héroïne, du 9 octobre 1998, en vigueur dès le 10 octobre 1998 (soumis au référendum facultatif ; effet jusqu'à l'entrée en vigueur de la révision de la LStup, mais au plus tard jusqu'au 31 décembre 2004), RO 1998 2293.
- * Ordonnance concernant les infirmités congénitales, du 9 décembre 1985 [OIC] (RS 831.232.21).
Modification du 4 septembre 1998, en vigueur dès le 1^{er} janvier 1999 (modification des ch. 142, 163, 164, 194, 381 et 382 de la liste des infirmités congénitales), RO 1998 2731.
- * Ordonnance concernant l'appréciation médicale de l'aptitude au service et de l'aptitude à faire service (OAMAS), du 9 septembre 1998, en vigueur dès le 1^{er} janvier 1999, RO 1998 2656.
- * Ordonnance portant édition de la pharmacopée (OPha), du 20 août 1997 (RS 812.211).
Modification du 25 novembre 1998 (dernières versions), en vigueur dès le 1^{er} janvier 1999, RO 1998 3019.
- * Normes techniques pour les dispositifs médicaux, publiées par l'Office fédéral de la santé publique, 19 novembre 1998, FF 1998 4919.

MESSAGES, RAPPORTS ET DECISIONS OFFICIELS
BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLÜSSE

- * Arrêté du Conseil fédéral constatant le résultat de la votation populaire du 7 juin 1998 (... ; initiative pour la protection génétique ; ...), du 21 août 1998, FF 1998 3811
- * Initiative populaire fédérale "pour un approvisionnement en médicaments sûr et axé sur la promotion de la santé (Initiative sur les médicaments)". Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale, décision du 1^{er} septembre 1998, FF 1998 3872

L'initiative propose d'introduire un alinéa 1bis à l'article 69bis Cst. disposant que :

« La Confédération règle, dans l'intérêt de la santé publique, les modalités de la commercialisation des médicaments ainsi que leur dispensation individuelle par des professionnels de la santé habilités à le faire ; elle prévient et interdit en particulier toute incitation à une consommation inappropriée, excessive ou abusive de médicaments ».

- * Initiative populaire fédérale "pour des coûts hospitaliers moins élevés". Aboutissement, 14 octobre 1998, FF 1998 4355.
- * Initiative populaire fédérale "pour des primes d'assurance maladie proportionnelles au revenu et à la fortune". Non-aboutissement (nombre de signatures inférieur à la moitié du nombre prescrit par la Constitution), 23 octobre 1998, FF 1998 4354.
- * Avis du Conseil fédéral sur le rapport du 19 mars 1998 de la Commission des affaires juridiques du Conseil national sur l'initiative parlementaire concernant la modification du Code pénal relativement à l'interruption de grossesse, du 26 août 1998, FF 1998 4734.
Le Conseil fédéral estime que la réforme du Code pénal est nécessaire sur ce point. Il rejette le modèle des délais proposé dans le rapport susmentionné et soutient le modèle de protection avec consultation obligatoire ou éventuellement un régime élargi des indications.
- * Procédure de consultation sur la « Convention des droits de l'Homme et la biomédecine » et le « Protocole additionnel portant interdiction du clonage d'êtres humains », FF 1998 4136.
Les documents peuvent être obtenus auprès de l'Office fédéral de la justice. Date limite : 28 février 1999.
- * Procédure de consultation sur la Loi fédérale sur l'analyse génétique humaine, FF 1998 4136.
Les documents peuvent être obtenus auprès de l'Office fédéral de la justice. Date limite : 31 mars 1999.
- * Demande d'autorisation pour une dissémination expérimentale de maïs génétiquement modifié (art. 29e LPE, 29a LEpid), 24 novembre 1998, FF 1998 4683.
- * Demande d'approbation concernant une autorisation de mise dans le commerce du vaccin vivant génétiquement modifié Orochol Berna™ (art. 29c LPE, 29a LEpid), 22 décembre 1998, FF 1998 4962.
- * Demande d'autorisation pour une dissémination expérimentale de pommes de terre génétiquement modifiées (art. 29e LPE, 29a LEpid), 22 décembre 1998, FF 1998 4964
- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à l'Institut de médecine sociale et préventive de l'Université de Zurich (Dr F. Gutzwiller) pour une étude intitulée "Weiterverwendung des Datenbestandes der Prävalenzuntersuchung zur multiplen Sklerose", du 8 septembre 1998, FF 1998 3823.
- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à la Policlinique psychiatrique de l'hôpital universitaire de Zurich pour une étude intitulée "Fallregisterstudie zur Inzidenz der *anorexia nervosa* im Kanton Zürich", du 27 octobre 1998, FF 1998 4307.
- * Préavis de la Commission de la Concurrence sur le projet et le message concernant la loi fédérale sur les agents thérapeutiques (LATH), in *DPC* 1998, p. 436.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait du « Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin », n° 4 et 5 (juil.-oct.) 1998, avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

BASEL-LAND

- * V. über die Spitalaufsichtskommission (hebt das Pflichtenheft der Aufsichtskommission der kantonalen Krankenanstalten und Institute [Spitalaufsichtskommission] auf) (§ 4 tritt später in Kraft).
- * V. über die Übertragung von Aufgaben an den Spitex-Verband BL (Spitexaufgabenverordnung) (hebt die V. vom 4.8.1992 über die Mitarbeit privater Institutionen bei Altershilfemassnahmen auf).
- * Vertrag vom 12.3.1996 zwischen den Alters- und Pflegeheimen (Heime) im Kanton BL und dem Verband Basellandschaftlicher Krankenkassen (Krankenversicherer - Heimvertrag) (Nachträge treten auf 1.1.1999 in Kraft).

- * V. über die Rechte und Pflichten der Patienten in den kantonalen Krankenanstalten vom 1.11.1988 (Patientenverordnung) (Änderung von § 9 IV, klinischer Unterricht und Forschung).

BERNE

- * Gesundheitsgesetz vom 2.12.1984 (Änderung von Art. 22 IV-V, Mitteilungspflicht).
- * V. über Forschungsuntersuchungen am Menschen (Forschungsverordnung ; FoV) (+ Anhang « Gute Praxis der Klinischen Versuche ; GPKV ») (hebt die V. vom 14.11.1989 auf).
- * V. über die Kreisärztinnen und Kreisärzte vom 13.5.1998.
- * EV. vom 20.5.1998 zum BG über die Krankenversicherung vom 25.10.1995 (EV KVG) (Änderung vom Anhang 1 Bst. A Z. 1 & B, Pflegeheimliste).

GENEVE

- * L. sur l'instruction publique du 6.11.1940 (modification de l'art. 54 : constitution d'un véritable service de psychologues scolaires au sein du cycle d'orientation).
- * R. d'exécution de la convention intercantonale sur le contrôle des médicaments du 10.3.1975 (modification de l'art. 25 A, enregistrement et notification des produits homéopathiques et anthroposophiques ; 32 III nouveau).

GRAUBÜNDEN

- * R. für den Austausch von Pflege- und Betreuungskräften und den Einsatz von überregionalen Organisationen (hebt das bisherige R. sowie die Richtlinien für den Einsatz von überregionalen Organisationen vom 22.12.1992 auf).
- * Heilmittelverordnung vom 7.7.1998 (hebt die V. über den Verkehr mit Heilmitteln vom 12.2.1979 und die V. betr. Einrichtung und Betrieb der tierärztlichen Privatapotheken vom 27.6.1952 auf).
- * V. über die Organisation der Bündner Schule für Pflege im psychosozialen Bereich vom 11.8.1998.
- * V. über die Organisation der Bündner Schule für psychiatrische Krankenpflege vom 16.7.1991 (aufgehoben).

LUZERN

- * EG. vom 23.3.1998 zum BG über die Krankenversicherung (hebt das G. über die Einführung des BG über die Kranken- und Unfallversicherung vom 2.7.1968 *und* das G. über die obligatorische Krankenversicherung ausländischer Arbeitnehmer vom 14.5.1957 *und* das G. über die Versicherung der Betriebsunfälle und die Unfallverhütung in der Landwirtschaft vom 4.10.1955 auf).
- * R. über Ausbildung, Prüfungen und Promotion an der Schule für Gesundheits- und Krankenpflege Diplommiveau II am Kantonsspital Luzern vom 22.9.1998.
- * R. über Ausbildung, Prüfungen und Promotion an der Schule für Gesundheits- und Krankenpflege Diplommiveau II am Kinderspital Luzern vom 22.9.1998.
- * V. über die Schule für Gesundheits- und Krankenpflege Diplommiveau II am Kantonsspital Luzern vom 22.9.1998 (Schwerpunkt auf akutkranke Erwachsene).
- * V. über die Schule für Gesundheits- und Krankenpflege Diplommiveau II am Kinderspital Luzern vom 22.9.1998

NIDWALD

- * G. über die kantonale Schule für praktische Krankenpflege (Krankenpflege-Schulgesetz) vom 3.4.1989 (aufgehoben).
- * VV. zum G. über die kantonale Schule für praktische Krankenpflege (Krankenpflege-Schulverordnung) vom 13.11.1990 (aufgehoben).

OBWALD

- * AB. über die Kostenübernahme bei ausserkantonaler stationärer Spitalbehandlung vom 17.9.1996 (Art. 1 I, Ziel der AB).

ST. GALLEN

- * V. über die medizinische und betriebliche Organisation der kantonalen Spitäler, psychiatrischen Kliniken und Laboratorien (Spitalorganisationsverordnung) vom 17.6.1980 (Änderung von Art. 4, Spitalkommission) (IV. Nachtrag).

TICINO

- * R. d'applicazione della L sull'assistenza sociopsichiatrica (LASP) del 19.12.1984 (modifica del art. 3, organizzazione sociopsichiatrica cantonale).
- * R. sui medici delegati del 30.9.1998 (abroga il R. sui medici delegati e scolastici del 16.1.1991).

VAUD

- * R. sur le Fonds d'innovation et d'appui à la constitution des réseaux de soins du 7.10.1998

ZUG

- * G. über das Gesundheitswesen im Kanton ZG vom 21.5.1970 (§ 49 - 49quinquies aufgehoben gemäss G. über den Tierseuchenfonds).

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

INTERNATIONAL ET ETRANGER / INTERNATIONAL UND AUSLÄNDISCH

- * Einbecker Empfehlungen der Deutschen Gesellschaft für Medizinrecht (DGMR) e.V. zur Allokation von Spenderorganen, zur Zulassung eines Krankenhauses als Transplantationszentrum und zur Qualitätssicherung. *MedR* 1998, H. 11, p. 532.

SUISSE / SCHWEIZ

- * Code de déontologie de la FMH: adaptations et compléments, *Bulletin des médecins suisses*, 1998, n°42, p.2128-2134.

- * Règlement du Bureau d'expertise de la FMH; révision ponctuelle du Comité central de la FMH du 9.9.1998, *Bulletin des médecins suisses*, 1998, n°39, p.1929-1930.
- * Académie Suisse des Sciences Médicales, Directives médico-éthiques pour la transplantation de tissus fœtaux humains, *Bulletin des médecins suisses*, 1998, n°39, p. 1941-1945.

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprud. de la Cour européenne des droits de l'homme (sélection) Rechtspr. des Europ. Gerichtshofs für Menschenrechte (Auswahl)

- * AFFAIRE BOTTA c. Italie, ARRÊT du 24 février 1998, in *Plaidoyer* 5/1998, pp. 70 ss. (avec un commentaire d'Adriano Previtali) ; Italie - Responsabilité de l'Etat italien pour inactivité législative - Absence de possibilité pour une personne handicapée d'accéder à une plage.

II. Jurisp. de la Commission européenne des droits de l'homme (sélec.) Rechtsp. der Europäischen Kommission für Menschenrechte (Ausw.)

- * Requête de Willi Brandt c. Suisse déclarée irrecevable le 20 mai 1998, cf. *JAAC* 1998 (62/IV), n° 109.
Le refus d'autoriser le requérant à consulter le dossier médical de sa mère décédée à l'hôpital ne viole pas l'art. 8 CEDH.

III. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) Rechtspr. der Gerichte der Europäischen Gemeinschaft (Auswahl)

- * JO C 312/1 du 10 octobre 1998 - CJCE, arrêt du 16.7.1998, Fédération belge des chambres syndicales de médecins ASBL (C-93/97)
Directive 93/16/CEE, formation spécifique en médecine générale, art. 31
- * JO C 327/4 du 24 octobre 1998 - CJCE, arrêt du 17.9.1998, Jean Harpegnies (C-400/96)
Produits phytopharmaceutiques, réglementation nationale exigeant un agrément par les autorités compétentes, art. 30 du Traité CE

IV. Jurisprudence étrangère (sélection) Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

AUTRICHE

- * Recht der Medizin 1998, p. 149 - OGH, 14 avril 1998
Nouvelle méthode de traitement appliquée dans une clinique universitaire. Responsabilité solidaire de l'Etat.
- * Recht der Medizin 1998, p. 189 - OGH, 4 novembre 1997
Transplantation de moelle. Les frais des examens de compatibilité tissulaire sur le donneur vivant sont à la charge de son assurance maladie, ou de celle du receveur si le donneur n'a pas d'assurance maladie en Autriche.

ALLEMAGNE

- * MedR 1998, H. 8, p. 360 : BGH, Urt. v. 12.5.1998 - VI ZR 182/97 - (résumé)
Confirmation du revirement de jurisprudence : les victimes « insensibles » (empfindungslos) ont droit à une indemnité pour tort moral non purement symbolique (in casu : victime d'un grave accident de la circulation 20 minutes conscient puis 10 jours en coma artificiel avant de décéder).

- * MedR 1998, H. 11, pp. 519 ss : OLG Frankfurt a. M., Beschl. v. 5.7.1998 - 20 W 224/98 -, avec une note de M. Lars Christoph NICKEL
Décision de principe sur l'admissibilité de l'approbation par le Tribunal tutélaire de l'euthanasie d'une personne dans le coma, sous certaines conditions.
- * MedR 1998, H. 11, pp. 516 ss : BGH, Urt. v. 17.2.1998 - VI ZR 42/97 -, avec une note du Prof. Bernd-Rüdiger KERN
Le consentement donné par la signature du formulaire ad hoc, remis quelques jours auparavant, sur le chemin de la salle d'opération après l'injection d'un tranquillisant n'est pas valable (revirement de jurisprudence dans le sens qu'une importance accrue est donnée à l'aspect formel du formulaire de consentement).
- * MedR 1998, H. 12, pp. 556 ss : Saarl. OLG, Urt. v. 12.8.1998 - 1 U 431/97-93
Admissibilité (exceptionnelle) d'une déclaration de renonciation à invoquer la responsabilité médicale si c'est à la demande du patient et que celui-ci dispose de connaissances spécifiques supérieures dans le domaine de l'intervention médicale pour laquelle la responsabilité du médecin est exclue.

BELGIQUE

- * Revue de droit de la santé 4 (1998-99), p. 138 - Cour de Cassation, 1^{er} octobre 1997
Vaccination obligatoire antipoliomyélitique. Base légale suffisante. Mesure nécessaire à la protection de la santé. Pas de violation de l'article 8 CEDH ou de l'article 16 Convention relative aux droits de l'enfant.
- * Revue de droit de la santé 4 (1998-99), p. 139 et 144 - Cour d'appel de Liège, 30 avril 1998 et Hof van Beroep te Antwerpen, 22 juin 1998 (avec une note de Thierry Vansweevelt)
Responsabilité médicale. Consentement éclairé. La charge de la preuve repose sur le médecin (revirement de jurisprudence). NB : la jurisprudence belge s'aligne ainsi sur la jurisprudence française, allemande, autrichienne et suisse.

ETATS-UNIS

- * U.S. Supreme Court, *Bragdon v. Abbott*, 118 S.Ct. 2196 (1998), commenté in Journal of Law, Medicine & Ethics 1998, vol. 26/2, p. 170
La séropositivité, même lorsque le séropositif est asymptomatique, est un handicap (« disability ») au sens du Americans with Disabilities Act (ADA).
- * Supreme Court of Wisconsin, November 12, 1997, *McEvoy v. Group Health Cooperative of Eau Claire*, 570 N.W.2d 397 (Wis. 1997), commenté in Journal of Law, Medicine & Ethics 1998, vol. 26/1, p. 78.
Une HMO qui refuse de prendre en charge des frais médicaux extérieurs au réseau pour des raisons économiques non justifiées est responsable vis-à-vis du patient.

FRANCE

- * RD sanit. soc., 34 (3), juil.-sept. 1998, pp. 541 s. et 34 (4), oct.-déc. 1998, pp. 835 s. : Bourges, 6.1.1998, Juris-Data n° 040097 (résumé)
Obligation de résultat pour la pose d'une prothèse.
- * RD sanit. soc., 34 (3), juil.-sept. 1998, p. 542 : Versailles, 21.6.1997, Centre médico-chirurgical de Parly II c/ Mme Pautonnier (résumé)
La délivrance de prestations hôtelières par une clinique emporte à sa charge une obligation de sécurité qui est une obligation de résultat.

V. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

- * Tribunal fédéral, 1^{ère} Cour de droit public, 5 juin 1998, ATF 124 I 231

Conditions d'exécution (suivi médical, conditions d'hygiène, aération de la cellule notamment) d'une mesure disciplinaire imposée à un détenu. Compatibilité avec l'article 3 CEDH.

- * Tribunal fédéral, 2^e Cour de droit public, 26 août 1998, ATF 124 II 489
Les différences de tarif que le canton de résidence doit prendre en charge selon 41/3 LAMal ne font pas partie des dépenses engagées pour l'assistance d'un requérant d'asile que la Confédération doit rembourser selon 20b LAsi.
- * Tribunal fédéral, 2^e Cour civile, 10 septembre 1998, ATF 124 III 434
L'exclusion de la couverture pour des séjours hospitaliers qui étaient assurés sous l'empire de l'ancien droit constitue une restriction incompatible avec la garantie contenue à l'article 102/2 LAMal.
- * Tribunal fédéral, Cour de cassation pénale, 3 décembre 1998, Rapporté dans « Le Temps » du 31 décembre 1998, p. 7
Sauf urgence vitale, une intervention chirurgicale non consentie, même médicalement indiquée, constitue une lésion corporelle (in casu, amputation d'un orteil).
- * Tribunal fédéral, Cour de cassation pénale, 18 juin 1998, SJ 1998 736 (rés.)
Appréciation des preuves. Pas d'arbitraire à préférer l'opinion de l'expert à celle du médecin traitant.
- * Tribunal fédéral des assurances, 23 novembre 1998. Rapporté dans « Le Temps » du 23 décembre 1998, p. 8
Une hausse de primes exclusivement due à une modification législative réduisant le rabais lié aux franchises à option n'ouvre pas le droit pour l'assuré de résilier l'assurance maladie de base dans le délai extraordinaire d'un mois.
- * Tribunal fédéral des assurances, 3 avril 1998, ATF 124 V 209
24 LAA, 36 OLAA. Des troubles psychiques consécutifs à un accident ouvrent droit à une indemnité pour atteinte à l'intégrité lorsqu'une guérison ou une amélioration est pratiquement exclue.
- * Tribunal fédéral des assurances, 4 juin 1998, ATF 124 V 185
31 LAMal. La liste des affections de nature à nécessiter des soins dentaires pris en charge par l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie est exhaustive.
- * Tribunal fédéral des assurances, 30 avril 1998, ATF 124 V 196
31 LAMal. Les soins dentaires pris en charge englobent le rétablissement de la fonction masticatoire au moyen de prothèses dentaires lorsque l'extraction de dents était nécessaire, par exemple pour prévenir un foyer infectieux postopératoire.
- * Tribunal fédéral des assurances, 16 septembre 1998 (C 208/97), in *Plaidoyer* 6/1998, pp. 62 s.
Indemnisation forfaitaire selon l'ancien art. 41 OACI.
- * JdT 1998 I 377 (= ATF 124 III 44, cité in *San-News* n° 6 de mai 1998).
Le litige qui oppose un assuré à une caisse-maladie et porte sur le point de savoir si celle-ci offre une couverture d'assurance complémentaire ayant au moins la même étendue que celle dont il bénéficiait jusqu'alors, au sens de l'art. 102 al. 2 LAMal, est une contestation civile au sens de l'art. 46 OJ.
- * Commission fédérale de recours en matière d'AVS/AI pour les personnes résidant à l'étranger, jugement du 29 mai 1998 (AI 49841), in *Plaidoyer* 6/1998, p. 63.
Faux renseignement donné par un office AI
- * Commission de la concurrence, décision du 6 juillet 1998, Ärztesgesellschaft des Kantons Zürich (AGZ), in *DPC* 1998, p. 421.
Inobservation d'accords amiables et décisions administratives, art. 50 et 53 LCart.
- * Décision du Préposé fédéral à la protection des données du 21 novembre 1997, in *JAAC* 1998 (62/III), n° 59 :
Un refus général de laisser consulter des pièces « internes » (qui permettent, dans le domaine des assurances sociales, aux autorités de se forger une opinion) viole la LPD.
- * Décision de la Commission de recours fédérale en matière d'assurance-accidents du 30 janvier 1998 (REKU 266/96), in *JAAC* 1998 (62/III), n° 67.

Tarif des primes en matière d'assurance-accidents professionnels. Système bonus / malus de la CNA. Art. 92 al. 2 LAA.

- * RAMA 5/1998, p. 390-393, Urteil des EVG vom 26. Juni 1998
Vorraussetzungen für die Leistungspflicht einer Krankenkasse im Falle der Sterilisation einer Frau – Ziffer 3 des Anhangs zur Verordnung 9 des Eidgenössischen Departementes des Innern, wonach die Sterilisation nur dann zu den Pflichtleistungen zählt, wenn bereits ein krankhafter Zustand vorliegt, ist gesetzmässig.
- * RAMA 5/1998, p. 410-419, Décision du Conseil fédéral du 1^{er} juillet 1998 dans la cause opposant divers assureurs-maladie au gouvernement du canton du Jura
Non-adhésion à une convention tarifaire et conditions préalables à la constatation d'un régime sans convention – Primauté du principe de la liberté contractuelle.
- * RAMA 5/1998, p. 424-429, Arrêt du TFA du 5 août 1998
Indemnités journalières en cas d'incapacité de travail avant l'accouchement – La durée de seize semaines prévue par l'article 74 alinéa 2 LAMal est impérative et les indemnités journalières en cas d'incapacité de travail avant l'accouchement, dues pour cause de maladie (art. 72 al. 2 et 3 LAMal), ne peuvent être imputées sur la durée légale du droit aux indemnités journalières en cas de maternité.
- * RAMA 5/1998, p. 430, Urteil des EVG vom 7. August 1998
Definition der Arbeitsunfähigkeit im KVG – Die Definition der Arbeitsunfähigkeit ist im KVG die gleiche wie unter dem KUVG, weshalb die bisherige Rechtsprechung zu den einzelnen Begriffselementen (vgl. BGE/ATF 114 V 281, 111 V 235 = RKUV/RAMA 1986 K 664) auch unter dem neuen Recht Gultigkeit hat.
- * RAMA 5/1998, p. 448-450, Urteil des EVG vom 27. April 1998 i. Sa. M. K.
Adäquate Kausalität bei psychischen Unfallfolgen (Art. 6 und Art. 16 UVG)
- * RAMA 5/1998, p. 457-462, Urteil des EVG vom 12. Mai 1998 i. Sa. L. G.
*Rechtliches Gehör; Stellungnahme des SUVA-Ärzte (Art. 12 lit. c und e VwVG; Art. 19 VwVG, Art. 49 und 57 ff. BZP; Art. 105 abs. 1 UVG; Art. 4 Abs. 1 BV):
Die Rechtsprechung gemäss BGE 123 V 331 (RKUV/RAMA 119 Nr. U 291 S. 67 ff.), wonach Meinungsäusserungen der Fachärzte der SUVA ungeachtet, ob sie inhaltlich einer Auskunft (Art. 12 lit. c VwVG) oder einem (Akten-)Gutachten (Art. 12 lit. e VwVG) entsprechen, schriftlichen Auskünften von Amtsstellen (Amtsberichte) im Sinne von Art. 49 BZP gleichzustellen sind, gilt für im Verfügungs- und im Einspracheverfahren eingeholte Berichte.
Frage offengelassen, ob aufgrund der Rechtstatsache, dass es sich bei den im Verfügungs- und Einspracheverfahren der SUVA eingeholten Stellungnahmen der anstaltseigenen Ärzte lediglich um Amtsberichte, nicht aber um Sachverständigengutachten handelt, in jedem Fall keine Verpflichtung besteht, dem Versicherten Gelegenheit zu geben, dem betreffenden Facharzt vorgängig Fragen zu stellen.*
- * RAMA 5/1998, p. 468-469, Urteil des EVG vom 19. Mai 1998 i. Sa. E. H.
Unfallbegriff (Art. 9 Abs. 1 UVV)

VI. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

BERNE

- * JAB 1998, pp. 546 ss - Verfügung der Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektion vom 19.6.1998 (JGK 98.00299) :
*Le rapport de causalité adéquate dans la LAVI doit être celui du droit de la responsabilité civile et non pas celui du droit des assurances sociales.
Une prédisposition constitutionnelle n'est pas un motif de réduction lors du calcul de l'indemnité LAVI.*

GENEVE

- * Plaidoyer 4/1998, pp. 54 ss. - Tribunal administratif, 26 mai 1998 (A/282/1998-ASSU) :

Prise en charge des soins dentaires. (Recours pendant)

GRAUBÜNDEN

- * ZGRG 4/1998, p. 167
Belegarztvertrag – Belegarztverträge unterliegen nicht der Genehmigung durch das Justiz-, Polizei- und Sanitätsdepartement.

LUZERN

- * Plaidoyer 5/1998, pp. 80 ss. - Tribunal administratif, Cour des assurances sociales (Verwaltungsgericht, Sozialversicherungsrechtliche Abteilung), 10 août 1998 (S 96 810) :
Le médecin de la Suva n'est pas compétent pour effectuer une expertise.
- * ZBI 1998, p. 428 - Tribunal administratif, 21 novembre 1997 :
Contrôle abstrait d'un règlement de maison de retraite limitant le choix du médecin traitant.

NIDWALD

- * Plaidoyer 6/1998, pp. 66 s. - Tribunal administratif, Tribunal des assurances (Verwaltungsgericht, Versicherungsgericht), 22 juin 1998 (VG 242/97/V) :
Accident - Absence de décision de l'assureur malgré l'existence d'une expertise.

OBWALD

- * Amtsbericht über die Rechtspflege des Kantons Obwalden, 1996/1997, n° 47 pp. 161 ss :
La possibilité que la réglementation transitoire cantonale sur les subsides à l'assurance maladie prétérite les couples mariés par rapport aux couples concubins ne viole pas le principe de l'égalité de traitement de l'art. 4 Cst. féd.

SCHAFFHAUSEN

- * Plaidoyer 5/1998, pp. 82 s. - Obergericht, 17 avril 1998 (62/1995/21) :
Pas de distinction entre les conséquences somatiques et psychiques d'un traumatisme.

THURGAU

- * Thurgauische Verwaltungsrechtspflege 1997, n° 34 - Décision du TA du 5.3.1997
Art. 27 LAMal : en cas d'infirmité congénitale, il n'est pas nécessaire qu'elle ait été prise en charge par l'AI et que le traitement n'ait pas pu être terminé avant le 20^{ème} anniversaire de l'infirme pour que ledit traitement soit obligatoirement pris en charge par la caisse maladie.
- * Thurgauische Verwaltungsrechtspflege 1997, n° 35 - ATFA du 19.3.1997
Art. 9 al. 2 lit. f OAA et 108 lit. d LAA : Ein Rotatorenmanschettenriss kann unter Art. 9 Abs. 2 lit. f UVV subsumiert werden. Strenge Anforderungen an den Nachweis eines Teilrisses.

ZÜRICH

- * ZBI 1998, p. 568 - Tribunal administratif, 26 février 1998 :
Interdiction de vente de médicaments sans autorisation. Liberté du commerce et de l'industrie. Egalité de traitement.

- * Revue du droit de tutelle 1998, p. 195 - Obergericht, II. Zivilkammer, 23 janvier 1996
Conditions pour octroyer une indemnité pour tort moral en raison d'une privation de liberté à des fins d'assistance contraire au droit d'un interdit majeur (429a CC).

Doctrines / Lehre

- I. Doctrines internationale et étrangère (sélection)
Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)**
(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

- Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux -

- * ROBERTS I., LI WAN PO A., CHALMERS I., Intellectual property, drug licensing, freedom of information, and public health, *Lancet* 1998;352:726-729.
- * ROYERE-MEYER C., Du droit au devoir de substitution du pharmacien dans le cadre de la prescription médicale, *RD sanit. soc.*, 34 (3), juil.-sept. 1998, pp. 471 ss.

- Drogue -

- * BRUNER AB., FISHMAN, Adolescents and Illicit Drug Use, *JAMA* 1998;280:597-598.

- Droits des patients, droit de la personnalité -

- * *Health and human rights*, vol. 3 n° 2 (1998), a pour sujet le 50^{ème} anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et y consacre tous ses articles.
- * ANNAS GJ., Human Rights and Health - The Universal Declaration of Human Rights at 50, *New England Journal of Medicine*, 1998;339:1778-1781.
- * BLONDEAU D., VALOIS P., KEYSERLINGK EW., Comparison of patients' and health care professionals' attitudes towards advance directives, *Journal of Medical Ethics* 1998;24:328-335.
- * BUETOW S., The scope for the involvement of patients in their consultations with health professionals: rights, responsibilities and preferences of patients, *Journal of Medical Ethics* 1998;24:243-247.
- * CHURCHILL L., COLLINS M., KING N., PEMBERTON S., WAILOO K., Genetic Research as Therapy : Implications of « Gene therapy » for Informed Consent, *Journal of Law, Medicine & Ethics* 1998, vol. 16/1, p. 38-47.
- * CLARK RE., Bone-marrow donation by mentally incapable adults. *Lancet* 1998;352:1847-1848.
- * COLBY J., An analysis of genetic discrimination legislation proposed by the 105th Congress, *American Journal of Law & Medicine* XXIV, n° 4 (1998), p. 443-480.
- * COLLIER J. Patient-information leaflets and prescriber compliance. *Lancet* 1998;352:1724.
- * DEN EXTER A., HERMANS B., Constitutional Rights to Health Care : the Consequences of Placing Limits on the Right to Health Care in Several Western and Eastern European Countries, *European Journal of Health Law* 1998, vol. 5/3, p. 261-289.

- * LOW L., KING S., WILKIE T., Genetic discrimination in life insurance : empirical evidence from a cross sectional survey of genetic support groups in the United Kingdom, *British Medical Journal* 1998;317:1632-1635.
- * McHALE JV., Law and medical ethics: Mental incapacity : some proposals for legislative reform, *Journal of Medical Ethics* 1998;24:322-327.
- * MALYON D., Transfusion-free treatment of Jehovah's Witnesses : respecting the autonomous patient's rights, *Journal of Medical Ethics* 1998;24:302-307.
- * MORENO J., CAPLAN AL., WOLPE PR. and al., Updating Protections for Human Subjects Involved in Research, *JAMA* 1998;280:1951-1958.
- * MORRISON PJ., Implications of genetic testing for insurance in the UK, *Lancet* 1998;352:1647-1648.
- * OPDERBECKE H. W., WEISSAUER W., Ein Vorschlag für Leitlinien - Grenzen der intensivmedizinischen Behandlungspflicht, *MedR* 1998 H. 9, pp. 395 ss et
SCHMIDT P., MADEA B., Grenzen ärztlicher Behandlungspflicht am Ende des Lebens, *MedR* 1998 H. 9, pp. 406 ss
(ces deux articles commentent le « projet de directive sur l'accompagnement médical en fin de vie et sur les limites d'un traitement tolérable » du 25.4.97 de la « Bundesärztekammer »).
- * REBECQ G., Le droit d'accès au dossier médical des médecins-conseils des caisses de sécurité sociale, *RD sanit. soc.*, 34 (3), juil.-sept. 1998, pp. 551 ss (à propos du nouvel article du code de la sécurité sociale instituant ce nouveau droit).
- * ROTHSTEIN M., Protecting genetic privacy by permitting employer access only to job-related employee medical information : analysis of a unique Minnesota law, *American Journal of Law & Medicine* XXIV, n° 4 (1998), p. 399-416.
- * SKENE L., Patients' rights or Family Responsibilities ? Two Approaches to genetic Testing, *Medical Law Review* 1998, vol. 6/1, p. 1-41.

- Ethique biomédicale -

- * Ethical dilemma. Competency, consent, and the duty of care. INWALD AC., Best of motives, worst of consequences; HIPPISEY-COX J., HIPPISEY-COX S., Let the courts decide; HILL SMITH I., The only failure was the outcome, *British Medical Journal* 1998;317:809-810.
- * Ethical Dilemma. Retrieving semen from dead patient. SWINN M. and al., Utilitarianism in the absence of definitive guidelines; BEWLEY S., The patient was assaulted; LICHTERMAN B., Some ethical concerns were ignored; STEINBERG DL., An ethic of ambivalence, *British Medical Journal* 1998;317:1583-1585.
- * EDWARDS SJL., LILFORD RJ., HEWISON J., The ethics of randomised controlled trials from the perspectives of patients, the public and healthcare professionals, *British Medical Journal* 1998;317:1209-1212.
- * GRAINGER B., MARGOLESE E., PARTINGTON E., Considérations juridiques et éthiques dans le domaine de la transfusion sanguine, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/3, p. 584.
- * HENNAU-HUBLET C., Le droit médical aux confins d'intérêts, de droits et de valeurs souvent concurrents, *Revue de droit de la santé* 1998-99, vol. 4/2, p. 96-110.
- * KERN B.-R., Die Bioethik-Konvention des Europarates - Bioethik versus Arztrecht, *MedR* 1998 H. 11, pp. 485 ss.
- * LEBECH MM., Debate : Comment on a proposed draft protocol for the European Convention on Biomedicine relating to research on the human embryo and fetus, *Journal of Medical Ethics* 1998;24:345-347. BYK C.,

Debate : Reply to Lebech or the ontological humility of the lawyer faced with philosophical consistency, *Journal of Medical Ethics* 1998;24:348-349.

- * MURAMOTO O., Bioethics of the refusal of blood by Jehovah's Witnesses : part. 1., Should bioethical deliberation consider dissidents' views, *Journal of Medical Ethics* 1998;24:223-230; part. 2., A novel approach based on rational non interventional paternalism, *Journal of Medical Ethics* 1998;24:295-301.
- * PEARSON S., SABIN JE., EMANUEL EJ., Ethical Guidelines for Physician Compensation Based on Capitation, *New England Journal of Medicine*, 1998;339:689-693.
- * RISTINEN E., MAMTANI R., Ethics of transmission of hepatitis B virus by health-care workers, *Lancet* 1998;352:1381-1383.
- * RÖSSLER D., Die Ethik-Kommissionen in den USA heute (Institutional Review Board, IRB), *MedR* 1998 H. 8, pp. 358 s.

- Exercice des professions de la santé, politique professionnelle -

- * NEWDICK C., Primary care groups and the right to prescribe, *British Medical Journal* 1998;317:1361-1365.
- * SPIELBERG AR., On Call and Online. Sociohistorical, Legal, and Ethical Implications of E-mail for Patient Physician relationship, *JAMA* 1998;280:1353-1359.

- Mesures médicales spéciales -

- * ALEXANDER GC., SEGAL AR., Barriers to Cadaveric Renal Transplantation Among Blacks, Women, and the Poors, *JAMA* 1998;280:1148-1152.
- * ANNAS GJ., The Shadowlands - Secrets, Lies, and Assisted Reproduction, *New England Journal of Medicine*, 1998;339:935-939.
- * FOX M., McHALE J., Xenotransplantation : the Ethical and Legal Ramifications, *Medical Law Review* 1998, vol. 6/1, p. 42-61.
- * GÖTZ B., HINRICHS O., SEIBERT T.-M., SOMMER C., Medizinisch nicht indiziertes Röntgen - Kritik zum Urteil des BGH vom 3.12.1997 - 2 StR 397/97 - (*arrêt cité in San-News n° 7*), *MedR* 1998 H. 11, pp. 505 ss.
- * KERRIDGE I., MITCHELL K., La législation relative à l'euthanasie volontaire active en Australie : sommes-nous sur une pente glissante en passe de devenir fatale ?, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/3, p. 558.
- * KÜHN H. C., Das neue deutsche Transplantationsgesetz, *MedR* 1998 H. 10, pp. 455 ss.
- * LE ROY SPRANG M., NEERHOF MG., Rationale for Banning Abortions Late in Pregnancy, *JAMA* 1998;280:744-747.
- * MENIKOFF J., Doubts About Death : The Silence of the Institute of medicine, *Journal of Law, Medicine & Ethics* 1998, vol. 26/2, p. 157-166.
- * MILFORD EL., Organ Transplantation - Barriers, Outcomes and Evolving Policies, *JAMA* 1998;280:1184-1185.
- * NEIDERT R., Brauchen wir ein Fortpflanzungsmedizingesetz ?, *MedR* 1998 H. 8, pp. 347 ss.
- * ROWLAND LP., Assisted Suicide and Alternatives in Amyotrophic Lateral Sclerosis, *New England Journal of Medicine*. 1998;339:1987-989.

- * SCHUMANN E., SCHMIDT-RECLA A., Die Abschaffung der embryopathischen Indikation - eine ernsthafte Gefahr für den Frauenarzt ?, *MedR* 1998 H. 11, pp. 497 ss.
- * UBEL PA., CAPLAN AL., Geographic Favoritism in Liver Transplantation - Unfortunate or Unfair, *New England Journal of Medicine*, 1998;339:1322-1325.
- * WHITEHEAD A., Rejecting organs : the organ allocation process and the Americans with disabilities Act, *American Journal of Law & Medicine* XXIV, n° 4 (1998), p. 481-498.

- Responsabilité médicale -

- * CLEMENT C., La responsabilité sans faute de l'hôpital pour un acte médical non thérapeutique, *RD sanit. soc.*, 34 (3), juil.-sept. 1998, pp. 519 ss (à propos d'une décision du Conseil d'Etat du 3.11.1997 élargissant le champ de la responsabilité sans faute des établissements publics de santé).
- * HOPPE J. F., Telemedizin und internationale Arzthaftung, *MedR* 1998 H. 10, pp. 462 ss.
- * SHAPIRA A., "Wrongful life" lawsuits for faulty genetic counselling : should the impaired newborn be entitled to sue ?, *Journal of Medical Ethics* 1998;24:369-375.
- * STUDDERT DM., EISENBERG DM., MILLER FH. and al., Medical Malpractice Implications of Alternative Medicine, *JAMA* 1998;280:1610-1615.
- * STUMPF C. A., Die Möglichkeit der Rechtswahl im Internationalen Arzthaftungsrecht, *MedR* 1998 H. 12, pp. 546 ss.

- Système de santé, politique de la santé -

- * CAYLA J.-S., Le principe de précaution, fondement de la sécurité sanitaire, *RD sanit. soc.*, 34 (*), juil.-sept. 1998, pp. 491 ss.
- * CUNNINGHAM PJ., KEMPER P., Ability to obtain Medical Care for the Uninsured. How Much Does It Vary Across Communities ?, *JAMA* 1998;280:921-927.
- * JONES D., GILL PS., Refugees and primary care : tackling the inequalities, *British Medical Journal* 1998;317:1444-1446.
- * STRANG J., SHERIDAN J., Effect of government recommendations on methadone prescribing in south east England : comparison of 1995 and 1997 surveys, *British Medical Journal* 1998;317:1489-1490.
- * TERET SP., WEBSTER DW., VERNICK JS. and al., Support for New Policies to Regulate Firearms, *New England Journal of Medicine*, 1998;339:813-818.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

- * *Introducing Innovation into Practice : Technical and Ethical Analyses of preimplantation genetic diagnosis and ICSI Technologies*, Symposium Articles (4 contributions), *Journal of Law, Medicine & Ethics* 1998, vol. 26/1, p. 5-37.
- * DEMICHEL A., *Le droit de la santé*, Paris 1998.
- * LENOIR Noëlle, MATHIEU Bertrand, *Les normes internationales de la bioéthique*, Paris 1998.

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

- Drogue -

- * BOUVIER P., Dépistages non volontaires de drogues à l'école: sont-ils utiles, sont-ils acceptables?, *Médecine et Hygiène*, 1998, no 2232, p. 2282-2290.

- Droits des patients, droit de la personnalité -

- * GUINCHARD J.-M., Emploi et protection des données médicales, *Bulletin des médecins suisses*, 1998, n°43, p. 2174-2175.
- * NAU J.-Y., Les vertus ambiguës du consentement éclairé, *Médecine et Hygiène*, 1998, no 2224, p. 1836.
- * SANCHEZ G., Urgences médico-légales : la demande d'admission non volontaire en milieu psychiatrique dans le canton de Genève, *Médecine et Hygiène*, 1998, no 2224, p. 1817-1821.
- * SPRUMONT D., Droit des patients : survol de la législation, *Plaidoyer* 4/1998, pp. 41 ss.

- Droit pénal -

- * BAHON M. et MEYLAN P., Exécutions par injection intra-veineuse, *Bulletin des médecins suisses*, 1998, n°40, p.1991-1992.
- * MORILLON L., Quelques réflexions sur la violation du devoir d'assistance ou d'éducation (art. 219 nouveau CP), *RDP* 1998, pp. 431 ss.

- Ethique biomédicale -

- * CHEVROLET J.-C. et la Commission d'éthique clinique, Attitude face à un patient qui se trouve dans un état végétatif persistant, *Médecine et Hygiène*, 1998, n° 2222, p.1729-1735.

- Mesures médicales spéciales -

- * STETTLER M., La procréation médicalement assistée; le point de vue d'un juriste, *Médecine et Hygiène*, 1998, n° 2229, p. 2090-2093.
- * TARONI F., AITKEN C., Probabilité et preuve par ADN dans les affaires civiles et criminelles. Question de la cour et réponses fallacieuses des experts, *RDP* 1998, pp. 431 ss.

- Responsabilité médicale -

- * KUHN H.-P., Bureau d'expertises extrajudiciaires de la FMH; rapport d'activité 1997, *Bulletin des médecins suisses*, 1998, n°37, p.1803-1804.

- Système de santé, politique de la santé -

- * Charges pour les assurances sociales suisses dans le cadre des négociations bilatérales avec l'Union européenne (UE), *Sécurité sociale* 4/1998, p. 226-228.

- * DUC J.-L., Quelques sujets de réflexion et propositions en relation avec la révision en cours de la LAMal, *PJA/AJP* 1998, pp. 1443 ss.
- * DUC J.-L., Hospitalisation hors du canton de résidence et plan hospitalier, *Plädoyer* 5/1998, pp. 63 ss.
- * DUMOULIN Jean-François, GUILLOD Olivier, MEROZ Jean-Christophe, L'impact d'une adhésion suisse à l'Union européenne sur le droit de la santé, in : COTTIER T., KOPSE A. R. (éd.), *L'adhésion de la Suisse à l'Union européenne. Enjeux et conséquences*, Zürich 1998, pp. 925 ss.
- * KIESER U., Commentaire de l'ATF 124 III 229 (cité in *San-News* n° 7 de septembre 1998), *PJA/AJP* 1998, pp. 1106 ss.
- * WICKI Martin, Etat de l'analyse des effets de la LAMal : plan de réalisation, *Sécurité sociale* 6/1998, p. 340-341

SAN NEWS N°9

Ce numéro couvre en principe la période entre le 1^{er} janvier et le 15 avril 1999.

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) Internationales Recht (Auswahl)

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC.
BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

- * Conseil de l'Europe, Recommandation N° R (97) 17 du Comité des Ministres aux Etats membres sur le développement et la mise en œuvre des systèmes d'amélioration de la qualité (SAQ) dans les soins de santé, du 30 septembre 1997, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 637.
- * Conseil de l'Europe, Recommandation 1317 (1997) de l'Assemblée parlementaire relative aux vaccinations en Europe, du 19 mars 1997, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 738.
- * Conseil de l'Europe, Recommandation 1371 (1998) relative aux mauvais traitements infligés aux enfants, du 23 avril 1998, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 741.
- * Commission des droits de l'homme des Nations Unies, Résolution 1997/33 du 11 avril 1997 sur la protection des droits fondamentaux des personnes infectées par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) ou atteintes du syndrome de l'immunodéficience acquise (SIDA), *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 745.
- * Assemblée mondiale de la santé (OMS), Résolution WHA 51.9 sur la publicité, la promotion et la vente transfrontières de produits médicaux par Internet, du 16 mai 1998, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 764.
- * Assemblée mondiale de la santé (OMS), Résolution WHA 51.10 sur les conséquences éthiques, scientifiques et sociales du clonage dans le domaine de la santé humaine, du 16 mai 1998, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 765.

II. Droit communautaire / Europarecht (JOCE 1.1.99 – 13.5.99)

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT

- * Rectificatif à la directive 90/220/CEE du Conseil du 23 avril 1990 relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement, JO L 74/32 du 19 mars 1999.
- * Décision N° 372/1999/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 février 1999 adoptant un programme d'action communautaire relatif à la prévention des blessures dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique (1999-2003), JO L 46/1 du 20 février 1999.

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC.
BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

- * Avis du Comité économique et social sur la « Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 90/220/CEE relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement, JO C 407/1 du 28 décembre 1998.
- * Avis du Comité économique et social sur le thème : « La résistance aux antibiotiques : une menace pour la santé publique », JO C 407/7 du 28 décembre 1998.
- * Avis du Comité économique et social sur la Communication de la Commission sur l'évolution de la politique en matière de santé publique au sein de la Communauté européenne, JO C 407/21 du 28 décembre 1998.

- * Avis du Comité des régions sur la Communication de la Commission sur l'évolution de la politique en matière de santé publique au sein de la Communauté européenne, JO C 51/53 du 22 février 1999.
- * Avis du Comité économique et social sur la Proposition de règlement (CE) du Parlement européen et du Conseil concernant les médicaments orphelins, JO C 101/37 du 12 avril 1999.
- * Proposition de règlement (CE) du Conseil portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, JO C 38/10 du 12 février 1999.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

BELGIQUE

- * Loi du 10 décembre 1997 visant la réorganisation des soins de santé, *Moniteur belge*, 29 janvier 1998, N° 19, p. 2517ss, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 635.

CANADA (ONTARIO)

- * Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 694.

CHILI

- * Loi N° 19451 du 29 mars 1996 portant création des règles régissant la transplantation et le don d'organes, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 661.

DANEMARK

- * Arrêté N° 381 du 19 juin 1998 relatif à la détention des personnes toxico-dépendantes en traitement, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 692.

ETATS-UNIS

- * Décision des National Institutes of Health (NIH) d'autoriser l'octroi de subsides fédéraux aux recherches sur les cellules-souches, *The Journal of Law, Medicine and Ethics* 27 (1999), p. 95.

FRANCE

- * Arrêté du 4.12.1998 relatif à la conservation et au transport des « tissus d'origine humaine » utilisés pour pratiquer des greffes : JO 1.1.1999, p. 44.
- * Déclaration du secrétaire d'Etat à la Santé du 2 septembre 1998 portant suspension provisoire de la vaccination contre l'hépatite B des élèves de 6^{ème} des collèges (citée in : *RD sanit. soc.*, 35 (1), janv.-mars 1999, p. 30).
- * Loi du financement de la sécurité sociale (à paraître) (mentionnée in : *RD sanit. soc.*, 35 (1), janv.-mars 1999, p. 87 ss) (*Octroi aux pharmaciens du droit de substitution d'un médicament par un générique*).
- * Décret N° 97-1048 du 9 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux ou assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique, *Journal Officiel*,

Lois et Décrets, 18 novembre 1997, N° 267, p. 16675s, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 646.

INDE

- ✳ Règles du 1^{er} janvier 1996 relatives aux techniques de diagnostic prénatal (Réglementation et prévention des utilisations irrégulières), *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 680.

MADAGASCAR

- ✳ Loi N° 97-044 du 2 février 1998 sur les personnes handicapées, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 686.

PEROU

- ✳ Loi générale N° 26842 du 9 juillet 1997 relative à la santé, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 628.

POLOGNE

- ✳ Loi du 26 octobre 1995 relative au prélèvement et à la transplantation de cellules, de tissus et d'organes, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 665
La loi est complétée par un arrêté portant création du Centre d'organisation et de coordination des transplantations (Recueil international de législation sanitaire 1998, vol. 49/4, p. 669) et par plusieurs ordonnances, notamment sur le registre central des refus de prélèvement, sur la tenue des dossiers, sur les banques de cellules et de tissus, sur les conditions de prélèvement et sur le mode de distribution des cellules, tissus et organes (Recueil international de législation sanitaire 1998, vol. 49/4, p. 670ss).

TUNISIE

- ✳ Loi N° 98-17 du 23 février 1998, relative à la prévention des méfaits du tabagisme, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 690.

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

DROIT ÉDICTÉ / ERLASSENES RECHT [RO/AS + FF/BBL 1.1.99 – 11.5.99]

- ✳ Arrêté fédéral concernant un article constitutionnel sur la médecine de la transplantation, du 26 juin 1998 (introduction d'un article 24^{decies} dans la Constitution fédérale), en vigueur dès le 7 février 1999, RO 1999 1341.
- ✳ Loi fédérale sur les brevets d'invention (Loi sur les brevets), du 25 juin 1954 [RS 232.14].
Modification du 9 octobre 1998 (certificats complémentaires de protection pour les médicaments et pour les produits phytosanitaires), en vigueur dès le 1^{er} mai 1999, RO 1999 1363.
- ✳ Ordonnance concernant l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens à la Faculté de médecine de l'Université de Berne, du 24 octobre 1996, en vigueur dès le 1^{er} novembre 1996, RO 1999 18.
- ✳ Ordonnance concernant l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens à la Faculté de médecine de l'Université de Lausanne, du 24 octobre 1996, en vigueur dès le 1^{er} novembre 1996, RO 1999 23.

- * Ordonnance sur les formations et les activités autorisées en matière de radioprotection (Ordonnance sur la formation en radioprotection), du 15 septembre 1998, en vigueur dès le 1^{er} janvier 1999, RO 1999 476.
- * Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie, du 29 septembre 1995 [OPAS] (RS 832.112.31).
 - Modification du 18 novembre 1998, en vigueur dès le 1^{er} janvier 1999 (conseils aux diabétiques fournis par des diététiciens), RO 1999 528.
 - Modification du 24 décembre 1998, en vigueur dès le 1^{er} janvier 1999 (garantie de la qualité), RO 1999 738.
- * Ordonnance sur la déclaration des maladies transmissibles de l'homme (Ordonnance sur la déclaration), du 13 janvier 1999, en vigueur dès le 1^{er} mars 1999, RO 1999 1092 (abroge l'ordonnance du 21 septembre 1987).
- * Ordonnance sur les déclarations de médecin et de laboratoire, du 13 janvier 1999, en vigueur dès le 1^{er} mars 1999, RO 1999 1100.
- * Ordonnance sur la prescription médicale d'héroïne, du 8 mars 1999, en vigueur dès le 1^{er} avril 1999, RO 1999 1313.
- * Ordonnance sur les émoluments perçus dans le domaine de la radioprotection, du 24 mars 1999, en vigueur dès le 1^{er} avril 1999, RO 1999 1395.
- * Ordonnance sur le contrôle du sang, des produits sanguins et des transplants, du 26 juin 1996 [RS 818.111.3].
 - Modification du 27 janvier 1999 (tests et mesures de précaution), en vigueur dès le 1^{er} septembre 1999, RO 1999 1403.
- * Ordonnance concernant le test d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens à la Faculté de médecine de l'Université de Genève, du 25 août 1995 [RS 811.112.22].
 - Modification du 1^{er} février 1999, en vigueur dès le 15 février 1999, RO 1999 1434.

MESSAGES, RAPPORTS ET DECISIONS OFFICIELS
 BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLÜSSE

- * Arrêté fédéral relatif à une mise à jour de la Constitution fédérale, du 18 décembre 1998, FF 1999 176 (le peuple et les cantons ont accepté cet arrêté le 18 avril 1999; entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2000).
- * Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire « pour la protection de l'être humain contre les techniques de reproduction artificielle (Initiative pour une procréation respectant la dignité humaine) », du 18 décembre 1998, FF 1999 228.

L'Assemblée fédérale recommande de rejeter cette initiative qui veut interdire la procréation hors du corps de la femme et l'utilisation de gamètes de tiers à des fins de procréation artificielle. La date du vote n'est pas encore fixée.
- * Message concernant l'arrêté fédéral sur les subsides fédéraux dans l'assurance-maladie et la révision partielle de la loi fédérale sur l'assurance-maladie, du 21 septembre 1998, FF 1999 727.

Parmi les nouveautés proposées : le droit du pharmacien de substituer un médicament générique à une préparation originale, le budget global pour les soins ambulatoires et des réformes dans la réduction des primes et le financement des hôpitaux.
- * Message portant approbation de la modification de l'ordonnance générale concernant les examens des professions médicales, du 27 janvier 1999, FF 1999 1732.

La révision introduit une clause générale qui permet aux facultés de médecine dentaire, de médecine vétérinaire et de pharmacie de tester de nouveaux modèles d'enseignement et d'examens, à l'instar des facultés de médecine.

- ✳ Message concernant la modification du Code pénal suisse (dispositions générales, entrée en vigueur et application du code pénal) et du code pénal militaire ainsi qu'une loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs, du 21 septembre 1998, FF 1999 1787.
A relever les nouveaux articles 56ss CPS proposés en ce qui concerne les mesures thérapeutiques et l'internement des délinquants adultes ainsi que les articles 13 et 14 du projet de loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs sur le traitement ambulatoire et le placement de ceux-ci.
- ✳ Procédure de consultation sur la révision de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (financement des hôpitaux), FF 1999 2281.
Les documents peuvent être obtenus auprès de l'Office fédéral des assurances sociales.
- ✳ Rapport annuel du Conseil fédéral sur les activités de la Suisse au Conseil de l'Europe en 1998, du 13 janvier 1999, FF 1999 942.
Le domaine de la santé est traité sous chiffre 34, p. 954.
- ✳ Arrêté du Conseil fédéral constatant le résultat de la votation populaire du 7 février 1999 (médecine de la transplantation, etc.), du 23 mars 1999, FF 1999 2675.
- ✳ Référendum contre la loi fédérale du 18 décembre 1998 sur l'assurance-maternité (LAMat). Aboutissement. Décision de la Chancellerie fédérale du 19 avril 1999, FF 1999 2767.
- ✳ Assistance au décès, Rapport du groupe de travail au Département fédéral de justice et police, mars 1999.
- ✳ Décision de l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage, du 16 avril 1999, rejetant la demande de la Station fédérale de recherches en production végétale de Changins d'être autorisée à procéder à une dissémination expérimentale de pommes de terre génétiquement modifiées, FF 1999 2778.
- ✳ Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à la Clinique psychiatrique cantonale de Rheinau, du 23 février 1999, FF 1999 970.
- ✳ Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour une étude intitulée « Eugenisch motivierte Sterilisation in der Deutschschweiz seit Ende des 19. Jahrhunderts bis zum Ende des 2. Weltkrieges », du 19 janvier 1999, FF 1999 467.
- ✳ Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour une étude intitulée « L'eugénisme en Suisse romande : étude sur la stérilisation des malades et des handicapés mentaux de la fin du XIXe siècle à nos jours », du 26 janvier 1999, FF 1999 587.
- ✳ Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour une étude intitulée « Eugenik, Psychiatrie und Sozialpolitik in Bern. Kantonale Entwicklung und nationale und internationale Verknüpfungen von 1920 bis in die fünfziger Jahre », du 6 avril 1999, FF 1999 2507.
- ✳ Rapport d'activité du surveillant des prix, DPC 1998, p. 741.
Le rapport traite notamment des tarifs hospitaliers (p. 746 ss) et des prix des médicaments (p. 752 ss).
- ✳ Loi fédérale sur l'analyse génétique humaine, avant-projet de septembre 1998, RDS, H. 5, I. HB, 1998, p. 487 ss ; Bundesgesetz über genetische Untersuchungen beim Menschen, Vorentwurf von September 1998, ibid., S. 473 ff.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonaies Recht (Auswahl)

AARGAU

- * VV. zum G. über den Bau, Ausbau und Betrieb sowie die Finanzierung der Spitäler und Krankenhäuser (Spitalgesetz) vom 20.3.1972 (Änderung von § 11 II Satz 1 + § 3A neu).
- * V. über die Organisation der Kantonalen Behindertendienste vom 18.11.1998.

APPENZEL IR

- * Gesundheitsgesetz vom 26.4.1998 (hebt das G. vom 28.4.1974 und den STKB über den Verkauf von Arzneimitteln vom 16.2.1988 auf).
- * VV. zum BG. über die Krankenversicherung (VVO KVG) vom 30.10.1995 (Art. 3 IV aufgehoben).

BASEL-LAND

- * Spitalgesetz vom 24.6.1976 (Änderung von § 15A-15F + § 9 aufgehoben).
- * Spitaldekret vom 18.10.1976 (§ 3 Bst. f aufgehoben).
- * R. über die Ethikkommissionen für klinische Versuche vom 12.11.98.
- * Vertrag zwischen den Kantonen BS und BL über das Universitäts-Kinderspital beider Basel (Kinderspitalvertrag) vom 16.02.1998.
- * V. über die stellvertretenden und assistierenden Medizinalpersonen vom 13.10.1998 (Hebt die V. vom 26.10.1976 über die stellvertretenden und assistierenden Personen der Medizinalpersonen auf).

BASEL-STADT

- * Spitalgesetz vom 26.03.1981 (Änderung: § 2 II, 9 A - F neu;) (Universitäts-Kinderspital beider Basel).
- * G. vom 15.11.1989 über die Krankenversicherung im Kanton BS (GKV) (Änderung : § 43 IV lit. c, 46 II und 47).
- * V. über die Krankenversicherung im Kanton BS vom 07.11.1995 (KVO) (Änderung einiger Paragraphen, u.a. Prämien, Abzüge).
- * V. über die Ausübung nicht-ärztlicher Medizinalberufe (Nicht-ärztliche Medizinalberufe-Verordnung) (hebt die V. betr. verschiedene Arten niederer Heilpersonen vom 27.06.1945, die V. betr. die Berufsankündigung der Medizinalpersonen vom 14.05.1957, die V. betr. die Zahntechniker vom 27.06.1945, die V. betr. die Ausübung des Berufs einer Dental-Hygienikerin vom 16.07.1968, die V. betr. die Krankenpflege vom 27.06.1945, die V. betr. die freiberufliche Tätigkeit als Hebamme und als Wochenbettsschwester vom 05.06.1990, die V. betr. Massage und Heilgymnastik vom 12.05.1936, die Weisung betr. Reflexzonenmassage vom 27.07.1977, die V. betr. die Augenoptik vom 05.12.1989 und die V. betr. die Fusspflege vom 12.05.1936 auf).
- * V. betr. Ausrichtung von Inkonvenienzentschädigungen für Hebammen und Wochenbettsschwester vom 5.1.1999.

BERN

- * EV. zum BG. über die Krankenversicherung (EV KVG) (Änderung : Anhang 1 Punkt B, Einrichtungen ohne Beiträge der öffentlichen Hand).
- * EV. zum BG. über die Krankenversicherung (EV KVG) (Änderung : Anhang 2, Spitalliste [gilt bis zum 31.12.1999]).
- * V. vom 25.10.1995 über die Durchführung des Versicherungsobligatoriums und über die Verbilligung von Prämien in der obligatorischen Krankenpflegeversicherung (KKVV) (Änderung : Art. 8 A, 11, 12 A II & 16; Art. 13 A II aufgehoben).

FRIBOURG

- * L. du 23.02.1984 sur les hôpitaux (Modification : art. 29 lit. c, 32 A et note marginale nouveaux, pot commun).
- * L. du 23.02.1984 sur les hôpitaux (Modification : art. 29 bis nouveau, budget global; 29 ter nouveau, bases de calcul).
- * R. du 15.01.1985 d'exécution de la L. sur les hôpitaux (Modification : art. 17 I & 18 I; taux de l'activité de l'hôpital cantonal et calcul de l'excédent d'exploitation).
- * A. du 04.06.1973 d'exécution de la LF sur le commerce des toxiques (modification : art. 6, poursuite pénale).
- * A. approuvant l'accord entre la Conférence des directeurs cantonaux des affaires sanitaires (CDS) et le Concordat des assureurs-maladie suisses (CAMS) du 25.08.1998.

GENEVE

- * R. d'exécution de la loi sur l'exercice des professions de la santé, les établissements médicaux et diverses entreprises du domaine médical du 9.11.1983 (modification de l'art. 96 I, maison de gros - délégation).
- * Statuts de la caisse de prévoyance du personnel des établissements médicaux du canton de GE (CEH) du 05.11.1998 (Modification : art. 95 I, nomination de la commission de contrôle de la gestion pour tenir compte de la réunion de 4 EMS - L d'approbation).
- * L. d'application de la LF sur l'assurance-maladie du 29.05.1997 (Modification : art. 23 A, 29 I; art. 29 II & III abrogés).
- * L. relative aux établissements médico-sociaux accueillant des personnes âgées du 03.10.1997 (Modification : art. 17, financement).

GRAUBÜNDEN

- * V. über die Meldepflicht für den Anbau von Hanf (*canabis sativa*) und dessen Verwendung im Kanton GR vom 23.11.1998.
- * V. vom 13.12.1994 über die Gestaltung der Taxordnung in beitragsberechtigten Pflegeheimen und Pflegeabteilungen (Änderung : Art. 2, 6 A & 10; Art. 8 aufgehoben).

JURA

- * A. d'approbation du plan sanitaire du 9.12.1998.

LUZERN

- * VV. zum BG. über den Verkehr mit Giften vom 18.06.1973 (terminologische Änderung).

NEUCHÂTEL

- * A. du 21.10.1998 relatif au mode de financement des hôpitaux pour soins physiques basé sur des forfaits d'exploitation.
- * R. du 15.10.1998 conc. les transports de patients et le service mobile d'urgence et de réanimation.
- * R. d'application de la L d'introduction de la LF sur l'assurance-maladie (RALILAMal) du 31.01.1996 (Modification : art. 45, assurés de condition indépendante; 60, remboursement du contentieux).

NIDWALD

- * VV. zum G. über das Veterinärwesen (Kantonale Tierseuchenverordnung) vom 03.12.1982 (Änderung : § 13 IV).

OBWALDEN

- * RRB. Über den Vertrag und Tarif über die Leistungen der Spitexdienste für die anerkannten Krankenkassen vom 25.6.1995 (Änderung von Z. 1 lit. d, Krankenversicherer und Spitexorganisation genehmigen u.a. den Anhang über Kassenleistung, vom 24.6.1998).

ST GALLEN

- * R. über die Prüfung für Naturheilpraktiker vom 27.05.1998 (Hebt das Prüfungsreglement für Naturheilpraktiker vom 25.01.1995 auf).
- * V. zum EG zur Bundesgesetzgebung über die Krankenversicherung vom 12.12.1995 (Änderung : Art. 12 I & II, massgebendes Einkommen; 14 I & III, Abzug für in der Schweiz wohnhafte Kinder).
- * Suchtgesetz vom 14.1.1999 (hebt das G. über die Verhütung und Bekämpfung des Alkoholmissbrauchs vom 18.06.1968, den GRB. über regionale Zentren für Suchtprävention vom 01.04.1993, den GRB. über die Beteiligung des Staates an regionalen Drogenberatungsstellen vom 07.05.1992 und den GRB. über die Beteiligung des Staates an der ambulanten Drogenhilfe in der Stadt St. Gallen vom 13.01.1994 auf).

SCHAFFHAUSEN

- * Krankenversicherungsgesetz vom 19.12.1994 (Änderung : Art. 1 II & 2 II - IV; Ziel : Anpassung des Verfahrens an veränderte Rahmenbedingungen).
- * V. über den Vollzug des Krankenversicherungsgesetzes vom 09.07.1996 (Änderung : § 3 I lit. d, Aufgabe der Gemeinde; 16 I, Kontrolle durch die Gemeinde; §13 IV aufgehoben; Anhang betr. Durchführung der Prämienverbilligung 1999).

SCHWYZ

- * KRB. betr. den Beitritt zum Konkordat über die Kontrolle der Heilmittel vom 06.03.1991 (Heilmittelkonkordat) (Aufgehoben).
- * RRB. vom 01.12.1969 über die Festsetzung der Einkommens- und Vermögensgrenzen für die Versicherten in sehr guten wirtschaftlichen Verhältnissen (Aufgehoben).

SOLOTHURN

- * V. über die Organisation des Sanitätswesens vom 19.12.1938 (Änderung von § 20 I, Forderungen der Ärzte und Apotheker an unterstützungsbedürftige Patienten).
- * V. über die Organisation und den Betrieb der kantonalen Bildungszentren für Gesundheitsberufe vom 22.09.1998.
- * R. über das Ausbildungsverhältnis an den kantonalen Bildungszentren für Gesundheitsberufe vom 07.12.1998.
- * - Promotionsordnung der Schule für Pflegeberufe Olten für die Ausbildung in Alters- und Langzeitpfleger vom 28.09.1993
 - V. vom 27.08.1991 über die Schule für Pflegeberufe Olten
 - R. der Schule für psychiatrische Krankenpflege Solothurn vom 07.10.1986
 - Schulordnung der Schule für Pflegeberufe Olten vom 19.10.1993
 - Schulordnung der Schule für psychiatrische Krankenpflege Solothurn vom 07.10.1986
 - Prüfungsreglement und Promotionsordnung der Schule für psychiatrische Krankenpflege vom 11.06.1992 (Aufgehoben durch § 17 II Bst. a - f der V. über die Organisation und den Betrieb der kantonalen Bildungszentren für Gesundheitsberufe).
- * Suchthilfegesetz vom 26.09.1993 (Änderung : § 14 I, 15 IV, 17 I & 20).
- * Alters- und Pflegeheimgesetz vom 02.12.1990 (Änderung : § 1 II & III, 2 II, 5 I & II, 8 I, 9 I, 12 I, 12 III neu, 13 I, 14, 16 I & 19 III; § 15, 16 II & 17 aufgehoben).

THURGAU

- * RRV. über Berufe des Gesundheitswesens vom 16.06.1987 (Änderung : § 2 Z. 6, Übungsbehandlung von Sprachstörungen; 35, Tätigkeitsbereich von Naturheilpraktikern).
- * RRV. zum G. über die Krankenversicherung vom 19.12.1995 (Änderung : § 4 II & III neu, Übernahme der Prämienrückstände und Krankheitskosten; 6, Ansätze der Prämienverbilligungen).

TICINO

- * L. sull'assistenza e cura a domicilio (Controprogetto al progetto di legge in seguito all'iniziativa popolare per il promovimento delle cure extraospedaliere e dei servizi a domicilio) (L'iniziativa popolare è stata ritirata, cf. FU 1997/104/8886).
- * L. sugli ospedali pubblici del 20.12.1982 (Modifica : art. 17 lett. q diventa lett. p; introdotta con la cifra I della L di coordinamento delle competenze e delle vie di diritto in materia di ospedalizzazioni fuori Cantone).
- * R. del CdS sul servizio medico nelle zone di montagna del 26.1.1999.

- * L. di applicazione della LF sull'assicurazione malattie del 26.06.1997 (Modifica : art. 20 I, 76 III & IV, introdotta con la cifra II della L di coordinamento delle competenze e delle vie di diritto in materia di ospedalizzazioni fuori Cantone).

URI

- * R. über die Prämienverbilligung für die Krankenpflege-Grundversicherung vom 13.12.1994 (Änderung : Art. 11 I, 21 II & IV).

VAUD

- * R. du 17.12.1997 conc. la constitution d'un fonds pour la prévention et la lutte contre les toxicomanies (Modification).
- * L. du 25.06.1996 d'application vaudoise de la LF sur l'assurance-maladie (LAVAl) (Modification : l'art. 26 est remplacé par l'art. 2 du D. relatif à la participation financière des communes aux frais des assurances et des régimes sociaux [facture sociale]).
- * A du 11.03.1985 instituant un fonds des médecins assistants (Modification : art. 2, but; 5 III, présidence et secrétariat)

VALAIS

- * L. du 18.11.1950 créant un fonds cantonal pour la lutte contre la tuberculose (al. 17-19 barème art. 5 abrogé).

ZUG

- * Vereinbarung der Innerschweizer Kantone über Ausbildungen für Berufe des Gesundheitswesens vom 21.09.1998 (+ Anhänge I & II) (Genehmigung) (Hebt die Vereinbarung der Innerschweizer Kantone über Spitalschulen vom 26.10.1984 auf).
- * R. über die Akupunkturprüfung vom 10.12.1998 (Hebt das R. vom 27.03.1990 auf).
- * V. über die Herstellung, den Handel und die Abgabe von Heilmitteln vom 25.11.1980 (Heilmittelverordnung) (Änderung : § 4, IKV, IKS-Regulative, Pharmakopöe; 5, Vertrieb; 31, Bewilligung).

ZÜRICH

- * V. vom 14.07.1955 über die Tierärzte (terminologische Änderung).
- * EV. vom 06.12.1995 zum Krankenversicherungsgesetz (Änderung : § 4 II; § 7 tritt rückwirkend auf den 01.01.1998 in Kraft).
- * RRB. über die Prämienverbilligung in der Krankenversicherung vom 04.11.1998.

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

- * (DEUTSCHE) BUNDESÄRZTEKAMMER, Erklärung zum Schwangerschaftsabbruch nach Pränataldiagnostik, *MedR* 1/1999, p. 31 ss.

SUISSE / SCHWEIZ

- * FEDERATION DES MEDECINS SUISSES, Directives pour les guides de pratique médicale, *Bulletin des médecins suisses*, 1999 ; 80, n° 14, p. 831 ss.
- * ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES, Directives concernant les problèmes éthiques aux soins intensifs, *Bulletin des médecins suisses*, 1999 ; 80, n° 4, p. 193 ss.

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH - Cour (sélection) Rechtsprechung EMRK - Gerichtshof (Auswahl)

- * AFFAIRE MUSIAL c. POLOGNE, arrêt du 25 mars 1999
Internement psychiatrique - Retard injustifié dans l'élaboration du rapport d'expertise : violation de l'art. 5 § 4 CEDH.
- * AFFAIRE F.E. c. FRANCE, arrêt du 30 octobre 1998
Accès à un tribunal pour obtenir une indemnisation complémentaire du préjudice subi par un individu contaminé par le virus du sida à la suite de l'administration d'un produit sanguin.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) Rechtspr. der Gerichte der EG (Auswahl)

- * Arrêt du 3 décembre 1998 dans l'affaire C-368/96 (demande de décision préjudicielle de la High Court of Justice (England & Wales), Queen's Bench Division), JO C 20/11 du 23 janvier 1999.
Médicaments. Autorisation de mise sur le marché. Procédure abrégée. Produits essentiellement similaires.
- * Avis consultatif du 24 novembre 1998 dans l'affaire E-2/98 (demande d'avis consultatif du tribunal de Reykjavik), JO C 44/9 du 18 février 1999.
Fixation des prix pharmaceutiques. Baisse générale des prix. Système de contrôle des prix.

III. Jurisprudence étrangère (sélection) Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

AUTRICHE

- * Recht der Medizin 1/1999, p. 23 - OGH 10 septembre 1998 (6 Ob 143/98t).
Coûts des soins prodigués par la famille suite à une erreur médicale.
- * Recht der Medizin 1/1999, p. 30 - OGH, 28 septembre 1998 (4 Ob 228/98b).
Publicité et prestations médicales dans un hôpital.

ALLEMAGNE

- * MedR 1999, H. 3, p. 119 ss - BVerfG, Urt. v. 27.10.1998 - 1 BvR 2306/96 également in : NJW 1999, H. 12, p. 841 ss.
Mehrere Regelungen des Bayerischen Schwangerenhilfe-Ergänzungsgesetzes sind verfassungswidrig.
- * NJW 1999, H. 12, p. 883 s. - OVG Saarlouis, Beschl. v. 13.1.1998 – 1 Q 151/97.
Verbot der Versendung von Arzneimitteln durch Apotheker verletzt weder Individualrechte noch das Verbot von Handelsbeschränkungen zwischen EG-Staaten. Versand an Therapeuten auch nicht erlaubt.

BELGIQUE

- * Revue de droit de la santé 4 (1998-1999) N° 3, p. 245 - Jeugdrechtbank Kortrijk, 18 mars 1997 (B.M. c. V.S.) - commentaire (en français) de Nathalie Colette-Basecqz.
Insémination artificielle - Couple d'homosexuelles - Droit d'entretenir des relations familiales avec l'enfant.

ETATS-UNIS

- * Doe v. High-Tech Institute, Inc., Colorado Court of Appeals, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 26 n° 4 (1998) p. 353.
Test HIV pratiqué à l'insu du patient. Violation de la sphère privée (privacy).
- * Dow Chemical Co. v. Mahlum, Supreme Court of Nevada, *American Journal of Law & Medicine* 1999, vol. 25, p. 179.
Responsabilité pour les défauts d'implants mammaires en silicone.

FRANCE

- * RD sanit. soc., 35 (1), janv.-mars 1999, p. 36 s. – Cour adm. d'appel Paris, 9 juin 1998, n° 95 PA 03525 (résumé) – avec une note de M. J.-S. CAYLA
Transfusion sanguine effectuée malgré le refus du malade (témoin de Jéhovah). Intervention jugée non fautive eu égard à la soudaineté et l'importance de l'hémorragie et au risque vital en résultant, et du fait qu'aucune thérapeutique de remplacement ne pouvait être envisagée. Pas d'atteinte à la liberté de manifester sa religion. Pas de traitement inhumain ou dégradant au sens de la CEDH (!).
- * RD sanit. soc., 35 (1), janv.-mars 1999, p. 84 s. – Arrêt du Conseil d'Etat du 12 juin 1998, req. N° 181 718 (résumé)
Contrôle abstrait d'une modification du Code de la santé publique (décret du 14.6.1996 introduisant l'art. R. 5053-3) fixant les conditions autorisant la publicité des pharmacies. La publicité des pharmacies peut être restreinte pour des motifs de santé publique. Pas de nécessité de distinguer entre les produits de pure pharmacie et de parapharmacie.

ROYAUME-UNI

- * *Re S.* - High Court of Justice, Family Division [1998] 1 F.L.R. 944, *Medical Law Review* 1998, p. 354, note GRUBB.
Stérilisation d'une jeune adulte incapable de discernement ? Refus.
- * *St George's Healthcare N.H.S. Trust v. S.* - Court of Appeals [1998] 3 All E.R. 673, *Medical Law Review* 1998, p. 356, note GRUBB.
Traitement forcé d'une femme enceinte ? Non. Portée du Mental Health Act.
- * *Bolitho v. City & Hackney Health Authority* - House of Lords [1997] 4 All E.R. 771, *Medical Law Review* 1998, p. 378 note GRUBB.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

- ✱ Tribunal fédéral, 1^{ère} Cour de droit public, 23 septembre 1998, ATF 124 I 304.
Droit à l'assistance judiciaire (4 Cst.) dans une procédure dans laquelle est en cause l'admissibilité de soins médicaux imposés.
- ✱ Tribunal fédéral, 2^e Cour de droit public, 18 novembre 1998, ATF 125 I 7.
Recours de concurrents contre l'octroi d'une autorisation d'exploiter une pharmacie délivrant les médicaments par correspondance (MediService). Non-entrée en matière.
- ✱ Tribunal fédéral, 2^e Cour de droit public, 18 décembre 1998, ATF 125 I 71.
Infirmières bernoises. Egalité de salaire.
- ✱ Tribunal fédéral, 2^e Cour civile, 29 avril 1999 (non encore publié).
L'article 397a CC n'est pas une base légale pour le traitement forcé dans le cadre d'une privation de liberté à des fins d'assistance. En l'absence d'une base légale en droit cantonal, l'intéressé ne peut donc en principe pas être maintenu dans un établissement quand il y a été interné en vue d'une thérapie.
- ✱ Tribunal fédéral, Cour de cassation pénale, 20 octobre 1998, ATF 124 IV 246.
Traitement ambulatoire (43 ch. 1 al. 1 CPS). La notion de traitement médical englobe toute forme de traitement médical et paramédical à même d'éliminer ou d'atténuer le danger de voir le délinquant récidiver (changement de jurisprudence).
- ✱ Tribunal fédéral, Cour de cassation pénale, 3 décembre 1998, ATF 124 IV 258 et RSJ n° 4/1999, p. 76 (cité in *San-News* n° 8 de jan. 1998, p. 15).
Qualification de lésions corporelles (art. 122-123 CPS) d'une intervention médicale (confirmation de la jurisprudence 99 IV 208).
- ✱ Tribunal fédéral des assurances, 5 août 1998, ATF 124 V 291 (cité in *San-News* n° 8 de jan. 1998, p. 17).
74/2 LAMal. Le droit à 16 semaines d'indemnités journalières en cas de maternité ne peut être réduit. Les indemnités versées avant l'accouchement pour cause de maladie ne peuvent donc être imputées sur ces 16 semaines.
- ✱ Tribunal fédéral des assurances, 18 septembre 1998, ATF 124 V 296.
L'OFAS n'a pas qualité pour recourir contre l'exemption de l'assurance obligatoire. Cette qualité appartient au Département fédéral de l'intérieur.
- ✱ Tribunal fédéral des assurances, 23 novembre 1998, ATF 124 V 333 (cité in *San-News* n° 8 de jan. 1998, p. 16).
7/2 LAMal. La diminution de la réduction des primes dans l'assurance avec franchise à option, sans modification du barème des primes, n'est pas une augmentation ouvrant le délai extraordinaire de résiliation d'un mois.
- ✱ Tribunal fédéral des assurances, 2 septembre 1998, ATF 124 V 338 et RAMA 6/1998, p. 484 ss.
25/2 LAMal. Les frais de taxi peuvent être des frais de transport médicalement nécessaires. L'existence d'une convention tarifaire n'est pas une condition du droit aux prestations. Les cantons ne sont pas obligés d'établir une liste des entreprises de taxi autorisées à pratiquer à charge des assureurs maladie.
- ✱ Tribunal fédéral des assurances, 2 novembre 1998, ATF 124 V 346 et RAMA 6/1998, p. 557 ss.
31 LAMal, 17s. OPAS. Pas de lacune dans l'absence de mention du diabète sucré parmi les maladies graves susceptibles d'occasionner des soins dentaires.
- ✱ Tribunal fédéral des assurances, 19 octobre 1998, ATF 124 V 351 et RAMA 6/1998, p. 509 ss.

31 LAMal. Principe et étendue de l'obligation de prendre en charge des traitements dentaires en cas de boulimie et d'anorexie nerveuse.

- * Tribunal fédéral des assurances, 19 octobre 1998, ATF 124 V 356 et RAMA 6/1998, p. 514 ss.
37, 39 LAA. Suites d'un accident dû à une entreprise téméraire. La LAMal n'autorise pas l'assureur-maladie à opérer une réduction pour les prestations de l'assurance obligatoire des soins ni à prévoir statutairement une telle réduction.
- * Tribunal fédéral des assurances, 26 novembre 1998, ATF 124 V 362, RAMA 1/1999, p. 31 ss et RJB 1999 (135) p. 109 ss.
49, 56 LAMal. Distinction entre besoin de soins aigus (Spitalbedürftigkeit) et besoin de traitement (Pflegebedürftigkeit). Le séjour dans un hôpital de soins aigus n'est autorisé que tant qu'il est rendu nécessaire par le but du traitement. Il faut cependant accorder à l'assuré une brève période d'adaptation pour lui permettre de se rendre dans un EMS (confirmation de la jurisprudence rendue sous l'empire de la LAMA).
- * Tribunal fédéral des assurances, 30 septembre 1998, ATF 124 V 368.
110 OAMal. Cet article ne diffère pas la naissance du droit à l'indemnité journalière (réglée à 72/2 LAMal) mais libère la caisse-maladie de l'obligation, déjà existante, d'allouer l'indemnité.
- * Tribunal fédéral des assurances, 2 décembre 1998, ATF 124 V 393.
En qualité d'organes d'exécution de l'assurance-maladie sociale, les caisses-maladie n'ont pas une autonomie comparable à un assureur privé. Partant, elles n'ont pas la qualité de partie et ne peuvent pas recourir contre la décision du DFI qui a retiré à Visana l'autorisation de pratiquer l'assurance-maladie sociale dans huit cantons.
- * Tribunal fédéral des assurances, 5 février 1999 (non encore publié).
Un dentier est à charge de l'assurance obligatoire des soins quand elle doit couvrir les frais de l'arrachage des dents d'un assuré souffrant d'une maladie grave et non évitable du système masticatoire (ostéomyélite).
- * Tribunal fédéral des assurances, 25 février 1999 (non encore publié).
La FIVETE n'est pas à charge de l'assurance obligatoire des soins. Rôle du juge dans ce type de décision.
- * Tribunal fédéral, 30 mars 1999 (non encore publié ; voir *Le Temps* du 31 mars 1999).
Article 8 al. 5 de la loi fédérale sur les stupéfiants. Une autorisation exceptionnelle de distribuer de l'héroïne dans un cabinet médical privé peut être accordée à un médecin pour réduire les douleurs d'un malade du sida en phase terminale.
- * JT 1998 I 624 (= ATF 122 I 343, cité in *San-News* n° 3 de mai 1997)
Un canton peut refuser de faire bénéficier de la réduction de primes les saisonniers et les personnes effectuant un séjour de courte durée, bien qu'ils soient assurés à titre obligatoire selon le droit fédéral.
- * JT 1998 I 668 (= ATF 124 III 229, cité in *San-News* n° 7 de sept. 1998)
Assurances-maladie complémentaires : les assureurs sont autorisés à fixer des primes en fonction du risque et ne sont pas tenus de prendre en compte les périodes d'assurance accomplies sous l'ancien droit.
- * Semaine Judiciaire, 121 (1999) N° 9, p. 129 ss et RDAF I 1999, p. 61 ss - ATF du 11.8.1998 (A. et consorts c./ République et canton de Genève)
Pratique privée de médecins cantonaux publics. A Genève, soumission à la législation cantonale de droit public. Retenue sur les honoraires relatifs à cette pratique. Pas de violation de la liberté du commerce et de l'industrie, ni de l'égalité de traitement ou de l'interdiction de l'arbitraire. Pas non plus d'atteinte à des droits acquis ou de violation du principe de la bonne foi.
- * Semaine Judiciaire, 121 (1999) N°11, p. 172 ss - Résumé et traduction de l'ATF du 3.12.1998 (X. c. Y.)
Lésion corporelle simple. Acte médical. Nécessité d'obtenir le consentement préalable du patient – art. 123

CPS.

- * RAMA 6/1998, p. 521ss, Entscheid des Bundesrates vom 21. Oktober 1998 in Sachen kantonalverband appenzellischer Krankenversicherer gegen den Regierungsrat des Kantons Appenzell A. Rh.
Spitalliste.
- * RAMA 1/1999, p. 11ss, Decisione del Consiglio federale del 19 novembre 1998 nella causa Associazione swizzera dietiste/i diplomate/i contra il Consiglio di Stato del Cantone Ticino
Non adhésion d'un membre d'une fédération à la convention tarifaire conclue par sa fédération - Conditions préalables à remplir avant la saisie de l'autorité cantonale pour fixation d'un tarif au sens de l'art. 47 LAMal.
- * RAMA 1/1999, p. 43ss, Entscheid des Bundesrates vom 7. Dezember 1998 in Sachen SWICA Gesundheitsorganisation gegen Eidgenössisches Departement des Innern und Bundesamt für Sozialversicherung
Zur Frage der Zulässigkeit der vertraglichen Beschränkung des Wahlrechts auf Generika.
- * RAMA 1/1999, p. 106ss, Arrêt du TFA du 14 août 1998 dans la cause C. F.
Maladie professionnelle selon la clause générale (art. 9 al. 2 LAA). L'existence d'une maladie professionnelle est niée dans le cas d'une atteinte d'épicondylite, vu l'absence de causalité qualifiée entre cette affection et l'activité exercée selon les bases épidémiologiques actuelles.
- * Repertorio di giurisprudenza patria, n° 60, 1999, p. 225 – Tribunale federale delle assicurazioni, 07.04.1998
LAMal 41/3, 39/1; Hospitalisation hors canton en service ½ privé prise en charge malgré une couverture complémentaire.
- * Revue suisse de jurisprudence, n° 4, février 1999 (95), p. 76 – TF 6S.652/ 1997 du 3.12.98 (résumé)
Le TF maintient sa jurisprudence 99 IV 208 selon laquelle toute mesure médicale touchant l'intégrité physique constitue l'élément objectif d'une lésion corporelle.
- * Plädoyer 2/1999, p. 65 – BGE, 20.3.1998 (1P.113/1998)
Vager Verdacht genügt für DNA-Analyse. Die Aehnlichkeit mit einem Robotbild genügt im Kanton Zürich, Verdächtige zu einer DNA-Analyse zu zwingen. Bei Entlastung sind die Proben zu vernichten.
- * Plädoyer 1/1999, p. 77 - Beratung im Fall 4C.276/1993 «T. c. Staat Luzern» vom 1.12.1998 (schriftliche Urteilsbedgründung noch ausstehend)
Keine Haftung nach ungenügender Aufklärung über Risiko der Sterilisation.
- * Secrétariat de la Commission de la Concurrence, rapport final d'enquête préalable du 24 septembre 1998, Versandapotheke MediService AG in DPC 1998, p. 549
Vente de médicaments par correspondance - Absence d'accord ou de pratique illicite au sens de la LCart.
- * Secrétariat de la Commission de la Concurrence, rapport final d'enquête préalable, Stratec Medical in DPC 1998, p. 555, rés.
Examen de la concurrence sur le marché des implants chirurgicaux pour l'ostéosynthèse.
- * Secrétariat de la Commission de la Concurrence, rapport final d'enquête préalable du 27 novembre 1998, Dr. Gino Slivar in DPC 1998, p. 555
Application des tarifs de médecin généraliste à un psychiatre titulaire d'un diplôme étranger - Application de la LCart.
- * Secrétariat de la Commission de la Concurrence, rapport final d'enquête préalable du 30 novembre 1998, Hôpitaux universitaires de Genève in DPC 1998, p. 562
Tarifs pratiqués par les Hôpitaux universitaires de Genève en matière de soins ambulatoires.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

FRIBOURG

- * Revue fribourgeoise de jurisprudence 4/1998, p. 482 ss - Cour des assurances sociales du Tribunal administratif, arrêt du 2 avril 1998
Notion de maladie dans la LAMA et la LAMal. Rapport de causalité adéquate. Etude de l'origine d'une incapacité de travail : accident ou maladie. In casu, l'origine des nécroses de la tête fémorale et de la coxarthrose du recourant est traumatique.
- * Revue fribourgeoise de jurisprudence 4/1998, p. 490 ss - Cour des assurances sociales du Tribunal administratif, arrêt du 1^{er} octobre 1998
Restitution de la différence de cotisations d'assurance de base existant entre celles payées par l'assuré selon le tarif genevois et celles qu'il aurait dû régler selon le barème fribourgeois.
- * Revue fribourgeoise de jurisprudence 4/1998, p. 497 ss - Cour des assurances sociales du Tribunal administratif, arrêt du 5 novembre 1998
Prise en charge des frais d'hospitalisation hors canton. Conditions. Autorités cantonales compétentes pour rendre les décisions ad hoc en la matière.

GENEVE

- * Plädoyer 1/1999, p. 68 - Arrêt de la Cour correctionnelle sans jury genevoise du 8.12.1998 (n° ACC/45/98)
Arrêt du sang contaminé. La Cour a condamné l'ancien directeur général du Laboratoire central de la Croix-Rouge pour exposition (art. 127 CPS) par dol éventuel, mais n'a pas retenu les lésions corporelles graves en raison du lien de causalité non prouvé, pour avoir fourni du facteur VIII infecté par le VIH à des hémophiles.

LUZERN

- * LGVE 1998 II, n° 21, p. 215 ss – Verwaltungsgericht, Urt. v. 2.12.98
Verfügt ein Inhaber eines ausländischen Medizinaldiploms über hinreichende fachliche Fähigkeiten, um eine Arztpraxis so zu führen, dass keine Gefahr für die öffentliche Gesundheit befürchtet werden muss, hat er Anspruch auf die kantonale Bewilligung zur selbständigen Führung einer Arztpraxis.
- * LGVE 1998 II, n° 48, p. 342 ss – Sozialversicherungsgericht, Urt. v. 2.7.98
Es ist unzulässig, bei zum typischen Beschwerdebild nach Beschleunigungstrauma der Halswirbelsäule gehörenden Symptomen, welche mit den heute verwendeten bildgebenden Untersuchungsmethoden nicht objektiviert werden können, von vornherein auf unfallfremde psychosoziale Faktoren zu schliessen, ohne neurologische und u. U. auch neuropsychologische Untersuchungen durch Fachärzte durchgeführt zu haben.

ST GALLEN

- * Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht 100 (1999) Nr. 4, p. 224 ss. – Verwaltungsgericht vom 26.8.1998 (B 111/1998)
Kündigung der Dienstverhältnisse von Aerzten an öffentlichen Spitälern zur Durchsetzung von Kürzungen des Honoraranteils für privatärztliche Tätigkeit.

SOLOTHURN

- * Revue du droit de tutelle 1999 37 - Département des Innern, 31 août 1998 (décision reproduite aussi dans Plädoyer 1998/6, p. 70).

Privation illégale de liberté à des fins d'assistance (397a CC). Certificat médical abusif. Etendue des dommages-intérêts et de la réparation morale (429a CC).

TICINO

- * Repertorio di giurisprudenza patria, n° 56, 1999, p. 210 – Tribunale cantonale delle assicurazioni, 18.03.1998
9 LAI; intervention chirurgicale à l'étranger (USA) par le meilleur chirurgien de la branche n'est pas un motif justificatif pour la prise en charge par l'AI; ce qui est déterminant c'est le fait que la même opération puisse être exécutée en Suisse.
- * Repertorio di giurisprudenza patria, n° 57, 1999, p. 216 – Tribunale cantonale delle assicurazioni, 16.12.1997
90/2 OAI; 51 LAI; le transport en hélicoptère peut aussi être justifié pour un nouveau-né par l'exigence de limiter la période de séparation mère-enfant.
- * Repertorio di giurisprudenza patria, n° 61, 1999, p. 228 – Tribunale cantonale delle assicurazioni, 14.01.1998
56, 81 LSan; 23 LAMA (1911); 23 OIII; refus du droit aux prestations pour une hospitalisation alors qu'un séjour en home médicalisé serait une mesure suffisante.
- * Repertorio di giurisprudenza patria, n° 63, 1999, p. 240 – Tribunale cantonale delle assicurazioni, 26.03.1998
36 OAMal; 12/3 LAMal; traitement à l'étranger : si le spécialiste suisse ne l'a pas prescrit cela ne signifie pas que son exécution est impossible en Suisse.
- * Repertorio di giurisprudenza patria, n° 64, 1999, p. 243 – Tribunale cantonale delle assicurazioni, 14.01.1998
LAA; 6 CEDH; seules des circonstances exceptionnelles peuvent faire admettre l'existence d'un lien de causalité entre un traumatisme dorsal et une hernie discale.

ZÜRICH

- * ZR 98 (1999) n° 4 p. 21 ss – Obergericht, Urt. v. 6.4.98
Konkrete Berechnung des Invaliditätsschadens unter Berücksichtigung des konkreten und künftigen Erwerbsausfalls, des konkreten und künftigen Haushaltsschadens sowie des anrechenbaren (kapitalisierten) IV-Regresses.
- * Verwaltungsgericht des Kantons Zürich, arrêt du 19 mars 1998, en la cause ... c. Direktion des Gesundheitswesens des Kantons Zürich in DPC 1998, p. 678
Autorisation d'exercice pour un dentiste titulaire d'un diplôme obtenu aux Etats-Unis - Application de la loi fédérale sur le marché intérieur.
- * Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht 100 (1999) Nr. 4, p. 224 ss. – Verwaltungsgericht vom 26.8.1998 (B 111/1998)
Kündigung der Dienstverhältnisse von Aerzten an öffentlichen Spitälern zur Durchsetzung von Kürzungen des Honoraranteils für privatärztliche Tätigkeit.

Doctrine / Lehre

- I. **Doctrine internationale et étrangère (sélection)**
Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)
(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * BODENHEIMER T. Disease Management – Promises and Pitfalls. *The New England Journal of Medicine* 1999;340:1202-1205.
- * HOLMER AF. Direct-to-Consumer Prescription Drug Advertising Builds Bridges Between Patients and Physicians and Direct-to-Consumer marketing of prescription Drugs. Creating Consumer Demand. *JAMA* 1999;281;380-382 and 382-364.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * DICKENSON DL. Can Children and young people consent to be tested for adult onset genetic disorders ? and GELLER G. Commentary : Weighing burdens and benefits rather than competence. *BMJ* 1999;318:1063-1066.
- * EISEMANN M, RICHTER J. Relationships between various attitudes towards self-determination in health care with special reference to an advance directive. *Journal of Medical Ethics* 1999;25:37-41.
- * EMMRICH M., Forschung an nichteinwilligungsfähigen Menschen, *Aus Politik und Zeitgeschichte* 1999, H. 6, p. 12 ss.
- * FAZEL S, HOPE T, JACOBY R. Assessment of competence to complete advance directives : validation of a patient centred approach. *BMJ* 1999; 318:493-497.
- * FENNEL P., Doctor Knows Best ? Therapeutic Detention Under Common Law, the Mental Health Act, and the European Convention, *Medical Law Review* 1998, p. 322-353.
- * GAIDZIK P. W., HIERSCHE H.-D., Historische, rechtstasächliche und rechtspolitische Aspekte der Sterilisation Einwilligungsunfähiger, *MedR* 1/1999, p. 58 ss.
- * LEMMENS T., In the Name of National Security : Lessons from the Final Report on the Human Radiation Experiments, *European Journal of Health Law*, 6 (1999) 1, p. 7 ss.
- * MANUEL C. et al., Is the Legislation of European States in Keeping with Recent Convention on Human Rights and Biomedicine ?, *European Journal of Health Law*, 6 (1999) 1, p. 55 ss.
- * MERZ J., SANKAR P., YOO S., Hospital Consent for Disclosure of Medical Records, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 26 n° 3 (1998), p. 241-248.
- * RAVILLON L., Le statut juridique de la personne en état végétatif chronique, *RD sanit. soc.*, 35 (1), janv.-mars 1999, p. 191 ss.
- * SPRUMONT D., Legal Protection of Human Research Subjects in Europe, *European Journal of Health Law*, 6 (1999) 1, p. 25 ss.
- * SUGARMAN J, MCCRORY DC, POWELL D and al. Empirical Research on Informed Consent. An Annotated Bibliography. Special Supplement. *Hastings Center Report* 1999;29:S1-S42.

Droit pénal

- * LEVENTHAL JM. The Challenges of Recognizing Child Abuse. Seing Is Believing. *JAMA* 1999;281;657-659.

Ethique biomédicale

- * COUNCIL ON ETHICAL AND JUDICIAL AFFAIRS, AMERICAN MEDICAL ASSOCIATION. Medical Futility in End-of-Life Care. Report of the Council on Ethical and Judicial Affairs. *JAMA* 1999;281:937-941.
- * COOK ED. Genetics and the British insurance industry. *Journal of Medical Ethics* 1999;25:157-162.
- * DRAPER H, CHADWICK R. Beware ! Preimplantation genetic diagnosis may solve some old problems but it also raises new ones. *Journal of Medical Ethics* 1999;25:114-120.
- * GILLAM L. Prenatal diagnosis and discrimination against the disabled. *Journal of Medical Ethics* 1999;25:163-171.
- * MALM HM. Medical Screening and the Value of Early Detection. When Unwarranted Faith Leads to Unethical Recommendations. *Hastings Center Report* 1999;29:26- 37.
- * MASSION J., L'éthique dans la législation sanitaire en Europe, *Revue de droit de la santé* 4 (1998-1999), N° 3, p. 208 ss.
- * REITER J., Bioethik und Bioethikkonvention, *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 1999, H. 6, p. 3 ss.
- * TERRELL WHITE M. Making Responsible Decisions. An Interpretative Ethic for Genetic Decisionmaking. *Hastings Center Report* 1999;29:14-21.
- * TRUOG RD, ROBINSON W, RANDOLPH A. Is Informed Consent Always Necessary For Randomized Trials. *The New England Journal of Medicine* 1999;340:804-807.

Euthanasie

- * ALBERTS H., Sterbehilfe, Vormundschaftsgericht und Verfassung, *NJW* 1999, H. 12, p. 835 s.
- * CHIN A, HEDBERG K, HIGGINSON GK and al. Legalized Physician-assisted suicide in Oregon – The first Year's experience. *The New England Journal of Medicine* 1999;340:577-583.
- * CUPERUS-BOSMA J, VAN DER WAL G, LOOMAN CWN and al. Assessment of physician-assisted death by members of the public prosecution in the Netherlands. *Journal of Medical Ethics* 1999;25:8-15.
- * JOCHEMSEN H, KEOWN J. Voluntary euthanasia under control ? Further empirical evidence from the Netherlands. *Journal of Medical Ethics* 1999;25;16-21.
- * KITCHENER B, FORM AJ. Conditions required for a law on active voluntary euthanasia : a survey of nurses' opinions in the Australian Capital Territory. *Journal of Medical Ethics* 1999;25:25-30.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * The Doctor-Proxy Relationship, Symposium Articles, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 27 n° 1 (1999), p. 5-86 (plusieurs articles).
- * HURWITZ B. Legal and political considerations of clinical practice guidelines. *BMJ* 1999;318:661-664.
- * RABINOWITZ HK, FIAMOND JD, MARKHAM FW and al. A program to Increase the Number of Family Physicians in Rural and Underserved Areas. Impact After 22 Years. *JAMA* 1999;281:255-260.

Mesures médicales spéciales

- * Legal and Regulatory Issues in Pain Management, Symposium Articles, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 26 n° 4 (1998), p. 265-352 (plusieurs articles).
- * The Human Genome Project, Symposium Articles, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 26 n° 3 (1998), p. 181-224 (plusieurs articles).
- * BÜCHNER B., Abtreibung und Berufsfreiheit, *NJW* 1999, H. 12, p. 833 ss. (*Commentaire de l'arrêt BVerfG du 27.10.1998 mentionné supra*).
- * HAMMER C., Xenotransplantation zwischen medizinischen Möglichkeiten und ethischen Ansprüchen, *Aus Politik und Zeitgeschichte* 1999, H. 6, p. 30 ss.
- * MICHALOWSKI S., Court-Authorised Caesarean Sections - The End of a Trend ?, *Modern Law Review* 1999 (62), p. 115 ss.
- * SCHWARTZ W., Von Exorzisten und Heilpraktikern : Geistheilungen rechtlich betrachtet, *Recht der Medizin* 1/1999, p. 13 ss.
- * SHAW J, CREED F, PRICE J and al., Prevalence and detection of serious psychiatric disorder in defendants attending court. *The Lancet* 1999; 353:1053-1056.
- * SIEP L., Klonen : die künstliche Schaffung des Menschen ? *Aus Politik und Zeitgeschichte* 1999, H. 6, p. 22 ss.

Responsabilité médicale

- * HERXHEIMER A, Secret out-of-court settlements in drug-injury cases. *The Lancet* 1999;353:517-518.
- * HINGORANI M, WONG T, VAFIDIS G. Patients' and doctors' attitudes to amount of information given after unintended injury during treatment : cross sectional, questionnaire survey. *BMJ* 1999;318:640-641.
- * HUGHES C.G., Prospects for the Development of Medical Negligence Litigation in the UK, *European Journal of Health Law*, 6 (1999) 1, p. 45 ss.
- * LEWIN ALTSCHLER E, Prospective randomised trial of sleep deprived versus rested surgeons. *The Lancet* 1999;353:501.
- * LOSCH B., RADAU W. Chr., Die « Kind als Schaden »-Diskussion. Probleme der rechtlichen Bewältigung medizinischer Technikfolgen, *NJW* 1999, H. 12, p. 821 ss.
- * MUIR GRAY JA. Breast implants : evidence based patient choice and litigation. The only safety lies in providing patients with full information. *BMJ* 1999;318:414.
- * STÄHLER T. P., Arzthaftung in der Bundesrepublik Deutschland : deutsche höchstrichterliche Rechtsprechung zum Schadenbegriff im Zusammenhang mit der Geburt eines ungewollten Kindes, *Revue suisse de jurisprudence* 94(1998), p. 382 ss.
- * WOOLLARD S., The Appointment of Medical Treatment Attorneys, *Medical Law Review* 1998, p. 297-321.

SIDA

- * GOSTIN LO, FELDBAUM C, WEBBER DW. Disability Discrimination in America. HIV/AIDS and Other Health Conditions. *JAMA* 1999;281;745-752.

- * PARMET W., The Supreme Court Confronts HIV : Reflections on Bragdon v. Abbott, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 26 n° 3 (1998), p. 225-240.

Système de santé, politique de la santé

- * ROSCAM ABBING H.D.C., Public Health Insurance and Freedom of Movement within the European Union (Cases Kohll and Decker), *European Journal of Health Law*, 6 (1999) 1, p. 1 ss.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

- * BENDER Albrecht W., *Das postmortale Einsichtsrecht in Krankenunterlagen*, Berlin 1998.
- * EISENBART Bettina, *Patienten-Testament und Stellvertretung in Gesundheitsangelegenheiten*, Baden-Baden 1998.
- * ELZER Olivier, *Allgemeine und besondere klinische Prüfungen an Einwilligungsunfähigen*, thèse Hambourg, Fancfort-sur-le Main, Berlin etc. 1998.
- * GLATZ Christian, *Der Arzt zwischen Aufklärung und Beratung. Eine Untersuchung über ärztliche Hinweispflichten in Deutschland und den Vereinigten Staaten*, Berlin 1998.
- * HAUBERICH S., *Haftung für neues Leben im deutschen und englischen Recht. Eine Darstellung am Beispiel der unerwünschten Geburt eines gesunden Kindes*, Berlin 1998.
- * HUBAUX Jean-Marie, *Les droits et obligations du patient*, Bruxelles 1998.
- * LAUFS Adolf, UHLENBRUCK Wilhelm et al., *Handbuch des Arztrechts*, 2^{ème} éd., Munich 1999.
- * ROSIAN Ingrid et al., *Arzneimittel – Steuerung der Märkte in neun europäischen Ländern*, OeBIG Wien 1998.
- * STEFFEN Erich, DRESSLER Wolf-Dieter, *Arzthaftungsrecht*, 8^{ème} éd., Cologne 1999.
- * TRAGAKES Ellie, VIENONEN Mikko, *Key issues in rationing and priority setting for health care services*, Copenhagen 1998.

II. **Doctrine suisse / Schweizerische Lehre**

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * HARTMANN K., KOLLER DOSER A., KUHN M., Valeur et utilité pour la sécurité du médicament des notifications spontanées d'effets indésirables (EI), *Bulletin des médecins suisses*, 1999 ; 80 : Nr 15, p. 917 ss.

Drogue

- * NAU J.-Y., Polémique internationale sur les vertus médicales du cannabis, *Médecine & Hygiène* 1999;57:677.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * BRANDA M., Il segreto professionale degli operatori sanitari e sociali nel Canton Ticino, *Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese*, II -1998, p. 399-415.
- * GROSS J., Bemerkungen. BGE, 23.9.1998 – Fürsorgerischer Freiheitsenzug. Die Frage nach der gesetzlichen Grundlage für ärztliche Zwangseingriffe kann nicht abschliessend im Verfahren der unentgeltlichen Rechtspflege beurteilt werden. Hohe Anforderungen an die Aussagekraft der Krankengeschichte, wenn diese genügend Anhaltspunkte für die zeitliche Angemessenheit der Isolierung liefern soll, *Pratique Juridique Actuelle*, 4/1999, p. 485 ss.
- * GUINCHARD J.-M., Justice et secret du patient, *Médecine & Hygiène* 1999;57: 391.
- * HEGNAUER C., Nochmals : Aussergerichtliche Abstammungsuntersuchung beim urteilsunfähigen Kind, *Revue du droit de tutelle* 1999, p. 81 ss.
- * NAU J.-Y., Quelques ombres sur le consentement éclairé, *Médecine & Hygiène* 1999;57: 256.
- * SPRUMONT D., Le droit aux soins dans les bouleversements actuels du secteur de la santé, *UNI Université Neuchâtel Information*, n° 132, mars 1999, p. 39 ss.

Droit pénal

- * BONDALLAZ J., La punissabilité des atteintes à l'intégrité corporelle dans les sports impliquant inévitablement des contacts physiques entre les adversaires, *Pratique Juridique Actuelle*, 3/1999, p. 273 ss.
- * HAURI-BIONDA R. ET FRIEDRICH-KOCH A., MEDRALEX – Eine moderne Strategie zum polizeilichen Erkennen und medizinischen Nachweis von Fahrunfähigkeit, *Pratique Juridique Actuelle*, 1/1999, p. 71 ss.
- * ROBERT C.-N., Dopage : que punir en priorité ?, *Médecine & Hygiène* 1999;57:673-676.

Ethique biomédicale

- * FISCHER S., La mise en culture de cellules souches humaines oblige à repenser le statut de l'embryon, *Médecine & Hygiène* 1999;57:394-395.
- * HESS P., Application de l' « ordre de ne pas réanimer » : au Canada, la justice s'estime mieux placée que les médecins, *Médecine & Hygiène* 1999; 57:128.
- * MAURON A., Le « tournant génomique » et le débat éthico-juridique sur la génétique, *RDS*, H. 5, I. HB, 1998, p. 371 ss.
- * NAU J.-Y., L'eldorado des cellules embryonnaires totipotentes, *Médecine & Hygiène* 1999;57:333.
- * VEUTHEY C., La naissance d'octuplés relance le débat sur les bébés peu viables, *Médecine & Hygiène* 1999;57:624.

Euthanasie

- * NAU J.-Y., Les premiers morts par suicide « médicalement assisté » de l'Orégon, *Médecine & Hygiène* 1999;57:534.
- * NAU J.-Y., La souffrance du Dr Jack Kevorkian, *Médecine & Hygiène* 1999;57:837.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * Duc J.-L., Commentaire. Décision du 1^{er} juillet 1998 du Conseil fédéral (RAMA 1998 No KV 42 p. 410) – Tarif applicable aux fournisseurs de soins qui n'ont pas adhéré à une convention au lieu où ils exercent leur activité, *Pratique Juridique Actuelle*, 2/1999, p. 204 ss.
- * KUHN HP., Guides de pratique médicale et droit, *Bulletin des médecins suisses*, 1999 ; 80, Nr 14, p. 8335 ss.
- * MEINE J., Die Bedingtheit der ärzlichen Aussage (gezeigt an einem krassen Beispiel), *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 2/1999, p. 89 ss.
- * MOSIMANN H. J., Somatoforme Störungen : Gerichte und (psychiatrische Gutachten), I. Teil, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 1/1999, p. 1 ss et 2. Teil, ibidem, 2/1999, p. 105 ss.

Mesures médicales spéciales

- * Pediatric genetics : an evolving legal and ethical framework, *Health Law Journal Special edition*, vol. 6 1998, p. 3-301 (plusieurs articles).
- * EGLI P., Das legislatorische Konzept im Gentechnikrecht, *Pratique Juridique Actuelle*, 4/1999, p. 405 ss.
- * FISCHER S., Conséquence (indirecte) de la maladie de la vache folle : la Suisse rend le sang plus sûr, *Médecine & Hygiène* 1999;57:573.
- * GUILLOD O. (éd.), Genetik, *RDS*, H. 5, I. HB, 1998, p. 369 ss (plusieurs articles cités infra).
- * GUILLOD O., Analyses prénatales : droit sans cohérence, *Plädoyer*, 2/1999, p. 41 s.
- * HAUSHEER H., Die Genanalyse zu Identifizierungszwecken im Straf-, Zivil- und Verwaltungsrecht, *RDS*, H. 5, I. HB, 1998, p. 449 ss.
- * KÖNIG D., Les mécanismes de régulation des thérapies géniques, *RDS*, H. 5, I. HB, 1998, p. 417 ss.
- * MOSIMANN F., BETTSCHART V., WAUTERS J.-P., Acquisitions thérapeutiques 1998. Chirurgie. Transplantation rénale, *Médecine & Hygiène* 1999;57:73-74.
- * SAILLEN A.-L., Les interventions dans le patrimoine génétique humain, *RDS*, H. 5, I. HB, 1998, p. 389 ss.
- * SCHÜPBACH S., Gesetzentwurf : Freipass für Gentests, *Plädoyer*, 2/1999, p. 24 s.

Responsabilité médicale

- * MEINE J., L'expertise médicale en Suisse : satisfait-elle aux exigences de qualité actuelles ?, *SVZ* 67 (1999), H. 1/2, p. 37 ss

SIDA

- * MOSIMANN H.-J., Bemerkungen. BGE, 12.3.1998 - Krankheitswert der HIV-Infektion ; Kassenauschluss wegen Anzeigepflichtverletzung, *Pratique Juridique Actuelle*, 2/1999, p. 210 ss.

Système de santé, politique de la santé

- * AUBERT C., Le 3 août 1982, 11h45. (Propos sur la planification), *Médecine & Hygiène* 1999;57:502-506.

- * DAFFLON B., Le financement des assurances sociales en Suisse : analyse du point de vue des charges sur les salaires et des incidences redistributives, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 43 (1999), n° 1, p. 22 ss.
- * DUC J.-L., Coordination entre les prestations de l'assurance-maladie pour perte de salaire et celles de la prévoyance professionnelle, *Revue suisse de jurisprudence*, 1999 (95), n° 5, p. 104.
- * DUC J.-L., Commentaire. TFA 2.9.1998 – Prise en charge des frais de transport dans le cadre de la LAMal; absence de convention tarifaire, *Pratique Juridique Actuelle*, 2/1999, p. 208 ss (*Commentaire de l'ATFA 124 V 338 mentionné infra*).
- * FISCHER S., Cercles de qualité : une expérience pilote fribourgeoise montre qu'il est possible de prescrire mieux et moins cher, *Médecine & Hygiène* 1999;57:721.
- * GUINCHARD J.-M., Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage, *Médecine & Hygiène* 1999;57:722 (*sur le rationnement*).
- * KIEFER B., De gauche ou de droite ?, *Médecine & Hygiène* 1999;57:128 (*sur les dépenses de santé*).
- * MARTIN J., Rationnement thérapeutique : quelques thèses pour stimuler le débat actuel, *Médecine & Hygiène* 1999;57:833-834.
- * NAU J.-Y., Viagra : bras de fer médecins – gouvernement en Grande-Bretagne, *Médecine & Hygiène* 1999;57:275.
- * PFIFFNER RAUBER B., Bemerkungen. EVG, 30.9.1998 (*A. c. Krankenkasse SWICA K 97/97*) – Taggelder und Wartefristen bei Krankassen, *Pratique Juridique Actuelle*, 3/1999, p. 337 ss.
- * SCHEIL-ADLUNG X., Réforme des systèmes de santé dans le monde : quelques exemples récents, *Sécurité sociale* 1/1999, p. 43-48.
- * SENN J., Die SUVA und ihre Wissenschaftlichkeit, *Plädoyer* 1/1999, p. 47 ss.
- * VEUTHEY C., Australie : le rationnement par l'âge est implicite, *Médecine & Hygiène* 1999;57:286.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

- * BAUR Rita et al., *Evaluation des nouveaux modèles d'assurance-maladie : rapport de synthèse*, Coll. Aspects de la sécurité sociale 1/98, Berne 1998.
- * BERTRAND D., etc (Eds scientifiques), *Médecin et droit médical*, Genève 1998.
- * GREBER Pierre-Yves, KAHIL-WOLFF Bettina, *Introduction au droit suisse de la sécurité sociale*, Genève 1998.
- * GUIGNARD Daniel, *Le début et la fin de l'assurance-accident*, Lausanne 1998.
- * GUILLOD O. (Ed. scientifique), La santé, UNI, *Université Neuchâtel Information* n° 132, mars 1999, p. 5-83.
- * KREPPER Peter, *Zur Würde der Kreatur in Gentechnik und Recht*, Basel 1998.
- * PAYLLIER Pascal, *Rechtsprobleme der ärztlichen Aufklärung : unter besonderer Berücksichtigung der spitalärztlichen Aufklärung*, Zurich 1999.
- * TERCIER Pierre (éd.), *Kapitalisierung – neue Wege / Capitalisation – nouvelles voies*, Fribourg 1998.

* Wick Michael, *Komplementärmedizin im Rahmen des Recht*, Bern 1998.

SAN-NEWS N°10

Ce numéro couvre en principe la période entre le 15 avril et le 15 août 1999.

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) Internationales Recht (Auswahl)

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DÉCLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC
BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

- * Conseil de l'Europe. Recommandation N° R (98) 9 relative à la dépendance, du 18 septembre 1998. Reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 42 ss.
- * Conseil de l'Europe. Recommandation N° R (98) 10 sur l'utilisation de concentrés érythrocytaires humains pour la préparation de transporteurs d'oxygène, du 18 septembre 1998. Reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 33 s.
- * Conseil de l'Europe. Recommandation N° R (98) 11 sur l'organisation des soins de santé pour les malades chroniques, du 18 septembre 1998. Partiellement reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 14 ss.
- * ONU. Commission des droits de l'homme. Sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. Résolution 1998/16 sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des fillettes, du 21 août 1998. Partiellement reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 133 s.
- * Association Médicale Mondiale. Déclaration d'Ottawa sur le droit de l'enfant aux soins de santé, octobre 1998. Reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 139 ss.

II. Droit communautaire / Europarecht (JOCE 18.5.99 – 18.8.99)

DROIT ÉDICTÉ / ERLASSENES RECHT

- * Directive 1999/38/CE du Conseil du 29 avril 1999 modifiant pour la deuxième fois la directive 90/394/CEE concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérogènes au travail, et l'étendant aux agents mutagènes, JO L 138/66 du 1^{er} juin 1999.
- * Directive 1999/46/CE de la Commission, du 21 mai 1999, modifiant la directive 93/16/CEE du Conseil visant à faciliter la libre circulation des médecins et la reconnaissance mutuelle de leurs diplômes, certificats et autres titres, JO L 139/25 du 2 juin 1999.
- * Directive 1999/34/CE du Parlement européen et du Conseil, du 10 mai 1999, modifiant la directive 85/374/CEE du Conseil relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres en matière de responsabilité du fait des produits défectueux, JO L 141 du 4 juin 1999.
- * Directive 1999/42/CE du Parlement européen et du Conseil, du 7 juin 1999, instituant un mécanisme de reconnaissance des diplômes pour les activités professionnelles couvertes par les directives de libéralisation

et portant mesures transitoires, et complétant le système général de reconnaissance des diplômes, JO L 201/77 du 31 juillet 1999.

- * Décision n° 1295/1999/CE du Parlement européen et du Conseil, du 29 avril 1999, portant adoption d'un programme d'action communautaire relatif aux maladies rares, dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique (1999-2003), JO L 155/1 du 22 juin 1999.
- * Décision n° 1296/1999/CE du Parlement européen et du Conseil, du 29 avril 1999, portant adoption d'un programme d'action communautaire relatif aux maladies liées à la pollution, dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique (1999-2003), JO L 155/7 du 22 juin 1999.
- * Décision du Conseil, du 19 juillet 1999, concernant les mesures applicables au traitement de certains déchets animaux aux fins de la protection contre les encéphalopathies spongiformes transmissibles, et modifiant la décision 97/35/CE de la Commission, JO L 204/37 du 4 août 1999.

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC
BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

- * Proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'application de bonnes pratiques cliniques dans la conduite d'essais cliniques de médicaments à usage humain (99/C 161/05), JO C 161/5 du 8 juin 1999.
- * Proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 92/109/CEE du Conseil relative à la fabrication et à la mise sur le marché de certaines substances utilisées pour la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes (99/C 162/09), JO C 162/9 du 9 juin 1999.
- * Proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 90/220/CEE du Conseil relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement, JO C 139/7 du 19 mai 1999.
- * Résolution du Conseil, du 8 juin 1999, concernant la résistance aux antibiotiques. Une stratégie contre la menace microbiologique, JO C 195/1 du 13 juillet 1999.
- * Conclusions du Conseil, du 8 juin 1999, concernant l'intégration dans les politiques communautaires des exigences en matière de protection de la santé, JO C 195/4 du 13 juillet 1999.
- * Communications de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 90/385/CEE du Conseil du 20 juin 1990 relative aux dispositifs médicaux implantables actifs et de la directive 93/42/CEE du Conseil du 14 juin 1993 relative aux dispositifs médicaux, JO C 181/2 du 26 juin 1999 et JO C 227/15 du 10 août 1999.
- * Communications de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 93/42/CEE du Conseil du 14 juin 1993 relative aux dispositifs médicaux, JO C 181/4 du 26 juin 1999 et JO C 227/17 du 10 août 1999.
- * Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro, JO C 227/16 du 10 août 1999.
- * Groupe européen d'éthique des sciences et des nouvelles technologies (GEE). Avis sur les aspects éthiques des banques de tissus humains, du 21 juillet 1998. Partiellement reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 129 ss.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

AUSTRALIE (VICTORIA)

- * Loi N° 98 relative à la santé mentale, du 5 décembre 1995. Partiellement reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 49 ss

CANADA (TERRE-NEUVE)

- * Loi relative aux directives préalables en matière de soins de santé et à la désignation d'un représentant thérapeutique, du 31 mai 1995. Partiellement reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 66 ss

DANEMARK

- * Loi N° 482 relative aux droits des patients, du 1^{er} juillet 1998 (*Lotvidende, 1998, partie A, 2 juillet 1998, N° 99, p. 2883 ss*). Partiellement reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 68 ss.
Voir aussi les dispositions d'exécution de cette loi concernant les testaments de fin de vie, partiellement reproduites in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 77.

ETATS-UNIS

- * Loi relative à la prévention des malformations congénitales, du 21 avril 1998 (U.S. Code Congressional & Administrative News, N° 4, juin 1998), partiellement reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 38 s.

FRANCE

- * Décret n° 98-1216 du 29 décembre 1998 relatif aux programmes régionaux d'accès à la prévention et aux soins et modifiant le code de la santé publique, JO 30.12.1998, p. 19812.
- * Décret n° 98-1229 du 29 décembre 1998 relatif aux centres mentionnés à l'article L. 355-1-1 du code de la santé publique, JO 30.12.1998, p. 19822.
- * Décret n° 99-362 du 6 mai 1999 fixant les modalités de transmission à l'autorité sanitaire de données individuelles concernant les maladies visées à l'article L.11 du Code de la santé publique : JO 13.5.1999.
- * Décret n° 99-363 du 6 mai 1999 fixant la liste des maladies faisant l'objet d'une transmission obligatoire de données individuelles à l'autorité sanitaire et modifiant le Code de la santé publique : JO 13.5.1999.
- * Loi n° 99-477 du 9 juin 1999 visant à garantir l'accès aux soins palliatifs : JO 10.6.1999.
- * Décret n° 99-486 du 11 juin 1999 (en Conseil d'Etat) relatif aux spécialités génériques et au droit de substitution du pharmacien : JO 12.6.1999, p. 8583.

GEORGIE

- * Loi relative à la santé publique, du 10 décembre 1997 (*Sakartvelos k'anoni, 31 décembre 1997, n° 47-48, p. 126 ss*), partiellement reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 1 ss.

LUXEMBOURG

- * Loi sur les établissements hospitaliers, du 28 août 1998 (*Mémorial : Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, partie A, 18 septembre 1998, N° 78, p. 1564 ss*), partiellement reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 22 ss.

PAYS-BAS

- * Loi relative aux examens médicaux, du 5 juillet 1997 (*Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden, 1997, 6 p.*). Partiellement reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 74 ss.

Cette loi est commentée par Henk J. LEENEN in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 106 s.

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

DROIT ÉDICTÉ / ERLASSENES RECHT [RO/AS + FF/BBL 18.5.99 – 17.8.99]

- * Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal).
Modification du 18 décembre 1998, en vigueur dès le 1^{er} juillet 1999 (*art. 21a et 61/4, collaboration des cantons à la procédure d'approbation des tarifs de primes*), RO 1999 2041.
Modification du 20 mars 1998, en vigueur dès le 1^{er} juillet 1999 (*abrogation de l'art. 66/3 et adjonction de l'art. 106/3, prise en compte de la prime moyenne cantonale dans la fixation des subsides fédéraux pendant une durée de 6 ans*), RO 1999 2043.
- * Arrêté fédéral sur les subsides fédéraux dans l'assurance-maladie, du 31 mai 1999, FF 1999 4782 (*fixation des subsides pour les années 2000 [2213 millions] à 2003 [2314 millions]*).
- * Ordonnance relative aux brevets d'invention (Ordonnance sur les brevets, OBI). Modification du 31 mars 1999, en vigueur dès le 1^{er} mai 1999 (*art. 127a ss, certificat complémentaire de protection pour les médicaments et les produits phytosanitaires*), RO 1999 1443.
- * Ordonnance sur la prévention des accidents et des maladies professionnelles (Ordonnance sur la prévention des accidents, OPA). Modification du 5 mai 1999, en vigueur dès le 1^{er} juin 1999 (*art. 52a, 53 : compétences de la commission de coordination, y compris celle d'élaborer des directives*), RO 1999 1752.
- * Ordonnance sur les denrées alimentaires (ODAI). Modification du 14 juin 1999, en vigueur dès le 1^{er} juillet 1999 (*art. 22 et 22b, étiquetage des denrées contenant des organismes génétiquement modifiés*), RO 1999 1848.
- * Ordonnance sur l'homologation de produits phytosanitaires (Ordonnance sur les produits phytosanitaires), du 23 juin 1999, en vigueur dès le 1^{er} août 1999, RO 1999 2045.

MESSAGES, RAPPORTS ET DÉCISIONS OFFICIELS
BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLÜSSE

- * Message concernant une loi fédérale sur les médicaments et les dispositifs médicaux (Loi sur les produits thérapeutiques, LPT), du 1^{er} mars 1999, FF 1999 3151.
- * Initiative populaire fédérale " pour un approvisionnement en médicaments sûr et axé sur la promotion de la santé (Initiative sur les médicaments) ". Aboutissement, selon décision de la Chancellerie fédérale du 27 mai 1999, FF 1999 4014 (*plus de 265'000 citoyens ont signé cette initiative, dont le texte est reproduit dans San-News N° 8, janvier 1999, p. 7*).
- * Initiative populaire fédérale " Stations cliniques modèles ". Expiration du délai constaté par la Chancellerie fédérale le 10 juin 1999, FF 1999 4588 (*l'initiative, dont le texte farfelu est reproduit dans San-News N° 5, janvier 1998, p. 7, n'a pas été déposée dans les délais*).
- * Initiative parlementaire. Droit des assurances sociales. Rapport de la Commission du Conseil national de la sécurité sociale et de la santé relatif au projet de loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA) du Conseil des Etats, du 26 mars 1996, FF 1999 4168.
- * Suisse-Union européenne : Rapport sur l'intégration 1999, FF 1999 3600.
- * Procédure de consultation. Loi fédérale sur la formation universitaire aux professions médicales, FF 1999 4904.
Les documents peuvent être obtenus auprès de l'Office central des imprimés et du matériel, Berne. Date limite : 17 septembre 1999.

- * Procédure de consultation. Rapport sur l'égalité de traitement des personnes handicapées, FF 1999 4904.
Les documents peuvent être obtenus auprès de l'Office fédéral de la justice, Berne. Date limite : 31 octobre 1999.
- * Communication du secrétariat de la Commission de la concurrence, du 29 juin 1999, FF 1999 4744
(ouverture d'une enquête concernant le marché des vitamines en Suisse).
- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à la clinique pharmacologique de l'hôpital universitaire de Zurich pour le projet "*Pharmakoepidemiologische Datenbank zu hospitalisierten Patientinnen und Patienten der Stiftung für Arzneimittelsicherheit*", du 25 mai 1999, FF 1999 3133.
- * Réduction de primes dans l'assurance-maladie. Subsidés de la Confédération et des cantons ; modèle de répartition pour l'année 2000 (provisoire), établi par l'Office fédéral des assurances sociales le 27 juillet 1999, FF 1999 4998.
- * Avis de droit de l'Office Fédéral de la Justice du 15 décembre 1998, JAAC 63/1999 II n° 36, p. 355. Liberté économique et égalité entre concurrents (art. 31 Cst.) - Formation postgrade en médecine générale.
*Incidences de l'accord sur la libre circulation des personnes passé avec la Communauté européenne et ses Etats membres. Interdiction de discriminer les personnes soumises au droit interne.
Il est contraire à l'art. 31 Cst. d'exiger des personnes formées en Suisse une formation postgrade nettement plus longue que celle requise des personnes formées à l'étranger, pour exercer en Suisse leur profession de manière indépendante.*
- * Recommandation de la Commission de la concurrence concernant le projet de loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux, à l'intention du Conseil fédéral, DPC 2/1999, p. 281 ss.
- * Préavis de la Commission de la concurrence sur la révision partielle de la LAMal relative au financement des hôpitaux, DPC 2/1999, p. 297 ss.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait du "Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin", n° 2 et 3 1999, avec l'aimable autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

BASEL-LAND

- * V. über den Zahlungsverzug von Krankenversicherten vom 24.09.1996 (Änderung : § 5 I).

BASEL-STADT

- * Richtlinien zur Behindertenheimverordnung, vom 10.12.1997.
- * G. betr. Ausübung des Berufs der Medizinalpersonen vom 26.05.1879 (Änderung : Titel "G betr. Ausübung der Berufe der Medizinalpersonen und der Komplementärmedizin"; § 1b neu, 3).
- * V. über die Ausübung der nicht-ärztlichen Komplementärmedizin (Komplementärmedizin-Verordnung), vom 22.6.1999.
- * V. betr. Prüfärztinnen und Prüfärzte bei der Durchführung von klinischen Studien mit Arzneimitteln, vom 22.6.1999.

BERN

- * V. vom 19.06.1996 über Zulassungsbeschränkungen zum Medizinstudium (Änderung : Art. 12, Studienwechsel).
- * G. vom 02.12.1973 über Spitäler und Schulen für Spitalberufe (Spitalgesetz) (Änderung: Art. 52 IV, V neu; Art. 52 IV tritt am 31.12.2002 ohne weiteres ausser Kraft).
- * RRB. vom 24.05.1995 betr. die Ausnahmeliste von Medikamenten der IKS-Verkaufskategorie C, die zum Verkauf in Drogerien zugelassen werden (Aufhebung).

FRIBOURG

- * A. du 7.4.1999 conc. la fixation de la capacité d'accueil en section de médecine et l'introduction du test d'aptitudes aux études de médecine à l'Université de Fribourg pour l'année académique 1999/2000.

GENEVE

- * R. du 9.4.1997 fixant le tarif-cadre des prestations fournies par les pharmacies d'hospitalisation à domicile (+ A. relatif aux voies de recours, p. 526) (Modification : en date du 17.02.1999, statuant sur un recours de la FGAM, le Conseil fédéral a admis partiellement le recours par une décision comportant notamment dans son dispositif la modification de l'art. 3 et l'abrogation de l'art. 2).

GLARUS

- * R. der Pflegeschule GL, vom 8.6.1999 (Ersetzt das R. vom 11.11.1996).
- * Promotionsbestimmungen der Pflegeschule GL (Berufsschule für Gesundheits- und Krankenpflege Diplommiveau I und II) (Hebt die Promotionsbestimmungen vom 13.04.1993 auf).

LUZERN

- * V. vom 15.12.1998 über die Organisation und die Aufgaben der kantonalen Spitäler (Spitalverordnung) (Hebt die V. vom 04.07.1997 auf).
- * V. über die Rechte und Pflichten der Chefärzte, Co-Chefärzte und Leitenden Ärzte des Kantons (Chefarztverordnung) vom 25.01.1991 (Änderung : § 3, Führungsgrundsätze; § 43 I lit. a & b, Abstufung von Abgaben vom Honorarertrag aus privatärztlicher Tätigkeit bei stationärer und ambulanter Behandlung).

NEUCHÂTEL

- * R. conc. les commissions locales de salubrité publique du 29.01.1960 (Modification : Art. 1, généralités; 2, nomination des membres; 9 I, objet des inspections; 16, voies de droit).

NIDWALD

- * LRB. über den Beitritt des Kantons NW zur Vereinbarung der Innerschweizer Kantone über Ausbildungen für Berufe im Gesundheitswesen, vom 3.2. 1999.
- * LRB. über den Beitritt des Kantons NW zur Vereinbarung über die Zusammenarbeit und Finanzierung der Hebammen-Grundausbildungen, vom 3.2. 1999.
- * R. des Schweizerischen Roten Kreuzes (SRK) über die Anerkennung kantonaler Ausbildungsabschlüsse (RAKA), vom 9.12.1998.
- * B. zur Übergangsfrist und übergangsrechtlichen Behandlung von Ausbildungsabschlüssen, vom 9.12.1998.

- * R. des Schweizerischen Roten Kreuzes (SRK) über die Anerkennung von ausländischen Ausbildungsabschlüssen (Änderung : Art. 4 lit. a II & IV sowie lit. c, Anerkennungsprüfung; 9 I, rechtliches Gehör; 10 III, Übergangsbestimmungen).
- * V. der Schweizerischen Sanitätsdirektorenkonferenz (SDK) über die Anerkennung kantonaler Ausbildungsabschlüsse im Gesundheitswesen in der Schweiz (Anerkennungsverordnung Inland, AVO Inland), vom 20.5.1999.

OBWALD

- * EG. zum Krankenversicherungsgesetz, vom 28.1.1999.
- * V. zum EG. zum Krankenversicherungsgesetz, vom 28.1.1999 (Hebt die VV. zum Krankenversicherungsgesetz vom 21.12.1995 und die AB. über die Prämienverbilligung in der Krankenversicherung vom 27.02.1996 auf).

ST GALLEN

- * Spitalorganisationsverordnung vom 17.06.1980 (Änderung : Art. 11 I lit. b, 25 I lit. b, Rettungs- und Transportdienst; eingeführt durch die Änderung der V. über den Betrieb privater Einrichtungen der Gesundheitspflege).
- * V. über den Betrieb privater Einrichtungen der Gesundheitspflege vom 02.11.1982 (Änderung : Titel nach Art. 14, Art. 15 I, Titel nach Art. 16, 16 bis - quinques neu; Art. 15 II aufgehoben).

SOLOTHURN

- * Alters- und Pflegeheimgesetz (APHG) vom 02.12.1990 (Änderung : § 1 II, 4 II bis & IV neu, 5 I, 5 I bis neu, II, III bis neu, 9 I, II & Marginalie; § 7, 9 III & 10-13 aufgehoben, Aufhebung der Baukostenbeiträge an Altersheime).
- * V. vom 22.09.1987 über das Verfahren vor dem Versicherungsgericht und über die Organisation und das Verfahren des Schiedsgerichtes in der Kranken- und Unfallversicherung (Änderung : § 8 II Satz 2 neu, Stellvertretung des Obmannes).

THURGAU

- * Heilmittelverordnung vom 17.12.1991 (Änderung : § 16a neu, Versandhandel; § 16 Z. 4 aufgehoben).

TICINO

- * R. della L. sull'assicurazione obbligatoria contro le malattie del 18.05.1994 (Modifica : Art. 47 abrogato).
- * R. conc. il trattamento ambulatoriale di tossicomani con metadone del 07.10. 1992 (Modifica : Art. 15, valutazione scientifica).

VALAIS

- * O. sur l'exercice des professions de la santé et leur surveillance du 20.11. 1996 (Modification : Art. premier, liste des professions de la santé) (modif. entrée en vigueur avec effet rétroactif au 1.7.1997).
- * O. sur la constatation des décès et les interventions sur les cadavres humains, du 17.3.1999 (Abroge le R. du 16.02.1972 conc. les cimetières, les inhumations, les incinérations, les exhumations, les transports de cadavres et les autopsies).

ZUG

- * G. über das Gesundheitswesen im Kanton ZG vom 21.05.1970 (Änderung : § 33, Hebammenwesen; 34, Rettungsdienste; § 30 bis & 30 ter aufgehoben).
- * Spitalgesetz vom 29.10.1998 (Hebt neben dem G. über das Spitalwesen vom 20.02.1995 dem KRB. betr. Spitalplanung vom 29.09.1994, dem KRB. betr. Aufgabenbereich der subventionierten Krankenhäuser vom 29.09.1994 *und* dem KRB. über die Ausrichtung von Beiträgen zugunsten psychischkranker Patienten vom 27.11.1980 auf).
- * G. über das Kantonsspital vom 27.8.1998 (Hebt das G vom 29.01.1981 auf).
- * KRB. vom 17.12.1998 betr. Anerkennung öffentlich subventionierter Spitäler.
- * KRB. betr. Anerkennung von Pflegeheimen mit regionalem Leistungsprogramm, vom 17.12.1998.

ZÜRICH

- * G. vom 07.03.1993 über das Sozialversicherungsgericht (Änderung : § 8 II; § 8 I Bst. c aufgehoben).
- * V. über die Aufsichtskommissionen der kantonalen Krankenhäuser vom 10. 12.1980 (Änderung : § 2 I & II, Bestand : § 2 III aufgehoben).
- * Verfügung der Direktion des Gesundheitswesens über die Personalausschüsse in den kantonalen Krankenhäusern (Personalausschussverfügung) vom 04.03.1987 (Änderung : § 3 I; § 3 II aufgehoben).

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

INTERNATIONAL ET ETRANGER / INTERNATIONAL UND AUSLÄNDISCH

- * ZENTRALSTELLE DER DEUTSCHEN ÄRZTESCHAFT ZUR QUALITÄTSSICHERUNG IN DER MEDIZIN (Hrsg.), Leitlinien-Info, *W. Zuckschwerdt Verlag*, München 1999.

SUISSE / SCHWEIZ

- * ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES, Principes médico-éthiques concernant les xénotransplantations, *Bulletin des médecins suisses*, 31/1999, p. 1904 ss.

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH - Cour (sélection) Rechtsprechung EMRK - Gerichtshof (Auswahl)

- * AFFAIRE SELMOUNI c./ FRANCE, arrêt de la Cour du 28 juillet 1999.
Mauvais traitements infligés à un détenu lors de sa détention préventive - condamnation de la France pour violation des art. 3 (interdiction de la torture et des traitements inhumains et dégradants) et 6 § 1 CEDH et satisfaction équitable
- * AFFAIRE MATTER c./ SLOVAQUIE, arrêt de la Cour du 5 juillet 1999.
Internement forcé d'un patient psychiatrique - Absence de violation de l'art. 8 CEDH (ingérence dans la vie privée) - Protection de la santé

II. Jurisprudence étrangère (sélection) Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

AUTRICHE

- * Recht der Medizin 1999, p. 61 - OGH 28 avril 1998 (10 Obs 73/98b)
Prise en charge des frais dentaires
- * Recht der Medizin 1999, p. 117 - OGH 23 février 1999 (4 Ob 335/98p) et note de A. KLETECKA
Devoir d'information du patient par un chiropraticien - Fardeau de la preuve

ALLEMAGNE

- * MedR 1999, H. 5, p. 221 s. – BGH, Urt. v. 12.11.1997 – IV ZR 58/97
Die Kosten der bei einer privat krankenversicherten Frau vorgenommenen In-vitro-Fertilisation muss der Versicherer dann nicht erstatten, wenn die Frau selbst gesund ist (die Fortpflanzungsunfähigkeit liegt bei ihrem Partner).
- * MedR 1999, H. 7, p. 320 – BGH, Urt. v. 3.11.1998 – VI ZR 253/97
Eine Beweiserleichterung nach unterlassener Befunderhebung kommt in Betracht, wenn sich bei einer Durchführung der unterlassenen Untersuchung mit hinreichender Wahrscheinlichkeit ein so deutlicher und gravierender Befund ergeben hätte, dass es sich als grob fehlerhaft darstellen würde, hierauf nicht zu reagieren.
- * MedR 1999, H. 7, p. 323 ss. – LG Köln, Urt. v. 10.12.1997 – 25 O 240/95
Umfang des Schadenersatzes für die Geburt eines behinderten Kindes nach fehlerhafter Beratung (nur Anspruch auf den behinderungsbedingten Mehrbedarf, nicht auf den gesamten Unterhaltsbedarf).

ANGLETERRE

- * Medical Law Review 1999, p. 58 ss. - *Re L.* (High Court of Justice, Family Division) - avec une note de Andrew GRUBB
Une jeune fille de 14 ans, témoin de Jéhovah, n'est pas en droit, faute de discernement suffisant, de refuser des transfusions de sang requises en lien avec une opération pour traiter des brûlures étendues et sévères ?

CANADA

- * Medical Law Review 1999, p. 88 ss. - *Winnipeg Child and Family Services v. G. (D.F.)* (Cour Suprême du Canada) - avec une note de Andrew GRUBB
On ne peut pas traiter ou détenir de force une femme enceinte dont le comportement (toxicomanie) met en danger le fœtus qui n'est reconnu comme personne qu'à partir de la naissance.

III. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

- * ATF 2P.420/1998 "F. c. Justiz-, Polizei- und Sanitätsdepartement & Verwaltungsgericht GR" vom 14. 6. 1999 (cf. infra p. 19, jurisprudence grisonne).
Nichtzulassung eines Zahnprothetikers mit zürcherischem Fähigkeitsausweis im Kanton Graubünden zu einer selbständigen Berufsausübung missachtet weder Handels- und Gewerbefreiheit noch das Binnenmarktgesetz.
- * ATF 9K.36/1998 "J.B. c. Visana & Verwaltungsgericht BE" vom 14. 6. 1999.
Selbständige und auf eigene Rechnung tätige nichtärztliche Psychotherapeuten gehören nicht zu jenen medizinischen Hilfspersonen, die zu Lasten der sozialen Krankenversicherung erbringen dürfen; Artikel 46 der Verordnung über das Krankenversicherungsgesetz ist gesetz konform.
- * ATF 1P.648/1998 "T. c. H. & Obergericht BE" vom 19. 3. 1999.

Psychiater verletzte das Berufsgeheimnis.

- * ATF 125 I 173. Tribunal fédéral, 2^e Cour de droit public, 3 mars 1999.
Admissibilité d'une mesure limitant l'admission aux études de médecine (numerus clausus bâlois).
- * ATF 125 II 206. Tribunal fédéral, 1^{ère} Cour de droit public, 30 mars 1999.
Notion d'autorisation exceptionnelle de l'Office fédéral de la santé publique pour une application médicale limitée d'héroïne (art. 8/5 LStup).
- * ATF 125 III 169. Tribunal fédéral, 2^e Cour civile, 29 avril 1999.
L'article 397a CC n'est pas une base légale pour un traitement forcé (voir San-News n° 9, mai 1999, p. 20).
- * ATF 125 III 250. Tribunal fédéral, Chambre des poursuites et faillites, 6 mai 1999.
Poursuite en recouvrement de primes d'assurance-maladie. La LAMal n'a pas modifié les conditions posées par le droit de la poursuite, notamment la portée de l'art 43 ch. 1 LP.
- * ATF 125 IV 90 et ATF 125 IV 104. Tribunal fédéral, Cour de cassation pénale, 21 avril 1999.
En l'état actuel des connaissances, l'Ecstasy ne paraît pas de nature à créer un danger évident et sérieux pour la santé physique ou psychique (art. 19 ch. 2 LStup).
- * ATF 125 V 8. Tribunal fédéral des assurances, 14 janvier 1999 et RAMA 2/1999, p. 129 ss.
Les frais de soins et de séjour en milieu hospitalier du nouveau-né en bonne santé doivent être pris en charge par l'assurance de la mère.
- * ATF 125 V 16. Tribunal fédéral des assurances, 5 février 1999 et RAMA 2/1999, p. 145 ss (commenté par J.-L. Duc in : PJA 7/1999, p. 871 s.).
Les frais de reconstruction (prothèses dentaires) sont à la charge de l'assurance obligatoire des soins dans les cas énumérés à l'article 17 OPAS (maladies graves et non évitables du système de la mastication).
- * ATF 125 V 21. Tribunal fédéral des assurances, 4 février 1999 et RAMA 2/1999, p. 137 ss (commenté par J.-L. Duc in : PJA 7/1999, p. 870 s.).
La FIVETE ne fait pas partie des prestations obligatoirement à charge de l'assurance. Le juge ne peut pas substituer son appréciation à celle de l'autorité compétente qui a élaboré l'OPAS et les listes.
- * JT 1999 I 9 (= ATF 123 III 204)
Patiente psychiatrique qui commet une tentative de suicide. Les prétentions en tort moral des proches se prescrivent par un an selon CO 60 al. 1, même si celles de la lésée sont soumises à 127 CO.
- * JT 1999 I 66 (= ATF 123 I 279)
Un pharmacien (du même canton) n'a pas qualité pour déposer un RDP contre l'autorisation délivrée à un tiers d'exploiter une pharmacie vendant notamment des médicaments par correspondance.
- * Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht 100 (1999) Nr. 5, p. 273 ss. – Bundesgericht, II. Öffentlichrechtliche Abteilung, 3.10.1997 (2P.450/1996)
Autonomie eines zürcherischen Spitalverbandes (Gemeindeverbandes) im Bereich des Spitalsubventionen.
- * Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht 100 (1999) Nr. 6, p. 312 ss. – Bundesgericht, I. Öffentlichrechtliche Abteilung, 15.7. 1998 (1P.150/1998) (cf. infra p. 19, jurisprudence bernoise).
Krankengeschichten fallen in den Schutzbereich der persönlichen Freiheit und von Art. 8 EMRK ; Prüfung des Berichtigungsanspruch nach Art. 18 KV/BE (Erw. 2a). Art. 18 KV/BE wird nicht verletzt, wenn einem Patienten hinsichtlich Auswahl und Gewichtung von Informationen in einer Krankengeschichte kein Anspruch auf Korrektur, sondern nur die Möglichkeit der Gegendarstellung eingeräumt wird (Erw. 2b-2c).
- * Semaine Judiciaire, 121 (1999) N° 16, p. 247 ss - Tribunal fédéral, Cour de cassation pénale, 3.12.1998 (cité in San-News n° 8 de jan. 1999, p. 15 et n° 9 de mai 1999, p. 21)

Lésion corporelle simple. Acte médical. Nécessité d'obtenir le consentement préalable du patient – CPS 123 (rés. et trad.).

- * RAMA 2/1999, p. 203-206, Urteil des EVG vom 22. Oktober 1998 i. Sa. D.P.
Hilflosigkeit beim An- und Auskleiden (art. 26 Abs. 1 UVG; Art. 3 Abs. 2 und 3 UVV).
- * RAMA 2/1999, p. 207-210, Urteil des EVG vom 20. November 1998 i. Sa. L.K.
Adäquater Kausalzusammenhang bei psychischen Unfallfolgen (art. 6 UVB).
- * RAMA 2/1999, p. 182-187, Arrêt du TFA du 23 février 1999.
Exigence du caractère approprié et économique d'une mesure thérapeutique.
- * RAMA 2/1999, p. 150, Décision du Conseil fédéral du 17 février 1999 en la cause opposant la Fédération des assureurs-maladie du canton de Genève au Conseil d'Etat de la République et Canton de Genève et aux organisations Sitex SA et SOS Pharmaciens
Tarif des prestations fournies par les pharmacies d'hospitalisation à domicile – définition et mission des pharmacies d'hospitalisation à domicile – celles-ci sont comprises dans les organisations de soins et d'aide à domicile au sens de l'article 7 alinéa 1^{er}, lettre b OPAS – une préparation médicamenteuse sous flux laminaire n'est pas sujette à remboursement obligatoire par les assureurs-maladie car elle ne figure ni sur la liste des spécialités, ni sur celle des médicaments avec tarif.
- * RAMA 3/1999, p. 211-257, Entscheid des Bundesrates vom 17. Februar 1999 in Sachen Zwekverband Spital Bauma gegen Regierungsrat des Kantons Zürich
Zulassung von Spitälern zur obligatorischen Krankenpflegeversicherung (Zürcher Spitalliste 1998)
- * RAMA 3/1999, p. 258-275, Urteil des EVG vom 12. März 1999
Entzug der Bewilligung zur Durchführung der sozialen Krankenversicherung in acht Kantonen auf Ersuchen der Krankenkasse.
- * Commission fédérale de recours en matière d'assurance-accident, du 28 janvier 1998 (CRAA 401/98), JAAC 63/1999 II n° 57, p. 547.
Pas d'effet suspensif spontané pour les recours ouverts contre des décisions en matière de classement des entreprises dans le tarif des primes; art. 111 LAA.
- * Commission fédérale de recours en matière d'assurance-accident, du 19 octobre 1998 (CRAA 311/96), JAAC 63/1999 II n° 58, p. 550.
La langue de la procédure est la langue officielle utilisée par le recourant devant la Commission.
- * Pratique juridique actuelle 8/1999, p. 996 ss. – Arrêt du 18.12.1998 de la 1^{ère} Chambre du TFA (K34/98) (avec un commentaire de J.-L. Duc)
Du plafonnement des soins à domicile lorsqu'un placement en établissement médico-social serait moins onéreux pour l'assureur-maladie
- * Pratique juridique actuelle 8/1999, p. 1002 ss. – Arrêt du 27.4.1999 de la 1^{ère} Chambre du TFA (K71/98) (avec un commentaire de J.-L. Duc)
Des prestations dues par l'assurance-maladie obligatoire des soins en cas de séjour hospitalier dans un établissement médico-social. Articles 39, 49 et 50 LAMal. Si la personne qui, ayant besoin d'hospitalisation, séjourne dans un établissement médico-social pour y recevoir les soins que son état nécessite, est bien hospitalisée dans cet établissement, elle ne peut néanmoins prétendre qu'aux prestations mentionnées à l'article 50 LAMal
- * DPC 1/99, p. 184 ss – Conseil fédéral, décision du 3 février 1999
Tarifs des traitements, examens et interventions ambulatoires dans le canton de Genève.
- * DPC 2/99, p. 220 ss – Commission de la concurrence, 19 avril 1999, affaire Visana et CSS.
Listes des hôpitaux et limitation du choix des hôpitaux pour les assurés au bénéfice d'une assurance demi-privée - Admissibilité selon les art. 5 et 7 LCart.

IV. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

BERN

- * JAB 1998 p. 529 ss – Arrêt du Tribunal administratif du 28 janvier 1998 (vge 20171) (cf. ATF 1P.150/1998 in ZBI 6/1999, p. 312 ss, cité infra p. 17).
L'anamnèse contient des données particulièrement dignes de protection. L'une des obligations du médecin est de relever cette anamnèse. Le patient a le droit d'exiger la rectification ou la destruction de données inexactes ou de faire enregistrer une version contradictoire.

GENEVE

- * DPC 2/99, p. 351. Décision de la Chambre civile de la Cour de Justice du canton de Genève du 18 décembre 1998, en la cause Association des médecins du canton de Genève c./ Fédération genevoise des Assureurs-maladie et les Hôpitaux universitaires de Genève (C/8243/1998, ACJC/1432/1998).
Convention sur les tarifs des traitements ambulatoires - Absence de légitimation active de l'Association des médecins selon la LCart.

GRAUBÜNDEN

- * Praxis des Verwaltungsgerichts 1998, S. 25 ff. – Entscheid vom 10. Juni 1998 (251/98) (cf. ATF 2P.420/1998 cité infra p. 15).
Auch die Tätigkeit des Zahnprothetikers genießt den Schutz der Handels- und Gewerbefreiheit und untersteht daher grundsätzlich dem Anwendungsbereich des Binnenmarktgesetzes.

JURA

- * RJJ 3/1998, p. 262 ss – Arrêt de la chambre administrative du TC du 17 août 1998
Admission des recours formés par des médecins contre une décision du département leur interdisant de proposer à leurs patients de s'adresser à un fournisseur de médicaments procédant par envois postaux.

NEUCHÂTEL

- * RJN 1998, p. 287 ss – Arrêt du Tribunal administratif du 23 juin 1998
La compensation entre primes arriérées et prestations dues par une caisse-maladie est admissible pour autant que le minimum vital soit garanti au débiteur.
- * RJN 1998, p. 289 ss – Arrêt du Tribunal administratif du 14 août 1998
Droit de résiliation anticipée, dans l'assurance-maladie obligatoire des soins, en cas d'augmentation des primes, même si celle-ci résulte d'une diminution, décidée par le Conseil fédéral, de la réduction maximale admissible dans les franchises à option.

SOLOTHURN

- * Solothurnische Gerichtspraxis 1998, S. 131 ff. – Verwaltungsgericht, Urt. v. 14. Dezember 1998
Apotheker sind nicht legitimiert, die Bewilligung eines Arztes zur Selbstdispensation von Medikamenten anzugreifen.

ST GALLEN

- * Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht 100 (1999) Nr. 4, p. 224 ss. – Verwaltungsgericht vom 26.8.1998 (B 111/1998)
Kündigung der Dienstverhältnisse von Aerzten an öffentlichen Spitälern zur Durchsetzung von Kürzungen des Honoraranteils für privatärztliche Tätigkeit.

ZÜRICH

- * Plädoyer 3/1999, p. 63 – Sozialversicherungsgericht des Kantons Zürich, II. Kammer, Urteil vom 23.3.1999; IV.9600616
Der Anspruch auf rechtliches Gehör verpflichtet die Invalidenversicherung, für die Uebersetzungskosten im Rahmen einer psychiatrischen Begutachtung anzukommen.
- * Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht 100 (1999) Nr. 7, p. 436 ss. – Verwaltungsgericht, 3. Kammer, 20.8.1998 (VB.98. 00238)
Muss ein Apotheker im Verfahren betreffend Erteilung von Selbstdispensationsbewilligungen an Aertzinnen oder Aerzte als Partei zugelassen oder beigeladen werden ?

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * FREEMANTLE N, MASON J. Not playing with a full DEC : why development and evaluation committee methods for appraising new drugs may be inadequate. *BMJ* 1999;318:1480-1482.
- * HOFFMANN JR, WILKES M. Direct to consumer advertising of prescription drugs. *BMJ* 1999;318:1515-1520.

Drogue

- * COLLINS L., Holland's half-baked drug experiment, *Foreign affairs* 78/1999, p. 82 ss.

Droit médical général

- * LAUFS A., Arzt, Patient und Recht am Ende des Jahrhunderts, *NJW* 1999, H. 24, p. 1758 ss (*Artikel über die Entwicklung des deutschen Medizinrechts in 1998-1999*).

Droits des patients, droit de la personnalité

- * Education and debate. Injury surveillance programmes, ethics, and the Data Protection Act. LYONS RA, SIBERT J, MC CABE M. Sharing data to prevent injuries ; DONNELLY PD Potential problems for tenants ; SCHELLENS T. The legal position ; EVANS D. Ethical viewpoint. *BMJ* 1999;319:372-375.
- * Ethical dilemma. Sharia punishment, treatment, and speaking out. PERRIN P. Supporting sharia or providing treatment : the International Committee of the Red Cross ; NOLAN H. Learning to express dissent : Médecins Sans Frontières ; *BMJ* 1999;319:445-447.
- * SYMPOSIUM ISSUE, Electronic Medical Information : Privacy, Liability & Quality Issues, *American Journal of Law & Medicine* 25 n° 2-3 (1999), p. 191 ss (*10 contributions sur le sujet*).
- * ANNAS GJ. Waste and Longing - The Legal Status of Placental-Blood Banking. *New England Journal of medicine* 1999;340:1521-1524.
- * BENDER A. W., Zeugen Jehovas und Bluttransfusionen. Eine zivilrechtliche Betrachtung, *MedR* 6/1999, p. 260 ss.
- * BRIDGE C., Religious Beliefs and Teenage Refusal of Medical Treatment, *The Modern Law Review* 62 n° 4 (1999), p. 585 ss.

- * BRINDLE NPJ, MC CARHY MJ, BELL PRF. The coroner service. A relic in need of reform. *BMJ* 1999;318:1502-1503.
- * CALLU M.-F., Autour de la mort : variations sur “ Madame se meurt, Madame est morte ”, *Revue trimestrielle de droit civil* 1999, p. 313 ss.
- * DE CRUZ P., Adolescent Autonomy, Detention for Medical Treatment and *Re C*, *The Modern Law Review* 62 n° 4 (1999), p. 595 ss.
- * ETZIONI A. Medical records. Enhancing Privacy, Preserving the Common Good. *Hastings Center Report* 1999;march-april:14-23.
- * GEVERS S., the Role of the Law with Respect to Self-testing, *European Journal of Health Law*, 6 (1999) 2, p. 155 ss.
- * GRAEME T.L., In defence of Ignorance : Genetic Information and the Right not to Know, *European Journal of Health Law*, 6 (1999) 2, p. 119 ss.
- * HANIKA H., Patientencharta. Stärkung der Rechte der Patienten bei der Reform der Gesundheitssysteme in Europa – Herausforderung für Deutschland ?, *MedR* 4/1999, p. 149 ss.
- * HASSAN TB, MAC NAMARA AF, DAVY A and al. Managing patients with deliberate self harm who refuse treatment in the accident and emergency department. *BMJ* 1999;318:107-109.
- * LLOYD AJ, HAYES PD, LONDON NJM and al. Patients' ability to recall risk associated with treatment options. *Lancet* 1999;353:645-646.
- * MADEA B., HENSSGE C., DETTMAYER R., Hirntod als allgemeiner Todesbegriff, *MedR* 4/1999, p. 162 s.
- * NIVEAU G., UMMEL M., HARDING T., Human rights aspects of transsexualism, *Health and Human Rights*, Vol. 4. N° 1, p. 135 ss.
- * ROTHÄRMEL S., WOLFLAST G., FEGERT J. M., Informed Consent, ein kinderfeindliches Konzept ?, *MedR* 7/1999, p. 293 ss.

Ethique biomédicale

- * Ethical Debate. Discontinuation of ventilation after brain stem death. SWINBURN JMA, ALI SM, BANERJEE DJ and al. To whom is our duty of care ? ; CRANFORD RE Policy should be balanced with concern for the family ; JENNET B. Brain stem death defines death in law. *BMJ* 1999;318:1753-1755.
- * When doctors might kill their patients. GILLON R. Foreseeing is not necessarily the same as intending. And the difference is crucial for patients and their doctors. DOYAL L. The moral character of clinicians or the best interests of patients. Intention alone cannot determine the morality of actions. *BMJ* 1999;318:1431-1433.
- * BODENDIEK F. et NOWROT K., Bioethik und Völkerrecht : aktuelle Regelungen und zukünftiger Regelungsbedarf, *Archiv des Völkerrechts* 37 (1999), p. 177 ss.
- * BRENNAN TA. Proposed Revisions to the Declaration of Helsinki – Will they Weaken the Ethical Principles Underlying Human Research ? *New England Journal of Medicine* 1999;341:527-530.
- * CAPRON AM. Ethical and Human-Rights Issues in Research on Mental Disorders That may Affect Decision-Making Capacity. *New England Journal of Medicine* 1999;340:1430-1434.
- * CLAESSENS B., Les comités locaux d'éthique hospitaliers et la responsabilité civile au sein des institutions de soins, *Revue de droit de la santé* 1998-1999 N° 5, p. 339 ss.

- * DAL-RÉ R, ESPADA J, ORTEGA R. Performance of research ethics committees in Spain. A prospective study of 100 applications for clinical trial protocols on medicines. *Journal of Medical Ethics* 1999;25:268-273.
- * DICKERT N, GRADY C. What's the Price of a Research Subject ? Approaches to Payment for Research Participation. *New England Journal of Medicine* 1999;340:1733-1739.
- * EDWARDS SJL, BRAUNHOLTZ DA, LLFORD LJ and al. Ethical issues in the design and conduct of cluster randomised controlled trials. *BMJ* 1999;318: 1407-1409.
- * ENGELHARDT T., Respect de la vie et fondements de la bioéthique, in : NOBLE D., VINCENT J.-D., *l'éthique du vivant*, Paris 1998, p. 23 ss.
- * ESER A., Les aspects juridiques de l'expérimentation sur le vivant, in : NOBLE D., VINCENT J.-D., *l'éthique du vivant*, Paris 1998, p. 132 ss.
- * FOLEY K, HENDIN H. The Oregon Report. Don't Ask, Don't Tell. *Hastings Center Report* 1999;may-june:37-42.
- * KENT G. Responses by four Local Research Ethics Committees to submitted proposals. *Journal of Medical Ethics* 1999;25:274-277.
- * LENOIR N., Respect de la vie et droit du vivant, in : NOBLE D., VINCENT J.-D., *l'éthique du vivant*, Paris 1998, p. 175 ss.
- * LEVINE RJ. The need to Revise the Declaration of Helsinki. *New England Journal of Medicine* 1999;341:531-534.
- * MICHELS R. Are Research Ethics Bad For Our Mental Health. *New England Journal of Medicine* 1999;340:1427-1430.
- * PANTILAT SZ, ALPERS A, WACHTER RM. A New Doctor in the House. Ethical Issues in Hospitalist System. *JAMA* 1999;282:171-174.
- * SOLL R. Consensus and controversy over resuscitation of the newborn infant. *Lancet* 1999;354:4-5.
- * WOODMAN R. BMA calls extra safeguards for life and death decisions. Editorial Withdrawing or withholding life prolonging treatment. A new BMA report fills an ethical vacuum. *BMJ* 1999;318:1717 and 1709.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * DANNER M., Ärztliche Leitlinien – ein medico-legales Zukunftsprojekt zur Erhöhung der Rationalität ärztlicher und rechtlicher Entscheidungen. Bericht zur Tagung " Ärztliche Leitlinien : Empirie und Recht professioneller Normsetzung ", veranstaltet vom Institut für Gesundheits- und Medizinrecht der Universität Bremen am 8./9. Oktober 1998 in Bremen, *MedR* 5/1999, p. 241 ss.
- * NYLENNA M, ANDERSEN D, DAHLQUIST G and al. Handling of scientific dishonesty in the Nordic countries. *Lancet* 1999;354:57-61.
- * STEINER J.W., Das neue Disziplinarrecht, *Recht der Medizin* 1999, p. 103 ss.

Mesures médicales spéciales

- * BERNARD C., Les incidences de l'identification génétique sur le droit de la filiation québécois, in : HENNAU-HUBLET C., KNOPPERS B. M. (dir.), *L'analyse génétique à des fins de preuve et les droits de l'homme : aspects médico-scientifique, éthique et juridique*, Bruxelles 1997, p. 353 ss.

- * BILLINGS PR, HUBBARD R, NEWMAN SA. Human germline gene modification : a dissent. *Lancet* 1999;353:1873-1875.
- * BJORN E, ROSSEL P, HOLM S. Can the written information to research subjects be improved ? – an emprirical study. *Journal of Medical Ethics* 1999;25:263-267.
- * BOSH X. Spain Leads World in Organ Donation and Transplantation. *JAMA* 1999;282:17-18.
- * BOURGEAULT G., L'identification génétique : enjeux éthiques et politiques, in : HENNAU-HUBLET C., KNOPPERS B. M. (dir.), *L'analyse génétique à des fins de preuve et les droits de l'homme : aspects médico-scientifique, éthique et juridique*, Bruxelles 1997, p. 101 ss.
- * BRADLEY P. Should childhood immunisation be compulsory. *Journal of Medical Ethics* 1999;25:330-334.
- * COLLINS FS. Shattuck lecture - Medical and societal consequences of the human genome project. *New England Journal of Medicine* 1999;341:28-37.
- * DENEKENS JPM, NYS H, STUER H. Sterilisation of incompetent mentally handicapped persons : a model for decision making. *Journal of Medical Ethics* 1999;25:237-241.
- * DICKENSON DL. Can children and young people consent to be tested for adult onset genetic disorders ? Commentary : GELLER G. Weighing burdens and benefits rather than competence. *BMJ* 1999;318:1063-1066.
- * FREEMAN M., Does Surrogacy Have a Future After Brazier ?, *Medical Law Review*, 7 (1999), p. 1 ss.
- * FRISTON M. New rules for expert witnesses. The last shots of medicolegal hired gun. *BMJ* 1999;318:1365-1366.
- * GUNNING J., Article 18 of the European Biomedicine Convention : What Impact on Assisted Reproduction ?, *European Journal of Health Law*, 6 (1999) 2, p. 165 ss.
- * HENNAU-HUBLET C., La preuve génétique et les droits de l'homme : des ponts de médiation ?, in : HENNAU-HUBLET C., KNOPPERS B. M. (dir.), *L'analyse génétique à des fins de preuve et les droits de l'homme : aspects médico-scientifique, éthique et juridique*, Bruxelles 1997, p. 427 ss.
- * HUSTIN-DENIES N., La preuve par les empreintes génétiques en droit belge de la filiation, in : HENNAU-HUBLET C., KNOPPERS B. M. (dir.), *L'analyse génétique à des fins de preuve et les droits de l'homme : aspects médico-scientifique, éthique et juridique*, Bruxelles 1997, p. 289 ss.
- * LAPOINTE M., L'identification par l'analyse génétique dans le système de preuve pénale canadien : à la recherche du difficile équilibre entre la poursuite de la vérité et les droits fondamentaux de l'accusé, in : HENNAU-HUBLET C., KNOPPERS B. M. (dir.), *L'analyse génétique à des fins de preuve et les droits de l'homme : aspects médico-scientifique, éthique et juridique*, Bruxelles 1997, p. 227 ss.
- * LAVERGNE L., Deux aspects de l'identification génétique en médecine légale : la position du généticien dans ce nouvel environnement et l'évaluation de rareté des profils génétiques, in : HENNAU-HUBLET C., KNOPPERS B. M. (dir.), *L'analyse génétique à des fins de preuve et les droits de l'homme : aspects médico-scientifique, éthique et juridique*, Bruxelles 1997, p. 39 ss.
- * LAVERGNE L., Données scientifiques, méthodes d'évaluation et vision d'ensemble de l'utilisation du profil génétique, in : HENNAU-HUBLET C., KNOPPERS B. M. (dir.), *L'analyse génétique à des fins de preuve et les droits de l'homme : aspects médico-scientifique, éthique et juridique*, Bruxelles 1997, p. 21 ss.
- * SHOOWSTACK J, KATZ PP, LAKE JR and al. Resource Utilization in Liver Transplantation. Effects of Patient Characteristics and Clinical Practice. *JAMA* 1999;281:1381-1386.

- * STEINER P., Physiotherapeutische Einrichtungen unter ärztlicher Leitung - ein Konfliktpotential ?, *Recht der Medizin* 1999, p. 55 ss.
- * VERELLEN-DUMOULIN C., Empreintes génétiques et recherche de paternité, in : HENNAU-HUBLET C., KNOPPERS B. M. (dir.), *L'analyse génétique à des fins de preuve et les droits de l'homme : aspects médico-scientifique, éthique et juridique*, Bruxelles 1997, p. 79 ss.
- * VERHAEGEN M.-N., L'identification par l'analyse génétique dans le système de preuve pénale belge : d'une réalité scientifique à la vérité juridique, in : HENNAU-HUBLET C., KNOPPERS B. M. (dir.), *L'analyse génétique à des fins de preuve et les droits de l'homme : aspects médico-scientifique, éthique et juridique*, Bruxelles 1997, p. 147 ss.
- * VIAU L., La problématique de la preuve d'ADN en droit pénal : la recherche du point d'équilibre entre vérité scientifique et vérité du droit, in : HENNAU-HUBLET C., KNOPPERS B. M. (dir.), *L'analyse génétique à des fins de preuve et les droits de l'homme : aspects médico-scientifique, éthique et juridique*, Bruxelles 1997, p. 257 ss.
- * WATTIAUX H., L'identification génétique : réflexions morales, in : HENNAU-HUBLET C., KNOPPERS B. M. (dir.), *L'analyse génétique à des fins de preuve et les droits de l'homme : aspects médico-scientifique, éthique et juridique*, Bruxelles 1997, p. 123 ss.

Responsabilité médicale

- * Hors-série de la revue *Responsabilité civile et Assurances* sur l'actualité de la responsabilité civile, 1999.
- * BALDWIN LM, HART LG, OSHEL RE and al. Hospital Peer Review and the National Practitioner Data Bank. Clinical Privileges Action Reports. *JAMA* 1999;282:349-355.
- * BARTH P., Hat der Patient bei eigenmächtigen medizinischen Eingriffen Anspruch auf Ersatz seines Körper- und Gesundheitsschadens ?, *Recht der Medizin* 1999, p. 110 ss.
- * DRESSER R. at law. Science in the Courtroom, A new Approach. *Hastings Center Report* 1999;may-june:26-27.
- * LACHAUD Y., LOUEDIN E., La responsabilité des chirurgiens : de l'obligation de moyens à l'obligation de sécurité, *Médecine & Droit* 1999 (36), p. 21 s.

Système de santé, politique de la santé

- * BIRMONTIENE T., The Development of a Health Law Doctrine in Lithuania, *European Journal of Health Law*, 6 (1999) 2, p. 181.
- * CAYLA J.-S., L'accès aux soins et la politique de santé publique, *RD sanit. soc.*, 35(2) avr.-juin 1999, p. 409 ss.
- * EGGEN B.M., ELIASSEN S., Deviance Reporting as Tool in Continuous Quality Improvement. Regulation and Stimulation through Legislation, *European Journal of Health Law*, 6 (1999) 2, p. 173 ss.
- * FLEMMICH G., Die Leistungsangebotsplanung in der sozialen Krankenversicherung, *Recht der Medizin* 1999, p. 45 ss.
- * GRUMBACH K, SELBY JV, DAMBERG C and al. Resolving the Gatekeeper Conundrum. What Patients Value in primary Care and Referrals to Specialists. *JAMA* 1999;282:261-266.
- * MACKAY J. International Aspects of US Government Tobacco Bills. *JAMA* 1999;281:1849-1850.
- * NORDLUND Y.G. & EDGREN L., Patient Complaint Systems in Health Care – A Comparative Study Between the Netherlands and Sweden, *European Journal of Health Law*, 6 (1999) 2, p. 133 ss.

- * PFEIL W. J., Das Gesundheits- und Krankenpflegegesetz und die Betreuung Behinderter Menschen, *Recht der Medizin* 1999, p. 35 ss.
- * SADETSKI S, MODAN B. Epidemiology as a basis for legislation : how far should epidemiology go ? *Lancet* 1999;353:2238-2239.
- * SALMON DA, HABER M, GANGAROSA EJ and al. Health Consequences of Religious and Philosophical Exemptions From Immunizations Laws. Individual and Societal Risk of Measles. *JAMA* 1999;282:47-53.
- * SCHNEIDER-DANWITZ A., GLAESKE G., Viagra : der Bundesausschuss der Ärzte und Krankenkassen - ein "kleiner Gesetzgeber" - ?, *MedR* 4/1999, p. 164 ss.
- * VERKINDT P.-Y., La santé des personnes les plus démunies et le rôle des organismes sociaux, *RD sanit. soc.*, 35(2) avr.-juin 1999, p. 416 ss.
- * WALL S, HOTOPF M, WESSELY S and al. Trends in the use of the Mental Health Act : England, 1984-96. *BMJ* 1999;318:1520-1521.
- * WALLNER F., Auswahl von Bewerbern um Kassenstellen aus der Sicht des EU-Rechts, *Recht der Medizin* 1999, p. 67 ss.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

- * Dossier documentaire de l'Inserm-CDEI, *Dépistage génétique*, Paris, février 1999.
- * Festschrift für Erwin DEUTSCH zum 70. Geburtstag, Köln 1999.
- * KASSENÄRZTLICHE BUNDESVEREINIGUNG (Hrsg.), *Die vertragsärztliche Versorgung im Überblick*, Köln 1999.
- * ACH J. S., BRUDERMÜLLER G., RUNTENBERG C., *Hello Dolly ? Über das Klonen*, Frankfurt a.M. 1998.
- * ACH J. S., KAY M. (éd.), *"Stell Dir vor, Du stirbst" - Patientenverfügung und Vorsorgevollmacht in der Diskussion*, Münster 1998.
- * BLASIUS Helga, MÜLLER-RÖMER Dietrich, FISCHER Jürgen, *Arzneimittel und Recht in Deutschland*, Stuttgart 1998.
- * BLASIUS Helga, MÜLLER-RÖMER Dietrich, FISCHER Jürgen, CRANZ Hubertus, *Arzneimittel und Recht in Deutschland, Arzneimittel und Recht in Europa*, Stuttgart 1998.
- * BOCK N., *Rechtliche Voraussetzungen der Organentnahme von Lebenden und Verstorbenen. Eine juristische Untersuchung, basierend auf den medizinischen Grundlagen der Organtransplantation, unter besonderer Berücksichtigung der aktuellen rechtspolitischen und rechtsethischen Diskussion*, Frankfurt a.M. 1999 (Diss. Köln 1998).
- * BOLSINGER M., *Dogmatik der Arzthaftung*, Baden-Baden 1999 (Diss. Tübingen 1997).
- * BOURCIER D., DE BONIS M., *Les paradoxes de l'expertise. Savoir ou juger*, Le Plessis-Robinson 1999.
- * BRILL K.-E., *Psychisch Kranke im Recht. Ein Wegweiser*, 2. Aufl., Bonn 1999.
- * CHONG H.-M., *Sterbehilfe und Strafrecht : ein deutsch-koreanischer Vergleich*, thèse Freiburg in Breisgau 1998.
- * CLEMENT C., HUGLO C., *Le droit des déchets hospitaliers*, Bordeaux 1999.

- * DEUTSCH Erwin, *Medizinrecht*, Berlin 1999.
- * EIBACH U., *Sterbehilfe – Tötung aus Mitleid ? Euthanasie und “lebensunwertes ” Leben*, 2. Aufl., Wuppertal 1998.
- * EICHHORN S., SCHMIDT-RETTIG B., *Chancen und Risiken von Managed Care*, Stuttgart 1998.
- * FEIDEN Karl, BLASIUUS Helga, *Arzneimittelprüfrichtlinien. Sammlung nationaler und internationaler Richtlinien*, 12. Erg.-Lfg., Stuttgart 1998.
- * FISCHER G., LILIE H., *Ärztliche Verantwortung im europäischen Rechtsvergleich*, Köln 1999.
- * FRAUSCHER Christiane, *Rechtsprobleme des Patiententestaments*, Linz 1998.
- * FRYDMAN R., FLIS-TREVES M., KOEPEL B., *Les procréations médicalement assistées*, Paris 1998.
- * FÜSZL S. et HAUSREITHER M., *Ärzterecht*, 4^{ème} éd., Vienne 1999.
- * GEISS Karlmann, GREINER Hans-Peter, *Arzthaftpflichtrecht*, 3. Aufl., München 1999.
- * GERLACH F. M., *Leitlinien in der Medizin – Zwischen Patientenindividualität und Standardisierung medizinischer Behandlung*, Dortmund 1998.
- * HENNAU-HUBLET C., KNOPPERS B. M. (dir.), *L'analyse génétique à des fins de preuve et les droits de l'homme : aspects médico-scientifique, éthique et juridique*, Bruxelles 1997.
- * HENNE Gudrun, *Genetische Vielfalt als Ressource. Die Regelung ihrer Nutzung*, Baden-Baden 1998.
- * JANSSEN K., *Medizinische Expertensysteme und staatliche Sicherheitsregulierung : Medizininformatik als Gegenstand des Medizinprodukterechts*, thèse Brême, Berlin 1997.
- * JOERDEN J. C. (Hrsg.), *Der Mensch und seine Behandlung in der Medizin*, Heidelberg 1999.
- * KAMMERHOFF U., *Medizinprodukte-Recht. Die Richtlinie 93/42/EWG über Medizinprodukte*, Melsungen 1999.
- * KARDASIADOU Z., *Die Produkthaftung für fehlerhafte medizinische Expertensysteme : eine Untersuchung unter Einbeziehung arzthaftungsrechtlicher Fragen*, thèse Hannover, Baden-Baden 1998.
- * KENNEDY Ian, GRUBB Andrew (éd.), *Principles of Medical Law*, Oxford 1998.
- * KIENLE T., *Zur Regelung von prädiktiver Medizin, Genanalyse und Gentherapie in Europa*, Diss. Tübingen 1998.
- * KÖRNER U., MOSANDL R., HUBER E., FAST B. (Hrsg.), *Wird Gesundheit zur Luxusware ? Solidarische Gesundheitsversorgung und die Zukunft der Medizin*, Dortmund 1998.
- * LANGER-ROCK C., *Der strafrechtliche Schutz des überzähligen in-vitro-gezeugten Embryos*, Diss. Bayreuth 1998.
- * MAI G., *Die rechtliche Zulässigkeit der embryonalen Gewebe- und Zelltransplantation auf dem Gebiet der Parkinsonschen Krankheit*, Diss. Hannover 1998.
- * MILLIEZ Jacques, *L'euthanasie du fœtus. Médecine ou eugénisme ?*, Paris 1999.
- * REHMANN W. A., *Arzneimittelgesetz (AMG)*, Munich 1999.

- * REINHART A., *Familienplanungsschäden. Wrongful birth, wrongful life, wrongful conception, wrongful pregnancy. Eine rechtsvergleichende Untersuchung anhand des deutschen und des angloamerikanischen Rechts*, Frankfurt a. M. 1999.
- * SAISON J., *Le risque médical. Evolution de la responsabilité sans faute du service public hospitalier*, (éd. L'Harmattan) 1999.
- * SCHIWY P., *Deutsches Arztrecht. Sammlung des gesamten Medizinalrechts des Bundes und der Länder, Kommentar*, 35. Erg.-Lfg., Starnberg 1998.
- * SCHIWY P., *Gesundheitsrecht – Fundstellen und Inhaltsnachweis. Erste systematische Zusammenstellung aller gesundheitsrechtlichen Bestimmungen. Bund – Länder – Europa*, 2. Aufl., Starnberg 1998.
- * STAMER Katrin, *Die Ethikkommissionen in Baden-Württemberg: Verfassung und Verfahren* (thèse Uni. Heidelberg), Frankfurt a. M. 1998.
- * STEFFEN E., DRESSLER W.-D., *Arzthaftungsrecht. Neue Entwicklungslinien der BGH-Rechtsprechung*, 8. Aufl., Köln 1999.
- * ULSENHEIMER K., *Arztstrafrecht in der Praxis*, 2. Aufl., Heidelberg 1998.
- * WALLNER F., *Vergleich der Gesundheitssysteme in der EU*, Vienne 1998.

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * ROBERT C., Utilisation de médicaments non enregistrés en Suisse, *Bulletin des médecins suisses*, 1999 ; 80, Nr 21, p. 1308 ss.

Assurances sociales

- * BANDI T., Politique des risques, compensation des coûts et solidarité dans l'assurance-maladie, *Sécurité sociale* 2/1999, p. 70-72.
- * BRUNNER H. H., Budget global – une analyse critique de la révision partielle de la LAMal, *Bulletin des médecins suisses*, 1999 ; 80, Nr 18, p. 1092 ss.
- * DOLESCHAL J., Réglementation en matière de sécurité sociale dans l'accord avec l'Union européenne sur la libre circulation des personnes, *Sécurité sociale* 3/1999, p. 120-124.
- * DUC J.-L., De l'assurance d'une indemnité journalière en cas de maladie et du droit de libre passage, *Pratique juridique actuelle*, 8/1999, p. 919 ss.
- * FRECHELIN K., Conséquences de l'accord sur la libre circulation des personnes en matière d'assurance-maladie, d'assurances-accidents et d'allocations familiales, *Sécurité sociale* 3/1999, p. 132-134.
- * FRECHELIN K., Couverture en cas de maladie et d'accidents dans les Etats de l'UE, *Sécurité sociale* 3/1999, p. 134-136.

- * KUHN HP., Structures de tarifs, conventions tarifaires et neutralité des coûts dans la LAMal, *Bulletin des médecins suisses*, 1999;80, n° 29/30, p. 1783 ss.
- * MARCUARD C., Assurance-maladie et solidarité, *Sécurité sociale* 2/1999, p. 69.
- * MOSIMANN H.-J., Bemerkungen zu den BGE 124 V 29 und 124 V 209, *PJA* 8/1999, p. 992 ss (*Integritätsentschädigung für psychische Unfallfolgen – Adäquater Kausalzusammenhang*).
- * MÜLLER R. A., Abfindungen in Sozialplänen und ihre sozialversicherungsrechtliche Behandlung, *PJA* 1999, p. 286 ss.
- * SPYCHER S., Assurance-maladie : les effets sous-évalués de la compensation des risques, *Sécurité sociale* 2/1999, p. 94-98.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * DUMOULIN J.-F., La confidentialité et la “maltraitance”, *Plädoyer*, 3/1999, p. 50 ss.
- * FISCHER J., Wo das Einwilligungskriterium zur Diskriminierung führt, *Bulletin des médecins suisses*, 1999 ; 80, Nr 18, p. 1110 ss.
- * GUINCHARD J.-M., Dépistage non volontaire de drogues : pas de complicité médicale, *Médecine & Hygiène* 1999;57:1170-1173.
- * MÜLLER G., Gleichbehandlung der Geschlechter und Vertragsfreiheit bei der Bemessung der Prämien für Krankenversicherungen, in : *Verfassungsstaat vor neuen Herausforderungen : Festschrift für Yvo Hangartner*, St-Gall 1998, p. 627 ss.

Euthanasie

- * NAU J.-Y., Euthanasier les fœtus humains, *Médecine & Hygiène* 1999;57: 1052.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * BLANCHARD N., La jurisprudence récente de la commission genevoise de surveillance des professions de la santé, *Médecine & Hygiène* 1999;57:976-978.
- * CORNU J., Les recommandations pour la pratique clinique du département de médecine du CHUV, *Médecine & Hygiène* 1999;57:1040.
- * FISCHER S., Commission de surveillance des professions de la santé : la situation en Suisse romande, *Médecine & Hygiène* 1999;57:979.

Mesures médicales spéciales

- * BRUSA G., Die medizinische Begutachtung im Unfallversicherungswesen – Notstand und Provokation, *PJA* 7/1999, p. 895 ss.
- * CEREGHETTI A., De l'arbitraire des expertises médicales, *Plädoyer* 3/1999, p. 49.
- * GMÜR M., Die Anforderungen an Psychiatrische Gutachten, *Plädoyer*, 4/1999, p. 28 ss.
- * SENN J., Hirnverletzungen und Biomechanik, *PJA* 5/1999, p. 625 ss.
- * SIDLER M., SUVA-Aktengutachten ohne Beweiswert, *Plädoyer*, 3/1999, p. 18 ss.

Responsabilité médicale

- * AYER A., Maltraitance et responsabilité de l'Etat, commentaire et extrait de l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'Homme du 23 septembre 1998, aff. A. c. Royaume-Uni (100/1997/884/1096), *Plädoyer*, 3/1999, p. 55 ss.
- * GUILLOD O., Responsabilité médicale : la prise de la pastille. Quelques réflexions sur un arrêt français révolutionnaire, *Médecine & Hygiène* 1999;57:886-889.
- * KUHN HP., Bureau d'expertises de la FMH, *Bulletin des médecins suisses*, 1999 ; 80, Nr 26, p. 1607 ss.
- * KUHN M., Die Arzthaftung in der Schweiz, *MedR* 6/1999, p. 248 ss.

Système de santé, politique de la santé

- * BAERTSCHI B., Le prix de la santé et le coût des soins. Rationnement, santé publique et justice, *Médecine & Hygiène* 1999;57:1464-1466.
- * BURI M., Première enquête nationale sur l'aide et les soins à domicile, *Sécurité sociale* 3/1999, p. 149-150.
- * FURRER R., Gesundheit, in : JENNY K. et al. (éd.), *Staats- und Verwaltungsrecht des Kantons Basel-Landschaft*, Liestal 1998, p. 419 ss.
- * GUINCHARD J.-M., Demain, j'arrête de soigner !, *Médecine & Hygiène* 1999; 57:967.
- * LANGENEGGER M., Gestion de la qualité dans le domaine de la santé : conditions-cadre de l'OFAS, *Sécurité sociale* 2/1999, p. 151-153.
- * RUSSBACH R., Conflits armés, prévention et santé publique, *Revue Internationale de la Croix-Rouge* 1/1999, p. 85 ss.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

- * BUREAU D'ETUDES DE POLITIQUE DU TRAVAIL ET DE POLITIQUE SOCIALE, *Wirkungsanalyse des Risikoausgleichs in der Krankenversicherung*, OCFIM (n° commande : 318.010.1/99d), Berne 1999. (Il existe une version abrégée en allemand et en français, n° commande 318.010.2/99df).
- * Interdepartementale Arbeitsgruppe "Finanzierungsperspektiven der Sozialversicherungen (IDA FiSo) 2", *Analyse des prestations des assurances sociales*, OFAS (éd.), Berne 1997.
- * AGIER J.-M., CHOLLET N., GHELEW A., *Maladie, accident, invalidité, vieillesse, perte de soutien : vos droits d'assurés. Guide juridique pratique*, 5^{ème} éd., Lausanne 1999.
- * BIEDERMANN Daniel, GROSS Jost, KOCHER Gerhard (éd.), *Krankenversicherung und Gesundheitswesen – wie weiter ?*, Berne 1999.
- * GREPPI S., *Les effets de la nouvelle loi sur l'assurance-maladie dans le financement du système de santé*, coll. Aspects de la sécurité sociale, Berne 1998.
- * GYSIN C., *Der Schutz des Existenzminimums in der Schweiz*, Bâle, Genève 1999.
- * HAUSSEER Heinz, AEBI-MÜLLER Regina, *Das Personenrecht des schweizerischen ZGB*, Berne 1999 (*Traite aussi de la responsabilité civile médicale et de la transplantation d'organes*).
- * KIESER Ueli, *Das Verwaltungsverfahren in der Sozialversicherung*, Zürich 1999.
- * KIESER U., RIEMER-KAFKA G., *Tafeln zum schweizerischen Sozialversicherungsrecht*, 2^{ème} éd., Zurich 1998.

- * MAIER Philipp, *Das gerichtspsychiatrische Gutachten gemäss Art. 13 StGB : unter Berücksichtigung der gesetzlichen Regelung ausgewählter Kantone*, Zürich 1999.
- * MANAI Dominique, *Les droits du patient face à la médecine contemporaine*, Bâle, 1999.
- * MEYER-BLASER Ulrich, *Soziale Sicherheit*, Basel 1998.
- * RENSCHLER I., CATTACIN S., *Politiques publiques en matière de drogue en Suisse : études sur Lausanne et Zurich*, Chavannes-près-Renens 1996.
- * RÖSCH Bruno, *Die kantonalen Gesundheitsgesetze – Zulassungs- und Ausübungsvorschriften für Erfahrungsheilkundige*, Berne 1999.
- * SANER Luc (éd.), *Auf dem Weg zu einer neuen Drogenpolitik*, Basel 1998.
- * DE SAUSSURE Christian (dir.), *Vieillards martyrs, vieillards tirelire. Maltraitance des personnes âgées*, Genève 1999.
- * SOTTAS G. (réd.), *Données administratives de l'assurance-maladie : analyse de qualité, statistique élémentaire et base pour les exploitations*, coll. Aspects de la sécurité sociale, Berne 1998.
- * STOCK J. et al., *Hypertonie-Management : neue Formen der Krankenversicherung : ein Praxisvergleich zwischen traditionellen Praxen und HMOs*, coll. Aspects de la sécurité sociale, Berne 1998.
- * ZÜND Christian, *Kommentar zum Gesetz über das Sozialversicherungsgericht des Kantons Zürich*, Zürich 1999.

SAN·NEWS N°11.

Ce numéro couvre en principe la période entre le **15 août 1999** et le **31 décembre 1999**.

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) Internationales Recht (Auswahl)

DROIT EDICTÉ / ERLASSENES RECHT

- * Conseil de l'Europe. Protocole additionnel à la Convention pour la protection des droits de l'homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine, portant interdiction du clonage d'êtres humains du 12 janvier 1998 voir www.coe.int

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC.
BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

- * Conseil de l'Europe. Recommandation N° R (99) 4 du Comité des Ministres sur les principes concernant la protection juridique des majeurs incapables, du 23 février 1999. Partiellement reproduite *in* : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 206 ss.
- * Conseil de l'Europe. Recommandation N° R (99) 3 du Comité des Ministres relative à l'harmonisation des règles en matière d'autopsie médico-légale, du 2 février 1999, résumée *in* : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 225 s.
- * Conseil de l'Europe. Recommandation 1399 (1999) de l'Assemblée parlementaire relative à la xénotransplantation, du 29 janvier 1999, reproduite *in* : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 450.

II. Droit communautaire / Europarecht (JOCE 1.9.1999-31.12.1999)

DROIT ÉDICTÉ / ERLASSENES RECHT

- * Directive 1999/82/CE de la Commission, du 8 septembre 1999 portant modification de l'annexe de la directive 75/318/CEE du Conseil relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les normes et protocoles analytiques, toxico-pharmacologiques et cliniques en matière d'essais de spécialités pharmaceutiques, JO L 243/7, du 15 septembre 1999.
- * Directive 1999/83/CE de la Commission, du 8 septembre 1999 portant modification de l'annexe de la directive 75/318/CEE du Conseil relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les normes et protocoles analytiques, toxico-pharmacologiques et cliniques en matière d'essais de spécialités pharmaceutiques, JO L 243/9, du 15 septembre 1999.

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC.
BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

- * Proposition de règlement (CE) du Conseil complétant le règlement (CEE) n° 302/93 portant création d'un observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT), JO C 342E/43, du 30 novembre 1999.

- * Résolution du Parlement européen sur la communication de la Commission concernant le marché unique des produits pharmaceutiques, JO C 279/79, du 1^{er} octobre 1999.
- * Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro, JO C 288/41, du 9 octobre 1999.
- * Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 90/385/CEE du Conseil du 20 juin 1990 relative aux dispositifs médicaux implantables actifs et de la directive 93/42/CEE du Conseil du 14 juin 1993 relative aux dispositifs médicaux, JO C 288/42, du 9 octobre 1999.
- * Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 93/42/CEE du Conseil du 14 juin 1993 relative aux dispositifs médicaux, JO C 288/43, du 9 octobre 1999.
- * Avis du Comité économique et social sur la Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain (version codifiée), JO C 368/3, du 20 décembre 1999.
- * Avis du Comité économique et social sur la Proposition de directive du Conseil concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérigènes au travail (sixième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 89/391/CEE), JO C 368/187, du 20 décembre 1999.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

ALLEMAGNE

- * Loi du 1^{er} juillet 1998 portant réglementation des activités de transfusion (*Bundesgesetzblatt*, partie I, 6 juillet 1998, N° 42, p. 1752 ss), partiellement reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 364 ss.

ARGENTINE

- * Loi N° 3076 du 20 mars 1997 relative à la détermination des droits du patient, partiellement reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 391 s.
- * Loi N° 3099 du 20 mai 1997 relative à la bioéthique. Recherche, analyse et diffusion, partiellement reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 392 s.

BELGIQUE

- * Loi du 11 janvier 1999 portant règlement de l'exploitation des centres de bronzage (Moniteur belge, 20 février 1999, N° 36, p. 5139 ss), partiellement reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 237 s.
- * Arrêté royal du 15 février 1999 relatif à l'évaluation qualitative de l'activité médicale dans les hôpitaux (Moniteur belge, 25 mars 1999, N° 59, p. 9552 ss), partiellement reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 351 ss.
- * Arrêté royal du 15 février 1999 fixant les normes auxquelles les programmes de soins " médecine de la reproduction " doivent répondre pour être agréés (Moniteur belge, 25 mars 1999, N° 59, p. 9556 ss), partiellement reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 351 ss.

DANEMARK

- * Arrêté N° 849 du 2 décembre 1998 portant promulgation de la Loi relative à la privation de liberté et à d'autres formes de contrainte en psychiatrie. Arrêtés d'application N° 878, 879 et 880 du 10 décembre et N° 938 du 15 décembre, résumés *in* : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 383 s.
- * Arrêté N° 665 du 14 septembre 1998 relatif à l'information et au consentement et à la diffusion des renseignements en rapport avec la santé, partiellement reproduit *in* : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 395 ss.

FINLANDE

- * Loi N° 879 du 27 novembre 1998 portant modification de la Loi relative aux dommages causés aux patients, résumée *in* : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 225.

FRANCE

- * Arrêté du 12 janvier 1999 relatif aux règles de bonnes pratiques cliniques et biologiques en assistance médicale à la procréation (Journal officiel de la République française, Lois et Décrets, 28 février 1999, N° 50, p. 3061 ss.), résumé *in* : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 204 s.
- * Loi N° 99-223 du 23 mars 1999 relative à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage (Journal officiel de la République française, Lois et Décrets, 24 mars 1999, N° 70, p. 4399 ss.), partiellement reproduite *in* : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 218 ss.

LITUANIE

- * Loi du 3 octobre 1996 relative aux droits des patients et à l'indemnisation des patients pour dommages à leur santé, partiellement reproduite *in* : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 397.

PANAMA

- * Loi N° 52 du 12 décembre 1998 portant réglementation de la collecte, de la conservation, du stockage, du transport, de la destination et de l'élimination finale d'organes ou d'éléments du corps, ainsi que des procédures de transplantation chez des êtres humains, partiellement reproduite *in* : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 368 ss.

TURQUIE

- * Règlement de 1998 du Ministère de la Santé relatif aux droits des patients, partiellement reproduit *in* : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 397 ss.

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

DROIT ÉDICTÉ / ERLASSENES RECHT

- * Constitution fédérale du 18.04.1999 (Abroge la Constitution fédérale du 29 mai 1874) (Introduite par l'AF relatif à une mise à jour de la Constitution fédérale du 18 décembre 1998), entrée en vigueur le 01.01.2000, RO 1999 2556.

- * Loi fédérale sur l'Accord entre, d'une part, la Confédération suisse et, d'autre part, la Communauté Européenne et ses Etats membres sur la libre circulation des personnes, du 8 octobre 1999. Délai référendaire échéant le 3 février 2000 (*la loi modifie notamment profondément la loi fédérale concernant l'exercice des professions médicales, du 19 décembre 1877*), FF 1999 7841.
- * Loi fédérale portant modification de l'arrêté fédéral sur le contrôle du sang, des produits sanguins et des transplants, du 8 octobre 1999. Délai référendaire échéant le 3 février 2000, FF 1999 7939.
- * Loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (Modification: Art. 106 III; Art. 66 III 2^{ème} phrase abrogée) du 20 mars 1998, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1999, RO 1999 2043.
- * Loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (Modification: Art. 21 A, concours des cantons; 61 IV 2^{ème} phrase) du 18.12.1998, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1999, RO 1999 2041.
- * Arrêté fédéral concernant l'introduction dans la Constitution fédérale du 18 avril 1999 des modifications de la Constitution fédérale du 29 mai 1874, du 28 septembre 1999 (*concerne l'article 119a, médecine de la transplantation*), FF 1999 7967.
- * Arrêté fédéral concernant l'adaptation formelle à la nouvelle Constitution fédérale des initiatives populaires prêtes à être soumises au vote, du 28 septembre 1999 (*concerne notamment l'initiative "pour la protection de l'être humain contre les techniques de reproduction artificielle" qui sera soumise au vote le 12 mars 2000*), FF 1999 7967.
- * Arrêté fédéral portant approbation de la modification de l'ordonnance générale concernant les examens fédéraux des professions médicales (OGPM), du 29 septembre 1999, FF 1999 7967.
- * Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal). Modification du 11 août 1999, en vigueur dès le 1^{er} octobre 1999 (*art. 1, 7 : assujettissement des requérants d'asile*), RO 1999 2403.
- * Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (OPAS).
 - Modification du 29 juin 1999, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2000 et dès le 1^{er} juillet 1999 pour la prise en charge des mammographies (*modification de l'art. 12 sur les mesures médicales de prévention, et de l'annexe 1*), RO 1999 2517.
 - Modification du 28 juin 1999, en vigueur dès le 1^{er} juillet 1999 (*nouvelle teneur de la liste des moyens et appareils*), RO 1999 2504.
 - Modification du 5 juillet 1999, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2000 (*nouvelle teneur de la liste des moyens et appareils*), RO 1999 2516.
 - Modification du 29 juin 1999, en vigueur dès le 1^{er} juillet 1999 (*nouvelle teneur de la liste des analyses*), RO 1999 2505.
 - Modification du 19 juillet 1999, en vigueur dès le 1^{er} août 1999 (*nouvelle teneur de la liste des médicaments avec tarif*), RO 1999 2503.
- * Ordonnance relative aux primes moyennes cantonales 2000 de l'assurance obligatoire des soins pour le calcul des prestations complémentaires, du 8 novembre 1999, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2000 (jusqu'au 31 décembre 2000), RO 1999 3602.
- * Ordonnance sur la garantie de la qualité des programmes de dépistage du cancer du sein réalisé par mammographie, du 23 juin 1999, en vigueur dès le 1^{er} juillet 1999, RO 1999 2168.
- * Ordonnance sur les infirmités congénitales (OIC). Modification du 25 juin 1999, en vigueur dès le 1^{er} octobre 1999 (*modification des ch. 195 et 327 de l'annexe*), RO 1999 2402.
- * Ordonnance générale concernant les examens fédéraux des professions médicales (OGPM). Modification du 27 janvier 1999, en vigueur dès le 1^{er} octobre 1999 (*art. 46a, essai de nouveaux modèles d'enseignement et d'exams*), RO 1999 2643.

- * Ordonnance concernant l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens à la Faculté de médecine de l'Université de Bâle, du 1^{er} novembre 1999, en vigueur dès le 1^{er} novembre 1999, RO 1999 2875.
- * Ordonnance concernant l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens à la Faculté de médecine de l'Université de Berne, du 1^{er} novembre 1999, en vigueur dès le 1^{er} novembre 1999, RO 1999 3590.
- * Ordonnance concernant l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examen pour le cursus pharmaceutique de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, du 1^{er} novembre 1999, en vigueur dès le 1^{er} novembre 1999, RO 1999 3594.
- * Ordonnance concernant l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens au Département pharmacie de l'Université de Bâle, du 1^{er} novembre 1999, en vigueur dès le 1^{er} novembre 1999, RO 1999 3596.
- * Ordonnance sur l'utilisation d'organismes dans l'environnement (Ordonnance sur la dissémination dans l'environnement, ODE), du 25 août 1999, en vigueur dès le 1^{er} novembre 1999, RO 1999 2748.
- * Ordonnance sur l'utilisation des organismes en milieu confiné (Ordonnance sur l'utilisation confinée, OUC), du 25 août 1999, en vigueur dès le 1^{er} novembre 1999, RO 1999 2783.
- * Ordonnance sur la protection des travailleurs contre les risques liés aux microorganismes (OPTM), du 25 août 1999, en vigueur dès le 1^{er} novembre 1999, RO 1999 2826.
- * Ordonnance portant édicition de la pharmacopée (OPha).
 - Modification du 23 juin 1999, en vigueur dès le 1^{er} septembre 1999 (*nouvelle version de l'annexe*), RO 1999 2709.
 - Modification du 13 décembre 1999, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2000 (*nouvelle version de l'annexe*), RO 1999 3598.
- * Ordonnance du 1^{er} mars 1995 sur les denrées alimentaires (Modification: Plusieurs articles, entre autre organismes génétiquement modifiés et produits issus de tels organismes) du 14 juin 1999, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1999, RO 1999 1848.
- * Arrêté du Conseil fédéral constatant le résultat de la votation populaire du 13 juin 1999 (notamment : prescription médicale d'héroïne, assurance-invalidité, assurance-maternité), FF 1999 6571.
- * Règlement d'apprentissage et d'examen de fin d'apprentissage, du 20 avril 1999 et Programme d'enseignement professionnel, du 20 avril 1999 pour les opticiens/opticiennes, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2000, FF 1999 7599.
- * Normes techniques pour les dispositifs médicaux (Ordonnance sur les dispositifs médicaux, Odim), du 19 octobre 1999, FF 1999 7785.

**Sauf mention contraire, tous ces textes sont en vigueur /
Alle diese Texte sind ohne anders lautenden Hinweis rechtskräftig**

MESSAGES, RAPPORTS ET DECISIONS OFFICIELS
BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLÜSSE

- * Message relatif à l'approbation des accords sectoriels entre la Suisse et la Communauté européenne, du 23 juin 1999, FF 1999 5440.
- * Message concernant l'initiative populaire " pour des médicaments à moindre prix ", du 12 mai 1999, FF 1999 6813.

- * Message concernant l'arrêté fédéral sur des mesures urgentes dans la compensation des risques de l'assurance-maladie, du 18 août 1999, FF 1999 7136.
- * Message concernant la mise en vigueur de la nouvelle Constitution fédérale et les adaptations législatives consécutives, du 11 août 1999, (*touche notamment l'ex-article 24^{decies} Cst, qui devient l'article 119a Cst, et l'adaptation formelle du texte de l'initiative populaire fédérale " pour la protection de l'être humain contre les techniques de reproduction artificielle ", qui sera soumise au vote du peuple et des cantons le 12 mars 2000*), FF 1999 7145.
- * Message concernant l'initiative populaire " pour le libre choix du médecin et de l'établissement hospitalier ", du 14 juin 1999, FF 1999 7987.
- * Message concernant la création et l'adaptation des bases légales nécessaires au traitement de données personnelles, du 25 août 1999 (*touche notamment la loi sur l'exercice des professions médicales, la loi sur les épidémies et le traitement des données sanitaires par l'armée*), FF 1999 8381.
- * Message concernant l'initiative populaire " pour des coûts hospitaliers moins élevés ", du 8 septembre 1999, FF 1999 9005.
- * Initiative populaire fédérale " *La santé à un prix abordable (initiative-santé)* ". Aboutissement, selon décision de la Chancellerie fédérale du 4 août 1999, FF 1999 6586.
- * Initiative populaire fédérale " Droits égaux pour les personnes handicapées ". Aboutissement, selon décision de la Chancellerie fédérale du 4 août 1999, FF 1999 6591.
- * Procédure de consultation. Loi fédérale sur la transplantation, FF 1999 8962. *Les documents (rapport explicatif et projet de loi) peuvent être imprimés du site de l'Office fédéral de la santé publique, à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/bag/transpla/gesetz/f/index.htm>*
Date limite pour la consultation : 29 février 2000.
- * Communications du secrétariat de la Commission de la concurrence, du 24 septembre 1999, (*ouverture d'une enquête selon l'art. 27 LCart. contre Intensiv SA et Kaladent AG, deux sociétés de production et de distribution de fournitures dentaires*), FF 1999 7211 et 7212.
- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à l'Hôpital cantonal de Bâle (cliniques universitaires), du 5 octobre 1999, FF 1999 7200.
- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée au Schulärztliche Dienst der Stadt Zürich, du 21 décembre 1999, FF 1999 9115.

V. **Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)**

(extrait du " Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin ", n° 4 et 5 1999, avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

BASEL-LAND

- * Alters- und Pflegeheimdekret vom 19. Februar 1990 (Änderung: Mehrere Paragraphen, u.a. Verzinsung der Investitionsbeiträge, Karenzzeit, Pensionskostenbeitrag, Pflegekostenzuschläge, Mitsprache der Gemeinden) vom 23. Juni 1999, in Kraft ab 1. Januar 2000, GS 33.697.

BERN

- * Verordnung vom 18. Oktober 1995 über die Organisation und die Aufgaben der Gesundheits- und Fürsorgedirektion (Organisationsverordnung GEF; OrV GEF) (Änderung: Art. 3, gleichgestellte Organisationseinheiten; 4 I & III, Kommissionen; 8 lit. i neu, Querschnitts- und Dienstleistungsaufgaben; 9 lit. b, weitere Aufgaben; 12 II lit. d, kantonales Laboratorium (KL); 19, Berufsschule für Pflege, Schwerpunkt Psychiatrie; 20, lit. b & c, kantonale Schulheime und kantonale Sprachheilschule; Art. 21 I lit. c & d, Personal; Art. 2 I lit. h & 17 aufgehoben) (Art. 3 lit. b tritt auf den 1. Januar 2000 in Kraft) vom 23. Juni 1999, in Kraft ab 1. September 1999, BAG 99-70.

GENEVE

- * Loi sur l'exercice des professions de la santé, les établissements médicaux et diverses entreprises du domaine médical du 16 septembre 1983 (Modification: très nombreux articles) du 21.05.1999, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2000, FAO 1999, No 60, p. 870.

FRIBOURG

- * Loi sur la santé du 16 novembre 1999. Délai référendaire: du 18 décembre 1999 au 16 mars 2000. Feuille officielle du canton de Fribourg n°51, 17 décembre 1999.
- * Loi sur l'Hôpital cantonal de Fribourg (Abroge la Loi organique du 16 mai 1929) du 02.03.1999, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2000, Feuille Officielle 1999, No 14, p. 609.

JURA

- * Loi du 22 juin 1994 sur les hôpitaux (Modification: Art. 23 I, 23 I bis nouveau) du 16.12.1998, entrée en vigueur le 1^{er} mars 1999, Journal Officiel 1998, No 48, p. 771.

NEUCHÂTEL

- * Loi sur les établissements spécialisés pour personnes âgées du 21 mars 1972 (Modification: Art. 7 - 10, 24 abrogés) du 23 juin 1999, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2000, Feuille Officielle 1999, No 50, p. 710.

OBWALD

- * Gesundheitsgesetz vom 20. September 1991 (Änderung: Art. 7 - 10, 17; Art. 16 II aufgehoben) (Art. 7 lit. a & b, 8 lit. a & g sowie 9 I lit. h & i treten bereits auf den 01.08.1999 in Kraft) vom 27. Mai 1999, in Kraft ab 1. Januar 2000 Amtsblatt 1999, Nr. 22, S. 683.

SOLOTHURN

- * Gesundheitsgesetz (Hebt insgesamt 18 Erlasse auf, u.a. das Gesetz vom 30. Mai 1857 über die Organisation des Sanitätswesens, das Gesetz vom 30. April 1882 über die öffentliche Gesundheitspflege und Lebensmittelpolizei *und* das Gesetz vom 08. Juli 1951 über die Tuberkulosebekämpfung) vom 27. Januar 1999, in Kraft ab 1. Januar 2000, Amtsblatt 1999, Nr. 6, S. 274.
- * VV zum Gesundheitsgesetz (Hebt insgesamt 11 Erlasse auf, u.a. die Verordnung vom 19. Dezember 1938 über die Organisation des Sanitätswesens, die Verordnung vom 28. Juli 1945 über die Autopsie von Leichen *und* die Verordnung vom 02. September 1958 über die Chiropraktik auf) vom 28. Juni 1999, in Kraft ab 1. Januar 2000, unter Vorbehalt des Einspruchs, RRB Sonderdruck Nr. 391.

Sauf mention contraire, tous ces textes sont en vigueur /

Alle diese Texte sind ohne anders lautenden Hinweis rechtskräftig

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

INTERNATIONAL ET ETRANGER / INTERNATIONAL UND AUSLÄNDISCH

- * Avis du Conseil National d'Ethique pour les Sciences de la Vie du Portugal sur les aspects éthiques des soins de santé ayant trait à la fin de la vie, du 7 juin 1995, reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 435 s.

SUISSE / SCHWEIZ

- * ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES, Directives concernant les problèmes éthiques aux soins intensifs, *Bulletin des médecins suisses* 35 (1999), p. 2139 ss.

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH - Cour (sélection) Rechtsprechung EMRK - Gerichtshof (Auswahl)

- * AFFAIRE SEIDEL c./ FRANCE, arrêt du 11 janvier 2000.
Remboursement des frais d'un internement psychiatrique ordonné d'office et reconnu irrégulier. Durée de la procédure excessive.
- * AFFAIRE PSYCHEX c./ SUISSE, rapport de la Commission européenne des droits de l'homme du 2 décembre 1997, JAAC 63/1999 N° 112, p. 990 ss.
Refus d'une clinique de distribuer une circulaire de l'association "Psychex" aux patients, jugé admissible (art. 10 § 2 CEDH) en raison des effets défavorables que la brochure pourrait avoir sur les patients.
- * AFFAIRE GONZALVO c./ FRANCE, arrêt de la Cour (troisième section) du 9 novembre 1999.
Patient infecté par une transfusion sanguine - Expertise médicale. Durée de la procédure excessive et violation de l'art. 6 § 1 CEDH - Dommage moral.
- * AFFAIRE MARQUES GOMES GALO c./ PORTUGAL, arrêt de la Cour (quatrième section) du 23 novembre 1999.
Expertise médicale - Durée de la procédure. Violation de l'art. 6 § 1 CEDH et dommage moral.
- * AFFAIRE GALINHO CARVALHO MATOS c./ PORTUGAL, arrêt de la Cour (quatrième section) du 23 novembre 1999.
Expertise médicale - Durée de la procédure. Violation de l'art. 6 § 1 CEDH et dommage moral.
- * AFFAIRE G. S. c./ AUTRICHE, arrêt de la Cour (troisième section) du 21 décembre 1999.
Autorisation de pratique pour un pharmacien. La durée excessive de la procédure constitue une violation de l'art. 6 § 1 CEDH. Dédommagement.
- * AFFAIRE BROUILLY c./ FRANCE, arrêt de la Cour (troisième section) du 7 décembre 1999.
Consultation de son dossier psychiatrique par la requérante. Communication incomplète. Durée excessive de la procédure en violation de l'art. 6 § 1 CEDH. Dédommagement.

III. Jurisprudence étrangère (sélection) Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

ALLEMAGNE

- * Neue Juristische Wochenschrift 1999, H. 46, p. 3399 s. – Bundesverfassungsgericht (1. Kammer des Ersten Senats), Beschl. v. 11. 8. 1999 – *Organentnahme bei lebenden Personen (Transplantationsgesetz)*.
- * Neue Juristische Wochenschrift 1999, H. 46, p. 3435 s. – Bundessozialgericht, Urt. v. 18. 3. 1998 (Nordrhein-Westfalen) – *Verfassungsmässigkeit vertragsärztlicher Bedarfsplanung in überversorgten Gebieten*.

AUTRICHE

- * Recht der Medizin 1999, p. 156 - OGH 11.1.1999.
Mitwirkung am Selbstmord und ihre Abgrenzung zum Mord.
- * Recht der Medizin 1999, p. 158 - OGH 16.7.1999.
"Psychiatrisches Testament".

ETATS-UNIS

- * American Journal of Law & Medicine 25 n° 4 (1999), p. 572 ss – *Petrovich v. Share Health Plan of Illinois, Inc.*, 1999 WL 773524 (Sept. 30, 1999) ; *McCall v. PacificCare of California*, 87 Cal. Rptr. 2d 784 (1999)
Responsabilité d'une HMO pour le comportement négligent d'un médecin affilié.
- * The Journal of Law, Medicine & Ethics 27 n° 2 (1999), p. 204 s. – *Hungerford v. Jones*, 722 A.2d 478 (N.H. 1998) ; *J.A.H. v. Wadle & Associates*, 589 N.W.2d 256 (Iowa 1999)
Responsabilité professionnelle du psychothérapeute envers le père d'une jeune patiente quand celle-ci retrouve en psychothérapie des souvenirs d'abus sexuels qui conduisent à une dénonciation pénale ? Réponses de principe positive (1^{ère} décision) et négative (2^e décision).
- * The Journal of Law, Medicine & Ethics 27 n° 3 (1999), p. 279 ss – *Ferguson v. Charleston*, 186 F.3d 469 (4th Cir. 1999)
Un hôpital de Caroline du Sud, dont le droit considère un fœtus viable comme une personne, peut valablement tester les femmes enceintes pour usage de cocaïne. La femme enceinte se rend coupable de fourniture de drogue à un mineur dès la 24^e semaine de grossesse.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

- * Arrêt du Tribunal fédéral 6S.256/1999, du 20 octobre 1999 (non encore publié).
Transmission du virus du sida. Lésions corporelles admise, mais pas la tentative d'homicide intentionnel.
- * ATF 125 I 267 = DPC 3/99 p. 521 = SJ 34/1999 p. 493. Tribunal fédéral, 2^e Cour de droit public, 4 mai 1999.
Un canton peut exiger du titulaire d'un diplôme étranger la possession du diplôme fédéral pour pratiquer comme dentiste. Le titulaire du diplôme étranger ne peut se prévaloir de la loi sur le marché intérieur.
- * ATF 125 I 276 = DPC 3/99, p. 529. Tribunal fédéral, 2^e Cour de droit public, 14 juin 1999.
Un canton peut interdire l'exercice indépendant de la profession de mécanicien-dentiste. Celui qui veut s'établir dans un autre canton ne peut se prévaloir de l'article 2 LMI (qui ne vise que la circulation des marchandises et des services), ni de l'article 4 LMI lorsque la profession n'est pas autorisée dans le canton où il veut s'établir.
- * ATF 125 I 322. Tribunal fédéral, 2^e Cour de droit public, 4 juin 1999.

Un canton peut interdire l'exercice indépendant de leur profession aux guérisseurs sans formation médicale suffisante. Un certificat de naturo-pathe reconnu par un canton ne donne pas le droit selon la LMI de pratiquer dans un autre canton n'admettant pas cette profession.

- * ATF 125 I 335. Tribunal fédéral, 2^e Cour de droit public, 7 juin 1999.
Au regard de la liberté du commerce et de l'industrie, il est disproportionné pour un canton de refuser à une acupunctrice sans diplôme de médecin l'autorisation d'exercer sa profession à titre indépendant si elle est aussi bien, voire mieux, formée à cet effet qu'un médecin.
- * ATF 125 II 321. Tribunal fédéral, 1^{ère} Cour de droit public, 5 juillet 1999.
L'assuré a le droit, moyennant éventuellement participation aux frais, de recevoir de sa caisse-maladie copie de son dossier (art. 128 OAMal, 8 LPD et 1-2 OLPD). La consultation au siège de l'assureur ou la fourniture orale de renseignements ne peuvent lui être imposées.
- * ATF 125 II 385. Tribunal fédéral, 2^e Cour de droit public, 28 juin 1999.
Egalité de salaire des physiothérapeutes soleuroises.
- * ATF 125 V 76 = RAMA 4/1999 p. 295. Tribunal fédéral des assurances, 12 janvier 1999.
Détermination du début de l'assurance obligatoire des soins. Prise de domicile ou annonce du séjour au contrôle des habitants.
- * ATF 125 V 81. Tribunal fédéral des assurances, 12 mars 1999.
Retrait de Visana de huit cantons. Conditions et portée.
- * ATF 125 V 95. Tribunal fédéral des assurances, 23 février 1999.
Examen dans un cas d'espèce du caractère approprié et économique d'une opération du cœur consistant en la revascularisation du myocarde et le remplacement de la valvule aortique.
- * ATF 125 V 101. Tribunal fédéral des assurances, 19 mars 1999.
Le recours de droit administratif est recevable contre un forfait hospitalier d'un montant différent selon l'âge du patient. Pas d'inégalité de traitement.
- * ATF 125 V 177 = RAMA 4/1999 p. 326. Tribunal fédéral des assurances, 27 avril 1999.
L'assuré qui ne peut plus rester à domicile n'a pas droit aux prestations en cas d'hospitalisation (49/3 LAMal) tant que les soins qu'il reçoit dans l'EMS où il séjourne correspondent à ses besoins réels.
- * ATF 125 V 183. Tribunal fédéral des assurances, 20 mai 1999.
Le recours de droit administratif n'est pas ouvert contre une décision cantonale de restitution de subsides versés pour réduire les primes.
- * ATF 125 V 188. Tribunal fédéral des assurances, 10 mai 1999.
Délai dans lequel l'assureur-maladie doit statuer sur l'opposition. Application des principes jurisprudentiels en matière de retard injustifié.
- * DPC 3/99, p. 463, Enquête de la Commission de la Concurrence du 6 septembre 1999.
Assurance-maladie obligatoire dans le canton de Zurich. Suspension de l'enquête relative à un produit (Nova Light de la SWICA) limitant le nombre de fournisseurs de prestations auxquels l'assuré peut s'adresser.
- * JT 1999 I 193 (=ATF 123 II 534, cité in *San-News* n° 6 de mai 1998, p. 10).
Droit d'être renseigné sur ses données personnelles détenues par l'assureur accidents fondé sur LPD 8; rapport LPD – LAA à ce titre.
- * JT 1999 I 212 (résumé) (=ATF 123 I 212, cité in *San-News* n° 5 de janvier. 1998, p. 13).
Un étranger avec autorisation de séjour, marié à une Suisseuse, peut se prévaloir de la liberté du commerce et de l'industrie; il est disproportionné d'exiger le permis d'établissement ainsi qu'un stage dans un établissement public du canton pour pratiquer comme physiothérapeute dépendant.

- ✱ JT 1999 I 330 (=ATF 124 III 434, cité in *San-News* n° 8 de janvier 1999, p. 15).
L'exclusion de la couverture pour des séjours hospitaliers qui étaient assurés sous l'empire de l'ancien droit constitue une restriction incompatible avec la garantie contenue à l'article 102 al. 2 LAMal.
- ✱ Plädoyer 5 (1999), p. 52 ss. – Arrêt du 25.2.1999 du Tribunal fédéral des assurances.
Refus de la prise en charge des traitements de fécondation in vitro et transfert d'embryon (FIVETE) par l'assurance-maladie de base (avec commentaire).
- ✱ Pratique juridique actuelle 9 (1999), p. 1149 ss. – Eidgenössisches Versicherungsgericht, I. Kammer, Urteil vom 12.3.1999.
Zur Beschwerdelegitimation und zur Beiladung von Krankenkassen. Art. 103 OG (avec commentaire de I. Häner).
- ✱ Pratique juridique actuelle 9 (1999), p. 1156 ss. – Arrêt du 10.5.1999 de la 1^{ère} Chambre du Tribunal fédéral des assurances.
De la nature et du but de la procédure d'opposition et du délai dans lequel les assureurs-maladie doivent statuer sur opposition (avec commentaire de J.-L. Duc).
- ✱ RAMA 4/1999, p. 316 ss, Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 1^{er} avril 1999.
Exemption de l'assurance obligatoire – Etant donné que le recourant travaille à l'étranger à titre temporaire (200 jours par an). Il demeure soumis au droit suisse (art. 6, al. 1, de la Convention de Sécurité sociale entre la Confédération suisse et la République fédérale d'Allemagne du 25 février 1964 dans sa version modifiée par la convention complémentaire du 2 mars 1989). Dès lors qu'il n'est pas obligatoirement assuré contre la maladie en vertu du droit étranger, il ne peut être mis au bénéfice d'une exception à l'obligation de s'assurer pour les soins en cas de maladie (art. 2, al. 2 OAMal).
- ✱ RAMA 4/1999, p. 320 ss, Eidgenössisches Versicherungsgericht, Urteil vom 23. April 1999.
Überarztung – Überarztung verneint in einem Fall, da ein Psychiater zwar 329 Indexpunkte aufweist, die Behandlungen aber grösstenteils einzelfallweise im Sinne von Artikel 2 Verordnung 8/KUVG durch die Krankenkassen (bzw. deren Vertrauensärzte) genehmigt worden sind, diese Genehmigungen stellen nicht bloss Kostengutsprachen dar, sondern sie beinhalten auch die Bestätigung der Wirtschaftlichkeit der jeweiligen Behandlung
- ✱ RAMA 4/1999, p. 327 ss, Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 20 mai 1999.
Obligation d'assurance. Equivalence des prestations en vertu de l'article 2 alinéa 2 OAMal. In casu question laissée ouverte.
- ✱ RAMA 4/1999, p. 345 ss, Arrêt du Conseil fédéral du 23 juin 1999.
Fixation du tarif pour une division commune d'une clinique privée – Admission sans distinction, à la charge de l'assurance obligatoire des soins de toutes les divisions des hôpitaux qui figurent sur une liste dite "intégrale". La liste "intégrale" signifie non pas que tous les établissements qui y figurent disposent ou doivent disposer d'une division commune en tant qu'espace physique, mais indique qu'ils fournissent en tous les cas les prestations en rapport avec le séjour des assurés en division commune. Ils ont ainsi une obligation d'accepter des assurés au bénéfice d'une assurance de base uniquement. L'existence d'un tarif est obligatoire pour les établissements inscrits sur la liste "intégrale".
- ✱ RAMA 4/1999, p. 356 ss, Urteil des Bunderates vom 23. Juni 1999.
Gemeinde Spitalliste der Kantone Basel-Stadt und Basel-Landschaft für somatische Akutmedizin – Fragen zu "integrale Spitallisten" (Bestätigung der in RKUV/RAMA 1998 KV 54 S. 521 ff. publizierten Rechtsprechung). Erteilt ein Kanton einem Spital eine Betriebsbewilligung und sind deren Voraussetzungen weiterhin erfüllt, so besteht nach dem vom KVG vorgegebenen Zulassungssystem für Halbprivat- und Privatabteilungen beschränkt auf diese Abteilungen eine Rechtsanspruch auf Aufnahme in die Spitalliste des Standortkantons.
- ✱ RAMA 4/1999, p. 320 ss, Urteil des Bunderates vom 23. Juni 1999.
Spitalliste des Kantons Appenzell Innerrhoden – "Standortklausel" in der Spitalliste des Wohnkantons. Der Verzicht des Kantons Appenzell Innerrhoden auf eine Spitalliste mit ausserkantonalen Einrichtungen ist mit

dem KVG vereinbar (Bestätigung der in RKUV/RAMA 1998 KV 54 S. 521 ff. publizierten Rechtsprechung).

- * RAMA 4/1999, p. 371 ss, Arrêt du Conseil fédéral du 23 juin 1999.
Tarifs des prestations de soins et des prestations socio-hôtelières fournies par les établissements médico-sociaux et les divisions pour malades chroniques des hôpitaux – Définition des prestations de soins selon la LAMal et principes de tarification dans les EMS. Application de l'outil PLAISIR. Nature de l'allocation pour impotents : prestations de soins au sens de l'article 7, 2^e alinéa OPAS ou prestations socio-hôtelières ? Risques de surindemnisation.
- * RAMA 5/1999, p. 431 ss, Eidgenössisches Versicherungsgericht, Urteil vom 14. Juni 1999.
Nichtanerkennung freiberuflicher nichtärztlicher Psycho-therapeut(inn)en als Leistungserbringer – Artikel 46 Absatz 1 KVV ist bezüglich der Nichtaufnahme der nichtärztlichen Psycho-therapeut(inn)en als medizinische Hilfspersonnen gesetzeskonform.
- * RAMA 5/1999, p. 453 ss, Eidgenössisches Versicherungsgericht, Urteil vom 9. Juli 1999.
Künstliche Insemination als Leistung der obligatorischen Krankenpflegeversicherung – Die in Ziffer 3 des Anhangs 1 zur KLV getroffene Regelung (Leistungspflicht nur bei künstlicher Insemination mittels intra-uteriner homologer Insemination bei einer zervikal bedingten Sterilität) ist verfassungs- und gesetzeskonform.
- * RAMA 5/1999, p. 457 ss, Eidgenössisches Versicherungsgericht, Urteil vom 17. Juli 1999.
Hyperstimulationssyndrom nach IVF-Behandlung als Pflichtleistung - Das Hyperstimulationssyndrom, das etwa in 1% der IVF-Behandlungen auftritt, stellt ein selbstständiges Krankheitsgeschehen dar.
- * RAMA 5/1999, p. 462 ss, Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 30 août 1999.
Traitement dans un hôpital en dehors du canton – Droit aux prestations en cas d'hospitalisation hors canton pour des raisons de convenances personnelles et non pour des raisons médicales.
- * RAMA 6/1999, p. 498 ss, Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 8 septembre 1999.
Examens selon le procédé IRM – Problème de la constitutionnalité et de la légalité d'une ancienne disposition de l'OPAS, qui comportait des restrictions à ce type d'examens pour la région du genou notamment. In casu, le tribunal s'écarte de la disposition en cause.
- * RAMA 6/1999, p. 503 ss, Eidgenössisches Versicherungsgericht, Urteil vom 15. September 1999.
Kumulation von Hilflosenentschädigungen der AHV/IV und Pflegeleistungen nach Artikel 7 Absatz 2 KLV: keine automatische Ueberentschädigung
- * RAMA 6/1999, p. 531 ss, Eidgenössisches Versicherungsgericht, Urteil vom 24. September 1999.
Psychotherapie – Delegierte ärztliche Untersuchungen und Behandlungen, ärztliche Psychotherapie, Sitzungsfrequenz.
- * Semaine Judiciaire, 34 (1999), p. 499 ss. - Tribunal fédéral, 1^{er} Cour civile, 1^{er} avril 1999.
Responsabilité du médecin. Rappel des principes (rés. et trad.).
- * Semaine Judiciaire, 27 (1999) p. 413 ss. (= ATF 125 III 169, cité in San News n° 10 de septembre 1999, p. 15) - Tribunal fédéral, 11^{ème} Cour civile, 29 avril 1999.
Privation de liberté à des fins d'assistance. Base légale pour un traitement psychiatrique forcé, CC 397a, 429a (rés. et trad.).

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

AARGAU

- * AGVE 1998 n° 41 p. 131 ss – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 15. September 1998.
Die Kostengutsprache für eine ausserkantonale Hospitalisation muss auch erfolgen, wenn die in Frage stehende Behandlung im Kanton Aargau zwar möglich, für den Betroffenen aber unzumutbar ist.

APPENZELL AR

- * AR-GVP 1998 n° 1336 p. 54 s. – RRB vom 2. März 1998.
Befreiung eines Apothekers von der Heilpraktikerprüfung.
- * AR-GVP 1998 n° 1337 p. 55 ss – RRB vom 19. Januar 1998.
Die Aura-Soma-Therapie fällt unter die bewilligungspflichtige Heiltätigkeit.
- * AR-GVP 1998 n° 1338 p. 57 s. – RRB vom 18. August 1998.
Krankenkassen sind in der Regel nicht legitimiert, den Entzug einer Heilpraktikerbewilligung zu beantragen.

JURA

- * RJJ 1/1999 p. 71 ss – Arrêt de la Chambre des assurances du TC du 8. Februar 1999.
Assurance-maladie complémentaire; procédure devant la Chambre des assurances; interprétation d'une disposition contractuelle peu claire.

OBWALD

- * VVGE-OW 1997/98 n° 47 p. 156 ss – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 25. Februar 1997.
Ausserkantonale Hospitalisation; Kostenübernahme – Art. 41 Abs. 3, 85 und 86 KVG.
- * VVGE-OW 1997/98 n° 48 p. 165 ss – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 17. November 1998.
Ausserkantonale Spitalbehandlung; Kostenübernahme; Abgrenzung ambulante - teilstationäre Behandlung – Art. 25 Abs. 2 Bst. a, 39 Abs. 1 und 2, 41 Abs. 1 und 3, 86 Abs. 1 KVG

THURGAU

- * TVR 1998 n° 29 p. 150 ss – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 23. November 1998.
Entbindung des Arztes vom Berufsgeheimnis zur Durchsetzung seiner Forderung.
- * TVR 1998 n° 30 p. 154 ss – Entscheide des Verwaltungsgerichts vom 8. Juni 1998 und vom 23. Dezember 1998.
Bewilligung zur selbständigen Berufsausübung als Arzt : Beteiligung am Notfalldienst und Wohnsitzpflicht / Gebührenpflicht.
- * TVR 1998 n° 38 p. 187 ss – Entscheid des Versicherungsgerichts vom 18. November 1998.
Leistungspflicht der Krankenkasse bei künstlicher Insemination unter altem und unter geltendem KVG.
- * TVR 1998 n° 39 p. 191 ss – Entscheid des Versicherungsgerichts vom 11. März 1998.
Heilbehandlung nach Festsetzung der Rente; Bewahrung des Gesundheitszustandes vor wesentlicher Beeinträchtigung – UVG 21 Abs. 1 Lit. d, UVV 68 Abs. 2.
- * TVR 1998 n° 42 p. 203 ss – Entscheid des Versicherungsgerichts vom 30. September 1998.
Unfallbegriff verneint für das überhastete Herunterschlingen eines grösseren Fleischstückes, bzw. dessen Steckenbleiben in der Speiseröhre, wie auch für die Perforation der letzteren bei der ärztlichen Extraktion des ersteren [Verwaltungsgerichtsbeschwerde hängig].

ZUG

- * GVP-ZG 1997/98 p. 30 ss – Entscheid vom Verwaltungsgericht vom 14. August 1997.
Art 21 IVG : Kontaktlinsen werden als Hilfsmittel nur noch abgegeben, wenn sie eine wesentliche Ergänzung medizinischer Eingliederungsmassnahmen darstellen.

- * GVP-ZG 1997/98 p. 42 ss – Entscheidung vom Verwaltungsgericht vom 26. Februar 1998.
Definition des Unfalls; beim Fehlen des Nachweises des ungewöhnlichen äusseren Faktors wirkt sich die Beweislosigkeit zu Ungunsten des Leistungsansprechers aus; Beweislosigkeit bejaht im Fall, dass der Leistungsansprecher nicht nachweisen kann, auf was für einem harten Gegenstand er beim Kauen einen Zahn beschädigt hat.

ZÜRICH

- * Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht 100 (1999) Nr. 11, p. 592 ss. – Verwaltungsgericht, 3. Kammer, vom 12. November 1998.
Zulassung nichtärztlicher Psychotherapeuten zur selbständigen Berufsausübung.
- * RB-ZH 1998 n° 76 p. 132 s. (sur le même objet : ATF 125 I 267, cité in San New n° 11 p. 15) – Entscheidung des Verwaltungsgerichts vom 19. März 1998.
Zahnarzt mit ausländischem Studienabschluss und mehrjähriger Praxiserfahrung als Assistenzarzt in der Schweiz verfügt über einen Fähigkeitsausweis eines andern Kantons; Verweigerung der selbständigen Berufsausübung im Kanton Zürich ist nur möglich, wenn die Zulassungsbehörde dessen Notwendigkeit darlegen kann.
- * RB-ZH 1998 n° 77 p. 133 ss. (cf. ATF 125 I 322, cité in San News n° 11, p. 15) – Entscheidung des Verwaltungsgerichts vom 11. Juni 1998.
Ein Heilpraktiker mit ausserkantonalem Fähigkeitsausweis hat nur Anspruch auf Zulassung zur selbständigen Berufsausübung im Kanton Zürich, wenn die ausserkantonale Ausbildung den zürcherischen Zulassungsanforderungen genügt [*staatsrechtliche Beschwerde hängig*].
- * RB-ZH 1998 n° 78 p. 135 – Entscheidung des Verwaltungsgerichts vom 11. Juni 1998.
Die selbständige Behandlung von Krankheiten ist grundsätzlich den Ärzten vorbehalten [*staatsrechtliche Beschwerde hängig*].
- * RB-ZH 1998 n° 79 p. 136 ss. – Entscheidung des Verwaltungsgerichts vom 12. November 1998.
Die Regelungslücke für die Zulassung von nichtärztlichen Psychotherapeuten zur selbständigen Berufsausübung hat nicht zur Folge, dass keine Bewilligung bis Ende des laufenden Gesetzgebungsverfahrens erteilt werden kann; es muss eine Übergangsordnung erlassen werden.
- * RB-ZH 1998 n° 80 p. 139 ss – Entscheidung des Verwaltungsgerichts vom 26. Februar 1998.
Das in den Städten Zürich und Winterthur geltende Verbot ärztlicher Selbstdispensation verstösst gegen den Grundsatz der Rechtsgleichheit [*staatsrechtliche Beschwerde hängig*].
- * RB-ZH 1998 n° 81 p. 143 – Entscheidung des Verwaltungsgerichts vom 26. Februar 1998.
HMO-Gesundheitszentren sind nicht Spitälern gleichzusetzen; die Bewilligung zur Führung einer Spitalapotheke kann ihnen daher nicht erteilt werden [*staatsrechtliche Beschwerde hängig*].

Doctrine / Lehre

- I. Doctrine internationale et étrangère (sélection)**
Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)
(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * FRIEDBERG M., SAFFRAN B., STINSON T.J. and al., Evaluation of Conflict of Interest in Economic Analyses of New Drugs in Oncology. *JAMA* (1999), p. 1453 ss.
- * ORLANDO V., The FDA's Accelerated Approval Process : Does the Pharmaceutical Industry Have Adequate Incentives for Self-Regulation ?, *American Journal of Law & Medicine* 25 n° 4 (1999), p. 543 ss.

Droits des patients

- ✱ ALEXANDER C., Wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke – Rechtspraakoverzicht (1990 – 1997), *Revue de droit de la santé / Tijdschrift voor gezondheidsrecht*, 1 (1999-2000), p. 21 ss.
- ✱ ANNAS GJ., The Last Resort. The use of Physical Restraints in Medical Emergencies. *New England Journal of Medicine* (1999), p. 1408 ss.
- ✱ BARRY JONES R., Parental consent to publicity. *Journal of Medical Ethics* (1999) p. 379 ss.
- ✱ BELIZAN J., ALTHABE F., BARROS C. and al., Rates and implications of caesarean sections in Latin America : ecological study. CASTRO A., Commentary : increase in caesarean sections may reflect medical control not women's choice. Commentary : " health has become secondary to a sexually attractive body ". *BMJ* (1999), 654 ss.
- ✱ DUDLEY GOLDBLATT A., Commentary : No More Jurisdiction Over Jehovah, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 27 n° 2 (1999), p. 190 ss.
- ✱ FOREMAN DM., The family rule : a framework for obtaining ethical consent for medical interventions from children. Alderson P. Commentary on the " Family Rule ". Foreman DM. The family rule : a reply to Alderson. *Journal of Medical Ethics* (1999), p. 49 ss.
- ✱ HODGE JG., GOSTIN LO., JACOBSON PD., Legal Issues Concerning Electronic Health Information. Privacy, Quality, Liability. *JAMA* (1999) p. 1466 ss.
- ✱ JONES M., Informed Consent and other Fairy Storie, *Medical Law Review* 7 n° 2 (1999), p. 103 ss.
- ✱ HEWSON B., The law on managing patients who deliberately harm themselves and refuse treatment. *BMJ* (1999), p. 905 ss.
- ✱ KNOPF LEVY J., Jehovah's Witnesses, Pregnancy, and Blood Transfusions : A Paradigm for the Autonomy Rights of All Pregnant Women, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 27 n° 2 (1999), p. 171 ss.
- ✱ LUGLI A., ANABITARTE M., BEER JH., Effect of simple intervention on necropsy rate when active informed consent is required. *Lancet* (1999), p. 1391.
- ✱ MURAMOTO O., Bioethics of the refusal of blood by Jehovah's Witnesses : part 3. A proposal for don't-ask-don't-tell policy. *Journal of Medical Ethics* (1999), p. 463 ss.
- ✱ MURRAY E., The Future of Informed Consent in British Common Law, *European Journal of Health Law* 3 (1999), p. 235 ss.
- ✱ NYS H., Physician Involvement in a Patient's Death – A Continental European Perspective, *Medical Law Review* 7 n° 2 (1999), p. 208 ss.
- ✱ OTLOWSKI M., *Re Evelyn* – Reflections on Australia's First Litigated Surrogacy Case, *Medical Law Review* 1 (1999), p. 38 ss.
- ✱ RIDLEY DT., Jehovah's Witnesses' refusal of blood : obedience to scripture and religious conscience. *Journal of Medical Ethics* (1999), p. 469 ss.
- ✱ SCHWAMBERGER H., Einige gesundheitsrechtlich relevante Aspekte des Datenschutzgesetzes 2000, *Recht der Medizin* 5 (1999) p. 131 ss.

- * SKEGG P.D.G., English Medical Law and „Informed Consent“: An Antipodean Assessment and Alternative, *Medical Law Review* 2 (1999), p. 135 ss.
- * SYMPOSIUM ISSUE, Death and Dying Behind Bars – Cross-Cutting Themes and Policy Imperatives, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 27 n° 3 (1999), p. 213 ss (8 contributions sur le sujet).
- * TOWLE A, GODOLPHIN W., Framework for teaching and learning informed shared decision making. GREENHALGH T., Commentary Competencies for informed shared decision making. GAMBRILL J., Commentary Proposals based on too many assumptions. *BMJ* (1999), p. 766 ss.
- * VERREL T., Zivilrechtlich Vorsorge ist besser als strafrechtliche Kontrolle. Zum Stellenwert von Patientenverfügung, Betreuungsverfügung, Vorsorgevollmacht und vormundschaftsgerichtlicher Genehmigung, *Medizinrecht* 12 (1999), p. 547 ss.
- * VIDAL-MARTÍNEZ J., The Protection of the Person in Medical Research in the Spanish Law, *European Journal of Health Law* 3 (1999), p. 249 ss.
- * WILSON J., Acknowledging the expertise of patients and their organisations. *BMJ* (1999), p. 771 ss.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * ARMSTRONG K., SCHWARTZ JS., ASH DA., Direct Sale of Sildenafil (Viagra) to Consumers over the Internet. *New England Journal of Medicine* (1999), p. 1389 ss.
- * BERESFORD NW., EVANS TW. Legal safeguard for the audit process. *BMJ* (1999), 654 ss.
- * BRIGGS AH., GRAY AM., Handling uncertainty in economic evaluations of healthcare interventions. *BMJ* (1999), p. 635 ss.
- * HUGHES CM., LAPANE KL., MOR V., Impact of legislation on nursing home care in the United States : lessons for the United Kingdom. *BMJ* (1999), p. 1060 ss.
- * SCHNEIDER CE., Regulating Doctors. at law. *Hastings Center Report* 4 (1999), p. 21 ss.

Ethique biomédicale

- * BAUD J.-P., La voix du juriste dans le tintamarre de la bioéthique, *Archives de philosophie du droit*, 39 (1995), p. 421 ss.
- * HAM C., Tragic choices in health care. Lessons from the child B case. *BMJ* (1999), 1258 ss.
- * MAZIAU N., Le consentement dans le champ de l'éthique biomédicale française, *Revue de droit sanitaire et social*, 3 (1999), p. 469 ss.

Génétique humaine et biotechnologies

- * DAMM R., Prädiktive Medizin und Patientenautonomie, *Medizinrecht* 10 (1999), p. 435 ss.
- * HAUTENNE N., L'application des techniques génétiques à la médecine contemporaine au regard de la Convention de biomédecine, / *Tijdschrift voor gezondheidsrecht*, 2 (1999-2000), p. 87 ss.
- * LAURIE G. T., In Defence of Ignorance: Genetic Information and the Right not to Know, *European Journal of Health Law* 2 (1999), p. 119 ss.

- * RATH M., BRINKMANN B., Strafverfahrensänderungsgesetz – DNA-Analyse (“ Genetischer Fingerabdruck ”) und DNA-Identitätssfeststellungsgesetz aus fachwissenschaftlicher Sicht, *Neue Juristische Wochenschrift*, 37 (1999), p. 2697 ss.
- * TAYLOR A., Globalization and Biotechnology : UNESCO and an International Strategy to Advance Human Rights and Public Health, *American Journal of Law & Medicine* 25 n° 4 (1999), p. 479 ss.

Mesures médicales spéciales

- * BRAZIER M., Regulating the Reproduction Business ?, *Medical Law Review* 2 (1999), p. 166 ss.
- * GRIMES DA., A 26-Year-Old Woman Seeking an Abortion. *JAMA* (1999), p. 1169 ss.
- * JENNETT B., Should cases of permanent vegetative state still go to court ? *BMJ* (1999), p. 796 ss.
- * KAPP C., Swiss allow assisted suicide, but what about euthanasia ? *Lancet* (1999), p. 2059.
- * MCHAFFIE HE., CUTTINI M., BRÖLZ-VOIT G. and al., Withholding or withdrawing treatment from neonates: legislation and official guidelines across Europe. *Journal of Medical Ethics* (1999), p. 440 ss.
- * MINOW M., Violence against Women – A Challenge to the Supreme Court. *New England Journal of Medicine* (1999), p. 1929 ss.
- * WIDDERSHOVEN G., Euthanasia in The Netherlands : Some First Experience of Evaluation Committees. In Brief. *Hastings Center Report* july-august (1999), p. 47 ss.

Recherche biomédicale

- * ECKENWILER L., Pursuing Reform in Clinical Research : Lessons from Women’s Experience, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 2 (1999), p. 158 ss.
- * FREEMAN TB., VAWTER DE., LEAVERTON PE. and al., Use of Placebo Surgery in Controlled Trials of a Cellular-Based Therapy for Parkinson’s Disease. *New England Journal of Medicine* (1999), p. 988 ss.
- * HÖFLING W., DEMEL M., Zur Forschung an Nichteinwilligungsfähigen, *Medizinrecht* 12 (1999), p. 540 ss.
- * MACKLIN R., The Ethical Problems with Sham Surgery in Clinical Research. *New England Journal of Medicine* (1999), p. 992 ss.
- * MARQUIS D., How to Resolve an Ethical Dilemma Concerning Randomized Clinical Trials. *New England Journal of Medicine* (1999), p. 691 ss.
- * SMYTH RL., WEINDLING AM., Research in children : ethical and scientific aspects. *Lancet* (1999), 21 ss.
- * VICTOR N., Prüfung der wissenschaftlichen Qualität und biometricspezifischer Anforderungen durch die Ethikkommissionen ? *Medizinrecht* 9 (1999), p. 408 ss.
- * WALTER-SACK I., “ Zuständigkeit ” medizinischer Ethikkommissionen – (wünschenswerte ?) Ausweitung durch Satzungsrecht, dargestellt anhand der Regelung für die Ethikkommission an der Universität Heidelberg und bei der Landesärztekammer Baden-Württemberg, *Medizinrecht* 8 (1999), p. 357 ss.
- * WILSON A., GRIMSHAW G., BAKER R. and al., Differentiating between audit and research : postal survey of health authorities’views. *BMJ* (1999), p. 1235.
- * WOODWARD B., Challenges to Human Subject Protections in US Medical Research. *JAMA* (1999), p. 1947 ss.

Responsabilité médicale

- * BRAHAMS D., End of compensation for unwanted healthy children. *Lancet* (1999), p. 1924.
- * DALCQ R.O., A propos des infections nosocomiales, *Revue de droit de la santé / Tijdschrift voor gezondheidsrecht* 1 (1999-2000), p. 3 ss.
- * DORSNER-DOLIVET A., La responsabilité consécutive à la pratique du diagnostic préimplantatoire, *Médecine et droit* 38 (1999), p. 10 ss.
- * GÖRICKE NORDLUND Y., EDGREN L., Patient Complaint Systems in Health Care – A Comparative Study between the netherlands and Sweden, *European Journal of Health Law* 2 (1999), p. 133 ss.
- * VIALLA F., L'obligation de sécurité de résultat du médecin en matière d'infection nosocomiale ou le retour du staphylocoque doré, *Médecine & Droit* 37 (1999), p. 4 ss.

SIDA, lutte contre les épidémies

- * BRAHAMS D., Court order for HIV-1 test for baby. *Lancet* (1999), p. 884.
- * KING S. Vaccination policies :individual rights v community health. *BMJ* (1999), p. 1448 ss.

Système de santé, politique de la santé

- * CABANA MD., RAND CS., POWE NR. and al., Why Don't Physicians Follow Clinical Practice Guidelines ? *JAMA* (1999), p. 1458 ss.
- * CASALINO LP., The Unintended Consequences of Measuring Quality on the Quality of Medical Care. *New England Journal of Medicine* (1999), p. 1147 ss.
- * DRUSS BG., ROSENHECK RA., Association Between Use of Unconventional Therapies and Conventional Medical Services. *JAMA* (1999), p. 651 ss.
- * EMANUEL EJ., FAIRCLOUGH DL., SLUTSMAN J. and al., Assistance from family members, friends, paid care givers and volunteers in the care of terminally ill patients. *New England Journal of Medicine* (1999), p. 956 ss.
- * HORTON R., Les cafés vont-ils fermer?, *Médecine & Hygiène* 2276 (1999), 2162 ss.
- * JONES J., WILSON A., PARKER H. and al., Economic evaluation of hospital at home versus hospital care : cost minimisation analysis of data from randomised controlled trial. *BMJ* (1999), p. 1547 ss.
- * KALB PE., Health Care Fraud and Abuse. *JAMA* 1999;282:1163-1168. Sage WM. Fraud and Abuse Law. *JAMA* (1999), p. 1179 ss.
- * MILLER LC., Caring the Internationally Adopted children. *New England Journal of Medicine* (1999), p. 1539 ss.
- * PRICE D., POLLOCK AM., SHAOUL J., How the World Trade Organisation is shaping domestic policies in health care. *Lancet* (1999), p. 1889 ss.
- * RATZEL R., Grenzüberschreitender Gesundheitsmarkt innerhalb der EU, neue Chancen für Patienten und Leistungserbringer. Das deutsche Gesundheitswesen und der europäische Einigungsprozess, *Medizinrecht* 11 (1999), p. 510 ss.

- * SCHLUND G. H., Alternativmedizin aus zivilrechtlicher Sicht, *Krankenhaus & Recht*, 2 (1999), p. 34 ss.
- * SOUTHGATE L., PRINGLE M., Revalidation in the United Kingdom : general principles based on experience in general practice. Norcini JJ. Recertification in the United States. Newble D, Paget, McLaren B. Revalidation in Australia and New Zealand approach of Royal Australian College of physicians. Dauphinee D. Revalidation of doctors in Canada. Swinkels JA. Reregistration of medical specialists in the Netherlands. *BMJ* (1999), p. 1180 ss.
- * SPRUMONT D., Le droit d'accès aux services de santé en droit québécois, *Heath Law Journal*, Special edition (1998), p. 191 ss.
- * VITZHUM W., Law and medicine in Germany : some major current problems, in : STRACK C. (éd.), *Constitutionalism, universalism and democracy*, Baden-Baden, 1999, p. 91 ss

Transplantations

- * CLARK M., This Little Piggy Went to Market : The Xenotransplantation and Xenozoonose Debate, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 27 n° 2 (1999), p. 137 ss.
- * DUBOIS J., Non-Heart Beating Organ Donation : A Defense of the Required Determination of Death, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 27 n° 2 (1999), p. 126 ss.
- * FISHER J., Re-examining death : against a higher brain criterion. *Journal of Medical Ethics* (1999), p. 473 ss.
- * NAU J.-Y., L'Europe du don d'organes, *Médecine & Hygiène* 2227 (1999), p. 1954 ss.
- * NEUBERGER J., JAMES O., Guidelines for selection of patients for liver transplantation in the era of donor-organ shortage. *Lancet* (1999), p. 1636 ss.
- * ROMEO-CASABONA C. M., New Challenges for Organ Transplantation, *European Journal of Health Law*, 3 (1999), p. 205 ss.
- * SCHNITZLER MA., HOLLENBEAK CS., COHEN MAD. and al., The economic implications of HLA matching in cadaveric renal transplantation. *New England Journal of Medicine* 1999;341:1440-1446. Helderma JH, Goral S. The allocation of cadaveric kidneys. *New England Journal of Medicine* (1999), p. 1468 ss.
- * VANDERPOOL H., Commentary : A Critique of Clark's Frightening Xenotransplantation Scenario, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 27 n° 2 (1999), p. 153 ss.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

- * ANNAS G. J., *Some choice : law, medicine, and the market*, New-York 1998.
- * BRILL K-E., *Psychisch Kranke im Recht. Ein Wegweiser*, Bonn 1999.
- * CAULFIELD T. A., NELSON E. L. (Eds), *Pediatric Genetics: an evolving legal and ethical framework*, Special edition of the *Heath Law Journal*, Edmonton, 1998.
- * INSTITUT BELGE DE L'ECONOMIE DE LA SANTE IBES, *Aspects socio-économiques des soins de santé en Belgique*, IBES, Bruxelles 1998.
- * FRANKE R., HART Dieter, *Charta der Patientenrechte*, Baden-Baden 1999.

- * GUCKES B., *Das Argument der schiefen Ebene*, Stuttgart 1997.
- * JONSEN A. R., *The birth of bioethics*, New York, Oxford 1998.
- * KÖRNER U. (Hrsg.), *Beiträge zu ethischen und rechtlichen Fragen der Medizin*, Dortmund, 1996.
- * *Medicine in transition*, numéro spécial de la revue *The Long Term View*, Vol. 4 n°4, Massachusetts School of Law, Andover 1999.
- * MONJARDET A., *Euthanasie et pouvoir médical – Vivre librement sa mort*, Paris 1999.
- * MOORMANN T., *Rationierung im deutschen Gesundheitswesen*, Stuttgart 1999.
- * NATIONS UNIES (Département de la coordination des politiques et du développement durable), *L'entreprise coopérative dans les secteurs de la santé et des services sociaux : une étude à l'échelle mondiale*, New York 1998.
- * NATIONS UNIES, *World Programme of action concerning disabled persons*, New York 1997.
- * OCDE, *OECD health data – Eco-santé OCDE 99*, Paris 1999 [CD-Rom].
- * OCDE, *Xenotransplantation : international policy issues*, Paris 1999.
- * PICCINI B., *Euthanasie : l'hôpital en question*, Paris 1999.
- * RIFKIN J., *Le siècle biotech : le commerce des gènes dans le meilleur des mondes*, Paris 1998.
- * RIVETT G., *From cradle to grave*, London 1999 [historique du NHS].
- * SPEHR C., *Probleme der Transsexualität und ihre medizinische Bewältigung*, Heidelberg 1997.
- * TRESS W., LANGENBACH Michael (Hgb.), *Ethik in der Psychotherapie*, Göttingen 1999.
- * VOGLER S., HABL Claudia, *Gesundheitssysteme in Mittel- und Osteuropa*, Österreichisches Bundesinstitut für Gesundheitswesen, Wien 1999.
- * WHO, *The world health report 1999*, Genève 1999.
- * WUNDER M., NEUER-MIEBACH T. (Hsg.), *Bio-Ethik und die Zukunft der Medizin*, Bonn 1998.

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

Droge

- * KARGER T., Behandlung von Suchtmittelabhängigkeit und Massnahmen zur Infektionsprophylaxe im Strafvollzug der Schweiz. Eine Zusammenfassung zweier empirischer Studien, *Bulletin de Criminologie*, 1 (1999), p. 25 ss.

Droits des patients

- * BRÜCKNER C., Die Rechtfertigung des ärztlichen Eingriffs in die körperliche Integrität gemäss Art. 28 Abs. 2 ZGB, *Recht 5 (I)* (1999), p. 451 ss.

- * GUILLOD O., GIAUQUE A., Secret médical et rapports de travail, *Journée 1997 de droit du travail et de la sécurité sociale*, Genève, 1999, p. 51 ss.

Ethique biomédicale

- * BAERTSCHI B., Quand un cas se présente... Quelques pistes de résolution, *Médecine & Hygiène* 2267 (1999), p. 1657 ss.
- * GUILLOD O., La loi et l'embryon humain in vitro : les législations existantes, *L'embryon humain in vitro*, Y. Englert, A. van Orshoven (Eds), Bruxelles, 1999, p. 107 ss.
- * MARTIN J., La bioéthique au carrefour des avancées de la science et de cadres de référence socio-culturels différents, *Médecine & Hygiène* 2270 (1999), p. 1837 ss.
- * WILDHABER I., Zur geplanten Revision der Deklaration von Helsinki, *Bulletin des médecins suisses* 44 (1999), p. 2585 ss.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * IFF H.W., KUHN HP., Code de déontologie de la FMH : deux ans déjà..., *Bulletin des médecins suisses* 37 (1999), p. 2223 ss. (en allemand dans le *Bulletin des médecins suisses* 35 (1999), p. 2121 ss.)
- * IFF H.W., KUHN HP., Cabinet médical sur Internet, *Bulletin des médecins suisses* 37 (1999), p. 2225 ss. (en allemand dans le *Bulletin des médecins suisses* 35 (1999), p. 2123 ss.)
- * IFF H.W., KUHN HP., Télémédecine et déontologie, *Bulletin des médecins suisses* 37 (1999), p. 2228 ss. (en allemand dans le *Bulletin des médecins suisses* 35 (1999), p. 2126 ss.)
- * KUHN HP., Autorisation de pratiquer, *Bulletin des médecins suisses*, 1999 ; 80, Nr 40, p. 2399 ss. (en allemand dans le *Bulletin des médecins suisses* 39 (1999), p. 2339 ss.)

Génétique humaine et biotechnologies

- * KOHLER S., MARANTA A., Regulation von genetisch veränderten Lebensmitteln – Die revidierte schweizerische Lösung im internationalen Kontext, *Pratique juridique actuelle*, 12 (1999), p. 1402 ss.

Mesures médicales spéciales

- * DE STOUTZ N.D., BEYELER Y., VON WYSS M., PORCHET F., ZLATIEV-SCOCARD N., Assistance au décès: rapport du groupe de travail fédéral; Le point de vue de la Société suisse de médecine et de soins palliatifs (SSMSP), *Médecine & Hygiène* 2272 (1999), p. 1930 ss.
- * JEANMONOD G., HELLER G., GASSER J., Déficience mentale et sexualité. La stérilisation légale dans le canton de Vaud entre 1928 et 1985, *Médecine & Hygiène* 2274 (1999), p. 2050 ss.
- * VOZZI C., SENN A., CHANSON A., DE GRANDI P., GERMOND M., La fécondation in vitro „classique“ est-elle obsolète?, *Médecine & Hygiène* 2266 (1999), p. 1592 ss.

Responsabilité médicale

- * GUILLOD O., Responsabilité médicale : la médecine change, et le droit ?, Mélanges en l'honneur de Carlo Augusto Cannata, Bâle 1999, p. 305 ss.
- * HAUSHEER H., Unsorgfältige ärztliche Behandlung, in : MÜNCH P. / GEISER T. (éd.), *Schaden, Haftung, Versicherung*, Bâle, Genève 1999, p. 719 ss.
- * RÜETSCHI D., Haftung für fehlgeschlagene Sterilisation, *Pratique juridique actuelle* 12 (1999), p. 1359 ss.

Systeme de santé, politique de la santé

- * AGIER J.-M., Perte de gain : procédure gratuite pour tous ?, *Plädoyer* 6 (1999), p. 52 ss.
- * BAUMANN M., Rationierung im Gesundheitswesen, *Bulletin des médecins suisses* 45 (1999), p. 2649 ss.
- * BAUMANN-HÖLZLE R., Rationierung im Gesundheitswesen, *Bulletin des médecins suisses* 45 (1999), p. 2635 ss.
- * BAUMANN-HÖLZLE R., Faire Leistungs- und Güterverteilung im Gesundheitswesen, *Bulletin des médecins suisses* 45 (1999), p. 2638 ss.
- * BENAROYO L., Evidence-based medicine: une approche épistémologique et éthique, *Médecine & Hygiène* 2268 (1999), p. 1726 ss.
- * BRUSA G., Der Arzt als Instrument von Versicherten und Versicherern : eine Entgegnung zu Jacques Meine, Die Bedingtheit der ärztlichen Aussage (gezeigt an einem Kassen Beispiel), *Schweizerische Zeitschrift für Sozialversicherung und berufliche Vorsorge* (1999), p. 395 ss.
- * DUC J.-L., De la preuve par témoin et de la maxime officielle dans l'assurance sociale à la lumière d'un arrêt récent du Tribunal fédéral des assurances, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 43 (1999), p. 356 ss.
- * DUC J.-L., De l'assurance d'une indemnité journalière en cas de maladie et du droit de libre passage, *APJ/PJA* 8 (1999), p. 919 ss.
- * DUC J.-L., , Quelques réflexions sur le dernier projet de modification de la LAMal soumis à la procédure de consultation, *Pratique juridique actuelle* 9 (1999), p. 1112 ss.
- * FMH, FMS, SSPS, Grundsatzpapier "Rationierung im Gesundheitswesen", *Gesundheitspolitische Informationen* 12035 (1999), p. 3 s.
- * GIGER M., Médicaments remboursés par la Sécurité sociale en France, *Bulletin des médecins suisses* 43 (1999), p. 2544s.
- * JUNOD A.-F. Définition et évaluation de l' "appropriateness", *Médecine & Hygiène*, 2275 (1999), p. 2078 ss.
- * KIESER U., Sozialversicherung, in : MÜNCH P. / GEISER T. (éd.), *Schaden, Haftung, Versicherung*, Bâle, Genève 1999, p. 187 ss.
- * KUHN HP., Factures complémentaires en cas d'hospitalisation, *Bulletin des médecins suisses* 36 (1999), p. 2175 ss. (en allemand dans le *Bulletin des médecins suisses* 34 (1999), p. 2031 ss.)
- * KUHN HP., Hôpitaux privés désavantagés, *Bulletin des médecins suisses* 44 (1999), p. 2582 ss. (en allemand dans le *Bulletin des médecins suisses* 43 (1999), p. 2540 ss.)
- * KUHN HP., La CNA a le droit de recourir à des expertises "étrangères", *Bulletin des médecins suisses* 46 (1999), p. 2707 ss. (en allemand dans le *Bulletin des médecins suisses* 44 (1999), p. 2581 ss.)

- * MÜLLER K., La jurisprudence actuelle du Conseil fédéral en matière de liste des hôpitaux. Précisions et questions en suspens, *Sécurité sociale* 6 (1999), p. 317 ss.
- * PANCHAUD C. ET AL., Terminologie de la qualité, *Bulletin des médecins suisses* 32/33 (1999), p. 1960 ss.
- * ROGGERO-WILL G., Assicurazione sociale delle cure medico-sanitarie : portata e conseguenze dell'obbligatorietà assicurativa sulla scelta e sul cambiamento d'assicuratore, *Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese* 1 (1999), p. 489 ss.
- * SCHNEIDER J.-A., RAETZO M. A., Primes et qualité des soins : les organisations de maintien de la santé (ODMS) et la LAMal, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle* 4 (1999), p. 263 ss.
- * SPINNLER P., Rationierung und Rationalisierung, *Bulletin des médecins suisses* 45 (1999), p. 2643 ss.
- * TSCHUDI H. P., Das Sozialversicherungsrecht am Übergang ins 21. Jahrhundert, in : RUCH A., HERTIG G., NEF U. C. (éd.), *Das Recht in Raum und Zeit, Festschrift für Martin Lendi*, Zürich 1998, p. 539 ss.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

- * BALTHASAR A., STÜDLE R., *Efficacité sociopolitique de la réduction de primes dans les cantons : conclusion de l'analyse et concept d'observation du système*, Coll. Aspects de la sécurité sociale, Berne 1999.
- * BEGUIN M.-L., *Les réseaux de santé*, Cahier IDS n° 8, Neuchâtel 1999.
- * BLANC S., *La procédure administrative en assurance-invalidité : la procédure administrative non contentieuse dans l'assurance-invalidité fédérale en matière d'octroi et de refus de prestations individuelles*, thèse Fribourg 1999.
- * BONDOLFI A., MÜLLER H. (éd.), *Medizinische Ethik im ärztlichen Alltag*, Bâle, Berne 1999.
- * BORGHI M., GASSMANN J. (éd.), *Thérapies complémentaires ou alternatives en psychiatrie : un défi ? Un droit ?*, Pro Mente Sana, Zürich 1999.
- * BRUNNER K., *Partielle Selbstversicherung : ein Konzept zur Stärkung der Eigenvorsorge der Patienten im schweizerischen Gesundheitswesen*, thèse St-Gall 1999.
- * DACHVERBAND SCHWEIZERISCHER PATIENTENSTELLEN DSVP (Hsg.), *Die Rechte der Patientinnen und Patienten*, 5. Aufl., Zürich 1999.
- * FEUERSTEIN G., KUHLMANN E., *Neopaternalistische Medizin*, Bern 1999.
- * GILLIAND P., *Evolution et perspective du système de santé*, Service de la santé, Delémont 1999.
- * GATTIKER M., *Die Widerrechtlichkeit des ärztlichen Eingriffs nach Schweizerischem Zivilrecht*, thèse, Zürich 1999.
- * INSTITUT DE DROIT DE LA SANTE, *Les recommandations de pratique clinique*, plusieurs contributions, Cahier IDS n°7, Neuchâtel 1999.
- * INSTITUT DE SANTE ET D'ECONOMIE, *Un carnet de santé en Suisse ? ; étude d'opportunité*, Coll. Aspect de la sécurité sociale n° 3, Berne 1999.

- * KRÜGER R., *Application de l'article 39 LAMal : planification hospitalière : cadre global et étude de la méthodologie d'évaluation des capacités hospitalières futures nécessaires*, Discussion paper de l'IDHEAP, Chavannes-près-Renens 1998.
- * LALIVE D'EPINAY C., BRUNNER M., ALBANO G., *Atlas suisse de la population âgée*, Lausanne 1998.
- * LÜTHI R., *Einsatz moderner Technologien im Gesundheitsbereich : Hoffnung oder neue Risiken ?*, 1998.
- * MADDALENA S., *The legal status of complementary medicines in Europe*, Coll. de l'IDS, vol. 2, Berne, 1999.
- * MAEDER C., BURTON-JEANGROS C., HAOUR-KNIPE M. (Hrsg.), *Santé, médecine et société*, Zürich 1999.
- * MAUCH S. P. et al., *Wirtschaftliche Auswirkungen von Reformen der Sozialversicherungen : Schlussbericht der Arbeitsgemeinschaft INFRAS/ KOF*, Coll. Aspects de la sécurité sociale n° 14, Berne 1998.
- * MÜNCH P. / GEISER T. (éd.), *Schaden, Haftung, Versicherung*, Bâle, Genève 1999.
- * MÜLLER A. et al., *Wirtschaftliche Auswirkungen von Reformen der Sozialversicherungen : DYNASWISS - dynamisches allgemeines Gleich-gewichtsmodell für die Schweiz*, Coll. Aspects de la sécurité sociale n° 13, Berne 1998.
- * OFFICE FEDERAL DES ASSURANCES SOCIALES, *Statistique des assurances sociales suisses 1999. Comptes globaux, Résultats principaux, Séries AVS, AI, PC, AM, AA, APG, AC, AF*, Berne 1999.
- * OFFICE FEDERAL DES ASSURANCES SOCIALES, *Les effets de la nouvelle loi sur l'assurance-maladie dans le financement du système de santé. Rapport établi dans le cadre de l'analyse des effets de la LAMal*. Rapport de recherche no 15, Berne, 1998.
- * RÖSCH B., *Die kantonalen Gesundheitsgesetze. Zulassungs- und Ausübungsvorschriften für Erfahrungsheilkundige*, Bern 1999.
- * RUCKSTUHL N., *Art. 321bis StGB : Das Berufsgeheimnis in der medizinischen Forschung*, thèse, Bâle 1999.
- * SCHAFFHAUSER R., SCHLAURI F. (éd.), *Rechtsfragen der Invalidität in der Sozialversicherung : Referate der Tagung des Schweizerischen Instituts für Verwaltungskurse vom 19. Juni sowie 16. September in Luzern*, St-Gall 1999.
- * SCHMID H., *Expertise sur la procédure d'approbation des primes dans l'assurance-maladie*, Coll. Aspect de la sécurité sociale n° 3, Berne 1997.
- * SPYCHER S., *Wirkungsanalyse des Risikoausgleichs in der Krankenversicherung*, Coll. Aspects de la sécurité sociale n° 1, Berne 1999.
- * SUVA, *Wegleitung der Suva durch die Unfallversicherung*, 5. Aufl, SUVA, Luzern 1999.

SAN·NEWS N°12

Ce numéro couvre en principe la période entre le 1^{er} janvier 2000 et le 15 avril 2000.

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) Internationales Recht (Auswahl)

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC.
BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

- * Commission des droits de l'homme des Nations Unies. Résolution 1999/49 sur la protection des droits fondamentaux des personnes infectées par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) ou atteintes du syndrome de l'immunodéficience acquise (sida), reproduite *in* : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 600.
- * Commission des droits de l'homme des Nations Unies. Résolution 1999/63 sur les droits de l'homme et la bioéthique, reproduite *in* : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 602.
- * Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Recommandation 1418 (1999) sur la protection des droits de l'homme et de la dignité des malades incurables et des mourants, reproduit *in* : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 625.

II. Droit communautaire / Europarecht (JOCE L 1-111 et C 1-129 du 9 mai 2000)

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT

- * Règlement (CE) n° 1411/2000 du Parlement européen et du Conseil, du 16 décembre 1999, concernant les médicaments orphelins, JO L 18/1, du 22 janvier 2000.
- * Décision de la Commission, du 22 décembre 1999, concernant le système d'alerte précoce et de réaction pour la prévention et le contrôle des maladies transmissibles prévu par la décision n° 2119/98/CE du Parlement européen et du Conseil, JO L 21/32, du 26 janvier 2000.
- * Directive 1999/92/CE du Parlement européen et du Conseil, du 16 décembre 1999, concernant les prescriptions minimales visant à améliorer la protection en matière de sécurité et de santé des travailleurs susceptibles d'être exposés au risque d'atmosphères explosives (quinzième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 89/391/CEE), JO L 23/57, du 28 janvier 2000.
- * Décision de la Commission, du 22 décembre 1999, concernant les maladies transmissibles que le réseau communautaire doit couvrir sur une base progressive en application de la décision n° 2119/98/CE du Parlement européen et du Conseil, JO L 28/50, du 3 février 2000.
- * Décision n° 293/2000/CE du Parlement européen et du Conseil, du 24 janvier 2000, adoptant un programme d'action communautaire (programme Daphné) (2000-2003) relatif à des mesures préventives pour lutter contre la violence envers les enfants, les adolescents et les femmes, JO L 34/1, du 9 février 2000.
- * Directive 2000/5/CE de la Commission, du 23 février 2000, modifiant les annexes C et D de la directive 92/51/CEE du Conseil relative à un deuxième système général de reconnaissance des formations professionnelles, qui complète la directive 89/48/CEE, JO L 54/42, du 26 février 2000.

- * Règlement (CE) n° 847/2000 de la Commission, du 27 avril 2000, établissant les dispositions d'application des critères de désignation d'un médicament en tant que médicament orphelin et définissant les concepts de médicament similaire et de supériorité clinique, JO L 103/5, du 28 avril 2000.
- * Directive 2000/13/CE du Parlement européen et du Conseil, du 20 mars 2000, relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant l'étiquetage et la présentation des denrées alimentaires ainsi que la publicité faite à leur égard, JO L 109/29, du 6 mai 2000.

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC.
BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

- * Avis du Comité économique et social sur la Santé et sécurité sur le lieu de travail - Application des mesures communautaires et nouveaux risques, JO C 51/33, du 23 février 2000.
- * Avis du Comité économique et social sur la Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social et au Comité des régions concernant un Plan d'action de l'Union européenne en matière de lutte contre la drogue (2000-2004), JO C 51/42, du 23 février 2000.
- * Position commune (CE) n° 12/2000, du 9 décembre 1999, arrêtée par le Conseil, statuant en vue de l'adoption d'une directive du Parlement européen et du Conseil relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement et abrogeant la directive 90/220/CE, JO C 64/1, du 6 mars 2000.
- * Position commune (CE) n° 20/2000, du 20 mars 2000, arrêtée par le Conseil, statuant en vue de l'adoption d'une directive du Parlement européen et du Conseil modifiant les directives 89/48/CEE et 92/51/CEE du Conseil concernant le système général de reconnaissance des qualifications professionnelles, et les directives du Conseil concernant les professions d'infirmier responsable des soins généraux, de praticien de l'art dentaire, de vétérinaire, de sage-femme, d'architecte, de pharmacien et de médecin, JO C 119/1, du 27 avril 2000.
- * Résolution du Conseil, du 18 novembre 1999, concernant la promotion de la santé mentale, JO C 86/1, du 24 mars 2000.
- * Résolution du Conseil, du 18 novembre 1999, concernant la garantie de la protection de la santé dans toutes les politiques et actions de la Communauté, JO C 86/3, du 24 mars 2000.
- * Conclusions du Conseil, du 18 novembre 1999, sur la lutte contre la consommation de tabac, JO C 86/6, du 24 mars 2000.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

BELGIQUE

- * Loi du 29 avril 1999 relative aux pratiques non conventionnelles dans les domaines de l'art médical, de l'art pharmaceutique, de la kinésithérapie, de l'art infirmier et des professions paramédicales (*Moniteur belge*, 24 juin 1999, N° 124, p. 23793), partiellement reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 514.

ETATS-UNIS

- * Programmes Medicare et Medicaid ; conditions de participation applicables aux hôpitaux ; droits des patients ; règlement final provisoire, du 9 juin 1999 (*Federal Register*, vol. 64, N° 127, 2 juillet 1999, p. 36069), partiellement reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 538.

FRANCE

- * Loi N° 99-477 du 9 juin 1999 visant à garantir le droit à l'accès aux soins palliatifs (*Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 10 juin 1999, N° 132, p. 8487), partiellement reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 539.

NORVEGE

- * Loi N° 62 du 2 juillet 1999 relative à la mise en place et à la dispensation de soins psychiatriques (Loi relative aux soins psychiatriques), partiellement reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 533.
- * Loi N° 63 du 2 juillet 1999 relative aux droits des patients, partiellement reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 539.

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT [RO/AS 2000 N° 1-18 (9 MAI)]

- * Ordonnance sur la radioprotection (ORaP), du 22 juin 1994. Modification du 17 novembre 1999, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2000, RO 2000 107.
- * Ordonnance sur la protection contre le rayonnement non ionisant (ORNI), du 23 décembre 1999, en vigueur dès le 1^{er} février 2000, RO 2000 213.
- * Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal), du 27 juin 1995. Modification du 23 février 2000, en vigueur dès le 1^{er} avril 2000 (*modification des art. 27, 28, 62, 80*), et dès le 1^{er} janvier 2001 (*art. 95 al. 1bis : calcul des réductions de primes en cas de franchises plus élevées*), RO 2000 889.
- * Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (OPAS), du 29 septembre 1995. Modification du 13 décembre 1999, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2000 (*modification de l'annexe 1*), RO 2000 234.
- * Ordonnance sur les exigences en matière d'hygiène et de microbiologie relative aux denrées alimentaires, aux objets usuels, aux locaux, aux installations et au personnel (OHyg), du 26 juin 1995. Modification du 31 janvier 2000, en vigueur dès le 1^{er} mars 2000, RO 2000 368.
- * Ordonnance sur les bonnes pratiques de laboratoire (OBPL), du 2 février 2000, en vigueur dès le 1^{er} mars 2000, RO 2000 548.

**Sauf mention contraire, tous ces textes sont en vigueur /
Alle diese Texte sind ohne anders lautenden Hinweis rechtskräftig**

MESSAGES, RAPPORTS ET DÉCISIONS OFFICIELS / BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLÜSSE [FF/BBL 2000 N° 1- 18 (9 MAI)]

- * Initiative populaire fédérale " pour un revenu assuré en cas de maladie (Initiative indemnité journalière) ", publiée le 16 juin 1998 (FF 1998 2810). Expiration du délai de récolte des signatures, selon décision de la Chancellerie fédérale du 17 décembre 1999, FF 2000 106.

- * Initiative populaire fédérale “ pour la mère et l'enfant - pour la protection de l'enfant à naître et pour l'aide à sa mère dans la détresse ”. Aboutissement, selon décision de la Chancellerie fédérale du 18 janvier 2000, FF 2000 207.
- * Réduction de primes dans l'assurance-maladie. Subsidés de la Confédération et des cantons ; modèle de répartition pour l'année 2000, FF 2000 210.
- * Réduction de primes dans l'assurance-maladie. Subsidés de la Confédération et des cantons ; modèle de répartition pour l'année 2001, FF 2000 2410.
- * Message concernant l'adaptation et l'harmonisation des bases légales pour le traitement de données personnelles dans les assurances sociales, du 24 novembre 1999, FF 2000 219.
- * Ordonnance sur les dispositifs médicaux (ODim). Normes techniques pour les dispositifs médicaux, publiées par l'Office fédéral de la santé publique le 8 février 2000, FF 2000 390.
- * Message concernant la loi fédérale sur la protection contre les substances et les préparations dangereuses (Loi sur les produits chimiques, LChim), du 24 novembre 1999, FF 2000 623.
- * Rapport annuel du Conseil fédéral sur les activités de la Suisse au Conseil de l'Europe en 1999, du 12 janvier 2000, FF 2000 921 (*cf. spécialement le § 3.4, p. 931, consacré au domaine de la santé*).
- * Référendum contre l'arrêté fédéral du 8 octobre 1999 portant approbation des accords sectoriels entre, d'une part, la Confédération suisse et, d'autre part, la Communauté européenne ainsi que, le cas échéant, ses Etats membres ou la Communauté européenne de l'énergie atomique. Aboutissement, selon décision de la Chancellerie fédérale du 16 février 2000, FF 2000 997.
- * Septième rapport sur la Suisse et les conventions du Conseil de l'Europe, du 19 janvier 2000, FF 2000 1083.
- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour l'étude de l'Inselspital “ *Retrospektive akzidentelle Hypothermiestudie in der Schweiz* ”, du 7 mars 2000, FF 2000 1183.
- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour l'étude du CHUV “ *Banque de tumeurs du système nerveux central pour la recherche sur la biologie et génétique des tumeurs en relation avec l'évolution clinique* ”, du 4 avril 2000, FF 2000 1746.
- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour l'étude “ *Versicherungswissenschaften im schweizerischen Sozialstaat zwischen 1874 und 1965* ”, du 2 mai 2000, FF 2000 2411.
- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour l'étude “ *Schweizerisches Referenzlabor für Porphyrien* ”, du 2 mai 2000, FF 2000 2414.
- * Message relatif à l'initiative populaire “ pour un approvisionnement en médicaments sûr et axé sur la promotion de la santé (Initiative sur les médicaments) ”, du 1^{er} mars 2000, FF 2000 1964.
- * Arrêté fédéral sur l'initiative populaire “ Pour des coûts hospitaliers moins élevés ”, du 24 mars 2000, FF 2000 2034 (*adaptée à la Constitution du 18 avril 1999, l'initiative sera soumise au vote du peuple et des cantons avec une recommandation de rejet de l'Assemblée fédérale*).
- * Avant-projet relatif à une loi fédérale sur l'analyse génétique humaine. Classement des réponses à la procédure de consultation. Office central fédéral des imprimés et du matériel, Berne 1999.

- * Loi fédérale sur la création et l'adaptation de bases légales concernant le traitement de données personnelles, du 24 mars 2000, FF 2000 2036 (*texte soumis au référendum facultatif; délai référendaire : 20 juillet 2000*).
- * Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), du 18 mars 1994. Modification du 24 mars 2000, FF 2000 2074 (*texte soumis au référendum facultatif; délai référendaire : 20 juillet 2000*).
- * Rapport sur le Programme de la législature 1999-2003, du 1^{er} mars 2000, FF 2000 2168 (*cf. spécialement le § 3.1, p. 2191, sur la sécurité sociale et la santé publique*).
- * Message relatif à une modification de la loi fédérale sur la protection de l'environnement, du 1^{er} mars 2000, FF 2000 2283 (*projet Gen-Lex*).

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait du " Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin ", n° 6/1999 et 1/2000, avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

AARGAU

- * Gesundheitsgesetz vom 10.11.1987 (Änderung: Titel nach § 35 & 39, § 39a neu, 40 I, Bewilligung; 40a - d neu, Spitem, Ergotherapie, Laboratorien und Abgabestellen; 41 I Satz 1, I^{bis} neu, III Satz 1, 67a, Übergangsbestimmungen; § 36 I lit. f, 37 lit. f & 58 II lit. e aufgehoben; eingeführt durch die Änderung des EG KVG) vom 31.08.1999, in Kraft ab 01.01.2000, AGS 1999, S. 393.
- * Gesundheitsgesetz vom 10.11.1987 (Änderung: § 37 lit. c-e & g, Bewilligungen für Fusspfleger, Hebammen, Krankenschwestern und -pfleger, Physiotherapeuten und Heilgymnasten; eingeführt durch das D über weitere bewilligungspflichtige Berufe der Gesundheitspflege) vom 16.11.1999, in Kraft ab 01.01.2000, AGS 1999, S. 372.
- * Dekret über weitere bewilligungspflichtige Berufe der Gesundheitspflege (DBG) vom 16.11.1999, in Kraft ab 01.01.2000, AGS 1999, S. 369. Neu werden die Ergotherapeuten und -therapeutinnen, die Logopäden und Logopädinnen sowie die Ernährungsberater und -innen der Bewilligungspflicht unterstellt. Auch wird eine Bewilligungspflicht zur selbständigen Berufsausübung der Dentalhygieniker und -innen eingeführt.

BASEL-LAND

- * Reglement vom 12.11.1998 über die Ethikkommissionen für klinische Versuche (Aufhebung) vom 25.01.2000, in Kraft ab 31.01.2000, GS 33.1089.
- * Vereinbarung über die Einsetzung einer gemeinsamen Ethikkommission der Kantone BS und BL (Vereinbarung Ethikkommission beider Basel) vom 25.01.2000, in Kraft ab 01.01.2000, GS 33.1082.

BASEL-STADT

- * Vereinbarung über die Einsetzung einer gemeinsamen Ethikkommission der Kantone BS und BL (Vereinbarung Ethikkommission beider Basel) vom 25.01.2000, in Kraft ab 01.01.2000, Kantonsblatt 2000, Nr. 9, S. 146.

FRIBOURG

- * Loi sur l'Hôpital cantonal de Fribourg (Abroge la Loi organique du 16.05. 1929) du 02.03.1999, entrée en vigueur le 01.01.2000, Feuille Officielle 1999, No 14, p. 609. Il s'agit de donner à l'hôpital cantonal une loi-cadre adaptée aux conditions nouvelles et lui permettant de faire face aux exigences futures, dans un

marché où la concurrence sera de mise. L'hôpital cantonal est érigé en personne morale, les médecins font partie d'un Collège des médecins, l'ensemble du personnel est soumis aux mêmes dispositions que le reste du personnel de l'Etat.

GENEVE

- * Loi sur l'aide à domicile du 16.02.1992 (Modification: Art. 2 III lit. a, soins palliatifs) (Abrogerait la Loi du 27.05.1999 modifiant la Loi sur l'aide à domicile) du 21.01.2000, soumise au référendum facultatif jusqu'au 08.03.2000, FAO 2000, n° 11, p. 139. Idée: introduire la notion de soins palliatifs à l'art. 2 III lit. a, ce qui permet de préciser qu'ils doivent être effectués sous le contrôle d'un médecin.
- * Loi relative à la qualité, la rapidité et l'efficacité des transports sanitaires urgents du 29.10.1999, soumise au référendum facultatif jusqu'au 15.12.1999, FAO 1999, n° 129, p. 1774. Le projet s'intitulait "Loi sur les transports sanitaires d'urgence"; but: assurer la qualité des transports effectués dans le canton par les services publics et les entreprises privées d'ambulance, application du principe de proximité, rôle central du 144.
- * Règlement du Centre d'enseignement de professions de la santé et de la petite enfance du 09.08.1989 (Modification: très nombreux articles) du 08.12.1999, entrée en vigueur le 08.12.1999, FAO 1999, n° 146, p. 2030.

JURA

- * Ordonnance du 01.03.1994 sur les pharmacies, les drogueries et le commerce des agents thérapeutiques (Modification: Plusieurs articles) du 23.11.1999, entrée en vigueur le 01.01.2000, Journal Officiel 1999, n° 45, p. 684. Transfert de certaines compétences du Département de la Santé et des Affaires sociales au Service de la Santé, nouvelles prescriptions en matière de contrôle, introduction du droit de substitution du pharmacien.

NEUCHÂTEL

- * Arrêté instituant une commission cantonale d'éthique du 09.02.2000, entrée en vigueur le 09.02.2000, Feuille Officielle 2000, n° 13, p. 170.

THURGAU

- * Verordnung vom 03.12.1996 über die Rechtsstellung der Patienten und Patientinnen (Änderung: § 1) (Eingeführt gemäss Verordnung zum Gesetz über den Verbund der kantonalen Krankenanstalten) vom 28.09.1999, in Kraft ab 01.01.2000, Amtsblatt 1999, Nr. 39, S. 2047.
- * Verordnung vom 03.12.1996 über die Rechtsstellung der Patienten und Patientinnen (Änderung: § 21 III, 26 I Z. 4, 29 Marginalie & I) vom 22.02.2000, in Kraft ab 01.03.2000, Amtsblatt 2000, Nr. 8, S. 479.

VAUD

- * Règlement sur les professions de la santé pour lesquelles il n'est pas exigé d'autorisation de pratiquer (Abroge le R du 12.03.1986) du 10.01.2000, entrée en vigueur le 10.01.2000, FAO 2000, n° 6, p. 201.
- * Loi du 29.05.1985 sur la santé publique (Modification: Art. 45, 47 I & II nouveau; santé scolaire) du 14.12.1999, soumise au référendum facultatif jusqu'au 26.01.2000, FAO 1999, n° 101, p. 5093. Dans le cadre du rapport du CE au GC sur la démarche tendant à une nouvelle répartition des tâches et des charges entre l'Etat et les communes.

- * Règlement sur le Fonds pour le développement de la prévention et de la promotion de la santé du 24.11.1999, entrée en vigueur le 24.11.1999, FAO 1999, n° 98, p. 4905.
- * Règlement sur l'exercice de la profession de logopédiste-orthophoniste du 17.11.1999, entrée en vigueur le 17.11.1999, FAO 1999, n° 95, p. 4771.

**Sauf mention contraire, tous ces textes sont en vigueur /
Alle diese Texte sind ohne anders lautenden Hinweis rechtskräftig**

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

INTERNATIONAL ET ETRANGER / INTERNATIONAL UND AUSLÄNDISCH

UNION EUROPEENNE

- * GROUPE EUROPEEN D'ETHIQUE DES SCIENCES ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES (GEE). Avis N° 12 sur les aspects éthiques de la recherche impliquant l'utilisation d'embryons humains, du 23 novembre 1998, partiellement reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 592.
- * GROUPE EUROPEEN D'ETHIQUE DES SCIENCES ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES (GEE). Avis N° 13 sur les aspects éthiques de l'utilisation des données personnelles de santé dans la société de l'information, du 30 juillet 1999, partiellement reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 592.

BELGIQUE

- * COMITE CONSULTATIF BELGE DE BIOETHIQUE, Avis n° 9 concernant l'arrêt actif de la vie des personnes incapables d'exprimer leur volonté, *Revue de droit de la santé / Tijdschrift voor gezondheidsrecht*, 2000, n° 3, p. 175.

FRANCE

- * COMITE CONSULTATIF NATIONAL D'ETHIQUE POUR LES SCIENCES DE LA VIE ET DE LA SANTE (CCNE). Avis sur l'éthique et la xénotransplantation, partiellement reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 622.

MALTE

- * COMITE CONSULTATIF NATIONAL DE BIOETHIQUE. Lignes directrices relatives au consentement des patients à un acte médical, reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 590.

PORTUGAL

- * CONSEIL NATIONAL D'ETHIQUE POUR LES SCIENCES DE LA VIE. Avis 15/95 relatif à l'expérimentation sur des embryons humains, reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 587.
- * CONSEIL NATIONAL D'ETHIQUE POUR LES SCIENCES DE LA VIE. Avis 16/95 relatif au caractère obligatoire des tests de dépistage du sida, reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 587.

- * CONSEIL NATIONAL D'ETHIQUE POUR LES SCIENCES DE LA VIE. Avis 21/97 relatif à la portée éthique du clonage, reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 589.

SUISSE / SCHWEIZ

- * ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES, Directives médico-éthiques pour la stérilisation de personnes mentalement déficientes, *Bulletin des médecins suisses*, 1999 ; 80, n° 8, p. 395.
- * SURVEILLANT DES PRIX, Rapport d'activité, *DPC* 1999, version allemande, p. 705; version française, p. 757. *GRATT/TarMed*, p. 708 (d) / 760 (f); *Taxes hospitalières, tarif de phy-siothérapie et tarif des appareils acoustiques*, p. 711 (d) / 763 (f).

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH - Cour (sélection) Rechtsprechung EMRK - Gerichtshof (Auswahl) www.coe.int

- * AFFAIRE AERTS. c. BELGIQUE, 30 juillet 1998 (non publié), commentée in : *Medical Law Review* 7/3 (1999), p. 350.
Droits des patients psychiatriques fondés sur les articles 3, 5 et 6 CEDH.
- * AFFAIRE GLEBE VISCONTI c. ITALIE, arrêt de la Cour (3^{ème} section) du 25 janvier 2000
Violation de l'art. 6 par. 1 CEDH, délais raisonnables - réparation de dommages subis lors d'une intervention chirurgicale.
- * AFFAIRE MIRAGALL ESCOLANO ET AUTRES c. ESPAGNE, Arrêt de la Cour (4^{ème} section) du 25 janvier 2000.
Violation de l'art. 6 par. 1 CEDH, accès à un tribunal - décret national fixant les marges des pharmaciens.
- * AFFAIRE M.S. c. SUEDE, (1999) E.H.R.R. 313, commentée in : *Medical Law Review* 7/3 (1999), p. 346.
Article 8 CEDH. Protection des données personnelles contenues dans un dossier médical.
- * AFFAIRE JACQUIE & LEDUN c. FRANCE, Arrêt de la Cour (3^{ème} section) du 28 mars 2000.
Violation de l'art. 6 par. 1 CEDH, délais raisonnables - contamination par transfusion sanguine.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) Rechtspr. der Gerichte der EG (Auswahl)

Rien à signaler pour ce numéro.

III. Jurisprudence étrangère (sélection) Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

AUTRICHE

- * Recht der Medizin 1/2000, p. 21, VfGH 14 octobre 1999.
Fortpflanzungsmedizingesetz nicht verfassungswidrig.
- * Recht der Medizin 1/2000, p. 28, OGH 11 mars 1999.
Beweislast für Aufklärung bei endoskopischen Eingriffen.

* MedizinRecht, 3/2000, p. 136, OLG Koblenz, 14 septembre 1999.
Umfang und Grenzen der ärztlichen Pflichten bei der Behandlung von Patienten mit Suizidneigung.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est depuis peu accessible en plein texte sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.jaac.admin.ch>

- * ATF 125 I 474 = Sic !, 2/2000 p. 121 (résumé). Tribunal fédéral, 2^e Cour de droit public, 1^{er} octobre 1999.
Au regard de l'art. 2 LMI, un canton ne peut interdire la vente par correspondance de médicaments sur ordonnance à une entreprise autorisée à le faire dans un autre canton.
- * ATF 125 III 412. Tribunal fédéral, Cour de cassation, 11 novembre 1999.
Fixation de la réparation morale en cas de transmission du virus VIH à la suite d'un rapport sexuel non protégé.
- * ATF 125 IV 242. Tribunal fédéral, Cour de cassation, 20 octobre 1999.
L'infection par le VIH est à la fois une lésion corporelle grave (mettant en danger la vie) et une maladie de l'homme dangereuse et transmissible. Appréciation de l'intention.
- * ATF 125 IV 255. Tribunal fédéral, Cour de cassation, 20 octobre 1999.
Transmission du virus VIH à la suite d'un rapport sexuel non protégé. Délit manqué de meurtre ? Non.
- * ATF 125 V 266. Tribunal fédéral des assurances, 29 juin 1999.
L'article 9 al. 3 OAMal, qui restreint le droit de changer d'assureur, n'est pas conforme à la loi.
- * ATF 125 V 278. Tribunal fédéral des assurances, 15 septembre 1999.
L'assainissement d'amalgames dentaires n'est pas une prestation à charge de l'assurance obligatoire des soins.
- * ATF 125 V 284 = PJA 2/2000, p. 216, avec commentaire de J.-L. Duc =RAMA 5/1999 p. 431 cité dans San-News n°11 p. 19. Tribunal fédéral des assurances, 14 juin 1999.
Les psychothérapeutes non-médecins qui travaillent à leur compte ne sont pas reconnus comme fournisseurs de prestations. L'article 46 al. 1 OAMal est conforme à la loi.
- * ATF 125 V 292. Tribunal fédéral des assurances, 30 août 1999.
Assurance facultative d'indemnités journalières. Possibilité d'instaurer des réserves. Réticence.
- * ATF 125 V 297 = RAMA 6/1999 p. 503 cité dans San-News n°11, p. 20. Tribunal fédéral des assurances, 15 septembre 1999.
Prestations de l'assurance obligatoire des soins et allocation pour impotent AVS/AI. Cumul non exclu. Réduction des prestations en vue d'éviter une surindemnisation (art. 122 OAMal).
- * ATF 125 V 430. Tribunal fédéral des assurances, 20 décembre 1999.
Le traitement médical administré par le conjoint de la personne assurée est une prestation due au titre de l'assurance obligatoire des soins.
- * ATF 125 V 435. Tribunal fédéral des assurances, 20 décembre 1999.
Le traitement médical administré par l'un des parents de l'enfant assuré est une prestation due au titre de l'assurance obligatoire des soins.
- * ATF 125 V 437 = Plädoyer 2/2000. P. 63. Tribunal fédéral des assurances, 20 décembre 1999.

En concluant une assurance HMO, la personne assurée limite également sa liberté de choix en ce qui concerne les chiropraticiens.

- * ATF 125 V 441 = RAMA 6/1999 p. 531 cité dans San-News n°11, p. 20. Tribunal fédéral des assurances, 24 septembre 1999.
Le médecin peut confier l'exécution d'examens et de traitements au personnel paramédical qu'il emploie. Cela vaut (provisoirement) aussi pour les mesures de psychothérapie. La jurisprudence relative à l'ancienne ordonnance 8 du DFI vaut pour les articles 2 et 3 OPAS.
- * ATF 125 V 448 = RAMA 5/1999 p. 462 cité dans San-News n°11 p. 20. Tribunal fédéral des assurances, 30 août 1999.
L'assuré qui, pour des raisons de convenance personnelle et non pour des raisons médicales, se fait soigner dans un hôpital ne figurant pas sur la liste des établissements de son canton de résidence mais sur celle du canton où l'hôpital en cause a son siège a droit aux prestations de l'assurance obligatoire des soins.
- * ATF 125 V 456 = RAMA 5/1999 p. 462 cité dans San-News n°11, p. 20. Tribunal fédéral des assurances, 10 novembre 1999.
Troubles psychiques en relation avec une maladie professionnelle. Notion de causalité adéquate appréciée différemment qu'en cas d'atteinte psychique consécutive à un accident.
- * JAAC N° 64.13, 2000 vol. I, décision du Conseil fédéral du 17 février 1999 (ég. paru in RAMA 3/1999, p. 211).
Planification hospitalière cantonale et liste d'hôpitaux selon l'art. 39 LAMal.
- * JAAC N° 64.14, 2000 vol. I, décision du Conseil fédéral du 17 février 1999 (ég. paru in RAMA 2/1999, p. 169).
Application de l'art. 41 LAMal relatif aux conventions tarifaires. Fixation d'un tarif.
- * JAAC N° 64.15, 2000, vol. I, décision du Conseil fédéral du 3 février 1999.
Recours de deux associations cantonales de médecins et de cliniques privées contre une décision du Conseil d'Etat approuvant une convention tarifaire relative aux hôpitaux universitaires.
- * JAAC N° 64.16, 2000, vol. I, décision du Conseil fédéral du 15 décembre 1997 (ég. paru in RAMA 2/3/1998, p. 153).
Procédure selon la LAMal. Exclusion de l'action populaire : chaque recourant doit être touché plus que quiconque et faire valoir un lien particulier et important avec l'objet du litige.
- * JAAC N° 64.17, 2000, vol. I, décision du Conseil fédéral du 22 octobre 1997 (ég. paru in RAMA 6/1997, p. 399).
La lettre de l'art. 61 al. 3 LAMal exclut la libération des primes pour les enfants. Il n'existe aucune raison valable pour admettre que le sens littéral de cette disposition ne rend pas le véritable sens de la norme.
- * JAAC N° 64.18, 2000, vol. I, décision du Conseil fédéral du 28 septembre 1998, (ég. paru in RAMA 6/1998, p. 495).
Convention tarifaire en matière d'assurance-maladie. Qualité pour recourir, exigence d'un grief formel.
- * JT 1999 I 529 (résumé) (= ATF 123 I 112, cité in San-News n°5 de janvier 1998, p. 12. Tribunal fédéral, 1^{ère} Cour de droit public 16 avril 1997).
Constitutionnalité de la loi genevoise sur les prélèvements et les transplantations d'organes et de tissus. Le système du droit d'opposition de l'intéressé ou de ses proches est admissible au regard de la liberté personnelle pour autant qu'une politique d'information des proches et de la population en général soit mise en place.
- * Plädoyer 1/2000, p. 53 – Arrêt du 29 janvier 1999 du Tribunal fédéral des assurances.
L'assuré LAA qui doit changer de profession à la suite d'une maladie professionnelle et qui encourt de ce fait une diminution de revenu de 26 %, a droit pour cette invalidité de 26 % à une rente de l'assureur LAA.

- * Plädoyer 1/2000, p. 63 – Arrêt du 1^{er} septembre 1999 de la 1^{ère} Cour de droit public du Tribunal fédéral.
Die SUVA muss interne Akten offen legen – Das Datenschutzgesetz garantiert Einsicht auch in verwaltungsinterne Akten. Interne Akten der SUVA sind offen zu legen, Ausnahmen sind nur begrenzt möglich (commentaire de HP. Kuhn dans le Bulletin des Médecins Suisses, 2000; 81, n° 1, p. 27).
- * Plädoyer 2/2000, p. 54 – Arrêt du 12 novembre 1999 du Tribunal fédéral des assurances.
A propos de la couverture du risque accident – pour fixer le montant de la rente au moment où disparaît la surindemnisation, il se justifie de tenir compte des adaptations au renchérissement à partir de la naissance du droit.
- * Plädoyer 2/2000, p. 65 – Arrêt du 1^{er} décembre 1999 du Tribunal fédéral des assurances.
Krankenkasse für Spätfolgen zuständig – Kann ein Haftpflichtversicherer einzig wegen Verjährung nicht mehr für Spätfolgen eines Unfalles belangt werden, so ist die Krankenkasse leistungspflichtig (avec commentaire de K. Pfändler).
- * Pratique juridique actuelle 1/2000, p. 100 – Arrêt du 4 mai 1999 de la 2^{ème} Cour de droit public du Tribunal fédéral = ATF 125 I 267 cité dans San-News n°11, p. 15.
Ablehnung des Gesuches eines niedergelassenen Ausländers mit ausländischem Fähigkeitsausweis auf Zulassung zur selbständigen Berufsausübung als Zahnarzt (avec commentaire de Y. Hangartner).
- * RAMA 1/2000, p. 1 – Tribunal fédéral des assurances, 18 octobre 1999.
Die Einführung des bundesgesetzlichen Krankenversicherungs-obligatoriums verletzt die Glaubens- und Gewissensfreiheit nicht.
- * Semaine Judiciaire, 122 (2000) N° 4, p. 49 = ATF 125 I 322 cité dans San-News n°11 p. 15 - arrêt du 4 juin 1999 de la 2^{ème} Cour de droit public du Tribunal fédéral.
Exercice des professions médicales. Loi sur le marché intérieur. Liberté du commerce et de l'industrie. Admissibilité de la règle cantonale réservant aux médecins ou à d'autres personnes spécialement formées l'application de thérapies dites naturelles.
- * Semaine Judiciaire, 122 (2000) N° 4, p. 62 = ATF 125 I 335 cité dans San-News n°11, p. 16 - arrêt du 7 juin 1999 de la 2^{ème} Cour de droit public du Tribunal fédéral.
Exercice des professions médicales. Liberté du commerce et de l'industrie. Acupuncture.
- * Semaine Judiciaire, 122 (2000) N° 4, p. 62 = ATF 125 II 321 cité dans San-News n°11, p. 16 - arrêt du 5 juillet 1999 de la 1^{ère} Cour de droit public du Tribunal fédéral.
Protection des données. Consultation par l'assuré de son dossier d'assurance maladie.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

BERNE

- * JAB/BVR 2000 p. 89 – Jugement du Tribunal administratif du 1^{er} mai 1998 – N° AI 50604.
La prise en charge des frais de transport liés aux mesures pédo-thérapeutiques ne peut être restreinte aux seuls handicapés de la vue et handicapés physiques. Une telle restriction, figurant à l'art. 9bis RAI, est incompatible avec la loi et avec les principes constitutionnels de l'égalité de traitement et de l'interdiction de l'arbitraire.
- * Plädoyer 1/2000, p. 61 – Arrêt du 27 septembre 1999 du Tribunal administratif.
Keine Zwangsmedikation in der Psychiatrie – Für Isolierung und Zwangsmedikation von Psychiatriepatienten fehlt im Kanton Bern – wie in den meisten anderen Kantonen – die gesetzliche Grundlage.

TESSIN

- * RGP 1-12/1998 p. 247 – Sentenza 15 settembre 1998 della II Camera civile.
Responsabilità del medico (Ente ospedaliero cantonale) – Torto morale- Art. 4 e 10 Legge sulla responsabilità degli enti pubblici, art. 47 CO.

VALAIS

- * RVJ 2000 p. 95 – Arrêt du tribunal cantonal des assurances du 16 février 1999.
Assurance obligatoire de soins. Prise en charge du coût des traitements effectués en cas d'urgence à l'étranger (art. 36 al. 2 OAMal)
- * RVJ 2000 p. 101 – Arrêt du tribunal cantonal des assurances du 11 octobre 1999.
Frais de transport médicalement nécessaires

VAUD

- * JT 1999 III 106 – Arrêt de la Chambre des recours du 24 juin 1998
Notamment : le statut des assurances complémentaires est identique, qu'elles soient pratiquées par des caisses-maladie ou des assurances privées. Par conséquent, il y a lieu d'étendre aux secondes la compétence attribuée au Tribunal des assurances, alors même que le législateur vaudois n'a envisagé que les assurances complémentaires pratiquées par les premières.

ZURICH

- * SJZ/RSJ 2000 p. 114 – Geschworenengericht ZH, 9. November 1998
Übertragung des HIV ; rechtliche Subsumtion. Eventualvorsatz. Abgrenzungsfragen. Da jeder ungeschützte Geschlechtsverkehr eines HIV-Positiven potentiell infektiös ist, nimmt dieser dabei den Eintritt des tatbestandsmässigen Erfolges in Kauf. Mögliche Subsumtion unter die versuchten Tötungsdelikte wurde in casu verneint.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection)

Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * CANDRE P. DE, Publicité comparative notamment dans le domaine du médicament, *Recueil Dalloz* 2000, n° 2, Chroniques, p. 33.
- * HANIKA H., Europäisches Arzneimittelrecht, *MedizinRecht*, 2000, n°2, p. 63.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * APPELBAUM PS., Threats to the Confidentiality of Medical Records – No Place to Hide. *JAMA* 2000, p. 795.

- * ARNARDÓTTIR O. M., BJÖRGVINSSON D. T., MATTHIASSEN V.M., The Icelandic Health Sector Database, *European Journal of Health Law* 1999, n° 4, p. 307.
- * DHONT J., POULLET Y., Het Algemeen Medisch Dossier: een correcte afweging tussen staatsefficiëntie en de vrijheid van de zorgverlener en de privacy van de patiënt?, *Revue de droit de la santé / Tijdschrift voor gezondheidsrecht*, 2000, n° 4, p. 246.
- * DIGGORY P., JUDD M., Advance directives : questionnaire survey of NHS trusts. *British Medical Journal* 2000, p. 24.
- * GUNN M., WONG J., CLARE I. HOLLAND A., Decision-making Capacity, *Medical Law Review* (1999) n°3, p. 269.
- * MARSHALL MN., Shekelle PG., Leatherman S. and al., The Public Release of performance Data. *JAMA* 2000, p. 1866.
- * MOLLOY DW., GUYATT GH., RUSSO R. and al., Systematic Implementation of an Advance Directive Program in Nursing Homes *JAMA* 2000, p. 1437.
- * PFLÜGER F., Patientenaufklärung über Behandlungsqualität und Versorgungsstrukturen – Erweiterte Haftungsrisiken für Arzt und Krankenhaus?, *MedizinRecht*, 2000, n°1, p. 6.
- * ROSCAM ABBING H. D. C., Central Health Database in Iceland and Patient's Rights, *European Journal of Health Law* 1999, n° 4, p. 363.
- * SABATINO C., Survey of State Emergency Medical Services Do-Not-Resuscitate Laws and Protocols, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* (1999), n°4, p. 297.
- * TENO JM., Advance Directives for Nursing Home Residents. *JAMA* 2000, p. 1481.
- * THEODOS T., The patients' Bill of Rights : Women's Rights Under Managed Care and ERISA Preemption, *American Journal of Law & Medicine* 2000, n°1, p. 89.
- * VERHAEGEN M. N., La nouvelle loi relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, *Revue de droit de la santé / Tijdschrift voor gezondheidsrecht*, 2000, n° 4, p. 255.

Ethique biomédicale

- * DORR GOOLD S., WILLIAMS B., ARNOLD RM., Conflicts regarding Decisions to Limit Treatment. *JAMA* 2000, p. 909.
- * GILLICK MR., Rethinking the Role of Tube Feeding in Patients with Advanced Dementia, *New England Journal of Medicine* 2000, p. 206.
- * MATHIEU B., Les comités d'éthique hospitaliers. Etude sur un objet juridiquement non identifié, *Revue de droit sanitaire et social*, 2000, n°1, p. 73.
- * PELLEGRINO ED., Decisions to Withdraw Life-Sustaining Treatment. A Moral Algorithme. *JAMA* 2000, p. 1065.
- * PROTHAIS A., Un droit pénal pour les besoins de la bioéthique, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, 2000, n°1, p. 39.
- * RHYMES JA., MCCULLOUGH L., LUCHI RJ. AND AL., Withdrawing Very Low-Burden Interventions in Chronically Ill Patients. *JAMA* 2000, p. 1061.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * DUDLEY RA., JOHANSEN KL., BRAND R. AND AL., Selective Referral to High-Volume Hospitals : Estimating potentially Avoidable Deaths. *JAMA* 2000, p. 1159.
- * GUIDELINES FOR THE AMA (American Medical Association) *JAMA* 2000, p. 1602.
- * HAKENBERG W., Europarechtliche Perspektiven der ärztlichen Berufsausübung, *MedizinRecht*, 2000, n°2, p. 55.
- * HART D., Evidenz-basierte Medizin und Gesundheitsrecht, *MedizinRecht*, 2000, n°1, p. 1.
- * MARZANSKI M., Would you like to know what is wrong with you ? On telling the truth to patients with dementia. *Journal of Medical Ethics* 2000 p. 108.
- * SCOTT HD., BELLE J., GELLER S. AND AL., Physicians Helping the Underserved : The Reach Out Program. *JAMA* 2000, p. 99.
- * SPIELER EA., BARTH PS., BURTON JF. AND AL., Recommendations to Guide Revision of The *Guides to the Evaluation of Permanent Impairment*. *JAMA* 2000, p. 519.
- * TENERY RM., Interactions Between Physicians and the Health Care Technology Industry. *JAMA* 2000, p. 391.
- * WAZANA A., Physicians and the Pharmaceutical Industry. Is a Gift Ever Just A Gift ? *JAMA* 2000, p. 373.

Génétique humaine et biotechnologies

- * ROSES AD., Pharmacogenetics and future drug development and delivery. *Lancet* 2000, p. 1358.
- * WOLF CR., SMITH G., SMITH RL., Pharmacogenetics. *British Medical Journal* 2000, p. 987.

Mesures médicales spéciales

- * CHRISTAKIS N., LAMONT B., Extent and determinants of error in doctor's prognoses in terminally ill patients : prospective study. *British Medical Journal* 2000, p. 469.
- * COLLIGNON N. / DIAMANT-BERGER O., Le consentement aux empreintes génétiques en matière pénale, *Médecine & Droit* 2000, n° 40, p. 5.
- * FLORENCIO P. S., KELLER R. H., End-of-life decision making : rethinking the principles of fundamental justice in the context of emerging empirical data, *Health Law Journal*, 1999, Vol. 7, p. 233.
- * GANZINI L., NELSON HD., SCHMIDT TA. AND AL., Physicians' experiences with the Oregon Death with dignity act. *New England Journal of Medicine* 2000, p. 557.
- * GROENEWOUD JH., VAN DER HEIDE A., ONWUTEAKA-PHILIPSEN BD. AND AL., Clinical problems with the performance of euthanasia and physician-assisted suicide in the Netherlands. *New England Journal of Medicine* 2000, p. 551.
- * JONES RB., Parental consent to cosmetic facial surgery in Down's syndrome. *Journal of Medical Ethics* 2000, p. 101.

- * ROBERTS H., Good practice in sterilisation. New British Guidelines will help. *British Medical Journal* 2000, p. 662.
- * SULLIVAN AD., HEDBERG K., FLEMING DW., Legalized physician assisted suicide in Oregon – the second year. *New England Journal of Medicine* 2000, p. 598.
- * VAN DER STEEN T., MULLER MT., OOMS ME. AND AL., Decisions to treat or not to treat pneumonia in demented psychogeriatric nursing home patients : development of a guideline. *Journal of Medical Ethics* 2000, p. 114.

Recherche biomédicale

- * CALLAHAN D., Death and the Research Imperative. *New England Journal of Medicine* 2000, p. 654.
- * RUSSELL ML., MORALEJO DG., BURGESS ED., Paying research subjects : participants'perspectives. *Journal of Medical Ethics* 2000, p. 126.

Responsabilité médicale

- * BRENNAN TA., The Institute of Medicine Report on Medical Errors – Could It Do Harm ? *New England Journal of Medicine* 2000, p. 1123.
- * FENYVES A. / HIRSCH C., Zur Deckung der Ansprüche aus "wrongful life" und "wrongful birth" in der Arzthaftpflichtversicherung, *Recht der Medizin* 2000, p. 10.
- * FERRER RE., ARONSON JK., Medication errors, worse than a crime. *Lancet* 2000, p. 947.
- * GOSTIN L., A Public Health Approach to Reducing Error. *JAMA* 2000, p. 1742.
- * HARICHAUX M., La nouvelle " conciliation " médicale, *Revue de droit sanitaire et social*, 2000, n°1, p.108.
- * HAVIGHURST C., Vicarious Liability : Relocating Responsibility for the Quality of Medical Care, *American Journal of Law & Medicine* 2000, n°1, p. 7.
- * JOURDAIN P., La responsabilité du fait d'autrui en matière médicale, *Médecine & Droit* 2000, n° 40, p. 15.
- * MOHR JC., American Medical Malpractice Litigation in Historical Perspective. *JAMA* 2000, p. 1731.
- * PIETRO DA., SHYAVITZ LJ., SMITH RA. AND AL., Detecting and reporting medical errors : why the dilemma ? *British Medical Journal* 2000, p. 794.
- * STUDDERT DM., BRENNAN TA., The Problems with Punitive Lawsuits against Managed-Care Organizations. *New England Journal of Medicine* 2000, p. 280.
- * VINCENT C., TAYLOR-ADAMS S., CHAPMAN EJ. AND AL., How to investigate and analyse clinical incidents : Clinical Risk Unit and Association of Litigation and Risk Management protocol. *British Medical Journal* 2000, p. 777.
- * WEINGART SN., MCL WILSON R., GIBBERD RW. AND AL., Epidemiology of medical error. *British Medical Journal* 2000, p. 774.
- * WU AW., Why error reporting systems should be voluntary. They provide better information for reducing errors. *British Medical Journal* 2000, p. 728.

- * WYNIA MK., CUMMINS DS., VAN GEEST AND AL., Physician Manipulation of Reimbursement Rules for Patient. *JAMA* 2000, p. 1858.

Maladies transmissibles, SIDA

- * BAYLEY A., Narrowing the gap. *Journal of Medical Ethics* 2000, p. 51.
- * BENNETT R., DRAPER H., FRITH L., Ignorance is bliss ? HIV and moral duties and legal duties to forewarn. *Journal of Medical Ethics* 2000, p. 9.
- * BLATCHFORD O., O'BRIEN S., BLATCHFORD M., AND AL., Infectious health care workers : should patients be told ? *Journal of Medical Ethics* 2000, p. 27. And Commentary Pinching J. *Journal of Medical Ethics* 2000, p. 34.
- * COCHRANE J., Narrowing the gap : access to HIV treatments in developing countries. A pharmaceutical company's perspective. *Journal of Medical Ethics* 2000, p. 47.
- * GUENTER D., ESPARZA J., MACKLIN R., Ethical considerations in international HIV vaccine trials : summary of a consultative process conducted by the Joint United Nations Programme on HIV/AIDS (UNAIDS). *Journal of Medical Ethics* 2000, p. 37.
- * KESSEL A., WATTS C., WEISS HA., BAD BLOOD ? Survey of public's views on unlinked anonymous testing of blood for HIV and other diseases. *British Medical Journal* 2000, p. 90.
- * PINCHING AJ., Live attenuated vaccine trials in medically informed volunteers : a special case. *Journal of Medical Ethics* 2000, p. 44.
- * ZULUETA P., The ethics of anonymised HIV testing of pregnant women : a reappraisal. *Journal of Medical Ethics* 2000, p. 16. And Commentary Pinching AJ. *Journal of Medical Ethics* 2000, p. 22. And Reply de Zulueta P., *Journal of Medical Ethics* 2000, p. 25.

Système de santé, politique de la santé

- * ALDERSON P., ROBERTS I., Should journals publish systematic reviews that find no evidence to guide practice ? Examples from injury research. *British Medical Journal* 2000, p. 376.
- * BALDASSARRE A., Die sozialen Grundrechte in Italien, in : ISENSEE J. / LECHERER H. (éd.), *Freiheit und Eigentum : Festschrift für Walter Leisner zum 70. Geburtstag*, Berlin 1999, p. 485.
- * BAEYENS A., Free movement of goods and services in health care: a comment on the Court cases Decker and Kohll from a belgian point of view, *European Journal of Health Law*, 1999, n° 4, p. 373.
- * FREEMAN HP., PAYNE R., Racial Injustice in Health Care. *New England Journal of Medicine* 2000, p. 1045.
- * GAILLAT ENGELI F., Conseil de l'Europe : déclaration de politique générale pour un vieillissement en bonne santé (texte allemand : Europarat: allgemeine politische Erklärung zum Älterwerden bei guter Gesundheit), *Sécurité sociale* 1999, p. 271.
- * GANGULY S., The Investor-State Dispute Mechanism (ISDM) and a sovereign's power to protect public health, *Columbia Journal of Transnational Law* 1999, n° 1, p. 113.
- * GEVERS S., Clinical Practice Guidelines: Which Objectives? Whose responsibilities?, *European Journal of Health Law*, 1999, n° 4, p. 301.

- * HAIGH R. H., Reconstructing paradise : Canada's Health Care System, alternative medicine and the Charter of Rights, *Health Law Journal*, 1999, Vol. 7, p. 141.
- * JÓNATANSSON H., Iceland's Health Sector Database : A Significant Head Start in the Search for the Biological Grail or an Irreversible Error ?, *American Journal of Law & Medicine* 2000, n°1, p. 31.
- * KIVIMÄKI M., VAHTERA J., PENTTI J. AND AL., Factors underlying the effect of organisational downsizing on health of employees : longitudinal cohort study. *British Medical Journal* 2000, p. 971.
- * RICE N., DIXON P., LLOYD DCEF AND AL., Derivation of a needs based capitation formula for allocating prescribing budgets to health authorities and primary care groups in England : regression analysis. *British Medical Journal* 2000, p. 284.
- * TOWSE A., SUSSEX J., " Getting UK health care expenditure up to the European Union mean " - what does that mean. *British Medical Journal* 2000, p. 640.
- * VAN THIEL J., LUGTENBERG T., Decker and Kohll and the Dutch system of social health insurance, *European Journal of Health Law*, vol. 6 n° 4, p. 389.

Transplantations

- * CARPENTER CB., Improving the Success of Organ Transplantations. *New England Journal of Medicine* 2000, p. 647.
- * EDITORIAL. Altruism and confidentiality in organ donation. *Lancet* 2000, p. 765.
- * MASTERTON G., Psychosocial factors in selection for liver transplantation, Need to be explicitly assessed and managed. *British Medical Journal* 2000, p. 263.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

- * BOHL W., *Standards in der Psychiatrie : eine Untersuchung zur zivilrechtlichen Verantwortlichkeit des Klinikpsychiaters bei der Behandlung psychisch Kranker*, Francfort-sur-le-Main, Berlin, Berne etc. 1998.
- * BOLSINGER M. P., *Dogmatik der Arzthaftung*, thèse Tübingen, Baden-Baden 1999.
- * BURY T. J., MEAD J. M. (ED.), *Evidence-based healthcare: a practical guide for therapists*, Oxford, 1999.
- * DEUTSCH E., *Medizinrecht : Arztrecht, Arzneimittelrecht und Medizinproduktrecht : eine zusammenfassende Darstellung mit fallbeispielen und Texten*, 4ème éd., Berlin, Heidelberg, New York 1999.
- * DEVETZI S., *Die Kollisionsnormen des europäischen Sozialrechts*, thèse Osnabrück, Berlin 2000.
- * EXTER A., HERMANS H. (HRSG.), *The right to health care in several European countries: Expert meeting, held in Rotterdam, April 27-28 1999*, The Hague 1999.
- * FEUERSTEIN G., KÜHLMANN E. (HRSG.), *Rationierung im Gesundheitswesen*, Wiesbaden, 1998.
- * FUEST B., *Datenschutzrechtliche Probleme beim Einsatz von Patientenchipkarten*, Köln 1999.
- * GADAMER H.G. *Philosophie de la santé*, Grasset 1998.

- * HOFMANN C., *Rechtsfragen der Genomanalyse*, thèse Mannheim, Francfort-sur-le-Main, Berlin etc. 1999.
- * ILIADOU E., *Forschungsfreiheit und Embryonenschutz : eine verfassungs- und europarechtliche Untersuchung der Forschung an Embryonen*, thèse Regensburg, Berlin 1999.
- * KIENLE T., *Die prädiktive Medizin und gentechnische Methoden. Ein Beitrag zur Regelung von Genanalyse und Gentherapie in Deutschland und Europa*, Thübingen, 1998.
- * MARIAN S., *Die Rechtsstellung des Samenspenders bei der Insemination/IVF*, thèse Heidelberg, Francfort-sur-le-Main, Berlin 1998.
- * ROSCHER R., *Der Beitrag der Freien Wohlfahrtspflege zum Gemeinwohl am Beispiel der Suchtkrankenhilfe*, thèse Mannheim, Baden-Baden 1999.
- * TOEBES B. C.A., *The right to health as a human right in international law*, thèse Utrecht, Antwerpen etc. 1999.
- * WENSCKSTERN A., *Die Haftung bei der Arzneimittelprüfung und die Probandenversicherung : Haftungsersetzung durch Versicherungsschutz*, thèse Hambourg, Francfort-sur-le-Main, Berlin, Berne 1999.

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * FAISST K., SCHILLING J., GUTZWILLER F., *Qualität der Medikamentendistribution aus Sicht der Patientinnen und Patienten*, *Bulletin des médecins suisses*, 2000; 81, n° 12, p. 587.
- * GIGER M., *Das Heilmittelgesetz : Kostensteigerung und staatliche Guidelines ?*, *Bulletin des médecins suisses*, 2000; 81, n° 10, p. 496.

Assurances sociales

- * BECK P., SCHAER R., *Die Rechtsprechung des Eidgenössischen Versicherungsgericht in den Jahren 1997 und 1998 – Veröffentlicht in den Bänden 123 und 124, ZBJV, 2000, p. 157.*
- * BRITT F., *La LAMal met un frein à l'augmentation : évolution des primes et des prestations depuis 1986 (version allemande : Zunahme der Leistungen und der Prämien durch das KVG gebremst : Entwicklung der Prämien und der Leistungen seit 1986)*, *Sécurité sociale* 1999, p. 258.
- * CATTANEO D., *Riduzione o rifiuto delle prestazioni in caso di infortunio*, *Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese* 1999, p. 503.
- * DUC J.-L., *La faute, les dangers extraordinaires et les entreprises téméraires dans la LAMal*, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle* 44/2000 n° 1, p. 80.
- * FLÜCK R., *L'OFAS renforce la surveillance des assureurs-maladie, (version allemande : Das BSV verstärkt die Aufsicht über die Krankenversicherer)* *Sécurité sociale* 1999, p. 315.

- * IMHOF E., Das bilaterale Abkommen über den freien Personenverkehr und die Soziale Sicherheit, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle* 2000, p. 22.
- * KIESE U., Die Taggeldkoordination im Sozialversicherungsrecht, *Pratique juridique actuelle*, 2000, n°3, p. 249.
- * KOPP KÄCH C., Die Kosten einer Amalgamsanierung sind auch unter Geltung des Bundesgesetzes über die Krankenversicherung nicht von der obligatorischen Krankenpflegeversicherung zu decken, *ZBJV*, 2000, p. 78.
- * MÜLLER K., La jurisprudence actuelle du Conseil fédéral en matière de liste des hôpitaux (version allemande : Die Aktuelle Rechtsprechung des Bundesrates zur Spitalliste : bisherige Klarstellung und weiterer Klärungsbedarf), *Sécurité sociale* 1999, p. 317.
- * NEF U. C., Entwicklungen im Sozialversicherungsrecht = Le point sur le droit des assurances sociales, *RSJ* 1999, p. 553.
- * OFAS, Une hausse modérée des primes pour la cinquième année LAMal (version allemande : Mässige Erhöhung der Grundversicherungsprämien im fünften KVG-Jahr), *Sécurité sociale* 1999, p. 254.
- * ROGGERO-WILL G., Assicurazione sociale delle cure medico-sanitarie : portata e conseguenze dell'obbligatorietà assicurativa sulla scelta e sul cambiamento d'assicuratore, *Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese* 1999, p. 489.
- * ROGGERO-WILL G., LAMal : obbligatorietà e non conseguenze di due scelte legislative diverse, *Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese*, 1999, n°2, p. 433.
- * ROSSI M., Harmonisation et coordination des prestations sociales : une loi cantonale : le canton du Tessin fait oeuvre de pionnier (version allemande : Ein kantonales Gesetz über die Harmonisierung und Koordination der Sozialleistungen : Kanton Tessin als Pionier), *Sécurité sociale* 1999, p. 235.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * BRÜCKNER C., Die Rechtfertigung des ärztlichen Eingriffs in die körperliche Integrität gemäss Art. 28 abs. 2 ZGB, *Revue de droit suisse* 1999, n°1, p. 451.
- * DE MENDONÇA LIMA C. A., BERTELOTE J. M., SIMEONE I., Le suicide chez la personne âgée en Suisse: à propos de quelques chiffres, *Médecine et Hygiène* 2000, n° 2287, p. 313.
- * FUCHS E., Respect de la liberté individuelle et ses limites du fait de la maladie, de la sénilité et des dépendances, *Revue du droit de tutelle* 2000, p. 16.
- * HEGNAUER C., Sterilisation geistig Behinderter, *Revue du droit de tutelle* 2000, p. 25.
- * INSIEME (FEDERATION SUISSE DES ASSOCIATIONS DE PARENTS DE PERSONNES MENTALEMENT HANDICAPEES), Leitsätze zur Sterilisation, *Revue du droit de tutelle* 2000, p. 28.
- * KUHN HP., Droit de regard dans les dossiers LAA, *Bulletin des médecins suisses*, 2000, n° 1, p. 27.

Ethique biomédicale

- * BAERTSCHI B., Jusqu'où le respect doit-il aller ? Quelques réflexions à propos de la PMA, *Médecine et Hygiène*, 2000, n° 2295, p. 797.

- * MIRENOVICZ J., To clone or not to clone? Telle est la question, *Médecine et Hygiène*, 2000, no 2294, p. 746.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * HOMBERGER GUT I., La notion de traitement médical en matière de TVA : de l'OTVA à la LTVA en passant par la pratique administrative et la jurisprudence, *Expert-comptable suisse* 1999, n° 11, p. 1025.
- * KUHN HP., KUMMER A., WYLER D., Fractures complémentaires en cas de prestations complémentaires, *Bulletin des médecins suisses*, 2000, n° 6, p. 275.

Mesures médicales spéciales

- * BÜHLER I., SACHS H., COOPER K.C., Xénotransplantation, entre rêve et réalité, *Bulletin des médecins suisses*, 2000, n° 14, p. 747.
- * KNECHT T., Die psychiatrische Begutachtung der Haftersstellungsfähigkeit. Eine kurze Einführung mit Fallskizzen. *Bulletin de Criminologie*, 1999, n°2, p. 25.
- * KOHLER S., MARANTA A., Regulation von gentechnisch veränderten Lebensmittel : die revidierte schweizerische Lösung im internationalen Kontext, *PJA* 1999, p. 1402.
- * RYSER P., Meinungsäußerung zu den medizinisch-ethischen Grundsätzen zur Xenotransplantation, *Bulletin des médecins suisses*, 2000, n° 7, p. 339.
- * SCHWEIZER R. J., Das neue Gentechnologierecht : Gen-Lex, *Droit de l'environnement dans la pratique* 2000, p. 80.
- * VÖGELI U., Das neue Gentechnologierecht : Herausforderung für die Kantone, *Droit de l'environnement dans la pratique* 2000, p. 33.
- * WAGNER PFEIFER B., Das neue Gentechnologierecht : neue Klippen für Unternehmen ?, *Droit de l'environnement dans la pratique* 2000, p. 56.

Recherche biomédicale

- * JUNGER M., VAN DER LAAN A. M., Liens entre comportement délinquant et déviant et comportement qui menace la santé. Aperçu de recherches empiriques. *Bulletin de Criminologie*, 1999, n°2, p. 5.

Responsabilité médicale

- * BRUSA G., Wie wird die ärztliche Eingriff zum Accident médical ?, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 2000, n°2, p. 181.
- * KUHN M., Entwicklungen im Privatversicherungs- und Haftpflichtrecht, *SJZ/RSJ*, 2000, p. 161.
- * RÜETSCHI D., Haftung für fehlgeschlagene Sterilisation : zugleich ein Beitrag zur Problematik "Kind als Schaden", *PJA* 1999, p. 1359.

Système de santé, politique de la santé

- * BURNAND B., BOISSEL J.-P., Enseignement de la médecine factuelle: introduction, *Médecine et Hygiène*, 2000, n° 2293, p. 687.
- * CORNUZ J., Recommandations pour la pratique clinique: processus d'élaboration appliqué à la trombose veineuse profonde, *Médecine et Hygiène*, 2000, n° 2285, p. 158.
- * DOMENIGHETTI G., GRILLI R., GUILLOD O., GUTZWILLER F., QUAGLIA J., Usage personnel de pratiques relevant des médecines douces ou alternatives parmi les médecins suisses, *Médecine et Hygiène*, 2000, n° 2291, p. 570.
- * DUDLER J., Evidence-based medicine – homéopathie et rhumatologie, *Médecine et Hygiène*, 2000, n° 2293, p. 657.
- * EDGAR W., Rationing in Health Care – A New Zealand Perspective on an International Dilemma, *Bulletin des médecins suisses*, 2000, n° 4, p. 190.
- * GAVIN C., Propriété intellectuelle et accès aux soins, *Plädoyer*, 2000, n°2, p. 48.
- * JENICEK M., HAYNES B., Médecine factuelle. Naissance du concept, historique et définition, *Médecine et Hygiène*, 2000, n° 2293, p. 688.
- * MARTIN J., PECOUD A., En entrant dans le XXI^e siècle. L'orientation de médecine communautaire contribue à éviter un système à deux vitesses, *Médecine et Hygiène*, 2000, n° 2288, p. 393.
- * SANTOS-EGGIMANN B., Dépendance chronique et prestations médico-sociales au sein de la population âgée : présentation d'un modèle d'analyse cantonale des besoins, *Sécurité sociale*, 2000, n°1, p. 29.
- * SOMAINI B., KÜCHLER F., Pour que les bonnes intentions se concrétisent – Principes fondamentaux d'une promotion de la santé durable, *Bulletin des médecins suisses*, 2000, n° 11, p. 549.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

- * ARNOLD G., *Sollen Parallelimporte von Arzneimitteln zugelassen werden ? : eine Analyse der Situation in der Europäischen Union mit Folgerungen für die Schweiz*, Bâle 2000.
- * AUBERT G. (éd.), *Journées de droit du travail et de la sécurité sociale*. Journée 1995 de droit du travail et de la sécurité sociale, Zurich 1999.
- * BACHMANN R./ FURRER C., *Die ärztliche Beurteilung und ihre Bedeutung im Entscheidverfahren über einen Rentenanspruch in der Eidg. Invalidenversicherung*, Beiträge zur sozialen Sicherheit Nr 6/99, Berne 1999.
- * BAUR R. et al., *Verfahren und Kosten der HMO-Praxen*, coll. Beiträge zur sozialen Sicherheit 5/98, Berne 1998.
- * BAUR R. / EYETT D., *Selbstgetragene Gesundheitskosten*, coll. Beiträge zur sozialen Sicherheit 4/98, Berne 1998.
- * BAUR R. / EYETT D., *Bewertung der ambulanten medizinischen Versorgung durch HMO-Versicherte und traditionell Versicherte*, coll. Beiträge zur sozialen Sicherheit 3/98, Berne 1998.

- * BAUR R. / EYETT D., *Die Wahl der Versicherungsformen*, coll. Beiträge zur sozialen Sicherheit 2/98, Berne 1998.
- * BIDERMANN D. / GROSS J. / KOCHER G. (éd.), *Krankenversicherung und Gesundheitswesen - wie weiter ? : 29 Entscheidungsträger beantworten zehn Grundfragen*, Berne, Göttingen 1999.
- * CARDINET A. / WUST J.-M. / CHATELAIN J.-P., *Quels projets pour la vieillesse ? vieillesse aujourd'hui et demain : commentaire du rapport fédéral "Vieillir en Suisse"*, Lausanne 1999.
- * FAISST K. / SCHILLING J., *Inhaltsanalyse von Anfragen bei PatientInnen- und Versicherteorganisationen*, coll. Beiträge zur sozialen Sicherheit 4/99, Berne 1999.
- * FAISST K. / SCHILLING J., *Qualitätssicherung - Bestandesaufnahme*, coll. Beiträge zur sozialen Sicherheit 10/99, Berne 1999.
- * HANNES H. et al., *Stationäre Suchttherapie Schweiz : Angebot und Finanzierung : gesamtschweizerische Erhebung bei Therapieeinrichtungen im Alkohol- und Drogenbereich für die Jahre 1995-1998*, Berne 1999.
- * JÄGER P., *Neue Rechtsprechung des Bundesgerichts zum Arzthaftpflichtrecht*, Zurich 1999.
- * LARGIADÈR F., CANDINAS D., HONSELL H. (HRSG.), *Tod, Hirntod, Organentnahme: etische, gesellschaftliche und medizinische Aspekte einer zukünftigen Transplantationsgesetzgebung: Vorträge des Erlengut-Symposiums 1997*, Zürich 1999.
- * MANNSDORFER T. M., *Pränatale Schädigung. Ausservertragliche Ansprüche pränatal geschädigter Personen*, Fribourg 2000.
- * OGGIER W., *Spitalfinanzierungsmodelle für die Schweiz : Trends und Empfehlungen aus sicht der Gesundheitsökonomie*, Berne, Stuttgart 1999.
- * PERNET R., *Hospitalisation hors canton: l'exemple du Valais*, Lausanne, 1999.
- * RIEMER-KAFKA G., *Die Pflicht zur Selbstverantwortung : Leistungskürzungen und Leistungsverweigerungen zufolge Verletzung der Schadensverhütungs- und Schadenverminderungspflicht im schweizerischen Sozialversicherungsrecht*, thèse Fribourg 1999.
- * RÖSCH B., *Die kantonalen Gesundheitsgesetze: Zulassungs und Ausübungsvorschriften für Erfahrungsheilkundige*, Bern 1999.
- * SCHÜTZ S., *Neue Formen der Krankenversicherung : Versicherte, Leistungen, Prämien und Kosten : Ergebnisse der Administrativdatenuntersuchung, Teil 1*, coll. Aspects de la sécurité sociale 7/98, Berne 1998.
- * SPYCHER S., *Analyse des effets de la compensation des risques dans l'assurance-maladie*, coll. Aspects de la sécurité sociale 2/99, Berne 1999.
- * STARK U., *Bedarfsanalysen für die medizinische Rehabilitation : theoretische und empirische Betrachtungen*, Berne 1999.
- * VON ZEDTWITZ C., *Die rechtsgeschichtliche Entwicklung der Versicherung*, Zurich 1999.

SAN·NEWS N°13

Ce numéro couvre en principe la période entre **le 15 avril et le 15 août 2000**.

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) Internationales Recht (Auswahl)

* Néant

II. Droit communautaire / Europarecht (JOCE L 112-218 et C 130-248E du 29 août 2000)

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT

- * Décision de la Commission, du 5 juin 2000 modifiant la décision 98/272/CE relative à la surveillance épidémiologique des encéphalopathies spongiformes transmissibles, JO L 135/27, du 8 juin 2000.
- * Décision de la Commission, du 26 juillet 2000 relative à la constatation, conformément à la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil, du caractère adéquat de la protection des données à caractère personnel en Suisse, JO L 215/1, du 25 août 2000.
- * Directive 2000/38/CE de la Commission du 5 juin 2000 modifiant le chapitre *Vbis* (Pharmacovigilance) de la directive 75/319/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives aux spécialités pharmaceutiques, JO L 139/28, du 10 juin 2000.

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC. BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

- * Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres en matière de fabrication, de préparation et de vente des produits du tabac (refonte), JO C 150E/43 du 30 mai 2000.
- * Position commune (CE) n° 40/2000 du 29 juin 2000 arrêtée par le Conseil statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité instituant la Communauté européenne, en vue de l'adoption d'une directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/42/CEE du Conseil en ce qui concerne les dispositifs médicaux incorporant des dérivés stables du sang ou du plasma humains, JO C 245 du 25 août 2000.
- * Avis du Comité des régions sur la " Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres en matière de fabrication, de préparation et de vente des produits du tabac ", JO C 226/1 du 8 août 2000.
- * Proposition modifiée de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les médicaments orphelins, JO C 177E/1 du 27 juin 2000.
- * Résolution du Conseil du 29 juin 2000 sur l'action concernant les facteurs déterminants pour la santé, JO C 218/8 du 31 juillet 2000.

- * Conclusion du Conseil du 29 juin 2000 sur les médicaments et la santé publique, JO C 218/10 du 31 juillet 2000.
- * Avis du Comité économique et social sur “ L’assurance maladie complémentaire ”, JO C 204/51 du 18 juillet 2000.
- * Avis du Comité des régions sur le “ Rôle des collectivités locales et régionales dans la réforme des systèmes de santé publique européens ”, JO C 226/79 du 8 août 2000.
- * Relevé des décisions communautaires en matière d’autorisations de mise sur le marché des médicaments [Publications en vertu des directives 75/319/CEE, 81/851/CEE et du Règlement (CEE) n° 2309/93 du Conseil], pour la période du 15 avril au 15 mai 2000 : JO C 147/1 du 26 mai 2000 ; pour la période du 15 mai au 15 juin : JO C 183/3 du 30 juin 2000 ; pour la période du 15 juin au 15 juillet : JO C 216/4 du 28 juillet 2000, JO C 244/2, 4 et 7 du 25 août 2000 ; du 15 juillet au 15 août : JO C 244/10 du 25 août 2000.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

NB : Le Recueil international de législation sanitaire de l’Organisation mondiale de la santé a cessé de paraître en format papier à la fin de 1999. Le Recueil continue toutefois en format électronique : <http://www.who.int/idhl>

AUTRICHE

- * Lignes directrices relatives à la transplantation de cellules souches, avril 2000, *Mitteilungen der Sanitätsverwaltung*, juillet 2000, fascicule spécial.

DANEMARK

- * Arrêté N° 69 du 8 janvier 1999 promulguant la Loi relative au système des comités d’éthique dans le domaine scientifique et à l’examen des projets de recherche biomédicale, *Lovtidende* 1999 A, 12 février 1999, p. 335.
- * Arrêté n° 78 du 29 janvier 1999 relatif aux défenseurs des patients, *Lovtidende* 1999 A, 16 février 1999, p. 393.
- * Arrêté N° 277 du 14 avril 2000 relatif à la déclaration par les médecins des maladies transmissibles, *Lovtidende* 2000 A, 28 avril 2000, p. 1846.

FRANCE

- * Loi N° 99/641 du 27 juillet 1999 portant création d’une couverture maladie universelle, <http://www.sante.gouv.fr/adm/dagpb/bo/1999/99-30/a0302010.htm>
<http://www.legifrance.gouv.fr/citoyen/officiel.ow> (pour tous les textes)
- * Décret N° 99-919 du 27 octobre 1999 relatif aux traitements de données personnelles de santé à des fins d’évaluation ou d’analyse des pratiques et activités de soins de prévention, *Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 31 octobre 1999, N° 254, p. 16341.
- * Décret N° 99-1034 du 6 décembre 1999 relatif à l’organisation de la lutte contre les infections nosocomiales dans les établissements de santé, *Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 11 décembre 1999, N° 287, p. 18439.
- * Décret N° 2000-570 du 23 juin 2000 fixant les conditions de prescription et de réalisation des examens des caractéristiques génétiques d’une personne et de son identification par empreintes génétiques à des fins médicales, *Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 27 juin 2000, N° 147, p. 9652.

- * Décret N° 2000-156 du 23 février 2000 relatif à l'importation et à l'exportation d'organes, de tissus et de leurs dérivés, de cellules du corps humain, à l'exception des gamètes, et de produits de thérapies génique et cellulaire, *Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 27 février 2000, N° 49, p. 3077.

ISLANDE

- * Loi N° 74 du 28 mai 1997 relative aux droits des patients, <http://brunnur.stjr.is/interpro/htr/htr.nsf/pages/act-rightspatients>
- * Loi N° 139 du 17 décembre 1998 relative à une base de données relatives au secteur de la santé, <http://brunnur.stjr.is/interpro/htr/htr.nsf/pages/gagngr-log-ensk>

ISRAËL

- * Loi du 29 décembre 1998 relative à l'interdiction d'interventions génétiques (clonage humain et manipulation génétique des cellules reproductives), *Sefer Ha-Chukkim*, 7 janvier 1999, N° 1697, p. 47.

ITALIE

- * Décret-Loi N° 502 du 20 décembre 1992 portant dispositions relatives à la rationalisation du Système national de santé, version mise à jour promulguée par le Décret-Loi N° 229 du 19 juin 1999, *Rassegna giuridica della sanità*, Collana " La legge delega " N° 7, mai 1999, N° 180, p. 6.

LUXEMBOURG

- * Loi du 4 juillet 2000 relative à la responsabilité de l'Etat en matière de vaccinations, *Mémorial : Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg*, A, 13 juillet 2000, N° 56, p. 1189.

MAROC

- * Dahir N° 1-99-208 du 25 août 1999 portant promulgation de la Loi N° 16-98 relative au don, au prélèvement et à la transplantation d'organes et de tissus humains, *Bulletin officiel*, 16 septembre 1999, N° 4726.

NOUVELLE-ZELANDE

- * Loi N° 114 de 1998 relative à l'assurance accident, <http://rangi.knowledge-basket.co.nz/gpacts/public/text/1998/an/114.html> (*maintien du système d'indemnisation sans faute pour les préjudices notamment dus à un traitement médical*).

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT [RO/AS 2000 N° 19-34 (29 AOUT)]

- * Loi fédérale sur la création et l'adaptation de bases légales concernant le traitement de données personnelles, du 24 mars 2000, entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2000, RO 2000 1891 (*notamment : adjonction d'un art. 6a dans la loi sur l'exercice des professions médicales sur le registre des candidats aux examens ; modification de l'art. 27 de la loi sur les épidémies, concernant les déclarations obligatoires ; modification de la loi sur l'armée concernant le traitement des données sanitaires, art. 148ss*).

- * Loi fédérale sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce (Loi sur le travail), du 13 mars 1964. Modification du 20 mars 1998, entrée en vigueur le 1^{er} août 2000, RO 2000 1569 (*révision de diverses dispositions relatives au temps de travail et à la protection de la santé des travailleurs, notamment des femmes enceintes, art. 35 et 35a*).
- * Ordonnance 1 relative à la loi sur le travail (OLT 1), du 10 mai 2000, entrée en vigueur le 1^{er} août 2000, RO 2000 1581 (*cf. notamment : l'art. 12/1 exclut du champ d'application les médecins-assistants ; les art. 43ss prévoient les examens médicaux et conseils en cas de travail de nuit ; les art. 62-63 organisent la protection de la santé en cas de maternité*).
- * Ordonnance 2 relative à la loi sur le travail (OLT 2), du 10 mai 2000, entrée en vigueur le 1^{er} août 2000, RO 2000 1623 (*cf. notamment les dispositions spéciales applicables aux cliniques et hôpitaux, art. 15 ; aux entreprises de soins à domicile, art. 17 ; aux cabinets médicaux et dentaires, art. 18 ; aux pharmacies, art. 19*).
- * Ordonnance sur la sécurité et la protection de la santé des travailleurs dans les travaux de construction (OTConst), du 29 mars 2000, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2000, RO 2000 1403.
- * Ordonnance sur le système d'information fondé sur les profils d'ADN (Ordonnance ADNS), du 31 mai 2000, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2000 (jusqu'au 31 décembre 2004), RO 2000 1715.

MESSAGES, RAPPORTS ET DÉCISIONS OFFICIELS / BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLÜSSE [FF/BBL 2000 N° 19-34, 29 AOUT]

- * Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), du 18 mars 1994. Modification du 23 juin 2000, FF 2000 3358 (*art. 21, 23, 81-84a : protection des données personnelles ; texte soumis au référendum facultatif ; délai référendaire : 12 octobre 2000 ; entrée en vigueur déjà fixée (sic !) au 1^{er} janvier 2001. A noter que toutes les autres lois sur les assurances sociales ont subi une révision analogue relative à la protection des données : FF 2000 3343, 3348, 3350, 3352, 3363, 3368, 3372 et 3409*).
- * Message concernant la modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie, du 31 mai 2000, FF 2000 3751 (*adaptation de la LAMal à l'Accord sur la libre circulation des personnes passé avec la Communauté européenne ; réduction des primes et contrôle de l'affiliation*).
- * Message concernant l'initiative populaire " La santé à un prix abordable (initiative-santé) ", du 31 mai 2000, FF 2000 3931.
- * Ouverture d'une procédure de consultation sur la révision de la loi sur l'assurance-maladie, annoncée par la Chancellerie fédérale le 27 juin 2000, FF 2000 3287 (*consultation sur la suppression de l'obligation de conclure une convention tarifaire, l'exécution des obligations financières des assurés vis-à-vis des assureurs et le droit de recours du canton de résidence ; date limite : 31 juillet 2000*).
- * Ouverture d'une procédure de consultation sur l'ordonnance sur l'introduction de la libre circulation des personnes avec la CE (OCLP), annoncée par la Chancellerie fédérale le 11 juillet 2000, FF 2000 3541 (*date limite : 15 septembre 2000*).
- * Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire " Pour des médicaments à moindre prix ", du 8 juin 2000, FF 2000 3320 (*adaptée à la Constitution du 18 avril 1999, l'initiative sera soumise au vote du peuple et des cantons avec une recommandation de rejet de l'Assemblée fédérale*).
- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à l'Hôpital cantonal d'Aarau, du 18 juillet 2000, FF 2000 3639.
- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à l'Hôpital universitaire de Zurich, du 25 juillet 2000, FF 2000 3735.

- * Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 11 avril au 19 juillet 2000, Bureau de Biotechnologie de la Confédération, Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage, FF 2000 3921.
- * Arrêté du Conseil fédéral constatant le résultat de la votation populaire du 12 mars 2000, du 17 mai 2000, FF 2000 2814 (*résultats définitifs de la votation sur l'initiative pour une procréation respectant la dignité humaine*).
- * Communication de la Commission de la concurrence, du 30 mai 2000, FF 2000 2827 (*ouverture d'une enquête concernant un prétendu accord illicite entre des caisses-maladie et des fournisseurs de prestations en Argovie dans le domaine des assurances complémentaires*).
- * Préavis de la Commission de la concurrence relatif à la modification de la loi vaudoise sur la santé publique, DPC 1/2000, p. 97.
La Commission de la concurrence estime que la publicité pour les professionnels de la santé doit être garantie, en tant que vecteur de concurrence. Elle appuie le projet de modification de l'art. 82 de la loi vaudoise sur la santé publique qui va dans ce sens.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonaies Recht (Auswahl)

(extrait du " Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin ", n° 2/2000 et n° 3/2000, avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

APPENZELL AI

- * Gesundheitsgesetz vom 28 April 1998 (Änderung: Art. 40 aufgehoben durch Art. 63 Z. 15 des Verwaltungsverfahrensgesetzes). Vom 30. April 2000, in Kraft ab 30. April 2000.

TESSIN

- * Legge sull'assistenza sociopsichiatrica (LASP) (Abroga la Legge sociopsichiatrica del 26 gennaio 1983) del 2 febbraio 1999, entrata in vigore il 1 maggio 2000. BU 2000, 121. Adattamento al diritto federale, modifiche concernenti i diritti del paziente
- * Regolamento d'applicazione della Legge sull'assistenza sociopsichiatrica (LASP) del 2 febbraio 2000 (Abroga il Regolamento del 19 dicembre 1984) del 11 aprile 2000, entrata in vigore il 1 maggio 2000. BU 2000, 130.

URI

- * Gesetz vom 27. September 1970 über Gesundheitswesen (Änderung: Art. 7a neu, Zwischentitel nach Art. 59; 59a, Achtung der Privatsphäre; 59b, Behandlung, Aufklärung, Akteneinsicht und Datenschutz) (Eingeführt gemäss Gesetz über Kantonsspital UR). Vom 12. März 2000, in Kraft ab 1. Juni 2000, Amtsblatt 2000, Nr. 5, S. 176.

ZUG

- * Verordnung I zum Gesundheitsgesetz (medizinische und pharmazeutische Berufe, Hilfsberufe sowie wissenschaftlich nicht anerkannte Behandlungen) vom 22. Dezember 1981 (Änderung: § 17 I Bst. E, k, m & n, 21 III). Vom 11. April 2000, in Kraft ab 1. Mai 2000. GS 26, 589.

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

INTERNATIONAL ET ETRANGER / INTERNATIONAL UND AUSLÄNDISCH

ALLEMAGNE

- * ZENTRALE KOMMISSION ZUR WAHRUNG ETHISCHER GRUNDSÄTZE IN DER MEDIZIN UND IHREN GRENZGEBIETEN (ZENTRALE ETHIKKOMMISSION) bei der Bundesärztekammer – Zur Verwendung von patientenbezogenen Informationen für die Forschung in der Medizin und im Gesundheitswesen, *MedizinRecht* 5/2000, p. 227.

SUISSE / SCHWEIZ

- * ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES, Principes médico-éthiques concernant les xénotransplantations, *Bulletin des médecins suisses*, 31/2000, p. 1724.
- * EICHER E., GROUPE DE TRAVAIL “ RECOMMANDATIONS ”, Premières recommandations pour la pratique clinique frappées du sceau de qualité de la FMH, *Bulletin des médecins suisses*, 29-30/2000, p. 1634.

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH - Cour (sélection) Rechtsprechung EMRK - Gerichtshof (Auswahl) www.coe.int

- * AFFAIRE SATONNET c. FRANCE, arrêt de la Cour (3^{ème} section) du 2 août 2000.
Licenciement du directeur d'un centre municipal médico-psychopédagogique - Violation de l'art. 6 § 1 CEDH quant à la durée de la procédure - Dédommagement.
- * AFFAIRE TSINGOUR c. GRECE, arrêt de la Cour (2^{ème} section) du 6 juillet 2000.
Inscription à l'Ordre des pharmaciens - Exigence de connaissances linguistiques - Violation de l'art. 6 § 1 CEDH quant à la durée de la procédure - Compensation des préjudices matériel et moral.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) Rechtspr. der Gerichte der EG (Auswahl)

- * Néant

III. Jurisprudence étrangère (sélection) Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

ALLEMAGNE

- * *MedizinRecht* 4/2000, p. 196, OLG Frankfurt a. M., 5. Oktober 1999.
Schweigepflicht bei HIV-Infektion.

ANGLETERRE

- * Medical Law Review 2000, p. 115, [2000] 1 All E.R. 786 – Court of Appeal (avec une note d'A. Grubb).
Constitution d'une banque de données patients anonymes à partir des prescriptions de médicaments, moyennant une modeste indemnité versée à des médecins et des pharmaciens. Licéité ? Utilisation à des fins commerciales ?
- * Medical Law Review 2000, p. 120, [1999] 2 F.L.R. 1004 – Court of Appeal (avec une note d'A. Grubb).
Un test HIV sur un bébé de quelques mois né d'une mère séropositive est-il possible contre la volonté de ses parents ?
- * Medical Law Review 2000, p. 124 – Court of Appeal (suivi d'une note).
Enfant de 12 ans sérieusement handicapé physique et mental. Décision sur la suspension du traitement le maintenant en vie.
- * Medical Law Review 2000, p. 129 – Court of Appeal (suivi d'une note).
Contrôle judiciaire d'une décision d'une autorité régionale de santé de refuser un traitement.
- * Medical Law Review 2000, p. 145 – Court of Appeal (suivi d'une note).
Contrôle judiciaire d'une décision d'une autorité régionale de santé de ne plus financer un établissement de soins pour personnes sévèrement handicapées.

AUTRICHE

- * MedizinRecht 8/2000, p. 389, VfGH, 14. Oktober 1999.
Gesetzliche Einschränkungen der Fortpflanzungsmedizin; Anspruch auf Achtung des Privatlebens; Gleichheitssatz.
- * Recht der Medizin 2/2000, p. 58, OGH, 30. März 1999.
Aufklärung über Alternativen.
- * Recht der Medizin 3/2000, p. 88, OGH, 27. Oktober 1999.
Haftung des Belegarztes für Operationsvorbereitung.
- * Recht der Medizin 3/2000, p. 90, OGH, 23. November 1999.
Haftung des Belegarztes für Anästhesisten.
- * Recht der Medizin 4/2000, p. 123, OGH, 23. November 1999.
Nachweis der Aufklärung und Geheimnisschutz.

ETATS-UNIS

- * The Journal of Law, Medicine & Ethics 2000, p. 88, *Nealis v. Baird*, 1999 WL 1116790 (Okla. Supreme Court).
Une action en responsabilité pour homicide est possible au nom d'un foetus non viable mais né vivant.

FRANCE

- * Médecine & Droit, n° 41, 2000, p. 13, Cour de cassation civile I, 12 janvier 1999, résumé et commentaire de S. Gromb.
Transmission d'une lettre à une compagnie d'assurances -Violation du secret professionnel.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est depuis peu accessible en texte intégral sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.jaac.admin.ch>

- * ATF 126 V 14. Tribunal fédéral des assurances, 10 février 2000.
Les "environs" du lieu de résidence ou de travail de l'assuré ne se limitent pas au territoire cantonal, dans la détermination de la prise en charge du traitement ambulatoire (art. 41 LAMal).
- * ATF 126 V 23. Tribunal fédéral des assurances, 18 février 2000.
L'art. 47 LAVS s'applique par analogie à la restitution de prestations indûment reçues par un assuré LAMal.
- * DPC 2000, p. 107 (= ATF 125 I 474, déjà cité dans San-News n° 12, p. 14).
Vente par correspondance de médicaments.
- * JT 2000 I 50 (= ATF 125 III 169, cité dans San-News n° 10, p. 15).
Privation de liberté à des fins d'assistance. Les art. 397a ss ne constituent pas une base légale à un traitement forcé.
- * JT 2000 I 124. Tribunal fédéral, 2^e Cour civile, 19 août 1999 (= ATF 125 III 461).
Assurance maladie complémentaire. Revirement de la jurisprudence de l'ATF 124 III 44 = JT 1998 I 377 : le recours en réforme n'est pas ouvert contre une décision de dernière instance cantonale déclinatoire de compétence des tribunaux civils.
- * Pratique juridique actuelle 4/2000, p. 483 (= ATF 125 III 169 cité dans San-News n° 10, p. 15 = Semaine judiciaire 27 (1999), p. 413 cité dans San-News n° 11, p. 20).
Fürsorgetische Freiheitsentziehung. Die Zulässigkeit einer Zwangsbehandlung beurteilt sich nach kantonalem Recht (avec commentaire de J. Gross).
- * Pratique juridique actuelle 4/2000, p. 493. Tribunal fédéral, 2^e Cour de droit public, 8 septembre 1999.
Art. 88 OG. Legitimation einer Krankenkasse zur staatsrechtlichen Beschwerde (avec commentaire de R. Feuz).
- * Pratique juridique actuelle 6/2000, p. 734 (= ATF 125 V 292 cité dans San-News n° 12, p. 15).
Réserve rétroactive en cas de réticence (assurance facultative d'indemnité journalière). Notion de réticence. Troubles psychiques chez un chômeur de longue durée (avec commentaire de J.-L. Duc).
- * Pratique juridique actuelle 6/2000, p. 736. Tribunal fédéral des assurances, 15 septembre 1999.
Convention tarifaire pour les établissements médico-sociaux comportant des forfaits journaliers échelonnés (avec commentaire de J.-L. Duc).
- * Pratique juridique actuelle 7/2000, p. 883 (= RAMA 5/1999, p. 462 cité dans San-News n° 11, p. 20).
Choix sans raison médicale, d'un hôpital sis en dehors du canton de résidence ne figurant pas sur le plan hospitalier de ce dernier, mais sur celui du canton de situation de l'établissement. Droit aux prestations reconnu à l'assuré qui a opéré un tel choix (avec commentaire de J.-L. Duc).
- * Pratique juridique actuelle 7/2000, p. 886 (= ATF 125 V 278 cité dans San-News n° 12, p. 15).
Statut d'un assainissement de la dentition dans l'assurance-maladie obligatoire des soins. Conditions du droit à l'assistance judiciaire gratuite (avec commentaire de J.-L. Duc).
- * Pratique juridique actuelle 7/2000, p. 889. Tribunal fédéral, 1^{ère} Cour de droit public, 20 décembre 1999.
Regelungsfreiheit der Krankenversicherer, Gesundheitskassen und HMO-Versicherungen in der Einschränkung der freien Wahl der Leistungserbringer in KVG (Art. 41 Abs 1 und 4 KVG) (avec commentaire de D. Staffelbach).
- * Pratique juridique actuelle 8/2000, p. 1012. Tribunal fédéral des assurances, 18 juin 1999 (= ATF 125 V 276).

Du droit des assureurs-maladie de réclamer aux assurés le paiement de frais de sommation et autres en cas de retard dans le paiement des primes et participations (avec commentaire de J.-L. Duc).

- * Pratique juridique actuelle 8/2000, p. 1020 (= Pratique juridique actuelle 7/2000, p. 883 = RAMA 5/1999, p. 462 cité dans San-news n° 11, p. 20.
Behandlung im ausserkantonalen Spital Art. 41 Abs 1 KVG (avec commentaire de U. Kieser).
- * RAMA 2/2000, p. 63. Tribunal fédéral des assurances, 10 décembre 1999.
Opération de changement de sexe (confirmation de jurisprudence).
- * RAMA 2/2000, p. 66. Tribunal fédéral des assurances, 20 décembre 1999.
En concluant une assurance HMO, l'assuré limite également sa liberté de choix en ce qui concerne les chiropraticiens.
- * RAMA 2/2000, p. 77. Tribunal fédéral des assurances, 20 décembre 1999.
Ärztliche Behandlung durch Ehegatten.
- * RAMA 2/2000, p. 82. Tribunal fédéral des assurances, 20 décembre 1999.
Ärztliche Behandlung durch Elternteil.
- * RAMA 3/2000, p. 126. Tribunal fédéral des assurances, 8 février 2000.
La pose de nouvelles prothèses mammaires en remplacement des anciennes prothèses, posées à des fins uniquement esthétiques et dont l'enlèvement est rendu nécessaire par le développement de kystes dans la poitrine, n'est pas une prestation obligatoirement à la charge de l'assurance.
- * Semaine Judiciaire 2000 N° 24, p. 358.- Tribunal fédéral, 2^e Cour de droit public, 1^{er} octobre 1999.
Vente par correspondance et envoi postal de médicaments. Conditions d'admissibilité. Contrôle de la constitutionnalité d'un règlement vaudois interdisant l'envoi postal de médicaments. Force dérogatoire du droit fédéral (extraits) (avec commentaire de F. Bellanger).
- * Semaine Judiciaire 2000 N° 23, p. 358. Tribunal fédéral, Cour de cassation pénale, 7 mars 2000.
Mise en danger de la vie d'autrui. Exposition. Distribution de produits contaminés par le virus HIV. Délit impossible. Dol éventuel. Pourvoi en nullité. Décès du recourant (trad.).
- * Semaine Judiciaire 2000 N° 19, p. 303 (= ATF 125 III 412 cité dans San-News n° 12, p. 14).
Fixation de la réparation morale en cas de transmission du virus HIV à la suite d'un rapport sexuel non protégé (rés. et trad.).
- * Semaine Judiciaire 2000 N° 15, p. 238. Tribunal fédéral, 2^e Cour de droit public, 20 janvier 2000.
Vente d'une pilule abortive. Contrôle par l'Office intercantonal de contrôle des médicaments. Recours irrecevable contre l'admission de ce médicament à la vente par l'Office intercantonal (aCst 4, 49 ; Disp. Trans. ACst 2 ; CEDH 6, 9, 13) (rés. et trad.).
- * Semaine Judiciaire 2000 N° 14, p. 215. Tribunal fédéral, Cour de cassation pénale, 6 décembre 2000.
Internement dans un établissement approprié. Prescription (trad.).

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

BERN

- * BVR/JAB 2000 (5) p. 205. Verwaltungsgericht, 25. Oktober 1999.
Der Inhaber einer Apotheke wurde aus gesundheitlichen Gründen vom Notfalldienst (NFD) dispensiert. Von ihm zu verlangen, den NFD durch seine teilzeitangestellte, auswärts wohnende Apothekerin zu gewährleisten verletzt die Wirtschaftsfreiheit und ist unverhältnismässig.

- * BVR/JAB 2000 (5) p. 234. Verwaltungsgericht, 20. Oktober 1999.
Invalidenversicherung. Zumutbarkeit der Aufnahme einer Erwerbstätigkeit.
- * BVR/JAB 2000 (6) p. 287. Verwaltungsgericht, 9. September 1999.
Eine von einem Krankenversicherer eingeleitete und gewonnene Beschwerde in einer Unfallversicherungsangelegenheit hat keinen Anspruch auf eine Parteientschädigung.
- * BVR/JAB 2000 (6/7) p. 371. Verwaltungsgericht, 7. Juli 1999.
In Abwesenheit von medizinischen Gründen (im Sinne von Art. 41 Abs. 2 Bst. b KVG) für eine ausserkantonale Behandlung ist die Krankenkasse berechtigt, ihre Leistungen nur in dem Umfange zu erbringen, als sie bei einem Aufenthalt in einer Klinik des Wohnsitzkantons geschuldet gewesen wären.

GRAUBÜNDEN

- * PVG-GR 1999 N° 14 p. 64. Urteil vom 9. Juni 1999 [Verwaltungsgerichtsbeschwerde vor dem BGer wurde am 24. November 1999 abgewiesen].
Krankenversicherung. Dauer der Überlegungsfrist nach Erhalt eines formlosen Schreibens der Krankenkasse (17 Monate sind zu lang).

JURA

- * RJJ 1999 (4) p. 269. Chambre administrative, 15 novembre 1999.
Notamment : l'art. 49 let. b LSan qui instaure une clause du besoin pour l'exercice d'une profession médicale pour les titulaires d'un diplôme équivalent au diplôme fédéral n'est pas contraire au droit supérieur.

LUZERN

- * LGVE-LU 1999 II N° 39 p. 304. Verwaltungsgericht, 5. Februar 1999.
Mit dem Verzicht einer HIV-infizierten Versicherten auf weitere Behandlung der Komplikationen des Grundleidens entfällt die Spitalbedürftigkeit, ohne dass eine angemessene Anpassungszeit einzuräumen ist.
- * LGVE-LU 1999 II N° 40 p. 313. Verwaltungsgericht, 21. April 1999.
Art. 41 KVG : Spitalbedürftigkeit, Einweisungszeugnis : die zum KUVG ergangene Rechtsprechung ist auch unter neuem Recht anwendbar. Leistungserbringer, Spitalliste, Übergangsrecht (über den Status bez. KVG des schw. Paraplegiker-Zentrum Nottwil).
- * LGVE-LU 1999 II N° 41 p. 321. Verwaltungsgericht, 4. November 1999.
Unzulässige Erhebung von Verwaltungsgebühren von Allgemeinversicherten durch die Heilanstalten des Kantons Luzern (Tarifschutz).

NEUCHÂTEL

- * RDAF 2000, p. 81. Tribunal administratif, 10 septembre 1999.
Rapports de service dans un hôpital constitué en fondation de droit privé - soumission au droit privé.
- * RJN 1999 p. 182. Tribunal administratif, 10 septembre 1999 (= RDAF 2000, p. 81).
L'hôpital du Val-de-Ruz est une fondation de droit privé exerçant seulement une fonction reconnue d'utilité publique (et non pas d'intérêt public) et n'est donc pas un hôpital "public" exécutant une tâche publique confiée par la collectivité. Son personnel n'étant pas soumis au statut de la fonction publique, les rapports de service sont régis par le droit privé.

ST GALLEN

- * GVP-SG 1999 N° 5 p. 13. Versicherungsgericht, 30. Juni 1999.
Der Wunsch eines Versicherten nach einer bestimmten Heilmethode, nur ausserkantonale möglich, behandelt zu werden, ist kein medizinischer Grund im Sinne von Art. 41 KVG, der die Krankenversicherung zur Kostenübernahme verpflichtet.

THURGAU

- * RBOG-TG 1999 N° 8 p. 99. Rekurskommission, 21. Mai 1999.
Keine Rechtsöffnung für Prämien der obligatorischen Krankenversicherung ohne formelle Verfügung oder unterschriebene Anerkennung der Prämien.

VAUD

- * RDAF 2000, p. 117. Tribunal administratif, 28 mai 1999.
Levée du secret médical en cas de dopage - secret de fonction.

ZÜRICH

- * Pratique juridique actuelle 4/2000, p. 474. IIIème Chambre du Tribunal administratif, 15 juillet 1999.
Aerztliches Rezept in letaler Dosis (Freitodhilfe) (avec commentaire de L. A. Minelli et Y. Hangartner).

Doctrine / Lehre

- I. **Doctrine internationale et étrangère (sélection)**
Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)
(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * DABURON C., Le médicament générique : un parcours d'obstacles, *Médecine & Droit*, n° 43, 2000, p. 17.

Drogue

- * KATHOLNIGG O., Die Zulassung von Drogenkonsumräumen und strengere Kriterien bei der Substitution : das Dritte Gesetz zur Änderung des Betäubungsmittelgesetzes, *Neue juristische Wochenschrift*, 53/2000, p. 1217.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * AIGNER G., Zur Situation der Patientenrechte in Österreich. Bestandsaufnahme und Perspektiven, *Recht der Medizin* 3/2000, p. 77.

- * AYNLEY-GREEN A., BARKER M., BURR S. AND AL., Who is speaking for children and adolescents and for their health at the policy level ? *British Journal of Medicine* 321 (2000), p. 229.
- * CUTTINI M., NADAI M., KAMINSKI M. AND AL., End-of-life decisions in neonatal intensive care : physicians' self reported practices in seven European countries. *The Lancet* 355 (2000), p. 2112.
- * DHONT J., POULLET Y., Het Algemeen Medisch Dossier: een correcte afweging tussen staatsefficiëntie en de vrijheid van de zorgverlener en de privacy van de patient, *Revue de droit de la santé* 4 (1999-2000), p. 246.
- * EYSENBACH G., Consumer health informatics. *British Journal of Medicine* 320 (2000), p. 1713.
- * FALLBERG L., Patient's Rights in Europe: Where do we stand and where do we go?, *European Journal of Health Law* 2000, p. 1.
- * GUNN M.J., WONG J.G., CLARE I.C.H. & HOLLAND A.J., Decision-Making Capacity, *Medical Law Review* 1999, p. 269.
- * LESAULNIER F., De la protection pénale de l'être humain en gestation, *Médecine & Droit* 2000, p. 10.
- * MAIR F., WHITTEN P., Systematic review of studies of patient satisfaction with telemedicine. *British Journal of Medicine* 320 (2000), p. 1517.
- * MCCLELLAND R., SZMUKLER G., Consent and Capacity in Psychiatric Practice, *European Journal of Health Law* 2000, p. 47.
- * PIRCHER M., Behandlungsabbruch durch den Patienten, *Recht der Medizin* 2/2000, p. 50.
- * SCOTT R., Maternal Duties towards the Unborn ? Soundings from the Law of Torts, *Medical Law Review* 2000, p. 1.
- * SPICKHOFF ANDREAS, Die Patientenautonomie am Lebensende : Ende der Patientenautonomie ? Zur Feststellbarkeit und Durchsetzbarkeit des realen oder hypothetischen Willens des Patienten, *Neue Juristische Wochenschrift*, 32/2000, p. 2297.
- * STOLZLECHNER H., Überlegungen zur ärztlichen Verschwiegenheits-, Anzeige- und Meldepflicht, *Recht der Medizin* 3/2000, p. 67.
- * STRÄTLING M., EISENBART B., EDWIN SCHARF V., Stellvertreterentscheidungen in Gesundheitsfragen unter epidemiologisch-demographischen Gesichtspunkten: Wie realistisch sind die Vorgaben des deutschen Betreuungsrecht? Zur medizinischen Problematik der Behandlung nicht einwilligungsfähiger Patienten, *MedizinRecht* 6/2000, p. 251.
- * STRUBBE E., Toward Legal Recognition for Termination of Life without Request?, *European Journal of Health Law* 2000, p. 57.

Ethique biomédicale

- * BIRNBACHER D., Embryonenforschung - erlauben oder verbieten ?, in : NEUMANN U., SCHULZ L. (éd.), *Verantwortung in Recht und Moral*, Stuttgart 2000, p. 157.
- * MEMETEAU G., Les lois de bioéthique : cinq ans après. Première et rapide lecture du rapport du Conseil d'Etat, *Médecine & Droit* 2000, p. 1.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * ABDOU SOUNA H., Les défaillances conventionnelles : sources de litiges entre les professionnels de santé et les organismes de sécurité sociale (2^e partie), *Médecine & Droit* 2000, p. 2.
- * JOSEFEK K., Alternative Medicine's Roadmap to Mainstream, *American Journal of Law & Medicine* 2000, p. 295.
- * SILVERMAN R., Regulating Medical Practice in the Cyber Age : Issues and Challenges for State Medical Boards, *American Journal of Law & Medicine* 2000, p. 255.

Génétique humaine et biotechnologies

- * ANNAS GJ., Role for genetic Research on Human Genetic Variation – Lessons from Iceland. *New England Journal of Medicine* 342 (2000), p. 1830.
- * GULCHER JR., STEFANSSON K., The Icelandic Healthcare Database and Informed Consent, *New England Journal of Medicine* 342 (2000), p. 1827.
- * SCHNEIDER S., Auf dem Weg zur gezielten Selektion – Strafrechtliche Aspekte der Präimplantationsdiagnostic, *MedizinRecht* 8/2000, p. 360.
- * VERHAEGEN M.N., La nouvelle loi relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, *Revue de droit de la santé* 4 (1999-2000), p. 255.

Mesures médicales spéciales

- * BRAHAMS D., "Repressed memories" and the law. *The Lancet* 356 (2000), p. 358.
- * DANIELS KR., To give or sell human gametes - the interplay between pragmatics, policy and ethics. *Journal of Medical Ethics* 26 (2000), p. 206.
- * FRAISSE-COLCOMBET H., La législation de l'euthanasie aux Pays-Bas, *Revue de Droit Sanitaire et Social* 2/2000, p. 317.
- * GAUMONT-PRAT H., Tests génétiques et emploi. Propositions à l'occasion de la révision des lois de bioéthique, *Médecine & droit* 2000, p. 26.
- * MIKLOS A., Das Verbot des Klonens von Menschen in der österreichischen Rechtsordnung, *Recht der Medizin* 2/2000, p. 35.
- * NEDOPILOV N., Grenzziehung zwischen Patient und Strafräter, *Neue juristische Wochenschrift* 53/2000, p. 837.
- * PFLÜGER F., "Practice Guideline" und "Behandlungsleitlinien" im amerikanischen und im deutschen Medizinrecht, *Recht der Medizin* 4/2000, p. 99.

Recherche biomédicale

- * CASARETT D., KARLAWISH JHT., SUGARMAN J., Determining When Quality Improvement Initiatives Should Be Considered Research. *Journal of American Medical Association* 283 (2000), p. 2275.
- * EVANS M., Justified deception ? The single blind placebo in drug research. *Journal of Medical Ethics* 26 (2000), p. 188.

- * JOST T., The Globalization of Health Law : The Case of Permissibility of Placebo-Based Research, *American Journal of Law & Medicine* 2000, p. 175.
- * ROTHMAN KJ., MICHELS KB., BAUM M., For and against : Declaration of Helsinki should be strengthened. *British Medical Journal* 321 (2000), p. 442.
- * SHARP R., FOSTER M., Involving Study Populations in the Review of Genetic Research, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 2000, p. 41.
- * TULLY J., NINIS N., BOOY R. AND AL., The new system of review by multicentre research ethics committees : prospective study, *British Journal of Medicine* 320 (2000), p. 1713.

Responsabilité médicale

- * LEAPE L., Institute of Medicine Medical Error Figures Are Not Exaggerated. *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 95.
- * McDONALD C. J., WEINER M., HUI SL., Deaths Due to Medical Errors Are Exaggerated in Institute of Medicine Report, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 93.
- * MERKEL R., "Wrongful birth - wrongful life" : die menschliche Existenz als Schaden ?, in : NEUMANN U., SCHULZ L. (éd.), *Verantwortung in Recht und Moral*, Stuttgart 2000, p. 173.
- * MOQUET-ANGER M.-L., Chronique de jurisprudence : Responsabilité médicale à l'hôpital, *Médecine & Droit* 2000, p. 12.
- * NAU J.-Y., Etats-Unis: 98'000 décès par an dus à des erreurs médicales, *Médecine & Hygiène* 2304 (2000), p. 1309.
- * SARGOS P., L'exigence de précision du geste en matière d'intervention médicale ou de chirurgie dentaire, *Médecine & Droit* 2000, p. 10.

SIDA, lutte contre les épidémies

- * CHIRAC P., VON SCHOEN-ANGERER T, KASPER T AND AL., AIDS : Patent rights versus patients's rights. *The Lancet* 356 (2000), p. 502.
- * COKER R., Tuberculosis, non compliance and detention for the public health. *Journal of Medical Ethics* 26 (2000), p. 157.
- * GLYNN S. A., KLEINMAN S. H., SCHREIBER G. B. AND AL., Trends in Incidence and Prevalence of Major Transfusion-Transmissible Viral Infections in US Blood Donors, 1991 to 1996. *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 229.

Système de santé, politique de la santé

- * BANJA J. D., The Improbable Future of Employment-Based Insurance. *Hastings Center Report* 3 (2000) p. 17.
- * EMANUEL E. J., Justice and Managed Care. *Hastings Center Report* 3 (2000), p. 8.
- * ERNST E., Herbal medicines : where is the evidence ? Growing evidence of effectiveness is counterbalanced by inadequate regulation. *British Medical Journal* 321 (2000), p. 395.

- * FISCELLA K., FRANKS P., GOLD M. R. AND AL., Inequality in Quality. Addressing Socioeconomic, Racial, and Ethnic Disparities in Health Care. *Journal of American Medical Association* 283 (2000), p. 2579.
- * GOSTIN LO., Public Health Law in a New Century. Part I : Law as a Tool to Advance the Community's Health. Part II : Public Health Powers and Limits. Part III : Public Health Regulation :A Systematic Evaluation. *Journal of American Medical Association* 283 (2000), p. 2837, 2979 and 3118.
- * HART D., Medical Guidelines - Reception and Application by the Law: the German Example, *European Journal of Health Law* 2000, p 5.
- * HYMAN D., Medicine in the New Millenium : A Self-Help Guide for the Perplexed, *American Journal of Law & Medicine* 2000, p. 143.
- * MCMICHAEL A. J., BEAGLEHOLE R., The changing global context of public health. *The Lancet* 356 (2000), p. 495.
- * NAU J.-Y., Les soins médicaux échappent aux règles de la libre circulation dans l'espace de l'Union européenne, *Médecine & Hygiène*, 2303 (2000), p. 1264.
- * STARFIELD B., Is US Health Really the Best in the World ? *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 483.

Transplantations

- * GRIDELLI B., REMUZZI G., Strategies for Making More Organs Available for Tranplantation. *New England Journal of Medicine* 343 (2000) p. 404.
- * MATAS A. J., GARVEY C. A., JACOBS C. L. AND AL., Nondirected Donation of kidneys from Living Donors. *New England Journal of Medicine* 343 (2000) p. 433.
- * LEVINSKI N. G., Organ Donations by Unrelated Donors. *New England Journal of Medicine* 343 (2000) p. 430.
- * VARENTERGHEM Y., Cautious approach to use of non heart beating donors. *The Lancet* 356 (2000), p. 528.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

- * AHRENS Hans-Jürgen et al. (Hsg.), *Festschrift für Erwin Deutsch zum 70. Geburtstag*, Köln 1999.
- * BARTH Dieter, *Mediziner-Marketing. Vom Werbeverbot zur Patienteninformation*, Berlin 1999.
- * BELLACH Barbel-Maria, STEIN Hans, *The new Public Health Policy of the European Union*, München 1999 [Tagungsbericht].
- * EISENBART B., *Patienten-Testament und Stellvertretung in Gesundheitsangelegenheiten : Alternativen zur Verwirklichung der Selbstbestimmung im Vorfeld des Todes*, 2ème éd., Baden-Baden 2000.
- * ESER A. (éd.), *Biomedizin und Menschenrechte : die Menschenrechtskonvention des Europarates zur Biomedizin : Discussion und Kommentare*, Francfort-sur-le-Main 1999.
- * HAMANN E., *Ziele und Strategien der Krankenhausfusion*, thèse Mannheim, Baden-Baden 2000.
- * HEINEMANN N., *Frau und Fötus in der Prä- und Perinatalmedizin aus Strafrechtlicher Sicht*, thèse Freiburg Br., Baden-Baden 2000.

- * KATER Michael H., *Aerzte als Hitlers Helfer*, Hamburg 2000 [in den USA 1989 erschienen].
- * TAUPITZ J. (HRSG.), *Zivilrechtliche Regelungen zur Absicherung der Patientenautonomie am Ende des Lebens: eine internationale Dokumentation*, Heidelberg 2000.

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * GASSMANN J.-L., La répartition des compétences dans le domaine de la formation, de la recherche et des médicaments, in : FLEINER T. et al. (éd.), *Die neue schweizerische Bundesverfassung : Föderalismus, Grundrechte, Wirtschaftsrecht und Staatstruktur*, Fribourg 2000, p. 171.
- * ZÄCH R., Parallelimporte patentrechtlich geschützter Güter nach Massgabe des Kartellgesetzes: Rechtslage gemäss Kodak-Urteil und Revisionsvorschläge, *Sic!* 4/2000, p. 275.

Assurances sociales

- * DOLESCHAL J., Die soziale Sicherheit im Freizügigkeitsabkommen mit der EU (= La sécurité sociale dans l'accord sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE), *Soziale Sicherheit - Sécurité sociale* 2000, p. 94.
- * DUC J.-L., Quelques imperfections de la LAMal, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 3/2000, p. 245.
- * FESSLER J., Leistungspflicht bei ambulanter Behandlung im Rahmen der obligatorischen Krankenpflegeversicherung über die Kantonsgrenze hinweg, *RSJB* 5/2000, p. 354. [A propos de l'ATF E. du 10 février 2000 à paraître au vol. 126 sur l'art. 41 LAMal.]
- * KAHIL-WOLFF B., L'assurance-maladie sociale vue sous l'angle de l'accord sur la libre circulation des personnes Suisse-CE, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 3/2000, p. 232.
- * KÄNZIG H., Statistique de l'assurance-maladie : l'exercice 1998 (= Statistik über die Krankenversicherung : Rechnungsjahr 1998), *Soziale Sicherheit - Sécurité sociale* 1/2000, p. 25.
- * PETER R., Der Anspruch auf Verwaltungsexterne Sachverständige im Verwaltungsverfahren der obligatorischen Unfallversicherung, *Schweizerische Versicherungs-Zeitschrift* 2000, p. 81.
- * ROSSEL R., Effets de la LAMal dans le coût et le financement de la santé, *Sécurité Sociale*, 3/2000, p. 153.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * ADLER D., Apprendre la santé et comprendre sa maladie pour prendre en main son traitement, *Médecine & Hygiène* 2303 (2000), p. 1246.
- * CONTI C., Die Malaise der ärztlichen Aufklärung, *Pratique juridique actuelle*, 5/2000, p. 615.

- * FUCHS E., Respect de la liberté individuelle et ses limites du fait de la maladie, de la sénilité et des dépendances : réflexions sur le droit de contrainte, *Revue du droit de la tutelle* 2000, p. 16.
- * GAVIN C., Propriété intellectuelle et accès aux soins, *Plaidoyer* 2/2000, p. 48.
- * HEGNAUER C., Sterilisation geistig Behinderter, *Revue du droit de la tutelle* 2000, p. 25.
- * KESSLER M., FAISST K., KESSLER W., Patientenzufriedenheit nach Operationsaufklärung mit dem Aufklärungsprotokoll des Schweizerischen Gesellschaft für Chirurgie (SGC), *Bulletin des médecins suisses*, 34 (2000), p. 1853.
- * MANAI D., Le devoir d'information du médecin en procès, *Semaine judiciaire*, 2000, II, p. 341.
- * RIEMER-KAFKA, G., Asylverfahren und posttraumatische Belastungsstörung (PTBS): Die Beweiskraft von psychiatrische Parteigutachten, *Revue suisse de jurisprudence* 2000, p. 285.
- * SPRUMONT D., Les droits des patients dans la législation cantonale romande : l'exemple de la règle du consentement, *Bulletin de législation*, Institut du Fédéralisme de l'Université de Fribourg, 2/2000, p. XV.
- * STEFFEN G., GUILLOD O., Landesbericht Schweiz, *Zivilrechtliche Regelungen zur Absicherung der Patientenautonomie am Ende des Lebens*, J. Taupitz (Ed.), Berlin 2000, p. 229.

Ethique biomédicale

- * BRAGA S., LEUTHOLD M., MÜLLER HJ., Gendiagnostik: Beratung als ethische Pflicht, *Bulletin des médecins suisses* 26 (2000), p. 1473.
- * FOPPA C., Entre les livres et les patients: l'éthicien, *Médecine & Hygiène* 2302 (2000), p. 1201.
- * KELLER C., Ethik-Kommissionen: Rechtliche Regelung nötig, *Plädoyer* 4/2000, p. 19.
- * SCHLAURI R., Ist die Menschenwürde Grundrecht oder Verfassungsprinzip?: eine rechtsvergleichende Sicht, in : GÄCHTER T., BERTSCHI M. (éd.), *Neue Akzente in der "nachgeführten" Bundesverfassung*, Zurich 2000, p. 73.
- * WAGNER PFEIFER B., Was können Ethikkommissionen leisten? – Rechtsbildung durch Ethiker am Beispiel des Gentechnikrechts, *Revue de droit suisse* 2000, I, p. 313.

Mesures médicales spéciales

- * BOMMER F., DNA-Analyse zu Identifizierungszwecken im Strafverfahren. Bemerkungen zur Regelung im Vorentwurf für ein Bundesgesetz über genetische Untersuchungen beim Menschen, *Revue Pénale Suisse* 2/2000, p. 131.
- * COQUOZ R., Profils ADN : matière d'expertise ou élément d'enquête préliminaire ? Ce qui changera avec le fichier national de profils ADN, *Revue Pénale Suisse* 2/2000, p. 161.
- * DONATSCH A., Die strafrechtlichen Grenzen der Sterbehilfe, *Recht* 3/2000, p. 141.
- * JEANMONOD G., HELLER G., Eugénisme et contexte socio-politique : l'exemple de l'adoption d'une loi sur la stérilisation des handicapés et malades mentaux dans le canton de Vaud en 1928, *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte* 2000, p. 20.

Professions médicales

- * CASSINA M., La legge federale sul mercato interno : principi fondamentali e note in merito alla giurisprudenza del Tribunale federale, *Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese* 1/2000, p. 99.

Responsabilité médicale

- * HAEFELI F., Asylverfahren und posttraumatische Belastungsstörung (PTBS): die Beweiskraft von psychiatrischen Parteigutachten, *Schweizerische Juristen-Zeitung* 2000, p. 237.
- * NYFFENEGGER R., Haftung wegen Verletzung der ärztlichen Aufklärungspflicht, *ZBJV/RSJB* 2000, p. 516. [A propos d'un arrêt du Tribunal administratif bernois du 6 mars 2000 n° 20 559 à paraître au JAB.]

SIDA

- * ARRIGONI C., (Sur)vivre avec le VIH/SIDA, *Plädoyer* 3/2000, p. 45.
- * NAU J.-Y., L'irréversible banalisation du SIDA, *Médecine & Hygiène* 2300 (2000), p. 1081.

Système de santé, politique de la santé

- * BLEUER J.P., HAUGH M. & BOISSEL J.-P., La controverse de la médecine factuelle: lever les ambiguïtés du concept, *Médecine & Hygiène* 2300 (2000), p. 1072.
- * CUCHERAT M., Représentation et gestion de la connaissance en médecine factuelle, *Médecine & Hygiène* 2306 (2000), p. 1427.
- * DUC J.-L., La faute, les dangers extraordinaires et les entreprises téméraires dans la LAMal, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle* 2000, p. 80.
- * GUILLOD O., Market Integration in a Small Federal State (Switzerland) : The Role of Public Health, *Regulatory Barriers and the Principle of Non-Discrimination in World Trade Law*, T. Cottier et P. Mavroidis (Eds), Ann Arbor 2000, p. 211.
- * PACCAUD F., GUTZWILER F., Rationnement des soins, *Médecine & Hygiène* 2306 (2000), p. 1395.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

- * BIEDERMANN Daniel, GROSS Jost, KOCHER Gerhard (Hrsg.), *Krankenversicherung und Gesundheitswesen – wie weiter ?*, Bern 1999.
- * BUCHER S., *Soziale Sicherheit, beitragsunabhängige Sonderleistungen und soziale Vergünstigungen : eine europarechtliche Untersuchung mit Blick auf schweizerische Ergänzungsleistungen und Arbeitslosenhilfen*, thèse Fribourg 2000.
- * COMMISSION EXTERNE D'EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES, *Subsides en matière d'assurance-maladie : évaluation de la politique cantonale*, Genève 2000.
- * HANGARTNER Y., *Schwangerschaftsabbruch und Sterbehilfe : eine grundrechtliche Standortbestimmung*, Zurich 2000.
- * HELLRIGL J., *Privatrechtliche Aspekte von Veräusserungsgesellschaften bezüglich menschlicher Organe : unter besonderer Berücksichtigung der Sittenwidrigkeit*, thèse Zurich 2000.

- * MANNSDORFER T. M., *Pränatale Schädigung: Ausservertragliche Ansprüche pränatal geschädigter Personen unter Berücksichtigung der Rechtslage im Ausland, insbesondere in Deutschland und den Vereinigten Staaten von America*, thèse Fribourg 2000.
- * MEROTTO P., *Die schweizerische Drogenpolitik : gestern, heute, morgen : mit einer vergleichenden Darstellung der Drogenpolitik Deutschlands, der Niederlande und Grossbritaniens*, thèse Zurich 1999.
- * METTNER M. (Hrsg.), *Wie meschenwürdig sterben ? Zur Debatte um die Sterbehilfe und zur Praxis der Sterbebegleitung*, Zürich 2000.
- * PETER R., *Der Sachverständige im Verwaltungsverfahren der obligatorischen Unfallversicherung*, thèse Bâle, Zurich 1999.
- * SOMAINI B., *HIV und Aids : Nationales Programm 1999-2003*, Berne 1999.
- * WILDHABER Isabelle, *Produkthaftung im Gentechnikrecht. Eine rechtsvergleichende Studie*, Zurich 2000. [Betr. US, deutsches und schw. Recht]

SAN-NEWS N°14

janvier 2001

Ce numéro couvre en principe la période entre **le 15 août et le 31 décembre 2000**.

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

- néant

II. Droit communautaire / Europarecht (JOCE L 220 à L 358, du 31 décembre 2002 et JOCE C 195 à C 331, du 31 décembre 2002)

DROIT ÉDICTÉ / ERLASSENES RECHT

- Décision de la Commission du 27 septembre 2000 relative aux notes explicatives concernant l'évaluation des risques visés à l'annexe III de la directive 90/219/CEE relative à l'utilisation confinée de micro-organismes génétiquement modifiés, JO L 258/43 du 12 octobre 2000.
- Directive 2000/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents biologiques au travail (septième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 89/391/CEE JO L 262/21 du 17 octobre 2000.
- Directive 2000/70/CE du parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2000 modifiant la directive 93/42/CEE du Conseil en ce qui concerne les dispositifs médicaux incorporant des dérivés stables du sang ou du plasma humains, JO L 313/22 du 13 décembre 2000.
- Règlement (CE) n°2220/2000 du Conseil du 28 septembre 2000 modifiant le règlement CEE n°302/93 portant création d'un Observatoire européen des drogues et toxicomanies, JO L 253/1 du 7 octobre 2000.
- Règlement (CE) n°2266/2000 de la Commission du 12 octobre 2000 modifiant le règlement (CEE) n°3600/92 établissant les modalités de mise en œuvre de la première phase du programme de travail visé à l'article 8, paragraphe 2, de la directive 91/414/CEE du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques, JO L 259/27 du 13 octobre 2000.

Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. / Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.

- Avis du Comité économique et social sur le « Recours au principe de précaution », JO C 268/6 du 19 septembre 2000.
- Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, JO C 264/1 du 18 décembre 2000.
- Communication de la Commission : Liste des dénominations des diplômes, certificats et autre titres de formation et des titres professionnels de médecin-généraliste publiée conformément à l'article 41 de la directive 93/16/CEE, JO C 256/4 du 7 septembre 2000.
- Position commune (CE) n°44/2000 du 20 juillet 2000, arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité instituant la Communauté européenne, en vue de l'adoption d'une directive du Parlement européen et du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'application de bonnes pratiques cliniques dans la conduite d'essais cliniques de médicaments à usage humain, JO C 300/32 du 20 octobre 2000.

- Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil prorogeant certains programmes d'action communautaires dans le domaine de la santé publique, JO C 365E/132, du 19 décembre 2000.
- Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil adoptant un programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique (2001 à 2006), JO C 337E/122 du 28 novembre 2000.
- Proposition modifiée de directive du parlement européen et du Conseil relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres en matière de fabrication, de présentation et de vente des produits du tabac (refonte), JO C 337E/177 du 28 novembre 2000.
- Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments (Publications en vertu des directives 75/319, 81/851/CEE et du règlement (CEE) n°2309/93 du Conseil, du 15 août 2000 au 15 septembre 2000 : JO C 308/10 du 27 octobre 2000, du 15 septembre 2000 au 15 octobre 2000 ; JO C 308/12 du 27 octobre 2000 ; du 15 octobre au 15 novembre 2000 ; JO C 337/2 du 28 novembre 2000.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl> .

DANEMARK

- * Arrêté n° 1132 du 16 décembre 1999 relatif au droit à un traitement en milieu hospitalier et à des soins obstétricaux.

FRANCE

- Décret n° 2000-413 du 18 mai 2000 relatif au fichier national automatisé des empreintes génétiques et au service central de préservation des prélèvements biologiques, Journal Officiel du 19 mai 2000, p. 7544, commentée dans la Revue trimestrielle de droit civil 2000, p. 648.
- Décret n° 2000-763 du 1er août 2000 relatif aux consultations de dépistage anonyme et gratuit, Journal Officiel du 6 août 2000, n° 181, p. 12231.
- Loi n° 2000-1209 du 13 décembre 2000, relative à la contraception d'urgence, Journal Officiel du 14 décembre 2000, p. 19830.

HONGRIE

- Loi n° 87 du 20 juin 2000 portant modification de la Loi n° 79 de 1992 relative à la protection de la vie du fœtus.

ITALIE

- Décret-Loi du 30 juillet 1999 portant modification des dispositions relatives à la confidentialité des données personnelles en matière de santé, Rassegna Giuridica della Sanità, janvier 2000, n° 188, p. 92-97.

NORVEGE

- Loi n° 56 du 23 juin 2000 relative à la capacité opérationnelle dans le domaine de la santé et dans le domaine social, Norsk Lovtidend, 7 juillet 2000, I, n°13, p. 1238-1247.

NOUVELLE-ZELANDE

- Loi n° 140 de 1999 portant modification de la loi de 1992 relative à la santé mentale

ROYAUME-UNI

- Loi du 20 juillet 2000 relative aux normes de soins.

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT [RO/AS 2000 n° 35-51 (28 DECEMBRE 2000)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/ff/as/index.html>

- * Loi fédérale sur la procréation médicalement assistée (LPMA), du 18 décembre 1998, en vigueur dès le 1er janvier 2001, RO 2000 3055.
- * Ordonnance sur la procréation médicalement assistée (OPMA), du 4 décembre 2000, en vigueur dès le 1er janvier 2001, RO 2000 3068.
- * Loi fédérale sur les médicaments et les dispositifs médicaux (Loi sur les produits thérapeutiques, LPT), du 15 décembre 2000, délai référendaire : 7 avril 2001, FF 2000 5689.
- * Loi fédérale sur la protection contre les substances et les préparations dangereuses (Loi sur les produits chimiques, LChim), du 15 décembre 2000, délai référendaire : 7 avril 2001, FF 2000 5733.
- * Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) du 18 mars 1994.
 - Modification du 24 mars 2000, en vigueur dès le 1er janvier 2001 (nombreuses adaptations et introduction notamment des articles 52a, droit de substitution des pharmaciens et 55a, clause du besoin), RO 2000 2305.
 - Modification du 23 juin 2000, en vigueur dès le 1er janvier 2001 (modification des art. 21, 23 et 81 à 84a sur la protection des données), RO 2000 2755.
 - Modification du 6 octobre 2000, délai référendaire : 25 janvier 2001 (adaptations à l'Accord bilatéral conclu avec l'Union européenne) FF 2000 4736.
- * Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal), du 27 juin 1995.
 - Modification du 2 octobre 2000, en vigueur dès le 1er janvier 2001 (modification des art. 64 à 67 et 72), RO 2000 2835.
 - Modification du 22 novembre 2000, en vigueur dès le 1er janvier 2001 (modification des art. 28, 127, 129 et 130, concernant la protection des données), RO 2000 2911.
- * Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (OPAS), du 29 septembre 1995
 - Modification du 6 juillet 2000, en vigueur dès le 1^{er} octobre 2000 (*nouvelle teneur de l'annexe 3 « liste des analyses »*), RO 2000 2312.
 - Modification du 10 juillet 2000, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2001 (*modification des art. 4, 12 et 28 et nouvelle teneur de l'annexe 1 sur la prise en charge de certaines prestations fournies pour les médecins*), RO 2000 2546.

- Modification du 7 juillet 2000, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2001 (*nouvelle teneur de l'annexe 2 « Liste des moyens et appareils »*), RO 2000 2674.
- Modification du 20 octobre 2000, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2001 (*nouvelle teneur de l'annexe 4 « Liste des médicaments avec tarif »*), RO 2000 2695.
- Modification du 27 novembre 2000, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2001 (*Modification des art. 4a, 30 à 33, 35, 35a, 37, 38 et 45 concernant les prestations des pharmaciens et les médicaments*), RO 2000 3088.
- ✱ Ordonnance relative aux primes moyennes cantonales 2001 de l'assurance obligatoire des soins pour le calcul des prestations complémentaires, du 25 octobre 2000, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2001, RO 2000 2672.
- ✱ Loi fédérale sur l'assurance-accident (LAA), du 20 mars 1981, Modification du 23 juin 2000, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2001 (*adaptation concernant la protection des données personnelles , les autres lois sur les assurances sociales ont subi des adaptations analogues : RO 2000 2744, 2749, 2765, 2770, 2772*), RO 2000 2760.
- ✱ Ordonnance sur l'assurance-accident (OLAA) du 20 décembre 1982, modification du 22 octobre 2000, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2001 (*modification des art. 122 et 125 et introduction d'un art. 69a obligeant les fournisseurs de prestations à indiquer dans leurs factures le diagnostic*), RO 2000 2913.
- ✱ Ordonnance concernant les infirmités congénitales (OIC), du 9 décembre 1985, Modification du 10 juillet 2000, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2001 (*modification des ch. 216, 218 et 282 de la liste annexée à l'OIC*), RO 2000 2754.
- ✱ Ordonnance sur la Commission nationale d'éthique dans le domaine de la médecine humaine (OCNE), du 4 décembre 2000, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2001, RO 2000 3079.
- ✱ Loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA), du 6 octobre 2000, FF 2000 4657 (Délai référendaire : 25 janvier 2001).

MESSAGES, RAPPORTS ET DÉCISIONS OFFICIELS / BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLÜSSE [FF/BBL 2000 N° 19-34 (29 AOÛT 2000)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/> . En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/fff/index.html> .

- ✱ Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire « Pour un approvisionnement en médicaments sûr et axé sur la promotion de la santé (Initiative sur les médicaments) », du 15 décembre 2000 (*l'initiative sera soumise au vote du peuple et des cantons avec une recommandation de rejet de l'Assemblée fédérale*), FF 2000 5682.
- ✱ Effets de la loi fédérale sur le marché intérieur sur la libre circulation des services et des personnes en Suisse. Rapport de la Commission de gestion du Conseil national établi sur la base d'une évaluation de l'Organe parlementaire de contrôle de l'administration, du 27 juin 2000, FF 2000 5603.
- ✱ Motion JOST GROSS (00.3536) du 5 octobre 2000 au Conseil national.
Cette motion demande au Conseil fédéral d'élaborer une base légale pour la compensation des dommages subis par les patients qui ne peuvent être imputés ni à la responsabilité civile d'un médecin, ni à celle d'un hôpital et qui ne sont pas couverts par une assurances sociale.
- ✱ Normes techniques pour les dispositifs médicaux, adoptées en vertu de l'art. 4 de l'Ordonnance sur les dispositifs médicaux, décision de l'Office fédéral de la santé publique du 4 décembre 2000, FF 2000 5807.
- ✱ Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 19 juin au 13 octobre 2000, Bureau de

V. Droit cantonal (sélection) /

Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait du "Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin", n° 4/2002 et n° 5/2002 avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

* rien

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethisches und berufliche Erklärungen und Richtlinien

* COMITE CONSULTATIF DE BIOETHIQUE , Avis n°11 du 20 décembre 1999 relatif au prélèvement d'organes et de tissus chez les sujets sains vivants en vue de transplantation, *Revue de droit de la santé*, 1999-2000-5, p. 322.

* WORLD MEDICAL ASSOCIATION, Declaration of Helsinki, Ethical Principles for medical Research Involving Human Subjects, *Journal of American Medical Association*, 284 (2000), p. 3043-3045.

Jurisprudence /Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) /

Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

(<http://www.echr.coe.int>)

BALLESTRA C. FRANCE, arrêt de la Cour (3ème section) du 12 décembre 2000.

Internement psychiatrique - remboursement du forfait hospitalier et indemnisation - violation de l'art. 6 par. 1 - satisfaction équitable.

CECCHINI C. ITALIE, arrêt de la Cour (1ère section) du 21 novembre 2000.

Rétribution des heures de travail supplémentaires d'une gynécologue - violation de l'art. 6 par. 1 CEDH - satisfaction équitable.

LAGRANGE C. FRANCE, arrêt de la Cour (3ème section) du 10 octobre 2000.

Transmission du VIH à un hémophile par transfusion sanguine - violation de l'art. 6 par. 1 CEDH - satisfaction équitable.

MIELE C. ITALIE, Arrêt de la Cour (1ère section) du 21 novembre 2000.

Rétribution des heures de travail supplémentaires d'un infirmier - violation de l'art. 6 par. 1 CEDH - satisfaction équitable.

JAAC N° 64.138, 2000 vol. IV, Déc. de la Cour eur. DH du 22 juin 1999 déclarant irrecevable la req n° 33957/96, T. B. c/Suisse.

Les relations concrètes établies entre des médecins et la CNA ne suffisent pas à motiver leur manque d'indépendance et d'impartialité.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) /

Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

(<http://curia.eu.int/fr/index.htm>)

- COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, aff. C-55/99 – Arrêt de la CJCE du 14 décembre 2000 (recours en manquement).

Conditionnement des réactifs médicaux - Obligation d'étiquetage.

- BAYER AG C. COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES, aff. T-41/96 – Arrêt du Tribunal de première instance des Communautés européennes du 26 octobre 2000 (demande d'annulation d'une décision).
Annulation de la décision 96/478/CE de la Commission relative à l'Adalat.
- FERRING ARZNEIMITTEL, aff. C-172/00 – Arrêt de la Cour du 10 septembre 2002.
Interprétation des articles 28 CE et 30 CE – Médicaments – Retrait de l'autorisation d'importation parallèle à la suite de la renonciation à l'autorisation de mise sur le marché du médicament de référence par le titulaire de celle-ci.
- SINDICATO DE MEDICOS DE ASISTENCIA PUBLICA (SIMAP) C. CONSELLERIA DE SANIDAD Y CONSUMO DE LA GENERALIDAD VALENCIANA, aff. C-303/98 – Arrêt de la CJCE du 3 octobre 2000 (renvoi préjudiciel).
Protection des travailleurs - Durée moyenne du travail pour les médecins d'équipes de premiers soins.
- CINZIA GOZZA E. A. C. UNIVERSITA DEGLI STUDI DI PADOVA E. A. , aff. C-371/97 – Arrêt de la CJCE du 3 octobre 2000 (renvoi préjudiciel).
Rémunération des périodes de formation des médecins _ Libre circulation des personnes et libre prestation de services.
- ANGELO FERLINI C. CENTRE HOSPITALIER DE LUXEMBOURG, aff. C-411/98 – Arrêt de la CJCE du 3 octobre 2000 (renvoi préjudiciel).
Discrimination fondée sur la nationalité lors de l'application de tarifs pour frais médicaux et hospitaliers liés à la maternité.
- MINISTRE DE LA SANTE C. JEFF ERPELING, aff. C-16/99 – Arrêt CJCE du 14 septembre 2000 (renvoi préjudiciel).
Port du titre de médecin spécialiste ne figurant pas sur la liste de la directive 93/16/CEE.
- HUGO FERNANDO HOCSMAN C. MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITE, aff. C-238/98 – Arrêt de la CJCE du 14 septembre 2000 (renvoi préjudiciel).
Ressortissant communautaire titulaire d'un diplôme argentin en médecine et en chirurgie, reconnu par les autorités d'un Etat membre comme équivalent - Demande d'autorisation de pratique dans un autre Etat - Obligation de prendre en compte l'ensemble des diplômes et de l'expérience de l'intéressé.
- D. C. W. ET ÖSTERREICHISCHER BUNDESSCHATZ, aff. C-384/98 – Arrêt de la CJCE du 14 septembre 2000 (renvoi préjudiciel).
Exonération de la TVA pour les prestations de soins effectués dans le cadre des professions médicales et paramédicales - Médecin agissant comme expert.
- VIKTOR MORVIN C. LANDESVERSICHERUNGSANSTALT WESTFALEN , aff. C-73/99 – Arrêt de la CJCE du 6 juillet 2000 (renvoi préjudiciel).
Application du règlement CEE n° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale - Prestations d'assurance-maladie en cas de résidence dans un autre Etat membre.
- BIRGITTE JORGENSEN C. FORENINHEN AF SPECIALLAEGER SYGESIKRINGENS FORHANDLINGSUDVALG, aff. C-226/98 – Arrêt de la CJCE du 6 avril 2000 (renvoi préjudiciel).
Egalité homme-femme - Déclassement d'un cabinet médical et prestations à charge des assurances sociales.
- JÄMTÄLLDHETSOMBUDSMANNEN C ÖREBRO LÄNS LANDSTING, aff. C-236/98 – Arrêt CJCE du 30 mars 2000 (renvoi préjudiciel).
Egalité dans la rémunération entre une sage-femme et un ingénieur de clinique - Egalité homme-femme.
- Ordonnance du Président du Tribunal de première instance, relatives à la suspension des décisions en matière de mise sur le marché de médicaments (procédures de référé) : aff. T-326/99 R du 7 avril 2000 ; aff. T-132/00 R du 31 octobre 2000 ; aff. T-83/00 R-I du 31 octobre 2000 ; aff. 84/00 R du 31 octobre 2000 ; aff. T-85/00 R du 31 octobre 2000 ; aff. T-141/00 R du 19 octobre 2000.

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

AUTRICHE

- Recht der Medizin, 5/2000, p. 150, OGH 15.09.1999.
Hepatitis C-Infektion bei Blutplasmaspende.
- Recht der Medizin, 6/2000, p. 182, VwGH 10.11.1999.
Keine Ausübung deutscher Heilpraktikerberechtigungen.

ETATS-UNIS

- 2000 WL 424306 (Ind. App., 20 avril 2000), commenté dans Journal of Law, medicine & Ethics 28/2 (2000), p. 195.
Action en responsabilité pour „wrongful prolongation of life“.
- Journal of Law, medicine & Ethics 28/2 (2000), p. 198. Mass Supreme Judicial Court, 31 mars 2000.
Contrat accordant la garde d'embryons congelés à l'épouse en cas de divorce. Nullité.

FRANCE

- Bull. Civ. n° 108 obs. G. Viney, Revue trimestrielle de droit civil 2000 577. Cass Civ. 2e, 28 mars 2000.
Transfusion de sang. Contamination par le virus de l'hépatite C. Preuve de la causalité en cas de pluralité de centres fournisseurs de produits sanguins.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante : <http://www.jaac.admin.ch> . La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante : <http://www.bger.ch/> .

ATF 126 I 112 - Arrêt du Tribunal fédéral du 23.5.2000.

Exigences relatives à la base légale pour des soins médicaux imposés. Portée de la clause générale de police et du principe de proportionnalité.

ATF 126 II 217 - Arrêt du Tribunal fédéral du 17.5.2000.

Egalité de rémunération hommes-femmes. Salaire des maîtresses en soins infirmiers psychiatriques.

ATF 126 II 348 - Arrêt du Tribunal fédéral du 30.6.2000.

Début du délai de péremption pour les prétentions élevées en cas de contamination par le virus HIV et d'apparition ultérieure de la maladie (art. 16/3 LAVI).

ATF 126 III 345 - Arrêt du Tribunal fédéral du 8.6.2000.

Portée de la garantie de droit transitoire de la situation acquise selon l'article 102 al. 2, 3e phrase LAMal.

ATF 126 V 64 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 12.4.2000. *Contribution aux frais de soins à domicile (art. 14/3 LAI, 4/3 RAI). La limite du remboursement des frais supplémentaires varie selon la durée et l'intensité de l'assistance à domicile.*

ATF 126 V 103 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 18.4.2000. *Prestations en cas d'infirmité congénitale (art. 27 LAMal) quand les conditions d'assurance prévues à l'art. 6 LAI ne sont pas remplies.*

ATF 126 V 111 (= RAMA 4/2000, p. 255) - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 22.5.2000.
Prestations en cas de maternité non soumises à participation de l'assurée (art. 29/2 et 64/7 LAMal) en cas de sortie anticipée d'un hôpital.

ATF 126 V 116 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 17.5.2000.
L'application de l'article 36/2 LAA suppose une relation de causalité adéquate entre l'accident et l'atteinte à la santé.

JT 2000 IV 24 (= ATF 124 I 80, cité in *San-News* n° 7) - Arrêt du Tribunal fédéral du 20.3.1998.
Liberté personnelle. La prise de sang en vue d'une analyse d'ADN sur une personne soupçonnée d'avoir commis de graves délits sexuels, en raison de sa ressemblance à un portrait-robot, est admissible.

Pratique juridique actuelle 9/2000, p. 1168 = ATF 125 IV 242 (résumé) (cité dans *San-news* n° 12) - Arrêt de la Cour de Cassation du Tribunal fédéral du 20.10.1999.

Transmission du virus VIH à la suite d'un rapport sexuel non protégé. L'infection par le VIH constitue objectivement et en elle-même une lésion corporelle grave (mettant en danger la vie) de même qu'une maladie de l'homme dangereuse et transmissible (avec commentaire de H. V est).

RAMA 4/2000, p. 213 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 3.5.2000.
Les caisses-maladie ont-elles l'obligation, en vertu de l'art. 16 LAMal, de renseigner les assurés sur le droit d'exiger d'être examinés par un autre médecin que le médecin-conseil, si les circonstances le justifient (art. 57 al. 6 LAMal)? Question laissée indécise.

RAMA 4/2000, p. 214 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 4.5.2000.
Valeur probante d'un certificat médical.

RAMA 4/2000, p. 236 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 7.6.2000.
Exclusion d'un assuré.

RAMA 4/2000, p. 251 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 8.2.2000.
Schädigung der psychischen Integrität als Folge einer Berufskrankheit.

Revue suisse d'assurances, 68 (2000) N° 7/8, p. 204 = ATF 126 III 36 (résumé) - Arrêt du Tribunal fédéral du 18.10.1999.
Keine Zusatzleistungen des Haftpflichtigen an Leistungserbringer nach KVG (avec commentaire de Hl. Steiner).

RJJ 2000 (1) p. 68 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 1.3.2000.
La jurisprudence posée sous l'empire de la LAMA au sujet de la nécessité du séjour hospitalier conserve sa valeur sous le régime de la LAMal.

Semaine Judiciaire, 122 (2000) N° 31, p. 489 - Arrêt du Tribunal fédéral du 22.12.1999.
Liberté personnelle. Respect de la sphère privée. Droit de connaître son ascendance. Le droit de connaître son ascendance ni a pas de portée absolue; il doit être mis en balance avec les intérêts liés à la protection de la personnalité de tiers.

Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht 101 (2000) Nr. 10, p. 533 - Arrêt du Tribunal fédéral du 15.6.1999.

Legitimation zur Anfechtung einer drittbegünstigenden Verfügung (Bewilligung der Selbstdispensation für HMO-Center) wegen angeblicher Missachtung von Art. 4aBV bzw Art. 2 UebBest.aBV (Art. 37 Abs. 3 KVG).

DPC 3/2000, p. 320 - Décision de la Commission de la concurrence du 7.6.2000.
Distribution de médicaments - Enquête, accords illicites.

JAAC W 64.109, 2000 vol. IV - Décision de la Commission fédérale de recours en matière de douanes du 19.1.2000.

Le critère décisif permettant la distinction entre les médicaments et les compléments alimentaires s'inscrit dans l'effet prophylactique ou thérapeutique en relation avec une maladie clairement déterminée.

JAAC N° 64.122, 2000 vol. IV - Décision du Département fédéral de l'intérieur du 29.9.1999.

Examens fédéraux des professions médicales. Droit d'être entendu. Les conditions posées à la consultation du dossier tendent à concilier et le droit d'être entendu de la personne concernée et la nécessité de tenir secrètes les questions d'examen.

JAAC N° 64.123, 2000 vol. IV - Décision du Département fédéral de l'intérieur du 3.6.2000.

Prescription médicale d'héroïne. Les institutions ne sont pas des autorités au sens de la PA, mais disposent d'un certain pouvoir d'appréciation dans la conception des traitements.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

APPENZELL AUSSERRHODEN

AR GVP 1999 Nr 2192 - Urteile des Verwaltungsgerichts vom 20.1.1999 und vom 17.2.1999.

Invalidenversicherung. Kostengutsprache für medizinische Massnahmen im Ausland (Art. 9 Abs. 1 IVG, Art. 23bis Abs. 2 IVV).

AR GVP 1999 Nr 3337 - Urteil des Kantonalgerichts vom 12.3.1999.

Haftung für ärztliche Fehlbehandlung wegen ungenügender Ausklärung über Jas Operationsrisiko.

BASEL-STADT

BJM 2000 (6) S. 306 - Urteil des Appellationsgerichts vom 23.10.1998.

Schadenersatzklage der Mutter nach misslungenem Schwangerschaftsabbruch: Unterhaltspflichten gegenüber einem Kind sind kein Schaden im Rechtsinn. Ausserdem hat die Mutter die Schadenminderungspflicht verletzt, indem sie den zumutbaren Schwangerschaftsabbruch nicht vorgenommen hat.

BERNE

BVR/JAB 2000 (10) p. 438 - Urteil des Verwaltungsgerichts vom 6.3.2000, Nr VGE 20559.

Verantwortlichkeitsklage. Arzthaftung bei Operationsschaden. Ausklärungspflicht des Arztes. Hypothetische Einwilligung.

BVR/JAB 2000 (10) p. 474 - Urteil des Verwaltungsgerichts vom 29.3.2000, Nr UV 50438.

Berufskrankheit gemäss Art. 9 Abs. 2 UVG verneint für eine Epikondylitis bei einem Zimmermann.

BVR/JAB 2000 (11) p. 519 - Urteil des Verwaltungsgerichts vom 27.4. 2000, Nr UV 55489.

Unfallversicherung. Die Geldleistungen können gekürzt werden, wenn der Unfall bei Ausübung eines Verbrechens oder Vergehens herbeigeführt wurde (Art. 37 Abs. 3 UVG). (In casu: Fahren eines Motorfahrzeuges im angetrunkenem Zustand; Unfall; Paraplegie).

JURA

RJJ 2000 (2) p. 148 - Arrêt de la Cour civile du Tribunal cantonal du 11.2.2000.

Contrat d'assurance. Réticence. Conditions pour que le comportement d'un agent acquisateur puisse être imputé à l'assureur.

OBWALD

Amtsbericht über die Rechtspflege des Kantons Obwalden 1998/99 Nr 37 Entscheid des Obergerichts vom 1.10.1998.

Verzicht auf den Vollzug längerfristigen Freiheitsstrafen nach erfolgreicher Beendigung einer ambulanten Massnahme (Art. 41 Ziff. 3 Abs. 4 und Art. 44 Ziff. 5 StGB).

THURGAU

TVR 1999 Nr 32 - Entscheid des Versicherungsgerichts vom 20.1.1999. *KVG Art. 7 Abs. 5. Kündigung des Versicherungsverhältnisses und Prämienzahlungspflicht.*

TVR 1999 Nr 33 - Entscheid des Versicherungsgerichts vom 27.1.1999.
KVG Art. 39 Abs. 1 lit. e und Art. 50. Provisorische Pflegeheimliste.

TVR 1999 Nr 34 - Entscheid des Versicherungsgerichts vom 21.4.1999.
Analoge Anwendung von OR 86 um festzulegen, auf welche unter mehreren Forderungen (alle sind Prämien der obligatorischen Krankenversicherung) eine Zahlung anzurechnen ist.

TVR 1999 Nr 35 - Entscheid des Versicherungsgerichts vom 25.3.1999.
KVG Art. 72 Abs. 3, 13 Abs. 2 Lit. A, 70 Abs. 4. Dauer der Krankentaggeldleistungen bei Wechsel von der Kollektiv- zur Einzelversicherung.

ZÜRICH

RB ZH 1999 Nr 78 - Urteil des Verwaltungsgerichts vom 11.2.1999.
Die erheblichen Unterschiede bei der Ausbildung eines kantonal approbierten Zahnarztes im Kanton AR und derjenigen eines eidg. Dipl. Zahnarztes rechtfertigen es, dem Ersten den Zugang zur freien zahnärztlichen Tätigkeit im Kanton Zürich zu verweigern.
[Motivation liegt nicht vor]

RB ZH 1999 Nr 79 - Urteil des Verwaltungsgerichts vom 7.10.1999.
Die in § 8 Abs. 1 GesundheitsG. vorausgesetzte Vertrauenswürdigkeit umfasst nicht nur den unbescholtenen Leumund, sondern ergibt sich in erster Linie aus der bundesrechtlich umschriebenen ärztlichen Sorgfaltspflicht.

RB ZH 1999 NR 80 - URTEIL DES VERWALTUNGSGERICHTS VOM 16.12.1999.
Obschon das Verbot der Selbstdispensation in den Städten Zürich und Winterthur vom Verwaltungsgericht als verfassungswidrig erklärt worden ist, rechtfertigen die seitherige Entwicklung auf gesetzgeberischer Ebene, die Gefahr der Präjudizierung der künftigen Gesetzgebung und die mögliche Gefährdung der wirtschaftlichen Existenz einer Vielzahl von Apotheken, die als verfassungswidrig erkannte Norm bis auf weiteres gleichwohl anzuwenden.

Plädoyer 5/2000, p. 69 - Beschluss vom 21. August 2000, Kassationsgericht.
Attestiert ein Psychiater als Gutachter einem Angeklagten fehlende Emotionalität, ohne das Umfeld zu befragen, liegt ein Kunstfehler in der Luft.

Plädoyer 6/2000, p. 68 - Urteil vom 31. August 2000, Obergericht.
Brustuntersuchung ohne Einwilligung ist Sexualdelikt : das Zürcher Obergericht hat einen Zürcher Kniechirurgen, der Patientinnen an Brüsten und Genitalien betastete, wegen Sexualdelikten verurteilt. Grund : Ungenügende Ausklärung und fehlende Einwilligung.

Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht 101 (2000) Nr. 9, p. 436 - Verwaltungsgericht, 3. Kammer, 15.7.1999 (VB.99.00145).
Entzug des Bewilligung zur selbständigen Berufsausübung als Arzt wegen unzulässiger Sterbehilfe.

GENEVE

RDAF 3/4 2000, p. 300 - Arrêt du Tribunal fédéral du 15 mai 2000.
Pour être reconnues comme institutions d'utilité publique au sens de l'art. 14 ch. 7 OTV A, les maisons de retraite, pensions et maisons de soins doivent entre autres prévoir dans leurs statuts l'affectation irrévocable de leurs

fonds à la poursuite des buts justifiant l'exonération de l'impôt. Cette exigence n'est pas purement formelle, mais constitue une condition matérielle de l'exonération en question.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES AUFSÄTZE

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

MRAZEK MF., MOSSIALOS E., Increasing demand while decreasing costs of generic medicines, *Lancet* 356 (2000), p. 1784.

W ALLEY T., EARL-SLATER A., HAYCOX A. and al., An integrated national pharmaceutical policy for the United Kingdom ?, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 1523.

WOOSLEY RL., Drug Labeling Revisions - Guaranteed to Fail, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 3047.

Drogue

McLELLAN AT., LEWIS Dc., O'BRIEN CF. and al., Drug Dependence, a Chronic Medical Illness : Implications for Treatment, Insurance, and Outcome Evaluation, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 1689.

Droits des patients, droit de la personnalité

BRADLEY P., Issues of consent and the primary-school medical, *Journal of Medical Ethics* 26 (2000), p. 469.

BRIDGMAN AM., Mental incapacity and restraint for treatment : present law and proposals for reform, *Journal of Medical Ethics* 26 (2000), p. 387.

CHADWICK DW., CROOKPJ., YOUNG AJ. and al., Using the internet to access confidential patient records: a case study, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 612.

DALCQ R. O., A propos de l'euthanasie. Exposé présenté aux commissions réunies de la justice et des affaires sociales du Sénat, *Revue de droit de la santé* 2000-2001-1, p. 3.

DANNER M., Wann ist die Mitwirkung von Patientenvertretern in Entscheidungsgremien «demokratisch legitimiert», *Medizinrecht*, Heft 10, 2000, p. 468.

DELLENS L., MORTIER F., BILSEN J. and al, End-of-life decisions in medical practice in Flanders, Belgium: a nationwide survey, *Lancet* 356 (2000), p. 1806.

DERISH M., V AN DEN HEUVEL K., Mature minors should have the right to refuse life-sustaining medical treatment, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 28/2 (2000), p. 109.

ELDER L., Why some Jehovah's Witnesses accept blood and conscientiously reject official Watchtower Society blood policy, *Journal of Medical Ethics* 26 (2000), p. 375.

FALLBERG L., Patients Right in the Nordic Countries, *European Journal of Health Law*, vol. 7 n° 2, p. 123.

FOST N., Patient Access to Information on Clinicians Infected With Blood Borne Pathogens, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 1975.

GARA Y A., Consentement du patient et urgences transfusionnelles, *Médecine & droit* 2000, n° 44, p. 16.

JANSEN L., ROSS L., Patient confidentiality and the surrogate's right to know, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 28/2 (2000), p. 137.

MANNING DJ., Presumed consent in emergency neonatal research, *Journal of Medical Ethics* 26 (2000), p. 249.

MARTIN DK., EMANUEL LL., SINGER PA., Planning the end of life, *Lancet* 356 (2000), p. 1672.

MCCLELLAND R., SZMUKLER G., Consent and Capacity in Psychiatric Practice Revisited, *European Journal of Health Law*, vol. 7 n° 1, p. 47.

MEISEL A., SNYDER L., QUILL T., Seven Legal Barriers to End-of-Life Care. Myths, Realities, and Grains of Truth, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 2495.

MURAMOTO O., Medical confidentiality and the protection of Jehovah's Witnesses' autonomous refusal of blood, *Journal of Medical Ethics* 26 (2000), p. 381.

OATES L., The court's role in decisions about medical treatment, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 1282.

O'CONNOR JB., JOHANSON JF., Use of the Web for Medical Information by a Gastroenterology Clinic Population, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 1962.

ROSENAU H., Legal Prerequisites for Clinical trials under the Revised Declaration of Helsinki and the European Convention on Human Rights and Biomedicine, *European Journal of Health Law*, vol. 7 n° 2, p. 105.

SCHOENBERG R., SAFRAN C., Internet based repository of medical records that retains patient confidentiality, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 1199.

SILVEIRA MJ., DIPIERO A., GERRITY MS. and al., Patients' Knowledge of Options at the End of Life. Ignorance in the Face of Death, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 2483.

STRUBBE E., Toward Legal Recognition for termination of Life without Request?, *European Journal of Health Law*, vol. 7 n° 1, p. 57.

Ethique biomédicale

BURGIO GR., LOCATELLI F., Ethics of creating programmed stem-cell donors, *Lancet* 356 (2000), p. 1868.

CASSEL EJ., The Principles of the Belmont Report Revisited. How Have Respect for Persons, Beneficence, and Justice Been Applied to Clinical Medicine, *Hastings Center Report* 2000, July- August, p. 12.

GABOLDE M., HORS J., Utilisation aux fins de greffe de cellules et tissus humains d'origine fœtale ou embryonnaire, *Médecine & droit* 2000, n° 44, p.1.

JUENGST E., FOSSEL M., The Ethics of Embryonic Stem Cells - Now and Forever, Cells Without End, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 3180.

LANZA RP., CAPLAN AL., SILVERLM. and al., The Ethical Validity of Using Nuclear Transfer in Human Transplantation, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 3175.

LAUFS A., Fortpflanzungsmedizin und Menschenwürde, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 37 (2000), p. 2717.

SLOWTHER AM., HOPE T. Clinical ethics committees : They can change practice but need evaluation, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 649.

WRIGHT W., Historical analogies, slippery slopes, and the question of euthanasia, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 28/2 (2000), p. 176.

Exercice des professions de la santé. politique professionnelle

FERGUSON T., Online patient-helpers and physicians working together : a new partnership for high quality health Care, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 1129.

MURRAY SF., Relation between private health insurance and high rates of caesarean section in Chile; qualitative and quantitative study, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 1501.

PFLÜGER F., «Practice Guidelines» und «Behandlungsleitlinien» im amerikanischen und im deutschen Medizinrecht, *Recht der Medizin* 4/2000, p.99.

Génétique humaine et biotechnologies

CAYLA J.-S., Utilisation thérapeutique et alimentaire des organismes génétiquement modifiés (OGM), *Revue de droit sanitaire et social*, n° 3, 2000, p. 516.

GUILLEN M., LAREU MV., Ethical-legal problems of DNA databases in criminal investigation, *Journal of Medical Ethics* 26 (2000), p. 266.

WERTZ Dc., GREGG R, Genetics services in a social, ethical and policy context: a collaboration between consumers and providers, *Journal of Medical Ethics* 26 (2000), p. 261.

Médecine du sport

BERTEAU P.c., Dopage, droit et médecine du sport, *Médecine & droit* 2000, n° 44, p. 6.

Mesures médicales spéciales

ECKENRODE J., GANZEL B., HENDERSON CR and al., Preventing Child Abuse and Neglect With a Program of Nurse Home Visitation, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 1385.

FEIKIN DR, LEZOTTE Dc., HAMMAN RF. and al., Individual and Community Risks of Measures and Pertussis Associated With Personal Exemptions to Immunization, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p.3145.

GROSS ML., A voiding anomalous newborns : preemptive abortion, treatment thresholds and case of baby Messenger, *Journal of Medical Ethics* 26 (2000), p. 242.

JORDHOY MS., FAYERS P., SALTNES T. and al., A palliative-care intervention and death at home: a cluster randomised trial, *Lancet* 356 (2000), p. 635.

STARCK C., Mifegyne und die Abtreibungsgesetzgebung, *Neue Juristische Wochenschrift* n° 37,2000, p. 2714.

Recherche biomédicale

BANATAR SR., SINGER PA., A new look at international research ethics, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 824.

BAYER A., TADD W., Unjustified exclusion of elderly people from studies submitted to research ethics committee for approval : descriptive study, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 992.

BOYD EA., BERO L., Assessing Faculty Financial Relationships With Industry. A Case Study. *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 2209.

BURING JE., Women in Clinical Trials - A Portfolio for Success, *New England Journal of Medicine* 343 (2000), p. 808.

HABERMANN E., LASCH H., GÖDICKE P., Therapeutische Prüfungen an Nicht Einwilligungsfähigen im Eilfall -

ethisch geboten und rechtlich zulässig ?, *Neue Juristische Wochenschrift* n° 46, 2000, p. 3389.

HARRIS E., TANNER M., Health technology transfer, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 817.

HEY E., CHALMERS I., Investigating allegations of research misconduct : the vital need for due process, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 752.

JAMROZIK K., The case for a new system for oversight of research on human subjects, *Journal of Medical Ethics* 26 (2000), p. 334.

KAYE J., MARTIN P., Safeguards for research using large scale DNA collections, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 1146.

KORN D., Conflicts of Interest in Biomedical Research, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 2234.

LO B., WOLF LE., BERKELEY A., Conflict-of-Interest Policies for investigators in Clinical Trials, *New England Journal of Medicine* 343 (2000), p. 1616.

MARSHALL WW., HALEY RW., Use of a Secure Internet Web Site for Collaborative Medical Research, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 1843.

MASON SA., ALLMARK PJ., Obtaining informed consent to neonatal randomised control trials: interviews with parents and clinicians in the Euricon study, *Lancet* 356 (2000), p. 2045.

MILLER M., Phase 1 Cancer Trials. A Collusion of Misunderstanding, *Hastings Center Report* 2000, July-August, p. 34.

PICKWORTH E., Should local research ethics committees monitor research they have approved ?, *Journal of Medical Ethics* 26 (2000), p. 330.

REES J., Patents and intellectual property : a salvation for patient-oriented research?, *Lancet* 356 (2000), p. 849.

SHALALA D., Protecting Research Subjects - What Must Be Done, *New England Journal of Medicine* 343 (2000), p. 503.

SITTHI-AMORN C., SOMRONGTHONG R., Strengthening health research capacity in developing countries : a critical element for achieving health equity, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 813.

STROBL J., CAVE E., W ALLEY T., Data protection legislation : interpretation and barriers to research, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 890.

VAN MCCRARY S., ANDERSON CB., JAKOVLJEVIC J. and al., A national Survey of Policies on Disclosure of Conflicts of Interest in Biomedical Research, *New England Journal of Medicine* 343 (2000), p. 1621.

WALTER-SACK I., HAEFELI W. E., Qualitätssicherung der pädiatrischen Arzneimittel- Therapie durch klinische Studien - ethische und rechtliche Rahmenbedingungen unter Berücksichtigung der spezifischen Bedürfnisse von Kindern, *Medizinrecht*, Heft 10, 2000, p. 454.

Responsabilité médicale

FERNER RE., Medication errors that have led to manslaughter charges, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 1212.

FUCHS M., FORSTER W., Zivilrechtliche Relevanz der Heil- und Hilfsmittelrichtlinien ?, *Medizinrecht*, Heft 9, 2000, p. 413.

PITZL E., HUBER G.W., Ärztliche Heilbehandlung und Körperverletzungskonstruktion, *Recht der Medizin* 412000, p. 10.

SIDA, lutte contre les épidémies

GOSTIN La., A Proposed National Policy on Health Care Workers Living With HIV/AIDS and other Blood-Borne Pathogens, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 1965.

WHITTET S., TRAIL P., DE RUITER A. and al., General practitioners' attitudes and beliefs on antenatal testing for HIV : postal questionnaire survey, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 934.

Système de santé, politique de la santé

AYANIAN JZ., WEISSMAN JS., SCHNEIDER EC. and al., Unmet Health Needs of Uninsured Adults in the United States, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 2061.

BLOCHE MG., JACOBSON PD., The Supreme Court and Bedside Rationing, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 2776.

BOURKE U., Luxembourg: medicine at the European Court of Justice, *Lancet* 356 (2000), p. 1814.

FLEMMICH G., Kostenentwicklung und Finanzierung - welche Aufgaben muss die Physiotherapie in Zukunft erfüllen, *Recht der Medizin* 6/2000, p.168.

GLANTZ LH., ANNAS GJ., Tobacco, the Food and Drug Administration, and Congress, *New England Journal of Medicine* 343 (2000), p.1802.

GOSTIN LO., At law. Managed Care, Conflicts of Interest, and Quality, *Hastings Center Report* 2000, September-October, p. 27.

HART D., Medical Guidelines - Reception and Application by the Law: the German Example, *European Journal of Health Law*, vol. 7 n° 1, p. 5.

HORTON R., Health and the UK Human Rights Act 1998, *Lancet* 356 (2000), p. 1186.

JOURDAN S., ROSSI ML. and al., Italy : medical negligence as a crime, *Lancet* 356 (2000), p. 1267.

KRASNEY O.E., Das Gesetz zur Reform der gesetzlichen Krankenversicherung ab dem Jahr 2000 (GKV - Gesundheitsreformgesetz 2000), *Neue Juristische Wochenschrift* n° 37,2000, p. 2697.

MAASS R., Die Entwicklung des Vertragsarztrechts in den Jahren 1999 und 2000, *Neue Juristische Wochenschrift* n° 46, 2000, p. 3395.

MARINER WK., What Recourse? - Liability for Managed-Care Decisions and the Employee Retirement Income Security Act, *New England Journal of Medicine* 343 (2000), p. 592.

MORREIM E., Quality of life: Erosions and opportunities under managed Care, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 28/2 (2000), p. 144.

MUSCAT JE., MALKIN MG., THOMPSON S. and al., Handled Cellular Telephone Use and Risk of Brain Cancer, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 3001.

NAVARRO V., Assessment of the World Health Report 2000, *Lancet* 356 (2000), p. 1598.

POLLOCK AM., PRICE D., Rewriting the regulations : how the World Trade Organisation could accelerate privatisation in health-care systems, *Lancet* 356 (2000), p. 1995.

PRICE D., Choices without reasons : citizen' s juries and policy evaluation, *Journal of Medical Ethics* 26 (2000), p. 272.

ROTHMAN KI., Epidemiological evidence on health risks of cellular telephones, *Lancet* 356 (2000), p. 1837.

Transplantations

EPSTEIN AM., A V ANIAN JZ., KEOGH JH. and al., Racial Disparities in Access to Renal Transplantation, *New England Journal of Medicine* 343 (2000), p. 1537.

HUNT S., A fair way of donating hearts for transplantation, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 526.

WELIN S., Starting clinical trials of xenotransplantation - reflections on the ethics of the early phase, *Journal of Medical Ethics* 26 (2000), p. 231.

Consensus on the Live Organ Donor, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 2919.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

BIBER-KLEMM S. (ed.), *Legal Claims to Biogenetic Resources : Selected Papers from the Workshop held at the Institute for European and International Economic Law, University of Bern*, NFP 42, Berne 1998.

BÖCKEN J. et al. (Hrsg.), *Reformen im Gesundheitswesen*, Gütersloh 2000.

CABELLERO F., BISIOU Y., *Droit de la drogue*, Paris 2000.

COULTER A., HAM C. (ed.), *The global challenge of health care rationing*, Buckingham 2000.

DEPPE H.U., *Zur sozialen Anatomie des Gesundheitssystems*, Frankfurt 2000.

DÖRNER K., EBBINGHAUS A., LINNE K. (Hrsg.), *Der Nürnberger Ärzteprozess 1946 / 47*, KG Saur Verlag 1999 [380 microfiches réunissant 36'000 pages de documentation].

EUROPAISCHES PARLEMENT, *Das Gesundheitswesen in der EU vergleichende Untersuchung*, Luxemburg 1999 [existe aussi en français].

GRUENAI S M.E., POURTIER R. (éd.), *La santé en Afrique: anciens et nouveaux défis*, Paris 2000.

HEISS G. (Hrsg.), *Wie krank ist unser Gesundheitswesen*, Mainz 2000.

KRUSE J., HÄNLEIN A., BECKER-BERKE S., *Gesetzliche Krankenversicherung, Lehr- und Praxiskommentar*, Baden-Baden 1999.

LAMBERT D.C., *Les systèmes de santé*, Paris 2000.

LIPPERT H.D., EISENMENGER W., *Forschung am Menschen. Der Schutz des Menschen - die Freiheit des Forschers*, Berlin, Heidelberg, New York 1999.

OECD, *OECD Health Data 2000*, Paris 2000 [CD-Rom].

RIEKER G., *Wissen und Gewissen. Über die Ambivalenz und Grenzen der modernen Medizin*, Berlin 2000.

SCHARSACH H.H., *Die Ärzte der Nazis*, Wien 2000.

WHO, *World Health Report 2000 : Health Systems - Improving Performance*, Geneva 2000.

II. Doctrine suisse Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES AUFSÄTZE

Assurances sociales

Duc J.-L., A propos des dernières propositions de modification de la LAMal, *Médecine et Hygiène* 2000, n° 2310, p. 1591.

FONJALLAZ J., Compétence et procédure en matière de contentieux des assurances complémentaires à l'assurance-maladie, *JT* 2000 III 79.

GEHRER L. R., Zur Erhebung und Würdigung medizinischer Entscheidungsgrundlagen im Sozialversicherungsrecht, *SJZ / RSJ* 2000 (20), p. 461.

GURTNER P., Réflexions de principe sur le financement des mesures médicales coûteuses: rationnement dans l'assurance-maladie: thèses de la commission des principes (version allemande: Grundsätzliche Überlegungen zur Finanzierung teurer medizinischer Leistungen), *Sécurité sociale* 2000, n° 4, p. 197.

HAMMER S., Evaluation des effets de la LAMal sur les tarifs (version allemande: Auswirkungen des KVG im Tarifbereich: Ergebnisse der Wirkungsanalyse Tarife), *Sécurité sociale* 2000, n° 4, p. 203.

KIESER U., Entwicklungen im Sozialversicherungsrecht / Le point sur le droit des assurances sociales, *SJZ/RSJ* 2000 (23), p. 553.

KUHN HP., Factures complémentaires en cas de prestations médicales complémentaires - et de trois (commentaire de jurisprudence), *Bulletin des médecins suisses* 2000, n° 41, p. 2311.

PIFFNER RAUBER B., Pflegeheim oder Hauspflege ? Zur Leistungspflicht der obligatorischen Krankenpflegeversicherung, *Pratique juridique actuelle* 11/2000, p. 1403.

SIFFER N., Quelques effets particuliers de la LAMal sur le financement (version allemande: Spezielle Auswirkungen des Krankenversicherungsgesetzes : Ergebnisse der Wirkungsanalyse Finanzierung), *Sécurité sociale* 2000, n° 4, p. 206.

Droits des patients

ALLAERT F.-A., La sécurité des systèmes d'informations médicaux hospitaliers, *Médecine et Hygiène* 2000, n° 2321, p. 2230.

BÜCHI M., BACHMANN LM., FISCHER J.E., PELTENBURG M., STEURER J., Alle Macht den Patienten? Vom ärztlichen Paternalismus zum Shared Decision Making, *Bulletin des médecins suisses* 2000, n° 49, p. 2776.

CAVELTI D., Fürsorgerische Freiheitsentziehung - Der fachärztliche Richter im Lichte von Art. 5 Abs. 4 EMRK, *SJZ/RSJ* 2000 (19), p. 439.

GENNA A., Rechtliche Aspekte der stationären psychiatrischen Behandlung von Kindern und Jugendlichen, *Revue du droit de tutelle* 2000, p. 91.

STEFFEN G., GUILLOD O., Landesbericht Schweiz, in: TAUPITZ J. (Hrsg.), *Zivilrechtliche Regelungen zur Absicherung der Patientenautonomie am Ende des Lebens*, Berlin 2000, p. 229.

JOSET A., Zwangsmedikation im Rahmen der fürsorgerischen Freiheitsentziehung, *Pratique juridique actuelle*, 11/2000, p. 1424.

KUHN HP., Information préopératoire: un devoir d'optimisation, *Bulletin des médecins suisses*, 2000, n° 39, p. 2180.

MÜLLER M., Legalitätsprinzip - Polizeiliche Generalklausel - Besonderes Rechtsverhältnis. Gedanken zu einem neuen BGE betreffend die Frage der Zwangsmedikation im fürsorgerischen Freiheitsentzug, *ZBJV / RSJB* 2000 (11), p. 725.

PRADERVAND S., La recherche des origines pour les personnes adoptées: embûches et perspectives, *Revue du droit de tutelle* 55 (2000), p. 133.

SPRUMONT D., Les droits des patients dans la législation cantonale romande: l'exemple de la règle du consentement, *Médecine et Hygiène* 2000, n° 2317, p. 2016.

Ethique biomédicale

FOPPA c., Entre les livres et les patients: A propos d'une expérience d'éthicien en milieu hospitalier, *Médecine & Hygiène* 2000, n° 2302, p. 1201.

WAGNER PFEIFER B., Was können Ethikkommissionen leisten ? : Rechtsbildung durch Ethiker am Beispiel des Gentechnikrechts, *Revue de droit suisse* 2000, I, p. 313.

Exercice des professions de la santé. politique professionnelle

MARTIN J., GUILLOD O., Secret médical. Quelle attitude du praticien quand des instances ou personnes extérieures demandent des renseignements à propos d'un patient ?, *Bulletin des médecins suisses* 2000, p. 2047.

PAGNI A., C'è ancora bisogno di un Codice deontologico ? *Bulletin des médecins suisses* 2000, n° 38, p. 2123.

UTTINGER U., Berufsgeheimnis, Schweigepflicht und Datenschutz, *Revue suisse d'assurances*, 68 (2000), n° 9/10, p. 240.

Génétique humaine et biotechnologies

BRÜLHART M., Haftpflicht und gentechnische Risiken (Teil 1), *Recht* 612000; 97, p. 265.

Mesures médicales spéciales

DREIFUSS R, STEFFEN TH., DOBLER-MIKOLA A., GUTZWILER F., EQUIPE DE RECHERCHE PROVE / HEGEBE, Prescription de stupéfiants sous contrôle médical en Suisse: synthèse des recherches, *Médecine et Hygiène* 2000, n° 2322, p. 2288.

GUILLOD O., La stérilisation des personnes mentalement déficientes, in : *Mélanges en l'honneur de Henri-Robert Schüpbach*, Bâle 2000, p. 109.

PECHERE-BERTSCHI A., STALDER H., Recherche clinique et femmes: le biais d'exclusion, *Médecine et Hygiène* 2000, n° 2316, p. 1923.

Système de santé. Politique de la santé

ADLER D., Apprendre la santé et comprendre sa maladie pour prendre en main son traitement, *Médecine & Hygiène* 2000, n° 2303, p. 1246.

BERTRAND D., STALDER H., Droits de l'homme et inégalité de l'accès aux soins, *Médecine et Hygiène* 2000, n° 2316, p. 1914.

BLEUER J.P., HAUGH M., BOISSEL J.-P., La controverse sur la médecine factuelle: lever les ambiguïtés du concept, *Médecine et Hygiène* 2000, n° 2300, p. 1072.

GUEYFFIER F., BOISSEL J.-P., Pratique de la médecine factuelle, *Médecine et Hygiène* 2000, n° 2314, p. 1818.

PACCAUD F., GUTZWILER F., Rationnement des soins, *Médecine & Hygiène* 2000, n° 2306, p. 1395.

VANOTTI M., CELIS-GENNART M., Modèle bio-psycho-social et maladie chronique, *Médecine et Hygiène* 2000, n° 2320, p. 2142.

WOLFF H., DURIEUX-PAILLARD S., MEYNARD A., STALDER H., Précarité et accès aux soins: «Mieux vaut être

riche et en bonne santé que pauvre et malade...», *Médecine et Hygiène* 2000, n° 2316, p. 1927.

Transplantations

STÜSSI G., SEEBACH J.D., Xenotransplantations-forschung - Frankensteins Erbe ?, *Bulletin des médecins suisses* 2000, n° 50, p. 2853.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

CONTI C., *Die Pflichten des Patienten im Behandlungsvertrag*, Berne 2000.

DUC J.L., *1366 jours d'application de la LAMal*, Lausanne 2000.

GASSER J., YERSIN B. (éd.), *Prescrire la contrainte?*, Genève 2000.

PHARMA INFORMATION, *Das Gesundheitswesen in der Schweiz - Leistungen, Kosten, Preise*, 20. Aufl., Basel 2000."

SCHÜRCH S., *Rationierung in der Medizin als Straftat*, Basel 2000.

SAN-NEWS N°15

avril 2001

Ce numéro couvre en principe la période entre le **1^{er} janvier et le 15 avril 2001**.

Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode **vom 1. Januar bis zum 15. April 2001**.

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

-Néant

II. Droit communautaire Europarecht (JOCE L 1-104 du 13 avril 2001 et C 1-112 du 12 avril 2001)

DROIT ÉDICTÉ / ERLASSENES RECHT

-Règlement (CE) n° 260/2001 de la Commission du 8 février 2001 remplaçant l'annexe du règlement (CEE) n° 3677/90 du Conseil relatif aux mesures à prendre afin d'empêcher le détournement de certaines substances pour la fabrication illicite de stupéfiants ou de substances psychotropes, JO L 39/11 du 9 février 2001.

-Règlement (CE) n° 703/2001 de la Commission du 6 avril 2001 fixant les substances actives des produits phytopharmaceutiques qui doivent être évaluées au cours de la deuxième phase du programme de travail visé à l'article 8, paragraphe 2, de la directive 91/414/CEE du Conseil et modifiant la liste des États membres désignés comme rapporteurs pour ces substances, JO L 98/6 du 7 avril 2001.

-Directive 2001/8/CE de la Commission du 8 février 2001 remplaçant l'annexe I de la directive 92/109/CEE du Conseil relative à la fabrication et à la mise sur le marché de certaines substances utilisées pour la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, JO L 39/31 du 9 février 2001.

-Directive 2001/21/CE de la Commission du 5 mars 2001 modifiant l'annexe I de la directive 91/414/CEE du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques en vue d'y inscrire les substances actives amitrole, diquat, pyridate et thiabendazole, JO L 69/17 du 10 mars 2001.

-Décision du Comité mixte de l'EEE n° 154/1999 du 26 novembre 1999 modifiant l'annexe I (questions vétérinaires et phytosanitaires) de l'accord EEE, JO L 61/1 du 1^{er} mars 2001.

-Décision du Comité mixte de l'EEE n° 155/1999 du 26 novembre 1999 modifiant l'annexe I (Questions vétérinaires et phytosanitaires) de l'accord EEE, JO L 61/3 du 1^{er} mars 2001.

-Décision du Conseil du 8 mars 2001 complétant la directive 90/219/CEE en ce qui concerne les critères permettant d'établir l'innocuité pour la santé humaine et l'environnement de types de micro-organismes génétiquement modifiés, JO L 73/32 du 15 mars 2001.

-Décision du Comité mixte de l'EEE n° 189/1999 du 17 décembre 1999 modifiant l'annexe I (Questions vétérinaires et phytosanitaires) de l'accord EEE, JO L 74/24 du 15 mars 2001.

-Décision n° 521/2001/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2001 prorogeant certains programmes d'action communautaires dans le domaine de la santé publique adoptés par les décisions n° 645/96/CE, n° 646/96/CE, n° 647/97/CE, n° 102/97/CE, n° 1400/97/CE et n° 1296/1999/CE et modifiant ces décisions, JO L 79/1 du 17 mars 2001.

Communication de la Commission : Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 janvier 2001 au 15 février 2001 (*Décisions prises en vertu de l'article 14 de la directive 75/319/CEE ou de l'article 22 de la directive 81/851/CEE*), JO C 53/02 et C 53/03 du 20 février 2001.

III. Droit étranger (sélection) Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.

DANEMARK

Arrêté n° 935 du 12 octobre 2000 relatif à l'information et au consentement des personnes se prêtant à des recherches dans le cadre de projets de recherche biomédicale, *Lovtidende*, 2000, partie A, 20 octobre 2000, n° 145, p. 7039.

Lignes directrices n° 161 du 12 octobre 2000 relatives à l'information et au consentement des personnes se prêtant à des recherches dans le cadre de la recherche biomédicale, ainsi qu'à la notification et à l'examen des projets de recherche selon le système des comités d'éthique, *Ministerialtidende*, 2000, 9 novembre 2000, n° 20, p. 1347.

FINLANDE

Loi n° 640 du 30 juin 2000 portant modification de la loi relative aux dommages causés aux patients.

Lois n° 333 du 15 mai 1998, et 653 du 30 juin 2000, portant modification de la loi relative au statut et aux droits des patients.

Décret n° 494 du 26 juin 1998 du Ministère de la santé et du bien-être relatif au Comité consultatif national d'éthique des soins de santé.

ITALIE

Loi n° 483 du 16 décembre 1999 portant sur les règles relatives au consentement à la transplantation partielle de foie, *Gazzetta Ufficiale della Repubblica*, 20 décembre 1999, n° 297.

JAPON

Loi du 30 novembre 2000 relative à la technique du clonage humain et à d'autres techniques similaires.

NORVEGE

Règlement n° 1172 du 24 novembre 2000 relatif à la pratique d'examens ou de traitements sans le consentement du patient, *Norsk Lovtidende*, partie I, 8 décembre 2000, n° 26, p. 2487.

Règlement n° 1173 du 24 novembre 2000 relatif à l'utilisation de mesures de contrainte aux fins de prévenir les blessures dans les établissements psychiatriques où le patient séjourne vingt-quatre heures sur vingt-quatre, *Norsk Lovtidend*, partie I, 8 décembre 2000, n° 26, p. 2490.

Règlement n° 1174 du 24 novembre 2000 relatif à la dispensation d'office de soins psychiatriques sans séjour en établissement vingt-quatre heures sur vingt-quatre, *Norsk Lovtidend*, partie I, 8 décembre 2000, n° 26, p. 2492.

Règlement n° 1208 du 1^{er} décembre 2000 relatif aux priorités dans les services de santé et au droit aux soins de santé, *Norsk Lovtidende*, partie I, 22 décembre 2000, n° 27, p. 2562.

PORTUGAL

Décret présidentiel n° 1 du 3 janvier 2001 portant ratification de la Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine et du Protocole additionnel portant interdiction du clonage d'êtres humains, *Diário da República*, partie I-A, 3 janvier 2001, n° 2, p. 14.

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT [RO/AS 2001 N° 1-18 (8 MAI 2001)]

Code pénal suisse (Interruption de grossesse). Modification du 23 mars 2001 (Délai référendaire : 12 juillet 2001), FF 2001 1257.

Loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (loi sur l'aide aux victimes). Modification du 23 mars 2001 (*amélioration de la protection des enfants victimes*), FF 2001 1260.

Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal) du 27 juin 1995. Modification du 11 décembre 2000, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2001 (*Modification : Art. 10a, suspension de l'obligation d'assurance ; 11, 105 III^{bis} & IV, 106 ; Abrogation : titre médian précédant l'Art. 11 & Art. 91 I*), RO 2001 138.

Ordonnance sur la compensation des risques dans l'assurance-maladie (Ocor) du 12 avril 1995. Modification du 11 décembre 2000, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2001 (*Modification : Art. 10 III, 12 V & VIII*), RO 2001 140.

Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie du 29 septembre 1995. Modification du 19 décembre, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2001 (*Modification : Art. 12 lit. o ch. 2 ; annexe 1 ; adjonction de la mammographie dans les mesures de prévention prises en charge*), RO 2001 295.

Ordonnance sur les subsides fédéraux destinés à la réduction de primes dans l'assurance-maladie du 12 avril 1995. Modification du 11 décembre 2000, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2001 (*art. 7a*), RO 2001 141.

Ordonnance portant édicition de la pharmacopée (Ordonnance sur la pharmacopée, Opha) du 20 août 1997. Modification du 20 décembre 2000, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2001 (*nouvelle annexe*), RO 2001 134.

Ordonnance sur les déclarations de médecin et de laboratoire du 13 janvier 1999. Modification du 6 décembre 2000, en vigueur dès le 1^{er} février 2001 (*modification des annexes 1 à 4*), RO 2001 285.

Ordonnance du Département fédéral de l'économie sur les activités dangereuses ou pénibles en cas de grossesse et de maternité (Ordonnance sur la protection de la maternité) du 20 mars 2001, en vigueur dès le 1^{er} avril 2001, RO 2001 935.

MESSAGES, RAPPORTS ET DÉCISIONS OFFICIELS / BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLÜSSE [FF/BBL 2001 N° 1-18 (8 MAI 2001)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/fff/index.html>.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet “ *Epidemiologie nach Schlaganfall* ”, du 20 février 2001, FF 2001 663.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet “ *Qualitätsmessungsprogramm QSM (quality standards in medicine)* ”, du 6 mars 2001 (*rejet de la demande*), FF 2001 1087.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet “ *Qualitätsmessungsprogramm QSM (quality standards in medicine)* ”, du 13 mars 2001 (*rejet de la demande*), FF 2001 1104.

Décision du Département fédéral de l'intérieur concernant l'admission d'établissements de cures balnéaires comme fournisseurs de prestations de l'assurance-maladie sociale du 17 janvier 2001, FF 2001 176.

Demande d'autorisation pour une dissémination expérimentale de blé génétiquement modifié, FF 2001 354.

Initiative populaire fédérale “ pour une assurance de base minimale et des primes d'assurance-maladie abordables (initiative “ miniMax LAMal ”). Examen préliminaire, FF 2001 4.

Initiative populaire fédérale “ pour un approvisionnement en médicaments sûr et axé sur la promotion de la santé (initiative sur les médicaments). Retrait, FF 2001 175.

Message relatif à la révision partielle de la loi fédérale sur l'assurance-maladie du 18 septembre 2000 (*porte notamment sur le financement des hôpitaux*), FF 2001 693.

Message relatif à la loi fédérale sur l'utilisation de profils d'ADN dans le cadre d'une procédure pénale et sur l'identification de personnes inconnues ou disparues du 8 novembre 2000, FF 2001 19.

Message relatif à l'initiative populaire “ pour la mère et l'enfant – pour la protection de l'enfant à naître et pour l'aide à sa mère dans la détresse ” (Initiative “ pour la mère et l'enfant ”) du 15 novembre 2000 (*le Conseil fédéral recommande le rejet de l'initiative sans élaborer de contre-projet*), FF 2001 633.

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 7 juillet 2000 au 3 janvier 2001, Bureau de Biotechnologie de la Confédération, Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage, FF 2001 123.

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 7 juillet 2000 au 21 mars 2001, Bureau de Biotechnologie de la Confédération, Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage, FF 2001 123.

Rapport annuel du Conseil fédéral sur les activités de la Suisse au Conseil de l'Europe en 2000, du 10 janvier 2001 (*le domaine de la santé est évoqué en page 226s*), FF 2001 215.

Réduction de primes dans l'assurance-maladie. Subsidés de la Confédération et des cantons; modèle de répartition pour l'année 2002 (*provisoire*), FF 2001 1503.

V. Droit cantonal (sélection)

Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait du “Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin”, n° 6/2000 et n° 1/2001, avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

BERNE

Loi portant introduction des lois fédérales sur l'assurance-maladie, sur l'assurance-accidents et sur l'assurance militaire (LiLAMAM) du 06.06.2000, entrée en vigueur le 01.01.2001. RSB 842.11.

Ordonnance cantonale sur l'assurance-maladie (OCAMal) du 25.10.2000, entrée en vigueur le 01.01.2001 (entrée en vigueur échelonnée). RSB 842.111.1.

FRIBOURG

Loi sur la santé (Abroge la Loi du 06.05.1943 sur la police de santé du 16.11.1999, entrée en vigueur le 01.01.2001. Feuille Officielle 1999, n° 51, p. 2405.

Loi du 23.02.1984 sur les hôpitaux (*Modification* : Art. 23 I ; *Abrogation* : Art. 5 & 6), Introduite par l'art. 135 de la Loi sur la santé du 16.11.1999, entrée en vigueur le 01.01.2001. Feuille Officielle 1999, n° 1, p. 2432.

Arrêté sur le Conseil de santé et la Commission de planification sanitaire du 28.11.2000, entré en vigueur le 01.01.2001. Feuille Officielle 2000, n° 52, p. 2533.

Arrêté fixant le statut des médecins-assistants et assistantes des hôpitaux et services cantonaux du 11.07.2000, entré en vigueur le 01.01.2001. Feuille Officielle 2000, n° 30, p. 1483.

Arrêté sur la lutte contre les maladies transmissibles et autres mesures de police sanitaire du 05.12.2000, entré en vigueur le 01.01.2001. Feuille Officielle 2000, n° 52, p. 2549.

Règlement concernant les produits thérapeutiques (Abroge l'O du 22.06.1995 désignant une instance appelée à donner son avis sur les protocoles d'études cliniques) du 28.11.2000, entré en vigueur le 01.01.2001. Feuille Officielle 2000, n° 52, p. 2533.

Règlement sur les services d'ambulance et les transports de patients et patientes du 05.12.2000, entré en vigueur le 01.01.2001. Feuille Officielle 2000, n° 52, p. 2552.

Règlement concernant les fournisseurs de soins et la Commission de surveillance du 21.11.2000, entré en vigueur le 01.01.2001. Feuille Officielle 2000, n° 52, p. 2513.

GENEVE

Loi relative à la qualité, la rapidité et l'efficacité des transports sanitaires urgents du 29.10.1999, entrée en vigueur le 01.01.2001. FAO 2000, n° 146, p. 1986.

Loi sur la formation des ambulanciers et l'équipement des ambulances du 18.09.1986 (Modification) du 29.10.1999, entrée en vigueur le 01.01.2001. FAO 2000, n° 146, p. 1987.

Loi d'application de la LF sur l'assurance-maladie du 29.05.1997 (Modification) du 22.09.2000, entrée en vigueur le 01.01.2001. FAO 2000, n° 113, p. 1502.

Règlement fixant le tarif-cadre des prestations fournies par les physiothérapeutes du 10.02.1999, entré en vigueur rétroactivement au 01.01.1999. FAO 2001, n° 13, p. 154.

LUCERNE

Verordnung über die Rechte und Pflichten der Spitalärztinnen und -ärzte des Kantons (Spitalärzteverordnung) vom 12.12.2000, in Kraft ab 01.01.2001. G 2000 415.

NEUCHATEL

Loi sur l'aide aux institutions de santé (LAIS) du 25.03.1996 (Modification : Art. 15 I, 18 I & II ; Art. 19 abrogé) du 20.06.2000, entrée en vigueur le 01.01.2001. Feuille Officielle 2000, n° 49, p. 799.

Règlement d'application de la Loi d'introduction de la LF sur l'assurance-maladie (RALILAmal) du 31.01.1996 (Modification) du 29.11.2000, entrée en vigueur le 01.01.2001. Feuille Officielle 2000, n° 93, p. 1405.

Directive aux organes de contrôle des institutions du secteur neuchâtelois de la santé publique (Abroge le cahier des charges minimum pour les organes de contrôle des institutions et organismes du secteur neuchâtelois de la santé publique du 01.11.1994) du 22.01.2001, entrée en vigueur le 01.01.2001. Feuille Officielle 2001, n° 6, p.69.

SANKT GALLEN

Gesundheitsgesetz vom 28.06.1979 (Änderung: Art. 44, medizinische Berufe; eingeführt durch das Nachtragsgesetz zum Gemeindegesetz) vom 01.06.2000, in Kraft ab 01.01.2001. Amtsblatt 2000, Nr. 18, S. 1211.

TICINO

Legge sull'EOC (Ente Ospedaliero cantonale) del 19.12.2000, entrata in vigore il 13.02.2001. BU 2001, 33.

VAUD

Loi du 29.05.1985 sur la santé publique (Modification : Art. 45, 47 I & II nouveau ; santé scolaire) du 14.12.1999, entrée en vigueur le 01.01.2001. FAO 1999, n° 101, p. 5093.

Règlement sur l'Organisme médico-social vaudois (Abroge le R du 19.02.1986) du 23.10.2000, entré en vigueur le 23.10.2000. FAO 2000, n° 91, p. 4769.

Règlement sur la mise dans le commerce des médicaments destinés à la médecine humaine du 08.01.2001, entré en vigueur le 08.01.2001. FAO 2001, n° 6, p. 163.

ZÜRICH

Gesetz über das Gesundheitswesen (Gesundheitsgesetz) vom 04.11.1962 (Änderung : § 39 III, Aufgaben von Staat und Gemeinden) (Eingeführt durch § 31 des EG zum Krankenversicherungsgesetz, EG KVG) vom 13.06.1999, in Kraft ab 01.01.2001. OS 55 442.

EG zum Krankenversicherungsgesetz (EG KVG) vom 13.06.1999, in Kraft ab 01.01.2001. OS 55 436.

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

SUISSE / SCHWEIZ

ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES, Recommandations concernant la stérilisation de personnes mentalement déficientes, *Bulletin des médecins suisses*, 2001; 82, n° 11, p. 545 (en allemand: *Bulletin des médecins suisses*, 2001; 82, n° 11, p. 542).

ASSOCIATION SUISSE DES INFIRMIERES ET INFIRMIERS (ASI) ET FEDERATION DES MEDECINS SUISSES (FMH), Déclaration commune concernant les soins dans la période terminale de la vie, *Bulletin des médecins suisses*, 2001; 82, n° 6, p. 257 (en allemand: *Bulletin des médecins suisses*, 2001; 82, n° 6, p. 255).

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH – Cour (sélection) / Rechtsprechung EMRK – Gerichtshof (Auswahl) (<http://www.echr.coe.int>)

ALESIANI et 510 AUTRES c. ITALIE, Arrêt de la Cour (première section) du 27 février 2001.
Egalité de salaire - Professions médicales - Violation de l'art. 6 § 1 CEDH, délais raisonnables.

CIOTTA c. ITALIE, Arrêt de la Cour (première section) du 27 février 2001.
Egalité de salaire - Professions médicales - Violation de l'art. 6 § 1 CEDH, délais raisonnables.

D. N. c. SUISSE, Arrêt de la Cour du 29 mars 2001.
Privation de liberté à des fins d'assistance - Internement psychiatrique. Impartialité de l'expert niée en l'espèce - Violation de l'art. 5 § 4 CEDH (demande de libération et légalité de la détention).

DONNADIEU c. FRANCE, Arrêt de la Cour (troisième section) du 27 février 2001.
Internement forcé en établissement psychiatrique - Violation de l'art. 6 § 1 CEDH, délais raisonnables.

FRANCESCHETTI et ODORICO c. ITALIE, Arrêt de la Cour (deuxième section) du 1^{er} mars 2001.
Réparation des dommages subis pour n'avoir pas diagnostiqué la malformation d'un enfant lors de la grossesse - Violation de l'art. 6 § 1 CEDH, délai raisonnable.

RIGUTTO c. ITALIE, Arrêt de la Cour (quatrième section) du 1^{er} mars 2001.
Réparation des dommages subis lors d'une intervention chirurgicale - Violation de l'art. 6 § 1 CEDH, délais raisonnables.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl) (<http://curia.eu.int/fr/index.htm>)

COMMISSION c. ITALIE, aff. C-162/99 – Arrêt de la CJCE du 18 janvier 2001.
Manquement d'Etat - L'obligation de résidence imposée par la législation italienne pour l'exercice de la profession de dentiste est contraire aux principes de la libre circulation des travailleurs.

COMMISSION c. GEROT PHARMAZEUTIKA GmbH, aff. C-479/00 P (R) – Ordonnance du Président de la Cour du 11 avril 2001.
Pourvoi - Retrait des autorisations de mise sur le marché des médicaments à usage humain qui contiennent la substance 'phentermine.

COMMISSION c. LABORATOIRES ROUSSEL LDA, ROUSSEL IBERICA SA, aff. C-478/00 P (R) – Ordonnance du Président de la Cour du 11 avril 2001.
Pourvoi - Retrait des autorisations de mise sur le marché des médicaments à usage humain qui contiennent la substance 'fenproporex.

COMMISSION c. LABORATOIRES ROUSSEL LDA, ROUSSEL IBERICA SA, aff. C-477/00 P (R) - Ordonnance du Président de la Cour du 11 avril 2001.
Pourvoi - Retrait des autorisations de mise sur le marché des médicaments à usage humain qui contiennent la substance 'clobenzorex.

COMMISSION c. SCHUCK GmbH, aff. C-476/00 P (R) – Ordonnance du Président de la Cour du 11 avril 2001.

Pourvoi - Retrait des autorisations de mise sur le marché des médicaments à usage humain qui contiennent la substance 'norpseudoéphédrine.

COMMISSION c. HÄNSELER GmbH, aff. C-475/00 P (R) – Ordonnance du Président de la Cour du 11 avril 2001.

Pourvoi - Retrait des autorisations de mise sur le marché des médicaments à usage humain qui contiennent la substance 'norpseudoéphédrine.

COMMISSION c. BRUNO FARMACEUTICI ET AL., aff. C-474/00 P (R) – Ordonnance du Président de la Cour du 11 avril 2001.

Pourvoi - Retrait des autorisations de mise sur le marché des médicaments à usage humain qui contiennent la substance 'amfépramone.

COMMISSION c. CAMBRIDGE HEALTHCARE SUPPLIES Ltd, aff. C-471/00 P (R) – Ordonnance du Président de la Cour du 11 avril 2001.

Pourvoi - Retrait des autorisations de mise sur le marché des médicaments à usage humain qui contiennent la substance 'phentermine.

COMMISSION c. LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES TRENKER SA, aff. C-459/00 P (R) – Ordonnance du Président de la Cour du 11 avril 2001.

Pourvoi - Retrait des autorisations de mise sur le marché des médicaments à usage humain qui contiennent la substance 'amfépramone.

MAC QUEN ET AL. c. GRANDVISION BELGIUM, aff. C-108/96 – Arrêt de la CJCE du 1er février 2001.

Législation nationale interdisant aux opticiens de procéder à certains examens optiques et restreignant la commercialisation d'appareils permettant de procéder à certains examens optiques qui sont réservés aux seuls ophtalmologues - Admissibilité jugée sur renvoi préjudiciel.

III. Jurisprudence étrangère (sélection) Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

ALLEMAGNE

Neue Juristische Wochenschrift, n° 12 (2001), p. 896, BGH, 06.04.2000.

Arzneimittelversand durch Apotheken – Impfstoffversand an Ärzte.

Neue Juristische Wochenschrift, n° 12 (2001), p. 892, BGH, 04.08.2000.

Angemessenheit des für die Wahlleistungsunterkunft verlangten Entgelts.

AUTRICHE

Recht der Medizin 1/2001, p. 18, OGH 23.3.200 (10 Ob 24/00 b).

Das Unterlassen der "therapeutischen Aufklärung" also der mit ärztlichen Massnahmen und Untersuchungen verbundenen ärztlichen Beratung des Patienten, kann einen Behandlungsfehler darstellen.

Recht der Medizin 1/2001, p. 24, OGH 20.1.2000 (6 Ob 238/99i).

Die klinische Prüfung von Arzneimitteln an Patienten die in einer psychiatrischen Anstalt oder Abteilung untergebracht sind, ist unzulässig, wenn keine Zustimmung des Sachwalters vorliegt.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante : <http://www.jaac.admin.ch> . La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante : <http://www.bger.ch/> .

ATF 126 V 172 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 01.05.2000.

Le recours de droit administratif n'est pas recevable contre une décision en matière de liste des hôpitaux. L'article 6 CEDH n'est pas applicable.

ATF 126 V 183 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 03.08.2000.

Maladie professionnelle au sens de l'article 9 alinéa 2 LAA. Exigences de preuve. Parallélisme des formes à respecter par la CNA si elle change sa pratique exposée dans une publication éditée par ses soins.

ATF 126 V 265 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 07.06.2000.

L'exclusion d'un assuré, par exemple pour défaut de paiement des primes, n'est pas possible dans l'assurance obligatoire des soins.

JT 2000 I 367 (= ATF 126 III 41).

Subrogation : l'énumération des prestations « de même nature » de l'art. 43 al. 2 LAA n'est pas exhaustive – Dommage consécutif à la réduction d'une rente (Rentenschaden).

JT 2000 I 374 (= ATF 125 III 312).

Dommages-intérêts : maintien du taux de capitalisation à 3,5 %.

JT 2000 IV 66 (= ATF 124 IV 246, cité in *San-News* n° 9).

Art. 43 ch. 1 al. 1 CP : la notion de traitement médical doit être comprise dans un sens large (changement de jurisprudence).

Pratique juridique actuelle 4/2001, p. 453 – Arrêt du 22 septembre 2000 du Tribunal fédéral des assurances, X. c. Visana et Tribunal des assurances du canton de Zurich (résumé et traduit).

Du droit aux prestations pour soins à domicile, lorsqu'un séjour en établissement médico-social occasionnerait des frais moins élevés pour l'assurance-maladie LAMal. Assouplissement de la jurisprudence (RAMA 1999 No KV 64, p. 64) (avec commentaire de J.-L. Duc).

Pratique juridique actuelle 2/2001, p. 218 = ATF 126 III 36 (résumé) – Arrêt du 18 octobre 1999 de la 1ère Chambre de droit civil du Tribunal fédéral, Centre de gestion hospitalière c. Die Mobiliar.

Mit der Einführung der Verpflichtung des haftpflichtigen Dritten, dem Leistungserbringer gemäss Art. 126 KVV die Differenz zu bezahlen, welche zwischen dem für ihn geltenden Tarif und dem mit gewissen Krankenversicherern vereinbarten Tarif besteht (Tarifdifferenz), hat der Bundesrat die ihm durch Art. 79 Abs. 4 KVG delegierte Regelungskompetenz überschritten (avec commentaire de H.-U. Käser).

RAMA 5/2000, p. 279 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 7.7.2000.

De l'obligation de l'assurance-maladie de prendre en charge dans le cadre de l'assurance obligatoire des soins les coûts en cas de traitement de l'érythrophobie pathologique (rougissement pathologique) au moyen d'une sympathectomie thoracique.

RAMA 5/2000, p. 307 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 19.5.2000.

Traumatisme du type "coup du lapin"; période de latence entre l'accident et une rechute (art. 6 LAA; art. 11 OLAA).

RDAF 2000 I, p. 606 - ATF 125 I 71 (cité in *San-News* n° 9) (traduction résumée).

Egalité homme-femme - Egalité salariale des infirmières du canton de Berne.

RDAF 2000 I, p. 612 - ATF 125 II 385 (cité in *San-News* n° 11) (traduction résumée, et note de Christoph Müller).

Egalité salariale - Salaire des physiothérapeutes du canton de Soleure.

RDAF 2000 I, p. 635 - TF in ZBI 199, p. 312 (traduction résumée).

Liberté personnelle et protection des données - Droit à la rectification des données contenues dans un dossier médical.

RDAF 2000 I, p. 650 - ATF 125 I 267 (cité in *San-News* n° 11) (traduction résumée et note de Christoph Müller).

Titulaire d'un diplôme étranger de dentiste - Lien avec la liberté économique.

RDAF 2000 I, p. 655 - ATF 125 I 276 (cité in *San-News* n° 11) (traduction résumée).

Exercice de la profession de mécanicien-dentiste - Liberté économique.

RDAF 2000 I, p. 661 - ATF 125 I 322 (cité in *San-News* n° 11) (traduction résumée).
Exercice à titre indépendant de la profession de guérisseur.

RDAF 2000 I, p. 665 - ATF 125 I 335 (cité in *San-News* n° 11) (traduction résumée).
Exercice à titre indépendant de la profession d'acupuntrice.

RDAF 2000 I, p. 723 - ATF 125 V 118 (traduction résumée).
Opposition à une décision de la SUVA - Déni de justice formel.

RDAF 2000 I, p. 725 - ATF 125 V 180 (traduction résumée).
Opposition à une décision en matière d'assurance-maladie - retard à statuer : application des principes applicables en matière de retard injustifié.

RDAF 2000 I, p. 734 - ATF 125 V 183 (cité in *San-News* n° 11) (traduction résumée et note d'Etienne Poltier).
La réduction de primes dans l'assurance-maladie repose sur le droit cantonal de même que la restitution de subsides indûment versés.

RDAF 2000 I, p. 736 - ATF 125 I 7 (cité in *San-News* n° 9) (traduction résumée et note d'Etienne Poltier).
Qualité pour recourir des concurrents - Vente par correspondance de médicaments - Mediservice.

RDAF 2000 I, p. 741 - ATF 125 V 339 (traduction résumée).
L'assureur privé n'a pas qualité pour contester une décision rendue par un assureur social.

RDAF 2000 I, p. 817 - ATF 125 II 206 (cité in *San-News* n° 10) (traduction résumée).
Admissibilité de la prescription d'héroïne à des malades en fin de vie.

Revue suisse d'assurances, 68 (2000) N° 7/8, p. 204.
Keine Zusatzleistungen des Haftpflichtigen an Leistungserbringer nach KVG (avec commentaire de Hj. Steiner).

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese II-2000, p. 75 – Arrêt du Tribunal fédéral du 24.2.2000.
Perizia psichiatrica – ricevibilità del ricorso di diritto pubblico (Art. 147, 95 CPPT; 7, 10 cpv. 2 Cost.; 84 segg. OG; 57 CPS).

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese II-2000, p. 82 – Arrêt du Tribunal fédéral du 2.11.1999.
Legittimazione ricorsuale nel caso di un dentista non titolare di un diploma svizzero (Art. 75, 57 LSan ; 88 OG; 6 N. 1 CEDH).

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese II-2000, p. 324 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 14.4.2000.
Clinica privata fuori Cantone non convenzionata (Art. 101 cpv. 2 LAMal).

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese II-2000, p. 328 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 25.2.2000.
Convenzioni previgenti – operatori del consorzio di aiuto domiciliare (Art. 104 cpv. 1 LAMal ; 7 Opre).

Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht 101 (2000) Nr. 10, p. 533 – Arrêt du 15 juin 1999 de la IIème Cour de droit public du Tribunal fédéral (2P.195/1998).
Legitimation zur Anfechtung einer drittbegünstigenden Verfügung (Bewilligung der Selbstdispensation für HMO-center) wegen angeblicher Missachtung von Art. 4aBV bzw Art. 2 UebBest.aBV (Art. 37 Abs. 3 KVG).

V. Jurisprudence cantonale Kantonale Rechtsprechung

BASEL-LAND

BLVGE 1998/99 S. 228 ff – VGE vom 12. Mai 1999 (Nr. 84).
Rechtsverhältnis zwischen Kantonsspital und Patient.

GENEVE

Semaine Judiciaire, 123 (2001) N° 14, p. 209 - Arrêt du 19 mai 2000 de la Chambre de droit civil de la Cour de Justice, W. c. SWICA.
Assurance facultative d'indemnités journalières. Compétence en cas de contestation de l'assureur.

JURA

RJJ 2000 p. 312 s – Tribunal cantonal, arrêt de la Cour constitutionnelle du 15 mai 2000.
Action en responsabilité d'un particulier contre l'Etat; nature juridique du rapport de droit litigieux : droit privé ou droit public de la responsabilité ?

TICINO

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese II-2000, p. 79 – TRAM 29.3.200 N. 52.1999.00261 in re X.
Responsabilità del medico curante (Art. 6, 59 cpv. 2 Lsan).

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese II-2000, p. 304 – TCA 2.5.2000 N. 33.1999.00111 in re C.
Spese di malattia (Art. 3d cpv. 1 lett. f LPC; 6 OMPC).

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese II-2000, p. 316 – TCA 13.4.2000 N. 36.1998.00013 in re G.
Sterilità – assunzione dei costi delle cure (Art. 32 cpv. 1, 33 LAMal).

ZURICH

Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht 102 (2001) Nr. 3, p. 130 (extraits également publiés dans Plädoyer 2/2001, p. 67) – Verwaltungsgericht, 3. Kammer, 11.5.2000 (VB.2000.00066).
Bewilligung zur Verteilung eines Rundschreibens des Vereins Psychex an die Patienten und Patientinnen einer psychiatrischen Klinik.

Doctrine / Lehre

- I. **Doctrine internationale et étrangère (sélection)**
Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)
(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

-VESTING J.-W., Möglichkeit und Notwendigkeit einer bundeseinheitlichen Regelung der Herstellung von Arzneimitteln durch Ärzte für „eigene“ Patienten, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 12 (2001), p. 871.

Droits des patients, droit de la personnalité

-ANDERSON R., Undermining data privacy in health information, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 442.

- GIEBEL G. D. et al., Das Aufklärungsgespräch zwischen Wollen, Können und Müssen, Wege vom richterrechtlichen Aufklärungspflichtverschulden zum ärztlichen Aufklärungsstandard, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 12 (2001), p. 863.
- HUFEN F., In dubio pro dignitate : Selbstbestimmung und Grundrechtsschutz am Ende des Lebens, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 12 (2001), p. 849.
- HUSSONG S. J., Medical Records and Your Privacy : Developing Federal Legislation to Protect Patient Privacy Rights, *American Journal of Law and Medicine*, 2000, vol. 26 n° 4, p. 453.
- KINNEY E. D., Tapping and Resolving Consumer Concerns About Health Care, *American Journal of Law and Medicine*, 2000, vol. 26 n° 4, p. 335.
- MACGREGOR-MORRIS R., EWBANK J., BIRMINGHAM L., Potential impact of the Human Rights Act on psychiatric practice : the best of British values ?, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 848.
- MANDL K.D., SZOLOVITS P., KOHNAE I.S., Public standards and patients' control : how to keep electronic medical records accessible but private, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 283.
- MASSION J., Les droits des patients : une application des droits de l'Homme à la Santé, *Revue de Droit de la santé*, 2000-2001, n° 3, p. 183.
- MCCALL SMITH A., Obtaining consent for examination and treatment. New government guide covers most of the bases, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 810.
- MURAMOTO O., Bioethical aspects of the recent changes in the policy of refusal of blood by Jehovah's Witnesses, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 37.
- NGWENA C., The Recognition of Access to Health Care as a Human Right in South Africa : Is it enough ?, *Health and Human Rights*, 2000, vol. 5 n° 1, p. 27.
- PEART N. S. et al., Maintaining a Pregnancy Following Loss of Capacity, *Medical Law Review*, 2000, vol. 8 n° 3, p. 275.
- ROSCAM ABBING H.D.C., Internet, the Patient and the Right to care for Health, *European Journal of Health Law*, 2000, vol. 7 n° 4, p. 221.
- WÖLK F., Der minderjährige Patient in der ärztlichen Behandlung, *Medizinrecht*, Heft 2, 2001, p. 80.
- YAMIN A. E., Protecting and Promoting the Right to Health in Latin America, *Health and Human Rights*, 2000, vol. 5 n° 1, p. 117.

Ethique biomédicale

- CAYLA J.-S., L'état des œufs humains fécondés *in vitro* et ses conséquences sur leur destination et sur celle des cellules souches obtenues par leur culture en laboratoire, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 1, 2001, p. 43.
- DOYAL L., Legal aspects of clinical ethics committees, *Journal of Medical Ethics*, 2001, vol. 27 Clinical Ethics Supplement, p. i50.
- *Journal of Medical Ethics*, 2001, vol. 27 Clinical Ethics Supplement, p. i1 s.
Ce supplément est consacré aux comités d'éthique clinique des USA et d'Europe (Allemagne, Grande-Bretagne et Pays-Bas).
- KELLY L., In Vitro Fertilisation : The Science and the Ethics in the 21st Century, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, Vol. 7, n° 1, 2001, p. 15.

- MCLACHLAN H. V., SWALES J. K., Exploitation and Commercial Surrogate Motherhood, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, Vol. 7, n° 1, 2001, p. 8.
- SINGER P., BENATAR S.R., Beyond Helsinki : a vision for global health ethics. Improving ethical behaviour depends on strengthening capacity, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 747.
- VESTERGAARD J., Medical Aid in Dying under Danish Law : Mainly Regarding Living Wills and Other Forms of Renouncing Life Prolonging Treatment, *European Journal of Health Law*, 2000, vol. 7 n° 4, p. 405 s.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- BARTSCH H., Die postmortale Schweigepflicht des Arztes beim Streit um die Testierfähigkeit des Patienten, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 12 (2001), p. 861.
- EDWARDS S., TENANT-FLOWERS M., BUGGY J. and al., Issues in the management of prisoners infected with HIV-1 : the King's College Hospital HIV prison service retrospective cohort study, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 398.
- HANIKA H., Telemedizin – Handlungs- und Weiterentwicklungsbedarf, *Medizinrecht*, Heft 3, 2001, p. 107.
- HARICHAUX M., Les sites portails santé sur internet : quelles perspectives ?, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, 2000, p.697.
- LEFEVRE F., WATERS T. M., BUDETTI P. P., A Survey of Physician Training Programs in Risk Management and Communication Skills for Malpractice Prevention, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 28/3 (2000), p. 258.
- MILLS S.Y., Regulation in complementary and alternative medicine, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 158.
- NAHIN R.L., STRAUS S.E., Research into complementary and alternative medicine : problems and potential, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 161.
- OWEN D.K., LEWIS G., STEPHENS C.R., Can doctors respond to patients' increasing interest in complementary and alternative medicine ?, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 154.
- SUMMERFIELD D., The invention of post-traumatic stress disorder and the social usefulness of a psychiatric category, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 95.

Génétique humaine et biotechnologies

- ABRAMSKY L., HALL S., LEVITAN J. and al., What parents are told after prenatal diagnosis sex chromosome abnormality : interview and questionnaire study, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 463.
- BOSTYN S.J.R., One Patent a Day keeps the Doctor Away ? Patenting Human Genetic Information and Health Care, *European Journal of Health Law*, 2000, vol. 7 no 3, p. 229 s.
- BOTKIN J.R., Protecting the Privacy of Family Members in Survey and Pedigree Research, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 207.
- CAYLA J.-S., La connaissance du génome humain et de celui d'êtres vivants peut-elle être l'objet de brevets d'invention ?, *Revue de droit sanitaire et social*, n 4, 2000, p. 719.
- KERN B.-R., Rechtliche Aspekte der Humangenetik, *Medizinrecht*, Heft 1, 2001, p. 9.

-LEENEN H.J.J., Genetics, Confidentiality and Research, *European Journal of Health Law*, 2000, vol. 7 n° 4, p. 363 s.

-MCGLEENAN T. & WIESING U., Insurance and Genetics : European Policy Options, *European Journal of Health Law*, 2000, vol. 7 n° 4, p. 367 s.

Mesures médicales spéciales

-ANNAS G.J., Conjoined Twins – The Limits of Law at the Limits of Life, *New England Journal of Medicine* 344 (2001), p. 1104.

-ANNAS G.J., “Partial-Birth Abortion” and the Supreme Court, *New England Journal of Medicine* 344 (2001), p. 152.

-BEHM A. R., The Americans with (or without) Disabilities Act : Pre-employment Medical Inquiries and the Non-disabled, *American Journal of Law and Medicine*, 2000, vol. 26 n° 4, p. 439.

-DRESSER R., Regulating Assisted Reproduction. At law, *Hastings Center Report* 2001, November-December, p. 26.

-GILLON R., Imposed separation of conjoined twins – moral hubris by the English courts, *Journal of Medical Ethics* 27 (2001), p. 3.

-GUNDERSON M., MAYO D.J., Restricting Physician-Assisted Death to the Terminally Ill, *Hastings Center Report* 2001, November-December, p. 17.

-HARRISON-WOOLRYCH M., DUNCAN A., HOWE J. and al., Improving access to emergency contraception, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 186.

-LEIBSON C.L., KATUSIC S.K., BARBARESI W.J. and al., Use and Costs of Medical Care for Children and Adolescents With and Without Attention-Deficit/Hyperactivity Disorder, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 60.

-LEON D.A., WALT G., GIBSON L., International perspective on health inequalities and policy, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 591.

-NIVEAU G., KELLEY-PUSKAS M., Psychiatric disorders and fitness to drive, *Journal of Medical Ethics* 27 (2001), p. 36.

-PHILIP P., VERVALLE F., LE BRETON P. and al., Fatigue, alcohol, and serious road crashes in France, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 829.

-RAES K., Staat een politieke erkenning van alternatieve geneeswijzen haaks op de toenemende wetenschappelijke roep om “ Evidence based medicine”?, *Revue de Droit de la santé*, 2000-2001, p. 3 s.

-VAN SANDE A., Wet van 29 April 1999 betreffende de niet-conventionele praktijken inzake de geneeskunde, de artseneerbereidkunde, de kinesithérapie, de verpleegkunde en de paramedische beroepen, *Revue de Droit de la santé*, 2000-2001, p. 10 s.

-WADE D.T., Ethical issues in diagnosis and management of patients in the permanent vegetative state, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 352.

-Withholding and withdrawal of life support in intensive-care units in France : a prospective survey, *Lancet* 357 (2001), p. 9.

Recherche biomédicale

- COHEN I. G., Administrative Developments : New Human Subject Research Guidelines for IRBs, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 28/3 (2000), p. 305.
- DEUTSCH E., Klinische Forschung International : Die Deklaration von Helsinki des Weltärztebundes in neuem Gewand, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 12 (2001), p. 857.
- DJULBEGOVIC B., CLARKE M., Scientific and Ethical Issues in Equivalence Trials, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 1206.
- GLICKMAN D., Regulations for the Use of Laboratory Animals, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 941.
- GOLDNER J. A., Dealing with Conflicts of Interest in Biomedical Research : IRB Oversight as the Next Best Solution to the Abolitionist Approach, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 28/4 (2000), p. 379.
- HAMILL J. A., Medicare : Coverage Approved for Participation in Clinical Trials, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 28/3 (2000), p. 317.
- HIRTLE M., LEMMENS T. & SPRUMONT D., A Comparative Analysis of Research Ethics review : Mechanisms and the ICH Good Clinical Practice Guideline, *European Journal of Health Law*, 2000, vol. 7 n° 3, p. 265 s.
- IONNIDIS J.P.A., LAU J., Completeness of Safety Reporting in Randomized Trials. An Evaluation of 7 Medical Areas, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 437.
- JONES T.C., Call for a new approach to the process of clinical trials and drug registration, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 920.
- KING N. M. P., Defining and Describing Benefit Appropriately in Clinical Trials, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 28/4 (2000), p. 332.
- KIRK C., Research Guidelines : NIH Issues Guidelines for Federally Funded Stem Cell Research, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 28/4 (2000), p. 411.
- KOSKI G., Risks, Benefits, and Conflicts of Interest in Human Research : Ethical Evolution in the Changing World of Science, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 28/4 (2000), p. 330.
- LIÈVRE M., MÉNARD J., BRUCKERT E. and al., Premature discontinuation of clinical trial for reasons not related to efficacy, safety or feasibility, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 603.
- MOHER D., SCHULZ K.F., ALTMAN D.G. and al., The CONSORT statement : revised recommendations for improving the quality of reports of parallel-group randomised trials, *Lancet* 357 (2001), p. 1191.
- MOSES H., MARINT J.B., Academic Relationships With Industry. A New Model for Biomedical Research, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 933.
- ROSATO J., The Ethics of Clinical Trials : A Child's View, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 28/4 (2000), p. 362.
- VISSER H.K.A., Non therapeutic research in the EU in adults incapable of giving consent, *Lancet* 357 (2001), p. 818.
- WEIJER C., The Ethical Analysis of Risk, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 28/4 (2000), p. 344.

Responsabilité médicale

- ALBERTI K.G.M.M., Medical errors : a common problem. It is time to get serious about them, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 501.
- BEDELL S.E., CADENHEAD K., GRABOYS T.B., The Doctors Letter of Condolence, *New England Journal of Medicine* 344 (2001), p. 1162.
- FAGNART J.-L., Rapport sur le droit belge de la responsabilité médicale, *Revue de Droit de la santé*, 2000-2001, n° 2, p. 110 s.
- HANNOSSET E., Réflexions critiques sur l'évolution de quelques questions de droit médical, *Revue de Droit de la santé*, 2000-2001, n° 2, p. 124 s.
- NAKAJIMA K., KEYES C., KUROYANAGI T. and al., Medical Malpractice and Legal Resolution Systems in Japan, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 1632.
- SKLANSKY M., Neonatal euthanasia : moral considerations and criminal liability, *Journal of Medical Ethics* 27 (2001), p. 5.
- VINCENT C., NEAL G., WOLOHYNOWYCH M., Adverse events in british hospitals : preliminary retrospective record review, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 517.

Système de santé, politique de la santé

- ARNON S.S., SCHECHTER R., INGLESBY T.V. and al., Botulinum Toxin as a Biological Weapon. Medical and Public Health Management, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 1059.
- BLUMENTHAL D., Controlling Health Care Expenditures, *New England Journal of Medicine* 344 (2001), p. 766.
- DUDLEY R.A., LUFT H.S., Managed Care in Transition, *New England Journal of Medicine* 344 (2001), p. 1087.
- FRYC V., Examining Homicide's Contribution to Pregnancy-Associated Deaths, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 1510.
- GOEHRING C., LOUTAN L., STALDER H., L'accès aux soins en Bosnie-Herzégovine : un système en transition, *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2336, p. 512.
- GREEN D.G., Stakeholder health insurance : empowering the poorest patients, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 786.
- HORON I.L., CHENG D., Enhanced Surveillance for Pregnancy-Associated Mortality-Maryland, 1993-1998, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 1455.
- IGLEHART J.K., Medicare and Prescription Drugs, *New England Journal of Medicine* 344 (2001), p. 1010.
- KUSHEL M.B., VITTINGHOFF E., HAAS J.S., Factors Associated With the Health Care Utilization of Homeless Persons, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 200.
- LI G., BAKER S.P., SMIALEK J.E. and al., Use of Alcohol as a Risk Factor for Bicycling Injury, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 893.
- LYNN J., Serving Patients Who May Die Soon and Their families. The Role of Hospice and Other Services, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 925.

- MARTIN S.L., MACKIE L., KUPPER L.L. and al., Physical Abuse of Women Before, During and After Pregnancy, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 1581.
- MECHANIC D., MCALPINE D.D., ROSENTHAL M., Are Patients' Office Visits with Physicians Getting Shorter, *New England Journal of Medicine* 344 (2001), p. 198.
- MOON M., Medicare, *New England Journal of Medicine* 344 (2001), p. 928.
- MORRIS ANNE, Easing the Passing : End of Life Decisions and the Medical Treatment (Prevention of Euthanasia) Bill, *Medical Law Review*, 2000, vol. 8 n° 3, p. 300.
- SCHROEDER S.A., Prospects for Expanding Health Insurances Coverage, *New England Journal of Medicine* 344 (2001), p. 847.
- SMITH I.C., JONES M.W., Surgeons' attitudes in intra-operative death : questionnaire survey, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 896.
- TAMBLYN R., LAPRISE R., HANLEY J.A. and al., Adverse Events Associated With Prescription Drug Cost-Sharing Among Poor and Elderly Persons, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 421.
- WINTEMUTE G.J., WRIGHT M.A., DRAKE C.M. and al., Subsequent Criminal Activity Among Violent Misdemeanants Who Seek to Purchase Handguns. Risk Factors and Effectiveness of denying Handgun Purchase, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 1019.
- YOUNG J., TURNOCK S., Community care lists and older people, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 254.

Transplantations

- AYDIN E., Regulations and Organ Transplantation in Turkey, *European Journal of Health Law*, 2000, vol. 7 n° 3, p. 327 s.
- CANELLOPOULOU-BOTTIS M., A New Law on Organ Donation in Greece : One More Effort to Advance Transplants, *European Journal of Health Law*, 2000, vol. 7 n° 4, p. 367 s.
- CAPRON A.M., Reexamining Organ Transplantation, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 334.
- Education and debate. Waiting for a transplant. RICKMAN J., A patient's perspective. ROBERTS J.A., The referring consultant's perspective, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 293.
- WENDLER D., DICKERT N., The Consent Process for Cadaveric Organ Procurement. How Does It Work ? How Can It Be Improved ?, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 329.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

- BLOCH A., *Murphy's law – doctors*, New-York 2000.
- BRUNDTLAND G. H., *Grundrecht Gesundheit*, Frankfurt 2000.
- CHAUVISTRE R., *Vorsorgevollmacht und rechtliche Betreuung : Betreuungsverfügung und Patientenverfügung*, Simmerath 1999.

ESCH H., *Der Patientenanwalt : zur Vertretung einwilligungsunfähiger Patienten bei medizinischen Entscheidungen durch gewillkürte und gesetzliche Stellvertreter*, thèse Bochum, Francfort-sur-le-Main, Berlin, Berne 2000.

HEALEY J., *Medical Negligence : Common Law Perspectives*, 1999.

Le scienze della vita e il nuovo umanesimo, Fondazione Marino Golinelli, Bologna 2001.

LEE C.-Y., GLANTZ S. A., *The tobacco industry's successful efforts to control tobacco policy making in Switzerland*, San-Francisco (UCSF) 2001.

MAI G., *Die rechtliche Zulässigkeit der embryonalen Gewebe- und Zellentnahme zum Zwecke der Entwicklung einer neuartigen Therapiestrategie gegen der Parkinsonische Krankheit*, thèse Hannover, Francfort-sur-le-Main, Berlin, Berne 1999.

MARMOR T., *The Politics of Medicare*, (2e éd.) 2000.

OCDE, *Exploring the effects of health care on mortality across OECD countries*, Labour market and social policy – occasional papers n° 46, Paris 2001.

PRICEWATERHOUSE COOPERS, *Konturen : Gesundheit 2010 – Die Zukunft des Gesundheitswesens*, Frankfurt 2000.

RIXEN S., *Lebensschutz am Lebensende. Das Grundrecht auf Leben und Hirntodkonzeption. Zugleich ein Beitrag zur Autonomie rechtlicher Begriffsbildung*, Berlin 1999.

SAMUEL L., *Droits sociaux fondamentaux : jurisprudence de la Charte sociale européenne*, Strasbourg 1997.

SCHLICHTNER S., *Mein Recht als Patient*, München 2001.

STOCK M., *Der Probandenschutz bei der medizinischen Forschung am Menschen : unter besonderer Berücksichtigung der gesetzlich nicht geregelten Bereiche*, Diss. Göttingen, Frankfurt am Main, Berlin, Bern 1998.

WILKENING A., *Der Hamburger Sonderweg im System der öffentlich-recht-lichen Ethik-Kommissionen Deutschlands*, Frankfurt a. M. 2000.

II. Doctrine suisse Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

Assurances sociales

BAUER R., L'évolution des formes particulières d'assurance dans le cadre de la LAMal, *Sécurité sociale* 2001, n° 1, p. 30.

BREITENMOSER B., La surveillance dans l'assurance-invalidité (= Aufsicht un der Invalidenversicherung), *Sécurité sociale* 2000, n° 5, p. 242.

FESSLER J., Zur Kostenübernahme für operativen Massnahmen, insbesondere Reduktionsplastiken, bei Mammahypertrophie, Mammadysplasie oder Asymmetrie der Mammae im Rahmen der obligatorischen

Krankenpflegeversicherung, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle* 2001, n° 1, p. 95.

FONJALLAZ J., Compétence et procédure en matière de contentieux des assurances complémentaires à l'assurance-maladie, *Journal des tribunaux*, III 2000, p. 79.

GEHRER L. R., Zur Erhebung und Würdigung medizinischer Entscheidungsgrundlagen im Sozialversicherungsrecht, *Schweizerische Juristen-Zeitung* 2000, p. 461.

KAHIL-WOLFF B., L'Accord sur la libre circulation des personnes Suisse-CE et le droit des assurances sociales, *Semaine judiciaire*, 2001; 123, Vol. II, n° 4, p. 81.

KIESER U., Entwicklungen im Sozialversicherungsrecht (= Le point sur le droit des assurances sociales), *Schweizerische Juristen-Zeitung* 96(2000), p. 553.

KUHN HP., Première révision partielle de la LAMal : aperçu des changements, *Bulletin des médecins suisses*, 2001; 82, n° 6, p. 261 (en allemand: *Bulletin des médecins suisses* 2001; 82, n° 4, p. 103).

MEIER R., La surveillance exercée dans le domaine des assurances sociales est-elle une garantie d'efficacité et de sécurité ? (= Aufsicht in der Sozialversicherung : Garantie für wirksame und sichere Sozialwerke ?), *Sécurité sociale* 2000, n° 5, p. 236.

PETER R., Besteht eine Pflicht des Arztes auf Herausgabe von Daten seines Patienten an das Durchführungsorgan der obligatorischen Unfallversicherung ?, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle* 2001, n° 2, p. 147.

PIFFNER RAUBER B., Pflegeheim oder Hauspflege ? : zur Leistungspflicht der obligatorischen Krankenpflegeversicherung, *Pratique juridique actuelle* 9(2000), p. 1403.

ROHNER S., Sports extrêmes et assurance-accidents obligatoire, *Sécurité sociale* 2000, n° 5, p. 275.

SCHLEGEL P., La surveillance dans l'assurance-accidents obligatoire (= Aufsicht in der obligatorischen Unfallversicherung), *Sécurité sociale* 2000, n° 5, p. 251.

SECTION TARIFS OFAS, Faut-il supprimer l'obligation de contracter entre assureurs et fournisseurs de prestations ?, *Sécurité sociale* 2000, n° 5, p. 265.

TSCHUDI H.P., Die neue Bundesverfassung als Grundlage des Sozialversicherungsrechts, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle* 2001, n° 1, p. 63.

-WIEDMER D., La surveillance des assureurs-maladie (= Die Aufsicht über die KVG-Versicherer), *Sécurité sociale* 2000, n° 5, p. 248.

Droits des patients

-BAERTSCHI B., Le consentement éclairé en situation de rationnement, *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2338, p. 624.

* BREITSCHMID P., REICH J., Vorsorgevollmachten - ein Institut im Spannungsfeld von Personen-, Vormundschafts-, Erb und Obligationenrecht, *Revue du droit de tutelle* 2001, p. 144.

-GUINCHARD J.-M., Euthanasie, une mort plus digne?, *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2331, p. 206.

SOBEL J., GUINCHARD J.-M., Euthanasie, une mort plus digne ? *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2335, p. 468.

UTTINGER U., Berufgeheimnis, Schweigepflicht und Datenschutz, *Schweizerische Versicherungs-Zeitschrift* 68 (2000), p. 240.

Ethique biomédicale

FOPPA C., Erreurs médicales, éthique et droit, *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2342, p. 859 s.

MARTIN J., L'évolution de la médecine et les droits et devoirs des personnes et de la société, *Bulletin des médecins suisses* 2001; 82, n° 4, p. 120.

MIRENOWICZ J. (interview de P. RICOEUR), La conscience de soi se trouve dans le silence des organes, *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2338, p. 621.

ROLLASON V., CHRISTE C., VOGT N., Problèmes pratiques et éthiques des essais cliniques en gériatrie, *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2342, p. 838.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

GERSTENFELD C., Der Psychiater als Inquisitor : die Bedeutung des Geständnisses für das Begutachtungsergebnis, *Monatsschrift für Kriminologie und Strafrechtsreform* 2000, p. 280.

KUHN HP., Rechtliche Zusatzinformationen zum revidierten Korruptionstrafrecht, *Bulletin des médecins suisses* 2001; 82, n° 14, p. 695.

Génétique humaine et biotechnologies

BRÜHLHART M., Haftpflicht und gentechnische Risiken, *Recht* 2000, p. 265.

BRÜHLHART M., Haftpflicht und gentechnische Risiken (Teil II), *Recht* 1/2001; 97, p. 15.

GEISSBÜHLER H., Die Kriterien der Würde der Kreatur und der Menschenwürde in der Gesetzgebung zur Gentechnologie, *ZBJV/RSJB* 2001, p. 229.

GUILLOD O., Verso un diritto comune delle biotecnologie, *Le scienze della vita e il nuovo umanesimo*, Fondazione Marino Golinelli, Bologna 2001, p. 175.

Mesures médicales spéciales

DUBACH R., Die Sterilisation als Mittels zur Verhütung « minderwertiger » Nachkommen (Ende 19. Jh. bis 1945), *Bulletin des médecins suisses* 2001; 82, n° 3, p. 81.

JAAG T., RÜSSLI M., Sterbehilfe in staatlichen Spitälern, Kranken- und Altersheimen, *Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht*, 102 (2001) Nr. 3, p. 113.

JEANMONOD G., HELLER G., GASSER J., Déficience mentale et sexualité : la stérilisation légale dans le canton de Vaud de 1928 à 1985, *Bulletin des médecins suisses* 2001; 82, n° 3, p. 77.

-KONDO OESTREICHER M., MEROZ J.-C., DAYER P., La nouvelle loi sur les produits thérapeutiques, *Médecine & Hygiène*, 2001, n° 2342, p. 806 s.

SANDOZ S., Quelques problèmes de filiation en relation avec la procréation médicalement assistée, *Revue du droit de tutelle* 2001, p. 90.

Responsabilité médicale

Patientensicherheit kann optimiert werden : Interview mit Dr. BEAT MEISTER, *Bulletin des médecins suisses* 2001; 82, n° 14, p. 700.

PILLER O., Décès imputables à une erreur médicale en milieu hospitalier : prise de position de l'OFAS, *Bulletin des médecins suisses* 2001; 82, n° 9, p. 436.

PREVITALI A., Agir pour « vie injuste », *Plädoyer*, 2/2001; p. 45.

STEINER R., «Even good people make mistake », *Bulletin des médecins suisses* 2001; 82, n° 9, p. 431.

VAN GESSEL C., GUILLOD O., Division commune d'un hôpital privé : quel régime de responsabilité ?, *Pratique juridique actuelle*, 4/2001, p. 420.

Système de santé, politique de la santé

-BURNAND B., Contribution de la médecine factuelle à l'évaluation de la qualité des soins, *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2337, p. 569.

-GUINCHARD J.-M., TarMed: les conclusions de l'étude genevoise, *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2340, p. 748.

-HAAS A., La publicité pour le tabac sous le feu des législateurs, *Medialex* 2000, p. 181.

-MARTIN J., Quelle médecine demain ? (Sous le regard de Paul Valéry), *Médecine & Hygiène* 2000, n° 2323, p. 2368.

-MARTIN J., Santé publique, démocratie sanitaire et responsabilité des professionnels, *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2341, p. 793.

-MICHEL J.-P., Faire face au vieillissement: les stratégies européennes, *Médecine & Hygiène* 2000, n° 2323, p. 2307.

-PREVITALI A., Alcune proposte de miglioramento della normativa comunale grigionese sulle barriere architettoniche, *ZGRG* 2000, p. 92.

-RIELLE J.-CH., JACQUEMET S., Vers un rationnement caché des soins ?, *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2331, p. 340.

-SAGER F., Vollzugsföderalismus oder horizontale Harmonisierung im Bereich der Alkoholprävention ?, *LeGes* 2000, p. 75.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

- BERRA J., *La structure des systèmes de sécurité sociale : étude de droit comparé*, thèse Genève, Lausanne 2000.
- BIERSACK O., *Die Planungsmethoden der Kantone*, Basel (Uni) 2000.
- GREPPI S. ET AL., *Analyse des effets de la LAMal dans le financement du système de santé et d'autres régimes de protection sociale*, Berne 2000.
- HÜRLIMANN B., POLEDNA T., RÜBEL M. (Hrsg.), *Privatisierung und Wettbewerb im Gesundheitsrecht*, Zürich (Schulthess) 2000.
- KIEFER A., *Prämienzahlungsverzug nach VVG, Überblick, Kritik und neue Ansätze*, diss. Basel, Basel 2000.
- KOCHER G., OGGIER W. (Hsgb.), *Gesundheitswesen Schweiz 2001/2002*, Solothurn 2001.
- KOCHER G., OGGIER W. (éd.), *Système de santé suisse 2001/2002*, Soleure 2001.
- LUCHSINGER T., *Vom « Mythos Gen » zur Krankenversicherung. Gentherapie zwischen Ethik und Recht im internationalen Vergleich*, Basel 2000.
- MANNSDORFER T. M., *Pränatale Schädigung. Ausservertragliche Ansprüche pränatal geschädigter Personen, unter Berücksichtigung der Rechtslage im Ausland, insbesondere in Deutschland und in den USA*, diss. Fribourg, Fribourg 2000.
- ROTHENBÜHLER M., *Evaluation der Spitalplanung und der Spitallisten nach Art. 39 KVG*, o.O. 1999.
- SCHÜRCH S., *Rationierung in der Medizin als Straftat*, diss. Basel, Basel 2000.
- Sozialversicherungen Akte 2001*, Basel 2001.

SAN-NEWS N°16

septembre 2001

Ce numéro couvre en principe la période entre **le 15 avril et le 15 août 2001**.

Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode **vom 15. April bis zum 15. August 2001**.

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC. / BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

Accessible sur le site : <http://cm.coe.int/site2/ref/dynamic/frecommendations.asp>

Conseil de l'Europe. Recommandation 2001/5 sur la gestion des listes d'attente et des délais d'attente en matière de transplantation d'organe, du 7 mars 2001.

Conseil de l'Europe. Recommandation 2001/4 sur la prévention du risque de transmission de la forme nouvelle de la maladie de Creutzfeldt-Jakob (vMCJ) par transfusion sanguine, du 7 mars 2001.

Conseil de l'Europe. Recommandation 2000/18 sur les critères de développement des politiques de promotion de la santé, du 21 septembre 2000.

Conseil de l'Europe. Recommandation 2000/5 sur le développement de structures permettant la participation des citoyens et des patients au processus décisionnel concernant les soins de santé, du 24 février 2000.

II. Droit communautaire / Europarecht (JOCE L 105 à L 220, du 15 août 2001 et JOCE C 113 à 230 du 15 août 2001)

DROIT ÉDICTÉ / ERLASSENES RECHT

Règlement (CE) n° 1116/2001 du Conseil du 5 juin 2001 modifiant le règlement (CEE) n° 3677/90 relatif aux mesures à prendre afin d'empêcher le détournement de certaines substances pour la fabrication illicite de stupéfiants ou de substances psychotropes, JO L 153 du 8 juin 2001.

Règlement (CE) n° 1251/2001 de la Commission du 26 juin 2001 modifiant le règlement (CEE) n° 3769/92 portant application et modification du règlement (CEE) n° 3677/90 du Conseil relatif aux mesures à prendre afin d'empêcher le détournement de certaines substances pour la fabrication illicite de stupéfiants ou de substances psychotropes, JO L 173 du 27 juin 2001.

Règlement (CE) n° 1386/2001 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2001 modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, et le règlement (CEE) n° 574/72 du Conseil fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71, JO L 187 du 10 juillet 2001.

Directive n° 2001/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 avril 2001 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'application de bonnes pratiques cliniques dans la conduite d'essais cliniques de médicaments à usage humain, JO L 121 du 1^{er} mai 2001.

Directive 2001/36/CE de la Commission du 16 mai 2001 portant modification de la directive 91/414/CEE du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques, JO L 164 du 20 juin 2001.

Directive 2001/19/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2001 modifiant les directives 89/48/CEE et 92/51/CEE du Conseil concernant le système général de reconnaissance des qualifications professionnelles, et les directives 77/452/CEE, 77/453/CEE, 78/686/CEE, 78/687/CEE, 78/1026/CEE, 78/1027/CEE, 80/154/CEE, 80/155/CEE, 85/384/CEE, 85/432/CEE, 85/433/CEE et 93/16/CEE du Conseil concernant les professions d'infirmier responsable des soins généraux, de praticien de l'art dentaire, de vétérinaire, de sage-femme, d'architecte, de pharmacien et de médecin, JO L 206 du 31 juillet 2001.

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC. / BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

-Résolution du Parlement européen sur le clonage des êtres humains (B5-0710, 0751, 0753 et 0764/2000), JO C 135 du 7 mai 2001.

-Résolution du Parlement européen sur l'assurance maladie complémentaire, JO C 223 du 8 août 2001.

Décision de la Commission du 18 juillet 2001 relative aux dispositions nationales concernant la pharmacovigilance communiquées par l'Allemagne, JO L 202 du 27 juillet 2001.

Avis du Comité des régions sur la « Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social et au Comité des régions sur la stratégie de la Communauté européenne en matière de santé », et la « Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil adoptant un programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique (2001 à 2006) », JO C 144 du 16 mai 2001.

Avis du Comité économique et social sur la "Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant des normes de qualité et de sécurité pour la collecte, le contrôle, la transformation, le stockage et la distribution du sang humain et des composants sanguins et modifiant la directive 89/381/CEE du Conseil", JO C 221 du 7 août 2001.

Appel à propositions 2002 de la Commission, Programme d'action communautaire de promotion, d'information, d'éducation et de formation en matière de santé, JO C 209 du 27 juillet 2001.

III. Droit étranger (sélection) Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.

AUSTRALIE

Loi n° 169 du 21 décembre 2000 portant réglementation des activités de génie génétique et visant des fins connexes ; Loi n° 170 du 21 décembre 2000 portant dispositions liées à la promulgation de la Loi n° 169.

BOLIVIE

Loi n° 1716 du 5 novembre 1996 relative au don et à la transplantation d'organes, de cellules et de tissus.

Loi n° 1687 du 27 mars 1996 relative à la médecine de la transfusion et aux banques de sang.

CAMBODGE

Loi du 12 novembre 1997 relative à l'avortement.

ESTONIE

Loi du 13 décembre 2000 relative à la recherche sur les gènes humains.

Loi du 12 février 1997 (mise à jour en octobre 1999) relative à la santé mentale.

FRANCE

Loi du 4 juillet 2001 relative à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception, JO du 7 juillet 2001 p. 10823.

NORVEGE

Loi relative aux services de santé spécialisés, du 2 juillet 1999.

Règlements du 21 décembre 2000 : n° 1407 relatif aux patients en pension privée dans le système des soins psychiatriques ; n° 1409 relatif à l'assistance immédiate pour soins psychiatriques ; n° 1410 portant institution des soins psychiatriques d'office

PAYS-BAS

Loi du 12 avril 2001 relative à l'examen de l'interruption de la vie et du suicide assisté et portant modification du code pénal et de la Loi relative à l'élimination des cadavres.

PORTUGAL

Loi n° 12/2001 du 29 mai 2001 relative à la contraception d'urgence.

TURQUIE

Règlement [de 2000] relatif aux services de transplantation d'organes et de tissus.

Règlement [de 2000] relatif au Conseil d'éthique pour les protocoles thérapeutiques.

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT [RO/AS 2001 N° 19-34 (28 AOUT 2001)]

Loi fédérale sur l'assurance-accident (LAA), du 20 mars 1981. Modification du 15 décembre 2000, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2001 (*art. 18 al. 1 : rente d'invalidité si l'assuré est invalide à 10% au moins*), RO 2001 1491.

Loi fédérale portant modification de l'arrêté fédéral sur le contrôle du sang, des produits sanguins et des transplants, du 8 octobre 1999, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2001, RO 2001 1505.

Ordonnance sur le contrôle du sang, des produits sanguins et des transplants, du 26 juin 1996. Modification du 23 mai 2001, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2001 (*notamment : art. 28a ss concernant les transplants d'origine animale*) RO 2001 1508.

Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (OPAS), du 29 septembre 1995. Modification du 6 juillet 2001, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2001 (*nouvelle teneur de l'annexe 2, liste des moyens et appareils*), RO 2001 1683.

Ordonnance sur la prévention des accidents et des maladies professionnelles (OPA), du 19 décembre 1983. Modification du 25 avril 2001, en vigueur dès le 1^{er} juin 2001, RO 2001 1393.

MESSAGES, RAPPORTS ET DÉCISIONS OFFICIELS / BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLÜSSE [FF/BBL 2001 N° 19-32, (14 AOÛT 2001)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/ff/index.html>.

Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire " Pour le libre choix du médecin et de l'établissement hospitalier ", du 22 juin 2001 (*l'Assemblée fédérale en recommande le rejet*), FF 2001 2739.

Initiative populaire fédérale " pour le libre choix du médecin et de l'établissement hospitalier ". Retrait. Communication de la Chancellerie fédérale du 24 juillet 2001, FF 2001 3255.

Message concernant la 4^e révision de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité, du 21 février 2001, FF 2001 3045.

Message concernant la révision de la loi sur les stupéfiants, du 9 mars 2001, FF 2001 3537.

Message relatif à l'initiative populaire fédérale " Droits égaux pour les personnes handicapées " et au projet de loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées, du 11 décembre 2000, FF 2001 1605.

Message concernant le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique, du 27 juin 2001, FF 2001 3884.

Initiative parlementaire Des conditions de travail humaines pour les médecins assistants. Rapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national, du 5 avril 2001, FF 2001 3021.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée aux Hôpitaux Universitaires de Genève, du 10 juillet 2001, FF 2001 3006.

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 7 juillet 2000 au 8 juin 2001, Bureau de Biotechnologie de la Confédération, Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage, FF 2001 2827.

V. Droit cantonal (sélection)

Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait du "Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin", n° 2/2001, et n° 3/2001, avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

AARGAU

Verordnung über die Entschädigung des Lehr-, Lern- und Praktikumpersonals an den Kantonsspitalern vom 04.09.1972 (Änderung: § 1 III), vom 31.01.2001, in Kraft ab 01.04.2001. AGS 2001, S. 21.

BASEL LAND

Spitexausbildungsverordnung vom 02.11.1999 (Änderung) vom 23.01.2001, in Kraft ab 01.03.2001. GS 34.26.

Regionales Schulabkommen über die Finanzierung der Aus- und Weiterbildung für Gesundheitsberufe, vom 07.11.2000, in Kraft ab 01.01.2001. GS 34.54.

Vereinbarung über Dienstleistungen der Sanität Basel auf dem Gebiet des Kantons BL (Vereinbarung Sanitätsdienst) vom 16.03.2001, in Kraft ab 01.01.2001. BL – GS 34.65 / BS – Kantonsblatt 2001, Nr. 38, s. 684.

BASEL STADT

Verordnung betr. das Verfahren bei Erteilung von Bewilligungen zur selbständigen Tätigkeit als Ärztin oder Arzt (Ärztliche Berufsausübungs-Verordnung) vom 27.03.2001, in Kraft ab 01.04.2001. Kantonsblatt 2001, Nr. 26, s. 449.

BERNE

GRB über des Beitritt des Kantons BE zum Regionalen Schulabkommen im Gesundheitswesen der Nordwestschweiz, vom 13.09.2000, in Kraft ab 01.01.2001. BAG 01-20.

Verordnung vom 02.10.1985 über die Bewilligung zur Führung eines Privatspitals oder einer anderen Krankenpflegeeinrichtung (Änderung) vom 24.01.2001, in Kraft ab 01.02.2001. BAG 01-15.

Verordnung vom 14.09.1988 über die Psychotherapeutinnen und die Psychotherapeuten (Änderung: In einigen Artikeln werden Ausdrücke ersetzt) vom 24.01.2001, in Kraft ab 01.02.2001. BAG 01-15.

Verordnung vom 13.05.1998 über die Kreisärztinnen und Kreisärzte (Änderung: Art. 5 I & II, 6 I & 13 I) vom 17.01.2001, in Kraft ab 01.04.2001. BAG 01-12.

Verordnung vom 15.08.1911 betr. die Assistenten und Stellvertreter der Ärzte, Zahnärzte und Tierärzte (Änderung: in mehreren Artikeln werden Ausdrücke ersetzt) vom 24.01.2001, in Kraft ab 01.02.2001. BAG 01-15.

Verordnung vom 18.12.1985 über die Spezialarztstitel (Änderung) vom 24.01.2001, in Kraft ab 01.02.2001. BAG 01-15.

Verordnung vom 18.12.1996 betr. Die Aufwandentschädigung für die privatärztliche Tätigkeit an öffentlichen Spitalern (Änderung) vom 24.01.2001, in Kraft ab 01.02.2001. BAG 01-15.

Verordnung vom 03.12.1965 über die Zahnheilkunde (Änderung: in einigen Artikeln werden Ausdrücke ersetzt) vom 24.01.2001, in Kraft ab 01.02.2001. BAG 01-15.

Verordnung vom 10.08.1988 über die Zahntechnikerinnen und Zahntechniker (Änderung: in Art. 1,3 I lit. A & 4 II werden Ausdrücke ersetzt) vom 24.01.2001, in Kraft ab 01.02.2001. BAG 01-15.

Verordnung vom 21.03.1990 über die öffentlichen und die privaten Apotheken sowie über die Spitalapotheken (Apothekenverordnung) (Änderung: in einigen Artikeln werden Ausdrücke ersetzt) vom 24.01.2001, in Kraft ab 01.02.2001. BAG 01-15.

Verordnung vom 25.05.1945 über die Ausübung des Krankenpflegeberufes (Änderung) vom 24.01.2001, in Kraft ab 01.02.2001. BAG 01-15.

Verordnung vom 14.09.1988 über die Hebammen (Änderung) vom 24.01.2001, in Kraft ab 01.02.2001. BAG 01-15.

Verordnung vom 05.09.1990 über die Chiropraktorerinnen und Chiropraktoren (Änderung) vom 24.01.2001, in Kraft ab 01.02.2001. BAG 01-15.

Verordnung vom 14.05.1988 über die Physiotherapeutinnen und Physiotherapeuten (Änderung) vom 24.01.2001, in Kraft ab 01.02.2001. BAG 01-15.

Verordnung vom 12.03.1986 über die Ergotherapeuten und Ergotherapeutinnen (Änderung) vom 24.01.2001, in Kraft ab 01.02.2001. BAG 01-15.

GENEVE

Règlement d'application de la Loi relative à la qualité, la rapidité et l'efficacité des transports sanitaires urgents du 13.06.2001, entrée en vigueur le 01.07.2001. FAO 2001, No 70, p. 1007.

JURA

Ordonnance concernant la Fondation pour l'aide et les soins à domicile (abroge l'Ordonnance concernant les soins infirmiers à domicile du 21.12.1993) du 08.05.2001, entrée en vigueur rétroactive au 01.01.2001. Journal Officiel 2001, No 18, p. 304.

OBWALD

Gesundheitsgesetz vom 20.10.1991 Änderung vom 26.01.2001, in Kraft ab 01.03.2001. Amtsblatt 2001, Nr. 5, S. 120.

Spitalverordnung vom 24.10.1991 Änderung vom 26.01.2001, in Kraft ab 01.03.2001. Amtsblatt 2001, Nr. 5, S. 123.

SCHAFFHAUSEN

Gesundheitsgesetz vom 19.10.1970, Änderung vom 27.11.2000, in Kraft ab 01.07.2001. Amtsblatt 2001, Nr. 20, s. 767.

Verordnung über die Rechte und Pflichten der Patientinnen und Patienten (Patientenrechtsverordnung ; Pat V) vom 08.05.2001, in Kraft ab 01.07.2001. Amtsblatt 2001, Nr. 20, s. 773.

Dekret über die Organisation der Kantonalen Psychiatrischen Klinik Breitenau vom 17.12.1984, Änderung vom 27.11.2000, in Kraft ab 01.07.2001. Amtsblatt 2001, Nr. 20, s. 771.

Dekret über die Organisation des Kantonsspitals vom 17.12.1984, Änderung vom 27.11.2000, in Kraft ab 01.07.2001. Amtsblatt 2001, Nr. 20, s. 771.

SOLOTHURN

Verordnung über die Organisation und den Betrieb des kantonalen Bildungszentrums für Gesundheitsberufe (révision totale), vom 27.03.2001, in Kraft ab 01.07.2001. Amtsblatt 2001, Nr. 24, s. 1239.

Verordnung über die Lehrverhältnisse am kantonalen Bildungszentrum für Gesundheitsberufe und bei den öffentlichen solothurnischen Spitälern vom 27.03.2001, in Kraft ab 01.07.2001. Amtsblatt 2001, Nr. 24, s. 1246.

TICINO

Decreto-Legge conc. la pianificazione delle attrezzature medico-tecniche di diagnosi o di cura a tecnologia avanzata o particolarmente costosa (clausola del bisogno) del 26.03.2001, entrata in vigore il 25.05.2001. BU 2001, 120.

VAUD

Directive sur le regroupement de l'Ecole romande de pharmacie du 06.12.2000, entrée en vigueur le 25.06.2001. FAO 2000, No 100, p. 5259.

ZUG

RRB betr. Festsetzung des Wartegeldes für Hebammen vom 05.06.2001, in Kraft ab 16.06.2001. GS 27, 117.

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH – Cour (sélection) / Rechtsprechung EMRK – Gerichtshof (Auswahl)

(<http://www.echr.coe.int>)

KRESS c. FRANCE, Arrêt de la Cour du 7 juin 2001.

Internement psychiatrique – Droit d'être entendu (respecté) – Impartialité de l'expert niée – Durée excessive de la procédure – Violation de l'art. 6 § 1 CEDH.

MEDENICA c. SUISSE, Arrêt de la Cour (deuxième section) du 14 juin 2001.

Médecin condamné en son absence – Violation art. 6 § 1 et § 3c) CEDH - Requête partiellement recevable.

Z. ET AUTRES c. ROYAUME-UNI, Arrêt de la Cour (Grande Chambre) du 10 mai 2001.

Omission d'une autorité locale de prendre des mesures pour protéger des enfants de négligence, abus graves, mauvais traitement – Déni d'accès à un tribunal – Violation art. 3 et 13 CEDH – Pas de violation de l'art. 6 CEDH.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl) (<http://curia.eu.int/fr/index.htm>)

ABDON VANBRAEKEL E.A. c. ALLIANCE NATIONALE DES MUTUALITES CHRETIENNES (ANMC), aff. C-368/98 – Arrêt de la Cour du 12 juillet 2001.

Sécurité sociale – Assurance maladie – Articles 22 et 36 du règlement (CEE) n° 1408/71 – Libre prestation de services – Article 49 du traité CE – Frais d'hospitalisation engagés dans un autre Etat membre – Refus d'autorisation ultérieurement déclaré non fondé.

AMBULANZ GLÖCKNER c. LANDKREIS SÜDWESTPFALZ, aff. C-475/99 – Conclusions de l'Avocat général du 17 mai 2001.

Articles 82 et 86, paragraphe 1, CE – Transport de malades en ambulance – Droits spéciaux ou exclusifs – Restriction à la concurrence – Mission d'intérêt général – Justification – Affectation du commerce entre Etats membres.

B.S.M. SMITS, ÉPOUSE GERAETS c. STICHTING ZIEDENFONDS VGZ et H.T.M. PEERBOOMS c. STICHTING CZ GROEP ZORGVERZEKERINGEN, aff. C-157/99 – Arrêt de la Cour du 12 juillet 2001.

Libre prestation des services – Articles 49 et 50 du traité CE – Assurance maladie – Système de prestations en nature – Conventionnement – Frais d'hospitalisation engagés dans un autre Etat membre – Autorisation préalable – Critères – Justification.

COMMISSION c. REPUBLIQUE D'AUTRICHE, aff. C-424/99 – Conclusions de l'Avocat général du 31 mai 2001.
Manquement d'Etat – Directive 89/105/CEE – Notion de liste positive – Délai pour statuer sur les demandes d'inscription de médicaments sur la liste positive – Obligation de prévoir un recours en cas de décision de rejet.

COMMISSION c. REPUBLIQUE FRANÇAISE, aff. C-285/00 – Arrêt de la Cour du 10 mai 2001.
Manquement d'Etat – Non-transposition dans le délai prescrit de la directive 89/48/CEE – Reconnaissance des diplômes donnant accès à la profession de psychologue.

COMMISSION c. REPUBLIQUE ITALIENNE, aff. C-202/99 – Conclusions de l'Avocat général du 31 mai 2001.
Manquement d'Etat – Directive 78/687/CEE – Maintien d'une seconde filière de formation donnant accès à la profession de dentiste – Maintien de la possibilité d'une double inscription à l'ordre des médecins et à l'ordre des dentistes pour les médecins visés à l'article 19 de la directive 78/686/CEE.

CONFEDERACIÓN INTERSINDICAL GALEGA (CIG) c. SERVICIO GALEGO DE SAÚDE (SERGAS), aff. C-241/99 – Ordonnance de la Cour du 3 juillet 2001.
Politique sociale – Protection de la sécurité et de la santé des travailleurs – Directives 89/391/CEE et 93/104/CE – Champ d'application – Personnel des services de premiers soins – Durée moyenne du travail – Inclusion du temps des permanences.

MARIA LUISA JIMENEZ MELGAR c. AYUNTAMIENTO DE LOS BARRIOS, aff. C-438/99 – Conclusions de l'Avocat général du 7 juin 2001.
Politique sociale – Protection des femmes enceintes – Directive 92/85/CEE – Article 10 – Effet direct et portée – Licenciement – Contrat de travail à durée déterminée.

MERCK, SHARP & DOHME GMBH c. PARANOVA PHARMAZEUTIKA HANDELS GMBH, aff. C-443/99 et BOEHRINGER INGELHEIM KG ET BOEHRINGER INGELHEIM PHARMA KG et autres c. SWINGWARD LTD et autres, aff. C-143/99 – Conclusions de l'Avocat général du 12 juillet 2001.
Concurrence – Importation parallèle de médicaments – reconditionnement et réétiquetage des emballages – Rapprochement des législations.

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

ALLEMAGNE

Neue Juristische Wochenschrift, n° 24 (2001), p. 1779, BVerfG 20.3.2001.
Altersbegrenzung für Zugang zur vertragsärztlichen Tätigkeit.

Neue Juristische Wochenschrift, n° 24 (2001), p. 1783, BVerfG 10.5.2000.
Anwendung eines patentierten Arzneimittels zu Versuchszwecken – Klinische Versuch.

Neue Juristische Wochenschrift, n° 24 (2001), p. 1789, BGH 21.2.2001.
Nachehelicher Unterhaltsanspruch bei In-vitro-Fertilisation nach zurückgezogenem Einverständnis.

Neue Juristische Wochenschrift, n° 24 (2001), p. 1800, OLG Hamm 28.2.2000.
Vormundschaftsrechtliche Genehmigung der Sterilisation einer Betreuten.

AUTRICHE

Recht der Medizin 2/2001, p. 56, OGH 30.05. 2000.
Psychiatrische Unterbringung – Art. 5 EMRK.

Recht der Medizin 3/2001, p. 92, OGH 7.12. 2000.
Schadenersatz für « unerwünschte Geburt » - Aufklärung über Fruchtwasseruntersuchung.

Recht der Medizin 3/2001, p. 93, OGH 17.01. 2001.
Aufklärung bei Tonsillektomie.

BELGIQUE

Revue de droit de la santé, 2000-2001, n° 4, p. 291. Hof van beroep te Antwerpen 1^obis kamer, 18 september 2000.

Refus d'un centre de transfusion sanguine de transmettre des informations – Détournement de la nécessité sociale du secret professionnel.

Revue de droit de la santé, 2000-2001, n° 4, p. 296. Tribunal de première instance de Neufchâteau, 9 juin 1999.
Consentement éclairé – Complications suite à une laparoscopie – Le patient ne doit pas être informé des risques rares.

Revue de droit de la santé, 2000-2001, n° 4, p. 298. Hof van beroep te Antwerpen, 11^o kamer, 22 maart 1999.
Responsabilité – Indemnisation suite à la perte d'une chance de guérison plus rapide – Faute concomitante du patient.

Revue de droit de la santé, 2000-2001, n° 4, p. 303. Cour d'appel de Liège, 3^o chambre, 18 septembre 2000.
Responsabilité – Théorie dite du « capitaine du bateau ».

ETATS-UNIS

American Journal of Law & Medicine 27/1 (2001), p. 135. New Jersey Supreme Court, 23 janvier 2001 (Reed v. Bojarsky).
Standard de soins – Devoir du médecin de renseigner les patients.

FRANCE

Médecine & Droit 2001, n° 48 – CA, Dijon, CH I 18.11.1999, Jurisdata 137067 (Résumé).
Partage de responsabilité à l'occasion d'un accident d'anesthésie (anesthésiste, chirurgien, clinique).

La Semaine Juridique, n° 29, p. 1432 – Cour de Cassation.
Homicide involontaire, l'enfant à naître peut-il être victime d'un homicide involontaire ? L'Assemblée plénière de la Cour de cassation prend position.

GRANDE-BRETAGNE

Medical Law Review, vol. 9 n° 1, Spring 2001, p. 54; arrêt Greenfield v. Flather.
Medical negligence : Damages for wrongful pregnancy.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante : <http://www.jaac.admin.ch> . La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante : <http://www.bger.ch/> .

ATF 127 I 6 – Arrêt du Tribunal fédéral du 22 mars 2001, 1^{ère} Cour de droit public.

Traitement médicamenteux forcé en clinique psychiatrique en cours de privation de liberté à des fins d'assistance. Liberté personnelle. Base légale cantonale (BS). Proportionnalité.

ATF 127 I 54 – Arrêt du Tribunal fédéral du 28 novembre 2000, Cour de cassation.

Expertise psychiatrique fondée uniquement sur les pièces du dossier de la procédure pénale, sans examen de la personne expertisée. Conditions exceptionnelles d'admissibilité.

ATF 126 V 319 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 17 octobre 2000.

Conditions de l'obligation d'un assureur-maladie d'allouer des prestations pour les séquelles tardives d'un accident (lésions du système de la mastication) survenu avant l'entrée en vigueur de la LAMal.

ATF 126 V 323 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 9 mai 2000.

Prestations en cas de séjour dans une clinique. Délimitation quand un besoin de réadaptation et de convalescence est établi (art. 24-25 LAMal).

ATF 126 V 330 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 20 juillet 2000.

Un mari ne peut pas prétendre à une rémunération de l'assureur-maladie pour des soins à domicile fournis à son épouse.

ATF 126 V 334 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 22 septembre 2000.

Examen du caractère économique des soins à domicile en comparaison avec le séjour dans un établissement de soins. Portée des droits fondamentaux.

ATF 126 V 344 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 6 novembre 2000.

Légalité d'une position tarifaire relative au séjour dans un établissement de soins. Pouvoir d'appréciation du gouvernement cantonal.

ATF 126 V 480 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 1^{er} décembre 2000.

Computation du délai de préavis d'un mois pour changer d'assureur (ancien art. 7 al. 2 LAMal).

ATF 126 V 484 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 7 décembre 2000.

Les frais de prise en charge en cas de séjour dans un établissement médico-social sont fixés d'après la réglementation applicable en cas de traitement ambulatoire. Notion de raisons médicales (art. 41/2 LAMal).

ATF 126 V 490 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 27 octobre 2000.

L'assureur peut en principe fixer librement l'étendue de la couverture d'assurance facultative d'indemnités journalières (pas de minimum légal). Portée des règles sur le libre-passage.

ATF 126 V 499 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 20 décembre 2000.

Assurance facultative d'indemnités journalières. Montant de la couverture. Interprétation des conditions d'assurance.

JT 2000 I 573 (= ATF 126 II 63)

Réclamation en responsabilité de 2206 agriculteurs contre la Confédération. Conséquences économiques de la « maladie de la vache folle ». La législation sur les épizooties n'a pas seulement pour but de protéger la santé des animaux et des êtres humains, mais aussi de protéger les particuliers contre les atteintes aux biens patrimoniaux.

JT 2000 I 611 (résumé) (= ATF 126 III 36)

Cession d'une créance en responsabilité civile contre le responsable d'un accident de la circulation de la victime à son assurance maladie et accident. Cette dernière intente action contre l'assureur RC du responsable pour la différence entre le tarif applicable aux assurances privées et le tarif conventionnel réservé aux caisses-maladie. Créance nulle en vertu de l'art. 44 al. 1 LAMal (protection tarifaire). En outre, l'art. 126 OAMal crée une obligation nouvelle qui ne repose sur aucun fondement dans la LAMal.

RAMA 1/2001, p. 40 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 19.10.2000.

Extinction du droit du frontalier de passer de l'assurance collective à l'assurance individuelle.

L'art. 7 al. 4 OAMal est également applicable par analogie dans les cas d'assurance facultative d'indemnités journalières. En d'autres termes, le droit du frontalier de passer dans l'assurance individuelle s'éteint dès qu'il cesse son activité en Suisse pour des raisons étrangères à sa maladie.

RAMA 1/2001, p. 82 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 23.10.2000.

Accident de travail dont est victime une personne travaillant à temps partiel (Art. 7 al. 2 et 8 al. 2 LAA, art. 13 al. 1 OLAA).

L'existence d'un accident de trajet ne peut être admise que si la course est en relation étroite avec le travail. Cette relation n'est pas rompue en raison d'une halte ou d'un report d'une heure, quels qu'en soient les motifs. En présence de motifs qualifiés, elle ne l'est pas non plus, même si cette durée a été dépassée.

RAMA 1/2001, p. 91 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 17.11.2000.

Droit direct à la désignation d'un avocat d'office pour la procédure administrative (art. 29 al. 1 Cst, art. 105 al. 1 LAA).

Le droit à l'assistance juridique découlant de l'appartenance à un syndicat n'exclut pas, à lui seul, le droit direct à la désignation d'un avocat d'office pour la procédure d'opposition.

JAAC N° 65.66, 2001 vol. II – Décision de la Commission fédérale de recours en matière d'assurance-accidents du 27.03.2000.

Dispositifs médicaux. Classification d'un appareil destiné à la thérapie par champs magnétiques. Interdiction de vente d'un dispositif ne satisfaisant pas aux exigences posées par l'ODim.

Pratique Juridique Actuelle, 7/2001, p. 850 – Décision du Conseil fédéral du 20 décembre 2000 en matière de tarif pour soins en établissement médico-social dans le canton de Vaud.

Commentaire par Jean-Louis Duc.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

BERNE

BVR/JAB 2000 p. 230 ss. – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 23.8.2000.

Condensé de la jurisprudence relative à l'évaluation de l'invalidité des paysans exerçant une activité lucrative indépendante.

GRAUBÜNDEN

PVG 2000 Nr 22 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 9.5.2000.

Krankenversicherung. Wartefrist. Begriff des Krankheitsfalles.

PVG 2000 Nr 25 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 2.2.2001.

Unfallversicherung. Begriff des Wagnisses von Art. 50 Abs. 2 UVV.

PVG 2000 Nr 26 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 31.3.2000.

Unfallversicherung. Bedeutung von Gerichtsgutachten bei der Feststellung der natürlichen Kausalität. Voraussetzungen für die Bejahung des adäquaten Zusammenhanges.

NEUCHÂTEL

RJN 2000 p. 293 ss. – Arrêt du Tribunal administratif du 23.3.2000.

Art. 7 al. 1 et 2 LAMal ; art. 94 al. 2 OAMal. Respect du délai de préavis pour changer d'assureur.

RJN 2000 p. 296 ss. – Arrêt du Tribunal administratif du 7.3.2000.

Art. 44 al. 1 et 79 al. 3 LAMal ; art. 126 OAMal. Protection tarifaire dans l'assurance-maladie.

RJN 2000 p. 303 ss. – Arrêt du Tribunal administratif du 11.8.1999.

Art. 37 al. 3 LAA. Réduction des prestations pour faute grave de l'assuré.

RJN 2000 p. 308 ss. – Arrêt du Tribunal administratif du 24.11.1998.
Art. 39 LAA ; art. 49 al. 2 let. A OLAA. Réduction des prestations pour participation à une rixe.

LUZERN

LGVE 2000 II Nr. 22 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 4.1.2000.
Zuständigkeit für die Ausrichtung der Prämienverbilligung im interkantonalen Verhältniss. Weiterleitungspflicht.

LGVE 2000 II Nr. 41 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 2.2.2000.
Art. 7 Abs. 5 KVG ; Art. 9 Abs. 3 KVV. Ein Wechsel des Versicherers darf nicht dazu führen, dass eine Person den Versicherungsschutz unterbrechen kann. Art. 9 Abs. 3 KVV ist gesetzwidrig. Das KVG kennt keine Regelung über die Verrechnung : die KUVG-Praxis hat weiterhin unter dem KVG Gültigkeit.

LGVE 2000 II Nr. 43 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 31.3.2000.
Für Zahnärztliche Behandlungen von Geburtsgebrechen nach dem 20. Altersjahr ist Art. 27 KVG nicht direkt anwendbar. Die Voraussetzungen von Art. 31 Abs. 1 KVG müssen auch erfüllt sein. In Kraft Treten von Art. 19a KLV.

LGVE 2000 II Nr. 44 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 29.6.2000.
Abschliessende Liste der Art. 17-19 KLV. Kostengutsprache der Krankenkasse an einer Heilanstalt ist keine Zusicherung der definitiven Kostenübernahme vis-à-vis dem Versicherten.

LGVE 2000 II Nr. 47 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 13.4.2000.
Die Rechtsprechung zur Adäquanz psychischer Fehlentwicklungen nach Unfällen kann nicht analog bei im Zusammenhang mit Berufskrankheiten auftretenden entsprechenden Störungen angewendet werden.

LGVE 2000 II Nr. 48 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 8.2.2000.
Schleudertrauma der Halswirbelsäule. Natürlicher und adäquater Zusammenhang. Analogische Anwendung der Rechtsprechung zu den psychischen Unfallfolgen.

ST GALLEN

GVP 2000 Nr. 10 – Urteil des Versicherungsgerichts vom 18.5.2000.
Art. 31 Abs. 1 und 33 Abs. 2 KVG ; Art. 17 und 18 KLV. Kann der Kausalzusammenhang zwischen der Behandlung eines somatischen Leidens und einer Zahnerkrankung mit überwiegender Wahrscheinlichkeit nachgewiesen werden, so muss eine Krankenkasse keine Versicherungsleistungen erbringen.

TICINO

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, p. 42 – TRAM 22.8.2001 in re. X. (Art. 56 cpv 1 lett. B), 62 Lsan).

Farmacista : buona reputazione. Il requisito della "buona reputazione" non deve essere valutato esclusivamente in base al casellario giudiziale.

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, p. 162 – TF 6.10.2000 in re S. (Art. 10 Rlav, 8 Cost.).
L'esclusione della possibilità di deroghe per l'apertura domenicale di farmacie site nella zona di confine non viola la Costituzione.

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, p. 263 – TCA 17.10.2000 in re S. (Art. 31 cpv 2 LAMal, 9 OAINF).

Lesione del sistema masticatorio a causa di un sassolino – relazione di causalità naturale e adeguato. Il nesso di causalità fra la masticazione di un sassolino presente in un risotto e la lesione a un dente non è interrotto dalla circostanza che quest'ultimo sia devitalizzato e abbia subito precedenti riparazioni.

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, p. 266 – TCA 31.7.2000 in re D. (Art. 67 segg. LAMal).

Assicurazione facoltativa d'indennità giornaliera – pagamento dei premi. Quando, in deroga alle disposizioni delle condizioni generali d'assicurazione, una cassa malati conclude con un assicurato un contratto nel quale risulta espressamente quale debitore dei premi per l'assicurazione d'indennità giornaliera il datore di lavoro, unicamente quest'ultimo è tenuto al pagamento di tali premi.

VALAIS

RVJ 1/2001 p. 108 – ATCA du 14 juillet 2000.

Assurance-maladie ; assurance obligatoire des soins et obligation pour l'assureur de prendre à sa charge les frais de sauvetage jusqu'à concurrence de 5000 fr.

Doctrines / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

GARATTINI S., BERTELE V., Adjusting Europe's drug regulation to public health needs, *Lancet* 358 (2001), p. 64.

KÜGEL J. W. ET HESSHAUS M., Das Arzneimittelrecht nach der 10. AMG-Novelle, *Medizinrecht*, Heft 5, 2001, p. 248.

Droits des patients, droit de la personnalité

ANNAS G. J., Testing Poor Pregnant Women for Cocaine – Physicians as Police Investigators, *New England Journal of Medicine*, 344 (2001), p. 1471.

BERLAND G. K., ELLIOTT M. N., MORALES L.S. and al., Health Information on the Internet. Accessibility, Quality, and Readability in English and Spanish, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 2612.

BERNAT E., Die Forschung an Einwilligungsunfähigen, *Recht der Medizin* 4/2001, p. 99.

CÔTÉ A., Telling the truth ? Disclosure, therapeutic privilege and intersexuality in children, *Health Law Journal* 2000, vol. 8, p. 199.

DEVERS A., La protection de la santé de l'étranger en situation irrégulière, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 2, 2001, p. 241.

DUJMOVITS E., Die EU-Grundrechtscharta und das Medizinrecht, *Recht der Medizin* 3/2001, p. 72.

EPSTEIN A. M., AYANIAN J. Z., Racial Disparities in Medical Care, *New England Journal of Medicine*, 344 (2001), p. 1729.

GOSTIN L. O., National Health Information Privacy. Regulations Under the Health Insurance Portability and Accountability Act., *Journal of American Medical Association*, 285 (2001), p. 3015.

GOSTIN L., The Human Right to Health : A Right to the « Highest Attainable Standard of Health », *Hastings Center Report* 2001, March-April, p. 29.

KAY R., SIRIWARDENA A. K., The process of informed consent for urgent abdominal surgery, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 157.

KREJCI H., Wem gehört die Nabelschnur ?, *Recht der Medizin* 3/2001, p. 67.

LABBEE P., Le sexe des anges, *Le Dalloz* 2001, n° 24, p. 1913.

MCHAFFIE H. E., LAING I. A., PARKER M. and al., Deciding for imperilled newborns : medical authority or parental autonomy ? *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 104.

RICHTER J., EISEMANN M., ZGONNIKOVA E., Doctor's authoritarianism in end-of-life treatment decisions. A comparison between Russia, Sweden and Germany, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 186.

SCHWAB D., Stellvertretung bei der Einwilligung in die medizinische Behandlung – ein Aufriss der Probleme, *Festschrift für Dieter Henrich*, Verlag Ernst und Werner Giesecking, 2000.

TROVERO F., BESTARD L., L'accès libre au dossier médical: une vraie fausse réforme? Plaidoyer pour le maintien d'une communication indirecte, *Médecine & Droit* 2001, n° 48, p. 15.

WICKS E., The right to refuse medical treatment under the European Convention on Human Rights, *Medical Law Review*, vol.9 n° 1, Spring 2001, p. 17.

WIDDERSHOVEN G., BERGHMANS R., Advance directives in psychiatric care : a narrative approach, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 92.

WELCH C. A., Sacred Secrets – The Privacy of Medical Records, *New England Journal of Medicine* 345 (2001), p. 371.

Ethique biomédicale

ANDERLIK M. R., ELSTER N., Currents in contemporary ethics, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 29/2 (2001), p. 220.

BURYSKA J. F., Assessing the ethical weight of cultural, religious and spiritual claims in the clinical context, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 118.

BYK C., Bioéthique – Législation, jurisprudence et avis des instances d'éthique, *La Semaine Juridique*, n° 28, p. 1369.

DAMEWOOD M. D., Ethical Implications of a New Application of Pre-implantation Diagnosis, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 3143.

MEMETEAU G., Quelle bioéthique ?, *Médecine & Droit* 2001, n° 47, p. 15.

PELLERIN D., Réflexion éthiques autour de la réanimation néonatale, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2001 tome 185 n° 2, p. 433.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

CAMPBELL S., MARTIN R., WILKIN D., Improving the quality of care through clinical governance, *British Medical Journal*, 322 (2001), p. 1580.

GODRY R., Qualitätssicherung durch Berufszulassung, zur Problematik der Gleichwertigkeit ärztlicher und zahnärztlicher Ausbildungen im Ausland, *Medizinrecht*, Heft 7, 2001, p. 348.

HASSEY A., GERREN D., WILSON A., A survey of validity and utility of electronic patient records in a general practice, *British Medical Journal*, 322 (2001), p. 1401.

HECKER D., Die Vertragsabschlussfreiheit des Arztes bei gestörtem Vertrauensverhältnis zum Patienten, *Medizinrecht*, Heft 5, 2001, p. 224.

LUST A., Arts en publiciteit : ook een kwestie van personele grondrechten, *Revue de droit de la santé*, 2000-2001, n° 4, p. 268.

MAIO G., History of medical involvement in torture - then and now, *Lancet*, 357 (2001), p. 1609.

SCHWERIN M., Das ärztliche Werbeverbot – was bleibt ?, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 24 (2001), p. 1770.

VAN HEMEL P. J., A way out of the maze : Federal agency preemption of state licensing and regulation of complementary and alternative medicine practitioners, *American Journal of Law & Medicine*, 2001, vol. 27 n° 2 & 3, p. 329.

WALLNER F., Anerkennung von Drittlanddiplomen, *Recht der Medizin* 4/2001, p. 113.

Génétique humaine et biotechnologies

ANNAS G. J., The Limits of State Laws to Protect Genetic Information, *New England Journal of Medicine*, 345 (2001), p. 385.

BECKMANN R., Rechtsfragen der Präimplantationsdiagnostik, *Medizinrecht*, Heft 4, 2001, p. 168.

BLUMBERG-MOKRI M., La thérapie génique à l'aune européenne, *Europe*, n° 6 juin 2001, p. 3.

GALLOUX J.-C., GAUMONT-PRAT H., Droit des biotechnologies, *Le Dalloz* 2001, n° 18, p. 1427.

LOWRANCE W.W., The promise of human genetic databases. High ethical as well as scientific standards are needed, *British Medical Journal*, 322 (2001), p. 1009.

MAILAENDER G., The Point of a Ban. Or How to Think about Stem Cell Research, *Hastings Center Report* 2001, January-February, p. 9.

SAVULESCU J., Harm, ethics committees and the gene therapy death, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 148.

Mesures médicales spéciales

CANTOR N. L., Twenty-five years after *Quinlan* : A review of the jurisprudence of death and dying, *The journal of Law, Medicine & Ethics*, 29/2 (2001), p. 182.

CHABAULT C., A propos de l'autorisation du transfert d'embryon post mortem, *Le Dalloz* 2001, n° 18, p. 1395.

CZERNER F., Aktive Sterbehilfe auch gegenüber Kindern ? Zur Übertragbarkeit der aktuellen Diskussion in den Niederlanden auf die Bundesrepublik Deutschland unter verfassungsrechtlichen Gesichtspunkten, *Medizinrecht*, Heft 7, 2001, p. 354.

DEUTSCH E., Die Sorge für den nichteinwilligungsfähigen Patienten – Eine Aufgabe der Ethikkommission?, *Recht der Medizin* 4/2001, p. 106.

DOWNIE J., The contested lessons of euthanasia in the Netherlands, *Health Law Journal* 2000, vol. 8, p. 119.

FOSSIER T., La stérilisation à fins contraceptives des incapables majeurs, *La Semaine Juridique*, n° 30, p. 1477.

FRESNEL F., La stérilisation volontaire contraceptive, *Le Dalloz* 2001, n° 26, p. 2045.

HOPE T., Rationing and life-saving treatments : should identifiable patients have higher priority ?, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 179.

HORTON R., Euthanasia and assisted suicide : what does the Dutch vote mean. *Lancet* 2001;357 (2001), p. 1221.

LEWIS P., Rights discourse and assisted suicide, *American Journal of Law & Medicine*, 2001, vol. 27 n° 1, p. 45.

SALAT-BAROUX J. et al., Le don d'ovocytes depuis la loi de bioéthique. Implications médicales, éthiques et juridiques déduites d'une série de 300 cas à l'hôpital Tenon, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2001 tome 185 n° 2, p. 373.

SAVULESCU J., Is current practice around late termination of pregnancy eugenic and discriminatory ? Maternal interest and abortion, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 165.

WILKENING A., Zur aktuellen Praxis der Ethik-Kommissionen – Verbreitung, Besetzung und Beratungsinhalte, *Medizinrecht*, Heft 6, 2001, p. 301.

Recherche biomédicale

ASHCROFT R., PFEFFER N., Ethics behind closed doors : do research ethics committees need secrecy ?, *British Medical Journal*, 322 (2001), p. 1294.

BARAM M., Making clinical trials safer for human subjects, *American Journal of Law & Medicine*, 2001, vol. 27 n° 2 & 3, p. 253.

DEANGELIS C. D., FONTANAROSA P. B., FLANAGIN A., Reporting Financial Conflicts of Interest and Relationships Between Investigators and Research Sponsors, *Journal of American Medical Association* 286 (2001), p. 89.

DRESSER R., Defining Research Misconduct : Will We Know It When We See It ?, *Hastings Center Report* 2001, May-June, p. 31.

KIRK C., Research Guidelines : NIH issues guidelines for federally funded stem cell research, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 28/4, (2000), p. 411.

KOSKA G., NIGHTINGALE S. L., Research Involving Human Subjects in Developing Countries, *New England Journal of Medicine*, 345 (2001), p. 135.

LEANING J., Ethics of research in refugees populations, *Lancet*, 357 (2001), p. 1432.

MASTROIANNI A., KAHN J., Swinging on the Pendulum, *Hastings Center Report* 2001, May-June, p. 21.

MC NAMEE D., Review of clinical protocols at *The Lancet*, *Lancet*, 357 (2001), p. 1819.

MORENO J. D., Goodbye to All That. The End of Moderate Protectionism in Human Research, *Hastings Center Report* 2001, May-June, p. 9.

SHAPIRO H. T., MESLIN E. M., Ethical Issues in the Design and Conduct of Clinical Trials in Developing Countries, *New England Journal of Medicine* 2001, 345, p. 139.

SPRANGER T. M., Fremdnützige Forschung an Einwilligungsunfähigen, Bioethik und klinische Arzneimittelprüfung, *Medizinrecht*, Heft 5, 2001, p. 238.

TAUPITZ J., Die Neufassung der Deklaration von Helsinki des Weltärztebundes vom Oktober 2000, *Medizinrecht*, Heft 6, 2001, p. 277.

WILLGOOS C., FDA regulation : An answer to the questions of human cloning and germline gene therapy, *American Journal of Law & Medicine*, 2001, vol. 27 n° 1, p. 101.

Responsabilité médicale

ARTUS DIDIER, Hépatite C post-transfusionnelle : des voies et des réponses contentieuses désormais clarifiées, *Le Dalloz* 2001, n° 22, p. 1745.

FABRE-MAGNAN M., Avortement et responsabilité médicale, *Revue Trimestrielle de Droit Civil*, n° 2, avril-juin 2001, p. 265.

HAYWARD R. A., HOFER T. P., Estimating Hospital Deaths Due to Medical Errors, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 415.

LATHAM S. R., System and responsibility : Three readings of the IOM report on medical error, *American Journal of Law & medicine*, 2001, vol. 27 n° 2 & 3, p. 163.

MAZIERE P., Le médecin n'est pas responsable des coups du sort, *Médecine & Droit* 2001, n° 47, p. 2.

MOQUET-ANGER M.-L., Chronique de jurisprudence – Responsabilité médicale à l'hôpital, *Médecine & Droit* 2001, n° 48, p. 8.

PIDOUX E., Responsabilité médecin/pharmacien au regard des génériques : une substitution de responsabilité ?, *Médecine & Droit* 2001, n° 47, p. 10.

SAGE W. M., Principles, Pragmatism, and Medical Injury, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 226.

SINGER P. A., WU A. W., FAZEL S., MCMILLAN J. A., An ethical dilemma. Medical errors in medical culture. Commentaries, *British Medical Journal*, 322 (2001), p. 1236.

STUDDERT D. M., BRENNAN T. A., No-Fault Compensation for Medical Injuries. The Prospect for Error Prevention, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 217.

STUDDERT D. M., BRENNAN T. A., Toward a workable model of « no-fault » compensation for medical injury in the United States, *American Journal of Law & Medicine*, 2001, vol. 27 n° 2 & 3, p. 225.

SIDA, lutte contre les épidémies

FARMER P., The major Infectious Diseases in the World – To Treat or not to Treat, *New England Journal of Medicine*, 345 (2001), p. 208.

PROTHAIS A., Le SIDA ne serait-il plus, au regard du droit pénal, une maladie mortelle ?, *Le Dalloz* 2001, n° 26, p. 2053.

Système de santé, politique de la santé

DEN EXTER A. P., Legal reforms of the Polish health care system in view of accessing the European Union, *European Journal of Health Law* 2001, vol. 8 n° 1, p. 5.

ENTHOVEN A. C., SCHAUFFLER H. H., McMENAMIN S., Consumer choice and the Managed Care backlash, *American Journal of Law & Medicine*, 2001, vol. 27 n° 1, p. 1.

Journal of Medical Ethics du mois d'août 2001 est consacré au thème de l'économie de la santé (Health economics).

LEGRAIN M. et al., La situation internationale de la France du point de vue du coût et de l'efficacité des soins médicaux, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2001 tome 185 n° 1, p. 179.

LYNCH J., DAVEY SMITH G., HILLEMEIER M. and al., Income inequality, the psychosocial environment, and health: comparisons of wealthy nations. *Lancet*, 358 (2001), p. 194.

MOSSIALOS E., MCKEE M., Is a European healthcare policy emerging? *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 248.

VON TIGERSTROM B. et al., Legal regulation of cancer surveillance : Canadian and international perspectives, *Health Law Journal* 2000, vol. 8, p. 1.

WILENSKI G. R., Medicare Reform – Now Is The Time, *New England Journal of Medicine*, 345 (2001), p. 458.

World Health Report 2000 : ALMEIDA C., BRAVEMAN P., GOLD M. R. and al., Methodological concerns and recommendations on policy consequences of the World Health Report 2000. MURRAY C., FRENCK J., World Health Report 2000 : a step towards evidence-based health policy. NAVARRO V., World Health Report 2000 : responses to Murray and Frenk, *Lancet*, 357 (2001), p. 1692.

Transplantations

BACH F. H., IVINSON A. J., WEERAMANTRY C., Ethical and legal issues in Technology : Xenotransplantation, *American Journal of Law & medicine*, 2001, vol. 27 n° 2 & 3, p. 283.

CAPRON A. M., Brain Death - Well settled Yet Still Unresolved, *New England Journal of Medicine*, 344 (2001), p. 1244.

Case study. An Extremely Urgent Transplantation ? *Hastings Center Report* 2001, March-April, p. 27.

CHAPMAN L. E., BLOOM E. T., Clinical Xenotransplantation. *Journal of American Medical Association*, 285 (2001), p. :3015.

CRONIN D. C., MILLIS J. M., SIEGLER M., Transplantation of Liver Grafts from Living Donors into Adults – Too Much, Too Soon, *New England Journal of Medicine*, 344 (2001), p. 1633.

FINKEL M., Complications: this little kidney went to market, *The New York Times Magazine*, May 27, 2001.

LAURITZEN P., MCCLURE M., SMITH M. and al., The Gift of Life and the Common Good. The Need for a Communal Approach to Organ Procurement, *Hastings Center Report* 2001, January-February, p. 29.

PASCAL P., DAMOUR O., BRAYE F., BOURIOT F., COLPART J.J., Greffes de tissus d'origine humaine : aspects juridiques, *Médecine & Droit* 2001, n° 47, p. 20.

SIMINOFF L. A., GORDON N., HEWLETT J., Factors Influencing Families' Consent for Donation of Solid Organs for Transplantation, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 71.

WIJDICKS E. F. M., The Diagnosis of Brain Death, *New England Journal of Medicine*, 344 (2001), p. 1215.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

DÖRR G. et al., *Aneignung und Enteignung : Der Zugriff der Bioethik auf Leben und Menschenwürde*, Düsseldorf 2000.

KOPETZKI C. et al., *Antizipierte Patientenverfügungen: "Patiententestament" und Stellvertretung in Gesundheitsangelegenheiten*, Wien, 2000.

KÖRNER U., *Menschenrechte in der medizinischen Forschung: Arztethos und Forscherinteresse im Konflikt*, Dortmund 1999.

KÖRNER U., *Die Menschenwürde des Embryo: Fortpflanzungsmedizin und menschlicher Lebensbeginn*, Dortmund 1999.

SIMON J., *Gendiagnostik und Versicherung : die internationale Lage im Vergleich*, Baden-Baden, 2001.

WINTER S. F. et al., *Genmedizin und Recht: Rahmenbedingungen und Regelungen für Forschung, Entwicklung, Klinik, Verwaltung*, München 2001.

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

Assurances sociales

BAUR R. ET HEIMER A., L'information des assurés dans l'assurance-maladie, *Sécurité sociale* 2001, n° 2, p. 91.

DESPLAND B., Traitement des données dans les assurances sociales, un leurre?, *SNM News* n° 29, mars 2001, p. 8.

FESSLER J., Sind Krankenversicherer oder deren Verbände berechtigt, gegen die Aufnahme von Arzneimitteln in die Spezialitätenliste Beschwerde zu führen ?, *ZBJV* 2001 p. 499. (à propos BGE K176+179/2000).

GERMANN D., Protection des données, le point de vue de l'assuré, *SNM News* n° 29, mars 2001, p. 11.

MÜLLER IMBODEN A., L'introduction du TarMed pour la rémunération des prestations prises en charge par l'assurance-maladie obligatoire : les conditions-cadres légales et leurs conséquences, *Bulletin des médecins suisses* 2001, 82, n° 18, p. 907.

POLEDNA T., NÜESCH S., Komplementärmedizin in der sozialen Versicherung, *Pratique Juridique Actuelle*, 6 (2001), p. 638.

VOEGELI C., Traitement de données personnelles dans les assurances sociales : nouvelles dispositions légales, *Sécurité sociale* 2001, n° 2, p. 98.

Droits des patients

GAUCHAT M.-A., La protection des données et le droit de consulter son dossier ou d'en obtenir une copie, *SNM News* n° 29, mars 2001, p. 13.

KLEIN C., Handicap : nouveaux instruments juridiques, *Plädoyer*, 3/2001, p. 56.

KUHN H., Protection des données et LAMal, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 32/33, p. 1707 (paru en allemand dans le n° 24, p. 1266).

Ethique biomédicale

BLEIBERG H., Considérations éthiques chez les patients présentant un cancer avancé, , *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2352, p. 1400.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

BLANCHARD N., La jurisprudence récente de la Commission genevoise de surveillance des professions de la santé, *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2351, p. 1384.

FAVRE P., Le cabinet médical en société anonyme ou en société à responsabilité limitée, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 21, p. 1070.

GLAUSER-AIASSA V., Transit des informations entre le médecin traitant et les assureurs-maladie, *SNM News* n° 29, mars 2001, p. 7.

GUILLOD O., Quelques neuchâteloiseries sur le secret médical, *SNM News* n° 29, mars 2001, p. 5.

KUHN H. P., Informations juridiques complémentaires sur la révision des dispositions pénales applicables à la corruption, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 19, p. 976.

LANGENEGGER M., Amélioration de la sécurité des patients : comment gérer les erreurs médicales, *Sécurité sociale* 2001, n° 2, p. 95.

UTTINGER, Berufsgeheimnis, Schweigepflicht und Datenschutz, *RSA/SVZ* 68 (2000) p. 240.

Génétique humaine et biotechnologies

GEISSBÜHLER H., Die Kriterien der Würde der Kreatur und der Menschenwürde in der Gesetzgebung zur Gentechnologie : eine Übersicht über Grundsatzprobleme : mit besonderer Berücksichtigung der Gen-Lex-Vorlage, *Zeitschrift des Bernischen Juristenverein*, 137 (2001), H. 4, p. 229.

Mesures médicales spéciales

AMSTAD H., Sterbehilfe : eine Auslegeordnung, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 21, p. 1087.

LEUTHOLD M., Sterbehilfe : die nächsten Schritte, *Bulletin des médecins suisses*, 2001 ; 82, n° 21, p. 1093.

Responsabilité médicale

GATTIKER M., Kausalhaftung für medizinische Behandlungen – Realität oder Zukunftsmusik ?, *Pratique juridique actuelle* 6 (2001), p. 645.

KRAMER E. A., Schleudertrauma : Das Kausalitätsproblem im Haftpflichtrecht und im Sozialversicherungsrecht, *Basler Juristische Mitteilungen*, 2001, p. 153.

Système de santé, politique de la santé

ARROYO J. F., Le « prix » du vieillissement, *Médecine & Hygiène* 2001, n° spécial, juin 2001, p. s8.

BAILLY A. S. ET BERNHARDT M., La « clause du besoin » : un choix de société, *Médecine & Hygiène* 2001, n° spécial, juin 2001, p. s24.

BENGOA R., Evolution du rôle des gouvernements concernant les soins de santé et impact sur les médecins, *Médecine & Hygiène* 2001, n° spécial, juin 2001, p. s20.

CHEVROLET J.-CL., Pourra-t-on soigner tout le monde ?, *Médecine & Hygiène* 2001, n° spécial, juin 2001, p. s17.

HAUDENSCHILD C., Formation des tarifs des soins stationnaires en milieu hospitalier, *Sécurité sociale* 2001, n° 2, p. 73.

JUNG M., Rôle et influence de la Surveillance des prix sur les prix de la santé, *Sécurité sociale* 2001, n° 2, p. 76.

KOCH V., Les différents types de forfaits appliqués dans les hôpitaux de soins aigus, *Sécurité sociale* 2001, n° 2, p. 63.

MARCUARD D., Formation des prix des médicaments, *Sécurité sociale* 2001, n° 2, p. 69.

MÜLLER IMBODEN A., Formation des tarifs dans le secteur hospitalier vue par la CDS, *Sécurité sociale* 2001, n° 2, p. 74.

SCHNEIDER S., Formation des tarifs dans le système de santé suisse, *Sécurité sociale* 2001, n° 2, p. 56.

WEISSENBURGER A., Le nouveau tarif médical TARMED, *Sécurité sociale* 2001, n° 2, p. 61.

« Werbung für Milch » (Interdiction de la publicité portant sur les effets thérapeutiques de denrées alimentaires – concurrence déloyale), *Sic revue du droit de la propriété intellectuelle, de l'information et de la concurrence*, 3/2001, p. 218.

WYLER D., Soins hospitaliers aigus : fixation des tarifs, *Sécurité sociale* 2001, n° 2, p. 75.

Transplantations

AUGUSTIN A., Rechtliche Regelungen für Stammzelltherapien – Zugleich ein Beitrag zum Entwurf eines Transplantationsgesetzes, *Revue de droit suisse* 2001, 120/I, Cahier 2, p. 163.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

GUT W., *Der Staat und der Schutz des ungeborenen Lebens: Rückzug des Staates aus der Mitverantwortung für das Lebensrecht des ungeborenen Kindes?: eine politisch-ethische Studie*, Kriens 1998.

HONSELL H., *Schweizerisches Haftpflichtrecht*, 3. Aufl., Zürich 2000.

JABORNIGG D. V., *Die Stellung des Verletzten in der schweizerischen Strafprozessordnung*, Basel 2001.

MARTIN J., *Dialoguer pour soigner – Les pratiques et les droits*, Genève 2001.

SCHOTT M., *Patientenauswahl und Organallokation*, Basel 2001.

WIDMER D., *Die Sozialversicherung in der Schweiz*, 3. Aufl., Zürich 2001.

SAN-NEWS N°17

janvier 2002

Ce numéro couvre en principe la période entre **le 15 août et le 31 décembre 2001**.

Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode **vom 15. August bis zum 15. Dezember 2001**.

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC. BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

Conseil de l'Europe www.coe.int

Conseil de l'Europe. Recommandation 2001/12 sur l'adaptation des services de soins de santé à la demande de soins et de services des personnes en situation marginale, du 10 octobre 2001.

Conseil de l'Europe. Recommandation 2001/13 sur le développement d'une méthodologie dans l'élaboration de lignes directrices pour de meilleures pratiques médicales, du 10 octobre 2001.

II. Droit communautaire / Europarecht (JOCE L 221 à L 349, du 31 décembre 2001 et JOCE C 231 à 374 du 29 décembre 2001)

DROIT ÉDICTÉ / ERLASSENES RECHT

Directive n° 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, JO L 311 du 28 novembre 2001.

Décision n° 181 du 13 décembre 2000 concernant l'interprétation des articles 14, paragraphe 1, 14 *bis*, paragraphe 1, et 14 *ter*, paragraphes 1 et 2, du règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil relatifs à la législation applicable aux travailleurs salariés détachés et aux travailleurs non salariés qui exercent temporairement une activité en dehors de l'État compétent, JO L 329 du 14 décembre 2001.

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC. / BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

Proposition modifiée de décision du Parlement européen et du Conseil adoptant un programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique (2001-2006), JO C 240 E du 28 août 2001.

Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés

et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, et le règlement (CEE) n° 574/72 du Conseil fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71, JO C 276 du 1^{er} octobre 2001.

Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/42/CEE du Conseil, telle que modifiée par la directive 2000/70/CE, en ce qui concerne les dispositifs médicaux incorporant des dérivés stables du sang ou du plasma humains, JO C 304 E du 30 octobre 2001.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 novembre au 15 décembre 2001 (Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement (CEE) n° 2309/93) du Conseil, JO C 371/06 du 28 décembre 2001.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 novembre 2001 au 15 décembre 2001 (Décision(s) prise(s) en vertu de l'article 14 de la directive 75/319/CEE ou de l'article 22 de la directive 81/881/CEE), JO C 371/07 du 28 décembre 2001.

Rectificatif au relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 octobre 2001 au 15 novembre 2001 (JO C 336 du 30.11.2001), JO C 371/10 du 28 décembre 2001.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.

FINLANDE

Loi n° 101 du 2 février 2001 relative à l'utilisation d'organes et de tissus humains à des fins médicales.

Lois n° 328 et 329 du 6 avril 2001 portant modification de la Loi relative à l'interruption de la grossesse.

FRANCE

Décret n° 2001-909 du 1^{er} octobre 2001 relatif aux cellules et aux produits de thérapies génique et cellulaire fixant les conditions d'autorisation des établissements, organismes, procédés, produits et protocoles d'essais cliniques et modifiant le code de la santé publique (deuxième partie : Décrets en Conseil d'État), JO du 6 octobre 2001 n° 232, p. 15739.

ISLANDE

Loi n° 110 du 13 mai 2000 relative aux banques d'échantillons biologiques.

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT [RO/AS 2001 n° 35-51 (28 DECEMBRE 2001)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

Loi fédérale sur les médicaments et les dispositifs médicaux (Loi sur les produits thérapeutiques, LPT), du 15 décembre 2000, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2002, RO 2001 2790.

Ordonnance sur la pharmacopée, du 17 octobre 2001, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2002, RO 2001 3005.

Ordonnance portant édicition de la pharmacopée (Ordonnance sur la pharmacopée, Opha), du 20 août 1997. Modification du 17 octobre 2001, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2002 (nouvelle version de l'annexe), RO 2001 2729.

Ordonnance sur l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édiction de la pharmacopée, du 9 novembre 2001, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2002, RO 2001 3008.

Ordonnance sur le personnel de l'Institut suisse des produits thérapeutiques, du 28 septembre 2001, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2002, RO 2001 3010.

Ordonnance sur l'organisation de l'Institut suisse des produits thérapeutiques, du 28 septembre 2001, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2002, RO 2001 3025.

Ordonnance sur l'abrogation et la modification du droit du fait de l'entrée en vigueur de la loi sur les produits thérapeutiques, du 17 octobre 2001, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2002, RO 2001 3294.

Ordonnance du Département fédéral de l'intérieur sur l'abrogation et la modification du droit en vigueur du fait de la loi sur les produits thérapeutiques, du 26 octobre 2001, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2002, RO 2001 3397.

Ordonnance sur les autorisations dans le domaine des médicaments (OAMéd), du 17 octobre 2001, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2002, RO 2001 3399.

Ordonnance sur les médicaments (OMéd), du 17 octobre 2001, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2002, RO 2001 3420.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques sur les exigences relatives à l'autorisation de mise sur le marché des médicaments, du 9 novembre 2001, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2002, RO 2001 3437.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques sur l'autorisation simplifiée et l'annonce obligatoire des médicaments, du 9 novembre 2001, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2002, RO 2001 3469.

Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPMéd), du 17 octobre 2001, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2002, RO 2001 3477.

Ordonnance sur les dispositifs médicaux (ODim), du 17 octobre 2001, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2002, RO 2001 3487.

Ordonnance sur les essais cliniques de produits thérapeutiques (Oclin), du 17 octobre 2001, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2002, RO 2001 3511.

Ordonnance sur les émoluments de l'Institut suisse des produits thérapeutiques, du 9 novembre 2001, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2002, RO 2001 3525.

Ordonnance sur les bonnes pratiques de laboratoire (OBPL), du 2 février 2000, modification du 16 novembre 2001, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2002, RO 2001 3165.

Ordonnance sur les stupéfiants et les substances psychotropes (Ordonnance sur les stupéfiants, Ostup), du 29 mai 1996, modification du 17 octobre 2001, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2002, RO 2001 3133.

Ordonnance de l'OFSP sur les stupéfiants et les substances psychotropes, du 9 novembre 2001, modifications du 9 et du 15 novembre 2001, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2002, RO 2001 3146 et 3147.

Ordonnance sur les précurseurs et autres produits chimiques utilisés pour la fabrication de stupéfiants et de substances psychotropes (Ordonnance sur les précurseurs, Oprec), du 29 mai 1996, modification du 17 octobre 2001, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2002, RO 2001 3152.

Ordonnance de l'OFSP sur les précurseurs et autres produits chimiques utilisés pour la fabrication de stupéfiants et de substances psychotropes, du 8 novembre 1996, modifications du 9 et du 15 novembre 2001, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2002, RO 2001 3159 et 3160.

Ordonnance sur les exigences minimales à respecter lors des contrôles antidopage, du 17 octobre 2001, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2002, RO 2001 2971.

Ordonnance du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports concernant les produits et méthodes de dopage (Ordonnance sur les produits dopants), du 31 octobre 2001, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2002, RO 2001 3319.

Ordonnance du Département de la défense, de la protection de la population et des sports sur l'Institut de médecine aéronautique, du 15 novembre 2001, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2002, RO 2001 2748.

Ordonnance sur l'utilisation de sources radioactives scellées en médecine, du 15 novembre 2001, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2002, RO 2001 2848.

Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (OPAS), du 29 septembre 1995.

Modification du 6 juillet 2001, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2002 (*nouvelle teneur de l'annexe 2 "Liste des moyens et appareils"*), RO 2001 2142.

Modification du 9 juillet 2001, entrée en vigueur différenciée (*mesures de prévention, art. 12 : 1^{er} juillet 2001 ; contrôles ultrasonographiques, art. 13 : 1^{er} janvier 2002 ; infirmités congénitales, art. 19a : 1^{er} janvier 2001*), RO 2001 2150.

Modification du 13 août 2001, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2002 (*nouvelle teneur de l'annexe 3 "Liste des analyses"*), RO 2001 2737.

Ordonnance sur les subsides fédéraux destinés à la réduction de primes dans l'assurance-maladie, du 12 avril 1995, modification du 3 juillet 2001, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2002 (*art. 3 et 4*), RO 2001 2314.

Ordonnance relative aux primes moyennes cantonales 2002 de l'assurance obligatoire des soins pour le calcul des prestations complémentaires, du 25 octobre 2001, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2002 (jusqu'au 31 décembre 2002), RO 2001 2735.

Ordonnance sur l'assurance-accident, du 20 décembre 1982, modification du 15.06.2001, en vigueur dès le 1^{er} août 2001 (*art. 105 V*), RO 2001 1740.

Ordonnance sur l'assurance-accident, du 20 décembre 1982, modification du 14 novembre 2001, en vigueur dès le 1^{er} décembre 2001 (*art. 7 al. 1 let b*), RO 2001 2887.

Ordonnance concernant l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens pour la Faculté de médecine de l'Université de Bâle, du 4 octobre 2001, en vigueur dès le 4 octobre 2001, RO 2001 2558.

Ordonnance concernant l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens pour le cursus en sciences pharmaceutiques de l'Institut de pharmacie de l'Université de Lausanne, du 4 octobre 2001, en vigueur dès le 4 octobre 2001, RO 2001 2565.

Ordonnance concernant l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens pour le cursus en sciences pharmaceutiques de l'Institut de pharmacie de l'Université de Genève, du 4 octobre 2001, en vigueur dès le 4 octobre 2001, RO 2001 2567.

Ordonnance sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens pour le premier cycle d'études en sciences pharmaceutiques à l'Université de Berne, du 4 octobre 2001, en vigueur dès le 4 octobre 2001, RO 2001 2569.

Ordonnance sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens pour le premier cycle d'études en sciences pharmaceutiques à l'Université de Fribourg, du 4 octobre 2001, en vigueur dès le 4 octobre 2001, RO 2001 2574.

Loi fédérale relative aux dispositions concernant la libre circulation des personnes de l'Accord du 21 juin 2001 amendant la Convention du 4 janvier 1960 instituant l'Association européenne de libre-échange (AELE), du 14 décembre 2001 (*modifie notamment la LAMal ; délai référendaire au 7 avril 2002*), FF 2001 6164.

Arrêté fédéral portant approbation de l'Accord du 21 juin 2001 amendant la Convention du 4 janvier 1960 instituant l'Association européenne de libre-échange (AELE), du 14 décembre 2001 (délai référendaire au 7 avril 2002), RO 2001 6186.

Ordonnance concernant la protection des données personnelles dans l'administration fédérale, du 3 juillet 2001, RO 2001 2251.

MESSAGES, RAPPORTS ET DECISIONS OFFICIELS / BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLÜSSE [FF/BBL 2001 N° 33-51, (28 DECEMBRE 2001)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/fff/index.html>.

Message relatif à l'approbation de l'Accord du 21 juin 2001 amendant la Convention du 4 janvier 1960 instituant l'Association européenne de libre-échange (AELE), du 12 septembre 2001 (adaptations suite aux accords sectoriels avec l'Union européenne), FF 2001 4729.

Référendum contre la modification du 23 mars 2001 du code pénal suisse (interruption de grossesse). Aboutissement, selon décision de la Chancellerie fédérale du 21 août 2001, FF 2001 4464.

Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire " Pour la mère et l'enfant - pour la protection de l'enfant à naître et pour l'aide à sa mère dans la détresse ", du 14 décembre 2001 (*l'initiative sera soumise au vote du peuple et des cantons ; l'Assemblée fédérale en recommande le rejet*), FF 2001 6134.

Initiative parlementaire " Des conditions de travail humaines pour les médecins assistants ". Avis du Conseil fédéral sur le rapport du 11 avril 2001 de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national, du 30 mai 2001, FF 2001 5801.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, en faveur du *Stadtspital Triemli Zürich*, du 23 octobre 2001, FF 2001 5578.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, en faveur du *Kinderspital Zürich*, du 23 octobre 2001, FF 2001 5583.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet " *Retrospektive Studie über die Prävalenz der Anwendung der Pneumokokkenimpfung an splenektomierten Patienten im Kanton Tessin von 1975 bis heute* "), du 23 octobre 2001, FF 2001 5576.

Décisions de portée générale concernant l'admission d'un produit phytosanitaire dans la liste des produits phytosanitaires non soumis à autorisation, FF 2001 5742, 5806, 5809, 5812, 5916, 5919, 5961, 5963, 5968.

Décisions de portée générale sur la radiation d'un produit phytosanitaire de la liste des produits phytosanitaires non soumis à autorisation, FF 2001 5921, 5928.

Réduction des primes dans l'assurance-maladie. Modèle de répartition des subsides de la Confédération et des cantons pour 2002, FF 2001 6235.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonaies Recht (Auswahl)

(extrait du "Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin", n° 4/2001, et n° 5/2001 avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

BASEL LAND

Verordnung über die Naturärzteprüfung (Hebt die Verordnung vom 26.05.1998 auf), vom 12.06.2001, in Kraft ab 01.07.2001. GS 34.133.

Verordnung über Heilberufe vom 14.12.1976, Änderung vom 03.07.2001, in Kraft ab 01.08.2001. GS 34.226.

EG vom 25.03.1996 zum BG über die Krankenversicherung, Änderung vom 22.03.2001, Rückwirkende Inkraftsetzung ab 01.01.2001. GS 34.219.

BASEL STADT

Verordnung über die Ausübung der nicht-ärztlichen Komplementärmedizin vom 22.06.1999, Änderung vom 03.07.2001, in Kraft ab 08.07.2001. Kantonsblatt 2001, Nr. 51, S. 912.

R über die Prüfungen in Berufen (Medizinsystemen) der nicht-ärztlichen Komplementärmedizin vom 03.03.2000, Änderung vom 04.07.2001 in Kraft ab 08.07.2001. Kantonsblatt 2001, Nr. 51, S. 914.

BERNE

Gesundheitsgesetz vom 02.12.1984, Änderung vom 29.11.2000, in Kraft ab 01.08.2001. BAG 01-43.

Gesetz vom 02.12.1973 über Spitäler und Schulen für Spitalberufe, Änderung vom 29.11.2000, in Kraft ab 01.08.2001. BAG 01-43.

FRIBOURG

Règlement du 21.11.2000 concernant les fournisseurs de soins et la Commission de surveillance, modification du 26.06.2001, entrée en vigueur le 01.07.2001. Feuille Officielle 2001, No 27, p. 1261.

Arrêté relatif à la suppression de la formation d'infirmiers et d'infirmières de niveau I du 20.02.2001, entrée en vigueur le 01.09.2001. Feuille Officielle 2001, No 10, p. 425.

GENEVE

Loi sur l'exercice des professions de la santé, les établissements médicaux et diverses entreprises du domaine médical (Abroge la Loi du 16.09.1983 et la loi sur la formation des ambulanciers et l'équipement des ambulances du 18.09.1986) du 11.05.2001, entrée en vigueur le 01.09.2001. FAO 2001, No 57, p. 803.

Loi sur les établissements publics médicaux du 19.09.1980, modification du 11.05.2001, entrée en vigueur le 01.09.2001. FAO 2001, No 57, p. 811.

Loi relative à la qualité, la rapidité et l'efficacité des transports sanitaires urgents du 29.10.1999, Modification du 11.05.2001, entrée en vigueur le 01.09.2001. FAO 2001, No 57, p. 811.

Règlement d'exécution de la loi sur l'exercice des professions de la santé, les établissements médicaux et diverses entreprises du domaine médical (Abroge le règlement du 09.11.1983 et le règlement d'exécution de la loi sur la formation des ambulanciers et l'équipement des ambulances du 05.11.1986) du 25.07.2001, entrée en vigueur le 01.09.2001. FAO 2001, No 88, p. 1248.

Règlement relatif à la commission de surveillance des activités médicales du 06.05.1987, modification du 25.07.2001, entrée en vigueur le 01.09.2001. FAO 2001, No 88, p. 1248.

Règlement relatif à la commission de surveillance des professions de la santé du 09.11.1983, modification du 25.07.2001, entrée en vigueur le 01.09.2001.

Règlement fixant le statut des membres du corps enseignant des écoles de professions de la santé et de la petite enfance du 24.08.1992, modification du 25.07.2001, entrée en vigueur le 01.07.2001. FAO 2001, No 88, p. 1247.

Règlement fixant le statut des membres du corps enseignant des écoles de professions de la santé et de la petite enfance du 24.08.1992, modification du 19.09.2001, entrée en vigueur le 01.09.2001. FAO 2001, No 111, p. 1546.

GLARIS

Personalreglement des Kantonsspitals (Ersetzt das Personalreglement vom 01.02.1997) vom 25.04.2001, in Kraft ab 01.07.2001. SBE Bd. 8, Heft 2, S. 89.

NEUCHÂTEL

Arrêté fixant la procédure découlant de l'article 41, alinéa 3 LAMal du 15.08.2001, entrée en vigueur le 15.08.2001. Feuille Officielle 2001, No 61, p. 957.

OBWALD

Gesundheitsgesetz vom 20.10.1991, Änderung vom 29.06.2001, in Kraft ab 01.09.2001. Amtsblatt 2001, Nr. 27, S. 845.

Vereinbarung über die Fachstelle für Gesundheitsförderung und Prävention für die Kantone OW und NW, vom 03.04.2001, in Kraft ab 01.09.2001. Amtsblatt 2001, Nr. 24, S. 758.

Spitalabkommen mit dem Kanton LU betr. die Kostenregelung für Zentrumsleistungen im Kantonsspital Luzern samt Kinderspital vom 17.12.1996, Änderung vom 04.05.2001, in Kraft ab 01.07.2001. Amstblatt 2001, Nr. 27, S. 881.

SOLOTHURN

Verordnung über die Besoldungen der Ober-, Abteilungs- und Assistenärzte der Kantonalen Psychiatrischen Klinik, des Kantonsspitals Olten und des Psychiatrischen Dienstes für Kinder und Jugendliche vom 10.11.1987, Änderung vom 27.03.2001, in Kraft ab 01.08.2001. Amtsblatt 2001, Nr. 24, S. 1262.

Verordnung über das Personalrecht in den Spitälern vom 07.07.1993, Änderung vom 27.03.2001, in Kraft ab 01.08.2001. Amtsblatt 2001, Nr. 24, S. 1261.

Verordnung über die Besoldungen und die Arbeitszeit des Spitalpersonals vom 17.05.1995, Änderung vom 20.06.2001, in Kraft ab 01.07.2001. Amtsblatt 2001, Nr. 40, S. 1959.

THURGAU

Verordnung des RR über Berufe des Gesundheitswesens vom 16.06.1987, Änderung vom 23.10.2001, in Kraft ab 01.11.2001. Amtsblatt 2001, Nr. 43, S. 2306.

TICINO

Legge sulla promozione della salute e il coordinamento sanitario del 18.04.1989, modifica del 19.12.2000, entrata in vigore il 13.07.2001. BU 2001, 189.

Legge sull'assistenza e cura a domicilio del 16.12.1997, modifica del 05.06.2001, entrata in vigore il 03.08.2001. BU 2001, 257.

Legge cantonale di applicazione della LF sull'assicurazione malattia del 26.06.1997, modifica del 05.06.2001, entrata in vigore il 01.07.2001. BU 2001, 264.

VAUD

Règlement d'apprentissage et d'examen de fin d'apprentissage de l'assistant en soins/assistante en soins du 13.08.2001, entrée en vigueur le 13.08.2001. FAO 2001, No 80, p. 3985.

Décret instaurant une subvention cantonale couvrant la part du coût des soins non reconnue à charge des assureurs-maladie, pour les personnes qui ne bénéficient pas d'une aide financière individuelle de l'Etat pour leur hébergement dans les établissements médico-sociaux et les divisions pour malades chroniques des hôpitaux et des centres de traitement et de réadaptation du 19.06.2001, entrée en vigueur rétroactive au 01.01.2001. FAO 2001, No 54, p. 2771.

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH – Cour (sélection) / Rechtsprechung EMRK – Gerichtshof (Auswahl)

(<http://www.echr.coe.int>)

KARAGOZ C. FRANCE, Décision de la Cour du 15 novembre 2001.

Expulsion d'une personne souffrant de troubles hormonaux et nécessitant des soins quotidiens – Art. 3 CEDH (Traitement dégradant et inhumain) – Eléments à prendre en considération – Pas de violation.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

(<http://curia.eu.int/fr/index.htm>)

COMMISSION C. REPUBLIQUE D'AUTRICHE, aff. C-424/99 – Arrêt de la Cour du 27 novembre 2001.

Manquement d'État - Directive 89/105/CEE - Notion de liste positive au sens de l'article 6 de la directive 89/105 - Délai d'examen d'une demande d'inscription d'un médicament sur ladite liste - Obligation de prévoir un recours judiciaire en cas de refus.

COMMISSION C. REPUBLIQUE ITALIENNE, aff. C-202/99 – Arrêt de la Cour du 29 novembre 2001.

Manquement d'État - Directive 78/687/CEE - Maintien d'une seconde filière de formation donnant accès à la profession de dentiste - Maintien de la possibilité d'une double inscription à l'ordre des médecins et à l'ordre des dentistes pour les médecins visés à l'article 19 de la directive 78/686/CEE.

FIRMA AMBULANZ GLÖCKNER C. LANDKREIS SÜDWESTPFALZ, aff. C-475/99 – Arrêt de la Cour du 25 octobre 2001.

Articles 85, 86 et 90 du traité CE (devenus articles 81 CE, 82 CE et 86 CE) - Transport de malades en ambulance - Droits spéciaux ou exclusifs - Restriction à la concurrence - Mission d'intérêt général - Justification - Incidence sur le commerce entre États membres.

DEUTSCHE PARACELTUS SCHULEN FÜR NATURHEILVERFAHREN GMBH C. KURT GRÄBNER, aff. C-294/00 – Conclusions de l'Avocat général du 13 décembre 2001.

Liberté d'établissement - Libre prestation des services - Champ d'application de la directive 92/51/CEE - Législation nationale réservant l'exercice des activités médicales, y compris celle permise au 'Heilpraktiker' en Allemagne, aux titulaires d'un diplôme de médecin - Législation nationale réservant la formation aux activités médicales à certaines institutions et interdisant la publicité pour des formations de ce type.

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

ALLEMAGNE

Neue Juristische Wochenschrift n° 38 (2001), p. 2789, BVerfG (2. Kammer des ersten Senats) Beschl. v. 23.7.2001 – BvR 873/00 u.a.

Werbeverbot für Ärzte. Zu den verfassungsrechtlichen Grenzen für Werbeverbote bei Zahnärzten (hier : Hinweis auf den Tätigkeitsschwerpunkt "Implantologie" auf Briefbögen und Praxisschildern).

Neue Juristische Wochenschrift n° 38 (2001), p. 2808, OLG Karlsruhe, Urt. v. 26.7.2001 – 9 U 11/01.

Belehrung über Umfang und Tragweite einer Obduktion. Zur Wirksamkeit der Zustimmung des Toten fürsorgeberechtigten zu einer Obduktion bedarf es dessen Belehrung über den Umfang und die Tragweite der Obduktion.

Neue Juristische Wochenschrift n° 38 (2001), p. 2812, BGH, Urt. v. 25.4.2001 – 2 StR 374/00 (LG Bad Kreuznach).
Abgrenzung zwischen Arznei- und Lebensmitteln bei Vitaminpräparaten.

Neue Juristische Wochenschrift n° 46 (2001), p. 3419, OLG Celle, Beschl. v. 20.2.2001 – 15 WF 38/01.

Vaterschaftsanfechtung durch die Mutter bei heterologer Insemination.

Medizinrecht, Heft 10, 2001, p. 516, BGH 08.06.2000.

Berufsrechtswidrige Werbung durch reklamehafte Anpreisung zahnärztlicher Leistungen in einer Publikumszeitschrift.

Medizinrecht, Heft 11, 2001, p. 574, OLG Koblenz 26.07.2000.

Zur Haftung von Belegarzt, Hebamme und Belegkrankenhaus im Rahmen der Geburtshilfe.

Medizinrecht, Heft 11, 2001, p. 577, OLG Nürnberg 06.11.2000.

Ärztliche Aufklärungspflicht bei Behandlungsalternativen.

AUTRICHE

Recht der Medizin 5/2001, p. 150, OGH 29.1.2001.

Aufklärung bei Blutegelbehandlung.

Recht der Medizin 5/2001, p. 152, OGH 20.2.2001.

Aufklärung bei Zahnbehandlung.

BELGIQUE

Revue de droit de la santé, 2000-2001, n° 5, p. 364. Hof van beroep te Antwerpen, 1° Kamer, 20 septembre 2000.
Devoir d'information du médecin instrumentant – Preuve – Causalité.

Revue de droit de la santé, 2000-2001, n° 5, p. 369. Hof van Beroep te Antwerpen, 2°ter Kamer, 20 octobre 1999.
Responsabilité de l'hôpital – Devoir de surveillance – Obligation de moyen – Responsabilité pour le commettant.

Revue de droit de la santé, 2000-2001, n° 5, p. 371. Cour d'appel de Mons, 8° chambre, 23 décembre 1999.
Tentative de suicide d'un patient par ingestion médicamenteuse – Faute du médecin de garde – Perte d'une chance.

Revue de droit de la santé, 2001-2002, n° 1, p. 34. Tribunal de première instance de Namur, 6° chambre, 30 mars 2001.

Consentement libre et éclairé du patient – Obligation d'information – Charge de la preuve – Lien de causalité.

FRANCE

Revue de droit sanitaire et social, n° 3, 2001, p. 525, 1^{ère} Cour de cassation civile d'Aix-en-Provence, 13 février 2001.

Cliniques – Médecin - Infections nosocomiales – Obligation de sécurité – Preuve.

La Semaine Juridique, n° 46, p. 2081- Conseil d'Etat.

Responsabilité hospitalière – Transfusion pratiquée en dépit du refus réitéré du patient - aucune faute de nature à engager la responsabilité de l'État.

Médecine & Droit 2001, n° 49, p. 22 – CA, Metz, 7.9.2000.

Hépatite C : reconnaissance du préjudice de contamination.

Médecine & Droit 2001, n° 50, p. 15 – CA, Toulouse, Ch. 1, sect. 1, 17.04.2001, jurisdata n° 146679.

En cas d'accident médical, la perte des archives d'un établissement de santé peut faire retenir la perte de chance pour le patient.

Médecine & Droit 2001, n° 50, p. 16 – CA, Paris, Ch. 1, sect. B, 7.6.2000, jurisdata n° 147836.

Une erreur de diagnostic foetal justifie une indemnisation même si une interruption de grossesse ne pouvait être envisagée.

Bull. civ. I, n° 87, Cass. Civ., 27 mars 2001.

Infections nosocomiales. Obligation de résultat. Preuve du lien de causalité.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante : <http://www.jaac.admin.ch> . La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante : <http://www.bger.ch/> .

ATF 127 I 115 – Arrêt du Tribunal fédéral du 18 juin 2001, 1^{ère} Cour de droit public.

Contestation par les proches d'une décision d'autopsie. Contrôle judiciaire (art. 10 Cst et 6 § 1 CEDH).

ATF 127 II 421 – Arrêt du Tribunal fédéral du 14 juin 2001, 2^e Cour civile.

Répétition par une assurance-maladie complémentaire de frais de traitement prétendument payés en trop à une clinique. Nature de la contestation. Fondement juridique de la répétition (enrichissement illégitime).

ATF 127 III 268 – Arrêt du Tribunal fédéral du 23 janvier 2001, 2^{ème} Cour de droit civil.

Prescription d'indemnités journalières en cas de maladie ; art. 46 LCA.

ATF 127 IV 154 – Arrêt du Tribunal fédéral du 15 juin 2001, Cour de cassation.

L'article 43 du Code pénal constitue une base légale pour une médication forcée. Proportionnalité de celle-ci en l'espèce.

ATF 127 IV 178 – Arrêt du Tribunal fédéral du 4 juillet 2001, Cour de cassation.

Commerce de champignons hallucinogènes. Pas d'infraction à la loi sur les stupéfiants mais, en raison du danger pour la santé, infraction à la loi sur les denrées alimentaires.

ATF 127 V 38 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 9 janvier 2001.

Changement d'assureur (art. 7 al. 5 LAMal). Effet de la communication tardive du nouvel assureur à l'assureur précédent.

ATF 127 V 43 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 21 mars 2001.

Contrôle du caractère économique du traitement. Validité de la limitation conditionnelle de la durée d'une garantie de paiement délivrée par un assureur-maladie à un hôpital.

ATF 127 V 80 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 3 mai 2001.

Qualité pour recourir contre les décisions de l'OFAS en matière d'admission de médicaments sur la liste des spécialités refusée aux assureurs-maladie et à leurs fédérations.

ATF 127 V 88 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 11 mai 2001.

Durée maximale de l'indemnisation quand l'indemnité journalière est réduite à la fois en raison d'une sur-indemnisation et de l'incapacité partielle de travail de l'assuré (art. 72 LAMal).

ATF 127 V 94 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 19 mars 2001.

Coordination des prestations de l'assurance obligatoire des soins et de l'allocation pour impotent de l'AVS. Calcul de la sur-indemnisation.

ATF 127 V 102 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 2 mars 2001.

Notion de causalité adéquate (art. 6 al. 1 LAA). Critères semblables quel que soit le genre de prestations en cause (rente ou prestations de soins).

ATF 127 V 138 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 25 juin 2001.

Principe et étendue de la prise en charge des coûts par l'assurance obligatoire des soins pour une hospitalisation hors canton. Notion de raisons médicales lorsque différentes techniques opératoires entrent en considération pour traiter la même maladie.

ATF 127 V 149 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 14 mai 2001.

La qualité pour recourir contre les décisions de la Commission fédérale de recours en matière de liste des spécialités appartient au Département fédéral de l'intérieur et non à l'OFAS (changement de la jurisprudence 124 V 300).

ATF 127 V 154 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 20 juin 2001.

Annonce tardive d'une incapacité de travail dans l'assurance facultative d'indemnités journalières. Sanctions admissibles (art. 72 LAMal).

ATF 127 V 156 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 15 mars 2001.

Compensation des risques (art. 105 al. 1 LAMal). Interprétation de l'art. 12 OCoR. Calcul des intérêts dus.

ATF 127 V 219 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 10 août 2001.

Droit de l'assuré AI de consulter le dossier et en principe d'être examiné dans un Centre d'observation médicale où l'on s'exprime dans une langue officielle qu'il maîtrise. A défaut, droit d'être assisté d'un interprète lors des examens médicaux et d'obtenir gratuitement une traduction du rapport d'expertise du COMAI.

ATF 127 V 242 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 22 août 2001.

Une participation aux frais de médicaments par le biais de la prestation complémentaire n'est possible que pour la franchise et la quote-part.

ATF 127 V 268 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 5 septembre 2001.

Les frais de traitement en cas de complications survenues en cours de grossesse sont des frais de maladie. L'assurée doit donc participer aux coûts de ces prestations.

ATF 127 V 275 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 18 juillet 2001.

Conditions formelles et matérielles de l'autorisation d'augmenter le prix des médicaments compris dans la liste des spécialités. Maintien de la jurisprudence (ATF 109 V 212) rendue sous l'empire de la LAMA.

ATF 127 V 281 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 9 juillet 2001.

Droit propre de chaque assureur d'exiger d'un fournisseur de prestations la restitution de sommes perçues indûment, même dans le système du tiers garant. Action collective possible comme sous l'empire de la LAMA.

Arrêt K8/01 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 30 novembre 2001.

Prise en charge par l'assurance obligatoire des soins de l'extraction de dents de sagesse en cas de dislocation dentaire.

Arrêt K81/98 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 19 décembre 2001.

Le canton de domicile de l'assuré doit participer aux frais de traitements ambulatoires prodigués dans un hôpital d'un autre canton, comme en cas d'hospitalisation hors canton.

RDT 2001, p. 344 – Arrêt du Tribunal fédéral du 1^{er} octobre 2001, 2^e Cour civile (5C.234/2001).

Privation de liberté à des fins d'assistance. Causes. Expertise. Exigences d'indépendance de l'expert.

JT 2001 I 121 (= ATF 126 III 345 (cité dans *San-news* n° 14)).

Assurance complémentaire à l'assurance-maladie selon la LAMal, droit transitoire : la garantie de la situation acquise au sens de la disposition transitoire de l'art. 102 al. 2, 3e phrase LAMal, n'oblige pas la caisse-maladie à offrir à un assuré qui lui est affilié une assurance complémentaire qui couvre les frais non couverts d'un traitement ambulatoire par un médecin conventionné jusqu'à concurrence du montant du tarif privé, comme cela était possible sous l'empire de la LAMA.

Semaine judiciaire, n° 8, octobre 2001 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 12.02.2001.

Même si les soins à domicile s'avèrent aussi efficaces et adéquats que pourraient l'être ceux administrés dans un home, il convient d'examiner leur économicité.

Semaine judiciaire, n° 8, octobre 2001 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 09.05.2000.

N'est pas à la charge de l'assurance maladie, le remboursement d'amalgames dentaires contenant des substances auxquelles l'assuré est allergique car le dommage initial était évitable par des soins adéquats.

Semaine judiciaire, n° 8, octobre 2001 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 05.06.2000.

L'assuré majeur est personnellement débiteur des arriérés de primes pour la période où il était encore mineur.

RAMA 3/2001, p. 140 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 11.12.2000.

Suspension de la couverture du risque d'accident ; droit de l'assureur-maladie de réclamer la part de prime arriérée.

RAMA 3/2001, p. 179 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 12 février 2001.

L'appréciation du caractère économique (soins à domicile) ne doit pas s'effectuer par une simple comparaison des frais de part et d'autre. Mais lorsque, au regard de mesures également adéquates, il existe une disproportion manifeste entre ces frais, la mise en œuvre de soins à domicile ne peut plus être considérée comme économique, même au regard d'intérêts légitimes de l'assuré.

RAMA 3/2001, p. 184 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 15 mars 2001.

Comme sous l'ancien droit (LAMA), la LAMal ne fait pas de différence, s'agissant des réserves qui peuvent être instituées par l'assureur dans l'assurance facultative d'indemnités journalières, entre la première admission d'un assuré et sa réadmission après une période d'affiliation antérieure.

RAMA 3/2001, p. 190 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 16 mars 2001.

L'assureur-maladie selon la LAMal n'est pas tenu de se porter garant des accidents survenus avant le 1^{er} janvier 1996.

RAMA 4/2001, p. 283 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 16 mai 2001.

La computation du délai de préavis d'un mois selon l'art. 7, al. 2 LAMal est soumise à la théorie de la réception. Cela signifie que le préavis doit parvenir à l'assureur au plus tard le dernier jour du délai légal.

RAMA 4/2001, p. 290 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 20 juin 2001.

Les assureurs peuvent prévoir dans leurs statuts ou leurs règlements, aux mêmes conditions que sous l'ancien droit, des sanctions en cas d'annonce tardive d'une incapacité de travail.

RAMA 4/2001, p. 307 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 25 juin 2001.

Dans l'assurance facultative d'indemnités journalières, les assureurs ne peuvent restreindre la durée du droit aux prestations (720 jours) à l'égard des personnes qui ont atteint leur soixante-cinquième année.

JAAC N° 65.90, 2001 vol. III – Décision de la Commission fédérale de recours en matière d'assurance-accidents du 7.7.2000.

Sécurité d'installations et d'appareils techniques. Exigences de conformité auxquelles doit répondre une installation pour la construction d'éléments. Interdiction de vente d'une installation ne satisfaisant pas à ces exigences, jusqu'à ce qu'un organisme agréé ait établi un certificat de sécurité (art. 11 LSIT).

JAAC N° 65.91, 2001 vol. III – Décision de la Commission fédérale de recours en matière d'assurance-accidents du 12.1.2001.

Tarif des primes de la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents (CNA/SUVA) en matière d'assurance obligatoire des accidents professionnels. Système bonus-malus. Calcul annuel de la prime nécessaire et possibilité de vérifier le classement.

JAAC N° 65.118, 2001 vol. IV – Décision de la Commission de recours DFE du 4.1.2001.

Produits phytosanitaires. Qualité pour recourir. Position des titulaires d'autorisations délivrées pour des produits phytosanitaires.

Pratique Juridique Actuelle 10/2001, p. 1214 – Arrêt de la 1ère cour de droit public du Tribunal fédéral dans l'affaire : P. c. Psychiatrische Universitätsklinik Basel (PUK) und Psychiatrie-Rekurskommission Basel-Stadt (Résumé de l'ATF 127 I 6, cité in *San-News* n° 16).

Traitement forcé dans une clinique psychiatrique (avec commentaire d'Alain Joset).

Die Praxis, Heft 8/2001, Nr. 125 p. 746 – Arrêt (non publié) du Tribunal fédéral du 28 février 2000, 2^e Cour de droit public.

Unterstellung des « Aura-Balance-Akku » (bioenergetisches Gerät) unter die Medizinprodukteverordnung. Vertriebsverbot und Kundeninformationspflicht (Art. 3 lit. a MepV; Art. 11 STEG und Art. 17 Abs. 1 MepV).

Die Praxis, Heft 11/2001, Nr. 185 p. 1124 (= SVR 2001 KV Nr. 46) – Arrêt (non publié) du Tribunal fédéral des assurances du 23 janvier 2001.

Bedeutung und Wirkung einer « Positivliste » in der Krankenversicherung (Art. 25 Abs. 2 lit. a Ziff. 1 und 3 KVG; Art. 46 Abs. 1 KVV).

Die Praxis, Heft 11/2001, Nr. 186 p. 1130 (= SVR 2001 UV Nr. 23) – Arrêt (non publié) du Tribunal fédéral des assurances du 5 mars 2001.

Wagnisbegriff (Art. 39 UVG; Art. 50 Abs. 2 UVV).

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

AARGAU

AGVE 2000 Nr 47 S. 168 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 24.3.00.

Zwangsmassnahmen im Rahmen einer fürsorgerischen Freiheitsentziehung. Art. 67e^{bis} des aargauischen EG ZGB ist eine genügende gesetzliche Grundlage für solche Zwangsmassnahmen und liegt im öffentlichen Interesse. Die Verhältnismässigkeit soll in jedem konkreten Einzelfall geprüft werden.

AGVE 2000 Nr 48 S. 175 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 13.6.00.

Verhältnismässigkeit einer Zwangsmedikation im Rahmen einer fürsorgerischen Freiheitsentziehung bejaht.

AGVE 2000 Nr 49 S. 180 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 29.8.00.

Die Zwangsisolation als Zwangsmassnahme im Rahmen einer fürsorgerischen Freiheitsentziehung ist nur als ultima ratio im Akutfall zulässig; die aufschiebende Wirkung dieser Anordnung ist aber grundsätzlich nicht zulässig.

AGVE 2000 Nr 53 S. 191 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 17.11.00.

Zwangsmassnahmen im Rahmen einer fürsorgerischen Freiheitsentziehung. Fixierung mit Bauchgurt in Isolation ist nur in akuter Notsituation verhältnismässig. Das Besuchsverbot einer Anstaltspfarrerin und den Bibelentzug sind im konkreten Fall unverhältnismässig.

BERNE

BVR/JAB 2001 p. 409ss. – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 16.11.2000.

Oeuvres sociales: tâches de l'assistance publique (art. 53s et 67 al. 2 LOS); garantie de paiement pour un séjour dans un centre thérapeutique pour le traitement de la boulimie.

BVR/JAB 2001 p. 469ss. – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 6.12.2000.

Assurance-accidents: fixation d'une rente complémentaire (art. 20 al. 2 LAA).

JURA

RJJ 2001/3 p. 253 ss. – Arrêt de la Chambre des assurances du 22 février 2001 en la cause X. c. Caisse Vaudoise.

Art. 4 et 6 LCA. Contrat d'assurance-maladie complémentaire. Réticence. Responsabilité de l'agent acquisateur.

NIDWALD

NGVP 1997-2000 Nr 48 S. 131 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 30.10.00 (hängig vor dem EVG).

Leistungen bei Mutterschaft nach KVG. Die medikamentöse Behandlung einer tiefen Beinvenenthrombose, auch wenn sie anlässlich der Schwangerschaft aufgetreten ist, fällt nicht unter den Katalog der kostenbefreiten besonderen Leistungen bei Mutterschaft im Sinne von Art 29 KVG i.V.m. Art. 13 ff. KLV.

SOLOTHURN

SOG 2000 Nr 37 S. 141 – Entscheid des Versicherungsgerichts vom 30.6.00.

Die Kosten für den Spitalaufenthalt des gesunden Säuglings, für welchen keine Zusatzversicherung bei der Krankenversicherung der Mutter besteht, sind nicht aus der Zusatzversicherung der Mutter zu entschädigen.

SOG 2000 Nr 38 S. 147 – Entscheid des Versicherungsgerichts vom 16.6.00.

Die Kosten eines von Angehörigen eines Patienten durchgeführten Krankentransportes gehen in der Regel nicht zu Lasten der obligatorischen Krankenpflegeversicherung.

THURGAU

TVR 2000 Nr 32 S. 146 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 8.11.00.

Entbindung vom Arztgeheimnis, § 18 Abs. 2 Gesetz über das Gesundheitswesen. Schwere Vorwürfe innerhalb der Familie können ein Interesse an der Öffnung der Krankengeschichte eines durch Suizid Verstorbenen begründen. Der Interessenkonflikt mit Lebenden, in den Akten genannten Dritten, kann unter Umständen dadurch gelöst werden, dass das Gericht Einsicht in die Krankengeschichte nimmt und hernach konkret gestellte Fragen beantwortet.

VAUD

Plädoyer 5/2001, p. 64 – Arrêt du Tribunal fédéral du 27.03.01.

Droit aux soins et protocole de recherche : un patient inclus dans un protocole de recherche a-t-il le droit d'être maintenu dans le protocole ? (avec commentaire de Dominique Sprumont).

ZÜRICH

NB : der ungekürzte Text sämtlicher Entscheide des zürcherischen Verwaltungsgerichts kann auf der Webseite www.vgrzh.ch eingesehen werden.

RB ZH 2000 Nr 74 S. 153 – Entscheidung des Verwaltungsgerichts Nr VB.2000.00047 vom 23.3.00.

Das Binnenmarktgesetz verlangt nicht die Anerkennung ausländischer, von anderen Kantonen anerkannter Berufsbildungsdiplome (hier : schwedisches Zahnarztdiplom).

RB ZH 2000 Nr 75 S. 154 – Entscheidung des Verwaltungsgerichts Nr VB.2000.00066 vom 11.5.00.
Die Meinungs- und Informationsfreiheit sowie das Recht auf Schutz der Privatsphäre begründen einen Anspruch darauf, den Patienten einer psychiatrischen Klinik sachliche Informationen Dritter über ihre Rechtsansprüche zukommen zu lassen (Art. 8, 10 EMRK, Art. 13, 16 BV).

RB ZH 2000 Nr 76 S. 158 – Entscheidung des Verwaltungsgerichts Nr VB.2000.00074 vom 5.6.00.
Die Einholung eines Gutachtens über den Gesundheitszustand einer Ärztin im Rahmen eines Verfahrens betreffend den Entzug der Praxisbewilligung stützt sich auf eine genügende gesetzliche Grundlage, liegt im öffentlichen Interesse und ist angesichts des Verdachts auf eine psychische Erkrankung verhältnismässig.

RB ZH 2000 Nr 77 S. 159 – Entscheidung des Verwaltungsgerichts Nr VB.2000.00359 vom 21.12.00.
Die von der Gesundheitsdirektion für die Übergangszeit bis zum Inkrafttreten einer gesetzlichen Regelung erlassenen Richtlinien über die Zulassung zur selbständigen Berufstätigkeit als Psychotherapeut erweisen sich als rechtmässig.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl) (cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

ATTARAN A., GILLESPIE-WHITE L., Do patents for antiretroviral drugs constrain access to AIDS treatment in Africa?, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 1886.

HAAGE H., Impfstoffversand an Ärzte, *Medizinrecht*, Heft 11, 2001, p. 562.

LIERMAN S., European product safety, liability and single-use devices in a medical context, *European Journal of Health Law* 2001, vol. 8, n° 3, p. 207.

MCCORMICK B.B., TOMLINSON G., BRILL-EDWARDS P. and al., Effect of restricting contact between pharmaceutical company representatives and internal medicine residents on post-training attitudes and behaviour, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 1994.

SNELL B., Inappropriate drug donations: the need for reforms, *Lancet* 358 (2001), p. 578.

ZHAN C., SANGH J., BIERMAN A.S. and al., Potentially inappropriate medication use in the community-dwelling elderly. Findings from the 1996 medical expenditure panel survey, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 2823.

Assurances sociales

KINGREEN T., Zur Inanspruchnahme von Gesundheitsleistungen im europäischen Binnenmarkt, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 46 (2001), p. 3483.

Droits des patients, droit de la personnalité

AJAJ A., SINGH M.P., ABDULLA A.J.J., Should elderly patients be told they have cancer? Questionnaire survey of older people, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 1160.

- ANDROULIDAKIS-DIMITRIADIS I., Embryo *in vitro* – Rechtsnatur und Status, in : *Aufbruch nach Europa – 75 Jahre Max-Planck-Institut für Privatrecht*, Tübingen, 2001, p. 797.
- BARACH P., MOSS F., Delivering safe health care, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 585.
- BELL D., BENNETT B., Genetic secrets and the family, *Medical Law Review*, vol. 9 n° 2, Summer 2001, p. 130.
- BOULANGER M.-H., CALLENS S. et BRILLON S., La protection des données à caractère personnel relatives à la santé et la loi du 8 décembre 1992, *Revue de droit de la santé*, 2000-2001, n° 5, p. 326.
- BYK C., La convention européenne sur la biomédecine et les droits de l'Homme et l'ordre juridique international, *Journal du droit international* 128 (2001), n° 1, p. 47.
- COOK D.J., GUYATT G., ROCKER G. and al., Cardiopulmonary resuscitation directives on admission to intensive-care unit: an international observational study, *Lancet* 358 (2001), p. 1941.
- DAUCHY J.-M., Le contrôle par la Cour européenne des droits de l'homme des décisions administratives d'internement psychiatrique, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 3, 2001, p. 474.
- DEUTSCH E., Die Behandlung von Patienten mit fortgeschrittenen Tumoren als Rechtsproblem, *Medizinrecht*, Heft 9, 2001, p. 435.
- DODEGGE G., Die Entwicklung des Betreuungsrecht bis Anfang Juni 2001, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 38 (2001), p. 2758.
- EDITORIAL THE LANCET, Privacy for patients who are health-care workers, *Lancet* 358 (2001), p. 1911.
- FALLOWFIELD L., Participation of patients in decisions about treatment for cancer. Desire for information is not the same as a desire to participate in decision making, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 1144.
- GOSTIN L.O., At law. The Rights of Pregnant Women: The Supreme Court and Drug Testing, *Hastings Center Report* 2001, September-October, p. 8.
- JOURDAIN P., Limitation thérapeutique de l'information médicale en matière de diagnostic, *Le Dalloz* 2000, n° 44, p. 470.
- KATZ J.N., Patient preferences and health disparities, *Journal of American Medical Association* 286 (2001), p. 1506.
- KRAVITZ R.L., MELNIKOW J., Engaging patients in medical decision making. *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 584.
- LEWIN S., MEYER I.H., Torture, ill-treatment, and sexual identity, *Lancet* 358 (2001), p. 1899.
- O'NEILL D., Present, rather than, advance directives, *Lancet* 358 (2001), p. 1921.
- PROUGH D.S., Are enough explicit resuscitation directives obtained for critically ill patients?, *Lancet* 358 (2001), p. 1920.
- STRÄTLING M. et al., Möglichkeiten zur Verminderung rechtlicher und ethischer Probleme bei der Behandlung nicht einwilligungsfähiger oder von Entscheidungsunfähigkeit bedrohter Patienten, *Medizinrecht*, Heft 8, 2001, p. 385.
- WELLMAN C., Old rights and new medical technology, in : *Consequences of modernity in contemporary legal theory*, Berlin 2001, p. 293.
- WESTBERG K., LYNØE N., LALOS A. and al., Getting informed consent from patients to take part in the clinical training of students: randomised trial of two strategies, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 488.

Ethique biomédicale

ASAI A., OHNISHI M., NAGATA S.K. and al., Doctors' and nurses' attitudes towards and experiences of voluntary euthanasia: survey of members of the Japanese Association of Palliative Medicine, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 324.

BOYD K., Deciding about resuscitation, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 291.

Journal of Medical Ethics Supplément II du volume 27 est consacré au thème "The New Ethics of Abortion".

MCLELLAN F., US government undercuts Oregon's assisted-suicide law, *Lancet* 358 (2001), p. 1788.

ONWUTEAKA-PHILIPSEN B.D., VAN DER WAL G., A protocol for consultation of another physician in cases of euthanasia and assisted suicide, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 331.

RENDHORFF J. D., Legislation, bioethics, judgement, in : *Consequences of modernity in contemporary legal theory*, Berlin 2001, p. 259.

ROMANO-CRITCHLEY G., SOMMERVILLE A., Professional guidelines on Decisions Relating to Cardiopulmonary Resuscitation: introduction, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 308.

A joint statement from the British Medical Association, the Resuscitation Council (UK) and the Royal College of Nursing. *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 310.

GILL R., Decisions Relating to Cardiopulmonary Resuscitation: commentary 1: CPR and cost of autonomy, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 317.

LUTTRELL S., Decisions Relating to Cardiopulmonary Resuscitation: commentary 2: Some concerns, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 319.

WATT H., Decisions Relating to Cardiopulmonary Resuscitation: commentary 3: Degrading lives?, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 321.

The distinction between withdrawing life sustaining treatment under the influence of paralysing agents and euthanasia.

STREET R., HENDERSON J., Are we treading a fine line?;

INWALD D., VANDYCK W., Paralysing agents may be given up but not at or beyond the point of extubation;

GREIG-MIDLANE H., The parents' perspective on withdrawing treatment;

EDWARDS S.J.L., The doctrine of double effect is difficult but not impossible to apply. *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 388.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

CHOUDHRY S., BRENNAN T.A., Collective bargaining by physician – Labour law, antitrust law, and organized medicine, *New England Journal of Medicine*, 345 (2001), p. 1141.

DEYO R.A., A Key medical decision maker: the patient. New decision making aids should help patients make the decisions, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 466.

FOUASSIER E., Pharmacies virtuelles...de la chimère juridique à la baudruche médiatique, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 3, 2001, p. 496.

HAKENBERG W., Die Möglichkeit der Vorlage an den Europäischen Gerichtshof am Beispiel der Niederlassungsfreiheit für Ärzte, *Medizinrecht*, Heft 10, 2001, p. 507.

IRVINE D., Doctors in the UK: their new professionalism and its regulatory framework, *Lancet* 358 (2001), p. 1807.

KERN B.-R., Zur Zulässigkeit der ärztlichen Behandlung im Internet, *Medizinrecht*, Heft 10, 2001, p. 495.

MEMETEAU G., Propositions pour une clause de cession de contrat d'exercice libéral dans une clinique, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 3, 2001, p. 528.

REVET T., Commentaire d'arrêt (cession de la clientèle médicale), *Revue trimestrielle de droit civil*, 2001, p. 167.

STERN V., Gynaecological examinations post-Ledward – a private matter, *Lancet* 358 (2001), p. 1896.

Génétique humaine et biotechnologies

ANNAS G.J., Reforming informed consent to genetic research, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 2326.

BADURA-LOTTER G., Ethical, biological and legal aspects in the use of human embryonic stem cells in Germany, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, vol. 7, n° 2 2001, p. 38.

BESKOW L.M., BURKE W., MERZ J.F. and al., Informed consent for population-based research involving genetics, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 2315.

DABURON C., Médecine prédictive : les dangers d'un nouveau pouvoir, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 3, 2001, p. 453.

FASSBENDER K., Präimplantationsdiagnostik und Grundgesetz, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 38 (2001), p. 2745.

GASSNER U. M., Tissue Engineering im Normendschub, *Medizinrecht*, Heft 11, 2001, p. 553.

GRILLET V., L'Europe face au clonage humain : problèmes et perspectives juridiques, *Médecine & Droit*, 2001, n° 49, p. 1.

HERZOG F., Präimplantationsdiagnostik – im Zweifel für ein Verbot ?, *Zeitschrift für Rechtspolitik*, Heft 9, 2001, p. 393.

HUFEN F., Präimplantationsdiagnostik aus verfassungsrechtlicher Sicht, *Medizinrecht*, Heft 9, 2001, p. 440.

LILIE H., ALBRECHT D., Strafbarkeit im Umgang mit Stammzelllinien aus Embryonen und damit in Zusammenhang stehender Tätigkeiten nach deutschem Recht, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 38 (2001), p. 2774.

SCHULZ S., Schleichende Harmonisierung der Stammzellforschung in Europa?, *Zeitschrift für Rechtspolitik*, Heft 11, 2001, p. 526.

RENZOIKOWSKI J., Die strafrechtliche Beurteilung der Präimplantationsdiagnostik, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 38 (2001), p. 2753.

TAUPITZ J., Der rechtliche Rahmen des Klonens zu therapeutischen Zwecken, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 47 (2001), p. 3434.

Mesures médicales spéciales

DELMAS V., Le don du corps à la science, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2001 tome 185 n° 5, p. 849.

DUPONT M., La réglementation des prélèvements à but scientifique en France, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2001 tome 185 n° 5, p. 867.

DUYCKAERTS C. et al., Les associations de malades et les banques de tissus, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2001 tome 185 n° 5, p. 857.

HAUW J. J., Les différentes variétés d'autopsie. Propositions pour un renouveau de l'autopsie médicale et scientifique, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2001 tome 185 n° 5, p. 829.

MCCARTHY D., Why sex selection should be legal, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 302.

MALICIER D., Les indications de l'autopsie médico-légale en France, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2001 tome 185 n° 5, p. 839.

MATHIEU B., Une jurisprudence selon Ponce Pilate (constitutionnalité de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse et la contraception), *Le Dalloz* 2001, n° 31, p. 2533.

SHELDON S., WILKINSON S., Termination of pregnancy for reason of foetal disability: are there grounds for a special exception in law?, *Medical Law Review*, vol. 9 n° 2, Summer 2001, p. 85.

Recherche biomédicale

BAUCHNER H., SHARFSTEIN J., Failure to report ethical approval in child health research: review of published papers, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 318.

CALLENS S., TER HEERDT J., Naar een normering voor het bevolkingsonderzoek, *Revue de droit de la santé*, 2001-2002, n° 1, p. 5.

CAMPBELL E.G., WEISSMAN J.S., MOY E. et al., Status of clinical research in academic health centers, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 800.

DEUTSCH E., Klinische Prüfung von Arzneimitteln : eine Europäische Richtlinie setzt Standards und vereinheitlicht Verfahren, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 46 (2001), p. 3361.

DUGUET A. M., Genetic research : Between freedom in research and the patient's rights: contribution of the Declaration of Helsinki, *European Journal of Health Law* 2001, vol. 8, n 3, p. 203.

EMANUEL E.J., MILLER F.G., The ethics of placebo-controlled trials – A Middle Ground, *New England Journal of Medicine*, 345 (2001), p. 915.

EYSENBACH G., TILL J.E., Ethical issues in qualitative research on internet communities, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 1103.

FORSTER H.P., EMANUEL E., GRADY C., The 2000 revision of the Declaration of Helsinki; a step forward or more confusion?, *Lancet* 358 (2001), p. 1449.

GEGGIE D., A survey of newly appointed consultants attitudes towards research fraud, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 344.

HUSTON P., PETERSON R., Withholding proven treatment in clinical research, *New England Journal of Medicine*, 345 (2001), p. 912.

JOFFE S., COOK E.F., CLEARY P.D. and al., Quality of informed consent in cancer clinical trials: a cross-sectional survey, *Lancet* 358 (2001), p. 1772.

LA MONTAGNE J.R., Biotechnology and research : promise and problems, *Lancet* 358 (2001), p. 1723.

LEWIS J.C., TOMKINS S., SAMPSON J.R., Ethical approval for research involving geographically dispersed subjects: unsuitability of the UK MREX/LREC system and relevance to uncommon genetic disorders, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 347.

LILFORD L.J., BRAUNHOLTZ D., EDWARDS S. and al., Monitoring clinical trials - interim data should be publicly available, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 441.

MILLER E.D., Clinical investigators – The endangered species revisited, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 845.

MONTANER J.S.G., O'SHAUGHNESSY M.V., SCHECHTER M.T., Industry-sponsored clinical research: a double-edged sword, *Lancet* 358 (2001), p. 1893.

REVERBY S.M., More than fact and fiction: Cultural memory and the Tuskegee syphilis study, *Hastings Center Report* 2001, September-October, p. 22.

TATTERSHALL M.H.N., Examining informed consent to cancer clinical trials, *Lancet* 358 (2001), p. 1742.

VALLANCE P., Biotechnology and new companies arising from academia, *Lancet* 358 (2001), p. 1804.

What are the effects of the fifth revision of the Declaration of Helsinki.

TOLLMAN S.F., Fair partnerships support ethical research.

BASTIAN H., Gains and losses for rights of consumer and research participants.

DOLL R., Research will be impeded.

HIRSCH L., GUESS H.A., Some clauses will hinder development of new drugs and vaccines. *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 1417.

Responsabilité médicale

BLANCHER G., Infections nosocomiales et responsabilité médicale, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2001 tome 185 n° 6, p. 1175.

DEMONT L., Chronique de jurisprudence – responsabilité pénale médicale, *Médecine & Droit*, 2001, n° 49, p. 9.

FINLAYSON B., DEWAR S., Reforming complaints systems: UK and New Zealand, *Lancet* 358 (2001), p. 1290.

HAUSER J. (1), JOURDAIN P. (2), LIBCHABER R. (3), Commentaires de l'arrêt Perruche, *Revue trimestrielle de droit civil*, 2001, p. 103 (1), 149 (2), 226 (3).

JESTAZ PH., Une question d'épistémologie (à propos de l'affaire Perruche), *Revue trimestrielle de droit civil*, 2001, p. 547.

JOURDAIN P., Commentaire d'arrêt (infections nosocomiales, obligation de résultat et preuve du lien de causalité), *Revue trimestrielle de droit civil* 2001, p. 596.

LEE S.K., COWIE S.E., Medical students and remediation of error, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 1082.

MARKESINIS B., Réflexions d'un comparatiste anglais sur et à partir de l'arrêt Perruche, *Revue trimestrielle de droit civil*, 2001, p. 77.

MAZEAUD D., Responsabilité médicale sans faute : la Cour de cassation découvre une nouvelle obligation de sécurité de résultat, *Le Dalloz* 2001, n° 28, p. 2236.

MÜLLER G., Arzthaftung und Sachverständigenbeweis, *Medizinrecht*, Heft 10, 2001, p. 487.

NASRI A., Feu la faute lourde : nature de la faute médicale (Conseil d'Etat, 27 juin 1997), *Médecine & Droit*, 2001, n° 50, p. 6.

RUNCIMAN B., MERRY A., MCCALL SMITH A., Improving patients' safety by gathering information. Anonymous reporting has an important role, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 298.

SCHWALL K., ITZEL P., Grundstrukturen der zivilrechtlichen Haftung von Belegarzt, Hebamme und Belegkrankenhaus im Rahmen der Geburtshilfe, *Medizinrecht*, Heft 11, 2001, p. 565.

STEFFEN E., Einige Überlegungen zur Haftung für Arztfehler in der Telemedizin, in: *Festschrift für Hans Stoll zum 75. Geburtstag*, Tübingen, 2001, p. 71.

The Journal of Law, Medicine & Ethics, 29/3 and 4(2001), est consacré au Symposium: Patient injury, medical errors, liability, and reform.

WUSTHOFF C.J., Medical mistakes and disclosure: The role of the medical student, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 1080.

SIDA, lutte contre les épidémies

BIRD S.M., LEIGH BROWN A.J., Criminalisation of HIV transmission: implications for public health in Scotland, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 1174.

Système de santé, politique de la santé

BRAITHWAITE J., The challenge of regulating care for older people in Australia, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 443.

BRAVEMAN P., STARFIELD B., GEIGER H.J., World Health report 2000: how it removes equity from the agenda for public health monitoring and policy, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 678.

BROWMAN G.P., Development and aftercare of clinical guidelines. The balance between rigor and pragmatism, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 1509.

DEXTER P.R., PERKINS S., OVERHAGE J.M. and al., A Computerized reminder system to increase the use of preventive care for hospitalized patients, *New England Journal of Medicine*, 345 (2001), p. 965.

CAMPBELL S.M., HANN M., HACKER J. and al., Identifying predictors of high quality care in English general practice: observational study, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 784.

FERRIS T., CHANG Y.C., Blumenthal D. and al., Leaving gate-keeping behind – Effects of opening access to specialists for adults in a health maintenance organization, *New England Journal of Medicine*, 345 (2001), p. 1312.

FRANK R.G., GOLDMAN H.H., MCGUIRE T.G., Will parity on coverage result in better mental health care?, *New England Journal of Medicine*, 345 (2001), p. 1701.

HARRINGTON C., Residential facilities in the United States (regulating nursing homes), *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 507.

HORTON R., Violence and medicine : the necessary politics of public health, *Lancet* 358 (2001), p. 1472.

IGLEHART J.K., The Centers for medicare and medicaid services, *New England Journal of Medicine*, 345 (2001), p. 1920.

KERRISON S.H., POLLOCK A.M., Caring for older people in the private sector in England, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 566.

LAWRENCE D., Gate-keeping reconsidered, *New England Journal of Medicine*, 345 (2001), p. 1342.

MAJEED A., BINDMAN A.B., WEINER J.P., Use of risk adjustment in setting budgets and measuring performance in primary care I: how it works; Use of risk adjustment in setting budgets and measuring performance in primary care II: advantages, disadvantages, and practicalities, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 604.

MASON J., FREEMANTLE N., NAZARETH I. and al., When is it cost-effective to change the behavior of health professionals?, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 2988.

MCNEIL B.J., Shattuck lecture – Hidden barriers to improvement in the quality of care, *New England Journal of Medicine*, 345 (2001), p. 1612.

PICKERSGILL T., The European working time directive for doctors in training, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 1266.

RIGBY M., FORSSTRÖM J., ROBERTS R. and al., Verifying quality and safety in health informatics services, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 552.

SASSI F., LE GRAND J., ARCHARD L., Equity versus efficiency : a dilemma for the NHS, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 762.

SHEKELLE P.G., ORTIZ E., RHODES S. and al., Validity of the agency for healthcare research and quality clinical practice guidelines. How quickly do guidelines become outdated, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 1461.

SHEPHERD J.P., Criminal deterrence as a public health strategy, *Lancet* 358 (2001), p. 1717.

STEVENS D.P., HOLLAND G.J., KIZER K.W., Results of a nationwide veterans affairs initiative to align graduate medical education and patient care, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 1061.

Violence in the workplace. The nurse's experience.

GOUGH P., Commentary: could guidelines reduce number of incidents?; GOSS R.M., Commentary: Carers deserve care too;

JORDAN S., Commentary: Roles and identities.
British Medical Journal, 323 (2001), p. 1262.

WITHEAD M., DAHLGREN G., EVANS T., Equity and health sector reforms : can low-income countries escape the medical poverty trap?, *Lancet* 358 (2001), p. 833.

Transplantations

LIPPERT H.-D., Forschung an und mit Körpersubstanzen – wann ist die Einwilligung des ehemaligen Trägers erforderlich ?, *Medizinrecht*, Heft 8, 2001, p. 406.

MORIOKA M., Reconsidering brain death. A lesson from Japan's fifteen years of experience, *Hastings Center Report* 2001, July-August, p. 41.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

BAUMGARTNER M. O., *The right to die: rechtliche Probleme um Sterben und Tod: Suizid, Sterbehilfe, Patientenverfügung*, Berlin, Berne, Frankfurt 2000.

DEINERT H., *Das Recht der psychisch Kranken: eine Zusammenstellungsbundes- und landrechtlicher Vorschriften, welche Hilfsangebote enthalten, mit einem Beitrag der Rechtschadensforschung zur Freiheitsentziehenden Unterbringung*, Köln 2000.

EPPELT M. D., *Grundrechtsverzicht und Humangenetik : der Verzicht auf Grundrechte, insbesondere im Rahmen der Einwilligung in die Anwendung neuerer, humangenetischer Diagnose und Therapien*, Herdecke 1999.

EVERSCHOR M., *Probleme der Neugeborenenethanasie und der Behandlungsgrenzen bei Schwerstgeschädigten Kindern und ultrakleinen Frühgeborenen aus rechtlicher und ethischer Sicht*, Frankfurt a.M., Berne 2001.

FAURE M., KOZIOL H. (éd.), *Cases on medical malpractice in a comparative perspective*, Wien, New York 2001.

FREEMAN M., LEWIS A., *Law and medicine: Current legal issues*, vol. 3, Oxford 2000.

JÜRGEN S., KNOEPFLER N. et BUYTEN R., *Gendiagnostik und Versicherung : die internationale Lage im Vergleich*, Baden-Baden 2001

KAMP I., *Die Europäische Bioethik-Konvention : Medizinische Versuche an einwilligungsunfähigen Menschen unter besonderer Berücksichtigung der Vorgaben im nationalen und internationalen Recht*, Frankfurt a.M., Berlin, Berne, 2000.

MERKEL R., *Freiethanasie : rechtsethische und strafrechtliche Grundlagen ärztlicher Entscheidungen über Leben und Tod in der Neonatalmedizin*, Baden-Baden, 2001.

NICKEL L. C., SCHMIDT-PREISIGKE A. et SENGLER H., *Transplantationsgesetz, Kommentar*, Stuttgart, Berlin, Köln 2001.

OSTHEIDE S., *Die Schadensersatzrechtliche Problematik des unerwünschten Kindes im deutschen Zivilrecht*, Frankfurt a.M., Berlin, Bern 2000.

REINHARDT-GILMOUR A., *Rechtsfragen der Elektrokrampftherapie : eine medizinrechtliche Studie mit Bezugnahme auf 1904 BGB und weiteren vergleichenden Betrachtungen*, Frankfurt a.M., Bern 2001.

SCHRÖDER M., *Gentechnikrecht in der Praxis*, Baden-Baden 2000.

TAUPITZ J., *Genetische Diagnostik und Versicherungsrecht*, Karlsruhe 2000.

VON HERSG, E. et TAUPITZ J., *Forschungsfreiheit und Forschung Kontrolle in der Medizin : zur geplanten Revision des Deklaration von Helsinki = Freedom and Control of Biomedical : The planned Revision of the Declaration of Helsinki*, Berlin 2000.

WEBER A., LEIENBACH V., *Die Systeme der Sozialen Sicherung in der Europäischen Union*, Baden-Baden 2000.

WACHENHAUSEN H., *Medizinische Versuche und klinische Prüfung an Einwilligungsunfähigen*, Frankfurt a. M., Berlin, Bern 2001.

WOHN A., *Medizinische Reproduktionstechniken und das neue Abstammungsrecht*, Bielfeld 2001.

II. **Doctrine suisse / Schweizerische Lehre**

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

PUGATSCH S., *Lovely cow : neue Anpreisungspraxis im Lebensmittelrecht ?*, *Medialex* 2001, p. 59.

Assurances sociales

ABBE-DECARROUX, La LAMal et les mécanismes de la concurrence, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 36, p. 1910.

AVIS DE DROIT DE L'OFFICE FEDERAL DE LA JUSTICE DU 21 MAI 2001, ACTUALISE LE 29 OCTOBRE 2001 : Assurance-maternité cantonale (genevoise) ; question relative à l'obligation de payer les cotisations de l'employeur pour le personnel fédéral employé à Genève, *JAAC N° 65.92, 2001 vol. IV*.

BRUNNER H. H., Obligation de contracter – que faire ?, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 42, p. 2550.

BUEHLER A., Meniskuläsionen und soziale Unfallversicherung, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 44, p. 2339.

CAMENZIND P., KÄNZIG H., Statistique 2000 de l'assurance-maladie: Résultats provisoires, *Sécurité sociale* 2001, n° 4, p. 211.

CONTI C., Zusatzhonorar des Arztes und KVG, *Pratique Juridique Actuelle*, 10 (2001), p. 1148.

DUC J.-L., Approche critique de la loi sur la partie générale des assurances sociales (LPGA), texte remanié et complété de l'exposé présenté à l'occasion d'une conférence organisée par l'association des avocats et notaires stagiaires jurassiens à Miécourt le 17 mai 2001, *RJJ* 2001/2, p. 95.

FONJALLAZ J., Assurances maladie complémentaires, Contentieux en matière d'assurances complémentaires à l'assurance maladie sociale, *Aspects de la sécurité sociale* 2001, n° 4, p. 30.

KIESER Ueli, Entwicklungen im Sozialversicherungsrecht – Le point sur le droit des assurances sociales, *SJZ* 97, (2001) N° 23, p. 544.

MARCUARD D., Quels médicaments sont pris en charge par l'assurance-maladie obligatoire ?, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 311.

MESNIL M., La RBP va-t-elle juguler la hausse des coûts ?, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 318.

PERNEGER T. et al., Assurances et santé : comment ça marche ?, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 36, p. 1906.

PETER R., Der Augenschein in der obligatorischen Unfallversicherung, *RSJB/ZBJV* 7/8/2001, p. 509.

POLEDNA T., Komplementärmedizin in der sozialen Krankenversicherung, *Pratique juridique actuelle*, 10 (2001), p. 638.

SCHERWEY A.-G., De la rétribution des actes médicaux ambulatoires par les assurances sociales, *Aspects de la sécurité sociale* 2001, n° 3, p. 2.

SCHULER T., Un nouveau « remède » pour baisser les coûts : les importations parallèles, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 321.

SZUCS T., Les médicaments permettent-ils de faire des économies dans d'autres domaines ?, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 316.

TAVERNA E., Vor der zweiten Teilrevision des KVG, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 44, p. 2337.

Droits des patients

AMSTAD. H., Der Schutz des Patienten im Zentrum, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 37p. 1975.

BERTRAND D., UMMEL M., HARDING T.-W., Médecine et droits de l'Homme, *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2370, p. 2392.

COULLERY P., Der Grundrechtsanspruch auf medizinische Leistungen: ein verfassungsrechtlicher Diskussionsbeitrag zur Rationierungsdebatte im Gesundheitswesen, *Pratique juridique actuelle* 10 (2001), p. 632.

ETZENBERGER M., Die medizinisch-therapeutische Behandlung und Zwangsmassnahmen aus der Sicht der Psychiatrie. Erwartungen an das Recht, *Revue du droit de tutelle*, 2001, p. 244.

FUCHS M., UTTINGER U., SOLTERMANN B., Datenschutz und UVG, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 50, p. 2624.

FUCHS M., UTTINGER U., SOLTERMANN B., Protection des données et LAA, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 50, p. 2627.

GEISER T., Die medizinisch-therapeutische Behandlung und Zwangsmassnahmen im Lichte der geltenden Rechtslage und besonderer Berücksichtigung von vormundschaftlichen Fragestellungen, *Revue du droit de tutelle*, 2001, p. 225.

KUHN HP., Protection des données et LAMal, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 32/33, p. 1701.

STEINER I., Das « Kind als Schaden » - ein Lösungsvorschlag, *ZBJV*, 2001, Band 137, p. 646.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

OSWALD C., Aertzliche Beratung via Internet, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 42, p. 2230.

TSCHAN W., PABS : Patienten-Anlauf- und -Beratungsstelle der Medizinischen Gesellschaft Basel, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 47, p. 2467.

Mesures médicales spéciales

KETTNER M., Beratung als Zwang – ein produktives Dilemma, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 49, p. 2566.

KETTNER M., La consultation obligatoire – un dilemme productif, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 49, p. 2566.

PÖK LUNDQUIST J., Gedanken zum Schwangerschaftsabbruch, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 49, p. 2574.

WIRTHNER D., GERMOND M., SENN A., DE GRANDI P., Don de sperme et loi sur la procréation médicalement assistée, *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2362, p. 1897.

Recherche biomédicale

HURLIMANN T., Recherche et cellules souches embryonnaires, *Plädoyer*, 5/2001, p. 54.

REHMANN-SUTTER C., Forschung an importierten embryonalen Stammzellen, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 48, p. 2522.

REHMANN-SUTTER C., Recherche sur les cellules souches embryonnaires importées, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 48, p. 2526.

STRATENWERTH G., Medizinische Forschung, ärztliches Berufsgeheimnis und Datenschutz – der Versuch einer Regelung in der Schweiz, *Vierteljahresschrift für Sozialrecht*, 2001/2, p. 141.

Responsabilité médicale

GATTIKER M., Kausalhaftung für medizinische Behandlungen : Realität oder Zukunftsmusik ?, *Aktuelle juristische Praxis*, 10 (2001), p. 645.

GLOOR B. P., Kunstfehler – Fehler – Begutachtung – Qualitätskontrolle !, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 43, p. 2295.

KUHN HP., « Congress should pass legislation to extend protections... », Rapports d'incidents critiques et droit, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 40, p. 2119.

MANNSDORFER T. M., Haftung für pränatale Schädigung des Kindes – Grundzüge, Wrongful Life und Tendenzen, *RSJB/ZBJV 9/2001*, p. 605.

MUFF P. et al., Risiken und Sicherheit des Arzneimittelgebrauch im Spital, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 34, p.1800.

MUFF P. et al., Risques et sécurité de l'utilisation des médicaments à l'hôpital, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 34, p.1802.

OBERHOLZER N., DNA-Profile : Wenig Schutz vor Missbrauch, *Plädoyer*, 5/2001, p. 32.

STEINER I., Das Kind als Schaden, *RSJB/ZBJV 9/2001*, p. 466.

Système de santé, politique de la santé

BRITT F., Le poids du coût des médicaments dans le système de santé suisse, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 310.

COULLERY P., Der Grundrechtsanspruch auf medizinische Leistungen : ein verfassungsrechtlicher Diskussionsbeitrag zur Rationierungsdebatte im Gesundheitswesen, *Aktuelle juristische Praxis*, 10 (2001), p. 632.

HERRMANN F. et al., Survol du système suisse de santé, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 32/33, p. 1722.

HUNKELER J., Le marché des médicaments du point de vue de la surveillance des prix, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 314.

MESNIL M., Rémunération des pharmaciens basée sur la prestation, *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2365, p. 2079.

REY J.-C., Une carte de santé en Suisse ?, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 341.

SOMMER J. ET AL., Le rationnement explicite dans le domaine de la santé : perspectives éthiques, médicales, économiques et sociales, *Revue de politique économique du SECO*, 9/2001.

ZAHND D., Nouvelles statistiques des établissements de santé : premiers résultats et future utilité, *Sécurité sociale* 2001, n° 4, p. 218.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

GIOVANNI P., *Santé et société : la santé et la maladie comme phénomènes sociaux*, Neuchâtel 2000.

HOLDENEGGER A. (éd.), *Das medizinische assistierte Sterben : Zur Sterbehilfe aus medizinischer, ethischer, juristischer und theologischer Sicht*, 2. erw. Aufl., Fribourg 2000.

POLIKOWSKI M. et al., *Etendue des prestations de l'assurance-maladie sociale : le catalogue des prestations est-il suffisant pour que tous accèdent à des soins de qualité ?*, Lausanne 2001.

QUELOZ N. et al. (éd.), *Médecine et détention*, Berne 2002.

SAN-NEWS N°18

avril 2002

Ce numéro couvre en principe la période entre **le 1^{er} janvier et le 15 avril 2002**.

Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode **vom 1. Januar bis zum 15. April 2002**.

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT

Conseil de l'Europe : <http://www.coe.int>

Protocole additionnel à la Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine relatif à la transplantation d'organes et de tissus d'origine humaine, adopté le 24.01.02 (condition d'entrée en vigueur : 5 ratifications comprenant 4 Etats membres), STE n° 186.

Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. / Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw

Néant

II. Droit communautaire / Europarecht (JOCE L 1 à L 98, du 15 avril 2002 et JOCE C 1 à C 89 A, du 13 avril 2002)

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT

Directive n° 2001/104/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 décembre 2001 modifiant la directive 93/42/CEE du Conseil relative aux dispositifs médicaux, JO L 6 du 10 janvier 2002.

Décision de la Commission du 25 janvier 2002 relative aux dispositions nationales concernant les tests VIH notifiées par le Royaume-Uni au titre de l'article 95, paragraphe 4, du traité CE en ce qui concerne la directive 98/79/CE relative aux dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro* [notifiée sous le numéro C(2002) 297], JO L 25 du 29 janvier 2002.

Décision n° 36/2002/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 2001 concernant la contribution de la Communauté en faveur du Fonds mondial de lutte contre le VIH/Sida, la tuberculose et le paludisme, JO C 7, du 11 janvier 2002.

Décision n° 183 du 27 juin 2001 concernant l'interprétation de l'article 22, paragraphe 1, point a), du règlement (CEE) n° 1408/71 pour les prestations relatives à la grossesse et à l'accouchement, JO L 54 du 25 février 2002.

Décision n° 179 du 18 avril 2000 concernant les modèles de formulaires nécessaires à l'application des règlements (CEE) n° 1408/71 et (CEE) n° 574/72 du Conseil (E 111, E 111 B, E 113 à E 118 et E 125 à E 127), JO L 54 du 25 février 2002.

Décision de la Commission du 19 mars 2002 établissant des définitions de cas pour la déclaration des maladies transmissibles au réseau communautaire en application de la décision n° 2119/98/CE du Parlement européen et du Conseil [notifiée sous le numéro C(2002) 1043], JO L 86 du 3 avril 2002.

Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. / Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw

Avis n° 2002/19/3 du Comité des régions sur la "Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant des normes de qualité et de sécurité pour la collecte, le contrôle, la transformation, le stockage et la distribution du sang humain et des composants sanguins et modifiant la directive 89/381/CEE du Conseil", JO C 19 du 22 janvier 2002.

Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil adoptant un programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique (2001 à 2006) (COM(2000) 285 - C5-0299/2000 - 2000/0119(COD)), JO C 21 E du 24 janvier 2002.

Résolution législative du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil adoptant un programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique (2001 à 2006) (COM(2000) 285 - C5-0299/2000 - 2000/0119(COD)), JO C 21 E du 24 janvier 2002.

Recommandation n° 2002/77/E du Conseil du 15 novembre 2001 relative à l'utilisation prudente des agents antimicrobiens en médecine humaine, JO L 34 du 5 février 2002.

Avis n° 2002/C 48/16 du Comité économique et social sur la "Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/42/CEE du Conseil, telle que modifiée par la directive 2000/70/CE, en ce qui concerne les dispositifs médicaux incorporant des dérivés stables du sang", JO C 48 du 21 février 2002.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 janvier 2002 au 15 février 2002 (Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du Règlement (CEE) n° 2309/93 du Conseil), JO C 49 du 22 février 2002.

Proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain (version codifiée) (COM(2000) 830 - C5-0763/2000 - 1999/0134(COD)), JO C 65 du 14 mars 2002.

Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant des normes de qualité et de sécurité pour la collecte, le contrôle, la transformation, le stockage et la distribution du sang humain et des composants sanguins et modifiant la directive 89/381/CEE du Conseil (COM(2000) 816 - C5-0034/2001 - 2000/0323(COD)), JO C 72 E du 21 mars 2002.

Proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil établissant des normes de qualité et de sécurité pour la collecte, le contrôle, la transformation, le stockage et la distribution du sang humain et des composants sanguins et modifiant la directive 89/381/CEE du Conseil [COM(2001) 692 final — 2000/0323(COD)], JO C 75 E du 26 mars 2002.

Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des procédures communautaires pour l'autorisation, la surveillance et la pharmacovigilance en ce qui concerne les médicaments à usage humain et à usage vétérinaire et instituant une agence européenne pour l'évaluation des médicaments [COM(2001) 404 final — 2001/0252(COD)], JO C 75 E du 26 mars 2002.

Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain [COM(2001) 404 final — 2001/0253(COD)], JO C 75 E du 26 mars 2002.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 février au 15 mars 2002 (Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement du Conseil (CEE) n° 2309/93), JO C 77 du 28 mars 2002.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.

ALLEMAGNE

Loi du 9 septembre 2001 relative à l'assurance de la qualité et au renforcement de la protection des consommateurs en matière de soins (Loi relative à l'assurance de la qualité des soins), Bundesgesetzblatt, partie I, 12 septembre 2001, n° 47, p. 2320.

CROATIE

Loi du 19 octobre 2001 relative à l'assurance maladie (texte n° 1587).

DANEMARK

Loi n° 432 du 29 mai 2001 portant modification de la Loi relative à l'examen des corps de personnes décédées, aux autopsies, à la transplantation, etc., Lovtidende, 2001, partie A, 31 mai 2001, n° 90, p. 2635.

ESTONIE

Gesetz über die Humangenforschung vom 13.12.2000, Riigi Teataja (RT) I 2000, Nr. 104, Pos. 685, in : Jahrbuch für Ostrecht, Band 42 (2001), p. 459.

FRANCE

Décret n° 2002-39 du 9 janvier 2002 relatif à la délivrance aux mineurs des médicaments ayant pour but la contraception d'urgence, Journal officiel, Lois et décrets, du 10 janvier 2002, n° 8, p. 590.

Loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale, Journal officiel, Lois et décrets, du 18 janvier 2002, n° 15, p. 1008.

NORVEGE

Règlement n° 505 du 4 mai 2001 relatif à l'utilisation confinée d'animaux génétiquement modifiés ou d'animaux en combinaison avec des micro-organismes génétiquement modifiés (Règlement relatif aux animaux) et Règlement n° 506 du 4 mai 2001 relatif à l'utilisation confinée de végétaux génétiquement modifiés (Règlement relatif aux végétaux), Norsk Lovtidend, partie I, 11 juin 2001, n° 6, p. 792.

Loi n° 53 du 15 juin 2001 relative à l'indemnisation des préjudices subis par des patients, Norsk Lovtidend, partie I, 4 juillet 2001, n° 7, p. 852.

PAYS-BAS

Loi du 8 novembre 2001 (Stb. 573) portant règles relatives à la disponibilité et à l'utilisation de tissus foetaux (Loi relative aux tissus foetaux), Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden, 2001, 4p.

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT [RO/AS 2002 N° 1-16 (23 AVRIL 2002)] ACCESSIBLE SUR LE SITE : [HTTP://WWW.ADMIN.CH/CH/F/AS/INDEX.HTML](http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html)

Ordonnance sur l'abrogation et la modification du droit du fait de l'entrée en vigueur de la loi sur les produits thérapeutiques, du 17 octobre 2001. Errata du 15 janvier 2002, RO 2002 82.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édiction de la pharmacopée, du 9 novembre 2001. Modification du 4 février 2002, en vigueur dès le 1^{er} avril 2002, RO 2002 288.

Ordonnance du DFI sur la Commission fédérale de protection contre les radiations et la surveillance de la radioactivité (CPR), du 31 octobre 2001, RO 2002 71.

MESSAGES, RAPPORTS ET DÉCISIONS OFFICIELS / BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLÜSSE [FF/BBL 2002 N° 1-16 (23 AVRIL 2002)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/> En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/ff/index.html> .

Message concernant la loi fédérale sur la transplantation d'organes, de tissus et de cellules (Loi sur la transplantation), du 12 septembre 2001, FF 2002 19.

Message relatif à la Convention européenne du 4 avril 1997 pour la protection des Droits de l'Homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine (Convention sur les droits de l'Homme et la biomédecine) et au protocole additionnel du 12 janvier 1998 portant interdiction du clonage d'êtres humains, du 12 septembre 2001, FF 2002 271.

Message relatif à la modification de l'annexe de la loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales, du 7 novembre 2001 (notamment : adaptation aux accords bilatéraux conclus avec l'UE), FF 2002 763.

Message relatif au financement de la participation de la Suisse aux programmes de recherche, de développement technologique et de démonstration de l'Union européenne pour les années 2003 à 2006, du 31 octobre 2001 (concerne notamment la recherche en santé publique), FF 2002 1031.

Arrêté du Conseil fédéral relatif à la votation populaire du 2 juin 2002, du 1^{er} mars 2002 (objets soumis au vote : modification du Code pénal et initiative populaire relatives à l'interruption de grossesse), FF 2002 2077.

Avant-projet et rapport explicatif de la Commission des affaires juridiques du Conseil national du 6 novembre 2001 relatifs à la loi fédérale sur les conditions et les procédures pour la stérilisation de personnes et sur l'indemnisation des victimes de stérilisations et de castrations abusives, mis en consultation le 27 mars 2002 (disponible à l'adresse suivante : <http://www.ofj.admin.ch/f/index.html>).

Normes techniques pour les dispositifs médicaux. Communication de Swissmedic, du 2 avril 2002, FF 2002 2527

Initiative populaire fédérale « Pour une maîtrise des primes de l'assurance-maladie ». Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale, du 22 janvier 2002, FF 2002 754.

Rapport annuel du Conseil fédéral sur les activités de la Suisse au Conseil de l'Europe en 2001, du 9 janvier 2002, FF 2002 1554 (cf. notamment p. 1568s pour la santé).

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, accordée aux Hôpitaux de la Ville de Neuchâtel Cadolles-Pourtalès, du 16 avril 2002, FF 2002 2922.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet « *Validité et fiabilité des indicateurs de la qualité des soins récoltés de routine dans les hôpitaux universitaires suisses* », du 15 janvier 2002, FF 2002 353.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet « *Evaluation du tri téléphonique des appels parentaux à la polyclinique médico-chirurgicale de l'Hôpital Pourtalès* », du 15 janvier 2002, FF 2002 356.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet « *Evaluation rétrospective de la qualité du dépistage des dysplasies des hanches des nourrissons neuchâtelois* », du 15 janvier 2002, FF 2002 360.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet « *Evaluation du recours aux soins palliatifs* », du 16 avril 2002, FF 2002 2920.

Réduction de primes dans l'assurance-maladie. Subsidés de la Confédération et des cantons ; modèle de répartition pour l'année 2003, du 2 avril 2002, FF 2002 2542.

Décision concernant l'admission d'établissements de cures balnéaires comme fournisseurs de prestations de l'assurance-maladie sociale, du 21 décembre 2001, FF 2002 403.

Communication de la Commission de la Concurrence, du 26 février 2002. Ouverture d'une enquête sur Eskamed SA en relation avec le « Registre de Médecine Empirique », FF 2002 1599.

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 7 juillet 2000 au 10 janvier 2002, FF 2002 483.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonaes Recht (Auswahl)

(extrait du "Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin", n° 6/2001 et n° 1/2002 avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

AARGAU

Verordnung über Sterilisation unmündiger und entmündigter Personen, vom 07.11.2001, in Kraft ab 01.01.2002. AGS 2001, S.248.

BASEL LAND

Spitalgesetz vom 24.06.1976, Änderung vom 21.06.2001, in Kraft ab 01.01.2002.

Ergänzungsleistungsgesetz zur AHV und IV vom 15.02.1973, Änderungen vom 11.02.1999, rückwirkende Inkraftsetzung ab 01.01.1999, GS 34.305 und vom 21.06.2001, in Kraft ab 01.01.2002, GS 34.157.

BASEL STADT

Verordnung über Ausübung nicht-ärztlicher Medizinalberufe vom 05.01.1999, Änderung vom 13.11.2001, in Kraft ab 18.11.2001. Kantonsblatt 2001, Nr. 88, S. 1538.

BERNE

Gesetz über fürsorgliche Freiheitsentziehung und andere Massnahmen der persönliche Fürsorge vom 22.11.1989, Änderung vom 11.06.2001, in Kraft ab 01.01.2002. BAG 01-04.

Gesundheitsgesetz vom 02.12.1984, Änderung vom 27.11.2000 und 06.02.2001, in Kraft ab 01.01.2002. BAG 01-48.

Dekret über Rechte und Pflichten der Patientinnen und Patienten in öffentlichen Spitälern vom 14.02.1989, Aufhebung vom 06.02.2001, in Kraft ab 01.01.2002. BAG 01-83.

Gesetz über Spitäler und Schulen für Spitalberufe vom 02.12.1973, Änderung vom 27.11.2000 in Kraft ab 01.01.2002, BAG 01-48, und 11.06.2000, rückwirkende Inkraftsetzung ab 01.01.2001, BAG 01-85.

Verordnung über die berufliche Tätigkeiten im Gesundheitswesen (hebt u.a. die Verordnung vom 15.08.1911 betr. Die Assistenten und Stellvertreter der Ärzte, Zahnärzte und Tierärzte, die Verordnung vom 03.12.1965 betr. Die Ausübung der Zahnheilkunde und die Verordnung vom 10.08.1988 über die Zahntechnikerinnen und die Zahntechniker auf) vom 24.10.2001, in Kraft ab 01.01.2002. BAG 01-79.

Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über Alters- und Hinterlassenenversicherung vom 23.06.1993, Änderung vom 27.11.2000, in Kraft ab 01.01.2002. BAG 01-48.

Gesetz über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung vom 16.11.1989, Änderung vom 27.11.2000, in Kraft ab 01.01.2002. BAG 01-48.

FRIBOURG

Loi d'application de la loi fédérale sur l'assurance maladie du 24.11.1995, modification du 04.04.2001, entrée en vigueur le 01.01.2002. Feuille Officielle 2001, n° 16, p. 747.

GENEVE

Loi d'application de la loi fédérale sur l'assurance maladie du 29.05.1977, modification du 04.10.2001, entrée en vigueur le 01.01.2002. FAO 2001, n° 118, p. 1669.

Loi sur les établissements publics médicaux du 19.09.1980, modification du 05.10.2001, entrée en vigueur, 01.03.2002. FAO 2001, n° 118, p. 1682.

Loi d'application de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants du 13.12.1947, modification du 05.10.2001, entrée en vigueur le 01.03.2002. FAO 2001, n° 118, p. 1682.

GLARIS

Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Krankenversicherung vom 05.05.1996, Änderung vom 06.02.2002, in Kraft ab 01.01.2002 (gestaffelte Inkraftsetzung). Amtsblatt 2002, Nr. 8, S. 43.

GRAUBÜNDEN

Gesetz über das Gesundheitswesen des Kantons GR vom 02.12.1979, Änderung vom 04.03.2001, in Kraft ab 01.01.2002. Amtsblatt 2001, Nr.51, S. 4197.

Gesetz über die Forderung der Krankenpflege vom 02.12. 1979, Änderungen vom 04.03.2001 und 10.06.2001, in Kraft ab 01.01.2002. Amtsblatt 2002, Nr. 51, S. 4194 und Nr. 25, S. 2056.

LUZERN

Verordnung über fürsorgerische Freiheitsentziehung (Hebt die Verordnung vom 28.08.2001 auf), vom 25.09.2001, in Kraft ab 01.01.2002. G 2001 461.

NIDWALD

Verordnung über die Berufe der Gesundheitspflege vom 10.12.1997, Änderung vom 27.06 2001, in Kraft ab 01.01.2002. Amtsblatt 2001, Nr. 27, S. 950.

OBWALD

Gesundheitsgesetz vom 20.10.1991, Änderung vom 20.09.2001, in Kraft ab 01.01.2002.

Gesetz betr. Einführung zum Bundesgesetz über Alters- und Hinterlassenenversicherung vom 09.05.1948, Änderung vom 20.09. 2001, in Kraft ab 01.01.2002.

Gesetz über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung vom 15.05.1966, Änderung vom 20.09.2001, in Kraft ab 01.01.2002.

Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über Krankenversicherung vom 28.01.1999, Änderung vom 20.09.2001, in Kraft ab 01.01.2002.

THURGAU

Verordnung über die Rechtsstellung der Patienten und Patientinnen vom 03.12.1996, Änderung vom 11.12.2001, in Kraft ab 01.01.2002. Amtsblatt 2001, Nr. 50, S. 2716.

Verordnung über des Gesundheitswesens vom 16.06.1987, Änderung vom 11.12.2001, in Kraft ab 01.01.2002. Amtsblatt 2001, Nr. 50, S. 2715.

VAUD

Loi d'application vaudoise de la loi fédérale sur l'assurance maladie du 25.06.1996, modifications du 29.05.2001, entrée en vigueur le 01.01.2002, Fao 2001, N° 48, p. 2425 et du 05.12.2001, entrée en vigueur le 01.01.2002, FAO 2001, N° 100, p. 5030.

Loi sur les prestations complémentaires à l'assurance vieillesse, survivants et invalidité du 29.11.1965, modification du 05.12.2001, entrée en vigueur le 01.01.2002. FAO 2001 N° 100, p. 5030.

ZOUG

Gesetz über Gesundheitswesen im Kanton ZG vom 21.05.1970, Änderungen vom 30.08.2001, in Kraft ab 17.11.2001, GS 27, 225 und GS 27, 229.

ZÜRICH

Gesetz über Gesundheitswesen vom 04.11.1962, Änderungen und neue Artikeln vom 21.08.2000, in Kraft ab 01.01.2002, OS 56 398 und vom 29.10.2001, in Kraft ab 01.01.2002, OS 54 124.

Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung vom 17.12.1997, Änderung vom 28.11.2001, in Kraft ab 01.01.2002. OS 57 75.

Einführungsgesetz zum Krankenversicherungsgesetz vom 13.06.1999, Änderung vom 23.09.2001, in Kraft ab 01.01.2002. OS 57 52.

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

INTERNATIONAL ET ETRANGER / INTERNATIONAL UND AUSLÄNDISCH

Néant

SUISSE / SCHWEIZ

ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES, Directives médico-éthiques concernant l'exercice de la médecine auprès de personnes détenues, *Bulletin des médecins suisses*, 2002; 83, n° 1/2, p. 28 (en allemand: *Bulletin des médecins suisses*, 2002; 83, n° 1/2, p. 22).

ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES, Le prélèvement et l'usage de cellules souches humaines pour la recherche scientifique : position de la Commission centrale d'éthique, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 3, p. 85 (en allemand: *Bulletin des médecins suisses*, 2002; 83, n° 3, p. 81).

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl) **(<http://www.echr.coe.int>)**

CALVELLI et CIGLIO c. ITALIE, Arrêt de la Cour [GC] du 17 janvier 2002.

Poursuite d'un médecin pour homicide involontaire prescrite suite à des défaillances procédurales lors de la phase d'enquête et d'instruction – Art. 2 CEDH (droit à la vie) – Obligations positives incombant aux Etats en matière d'erreur médicale – La législation italienne satisfait à ces obligations – Non-violation. Art. 6 § 1 (durée de la procédure pénale) – Ne saurait être considérée comme déraisonnable une procédure de six ans, trois mois et dix jours pour quatre degrés de juridiction – Non violation.

H.M. c. SUISSE, Arrêt de la Cour du 26 février 2002.

Placement d'une personne âgée dans un foyer d'accueil en raison de son grave état d'abandon – Art. 5 § 1 lit. e) CEDH – Les conditions ainsi que les modalités du placement forcé ne constituent pas une privation de liberté, mais une restriction à la liberté de mouvement – Art. 5 CEDH inapplicable.

MAGALHÃES PAREIRA c. PORTUGAL, Arrêt de la Cour du 26 février 2002.

Contrôle de la légalité du maintien en internement psychiatrique – Art. 5 § 4 CEDH – Obligation de contrôler la légalité d'un internement à des intervalles raisonnables – Violation – Une personne atteinte de troubles mentaux doit, sauf circonstances exceptionnelles, bénéficier de l'assistance d'un avocat dans les procédures relatives à la poursuite, la suspension ou la fin de son internement – Violation.

PRETTY c. ROYAUME-UNI, Arrêt de la Cour (quatrième section) du 29 avril 2002.

Incrimination de l'aide au suicide et refus d'accorder l'immunité de poursuites à un tiers en matière d'assistance au suicide – Art. 2 CEDH (droit à la vie) – Ne peut être interprété comme conférant un droit à mourir, que ce soit de la main d'un tiers ou avec l'assistance d'une autorité publique – Non-violation. Art. 3 CEDH (interdiction de la torture ou des traitements inhumains ou dégradants) – Pas d'obligation positive de l'Etat de cautionner des actes visant à interrompre la vie – Non-violation. Art. 8 CEDH (respect de la vie privée) – Atteinte au droit à l'autodétermination, justifiée comme nécessaire dans une société démocratique – Non-violation. Art. 9 CEDH (liberté de pensée, de conscience et de religion) – Non-violation. Art. 14 CEDH (interdiction de discriminer) – Droit interne permettant aux personnes valides de se suicider mais empêchant celles qui sont handicapées de se faire assister pour accomplir cet acte – Inégalité de traitement reposant sur une justification objective et raisonnable – Non-discrimination.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

(<http://curia.eu.int/fr/index.htm>)

Néant

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

ALLEMAGNE

Medizinrecht, Heft 1, 2002, p. 29, OLG Nürnberg 29.05.2000.

Aufklärung über Sterblichkeitsrate und risikoärmere Operationsmethoden.

Medizinrecht, Heft 2, 2002, p. 97, VG Münster 11.12.00.

Zur Gleichwertigkeit einer in China absolvierten Ausbildung in traditioneller chinesischer Medizin mit dem Medizinstudium in Deutschland.

AUTRICHE

Recht der Medizin 6/2001, p. 182, OGH 15.3.2000.

Aufklärung bei Bänderoperation.

Recht der Medizin 6/2001, p. 184, OGH 17.5.2001.

Aufklärung bei Laparoskopischer Stigmaresektion.

Recht der Medizin 6/2001, p. 188, OGH 15.3.2001.

Aufklärung bei Zahnextraktion in Vollnarkose.

Recht der Medizin 1/2002, p. 23, OGH 28.2.2001.

Aufklärung bei Nasenseptimoperation.

Recht der Medizin 1/2002, p. 26, OGH 8.3.2001.

Aufklärung bei Zahnextraktion.

ETATS-UNIS

American Journal of Law & Medicine, vol. 27 n° 4 (2001), p. 493, *Philip Morris Inc. v. Reilly*, 267 F.3d 45 (1st Cir. 2001).

Manufactures required to disclose ingredients under state disclosure law.

American Journal of Law & Medicine, vol. 27 n° 4 (2001), p. 491, *Culliton v. Beth Israel Deaconess Medical Center*, 756 N.E.2d 1133 (Mass. 2001).

Breaking the silence on the legal rights of genetics and gestational parents.

American Journal of Law & Medicine, vol. 27 n° 4 (2001), p. 489, *Southard v. Temple University Hospital*, 781 A.2d 101 (Pa. 2001).

Physicians need not inform patients of the FDA classification of a medical device.

American Journal of Law & Medicine, vol. 27 n° 4 (2001), p. 487, *Wendland v. Wendland*, 28 P.3d 151 (Cal. 2001).

Clear and convincing evidence required to withdraw life-sustaining treatment in impaired but conscious patient.

FRANCE

Médecine & Droit 2001, n° 51, p. 28 – CE statuant au contentieux, sur le rapport de la 5^e sous-section – Juris-Data n° 198546 (Résumé).

Privilégier l'obligation de sauver la vie du patient sur l'obligation de respecter sa volonté ne peut constituer une règle. Cas d'un témoin de Jéhovah ayant déclaré qu'il refusait que lui soient administrés des produits sanguins.

Médecine & Droit 2002, n° 52, p. 31 – CE, 4^e et 6^e sous-sections, 19 10 2001 – Juris-Data n° 062996 (Résumé).

Il n'est pas forcément interdit de prescrire un médicament dépourvu d'autorisation de mise sur le marché.

Médecine & Droit 2002, n° 52, p. 32 – Cass 1^o Civ, 17 juillet 2001 – Juris-Data n° 010676 et 010675 (Résumé).

Sur qui repose la charge de la preuve lors d'une contamination par le virus de l'hépatite C ?

Revue trimestrielle de droit civil 2001 n° 4, p. 850, Cour de Cassation, Assemblée plénière, 13 juillet 2001 (3 arrêts commentés).

Responsabilité pour la naissance d'un enfant handicapé.

GRANDE-BRETAGNE

Arrêt Ms B. c. NHS Hospital trust, High Court of Justice, Family Division. Arrêt n° FD02P00072 du 22 Mars 2002.

Withdrawing of life-sustaining treatment for a patient with full capacity.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante : <http://www.jaac.admin.ch>. La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante : <http://www.bger.ch/>.

ATF 127 V 294 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 5 octobre 2001.

Portée des facteurs psychosociaux et socioculturels et des possibilités de traitement lors de l'examen du caractère invalidant d'un trouble psychique (art. 4 al. 1 LAI).

ATF 127 V 328, RAMA 6/2001, p. 494 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 19 septembre 2001.

L'obligation de fournir des prestations pour des traitements dentaires n'existe que si les conditions de l'art. 31, al. 1 LAMal sont remplies. La qualification de maladie selon l'art. 17 OPAS dépasse la qualification générale de maladie au sens de l'art. 2, al. 1 LAMal en exigeant une atteinte qualifiée à la santé. Une dislocation de dents de

sagesse peut être qualifiée de maladie et ouvrir droit aux prestations de l'assurance obligatoire des soins (art. 31 al. 1 LAMal, art. 17 let. A ch. 2 OPAS).

ATF 127 V 339, RAMA 6/2001, p. 504 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 28 septembre 2001.

Une parodontopathie imputable à une chimiothérapie d'une pathologie maligne doit être prise en charge par l'assurance obligatoire des soins si elle constitue l'effet secondaire irréversible de médicaments (art. 31 al. 1 LAMal, art. 17 let. B ch. 3 OPAS).

ATF 128 III 34 – Arrêt du Tribunal fédéral du 5 novembre 2001, 2^e Cour civile.

Violation grave d'un devoir contractuel de suivre un traitement (sortie prématurée de l'hôpital contre l'avis des médecins). Réduction possible des prestations d'assurances privées (in casu 50%).

RAMA 6/2201, p. 513 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 30 novembre 2001.

Pour que la caisse-maladie soit tenue de prendre en charge l'extraction d'une dent de sagesse, la condition préalable d'une dislocation dentaire doit être remplie.

RAMA 6/2001, p. 520 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 26 septembre 2001.

Pour juger de la nécessité d'un transport par ambulance, il convient de se placer au moment où il a été fait appel à l'entreprise de transport.

JT 2001 I 322 (= ATF 125 II 473)

Protection des données. Droit d'être entendu (droit de consulter le dossier) – Demande, adressée par un assuré à la SUVA, tendant à la consultation de pièces classées comme documents internes. – Refus de la SUVA, confirmé par la Commission fédérale de la protection des données. – Recours de droit administratif de l'assuré au TF, partiellement admis (art. 8 et 9 LPD, art. 4 aCst).

JT 2001 II 62 (= ATF 127 III 470)

Le privilège dans la faillite (collocation en deuxième classe) existe pour les créances de primes et de participation aux coûts de l'assurance-maladie sociale et ne s'étend pas aux créances de frais de rappel et d'administration de l'assureur (art. 142 al. 2, 219 al. 4 LP).

RDAF 2001 I, p. 536 – ATF 126 I 112 (cité in *San-News* n° 14) (traduction résumée et note de Pascal Mahon et Bernhard Pulver).

Liberté personnelle (art. 10 Cst), dignité humaine (art. 7 Cst) et respect de la vie privée (art. 8 § 1 CEDH) – Médication obligatoire et isolement de patients d'une clinique psychiatrique. Exigences relatives à la base légale. Portée de la clause générale de police et du principe de la proportionnalité.

RDAF 2001 I, p. 624 – ATF 126 I 112 (cité in *San-News* n° 15) (traduction résumée et note d'Etienne Poltier).

Recours en matière de liste d'hôpitaux – La note d'Etienne Poltier passe en revue les solutions qui se dégagent du droit positif quant à l'aménagement du contentieux en matière d'assurance-maladie et fait une digression sur la problématique de la planification hospitalière vaudoise au travers d'un arrêt de la 2^{ème} cour de droit public du tribunal fédéral du 9 février 2000 (2P.310/1999).

Die Praxis, Heft 1/2002, Nr. 18 p. 78 (= SVR 2001 KV Nr. 49) – Arrêt (non publié) du Tribunal fédéral des assurances du 16 mars 2001.

Leistungspflicht der Krankenversicherung für Unfälle bei bisherigem Bestehen einer Schülerunfallversicherung (Art. 102 Abs. 4 KVG).

Die Praxis, Heft 2/2002, Nr. 32 p. 160 (=SVR 2002 KV Nr. 2) – Arrêt (non publié) du Tribunal fédéral des assurances du 28 février 2001.

Freiwillige Taggeldversicherung; Aufhebung unter Verzicht auf die reglementarischen Kündigungsfristen (Art. 67 ff. KVG).

Die Praxis, Heft 2/2002, Nr. 33 p. 165 (=SVR 2002 UV Nr. 2) – Arrêt (non publié) du Tribunal fédéral des assurances du 15 mars 2001.

Verfassungs- und Gesetzmäßigkeit einer Verordnungsbestimmung über Taggeld bei Beschäftigungsprogrammen (Art. 22a Abs. 4 AVIG; Art. 7 Abs. 2 VO über die Unfallversicherung von arbeitslosen Personen vom 24. Januar 1996).

Die Praxis, Heft 3/2002, Nr. 49 p. 263 (=SVR 2002 UV Nr. 3) – Arrêt (non publié) du Tribunal fédéral des assurances du 5 juin 2001.

Risikozuteilung bei unfallähnlicher Körperschädigung ; Meniskusriss (Art. 6 Abs. 2 UVG; Art. 9 Abs. 2 lit. c UVV).

sic! 9/2001, p. 825 « Kombucha » – Arrêt du Tribunal fédéral du 8 mai 2001, 2^e Cour de droit public (2A.565/2000).

La frontière entre les denrées alimentaires et les médicaments est perméable, en particulier s'agissant de « functional food » (art. 1, 3 al. 2 et 3 al. 3 LDAI).

DPC 2001/4, p. 800 – Beschwerdeentscheid der Rekurskommission für Wettbewerbsfragen vom 3. Oktober 2001 in Sachen Ärztesgesellschaft des Kantons Zürich AGZ (Beschwerde vom 7. Oktober 1999) gegen Wettbewerbskommission (Verfügung vom 6. September 1999) betreffend Verfahrenskosten.

Zeitschrift des bernischen Juristenvereins, 137 (2001), p. 920 – Unveröffentlichtes Urteil 4C.53/2000 der I. Zivilabteilung des Bundesgerichts vom 13. Juni 2000 (= Pra 89 (2000) Nr. 155)

Ärztliche Sorgfalt bei suizidgefährdeten Patienten, Beweislast (résumé).

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

APPENZELL AUSSERRHODEN

AR GVP 12/2000 p. 25 n° 1369 – Regierungsratsbeschluss vom 6.6.2001.

Sanitätswesen. Die psychologische Beratung gesunder Personen ist keine Heiltätigkeit und bedarf damit keiner Bewilligung für Heilpraktiker.

AR GVP 12/2000 p. 63 n° 2201 – Verwaltungsgericht vom 22.11.2000.

Unfallversicherung. Kausalzusammenhang zwischen Unfallereignis und dem eingetretenen Gesundheitsschaden, wenn ein krankhafter Vorzustand besteht.

AR GVP 12/2000 p. 65 n° 2202 – Verwaltungsgericht vom 24.5.2000.

Unfallversicherung. Zum Unfallbegriff (der Versicherte wurde in Hawai beim Schwimmen von einer hohen Welle erfasst. Er wurde auf den Strand geschleudert und schlug mit dem Gesicht auf den Strand auf. Es handelt sich beim strittigen Ereignis um einen Unfall im Sinne des UVG).

AR GVP 12/2000 p. 93 n° 3362 – Kantonsgericht, 3. Abt., vom 23.5.2000.

Versicherungsvertrag. Leistungspflicht des Versicherers aus Kollektivkrankentaggeldversicherung verneint bei Vorbestehen einer Teilinvalidität die sich zur Vollinvalidität ausweitet (Art. 33 VVG).

BERNE

BVR/JAB 2002 p. 90ss. – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 30.4.2001.

Assurance-maladie : Prestations en cas de maternité (art. 29 et 74 LAMal).

BVR/JAB 2002 p. 178ss. – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 3.9.2001.

Assurance-maladie : Obligation de l'assureur maladie d'allouer des prestations pour une ergothérapie prescrite par un médecin (art. 25 al. 2 ch. 3 LAMal ; art. 6 al. 1 OPAS) – La notion de maladie selon la LAMal ne se recouvre pas avec la notion d'atteinte à la santé mentale ou physique au sens de l'assurance-invalidité.

GRAUBÜNDEN

PKG 1999, Nr 8 S. 34 f. – Urteil des Kantonsgerichts vom 15. Juni 1999, Nr SF 99 11.

Eine gebrauchte, noch Blutreste enthaltende Spritze eines Hepatitis-C-Infizierten stellt keine gefährliche Waffe im Sinne von Art. 140 Ziff. 2 StGB dar.

ZÜRICH

ZR 2000, Nr 7 S. 24 ff. – Urteil des Obergerichts, II. Zivilkammer vom 7. Juli 2000.

Haftung eines Zweckverbandes, der ein Spital betreibt, für das Verhalten seiner Ärzte. Die hypothetische Einwilligung ist eine Tatfrage. Beweiswürdigung : Bedeutung der Krankengeschichte. Die bloße Beschreibung der gewählten Operationsart durch den Arzt reicht nicht aus.

TICINO

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, II – 2001 p. 85 – TRAM 23.1.2001 n° 52.2000.00316 in re. X. (Art. 59 LSan).

Sospensione cautelativa in caso di reati patrimoniali. La sospensione cautelativa può essere pronunciata nel caso in cui siano addebitati al titolare dell'autorizzazione solo reati patrimoniali commessi nell'esercizio della professione e non reati contro l'integrità delle persone. Nel caso di sospensione cautelare, il preavviso della Commissione di vigilanza sanitaria non deve essere richiesto.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)
(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

CAMPION M.-D., L'accès des pays en développement aux médicaments essentiels : une démarche d'équité, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2001 tome 185 n° 7, p. 1255.

HOWELLS G., MILDRED M., Infected blood : Defect and discoverability, a first exposition of the EC products liability directive, *The Modern Law Review*, January 2002, p. 95.

MOYNIHAN R., HEATH I., HENRY D., Selling sickness: the pharmaceutical industry and disease mongering, *British Medical Journal*, 324 (2002), p. 886. GOTZSCHE P.-C., Commentary: Medicalisation of risk factors, *British Medical Journal*, 324 (2002), p. 890.

PEIGNE J., Légalité de l'autorisation de mise sur le marché de produits constituant des "pilules du lendemain", *La Semaine Juridique*, n° 4, 23 janvier 2002, p. 195.

Assurances sociales

CALLENS S., De terugbetaling van een buitenlandse ziekenhuisbehandeling, *Revue de droit de la santé*, 2001-2002, n° 2, p. 95.

DAHM F.-J., Das "Systemversagen" in der gesetzlichen Krankenversicherung, *Medizinrecht*, Heft 1, 2002, p. 6.

PONCEAU H., La protection sociale des parlementaires, *Informations constitutionnelles et parlementaires* 21 (2001), n° 181, p. 3-212.

Droque

DRUMMOND C., WODAK A., REINARMAN C., COHEN P., For and against. Cannabis control : costs outweigh the benefits, *British Medical Journal*, 324 (2002), p. 105.

Droits des patients, droit de la personnalité

CAYLA S., Protection des droits des éléments de la lignée génitale humaine, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, 2001, p. 686.

DIESFELD K., Disability matters in medical law, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 388.

DUBOIS L., La libre circulation des patients hospitaliers, une liberté sous conditions, note sous CJCE, 12 juillet 2001 (2 arrêts), BSM Smits épouse Geraets et M.T.M. Peerbooms Vanbraekel et autres, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, 2001, p. 707.

DUBOIS L., Le refus de soins : qui du patient ou du médecin, doit arbitrer entre la vie et Dieu ?, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 1, 2002, p. 41.

GOSTIN L. O., At law. The Human Right to Health: A Right to the "Highest Attainable Standard of Health"?, *Hastings Center Report* 2001, March-April, p. 29.

GOSTIN L. O., At. law. The Rights of Pregnant Women : The Supreme Court and Drug Testing, *Hastings Center Report* 2001, September-October, p. 8.

HAIDENTHALLER P., Die Einwilligung Minderjähriger in medizinische Behandlungen - Gedanken zum neuen § 146c ABGB, *Recht der Medizin* 6/2001, p. 163.

KALTIALA-HEINO R., VÄLIMÄKI M., Involuntary commitment in health care; an analysis of the status and rights of involuntarily treated psychiatric patients in comparison with patients treated involuntarily under other acts, *European Journal of Health Law* 2001, vol. 8, n° 4, p. 299.

LAMBOLEY A., L'enfant à naître ne peut être victime d'un homicide involontaire – Regard critique sur la décision du 29 juin 2001 de l'assemblée plénière de la Cour de cassation, *Médecine & droit*, 2002, n° 52, p. 5.

NYS H., Comparative health law and the harmonisation of patients' rights in Europe, *European Journal of Health Law* 2001, vol. 8, n° 4, p. 317.

O'CATHAIN A., WALTERS S.-J., NICHOLL J.-P., AND AL. Use of evidence based leaflets to promote informed choice in maternity care: randomised controlled trial in everyday practice, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 643.

PLOMER A., Protecting the rights of human subjects in emergency research, *European Journal of Health Law* 2001, vol. 8, n° 4, p. 333.

SAYER M., BOWMAN D., EVANS D. AND AL., Use of patients in professional medical examinations: current UK practice and the ethico-legal implications for medical education, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 404.

SCHWARTZ L., Is there an advocate in the house ? The role of health care professionals in patient advocacy, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 37.

SCOTT A., Legal Responses to some of the New Developments in Reproductive Technologies Part.2 The case of Diane Blood, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, vol. 8, n° 1 2002, p. 11.

SKENE L., SMALLWOOD R., Informed consent : Lessons from Australia, *British Medical Journal*, 324 (2002), p. 39.

SMITH R., The discomfort of patient power, *British Medical Journal*, 324 (2002), p. 497.

TERRY N, Regulating health information : a US perspective, et STANBERRY B. A., Commentary : Legal aspects of health on the internet : a European perspective, *British Medical Journal*, 324 (2002), p. 602.

VERWEIJ M., VAN DEN HOVEN M., Influenza vaccination rates and informed consent in Dutch nursing homes: survey of nursing home physicians *British Medical Journal*, 324 (2002), p. 328.

VULLIET-TAVERNIER S., La CNIL et la E-santé, *Médecine & droit*, 2002, n° 52, p. 3.

WATSON R., European Union plans electronic health card to guarantee treatment, *British Medical Journal*, 324 (2002), p. 444.

Ethique biomédicale

FREEMAN M., Whose life is it anyway ?, *Medical Law Review*, vol. 9 n° 3, Autumn 2001, p. 259.

HARRIS J., Human beings, persons and conjoined twins : An ethical analysis of the judgment in *Re A.*, *Medical Law Review*, vol. 9 n° 3, Autumn 2001, p. 221.

MARTIN R., Bioéthique – Les premiers jours de l'embryon. A propos du projet de loi relatif à la bioéthique, *La Semaine Juridique*, n° 8-9, 20 février 2002, p. 383.

ROBERTS M.-J., REICH M.-R., Ethical analysis in public health, *Lancet* 359 (2002), p. 1055.

WELSH S., DEAHL M.-P., Modern psychiatric ethics, *Lancet* 359 (2002), p. 253.

Euthanasie

LOWENSTEIN E., WANZER S.-H., The U.S. Attorney General's intrusion into medical practice, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 447.

STEINBROOK R., Physician-assisted suicide in Oregon – an uncertain future, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 460.

UEDA K., Die Sterbehilfe in Japan als Beispiel der Japanisierung westlicher, *Bedeutung der Lehre vom Rechtskreis und der Rechtskultur*, Berlin, 2001, p. 103.

WELCHINGER B., La légalisation de l'euthanasie et de l'aide au suicide aux Pays Bas : un défi pour les Etats européens, *Info Kara*, n°63 3/2001, p. 3.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

BIRKMEIER J.-D., SIEWERS A.-E., FINLAYSON E.-V.-A. and al., Hospital volume and surgical mortality in the United States, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 1128.

EPSTEIN A.-M., Volume and Outcome – it is time to move ahead, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 1161.

BRENNAN T.-A., Luxury primary care – market innovation or threat to access? *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 1165.

CHABAS F., Responsabilité médicale – responsabilité des médecins en cas de naissance d'enfants handicapés : la Cour de cassation confirme sa jurisprudence, *La Semaine Juridique*, n° 5, 30 janvier 2002, p. 243.

JONAS C., Le certificat médical en psychiatrie, *Médecine & droit*, 2002, n° 52, p. 1.

MEDICAL PROFESSIONALISM PROJECT, Medical professionalism in the new millenium : a physicians' charter, *Lancet*, 359 (2002), p. 520.

SEIDEN S. C., MORIN K., The physician as Gatekeeper to the use of genetic information in the criminal justice system, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 30/1 (2002), p. 88.

Génétique humaine et biotechnologies

ARDAILLOU R., La thérapie génique : bilan et perspectives, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2001 tome 185 n° 8, p. 1539.

CAMPBELL E.-G., CLARRIDGE B.-R., GOKHALE M. AND AL., Data withholding in academic genetics. Evidence from national survey, *Journal of American Medical Association*, 287 (2002), p. 473.

DEUTSCH E., Der rechtliche Rahmen des Klonens zu therapeutischen Zwecken, *Medizinrecht*, Heft 1, 2002, p. 15.

GAL J.-L., Le droit communautaire en matière de procédés de clonage et de brevetabilité des inventions portant sur le génome et certaines cellules de l'être humain, *Revue de droit de l'Union européenne*, 4-2000, p. 835.

LEVITT M., Let the consumer decide? The regulation of commercial genetic testing, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 398.

REDECKER N., REIMER E., Staatliche Genbanken unter dem Grundgesetz – Estland als Vorbild für Deutschland ?, *Jahrbuch für Ostrecht*, Band 42 (2001), p. 361.

TAITZ J., WEEKERS J.-E.-M., MOSCA D.-T., DNA and Immigration: the ethical ramifications, *Lancet*, 359 (2002), p. 794.

Médecine du sport

BOUE A., Le conseil de prévention et de lutte contre le dopage : deux ans après, *Médecine & droit*, 2002, n° 52, p. 18.

Mesures médicales spéciales

ABRAMSON J.-S., PICKERING L.-K., US immunization Policy, *Journal of American Medical Association*, 287 (2002), p. 505.

CUNNINGHAM G., The science and politics of screening newborns, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 1084.

GRAHAM W.-J., Now or never: the case for measuring maternal mortality, *Lancet*, 359 (2002), p. 701.

HODGES F.-M., SVOBODA J.-S., VAN HOWE R.-S., Prophylactic interventions on children: balancing human rights with public health, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 10.

NEUMAN M., BITTON A., GLANTZ S., Tobacco industry strategies for influencing European Community tobacco advertising legislation, *Lancet*, 359 (2002), p. 1323.

GRAY N., Tobacco industry and EC advertising ban, *Lancet*, 359 (2002), p. 1264.

WAXMAN H.-A., The future of the global tobacco treaty negotiations, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 936.

Recherche biomédicale

CHOUDHRY N.-K., STELFOX H.-T., DETSKY A.-S., Relationships between authors of clinical practice guidelines and the pharmaceutical industry. *Journal of American Medical Association*, 287 (2002), p. 612.

DRESSER R., At law. Defining research misconduct : Will we know it when we see it ?, *Hastings Center Report* 2001, May-June, p. 31.

FERGUSON P.-R., Patient's perceptions of information provided in clinical trials, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 45.

GEVERS S., Medical research involving human subjects: Towards an international legal framework?, *European Journal of Health Law* 2001, vol. 8, n° 4, p. 293.

KALB P.-E., GRAHAM KOEHLER K., Legal issues in scientific research, *Journal of American Medical Association*, 287 (2002), p. 85.

KOPELMAN L. M., Pediatric research regulations under legal scrutiny : Grimes narrows their interpretation, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 30/1 (2002), p. 38.

KULYNYCH J., KORN D., The effect of the new federal medical-privacy rule on research. *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 201.

ANNAS G.-J., Medical privacy and medical research - judging the new federal regulations *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 216.

LEWIS J.-A., JONSSON B., KREUTZ G. AND AL., Placebo-controlled trials and the Declaration of Helsinki, *Lancet* 359 (2002), p. 1337.

MASTROIANNI A., KAHN J., Swinging on the pendulum, *Hastings Center Report* 2001, May-June, p. 21.

MORENO J. D., Goodbye to all that, *Hastings Center Report* 2001, May-June, p. 9.

MORIN K., RAKATANSKY H., MORSE L.-J. AND AL., Managing conflicts of interest in the conduct of clinical trials, *Journal of American Medical Association*, 287 (2002), p. 78.

STEINBROOK R., Protecting research subjects – the crisis at Johns Hopkins, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 716.

Responsabilité médicale

AKSU M., Haftung des Arztes für Fehler bei der Risikoauflärung im deutschen Recht, *Annales de la Faculté de droit d'Istanbul*, 2001 vol. 33, n° 50, p. 113.

BECHILLON D., Porter atteinte aux catégories anthropologiques fondamentales? Réflexions à propos de la controverse Perruche, sur une figure contemporaine de la rhétorique universitaire, *Revue trimestrielle de droit civil*, 2002 n° 1, p. 47.

CLERCKX J., L'abandon par le Conseil d'Etat de la faute lourde en matière de responsabilité médicale : incertitudes et réticences, *Droit prospectif : Revue de la recherche juridique*, 2001-4, p. 1811.

DEMONT L., SAILLY-DI BELLA C., Réparation du préjudice de l'enfant né handicapé, *Médecine & droit*, 2001, n° 51, p. 3.

DIETRICH FRANK, Causal responsibility and rationing in medicine, *Ethical Theory and Moral Practice*, 5 (2002), p. 113.

DREIFUSS-NETTER F., Le préjudice de l'enfant victime d'un handicap ... évolution récente (jurisprudence et processus législatif suite à l'arrêt Perruche), *Médecine & droit*, 2002, n° 52, p. 30.

PIERRE P., Chronique de responsabilité civile médicale, *Médecine & droit*, 2001, n° 51, p. 17.

PY B., Responsabilité pénale de l'échographe, *Médecine & droit*, 2001, n° 51, p. 9.

ROBERT J.-A., REGNIAULT A., Les personnes atteintes de l'hépatite C sont-elles des victimes comme les autres ?, *Médecine & droit*, 2002, n° 52, p. 20.

RUSSO C., L'avance sur recours, une solution à l'indemnisation des victimes d'accidents médicaux ?, *Le Dalloz*, 2001, n° 40, p. 3211.

SAILLARD A., La SEITA n'est pas responsable des dommages causés aux fumeurs par l'usage du tabac, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 1, 2002, p. 29.

SARGOS P., THOUVENIN D., Portée d'un revirement de jurisprudence au sujet de l'obligation d'information du médecin, *Le Dalloz*, 2001, n° 43, p. 3470.

SCHNEIDER C. E., At Law. Experts, *Hastings Center Report* 2001, July-August, p. 10.

SIDA, lutte contre les épidémies

ABDOOL KARIM S., ABDOOL KARIM Q., ADHIKARI M. AND AL. Vertical HIV transmission in South Africa : translating research into policy and practice. *Lancet*, 359 (2002), p. 992.

ADEDE A. O., Combating the HIV/AIDS pandemic in Africa through proper implementation of treaty-law on trade aspects of intellectual property rights, *African Yearbook of international law* 8 (2000), p. 351.

RAVIGLIONE M.-C., PIO A., Evolution of WHO policies for tuberculosis control, 1948-2001, *Lancet*, 359 (2002), p. 775.

Système de santé, politique de la santé

BRIDGEMAN J., "Learning from Bristol": Health Care in the 21st Century, *Medical Law Review*, vol. 65 n° 2, March 2002, p. 241.

BRUNDTLAND GRO H., The global war for public health, interview with Gro Brundtland, *Foreign policy*, 2002 n° 128, p. 24.

DURAND C., La carence fautive de l'Etat en matière de santé au travail, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 1, 2002, p. 1.

HAM C., ALBERTI K.-G.-M.-M., The medical profession, the public, and the government. *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 838.

VAN DEN BRINK H., NASSIET C., Les implications éventuelles des nouvelles dispositions concernant la contraception, *Médecine & droit*, 2002, n° 52, p. 12.

Transplantations

FRIEDLAENDER M.-M., The right to sell or buy a kidney : are we failing our patients ?, *Lancet*, 359 (2002), p. 971.

MIESMIN O., Le consentement en matière de prélèvement d'organe sur une personne morte, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, 2001, p. 690.

SCHLITT H.-J., Paid non-related living organ donation : Horn of Plenty or Pandora's box ?, *Lancet*, 359 (2002), p. 906.

SURMAN O.-S., The ethics of partial liver donation, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 1038.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

BACH U., DE KLEINE A. (Hrsg.), *Auf dem Weg in die totale Medizin? : eine Handreichung zur "Bioethik"-Debatte*, Neukirchen-Vluyn 1999.

BOROWY, O., *Die postmortale Organentnahme und ihre zivilrechtlichen Folgen*, Frankfurt a.M. ; Berlin ; Bern [etc.] 2000.

CONRADS C., *Rechtliche Grundsätze der Organallokation : Verteilung des Mangels oder Mängel der Verteilung*, Baden-Baden 2000.

DJIE S., *Präimplantationsdiagnostik aus rechtlicher Sicht*, Aachen 2001.

EHRlich S., *Gewinnabschöpfung des Patienten bei kommerzieller Nutzung von Körpersubstanzen durch den Arzt?*, Frankfurt am Main [etc.] 2000.

FRITZWEILER J., *Doping – Sanktionen, Beweise, Ansprüche*, Bern/Wien 2000.

KNOEPFFLER N., HANIEL A. (Hrsg.), *Menschenwürde und medizinethische Konfliktfälle*, Stuttgart [etc.] 2000.

MERRY A., MCCALL SMITH A., *Error, medicine and the law*, Cambridge University Press 2001.

QUANTE M., VIETH A. (Hrsg.), *Xenotransplantation : ethische und rechtliche Probleme*, Paderborn 2001.

WINKE A., LIPPERT H.-D. (Hrsg.), *Der Wille des Menschen zwischen Leben und Sterben : Patientenverfügung und Vorsorgevollmacht : ausgewählte medizinrechtliche Aspekte*, Berlin [etc.] 2001.

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

RICHLI P., Instrumente des Gesundheits- und Lebensschutzes im neuen Heilmittelgesetz vor dem Hintergrund der Grundrechte, *Pratique Juridique Actuelle*, 3 (2002), p. 340.

Assurances sociales

AYER A., TFA et maternité : un tabou sans fin ?, *Plädoyer*, 1/2002, p. 57.

BRUSA G., Zulassung zur ärztlichen Tätigkeit unter dem KVG – Erteilung, Widerruf, Verzicht und Kontrahierungszwang, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle* 2002, p. 169.

BURRI B., Le « fol espoir de Charles-Louis Rochat » ou les méandres de la LAMal, *Courrier du Médecin Vaudois*, 2002 n° 2, p. 10.

CATTANEO D., Novità e tendenze legislative e giurisprudenziali nel campo delle assicurazioni sociali, *Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese*, II – 2001 p. 593.

DOMINI F., Les prestations de l'assurance-invalidité en 2000, *Sécurité sociale*, 2001, n° 5, p. 278.

DOSSIER « la LAMal a six ans », *Sécurité sociale* 2002, n° 1, p. 5.

DUC J.-L., Des procès pour polypragmasie : un arrêt récent du Tribunal fédéral des assurances, *Pratique Juridique Actuelle*, 1 (2002), p. 76.

SCHERWEY A.-G., De la rétribution des actes médicaux ambulatoires par les assurances sociales, *Aspects de la sécurité sociale* 2001, n° 3, p. 2.

Droits des patients, droit de la personnalité

BERTSCHINGER P., Informed consent, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 13, p. 603.

BUCHER E., Das Horror-Konstrukt der „Zwangsmedikation“ : zweimal (ohne Zuständigkeit) ein Ausflug ins juristische Nirwana, zu BGE 126 I 112-121 und BGE 127 I 6-30, *Zeitschrift des bernischen Juristenvereins*, 137 (2001), p. 764.

GÖKSU T., Drittwirkung der Grundrechte im Bereich des Persönlichkeitsschutzes, *SJZ* 98, (2002) n° 4, p. 89.

KLAUSER-PEQUIGNOT A., Secret médical: quels sont mes droits, *SNM News* n° 32, décembre 2001, p. 23.

LANDOLT H., Pflegebedürftigkeit im Spannungsfeld zwischen Grundrechtsschutz und Kosteneffizienz, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle* 2002, n° 1, p. 97.

Ethique biomédicale

STAUFFACHER W., VALLOTON M.B., LEUTHOLD M., Retrait des «Directives médico-éthiques pour la procréation médicalement assistée» de l'ASSM, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 5, p. 217.

Euthanasie

MARTI M., Sterbehilfe in der Schweiz, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 12, p. 570.

NORDMANN Y., Euthanasie : le point de vue de l'éthique médicale juïdique, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 9, p. 435.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

MANCELLE A., Vaud : la publicité médicale reste (pour l'instant) interdite, *Courrier du Médecin Vaudois*, 2002 n° 2, p. 12.

Famille et santé

BIRCHLER U., Die Frage des Zeitpunkts der Obhutsentziehung bei Kindern psychisch kranker Eltern, *Revue du droit de tutelle*, 2002, p. 26.

BURKHARD P., Die Problematik der vergessenen und versteckten Kinder, *Revue du droit de tutelle*, 2002, p. 38.

CHESEAUX J.-J., Mauvais traitements envers les enfants – liens entre aspects médicaux et aspects civil et pénal, *Revue du droit de tutelle*, 2002, p. 18.

STECK B., Kinder mit psychisch kranken Eltern, *Revue du droit de tutelle*, 2002, p. 1.

Médecine légale

KILLIAS M., MARGOT P.A., TARONI F., DNA-Datenbanken : heftig umstritten, *Plädoyer*, 1/2002, p. 30.

RUCKSTUHL N., DNA-register verletzt Unschuldsvermutung, *Plädoyer*, 2/2002, p. 24.

Responsabilité médicale

BOMMER F., Pflicht zur Abtreibung als Pflicht zur Schadenminderung ? Zum Urteil des Baselstädtischen Appellationsgerichts vom 23.10.1998 betreffend Schadenersatz wegen misslungener Abtreibung, *Zeitschrift des bernischen Juristenvereins*, 137 (2001), p. 664.

KOZIOL H., Schadenersatz für verlorene Chancen ?, *Zeitschrift des bernischen Juristenvereins*, 137 (2001), p. 889.

KUHN HP., FAVRE N., A propos de la révision du règlement du bureau d'expertise de la FMH, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 4, p. 134.

KUHN HP., No fault compensation - wie lange müssen Patienten und Ärzte noch warten? Ergänzende Überlegungen zum Beitrag von Jean Martin und Yves Guisan, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 5, p. 210.

MARTIN J., GUIGAN Y., Patients victimes d'aléas thérapeutiques (accidents médicaux) : urgence d'établir en Suisse un dispositif d'indemnisation/compensation, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 5, p. 207.

Règlement du bureau d'expertises de la FMH concernant l'expertise extrajudiciaire de cas de responsabilité civile du médecin : 1er février 2002, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 4, p. 137.

STEINER I., Das „Kind als Schaden“ – ein Lösungsvorschlag, *Zeitschrift des bernischen Juristenvereins*, 137 (2001), p. 646.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

BATTAGLIA M., JUNKER C., *Auswirkungen der Aufnahme präventivmedizinischer Leistungen (Impfungen im Schulalter)*, Bern 2001.

FAISST K., FISCHER S., SCHILLING J., *Monitoring 2000 von Anfragen an PatientInnen- und Versichertenorganisationen*, Zürich 2001.

HAARI R., SCHILLING K., *Kosten neuer Leistungen*, Basel 2001.

HAARI R., HAARI-OBBERG I., SCHILLING K., TORRISI M., *Kostendifferenzen zwischen den Kantonen. Sozialwissenschaftliche Analyse kantonaler Politiken*, Basel 2001.

HAMMER S. et al., *Auswirkungen des KVG auf die Leistungserbringer*, Zürich 2001.

HORNUNG D., RÖTHLISBERGER T., STIEFEL A., *Praxis der Versicherer bei der Vergütung von Leistungen nach KVG*, Bern 2001.

KÖNIG D., *Le droit face à l'éthique dans le domaine des thérapies géniques*, Bern 2002.

OFAS, *Rapport de synthèse « Analyse des effets de la LAMal »*, Berne 2001.

PELET O., *Organes, tissus, cellules : loin du corps, loin de la personne*, Bern 2002.

RÜEFLI C., VATTER A., *Kostendifferenzen im Gesundheitswesen zwischen den Kantonen. Statistische Analyse kantonaler Indikatoren*, Bern 2001.

SAGER F., RÜEFLI C., VATTER A., *Auswirkungen der Aufnahme präventivmedizinischer Leistungen (Rahmenstudie)*, Bern 2001.

SCHAFFHAUSER R., KIESER U. (éd.), *Wirtschaftlichkeitskontrolle in der Krankenversicherung*, St. Gallen 2001.

VITALE S., *L'estimation du coût indirect de la maladie : méthodes d'évaluation et application à la consommation excessive d'alcool*, Fribourg 2001.

SAN-NEWS N°19

septembre 2002

Ce numéro couvre en principe la période entre **le 15 avril et le 15 août 2002**.

Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode **vom 15. April bis zum 15. August 2002**.

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT

Conseil de l'Europe : <http://www.coe.int>

Conseil de l'Europe. Recommandation 1560 (2002), Vers des efforts concertés afin de traiter et de réparer les lésions de la moelle épinière, texte adopté par l'Assemblée le 26 avril 2002.

Conseil de l'Europe. Recommandation 1562 (2002), Contrôler le diagnostic et le traitement des enfants hyperactifs en Europe, Texte adopté par la Commission permanente, agissant au nom de l'Assemblée, le 29 mai 2002.

Conseil de l'Europe. Résolution 1286 (2002), Lutter contre le tabagisme passif et actif: oser innover et renforcer les actions pour la sauvegarde de la santé publique, texte adopté par l'Assemblée le 24 juin 2002.

II. Droit communautaire / Europarecht (JOCE L 99 à L 219, du 14 août 2002 et JOCE C 90 à C 194, du 14 août 2002)

DROIT ÉDICTÉ / ERLASSENES RECHT

Décision de la Commission du 7 mai 2002 portant spécifications techniques communes des dispositifs médicaux de diagnostic in vitro (notifiée sous le numéro C(2002) 1344), JO L 131 du 16 mai 2002.

Règlement (CE) n° 831/2002 de la Commission du 17 mai 2002 portant modalité d'application du règlement (CE) n° 322/97 du Conseil relatif à la statistique communautaire en ce qui concerne l'accès aux données confidentielles à des fins scientifiques, JO L 133 du 18 mai 2002.

Décision du Conseil du 25 juin 2002 concernant la conclusion, au nom de la Communauté européenne, du protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, JO L 201 du 31 juillet 2002.

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC. / BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 mars 2002 au 15 avril 2002 (Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement du Conseil (CEE) n° 2309/93), JO C 101 du 26 avril 2002.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 avril 2002 au 15 mai 2002 (Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement (CEE) n° 2309/93 du Conseil), JO C 129 du 31 mai 2002.

Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/42/CEE du Conseil, telle que modifiée par la directive 2000/70/CE, en ce qui concerne les dispositifs médicaux incorporant des dérivés stables du sang ou du plasma humains (COM(2001) 480 - C5-0382/2001 - 2001/0186(COD)), JO C 112 E du 9 mai 2002.

Résolution du Parlement européen sur la proposition de recommandation du Conseil relative à l'utilisation prudente des agents antimicrobiens en médecine humaine (COM(2001) 333 - C5-0411/2001 - 2001/2164(COS)), JO C 112 E du 9 mai 2002.

Position commune (CE) n° 28/2002 du 14 février 2002 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité instituant la Communauté européenne, en vue de l'adoption d'une directive du Parlement européen et du Conseil établissant des normes de qualité et de sécurité pour la collecte, le contrôle, la transformation, la conservation et la distribution du sang humain et des composants sanguins, et modifiant la directive 2001/83/CE, JO C 113 E du 14 mai 2002.

Avis du Comité économique et social sur le thème "Les soins palliatifs — un exemple d'activité de volontariat en Europe", JO C 125 du 27 mai 2002.

Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2001/83/CE en ce qui concerne les médicaments traditionnels à base de plantes [COM(2002) 1 final — 2002/0008(COD)], JO C 126 du 28 mai 2002.

Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'établissement de normes de qualité et de sécurité pour le don, l'obtention, le contrôle, la transformation, le stockage et la distribution des tissus et cellules humains COM(2002) 319.

Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les aides destinées aux politiques et aux actions relatives à la santé et aux droits en matière de reproduction et de sexualité [COM(2002) 120 final — 2002/0052(COD)], JO C 151 E du 25 juin 2002.

Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil concernant la contribution de la Communauté en faveur du Fonds mondial de lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose et la malaria [COM(2001) 612 - C5-0520/2001 - 2001/0251(COD)], JO C 153 E du 27 juin 2002.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 mai 2002 au 15 juin 2002, JO C 157 du 2 juillet 2002.

Résolution du Conseil du 3 juin 2002 concernant une nouvelle stratégie communautaire de santé et de sécurité au travail 2002-2006, JO C 161 du 5 juillet 2002.

Résolution législative du Parlement européen sur la position commune du Conseil en vue de l'adoption de la décision du Parlement européen et du Conseil adoptant un programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique (2001-2006) (10222/3/2001 - C5-0390/2001 - 2000/0119(COD)), JO C 177 E du 25 juillet 2002.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 juin 2002 au 15 juillet 2002, JO C 178 du 26 juillet 2002.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 93/42/CEE du Conseil relative aux dispositifs médicaux et de la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro, JO C 182 du 31 juillet 2002.

Conclusions du Conseil et des représentants des États membres réunis au sein du Conseil du 19 juillet 2002 sur la mobilité des patients et l'évolution des soins de santé dans l'Union européenne, JO C 183 du 1^{er} août 2002.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.

CANADA

Loi du 13 avril 2000 sur les instituts de recherche en santé du Canada.

ESTONIE

Loi du 30 janvier 2002 relative à la transplantation d'organes et de tissus, Riigi Teataja, partie I, 2002, 21, 118.

FRANCE

Loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé, Journal officiel, Lois et décrets, 5 mars 2002, n°54, p. 4118.

LUXEMBOURG

Loi du 27 avril 2001 modifiant la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie, Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, partie A, 17 mai 2001, n°61, p. 1180.

ROYAUME-UNI

Loi du 11 mai 2001 relative aux soins de santé et à l'assistance sociale.

Loi du 4 décembre 2001 relative au clonage humain aux fins de reproduction.

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT [RO/AS 2002 N° 17-32 (13 AOUT 2002)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

Loi fédérale sur l'assurance-maladie, du 18 mars 1994. Modification du 6 octobre 2000, en vigueur dès le 1^{er} juin 2002 (*adaptations aux Accords bilatéraux avec l'Union européenne sur la libre circulation des personnes*), RO 2002 858.

Loi fédérale urgente sur l'adaptation des participations cantonales aux coûts des traitements hospitaliers dispensés dans le canton selon la loi fédérale sur l'assurance-maladie, du 21 juin 2002, en vigueur avec effet rétroactif dès le 1^{er} janvier 2002 et jusqu'au 31 décembre 2004, RO 2002 1643 (délai référendaire : 17 octobre 2002 : FF 2002 4160).

Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal), du 27 juin 1995.

- Modification du 3 juillet 2001, en vigueur dès le 1^{er} juin 2002 (*adaptations à la libre circulation*), RO 2002 915.
- Modification du 22 mai 2002, en vigueur dès le 1^{er} juin 2002 (*adaptations à la libre circulation des personnes*).
- Modification du 26 juin 2002, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2002 (*modification des art. 60, 65 à 70. Règles relatives aux médicaments*), RO 2002 2129.

Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (OPAS), du 29 septembre 1995. Modification du 15 mai 2002 (*nouvelle teneur de la Liste des médicaments avec tarif*), en vigueur dès le 1^{er} mai 2002, RO 2002 1520.

Ordonnance sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire, du 3 juillet 2002, en vigueur dès le 4 juillet 2002, au plus jusqu'au 3 juillet 2005, RO 2002 2549.

Ordonnance sur la compensation des risques dans l'assurance-maladie (OCoR), du 12 avril 1995.

- Modification du 22 mai 2002, en vigueur dès le 1^{er} juin 2002 (*adaptation à la libre circulation des personnes*), RO 2002 1640.
- Modification du 3 juillet 2002, en vigueur dès le 1^{er} juin 2002 (*adaptation à la libre circulation des personnes*), RO 2002 925.

Ordonnance sur les subsides fédéraux destinés à la réduction de primes dans l'assurance-maladie (ORPM), du 12 avril 1995. Modification du 3 juillet 2002 en vigueur dès le 1^{er} juin 2002 (*adaptation à la libre circulation des personnes*), RO 2002 927.

Ordonnance concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie en faveur des rentiers qui résident dans un Etat membre de la Communauté européenne (ORPMCE), du 3 juillet 2001, en vigueur dès le 1^{er} juin 2002, RO 2002 929. Modification du 22 mai 2002, en vigueur dès le 1^{er} juin 2002 (*adaptation à la libre circulation des personnes*), RO 2002 1641.

Loi fédérale portant modification de l'arrêté fédéral sur le contrôle des transplants (art. 20 et 33), du 21 juin 2002 (délai référendaire : 17 octobre 2002, entrée en vigueur, en l'absence de référendum, le jour suivant), FF 2002 4148.

Accord entre la Confédération suisse, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, sur la libre circulation des personnes, du 21 juin 1999, en vigueur dès le 1^{er} juin 2002, RO 2002 1529.

Loi fédérale sur l'Accord entre, d'une part, la Confédération suisse et, d'autre part, la Communauté européenne et ses Etats membres sur la libre circulation des personnes, du 8 octobre 1999, en vigueur dès le 1^{er} juin 2002, RO 2002 701.

Ordonnance sur l'introduction progressive de la libre circulation des personnes entre la Confédération suisse et la Communauté européenne ainsi que ses Etats membres (Ordonnance sur l'introduction de la libre circulation des personnes, OLCP), du 23 mai 2001, en vigueur dès le 1^{er} juin 2002, RO 2002 1729.

Loi fédérale relative aux dispositions concernant la libre circulation des personnes de l'Accord du 21 juin 2001 amendant la Convention du 4 janvier 1960 instituant l'Association européenne de libre-échange (AELE), du 14 décembre 2001, en vigueur dès le 1^{er} juin 2002, RO 2002 685.

Ordonnance sur l'introduction progressive de la libre circulation des personnes entre, d'une part, la Confédération suisse et, d'autre part, la Communauté européenne et ses Etats membres, ainsi qu'entre les Etats membres de l'Association européenne de libre-échange (Ordonnance sur l'introduction de la libre circulation des personnes, OLCP), du 22 mai 2001, en vigueur dès le 1^{er} juin 2002, RO 2002 1741.

Ordonnance sur la formation postgrade et la reconnaissance des diplômes et des titres postgrades des professions médicales, du 17 octobre 2001, en vigueur dès le 1^{er} juin 2002, RO 2002 1189. Modification du 1^{er} mai 2002 (*art. 3*), en vigueur dès le 1^{er} juin 2002, RO 2002 1403.

Ordonnance sur les déclarations de médecin et de laboratoire, du 13 janvier 1999. Modification du 19 juin 2002, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2002, RO 2002 1625.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques sur les exigences relatives à l'autorisation de mise sur le marché des médicaments, du 9 novembre 2001. Modification du 3 juin 2002, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2002 (*art. 23a*), RO 2002 2502.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édition de la pharmacopée, du 9 novembre 2001. Modification du 3 juin 2002, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2002, RO 2002 1623.

MESSAGES, RAPPORTS ET DÉCISIONS OFFICIELS / BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLÜSSE [FF/BBL 2002 N° 17-32 (13 AOÛT 2002)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/ff/index.html>.

Initiative populaire fédérale « pour une assurance de base minimale et des primes d'assurance-maladie abordables (initiative « miniMax LAMal ») ». Expiration du délai. Communication de la Chancellerie fédérale du 23 juillet 2002, FF 2002 4790.

Initiative parlementaire. Loi fédérale sur l'adaptation des participations cantonales aux coûts des traitements hospitaliers dispensés dans le canton selon la loi fédérale sur l'assurance-maladie. Rapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats, du 13 février 2002, FF 2002 4062.

Initiative parlementaire. Loi fédérale portant modification de l'arrêté fédéral sur le contrôle des transplants (*art. 20 et 33, correction d'une inadvertance*). Rapport de la Commission de rédaction du Conseil national et du Conseil des Etats, du 1^{er} mai 2002, FF 2002 4074.

Initiative parlementaire de la Commission de rédaction. Loi fédérale portant modification de l'arrêté fédéral sur le contrôle des transplants (*art. 20 et 33, correction d'une inadvertance*). Rapport de la Commission de rédaction du 1^{er} mai 2002. Avis du Conseil fédéral du 29 mai 2002, FF 2002 5136

Spécifications techniques communes des dispositifs médicaux de diagnostic in vitro, selon art. 4 al. 4 de l'ordonnance du 17 octobre 2001 sur les dispositifs médicaux. Communication de Swissmedic du 16 juillet 2002, FF 2002 4326.

Arrêté du Conseil fédéral constatant le résultat de la votation populaire du 2 juin 2002 (interruption de grossesse), du 8 juillet 2002, FF 2002 4786

Réduction de primes dans l'assurance-maladie. Subsidés de la Confédération et des cantons ; modèle de répartition pour l'année 2002, FF 2002 4013.

Réduction de primes dans l'assurance-maladie. Subsidés de la Confédération et des cantons ; modèle de répartition pour l'année 2003, FF 2002 4015.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à la Frauenklinik St. Gallen, du 16 juillet 2002, FF 2002 4328.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à l'Hôpital cantonal de Bâle, du 16 juillet 2002, FF 2002 4330.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée au Centre pour la psychiatrie des enfants et des adolescents de l'Université de Zürich, du 16 juillet 2002, FF 2002 4332.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à la Clinique universitaire psychiatrique de Zürich, du 16 juillet 2002, FF 2002 4334.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à la Kinder- und Jugendpsychiatrischen Universitätsklinik und Poliklinik (KJUP), du 16 juillet 2002, FF 2002 4336.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet « *Zwangsmassnahmen im Sozialbereich der Stadt Zürich (1890-1970)* », du 16 juillet 2002, FF 2002 4340.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet « *Klinische Datenbank der schweizerischen Creutzfeldt-Jakob-Patienten* », du 16 juillet 2002, FF 2002 4342.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet « *Zwangsmassnahmen in der Psychiatrie und durch Sozialbehörden im Zeitraum von 1870-1970* », du 16 juillet 2002, FF 2002 4344.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet « *Recensement dans les registres de naissances de tous les hôpitaux de Suisse des cas d'enfants décédés en période périnatale entre 1996 et 2000* », du 16 juillet 2002, FF 2002 4347.

Communication de la Commission de la Concurrence, du 18 juin 2002 (ouverture d'une enquête sur les tarifs appliqués par les médecins genevois en matière de soins privés), FF 2002 3982

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 25 août 2000 au 1^{er} avril 2002, FF 2002 3240.

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 4 septembre 2000 au 23 avril 2002, FF 2002 3653.

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 17 décembre 2001 au 11 juillet 2002, FF 2002 4914.

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 1^{er} novembre 2001 au 6 juin 2002, FF 2002 3984.

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 19 juillet 2000 au 25 juin 2002, FF 2002 4364.

Procédure de consultation. Loi fédérale relative à la recherche sur les embryons surnuméraires et sur les cellules souches embryonnaires (documents disponibles sur le site : www.bag.admin.ch/f/index.htm), FF 2002 3740.

Avis « psychothérapeutes » de la Commission de la concurrence du 17 décembre 2001, à l'intention du département de la santé publique du canton de St-Gall, Droit et politique de la concurrence, 2002/1, p. 216.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait des "Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin", n° 2/2002 et n° 3/2002, avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

BASEL LAND

Gesundheitsgesetz vom 10.12.1973, Änderung vom 22.11.2001, in Kraft ab 01.04.2002. GS 34.447.

Spitalgesetz von 24.06.1976, Änderungen vom 22.02.2001, in Kraft ab 01.04.2002, GS 34.214, und vom 22.11.2001, in Kraft ab 01.04.2002. GS 34.445.

Einführungsgesetz zu den Bundesgesetzen über die Alters- und Hinterlassenenversicherung und die Invalidenversicherung vom 22.09.1994, Änderung vom 22.02.2001, in Kraft ab 01.04.2002. GS 34.212.

Ergänzungsleistungsgesetz zur AHV und IV vom 15.02.1973, Änderung vom 22.02.2001, in Kraft ab 01.04.2002. GS 34.213.

Dienstordnung der Kantonsspitäler und der Kantonalen Psychiatrischen Dienste vom 26.03.2002, in Kraft ab 01.04.2002. GS 34.464.

BASEL STADT

Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Alters- und Hinterlassenenversicherung und die Invalidenversicherung vom 05.06.1991, Änderung vom 09.05.2001, in Kraft ab 01.04.2002. Kantonsblatt 2001, Nr. 36, S. 644.

Gesetz über die Krankenversicherung im Kanton BS vom 15.11.1989, Änderung vom 09.05.2001, in Kraft ab 01.04.2002. Kantonsblatt 2001, Nr. 36, S. 644.

Verordnung über die Krankenversicherung im Kanton BS vom 07.11.1995 (KVO), Änderung vom 11.06.2002, in Kraft ab 01.06.2002. Kantonsblatt 2002, Nr. 44, S. 806.

FRIBOURG

Règlement du 21.11.2000 concernant les fournisseurs de soins et la Commission de surveillance, modification du 14.05.2002, entrée en vigueur le 01.05.2002. ROF/ASF 2002_043.

GLARIS

EG zum BG über die Krankenversicherung (EG KVG) vom 05.05.1996, Änderung vom 05.05.2002, in Kraft ab 06.05.2002, gestaffelte Inkraftsetzung.

GRAUBÜNDEN

AB zum Gesetz über die Krankenversicherung und Prämienverbilligung vom 24.10.1995 (ABzKPVG), Änderung vom 27.05.2002, in Kraft ab 01.06.2002. Amtsblatt 2002, Nr. 22, S. 1830.

NIDWALD

Einführungsverordnung zum Bundesgesetz über die Unfallversicherung, (hebt die EV zur Bundesgesetzgebung über die Unfallversicherung vom 16.12.1983 auf) vom 26.03.2002, in Kraft ab 01.04.2002. Amtsblatt 2002, Nr. 13, S. 438.

SHAFFHAUSEN

Spitalabkommen zwischen den Kantonen ZH und SH vom 11.06.2002, tritt rückwirkend in Kraft ab 01.01.2002. Amtsblatt 2002, Nr. 25, S. 931.

Verordnung über den Vollzug des Krankenversicherungsgesetzes vom 09.07.1996, Änderung vom 11.06.2002, in Kraft ab 01.06.2002. Amtsblatt 2002, Nr. 24, S. 893.

THURGAU

Verordnung des Regierungsrat zum Gesetz über die öffentliche Sozialhilfe vom 15.10.1985, Änderung vom 12.03.2002, in Kraft ab 01.04.2002. Amtsblatt 2002, Nr. 11, S. 596.

VALAIS

Loi sur la santé du 09.02.1996, modifications du 01.02.2002, entrée en vigueur le 06.03.2002. Bulletin officiel 2002, n°11, p. 526.

Décret du canton du Valais sur le « Réseau Santé Valais » du 1^{er} février 2002, RSVS 800.10.

Ordonnance du canton du Valais sur le « Réseau Santé Valais » (Planification et subventionnement des établissements hospitaliers) du 26 juin 2002, RSVS 810.11.

ZÜRICH

Verordnung über die kantonalen Krankenhäuser von 28.01.1981, Änderung vom 30.01.2002, in Kraft ab 01.01.2002.

Verordnung über die Ärztinnen und Ärzte vom 06.05.1998, Änderung vom 06.02.2002, in Kraft ab 01.06.2002. OS 57 169.

Verordnung über die Zahnärztinnen und Zahnärzte vom 10.06.1998, Änderung vom 06.02.2002, in Kraft ab 01.06.2002. OS 57 174.

Verordnung über die Zahnprothetikerinnen und Zahnprothetiker vom 10.06.1998, Änderung vom 06.02.2002, in Kraft ab 01.06.2002. OS 57 177.

Verordnung über die Dentalhygienikerinnen und Dentalhygieniker vom 10.06.1998, Änderung vom 06.02.2002, in Kraft ab 01.06.2002. OS 57 179.

Verordnung über die Berufe der Gesundheitspflege vom 08.01.1992, Änderung vom 06.02.2002, in Kraft ab 01.06.2002. OS 57 181.

Verordnung zum EG KVG vom 28.06.2000, Änderung vom 17.04.2002, in Kraft ab 01.06.2002. OS 57 200.

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

SUISSE / SCHWEIZ

Prise de position de la Commission nationale d'éthique n° 2/2002 du 2 mai 2002 sur le régime des délais, disponible sur le site internet de la CNE : <http://www.nek-cne.ch/fr/>.

Avis consultatif de la Commission nationale d'éthique n° 3/2002 de juin 2002 concernant la recherche sur les cellules-souches embryonnaires, disponible sur le site internet de la CNE : <http://www.nek-cne.ch/fr/>.

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl) (<http://www.echr.coe.int>)

PAUL ET AUDREY EDWARDS c. ROYAUME-UNI, Arrêt de la Cour du 14 mars 2002.

Détenu tué par un compagnon de cellule souffrant de troubles mentaux – Art. 2 CEDH (droit à la vie) – Le détenu était placé sous la responsabilité des autorités, auxquelles la Convention faisait obligation de protéger la vie – En l'espèce, l'omission des organes compétents d'informer les autorités pénitentiaires du danger que représentait le codétenu du requérant a emporté violation par l'Etat de son obligation de protéger la vie de ce dernier – Art. 2 CEDH (obligation de mener une enquête efficace) – L'enquête menée par les autorités ne répondait pas aux exigences découlant de l'article 2, notamment en raison des pouvoirs limités de la commission d'enquête, de la confidentialité qui a entouré le déroulement de la procédure et de la participation insuffisante des parents du requérant à une procédure qui les concernait personnellement – Violation – Art. 13 CEDH (droit à un recours effectif) – Dans les circonstances de l'espèce, une action civile qui ne permet pas aux parents d'obtenir une indemnité pour tort moral ne constitue pas un recours effectif – Violation.

NITECKI c. POLOGNE, Décision de la Cour du 21 mars 2002.

Refus d'assurer le remboursement complet d'un médicament coûteux indispensable au requérant souffrant d'une maladie incurable et disposant de faibles revenus – Art. 2 CEDH (droit à la vie) – Les actes et omissions des autorités dans le domaine de la santé peuvent dans certaines circonstances engager leur responsabilité, notamment s'il est démontré qu'elles mettent la vie d'un particulier en danger en lui refusant des soins de manière discriminatoire – En l'espèce, en l'absence d'inégalité de traitement, un Etat ne méconnaît pas ses obligations découlant du droit à la vie en ne remboursant que les 70 % du prix d'un médicament – Irrecevable.

OUENDENO c. FRANCE, Arrêt de la Cour du 16 avril 2002.

Interdiction définitive faite à un médecin de fournir des soins aux assurés sociaux – Art. 6 § 1 CEDH (volet civil, respect du délai raisonnable) – Procédure qui a duré plus de dix ans et durant laquelle les autorités saisies n'ont pas fait preuve de la diligence requise – Violation.

LARIOSHINA c. RUSSIE, Décision de la Cour du 23 avril 2002.

Montant d'une pension de retraite et d'allocations qui ne serait pas suffisant pour maintenir un niveau de vie minimum – Art. 3 CEDH (traitement inhumain et dégradant) – Le montant totalement insuffisant d'une pension et autres prestations sociales peut soulever une question au titre de l'article 3 – En l'espèce, aucune indication que le montant des prestations sociales de la requérante soit à l'origine d'un préjudice pour sa santé physique et mentale atteignant le minimum de gravité requis par cette disposition – Irrecevable.

DELBEC c. FRANCE, Arrêt de la Cour du 18 juin 2002.

Contrôle à bref délai d'une décision d'internement – Art. 5 § 4 CEDH – Procédure ayant duré un mois, pendant lequel le magistrat compétent n'a accompli aucun acte durant les deux dernières semaines précédant la sortie d'essai de la requérante – Violation.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl) (<http://curia.eu.int/fr/index.htm>)

BOEHRINGER INGELHEIM KG, BOEHRINGER INGELHEIM PHARMA KG c. SWINGWARD LTD (et autres causes), aff. C-143/00 – Arrêt de la Cour du 23 avril 2002.

Marques – Directive 89/104/CEE – Article 7, paragraphe 2 – Épuisement du droit conféré par la marque – Médicaments – Importation parallèle – Reconditionnement du produit revêtu de la marque.

COMMISSION c. ROYAUME D'ESPAGNE, aff. C-232/99 – Arrêt de la Cour du 16 mai 2002.

Manquement d'État – Directive 93/16/CEE – Transposition des articles 8 et 18 – Accès à la formation complémentaire pour les médecins migrants désireux d'exercer une spécialité médicale dans l'État membre d'accueil sur le fondement d'un diplôme, d'un certificat ou d'un autre titre de formation médicale spécialisée qui ne relève pas de la reconnaissance automatique et inconditionnelle en vertu de ladite directive – Obligation pour ces médecins de passer en Espagne le concours d'admission habituel à la formation de médecin spécialiste – Condition d'affiliation à un organisme de sécurité sociale de droit public pour le règlement des comptes afférents aux prestations médicales avec un organisme assureur.

DEUTSCHE PARACELSUS SCHULEN FÜR NATURHEILVERFAHREN GMBH c. KURT GRÄBNER, aff. C-294/00 – Arrêt de la Cour du 11 juillet 2002.

Liberté d'établissement – Libre prestation des services – Champ d'application de la directive 92/51/CE – Législation nationale réservant l'exercice des activités médicales, y compris celle permise au 'Heilpraktiker' en Allemagne, aux titulaires d'un diplôme de médecin – Législation nationale réservant la formation aux activités médicales à certaines institutions et interdisant la publicité pour des formations de ce type.

COMMISSION C. REPUBLIQUE DE FINLANDE, aff. C-229/00 – Conclusions de l'Avocat général du 11 juillet 2002.
Manquement d'État – Directive 89/105/CEE – Médicaments – Inclusion dans le champ d'application des systèmes nationaux d'assurance maladie – Procédure pour la fixation de catégories individuelles de remboursement.

MALIKA TENNAH-DUREZ c. CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE DES MEDECINS, aff. C-110/01 – Conclusions de l'Avocat général du 6 juin 2002.

Reconnaissance d'un diplôme de docteur en médecine délivré à un ressortissant communautaire par les autorités d'un autre État membre sur la base d'une formation acquise en partie hors de la Communauté – Directive 93/16/CEE.

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

ALLEMAGNE

Medizinrecht, Heft 4, 2002, p. 198, OLG Stuttgart 04.04.2000.

Diagnosefehler – In einer psychiatrischen Klinik sind konkrete Massnahmen zum Schutz eines Patienten bei erkennbarer akuter oder konkreter Selbstmordgefahr erforderlich. Eine akute Selbstmordgefahr ergibt sich nicht schon daraus, dass der Patient vorsorglich auf die geschlossene Station aufgenommen worden ist.

Medizinrecht, Heft 12, 2001, p. 639, BverfG (2. Kammer des ersten Senats), Beschl. v. 27.4.2001 – 1 BvR 1282/99.

Zulassung als Vertragsarzt – Verfassungsmässigkeit der Zulassungsbeschränkungen bei Überversorgung.

Medizinrecht, Heft 6, 2002, p. 309, BGH, Beschl. v. 6.12.2001 – 1 StR 468/01 (LG Landshut).

Zum Zeugnisverweigerungsrecht des Arztes bei einer Tätigkeit als Sachverständiger.

Medizinrecht, Heft 7, 2002, p. 356, BGH, Urt. v. 4.12.2001 – VI ZR 213/00 (OLG Braunschweig).

Ersatz des Unterhaltsaufwands für unerwünschten behinderten Zwilling nach Arztfehler ?.

Medizinrecht, Heft 5, 2002, p. 261, OLG Nürnberg, Urt. v. 6.11.2000 – 5 U 1116/00.

Einiger Beweis für ein gewissenhaftes Aufklärungsgespräch.

Medizinrecht, Heft 5, 2002, p. 266, VG Düsseldorf, Urt. v. 19.9.2000 – 3 K 4774/99.

"Ausgelagerter Praxistest" versus "Zweigpraxis".

ETATS-UNIS

American Journal of Law & Medicine, volume 28 n°1 2002, p. 130, *Nold v. Binyon*, 31P.3d 274 (Kansas 2001).

Doctor-Patient Relationship : Examining the Parameters of a Doctor's Duty to the Unborn.

FRANCE

La Semaine Juridique, Edition générale, n° 28 p. 1309, Conseil d'Etat, 21 décembre 2001, req. N° 215316 ; Dio (Juris-Data n° 2001-063422), avec commentaire.

Le concours apporté par un médecin à l'organisation d'une enquête menée par une revue de défense des consommateurs destinée à tester la vigilance des pharmaciens lors de la délivrance des médicaments prescrits par les médecins n'est pas constitutif d'une faute.

Médecine & Droit 2002, n° 53, p. 23 – CA Paris ; ch. I, sect. B, 25 octobre 2001 – Juris-Data n° 161505 (résumé).

Les patients doivent être informés de la spécialisation de leur praticien.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante : <http://www.jaac.admin.ch> . La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante : <http://www.bger.ch/> .

ATF 128 I 63 – Arrêt du Tribunal fédéral du 4 mars 2002, 1^{ère} Cour de droit public.

Droit de l'enfant adopté majeur de connaître son ascendance, indépendamment de toute pesée des intérêts opposés. Art. 10 Cst, 8 CEDH, 7 Conv. sur les droits de l'enfant.

ATF 128 I 92 – Arrêt du Tribunal fédéral du 2 novembre 2001, 2^e Cour de droit public.

Conditions de l'autorisation d'exercer comme psychothérapeute indépendant sans formation médicale. L'exigence d'études complètes en psychologie est admissible. Art. 27 et 49 Cst.

ATF 128 I 113 – Arrêt du Tribunal fédéral du 15 mars 2002, 2^e Cour de droit public.

Exigences posées à la délégation de compétences législatives en matière de statut du personnel au « Service psychiatrique » du canton des Grisons, en tant qu'établissement public autonome.

ATF 128 IV 106 – Arrêt du Tribunal fédéral du 20 mars 2002, Cour de cassation pénale.

Portée du lien entre un psychothérapeute et sa patiente. Pas de « pression d'ordre psychique » au sens des art. 189 et 190 CPS. En revanche, « lien de dépendance » admis au sens de l'art. 193 CPS.

ATF 127 V 391 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 30 novembre 2001.

Conditions auxquelles l'extraction de dents de sagesse incluses est à charge de l'assurance obligatoire des soins. Art. 31 LAMal et 17 OPAS.

ATF 127 V 398 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 21 décembre 2001.

Tarif applicable en cas de traitement hospitalier auprès d'un fournisseur de prestations situé hors du canton de résidence. Art. 39 et 41 LAMal.

ATF 127 V 409 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 10 décembre 2001.

Au sens de l'art. 41 al. 3 LAMal, la notion de « services » englobe toutes les prestations fournies par l'hôpital public ou subventionné sis hors du canton de résidence, quelle que soit la forme du traitement (hospitalier, semi-hospitalier, ambulatoire), pour lesquelles il existe des tarifs différenciés selon l'appartenance cantonale du patient.

ATF 127 V 422, RAMA 1/2002, p. 14 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 30 novembre 2001.

Une personne hospitalisée en division privée ou semi-privée d'un hôpital public du canton où elle réside – ou, pour elle, son assureur-maladie – peut exiger de ce canton la prise en charge de la part des coûts imputables dans la division commune de cet hôpital à la charge du canton. Art. 42, 44, 49 LAMal.

ATF 127 V 431 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 21 décembre 2001.

Admission des établissements de cure balnéaire à pratiquer à charge de l'assurance-maladie obligatoire. Droit d'être entendu.

ATF 127 V 439 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 19 octobre 2001.

Un assuré peut céder sa créance en remboursement des frais pris en charge par l'assurance obligatoire des soins à un fournisseur de prestations (en l'espèce un pharmacien). La cession, même contre le gré de l'assureur, n'est pas contraire au système du tiers garant.

RAMA 1/2002, p. 1 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 9 octobre 2001.

Le droit des assurés et des assureurs de se faire remettre par le fournisseur de prestations toutes les indications et données nécessaires du patient peut être exercé de manière indépendante devant une juridiction, avant l'introduction d'une procédure tendant à examiner le caractère économique de la prestation.

RAMA 2/2002, p. 91 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 21 décembre 2001.

Extraction au cours d'une même hospitalisation, et dans le même temps opératoire, de trois dents de sagesse et d'une dent surnuméraire. Obligation, pour la caisse, de prendre en charge l'intégralité du montant facturé par l'hôpital.

RAMA 2/2002, p. 97 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 25 janvier 2002.

La pose d'implants ne constitue pas un traitement économique dans le rétablissement de la fonction masticatoire après un traitement de paradontite juvénile progressive.

RAMA 2/2002, p. 107 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 27 février 2002.

Le traitement médicamenteux d'une atteinte psychique grave constitue une suite de cette dernière et peut ainsi justifier la prise en charge d'un traitement dentaire.

RAMA 2/2002, p. 113 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 28 mars 2002.

L'entrée en vigueur de la LAMal n'a rien changé à la jurisprudence relative à la LAMA selon laquelle les dentistes sont assimilés à des médecins pour des traitements médicaux qui ne sont pas des interventions dentaires au sens étroit, mais qui sont prodigués presque exclusivement par des dentistes.

Semaine judiciaire n°6, février 2002 I – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances sociales du 10 août 2001.

Assurance invalidité. Droit de l'assuré fondé sur la législation fédérale sur la protection des données à obtenir une copie du recours. Droit à une expertise dans sa langue maternelle.

Semaine judiciaire n°17, mai 2002 I – Arrêt du Tribunal fédéral du 27 novembre 2001.

Responsabilité de l'Etat pour l'activité des médecins dans un hôpital public. Violation du devoir d'information concernant les dangers d'une automédication ajoutée à une tri-thérapie.

JT 2001 I 512 (= ATF 126 V 116).

Il n'est pas admissible de s'écarter après coup des conclusions qui s'imposent à l'issue d'un examen du caractère adéquat du lien de causalité et de considérer, sous l'angle de l'art. 36 al. 2 LAA, les troubles physiques et psychiques comme une seule atteinte à la santé. Bien qu'ils soient dans un rapport de connexité étroit, ces troubles représentent des atteintes à la santé distinctes (art. 18 et 36 al. 2 LAA).

JT 2001 I 568 (= ATF 127 III 21).

Assurance maladie complémentaire. Selon la prescription impérative de l'art. 9 LCA, un sinistre déjà survenu ne peut en principe pas être assuré. Si, avant la conclusion du contrat, l'assuré a souffert d'une maladie pour laquelle, selon l'expérience médicale, il faut compter avec des rechutes, le sinistre était déjà survenu, de sorte que les rechutes ne peuvent pas être assurées (art. 9 et 97 al. 1^{er} LCA).

JT 2002 I 170 (= ATF 127 III 100).

L'invalidité au sens de l'art. 88 al. 1^{er} LCA englobe toute atteinte durable à l'intégrité corporelle ayant des effets sur la capacité de travail. On entend par là l'incapacité de travail au sens théorique ou abstrait et non pas le dommage économique concret subi par la personne assurée du fait de l'accident. Il en va de même pour les cas où l'invalidité doit être déterminée non pas selon un barème, mais d'après la clause générale des conditions générales d'assurance, dans la mesure où il y est question de l'étendue de l'invalidité.

JT 2002 I 175 (= ATF 127 III 235).

Assurance facultative d'indemnités journalières. Passage de l'assurance collective à l'assurance individuelle ensuite de cessation des rapports de travail. La notion de réserve au sens de l'art. 71 al. 1^{er} LAMal comprend aussi bien la limitation individuelle, concrète et temporaire de la couverture d'assurance dans un cas particulier que son exclusion générale et illimitée dans le temps.

JT 2002 I 179 (= ATF 127 III 268, SJ 2001 I 477).

Art. 46 LCA. L'obligation de l'assureur de payer des indemnités journalières en cas de maladie court, selon le contrat conclu en l'espèce, dès la constatation de l'incapacité de travail par un médecin et l'expiration du délai d'attente de 14 jours convenu. Le droit d'obtenir le paiement des indemnités journalières se prescrit dans les deux ans à compter de ce moment pour l'ensemble des montants réclamés pour la durée de la maladie.

AJP/PJA 5 (2002), p. 570 – ATF 127 V 102 (résumé de l'arrêt et commentaire de Hans-Jakob Mosimann).

Adäquanzbeurteilung : Kein unterschiedlicher Massstab je nach Leistungsart (Heilbehandlung oder Rente).

AJP/PJA 5 (2002), p. 573 – ATF 127 V 43 (résumé de l'arrêt et commentaire de Jean-Louis Duc).
Du droit des assureurs LAMal de limiter dans le temps la garantie de prise en charge des frais d'hospitalisation.

AJP/PJA 5 (2002), p. 578 – ATF 127 V 281 (traduction résumée de l'arrêt et commentaire de Brigitte Pfiffner Rauber).
Zur Auslegung von Art. 56 Abs. 2 lit. a KVG : Auch im System des Tiers garant ist die Kasse gegenüber dem Leistungserbringer rückforderungsberechtigt. Tiers garant bedeutet : Die versicherte Person ist Leistungsschuldnerin, die Kasse garantiert die Rückerstattung.

AJP/PJA 5 (2002), p. 580 – BGE 127 V 268 (résumé de l'arrêt et commentaire de Ueli Kieser).
Art. 29, Art. 64 Abs. 7 KVG : Leistungen der Krankenversicherung bei Mutterschaft; Kostenbeteiligung der Mutter; zuständige Krankenversicherung.

AJP/PJA 7 (2002), p. 832 – Décisions du 19.12.01 du Conseil fédéral (résumé des décisions et commentaire de Jean-Louis Duc).
Décisions prises sur recours par le Conseil fédéral en matière de tarifs pour les soins à domicile dans le canton de Neuchâtel.

AJP/PJA 7 (2002), p. 836 – BGE 128 I 92 (résumé de l'arrêt et commentaire de Yvo Hangartner).
Abgeschlossenes Psychologiestudium als Voraussetzung der Bewilligung zur selbständigen nichtärztlichen psychotherapeutischen Berufstätigkeit. Art. 27 und Art. 36 Abs. 3 BV; § 22 Abs. 1 Bst. a des Zürcher Gesundheitsgesetzes vom 4. November 1962 (in der Fassung gemäss Beschluss des Kantonsrates vom 21. August 2000, einschliesslich Übergangsbestimmungen Ziff. II dazu).

AJP/PJA 7 (2002), p. 841 – Arrêt du Tribunal fédéral du 12.2.02, 1^{ère} Cour civile, 4C.197/2001 (traduction résumée et commentaire de Sylvia Läubli Ziegler).
Invalidität und Rentenschaden. Ein Schritt weiter in der Diskussion um die Berechnung des Rentenschadens.

RSJB/ZBJV 7/8 (2002), p. 519 – Arrêt du Tribunal fédéral du 14.6.02, 2A.407/2001 (résumé et commentaire de Thomas Häberli).
Anwendung des Arbeitsgesetzes auf das Personal öffentlicher Spitäler.

Die Praxis, Heft 5/2002, Nr. 80 p. 458 (=SVR 2002 KV Nr. 17) – Arrêt (non publié) du Tribunal fédéral des assurances du 26 septembre 2001.
Ablehnung des Vertrauensarztes (Art. 57 Abs. 3 KVG). Vertrauensarzt als Organ der sozialen Krankenversicherung. Der Umstand, dass ein als Vertrauensarzt bestellter Arzt eine HMO-Praxis derselben Krankenversicherung leitet, stellt keinen Umstand dar, welcher es erlauben würde, den betreffenden Arzt im Sinne von Art. 57 Abs. 3 KVG abzulehnen.

Die Praxis, Heft 6/2002, Nr. 97 p. 561 (=SVR 2002 Nr. 25) – Arrêt (non publié) du Tribunal fédéral des assurances du 26 septembre 2001 (texte original en français).
Frais de transport; Obligation pour la caisse maladie de prendre en charge une contribution aux frais de transport d'une personne qui, par la suite, décède (Art. 25 al. 2 lit. g LAMal; Art. 26 f OPAS).

Die Praxis, Heft 6/2002, Nr. 98 p. 564 (=SVR 2002 Nr. 18) – Arrêt (non publié) du Tribunal fédéral des assurances du 9 octobre 2001.
Verwirkung des Leistungsanspruchs in der Krankenversicherung.

Die Praxis, Heft 7/2002, Nr. 118 p. 674 – Arrêt (non publié) du Tribunal fédéral des assurances du 30 novembre 2001.
Ausschluss- und Ablehnungsgründe gegen einen ärztlichen Gutachter (Art. 47 Abs. 3 UVG; Art. 22 und 23 OG).

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

BERNE

BVR/JAB 2002 p. 282 ss. – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 17.01.2002.

Assurance-accidents : Une réduction des prestations en espèces (art. 6 al. 3 et 37 al. 2 LAA) lorsque la personne a provoqué l'accident par négligence grave n'est pas licite si et aussi longtemps que l'assurance-accident, fondée sur l'art. 6 al. 3 LAA, alloue des prestations pour des lésions causées à l'assuré victime d'un accident lors d'un traitement médical.

FRIBOURG

RFJ 2001 p. 434 ss. – Arrêt de la Cour des assurances sociales du 8 novembre 2001.

Art. 2 al. 3, 29 et 64 al. 7 LAMal. Avortement spontané. Prise en charge des frais d'hospitalisation et de traitement.

LUZERN

LGVE 2001 I Nr. 24 p. 35 – I. Kammer, 23. März 2001 (11 99 77).

§§ 178 ff. ZPO. Bedeutung von Privatexpertisen (Bestätigung der Rechtsprechung gemäss LGVE 1993 I Nr. 20). Das Obergericht hat die auf das Reglement der Verbindung der Schweizer Ärzte (FMH) für die aussergerichtliche Begutachtung von Ärztehaftpflichtfällen medizinische Expertise als Parteibehauptung qualifiziert, als taugliches Beweismittel nicht zugelassen und ein gerichtliches Gutachten angeordnet.

LGVE 2001 II Nr. 5 p. 151 – Verwaltungsrechtliche Abteilung, 18. Juli 2001, V 01 177.

Art. 397b Abs. 2 ZGB; § 7 BetrG. Der einweisende Arzt hat den Betroffenen ohne Ausnahme unmittelbar vor der vorsorglichen Einweisung persönlich zu untersuchen und zu begutachten (Änderung der Rechtsprechung).

LGVE 2001 II Nr. 21 p. 210 – Abgaberechtliche Abteilung, 17. September 2001, A 01 195.

§5 Abs. 2 und § 12 PVG. Gesuch um Prämienverbilligung. Verlängerung der Anmeldefrist aus wichtigem Grund. Krankheit der Mutter als wichtiger Grund, auf den sich eine Familie als Gemeinschaft berufen kann.

LGVE 2001 II Nr. 37 p. 274 – Sozialversicherungsrechtliche Abteilung, 2. Februar 2001, S 99 516 und S 99 820.

Art. 28 Abs. 2 IVG. Der Invaliditätsbegriff stimmt in der Invalidenversicherung mit demjenigen in der obligatorischen Unfallversicherung grundsätzlich überein, weshalb die Schätzung der Invalidität mit Bezug auf den gleichen Gesundheitsschaden im Regelfall zum selben Ergebnis zu führen hat.

LGVE 2001 II Nr. 40 p. 291 – Sozialversicherungsrechtliche Abteilung, 22. Juni 2001, S 00 467.

Art. 50 Abs. 2 IVG; Art. 85bis Abs. 1 und 2 IVV; Art. 12 Abs. 2 KVG. Hat die Krankenkasse einem Versicherten auf privatrechtlicher Basis (VVG) Krankentaggelder ausgerichtet, so ist die Frage, ob eine Rückforderung dieser Leistungen mit Rentennachzahlungen der Invalidenversicherung verrechnet werden kann, nach Art. 85bis IVV zu beurteilen. Gegen eine diesbezügliche Verfügung der IV-Stelle ist Beschwerde beim Verwaltungsgericht zu erheben, welches aber nur die Voraussetzungen zur Verrechnung nach Art. 85bis IVV prüft.

LGVE 2001 II Nr. 44 p. 305 – Sozialversicherungsrechtliche Abteilung, 22. August 2001, S 99 86.

Art. 32 Abs. 1 KVG; Art. 1 KLV. Anhang 1 der KLB enthält keine abschliessende Aufzählung. Für die transurethrale Thermotherapie (Prostatabelandlung) besteht, insbesondere mit dem vorliegend verwendeten Gerät, keine Leistungspflicht der Krankenkasse mangels Wirksam- und Zweckmässigkeit.

LGVE 2001 II Nr. 45 p. 309 – Sozialversicherungsrechtliche Abteilung, 27. November 2001, S 99 581.

Ziff 2.2 Anhang 1 KLV. Die Kosten eines stationären Aufenthaltes zwecks kardialer Rehabilitation sind von der obligatorischen Krankenpflegeversicherung zu übernehmen, wenn die Rehabilitationsklinik dem Anforderungsprofil der Schweizerischen Arbeitsgruppe für kardiale Rehabilitation der Schweizerischen Gesellschaft für Kardiologie (SAKR) von 1990 entspricht. Die SAKR besitzt keine Ermächtigung, verbindlich die zugelassenen Leistungserbringer in einem Verzeichnis zu definieren.

NEUCHÂTEL

RJN 2001 p. 296 ss. – Arrêt du Tribunal administratif du 8 mars 2001 en la cause G. c/ Office de l'assurance-invalidité du canton de Neuchâtel.

Art. 29 LAI ; 29 RAI. Naissance du droit à la rente d'invalidité.

RJN 2001 p. 206 ss. – Arrêt du Tribunal administratif du 13 novembre 2000 en la cause F. c/ Etat de Neuchâtel.
Art. 55 litt. B LSt ; art. 2 et 22 al. 3 du règlement concernant les traitements de la fonction publique ; 324a al. 2 CO.
Droit au traitement en cas de maladie après la fin des rapports de service.

ST GALLEN

GVP 2001 Nr. 36 S. 114 ff. – Entscheidung der Verwaltungsrekurskommission, Abteilung V, vom 30. März 2001.
Eine fürsorgliche Freiheitsentziehung gegenüber einem Kind, die den Charakter einer zeitlich befristeten Übergangslösung hat, ist nur dann verhältnismässig, wenn die Realisierung einer Anschlussmaßnahme möglich und sinnvoll erscheint.

GVP 2001 Nr. 39 S. 120 f. – Entscheidung der Verwaltungsrekurskommission, Abteilung V, vom 2. Und 8. März 2001.
Die im kantonalen Einführungsrecht zum Zivilgesetzbuch vorgesehene Möglichkeit der Anordnung der fürsorglichen Freiheitsentziehung zum Zwecke der stationären Begutachtung ist nicht bundesrechtswidrig.

VALAIS

RVJ 2002/1 p. 103 ss. – Arrêt de la Cour de droit public du 5 décembre 2000 en la cause ATCA C.R. c. Mutuelle valaisanne.
Patiente ne bénéficiant pas d'une assurance de soins dentaires souffrant d'une parodontite juvénile progressive. Appréciation d'un rapport d'expert. Garantie d'un traitement à long terme.

ZÜRICH

ZR 2002, Nr. 30 S. 110 ff. – Urteil des Kassationsgerichts vom 30. April 2001.
Entmündigung wegen Geisteskrankheit und psychiatrische Begutachtung; Unparteilichkeit des Sachverständigen.

Doctrine / Lehre

I. **Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)**
(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

FARHAT P., La responsabilité des fabricants d'implants mammaires : une analyse comparée de la responsabilité du fait des produits défectueux (France-Etats Unis), *Droit prospectif : revue de la recherche juridique*, 2/2002, p. 789.

GASSNER U. M., Das Zweite Gesetz zur Änderung des Medizinproduktegesetzes, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 12 (2002), p. 863.

GERACI J., La réglementation relative aux dispositifs médicaux destinés au diagnostic in vitro, *Médecine & Droit*, 2002, n° 53, p. 19.

SHAMASUNDER B., BERO L., Financial ties and conflicts of interest between pharmaceutical and tobacco companies, *Journal of American Medical Association*, 288 (2002), p. 738.

Assurances sociales

FUCHS V.R., What's ahead for health insurance in the United States, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 1822.

GOUGE F., Expérience pratique de la coordination en matière de droit européen de la sécurité sociale : l'expérience française, in : *Accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE et ses effets à l'égard de la sécurité sociale en Suisse*, Berne 2001, p. 303.

IGLEHART J.K., Medicare declining payments to physicians, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 1924.

KOENIG C., ENGELMANN C., STEINER U., Die Regulierung der GKV-Abrechnung von Laboratoriumsuntersuchungen am Maßstab der Dienstleistungsfreiheit der EG-Vertrags, unter besonderer Berücksichtigung der EuGH-Rechtsprechung in Sachen *Kohll* und *Geraets-Smits / Peerboom*, *Medizinrecht*, Heft 5, 2002, p. 221.

MESCHKE A., DAHM F.-J., Die Befugnis der Krankenkassen zur Einsichtnahme in Patientenunterlagen, *Medizinrecht*, Heft 7, 2002, p. 346.

Droits des patients

BELANGER M., Une solution dans le débat sur le droit à la santé ? Le droit à la sécurité sanitaire, approche de droit international, in : *Au carrefour des droits, Mélanges en l'honneur de Louis Dubouis*, Paris 2002, p. 767.

BOLOT F., La notion de droit aux soins et la question de l'accessibilité aux soins, *Gazette du Palais*, septembre-octobre 2001, p. 1358.

BOQUILLON F., Fin de la jurisprudence Perruche ? Note sur l'article 1^{er} de la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malade et à la qualité du système de santé, *Revue de droit sanitaire et social*, 2002, n° 2, p. 358.

BOUMAZA A., La stérilisation contraceptive et le « handicap mental » après la loi du 4 juillet 2001, *Revue de droit sanitaire et social*, 2002, n° 2, p. 233.

BUCHTER A., HEINEMANN A., PÜSCHEL K., Rechtliche und kriminologische Aspekte der Vernachlässigung alter Menschen am Beispiel des Dekubitus, *Medizinrecht*, Heft 4, 2002, p. 185.

BYK C., La place du droit à la santé au regard du droit constitutionnel, *Gazette du Palais*, novembre-décembre 2001, p. 1858.

CALMAN K.C., Communication of risk: choice, consent, and trust, *Lancet* 360 (2002), p.166.

FORD C., ENGLISH A., Limiting confidentiality of adolescent health services, *Journal of American Medical Association*, 288 (2002), p. 752.

GONZALEZ G., L'objection à certains soins ou actes médicaux dictée par la conscience religieuse et la Convention européenne des droits de l'homme, in : *Au carrefour des droits, Mélanges en l'honneur de Louis Dubouis*, Paris 2002, p. 795.

KALTIALA-HEINO R., VÄLIMÄKI M., Involuntary Commitment in Health Care: An analysis of the status and rights of involuntarily treated psychiatric patients in comparison with patients treated involuntarily under other acts, *European Journal of Health Law* 2001, vol. 8, n° 4, p. 299.

KAMPF R., Patents versus Patients ?, *Archiv des Völkerrechts*, Bd. 40 (2002), S. 90.

LABRUSSE-RIOU C., BELLIVIER F., Les droits de l'embryon et du fœtus en droit privé, *Revue internationale de droit comparé*, n° 2, 2002, p. 579.

LAMBERT-FAIVRE Y., La loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé.

I. La solidarité envers les personnes handicapées, *Le Dalloz*, 2002, n° 15, p. 1217.

II. Les droits des malades, usagers du système de santé, *Le Dalloz*, 2002, n° 16, p. 1291.

III. L'indemnisation des accidents médicaux, *Le Dalloz*, 2002, n° 17, p. 1367.

LIGNEAU P., « La qualité de vie liée à la santé » dans le droit français, in : *Au carrefour des droits, Mélanges en l'honneur de Louis Dubouis*, Paris 2002, p. 833.

NYS H., Comparative Health Law and the Harmonization of Patients' Rights in Europe, *European Journal of Health Law* 2001, vol. 8, n° 4, p. 317.

REDDY D.M., FLEMING R., SWAIN C., Effect of mandatory parental notification on adolescent girls' use of sexual health care services, *Journal of American Medical Association*, 288 (2002), p. 710.

RISK A., PETERSEN C., Health information on the internet. Quality issues and international initiatives, *Journal of American Medical Association*, 287 (2002), p. 2713.

RUDNIK A., Depression and competence to refuse psychiatric treatment, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 151.

SOKOL B., Gesundheitsdatenbanken und Betroffenenrechte : Das isländische Beispiel, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 24 (2002), p. 1767.

STEFFEN E., Mehr Schutz für die Patientenrechte durch ein Patienten-Schutzgesetz oder eine Patienten-Charta ?, *Medizinrecht*, Heft 4, 2002, p. 190.

Ethique biomédicale

BYK Chr., Bioéthique : chronique de législation, jurisprudence et avis des instances d'éthique, *La Semaine Juridique*, Edition générale, n° 26 p. 1176.

DEDERER H.-G., Menschenwürde des Embryo in vitro? Der Kristallisationspunkt der Bioethik-Debatte am Beispiel des therapeutischen Klonens, *Archiv des öffentlichen Rechts*, Bd. 127 (2002), S. 1.

DRESSER R. The Conscious Incompetent Patient, *Hastings Center Report* 2002, mai-juin, p. 9.

EIBACH U., Künstliche Ernährung um jeden Preis ?, *Medizinrecht*, Heft 3, 2002, p. 123.

GREEN R. M., Overseeing Research on Therapeutic Cloning, *Hastings Center Report* 2002, mai-juin 2002, p. 27.

LIPPERT H.-D., Die medizinische Dissertation mit Versuchen am Menschen – Beratung des Doktoranden durch eine Ethikkommission, *Medizinrecht*, Heft 7, 2002, p. 353.

LOEWY E.H., SPRINGER LOEWY R., Bioethics at the Crossroad, *Health Care Analysis*, 9: 2001, p. 463.

MCMILLAN J., Sex Selection in the United Kingdom, *Hastings Center Report* 2002, janvier-février, p. 28.

Euthanasie

DE HAAN J., The New Dutch Law on Euthanasia, *Medical Law Review*, vol. 10 n° 1, Spring 2002, p. 57.

EZEKIEL J. E., Euthanasia and physician-assisted suicide, a review of the empirical data from the United States, *Arch Intern Med* 2002, vol. 162, p. 142.

GANZINI L., BLOCK S., Physician-assisted death – a last resort, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p.1663.

JANSSEN A., The new regulation of voluntary euthanasia and medically assisted suicide in the Netherlands, *International journal of law, policy and the family*, vol. 16 n° 2, August 2002, p. 260.

KNEIHS B., Observations concernant l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme, Pretty c. Royaume-Uni, *Europäische Grundrechte-Zeitschrift*, cahiers 9-12, juin 2002, p. 242.

LO B., DORNBRAND L., WOLF L.E., and al., The Wendland Case. Withdrawing life support from incompetent patients who are not terminally ill, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 1489.

ODUNCU F., EISENMENGER W., Euthanasie – Sterbehilfe – Sterbebegleitung, *Medizinrecht*, Heft 7, 2002, p. 327.

SENSKY T., Withdrawal of life sustaining treatment, *British Medical Journal*, 325 (2002), p. 175.

VELDINK J.H., WOKKE J.H.J., VAN DER WAL G., Euthanasia and physician-assisted suicide among patients with amyotrophic lateral sclerosis in the Netherlands, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p.1638.

WELIE J. V.M., Why Physicians ? Reflexion on the Netherlands' New Euthanasia Law, *Hastings Center Report* 2002, janvier-février, p. 42.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

BONVIE H., Aktuelle Fragen des ärztlichen Berufsrechts, *Medizinrecht*, Heft 7, 2002, p. 338.

BUTZER H., Nullbeteiligungsgesellschaften unter Ärzten, *Medizinrecht*, Heft 12, 2001, p. 604.

CLASSEN C. D., German Bundesverfassungsgericht: Medical Training, Decision of 9 January 2001, *Common Market Law Review*, June 2002, Vol. 39, n° 3, p. 641.

HAAGE H., Die Weiterbildung in der Allgemeinmedizin im Hinblick auf die Richtlinie 2001/19/EG, *Medizinrecht*, Heft 6, 2002, p. 301.

JACOBS M., Der kranke Arzt: Virale Hepatitiden im Gesundheitswesen – Möglichkeiten und Pflichten zur Vermeidung der Übertragung von Personal auf Patient aus arbeitsrechtlicher Sicht, *Medizinrecht*, Heft 3, 2002, p. 140.

LEWIS R., GILLAM S., A fresh new contract for general practitioners, *British Medical Journal*, 324 (2002), p. 1048.

NAHON E., L'obligation d'information du médecin et de l'avocat, *Gazette du Palais*, janvier-février 2002, p. 285.

REITER C., Die Aufhebung von Zulassungsbeschränkungen und ihre Rechtsfolgen, *Medizinrecht*, Heft 12, 2001, p. 624.

SCHIMMELPFENG-SCHÜTTE R., Der Arzt im Spannungsfeld der Inkompatibilität der Rechtssysteme, *Medizinrecht*, Heft 6, 2002, p. 286.

SPICKHOFF A., Die Entwicklung des Arztrechts 2001/2002, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 24 (2002), p. 1758.

Famille et santé

DREIFUSS-NETTER F., L'interruption de grossesse pour motif fœtal: refus d'enfant ou euthanasie prénatale?, in : *Mélanges Paul Sabourin*, Bruxelles : Bruylant 2001, p. 63.

TAQUET F., Les nouvelles dispositions relatives à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception (loi n° 2001-588 du 4 juillet 2001), *Gazette du Palais*, janvier-février 2002, p. 257.

Génétique humaine et biotechnologies

ANNAS G.J., Cloning and the U.S. Congress. *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 1599.

BUSCH R., Die Speicherung von DNA-Identifizierungsmustern in der DNA-Analyse-Datei, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 24 (2002), p. 1755.

DUTTGE G., Die Präimplantationsdiagnostik zwischen Skylla und Charybdis, *Goltdammer's Archiv für Strafrecht*, 5/2002, S. 241.

EVERS K., European perspectives on therapeutic cloning, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 1579.

GOLD E.R., CAULFIELD T.A., The moral tollbooth: a method that makes use of the patent system to address ethical concerns in biotechnology. *Lancet* 359 (2002), p. 2268.

HASSKARL H., HASSKARL B., OSTERTAG A., Hämatopoetische Stammzellen aus Nabelschnurblut – Medizinische und rechtliche Aspekte, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 24 (2002), p. 1772.

KLOEPFER M., Humangentechnik als Verfassungsfrage, *Juristen Zeitung*, 9/2002, S. 417.

MILDENBERGER E., Der Streit um die Embryonen: Warum ungewollte Schwangerschaften, Embryoselektion und Embryonenforschung grundsätzlich unterschiedlich behandelt werden müssen, *Medizinrecht*, Heft 6, 2002, p. 293.

RITTNER C., RITTNER N., Unerlaubte DNA-Gutachten zur Feststellung der Abstammung – Eine rechtliche Grauzone, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 24 (2002), p. 1745.

SAINT DIZIER D., Fichier national automatisé des empreintes génétiques FNAEG, *Médecine & Droit*, 2002, n° 53, p. 1.

SILD T., MULLARI T., Population Based Genetic Research: Estonian Answer to the Legal Challenge, *European Journal of Health Law* 2001, vol. 8, n° 4, p. 363.

SPRANGER T. M., Der Zugriff auf pflanzliche Genressourcen im internationalen Regelungsgeflecht, *Archiv des Völkerrechts*, Bd. 40 (2002), S. 64.

WEISSMAN I.L., Stem cells – scientific, medical, and political issues, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 1576.

Mesures médicales spéciales

ANNAS G.J., Bioterrorism, public health and civil liberties, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 1323.

BIRMINGHAM L., Detaining dangerous people with mental disorders, *British Medical Journal*, 325 (2002), p. 2.

FAZEL S., McMILLAN J., O'DONNELL I., Dementia in prison : ethical and legal implications, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 156.

GEHRLEIN M., Zulässiger Abbruch einer Zwillingsschwangerschaft ?, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 12 (2002), p. 870.

GOSTIN L.O., SAPSIN J.W., TERET S.P. and al., The Model State Emergency Health Powers Act. Planning for and response to bioterrorism and naturally occurring infectious diseases, *Journal of American Medical Association*, 288 (2002), p. 622.

HJERN A., LINDBLAD F., VINNRLJUNG B., Suicide, psychiatric illness, and social maladjustment in intercountry adoptees in Sweden: a cohort study, *Lancet* 360 (2002), p. 443.

HOLLIFIELD M., WARNER T.D., LIAN N. and al., Measuring trauma and health status in refugees. A critical review, *Journal of American Medical Association*, 288 (2002), p. 611.

ORTON C., Regulating cosmetic surgery, *British Medical Journal*, 324 (2002), p. 1229.

ROBERTSON D.W., BEDELL R., LAVERY J.L. and al., What kind of evidence do we need to justify humanitarian medical aid, *Lancet* 360 (2002), p. 330.

WHITE S.M., Preventing detention must be resisted by the medical profession, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 95.

Recherche biomédicale

BEYRER C., KASS N.E., Human rights, politics, and reviews of research ethics, *Lancet* 360 (2002), p. 246.

BROWNSWORD R., Stem cells, Superman, and the report of the Select Committee, *The Modern Law Review* 2002, p. 568.

CAVAZOS N., FORSTER D., BOWEN A. J., Ethical concerns in placebocontrolled studies: an analytical approach, *Drug Information Journal*, vol. 36 (2002), p. 249.

CHRISTIAN M.C., GOLDBERG J.L., KILLEN J. and al., A central institutional review board for multi-institutional trials, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p.1405.

CROCCO A.G., VILLASIS-KEEVER M., JADAD A.R., Analysis of cases of harms associated with use of health information on the internet, *Journal of American Medical Association*, 287 (2002), p. 2869.

DIETRICH S., SCHATZ H., Drittmittelforschung: Überlegungen zur Minimisierung des strafrechtlichen Risikos, *Medizinrecht*, Heft 12, 2001, p. 614.

ELHERT KNUDSEN L. et al., Will data privacy impact health research?, *Drug Information Journal*, vol. 36 (2002), p. 465.

ELLSBERG M., HEISE L., Bearing witness: ethics in domestic violence research, *Lancet* 359 (2002), p. 1599.

HILDEN J., GAMMELGAARD A., Premature stopping and informed consent in AMI (acute myocardial trials, ndlr) trials, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 188.

HORNG S., Is placebo surgery unethical?, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 137.

KING T.E., Racial disparities in clinical trials, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 1400.

KÖHLER M., Medizinische Forschung in der Behandlung des Notfallpatienten, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 12 (2002), p. 853.

LÖTJÖNEN S., Medical research in clinical emergency settings in Europe, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 183.

MAIO G., The cultural specificity of research ethics – or why ethical debate in France is different, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 147.

MANN H., Research ethics committees and public dissemination of clinical trial results, *Lancet* 360 (2002), p. 406.

PARRISH D.M., US legal principles and confidentiality of the peer review process, *Journal of American Medical Association*, 287 (2002), p. 2839.

PARTRIDGE A.H., WINER E.P., Informing clinical trial participants about study results, *Journal of American Medical Association*, 288 (2002), p. 363.

PLOMER A., Protecting the Rights of Human Subjects in Emergency Research, *European Journal of Health Law* 2001, vol. 8, n° 4, p. 333.

RAO J. N., SANT CASSIA L. J., Ethics of undisclosed payments to doctors recruiting patients in clinical trials, *British Medical Journal*, 325 (2002), p. 36.

SINGER E. A., MÜLLNER M., Implications of the EU directive on clinical trials for emergency medicine, *British Medical Journal*, 324 (2002), p. 1169.

SLATER E.E., IRB reform, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 1402.

STEINBROOK R., Improving protection for research subjects, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 1425.

VERDÚ-PASCUAL F., CASTELLÓ-PONCE A., Informed consent doesn't exist in AMI trials, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 190.

YANK V. RENNIE D., Reporting of informed consent and ethics committee approval in clinical trials, *Journal of American Medical Association*, 287 (2002), p. 2835.

Responsabilité médicale

AMOORE J., INGRAM P., Learning from adverse incidents involving medical devices, *British Medical Journal*, 325 (2002), p. 272.

BLANCHER G., Faut-il dépenaliser la responsabilité médicale ?, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2001 tome 185 n° 9, p. 1717.

DENDONCKER D., Les contaminations virales post-transfusionnelles devant les deux ordres juridictionnels, *Droit prospectif : revue de la recherche juridique*, 2/2002, p. 744.

DEUTSCH E., Die Medizinhaftung nach dem neuen Schuldrecht und dem neuen Schadenrecht, *Juristen Zeitung*, 12/2002, S. 588.

DIETRICH F., Causal responsibility and rationing in medicine, *Ethical Theory and Moral Practice*, 5/2002, p. 113.

ESPER C., Les conséquences de la loi du 10 juillet sur la responsabilité médicale des acteurs de santé, *Médecine & Droit*, 2002, n° 53, p. 6.

FENN P., Counting the cost of medical negligence, *British Medical Journal*, 325 (2002), p.233.

HART D., Spannungen zwischen dem Haftungs-, Arzneimittel- und Sozialrecht, *Medizinrecht*, Heft 7, 2002, p. 321.

HICKSON G.R., FEDERSPIEL C.F., PICHERT J.W. and al., Patient complaints and malpractice risk, *Journal of American Medical Association*, 287 (2002), p. 2951.

HONDIUS E., Comparative medical liability in Europe, in : *Festschrift für Hans Stoll zum 75. Geburtstag*, Tübingen 2001, S. 185.

HUREAU J., L'infection nosocomiale : la responsabilité médicale face au droit, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2001 tome 185 n° 9, p. 1647.

LAMBERT-FAIVRE Y., Le principe indemnitaire et l'affaire Perruche, *Médecine & Droit*, 2002, n° 54, p. 2.

LAMAR M.-J., Aléa thérapeutique : vers une meilleure réparation, *Médecine & Droit*, 2002, n° 54, p. 7.

LAYDE P.M., MAAS L.A., TERET S. and al., Patient safety efforts should focus on medical injuries, *Journal of American Medical Association*, 287 (2002), p. 1993.

MC NUTT R.A., ABRAMS R., ARON D.C. and al., Patient safety efforts should focus on medical errors, *Journal of American Medical Association*, 287 (2002), p. 1997.

MEMETEAU G., La présentation du droit médical dans la RTD civ. Petite compilation, *Revue trimestrielle de droit civil* 2002, p. 253.

MISTRETTA P., La responsabilité pénale médicale à l'aune de la loi du 10 juillet 2000, *La Semaine Juridique*, Edition générale, n° 28 p. 1285.

SAGE W.M., Putting the patient in patient safety. Linking patient complaints and malpractice risk, *Journal of American Medical Association*, 287 (2002), p. 3003.

SPRIGGS M., SAVULESCU J., The Perruche Judgment and the "right not to be born", *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 63.

VAYRE P., Le médecin expert judiciaire face aux données acquises de la jurisprudence administrative et civile concernant l'aléa, *Médecine & Droit*, 2002, n° 54, p. 15.

WALTER A., Haftungsverhältnisse in ärztlichen Kooperationsformen nach der Anerkennung der Rechtsfähigkeit von BGB-Gesellschaften, *Medizinrecht*, Heft 4, 2002, p. 169.

SIDA, lutte contre les épidémies

BAYER R., FAIRCHILD A., The Limits of Privacy: Surveillance and the Control of Disease, *Health Care Analysis*, 10: 2002, p. 19.

CHALMERS J., The criminalisation of HIV transmission, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 160.

GLATZEL M., ROGIVUE C., STREFFER J.R. and al., Incidence of Creutzfeldt-Jakob disease in Switzerland, *Lancet* 360 (2002), p. 139.

GOSTIN L.O., Rights and Duties of HIV Infected Health Care Professionals, *Health Care Analysis*, 10: 2002, p. 67.

HALPERN S.D., UBEL P.A., CAPLAN A.L., Solid-organ transplantation in HIV-infected patients, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 184.

NARVESON J., AIDS in the third world: How, if at all, do we help?, *Health Care Analysis*, 10: 2002, p. 109.

Système de santé, politique de la santé

ATTAL Y., Fumeurs et non-fumeurs : La difficile cohabitation des droits, *Médecine & Droit*, 2002, n° 53, p. 11.

D'OLIVEIRA A.F.P.L., DINIZ S.G., SCHRAIBER L.B., Violence against women in health-care institutions: an emerging problem, *Lancet* 359 (2002), p. 1681.

DUNCAN B., Health policy in the European Union: how it's made and how to influence it, *British Medical Journal*, 324 (2002), p. 1027.

FRENK J., GÓMEZ-DANTÉS O., Globalisation and the challenges to health systems, *British Medical Journal*, 325 (2002), p. 95.

GARCIA-MORENO C., Dilemmas and opportunities for an appropriate health-service response to violence against women, *Lancet* 359 (2002), p. 1509.

GEETTER S. J., Coding for Change: The Power of the Human Genome to Transform the American Health Insurance System, *American Journal of Law & Medicine*, 2002, volume 28 n° 1, p. 1.

HATZOPOULOS V. G., Killing National Health and Insurance Systems but Healing Patients? The European Market for Health Care Services After the Judgments of the ECJ in Vanbraekel and Peerbooms, *Common Market Law Review*, August 2002, Vol. 39, n° 4, p. 683.

KAMPS H., Aut-idem aut exitus der Therapiefreiheit, *Medizinrecht*, Heft 4, 2002, p. 193.

ROCHON P. A. et al., Health care for older people, *British Medical Journal*, 324 (2002), p. 1231.

SYRETT K., Nice Work? Rationing, Review and the "Legitimacy Problem" in the New NHS, *Medical Law Review*, vol. 10 n° 1, Spring 2002, p. 1.

VERITY C., NICOLL A., Consent, confidentiality, and the threat to public health surveillance, *British Medical Journal*, 324 (2002), p. 1210.

WILLIS B.M., LEVY B.S., Child prostitution: global health burden, research needs and intervention, *Lancet* 359 (2002), p. 1417.

Transplantations

DELMONICO F.L., ARNOLD R., SCHEPER-HUGHES N., and al., Ethical incentives – not payment – for organ donation, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 2002.

HARRIS J., ERIN C., An ethically defensible market in organs. A single buyer like the NHS is an answer, *British Medical Journal*, 325 (2002), p. 114.

KERRIDGE I.H., SAUL P., LOWE M. and al. Death, dying and donation : organ transplantation and diagnosis of death, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 89.

LUCIOLLI E., SOUBRANE O., HOUSSIN D., Organisation de la greffe hépatique en France : aspects éthiques et réglementaires, *Médecine & Droit*, 2002, n° 54, p. 19.

WEBER M., DINDO D., DEMARTINES N. and al., Kidney transplantation from donors without a heartbeat, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 248.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

BEYLEVELD D., BROWNSWORD R., *Human dignity in bioethics and biolaw*, Oxford, New York 2001.

BOCKENHEIMER-LUCIUS G. (éd.), *Forschung am embryonalen Stammzellen*, Berlin 2002.

CONSEIL DE L'EUROPE (Comité pour la réadaptation et l'intégration des personnes handicapées), *Réadaptation et intégration des personnes handicapées : politique et législation*, Strasbourg 2002.

EHLERS A. P. F., BROGLIE M. G. (éds.), *Arzthaftungsrecht, Grundlagen und Praxis*, München 2001.

EUROPEAN CENTER OF TORT AND INSURANCE LAW, *Der ärztliche Behandlungsfehler, eine Fallstudie im Vergleich europäischer Rechtssysteme*, Detmold 2001.

GRUBB A., *Principles of medical law, fourth cumulative supplement*, Oxford, New York 2001.

GUTMAN T., SCHROTH U., *Organlebenspende in Europa*, Berlin 2002.

KOHN L. T., CORRIGAN J. M., DONALDSON M. S. (éds.), *To err is human, building a safer health system*, Washington D. C. 2000.

LOZANO R.-M., *La protection européenne des droits de l'homme dans le domaine de la biomédecine*, Paris 2001.

MCLAREN A. (coordonné par), *Le clonage*, Strasbourg 2002.

MEULDERS M.-T., DEECH R. et VLAARDINGERBROEK P. (Eds), *Biomedicine, the Family and Human Rights*, The Hague 2002.

MONAHAN J. et al., *Rethinking risk assessment : The MacArthur study of mental disorder and violence*, New York, 2001.

NICKEL L. C., SCHMIDT-PREISIGKE A., SENGLER H., *Transplantationsgesetz*, Stuttgart 2001.

OMS, *Rapport sur la santé dans le monde 2001, La santé mentale: Nouvelle conception, nouveaux espoirs*, Genève 2001.

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

HANGARTNER Y., Selektive Vertriebssysteme als Problem des Wettbewerbsrechts, *Sic! revue du droit de la propriété intellectuelle, de l'information et de la concurrence*, 5/2002, p. 321.

STOLLER R., Nouvelle loi sur les produits thérapeutiques : Déclaration obligatoire des médicaments pour les professionnels de la santé, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 17, p. 825.

STÜRCHLER N., Heilmittel für seltene Krankheiten – Schlüssel zu wirksamer Regulierung in der Schweiz, *Pratique Juridique Actuelle*, 8 (2002), p. 883.

VOUILLOZ F., Le nouveau droit suisse du dopage, *Pratique Juridique Actuelle*, 8 (2002), p. 915.

Assurances sociales

BALTHASAR A., Dans quelle mesure les objectifs visés par la LAMal ont-ils été atteints?, *Sécurité sociale* 2002, n° 1, p. 6.

BRITT F., Recommandation de l'OFAS concernant la répercussion des avantages obtenus dans le secteur ambulatoire lors de l'achat de médicaments prêts à l'emploi, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 32/33, p. 1708.

CADOTSCH P., Les effets de l'accord sur l'assujettissement et l'obligation de cotiser à l'AVS, *Accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE et ses effets à l'égard de la sécurité sociale en Suisse*, Berne 2001, p. 131.

CADOTSCH P., Assujettissement à l'assurance en cas d'activité transfrontalière, *Sécurité sociale* 2002, n° 2, p. 75.

CUPIS B. DE, Les prestations de l'AVS et de l'AI, *Accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE et ses effets à l'égard de la sécurité sociale en Suisse*, Berne 2001, p. 141.

DUC J.-L., De la cession du droit aux prestations dans l'assurance-maladie obligatoire, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 3/2002, p. 272.

EWEN B., Chômage : assurance-chômage et principes, *Accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE et ses effets à l'égard de la sécurité sociale en Suisse*, Berne 2001, p. 319.

FILLON J.-C., Assurance-maladie des frontaliers : l'application de l'accord en France, *Sécurité sociale* 2002, n° 2, p. 93.

FRECHELIN K., JEKER SIGGEMANN S., Aperçu des adaptations en matière d'assurance maladie : accord sur la libre circulation des personnes, *Accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE et ses effets à l'égard de la sécurité sociale en Suisse*, Berne 2001, p. 78.

GUYE C., Deuxième révision partielle de la LAMal : état de la discussion devant le Conseil des Etats, *Sécurité sociale* 2002, n° 1 p. 36.

HUSMANN D., Die Fallstricke des Krankentaggelds, *Plädoyer*, 4/2002, p. 28.

JACOBI D., Der Anspruch auf Wiedererwägung von Verfügungen in der Sozialversicherung, *RSJB/ZBJV*, 138 (2002), H. 7/8, p. 458.

KAHIL-WOLFF B., Quelques remarques sur les voies de droit en matière de sécurité sociale dans le cadre de l'accord sur la libre circulation des personnes (ALCP), *Journal des tribunaux*, 2002, III/2, p. 60.

KOPP KÄCH C., Zur Leistungspflicht der obligatorischen Krankenpflegeversicherung für zahnärztliche Behandlungen (Überblick über die Rechtsprechung des Eidgenössischen Versicherungsgerichts), *RSJB/ZBJV*, 138 (2002), H. 6, p. 419.

MOSER M., Die berufsvorsorgerechtliche Bindungswirkung von IV-Entscheiden : „Ruhekissen“ oder „Prokrustesbett“ ?, *Pratique Juridique Actuelle*, 8 (2002), p. 926.

PETERMANN BÜTTLER J., Les effets des Accords bilatéraux sur les assurances sociales suisses: les tâches des assureurs-maladie, *Sécurité sociale* 2002, n° 2, p. 89.

ROSSINI S., Révision de l'assurance maladie : le pouvoir contre la solidarité ?, *Aspects de la sécurité sociale* 2002, n° 1, p. 2.

SCHERWEY A.-G., La mise en application du TarMed, *Aspects de la sécurité sociale* 2002, n° 2, p. 2.

SIDLER M., Betrachtungen nach einer Dekade der besonderen Adäquanzprüfung bei sog. Schleudertraumen, *Pratique Juridique Actuelle*, 7 (2002), p. 791.

WICKI M., Analyse des effets de la LAMal : planification, réalisation et suivi d'un projet, *Sécurité sociale* 2002, no 1, p. 10.

Droits des patients

CEREGHETTI A., Prostitution : quelle réglementation ?, *Plädoyer*, 4/2002, p. 56.

GUILLOD O., HÄNNI C., Les droits des personnes en psychiatrie, *Les cahiers de l'action sociale et de la santé* N° 15, octobre 2001, Genève.

SPRUMONT D., BEGUIN M.- L., Anamnèse familiale et assurance vie, *Plädoyer*, 3/2002, p. 54.

Ethique biomédicale

AMSTUTZ G., Prise de position de la Commission nationale d'éthique sur le régime du délai : Avis consultatif, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 21, p. 1054.

BOURRIT B.F., Procréation médicalement assistée, *Médecine et hygiène*, 2002, n° 2992, p. 1018.

ELGER B., MAURON A., Tests génétiques : aspects éthiques et juridiques, *Médecine et hygiène*, 2002, n° 2387, p. 761.

Euthanasie

BOSSHARD G., BÄR W., Sterbeassistentz und die Rolle des Arztes –Überlegungen zur aktuellen Debatte um die Regelung von Suizidbeihilfe und aktiver Sterbehilfe in der Schweiz, *Pratique Juridique Actuelle*, 4 (2002), p. 407.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

BONSACK C., GASSER J., Ouverture et contrainte en psychiatrie, *Courrier du médecin vaudois*, 2002 n° 4, p. 14.

COMMISSION DE LA CONCURRENCE, Rubrique services (santé et professions libérales), *Rapport annuel 2001*, p. 25.

FAVROD-COUNE, C.-A., TarMed accepté par la Chambre médicale suisse à la mi-décembre, *Courrier du médecin vaudois*, 2002 n° 1, p. 13.

HÄNGGELI CH., Les Accords bilatéraux : nouvelle base pour la formation postgraduée des médecins, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 25, p. 1279.

HÄNGGELI CH., En tant que médecin praticien sans titre de spécialiste, comment puis-je obtenir un titre postgrade fédéral ?, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 25, p. 1285.

MÄCHLER A., Interkantonale Freizügigkeit am Beispiel der Medizinalpersonen, *Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht*, 103 (2002) Nr. 7, p. 337.

MAYER R., Suppression du libre choix du médecin?, *Courrier du médecin vaudois*, 2002 n° 1, p. 15.

Génétique humaine et biotechnologies

GUILLOD O., Génétique. Rapport régional : pays germaniques et Russie, *Biomedicine, the Family and Human Rights*, M.-T. Meulders, R. Deech et P. Vlaardingerbroek (Eds), The Hague, 2002, p. 437.

Médecine légale

BUSCH H., DNA-Analytik – Vom Ermittlungsautomatismus zum massenhaften Verdacht, *Pratique Juridique Actuelle*, 6 (2002), p. 637.

Personnes âgées et santé

MANNSDORFER T., Accueil des personnes âgées et indigentes par des privés, *Revue du droit de tutelle* 2002, p. 117

Recherche biomédicale

SPRUMONT D., BEGUIN M.-L., La nouvelle réglementation des essais cliniques de médicaments, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 18, p. 894.

Responsabilité médicale

CONTI C., Aufklärungspflicht beim Medikamentenabgabe : neues Bundesgerichtsurteil, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 23, p. 1185.

MARTIN J., GUISAN Y., Il faut créer d'urgence un dispositif d'indemnisation des aléas thérapeutiques, *Courrier du médecin vaudois*, 2002 n° 1, p. 11.

MÜLLER C., Schadenersatz für verlorene Chancen : Ei des Kolumbus oder Trojanisches Pferd ?, *Pratique Juridique Actuelle*, 11 (2002), p. 389.

Système de santé, politique de la santé

BRENTANO M., Kosten uns die Medikamente zu viel?, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 330.

BRITT F., Le poids du coût des médicaments dans le système de santé suisse, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 310.

DOMENIGHETTI G., « Il y a encore des points essentiels à débattre et à approfondir », *Sécurité sociale* 2002, n° 1, p. 25.

DOMENIGHETTI G., Economie de la santé et maîtrise des coûts de la médecine de ville, *Aspects de la sécurité sociale* 2002, n° 2, p. 19.

DOMENIGHETTI G., PIPITONE E., Induction de l'offre de prestations médicales par la demande, un essai de quantification pour la Suisse, *sur internet : www.ti.ch/DOS/DSP/SezS/pdf/primary_care_induction_%20offre.pdf*.

HAARI R., RÜEFLI C., VATTER A., Comment s'expliquent les différences intercantionales des coûts de la santé, *Sécurité sociale* 2002, n° 1, p. 14.

HORNUNG D., Prestations LAMal : des remboursements à géométrie variable, *Sécurité sociale* 2002, n° 1, p. 17.

HUNKELER J., Le marché des médicaments du point de vue de la Surveillance des prix, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 314.

KÄNZIG H., CAMENZIND P., Statistique 2000 de l'assurance-maladie, *Sécurité sociale* 2002, n° 1. p. 38.

LUSTENBERGER M., Diminution des réserves de fluctuation et couverture insuffisante, *Sécurité sociale* 2002, n° 1, p. 28.

MARCUARD D., Quels médicaments sont pris en charge par l'assurance-maladie obligatoire ?, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 311.

MESNIL M., La RBP va-t-elle juguler la hausse des coûts ?, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 318.

REY J.-C., Une carte de santé en Suisse, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 311.

SANTOS-EGGIMANN B., Increasing use of the emergency department in a Swiss hospital: observational study based on measures of the severity of cases, *British Medical Journal*, 324 (2002), p.1186.

SCHULER T., Un nouveau "remède" pour baisser les coûts : les importations parallèles, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 331.

SOMMARUGA S., Les médicaments nous coûtent-ils trop cher ?, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 329.

SZUCS T. D., Les médicaments permettent-ils de faire des économies dans d'autres domaines ?, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 316.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

BAERISWYL B., RUDIN B. (Hrsg), *Perspektive Datenschutz*, Zürich 2002.

ESSERS U. A., *Das Freizügigkeitsabkommen Schweiz EG: Auswirkungen auf die Berufe der Humanmedizin*, Dübendorf 2002.

ILLÉS C., ABEL T., *Psychische Gesundheit, eine qualitative Studie im Rahmen des Projekts Nationale Gesundheitspolitik Schweiz*, Bern 2002.

JOYCE C., *Génome humain, droit des brevets et droit de la personnalité, étude d'un conflit*, Lausanne 2002.

MARTIN J., *Dialoguer pour soigner – Les pratiques et les droits*, Genève 2001.

MÜLLER C., *La perte d'une chance, étude comparative en vue de son indemnisation en droit suisse, notamment dans la responsabilité médicale*, Bern 2002.

ROGGO A., *Aufklärung des Patienten*, Bern 2002.

ROSATTI P. (sous la direction de), *L'expertise médicale, de la décision à propos de quelques diagnostics difficiles*, Genève 2002.

SCHAFFHAUSER R., SCHÜRER C. (Hrsg), *Rechtsschutz der Versicherten und der Versicherer gemäss Abkommen EU/CH über die Personenfreizügigkeit (APF) im Bereich der Sozialen Sicherheit*, Saint-Gall 2002.

STEFFEN G., *Droit aux soins et rationnement*, Bern 2002.

SAN-NEWS N°20

janvier 2003

Ce numéro couvre en principe la période entre **le 15 août 2002 et le 31 décembre 2002.**

Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode **vom 15. August bis zum 31. Dezember 2002.**

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT

Conseil de l'Europe : <http://www.coe.int>

Conseil de l'Europe. Recommandation (2002)11 du Comité des Ministres aux Etats membres sur le rôle de l'hôpital et du clinicien s'agissant de garantir l'usage optimal du sang et des produits sanguins, adoptée par le Comité des Ministres le 10 octobre 2002.

Conseil de l'Europe. Résolution 1310 (2002), Améliorer les conditions sociales et sanitaires de la maternité en Europe, texte adopté par la Commission permanente agissant au nom de l'Assemblée le 18 novembre 2002.

II. Droit communautaire / Europarecht (JOCE L 220 à L 358, du 31 décembre 2002 et JOCE C 195 à C 331, du 31 décembre 2002)

DROIT ÉDICTÉ / ERLASSENES RECHT

Décision n° 1786/2002/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2002 adoptant un programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique (2003-2008), JO L 271 du 9 octobre 2002.

Décision n° 16/2002 du 16 avril 2002 du comité mixte institué par l'accord de reconnaissance mutuelle conclu entre la Communauté européenne et les États-Unis d'Amérique modifiant l'annexe sectorielle sur les dispositifs médicaux, JO L 302 du 6 novembre 2002.

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC. / BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 juillet 2002 au 15 août 2002 (Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement (CEE) n° 2309/93 du Conseil), JO C 206 du 30 août 2002.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 août 2002 au 15 septembre 2002, JO C 237 du 2 octobre 2002.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 septembre 2002 au 15 octobre 2002, JO C 258 du 25 octobre 2002.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 octobre au 15 novembre 2002, JO C 297 du 29 novembre 2002.

Avis du Comité économique et social sur la "Communication de la Commission — S'adapter aux changements du travail et de la société: une nouvelle stratégie communautaire de santé et de sécurité 2002-2006" (COM(2002) 118 final), JO C 241 du 7 octobre 2002.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 93/42/CEE du Conseil du 14 juin 1993 relative aux dispositifs médicaux, JO C 306 du 13 décembre 2002.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro, JO C 314 du 19 décembre 2002.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.

BRESIL

Résolution n° 196/96 relative à la recherche portant sur des sujets humains, in Recueil international de législation sanitaire, vol. 53/2002 n° 1.

BELGIQUE

Loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie, in Recueil international de législation sanitaire, vol. 53/2002 n° 1.

FRANCE

Loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé, Journal Officiel du 5 mars 2002, p. 4118, commentée dans la Revue trimestrielle de droit civil 2002, p. 574.

ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS

Convention interaméricaine pour l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les personnes handicapées. Adoptée à Guatemala, Guatemala, à la trente-neuvième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains le 7 juin 1999, in Recueil international de législation sanitaire, vol. 53/2002 n° 1.

PEROU

Loi n° 27669 du 15 février 2002 relative à l'exercice de la profession infirmière, in Recueil international de législation sanitaire, vol. 53/2002 n° 1.

REPUBLIQUE TCHEQUE

Loi (texte n° 285/2002 Sb.) du 30 mai 2002 relative au don, au prélèvement et à la transplantation d'organes ou de tissus et portant modification d'autres lois, in Recueil international de législation sanitaire, vol. 53/2002 n° 1.

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT [RO/AS 2002 N° 33-51 (24 DECEMBRE 2002)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, du 28 janvier 1981, en vigueur pour la Suisse dès le 1^{er} février 1998, RO 2002 2847.

Arrêté fédéral portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, du 5 juin 1997, RO 2002 2845.

Code pénal suisse (interruption de grossesse). Modification du 23 mars 2001, acceptée en votation populaire le 2 juin 2002, en vigueur dès le 1^{er} octobre 2002, RO 2002 2989.

Loi fédérale portant modification de l'arrêté fédéral sur le contrôle des transplants (art. 20 et 33), du 21 juin 2002, en vigueur dès le 18 octobre 2002, RO 2002 3335.

Loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA), du 6 octobre 2000, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2003 (*accompagnée de deux ordonnances et d'une loi relative à l'annexe de la LPGA, constituant les révisions 1, 2 et 3 de cette annexe, RO 2002 3453, 3472 et 3475*), RO 2002 3371.

Ordonnance sur la partie générale du droit des assurances sociales (OPGA), du 11 septembre 2002, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2003, RO 2002 3703.

Ordonnance sur la prévention de la maladie de Creutzfeldt-Jakob lors des interventions médico-chirurgicales (OMCJ), du 20 novembre 2002, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2003, RO 2002 3902.

Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal), du 27 juin 1995. Modification du 11 septembre 2002, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2003 (*modifications des art. 2, 9, 22, 27, 90, 90a, 108a, 111, 112, 114, 120, 122, 127, 130 ; abrogation des art. 115, 1221, 123-126, 128-129*), RO 2002 3908.

Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (OPAS), du 29 septembre 1995.

- Modification du 2 juillet 2002, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2002 (*modification des art. 4, 12., 18, 28-35b, 38, abrogation de l'art. 39 ; nouvelle version des annexes 1 et 4*), RO 2002 3013.

- Modification du 7 octobre 2002, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2003 (*nouvelle version de l'annexe 2*), RO 2002 3670.

- Modification du 9 décembre 2002, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2003 (*modification des art. 4, 5, 6, 9, 12 ; nouvelle version des annexes 1 et 3*), RO 2002 4253.

Ordonnance sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire, du 3 juillet 2002. Modification du 9 décembre 2002, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2003 (*nouvelle version des annexes 1 et 2*), RO 2002 4234.

Ordonnance sur les subsides fédéraux destinés à la réduction de primes dans l'assurance-maladie (ORPM), du 12 avril 1995. Modification du 20 novembre 2002, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2003 (*modification de l'art. 6a*), RO 2002 3913.

Ordonnance relative au remboursement des frais de maladie et des frais résultant de l'invalidité en matière de prestations complémentaires (OMPC), du 29 décembre 1997. Modification du 11 septembre 2002, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2003 (*abrogation de l'art. 19*), RO 2002 3728.

Ordonnance sur le calcul des coûts et le classements des prestations par les hôpitaux et les établissements médico-sociaux dans l'assurance-maladie (OCP), du 3 juillet 2002, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2003, RO 2002 2835.

Ordonnance du DFI relative aux primes moyennes cantonales 2003 de l'assurance obligatoire des soins pour le calcul des prestations complémentaires, du 25 octobre 2002, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2003 et jusqu'au 31 décembre 2003, RO 2002 3668.

Ordonnance du DFI sur les indices du niveau des prix et sur les primes minimales 2002 permettant de calculer la réduction de primes dans la Communauté européenne, en Islande et en Norvège, du 4 septembre 2002 (*concerne la réduction de primes dans l'assurance-maladie en faveur des rentiers résidant dans les pays visés*), en vigueur dès le 1^{er} juin 2002 et jusqu'au 31 décembre 2002, RO 2002 3325.

Ordonnance concernant les infirmités congénitales (OIOC), du 9 décembre 1985. Modification du 11 septembre 2002, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2003, RO 2002 4232.

Règlement sur l'assurance-invalidité (RAI), du 17 janvier 1961. Modification du 11 septembre 2002, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2003, RO 2002 3721.

Ordonnance sur l'assurance-accident (OLAA), du 20 décembre 1982. Modification du 11 septembre 2002, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2003, RO 2002 3914.

Ordonnance sur la prévention des accidents et des maladies professionnelles (OPA), du 19 décembre 1983. Modification du 11 septembre 2002, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2003, RO 2002 3921.

Ordonnance sur les émoluments de l'Institut suisse des produits thérapeutiques (OEPT), du 9 novembre 2001. Modification du 12 septembre 2002, en vigueur dès le 1^{er} novembre 2002, RO 2002 3321.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques sur les exigences relatives à l'autorisation de mise sur le marché des médicaments (Ordonnance sur les exigences relatives aux médicaments, OEMéd), du 9 novembre 2001. Modification du 12 septembre 2002, en vigueur dès le 1^{er} novembre 2002, RO 2002 3660.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édition de la pharmacopée, du 9 novembre 2001. Modification du 28 novembre 2002, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2002, RO 2002 1623.

Ordonnance du DDPS concernant les produits et méthodes de dopage (Ordonnance sur les produits dopants), du 31 octobre 2001. Modification du 13 novembre 2002, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2003, RO 2002 4033.

Ordonnance du DFI concernant l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens à l'Institut de médecine dentaire de la Faculté de médecine de l'Université de Genève, du 20 septembre 2002, en vigueur dès le 1^{er} octobre 2002, RO 2002 3652.

Règlement du Comité de la formation postgrade pour les professions médicales, du 26 mars 2002, approuvé par le DFI le 24 septembre 2002, en vigueur dès le 24 septembre 2002, RO 2002 3892.

MESSAGES, RAPPORTS ET DÉCISIONS OFFICIELS / BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLÜSSE [FF/BBL 2002 N° 33-51 (24 DÉCEMBRE 2002)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/> . En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/ff/ff/index.html> .

Code pénal suisse. Modification du 13 décembre 2002 (*notamment révision totale de la partie générale ; cf. le nouveau chapitre consacré aux « Mesures thérapeutiques et internement », art. 56 à 65*), délai référendaire : 3 avril 2003, FF 2002 7658.

Loi fédérale sur la formation professionnelle (LFPr), du 13 décembre 2002 (*touchera notamment la formation à de nombreuses professions de la santé*), délai référendaire : 3 avril 2003, FF 2002 7739.

Message concernant la loi fédérale sur la prorogation de l'arrêté fédéral sur la prescription médicale d'héroïne, du 3 juillet 2002, FF 2002 5435.

Message concernant la modification de la loi sur l'asile, de la loi fédérale sur l'assurance-maladie et de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants, du 4 septembre 2002, FF 2002 6359.

Message relatif à la loi fédérale sur l'analyse génétique humaine, du 11 septembre 2002, FF 2002 6841.

Initiative populaire fédérale « pour la suppression de l'obligation de s'assurer contre la maladie ». Examen préliminaire (*l'initiative propose un nouvel art. 117 al. 2 et 3 Cst : «² Elle peut déclarer l'assurance-accidents obligatoire, de manière générale ou pour certaines catégories de personnes. L'assurance-maladie ne peut être déclarée obligatoire »*). Délai pour la récolte des signatures : 10 mars 2004, FF 2002 5500.

Référendum contre la loi urgente du 21 juin 2002 sur l'adaptation des participations cantonales aux coûts des traitements hospitaliers dispensés dans le canton selon la loi fédérale sur l'assurance-maladie. Aboutissement, selon décision de la Chancellerie fédérale du 12 novembre 2002, FF 2002 6640.

Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire « La santé à un prix abordable (Initiative-santé) », du 5 décembre 2002 (*l'Assemblée fédérale recommande le rejet de cette initiative*), FF 2002 7566.

Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire « Droits égaux pour les personnes handicapées », du 13 décembre 2002 (*l'Assemblée fédérale recommande le rejet de cette initiative*), FF 2002 7569.

Arrêté du Conseil fédéral relatif à la votation populaire du 9 février 2003, du 15 novembre 2002 (*votation populaire sur la loi fédérale du 21 juin 2002 sur l'adaptation des participations cantonales aux coûts des traitements hospitaliers dispensés dans le canton selon la loi fédérale sur l'assurance-maladie*), FF 2002 7179.

Initiative parlementaire. Loi fédérale sur l'adaptation des participations cantonales aux coûts des traitements hospitaliers dispensés dans le canton selon la loi fédérale sur l'assurance-maladie. Rapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé du Conseil des Etats. Avis du Conseil fédéral, du 15 mars 2002, FF 2002 5443.

Initiative parlementaire. LP. Recouvrement des primes de l'assurance-accidents obligatoire. Rapport de la Commission des affaires juridiques du Conseil national, du 27 mai 2002, FF 2002 6622.

Initiative parlementaire. LP. Recouvrement des primes de l'assurance-accidents obligatoire. Rapport de la Commission des affaires juridiques du Conseil national, du 27 mai 2002. Avis du Conseil fédéral, du 4 septembre 2002, FF 2002 6631.

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 2 novembre 2000 au 25 septembre 2002, FF 2002 5921.

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 8 mai 2001 au 28 novembre 2002, FF 2002 7280.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait du "Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin", n° 4/2002 et n° 5/2002 avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

NEUCHÂTEL

Loi de santé du 06.02.1995, modification (article 74, intervention de l'Etat) du 19.06.2002, entrée en vigueur le 21.08.2002. FO 2002, n° 47, p. 718.

Règlement provisoire d'exécution de la loi de santé, modification (art. 1 note marginale, 1 III lit. e-h, 1a nouveau, 2 note marginale, 2 II lit. b & c, 2a nouveau), du 28.08.2002, entrée en vigueur le 01.09.2002. FO 2002, n° 65, p. 949.

Règlement sur l'autorisation d'exploitation et la surveillance des institutions (abroge le règlement provisoire sur les hôpitaux, cliniques et établissements spécialisés dans le canton de NE du 03.07.1996 et l'arrêté concernant La surveillance des structures d'hébergement et d'accueil de personnes adultes, âgées, handicapées ou dépendantes du 10.01.2002), du 21.08.2002, entrée en vigueur le 21.08.2002. FO 2002, n° 63, p. 917.

Règlement d'exécution de la loi sur les établissements spécialisés pour personnes âgées (abroge le règlement du 28.05.1974), du 21.08.2002, entrée en vigueur le 21.08.2002. FO 2002, n° 63, p. 922

TICINO

R. del Comitato etico (abroga il R del 02.12.1997) del 02.07.2002, entrata in vigore il 05.07.2002. BU 2002, 191.

R. interno del Comitato etico, del 18.06.2002, entrata in vigore il 05.07.2002, Foglio Ufficiale 2002, n° 54, p. 4839.

VAUD

Loi sur la santé publique du 29 mai 1985, modifications apportées par la loi du 19 mars 2002 (plusieurs articles ; se référer à l'arrêté du 2 septembre 2002 fixant les modalités d'entrée en vigueur de la loi du 19 mars 2002 modifiant celle du 29 mai 1985 sur la santé publique), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Décret instituant un programme cantonal de soins palliatifs , du 25.06.2002, entrée en vigueur le 19.08.2002. FAO 2002, n° 54, p. 5.

ZUG

Gesetz über Gesundheitswesen im Kanton ZG vom 21.05.1970, Änderung (§ 18, *fachliche Anforderungen* ; 19. *Ausnahmebewilligung*), eingeführt gemäss KRB betr. Anpassung der kantonalen Gesetzgebung an die sektoriellen Abkommen zwischen der Schweiz und die europäischen Gemeinschaft (Teil II), vom 25.04.2002, in Kraft ab 01.06.2002. GS 27, 409.

ZÜRICH

Verordnung über die kantonalen Krankenhäuser vom 28.01.1981, Änderung (§ 28 I, 30 I-III, 30b neu), vom 24.07.2002, in Kraft ab 01.09.2002. OS 57 272.

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. **Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)**
(<http://www.echr.coe.int>)

BĚLEŠ ET AUTRES c. REPUBLIQUE TCHEQUE, arrêt du 12 novembre 2002.

Radiation de l'Association homéopathique – Art. 6 § 1 CEDH (droit à un tribunal) – Bien que les requérants puissent en principe continuer à pratiquer la médecine malgré la radiation de l'Association homéopathique, dont ils sont membres, la décision de la société médicale faïtière a porté atteinte à l'étendue de l'exercice de ce droit, qui revêt un « caractère civil » au sens de l'art. 6 § 1 CEDH ; partant, les requérants avaient droit à l'examen de leur cause par un tribunal – Art. 6 § 1 CEDH (procès équitable) – En l'espèce, l'interprétation particulièrement rigoureuse d'une règle de procédure par les tribunaux nationaux, qui a empêché l'examen du fond de l'action des requérants, a emporté violation du droit à un tribunal ainsi que du droit à un procès équitable.

BENJAMIN et WILSON c. ROYAUME-UNI, arrêt du 29 septembre 2002.

Contrôle de la légalité d'une condamnation après l'expiration de la période punitive – Art. 5 § 4 CEDH – Pour être qualifié de « tribunal », l'organe appelé à examiner la légalité d'une privation de liberté doit pouvoir ordonner seul la libération d'une personne. En l'espèce, la commission de contrôle psychiatrique, même si elle est indépendante, ne pouvait, avant l'entrée en vigueur de la loi de 1998 sur les droits de l'homme, que recommander au Ministre de la justice de libérer un condamné. L'entrée en vigueur de la loi de 1998 sur les droits de l'homme a certes rendu obligatoires les recommandations de la commission, mais la décision de lever une mesure privative de liberté appartient toujours à un membre de l'exécutif, prérogative qui est incompatible avec le principe fondamental de la séparation des pouvoirs – Violation.

GIAMPIERO BOSO c. ITALIE, décision du 5 septembre 2002.

Interruption volontaire de grossesse malgré l'opposition du père – Art. 34 CEDH (qualité de victime du père potentiel) – En sa qualité de père potentiel, le requérant peut, suite à l'avortement de son épouse, se prétendre victime de la loi relative à l'interruption de la grossesse - Art. 2 CEDH (droit à la vie du fœtus ?) – La Convention ne définit ni l'expression « toute personne » ni le terme « vie ». A supposer même que dans certaines circonstances, le fœtus puisse être considéré comme titulaire de droits protégés par l'art. 2 CEDH, en l'espèce l'interruption volontaire de grossesse s'est effectuée conformément à la loi applicable, en particulier dans le but de protéger la santé de la femme. Pareille prévision ménage un juste équilibre entre la nécessité d'assurer la protection du fœtus et les intérêts de la femme ; manifestement mal fondé – Art. 8 CEDH (droit du père potentiel au respect de sa vie privée) – Toute interprétation du droit du père potentiel au regard de l'art. 8 CEDH, lorsque la mère entend avorter, doit avant tout tenir compte des droits de la mère, puisque c'est elle qui est essentiellement concernée par la grossesse, sa poursuite ou son interruption. En l'espèce, l'avortement a été pratiqué conformément à la loi applicable et poursuivait donc l'objectif de sauvegarder la santé de la mère. Dès lors, toute ingérence dans le droit protégé par l'art. 8 CEDH se justifiait comme étant nécessaire à la protection des droits d'autrui ; manifestement mal fondé – Art. 12 CEDH (droit de fonder une famille) – Une ingérence dans la vie familiale, justifiée sous l'angle de l'art. 8, ne peut en même temps constituer une violation de l'art. 12 CEDH; manifestement mal fondé.

H.M. c SUISSE, Arrêt de la Cour du 26 février 2002, traduit en français in JAAC 66.106 2002 vol. IV (arrêt cité in San News n° 18).

Art. 5 § 1 CEDH – Privation de liberté à des fins d'assistance en raison d'un grave état d'abandon.

L Aidin c. FRANCE, arrêt du 5 novembre 2002.

Contrôle « à bref délai » de la légalité d'un internement – Art. 5 § 4 CEDH – Procédure en contrôle de la légalité d'un internement ayant duré plus de cinq semaines, période au cours de laquelle la Cour a relevé plusieurs phases d'inactivité des autorités. Violation.

Mouisel c. FRANCE, arrêt du 14 novembre 2002.

Refus des autorités de transférer le requérant, en détention et souffrant d'une leucémie lymphoïde chronique, en milieu hospitalier, l'obligeant ainsi à de fréquents déplacements afin d'y recevoir son traitement anticancéreux – Art. 3 CEDH (traitement inhumain et dégradant) – Si l'on ne peut déduire de l'article 3 CEDH une obligation générale de libérer un détenu pour des motifs de santé, cette disposition impose en tout cas à l'Etat de protéger l'intégrité physique des personnes privées de liberté, notamment par l'administration des soins médicaux requis, que ce soit en milieu hospitalier ou dans tout autre lieu où le condamné malade pourra suivre son traitement dans des conditions respectant sa dignité. En l'espèce, les autorités n'ont pris aucune mesure, telle l'hospitalisation, qui aurait permis de faciliter l'administration du traitement au requérant ; au contraire, les modalités de la prise en charge de l'état de santé du requérant, qui découlait de son maintien en détention, ont encore aggravé sa situation: il était enchaîné lors de ses transferts à l'hôpital et il devait porter des menottes durant les séances de chimiothérapie, circonstances qui lui ont causé une souffrance allant au-delà de celle que comporte inévitablement une peine d'emprisonnement et un traitement anticancéreux. Violation.

STAMBUK c. ALLEMAGNE, arrêt du 17 octobre 2002.

Ophthalmologue condamné disciplinairement pour avoir vanté, par voie de presse, les mérites d'une nouvelle technique de traitement au laser – Art. 10 CEDH (liberté d'expression) – Même si les Etats parties sont en droit d'imposer un devoir de vigilance aux médecins autorisant des restrictions à leur conduite, celles-ci doivent, dans le domaine de la presse, être pondérées avec l'intérêt légitime du public à obtenir des informations. En particulier, ces limitations ne doivent pas être interprétées comme imposant aux médecins une charge excessive s'agissant du contrôle de la teneur des publications paraissant dans la presse. En l'espèce, l'article fournissait au public des informations sur une question d'intérêt médical à caractère général et donnait dans l'ensemble une description équilibrée de la nouvelle technique de traitement au laser, en particulier quant à ses risques et son taux de réussite. Enfin, si l'article a pu faire de la publicité au requérant, ce n'était cependant pas le but principalement recherché. Violation.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl) **(<http://curia.eu.int/fr/index.htm>)**

ARTEGODAN c. COMMISSION, aff. T-74/00 et autres – Arrêt du Tribunal de première instance du 26 novembre 2002.
Médicaments à usage humain – Procédures communautaires d'arbitrage – Retrait des autorisations de mise sur le marché – Critères de retrait – Directives 65/65/CEE et 75/319/CEE.

AVENTIS PHARMA DEUTSCHLAND, aff. C-433/00 – Arrêt de la Cour du 19 septembre 2002.
Droit de marque – Médicaments – Autorisation centralisée de mise sur le marché – Reconditionnement.

FERRING ARZNEIMITTEL, aff. C-172/00 – Arrêt de la Cour du 10 septembre 2002.
Interprétation des articles 28 CE et 30 CE – Médicaments – Retrait de l'autorisation d'importation parallèle à la suite de la renonciation à l'autorisation de mise sur le marché du médicament de référence par le titulaire de celle-ci.

KLETT TILMANN, aff. C-204/01 – Ordonnance de la Cour du 5 novembre 2002.
Libre prestation des services – Directives 78/686/CEE et 93/16/CEE – Reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres – Accès à la formation des praticiens de l'art dentaire.

MÜLLER FAURE ET VAN RIET, aff. C-385/99 – Conclusions de l'Avocat général du 22 octobre 2002.
Libre prestation de services – Articles 49 CE et 50 CE – Assurance maladie – Régime de sécurité sociale offrant des prestations en nature suivant un système de conventions passées avec des praticiens ou des établissements hospitaliers – Consultation médicale dans un autre État membre – Autorisation préalable – Critères – Justification.

PARANOVA LÄKEMEDEL AB E.A. c. LÄKEMEDELSVERKET ; PARANOVA OY, aff. C-15/01 et C-113/01 – Conclusions de l'Avocat général du 12 décembre 2002.
Retrait de la licence d'un médicament importé parallèlement au seul motif que l'autorisation de mise sur le marché de référence a été retirée à la demande de son titulaire pour des raisons autres que de sécurité du produit – Incompatibilité avec les articles 28 et 30 CE.

THOMAE c. COMMISSION, aff. T-123/00 – Arrêt du Tribunal de première instance du 10 décembre 2002.
Médicaments à usage humain – Règlement (CEE) n° 2309/93 – Autorisation de mise sur le marché communautaire – Règlement (CE) n° 542/95 – Modification des termes de l'autorisation – Dénomination et présentation d'emballage du médicament.

VAN DER DUIN c. ANOZ ZORGVERZEKERINGEN, aff. C-156/01 – Conclusions de l'Avocat général du 24 octobre 2002.
Sécurité sociale - Bénéficiaires de pensions ou de rentes et membres de la famille qui résident dans un État membre distinct de celui qui sert la pension ou la rente - Frais médicaux exposés dans l'État débiteur de la pension ou de la rente - Prise en charge des frais - État membre et institution compétents - Articles 22 et 28 du règlement n° 1408/71.

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

ALLEMAGNE

Medizinrecht Heft 8 (2002), p. 425, OVG Rhein.- Pfalz, Bechl. V. 23.1.2002 – 10 B 11772/01.
Zeugnis nach soldatenrechtlicher Fachausbildung und ärztlicher Weiterbildung.

Medizinrecht Heft 8 (2002), p. 427, Bayer. Landesberufsg für die Heilberufe, Urt. V 4.2.2002 – LBG-Ä 1/01 (Berufsg f. d. Heilberufe beim OLG München).
Führung eines ausländischen Professorentitels.

Medizinrecht Heft 9 (2002), p. 473, OLG Koblenz, Urt. V. 21.3.2002 – 5 U 1648/01 (LG Koblenz).
Haftung eines Altenheims für Unfall eines geistig verwirrten und der körperlichen Beweglichkeit eingeschränkten Heimbewohners.

Medizinrecht Heft 10 (2002), p. 515, OLG Naumburg, Urt. V. 13.3.2002 – 1 U 76/00 (LG Magdeburg).
Fehldiagnose eines Notarztes.

FRANCE

La Semaine Juridique, Edition générale, n° 37 p. 1569, CA Orléans, ch. civ, 10 septembre 2001 ; SA SEITA c/Cts Gourlain (Juris-Data n° 2001-149936), avec commentaire.
Responsabilité du fait du tabac. Rejet de la demande formée contre la SEITA en réparation des conséquences du décès d'un fumeur victime du cancer du poumon.

La Semaine Juridique, Edition générale, n° 42 p. 1855, TGI Montpellier, 2^e ch. B, 9 juillet 2002 ; Mme R. F. et a. (Arrêt n° 02/00565, Juris-Data n° 2002-184304), avec commentaire.
Responsabilité civile. Détermination des responsabilités résultant des dommages causés par l'hormone de croissance extractive.

Médecine & droit, n° 55, 2002, p. 18, Cass. crim., 11 sept. 2001 : *Droit pénal* janv. 2002, pp. 14-15, note M. Véron.
Risques causés à autrui. Le jugement sanctionne un manque de respect grave de l'obligation de sécurité et de prudence prévu par la réglementation hospitalière.

Revue trimestrielle de droit civil 2002, p. 484 ; Conseil d'Etat, 26 octobre 2001.
Transfusion sanguine faite contre la volonté d'un patient témoin de Jéhovah. Responsabilité ?

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante : <http://www.jaac.admin.ch>. La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante : <http://www.bger.ch/>.

ATF 128 II 259 – Arrêt du Tribunal fédéral (1^{ère} Cour de droit public) du 29 mai 2002 ; aussi in : Semaine judiciaire n° 34 I 2002, p. 531 ; sic ! 9/2002, p.602.
Etablissement et traitement de profils ADN dans le système d'information de la Confédération. Conditions requises pour porter atteinte au droit à l'intégrité physique (10 Cst) et au droit à l'autodétermination informationnelle (13 Cst).

ATF 128 II 200 – Arrêt du Tribunal fédéral (2^e Cour de droit public) du 25 avril 2002.

Motifs d'ordre médical constituant un cas de rigueur au sens de l'art. 13 litt. f OLE, justifiant de renoncer au renvoi d'une requérante d'asile déboutée. Mère de famille atteinte du sida.

ATF 128 V 54 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 25 janvier 2002 (cité in *San News* n° 19).
Rétablissement de la fonction masticatoire. La pose d'implants n'est pas en l'espèce un traitement économique (art. 32 LAMal) par rapport à des prothèses amovibles bien moins coûteuses.

ATF 128 V 59, RAMA 3/2002, p. 102 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 29 janvier 2002.
Les frais de traitement dentaire (art. 31 LAMal) ne sont pris en charge que pour une maladie non évitable du système de la mastication. Le caractère non évitable suppose une hygiène buccale suffisante au regard de la situation particulière du patient.

ATF 128 V 66 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 27 février 2002 (cité in *San News* n° 19).
Assainissement dentaire après une maladie psychique grave. Le traitement médicamenteux est une suite de l'atteinte psychique et justifie la prise en charge d'un traitement dentaire (art. 31 LAMal) dans le cas d'espèce.

ATF 128 V 70, RAMA 3/2002, p. 157 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 27 février 2002.
Assainissement dentaire après une maladie psychique grave (art. 31 LAMal). L'atteinte de la fonction masticatoire due à une hygiène buccale insuffisante ne donne lieu à prestation que si la maladie psychique rendait impossible une hygiène buccale suffisante.

ATF 128 V 75 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 7 mars 2002.
Soins non urgents fournis à l'étranger (art. 34 LAMal, 36 OAMal). L'absence de liste de prestations obtenues à l'étranger dont les coûts seraient à charge de l'assurance obligatoire des soins n'exclut pas la prise en charge de tels traitements s'il n'étaient pas disponibles en Suisse et répondaient aux critères de l'art. 32 LAMal.

Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 18 novembre 2002, K 60/00, (rapporté dans *Le Temps* du 14 janvier 2003, p. 9).
Les époux sont solidairement responsables (art. 166 CC) du paiement des primes de l'assurance obligatoire des soins, quel que soit le moment de l'affiliation à la caisse-maladie.

Semaine judiciaire n° 6 I 2002, p. 86 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances sociales du 10 août 2001. A. c. Office AI Berne et Tribunal administratif du canton de Berne.
Assurance invalidité. Expertise. Délimitation des voies de recours. Droit de l'assuré fondé sur la législation fédérale sur la protection des données à obtenir une copie du recours. Droit à une expertise dans sa langue maternelle. Art. 8, 18, 70 Cst. Féd., art. 5, 8 LPD, art. 41 LAI, art. 72bis, 73bis RAI.

Semaine judiciaire n° 17 I 2002, p. 253 – Arrêt du Tribunal fédéral n° 4 C.229/2000 du 27 Novembre 2001. Z. c. Etat de Vaud.
Responsabilité de l'Etat pour l'activité des médecins dans un hôpital public. Automédication incompatible avec une trithérapie. Amputation d'un pied et de plusieurs orteils. Violation du devoir d'information concernant les dangers d'une automédication.

Semaine judiciaire n° 27 I 2002, p. 414 – Arrêt du tribunal fédéral n° 4C.197/2001 du 12 février 2002. La Immobilière Suisse, Société d'assurances c. M. F.-M.
Accident de la circulation. Invalidité partielle. Calcul du dommage résultant de la capacité de gain réduite. Devoir du lésé de diminuer le dommage. Rappel des principes. Dommage de rente non retenu.

JT n° 4/2002, p. 170.
Détermination de l'invalidité consécutive à un accident : Contrat d'assurance individuelle contre les accidents prévoyant le paiement d'une somme en cas d'invalidité.

JT n° 5/2002, p. 187.
Poursuite en paiement de dommages-intérêts et d'une indemnité à titre de réparation morale contre une clinique par un patient en raison d'un traitement imposé lors d'une privation de liberté à des fins d'assistance.

JT n° 8/2002, p. 318.
Prétention en remboursement : factures pour des frais de traitement acquittées par la caisse-maladie (système du tiers-payant).

RAMA 3/2002, p. 161 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 22 avril 2002.

La thérapie par la pose d'un appareil dentaire pour décharger la musculature et l'articulation de la mâchoire est un traitement dentaire.

RAMA 5/2002, p. 356 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 10 juillet 2002.

L'admission dans la liste des spécialités de médicaments dont l'efficacité fait encore l'objet de vérifications est contraire à la loi.

RAMA 5/2002, p. 401 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 26 juillet 2002.

La délégation à un tiers de tâches essentielles de l'assurance-maladie sociale – in concreto transfert de l'ensemble du secteur de la gestion de la société – n'est en principe pas admissible.

JAAC n° 66.68, 2002 vol. III – Décision du Conseil fédéral du 31 octobre 2001.

Art. 39 et art. 49 al. 1 LAMal. Art. 101 let. d OJ. Recours contre la non-entrée en matière sur une demande de radiation d'une maternité de la liste hospitalière. Fixation du tarif.

JAAC n° 66.69, 2002 – Décision du Conseil fédéral du 20 décembre 2000.

Assurance-maladie. Recours contre des tarifs fixés pour les établissements médico-sociaux. Méthode PLAISIR.

JAAC n° 66.70, 2002 vol. III – Décision du Conseil fédéral du 19 avril 2000.

Art. 46 al. 2 LAMal. Art. 48 let. a PA. Approbation d'une convention tarifaire concernant la médecine complémentaire. Aucune qualité pour recourir de médecins homéopathes qui n'ont pas adhéré à la convention tarifaire (modification de la jurisprudence).

JAAC n° 66.71, 2002 vol. III – Décision du Conseil fédéral du 11 avril 2001.

Assurance-maladie. Tarif applicable par les établissements médico-sociaux aux assureurs-maladie qui n'adhèrent pas à la convention dans le système du tiers garant. Contribution aux frais d'une convention. Fixation du tarif et prise en considération de pertes.

JAAC n° 66.72, 2002 vol. III – Décision du Conseil fédéral du 19 décembre 2001.

Assurance-maladie. Recours au Conseil fédéral contre un tarif applicable par les services de soins à domicile pour les assureurs-maladie non signataires de la convention (tarif SPITEX).

JAAC n° 66.73, 2002 vol. III – Décision du Conseil fédéral du 5 octobre 2001.

Art. 47 et 53 LAMal. Négociations tarifaires et fixation d'autorité des tarifs.

JAAC n° 66.74, 2002 vol. III – Décision du Conseil fédéral du 27 juin 2001.

Art. 47 et 53 LAMal. Négociations tarifaires et fixation d'autorité des tarifs.

JAAC n° 66.75, 2002 vol. III – Décision du Conseil fédéral du 18 octobre 2000.

Art. 47 al. 3 LAMal. Conditions de prolongation d'une convention tarifaire par le gouvernement cantonal.

JAAC n° 66.76, 2002 vol. III – Décision du Conseil fédéral du 30 novembre 2001.

Assurance-maladie. Conditions de prolongation d'une convention tarifaire. Aucune nécessité d'une recommandation de la Surveillance des prix.

JAAC n° 66.77, 2002 vol. III – Décision du Conseil fédéral du 13 mars 2000.

Art. 47 al. 3 LAMal. Prolongation d'une convention collective et tarifaire. Exception pour les prestations de laboratoire figurant dans la liste des analyses établie par le Département fédéral de l'intérieur.

JAAC n° 66.78, 2002 vol. III – Décision du Conseil fédéral du 19 décembre 2001.

Art. 49 LAMal. Recours contre l'établissement de forfaits pour les prestations hospitalières en division commune des hôpitaux publics ou subventionnés du canton de Zurich.

JAAC n° 66.102, 2002 vol. IV – Décision de La Commission fédérale de recours en matière de produits thérapeutiques du 17.04.2002.

Publicité pour les médicaments. Mesures de limitation de la publicité. Restitution de l'effet suspensif.

RDAF 2002 I, 255 – ATF 127 I 6 (cité in *San-News* n° 16) (traduction résumée et note de Anne Benoît).
Traitement médicamenteux forcé en clinique psychiatrique en cours de privation de liberté à des fins d'assistance. Liberté personnelle. Base légale cantonale (BS). Proportionnalité.

RDAF 2002 I, 260 – ATF 127 I 115 (cité in *San-News* n° 17) (résumé d'arrêt).
Contestation par les proches d'une décision d'autopsie. Contrôle judiciaire (art. 10 Cst et 6 § 1 CEDH).

RDAF 2002 I, 265 – ATF 127 IV 154 (cité in *San-News* n° 17) (résumé d'arrêt).
L'article 43 du Code pénal constitue une base légale pour une médication forcée. Proportionnalité de celle-ci en l'espèce.

RDAF 2002 I, 305 – ATF 127 V 219 (cité in *San-News* n° 17) (résumé d'arrêt).
Droit de l'assuré AI de consulter le dossier et en principe d'être examiné dans un Centre d'observation médicale où l'on s'exprime dans une langue officielle qu'il maîtrise. A défaut, droit d'être assisté d'un interprète lors des examens médicaux et d'obtenir gratuitement une traduction du rapport d'expertise du COMAI.

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, I – 2002 p. 485 n° 72, Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 4 septembre 2001 n° I 338/01.
Art. 6 cpv. 1 LAINF, 9 cpv. 1 OAINF. Il principio della priorità della dichiarazione della prima ora non ha valore assoluto. Nulla impedisce di attenersi ad una mutata versione dei fatti se essa risulta più convincente e corroborata da altri elementi probatori. Il congelamento delle dita delle mani ascrivibile all'imprevista lacerazione degli appropriati guanti in lana (di scalata), e non alla sola azione del freddo, scaturisce da un evento esterno straordinario.

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, I – 2002 p. 502 n° 77, Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 8 novembre 2001 n° U 134/99.
Art. 10 cpv. 1, 19 LAINF. Cicatrici dolorose sul viso – diritto a un intervento chirurgico di correzione – eventuale diritto all'indennità per menomazione dell'integrità. Quando da accertamenti medici non risulta soltanto una remota possibilità di contribuire con un intervento chirurgico di correzione delle cicatrici a migliorare i disturbi fatti valere da un assicurato, va ritenuto che questo provvedimento medico sia adeguato, in quanto è provato con un grado di sufficiente verosimiglianza che esso può portare ad un alleviamento dei dolori.

sic ! 9/2002, p. 630 – Bundesgericht vom 19. Juni 2002, 2. öffentlichrechtliche Abteilung.
« Badezusatz ». Unzulässigkeit von Heilanzeigen für Kosmetika.

Die Praxis, Heft 9/2002, Nr. 145 p. 783 – Arrêt du Tribunal fédéral du 17 mai 2002, 2^e Cour de droit public (2P.306/2001).
Die gewerbsmäßige Ausübung des Berufes der Akupunktur steht unter dem Schutz der Wirtschaftsfreiheit. Deren Beeinträchtigung ist den Kantonen, abgesehen von den Regalrechten, untersagt (Art. 27 BV; Art. 47 des Gesundheitsgesetzes des Kantons Graubünden vom 2. Dezember 1946).

Die Praxis, Heft 9/2002, Nr. 154 p. 837 – Arrêt (non publié) du Tribunal fédéral du 13 décembre 2001, 2^e Cour de droit civil (5C.240/2001).
Streitigkeiten aus Zusatzversicherungen zur obligatorischen Grundversicherung gemäss KVG ; Hinweispflicht des Antragstellers auf erhebliche Gefahren ; Rücktritt des Versicherers (Art. 4, 6 VVG; Art. 46 OG).

Die Praxis, Heft 9/2002, Nr. 160 p. 855 (=SVR 2002 IV Nr. 18) – Arrêt (non publié) du Tribunal fédéral des assurances du 5 novembre 2001.
Koordination des Wartetaggeldes der IV mit Taggeldern der kantonalen Arbeitslosenfürsorge (Art. 19 Abs. 2 IVV).

Die Praxis, Heft 11/2002, Nr. 201 p. 1051 (= SVR 2002 KV Nr. 31) – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 27 novembre 2001.
Aktenedition im Rückforderungsverfahren wegen geltend gemachter unwirtschaftlicher Behandlung (Art. 81 und 83 KVG; Art. 321 StGB).

Die Praxis, Heft 11/2002, Nr. 202 p. 1059 (=SVR 2002 UV Nr. 11) – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 17 mai 2001.
Zeckenbiss und adäquater Kausalzusammenhang (Art. 6 Abs. 1 UVG).

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

AARGAU

SJZ/RSJ 98, (2002) n° 22, p. 558 – Verwaltungsgericht 1. K 17.11.2000, AGVE S. 191.

Art 10 al. 2 et art. 36 al. 4 Cst ; art. 397a ss CC ; § 67e bis loi d'application du Code civil dans le canton d'Argovie. Mesures de contrainte dans le cadre de la privation de liberté à des fins d'assistance. Dans le cas d'espèce, il est disproportionné de priver de sa bible et du contact avec l'aumônier le patient qui souffre de schizophrénie paranoïaque chronique et de délires religieux.

AGVE 2001 Nr. 37 S. 127 – Entscheid des Verwaltungsgerichts, 3. Kammer, vom 27. Juni 2000.
Führung von Privatapotheken durch Ärzte (Selbstdispensation).

AGVE 2001 Nr. 41 S. 167 – Entscheid des Verwaltungsgerichts, 2. Kammer, vom 6. Dezember 2001.
Einweisung in eine Heil- oder Pflegeanstalt (Art. 43 StGB).

AGVE 2001 Nr. 42 S. 172 – Entscheid des Verwaltungsgerichts, 2. Kammer vom 20. Juni 2001.
Ambulante Behandlung (Art. 43 StGB).

AGVE 2001 Nr. 52 S. 213 – Entscheid des Verwaltungsgerichts, 1. Kammer, vom 13. Februar 2001.
Zwangsbehandlung ; Folter ? Rechtsschutzinteresse an der Prüfung bereits vollzogener Zwangsmassnahmen.

AGVE 2001 Nr. 53 S. 217 – Entscheid des Verwaltungsgerichts, 1. Kammer, vom 3. April 2001.
*Im Bereich der Zwangsmassnahmen steht dem Verwaltungsgericht die Überprüfung der Ermessenshandhabung nicht zu.
Verweigert der Betroffene die medizinisch indizierte, medikamentöse Behandlung und erweist sich eine Zwangsbehandlung als unverhältnismässig, so ist er in der Regel aus der Klinik zu entlassen.*

AGVE 2001 Nr. 54 S. 221 – Entscheid des Verwaltungsgerichts, 1. Kammer, vom 30. Mai 2001.
Anstaltseinweisung ; Auslegung des Begriffs der schweren Verwahrlosung ; Einweisung eines Jugendlichen in eine Arbeitserziehungsanstalt.

AGVE 2001 Nr. 55 S. 228 – Entscheid des Verwaltungsgerichts, 1. Kammer, vom 5. Juni 2001.
*Zwangsmassnahmen im Rahmen fürsorglicher Freiheitsentziehung.
Bei Bereitschaft zur freiwilligen Medikamenteneinnahme ist die Anordnung einer Zwangsmedikation unzulässig.*

AGVE 2001 Nr. 56 S. 230 – Entscheid des Verwaltungsgerichts, 1. Kammer, vom 12. Juni 2001.
Anstaltseinweisung ; Beschwerdelegitimation.

AGVE 2001 57 232 – Entscheid des Verwaltungsgerichts, 1. Kammer, vom 2. Oktober 2001.
Zwangsmassnahmen im Rahmen der fürsorglichen Freiheitsentziehung ; Richtwerte für die Dauer der verschiedenen Zwangsmassnahmen.

BASEL-LANDSCHAFT

BLVGE 2001, Nr. 11.1 – Entscheid des Verwaltungsgerichts Nr. 181 vom 26. September 2001 (VGB vom BG mit Urteil vom 19.6.02 abgewiesen).
Unzulässige Heilanzpreisung eines Badezusatzes.

BERNE

BVR/JAB 2002 p. 355ss – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 19.02.02.
Contribution pour l'exercice d'une activité médicale privée dans un hôpital public.

BVR/JAB 2002 p. 421ss – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 29.01.02.
Assurance-maladie : contribution aux frais de sauvetage effectués avec un hélicoptère de la Rega (art. 25 al. 2 LAMal).

BVR/JAB 2002 p. 464ss – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 04.12.01.
Autorisation d'exercer la profession de médecin-dentiste indépendant demandée par une personne titulaire d'un diplôme étranger.

BVR/JAB 2002 p. 518ss – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 15.11.01.
Assurance-maladie : prise en charge des coûts de soins dentaires (art. 31 al. 1 LAMal ; art. 17-19a OPAS).

BVR/JAB 2002 p. 571ss – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 28.03.02.
Assurance-accidents : recours pour retard injustifié (art. 106 al. 2 LAA).

JURA

RJJ 2002/2 p. 170 ss. – Arrêt de la Chambre des assurances du 22 janvier 2001 en la cause G. c. Caisse-maladie X.
Refus d'une caisse-maladie d'allouer des prestations communiqué par le biais d'une décision informelle. Délai dans lequel l'assuré doit demander une décision formelle. Conditions permettant d'admettre un abus de droit de l'autorité. Art. 80 LAMal.

SCHWYZ

EGV-SZ 2001, Nr. B 3.3 – Entscheid des Verwaltungsgerichts Nr. VGE 428/00 vom 11. Juli 2001.
Leistungskürzung bei grobfahrlässiger Herbeiführung eines Unfalles (Art. 37 Abs. 2 UVG). Nichtgewähren des Vortrittsrecht, in casu Grobfahrlässigkeit verneint.

EGV-SZ 2001, Nr. B 14.1 – Gesamtgerichtsentscheid Nr. 1011/01 vom 31. Oktober 2001.
Haftung des Staates für Schäden, welche Ärzte öffentlichrechtlicher Spitäler verursacht haben ? Ärztliches Handeln in den Regionalspitälern des Kantons Schwyz stellt keine hoheitliche Verrichtung dar.

THURGAU

TVR 2001, Nr. 34 – Entscheid des Versicherungsgerichts vom 15. August 2001.
VVG Art. 14, 33 und 88. Deckungsausschluss ist für Selbsttötung bei Zusatzversicherung zur KKV ausgeschlossen, wenn Urteilsunfähigkeit vorliegt.

TVR 2001, Nr. 35 – Entscheid des Versicherungsgerichts vom 21. Februar 2001.
Bezahlt die Krankenkasse einen dauernden stationären Aufenthalt, so können die AHV- und BVG-Renten nicht zu einer Überentschädigung führen, da keine Gleichartigkeit der Leistungen vorliegt.

TVR 2001, Nr. 37 – Entscheid des Versicherungsgerichts vom 24. Oktober 2001.
Wird über einen Versicherten der Konkurs eröffnet, so darf die Krankenkasse ihre Leistungspflicht auch dann nicht einstellen, wenn die Voraussetzungen nach Art. 9 Abs. 2 KVV gegeben sind, da diese Bestimmung gegen übergeordnetes Recht verstösst.

TVR 2001, Nr. 38 – Entscheid des Versicherungsgerichts vom 29. August 2001.
Krankenkassenprämie für den Sterbemonat. Es gibt keine diesbezügliche Bestimmung im KVG. Eine Regelung einer Krankenkasse, wonach die volle Prämie zu leisten ist, ist zulässig.

TVR 2001, Nr. 39 – Entscheid des Versicherungsgerichts vom 21. Februar 2001 (VGB vom EVG am 14.8.01 abgewiesen).
UVG Art. 37, UVV Art. 48. Suizid und Rentenansprüche der Hinterbliebenen. Beweisgrad der überwiegenden Wahrscheinlichkeit für den Nachweis der Urteilsfähigkeit im Zeitpunkt der Suizidhandlung. Ganz gezielte Vorbereitungshandlungen deuten auf eine nicht völlig abhanden gekommene Urteilsfähigkeit hin.

TICINO

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, I – 2002 p. 515 – TCA 6.11.2001 N. 35.2000.00044 in re L. (Art. 9 al. 2 lit. c OLAA).

La rottura del menisco laterale del ginocchio destro avvenuta durante un incontro di calcio deve essere equiparata ad un infortunio ai sensi dell'art. 9 cpv. 2 OAINF, in quanto tutti gli elementi costitutivi dell'infortunio, salvo il fattore esterno straordinario, sono soddisfatti. Il fatto che l'assicurato presenti un preesistente stato patologico degenerativo è irrilevante, visto che le affezioni menzionate all'art. 9 cpv. 2 OAINF devono essere assimilate a infortunio, anche se la loro prima causa è da ricercarsi, totalmente o parzialmente, in una malattia o in fenomeni degenerativi.

ZÜRICH

RB-VG-ZH 2001, Nr. 50 – Entscheid des Verwaltungsgerichts Nr. VB.2001.00165 vom 3. Oktober 2001.

§ 24 Abs. 2 VBG, wonach mindestens eines der beiden erforderlichen Praxisjahre an einem Krankenhaus absolviert sein muss, ist u. U. für Physiotherapeuten verfassungswidrig.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl) (cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

ABRAHAM J., Making regulation responsive to commercial interests : streamlining drug industry watchdogs, *British Medical Journal*, 325 (2002), p. 1164.

LAMB L., BIFFIGNANDI P. M., Review 2001 : the future of European pharmaceutical legislation, *Drug Information Journal*, Volume 36, Issue 4 (October-December) 2002, p. 899.

MARCUS D. M., GROLLMAN A. P., Botanical medicines – The need for new regulations, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 2073.

PEIGNE J., La "guerre des vitamines" aura-t-elle lieu ? A propos de la directive n° 2002/46/CE du 10 juin 2002 relative aux compléments alimentaires, *La Semaine Juridique*, n° 50 p. 2209.

Assurances sociales

GUZICK D. S., Should insurance coverage for in vitro fertilization be mandated?, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 686.

IGLEHART J. K., Changing health insurance trends, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 956.

JAIN T., HARLOW B. L., HORNSTEIN M. D., Insurance coverage and outcomes of in vitro fertilization, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 661.

Droits des patients

DAHL M., Impfungen in der Pädiatrie und der „informed consent“ – Balanceakt zwischen Sozialpaternalismus und Autonomie, *Ethik in der Medizin*, 14 (2002) 3, p. 201.

DAMM R., Imperfekte Autonomie und Neopaternalismus. Medizinrechtliche Probleme der Selbstbestimmung in der modernen Medizin, *Medizinrecht*, Heft 8, 2002, p. 375.

DEGUERGUE M., Le point de vue du publiciste sur l'arrêt Perruche, *Gazette du Palais*, mars-avril 2002, p. 664.

DEUTSCH E., Das behindert geborene Kind als Anspruchsberechtigter, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 41 (2002) p. 2987.

DZIEWAS R., SÖRÖS P., HENNINGSEN, H., Informed Consent im klinischen Alltag – eine pragmatische Interpretation, *Ethik in der Medizin*, 14 (2002) 3, p. 151.

EDELMAN B., L'arrêt « Perruche » : une liberté pour la mort ?, *Le Dalloz* 2002, n° 30, p. 2349.

ELGER B., HARDING T. W., Should cancer patients be informed about their diagnosis and prognosis ? Future doctors and lawyers differ, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 258.

FAGNART J.-L., Stérilisation et consentement éclairé, *Revue de droit de la santé*, 2001-2002, n° 5, p. 242.

GEVERS S., Advance directives in psychiatry, *European Journal of Health Law* 2002, vol. 9, n° 1, p. 19.

GRIDEL J.-P., Le refus de soins au risque de la mort, *Gazette du Palais*, mai-juin 2002, p. 997.

GRÜNDEL M., Einwilligung und Aufklärung bei psychotherapeutischen Behandlungsmassnahmen, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 1 (2003), p. 26.

GUTMANN T., Der eigene Tod – Die Selbstbestimmung des Patienten und der Schutz des Lebens in ethischer und rechtlicher Dimension, *Ethik in der Medizin*, 14 (2002) 3, p. 170.

HAUSER JEAN, Commentaire sur l'affaire Pretty c. Royaume-Uni, Arrêt de la Cour du 29 avril 2002, *Revue trimestrielle de droit civil*, 2002, p. 482.

JONAS C., La loi du 4 mars 2002 et la pratique médicale quotidienne : apports et incertitudes, *Médecine & droit*, n° 56, 2002, p. 1.

SAVULESCU J., Deaf lesbian, « designer disability », and the future of medicine, *British Medical Journal*, 325 (2002), p. 771.

SUTTER P., Das Recht auf Kenntnis der eigenen Abstammung, *Recht* 4/2002, p. 154.

TER HEERDT J., “Wrongful life” en “Wrongful birth”, een “never ending story”: twee arresten die de controverse rond vorderingen tot schadevergoeding voor de geboorte van een ongewenst of gehandicapt kind weer volop in de schijnwerper plaatsen, *Revue de droit de la santé*, 2001-2002, n° 5, p. 250.

VERDEYEN V., VAN BUGGENHOUT B., Patiëntenrechten, een nieuw wetsontwerp, een Stap naar Social Governance, *Revue de droit de la santé*, 2001-2002, n° 5, p. 224.

WORTHINGTON R., Clinical issues on consent: some philosophical concerns, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 377.

Ethique biomédicale

BUDAWY Z., The role of the church in developing the law : an Islamic response, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 223.

BYK C., Le monde du droit face aux sciences de la vie, société du risque, droit et démocratie, *La Semaine Juridique*, n° 38, p. 1612.

DAVID G., Communiqué concernant le projet de loi relatif à la bioéthique, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2002 tome 186 n° 1, p. 195.

LÜCKE J., Das universale Verfassungsrecht als Quelle eines Weltgemeinschaftsrechts zur Lösung globaler rechtspolitischer Probleme. Eine Darstellung am Beispiel des Schutzes menschlicher Embryonen, *Medizinrecht*, Heft 9, 2002, p. 432.

OAKLEY J., Democracy, embryonic stem cell research, and the Roman Catholic church, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 228.

PRUDENTE A., Bioethics and Human Rights, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, vol. 8, n° 2 2002, p. 38.

REHBOCK, T., Autonomie – Fürsorge - Paternalismus : Zur Kritik (medizin-) ethischer Grundbegriffe, *Ethik in der Medizin*, 14 (2002) 3, p. 131.

SKENE L., PARKER M., The role of the church in developing the law, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 215.

Euthanasie

JUNOD PERRON N., MORABIA A., DE TORRENTÉ A., Evaluation of do not resuscitate orders (DNR) in a Swiss community hospital. *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 364.

PEDROT P., Existe-t-il un droit de mourir dans la dignité ? (l'affaire Pretty c. Royaume-Uni de la CEDH, 29 avril 2002), *Revue de droit sanitaire et social*, n° 3, 2002, p. 475.

PRENDERGAST T. J., PUNTILLO K. A., Withdrawal of life support. intensive caring at the end of life, *Journal of American Medical Association*, 288 (2002), p.2732.

RUSS H. G., Aktive Sterbehilfe: Ungereimtheiten in der Euthanasie-Debatte, *Ethik in der Medizin*, 14 (2002) 1, p. 11.

SAYERS G. M., PEREIRA S., Withholding life prolonging treatment, and self deception, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 347.

SLOWTHER A., The case of Ms B. and the « right to die », *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 243.

STAUCH M., Comment on Re B. (Refusal of medical Treatment) [2002] All England Reports 449, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 232.

STORR S., Der rechtliche Rahmen für die Entscheidung zum Therapieabbruch, *Medizinrecht*, Heft 9, 2002, p. 436.

VOLLMANN J., Ärztliche Beihilfe zum Suizid bei AIDS-Patienten in den USA: Eine qualitative Interview-Studie über professionelle Ethik und Praxis im Wandel, *Ethik in der Medizin*, 14 (2002) 4, p. 270.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

BERTRAND D., UMMEL M., HARDING T.-W., Le Comité européen pour la prévention de la torture : comment la médecine et le droit peuvent se mettre au service des droits de l'homme, *Médecine & droit*, n° 56, 2002, p. 8.

DOUCHEZ M.-L., Profil juridique d'un médecin public mal connu : le médecin territorial, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 3, 2002, p. 491.

GABA D. M., HOWARD S. K., Fatigue among clinicians and the safety of patients, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 1249.

KAMPS H., KIESECKER R., Rechtsprobleme der stationäre Rehabilitation, *Medizinrecht*, Heft 10, 2002, p. 504.

PELLERIN D., Rapport sur le projet de décret fixant les actes professionnels accomplis par les orthophonistes, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2002 tome 186 n° 1, p. 147

PHILIBERT I., FRIEDMANN P., WILLIAMS W. T., New requirements for residents duty hours, *Journal of American Medical Association*, 288 (2002), p. 1112.

RATZEL R., Zivilrechtliche Konsequenzen von Verstößen gegen die ärztliche, *Medizinrecht*, Heft 10, 2002, p. 492.

STEINBROOK R., The debate over residents' work hours, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 1296.

Famille et santé

BOCKENHEIMER-LUCIUS G., Babyklappe und Anonyme Geburt – Hintergründe und Anmerkungen zu ethischen Problemen, *Ethik in der Medizin*, 14 (2002) 1, p. 20.

DYER C., Women demand use of embryos without former partners' consent, *British Medical Journal*, 325 (2002), p. 617.

Génétique humaine et biotechnologies

ANDERLIK M. R., ROTHSTEIN M. A., DNA-based identity testing and the future of the family: A research agenda, *American Journal of Law & Medicine*, 2002, vol. 28 n°2-3, p. 215.

ANNAS G. J., ANDREWS L. B., ISASI R. M., Protecting the endangered human: toward an international treaty prohibiting cloning and inheritable alteration, *American Journal of Law & Medicine*, 2002, vol. 28 n°2-3, p. 151.

ANSTEY K. W., Are attempts to have impaired children justifiable, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 286.

DICKENS B. M., Can sex selection be ethically tolerated?, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 335.

GALLOUX J.-C., La directive sur la brevetabilité des inventions biotechnologiques confortée, *Le Dalloz* 2002, n° 38, p. 2925.

GOLLUST S. E., CHANDROS HULL S., WILFOND B. S., Limitations of direct-to-consumer advertising for clinical genetic testing, *Journal of American Medical Association*, 288 (2002), p. 1762.

KUEHNLE I., GOODELL M. A., The therapeutic potential of stem cells from adults, *British Medical Journal*, 325 (2002), p. 372.

MARKS S. P., Human rights assumptions of restrictive and permissive approaches to human reproductive cloning, *Health and Human Rights*, Vol. 6, n° 1, 2002, p. 81.

MALBY S., Human dignity and human reproductive cloning, *Health and Human Rights*, Vol. 6, n° 1, 2002, p. 103.

MEYER T., VINKEMEIER U., MEYER U., Medizinethische Implikationen zukünftiger pharmakogenomischer Strategien, *Ethik in der Medizin*, 14 (2002) 1, p. 3.

PARKER M., LUCASSEN A., Working towards ethical management of genetic testing. *Lancet*, 360 (2002), p. 1685.

PENNINGS G., The validity of contracts to dispose of frozen embryos, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 295.

PENNINGS G., Reproductive tourism as moral pluralism in motion, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 337.

POTTIER I., KALISZ-MILES R., Le projet de loi relatif à la bioéthique: renforcer l'édifice juridique édifié en 1994, *Gazette du Palais*, juillet-août 2002, p. 1115.

ORR R. D., SIEGLER M., Is posthumous semen retrieval ethically permissible?, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 299.

SCHULZ S. F., Die Reprogenetik auf dem Prüfstand von Verfassungs- und Völkerrecht. Menschenwürde und Lebensrecht des Embryos auf den 40. Bitburger Gesprächen, *Medizinrecht*, Heft 8, 2002, p. 404.

SCOTT A., Legal responses to some of the new developments in reproductive technologies, part 3, The future of reproductive technologies and the law, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, vol. 8, n° 2 2002, p. 24.

SHALEV C., Human cloning and human rights, *Health and Human Rights*, Vol. 6, n° 1, 2002, p. 137.

WRIGHT CLAYTON E., The Complex Relationship of Genetics, Groups, and Health: What it Means for Public Health, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2002, p. 290.

Médecine légale

GRONER J. I., Lethal injection : a stain in the face of medicine, *British Medical Journal*, 325 (2002), p. 1026.

Mesures médicales spéciales

ANNAS G. J., Moral Progress, Mental Retardation and the Death Penalty, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 1814.

KRUG E. G., MERCY J. A., DAHLBERG L. L. et al., The world report on violence and health, *Lancet*, 360 (2002), p. 1983.

MALDONADO Y. A., Current controversies in vaccination. Vaccine safety, *Journal of American Medical Association*, 288 (2002), p. 3155.

Nouvelles technologies de l'information et santé

DIVERS, Internet, droit et santé (dossier), *Gazette du Palais*, mars-avril 2002, p. 496.

Personnes âgées et santé

SAYERS G. M., NESBITT T., Ageism in the NHS and the Human Rights Act 1998: an enquiry into the right to life and prohibition of discrimination, *European Journal of Health Law* 2002, vol. 9, n° 1, p. 5.

Recherche biomédicale

BAEYENS A. J., Implementation of the clinical trials directive: Pitfalls and benefits, *European Journal of Health Law* 2002, vol. 9, n° 1, p. 31.

CASSEL J., YOUNG A., Why we should not seek individual informed consent for participation in health services research, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 313.

CAVE E., HOLM S., New governance for research ethics committees: is facilitating research achieved at the cost of participants' interest, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 318.

DRAZEN J. M., Institutions, contracts, and academic freedom, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 1362.

FARMER P., Can transnational research be ethical in the developing world ?, *Lancet*, 360 (2002), p.1266.

FITZGERALD D. W., MAROTTE C., VERDIER R. I. et al., Comprehension during informed consent in a less-developed country, *Lancet*, 360 (2002), p. 1301.

JUBB A. M., Palliative care research: trading ethics for an evidence base, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 342.

LEVINSKI N. G., Nonfinancial Conflicts of interest in research, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 759.

MILLER F. G., ROSENSTEIN D. L., Reporting of ethical issues in publications of medical research, *Lancet*, 360 (2002), p. 1326.

MOSES ILL H., BRAUNWALD E., MARTIN J. B. et al., Collaborating with industry – Choices for the academic medical center, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 1371.

NATHAN D. G., WEATHERALL D. J., Academic freedom in clinical research, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 1368.

NITZ G., DIERKS C., Nochmals: Forschung an und mit Körpersubstanzen – wann ist die Einwilligung des ehemaligen Trägers erforderlich?, *Medizinrecht*, Heft 8, 2002, p. 400.

PLOMER A., Beyond the HFE Act 1990: The regulation of stem cell research in the UK, *Medical Law Review*, vol. 10 n° 2, Summer 2002, p. 132.

SCHULMAN K. A., SEILS D. M., TIMBIE J. W. et al., A national survey of provisions in clinical trial agreements between medical schools and industry sponsors, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 1335.

STEINBROOK R., Testing medications in children, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 1462.

TONKS A., A clinical trials register for Europe, *British Medical Journal*, 325 (2002), p. 1314.

WAINWRIGHT P., Consent to open label extension studies: some ethical issues, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 373.

WÖLK F., Zwischen ethischer Beratung und rechtlicher Kontrolle – Aufgaben – und Funktionswandel der Ethikkommissionen in der medizinischen Forschung am Menschen, *Ethik in der Medizin*, vol. 14 (2002) 4, p. 252.

Responsabilité médicale

AIGNER G., Zur Haftung vom Notarzt und Sanitär, *Recht der Medizin* 4/2002, p. 100.

BLANCHER G., Infections nosocomiales : législation, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2002 tome 186 n° 2, p. 569.

BLENDON R. J., DESROCHES C. M., BRODIE M. et al., Views of practicing physicians and the public on medical errors, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 1933.

DREYFUS B., Evolutions en cours et propositions nouvelles dans l'évaluation médico-légale des séquelles d'un dommage corporel, *Gazette du Palais*, mars-avril 2002, p. 488.

GOLDBERG R., Paying for bad blood: strict product liability after the hepatitis C litigation, *Medical Law Review*, vol. 10 n° 2, Summer 2002, p. 165.

KASSIRER J. P., CECIL J. S., Inconsistency in evidentiary standards for medical testimony, *Journal of American Medical Association*, 288 (2002), p. 1382.

LEAPE L. L., Reporting of adverse events, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 1633.

LEE T. H., A broader concept of medical errors, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 1965.

MARCHAND C., Le privilège de la douleur – La procédure d'indemnisation amiable de la loi du 4 mars 2002, *Le Dalloz* 2002, n° 36, p. 2739.

SAVULESCU J., Beyond Bristol: taking responsibility, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 281.

VAYRE P., Transaction extrajudiciaire : règlement amiable des complications des actes médico-chirurgicaux, *Gazette du Palais*, juin 2002, p. 1018.

SIDA, lutte contre les épidémies

HOGG P., CAHN P., KATABIRA E. T. et al., Time to act : global apathy towards HIV/AIDS is a crime against humanity, *Lancet*, 360 (2002), p. 1710.

LAZZARINI Z., BRAY S., BURRIS S., Evaluating the impact of criminal laws on HIV risk behavior, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2002, p. 224.

Système de santé, politique de la santé

BLACK A., Reconfiguring health systems, *British Medical Journal*, 325 (2002), p. 1290.

BOCQUILLON F., Les dispositions relatives aux personnes handicapées dans la loi de la modernisation sociale du 17 janvier 2002, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 3, 2002, p. 583.

CHILDRESS J. F., FADEN R. R., GAARE R. D. et al., Public health ethics: mapping the terrain, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2002, p.191.

GRUSKIN S., LOFF B., Do Human rights have a role in public health work ?, *Lancet*, 360 (2002), p. 1880.

HEATH I., Treating violence as a public health problem, *British Medical Journal*, 325 (2002), p. 726.

IRVINE B. et al., Social insurance – The right way forward for health care in the United Kingdom?, *British Medical Journal*, 325 (2002), p. 488.

LEVY M., La loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale : changement et/ou continuité, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 3, 2002, p. 423.

MARINER W. K., Independent external review of health maintenance organizations' medical necessity decisions, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 2178.

MCCORMICK D., HIMMELSTEIN D. U., WOOLHANDLER S. et al., Relationship between low quality-of-care scores and HMOs' subsequent public disclosure of quality-of-care scores, *Journal of American Medical Association*, 288 (2002), p. 1484.

NEWDICK C., Governance after Bristol: Holding on, or letting go?, *Medical Law Review*, vol. 10 n° 2, Summer 2002, p. 111.

OLIVER A., HEALEY A., LE GRAND J., Addressing health inequalities, *Lancet*, 360 (2002), p. 565.

ROTHSTEIN M. A., Rethinking the meaning of public health, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 2002, p. 144.

Transplantations

BLUMBERG-MOKRI M., Convention de biomédecine et transplantation d'organes, *Médecine & droit*, n° 56, 2002, p. 20.

IN DER SCHMITTEN J., Organtransplantation ohne „Hirntod“ – Konzept? : Anmerkungen zu R. D. Truogs Aufsatz „Is it time to abandon brain death?“, *Ethik in der Medizin*, 14 (2002) 2, p. 60.

MOSIMANN F., INSTON N. G., READY A. R., The right to buy or sell a kidney, *Lancet*, 360 (2002), p. 948.

ROTHMAN D. J., Ethical and social consequences of selling kidney, *Journal of American Medical Association*, 288 (2002), p. 1640.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

GÖRKE M., *Organisations- und Vollzugsprobleme im Bereich des Gentechnikrechts : unter besonderer Berücksichtigung der Reichweite des gentechnischen Anlagenbegriffs nach f 3 Nr. 4 GenTG*, Tübingen 2002.

MCKEE M., MOSSIALOS E., BAETEN R. (éd.), *The impact of EU law on health care systems*, Bruxelles 2002.

SCHOOR M., *Lebensschutz an der Schwelle des Todes : eine verfassungsrechtliche Abhandlung zur aktiven (direkten) Sterbehilfe und zur Problematik des einverständlichen bzw. einseitigen Behandlungsabbruchs*, Konstanz 2002.

SCOTT R., *Rights, duties and the body, law and ethics of the maternal-fetal conflict*, Oxford 2002.

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

Assurances sociales

BANDI T., Bases de décision pour l'assurance-maladie et la santé publique, *Sécurité sociale* 2002, n° 6, p. 340.

BURRI B., MORITZ I., Le pédiatre et le nouveau-né sain en clinique privée, mode d'emploi, *Courrier du Médecin Vaudois*, 6-2002, p. 13.

CHOLLET N., La LPGA et ses effets pour les assurés AI, *Plädoyer*, 6/2002, p. 49.

DESPLAND B., Assurance-maladie : tentative de bilan, *Aspects de la sécurité sociale* 2002, n° 3, p. 44.

DFI, Assurance-maladie: mesures et train de réformes du Conseil fédéral et du DFI, *Sécurité sociale* 2002, n° 4, p. 230.

DUC J.-L., Faut-il confier l'assurance-maladie obligatoire des soins à une caisse unique ?, *Pratique Juridique Actuelle*, 9 (2002), p. 1110.

HEUSSER P., Gesundheitsfragen in Versicherungsformularen anlässlich des Stellenantrittes, *Pratique Juridique Actuelle*, 11 (2002), p. 1277.

ISTITUTO DELLE ASSICURAZIONI SOCIALI, Accordo sulla libera circolazione delle persone e sicurezza sociale con particolare riferimento ai rapporti fra Svizzera ed Italia, *Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese*, I – 2002 p. 1.

KIESER U., Entwicklungen im Sozialversicherungsrecht / Le point sur le droit des assurances sociales, *SJZ/RSJ* 98, (2002) n° 23, p. 579.

KUHN HP., Aspects juridiques de la révision de la LAMal, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 50, p. 2741.

MEYER U., Arnold P., Der letztinstanzliche Sozialversicherungsprozess nach dem bundesrätlichen Entwurf für ein Bundesgerichtsgesetz, *Revue de droit suisse*, n° 5/2002, p. 485.

NYFFELER R., Les primes de l'assurance-maladie ne peuvent pas être contestées, *Sécurité sociale* 2002, n° 6, p. 365.

Publication nominative de listes de « bons » médecins, *Courrier du Médecin Vaudois*, 6-2002, p. 17

SCHNEIDER S., Nouvelles propositions du Conseil fédéral pour réformer l'assurance-maladie à moyen terme, *Sécurité sociale* 2002, n° 5, p. 287.

Droits des patients, droit de la personnalité

WASSERFALLEN J.-B., TELENTI A., BOILLAZ J., CRESPO A., Les critères de droit utilisés par les juristes pour évaluer l'adéquation de l'information aux patient sont-ils médicalement valides?, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 50, p. 2778.

PREVITALI A., Quelques questions sur l'évolution du statut juridique des personnes handicapées, *Pratique Juridique Actuelle*, 11 (2002), p. 1297.

Ethique biomédicale

ASSM, Directives de l'ASSM relatives à l'intégrité scientifique dans le domaine de la recherche médicale et biomédicale et à la procédure à suivre en cas de fraude, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 43, p. 2288.

CHEVROLET J.-C., Les comités locaux d'éthique clinique hospitaliers, *Médecine et Hygiène* 2002, n° 2407, p. 1781.

GUILLOD O., STEFFEN G., Landesbericht Schweiz, *Das Menschenrechtsübereinkommen zur Biomedizin des Europarates*, Berlin 2002, p. 351.

MANNSDORFER T., Bemerkungen über Franz. Kassationshof, 28.11.2001 (Wrongful Life), *Pratique Juridique Actuelle*, 11 (2002), p. 1360.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

BERNER D., Le médecin auxiliaire de la justice, *Médecine et détention 2002*, p. 117.

GRAVIER B., L'indépendance professionnelle du personnel de santé travaillant en milieu pénitentiaire, *Médecine et détention 2002*, p. 143.

MARTIN J., GUILLOD O., Quelle attitude du praticien quand des instances ou personnes extérieures demandent des renseignements à propos d'un patient ?, *Colloques et journées d'étude*, Lausanne 2002, p. 421.

STREULI R. A., STREULI D. R., SCHWANDER I., Arzt und Recht, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 37, p. 1938.

Procréation médicalement assistée

GUILLOD, O., HELLE N., La loi sur la procréation médicalement assistée : un tigre de papier ?, *Festschrift für Heinz Hausheer*, Berne 2002, p. 691.

Recherche biomédicale

SPRUMONT D., BOILLAT S., AMSTAD H., Essais cliniques, responsabilité civile et contrats d'assurance, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 40, p. 2092.

Responsabilité médicale

GUILLOD O., Sécurité, qualité des soins et responsabilité des soignants, *Santé et Systémique* vol. 6 : *Accessibilité aux soins et nouvelles technologies*, Paris 2002, p. 113.

WERRO F., HAAS J., La preuve de l'information donnée par le médecin à son patient, arrêt du Tribunal fédéral du 27 novembre 2001, *Haftung und Versicherung*, 3/2002, p. 208.

Système de santé, politique de la santé

BOLLI K., Ethische und organisatorische Aspekte der Gesundheitsfürsorge in Gefängnissen , *Médecine et détention 2002*, p. 11.

KUHN HP., GMÜR R., Protection des données et assureurs privés: embellie à l'horizon, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 44, p. 2345.

SPRUMONT D., RODUIT G., La législation sanitaire fribourgeoise : une législation en mouvement, *Mélanges "RFJ 10 ans - Droit en mouvement"*, p. 329.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

BRÜLHART M., *Gentechnik und Haftpflicht, vom rechtlichen Umgang mit Unsicherheit*, Bern 2003.

BRUNNER, N., *Droits des professionnels de la santé : l'objection de conscience*, cahier de l'IDS n° 9, Neuchâtel 2002.

ESSERS U. A., *Das Freizügigkeitsabkommen Schweiz EG: Auswirkungen auf die Berufe der Humanmedizin*, Zürich 2002.

HELLER G. et al., *Rejetées, rebelles, mal adaptées. Débats sur l'eugénisme. Pratiques de la stérilisation non volontaire en Suisse romande au XXe siècle*, Genève 2002.

JUNOD A. F. (éd.), *La prévention: un enjeu personnel ou collectif?*, Actes du Forum Louis-Jeantet n° 3, Genève 2002.

POLEDNA T., BERGER B., *Öffentliches Gesundheitsrecht*, Zürich 2002.

RICHLI P., POLEDNA T. (éd.), *Tarife im Gesundheitsrecht*, Zürich 2002.

SCHWEIZER R. J., *Verfassungs- und Völkerrechtliche Vorgaben für den Umgang mit Embryonen, Föten sowie Zellen und Geweben*, Zürich 2002.

UMMEL M. et al., *La réutilisation des tissus humains*, cahier de l'IDS n° 10, Neuchâtel 2002.

SAN-NEWS N°21

mai 2003

Ce numéro couvre en principe la période entre le **1^{er} janvier et le 15 avril 2003**.

Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode **vom 1. Januar bis zum 15. April 2003**.

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DÉCLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC. / BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW

Conseil de l'Europe : <http://www.coe.int>

Recommandation 1591 (2003) adoptée le 29 janvier 2003 par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Les défis de la politique sociale dans les sociétés européennes vieillissantes.

Recommandation 1592 (2003) adoptée le 29 janvier 2003 par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, vers la pleine intégration sociale des personnes handicapées.

II. Droit communautaire / Europarecht (JOCE L 1 à L 97, du 15 avril 2003 et JOCE C 1 à C 90 E, du 15 avril 2003)

DROIT ÉDICTÉ / ERLASSENES RECHT

Directive n° 2002/98/CE du Parlement et du Conseil du 27 janvier 2003 établissant des normes de qualité et de sécurité pour la collecte, le contrôle, la transformation, la conservation et la distribution du sang humain, et des composants sanguins, et modifiant la directive 2001/83/CE, JO L 33 du 8 février 2003.

Décision n° 2002/834/CE du Conseil, du 30 septembre 2002, arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration : « Intégrer et renforcer l'Espace européen de la recherche » (2002-2006), JO L 294 du 29 octobre 2002.

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC. / BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 novembre 2002 au 15 décembre 2002, JO C 2 du 7 janvier 2003.

Conclusions du Conseil du 2 décembre 2002 concernant l'obésité, JO C 11 du 17 janvier 2003.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 décembre 2002 au 15 janvier 2003, JO C 24 du 31 janvier 2003.

Communication de la Commission relative à l'introduction de la carte européenne d'assurance maladie du 17 février 2003, COM/2003/0073 final.

Conclusions du Conseil et feuille de route du 26 novembre 2002 pour une stratégie sur les sciences du vivant et la biotechnologie, JO C 39 du 18 février 2003.

Proposition de règlement du Conseil visant à éviter le détournement vers des pays de l'Union européenne de certains médicaments essentiels [COM(2002) 592 final — 2002/0257(ACC)], JO C 45 E du 25 février.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 janvier 2003 au 15 février 2003, JO C 48 du 28 février 2003 (rectificatif, JO C 64 du 18 mars 2003).

Avis du Comité économique et social sur la "Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain", JO C 61 du 14 mars 2003.

Avis du Comité économique et social sur la "Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2001/83/CE en ce qui concerne les médicaments traditionnels à base de plantes", JO C 61 du 14 mars 2003.

Action communautaire dans le domaine de la santé publique (2003-2008) — Programme de travail pour 2003, JO C 62 du 15 mars 2003.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 février 2003 au 15 mars 2003, JO C 76 du 28 mars 2003.

Avis du Comité économique et social européen sur la "Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'établissement de normes de qualité et de sécurité pour le don, l'obtention, le contrôle, la transformation, le stockage et la distribution des tissus et cellules humains" (COM(2002) 319 final — 2002/0128 (COD)), JO C 85 du 8 avril 2003.

Décision n° 187 du 27 juin 2002 de la Commission administrative des Communautés européennes pour la sécurité sociale des travailleurs migrants concernant les modèles de formulaires nécessaires à l'application des règlements (CEE) n° 1408/71 et (CEE) n° 574/72 du Conseil (E 111 et E 111 B), JO L 93 du 10 avril 2003.

Commission staff working paper, report on human embryonic stem cell research, du 3 avril 2003, disponible sur la page web : http://europa.eu.int/comm/research/press/2003/pdf/sec2003-441report_en.pdf.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.

ALLEMAGNE

Loi du 15 février 2002 portant réduction des dépenses en médicaments conformément à l'assurance maladie réglementaire (Loi relative à la réduction des dépenses en médicaments), Bundesgesetzblatt, partie I, 22 février 2002, N° 11, p. 684.

Loi du 23 avril 2002 relative à l'introduction du régime de paiement forfaitaire au cas par cas selon diagnostic dans le cadre hospitalier (Loi relative au paiement forfaitaire), Bundesgesetzblatt, partie I, 29 avril 2002, N° 27, p. 1412.

CHINE

Décision du Conseil des Affaires d'État du 14 décembre 1998 portant instauration d'un régime d'assurance maladie de base pour les employés urbains, China Law Update, juin 1999, vol. 2, N° 6, p. 18.

FRANCE

Loi n° 2002-1577 du 30 décembre 2002 relative à la responsabilité médicale, Journal Officiel 31 décembre 2002, p. 22100, commentée dans la Revue trimestrielle de droit civil 2003, p. 150.

INDONESIE

Loi N° 23 du 22 octobre 2002 relative à la protection de l'enfance, Business News, 27 décembre 2002, N° 6855, p. 27A.

SLOVENIE

Loi du 27 janvier 2000 relative au prélèvement et à la transplantation de parties du corps humain à des fins thérapeutiques (ZOPDCT). Uradni list Republike Slovenije, 11 février 2000, N° 12, p. 1569 sqq.

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT [RO/AS 2003 N° 1-17 (6 MAI 2003)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

Ordonnance sur les épizooties (OFE), du 27 juin 1995. Modification du 9 avril 2003, en vigueur dès le 1^{er} mai 2003 (sauf les art. 43 et 44 modifiés qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2005), RO 2003 956.

Ordonnance concernant les mesures de l'Office fédéral de la santé publique sur la prévention du Syndrome Respiratoire Aigu Sévère (SRAS) (SRAS-Ordonnance), du 1^{er} avril 2003, en vigueur dès le 1^{er} avril 2003 jusqu'au 30 juin 2003, RO 2003 785.

Ordonnance sur la distribution de comprimés d'iode à la population (Ordonnance sur les comprimés d'iode), du 1^{er} juillet 1992. Modification du 26 février 2003, en vigueur dès le 15 mars 2003, RO 2003 405.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édition de la pharmacopée, du 9 novembre 2001. Modification du 3 février 2003, en vigueur dès le 1^{er} avril 2003, RO 2003 403.

MESSAGES, RAPPORTS ET DÉCISIONS OFFICIELS / BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLÜSSE [FF/BBL 2003 N° 1-17 (6 MAI 2003)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/ff/index.html>.

Loi fédérale sur l'application du génie génétique au domaine non humain (Loi sur le génie génétique, LGG), du 21 mars 2003 (*délai référendaire : 10 juillet 2003*), FF 2003 2462.

Loi fédérale sur l'assurance-invalidité (LAI), du 19 juin 1959. Modification du 21 mars 2003 (*délai référendaire : 10 juillet 2003*), FF 2003 2429.

Message sur la loi fédérale relative à la recherche sur les embryons surnuméraires et sur les cellules souches embryonnaires (Loi relative à la recherche sur les embryons, LRE), du 20 novembre 2002, FF 2003 1065.

Message relatif à la révision de la loi fédérale sur la protection des données (LPD) et à l'arrêté fédéral concernant l'adhésion de la Suisse au Protocole additionnel du 8 novembre 2001 à la Convention sur la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel concernant les autorités de contrôle et les flux transfrontières de données, du 19 février 2003, FF 2003 1915.

Initiative populaire fédérale « pour des aliments produits sans manipulations génétiques ». Examen préliminaire (*l'initiative propose un nouvel art. 197 ch. 2 Cst*). Délai imparti pour la récolte des signatures : 18 août 2004), FF 2003 1046.

Initiative populaire fédérale « pour la baisse des primes d'assurance-maladie dans l'assurance de base ». Examen préliminaire (*l'initiative propose un nouvel art. 117a Cst. Délai imparti pour la récolte des signatures : 28 juillet 2004*), FF 2003 389.

Requête des cantons à l'autorité de surveillance concernant la jurisprudence du Conseil fédéral relative aux recours contre les décisions tarifaires rendues par les gouvernements cantonaux dans le domaine de l'assurance-maladie. Rapport de la Commission de gestion du Conseil des Etats, du 5 avril 2002, FF 2003 267.

Requête à l'autorité de surveillance des cantons concernant la jurisprudence du Conseil fédéral en matière de recours contre les décisions tarifaires des gouvernements cantonaux selon l'assurance-maladie. Avis du Conseil fédéral sur le rapport de la Commission de gestion du Conseil des Etats du 5 avril 2002, du 30 septembre 2002, FF 2003 296.

Influence de la Confédération sur la maîtrise des coûts dans le domaine de la loi sur l'assurance-maladie – Examen de deux exemples précis. Rapport de la Commission de gestion du Conseil des Etats, du 5 avril 2002, FF 2003 307.

Mesures de maîtrise des coûts dans la LAMal. Mesures et marge de manœuvre des organes responsables de la Confédération. Synthèse de l'Organe parlementaire de contrôle de l'administration à l'attention de la Commission de gestion du Conseil des Etats, du 30 novembre 2001, FF 2003 332.

Influence de la Confédération sur la maîtrise des coûts dans le domaine de la loi sur l'assurance-maladie – Analyse de deux exemples précis. Avis du Conseil fédéral sur le rapport de la Commission de gestion du Conseil des Etats du 5 avril 2002, du 30 septembre 2002, FF 2003 365.

Réduction des primes dans l'assurance-maladie. Subsidés de la Confédération et des cantons ; modèle de répartition pour l'année 2004 (provisoire), Office fédéral des assurances sociales, 6 mai 2003, FF 2003 2949.

Arrêté du Conseil fédéral constatant le résultat de la votation populaire du 9 février 2003, du 25 mars 2003 (*loi fédérale du 21 juin 2002 sur l'adaptation des participations cantonales aux coûts des traitements hospitaliers dispensés dans le canton selon la loi fédérale sur l'assurance-maladie*), FF 2003 2784.

Rapport annuel du Conseil fédéral sur les activités de la Suisse au Conseil de l'Europe en 2002, du 15 janvier 2003 (*cf. les § 3.3 et 3.4 sur les affaires sociales et la santé, p. 428s*), FF 2003 413.

Communication de la Commission de la Concurrence, du 14 janvier 2003 (*ouverture d'une enquête relative à un contrat passé entre les caisses-maladie et des fournisseurs de prestations du canton d'Argovie concernant la facturation des patients hospitalisés en division semi-privée des hôpitaux publics*), FF 2003 57.

Communication de la Commission de la Concurrence, du 15 avril 2003 (*ouverture d'une enquête relative à un contrat passé entre Santésuisse et un fabricant de moyens et appareils d'aide pour l'incontinence*), FF 2003 2816.

Approbation de projets d'institutions d'assurance privée concernant l'utilisation des contributions cantonales aux traitements hospitaliers intracantonaux de patients privés et semi-privés pour l'année 2001, Office fédéral des assurances privées, 22 avril 2003, FF 2003 2840.

Approbation de projets d'institutions d'assurance privée concernant l'utilisation des contributions cantonales aux traitements hospitaliers intracantonaux de patients privés et semi-privés pour l'année 2001, Office fédéral des assurances privées, 22 avril 2003, FF 2003 2841.

Approbation de projets d'institutions d'assurance privée concernant l'utilisation des contributions cantonales aux traitements hospitaliers intracantonaux de patients privés et semi-privés pour l'année 2001, Office fédéral des assurances privées, 29 avril 2003, FF 2003 2861.

Normes techniques pour les dispositifs médicaux, art. 4 al. 3 de l'Ordonnance sur les dispositifs médicaux (Odim), du 25 février 2003, FF 2003 1345.

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 15 mai 2001 au 6 janvier 2003, FF 2003 151.

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 17 septembre 2002 au 17 janvier 2003, FF 2003 409.

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 26 février 2001 au 28 janvier 2003, FF 2003 688.

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 15 septembre 2000 au 28 février 2003, FF 2003 2060.

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 6 septembre 2000 au 15 avril 2003, FF 2003 2870.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait du "Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin", n° 6/2002 avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

AARGAU

Gesundheitsgesetz (GesG) vom 10.11.1987 (Änderung : § 36 I lit. I neu, 37 lit. i neu, Bewilligung für Mütter- und Väterberaterinnen) vom 06.03.2001, in Kraft ab 01.01.2003. AGS 2002, S. 273.

Gesetz über Einführungsgesetz des BG über die Krankenversicherung (EG zum KVG) vom 28.04.1996 (Änderung: Art. 9 I & II, Einsprache und Beschwerde) vom 17.12.2002, in Kraft ab 01.01.2003. Amtsblatt 2002, Nr. 51, S. 1225.

BASEL LAND

Gesundheitsgesetz vom 10.12.1973 (Änderung : § 47 I , 56 II) (Eingeführt gemäss G über die Einführung des Zivilgesetzbuches; in Sachen Vormundschaftswesen) vom 07.02.2002, in Kraft ab 01.01.2003. GS 34.512.

Spitalgesetz vom 24.06.1976 (Änderung: § 12a aufgehoben) (Eingeführt gemäss G über die Einführung des Zivilgesetzbuches; in Sachen Vormundschaftswesen) vom 07.02.2002, in Kraft ab 01.01.2003. GS 34.512.

EG zum BG über die Krankenversicherung vom 25.03.1996 (EG KVG) (Änderung: Mehrere Paragraphen) vom 06.06.2002, in Kraft ab 01.01.2003. GS 34.598.

BERNE

Verordnung über die Rechte und Pflichten der Patientinnen und Patienten und der Gesundheitsfachpersonen (Patientenrechtsverordnung, PatV) vom 23.10.2002, in Kraft ab 01.01.2003. BAG 02-74.

GENEVE

Règlement d'exécution de la Loi sur l'exercice des professions de la santé, les établissements médicaux et diverses entreprises du domaine médicale du 25.07.2001 (Modification : art. 1 I lit. b ; introduite par l'art. 2 III du R modifiant le R sur l'organisation de l'administration cantonale du 03.12.2001) du 18.12.2002, entrée en vigueur le 01.01.2003. FAO 2002, n° 150, p. 2079.

Règlement sur les essais clinique de produits thérapeutiques (Abroge le R sur les médicaments au stade d'essai cliniques du 31.01.1996 et le R conc. Les recherches cliniques comportant des interventions relevant du génie génétique humain du 13.04.1994) du 11.12.2002, entrée en vigueur le 19.12.2002. FAO 2002, n° 147, p. 2010.

Règlement d'application de la Loi sur les prélèvements et les transplantations d'organes et de tissus du 20.05.1998 (Modification : art. 7 I ; introduite par l'art. 2 II du R modifiant le R sur l'organisation de l'administration cantonale du 03.12.2001) du 18.12.2002, entrée en vigueur le 01.01.2003. FAO 2002, n° 150, p. 2079.

Loi sur les établissements publics médicaux du 19.09.1980 (Modification : Art. 21A^{bis} nouveau, médecins chefs de service ; Art. 21 A II abrogé ; introduite par l'art. 3 de la L sur l'Université) du 25.10.2002, entrée en vigueur le 01.01.2003. FAO 2002, n° 127, p. 1731.

GRAUBÜNDEN

Gesetz über Gesundheitswesen des Kantons GR (Gesundheitsgesetz) vom 02.12.1984 (Änderung : Art. 6 III lit. A, 27 I & 28I) (Eingeführt durch Art. 25 Z. 1 des G über Ausbildungsstätten im Gesundheits- und Sozialwesen) Vom 22.09.2002, in Kraft ab 01.01.2003. Amtsblatt 2002, Nr. 40, S. 3198.

Gesetz über Forderung der Krankenpflege und der Betreuung von betagten und pflegebedürftigen Personen (Krankenpflegegesetz) vom 02.12.1979 (Änderung: Art. 3 I lit. a, Gliederungstitel vor Art. 22 & Art. 22 – 24; Art. 7 I lit. c & d & II lit. b & c, 25 & 25^{bis} aufgehoben) Eingeführt durch Art. 25 Z. 2 des G über Ausbildungsstätten im Gesundheits- und Sozialwesen vom 22.09.2002, in Kraft ab 01.01.2003. Amtsblatt, Nr. 40 S. 3199.

Gesetz über die Krankenversicherung und Prämienverbilligung vom 26.11.1995 (KPVG) (Änderung; Mehrere Artikel) (Die Art. 1 III, 5 I, 7 II, 9 V & 16 III treten auf den 01.06.2002 in Kraft) vom 03.03.2002, in Kraft ab 01.01.2003, bestaffelte Inkraftsetzung. Amtsblatt 2002, Nr. 22, S. 1826.

JURA

Loi sur les hôpitaux du 22.06.1994 (Modification : nombreux articles) du 28.08.2002, entrée en vigueur le 01.01.2003. Journal officiel N° 30, p. 499.

SCHAFFHAUSEN

Verordnung über die Rechte und Pflichten der Patientinnen und Patienten (Patientenrechtsverordnung, PatV) vom 08.05.2001 (Änderung: § 34 III; § 35 & 36 aufgehoben; im Zusammenhang mit der V über Heilversuche und wissenschaftliche Versuche am Menschen) vom 25.06.2002, in Kraft ab 01.01.2003. Amtsblatt 2002, Nr. 26, S. 980.

Verordnung über Heilversuche und wissenschaftliche Versuche am Menschen (Hebt die V über Versuche mit Heilmitteln am Menschen vom 19.04.1994 auf) vom 25.05.2002, in Kraft ab 01.01.2003. Amtsblatt 2002, Nr. 26, S. 977.

ST GALLEN

Gesundheitsgesetz vom 28.06.1979 (Änderung: Art. 2, Organe; 11, Kantonsapotheker; 29, staatliche Einrichtungen; 30, Organisation; 32, Spitalkommission; 32^{bis}, Patientenrechte; eingeführt durch das G über die Spitalverbände) vom 21.06.2002, in Kraft ab 01.01.2003, Amtsblatt 2002, Nr. 21, S. 1013.

TICINO

Legge di applicazione alla LF sull'assicurazione malattie (LCAMal) del 26.06.1997 (Modifica: Art. 51, partecipazione del Comune) del 24.06.2002, entrata in vigore il 01.01.2003. BU 2002, 420.

VAUD

Loi du 29.05.1985 sur la santé publique (Modification: art. 16 V, autorité sanitaire communale; 17a nouveau, secours) du 05.12.2001, entrée en vigueur le 01.01.2003. FAO 2001 N° 102, p. 5115.

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

SUISSE / SCHWEIZ

ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES, Directives médico-éthique pour le traitement et la prise en charge des patients de longue durée souffrant d'atteintes cérébrales extrêmes, *Bulletin des médecins suisses*, 2003, 84, n° 5, p. 210.

ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES, Directives concernant l'exercice de la médecine auprès des personnes détenues, *Bulletin des médecins suisses*, 2003, 84, n° 7, p. 311.

CNE, Prise de position sur le clonage reproductif de l'être humain, *Bulletin des médecins suisses*, 2003, 84, n° 6, p. 250.

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl) **(<http://www.echr.coe.int>)**

HUTCHISON REID c. ROYAUME-UNI, Arrêt de la Cour du 20 février 2003.

Internement en raison de troubles mentaux jugés incurables – Art. 5 § 1 e) – Aux fins de l'art. 5 § 1 e) CEDH, la détention «d'un aliéné» doit remplir trois conditions : sauf cas d'urgence, l'aliénation doit être établie par voie d'expertise et justifier une privation de liberté, laquelle, enfin, ne peut se prolonger sans la persistance du trouble mental. En l'espèce, ne viole pas l'art. 5 § 1 e) CEDH une disposition nationale qui ne permet pas la libération d'une personne internée lorsque le trouble mental est jugé incurable, si elle présente un risque pour autrui. De l'avis de la Cour, il serait inacceptable, sous l'angle de l'art. 5 § 1 e) CEDH, de ne pas détenir un malade mental dans un environnement thérapeutique adéquat – Art. 5 § 4 CEDH (contrôle à bref délai de l'internement) – Violation, d'une part parce que la loi imposait au requérant le fardeau de la preuve concernant l'irrégularité de sa détention et faute d'un contrôle «à bref délai» de l'internement du requérant, d'autre part.

PRETTY c. ROYAUME-UNI, Arrêt de la Cour du 29 avril 2002 (cité in *San-News* n° 18).
Bref commentaire de Jean Hauser dans la *Revue trimestrielle de droit civil* 2002, p. 482.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl) **(<http://curia.eu.int/fr/index.htm>)**

ASTRAZENECA A/S c. LÆGEMIDDELSTYRELSEN, aff. C-223/01 – Conclusions de l'Avocat général du 23 janvier 2003.
Conditions de la procédure abrégée au sens de la directive 65/65/CEE pour l'autorisation de mise sur le marché d'un générique.

DEUTSCHER APOTHEKERVERBAND eV c. DOCMORRIS NV, aff. C-322/01 – Conclusions de l'Avocat général du 11 mars 2003.
Interprétation des articles 28 CE et 30 CE, de la directive 92/28/CEE du Conseil concernant la publicité faite à l'égard des médicaments à usage humain, et de la directive 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil ('directive sur le commerce électronique') – Législation nationale restreignant les livraisons de médicaments à usage humain par les pharmacies établies dans un autre État membre à la suite de commandes individuelles de consommateurs via Internet – Exigence d'une prescription médicale – Interdiction de la publicité pour la vente par correspondance de médicaments - 'Pharmacie Internet'.

FEDERACION NACIONAL DE EMPRESAS DE INSTRUMENTACION c. COMMISSION, aff. T-319/99 – Arrêt du Tribunal de première instance du 4 mars 2003.
Concurrence – Abus de position dominante – Service public de santé – Retards de paiement des factures – Plaintes des fournisseurs – Notion d'entreprise.

IDRYMA KOINONIKON ASFALISEON (IKA) c. VASILEIOS IOANNIDIS, aff. C-326/00 – Arrêt de la Cour du 25 février 2003.
Sécurité sociale – Hospitalisation du titulaire d'une pension à l'occasion d'un séjour dans un autre État membre que celui où il réside – Conditions de prise en charge – Articles 31 et 36 du règlement (CEE) n° 1408/71 – Articles 31 et 93 du règlement (CEE) n° 574/72.

LES LABORATOIRES SERVIER c. COMMISSION, aff. T-147/00 – Arrêt du Tribunal de première instance du 28 janvier 2003.
Médicaments à usage humain – Procédures communautaires d'arbitrage – Retrait des autorisations de mise sur le marché – Compétence – Anorexigènes sérotoninergiques: dexfenfluramine, fenfluramine – Directives 65/65/CEE et 75/319/CEE.

PATRICIA INIZAN c. CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES HAUTS DE SEINE, aff. C-56/01 – Conclusions de l'Avocat général du 21 janvier 2003.
Libre prestation des services – Article 22 du règlement n° 1408/71 – Validité – Exigence d'une autorisation préalable pour le remboursement des frais d'hospitalisation engagés dans un autre État membre que celui d'affiliation.

THE QUEEN c. THE LICENSING AUTHORITY, aff. C-106/01 – Conclusions de l'Avocat général du 23 janvier 2003.
Données auxquelles une autorité compétente au sens de la directive 65/65/CEE peut se référer pour statuer sur une demande de mise sur le marché d'un produit pharmaceutique – Notion de produit similaire.

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

ALLEMAGNE

Medizinrecht Heft 2 (2003), p. 109, VGH Bad.-Württ., Urt. v. 10.9.2002 – 9 S 2506/01 (VG Stuttgart).
Konkurrierende Ethikkommissionen bei klinischer Prüfung von Medizinprodukten.

Medizinrecht Heft 3 (2003), p. 174, OLG München, Urt. v. 31.1.2002 – 1 U 4705/98.
Eingeschränkte Verbindlichkeit des Vetos eines zeugen Jehovas gegen eine Bluttransfusion selbst ausdrücklicher und aktueller Willensäußerung in einer Patientenverfügung.

Medizinrecht Heft 3 (2003), p. 172, OLG Nürnberg, Urt. v. 30.10.2000 – 5 U 319/00.
Aufklärung eines fremdsprachigen Patienten.

BELGIQUE

Revue de droit de la santé, 2002-2003, n° 3, p. 171, Hof van beroep te Antwerpen (1. Kamer), 30 april 2001.
Le fait que le médecin (urologue) n'applique pas la méthode la plus indiquée a fait perdre au patient des chances d'obtenir un résultat plus favorable (perte d'une chance).

ÉTATS-UNIS

American Journal of Law and Medicine n°29 (2003), p.141, *Wood v. University of Utah Medical Center.*
Wrongful Birth : Utah Statute banning wrongful birth claims does not violate due process or equal protection.

FRANCE

La Semaine Juridique, Édition générale, n° 4 p. 142, CE, ord. réf., 22 août 2002, req. n° 245624, Sté SFR (Juris-Data n° 2002-0643324), avec commentaire.

Le principe de précaution appliqué à la téléphonie mobile. Eu égard à l'intérêt qui s'attache à la couverture du territoire par le réseau de téléphonie mobile et aux intérêts de la société requérante, résultant notamment des autorisations qui lui ont été délivrées, et en l'absence de risques sérieux prouvés pour la santé publique, l'urgence justifie la suspension de la décision attaquée par laquelle un maire s'est opposé aux travaux déclarés par ladite société (...).

La Semaine Juridique, Edition générale, n° 13 p. 572, TA Nantes, 3^e ch., 5 septembre 2002, Cts Martinot (Juris-Data n° 2002-197717) et 2^e CA Angers, 1^{ère} ch. B, 9 septembre 2002, Cts Martinot c/Préfet du Maine-et-Loire (Juris-Data n° 2002-197010), avec commentaire.

Sépulture-inhumation : la cryogénéisation ne constitue pas un mode d'inhumation prévu par le Code général des collectivités territoriales.

Médecine & droit, n° 57, 2002, p. 22, TA Lille, 25 août 2002.

Le principe de l'inviolabilité du corps humain s'oppose à ce que l'on transfuse contre son gré un témoin de Jéhovah.

Revue trimestrielle de droit civil 2003, p. 98 ; Cass. Civ. 1^{ère}, 13 novembre 2002 (2 arrêts).
Obligation d'information médicale. Conséquences de sa violation.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante : <http://www.jaac.admin.ch> . La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante : <http://www.bger.ch/> .

ATF 128 V 93 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 16 avril 2002.

Preuve de l'intensité et de la durée des soins à domicile dus à l'invalidité – Valeur probante d'un rapport d'enquête de l'office AI (art. 14 al. 3 LAI ; art. 4, 69 et 73^{bis} RAI).

ATF 128 V 95 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 29 avril 2002.

Que le financement de mesures de nature pédago-thérapeutique en faveur d'enfants handicapés de la vue qui fréquentent l'école publique ne soit pas inclus dans l'énumération exhaustive de l'art. 9 al. 2 RAI ne contrevient ni à la loi (art. 19 al. 3 LAI) ni à la Constitution.

ATF 128 V 102 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 29 avril 2002.

L'art. 8^{ter} al. 2 RAI, qui contient une liste exhaustive des mesures de nature pédago-thérapeutique nécessaires pour compléter l'enseignement spécialisé, est conforme à la loi et à la Constitution – La musicothérapie ne figure pas dans la liste des mesures de nature pédago-thérapeutique de l'art. 8^{ter} al. 2 RAI et n'est donc plus pris en charge par l'assurance invalidité depuis l'entrée en vigueur de cette disposition.

ATF 128 V 135 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 28 mars 2002.

L'ablation par un dentiste d'une modification pseudo tumorale de la muqueuse génale dans la cavité buccale, au sens de l'art. 17 let. c ch. 1 OPAS, constitue un traitement médical – L'entrée en vigueur de la LAMal laisse subsister la jurisprudence constante rendue en application de la LAMA, selon laquelle les dentistes sont assimilés aux médecins en ce qui concerne les mesures thérapeutiques pratiquées dans la cavité buccale, qui ne constituent pas des soins dentaires au sens étroit mais qui, ce nonobstant, sont dispensées presque exclusivement par des dentistes.

ATF 128 V 143 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 22 avril 2002.

Délimitation entre traitement médical et dentaire (art. 25 et art. 31 al. 1 let. a LAMal ; art. 17 let. d ch. 1 et art. 17 let. d ch. 3 OPAS) – Au premier rang des critères permettant de délimiter traitements médicaux et dentaires figurent le point d'application du traitement et le but thérapeutique visé par ce dernier – Quant au point d'application, sont des traitements dentaires –comme déjà selon la jurisprudence constante rendue sous l'empire de la LAMA- principalement les mesures thérapeutiques appliquées à l'appareil masticatoire – Le but thérapeutique, qui constitue un autre critère déterminant, dépend de la partie du corps ou de la fonction qui doit être directement soignée ou restaurée – La pose d'une gouttière facilitant le broyage des aliments, destinée à décharger la musculature et l'articulation de la mâchoire, constitue un traitement médical.

ATF 128 V 149 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 4 juin 2002.

Conformément à l'art. 28 al. 2 LACI, les prestations de l'assurance-chômage ont un caractère subsidiaire – L'art. 71 al. 2 LAMal institue un droit inconditionnel à la transformation d'une assurance d'indemnités journalières – Une réduction des prestations d'assurance sociale doit être évitée tant que la personne assurée supporte des frais ou des pertes au sens de l'art. 122 al. 2 OAMal – Comme dans le domaine de l'assurance-accidents, le calcul de surindemnisation doit porter sur toute la période de décompte et –comme déjà sous l'empire de la LAMA- reposer sur un compte global.

ATF 128 V 263 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 15 juillet 2002.

Une décision d'affiliation d'office rendue par l'organe cantonal de contrôle de l'assurance-maladie en vertu de l'art. 6 al. 2 LAMal est susceptible, en dernière instance, d'un recours de droit administratif au Tribunal fédéral des assurances (art. 5 PA) – La procédure d'affiliation d'office de l'art. 6 al. 2 LAMal ne peut concerner que les personnes soumises à l'obligation d'assurance qui ne se sont pas assurées ou qui n'ont pas été assurées par leur représentant légal en temps utile – La procédure de changement d'assureur ne peut amener en aucun cas une interruption, même momentanée, de la protection d'assurance – Rapport entre les art. 6 al. 2 et 7 LAMal – L'organe de contrôle de l'assurance-maladie ne peut pas affilier d'office à un assureur les candidats à l'assurance

que celui-ci refuse d'accepter (in casu : les requérants d'asile assistés séjournant dans le canton de Genève), lorsqu'ils sont déjà assurés par une autre caisse-maladie.

JAAC n° 67.31, 2003 vol. I – Décision de la Commission fédérale de recours en matière de produits thérapeutiques du 13 septembre 2002.

Médicaments – Admission d'indications supplémentaires s'agissant d'antibiotiques innovants – Examen du rapport bénéfice/risque dans le cas d'un antibiotique de réserve – Portée d'autorisations de mise sur le marché étrangères.

RAMA 2/2002, p. 468 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 23 septembre 2002 (K 25/02).

L'assureur maladie peut exiger le remboursement de rémunérations versées à tort pour cause de traitement non-économique - qu'il s'agisse du système du tiers garant ou du tiers payant - non seulement du fournisseur de prestations, mais également de l'assuré.

RAMA 2/2002, p. 475 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 14 octobre 2002 (K 128/01).

Il y a cas d'urgence justifiant l'application d'un traitement hospitalier hors du canton de résidence lorsque des soins médicaux doivent être administrés sans tarder et qu'il n'est pas possible ou pas approprié d'imposer à l'assuré de retourner dans son canton de résidence pour y être hospitalisé.

RAMA 2/2002, p. 516 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 4 juillet 2002 (U 88/02).

Caractère adéquat du lien de causalité (art. 9 LAA). Cas dans lequel le caractère adéquat du lien de causalité entre une maladie professionnelle et ses séquelles psychiques a été admis.

RAMA 2/2002, p. 522 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 17 juillet 2002 (U 417/01).

Droit aux prestations au cas où plusieurs accidents entrent en ligne de compte. S'il s'avère hautement probable qu'une atteinte à la santé est la conséquence d'un accident, la personne a droit aux prestations, et ce même s'il n'est pas possible de déterminer conformément à la règle du degré de vraisemblance prépondérante auquel des accidents entrant en ligne de compte il faut l'imputer. Le droit s'exerce contre l'assureur auprès duquel l'accident le plus proche de la rechute du point de vue chronologique était assuré.

RAMA 2/2002, p. 531 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 30 juillet 2002 (U 2497/01).

Lien de causalité adéquate. Accident analogue à un accident de type « coup du lapin » à la colonne cervicale, sans preuve d'un déficit fonctionnel organique. Lors de troubles d'ordre psychique consécutifs à un accident, l'appréciation de la causalité adéquate se fonde sur des critères différents selon que l'assuré a été victime ou non d'un traumatisme de type « coup du lapin » à la colonne cervicale, d'un traumatisme analogue ou d'un traumatisme cranio-cérébral.

Journal des Tribunaux, n° 11, 2002, p. 405 – S. c. canton de Berne, Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale et Tribunal administratif, 23 mai 2000 (ATF 126 I 112).

Liberté personnelle – Légalité – Traitement médical : Médication et isolement imposés à un patient dans une clinique du canton de Berne – Recours du patient partiellement admis par le Tribunal administratif cantonal, qui a néanmoins admis la constitutionnalité d'une partie du traitement – Recours de droit public du patient rejeté par le TF.

Journal des Tribunaux, n° 13, 2002, p. 474 – X. c. Tribunal administratif du canton de Zug, 1^{er} octobre 2001 (ATF 128 III 12).

Privation de liberté à des fins d'assistance – Concours d'un expert : demande de libération – Avis négatif du médecin de la clinique – Refus du Tribunal administratif, juridiction unique – Recours au TF – Renvoi de la cause à la juridiction précédente.

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, II – 2002 p. 76 n° 24, Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 4 mars 2002 N. 2P.300/2001, cause P.

Art. 8 LEOC. EOC : mancato rinnovo del contratto quale medico aggiunto. I rapporti di lavoro tra ospedale pubblico e medici devono di massima essere assoggettati al diritto pubblico, perlomeno quando quest'ultimi agiscono nel quadro delle funzioni che sono state loro assegnate. Tuttavia, è possibile per i Cantoni prevedere la conclusione di contratti di lavoro di natura privatistica in casi particolari, segnatamente quando si tratta di occupazioni di breve durata o per compiti speciali.

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, II – 2002 p. 331 n° 89, Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 28 décembre 2001 N. K/80/00, cause P.

Art. 24, 32, 33 LAMAI ; 33 OAMal ; 1 OPre. Ricostruzione di un seno sano in seguito ad amputazione e ricostruzione del seno malato di un'assicurata di professione estetista – assunzione dei costi. I costi di un seno divenuto asimmetrico in seguito all'amputazione e ricostruzione del seno colpito da tumore non possono essere posti a carico dell'assicurazione obbligatoria contro le malattie in base alla cifra 1.1. dell'allegato 1 all' Opre, poiché essa prevede unicamente l'assunzione delle spese della ricostruzione di un seno amputato per motivi medici al fine di ristabilire l'integrità psichica e fisica della paziente. Tuttavia, i costi di questo provvedimento possono essere assunti obbligatoriamente dalla LAMal se è provato con il grado di verosiglianza preponderante che la paziente soffre di una malattia psichica la quale presenta un nesso di causalità con l'asimmetria del seno.

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, II – 2002 p. 336 n° 90, Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 24 janvier 2002 N. U/284/01, cause C.

Art. 6 cpv. 1 LAINF ; 9 cpv. 1 OAINF. Nozione di infortunio – atto medico – lesione del nervo alveolare nel corso dell'estrazione di un dente del giudizio. Il carente adempimento di tutti gli accertamenti diagnostici necessari non può essere considerato un atto di imperizia grossolana e straordinaria, assimilabile ad un infortunio (in casu, la lesione del nervo rappresenta un rischio specifico in occasione di ogni estrazione di un dente).

Die Praxis, Heft 2/2003, Nr. 36 p. 173 (= 4P. 139/2002) – Arrêt (non publié) du Tribunal fédéral, 1^{ère} Cour civile, du 10 octobre 2002.

Der Patient kann nicht rechtsgültig in die Behandlung einwilligen, wenn er nicht umfassend über die Risiken einer Operation informiert wird (Art. 9, 29 Abs. 2 BV).

Die Praxis, Heft 2/2003, Nr. 42 p. 199 (= ATF 128 V 75) – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 7 mars 2002.

Streitigkeit über die Vergütung der Kosten von im Ausland erbrachten Leistungen (ohne dass ein Notfall vorgelegen hätte), welche in der Schweiz nicht angeboten werden (Art. 34 Abs. 2 KVG; Art. 36 Abs. 1 KVV).

Die Praxis, Heft 3/2003, Nr. 62 p. 309 (= ATF 128 V 174) – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 23 mai 2002.

Évaluation de l'invalidité (art. 18 al. 2 LAA). Confirmation de jurisprudence.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

BERNE

BVR/JAB 2003 p. 43ss – Urteil des Verwaltungsgericht vom 27.11.01.

Assurance-invalidité : détermination du revenu hypothétique réalisable sans invalidité (art. 28 al. 2 LAI).

BVR/JAB 2003 p. 57ss – Urteil des Verwaltungsgericht vom 22.04.02.

Responsabilité de l'hôpital pour une intervention médicale – Insuffisance de l'information portant sur les risques de l'opération – Consentement hypothétique du patient.

TICINO

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, II – 2002 p. 339 n° 91, TCA 30.1. 2002 N. 35.1991.00071-72 in re W. Assicurazioni e R.M.

Art. 6 cpv. 3 LAINF ; 10 OAINF. Lesioni causate durante la cura medica successiva a infortuni assicurati. L'assicurazione contro gli infortuni risponde di ogni lesione provocata dalla cura medica successiva a infortuni assicurati, anche se l'atto lesivo non rientra nella nozione di infortunio o non sia dovuto ad un errore medico o lesione corporale penalmente perseguibile ; occorre tuttavia che sussista un nesso di causalità naturale e adeguata tra il danno alla salute e il trattamento medico incriminato.

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, II – 2002 p. 343 n° 93, TCA 18.3.2002 N. 35.1999.00080 in re CE A.S.

Art. 24 cpv. 1 LAINF. Mesotelioma maligno diffuso – limitate prospettive di vita – esclusione del diritto degli eredi a un'indennità per menomazione all'integrità. Qualora una malattia professionale, in casu il mesotelioma maligno diffuso, implichi per l'assicurato al momento della pretesa stabilizzazione dello stato di salute una prospettiva di vita assai limitata, l'indennità per menomazione all'integrità non deve essere erogata, poiché il presupposto della durevole menomazione non può più realizzarsi. Il concetto di durevolezza, infatti, impone una lunga durata nel tempo della menomazione.

VALAIS

RVJ, n° 1, 2002, p. 103 – ATCA C. R. c. Mutuelle valaisanne, 5 décembre 2000.

Patiente ne bénéficiant pas d'une assurance de soins dentaires souffrant d'une parodontite juvénile progressive – Appréciation d'un rapport d'expert – Garantie d'un traitement à long terme.

RVJ, n° 1, 2002, p. 112 – KVG i. S.G. c. Kantonale IV-Stelle Wallis, 3 juillet 2001.

Intérêts moratoires en matière d'assurances sociales.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

ANNAS G. J., The Right to Health and the Nevirapine Case in South Africa, *New England Journal of Medicine*, 348 (2003), p. 750.

BOUREL M., ARDAILLOU R., Les centres de ressources biologiques dans les établissements de soins, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2002, tome 186 n° 8, p. 1551.

DAWSON J., Randomised controlled trials of mental health legislation, *Medical Law Review*, vol. 10, n° 3, Autumn 2002, p. 308.

FEIGAL D. W., GARDNER S. N., MC CLELLAN M., Ensuring safe and effective medical devices, *New England Journal of Medicine*, 348 (2003), p. 1486.

FONTANAROSA P. B., RENNIE D., DEANGELO C. D., The need for regulation of dietary supplements – lessons from ephedra, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 1568.

FOUASSIER E., Dispensation pharmaceutique : une intervention remarquable du Conseil d'État, *Médecine & droit*, 2002, n° 57, p. 13.

FRIEDMAN M. A., DEN BESTEN H., ATTARAN A., Out-licensing: a practical approach for improvement of access to medicines in poor countries, *Lancet* 361 (2003), p. 341.

GARATTINI S., BERTELE V., BASSI L. L., Light and shade in proposed revision of EU drug-regulatory legislation, *Lancet*, 361 (2003), p. 635.

GOURDON P., La consommation de cannabis nécessaire à la sauvegarde de la santé : une application contestable de l'article 122-7 du code pénal, *Le Dalloz* 2003, n° 9, p 584.

STUDDERT D. M., MELLO M. M., BRENNAN T. A., Medical monitoring for pharmaceutical injuries. The law for the public's health?, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 889.

Assurances sociales

DEL SOL M., Les mutuelles de santé : entre logique concurrentielle et éthique solidariste, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 1, 2003, p. 71.

GEBAUER C. A., Grenzen der Übermittlung von Patientendaten zwischen Krankenhaus und Krankenkasse, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 11 (2003), p. 777.

KOCHER R., Bientôt des primes par tête dans l'assurance-maladie allemande ?, *Sécurité sociale*, 2003, n° 1, p. 44.

ROSENBAUM S., Managed care and patients' rights, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 906.

Droits des patients, droit de la personnalité

ALBERS M., Die rechtlichen Standards der Biomedizin-Konvention des Europarates, *Europarecht*, Heft 6, 2002, p. 801.

BERGHMANS R. L. P., Ethische Aspekte der medikamentösen Behandlung dementer Patienten, *Ethik in der Medizin*, 15 (2003) 1, p. 7.

BLOCKX F., Témoignage du corps humain et consentement éclairé : mens rea in corpore tacito ?, *Revue de droit de la santé*, 2002-2003, n° 3, p. 161.

BOSSI J., European directive of October 24, 1995 and protection of the medical data: The consequences of the French law governing data processing and freedoms, *European Journal of Health Law*, 2002, vol. 9, n° 3, p. 201.

BOYD P., The requirements of the Data Protection Act 1998 for the processing of medical data, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 34.

CANELLOPOULOS-BOTTIS M., The implementation of the European directive 95/46/EC in Greece and medical/genetic data, especially with regard to medical data, *European Journal of Health Law*, 2002, vol. 9, n° 3, p. 207.

CHALMERS J., MUIR R., Patient privacy and confidentiality, *British Medical Journal*, 326 (2003), p. 725.

DUPONT M., L'accès du patient aux documents médicaux personnels. Ses aspects pratiques à l'hôpital, *Gazette du Palais*, novembre-décembre 2002, p. 1717.

ENGELSCHION S., The implementation of directive 95/46/EC in Norway, especially with regard to medical data, *European Journal of Health Law*, 2002, vol. 9, n° 3, p. 189.

ESPER C., La personne de confiance, *Gazette du Palais*, novembre-décembre 2002, p. 1723.

GUIGUE J., Solidarité envers les personnes handicapées. Première application jurisprudentielle du Titre I de la loi du 4 mars 2002, *Gazette du Palais*, novembre-décembre 2002, p. 1714.

HAHN M. E., Advance directives and patient-physicians communication, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 96.

HARRIS J., Consent and end of life decisions, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 10.

HARRIS L. H., PALTROW L., The status of pregnant women and fetuses in US criminal law, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 1697.

HESSLER G., Das Ende des Selbstbestimmungsrechts ?, *Medizinrecht*, Heft 1, 2003, p. 13.

HOOGHIEMSTRA T., The implementation of directive 95/46/EC in the Netherlands, with special regard to medical data, *European Journal of Health Law*, 2002, vol. 9, n° 3, p. 219.

KENT A., Consent and confidentiality in genetics: whose information is it anyway, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 16.

LACHAUD Y., Le droit au refus de soins après la loi du 4 mars 2002 : premières décisions de la juridiction administrative, *Gazette du Palais*, novembre-décembre 2002, p. 1729.

O'BRIEN J., CHANTLER C., Confidentiality and the duty of care, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 36.

O'NEILL O., Some limits of informed consent, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 4.

SENEERS F., La commission départementale des travailleurs handicapés face à la Convention européenne des droits de l'homme : respects des droits civils et principe d'impartialité, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 1, 2003, p. 163.

TAUPITZ J., Die Vertretung kollektiver Patienteninteressen, *Medizinrecht*, Heft 1, 2003, p. 7.

VAN STADEN C. W., KRÜGER C., Incapacity to give informed consent owing to mental disorder, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 41.

VEZIN-DAVID R., Faut-il remplacer les droits dérivés à protection sociale par des droits autonomes ? (la nécessaire distinction du droit privé aux soins et du droit dérivé à pension), *Revue de droit sanitaire et social*, n° 1, 2003, p. 1.

Ethique biomédicale

CASSIERS L., La dignité de l'embryon, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 54, 2003, p. 403.

DALCQ-DEPORTER J., L'utilité des comités d'éthique, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 54, 2003, p. 549.

DE VEL G., Le rôle du Conseil de l'Europe en matière de bioéthique, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 54, 2003, p. 347.

JOST T. S., Rights of embryo and foetus in private law, *The American Journal of Comparative Law*, vol. 50 n° 3, summer 2002, p. 633.

KIVILCIM-FORSMAN Z., Eugénisme et ses diverses formes, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 54, 2003, p. 515.

MARCUS-HELMONS S., Quelques aspects éthiques relatifs à la protection juridique des inventions biotechnologiques, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 54, 2003, p. 537.

MATHIEU B., Bioéthique – Le refus du clonage reproductif ou les faiblesses d'une éthique de l'émotion, *La Semaine Juridique*, n° 6, 6 février 2003, p. 217.

MATHIEU B., De la difficulté d'appréhender l'emploi des embryons humains en termes de droits fondamentaux, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 54, 2003, p. 387.

NEIRINCK C., L'embryon humain : une catégorie juridique à dimension variable ?, *Le Dalloz*, 2003, n° 13, p. 841.

WEYMA L., Pränatale und präimplantive Selektion als Diskriminierungsproblem, *Medizinrecht*, Heft 3, 2003, p. 148.

Euthanasie, assistance au suicide

DE SCHUTTER O., L'aide au suicide devant la Cour européenne des droits de l'homme, À propos de l'arrêt *Pretty c. Royaume-Uni* du 29 avril 2002, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 53, 2003, p. 71.

FREEMAN M., Denying death its dominion: thoughts on the Diane Pretty case, *Medical Law Review*, vol. 10, n° 3, Autumn 2002, p. 245.

KHORRAMI K., Die "Euthanasie-Gesetze" im Vergleich : eine Darstellung der aktuellen Rechtslage in den Niederlanden und in Belgien, *Medizinrecht*, Heft 1, 2003, p. 19.

LEENEN H.J.J., Assistance to suicide and the European court of human rights: the *Pretty case*, *European Journal of Health Law*, 2002, vol. 9, n° 3, p. 257.

MAURON A., HURST S. A., Assisted suicide and euthanasia in Switzerland : allowing a role for non physician, *British Medical Journal*, 326 (2003), p. 271.

SIMON A., GEISSENDÖRFER S. E., Expertengespräch "Regelungsbedarf der passiven Sterbehilfe", *Ethik in der Medizin*, 14 (2002) 4, p. 289.

VOLLMANN J., Ärztliche Beihilfe zum Suizid bei AIDS-Patienten in den USA : eine qualitative Interview-Studie über professionelle Ethik und Praxis im Wandel, *Ethik in der Medizin*, 14 (2002) 4, p. 270.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

DUBOUIS L., Le guérisseur devant le juge communautaire, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 1, 2003, p. 29.

ROSENBAUM S., The impact of United States law on medicine as a profession, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 1546.

SCHWARTZ R., Le Conseil de l'ordre peut refuser d'inscrire au tableau de garde un médecin au motif qu'il n'est pas conventionné, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 1, 2003, p. 38.

Famille et santé

HENRION R., Les violences familiales, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2002, tome 186 n° 8, p. 1565.

Génétique humaine et biotechnologies

CASSE F., HERVIEU F., Les « OGM alimentaires » : évaluation et gestion des risques : aspects scientifiques et réglementaires, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2002, tome 186 n° 8, p. 1377.

DRESSER R., Protecting Posthumous Children, *Hastings Center Report*, 2002, vol. 32 n° 6, November-December, p. 8.

DELMAS-MARTY M., Interdire et punir: le clonage reproductif humain, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 54, 2003, p. 429.

FRYDMAN R., Le clonage reproductif et thérapeutique, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 54, 2003, p. 421.

KHOURY M. J., MCCABE L. L., MCCABE E. R. B., Population Screening in the Age of Genomic Medicine, *New England Journal of Medicine*, 348 (2003), p. 50.

KÖRNER U., In-vitro-Kultur menschlicher Embryonen Medizinische Möglichkeiten und Konsequenzen, *Ethik in der Medizin*, 15 (2003) 1, p. 68.

LAHALLE T., Clonages et dignité humaine, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 54, 2003, p. 441.

LIDDELL K., Did the watchdog bark, bite or whimper? The UK report on the use of personal genetic information, *European Journal of Health Law*, 2002, vol. 9, n° 3, p. 243.

MCLACHLAN H. V., SWALES J. K., Posthumous Insemination and Consent : The Continuing, Troubling Case of Mr and Mrs Blood, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, 2003, vol. 9 n° 1, p. 7.

MCLEAN M. R., Red Light, Green Light : The California Cloning and Stem Cell Laws, *Hastings Center Report*, 2002, vol. 32 n° 6, November-December, p. 7.

TASSICKER R. et al., Prenatal diagnosis requests for Huntington's disease when the father is at risk and does not want to know his genetic status : clinical, legal, and ethical viewpoints, *British Medical Journal*, 326 (2003), p. 331.

THORSTEINSDÓTTIR H., DAAR A. S., SMITH R. D., and al., Genomics – a global public good ?, *Lancet*, 361 (2003), p. 891.

TROUVIN J.-H., Sécurité sanitaire des OGM utilisés en thérapeutique, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2002, tome 186 n° 8, p. 1401.

Mesures médicales spéciales

PARMET W. E., The impact of Law on Coronary Heart Disease : Some Preliminary Observations on the Relationship of Law to "Normalized" Conditions, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2002, p. 594.

Nouvelles technologies de l'information et santé

HERVEG J., VERHAEGEN M.-N., POULLET Y., Les droits du patient face au traitement informatisé de ses données dans une finalité thérapeutique : Les conditions d'une alliance entre informatique, vie privée et santé, *Revue de droit de la santé*, 2002-2003, n° 2, p. 56.

Personnes âgées et santé

TERRASSON DE FOUGERE A., La maltraitance des personnes âgées, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 1, 2003, p. 176.

Recherche biomédicale

BARNES M., FLORENCIO P. S., Financial Conflicts of Interest in Human Subjects Research : The Problem of Institutional Conflicts, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2002, p. 381.

BEKELMAN J. E., LI Y., GROSS C. P., Scope and Impact of Financial Conflicts of Interest in Biomedical Research. A Systematic Review, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 454.

BRAVO G., PÂQUET M., DUBOIS M. F., Knowledge of the legislation governing proxy consent to treatment and research, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 44.

BYK C., Progrès scientifique et droits de l'homme : la rupture ?, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 54, 2003, p. 363.

CUÉNOD M., GASSER J., Research on the mentally incompetent. *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 19.

DRAZEN J. M., Controlling Research Trials, *New England Journal of Medicine*, 348 (2003), p.1377.

EWIG S., Der permanente Dambruch, *Ethik in der Medizin*, 15 (2003) 1, p. 43.

HORROBIN D. F., Are large ethical trials in rapidly lethal diseases usually unethical ?, *Lancet*, 361 (2003), p. 695.

JOHNS M. M. E., BARNES M., FLORENCIO P., Restoring balance to industry-academia relationships in an era of institutional financial conflicts of interest, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 741.

KARLAWISH J. H. T., Research Involving Cognitively Impaired Adults, *New England Journal of Medicine*, 348 (2003), p. 1389.

SUNG N. S., CROWLEY W. F., GENEL M. and al., Central Challenges Facing the National Clinical Research Enterprise, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 1278.

SUTCLIFFE A. G., Testing new pharmaceutical products in children, *British Medical Journal*, 326 (2003), p. 64.

WELLBROCK R., Datenschutzrechtliche Aspekte des Aufbaus von Biobanken für Forschungszwecke, *Medizinrecht*, Heft 2, 2003, p. 77.

WÖLK F., Zwischen ethischer Beratung und rechtlicher Kontrolle- Aufgaben- und Funktionswandel der Ethikkommissionen in der medizinischen Forschung am Menschen, *Ethik in der Medizin*, 14 (2002) 4, p. 252.

Responsabilité médicale

CLEMENT R., RODAT O., NICOLAS G., Procédures d'accréditation et nature des obligations en matière de responsabilité médicale, *Médecine & droit*, 2002, n° 57, p. 1.

DE LA GRANGE P., Indemnisation des accidents médicaux : l'accès au dossier et le déroulement de l'expertise, *Le Dalloz*, 2003, n° 11, p. 699.

DEIS-BEAUQUESNE S., L'indépendance technique du médecin salarié : une nouvelle brèche dans la jurisprudence *Costedoat*, *Le Dalloz*, 2003, n° 9, p. 580.

DEUTSCH E., Das behindert geborene Kind als Anspruchsberechtigter, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 1 (2003), p. 26.

FABRE-MAGNAN M. et al., Débat autour de l'affaire Perruche, *Droits, Revue Française de théorie, de philosophie et de culture juridiques*, vol. 35, p. 119.

GALLAGHER T. H., WATERMAN A. D., EBERS A. G. and al., Patients' and physicians' attitudes regarding the disclosure of medical errors, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 1001.

MALAURIE PH., Responsabilité civile – L'handicap de l'enfant : un droit désemparé. A propos de l'avis du Conseil d'Etat du 6 décembre 2002 (arrêt Perruche), *La Semaine Juridique*, n° 7-8, 12 février 2003, p. 285.

SARGOS P., Accidents du travail et maladies professionnelles/ Responsabilité - L'évolution du concept de sécurité au travail et ses conséquences en matière de responsabilité civile, *La Semaine Juridique*, n° 4, 22 janvier 2003, p. 121.

WAGNER C., Das behinderte Kind als Schaden ?, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 46 (2002), p. 3379.

SIDA, lutte contre les épidémies

GERBERDING L., Occupational Exposure to HIV in Health Care Settings, *New England Journal of Medicine*, 348 (2003), p. 826.

LAZZARINI Z., KLITZMAN R., HIV and the Law, Policy, and Social Epidemiology, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2002, p. 533.

TURNBERG L., Common sense and common consent in communicable disease surveillance, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 27.

Système de santé, politique de la santé

BINDMAN A. B., MAJEEED A., Organisation of primary care in the United States, *British Medical Journal*, 326 (2003), p. 631.

DICKENSON D., VINEIS P., Evidence-based medicine and quality of care, *Health Care Analysis*, 2002, vol. 10, p. 243.

FOMBEUR P., Les juridictions d'aide sociale face au principe d'impartialité, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 1, 2003, p. 92.

FORREST C. B., Primary care gate-keeping and referrals : effective filter or failed experiment?, *British Medical Journal*, 326 (2003), p. 692.

HSIA D., Medicare quality improvement. Bad apples or bad systems?, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 354.

MILLER F. H., GREANEY T. L., The National Resident Matching Program and antitrust law, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 913.

NICOLAS G., SAMBUC R., Le Haut Comité de la santé publique : une expérience de dix années, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2002, tome 186 n° 8, p. 1503.

NORHEIM O. F., The role of evidence-based medicine in health policy making: A normative perspective, *Health Care Analysis*, 2002, vol. 10, p. 309.

PÉRIN I., ATTARAN A., Trading for dialogue : an opportunity to fix international aid for health ?, *Lancet*, 361 (2003), p. 1216.

STEINER U., Das Bundesverfassungsgericht und die Volksgesundheit, *Medizinrecht*, Heft 1, 2003, p. 1.

TER MEULEN R., DICKENSON D., Into the hidden world behind evidence-based medicine, *Health Care Analysis*, 2002, vol. 10, p. 231.

WAITZKIN H., Report of the WHO Commission on Macroeconomics and health: a summary and critique, *Lancet*, 361 (2003), p. 523.

Transplantations

BILLER-ANDORNO N., SCHAUBENBURG H., Vulnerable Spender : eine medizinethische Studie zur Praxis der Lebendorganspende, *Ethik in der Medizin*, 15 (2003) 1, p. 25.

BRAZIER M., Organ retention and return : problems of consent, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 30.

BURGIO R. G., GLUCKMAN E., LOCATELLI F., Ethical reappraisal of 15 years of cord-blood transplantation, *Lancet*, 361 (2003), p. 250.

CAILLAVET H., Prélèvements et greffes, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 54, 2003, p. 567.

CHEN R. T., GLAZIER A. K., Can Same-Sex Partners Consent to Organ Donation?, *American Journal of Law Medicine*, 2003, vol. 29, p. 31.

SCHICKTANZ S., Medizinethische Probleme der Xenotransplantation, *Ethik in der Medizin*, 14 (2002) 4, p. 234.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

AMMICHT-QUINN R., TAMEZ E. (éd.), *The body and religion*, London 2002.

BERNARDET P., *Psychiatrie, droits de l'homme et défense des usagers en Europe*, Ramonville Saint-Agne 2002.

BOILEAU C., *Dans le dédale du don d'organes : le cheminement de l'ethnologue*, Paris 2002.

COMITE INTERNATIONAL DE BIOETHIQUE DE L'UNESCO, *Actes [de la] huitième session, septembre 2001*, Paris 2002.

La responsabilité. Aspects nouveaux. Travaux de l'Association Henri Capitant, Journées panaméennes, Tome L, 1999, Paris 2003.

MONTGOMERY J., *Health care law*, Oxford 2002.

MORRIS P. (coord.), *Les transplantations*, Strasbourg 2003.

PALEY-VINCENT C., *Responsabilité du médecin*, Paris 2002.

SICARD D. (coord.), *Travaux du comité consultatif national d'éthique*, Paris 2002.

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

MÉROZ J.-C., SCHÜPBACH S., Die Vorkontrolle der Arzneimittelwerbung ist verfassungskonform, *Medialex*, 2002 Heft 3, p. 166.

SAXER U., Korruption im Arzneimittelhandel : zum Vorteilsverbot gemäss Art. 33 HMG und dessen Koordination mit Art. 56 Abs. 3 KVG , *Pratique Juridique Actuelle*, 11 (2002), p. 1463.

SURVEILLANCE DES PRIX, rapport annuel 2002 du Surveillant des prix : Marché des médicaments, *Droit et Politique de la Concurrence*, 2002/5, p. 881.

Assurances sociales

BECK P., SCHAER R., Die Rechtsprechung des Eidgenössischen Versicherungsgerichts in den Jahren 1999 und 2000, *RSJB/ZBJV*, n° 3/2003, p. 180.

BERGER HADORN R., La longue marche de la LPGA, *Sécurité sociale* 2002, n° 5, p. 265.

DUC J.-L., "Problèmes musulmans" en droit des assurances sociales : examen de quelques situations, in : *Musulmans et l'ordre juridique suisse*, 2002, p. 199.

DUC J.-L., De la cessation du droit aux prestations dans l'assurance-maladie obligatoire, *SZS*, 3 (2002), p. 272.

GMÜR R., Partie générale de l'assurance sociale : moins de problèmes d'encaissement liés au régime du tiers garant, *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 4, p. 128.

GUYAZ A., L'indemnisation du tort moral en cas d'accident, *SJ*, 2003 I n° 1, p.1.

HARDY LANDOLT L. L. M., Stand und Entwicklung des Pflegeversicherungsrechts, *SZS*, 2 (2003), p. 84.

KOPP KÄCH C., Zur Kostenübernahme zahnärztlicher Behandlungen, die durch ein Geburtsgebrechen bedingt sind, durch die obligatorische Krankenpflegeversicherung, *RSJB / ZBJV*, n° 2/2003, p. 125.

PIEGAI J., Nouveautés concernant l'invalidité dans la prévoyance professionnelle, *Pratique Juridique Actuelle*, n° 3/2003, p. 294.

REPOND P.-A., Suppression de l' « obligation de contracter », *Courrier du Médecin Vaudois*, 2/2003, p. 10.

SPIRA R., L'application de l'Accord sur la libre circulation des personnes par le juge des assurances, in : *Accords bilatéraux Suisse-UE*, 2001, p.369.

STREBEL D., Versicherungen : Unfallopfer bespitzelt, *Plädoyer*, n° 1/2003, p. 6.

Droits des patients, droit de la personnalité

CHATAGNY N., Droits et devoirs de porteurs/euses de mandats tutélaires en cas d'atteintes à l'intégrité corporelle (interventions médicales), *Revue du droit de tutelle*, 2003, p. 61.

DE VRIES REILINGH J., Le droit fondamental de l'enfant à connaître son ascendance, *AJP/PJA*, 4/2003, p. 363.

GASSMANN J., Fürsorgerische Freiheitsentziehung : Kanonenboot oder Rettungsdampfer ?, *Pro Mente Sana*, 4/2002, p. 18.

GUILLOD O., Die Entscheidungsfreiheit des Patienten. Einige rechtliche Aspekte, in : *Die Grenzen der Selbstbestimmung*, Wien 2003, p. 27.

HAURY J.-A., VUILLEMIN P., Révision de la loi sur la santé publique : ce qui change pour les médecins, *Courrier du Médecin Vaudois*, 8/2002, p. 8.

JUNG A., Les mesures de sûreté (art. 42-44 CPS) : quelques problèmes rencontrés dans la pratique genevoise, *Revue suisse de criminologie*, 1/2003, p. 45.

KAUFMANN M., STAENDER S., VON BELOW G. (et al.), Déclaration anonyme informatisée d'incidents critiques : une contribution à la sécurité des patients, *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 8, p. 346.

KLEIN C., L'initiative populaire des personnes handicapées, *Plädoyer*, n° 2/2003, p. 50.

Privation de liberté à des fins d'assistance, *Pro Mente Sana*, Lettre trimestrielle n° 19, 2003.

Euthanasie, assistance au suicide

GLASNER B. S., Le professionnel face au suicide : Cadre juridique et responsabilité, *InfoKara*, 2002, 17 (4), p. 115.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

Anwendbarkeit des Arbeitsgesetzes auf das Personal öffentlicher Spitäler, *Schweizerischen Zentralblatt für Staats und Verwaltungsrecht*, 104 Jahrgang n° 2, Februar 2003, p. 97.

BERNER D., Le médecin auxiliaire de la justice, in : *Médecine et Détention*, 2002, p. 117.

BLANCHARD N., La levée du secret professionnel, *Médecine & Hygiène*, 2003, n° 2432 ,p. 762.

DE MARTINI L., La médecine pénitentiaire du point de vue des services de probation, in : *Médecine et Détention*, 2002, p. 183.

GRAVIER B., L'indépendance professionnelle du personnel de santé travaillant en milieu pénitentiaire, in : *Médecine et Détention* 2002, p. 143.

PFRUNDER M. L., Die Zusammenarbeit von Vollzugs-und forensischem Personal oder ein "mephistophelischer" Kreis?, in : *Médecine et Détention*, 2002, p. 173.

SCHMIDT E., Die Medizinalberufe und das Abkommen über die Freizügigkeit der Personen, in : *Accords bilatéraux Suisse-UE*, 2001, p. 405.

STEFFEN G., CCTs dans le domaine sanitaire : quels défis ?, *Plädoyer*, n° 1/2003, p. 46.

SURVEILLANCE DES PRIX, rapport annuel 2002 du Surveillant des prix : Tarifs ambulatoires des médecins et des hôpitaux, *Droit et Politique de la Concurrence*, 2002/5, p. 888.

Famille et santé

SUTTER P., Das Recht auf Kenntnis der eigenen Abstammung, *Recht*, 4/2002, p. 154.

Mesures médicales spéciales

DUMOULIN J.-F., La stérilisation, notamment d'une personne incapable de discernement, *Médecine & Hygiène*, 2003, n° 2428 ,p. 580.

Nouvelles technologies de l'information et santé

PREVITALI A., La carta sanitaria : fra protezione dei dati, principio della legalità, surrogazione della legge e sperimentazione, *Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese*, II – 2002 p. 475.

Personnes âgées et santé

CUTTELOD S., Révision de la loi sur la santé publique, Conséquences pour le médecin responsable en EMS, *Courrier du Médecin Vaudois*, 1/2003, p. 8.

GUIGNARD M., EMS vaudois : quel rapport avec la médecine ?, *Courrier du Médecin Vaudois*, 1/2003, p. 3.

Responsabilité médicale

GUILLOD O., RAPIN C., La responsabilité médicale. Rapport suisse, in : *La responsabilité. Aspects nouveaux*. Travaux de l'Association Henri Capitant, Journées panaméennes, Tome L, 1999, Paris 2003, p. 375.

Système de santé, politique de la santé

BANDI T., Bases de décision pour l'assurance-maladie et la santé publique, *Sécurité sociale* 2002, n° 6, p. 340.

DUJON J.-L., Hospitalisation en privé et obligations des Cantons, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 46(2002), n° 6, p. 558.

MARTIN J., Un quart de siècle de santé publique – Quelques éclairages, *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 15, p. 685.

OFFICE FEDERAL DE LA SANTE PUBLIQUE, La vaccination en Suisse : un problème prioritaire de santé publique, *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 4, p. 132.

STIEGER L., Les médicaments sont-ils vraiment plus chers en Suisse qu'ailleurs ?, *Sécurité sociale*, 2003, n° 2, p. 82.

ZÄCH R., Gesundheit und Wettbewerb : der Standpunkt der Wettbewerbskommission, *Recht*, 1/2002, p. 42.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES, *Directives médico-éthiques de l'ASSM*, Bâle 2002.

ACKERMANN-LIEBRICH U. et al., *Buts pour la santé en Suisse : la santé pour tous au 21^e siècle (OMS Europe)*, Berne 2002.

BRÜLHART M., *Gentechnik und Haftpflicht : vom rechtlichen Umgang mit Unsicherheit*, Berne 2002.

CHASTONAY P., PAPART J.-P., *Le raisonnement scientifique appliqué au domaine de la santé. Manuel d'épistémologie*, Fribourg 2002.

GEISER T. (éd.), *Privatrecht im Spannungsfeld zwischen gesellschaftlichem Wandel und ethischer Verantwortung : Beiträge zum Familienrecht, Erbrecht, Persönlichkeitsrecht, Haftpflichtrecht, Medizinalrecht und allgemeinen Privatrecht : Festschrift für Heinz Hausheer zum 65. Geburtstag*, Berne 2002.

HÜSING B. et al., *Menschliche Stammzellen, Studie des Zentrums für Technologiefolgen-Abschätzung*, Berne 2003.

KIESER U., *ATSG-Kommentar : Kommentar zum Bundesgesetz über den Allgemeinen Teil des Sozialversicherungsrechts vom 6. Oktober 2000*, Zürich 2003.

QUELOZ N. et al. (éd.), *Medizin und Freiheitsentzug – Médecine et détention*, Berne 2002.

Bibliographie de droit de la santé

avril 2003 - mars 2006

(fait suite aux fascicules SAN-News n° 1 à 21, qui contiennent une bibliographie en droit de la santé allant de fin 1995 à avril 2003, disponible sur http://www.unine.ch/ids/bibliotheque/pdf/SanNews_01-21.pdf)

Ces rubriques sont disponibles dans les N° de la Revue suisse de droit de la santé / Schweizerische Zeitschrift für Gesundheitsrecht

Ont collaboré à certaines de ces rubriques / An dieser Rubriken haben mitgewirkt : Séverine BOILLAT, Nathalie BRUNNER, Thierry CLEMENT, Vincent CORPATAUX, Béatrice DESPLAND, Olivier GUILLOD, Christian HÄNNI, Daniel KRAUS, Audrey LEUBA, Chouchouna NDJOKO, Jean PERRENOUD, Martine REHM FUCHS, Aline SCHMIDT, Dominique SPRUMONT, Vincent STAUFFER, Gabrielle STEFFEN, Céline TRITTEN, Marinette UMMEL, Christian VAN GESSEL avec un hommage tout particulier au juriste inconnu.

RSDS N°1	2
RSDS N°2	21
RSDS N°3	60
RSDS N°4	101
RSDS N°5	143
RSDS N°6	176
RSDS N°7	214
RSDS N°8 [1/2006]	256
RSDS N°9 [2/2006]	300
RSDS N°10 [3/2006]	338

RSDS N°1

Cette rubrique présente les références des dernières parutions juridiques en matière de droit de la santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger. Ce numéro couvre en principe la période entre **le 15 avril et le 15 juin 2003**.

Diese Rubrik gibt Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheitsrecht. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der Schweiz und dem Ausland zusammengestellt. Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode **vom 15. April bis zum 15. Juni 2003**.

LÉGISLATION/ GESETZGEBUNG

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

* Pas d'éléments suffisamment significatifs recensés pour ce numéro.

II. Droit communautaire / Europarecht (JOCE L 98 à L 148 du 16 juin 2003 et JOCE C 91 à C 140 du 14 juin 2003)

DROIT ÉDICTÉ / ERLASSENES RECHT

* Décision n° 3/2002 du 5 février 2003 du comité mixte institué par l'accord de reconnaissance mutuelle conclu entre la Communauté européenne et le Japon, en ce qui concerne la publication des listes d'installations confirmées dans le cadre de l'annexe sectorielle sur les bonnes pratiques de laboratoire (BPL) pour les produits chimiques et de l'annexe sectorielle sur les bonnes pratiques de fabrication (BPF) des médicaments, JO L 98 du 16 avril 2003.

* Directive 2003/32/CE de la Commission du 23 avril 2003 introduisant des spécifications détaillées en ce qui concerne les exigences prévues à la directive 93/42/CEE du Conseil pour les dispositifs médicaux fabriqués à partir de tissus d'origine animale, JO L 105 du 26 avril 2003.

* Règlement (CE) n° 859/2003 du Conseil du 14 mai 2003 visant à étendre les dispositions du règlement (CEE) n° 1408/71 et du règlement (CEE) n° 574/72

aux ressortissants de pays tiers qui ne sont pas déjà couverts par ces dispositions uniquement en raison de leur nationalité, JO L 124 du 20 mai 2003.

- * Règlement (CE) n° 953/2003 du Conseil du 26 mai 2003 visant à éviter le détournement vers des pays de l'Union européenne de certains médicaments essentiels, JO L 135 du 3 juin 2003.

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DÉCLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC. /
BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

- * Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 mars 2003 au 15 avril 2003, JO C 99 du 25 avril 2003.
- * Initiative de la République hellénique concernant l'adoption d'une décision-cadre relative à la prévention du trafic d'organes et de tissus d'origine humaine et à la lutte contre ce phénomène, JO C 100 du 26 avril 2003.
- * Appel à propositions restreint pour le programme d'aide aux politiques de population et soins de santé en matière de procréation, JO C 110 du 8 mai 2003 ; rectificatif, JO C 123 du 24 mai 2003.
- * Déclarations du Liechtenstein et de la Norvège conformément à l'article 5 du règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil du 14 juin 1971 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés et à leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, JO C 127 du 29 mai 2003.
- * Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 avril 2003 au 15 mai 2003, JO C 129 du 3 juin 2003.
- * Avis du Comité économique et social européen sur la "Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative à la participation de la Communauté à un programme de recherche et développement visant à développer des nouvelles interventions cliniques afin de lutter contre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose grâce à un partenariat à long terme entre l'Europe et les pays en développement, entrepris par plusieurs États membres et la Norvège" (COM(2002) 474 final — 2002/0211 (COD)), JO C 133 du 6 juin 2003.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation

électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.

- * Pas d'éléments suffisamment significatifs recensés pour ce numéro.

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

DROIT ÉDICTÉ /
ERLASSENES RECHT
[RO/AS 2002 N° 1-16 (23 AVRIL 2002)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

- * Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édition de la pharmacopée, du 9 novembre 2001. Modification du 17 avril 2003, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2003, RO 2003 1197.

MESSAGES, RAPPORTS ET DÉCISIONS OFFICIELS /
BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLÜSSE
[FF/BBL 2002 N° 1-16 (23 AVRIL 2002)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

- * Initiative populaire fédérale « Pour une caisse maladie unique et sociale ». Examen préliminaire (l'initiative propose un nouvel art. 117 al. 3 prévoyant que la Confédération institue une caisse unique pour l'assurance obligatoire des soins et que la loi fixe les primes en fonction de la capacité économique des assurés), FF 2003 3541.
- * Ouverture d'une procédure de consultation sur l'avant-projet relatif à la révision du Code civil (protection de l'adulte, droit des personnes et droit de la filiation). Décision du Conseil fédéral du 26 juin 2003 (*l'avant-projet et le rapport explicatif sont disponibles sur le site Internet de l'Office fédéral de la justice*). Délai : 15 janvier 2004.
- * Approbation de projets d'institutions d'assurance privée concernant l'utilisation des contributions cantonales aux traitements hospitaliers intracantonaux de patients privés et semi-privés pour l'année 2001, Office fédéral des assurances privées, 13 mai 2003, FF 2003 3016.

- * Approbation de projets d'institutions d'assurance privée concernant l'utilisation des contributions cantonales aux traitements hospitaliers intracantonaux de patients privés et semi-privés pour l'année 2001, Office fédéral des assurances privées, 20 mai 2003, FF 2003 3138.
- * Approbation de projets d'institutions d'assurance privée concernant l'utilisation des contributions cantonales aux traitements hospitaliers intracantonaux de patients privés et semi-privés pour l'année 2001, Office fédéral des assurances privées, 3 juin 2003, FF 2003 3324, 3325, 3326, 3327, 3328 et 3329.
- * Approbation de projets d'institutions d'assurance privée concernant l'utilisation des contributions cantonales aux traitements hospitaliers intracantonaux de patients privés et semi-privés pour l'année 2001, Office fédéral des assurances privées, 24 juin 2003, FF 2003 3872, 3872, 3874 et 3875.
- * Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 1er septembre 2000 au 6 mai 2003, FF 2003 3030.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait du "Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin", n° 1/2003 avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

APPENZELL I.RH.

- * Gesetz über das Gesundheitswesen (Änderung : § 43a neu; Hebammenwartgeld) vom 20.01.2003, in Kraft ab 01.01.2003. G 2003 37.
- * Spitalgesetz, (SpitG) (Hebt das G vom 26.04.1998 auf) vom 27.04.2003, in Kraft ab 27.04.2003.
- * Gesetz über die öffentliche Altershilfe (Altershilfegesetz, AhiG) vom 27.04.2003, in Kraft ab 27.04.2003.

FRIBOURG

- * Règlement du 28.11.2000 conc. les produits thérapeutiques (Modifications : Divers remplacements de termes ; Art. 1 II, 3 II, 4 II, 6 I, 34 I lit. e, 52 I, 61a nouveau) (introduite par l'art. 42 de l'Ordonnance portant adaptation de la législation cantonale à la Loi du 16.10.2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration, LOCEA) du 08.04.2003, entrée en vigueur le 01.01.2003. ROF/ASF 2003_054.
- * Règlement du 04.12.2001 sur les établissements médico-sociaux pour personnes âgées (Modifications : Art. 5 IV, 7 II 1^{ère} phrase, 12 2^{ème} phrase) (Introduite par l'art. 54 de l'Ordonnance portant adaptation de la législation cantonale à la Loi du 16.10.2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de

l'administration, LOCEA) du 08.04.2003, entrée en vigueur le 01.01.2003.
ROF/ASF 2003_054.

LUZERN

- * Verordnung über Berufe der Gesundheitspflege vom 17.12.1985 (Änderung Ingress, § 1 I lit. c & 28a je neu und je betr. Hebammenwartgeld) vom 15.04.2003, in Kraft ab 01.01.2003. G 2003 84.

VAUD

- * Règlement sur la recherche biomédicale du 19.03.2003, entrée en vigueur le 19.03.2003. FAO 2003 N° 26, p. 3.
- * Loi du 05.12. 1978 sur la planification et le financement des établissements sanitaires d'intérêt public et des réseaux de soins (Modification : Art. 17 II^{bis} nouveau, 26 IV nouveau, 26^e) du 17.12.2002, entrée en vigueur le 01.01.2003. FAO 2003, N° 4, p. 5.

ZÜRICH

- * Gesetz über das Gesundheitswesen, (Gesundheitsgesetz) vom 04.11.1962 (Änderung : §42 II & III, 43 I), vom 04.11.2002, in Kraft ab 01.01.2003. OS 58 23.

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

INTERNATIONAL ET ÉTRANGER /
INTERNATIONAL UND AUSLÄNDISCH

- * Pas d'éléments suffisamment significatifs recensés pour ce numéro.

SUISSE / SCHWEIZ

- * Pas d'éléments suffisamment significatifs recensés pour ce numéro.

JURISPRUDENCE / RECHTSPRECHUNG

**I. Jurisprudence CEDH (sélection) /
Rechtsprechung EMRK (Auswahl)**
(<http://www.echr.coe.int>)

* Pas d'éléments suffisamment significatifs recensés pour ce numéro.

**II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) /
Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)**
(<http://curia.eu.int/fr/index.htm>)

* AOK BUNDESVERBAND et autres, aff. Jointes C-264/01, C-306/01, C-354/01 et C-355/01 – Conclusions de l'Avocat général du 22 mai 2003.

Concurrence – Fédérations nationales des caisses de maladie et notion d'association d'entreprise au sens de l'article 81, paragraphe 1, CE – Etablissement des prix maximaux pour des médicaments – Restriction de la concurrence – Justification de l'article 86, paragraphe 2, CE (entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général).

* BUNDESVERBAND DER ARZNEIMITTEL-IMPORTEURE et COMMISSION c. BAYER, aff. Jointes C-2/01 P et C-3/01 P – Conclusions de l'Avocat général du 22 mai 2003.

Pourvoi formé contre un arrêt du Tribunal de première instance – Importations parallèles de produits pharmaceutiques – Article 81, paragraphe 1, CE – Notion d'accord – Preuve de l'existence d'un accord.

* COMMISSION c. REPUBLIQUE DE FINLANDE, aff. C-229/00 – Arrêt de la Cour du 12 juin 2003.

Manquement d'État – Directive 89/105/CEE (concernant la transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain et leur inclusion dans le champ d'application des systèmes nationaux d'assurance maladie) – Défaut d'appliquer la procédure prévue à l'article 6 de cette directive aux décisions fixant des catégories de médicaments bénéficiant d'une couverture majorée – Défaut d'assortir les décisions de refus de motifs reposant sur des critères objectifs et vérifiables.

* COMMISSION c. ARTEGODAN et autres, aff. C-39/03 P-R – Ordonnance du Président de la Cour du 8 mai 2003.

Pourvoi – Médicaments à usage humain – Retrait d'une autorisation de mise sur le marché – Compétence de la Commission – Directives 65/65/CEE et 75/319/CEE – Arrêt du Tribunal annulant une décision de retrait – Sursis à l'exécution d'un arrêt du Tribunal.

* MÜLLER-FAURE et VAN RIET, aff. C-385/99 – Arrêt de la Cour du 13 mai 2003.

Libre prestation des services – Article 49 CE et article 50 CE – Assurance maladie – Système de prestations en nature – Conventionnement – Frais médicaux engagés dans un autre État membre – Autorisation préalable.

- * PARANOVA OY, aff. C-113/01 – Arrêt de la Cour du 8 mai 2003.
Interprétation des articles 28 CE et 30 CE – Médicaments – Retrait de l'autorisation d'importation parallèle à la suite de la renonciation à l'autorisation de mise sur le marché du médicament de référence.
- * PFEIFFER c. DEUTSCHES ROTES KREUZ KREISVERBAND WALDSHUT, aff. Jointes C-397/01 et 403/01 – Conclusions de l'Avocat général du 6 mai 2003.
Politique sociale – Protection de la sécurité et de la santé des travailleurs – Directive 93/104/CEE – Champ d'application – Secouristes accompagnant les ambulances – Portée de la notion de « transports routiers » – Durée maximale hebdomadaire de travail – Effet direct, principe et dérogations.

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

ALLEMAGNE

- * Rechtsmedizin Heft 1 (2003), p. 52, Landgericht Köln Beschluss vom 09.11.2002-102-57.
Zeugnisverweigerungsrecht von Betreuern einer „Babyklappe“.
- * Rechtsmedizin Heft 1 (2003), p. 114, OLG Koblenz, Urteil vom 21.07.2002 – 5 U 1648/01 (nicht rechtskräftig).
Unfall eines geistig verwirrten und in der körperlichen Beweglichkeit eingeschränkten Heimbewohners – Haftung des Altenheimes.
- * Rechtsmedizin Heft 1 (2003), p. 115, OLG Hamm, Beschluss vom 28.02.2002-15 W 50/00.
Vormundschaftsgerichtliche Genehmigung der Sterilisation eines Betreuten.
- * Medizinrecht Heft 6 (2003), p. 343, OLG Oldenburg, Urt. V. 3.12.2002 – 5 U 100/00.
Arzthaftungsrecht : Verurteilung eine städtische Klinik zu Schadenersatz dem Grunde nach, weil die Klinik den Tod einer Patientin verschuldet habe.
- * Medizinrecht Heft 5 (2003), p. 289, BVerfG, Beschl. V. 11.2.2003 – 1 BvR 1972/00 und 1 BvR 70/01 -, Quelle: Pressemitteilung d. BVerfG v. 25.2.2003.
Heilmittelwerberecht / Arzneimittelrecht : gesetzliche Verbot Impfstoffe an Ärzte zu versenden und hierfür zu werben, verletzt die Apotheker in ihrem Grundrecht auf freie Berufsausübung.
- * Medizinrecht Heft 5 (2003), p. 301, BGH, Urt. v. 25.04.2002 – 4 StR 152/01 (LG Bielefeld).
Strafbares Betreiben einer Apotheke ohne die erforderliche Erlaubnis und Verbot der Beteiligung am Umstanz oder am Gewinn einer Apotheke.

- * Medizinrecht Heft 4 (2003), p. 223, BGH, Urt. v. 28.03.2002 – I ZR 283/99 (OLG Nürnberg).
Werbung für Haartransplantation.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante : <http://www.jaac.admin.ch>. La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante : <http://www.bger.ch/>.

- * ATF 129 III 242 – Arrêt du Tribunal fédéral du 18 février 2003, Chambre des poursuites et faillites.
Les coûts effectifs assumés par le débiteur dans le cadre de la franchise annuelle de l'assurance obligatoire des soins doivent être pris intégralement en compte dans le calcul du minimum vital.
- * ATF 129 IV 32 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 14 janvier 2003.
Demande d'admission du Viagra sur la liste des spécialités – Appréciation du caractère de maladie des dysfonctionnements de l'érection – Notion de réclame publique selon l'art. 65 al. 6 OAMal.
- * ATF 129 IV 51 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 28 août 2002.
Assurance facultative d'indemnités journalières – Sanction de l'annonce tardive d'une incapacité de travail – Validité et communication à l'assuré des dispositions internes des caisses.
- * Arrêt du Tribunal fédéral du 22 janvier 2002, II^e Cour civile, in RJJ 2002, p. 240.
Conformément à l'obligation de sauvetage inscrite à l'article 61 al. 1 LCA, l'ayant droit est obligé de faire tout ce qui est possible pour restreindre le dommage – Dans le domaine des assurances couvrant les répressions d'atteintes à la santé, l'assuré doit notamment se soumettre aux mesures thérapeutiques aptes à réduire le dommage, pour autant que, selon l'expérience, il n'en résulte pas de risque pour sa vie, qu'une amélioration de l'affection soit à attendre avec certitude ou grande vraisemblance de ces mesures, et, par là, un accroissement notable de la capacité de gain, et enfin que ces mesures ne provoquent pas de souffrances excessives – In casu, intervention chirurgicale par arthroscopie pour l'ablation d'une calcification à l'épaule.
- * RAMA 1/2003, p. 7 – Arrêt du TFA du 22 octobre 2002 (K 102/00).
La jurisprudence concernant le droit, pour l'assureur-maladie, de compenser des primes échues avec des prestations dues aux assurés est précisée dans le sens que l'assureur-maladie ne peut procéder à une telle compensation que dans le cadre de la procédure prévue à l'art. 9, al. 1 OAMal.

- ✱ RAMA 1/2003 – Arrêt du TFA du 24 octobre 2002 (K 43/02).
C'est en principe l'ancien assureur-maladie qui est tenu de prendre en charge les coûts de médicaments qui ont été médicalement prescrits durant l'affiliation à celui-ci mais qui continuent d'être pris alors que l'assuré s'est affilié auprès d'un nouvel assureur-maladie.
- ✱ RAMA 1/2003 – Arrêt du TFA du 9 décembre 2002 (K 151/00).
Les traitements dentaires rendus nécessaires en raison d'une affection congénitale sont obligatoirement à charge de l'assurance-maladie dans la mesure où les conditions de l'art. 31, al. 1 LAMal sont remplies – La prognathie inférieure congénitale (art. 19, al. 2, ch. 22, OPAS) doit être assimilée à une maladie grave du système de la mastication au sens de l'art. 31, al. 1, let.a LAMal.
- ✱ JAAC n° 67.58, 2003 vol. III, Entscheid vom 23. Dezember 2002 der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel.
Médicaments (en l'espèce, phytopharmaceutiques) – Modification de l'information sur le médicament – Base légale pour ordonner une modification – Egalité de traitement entre médicaments similaires – Révocation d'une décision.
- ✱ JAAC n° 67.57, 2003 vol. III, Entscheid vom 16. Dezember 2002 der Eidgenössischen Rekurskommission für medizinische Aus- und Weiterbildung.
Examen des professions médicales – Contenu de la branche biologie I du premier examen propédeutique pour les médecins et les médecins-dentistes – Tenue du procès-verbal d'examen – Choix des questions d'examen.
- ✱ JAAC, n° 67.59, 2003 vol. III, Zwischenentscheid vom 6. November 2002 des Präsidenten der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel.
Dispositifs médicaux – Limitation du droit de consulter les pièces – Caviardage de données personnelles.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

APPENZEL A.RH.

- ✱ AR GVP 13/2001 – OGer 25.9.2001.
Sanitätswesen. Ein Entscheid über die Rückforderung bezahlter Zahnarzthonorare wegen eines angeblichen Behandlungsfehlers steht der Honorarprüfungskommission nicht zu (Art. 18 bis Gesundheitsgesetz, bGS 811.1).

NEUCHÂTEL

- ✱ RJN 2002 p. 307 ss. – Décision du Département de la justice, de la santé et de la sécurité en la cause C. c/ Service de la santé publique.

Art. 41 al. 2 litt. b LAMal. Prise en charge des frais d'hospitalisation hors canton, conditions ; notion de convenance personnelle.

- * RJN 2002 p. 295 ss. – Arrêt du Tribunal administratif du 13 février 2002 en la cause B. c/ Office de l'assurance-invalidité du canton de Neuchâtel.
Art. 43bis LAVS ; 66bis RAVS ; 36 RAI. Allocation pour un bénéficiaire de rente AVS; rappel des conditions d'octroi.
- * RJN 2002 p. 312 ss.– Arrêt du Tribunal administratif du 21 mai 2002 en la cause R. c/ X Assurances.
Art. 37 al.3 LAA. Réduction des prestations de l'assurance-accidents pour cause d'ivresse au volant.

DOCTRINE / LEHRE

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * FAULKNER A. and al., Human tissue engineered products – Drugs or devices?, *British Medical Journal*, 326 (2003), p. 1159.
- * GANDHI T. K., WEINGART S. N. BORUS J. B. and al., Adverse drug events in ambulatory care, *New England Journal of Medicine*, 348 (2003), p. 1556.
- * GOURDON P., La consommation de cannabis nécessaire à la sauvegarde de la santé : une application contestable de l'article 122-7 du code pénal, *Le Dalloz*, 2003, n° 9, p. 584.
- * IGLEHART J. K., Medicare and Drug Pricing, *New England Journal of Medicine*, 348 (2003), p. 1590.
- * LAING R., WANING B., GRAY A. and al., 25 years of the WHO essential medicines lists : progress and challenges, *Lancet*, 361 (2003), p. 1723.

- * SCHIMMELPFENG-SCHÜTTE R., Das Neugeborenen-Screening : Kein Recht auf Nichtwissen ? Material für eine deutsche Gendatei ?, *Medizinrecht*, Heft 4, 2003, p. 214.
- * TIERNEY W. M., Adverse outpatient drug events – A problem and an opportunity, *New England Journal of Medicine*, 348 (2003), p. 1587.

Assurances sociales

- * STEINBOCK B., Health care coverage for not-yet-born children, *The Hastings center report*, vol. 33, n° 1 (janvier-février 2003), p. 49.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * BAKER L., WAGNER T. H., SINGER S. and al., Use of internet and e-mail for health care information. Results from a national survey, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 2400.
- * BLOCKX F., Témoignage du corps humain et consentement éclairé : *mens rea in corpore tacito* ?, *Revue de droit de la santé*, 2002-2003, n° 3, p. 161.
- * DAVIS N., POHLMAN, A., GEHLBACH B. and al. Improving the process of informed consent in the critically ill., *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 1963.
- * FAHRENHORST I., Die Kontrolle der Prüfungsunfähigkeit, *Medizinrecht*, Heft 4, 2003, p. 207.
- * FOSSIER TH., Santé publique / incapables mineurs et majeurs, démocratie sanitaire et personnes vulnérables, *La Semaine Juridique*, n° 21, 21 mai 2003, p. 931.
- * GOTTLIEB S., US patient privacy law come into effect, *British Medical Journal*, 326 (2003), p. 900.
- * HAGGER L., Some implications of the human rights Act 1998 for the medical treatment of children, *Medical Law International*, vol. 6 n° 1, 2003, p. 25.
- * JAEGER R., Informationsanspruch des Patienten – Grenzen der Werbung im Gesundheitswesen, *Medizinrecht*, Heft 5, 2003, p. 263.
- * LEWIS O., Protecting the rights of people with mental disabilities: the European Convention on Human Rights, *European Journal of Health Law*, 2002, vol. 9, n° 4, p. 293.

- * NGWENA C., Access to health care services as a justiciable socio-economic right under the South African Constitution, *Medical Law International*, vol. 6 n° 1, 2003, p. 13.
- * RIXEN S., HÖFLING W., KUHLMANN W., WESTHOFEN M., Zum rechtlichen Schutz der Patientenautonomie in der ressourcenintensiven Hochleistungsmedizin : Vorschläge zur neustrukturierung des Aufklärungsgesprächs, *Medizinrecht*, Heft 4, 2003, p. 191.
- * SCHELLING PH., ERLINGER R., Die Aufklärung über Behandlungsalternativen, *Medizinrecht*, Heft 6, 2003, p. 331.

Ethique biomédicale

- * BYK C., Bioéthique – Législation, jurisprudence et avis des instances d'éthique, *La Semaine Juridique*, n° 19, 7 mai 2003, p. 827.

Euthanasie

- * BATTLE J. C., Legal status of physician-assisted suicide, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 2279.
- * FREEMAN M., Denying death its dominion: Thoughts on the Dianne Pretty Case, *Medical Law Review*, vol. 10 n° 3, Autumn 2002, p. 245.
- * LEE D. E., Physician-Assisted Suicide: A conservative critique of intervention, *The Hastings center report*, vol. 33, n° 1 (janvier-février 2003), p. 17.
- * LORENZ K., Moral and practical challenges of physician-assisted suicide, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 2282.
- * PALMER L., The legal and political future of physician-assisted suicide, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 2283.
- * RAVENSTEIN C., Discontinuation of life supporting measures in Germany, *European Journal of Health Law*, 2002, vol. 9, n° 4, p. 321.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * CARTER D., The surgeon as a risk factor, *British Medical Journal*, 326 (2003), p. 832.

Génétique humaine et biotechnologies

- * BARBOUR V., UK Biobank : a project in search of a protocol ?, *Lancet*, 361 (2003), p. 1734.
- * CALLUS T., *Omnis definitio periculosa est*: on the definition of the term “embryo” in the Human Fertilisation & Embryology Act 1990, *Medical Law International*, vol. 6 n° 1, 2003, p. 1.
- * FASSBENDER K., Der Schutz des Embryos und die Humangenetik : Zur Verfassungsmässigkeit des neuen Stammzellengesetzes und des Embryonenschutzgesetzes im Lichte des einschlägigen Arzthaftungsrechts, *Medizinrecht*, Heft 5, 2003, p. 279.
- * LINACRE A., The UK National DNA database, *Lancet*, 361 (2003), p. 1841.
- * GOGARTY B., What exactly is an exact copy? And why it matters when trying to ban human reproductive cloning in Australia?, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 84.
- * HALLOWELL N., FOSTER C., EELES R. and al., Balancing autonomy and responsibility: The ethics of generating and disclosing genetic information, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 74.
- * PATTINSON S. D., Reproductive cloning: Can cloning harm the clone?, *Medical Law Review*, vol. 10 n° 3, Autumn 2002, p. 295.
- * RICHARDS M. P. M., PONDER M., PHAROAH P. and al., Issues of consent and feedback in a genetic epidemiological study of women with breast cancer, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p.93.
- * WITTECK L., ERICH CH., Straf- und verfassungsrechtliche Gedanken zum Verbot des Klonens von Menschen, *Medizinrecht*, Heft 5, 2003, p. 258.

Médecine légale

- * HEISLER M., MORENO A., DE DONNER S. and al., Assessment of torture and ill treatment of detainees. Attitudes and experiences of forensic physicians, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 2135.

Recherche biomédicale

- * BENNETT D. A., JULL A., FDA : untapped source of unpublished trials, *Lancet*, 361 (2003), p. 1402.

- * BOYES M., WARD P., Brain donation for schizophrenia research: gift, consent, and meaning, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p.165.
- * DAWSON J., Randomised controlled trials of mental health legislation, *Medical Law Review*, vol. 10 n° 3, Autumn 2002, p. 308.
- * GARATTINI S., BERTELE V., LI BASSI L., How can research ethics committees protect patients better?, *British Medical Journal*, 326 (2003), p. 1199.
- * KAPLAN J. B., BENNETT T., Use of race and ethnicity in biomedical publication, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 2709.
- * LILFORD R. J., Ethics of clinical trials from a bayesian and decision analytic perspective: whose equipoise is it anyway?, *British Medical Journal*, 326 (2003), p. 980.
- * PENTZ R. D., et al., Revisiting Ethical Guidelines for Research with Terminal Wean and Brain-Dead Participants, *The Hastings center report*, vol. 33, n° 1 (janvier-février 2003), p. 20.

Responsabilité médicale

- * DAVID G., Faire bon usage de l'erreur médicale, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2003 tome 187 n° 1, p. 129.
- * DEIS-BEAUQUESNE S., L'indépendance technique du médecin salarié : une nouvelle brèche dans la jurisprudence *Costedoat*, *Le Dalloz*, 2003, n° 9, p. 580.
- * DENDONCKER D., Application dans le temps de la loi sur la réparation des accidents médicaux, *Le Dalloz*, 2003, n° 18, p. 1196.
- * GAINÉ W. J., No-fault compensation systems, *British Medical Journal*, 326 (2003), p. 997.
- * HUREAU J., DE FONTBRESSIN P., Le droit de la responsabilité médicale. Les nouveaux enjeux, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2003 tome 187 n° 1, p. 161.
- * LAMBERT-FAIVRE Y., La responsabilité médicale : la loi du 30 décembre modifiant la loi du 4 mars 2002, *Le Dalloz*, 2003, n° 6, p. 361.
- * MARTIN R., La responsabilité médicale après la loi du 4 mars 2002, *Gazette du Palais*, janvier-février 2003, p. 207.
- * MELLO M., STUDDERT D. M., BRENNAN T. A., The new medical malpractice crisis, *New England Journal of Medicine*, 348 (2003), p. 2281.

- * OLIVIER M., Modalités d'établissement de la liste nationale des experts en accidents médicaux créée par la loi du 4 mars 2002 (loi Kouchner), *Gazette du Palais*, janvier-février 2003, p. 201.
- * PANSIER F.-J., Présentation de la loi du 30 décembre 2002 sur la responsabilité médicale, *Gazette du Palais*, Janvier-février 2003, p. 26.
- * PRIAULX N. M., Conceptualising harm in the case of the “unwanted” child, *European Journal of Health Law*, 2002, vol. 9, n° 4, p. 337.
- * SHOJANIA K. G., BURTON E. C., McDONALD K. M. and al., Changes in rates of autopsy-detected diagnostic errors over time. A systematic review, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 2849.

Systeme de santé, politique de la santé

- * BLOCHE G., The invention of health law, *California Law Review*, March 2003, vol. 91, p. 247.
- * CABBILLAU N., L'usage de cannabis : entre répression excessive et dépénalisation problématique, *Médecine & droit*, 2003, n° 58, p. 3.
- * CONNERS J. R., A critical misdiagnosis : How courts underestimate the anticompetitive implications of hospital mergers, *California Law Review*, March 2003, vol. 91, p. 543.
- * HAM C., Improving the performance of health services: the role of clinical leadership, *Lancet*, 361 (2003), p. 1978.
- * IGLEHART J. K., The dilemma of medicaid, *New England Journal of Medicine*, 348 (2003), p. 2140.
- * JHA A. K., PERLIN J. B., KIZER K. W., and al., Effect of the transformation of the Veterans Affairs Health Care System on the quality of care, *New England Journal of Medicine*, 348 (2003), p. 2218.
- * MAUREL L., Comparaison des systèmes de réglementation du cannabis dans le monde : éléments pour un débat public, *Médecine & droit*, 2003, n° 58, p. 17.
- * MENDELSON D., STOLTZFUS JOST T., A comparative study of the law of palliative care and end-of-life treatment, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2003, p. 130.
- * MUSGROVE P., Judging health systems : reflections on WHO's methods, *Lancet*, 361 (2003), p. 1817.
- * PEPIN G., Cannabis et conduite automobile, *Médecine & droit*, 2003, n° 58, p. 27.

- * WOLFFERS I., VAN BEELEN N., Public health and the human rights of sex workers, *Lancet*, 361 (2003), p. 1981.

Transplantations

- * BELL M. D. D., Non-heart beating organ donation : old procurement strategy – new ethical problems, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p.176.
- * CASTRO L. D., Human organs from prisoners : kidneys for life, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 171.
- * CHOUHAN P., DRAPER H., Modified mandated choice for organ procurement, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p.157.
- * DE CASTRO L. D., Commodification and exploitation: arguments in favour of compensated organ donation, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p.142.
- * EMSON H. E., It is immoral to require consent for cadaver organ donation, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p.125.
- * ENGLISH V., SOMMERVILLE A., Presumed consent for transplantation : a dead issue after Alder Hey, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 147.
- * ERIN C. A., HARRIS J., An ethical market in human organs, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 137.
- * GLANNON W., Do the sick have a right to cadaveric organs, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 153.
- * HAMER C. L., RIVLIN M. M., A stronger policy of organ retrieval from cadaveric donors: some ethical considerations, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p.196.
- * HARRIS J., Organ procurement: dead interests, living needs, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 130.
- * JORALEMON D., COX P., Body Value : The Case against Compensating for Transplant Organs, *The Hastings center report*, vol. 33, n° 1 (janvier-février 2003), p. 27.
- * LUNDIN S., IDVALL N., Attitudes of Swedes to marginal donors and xenotransplantation, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p.186.
- * SCHEPER-HUGHES N., Keeping an eye on the global traffic in human organs, *Lancet*, 361 (2003), p. 1645.
- * TAUPITZ J., Richtlinien in der Transplantationsmedizin, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 16, 2003, p. 1145.

- * ZAMPERTEEI N., BELLOMO R., RONCO C., Defining death in non-heart beating organ donors, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p.182.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

- * BEYLEVELD D., BROWNWORD R., *Human dignity in bioethics and biolaw*, Oxford 2001.
- * COMITE INTERNATIONAL DE BIOETHIQUE DE L'UNESCO, *Actes [de la] huitième session, septembre 2001*, Paris 2002.
- * MORRIS, P. (coord.), *Les transplantations*, Strasbourg 2003.
- * SICARD D. (coord.), *Travaux du comité consultatif national d'éthique*, Paris 2002.

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

Assurances sociales

- * BALTHASAR A., Die Prämienverbilligung im Krankenversicherung : Vollzugsföderalismus und sekundäre Harmonisierung, *SZPW/RSSP*, 2003 (9) n° 1, p. 335.
- * KIESER U., Krankenversicherung : Einheitskasse verfassungsmässig, *Plädoyer*, n° 3/2003, p. 24.
- * LEUZINGER-NAEF S., Sozialversicherungsgerichtsbarkeit und Personenfreizügigkeitsabkommen Schweiz – EG, *SJZ*, (2003) n° 8, p. 193.
- * NYFFELER R., Les primes de l'assurance maladie ne peuvent pas être contestées, *Sécurité sociale*, 2002, n° 6, p. 365.
- * PEYRAUD A.-S., FROLICHER J., Le revenu d'invalidité en assurance invalidité et accidents, *Droit en mouvement Fribourg*, 2002, p. 351.

- * SCHNYDER E., L'abaissement du taux d'intérêt minimal dans la prévoyance professionnelle, *Sécurité sociale*, 2002, n° 6, p. 359.
- * WICKI M., L'apport de la recherche au développement de l'assurance maladie, *Sécurité sociale*, 2002, n° 6, p. 350.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * BRAUMAN R., Maladies négligées et malades oubliés. De l'essor de la recherche et de la production de médicaments à la mainmise des financiers, *Médecine et Hygiène*, n° 2434 du 23 avril 2003, p. 889.
- * DUC J.-L., Accès aux soins pour tous en Suisse : une réalité ?, *AJP/PJA*, 2003 (12) n° 5, p. 539.
- * MANAI D., Pouvoir parental et droit, *FamPra.ch*, 3 (2002), Heft 2, p. 197.
- * MARTIN J., Accouchement sous X, adoption, PMA, « boîte à bébé » et droit de connaître ses origines : un débat actuel, *Médecine et Hygiène*, n° 2436 du 7 mai 2003, p. 989.
- * PREVITALI A., La carta sanitaria : fra protezione dei dati, principio della legalità, surrogazione, *RDAT*, 2002 n° II, p. 475.

Euthanasie

- * GLASNER B. S., Le professionnel face au suicide : Cadre juridique et responsabilité, *InfoKara*, 2002, vol. 17, n° 4, p. 115.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * RÜETSCHI D., Ärztliches Standesrecht in der Schweiz – Die Bedeutung der Medizinisch-ethischen Richtlinien der schweizerischen Akademie der medizinischen Wissenschaften, in : *Jahrbuch Junger Zivilrechtswissenschaftler*, 2002, p. 231.

Responsabilité médicale

- * LANDOLT H., Baby Boy und der kategorische Imperativ : Ein Beitrag zur haftpflichtrechtlichen Problematik des pränatalen Schadens und der Familienhaftung, *Revue de droit suisse*, n° 2/2003, p. 185.

- * MÜLLER C., Die ärztliche Haftpflicht für die Geburt eines unerwünschten behinderten Kindes :Rechtsvergleichende Überlegungen zur Zulässigkeit von Wrongful birth- und Wrongful life-Klagen im schweizerischen Recht, *AJP/PJA*, 2003 (12) n° 5 , p. 522.
- * SIDLER M., Die Bemessung der Genugtuung bei Todesfällen – ein Plädoyer für die Zusprechung von Regelgenugtuungen, *Recht*, 2003, n° 2, p. 54.

Systeme de santé, politique de la santé

- * DUC J.-L., Accès aux soins pour tous en Suisse : une réalité ?, *AJP/PJA*, n° 5/2003, p. 539.
- * GUISAN Y., La santé à un prix abordable : jusqu'à quand ?, *Bulletin des médecins suisses*, 2003, 84, n° 17, p. 832.
- * MONTMOLLIN DE J.-F., Neuf pistes pour améliorer l'économicité et la qualité du système suisse de santé, *Bulletin des médecins suisses*, 2003, 84, n° 21, p. 1110.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

- * FELLMANN W., POLEDNA T., *Die Haftung des Arztes und des Spitals. Fragen und Entwicklungen im Recht der Arzt- und Spitalhaftung*, Zürich 2003.
- * PÄRLI K., MÜLLER KUCERA K., SPYCHER S., *Aids Recht und Geld. Eine Untersuchung der rechtlichen und wirtschaftlichen Probleme von Menschen mit HIV/Aids*, Zürich 2003.

RSDS N°2

Cette rubrique présente les références des dernières parutions juridiques en matière de droit de la santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger. Ce numéro couvre en principe la période entre **le 15 juin et le 31 octobre 2003**.

Diese Rubrik gibt Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheitsrecht. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der Schweiz und dem Ausland zusammengestellt. Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode **vom 15. Juni bis zum 31. Oktober 2003**.

Législation/ Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

Conseil de l'Europe : <http://www.coe.int>

- * Conseil de l'Europe. Recommandation Rec(2003)10 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la xénotransplantation adoptée par le Comité des Ministres le 19 juin 2003.
- * Conseil de l'Europe. Recommandation Rec(2003)11 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la mise en place de procédures d'inactivation des agents pathogènes pour les composants sanguins adoptée par le Comité des Ministres, le 19 juin 2003, lors de la 844e réunion des Délégués des Ministres.
- * Conseil de l'Europe. Recommandation Rec(2003)12 du Comité des Ministres aux Etats membres relative aux registres des donneurs d'organes Adoptée par le Comité des Ministres le 19 juin 2003, lors de la 844e réunion des Délégués des Ministres.
- * Conseil de l'Europe. Résolution 1352 (2003) de l'Assemblée parlementaire relative à la recherche sur les cellules souches humaines.

- * Conseil de l'Europe. Recommandation 1626 (2003) de l'Assemblée parlementaire relative à la réforme des systèmes de santé en Europe: concilier équité, qualité et efficacité.
- * Conseil de l'Europe. Résolution 1347 (2003) de l'Assemblée parlementaire relative aux incidences de la «politique de Mexico» sur le libre choix d'une contraception en Europe.
- * Conseil de l'Europe. Recommandation 1611 (2003) de l'Assemblée parlementaire relative au trafic d'organes en Europe.

II. Droit communautaire / Europarecht

(JOCE L 149 à L 284 du 31 octobre 2003

et JOCE C 141 à C 262 du 31 octobre 2003)

Droit édicté / Erlassenes Recht

- * Règlement (CE) n° 1084/2003 de la Commission, du 3 juin 2003, concernant l'examen des modifications des termes d'une autorisation de mise sur le marché délivrée par l'autorité compétente d'un État membre pour des médicaments à usage humain et des médicaments vétérinaires, JO L 159 du 27 juin 2003.
- * Règlement (CE) n° 1085/2003 de la Commission, du 3 juin 2003, concernant l'examen des modifications des termes d'une autorisation de mise sur le marché de médicaments à usage humain et de médicaments vétérinaires relevant du champ d'application du règlement (CEE) n° 2309/93 du Conseil, JO L 159 du 27 juin 2003.
- * Règlement (CE) n° 1567/2003 du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2003 concernant les aides destinées aux politiques et aux actions relatives à la santé génésique et sexuelle et aux droits connexes dans les pays en développement, JO L 224 du 6 septembre 2003.
- * Règlement (CE) n° 1568/2003 du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2003 relatif à l'aide en faveur de la lutte contre les maladies dues à la pauvreté (VIH/sida, tuberculose et paludisme) dans les pays en développement, JO L 224 du 6 septembre 2003.
- * Directive 2003/63/CE de la Commission, du 25 juin 2003, modifiant la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil instituant un code

communautaire relatif aux médicaments à usage humain, JO L 159 du 27 juin 2003.

- * Directive 2003/94/CE de la Commission du 8 octobre 2003 établissant les principes et lignes directrices de bonnes pratiques de fabrication concernant les médicaments à usage humain et les médicaments expérimentaux à usage humain, JO L 262 du 14 octobre 2003.
- * Recommandation du Conseil du 18 juin 2003 relative à la prévention et à la réduction des dommages pour la santé liés à la toxicomanie, JO L 165 du 3 juillet 2003.
- * Décision n° 1209/2003/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 juin 2003 relative à la participation de la Communauté à un programme de recherche et développement visant à développer de nouvelles interventions cliniques afin de lutter contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose grâce à un partenariat à long terme entre l'Europe et les pays en développement, entrepris par plusieurs États membres, JO L 169 du 8 juillet 2003.
- * Décision de la Commission du 17 juillet 2003 modifiant la décision n° 2119/98/CE du Parlement européen et du Conseil et la décision 2000/96/CE en ce qui concerne les maladies transmissibles énumérées dans ces décisions et modifiant la décision 2002/253/CE en ce qui concerne les définitions de cas pour les maladies transmissibles [*notifiée sous le numéro C(2003) 2301*], JO L 184 du 23 juillet 2003.
- * Décision n° 2/2003 du Comité mixte UE-Suisse du 15 juillet 2003 portant modification de l'annexe II (sécurité sociale) de l'accord entre la Communauté européenne et ses États membres et la Confédération suisse sur la libre circulation des personnes, JO L 187 du 26 juillet 2003.
- * Décision n° 189 du 18 juin 2003 visant à remplacer par la carte européenne d'assurance maladie les formulaires nécessaires à l'application des règlements du Conseil (CEE) n° 1408/71 et (CEE) n° 574/72 en ce qui concerne l'accès aux soins pendant un séjour temporaire dans un État membre autre que l'État compétent ou de résidence, JO L 276 du 27 octobre 2003.
- * Décision n° 190 du 18 juin 2003 concernant les caractéristiques techniques de la carte européenne d'assurance maladie, JO L 276 du 27 octobre 2003.
- * Décision n° 191 du 18 juin 2003 relative au remplacement des formulaires E 111 et E 111 B par la carte européenne d'assurance maladie, JO L 276 du 27 octobre 2003.

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. /
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

- * Conclusions du Conseil du 2 juin 2003 sur la lutte contre la stigmatisation et la discrimination liées à la maladie mentale, JO C 141 du 17 juin 2003.
- * Conclusions du Conseil du 22 septembre 2003 relatives au renforcement de la compétitivité de l'industrie pharmaceutique européenne, JO C 250 du 18 octobre 2003.
- * Relevés des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 mai 2003 au 15 juin 2003, JO C 153 du 1^{er} juillet 2003 ; du 15 juin 2003 au 15 juillet 2003, JO C 176 du 25 juillet 2003 ; du 15 juillet 2003 au 15 août 2003, JO C 204 du 29 août 2003 ; du 15 août 2003 au 15 septembre 2003, JO C 230 du 26 septembre 2003 ; du 15 septembre 2003 au 15 octobre 2003, JO C 262 du 31 octobre 2003.
- * Résolution du Conseil du 15 juillet 2003 relative à la promotion de l'emploi et de l'intégration sociale des personnes handicapées, JO C 175 du 24 juillet 2003.
- * Communication de la Commission relative au règlement (CE) n° 141/2000 du Parlement européen et du Conseil concernant les médicaments orphelins, JO C 178 du 29 juillet.
- * Conclusion de protocoles d'accords avec : la Bulgarie, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, Malte, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie, la Turquie relatifs à la participation de ses pays respectifs au programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique (2003-2008), JO C 205 du 30 août 2003.
- * Déclaration de la République fédérale d'Allemagne conformément à l'article 5 du règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil, du 14 juin 1971, relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés et à leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, JO C 210 du 5 septembre 2003.
- * Avis du Comité économique et social européen sur la "Communication de la Commission relative à l'introduction de la carte européenne d'assurance maladie" (COM(2003) 73 final), JO C 220 du 16 septembre 2003.
- * Avis du Comité économique et social européen sur la "Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, et au Comité économique et social européen — Sciences du vivant et biotechnologie: une stratégie pour l'Europe. Rapport d'avancement et orientations pour l'avenir" (COM(2003) 96 final), JO C 234 du 30 septembre 2003.
- * Avis du Comité économique et social européen sur les "Soins de santé", JO C 234 du 30 septembre 2003.
- * Recommandation de la Commission du 19 septembre 2003 concernant la liste européenne des maladies professionnelles [*notifiée sous le numéro C(2003) 3297*], JO L 238 du 25 septembre 2003.

- * Position commune (CE) n° 50/2003 du 22 juin 2003 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité instituant la Communauté européenne, en vue de l'adoption d'une directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'établissement de normes de qualité et de sécurité pour le don, l'obtention, le contrôle, la transformation, la conservation, le stockage et la distribution des tissus et cellules humains, JO C 240 du 7 octobre 2003.
- * Résolution législative du Parlement européen sur la position commune du Conseil en vue de l'adoption de la directive du Parlement européen et du Conseil établissant des normes de qualité et de sécurité pour la collecte, le contrôle, la transformation, la conservation et la distribution du sang humain et des composants sanguins, et modifiant la directive 2001/83/CE (14402/2/2001 - C5-0069/2002 - 2000/0323(COD)), JO C 261 E du 30 octobre 2003.
- * Position du Parlement européen arrêtée en deuxième lecture le 12 juin 2002 en vue de l'adoption de la directive 2002/.../CE du Parlement européen et du Conseil établissant des normes de qualité et de sécurité pour la collecte, le contrôle, la transformation, la conservation et la distribution du sang humain et des composants sanguins, et modifiant la directive 2001/83/CE, JO C 261 E du 30 octobre 2003.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.

AFRIQUE DU SUD

- * Loi N° 56 de 1974 relative aux professions de santé. Règlement relatif à la suspension de praticiens. Avis gouvernemental N° R. 1356. Texte du 1^{er} novembre 2002. (*Government Gazette, 1^{er} novembre 2002, vol. 449, N° 23998, p. 3 à 16*).

BELGIQUE

- * Loi du 24 février 2003 concernant la modernisation de la gestion de la sécurité sociale. (*Moniteur belge, 2 avril 2003, N° 113, p. 16646 à 16648*).

BRESIL

- * Loi N° 9294 du 17 juillet 1996 [portant restriction à la consommation de produits à fumer, de boissons alcooliques, de médicaments, de produits thérapeutiques et de produits de protection à usage agricole et à la publicité en leur faveur, conformément au paragraphe 4 de l'article 220 de la Constitution fédérale].

DJIBOUTI

- * Loi N° 48/AN/99/4^e L du 3 juillet 1999 portant orientation de la politique de santé. (*Journal officiel de la République de Djibouti*, 15 juillet 1999, numéro spécial 6).

ÉTATS-UNIS

- * Loi (Loi publique N° 107-172) du 14 mai 2002 relative à la recherche, à l'information et à l'éducation en rapport avec le cancer du sang (Loi de 2002 relative aux investissements et à l'information en rapport avec la recherche sur le cancer du sang).

FINLANDE

- * Loi N° 879 du 1^{er} novembre 2002 relative à l'établissement d'un rapport sur les soins de santé et l'assistance sociale. (*Finlands Författningssamling*, 6 novembre 2002, N°s 875 à 886, p. 4041).

FRANCE

- * Loi N° 2003-715 du 31 juillet 2003 visant à restreindre la consommation de tabac chez les jeunes. (*Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 3 août 2003, N° 178, p. 13398 et 13399, NOR : SANX0306354L).

PAYS-BAS

- * Loi du 6 février 2003 (Stb. 90) portant sur les règles relative à la sécurité et à la qualité des tissus humains pouvant être utilisés à des fins thérapeutiques (Loi relative à la sécurité et à la qualité des tissus humains).

POLOGNE

- * Loi du 30 octobre 2002 relative aux prestations de sécurité sociale en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle (texte N° 1673). (*Dziennik Ustaw Rzeczypospolitej Polskiej*, 28 novembre 2002, N° 199, p. 12513 à 12526).

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

Droit édicté /
Erlassenes Recht

[RO/AS 2003 N° 25-43 (4 NOVEMBRE 2003)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

- * Loi fédérale sur l'assurance-invalidité, du 19 juin 1959. Modification du 21 mars 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 3837.
- * Règlement sur l'assurance-invalidité, du 17 janvier 1961. Modification du 21 mai 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 3859.
- * Loi fédérale sur la procréation médicalement assistée, du 18 décembre 1998. Modification du 3 octobre 2003 (*art. 42 al. 2 : conservation des embryons surnuméraires au-delà du 31 décembre 2003*), en vigueur dès le 4 octobre 2003 et jusqu'au 31 décembre 2008 (loi urgente), RO 2003 3681.
- * Ordonnance sur l'assurance-maladie, du 27 juin 1995. Modification du 6 juin 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004 (dès le 1^{er} octobre 2003 pour la modification des art. 94, 97 et 100), RO 2003 3249.
- * Ordonnance concernant les mesures de l'Office fédéral de la santé publique sur la prévention du Syndrome Respiratoire Aigu Sévère (SRAS). Prolongation du 25 juin 2003 (jusqu'au 31 décembre 2003), en vigueur dès le 1^{er} juillet 2003, RO 2003 1882.
- * Ordonnance du DFI sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens à la Faculté de médecine de l'Université de Zurich, du 3 septembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} octobre 2003, RO 2003 3388.
- * Ordonnance du DFI sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens en première année d'études aux Facultés de médecine vétérinaire des Universités de Berne et de Zurich, du 3 septembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} octobre 2003, RO 2003 3393.
- * Ordonnance du DFI sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens applicable au premier cycle du cursus en sciences pharmaceutiques de la Faculté de biologie et médecine de l'Université de Lausanne, du 3 septembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} octobre 2003, RO 2003 3398.

- * Ordonnance du DFI sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens applicable au cursus en sciences pharmaceutiques de la Section de pharmacie de l'Université de Genève et au diplôme fédéral de pharmacien, du 3 septembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} octobre 2003, RO 2003 3403.
- * Ordonnance du DFI sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens applicable au premier cycle du cursus en sciences pharmaceutiques de l'Université de Neuchâtel, du 3 septembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} octobre 2003, RO 2003 3413.

**Messages, Rapports et Décisions Officiels /
Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse**

[FF/BBL 2003 N° 25-43 (4 NOVEMBRE 2003)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

- * Message concernant l'arrêté fédéral sur les subsides fédéraux dans l'assurance-maladie, du 28 mai 2003, FF 2003 3541.
- * Arrêté fédéral sur les subsides fédéraux dans l'assurance-maladie, du 17 septembre 2003 (*subsides pour la période 2004-2007*), FF 2003 6297.
- * Loi fédérale sur l'utilisation de profils d'ADN dans les procédures pénales et sur l'identification de personnes inconnues ou disparues (Loi sur les profils d'ADN), du 20 juin 2003. Délai référendaire : 9 octobre 2003, FF 2003 3981.
- * Loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs (Droit pénal des mineurs, DPMIn), du 20 juin 2003 (*cf. art. 14 et 15 sur le traitement ambulatoire et le placement*). Délai référendaire : 9 octobre 2003, FF 2003 3990.
- * Loi fédérale sur la prorogation de l'arrêté fédéral sur la prescription d'héroïne, du 20 juin 2003 (prorogation jusqu'à l'entrée en vigueur de la révision de la loi sur les stupéfiants, mais au plus tard jusqu'au 31 décembre 2009). Délai référendaire : 9 octobre 2003, FF 2003 4031.
- * Loi fédérale urgente : Loi sur la procréation médicalement assistée, du 3 octobre 2003 (délai référendaire : 22 janvier 2004, FF 2003 6243), RO 2003 3681.
- * Arrêté fédéral constatant le résultat de la votation populaire du 18 mai 2003, du 10 juillet 2003 (*notamment : initiative-santé et initiative « Droits égaux pour les personnes handicapées »*), FF 2003 4668.
- * Ordonnance sur les dispositifs médicaux (Odim). Normes techniques pour les dispositifs médicaux. Décision de *Swissmedic* du 29 juillet 2003, FF 2003 4802.

- * Initiative parlementaire. Stérilisations forcées. Dédommagement des victimes (von Felten). Rapport de la commission des affaires juridiques du Conseil national, du 23 juin 2003, FF 2003 5753 ; Avis du Conseil fédéral, du 3 septembre 2003, FF 2003 5797.
- * Initiative populaire fédérale « Pour une maîtrise des primes de l'assurance-maladie ». Expiration du délai de récolte des signatures. Décision de la Chancellerie fédérale du 6 août 2003, FF 2003 5411.
- * Initiative populaire fédérale « Pour des aliments produits sans manipulations génétiques ». Aboutissement. Décision de la Chancellerie fédérale du 13 octobre 2003, FF 2003 6327.
- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 1er juillet 2003, pour la recherche *Risk factors associated with mortality from hepatocellular cancer in Switzerland. A descriptive study using death certificates and patients historical data*, FF 2003 4129.
- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 1er juillet 2003, octroyée à la *Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für klinische Krebsforschung*, FF 2003 4145.
- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 1er juillet 2003, octroyée à la *Lukas Klinik, Onkologische Spezialklinik*, FF 2003 4150.
- * Communication de la Commission de la concurrence, du 9 septembre 2003 (ouverture d'une enquête contre les membres de l'association des cliniques privées de Genève), FF 2003 5548.
- * Approbation de projets d'institutions d'assurance privée concernant l'utilisation des contributions cantonales aux traitements hospitaliers intracantonaux de patients privés et semi-privés pour l'année 2001, Office fédéral des assurances privées, 15 juillet 2003, FF 2003 4599, 4826, 4865, 5542, 5643, 5823, 6477.
- * Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 23 avril 2001 au 16 juin 2003, FF 2003 4141 ; reçues du 19 mars 2001 au 4 septembre 2003, FF 2003 5715 ; reçues du 20 novembre 2002 au 3 octobre 2003, FF 2003 6262.
- * Décision de la Commission de la concurrence du 16 décembre 2002 de clôturer l'enquête selon l'article 27 LCart concernant les recommandations tarifaires de l'Association des Médecins du Canton de Genève dans le domaine de l'assurance complémentaire, Droit et politique de la concurrence, 2003/2, p. 265.

- * Examen préalable de la Commission de la concurrence selon les art. 4 al. 3, art. 10 et 32 al. 1 LCart, Pfizer Inc./Pharmacia corp., Droit et politique de la concurrence, 2003/2, p., 314.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait du “Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin”,
n° 4/2003 avec l’autorisation de l’Institut du Fédéralisme, à
Fribourg)

BASEL LANDSCHAFT

- * Spitalgesetz vom 24.06.1976 (Änderung: §15a, Trägerschaft; 15c Kinderspitalrat) vom 11.12.2002, in Kraft ab 01.07.2003, Amtsblatt 2002, Nr. 51, S. 3746.

GENEVE

- * Règlement fixant le tarif des traitements ambulatoires et des interventions de chirurgie ambulatoire pratiqués dans les cliniques privées à charge de l’assurance obligatoire des soins (cessera de déployer ses effets le jour de l’entrée en vigueur du nouveau tarif médical et hospitalier TarMed) du 26.07.2000, entrée en vigueur rétroactive 01.01.2000, FAO 2000, n° 88, p. 1193.
- * Loi d’application de la LF sur l’assurance-maladie (LAMal) du 29.05. 1997 (Modification : Art. 39 I ; introduite par l’art. 37 IV de la Loi relative à l’Office cantonal des assurances sociales) du 20.9.2002, entrée en vigueur le 01.08.2003, FAO 2002, n° 112, p. 1532.
- * Loi d’application de la LF sur l’assurance-maladie (LAMal) du 29.05. 1997, Modifications du 14.11.2002, entrées en vigueur le 01.08.2003, FAO 2002, n° 136, p. 1849.

LUZERN

- * Gesetz über das Gesundheitswesen (Änderung: § 1 I, 15, 16, 16a neu, 21, 22, 23 Marginalie & III) vom 20.01.2003 in Kraft ab 01.01.2003, G 2003 37.

OBWALD

- * EG zum Krankenversicherungsgesetz vom 28.01.1999 (Änderung: Art. 2II, Anspruch auf Prämienverbilligung) vom 21.02.2003, in Kraft ab 01.01.2003, Amtsblatt 2003, Nr. 12, S. 465.

ZÜRICH

- * Gesetz über das Gesundheitswesen (Gesundheitsgesetz) vom 04.11.1962 (Änderung: mehreren Paragraphen) (Tritt zusammen mit dem bilateralen Abkommen vom 21.06.1999 über die Freizügigkeit in Kraft) vom 10.03.2003, OS 58 157.
- * Verordnung über die Aufsichtskommission der kantonalen Krankenhäuser vom 10.12.1980 (Änderung: § 1, 2 II, III, 3 II, III neu, 4, 5 I, III & IV, 6 II & III, 8 IV & 9 II; § 2 IV aufgehoben), vom 09.07.2003, in Kraft ab 01.07.2003, OS 58 168.

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

International et Étranger / International und Ausländisch

- * COMITE DES MINISTRES DU CONSEIL DE L'EUROPE, Développement d'une méthodologie dans l'élaboration de lignes directrices pour de meilleures pratiques médicales, *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 39, p. 2045 (paru en allemand in *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 39, p. 2042).

Suisse / Schweiz

- * ASSM, Traitement et prise en charge des personnes âgées en situation de dépendance. Directives médico-éthiques et recommandations de l'Académie Suisse des Sciences Médicales, in *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 24, p. 1292 (paru en allemand in *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 24, p. 1281).
- * OFFICE FED. DE LA SANTE PUBL., La déclaration annuelle de manipulations de transplants au sens de l'article 18 alinéa 1 de l'arrêté fédéral sur le contrôle des transplants désormais en ligne, *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 28,

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

(<http://www.echr.coe.int>)

- * ARCILA HENAO C. PAYS-BAS, décision du 24 juin 2003.
Expulsion vers son pays d'origine d'un délinquant séropositif condamné pour une infraction à la législation sur les stupéfiants. Art. 3 (traitements inhumains) – Même si la situation en Colombie serait moins favorable au requérant, son état de santé ne semble pas avoir atteint un stade avancé ou terminal, et un traitement est en principe disponible en Colombie. Les circonstances de l'espèce ne sont pas exceptionnelles au point qu'une expulsion s'analyserait en un traitement prohibé par l'article 3 – Irrecevable.

- * HATTON ET AUTRES C. ROYAUME-UNI, Arrêt de la Grande Chambre du 8 juillet 2003.
Troubles du sommeil des riverains de l'aéroport de Heathrow. Art 8 (respect de la vie privée et familiale, de son domicile) – La Convention ne reconnaît pas expressément le droit à un environnement sain et calme, mais lorsqu'une personne pâtit directement et gravement du bruit ou d'autres formes de pollution, une question peut se poser sous l'angle de l'art. 8. En l'espèce, les autorités n'ont pas dépassé leur marge d'appréciation dans la recherche d'un juste équilibre entre, d'une part, le droit des riverains au respect de leur vie privée et leur domicile, et, d'autre part, les intérêts concurrents d'autrui et de la société. La Cour n'aperçoit par ailleurs aucun vice fondamental dans la procédure ayant abouti à l'adoption de la réglementation sur les vols de nuit – Non violation.

- * VAN KÜCK C. ALLEMAGNE, Arrêt de la Cour du 12 juin 2003.
Refus d'une compagnie d'assurance privée de rembourser les frais d'une opération de ré-assignation du genre – Art. 6 § 1 (volet civil, procès équitable – administration et appréciation arbitraires des preuves – Violation – Art. 8 (respect de la vie privée) – Au regard de cette garantie, ce n'est pas le droit au remboursement des frais qui est en cause, mais les conséquences des décisions judiciaires sur le droit de la requérante au respect de l'identité sexuelle qu'elle s'est choisie. En l'espèce, il apparaît disproportionné d'exiger d'une personne qu'elle prouve la nécessité médicale d'un traitement dans un

domaine concernant l'un des aspects les plus intimes de sa vie privée –
Violation.

- * Y.F. c. TURQUIE, arrêt de la Cour du 22 juillet 2003.
Examen gynécologique forcé de l'épouse du requérant durant sa détention préventive. Art. 8 (respect de la vie privée). Une intervention médicale forcée, même insignifiante, constitue une atteinte au droit au respect de la vie privée. Si l'examen médical de détenus peut constituer une importante garantie contre de fausses accusations de violences sexuelles, toute atteinte à l'intégrité physique doit être prévue par la loi et requiert le consentement de l'intéressé. En l'espèce, l'ingérence n'était pas prévue par la loi – Violation.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

(<http://curia.eu.int/fr/index.htm>)

- * ASTRAZENECA, aff. C-223/01 – Arrêt de la Cour du 16 octobre 2003.
Médicaments - Autorisation de mise sur le marché d'un médicament générique - Retrait de l'autorisation de mise sur le marché du médicament de référence - Procédure abrégée.
- * COMMISSION c. ARTEGODAN et autres, aff. C-39/03 – Arrêt de la Cour du 24 juillet 2003.
Pourvoi - Directives 65/65/CEE et 75/319/CEE - Médicaments à usage humain - Anorexigènes: amfépramone, clobenzorex, fenproporex, norpseudoéphédrine, phentermine - Retrait d'une autorisation de mise sur le marché - Compétence de la Commission - Conditions de retrait.
- * COMMISSION c. FRANCE, aff. C-496/01 – Conclusions de l'Avocat général du 26 juin 2003.
Manquement d'État - Libre prestation de services - Droit d'établissement - Régime des laboratoires d'analyses de biologie médicale - Conditions de délivrance des autorisations administratives de fonctionnement - Siège d'exploitation sur le territoire français.
- * COMMISSION c. DANEMARK, aff. C-192/01 – Arrêt de la Cour du 23 septembre 2003.
Manquement d'État - Articles 28 CE et 30 CE - Interdiction de commercialisation de denrées alimentaires auxquelles des vitamines et des minéraux ont été ajoutés - Justification - Santé publique - Besoin nutritionnel.
- * INIZAN, aff. C-56/01 – Arrêt de la Cour du 23 octobre 2003.

Sécurité sociale - Libre prestation des services - Frais d'hospitalisation à engager dans un autre État membre - Conditions de prise en charge - Autorisation préalable - Article 22 du règlement (CEE) n° 1408/71 – Validité.

- * KOHLPHARMA, aff. C-112/02 – Conclusions de l'Avocat général du 11 septembre 2003.
Articles 28 CE et 30 CE - Médicaments - Autorisation de mise sur le marché - Importation parallèle.
- * LEICHTLE c. BUNDESANSTALT FÜR ARBEIT, aff. C-8/02 – Conclusions de l'Avocat général du 10 juillet 2003.
Libre prestation des services - Articles 49 CE et 50 CE - Régime d'assurance maladie des fonctionnaires - Système de remboursement - Cure thermique effectuée dans un autre État membre - Autorisation préalable - Critères – Justification.
- * TENNAH-DUREZ, aff. C-110/01 – Arrêt de la Cour du 19 juin 2003.
Directive 93/16/CEE - Libre circulation des médecins et reconnaissance mutuelle de leurs diplômes, certificats et autres titres - Article 23, paragraphe 2 - Conditions de formation requises - Durée de la formation - Prise en compte des périodes de formation reçues dans un pays tiers - Article 9, paragraphe 5 - Certificat attestant que le diplôme sanctionne une formation répondant aux conditions requises - Réexamen des conditions de formation par l'État membre d'accueil en vue de la reconnaissance du diplôme.
- * VAN DER DUIN, aff. C-156/01 – Arrêt de la Cour du 3 juillet 2003.
Sécurité sociale - Titulaires de pension ou de rente et membres de leur famille résidant dans un État membre autre que l'État débiteur de la pension ou de la rente - Frais médicaux engagés dans l'État membre débiteur de la pension ou de la rente - Conditions de prise en charge - État membre et institution compétents - Articles 21, 22, 28 et 31 du règlement (CEE) n° 1408/71.
- * VOGEL, aff. C-35/02 – Ordonnance de la Cour du 17 octobre 2003.
Article 104, paragraphe 3, du règlement de procédure - Liberté d'établissement - Libre prestation des services - Directives 78/686/CEE et 78/687/CEE - Exercice de l'activité de praticien de l'art dentaire par un médecin.

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

ALLEMAGNE

- * Neue Juristische Wochenschrift, 2003, Heft 28, p. 2012, BGH, Urt. v. 25.3.2003 – VI ZR 131/02 (Koblenz).
Rechtzeitige Aufklärung über Risiken einer Bandscheibenoperation
- * Medizinrecht, Heft 8, 2003, p. 457, BGH, Urt. v. 14.3.2003 – 2 StR 239/02 (LG Aachen).
Körperverletzung durch Übertragung von Hepatitis B-Viren bei Operationen StGB §§13, 229.
- * Medizinrecht, Heft 8, 2003, p. 469, LSG Nordrh. –Westf., Urt. v. 31.1.2001 – L 10 VS 28/00 (SG Aachen) (nicht rechtskräftig).
Zulässigkeitsvoraussetzungen der Lebensorganspende.

BELGIQUE

- * Revue de droit de la santé 2003-2004, n° 1, p. 24, Cour de cassation, 1ère chambre, 3 janvier 2002.
Un infirmier administre un traitement sans faire venir le médecin. Responsabilité de l'hôpital et des médecins.

ÉTATS-UNIS

- * American Journal of Law & Medicine, 29 (2003), n° 2 & 3, p. 424, Cicio v. Does, 321 F.3d 83 (2d Cir.2003).
Erisa Preemption : Second Circuit Ruling Delivers Potential Blow to HMOs.
- * American Journal of Law & Medicine, 29 (2003), n° 2 & 3, p. 427, Scheidler v. National Organization for Women, Inc., 123 S. Ct. 1057 (2003).
Supreme Court : Abortion Protesters Not in Violation of RICO.

FRANCE

- * Arrêt de la Cour de cassation civile du 1er avril 2003, commenté par P. Jourdain in : Revue trimestrielle de droit civil 2003, p. 506.
Personnes contaminées par le virus de l'hépatite C à l'occasion de transfusions. Reconnaissance d'un préjudice spécifique de contamination.
- * Le Dalloz, 2003 n° 33, p. 2265, Cour de Cassation, 1^{re} civ. du 14 janvier 2003.
Le recours de l'établissement de soins contre les débiteurs d'aliments.
- * La Semaine Juridique, Edition générale, n° 28 p. 1307, Cass. 1^{ère} civ., 6 mai 2003, SA Polyclinique Le Languedoc c/ Ponrouch et a. ; (Juris-Data n° 2003-018900).
Le droit du malade au libre choix de son praticien est un principe fondamental de la législation sanitaire et, aux termes de l'article 11 du décret du 7 août 1995, le médecin qualifié en pédiatrie, dont doit disposer tout établissement ou section d'accouchement, est chargé de l'examen médical

du nouveau-né et de l'établissement du certificat de santé obligatoire « sauf recours de la femme à un autre praticien ».

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante : <http://www.jaac.admin.ch>. La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante : <http://www.bger.ch/>.

- * ATF 129 I 173 – Arrêt du Tribunal fédéral du 12 février 2003, 1^{ère} Cour de droit public.
Droit des parents du défunt de déterminer le lieu de sépulture. Protection, après le décès, des droits de la personnalité du défunt. Pesée des intérêts en jeu, protégés par les droits fondamentaux (art. 10, 36 Cst.).
- * ATF 129 II 353 – Arrêt du Tribunal fédéral du 26 mai 2003, 2^e Cour de droit public.
Responsabilité subsidiaire du canton pour les lésions post-vaccinales. Sens et portée de l'art. 23 al. 3 LEp. (voir le commentaire de cet arrêt par Christophe Müller dans le présent numéro de la Revue suisse de droit de la santé).
- * ATF 129 IV 161 – Arrêt du Tribunal fédéral du 27 février 2003, Cour de cassation pénale.
Conditions de la suspension de l'exécution de la peine au profit d'un traitement ambulatoire. Des chances de succès du traitement qui n'existent qu'à long terme et dans une faible mesure ne suffisent pas.
- * ATF 129 IV 172 – Arrêt du Tribunal fédéral du 12 mars 2003, Cour de cassation pénale.
Ablation post mortem d'un stimulateur cardiaque par un employé des pompes funèbres. Atteinte à la paix des morts (art. 262 ch. 1 al. 3 CP).
- * ATF 129 V 77 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 24 décembre 2002 ; RAMA 2-3/2003, p. 57.
Obligation d'assurance des ressortissants étrangers ne bénéficiant pas d'une autorisation de séjour (art. 3 LAMal, 1 OAMal).
- * ATF 129 V 80 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 9 décembre 2002.
Prise en charge des traitements dentaires consécutifs à une infirmité congénitale (prognathie inférieure congénitale) admise au regard de l'art. 31 LAMal.
- * ATF 129 V 90 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 18 octobre 2002.

Responsabilité d'un époux pour les dettes de cotisations de l'autre époux à sa caisse-maladie (art. 166 CC, 61 LAMal). Modification de l'ATF 119 V 16.

- * ATF 129 V 95 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 24 décembre 2002.
Droit aux prestations en cas de suicide ou de tentative de suicide en cas d'incapacité totale de l'assuré (art. 37 LAA, 48 OLAA).
- * ATF 129 V 159 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 18 février 2003 ; RAMA 2-3/2003, p. 79.
Le canton n'est pas habilité à affilier d'office une personne qui l'est déjà ni à affilier avec effet rétroactif celle qui s'affilie tardivement. Seul l'assureur-maladie, à l'exclusion des cantons peut statuer sur la perception d'un supplément de prime en cas d'affiliation tardive. L'enfant domicilié en Suisse de l'employé d'une organisation internationale domicilié à l'étranger ne peut pas être exempté de l'obligation de s'assurer.
- * ATF 129 V 167 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 10 janvier 2003 ; RAMA 2-3/2003, p. 64.
Conditions auxquelles le skin resurfing (traitement au laser de cicatrices défigurantes résultant d'une prolifération acnéique massive) constitue une prestation à charge de l'assurance obligatoire des soins. Portée des listes négatives et positives dans l'assurance-maladie.
- * ATF 129 V 177 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 19 décembre 2002.
Examen de la causalité adéquate en cas d'atteinte psychique consécutive à un choc émotionnel (événement traumatisant lié à des actes délictueux) selon le cours ordinaire des choses et l'expérience générale de la vie (art. 6 LAA, 9 OLAA).
- * ATF 129 V 200 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 18 mars 2003.
Le remboursement des soins à domicile (art. 4 RAI) est lié à la mise en œuvre d'une mesure médicale. Pas de droit à des soins à domicile indépendants de mesures médicales.
- * ATF 129 V 207 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 9 avril 2003.
Effets secondaires d'infirmités congénitales dont la prise en charge par l'assurance-invalidité est limitée dans le temps.
- * ATF 129 V 267 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 25 février 2003 ; RAMA 2-3/2003, p. 95.
Surprime en cas de retard d'affiliation perçue sous forme de supplément aux primes mensuelles (art. 5 al. 2 LAMal, 8 al. 1 OAMal). Application par analogie de l'art. 95 LAA (5 ans) pour la durée de la surprime quand une période équivalant au double du retard d'affiliation serait disproportionnée.
- * ATF 129 V 275 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 19 février 2003 ; RAMA 2-3/2003, p. 87.

L'obligation de prise en charge des dysgnathies, à titre de maladies du système de la mastication (art. 31 LAMal), n'existe que si elles sont inévitables. L'art. 17 let. f OPAS contient une liste limitative.

- * Arrêt du Tribunal fédéral du 14 octobre 2003, n° 1P.561/2002.
Non conformité des Lignes directrices de la Direction de la santé du canton de Zurich en matière d'interruption volontaire de grossesse avec le Code pénal suisse.
- * Arrêt du Tribunal fédéral du 17 mai 2002 (n° 2P.306/2001), in : Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht, n°6/2003, p. 322ss.
Wirtschaftsfreiheit – Gesundheitswesen. Graubünden. Berufsausübungsbewilligung für selbständig praktizierende, nichtärztliche Akupunkteure.
- * Arrêt du Tribunal fédéral du 2 novembre 2001 (ATF 128 I 92), in : Journal des Tribunaux n° 5/2003, p. 168ss.
Liberté économique, primauté du droit fédéral, marché intérieur. Modification de la loi zurichoise sur la santé avec l'exigence d'études complètes de psychologie pour exercer à titre indépendant la profession de psychothérapeute sans formation médicale ; recours de droit public formé par des organisations professionnelles tendant au contrôle abstrait de la constitutionnalité de cette exigence ; recours rejeté par le TF.
- * SJ 2003 I 307, du 23 décembre 2002 – ATF 129 IV 119.
Art. 125 CP violation du devoir de diligence. Lésions corporelles par négligence. Devoir de prudence. Distinction entre commission et omission. Fourniture de renseignements inexacts.
- * SJ 2003 I 317 – ATF non publié du 08.11.2002 I 431/0.
Renonciation à la garantie du droit d'être entendu. Garantie de la double instance en droit administratif. Formalisme excessif dans le domaine des assurances sociales.
- * SJ 2003 I 374 – ATF 129 III 209.
Art. 27 al. 2 CC et 19 et 20 CO protection de la personnalité contre des engagements excessifs.
- * RAMA 2-3/2003, p. 62 – Arrêt du TFA du 31 décembre 2002 (K 138/01).
Les frais d'interprète liés à une psychothérapie ne font pas partie des prestations obligatoires de l'assurance-maladie.
- * RAMA 2-3/2003, p. 74 – Arrêt du TFA du 6 février 2003 (K 58/02).
Lorsque le médecin scolaire recommande un médecin tiers pour le traitement, la personne assurée soumise au modèle du médecin de famille doit consulter ce dernier avant le début du traitement.
- * RAMA 4/2003, p. 175 – Décision du Conseil fédéral du 16 avril 2003.

Recevabilité d'un recours interjeté auprès du Département fédéral de l'intérieur contre les décisions de l'Office fédéral des assurances sociales en matière de liste des spécialités.

- * RAMA 5/2003, p. 213 – Arrêt du TFA du 17 avril 2003 (K 121/02).
La fixation, par le Conseil fédéral, des limites maximales pour les franchises à option (art. 95, al. 2, let. d OAMal) est conforme à la loi.
- * RAMA 5/2003, p. 227 – Arrêt du TFA du 23 juin 2003 (K 99/02).
En matière de procédure administrative, de simples relevés des participations aux coûts ou des décomptes de prestations ne sont pas propres à fournir une preuve recevable de l'existence et de l'étendue des créances faisant l'objet de la poursuite, pour pouvoir en obtenir la mainlevée définitive.
- * RAMA 5/2003, p. 229 – Arrêt du TFA du 23 juin 2003 (K 102/02).
L'assureur-maladie n'est pas tenu de rembourser un traitement effectué à l'étranger (dans le cas d'espèce en Allemagne) lorsqu'un traitement efficace et approprié est garanti en Suisse.
- * RAMA 5/2003, p. 234 – Arrêt du TFA du 24 juin 2003 (K 77/01).
Lorsque plusieurs lieux de traitement situés hors du canton de résidence entrent en ligne de compte du point de vue de l'adéquation, il faut choisir en principe celui qui se trouve sur la liste des hôpitaux du canton de résidence de la personne assurée.
- * RAMA 5/2003, p. 240 – Arrêt du TFA du 18 juin 2003 (K 141/01 et K 146/01).
La définition de la notion de traitement psychothérapeutique délégué exige qu'il existe un rapport de subordination essentiel de droit ou de fait pour qu'il puisse être reconnu comme étant une prestation obligatoire.
- * Revue jurassienne de jurisprudence 2002, p. 312 – Arrêt du Tribunal fédéral du 15 mai 2001, II^e Cour de droit public (2P.238/2000).
Médecin porteur d'un diplôme étranger autorisé à pratiquer la médecine sur une partie limitée du canton.
- * Die Praxis, Heft 8/2003, Nr. 151 p. 815 (= BGE 128 V 102) – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 29 avril 2002.
Art. 19 al. 2 let. c et al. 3 LAI; art. 8ter al. 2 RAI: Liste des mesures de nature pédago-thérapeutique, conforme à la loi et à la Constitution.
- * Die Praxis, Heft 8/2003, Nr. 152 p. 821 (= BGE 129 V 217) – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 11 juin 2002.
Art. 19 et 51 LAI; art. 9 et 9bis RAI: Droit aux indemnités particulières pour les transports liés à des mesures pédago-thérapeutiques permettant la fréquentation de l'école publique.
- * sic! 6/2003, p. 500 "Rivitol / Rimostil" – Eidgenössische Rekurskommission für geistiges Eigentum vom 4. April 2003.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

AARAU

- * AGVE 2002 Nr 35 S. 111 – Entscheid des Versicherungsgericht, 4. Kammer, vom 15. Oktober 2002.
Im Beschwerdeverfahren betreffend Prämienverbilligung hat die Sozialversicherungsanstalt als unterliegende Partei keine Verfahrenskosten zu tragen (§ 31 Abs. 4 EG KVG, § 33 Abs. 2 und § 35 Abs. 1 VRPG).
- * AGVE 2002 Nr 37 S. 115 – Entscheid des Versicherungsgerichts, 4. Kammer, vom 26. November 2002.
Möglichkeit der Nachvergütung von Prämienverbilligungsbeiträgen bei wesentlicher Reduktion des Erwerbseinkommens über einen Zeitraum von mindestens sechs Monaten; zu beachtende Fristen (§§ 17 Abs. 4 und 5 EG KVG).
- * AGVE 2002 Nr 58 S. 191 – Entscheid des Verwaltungsgerichts, 1. Kammer, vom 12. März 2002.
Probeweise Entlassung; Nichteinhalten von Weisungen.
- * AGVE 2002 Nr. 59 - Entscheid des Verwaltungsgerichts, 1. Kammer, vom 9. Juli 2002.
Anstaltseinweisung eines Unmündigen; Zuständigkeit des Verwaltungsgerichts; Beschwerdelegitimation.
- * AGVE 2002 Nr 60 S. 196 – Entscheid des Verwaltungsgerichts, 1. Kammer, vom 24 September 2002.
Zwangsmassnahme, Abgrenzung freiwillig Medikation / Zwangsmedikation.
- * AGVE 2002 Nr 61 S. 200 – Entscheid des Verwaltungsgerichts, 1. Kammer, vom 6. Februar 2002.
Einweisung zur Untersuchung; Abklärungsauftrag; Zwangsmassnahmen grundsätzlich nicht zulässig.
- * AGVE 2002 Nr. 62 S. 201 – Entscheid des Verwaltungsgerichts, 1. Kammer, vom 12. März 2002.
Anstalt; ambulante Behandlung.
- * AGVE 2002 Nr 158 S. 687- Entscheid des Regierungsrates vom 20. November 2002.
Herausgabe der Krankengeschichte.

GRAUBÜNDEN

- * PVG-GR 2002, Nr 6/8 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 3. Mai 2002, Nr S 02 69 (eine Beschwerde vor dem EVG ist hängig).
Taggelder der Krankenversicherung : der Versicherer darf auch bei Vorliegen eines Arztzeugnisses weitere Abklärungen über die Dauer und den Grad der Arbeitsunfähigkeit anstellen.
- * PVG-GR 2002, Nr 6/9 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 3. Mai 2002, Nr S 01 260.
Verlangt eine versicherte Person, der die Einstellung von Leistungen in Aussicht gestellt worden ist, eine anfechtbare Verfügung und kommt die Versicherung ohne besondere Gründe dem Begehren nur mit grosser Verzögerung nach, so kann die Einstellung frühestens im Zeitpunkt wirksam werden, zu dem die Verfügung ergeht.
- * PVG-GR 2002, Nr 6/10 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 16. April 2002, Nr S 02 23.
Assicurazione malattie. Costi della degenza ospedaliera a carico dell'assicurato giusta l'art. 64 cpv. 5 LAMal e l'art. 104 OAMal. Interpretazione delle nozioni di "famiglia" et di "oneri di famiglia".
- * PVG-GR 2002, Nr 7/19 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 16. April 2002, Nr U 01 132.
Grundrecht auf Existenzsicherung. Ambulante Drogenentziehungskur. Die tatsächlich anfallenden Kostenbeteiligungen für die gesetzlich gewährleisteten Leistungen der Krankenkassen müssen zum Existenzbedarf angerechnet werden. Dafür zu erbringende Kostenbeteiligungen sind vom unterstützungspflichtigen Gemeinwesen zu tragen.

JURA

- * RJJ 2002, p. 317 – Arrêt de la Cour pénale du 20 juin 2002 en la cause Jean-Pierre P. c/ Nicolas D.
Adjudication en principe de l'action civile et renvoi au juge civil. Refus du juge pénal de faire application du privilège de l'article 44 al. 2 LAA. Notion de l'accident professionnel. Recevabilité de l'appel.

LUZERN

- * LU LGVE 2002 III Nr.15 – (30. April 2002, Nr. 262).
Befreiung vom ärztlichen Berufsgeheimnis. Artikel 321 StGB; § 22 GesG. Für die Entscheidung über die Frage der Entbindung vom ärztlichen Berufsgeheimnis hat eine Interessenabwägung stattzufinden, wobei das Interesse des Patienten oder der Patientin an der Wahrung des Geheimnisses dem persönlichen Interesse des Arztes oder der Ärztin an

dessen Offenbarung gegenüberzustellen ist. Dabei rechtfertigt nur ein deutlich höheres öffentliches oder privates Interesse die Befreiung.

NEUCHÂTEL

- * RJN 2002, p. 307 – Décision du Département de la justice, de la santé et de la sécurité du 27 août 2002 en la cause C. c./ Service de la Santé publique et de la sécurité.
Prise en charge des frais d'hospitalisation hors cantons – conditions ; notion de convenance personnelle.
- * RJN 2002, p. 312 – Arrêt du Tribunal administratif du 21 mai 2002 en la cause R. c. X. Assurances.
Réduction des prestations de l'assurance-accidents pour cause d'ivresse au volant.

SCHWYZ

- * EGV-SZ 2002, Nr B.3.1 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 17. April 2002, Nr VGE 473/01 (bestätigt durch Urteil U 178/02 des EVG vom 7. Februar 2003).
Vorliegen eines Unfalles verneint bei Kompressionsschäden (Muskelnekrose) herbeigeführt durch zwei- bis dreitägiges Liegen auf Unterarm nach der Einnahme von verschiedenen Drogen.
- * EGV-SZ 2002, Nr B.14.1 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 9. August 2002, Nr VGE 827/02.
Staatshaftung nach Art. 429a ZGB (fürsorgerische Freiheitsentziehung, FFE): Haftungsvoraussetzungen; Verjährung; Zulässigkeit einer FFE-Einweisung zum Zweck einer medizinischen Abklärung; keine Diagnose zur FFE-Einweisung erforderlich; Beurteilung der Notwendigkeit einer FFE-Einweisung nach Massgabe eines besonnenen Menschen.

THURGAU

- * TVR-TG 2002, Nr 43 – Entscheid vom 27. November 2002.
KVG Art. 31, KLV Art. 17. Zahnärztliche Behandlung zu Lasten der Grundversicherung. Aufgrund des Vertrages der Santésuisse mit den beiden Kantonen Appenzell, können (auch) kantonal approbierte Zahnärzte, in Notfällen, den Krankenversicherern Rechnung stellen. Eine Notfallbehandlung liegt nicht vor, wenn der Zahnarzt erst am Folgetag der Schmerzen aufgesucht wird. Die Behandlung eines externen Granuloms fällt nicht unter den Leistungskatalog gemäss Art. 17 KLV.
- * TVR-TG 2002, Nr 44 – Entscheid vom 20. Novembre 2002.
UVG Art. 37 Abs. 3, UVV Art. 49 Abs 2 lit. A. Leistungsverweigerung bei Beteiligung an einem Bandenkrieg.

ZÜRICH

- * RBVG-ZH 2002, Nr 59 – Urteil des Verwaltungsgerichts, 3. Kammer, vom 21. März 2002, Nr VB.2002.00040.
Die nach dem Urteil des Verwaltungsgerichts vom 26. Februar 1998 (RBVG-ZH 1998, Nr 80) bei der Gesundheitsdirektion eingereichten und noch nicht behandelten, mit Verfügung vom 17. September 1999 sistierten Gesuche um Erteilung einer Bewilligung zur Führung einer Privatapotheke dürfen bis spätestens zum Abschluss des laufenden Gesetzgebungsverfahrens betreffend die Neuregelung der Selbstdispensation weiterhin sistiert bleiben.
- * RBVG-ZH 2002, Nr 60 – Urteil des Verwaltungsgerichts, 3. Kammer, vom 20. Juni 2002, Nr VB.2002.00068.
Wird ein Gesuch um Bewilligung einer selbständigen Berufstätigkeit nur wenige Tage vor Inkrafttreten einer Gesetzesrevision eingereicht, so sind die neuen Bestimmungen anwendbar.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * ALTAVILLA A., GIOCANTI D., La responsabilité des produits défectueux dans l'Union européenne : conséquences pour le secteur de la santé après l'arrêt du 10 mai 2001 de la Cour de justice des Communautés européennes, *Médecine & droit*, 2003, n° 61, p. 123.
- * BAUMEVILLE M., MAURAIN C., L'évaluation de la pharmacodépendance : sécurité sanitaire et processus décisionnel, *Revue de droit sanitaire et social*, 2003, n° 3, p. 400.

- * DEGROTTE D., BENAICHE I., Responsabilité civile du fait d'un produit de santé défectueux : nouvelles perspectives au regard des arrêts du 25 avril 2002 de la Cour de justice des communautés européennes, *Médecine & droit*, 2003, n° 60, p. 73.
- * MEGERLIN F., Pharmacie et Internet : retour sur les nouvelles frontières de l'exercice illégal, *Revue de droit sanitaire et social*, 2003, n° 2, p. 231.
- * NEYRET L., Vaccination contre l'hépatite B. : fin du débat judiciaire ?, *Le Dalloz*, 2003, n° 38, p. 2579.
- * ZARDI M., Les certificats complémentaires de protection: l'exception du Liechtenstein, *sic!*, 6/2003, p. 546.

Assurances sociales

- * BOUMEDIENE M., L'évolution de la protection des non-salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnels : de la logique assurantielle à la logique solidaire, *Revue de droit sanitaire et social*, 2003, n° 2, p. 283.
- * FEIN R., Universal health insurance – let the debate resume, *Journal of American Medical Association*, 290 (2003), p. 818.
- * GRAISELY B., HAERTIG A., Convention du 19 septembre 2001 visant à améliorer l'accès à l'assurance des personnes présentant un risque de santé aggravé : commentaires et perspectives, *Médecine & droit*, 2003, n° 61, p. 105.
- * LAGRAVE M., Etat et assurance maladie, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2003, Tome 187, n° 3, p. 569.
- * MCWILLIAMS J. M., ZASLAVSKY A. M., MEARA E. and al., Impact of Medicare coverage on basic clinical services for previously uninsured adults, *Journal of American Medical Association*, 290 (2003), p. 757.
- * THE PHYSICIANS' WORKING GROUP FOR SINGLE-PAYER NATIONAL HEALTH INSURANCE, Proposal of the working group for single-payer national health insurance, *Journal of American Medical Association*, 290 (2003), p. 798.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * AUKTOR C., Der Chipkartenboykott – ein legitimes Mittel der Ärzte im Streit mit Krankenkassen ? *Medizinrecht*, Heft 9, 2003, p. 503.
- * BONNEAU J., L'accès au dossier médical, *Gazette du Palais*, mai-juin 2003, p. 1365.
- * BONNEAU J., La raison proportionnée en droit médical ou l'empirisme logique, le refus de soins et ses limites, *Gazette du Palais*, mai-juin 2003, p. 1470.

- * CASE P., Confidential matters: The rise and fall of informational autonomy in medical law, *Medical Law Review*, vol. 11 n° 2, Summer 2003, p. 208.
- * FALLBERG L., Consequences of the Amsterdam Declaration – A rights revolution in Europe?, *European Journal of Health Law*, 2003, vol. 10, n° 1, p. 5.
- * LECA A., Les droits des personnes soignées en fin de vie, *Revue de la recherche juridique*, 3003-2 (vol. 1), p. 825.
- * MAND E., Datenschutz in Medizinetzen, *Medizinrecht*, Heft 7, 2003, p. 393.
- * MASUDA Y., FETTERS M. D., HATTARI A. and al., Physician's reports on the impact of living wills at the end of life in Japan, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 248.
- * MAZUR D. J., Influence of the law on risk and informed consent, *British Medical Journal*, 327 (2003), p. 731.
- * PELLERIN D., Rapport sur la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des maladies et à la qualité du système de santé, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2003, Tome 187, n° 5, p. 997.
- * PHILIPPE C., La viabilité... encore (à propos d'un projet de loi tendant à assurer la protection de l'enfant à naître), *Revue de droit sanitaire et social*, 2003, n° 2, p. 316.
- * ROGERS W. A., DRAPER H., Confidentiality and the ethics of medical ethics, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 220.
- * SCHMIDT-RECLA A., Rechtliche Probleme bei der ärztlichen Versorgung obdachloser Patienten ?, *Medizinrecht*, Heft 8, 2003, p. 438.
- * STACKMANN N., Rechtliche Probleme der Behandlung Schwerkranken und Sterbender, *Medizinrecht*, Heft 9, 2003, p. 490.
- * STRÄTLING M., SEDEMUND-ADIB B., SCHARF V. E., SCHMUCKER P., Gesetzliche Wirksamkeitsvoraussetzungen von Patientenverfügungen, *Zeitschrift für Rechtspolitik*, n° 8, août 2003, p. 289.
- * SUGARMAN J., Informed consent, shared decision-making, and complementary and alternative medicine, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2003, p. 247.
- * SZASZ T., Psychiatry and the control of dangerousness on the apotropaic function of the term "mental illness", *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 227.
- * WEITZ M., DRUMMOND N., PRINGLE D. and al., In whose interest ? Current issues in communicating personal health information: A Canadian perspective, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2003, p. 292.

- * YACOB O., L'article L. 1111-4 du Code de la santé publique à l'épreuve du référé-liberté (ou le refus de soins, liberté fondamentale), *Gazette du Palais*, mars-avril 2003, p. 772.

Ethique biomédicale

- * DELMAS-MARTY M., Faut-il interdire le clonage humain ?, *Le Dalloz*, 2003, n° 37, p. 2517.
- * Festschrift edition of the *Journal of Medical Ethics* in honour of Raanan Gillon, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 265-312 ; notamment : SOMMERVILLE A., Juggling law, ethics, and intuition: practical answers to awkward questions, p. 281.
- * MIETH D., Biomedizinische Ethik und Recht im Islam in Christlich-ethischer Sicht, in : *Mieth D., Pahud de Mortgages R., Recht-Ethik-Religion, Der Spannungsbogen für aktuelle Fragen, historische Vorgaben und bleibende Probleme*, Luzern 2002, p. 196.
- * MISTRETTA P., Le projet de loi relatif à la bioéthique, *La Semaine Juridique*, n° 25, 18 juin 2003, p. 1125.
- * SEELMANN K., Menschenwürde und Embryonen, in : *Maio G., Just H. (Hrsg.), Die Forschung an embryonalen Stammzellen in ethischer und rechtlicher Perspektiv*, Baden-Baden 2003, p. 156.
- * TURNER L., Bioethics in a multicultural world: Medicine and morality in pluralistic settings, *Health Care Analysis*, 2003, vol. 11, n° 2, p. 99.

Euthanasie

- * COOK D., ROCKER G., MARSHALL J. and al., Withdrawal of mechanical ventilation in anticipation of death in the intensive care unit, *New England Journal of Medicine*, 349 (2003), p. 1123.
- * DRAZEN J. M., Decisions at the end of life, *New England Journal of Medicine*, 349 (2003), p. 1009.
- * GANZINI L., GOY E. R., MILLER L. L. and al., Nurses' experiences with hospice patients who refuse food and fluids to hasten death, *New England Journal of Medicine*, 349 (2003), p. 359-365.
- * JACOBS S., Death by voluntary deshydration – What the caregivers say, *New England Journal of Medicine*, 349 (2003), p. 325.
- * KNOPP L., Aktive Sterbehilfe – Europäische Entwicklungen und Selbstbestimmungsrecht des Patienten aus verfassungsrechtlicher Sicht, *Medizinrecht*, Heft 7, 2003, p. 379.

- * KUNIN J. Withholding artificial feeding from the severely demented merciful or immoral ? Contrasts between secular and Jewish perspectives, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 208.
- * NARAYAN-FOURMENT H., L'euthanasie active : la position prudente de la Cour européenne des droits de l'homme, *Médecine & droit*, 2003, n° 60, p. 98.
- * ONWUTEAKA-PHILIPSEN B.D., VAN DER HEIDE A., KOPER D. and al., Euthanasia and other end-of-life decisions in the Netherlands in 1990, 1995, and 2001, *Lancet* 362 (2003), p. 395.
- * ROCKER G. M., CURTIS J. R., Caring for the dying in the intensive care unit, *Journal of American Medical Association*, 290 (2003), p. 820.
- * SELWYN P. A., FORSTEIN M., Overcoming the false dichotomy of curative vs palliative care for later-stage HIV/AIDS, *Journal of American Medical Association*, 290 (2003), p. 806.
- * SOMMACCO V., Euthanasie : peut-on reconnaître un « droit à la mort » ?, *Revue générale de droit médical*, 2003, n° 9, p. 167.
- * SPRUNG C. L., COHEN S. L., SJOKVIST P. and al., End-of-life practices in European intensive care units. The Ethicus study, *Journal of American Medical Association*, 290 (2003), p. 790.
- * STRÄTLING M., LIPP V., MAY A.T., KUTZER K., GLOGNER P., SCHLAUDRAFF U., Passive und indirekte Sterbehilfe – Eine praxisorientierte Analyse des Regelungsbedarfs gesetzlicher Rahmenbedingungen in Deutschland. Empfehlungen einer interdisziplinären Arbeitsgruppe in der Akademie für Ethik in der Medizin, *Medizinrecht*, Heft 9, 2003, p. 483.
- * VAN DER HEIDE A. S., DELIENS L., FAISST K. and al., End-of-life decision-making in six European countries: descriptive study, *Lancet* 362 (2001), p. 345.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * ALEXANDER G. C., CASALINO L. P., MELZER D. O., Patient-physician communication about out-of-pocket costs, *Journal of American Medical Association*, 290 (2003), p. 953.
- * GEBHARDT D. O. E., MRSA in the Netherlands: preventive measure raises a moral issue, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 212.
- * PERIER M., Le secret médical à l'épreuve de la loyauté contractuelle en assurances de personne : un tournant décisif ?, *Gazette du Palais*, juillet-août 2003, p. 2138.
- * TSAI A. C., Policies to regulate gifts to physicians from industry, *Journal of American Medical Association*, 290 (2003), p. 1776.

- * WILLIAMS M., State ballot initiatives for health care reform, *Journal of American Medical Association*, 290 (2003), p. 1775.

Famille et santé

- * MONEGER F., L'accouchement sous X devant la Cour européenne des droits de l'homme, l'affaire Odièvre c/France, *Revue de droit sanitaire et social*, 2003, n° 2, p. 219.

Génétique humaine et biotechnologies

- * BECKAM L., Human dignity and legal reactions to reproductive cloning : is the principle too vague ?, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, Vol. 9, n° 2, (2003), p. 24.
- * DALEY J. Q., Cloning and stem cells – handicapping the political and scientific debates, *New England Journal of Medicine*, 349 (2003), p. 211.
- * DRAZEN J. M., Legislative myopia on stem cells, *New England Journal of Medicine*, 349 (2003), p. 300.
- * HENRY M., CHO M., WEAVER M., MERZ J., A pilot study on the licensing of DNA inventions, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2003, p. 442.
- * HOLM S., Regulating stem cell research in Europe by the back door, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p.203.
- * KLUGE E.-H. W., Patenting human genes: When economic interests trump logic and ethics, *Health Care Analysis*, 2003, vol. 11, n° 2, p. 119.
- * ROSENTHAL N., Prometheus's vulture and the stem-cell promise, *New England Journal of Medicine*, 349 (2003), p. 267.
- * SCHULZ S. F., Klonen an den Grenzen strafrechtlicher Wissenschaftsordnung, *Zeitschrift für Rechtspolitik*, n° 10, octobre 2003, p. 362.
- * SPRANGER T. M., Internationalisierung im Recht der Bio- und Gentechnologie – kreativ oder kontraproduktiv?, in : *Pluralität des Rechts – Regulierung im Spannungsfeld der Rechtsebenen*, Hamburg 2002, p. 199.
- * WINIKOFF D. E., WINIKOFF R. N., The charitable trust as a model for genomic biobank, *New England Journal of Medicine*, 349 (2003), p. 1180.
- * WOLF S., KAHN J., WAGNER J., Using preimplantation genetic diagnosis to create a stem cell donor: Issues, guidelines & limits, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2003, p. 327.
- * WRIGHT CLAYTON E., Ethical, legal, and social implications of genomic medicine, *New England Journal of Medicine*, 349 (2003), p. 562.

Médecine légale

- * CHIDIAC A., Contentieux liés à l'hépatite C : faut-il adapter la mission de l'expert judiciaire ?, *Gazette du Palais*, juillet-août 2003, p. 2203.
- * DEUTSCH E., Die Spätabtreibung als juristisches Problem, *Zeitschrift für Rechtspolitik*, n° 9, septembre 2003, p. 332.
- * STOVER E., HAGLUND W., SAMUELS M., Exhumation of mass graves in Iraq. Considerations for forensic investigations, humanitarian needs, and the demands of Justice, *Journal of American Medical Association*, 290 (2003), p. 663.

Mesures médicales spéciales

- * FOSTER A. M., VAN DIS J., STEINAUER J., Educational and legislative initiatives affecting residency training in abortion, *Journal of American Medical Association*, 290 (2003), p. 1777.
- * MENDELSON D., STOFTZFUS J., A comparative study of the law of palliative care and end-of-life treatment, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2003, p. 130.

Nouvelles techniques de l'information et santé

- * BATES D. W., GAWANDE A. A., Improving safety with information technology, *New England Journal of Medicine*, 348 (2003), p. 2526.

Personnes âgées et santé

- * RIEHM-COGNEE A., KESSLER F., Une nouvelle réforme pour rien de l'aide aux personnes âgées dépendantes, *Revue de droit sanitaire et social*, 2003, n° 3, p. 514.

Procréation médicalement assistée

- * BRAUDE P., MUHAMMED S., ABC of subfertility, assisted conception and the law in the United Kingdom, *British Medical Journal*, 327 (2003), p. 978.
- * EIBACH U., Präimplantationsdiagnostik (PID) – Grundsätzliche ethische und rechtliche Probleme, *Medizinrecht*, Heft 8, 2003, p. 441.
- * LÜBBE W., Das Problem der Behindertenselektion bei der pränatalen Diagnostik und der Präimplantationsdiagnostik, *Ethik in der Medizin*, Bd. 15 n° 3, 2003, p. 203.
- * SCHREIBER H. L., Die Würde des Menschen – eine rechtliche Fiktion ? Bemerkungen zur Reichweite des Menschenwürdeprinzips in der Diskussion über Embryonenforschung, Klonen und Präimplantationsdiagnostik, *Medizinrecht*, Heft 7, 2003, p. 367.

Recherche biomédicale

- * CASABONA C. M. R., La recherche et la thérapie avec des cellules souches embryonnaires. Quel est le cadre juridique pour l'Europe, *Revue générale de droit médical*, 2003, n° 9, p. 151.
- * DICKERSIN K., RENNIE D., Registering clinical trials, *Journal of American Medical Association*, 290 (2003), p. 516.
- * FYLKESNES K., KNAG FYLKESNES T., Informed consent as part and parcel of the scientific inquiry, *Lancet* 361 (2003), p. 2171.
- * KASS N., NATOWICZ M., HULL S. and al., The use of medical records in research: What do patients want ?, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2003, p. 429.
- * PUIGELIER C., Droit, réalité et science, *Revue générale de droit médical*, 2003, n° 9, p. 133.
- * ROUËSSE J., Rapport sur l'encadrement législatif des recherches biomédicales chez l'homme à l'occasion de la transposition dans le droit français de la directive européenne, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2003, Tome 187, n° 5, p. 1001.
- * SCOTT L., Research-related injury: problems and solutions, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2003, 419.
- * SEELMANN K., Paternalismus und Solidarität bei der Forschung am Menschen, in : *Strafrecht – Biorecht – Rechtsphilosophie, Festschrift für Hans-Ludwig Schreiber zum 70. Geburtstag*, Heidelberg 2003, p. 853.
- * SPICKER S., La résurgence de l'éthique de recherche biomédicale, *Revue générale de droit médical*, 2003, n° 9, p. 183.
- * STAESSEN J. A., BIANCHI G., Registration of trials and protocols, *Lancet* 362 (2003), p. 1009.
- * STEINBROOK R., Trial design and patient safety – The debate continues, *New England Journal of Medicine*, 349 (2003), p. 629.
- * TUNIS S. B., STRYER D. B., CLANCY C. M., Practical clinical trials increasing the value of clinical research for decision making in clinical and health policy, *Journal of American Medical Association*, 290 (2003), p. 1624.
- * VORBRODT STELZER S., Hat die Stammzellenforschung in Österreich eine Chance?, in : *Selbstbestimmung und Recht, Festgabe für Rainer J. Schweizer zum 60. Geburtstag*, 2003, p. 245.

Responsabilité médicale

- * AYLIN P., BEST N., BOTTLE A. and al., Following Shipman. A pilot system for monitoring mortality rates in primary care, *Lancet* 362 (2003), p. 485.

- * BERWICK D. M., Errors today and errors tomorrow, *New England Journal of Medicine*, 348 (2003), p. 2570.
- * BOU C., Les apports de la loi du 4 mars 2002 concernant l'indemnisation des accidents médicaux, *Gazette du Palais*, mai-juin 2003, p. 1537.
- * CAREGHI J.-C., Une responsabilité civile médicale a-t-elle existé dans l'ancien droit français (XVI^e-XVIII^e siècles) ?, *Revue de la recherche juridique*, 2003-2 (vol. 1), p. 835.
- * COELHO J., La nouvelle configuration de l'indemnisation des conséquences des risques sanitaires : distinction entre responsabilité et solidarité, *Revue générale de droit médical*, 2003, n° 9, p. 31.
- * DORSNER-DOLIVET A., L'indemnisation des dommages médicaux après la loi Kouchner, *Revue générale de droit médical*, 2003, n° 9, p. 47.
- * DUBOUIS L., Assurance privée et responsabilité médicale, *Revue de droit sanitaire et social*, 2003, n° 3, p. 353.
- * GARAY A., La responsabilité des médecins urgentistes dans la prise en charge des enfants, *Gazette du Palais*, mai-juin 2003, p. 1355.
- * GRIMALDI J., Réparation du dommage corporel : obsolescence des barèmes de capitalisation et liberté du juge, *Gazette du Palais*, mai-juin 2003, p. 1580.
- * LAUFS A., Der mündige, aber leichtsinnige Patient, *Neue Juristische Wochenschrift*, 2003, Heft 32, p. 2288.
- * MARAIS A., Maladies génétiques : apparition d'une nouvelle responsabilité civile familiale ?, *Le Dalloz*, 2003, n° 34, p. 2315.
- * MARCOS A., La double dimension de la faute en responsabilité médicale (commentaire de l'arrêt C.A. Amiens, 1^{ère} ch., 11 octobre 2001, Gomez c. Vuillieme et autres), *Médecine & droit*, 2003, n° 59, p. 49.
- * MARCOS A., La maladresse, essai de qualification en droit d'une notion a-juridique, *Revue générale de droit médical*, 2003, n° 9, p. 83.
- * MATHIEU B., De la difficulté de choisir entre la liberté et la vie, *Revue générale de droit médical*, 2003, n° 9, p. 97.
- * MISTRETTA P., L'indemnisation des victimes du vaccin contre l'hépatite B : conditions de la responsabilité du fabricant, *La Semaine Juridique*, n° 43-44, 22 octobre 2003, p. 1873.
- * MOQUET-ANGER M. L., Chronique de responsabilité médicale à l'hôpital, *Médecine & droit*, 2003, n° 61, p. 115.

- * MORRIS A., SAINTIER S., To be or not to be: Is that the question? Wrongful life and misconceptions, *Medical Law Review*, vol. 11 n° 2, Summer 2003, p. 167.
- * MUELLER Ch., La perte d'une chance médicale en droits comparé et suisse, *Revue générale de droit médical*, 2003, n° 9, p. 105.
- * PETITAT V., De erkenning van feiten en van fouten door een arts-verzekerde na een schadegeval: when sorry seems to be the hardest word?, *Revue de droit de la santé*, 2002-2003, n° 5, p. 306.

HIV / SIDA, lutte contre les épidémies

- * AYLWARD R. B., ACHARYA A., ENGLAND S. and al., Global health goals: lessons from the worldwide effort to eradicate poliomyelitis, *Lancet* 362 (2003), p. 909.
- * BERKLEY S., Thorny issues in the ethics of AIDS vaccine trials, *Lancet* 362 (2003), p. 992.
- * CAYLA J.-S., Déclaration aux autorités sanitaires des malades atteints de certaines maladies transmissibles, *Revue de droit sanitaire et social*, 2003, n° 3, p. 391.
- * JAGGY C., VON OVERBECK J., LEDERGERBER B. and al., Mortality in the Swiss HIV Cohort Study (SHCS) and the Swiss general population, *Lancet* 362 (2003), p. 877.

Système de santé, politique de la santé

- * BOBINSKI M. A., Health disparities and the law : Wrongs in search of a right, *American Journal of Law & Medicine*, 29 (2003), n° 2 & 3, p. 363.
- * CUTLER D. M., Disability and the future of Medicare, *New England Journal of Medicine*, 348 (2003), p. 1084.
- * DETSKY A. S., NAYLOR D., Canada's health care system – reform delayed, *New England Journal of Medicine*, 349 (2003), p. 804.
- * GRELIER-LENAIN C., La nouvelle recommandation du BVP – Allégations santé, *Gazette du Palais*, mai-juin 2003, p. 1441.
- * JACOBI J. V., Parity and difference : The value of parity legislation for the seriously mentally ill, *American Journal of Law & Medicine*, 29 (2003), n° 2 & 3, p. 185.
- * JOS P., PERLMUTTER M., MARSHALL M., Substance abuse during pregnancy : clinical and public health approaches, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2003, p. 340.
- * LISS P.-E., The significance of the goal of health care for the setting of priorities, *Health Care Analysis*, 2003, vol. 11, n° 2, p. 161.

- * MACKENBACH J. P., BAKKER M. J., For the European network on interventions and policies to reduce inequalities in health, tackling socioeconomic inequalities in health : analysis of European experiences, *Lancet* 362 (2003), p. 1409.
- * MERRICK J. C., Spiritual healing, sick kids and the law : Inequities in the American healthcare system, *American Journal of Law & Medicine*, 29 (2003), n° 2 & 3, p. 269.
- * TEITELBAUM J., ROSENBAUM S., Medical care as a public accomodation : Moving the discussion to race, *American Journal of Law & Medicine*, 29 (2003), n° 2 & 3, p. 381.
- * TRUBEK L. G., DAS M., Achieving equality : Healthcare governance in transition, *American Journal of Law & Medicine*, 29 (2003), n° 2 & 3, p. 395.
- * VILLENEUVE P., Présentation de l'ordonnance portant simplification de l'organisation et du fonctionnement du système de santé. Ord. N° 2003-580, 4 septembre 2003, *La Semaine Juridique*, n° 42, 15 octobre 2003, p. 1809.
- * WOOLHANDLER S., CAMPBELL T., HIMMELSTEIN D. U., Costs of health care administration in the United States and Canada, *New England Journal of Medicine*, 349 (2003), p. 768.

Transplantations

- * GALEA G., PEGG D., The ethics of donation: changes are necessary and soon, *Lancet* 362 (2003), p. 932.
- * LANGONE A. J., HELDERMAN J. H., Disparity between solid-organ supply and donation, *New England Journal of Medicine*, 349 (2003), p. 704-706.
- * SURMAN O. S., HERTL M., Liver donation: donor safety comes first, *Lancet* 362 (2003), p. 674.
- * UMESHITA K., FUJIWARA K., KIYOSAWA K. and al., Operative mortality of living donors in Japan, *Lancet* 362 (2003), p. 687.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

- * AIGNER G. et al. (éd.), *Handbuch Medizinrecht für die Praxis*, Wien 2003.
- * BARTLETT P., SANDLAND R., *Mental health law, policy and practice*, 2nd ed, New York 2003.

- * BEYLEVELD D., BROWNWORD R., *Human dignity in bioethics and biolaw*, Oxford 2001.
- * CALLENS S. (ed.), *E-Health and the law*, The Hague 2003.
- * COULTER A., MAGEE H. (ed.), *The European patient of the future*, Maidenhead, Philadelphia 2003.
- * DAWSON J., PEART N. (ed.), *The law of research, a guide*, Dunedin 2003.
- * DREIFUSS-NETTER F., *Le clonage humain*, La documentation française, Paris 2003.
- * GRAPHOS-CNRS, *Les modalités de définition des objectifs et stratégies de santé*, tomes I et II, Lyon 2003.
- * GUILLAUME-HOFNUNG M., *Droits des malades : vers une démocratie sanitaire?*, La Documentation française, Paris 2003.
- * *La responsabilité. Aspects nouveaux*, Travaux de l'Association Henri Capitant, tome L/1999, Paris, 2003 (contient une quinzaine de rapports nationaux et un rapport général sur la responsabilité médicale).
- * SEELMANN K., KAWAGUCHI H. (éd.), *Rechtliche und ethische Fragen der Transplantationstechnologie in einem interkulturellen Vergleich*, Beiheft 86 des *Archivs für Rechts- und Sozialphilosophie*, Wiesbaden 2003.

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Assurances sociales

- * BUENZLI D., La violence, c'est aussi... La clause du besoin, *Courrier du Médecin Vaudois*, 6/2003, p. 10.
- * COULLERY P., Der Leistungskatalog der sozialen Krankenversicherung und seine verfassungsrechtliche Vernetzung, *SZS*, 5 (2003), p. 375.

- * DUC J.-L., Commentaire de jurisprudence : Statut des assurés séjournant dans un établissement médico-social ne figurant pas dans les listes de l'article 39 alinéa 1 lettres d et e, applicable par analogie dans le cadre de l'article 39 alinéa 3 LAMal (TFA, arrêt du 30.07.03, M. P., K 67/02), *AJP/PJA*, 10/2003, p. 1243.
- * EUGSTER G., ATSG und Krankenversicherung: Streifzug durch Art. 1-55 ATSG, *SZS*, 3 (2003), p. 213.
- * GONSETH D., Les lésions assimilées selon l'article 9.2 OLAA, Un problème médico-juridique évolutif, *Courrier du Médecin Vaudois*, 4/2003, p. 6.
- * KIESER U., Die Bedeutung des krankenversicherungsrechtlichen Tarifschutzes im stationären Bereich, *SZS*, 5 (2003), p. 419.
- * KNÜSEL R., Assurance-maladie: les enjeux autour de la concurrence, *Aspects de la sécurité sociale*, 2003, n° 3, p. 12.
- * KOTTMANN H., Tarif des analyses et communautés de laboratoire, *Sécurité sociale*, 2003, n° 5, p. 296.
- * ROCHAT C.-L., Révision LAMal. Nouveau rôle pour les cliniques privées, nouveau rôle pour l'Etat, *Courrier du Médecin Vaudois*, 5/2003, p. 10.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * ABRECHT B., Les conditions du placement à des fins d'assistance, *Revue du droit de tutelle*, 2003, p. 338.
- * BIEDERMANN D., La LHand mettra-t-elle fin à la discrimination des personnes handicapées ?, *Sécurité sociale* 2003, n° 1, p. 12.
- * BREITSCHMID P., Vorsorgevollmachten, *Revue du droit de tutelle*, 2003, p. 269.
- * ETZENSBERGER M., Die « Fürsorgerische Unterbringung » und « Behandlung einer psychischen Störung » aus der Sicht eines praktischen Psychiaters (Art. 416-430 VE), *RDS*, n° 3/2003, p. 361.
- * GASSMANN J., Vorsorgen mit einer PatientInnenverfügung, *Pro Mente Sana*, 3/2003, p. 15.
- * GEISER T., Demenz und Recht, *Revue du droit de tutelle*, 2003, p. 97.
- * GUILLOD O., Le droit médical : quelques (r)évolutions récentes, *Médecin et droit médical*, D. Bertrand et al. (éds), 2e édition, Genève 2003, p. 25.
- * GUILLOD O., HELLE N., Traitement forcé : des dispositions schizo-phrènes ?, *Revue du droit de tutelle*, 2003, p. 347.

- * GUILLOD O., HELLE N., Mandat d'inaptitude, directives anticipées et représentation de la personne incapable : porte ouverte à la confusion ?, *Revue de droit suisse*, 2003 I p. 291.
- * HAUG S., 2003 : Année européenne des personnes Handicapées, *Sécurité sociale*, 2003, n° 1, p. 15.
- * KLEIN C., Différentes formes d'inégalités subies par les personnes handicapées : la situation des personnes handicapées en Suisse, *Sécurité sociale*, 2003, n° 1, p. 8.
- * LEUBA A., TRITTEN C., La protection de la personne incapable de discernement séjournant en institution, *Revue du droit de tutelle*, 2003, p. 284.
- * SANDOZ S., Directives anticipées et représentant thérapeutique : droit fédéral et droit vaudois, *Revue du droit de tutelle*, 2003, p. 280
- * SPRUMONT D., PERRENOUD J., REHM-FUCHS M., Les directives anticipées: un nouvel outil pour appréhender le futur, in : *EURO COS, La valeur du temps en Santé. Du temps gagné au temps à vivre, X^{ème} séminaire de réflexion*, Strasbourg 2003, p. 121.

Ethique biomédicale

- * AMSTAD H, HESS M, REHMANN-SUTTER C., Die Schweizer Ethikkommissionen reden miteinander... z.B. über unterschiedliche Rekursmöglichkeiten, *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 34, p. 1733.
- * SALATHÉ M, LEUTHOLD M, AMSTAD H, VALLOTTON M., Klinische Ethikkommissionen in der Schweiz – eine Bestandesaufnahme, *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 43, p. 2264.
- * SEELMANN K., Haben Embryonen Anspruch auf Menschenwürde ?, in : *Holderegger A., Pahud de Mortanges R. (Hrsg.), Embryonenforschung. Embryonenverbrauch und Stammzellenforschung – Ethische und rechtliche Aspekte, Symposium zum 60. Geburtstag von Giusep Nay, Bundesrichter, Fribourg 2003, p. 27.*
- * SEELMANN K., Attitudes of Swiss mothers towards unrelated umbilical cord blood banking 6 months after donation, *Transfusion*, 2003, p. 604.

Euthanasie

- * FAISST K, FISCHER S, ZELLWEGER U, BOSSHARD G, BÄR W, GUTZWILLER F., Medizinische Entscheidungen am Lebensende in sechs europäischen Ländern: Erste Ergebnisse. EU-Projekt «Medical End-of-Life Decisions: Attitudes and Practices in 6 European Countries», *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 32-33, p. 1676 (paru en français in : *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 34, p. 1730).

- * SEELMANN K., Sterbehilfe : Die Rechtslage in der Schweiz, in : *Brudermüller, Marx, Schüttauf, Suizid und Sterbehilfe*, Würzburg 2003, p. 135.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * BAUER W., Charte du professionnalisme médical, *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 45, p. 2350 (paru en allemand in : *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 45, p. 2347).
- * SCHNEIDER S, WINISTÖRFER M, GLAUSER R., Diminution du temps de travail: tout un travail!, *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 42, p. 2191 (paru en allemand in : *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 42, p. 2189).
- * WALDIS N., Eingabe an die Kantonsregierungen betreffend Ausführungsbestimmungen der Fristenlösung, *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 29-30, p. 1570.
- * RICHLI P., Über die Zuständigkeit des Bundes zur Regelung der wissenschaftlichen Berufe, insbesondere der Medizinal- und Psychologieberufe, in : *Mensch und Staat, L'homme et l'Etat, Festgabe der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg für Thomas Fleiner zum 65. Geburtstag*, Fribourg 2003, p. 161.
- * SEELMANN K., Die Bedeutung von Freiheits-, Leistungs- und Teilhaberechten in der Medizin. Vorschläge zur Neuorientierung aus medizin- und rechtsethischer Sicht, in : *Zukunft Medizin Schweiz, hrsg. Von Werner Stauffacher und Johannes Bircher*, Basel 2002, p. 120.

Personnes âgées et santé

- * FUHRER B., BRUNNER-PATTHEY O., JOST A., BANDI T., EBERHARD P., Besoins de soins et financement: quelle évolution future ?, *Sécurité sociale*, 2003, n° 5, p. 292.
- * LANDOLT H., Stand und Entwicklung des Pflegeversicherungsrechts, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 2003, p. 84.

Procréation médicalement assistée

- * PELET O., Pourquoi interdire le don d'ovule ?, *Plaidoyer*, n° 5/2003, p. 70.

Recherche biomédicale

- * CALAME T., Zur Patentierbarkeit von Erfindungen im Bereich der Stammzellenforschung, in : *Selbstbestimmung und Recht, Festgabe für Rainer J. Schweizer zum 60. Geburtstag*, 2003, p. 61.
- * SEELMANN K., Drittnützige Forschung an Einwilligungsunfähigen, in : *Strafrecht, Strafprozessrecht und Menschenrechte, Festschrift für Stefan Trechsel zum 65.*

Geburtstag, hrsg. Von Andreas Donatsch, Marc Forster und Christian Schwarzenegger, Zürich 2002.

Responsabilité médicale

- * GUILLOD O., RAPIN C., La responsabilité médicale. Rapport suisse, *La responsabilité. Aspects nouveaux, Travaux de l'Association Henri Capitant*, tome L/1999, Paris, 2003, p. 375.
- * MUELLER Ch., La perte d'une chance médicale en droits comparé et suisse, *Revue générale de droit médical*, 2003, n° 9, p. 105.

Système de santé, politique de la santé

- * BACHMAN J., Le Guide Santé destiné aux patients et aux assurés ne peut être réalisé pour l'instant, *Sécurité sociale*, 2003, n° 3, p. 149.
- * BREITENMOSER S., Sectoral agreements between the EC and Switzerland : Contents and context, *Common Market Law Review*, octobre 2003, vol. 40, n° 5, p. 1137.
- * FAVRE D., L'OMC à Cancun : La santé pour tous tenue en échec, *Plaidoyer*, n° 4/2003, p. 50.
- * JUNOD V., Concurrence dans le secteur de la santé : commentaire à l'ATF 127 II 91, in : *Concurrence dans le secteur de la santé*, Zürich 2002, p. 81.
- * MATTI L., Mieux coordonner la prévention, *Sécurité sociale*, 2003, n° 4, p. 227.
- * ROSSI I., Réseaux de soins, réseaux de santé, *Médecine & Hygiène*, n° 2454 du 15 octobre 2003, p. 1994.
- * STIEGER L., Les médicaments sont-ils vraiment plus chers en Suisse qu'ailleurs ?, *Sécurité sociale*, 2003, n° 2, p. 85.

Transplantations

- * SEELMANN K., Stammzellen aus Nabelschnurblut – Rechtliche und rechtsethische Fragen von Transplantation und Banking, *Therapeutische Rundschau* 59 (2002), p. 583.
- * SPRUMONT D., SPRUMONT P., MOSIMANN F., Le prélèvement d'organes sur des personnes vivantes: panacée ou boîte de Pandore?, *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 36, p. 1852.

**Ouvrages et Monographies /
Bücher und Monographien**

- * AYER A., CLEMENT T., HÄNNI C., *La relation patient-médecin : état des lieux*, Neuchâtel 2003.
- * BERTRAND D. et al., *Médecin et droit médical : présentation et résolution de situations médico-légales*, Médecine & Hygiène, Genève 2003.
- * GUILLOD O. et al., *Droit, santé mentale et handicap, Actes de la 9^e journée de droit de la santé*, Neuchâtel 2003.
- * JEANRENAUD C. et al., *Le coût social de l'abus d'alcool en Suisse*, Neuchâtel 2003.
- * LOCHER T., *Grundriss des Sozialversicherungsrechts*, 3. Auflage, Bern 2003.
- * ROGGO A., *Aufklärung des Patienten*, Bern, 2003.
- * SITTER-LIVER B., *Gerechte Organallokation*, Bern 2003.
- * SPRUMONT D., TRUTMANN M. (éd.), *La recherche avec les cellules souches: un défi! Mais pour qui ?*, Neuchâtel 2003.
- * STEFFEN G., *Introduction d'une carte santé: réflexions juridiques*, Neuchâtel 2003.

RSDS N°3

Cette rubrique présente les références des dernières parutions juridiques en matière de droit de la santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger. Ce numéro couvre en principe la période entre **le 1^{er} novembre 2003 et le 31 mars 2004**.

Diese Rubrik gibt Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheitsrecht. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der Schweiz und dem Ausland zusammengestellt. Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode **vom 1. November bis zum 31. März 2004**.

Législation/ Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

- * Conseil de l'Europe. Recommandation Rec(2003)24F du Comité des Ministres aux Etats membres sur l'organisation des soins palliatifs, adoptée par le Comité des Ministres le 12 novembre 2003, lors de la 860^e réunion des Délégués des Ministres.
- * Conseil de l'Europe. Résolution Res(2003)33F du 26 novembre 2003 relative à l'Accord partiel dans le domaine social et de la santé publique - Budget 2004, adoptée par le Comité des Ministres le 26 novembre 2003, lors de la 862^e réunion des Délégués des Ministres.
- * Conseil de l'Europe. Recommandation 1632(2003) de l'Assemblée parlementaire du 25 novembre 2003. Adolescence en détresse : une approche sociale et sanitaire du mal-être des jeunes.
- * UNESCO. Déclaration internationale sur les données génétiques humaines. Adoptée à la 32^e session de la Conférence générale de l'UNESCO le 16 octobre 2003.

II. Droit communautaire / Europarecht

(JOCE L 285 de 2003 à L 96 du 31 mars 2004

et JOCE C 263 de 2003 à C 81C du 31 mars 2004)

Droit édicté / Erlassenes Recht

- * Directive 2004/33/CE de la Commission du 22 mars 2004 portant application de la directive 2002/98/CE du Parlement européen et du Conseil concernant certaines exigences techniques relatives au sang et aux composants sanguins, JO L 91 du 30 mars 2004.
- * Décision n° 2/2003 du 17 septembre 2003 du comité institué par l'accord sur la reconnaissance mutuelle conclu entre la Communauté européenne et la Confédération suisse relative à l'inclusion d'un organisme d'évaluation de la conformité dans le chapitre sectoriel relatif aux dispositifs médicaux, JO L 323 du 10 décembre 2003.
- * Recommandation n° 22 du 18 juin 2003 concernant la jurisprudence Gottardo, selon laquelle les avantages découlant d'une convention bilatérale de sécurité sociale entre un État membre et un État tiers prévue pour les travailleurs nationaux doivent être accordés aux travailleurs ressortissants d'autres États membres, JO L 326 du 13 décembre 2003.
- * Recommandation du Conseil du 2 décembre 2003 relative au dépistage du cancer, JO L 327 du 16 décembre 2003.
- * Décision de la Commission du 3 mars 2004 instituant des comités scientifiques dans le domaine de la sécurité des consommateurs, de la santé publique et de l'environnement, JO L 66 du 4 mars 2004.

Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.

- * Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant un centre européen de prévention et de contrôle des maladies, COM(2003) 441 final, 2003/0174 (COD), du 8 août 2003.
- * Conclusions du Conseil du 27 octobre 2003 relatives à une stratégie européenne en matière d'environnement et de santé, JO C 268 du 7 novembre 2003.

- * Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la Directive du Conseil 93/42/CEE du 14 juin 1993 relative aux "Dispositifs Médicaux", JO C 268 du 7 novembre 2003.
- * Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive du Conseil 90/385/CEE du 20 juin 1990 relative aux "Dispositifs Médicaux Implantables Actifs", et directive du Conseil 93/42/CEE du 14 juin 1993 relative aux "Dispositifs Médicaux", JO C 270 du 11 novembre 2003.
- * Résolution législative du Parlement européen sur le projet commun, approuvé par le comité de conciliation, en vue d'une décision du Parlement européen et du Conseil adoptant un programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique (2003-2008) (PE-CONS 3627/2002 - C5-0204/2002 - 2000/0119(COD)), JO C 271 E du 12 novembre 2003.
- * Résolution du Parlement européen sur la santé et les droits sexuels et génésiques (2001/2128(INI)), JO C 271 E du 12 novembre 2003.
- * Rectificatif à la communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 93/42/CEE du Conseil relative aux dispositifs médicaux et de la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro* (JO C 182 du 31.7.2002), JO C 273 du 14 novembre 2003.
- * Conclusion du protocole d'accord avec la République tchèque relatif à sa participation au programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique (2003-2008), JO C 277 du 18 novembre 2003.
- * Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de *diagnostic in vitro*, JO C 280 du 21 novembre 2003.
- * Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments [*Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement (CEE) n° 2309/93 du Conseil*] et [*Décision(s) prise(s) en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE*], JO C 285 du 28 novembre 2003 ; JO C 6 du 10 janvier 2004 ; JO C 27 du 30 janvier 2004 ; JO C 44 du 20 février 2004 ; JO C 52 du 27 février 2004 ; JO C 77 du 26 mars 2004.
- * Avis d'appel à propositions — Aide à la lutte contre les maladies liées à la pauvreté (VIH/SIDA, paludisme, tuberculose) dans les pays en développement — EuropeAid/117571/C/G, JO C 295 du 5 décembre 2003.
- * Position commune (CE) n° 60/2003 du 29 septembre 2003 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité instituant la Communauté européenne, en vue de l'adoption d'un règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des procédures communautaires pour l'autorisation et la surveillance en ce qui concerne les médicaments à usage

humain et à usage vétérinaire, et instituant une Agence européenne des médicaments, JO C 297 du 9 décembre 2003.

- * Position commune (CE) n° 61/2003 du 29 septembre 2003 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité instituant la Communauté européenne, en vue de l'adoption d'une directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, JO C 297 du 9 décembre 2003.
- * Résolution législative du Parlement européen sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des procédures communautaires pour l'autorisation, la surveillance et la pharmacovigilance en ce qui concerne les médicaments à usage humain et à usage vétérinaire et instituant une agence européenne pour l'évaluation des médicaments (COM(2001) 404 - C5-0591/2001 - 2001/0252(COD)), JO C 300 du 11 décembre 2003.
- * Position du Parlement européen arrêtée en première lecture le 23 octobre 2002 en vue de l'adoption du règlement (CE) no .../2002 du Parlement européen et du Conseil établissant des procédures communautaires pour l'autorisation, la surveillance et la pharmacovigilance en ce qui concerne les médicaments à usage humain et à usage vétérinaire et instituant une agence européenne pour l'évaluation des médicaments, JO C 300 du 11 décembre 2003.
- * Résolution législative du Parlement européen sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain (COM(2001) 404 - C5-0592/2001 - 2001/0253(COD)), JO C 300 du 11 décembre 2003.
- * Appel à propositions d'action indirecte de RDT dans le cadre du programme spécifique de recherche et développement technologique et de démonstration "Intégrer et renforcer l'Espace européen de la recherche" — Appel thématique dans le domaine "Sciences de la vie, génomique et biotechnologie pour la santé", JO C 303 du 13 décembre 2003.
- * Position commune (CE) n° 65/2003 du 4 novembre 2003 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité instituant la Communauté européenne, en vue de l'adoption d'une directive du Parlement européen et du Conseil modifiant, en ce qui concerne les médicaments traditionnels à base de plantes, la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, JO C 305 du 16 décembre 2003.
- * Conclusions du Conseil du 2 décembre 2003 sur les dispositifs médicaux, JO C 20 du 24 janvier 2004.
- * Résolution du Conseil du 2 décembre 2003 Médicaments et santé publique: les défis — Priorité aux patients, JO C 20 du 24 janvier 2004.

- * Résolution législative du Parlement européen sur le projet commun, approuvé par le comité de conciliation, de directive du Parlement européen et du Conseil établissant des normes de qualité et de sécurité pour la collecte, le contrôle, la transformation, la conservation et la distribution du sang humain, et des composants sanguins, et modifiant la directive 2001/83/CE (PE-CONS 3652/2002 - C5-0469/2002 - 2000/0323(COD)), JO C 31 du 5 février 2004.
- * Avis du Comité économique et social européen sur la "Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant un Centre européen de prévention et de contrôle des maladies" (COM(2003) 441 final — 2003/0174 (COD)), JO C 32 du 5 février 2004.
- * Résolution du Parlement européen sur la communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social et au Comité des régions sur l'avenir des soins de santé et des soins pour les personnes âgées: garantir l'accessibilité, la qualité et la viabilité financière (COM(2001) 723 - C5-0163/2002 - 2002/2071(COS)), JO C 38 du 12 février 2004.
- * Résolution législative du Parlement européen sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la lutte contre les maladies dues à la pauvreté (VIH/sida, paludisme et tuberculose) dans les pays en développement (COM(2002) 109 - C5-0100/2002 - 2002/0051(COD)), JO C 39 du 13 février 2004.
- * Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 90/385/CEE du Conseil du 20 juin 1990 relative aux "Dispositifs Médicaux Implantables Actifs", JO C 42 du 18 février 2004.
- * Résolution du Parlement européen sur l'autorisation des médicaments génériques dans le cadre de l'OMC, JO C 43 du 19 février 2004.
- * Résolution législative du Parlement européen sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les aides destinées aux politiques et aux actions relatives à la santé et aux droits en matière de reproduction et de sexualité des pays en développement (COM(2002) 120 - C5-0114/2002 - 2002/0052(COD)), JO C 43 du 19 février 2004.
- * Résolution du Parlement européen sur la communication de la Commission relative aux dispositions communautaires et nationales applicables aux implants mammaires (COM(2001) 666 - C5-0327/2002 - 2002/2171(COS)), JO C 43 du 19 février 2004.
- * Communication à la Commission — Action communautaire dans le domaine de la santé publique (2003-2008) — Programme de travail 2004, y compris le programme de travail annuel en matière de subventions, JO C 52 du 27 février 2004.
- * Appel à propositions — Programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique (2003-2008), JO C 52 du 27 février 2004.

- * Résolution législative du Parlement européen sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative à la participation de la Communauté à un programme de recherche et développement visant à développer des nouvelles interventions cliniques afin de lutter contre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose grâce à un partenariat à long terme entre l'Europe et les pays en développement, entrepris par plusieurs États membres et la Norvège (COM(2002) 474 - C5-0392/2002 - 2002/0211(COD)), JO C 62 du 11 mars 2004.
- * Position commune (CE) n° 18/2004 du 26 janvier 2004 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité instituant la Communauté européenne, en vue de l'adoption d'un règlement du Parlement européen et du Conseil portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, JO C 79 E du 30 mars 2004.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.

Australie/Australien

- * Loi N° 29 du 15 avril 2003 relative à l'amélioration de la gestion de l'approvisionnement en sang en Australie et visant des fins connexes (*National Blood Authority Act, 2003, No. 29*).

Belgique/Belgien

- * Loi du 14 juin 2002 relative aux soins palliatifs. (*Moniteur belge, 26 octobre 2002*).
- * Loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient. (*Moniteur belge, 26 septembre 2002*).

Etats-Unis d'Amérique/Vereinigten Staaten

- * Programmes Medicare, Medicaid et CLIA ; conditions requises dans les laboratoires pour les systèmes de qualité et certaines qualifications du personnel ; règlement final. Partie 493 du titre 42 (Santé publique) du Code des règlements fédéraux des États-Unis. Texte en date du 7 octobre 2002. (*Federal Register, vol. 68, N° 16, 24 janvier 2003, p. 3639 à 3714*).

Italie/Italien

- * Loi N° 91 du 1^{er} avril 1999 relative au prélèvement et à la transplantation d'organes et de tissus. (*texte original publié dans Gazzetta Ufficiale della Repubblica Italiana, 15 avril 1999, N° 87*).

Kirghizistan/Kirgistan

- * Loi de 2001 de la République du Kirghizistan relative aux droits génésiques (*The Law on Reproductive Rights in the Kyrgyz Republic*).

Norvège/Norwegen

- * Loi N° 12 du 21 février 2003 relative aux banques de produits biologiques (*Norsk Lovtidend avd I nr 3 2003, LOV-2003-02-21-12, HD, I 2003 hefte 3*).
- * Loi N° 100 du 5 décembre 2003 relative à l'utilisation de la biotechnologie en médecine humaine, etc. (*Lov om humanmedisinsk bruk av bioteknologi m.m. (bioteknologiloven), LOV-2003-12-05-100, HD, I 2003 hefte 16*).

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

Droit édicté / Erlassenes Recht

[RO/AS 2003 N° 44-51 et 2004 N° 1-12 (30 MARS 2004)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

- * Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édition de la pharmacopée, du 9 novembre 2001. Modification du 30 octobre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 4041. Modification du 12 février 2004, en vigueur dès le 1^{er} avril 2004, RO 2004 1033.
- * Ordonnance sur les émoluments de l'Institut suisse des produits thérapeutiques, du 9 novembre 2001. Modification du 12 février 2004, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2004, RO 2004 1367.
- * Ordonnance du DDPS concernant les produits et méthodes de dopage (Ordonnance sur les produits dopants), du 31 octobre 2001. Modification du 18 novembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 4279.
- * Ordonnance relative au remboursement des frais de maladie et des frais résultant de l'invalidité en matière de prestations complémentaires (OMPC), du 29 décembre 1997. Modification du 17 novembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 4299.
- * Ordonnance du DFI relative aux primes moyennes cantonales en 2004 de l'assurance obligatoire des soins pour le calcul des prestations complémentaires, du 17 novembre 2003, en vigueur du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2004, RO 2003 4303.

- * Loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (Loi sur l'égalité pour les handicapés, LHand), du 13 décembre 2002, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 4487.
- * Ordonnance sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (Ordonnance sur l'égalité pour les handicapés, OHand), du 19 novembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 4501.
- * Ordonnance sur les aménagements visant à assurer l'accès des personnes handicapées aux transports publics (OTHand), du 12 novembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 4515.
- * Règlement du Comité de la formation postgrade pour les professions médicales, du 26 mars 2002. Modification du 25 novembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 4791.
- * Ordonnance sur les modifications d'ordonnances dues à la loi sur le génie génétique, du 19 novembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 4793.
- * Loi fédérale sur l'application du génie génétique au domaine non humain (Loi sur le génie génétique, LGG), du 21 mars 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 4803.
- * Ordonnance sur les laboratoires de microbiologie et de sérologie, du 26 juin 1996. Modification du 15 décembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 4835.
- * Ordonnance sur le Service sanitaire de frontière, du 17 juin 1974. Modification du 15 décembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 4837.
- * Ordonnance du DFI sur la prévention de l'introduction de nouvelles maladies infectieuses émergentes, du 15 décembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 4839.
- * Ordonnance sur la déclaration des maladies transmissibles de l'homme (Ordonnance sur la déclaration), du 13 janvier 1999. Modification du 15 décembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 4841.
- * Ordonnance concernant l'appréciation médicale des personnes astreintes à servir dans la protection civile (OAMP), du 5 décembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 5179.
- * Ordonnance sur les déclarations de médecin et de laboratoire, du 13 janvier 1999. Modification du 15 décembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 5205.
- * Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal), du 27 juin 1995. Modification du 15 décembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 5279.

- * Ordonnance concernant l'abrogation d'ordonnances dans le domaine de l'assurance-maladie, du 15 décembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 5281.
- * Ordonnance du DFI sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins, OPAS), du 29 septembre 1995. Modification du 17 novembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 5283.
- * Ordonnance sur l'homologation de produits phytosanitaires (Ordonnance sur les produits phytosanitaires), du 23 juin 1999. Modification du 26 novembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 5421.
- * Ordonnance sur les denrées alimentaires (ODAI), du 1^{er} mars 1995. Modification du 15 décembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} mai 2004 (sauf quelques articles entrant en vigueur le 1^{er} février 2004 ou le 1^{er} juin 2005), RO 2004 457.
- * Arrêté fédéral concernant le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique, du 4 mars 2002, RO 2004 577.
- * Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique, conclu à Montréal le 29 janvier 2000, entré en vigueur pour la Suisse le 11 septembre 2003, RO 2004 579.

**Messages, Rapports et Décisions Officiels /
Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse**

[FF/BBL 2003 N° 44-51 et 2004 N° 1-12 (30 MARS 2004)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

- * Loi fédérale relative à la recherche sur les cellules souches embryonnaires (Loi relative à la recherche sur les cellules souches, LRCS), du 19 décembre 2003, délai référendaire : 8 avril 2004, RO 2003 7481.
- * Rapport annuel du Conseil fédéral sur les activités de la Suisse au Conseil de l'Europe en 2003, FF 2004 175 (spécialement 192s)
- * Approbation de projets d'institutions d'assurance privée concernant l'utilisation des contributions cantonales aux traitements hospitaliers intracantonaux de patients privés et semi-privés pour l'année 2001, Office fédéral des assurances privées, 16 décembre 2003, FF 2003 7361, 20 janvier 2004, FF 2004 104.

- * Réduction de primes dans l'assurance-maladie. Subsidés de la Confédération et des cantons ; modèle de répartition pour l'année 2004, Office fédéral des assurances sociales du 25 novembre 2003, FF 2003 7120.
- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée au CHUV, du 18 novembre 2003, FF 2003 7029.
- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour un projet des HUG « *Early defibrillation program and out-of-hospital cardiac arrest : An assessment of the Chain of Survival* », du 25 novembre 2003, FF 2003 7118.
- * Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 20 mai 2001 au 31 octobre 2003, FF 2003 6756.
- * Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 5 octobre 2000 au 5 décembre 2003, FF 2003 7420.
- * Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 19 mars 2001 au 13 février 2004, FF 2004 933.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait du “Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin”,
n° 5/2003 avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à
Fribourg)

AARGAU

- * Regionales Schulabkommen über die Finanzierung der Aus- und Weiterbildung für Gesundheitsberufe vom 12.12.2002, rückwirkende Inkraftsetzung ab 01.01.2001, AGS 2003, S. 223.
- * Spitalgesetz vom 25.02.2003, in Kraft ab 01.01.2004, AGS 2003, S. 275.

BASEL-LAND

- * Verordnung über Geltendmachung der Entschädigungen an Versicherer und Gemeinden vom 26.08.2003, in Kraft ab 01.09.2003, GS 34.1163.

FRIBOURG/FREIBURG

- * Règlement de promotion de la première année tronc commun des formations d'aide familiale, d'assistance en soins et santé communautaire et de gestion en économie familiale, du 03.06.2003, ROF/ASF 2003_101.
- * Ordonnance concernant le registre servant au programme cantonal de dépistage du cancer du sein réalisé par une mammographie du 03.11.2003, entrée en vigueur le 01.11.2003, ROF/ASF 2003_153.

NEUCHÂTEL

- * Règlement de filière de la formation d'aide soignant et aide soignante en école, du 22.10.2003, entrée en vigueur au début de l'année scolaire 2003-2004, Feuille officielle 2003, N° 82, p. 1190.
- * Règlement de filière de la formation cantonale d'aide en gériatrie, du 22.10.2003, entrée en vigueur au début de l'année scolaire 2003-2004, Feuille officielle 2003, N° 82, p. 1193.
- * Règlement de filière de la formation d'aide soignant et aide soignante en cours d'emploi, d'assistante en soins et santé communautaire et de gestionnaire en économie familiale, du 22.10.2003, entrée en vigueur au début de l'année scolaire 2003-2004, Feuille officielle 2003, N° 82, p. 1198.
- * Règlement de promotion de 2^{ème} et 3^{ème} année de formation des assistant-e-s en soins et santé communautaire du 26.11.2003, entrée en vigueur le 26.11.2003, Feuille officielle 2003, N°92, p. 1346.

SCHWYZ

- * Spitalverordnung vom 22.10.2003, in Kraft ab 01.01.2004, Amtsblatt 2003, Nr. 44, S. 1698.
- * Vollziehungsverordnung zur Gesundheitsverordnung vom 23.12.2003, in Kraft ab 01.01.2004, Amtsblatt 2003, Nr. 36, S. 2083

VALAIS/WALLIS

- * Décret sur le "Réseau Santé Valais" (abroge le Décret du 01.02.2002 et aura effet aussi longtemps que lui, à savoir jusqu'à l'entrée en vigueur des modifications de la Loi du 09.02.1996 sur la santé, mais au maximum jusqu'au 31.01.2007) du 04.09.2003, entrée en vigueur le 01.01.2004, BO 2003, N° 39, p. 2173.

- * Ordonnance sur le "Réseau Santé Valais" (Planification et subventionnement des établissements hospitaliers) du 12.11.2003, entrée en vigueur le 01.01.2004m Bulletin officiel 2003, N° 47, p. 2626.
- * Ordonnance sur la mise à disposition du Réseau Santé Valais des infrastructures hospitalières et des instituts médico-techniques (a la même durée de validité que le Décret) du 12.11.2003, entrée en vigueur le 01.01.2004, Bulletin officiel 2003, N° 47, p. 2629.
- * Ordonnance sur la transition comptable et financière entre le Réseau Santé Valais et les établissements hospitaliers (validité identique à celle du Décret du 04.09.2003) du 12.11.2003, entrée en vigueur le 01.01.2004, Bulletin officiel 2003, N° 47, p. 2630.

VAUD

- * Règlement concernant l'exercice des professions de la santé (abroge dix R. spécifiques) du 10.09.2003, entrée en vigueur le 01.10.2003, FAO 2003, N° 79, p. 11.
- * Règlement sur la promotion de la santé et la prévention en milieu scolaire (Règlement sur la santé scolaire) du 05.11.2003, entrée en vigueur le 01.11.2003, FAO 2003, N° 94, p. 7.

TESSIN

- * Direttive conc. l'ammissione e l'esclusione degli allieva dalla scuola in caso di malattie infettive (Abroga la Direttiva del 20.04.2000) del 03.10.2003, entrata in vigore il 07.10.2003, BU 2003, 273.

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

Suisse / Schweiz

- * ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES, Prise en charge des patients en fin de vie, Directives médico-éthiques, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 6, p. 294.
SCHWEIZERISCHE AKADEMIE DER MEDIZINISCHEN WISSENSCHAFTEN, Betreuung von Patienten am Lebensende, Medizinisch-ethische Richtlinien, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 6, p. 288.

- * ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES, Traitement et prise en charge des patients souffrant d'atteintes cérébrales extrêmes de longue durée, Directives médico-éthiques, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 1/2, p. 55.
SCHWEIZERISCHE AKADEMIE DER MEDIZINISCHEN WISSENSCHAFTEN, Behandlung und Betreuung von zerebral schwerstgeschädigten Langzeitpatienten, Medizinisch-ethische Richtlinien, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 1/2, p. 50.
- * Charte du professionnalisme médical, *Bulletin des médecins suisses*, 2003, 83, n° 45, p. 2350.
Charta zur ärztlichen Berufsethik, *Bulletin des médecins suisses*, 2003, 83, n° 45, p. 2347.

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

(<http://www.echr.coe.int>)

- * GLASS C. ROYAUME-UNI, Arrêt de la Cour du 9 mars 2004.
Administration d'un traitement à un enfant, gravement handicapé, contre l'avis de son représentant légal – Art. 8 (droit au respect de la vie privée) – L'administration d'un traitement à un mineur contre l'avis de son représentant légal représente une atteinte au respect de la vie privée du mineur, en particulier à son intégrité physique. Tout en laissant ouverte la question de la légalité de l'intervention in casu, la Cour estime que la réglementation est compatible avec les principes énoncés dans la Convention du Conseil de l'Europe sur les Droits de l'Homme et la biomédecine : d'une part, avec l'obligation de préserver la vie du patient, sauf dans des circonstances exceptionnelles ; d'autre part, au regard de l'obligation de requérir le consentement du représentant légal du mineur avant toute intervention et, sous réserve de l'urgence, de solliciter l'autorisation d'un juge en cas de refus de consentir du parent. En l'espèce, à supposer même que la mère avait consenti, dans un premier temps, à l'administration de doses de morphine, rien n'indique que son consentement concernait aussi l'injection de diamorphine, et partant qu'il était éclairé. En tous les cas, au moment des événements litigieux, la mère avait clairement exprimé son opposition, en sorte que l'hôpital devait requérir l'autorisation d'un juge ; or la direction de l'hôpital n'entreprit aucune démarche, alors qu'une procédure d'urgence près la High Court était possible – Violation.

- ✱ HENAF c. FRANCE, Arrêt de la Cour du 27 novembre 2003.
Conditions d'hospitalisation d'un détenu âgé – Art. 3 (traitement inhumain et dégradant) – Compte tenu de l'âge du requérant, 75 ans, de son état de santé, et de l'absence d'antécédents faisant sérieusement craindre un risque pour la sécurité, la mesure d'entrave du requérant à son lit d'hôpital la veille de son opération constitue un traitement inhumain – Violation.

- ✱ MATENCIO c. FRANCE, Arrêt de la Cour du 15 janvier 2004.
Conditions de détention d'un détenu, condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, atteint de troubles neurologiques et d'une hémiplégie nécessitant des soins constants – Art. 3 (traitement inhumain et dégradant) – Si l'on ne peut déduire de l'article 3 une obligation générale de libérer un détenu pour raisons de santé, cette disposition impose en tout cas à l'Etat de protéger l'intégrité physique des personnes privées de leur liberté, notamment par l'administration des soins médicaux requis. L'état de santé, l'âge et un lourd handicap physique constituent désormais des situations pour lesquelles la question de la capacité à la détention est aujourd'hui posée au regard de l'article 3. Il s'ensuit que tout prisonnier a droit à des conditions de détention conformes à la dignité humaine de manière à assurer que les modalités d'exécution des mesures prises ne soumettent pas l'intéressé à une détresse ou à une épreuve d'une intensité excédant le niveau inévitable de souffrance inhérent à la détention. En l'espèce, le requérant jouit, malgré son état de santé, d'une relative autonomie dans la gestion quotidienne de sa détention et il ne ressort pas que les soins et traitements sont insuffisants ou inadéquats – Non violation (voir également SAKKOPOULOS c. GRECE, Arrêt du 15 janvier 2004 ; non violation).

- ✱ WORWA c. POLOGNE, Arrêt de la Cour du 27 novembre 2003.
Examens psychiatriques ordonnés dans des affaires pénales semblables – Art. 8 (droit au respect de la vie privée) – Ordonner des expertises psychiatriques, à de brèves intervalles et dans des affaires semblables, constitue une atteinte au droit au respect de la vie privée. Bien que prévue par la loi, l'atteinte était en l'espèce disproportionnée – Violation.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

(<http://curia.eu.int/fr/index.htm>)

- ✱ BUNDESVERBAND DER ARZNEIMITTEL IMPORTEURE c. BAYER et COMMISSION, aff. C-2/01 P et C-3/01 P – Arrêt de la Cour du 6 janvier 2004.

Pourvois – Concurrence – Importations parallèles – Article 85, paragraphe 1, du traité CE (devenu article 81, paragraphe 1, CE) – Notion d'accord entre entreprises' – Preuve de l'existence d'un accord – Marché de produits pharmaceutiques.

- * COMMISSION c. REPUBLIQUE FRANÇAISE, aff. C-496/01 – Arrêt de la Cour du 11 mars 2004.
Manquement d'État – France – Libre prestation des services – Droit d'établissement – Régime des laboratoires d'analyses de biologie médicale – Conditions de délivrance des autorisations administratives de fonctionnement – Siège d'exploitation sur le territoire français.
- * COMMISSION c. REPUBLIQUE FRANÇAISE, aff. C-122/03 – Arrêt de la Cour du 11 décembre 2003.
Manquement d'État – Mesures d'effet équivalent – Importateurs et distributeurs de médicaments – Présentation d'une copie conforme ou d'une attestation de l'autorisation de mise sur le marché.
- * DEUTSCHER APOTHEKERVERBAND, aff. C-322/01 – Arrêt de la Cour du 11 décembre 2003.
Articles 28 CE et 30 CE – Directives 92/28/CEE et 2000/31/CE – Législation nationale restreignant la vente par Internet de médicaments à usage humain par les pharmacies établies dans un autre État membre – Exigence d'une prescription médicale pour la livraison – Interdiction de la publicité pour la vente par correspondance de médicaments.
- * FERN OLIVIERI c. Commission et Agence pour l'évaluation des médicaments, aff. T-326/99 – Arrêt du Tribunal de première instance du 18 décembre 2003.
Médicament – Autorisation de mise sur le marché – Avis de l'Agence européenne pour l'évaluation des médicaments – Recevabilité – Intérêt à agir – Santé publique – Vérification des informations communiquées – Contrôle des évaluations scientifiques – Réputation professionnelle.
- * HÄSSLE, aff. C-127/00 – Arrêt de la Cour du 11 décembre 2003.
Règlement (CEE) n° 1768/92 – Médicaments – Certificat complémentaire de protection – Articles 15 et 19 – Validité de l'article 19 – Notion de 'première autorisation de mise sur le marché dans la Communauté' – Effets juridiques du non-respect de la date de référence mentionnée à l'article 19.
- * Neue Juristische Wochenschrift, 2004, Heft 3, p. 131 – EuGH (Plenum), Urt. v. 11.12.2003 – Rs. C-322/01 (Deutscher Apothekerverband e.V./0800 DocMorris NV und Jacques Waterval.
Grenzüberschreitende Tätigkeit von Apotheken - DocMorris

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

AUTRICHE/ÖSTERREICH

- * Recht der Medizin 4/2003, p. 120, OGH 12.12.2002.
Ärztliche Schweigepflicht.

ALLEMAGNE/DEUTSCHLAND

- * Medizinrecht, Heft 10, 2003, p. 576, BGH, Urt. v. 25.3.2003 – VI ZR 131/02 (OLG Koblenz).
Zur Rechtzeitigkeit der Patientenaufklärung.
- * Medizinrecht, Heft 10, 2003, p. 582, AG Leipzig, Urt. v. 30.5.2003 – 17 C 344/03
Aufklärung durch einen Arzt, der die deutsche Sprache nicht beherrscht.
- * Medizinrecht, Heft 11, 2003, p. 629, BGH, Urt. v. 8.4.2003 – VI ZR 265/02 (OLG Frankfurt a. M.).
Sorgfaltspflicht des Arztes bei der ambulanten Verabreichung von Sedativa.
- * Medizinrecht, Heft 12, 2003, p. 685, BGH, Urt. v. 18.3.2003 – VI ZR 266/02 (OLG Zweibrücken).
Aufklärungspflicht bei Eingriff aufgrund nachträglicher Befunde.
- * Medizinrecht, Heft 1, 2004, p. 51, BGH, Urt. v. 6.5.2003 – VI ZR 259/02 (OLG Jena).
*Objektiver Fehlerbegriff und Zurechnungszusammenhang.
Das Absehen von einer medizinisch gebotenen Vorgehensweise begründet einen ärztlichen Behandlungsfehler. Auf die subjektiven Fähigkeiten des behandelnden Arztes kommt es insoweit nicht an.*
- * Medizinrecht, Heft 1, 2004, p. 54, BGH, Urt. v. 26.6.2003 – 1 StR 269/02 (LG Regensburg).
Zur Abgrenzung zwischen Vorsatz und Fahrlässigkeit bei ärztlichem Fehlverhalten. (Leitsatz des Bearbeiters).
- * Medizinrecht, Heft 2, 2004, p. 107, BGH, Urt. v. 8.7.2003 – VI ZR 304/02 (OLG Koblenz).
Haftung für Diagnosefehler.
- * Medizinrecht, Heft 2, 2004, p. 108, OLG Stuttgart, Urt. v. 9.4.2002 – 14 U 84/01 (LG Rottweil).
*Mitverschulden des Patienten.
Einen Patienten, der bei einer Kontrolluntersuchung an Beschwerden litt, diese dem Arzt schilderte und fehlerhaft ohne weitere Veranlassung entlassen wurde, trifft kein Mitverschulden, wenn er sich bei andauernden Beschwerden nicht sogleich erneut an den Arzt wendet.
Einen Patienten, der einem ärztlichen Rat folgt, trifft nur dann ein Mitverschulden, wenn sich die Unvollständigkeit der Beratung schon jedem medizinischen Laien hätte aufdrängen oder wegen eines weitergehenden persönlichen Wissensvorsprunges hätte klar sein müssen. Von einem*

solchen persönlichen Wissensvorsprung kann bei einer Tierärztin gegenüber einem Facharzt für Chirurgie nicht ausgegangen werden.

BELGIQUE/BELGIEN

- * Revue de droit de la santé 2003-2004, n° 3, p. 181, Anvers, 1^{ère} chambre, 28 juin 2001.
Responsabilité, consentement informé, risque grave.
- * Revue de droit de la santé 2003-2004, n° 3, p. 187, Gand, 1^{ère} chambre, 22 février 2001.
Responsabilité, médecin traitant, médecin de remplacement.
- * Revue de droit de la santé 2003-2004, n° 3, p. 200, Cour d'arbitrage, 9 avril 2003.
Euthanasie, la loi du 28 mai 2002, demande de suspensions, la gravité et le caractère difficilement réparable, recours populaire.

FRANCE/FRANKREICH

- * Médecine et droit, 2003, n° 62-63, p. 139. Arrêt du Tribunal correctionnel de Brest du 13 mai 2003, no 995/3003, commenté par L. Demont.
Diligences normales en médecine : oubli d'une compresse dans l'abdomen d'une patiente à l'issue d'une laparotomie.
- * Revue trimestrielle de droit civil 2003 693 : arrêt de la Cour de cassation civile du 23 avril 2003 (commentaire de Jean Hauser).
Couple français recourant à une mère porteuse anglaise. Naissance de jumeaux. Tentative d'établir un lien de filiation maternelle avec la femme « commanditaire ».
- * La Semaine Juridique, Edition générale, n° 43-44, 22 octobre 2003, p. 1873, TGI Lyon, 4^e ch., 28 avril 2003, n° 99/07916 ; Mme P., épouse F. c/ SA Pasteur Vaccins (Juris-Data n° 2003-221388), TGI Lyon, 4^e ch., 28 avril 2003, n° 99/09696 ; B. c/ SA Pasteur Vaccins (Juris-Data n° 2003-221387), TGI Lyon, 4^e ch., 28 avril 2003, n° 02/00030 ; G. c/ SA Pasteur Vaccins (Juris-Data n° 2003-221388).
L'indemnisation des victimes du vaccin contre l'hépatite B : conditions de la responsabilité du fabricant (3 jugements sur le lien de causalité entre la vaccination et la pathologie constatée).
- * La Semaine Juridique, Edition générale, n° 47, 19 novembre 2003, p. 2037, Cass. 1^{re} civ., 23 septembre 2003 ; SAS Laboratoire Glaxo-Smithkline c/ Mme Morice, épouse Jeanpert et a. (arrêt n° 1191 FS-P+B+R+I, Juris-Data n° 2003-020386).
Conditions de la responsabilité d'un fabricant de vaccin à raison d'une sclérose en plaques faisant suite à des injections d'un vaccin contre l'hépatite B. La responsabilité du producteur est soumise à la condition que le demandeur prouve, outre le dommage, le défaut du produit et le lien de causalité entre le défaut et le dommage.

- * La Semaine Juridique, Edition générale, n° 49, 3 décembre 2003, p. 2141, Cass. 1^{re} civ., 20 mai 2003 ; SARL d'exploitation de la clinique Paofai c/ C. et a. (arrêt n° 635 FS-D, Juris-Data n° 2003-019207).

La redevance (ndl : versée par les praticiens libéraux aux cliniques privées pour la mise à disposition par ces dernières de personnel, salles d'examen, matériel etc.) n'est indue qu'autant qu'elle excède le coût réel des dépenses effectivement engagées.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante : <http://www.jaac.admin.ch>. La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante : <http://www.bger.ch/>.

- * ATF 129 I 302 – Arrêt du Tribunal fédéral du 4 juillet 2003, 1^{ère} Cour de droit public.

Protection de la personnalité après la mort. Contestation d'un ordre d'autopsie. Le défunt n'a pas la capacité d'être partie ; personne ne peut donc former en son nom un recours de droit public.

- * ATF 129 I 346 – Arrêt du Tribunal fédéral du 24 juin 2003, 1^{ère} Cour de droit public.

La protection tarifaire de l'art. 44 al. 1 LAMal n'englobe pas les frais de séjour en EMS, en particulier les frais de logement (y compris l'amortissement des bâtiments). Un canton peut donc imposer aux résidents d'EMS une participation à ces coûts d'infrastructure immobilière.

- * ATF 129 I 381 – Arrêt du Tribunal fédéral du 25 septembre 2003, 1^{ère} Cour de droit public.

Initiative populaire genevoise pour une caisse-maladie publique. S'il y a violation flagrante du principe d'unité de la matière, la scission de l'initiative et la soumission au peuple de chacune de ses parties ne peut pas être exigée.

- * ATF 129 I 402 – Arrêt du Tribunal fédéral du 14 octobre 2003, 1^{ère} Cour de droit public.

Primauté du droit fédéral. L'art. 119/1 CPS exige un avis médical pour une IVG après la douzième semaine. Un canton ne peut dès lors pas exiger, en sus, le deuxième avis d'un médecin spécialisé.

- * ATF 129 V 378 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 13 juin 2003.

Les coûts supplémentaires résultant du séjour temporaire d'une personne dans un autre établissement de soins que le home où elle réside, en raison

de la fermeture de celui-ci pour cause de vacances, ne peuvent pas être pris en charge (art. 11, 12, 14 OMPC).

- * ATF 129 V 394 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 17 juillet 2003.
Obligation de réparer le dommage en cas de refus d'une affiliation à l'assurance obligatoire des soins (art. 4/2 et 7/5 LAMal).
- * ATF 129 V 396 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 24 juillet 2003.
La subrogation légale (art. 79 LAMal ancienne teneur) laisse place à une action directe du lésé contre le tiers responsable pour le dommage non couvert, à titre obligatoire, par l'assureur maladie, qui inclut en particulier la franchise et la quote-part. Une caisse ne peut pas rembourser la totalité des frais à son assuré puis inclure la participation de celui-ci dans son action contre le tiers responsable.
- * ATF 129 V 402 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 10 juin 2003.
Règles applicables en matière de causalité adéquate selon qu'il s'agit d'un traumatisme psychique consécutif à un choc émotionnel ou d'un événement accidentel ayant entraîné une lésion et des suites psychiques secondaires.
- * ATF 129 V 455 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 22 août 2003.
La suspension de la prise en charge des prestations prend fin quand sont payées les primes (y compris les frais accessoires) ayant fait l'objet de l'acte de défaut de biens à l'origine de la suspension des prestations.
- * ATF 129 V 460 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 16 septembre 2003.
Un assuré ne peut pas se soustraire à son obligation de diminuer le dommage vis-à-vis de l'assureur-maladie en invoquant le fait qu'il est en attente de mesures de l'assurance-invalidité.
- * ATF 129 V 466 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 20 août 2003.
Lésions corporelles assimilées à un accident. L'exigence d'un facteur extérieur, conformément à l'ATF 123 V 43, est maintenue.
- * ATF 130 I 16 – Arrêt du Tribunal fédéral du 7 janvier 2004, 1^{ère} Cour de droit public.
Traitement médicamenteux forcé au cours d'une privation de liberté à des fins d'assistance en clinique psychiatrique. Atteinte grave la liberté personnelle. Examen de la base légale cantonale zougnoise. Nécessité d'opérer une pesée globale et complète des intérêts en présence.
- * ATF 130 I 26 – Arrêt du Tribunal fédéral du 27 novembre 2003, 1^{ère} Cour de droit public.
Limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à charge de l'assurance-maladie obligatoire (art. 55a LAMal et ordonnance d'exécution zurichoise). Pas de contrariété aux droits fondamentaux (spécialement la liberté économique) ni à l'Accord sur la libre circulation des personnes.

- * Abschreibungsverfügung der Rekurskommission für Wettbewerbsfragen vom 10. Oktober 2003 in Sachen i.S. Privatkliniken vs. Krankenversicherer und Konsorten im Kanton Aargau, RPW/DPC 4/2003, p. 843.
- * Beschwerdeentscheid der Rekurskommission für Wettbewerbsfragen vom 10. Oktober 2003 in Sachen i.S. Krankenkassen vs. Privatkliniken und Konsorten im Kanton Aargau, RPW/DPC 4/2003, p. 847.
- * Décisions du Conseil fédéral sur la fixation de la valeur du point TRM pour la TRM exploitée à l'Hôpital de Davos par la « Medizinische Röntgen-Institut Bad Ragaz » et pour la TRM de la Klinik Gut AG à Saint-Moritz, du 5 novembre 2003.
- * Décision du Conseil fédéral sur le recours contre l'arrêté du Conseil d'Etat bernois de ne faire figurer sur la liste hospitalière le Centre jurassien de réadaptation cardio-vasculaire que pour le domaine de prestation « réadaptation cardio-vasculaire spécifique », du 27 août 2003.
- * Die Praxis, Heft 11/2003, Nr. 205 p. 1114 (= ATF 128 V 263) – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 15 juillet 2002.
Versicherungsobligatorium; Zuweisungsverfahren (Art. 6 Abs. 2, 7 KVG; Art. 5 VwVG; Art. 156 Abs. 2 OG).
- * Die Praxis, Heft 2/2004, Nr. 33 p. 163 (=ATF 129 V 267) - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 25 février 2003 (cité dans RSDS 2/2004, p. 60).
Sanktion bei verspätetem Versicherungsbeitrag (Art. 5 Abs. 2 KVG; Art. 8 KVV; Art. 95 UVG).
- * JAAC, n° 67.133, 2003 vol. IV, Entscheid vom 2. April 2003 der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel.
Dispositifs médicaux - Dérégations pour la remise au public de dispositifs destinés au diagnostic in vitro des maladies humaines transmissibles - Pesée des intérêts.
- * JAAC, n° 67.134, 2003 vol. IV, Entscheid vom 6. Mai 2003 der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel.
Dispositifs médicaux - Interdiction de la publicité destinée au public pour des dispositifs médicaux devant être utilisés uniquement par des professionnels (en l'espèce: produit pour injections antirides).
- * JAAC, n° 67.135, 2003 vol. IV, Entscheid vom 18. Juni 2003 der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel.
Les autorités cantonales, et non l'Institut suisse des produits thérapeutiques, sont compétentes pour octroyer des autorisations de fabrication pour les médicaments qui ne nécessitent pas d'autorisation de mise sur le marché selon l'art. 9 al. 2 let. a, b et c LPT.
- * JAAC, n° 68.29, 2004 vol. I, Entscheid vom 21. Juni 2003 der Eidgenössischen Rekurskommission für medizinische Aus- und Weiterbildung.

Formation postgrade des professions médicales - Compétence décisionnelle de la Fédération des médecins suisses (FMH) - Nature juridique des prescriptions de la FMH.

- * JAAC, n° 68.30, 2004 vol. I, Décision de la Commission fédérale de recours pour la formation de base et la formation postgrade des professions médicales du 29 avril 2003.
Examens des professions médicales - Droit d'être entendu - Consultation du dossier d'examen.
- * JAAC, n° 68.31, 2004 vol. I, Entscheid vom 19. März 2003 der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel.
Médicaments - Procédure d'autorisation de mise sur le marché - Indication du délai d'utilisation dans l'information sur le médicament - Application de la Pharmacopée européenne - Exigences relatives aux essais de l'efficacité de la conservations médicaux.
- * JAAC, n° 68.37, 2004 vol. I, Décision du Conseil fédéral du 16 avril 2003 (également parue dans la Revue de l'assurance-maladie et accidents, jurisprudence et pratique administrative [RAMA] 4/2003).
Assurance-maladie - Modification de la Liste des spécialités (art. 52 al. 1 let. b LAMal) par l'Office fédéral des assurances sociales - Recours au Conseil fédéral contre une décision d'irrecevabilité d'un premier recours rendue par le Département fédéral de l'intérieur.
- * RAMA 6/2003, p. 277 – Arrêt du TFA du 17 juillet 2003 (K 86/01).
L'obligation faite au nouvel assureur (art. 7, al. 5 LAMal) de réparer le dommage intervient indépendamment des motifs (retard ou refus d'affiliation) qui fondent l'omission de la communication à l'ancien assureur.
- * RAMA 6/2003, p. 283 – Arrêt du TFA du 24 juillet 2003 (K 58/03).
La pratique de certaines caisses consistant à rembourser la totalité des frais médicaux (à titre d'avance) pour inclure, ensuite, la participation de l'assuré dans leur action contre le tiers responsable n'est pas conforme à la loi (cas de subrogation légale au sens de l'art. 79 LAMal dans sa teneur en vigueur jusqu'au 31 décembre 2002).
- * RAMA 6/2003, p. 288 – Arrêt du TFA du 22 août 2003 (K 1/03).
Suspension de la prise en charge des prestations en cas de non-paiement de primes : interprétation de l'art. 9, al. 2 OAMal (dans sa teneur en vigueur jusqu'au 31 décembre 2002).
- * RAMA 6/2003, p. 295 – Arrêt du TFA du 25 août 2003 (K 47/01).
Les contrats collectifs ne peuvent servir qu'à transférer certaines tâches administratives au preneur d'assurance. L'indemnité reçue par l'employeur pour ces tâches fait partie des frais administratifs de la caisse et ne peut être répercutée sur les assurés à titre de réduction de primes.
- * RAMA 6/2003, p. 299 – Arrêt du TFA du 1^{er} septembre 2003 (K 63/02).

Examen de la prise en charge d'un médicament ne figurant pas dans la liste des spécialités dans le cadre d'un traitement post-opératoire. Application de la jurisprudence rendue sous la LAMA concernant le « complexe thérapeutique » ? Question laissée ouverte.

- * RAMA 6/2003, p. 311 – Arrêt du TFA du 16 septembre 2003 (K 46/03).
Légalité des conditions de prise en charge des coûts du Xénical au titre de l'assurance obligatoire des soins sous le régime transitoire créé par l'admission provisoire de ce médicament dans la liste des spécialités.
- * RAMA 6/2003, p. 315 – Arrêt du TFA du 22 septembre 2003 (K 10/03).
Cas d'application d'une « exception dûment motivée » justifiant la poursuite de la psychothérapie ambulatoire (art. 3, al. 1 OPAS).
- * RAMA 6/2003, p. 321 – Arrêt du TFA du 25 août 2003 (K 60/03).
Soins à domicile dispensés à une personne gravement handicapée : admissibilité d'un tarif conventionné plus élevé lorsque les soins sont dispensés par du personnel soignant diplômé.
- * RDAF 2003 I, p. 635 – Arrêt du Tribunal fédéral du 28 avril 2003, n° 4P.265/2002.
Consentement libre et éclairé du patient. – Octroi d'un délai raisonnable pour se déterminer. – Consentement hypothétique.
- * RDAF 2003 I, p. 414 – Arrêt du Tribunal fédéral du 2 mai 2001, in : Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht 2002, p. 331 ss.
Protection des données. – Droit de demander la rectification et la destruction de documents. Assureur dans le domaine obligatoire de l'assurance-accidents.
- * RDAF 2003 I, p. 448 – Arrêt du Tribunal fédéral du 24 octobre 2001, Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht 2002, p. 322 ss (avec note de Christoph Müller).
Admissibilité d'une limitation de la vente directe de médicaments par les médecins. – Domaine de protection et limites de la liberté économique.
- * RDAF 2003 I, p. 564 – Arrêt du Tribunal fédéral du 2 novembre 2001 (ATF 128 I 92).
Conditions mises à l'autorisation d'exercer comme psychothérapeute indépendant sans formation médicale (art. 27 et 49 Cst. féd.).
- * RDAF 2003 I, p. 577 – Arrêt du Tribunal fédéral du 23 juin 2000, Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht 2002, p. 30 ss.
Compétence des autorités de contrôle de médicaments ou des denrées alimentaires en cas de publicité trompeuse (préconisation d'un effet curatif, lénitif ou préventif) pour des objets usuels (cosmétiques).
- * Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, I – 2003 p. 264 n° 68, TFA 30.9. 2002 N. I 659/01 in re M.

Art. 12 cpv. 8 LAI ; 2 cpv. 1 OAI ; 1 segg. OPre. I costi dell'innesto di una lentina fackica bilaterale per la correzione di una miopia non devono essere assunti dall'assicurazione invalidità, in quanto tale trattamento non presenta i requisiti necessari per il relativo riconoscimento scientifico, secondo la definizione sviluppata vigente la LAMI, ripresa nell'ambito della LAMal e di principio applicabile anche ai provvedimenti sanitari dell'assicurazione invalidità, visto che non è largamente ammesso dai ricercatori e dai medici.

- * Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, I – 2003 p. 313 n° 79, TFA 14.10.2002 N. U 403/01 in re B.

Art. 6 cpv. 1 LAINF ; 9 cpv. 1e 2 OAINF. Un'ernia discale riportata da un agente di polizia, dotato di eccellente forma fisica nonché di un'istruzione particolare, in occasione dell'abbattimento di una porta, che non presenta caratteristiche speciali e imprevedibili e nella cui operazione non si registra nulla di inabituale o di non programmato, non costituisce un'infortunio, non trattandosi di un fatto straordinario e imprevedibile, né di uno sforzo manifestamente eccessivo. Nemmeno si è in presenza di una lesione parificata ai postumi di infortunio, ritenuto che l'ernia del disco non risulta nell'elenco esaustivo di cui all'art. 9 cpv. 2 OAINF.

- * Semaine judiciaire 2004 I, n°12, p. 196 – Arrêt du Tribunal fédéral, 1^{ère} Cour de droit public. 14 octobre 2003. Schweizerische Vereinigung für Straflosigkeit des Schwangerschaftsabbruchs et autres c. Direction de la santé du canton de Zurich. 1P.561/2002.

Interruption de grossesse non punissable – Force dérogatoire du droit fédéral – Interdiction d'imposer un second avis médical – Cst. 49 ; CP 119.

- * sic! 12/2003, p. 984, "Pure Red Cell Aplasia II" – Arrêt du Tribunal fédéral du 6 juin 2003.

Demeure indécise la question de savoir si le refus d'admettre l'illicéité de la publicité comparative litigieuse est compatible avec l'interdiction de l'arbitraire (OPMéd 7 I, 5; Cst. 9).

- * Studie des Preisüberwachers, Medikamentenpreise, RPW/DPC 2003/5, p. 1019.

- * Studie des Preisüberwachers, Medizinische Hilfsmittel, RPW/DPC 2003/5, p. 1023.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

APPENZEL A.RH.

- * AR GVP 14/2002 p. 35 n° 2217– Vger 21.11.2001.

Die obligatorische Krankenpflegeversicherung ist für im Ausland erbrachte Krankenpflege nur leistungspflichtig, wenn entweder ein Notfall oder die

Leistung in der Schweiz nicht erbracht werden kann. Dass die Behandlung (Katheterablation des Vorhofflatterns) in Deutschland gewisse technische Vorteile aufwies, ändert nichts daran, dass dieser Eingriff auch in der Schweiz in medizinisch verantwortbarer und der Versicherten zumutbarer Weise hätte durchgeführt werden können.

BERNE/BERN

- * BVR/JAB 2003 p. 500 ss. – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 19.02.2003.
Assurance-accidents (art. 39 LAA ; 50 OAA) : réduction des prestations en cas d'entreprise téméraire (ski hors piste, réduction de 50% justifiée in casu).
- * sic! 12/2003, p. 976, "Pure Red Cell Aplasia I"- jugement de la Cour d'appel du canton de Berne du 26 février 2003.
La violation de dispositions de droit administratif n'est pas nécessairement pertinente sous l'angle du droit de la concurrence déloyale. Elle ne le sera que si elle est en mesure de procurer un avantage au concurrent, en tenant compte aussi des sanctions qu'elle peut entraîner. Tel peut manifestement être le cas s'agissant de la violation de dispositions de l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPMéd).

FRIBOURG/FREIBURG

- * RFJ 2003, p. 190 - Cour des assurances sociales du Tribunal administratif, arrêt du 23 janvier 2003.
Art. 13 et 26bis LAI. Mesures médicales. Prises en charge du traitement ostéopathique d'une petite fille souffrant de mucoviscidose par l'assurance invalidité.
- * RFJ 2003, p. 194 - Cour des assurances sociales du Tribunal administratif, arrêt du 27 mars 2003.
Art. 16 al. 1 et 2 let. c, 21bis al. 1 LAI. Perfectionnement professionnel et conditions pour la prise en charge des frais supplémentaires.
- * RFJ 2003, p. 199 - Cour des assurances sociales du Tribunal administratif, arrêt du 5 juin 2003.
Art. 24 et 25 LAI. Assuré effectuant un stage de réadaptation à plein temps et qui pourvoir lui-même à sa nourriture et à son logement. Le supplément de réadaptation doit être servi en sus de l'indemnité journalière et n'est pas englobé dans la réduction de l'indemnité totale.
- * RFJ 2003, p. 209 - Cour des assurances sociales du Tribunal administratif, arrêt du 18 juin 2003.
Art. 40 et 84 LAA. Cas d'un assuré exclu de son activité de boulanger en raison d'une maladie professionnelle. L'indemnité de transition prévue par l'OPA entre en concours avec les prestations de l'assurance chômage, mais disparaît si des indemnités journalières sont allouées par l'assurance invalidité.

JURA

- * Arrêt de la Chambre des assurances du 20 juin 2002 en la cause O. c/ Société d'assurance X, RJJ 2/2003, p. 165.
Notion d'expertise médicale; respect du droit d'être entendu (Art. 29 al. 2 Cst).

OBWALDEN

- * VVGE-OW 2001-2002, Nr 39 S. 132 ff – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 30. April 2001.
Kürzung von Leistungen der Unfallversicherung. Unterscheidung zwischen absolutem und relativem Wagnis. Die Teilnahme an Motocross-Veranstaltungen stellt in der Regel ein absolutes Wagnis dar.

TESSIN

- * Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, I – 2003 p. 271 n° 70, TCA 5.8.2002 N. 32.2001.00106 in re A.
Art. 21, 8 LAI ; 2 e 4 OMAI. Un autoveicolo non può essere consegnato in prestito ad un assicurato, di quasi 60 anni e che dall'età di 3 anni soffre degli esiti di una poliomielite, quale mezzo ausiliario, se, anche a prescindere dal fatto che egli abbia cessato l'attività lucrativa, l'autovettura non riveste un'importanza esistenziale per l'espletamento delle sue mansioni consuete. L'assicurato può comunque continuare a utilizzare il veicolo consegnatogli nel passato fintanto che gli è indispensabile per spostarsi, stabilire contatti nel proprio ambiente o sviluppare un'autonomia più estesa.
- * Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, I – 2003 p. 318 n° 80, TCA 18.10.2002 N. 35.2002.00029 in re C.
Art. 6 cpv. 3 LAINF ; 10 OAINF. Quando l'esistenza di una patologia di natura morbosa alla mano destra e non di disturbi dovuti all'evento traumatico, può essere constatata solo mediante un intervento chirurgico, eseguito da un medico consultato su ordine dell'istituto assicuratore, questi è responsabile della limitazione funzionale dell'arto superiore destro che ne consegue, poiché in tal caso il provvedimento sanitario costituisce una misura destinata ad accertare le circostanze dell'infortunio. All'assicuratore LAINF rimane la facoltà di esercitare un eventuale regresso nei confronti del medico autore dell'intervento operatorio.

VALAIS/WALLIS

- * Revue Valaisanne de jurisprudence, 1/2004, p. 89, ACPD du 10 mars 2003, X. c. Conseil d'Etat.
Autorisation d'exercer la médecine à titre indépendant, la garantie constitutionnelle de la liberté économique s'étend à l'exercice de la médecine, limitations à cette liberté, le refus d'autorisation de pratique indépendante opposé à un médecin qui a contrevenu, dans le passé, à la Lstup, est contraire au principe de proportionnalité.
- * Revue Valaisanne de jurisprudence, 1/2004, p. 94, ATCA du 14 octobre 2002, X. c. Caisse-maladie Concordia.

Ergothérapie – art. 6 OPAS, définition de la maladie, le seul fait qu'un médecin prescrive un traitement d'ergothérapie ne signifie pas encore que l'on soit en présence d'une maladie, est décisif le fait de savoir si l'affection de base qui a donné lieu à la prescription d'une ergothérapie fait l'objet d'un examen médical et/ou est traitée médicalement ou non.

Doctrines / Lehre

I. Doctrines internationales et étrangères (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles /
Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * ALTMAN D.E., The new Medicare prescription-drug legislation, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 9.
- * CONCE-CHEMTOB M.-C., L'encadrement juridique de la pharmacovigilance des médicaments à usage humain dans l'Union européenne, *Revue générale de droit médical*, 2004, no 12, p. 83.
- * CRISTOL D., La responsabilité des autorités nationale et communautaire relative au contrôle de la mise sur le marché des médicaments, *Revue de droit sanitaire et social*, 2004, n°1, p. 132.
- * FEGERT J.M., KÖLCH M., LIPPERT H.-D., Sichere und wirksame Arzneimittel auch für Kinder. Eine Herausforderung für die 12. Novelle zum Arzneimittelgesetz, *Zeitschrift für Rechtspolitik*, 2003, Heft 12, p. 446.
- * GARATTINI S., BERTELE V., BASSI LL., European Council waters down European Parliament's drug regulatory legislation, *Lancet* 362 (2003), p.1688.
- * MELLO M.M., STUDDERTS D.M., BRENNAN T.A., The pharmaceutical industry versus Medicaid – limits on States initiatives to control prescription-drug costs, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 608.

- * MOKEN M.C., Fake pharmaceuticals : how they and relevant legislation or lack thereof contribute to consistently high and increasing drug prices, *American Journal of Law and Medicine*, volume 29, n°4, 2003, p. 525.
- * ROBERT J.-A., REGNAULT A., Les effets indésirables des médicaments : information et responsabilités, *Le Dalloz*, 2004, n° 8, p. 510.

Assurances sociales

- * SCHNEIDER A., Modernisierung der Krankenpflegeausbildung, *Medizinrecht*, Heft 2, 2004, p. 91.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * ALT-MAES F., Les deux faces de l'information médicale : vers un nouvel équilibre des relations médecin-malade après la loi du 4 mars 2002 ?, *Gazette du Palais*, novembre-décembre 2003, p. 3639.
- * AMOWITZ L.L., KIM G., REIS C. and al., Human rights abuses and concerns about women's health and Human rights in southern Iraq, *Journal of American Medical Association*, 291 (2004), p. 1471.
- * AZOUX BACRIE L., Un nouveau droit des malades : la médiation, *Médecine et droit*, 2003, n° 62-63, p. 159.
- * BICLET P., Faut-il transfuser un témoin de Jéhovah contre son gré ?, *Médecine et droit*, 2003, n° 62-63, p. 137.
- * CHAGNON J.-L., FOURNIER V., Fallait-il transfuser contre son gré Madame G., témoin de Jéhovah ?, *Médecine et droit*, 2003, n° 62-63, p. 133.
- * DAUBECH L., Approche critique de la loi du 4 mars 2002, *Revue générale de droit médical*, 2004, n° 12, p. 31.
- * DEKEUWER-DEFOSSEZ F., L'autorité parentale à l'épreuve de la loi Kouchner, *Revue générale de droit médical*, 2004, n° 12, p. 99.
- * LANGEVIN L., Entre la non-reconnaissance et la protection : la situation juridique de l'embryon et du fœtus au Canada et au Québec, *Revue internationale de droit comparé*, 2004, n° 1, p. 39.
- * Lebensrettende Operation : Zum Problem des Patientenwillens, *Ethik in der Medizin*, Heft 1, 2004, p. 68.

- * MANAOUIL C., Le dossier médical du patient majeur : contenu et gestion de l'accès, *Droit, déontologie et soin*, 2003, vol. 3, n° 4, p. 462.
- * MASSIN I., La délivrance de certificats médicaux à un tiers au regard du secret professionnel, *Revue de droit de la santé*, 2003-2004, n° 3, p. 162.
- * POMMER S.E., Das [österreiches] UbG [Unterbringungsgesetz] im Rechtsvergleich, *Recht der Medizin* 6/2003, p. 169.
- * REIS C., AHMED A.T., AMOWITZ L.L. and al., Physician participation in Human rights abuses in southern Iraq, *Journal of American Medical Association*, 291 (2004), p. 1480.
- * SAINTE-ROSE J., La protection pénale de l'enfant à naître, *Revue générale de droit médical*, 2004, n° 12, p. 215.
- * SCHOLZE B., FINKEISSEN E., Ärztliche Fortbildungspflicht in Deutschland, *Medizinrecht*, Heft 3, 2004, p. 141.
- * SCHUTYSER K., Les droits du patient en Europe : tableaux comparatifs, *Revue générale de droit médical*, 2004, n° 12, p. 67.
- * TERESA REQUEJO M., Legal analysis of the Spanish basic law 41/2002 on the autonomy of the patient and the rights and obligations with regard to clinical information and documentation, *European journal of health law*, 2003, Vol. 10, n° 3, p. 257.
- * TERRY N.P., Privacy and the health information domain : properties, models and unintended results, *European journal of health law*, 2003, Vol. 10, n° 3, p. 223.
- * TSOLOVA S., Patients' rights in Bulgaria, *European journal of health law*, 2003, Vol. 10, n° 3, p. 281.
- * VERHAEGEN M.-N., L'accès du patient au dossier géré par le praticien professionnel, *Revue de droit de la santé*, 2003-2004, n° 2, p. 74.
- * WOODWARD B., HAMMERSCHMIDT D., Requiring consent vs. waiving consent for medical records research : a Minnesota law vs. the U.S. (HIPAA) privacy rule, *Health care analysis*, 2003, Vol. 11, n° 3, p. 207.

Ethique biomédicale

- * ANDORNO R., La Convention d'Oviedo : vers un droit commun européen de la bioéthique, *Bioéthique, bioéthiques*, 2003, p. 59.
- * FATEH-MOGHADAM B., SCHROTH U., GROSS C., GUTMANN T., Die Praxis der Lebendspendekommissionen – Eine empirische Untersuchung zur Implementierung prozeduraler Modelle der Absicherung von

Autonomiebedingungen im Transplantationswesen. Teil 1 : Freiwilligkeit, *Medizinrecht*, Heft 1, 2004, p. 19.

- * FATEH-MOGHADAM B., SCHROTH U., GROSS C., GUTMANN T., Die Praxis der Lebendspendekommissionen – Eine empirische Untersuchung zur Implementierung prozeduraler Modelle der Absicherung von Autonomiebedingungen im Transplantationswesen. Teil 2 : Spender-Empfänger-Beziehung, Organhandel, Verfahren, *Medizinrecht*, Heft 2, 2004, p. 82.
- * LIPPERT H.-D., Die Deklaration von Helsinki ist tot – es lebe die Deklaration von Helsinki, *Medizinrecht*, Heft 12, 2003, p. 681.
- * MACKLIN R., Dignity is a useless concept, *British Medical Journal*, 327 (2003), p. 1419.

Euthanasie

- * ADAMS M., NYS H., Comparative reflections on the Belgian euthanasia Act 2002, *Medical law review*, 2003, Vol. 11, n° 3, p. 353.
- * BIEGLER P., Should patient consent be required to write a do not resuscitate order, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 359.
- * CHEYNET DE BEAUPRE A., Euthanasie, vivre et laisser mourir, *Le Dalloz*, 2003, n° 44, p. 2980.
- * FRILEUX S., LELIÈVRE C., MUNOZ M.T. and al., When is physician assisted suicide or euthanasia acceptable, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 330.
- * KOVACS L., FREWER A., „Aktive Sterbehilfe“ auf dem Weg nach Deutschland ? : Paradigmatische Fälle und die Entscheidung des Verfassungsgerichts in Ungarn, *Ethik in der Medizin*, Heft 1, 2004, p. 75.
- * LELEU Y.-H., GENICOT G., L'euthanasie en Belgique et aux Pays-Bas, Variations sur le thème de l'autodétermination, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n°57, 2004, p. 3.
- * MOCK H., Euthanasie et suicide assisté en Suisse, Etats des lieux et perspectives, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n°57, 2004, p. 51.
- * NYS H., A presentation of the Belgian Act on euthanasia against the background of Dutch euthanasia law, *European journal of health law*, 2003, Vol. 10, n° 3, p. 239.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * DUBOIS L., L'Europe des diplômes médicaux, une Europe sans frontière extérieures ? (à propos de l'arrêt Tennah-Durez, CJCE 19 juin 2003, aff. C-110/01), *Revue de droit sanitaire et social*, 2004, n° 1, p. 92.
- * GRUEN R.L., PEARSON S.D., BRENNAN T.A., Physician-citizens – public roles and professional obligations, *Journal of American Medical Association*, 291 (2004), p. 94.
- * LIPPERT H.-P., RATZEL R., Arzt und Industrie nach den Beschlüssen des 106. Deutschen Ärztetags 2003, *Neue Juristische Wochenschrift*, 2003, Heft 46, p. 3301.
- * MORET-BAILLY J., Les rapports entre la loi et les déontologies des professions de santé après le 4 mars 2002, *Revue de droit sanitaire et social*, 2003, n°4, p. 581.
- * PENNEAU J., Droit médical, *Le Dalloz*, 2004, n° 9, p. 597.
- * SCHWARTZ R., L'étendue du droit d'expression du médecin libéral, *Revue de droit sanitaire et social*, 2003, n°4, p. 589.
- * THIELE C., Rechtsfragen der medizinischen Online-Beratung, *Recht der Medizin* 3/2003, p. 72.

Génétique humaine et biotechnologies

- * BECKAM L., Human dignity and legal reactions to reproductive cloning : is the principle too vague ?, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, Vol. 9, n°2, 2003, p. 24.
- * DAMM R., Gesetzgebungsprojekt Gentestgesetz – Regelungsprinzipien und Regelungsmaterien, *Medizinrecht*, Heft 1, 2004, p. 1.
- * LEMMENS T., Genetics and insurance discrimination : comparative legislative, regulatory and policy developments and Canadian options, *Health law journal special edition*, 2003, p. 41.
- * The Protection of the Human Embryo In Vitro, Report by the Working Party on the Protection of the Human Embryo and Foetus approved for declassification by the 24th meeting of the Steering Committee on Bioethics (17-20 June 2003), *Human Reproduction and Genetic Ethics*, Vol. 10, n°1, 2004, p. 5.
- * ROBERTSON J.A., Procreative Liberty in the Era of Genomics, *American Journal of Law and Medicine*, volume 29, n°4, 2003, p. 439.

Mesures médicales spéciales

- * DRAZEN J.M., Inserting Government between patient and physician, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 178.
- * GREENE M.F., ECKER J.L., Abortion, health, and the law, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 184.
- * HEBERER J., MÖSSBAUER A., Schweigepflicht bei infektiösen Patienten : Persönlichkeitsschutz des Patienten vor Schutz des Personals im Krankenhaus ? , *Medizinrecht*, Heft 3, 2004, p. 138.

Nouvelles techniques de l'information et santé

- * HODGE J., Health Information Privacy and Public Health, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2003, p. 663.

Procréation médicalement assistée

- * KRIARI-CATRANIS I., Human assisted procreation and human rights – the Greek response to the felt necessities of the time, *European journal of health law*, 2003, Vol. 10, n° 3, p. 271.
- * MAZARS C., Medically Assisted Procreation and the right to found a family, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, Vol. 10, n°1, 2004, p. 40.
- * SCOTT R., Prenatal screening, autonomy and reasons : the relationship between the law of abortion and wrongful birth, *Medical law review*, 2003, Vol. 11, n° 3, p. 265.

Recherche biomédicale

- * BERGMANN K.E. et al., Ethische und rechtliche Aspekte der epidemiologischen Forschung mit Kindern und Jugendlichen in Deutschland am Beispiel des Kinder- und Jugendgesundheits surveys : the health survey of children and adolescents, *Ethik in der Medizin*, Heft 1, 2004, p. 22.
- * BURRIS S., GABLE L., STONE L., LAZZARINI Z., The Role of State Law in Protecting Human Subjects of Public Health Research and Practice, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2003, p. 654.
- * FURNESS P., SULLIVAN R., The human tissue Bill, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 533.
- * HART D., Kindes- und Patientenwohl in der Arzneimittelforschung am Menschen – Anmerkungen zur geplanten Novellierung des AMG, *Medizinrecht*, Heft 11, 2003, p. 610.

- * ILLES F. et al., Einstellung u psychiatrisch-genetischer Forschung und prädiktiver Diagnostik : Hoffnungen und Befürchtungen von Patienten, Angehörigen und der Allgemeinbevölkerung in Deutschland, *Ethik in der Medizin*, Heft 4, 2003, p. 268.
- * PUIGELIER C., La tentation de l'inutile, *Revue générale de droit médical*, 2004, n° 12, p. 189.
- * ROBLING M.R., HOOD K., HOUSTON H. and al., Public attitudes towards the use of primary care of patient record data in medical research without consent: a qualitative study, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 104.
- * SCHÜKLENK U., Professional responsibilities of biomedical scientists in public discourse, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 53.
- * SREENIVASAN G., Does informed consent to research require comprehension? *Lancet* 362 (2003), p. 2016.
- * VIENS A.M., SAVULESCU J., Introduction to the Olivieri symposium, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 1
- * WILMUT I., Human cells from cloned embryos in research and therapy, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 415.
- * WOODS K., Implementing the European clinical trials directive, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 240.

Responsabilité médicale

- * BOCKEY A., Das selbstständige Beweisverfahren im Arzthaftungsrecht, *Neue Juristische Wochenschrift*, 2003, Heft 48, p. 3453.
- * CALLENS S., Medical civil liability in Belgium : four selected cases, *European journal of health law*, 2003, Vol. 10, n° 2, p. 115.
- * CAPSTICK B., The future of clinical negligence litigation ?, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 457.
- * DELPRAT L., Le médecin malgré lui... ou l'évolution jurisprudentielle de la non-assistance à personne en danger, *Revue générale de droit médical*, 2004, n° 12, p. 105.
- * DEMONT L., Responsabilité médicale : chronique de jurisprudence, *Médecine et droit*, 2003, n° 62-63, p. 139.
- * DUTE J., Medical malpractice liability : no easy solutions, *European journal of health law*, 2003, Vol. 10, n° 2, p. 85.
- * HOLBROCK J., The criminalisation of fatal medical mistakes, *British Medical Journal*, 327 (2003), p. 1118.

- * HONTEBEYRIE A., La responsabilité des cliniques du fait des médecins : à propos de deux solutions singulières, *Le Dalloz*, 2004, n° 2, p. 81.
- * INTRONA F., La responsabilité professionnelle médicale en Italie aujourd'hui, *Revue générale de droit médical*, 2004, n° 12, p. 161.
- * KOCH B.A., Austrian cases on medical liability, *European journal of health law*, 2003, Vol. 10, n° 3, p. 91.
- * L'HOTE D., Le point sur l'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales, *Revue générale de droit médical*, 2004, n° 12, p. 183.
- * LEWINSKI K.V., Schweigepflicht von Arzt und Apotheker, Datenschutzrecht und aufsichtsrechtliche Kontrolle, *Medizinrecht*, Heft 2, 2004, p. 95.
- * MCHALE J.V., Medical malpractice in England : current trends, *European journal of health law*, 2003, Vol. 10, n° 2, p. 135.
- * MARTÍN-CASALS M., RIBOT IGUALADA J., SOLÉ FELIU J., Medical malpractice liability in Spain : trends and developments, *European journal of health law*, 2003, Vol. 10, n° 2, p. 153.
- * NEYRET L., Handicaps congénitaux : tout risque d'action en responsabilité civile d'un enfant contre sa mère n'est pas écarté, *Recueil Dalloz 179(2003)*, n° 26, p. 1711.
- * PITZL E., HUBER G.W., Verschuldensunabhängige Patientenentschädigung - Patientenentschädigungsfund, *Recht der Medizin 4/2003*, p. 100.
- * KATZENMEIER CH., Arbeitsteilung, Teamarbeit und Haftung : zugleich ein Beitrag zur rechtlichen Rezeption medizinischer Kooperationsvereinbarungen, *Medizinrecht*, Heft 1, 2004, p. 34.
- * SCHAUER M., „Wrongful birth“ in der Grundsatzentscheidung des OGH – Eine rechtsethische Betrachtung, *Recht der Medizin 1/2004*, p. 18.
- * STUDDERT D.M., MELLO M.M., BRENNAN T.A., Medical Malpractice, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 283.
- * TUOHIMÄKI C. et al., The use of harmful for others-criterion for involuntary treatment in Finland, *European journal of health law*, 2003, Vol. 10, n° 2, p. 183.
- * VAYRE P., Les professionnels de santé face au défi sécuritaire de la loi 2002-303 du 4 mars 2002, *Gazette du Palais*, septembre-octobre 2003, p. 2758.

SIDA, lutte contre les épidémies

- * COKER R., Compulsory screening of immigrants for tuberculosis and HIV, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 298.
- * GOSTIN L.O., BAYER R., FAIRCHILD A.L., Ethical and legal challenges posed by severe acute respiratory syndrome. implications for the control of severe infectious disease threats, *Journal of American Medical Association*, 290 (2003), p. 3229.
- * FAIRCHILD A., COLGROVE J., BAYER R., The myth of exceptionalism: The history of venereal disease reporting in the twentieth century, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2003, p. 624.

Systeme de sante, politique de la sante

- * BLOCHE M., JUNGMAN E., Health policy and the WTO, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2003, p. 529.
- * COOK R., GALLI BEVILACQUA M.B., Invoking human rights to reduce maternal deaths, *Lancet* 363 (2004), p. 73.
- * DASH P., New providers in UK health care, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 340.
- * DEGUERGUE M., Précaution et sécurité sanitaire à la lumière de quelques arrêts récents de la Cour de justice des Communautés européennes, *Revue de droit sanitaire et social*, 2004, n° 1, p. 80.
- * LADEUR K.-H., The introduction of the precautionary principle into EU law: a Pyrrhic victory for environmental and public health law? Decision-making under conditions of complexity in multi-level political systems, *Common Market Law Review*, vol. 40, n° 6, 2003, p. 1455.
- * LISS P.-E., The significance of the goal of health care for the setting of priorities, *Health Care Analysis*, vol. 11, n° 2, June 2003, p. 161.
- * POLLITT B., Fool's Gold : Psychologists Using Disingenuous Reasoning to Mislead Legislatures into Granting Psychologists Prescriptive Authority, *American Journal of Law and Medicine*, volume 29, n°4, 2003, p. 489.
- * SAPSIN J., THOMPSON T., STONE, L., DELAND K., International Trade, Law, and Public Health Advocacy, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2003, p. 546.

Transplantations

- * INCORVATI G., Xenotransplantation, public responsibility and law, *European journal of health law*, 2003, Vol. 10, n° 3, p. 295.
- * MIRKOVIC A., Le régime juridique des éléments et produits du corps humain, *Droit, déontologie et soin*, 2003, vol. 3, n° 4, p. 436.
- * WENDLER D., EMANUEL E., Assessing the ethical and practical wisdom of surrogate consent for living organ donation, *Journal of american medical association*, 291 (2004), pp. 32-735.

**Ouvrages et Monographies /
Bücher und Monographien**

- * *L'accès des personnes handicapées aux droits sociaux en Europe*, Strasbourg, 2003.
- * ANHALT E., DIENERS P. (Hrsg.), *Handbuch des Medizinprodukterechts : Grundlagen und Praxis*, München, 2003.
- * CHNEIWEISS H., NAU J.-Y., *Bioéthique avis de tempête : les nouveaux enjeux de la maîtrise du vivant*, Paris, 2003.
- * *Dictionnaire de la pensée médicale*, Paris, 2004.
- * DUTE J. FAURE M. G., KOZIOL H. (eds.), *Liability for and insurability of biomedical research with human subjects in a comparative perspective*, Wien, New York, 2004.
- * KAISER M., *Das Lebensende zwischen Strafrecht und Betreuungsrecht*, [s. l. (Deutschland)], 2003.
- * SCHIEF CH., *Die Zulässigkeit postnataler prädiktiver Gentests : die Biomedizin-Konvention des Europarats und die deutsche Rechtslage*, Bern, 2003.
- * SCHREIBER M., *Die gesetzliche Regelung der Lebendspende von Organen in der Bundesrepublik Deutschland*, Bern, 2004.

**II. Doctrine suisse /
Schweizerische Lehre**

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * BOILLAT S., Questions choisies autour du médicament, *Plädoyer*, 1/2004, p. 54.
- * BOILLAT S., CALLENS S., DocMorris: une nouvelle porte vers la libre circulation des médicaments en Europe, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 3, p. 110.
- * COMMISSION DE LA CONCURRENCE, Gutachten der Wettbewerbskommission vom 1. September 2003 zuhanden der Preisüberwachung in Sachen Auslegung von Artikel 33 Bundesgesetz über Arzneimittel und Medizinprodukte (Heilmittelgesetz, HMG, SR 812.21) gestützt auf Artikel 47 Bundesgesetz über Kartelle und andere Wettbewerbsbeschränkungen (Kartellgesetz, KG, SR. 251), *Droit et politique de la concurrence*, 3/2003, p. 623.
- * KRAUS D., Les importations parallèles de produits brevetés en Suisse: Ce qu'il faut, c'est moins de dogmatisme, *sic!* 12/2003, p. 945.
- * RAUBER G., Parallelimport und Umpacken von Arzneimitteln, Urteil des EFTA-Gerichtshofs vom 8. Juli 2003 «Paranova», *sic!*, 12/2003, p. 991.

Assurances sociales

- * BENER H.-R., Das Bundesgesetz über den Allgemeinen Teil des Sozialversicherungsrechts (ATSG) – Eine Einleitung, *Zeitschrift für Gesetzgebung und Rechtsprechung in Graubünden (ZGRG)* 3/2003, p. 90.
- * BOUDRY J.-F., STUDER J.-P., VILLARD G., Augmentation des primes d'assurance : et l'Etat ? et les assureurs ?, *Médecine et Hygiène*, 2470, 18 février 2004, p. 409.
- * Clause du besoin, opposition résolue de la SVM, *Courrier du médecin vaudois*, n° 3, 2003, p. 9.
- * Contre la deuxième révision LAMal, *Courrier du médecin vaudois*, n° 3, 2003, p. 11.
- * DESPLAND B., L'assurance-vieillesse et survivants, in : *Social, passionnément : hommages à Pierre Gilliand*, Lausanne, 2002, p. 59.
- * DUC J.-L., Commentaire de jurisprudence : Examen d'un recours de droit public dirigé contre un décret sur la contribution des résidents d'établissements médico-sociaux (EMS) à la couverture des coûts d'investissement des EMS d'intérêt

public et des divisions pour malades chroniques des hôpitaux et des centres de traitement et de réadaptation d'intérêt public du canton de Vaud (ATF 129 III 583), *PJA*, 2/2004, p. 191.

- * DUC J.-L., Les atteintes aux facultés visuelles, la LAMal et la jurisprudence du Tribunal fédéral des assurances, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 2004, p. 39.
- * FUHRER B., SCHNEIDER S., TARMED dans l'assurance obligatoire des soins: importance et évolutions possibles, *Sécurité sociale*, 2004, n° 1, p. 42.
- * GROSS J., Die Wiedereingliederung zum Schwerpunkt der 5. IVG-Revision machen, *Pro mente sana*, 1/04, p. 23.
- * KIESER U., HAEFLIGER J., Commentaire de jurisprudence : Übliche und einigermaßen typische Reaktion auf einen Raubüberfall (BGE 129 V 177), *PJA*, 12/2003, p. 1467.
- * KIESER U., Leistungserbringer in der Krankenversicherung : Rahmenbedingungen der Tätigkeit von Leistungserbringern zu Lasten der obligatorischen Krankenpflegeversicherung, *SJZ*, 99, (2003) n° 22, p. 577.
- * KIESER U., Entwicklungen im Sozialversicherungsrecht / Le point sur le droit des assurances sociales, *SJZ* 99, (2003) n° 23, p. 605.
- * KIESER U., Das Bundesgesetz über den Allgemeinen Teil des Sozialversicherungsrechts (ATSG) : Hinweise auf einige neue Entwicklungen der sozialversicherungsrechtlichen Gesetzgebung, in : *Aktuelles im Sozialversicherungsrecht*, Zürich, 2001, p. 111.
- * KNÜSEL R., Qu'est devenue l'assurance-maladie sociale suisse?, in : *Social, passionnément : hommages à Pierre Gilliland*, Lausanne, 2002, p. 143.
- * LANDOLF K., Invaliditätsbemessung in der Invalidenversicherung, in : *Aktuelles im Sozialversicherungsrecht*, Zürich 2001, p. 239.
- * MOSIMANN H.-J., Zum Stellenwert ärztlicher Beurteilungen : vom Formular-Attest zum polydisziplinären Gutachten, in : *Aktuelles im Sozialversicherungsrecht*, Zürich 2001, p. 255.
- * PESTALOZZI-SEGER G., Die IV-Instrumente zur beruflichen Eingliederung, *Pro mente sana* 1/04, p. 11.
- * WIEDMER D., La surveillance dans le cadre du contrôle de la solvabilité de l'assureur-maladie, *Sécurité sociale*, 2004, n° 1, p. 45.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * BAERISWYL B., Gefährdete Patientendaten, *Plädoyer*, 6/2003, p. 37.
- * COULLERY P., Patientenrecht: die Verfassung setzt der Rationierung Grenzen, *Plädoyer*, 1/2004, p. 36.
- * GASSMANN J., Vorsorgen mit einer PatientInnenverfügung, *Pro mente sana* 3/03, p. 15.
- * GASSMANN J., Pro Mente Sana zum neuen Erwachsenenschutzrecht, *Pro mente sana* 1/04, p. 4.
- * HOTTELIER M., Droit à la vie et à la liberté personnelle, *Fiches juridiques suisses*, n° 1389, du 30 juin 2003.
- * KIESER U., Delegierte Psychotherapie, Zusammenfassung der geltenden Rechtsprechung, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 11, p. 575.
- * Révision du droit de tutelle, *Pro mente sana, Lettre trimestrielle*, n° 22, janvier 2004, p. 5.
- * STEINER U., KUHN H., Révision du Code Civil, *Bulletin des médecins suisses*, 2003, 83, n° 48, p. 2543.
- * STEINER U., KUHN H., Revision Zivilgesetzbuch, *Bulletin des médecins suisses*, 2003, 83, n° 48, p. 2537.
- * TAG B., Die Verschwiegenheit des Arztes im Spiegel des Strafgesetzbuch und der Strafprozessordnung des Kantons Zürich, *Revue pénale suisse*, 122, 2004, p.1.

Ethique biomédicale

- * SALATHE M., LEUTHOLD M., AMSTAD H., VALLOTON M., Les comités d'éthique clinique en Suisse : état des lieux, *Bulletin des médecins suisses*, 2003, 84, n° 50, p. 2682.

Euthanasie

- * MARTIN J., Assistance au suicide et dispositions éthiques/déontologiques. Une présentation résumée des enjeux, *Médecine et Hygiène* 2467, 28 janvier 2004, 258.
- * MOCK H., Euthanasie et suicide assisté en Suisse. Etat des lieux et perspectives, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 57/2004, p. 51.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * COLOMB E., Invalidité :de l'expert et du médecin traitant, *Plädoyer*, 2/2004, p. 56.
- * Tarmed Suisse, Publication des décisions de la CPI, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 18, p. 389.

Génétique humaine et biotechnologies

- * ROHMER S., Banques de données ADN et confidentialité : la constitutionnalité de la législation suisse sur les profils ADN à l'égard du droit au respect de la vie privée, in : *Les secrets et le droit*, Zurich, 2004, p. 199.
- * SCHMIDT A., Le droit de l'enfant à connaître ses origines génétiques, in : *Les secrets et le droit*, Zurich, 2004, p. 139.
- * SPRUMONT D., QUELOZ N., BENOIT A., SCHALLER F., Conditions de licéité des tests de paternité par analyse d'ADN en dehors du cadre judiciaire, *PJA*, 11/2003, p. 1280.
- * STAUFFER V., Les secrets et la détermination des liens biologiques entre individus par des tests génétiques, in : *Les secrets et le droit*, Zurich, 2004, p. 167.

Médecine légale

- * RESTELLINI J.-P., Internement des délinquants sexuels et avenir de la médecine pénitentiaire en Suisse, *Médecine et Hygiène* 2471, 25 février 2004, p. 465.

Médecine du sport

- * FLUECKIGER CH., Le secret médical auquel est tenu le médecin d'une équipe sportive professionnelle : le cas des groupes sportifs d'épreuves cyclistes sur route, in : *Les secrets et le droit*, Zurich, 2004, p. 61.

Procréation médicalement assistée

- * HÜRLIMANN D.C. ET BAUMANN-HÖLZE R., Beratung in der pränatalen Diagnostik: Eine Nationalfondsstudie über Entscheidungunterstützungssysteme, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 8, p. 407.

Recherche biomédicale

- * GUILLOD O., SPRUMONT D., Liability for and insurability of biomedical research involving human subjects under Swiss law, in : *Tort and Insurance Law*, 2004, vol. 7, p. 315.
- * OBRIST R. et ZENGER C., Legitimation und Wirkung von Standards am Beispiel von Guidelines, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 5, p. 231.

Responsabilité médicale

- * JENDLY M., Le secret médical du personnel soignant pénitentiaire . une pomme de discorde ?, in : *Les secrets et le droit*, Zurich, 2004, p. 89.
- * OTT W.E., Medizinische und rechtliche Abklärung von Ärzthaftpflichtfällen, Teil I und II, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 12, p. 624.

Système de santé, politique de la santé

- * NAU J.-Y., Soins palliatifs : les recommandations du Conseil de l'Europe (1), *Médecine et Hygiène* 2460, 26 novembre 2003, p. 2363.
- * NAU J.-Y., Soins palliatifs : les recommandations du Conseil de l'Europe (2), *Médecine et Hygiène* 2461, 3 décembre 2003, p. 2412.
- * NYFFELER R., Réflexions à propos des réseaux et managed care, *Médecine et Hygiène* 2468, 4 février 2004, p. 294.
- * SCHMID WALTER, Armut und psychische Befindlichkeit, *Revue du droit de tutelle*, 2004, p. 1.
- * ZAHND D., Flux intercantonaux de patients dans le domaine hospitalier, *Sécurité sociale*, 2003, n° 6, p. 355.

Transplantations

- * COMMISSION NATIONALE D'ETHIQUE POUR LA MEDECINE HUMAINE, Transplantation de lobes du foie provenant de donneurs vivants: la question du financement, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 7, p. 334.
- * NATIONALE ETHIKKOMMISSION IM BEREICH HUMANMEDIZIN, Transplantation von Teilen der Leber von lebenden Spenderinnen und Spendern: Die Frage der Finanzierung, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 7, p. 331.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

- * BAILLY A., BERNHARDT M., GABELLA M., *Pour une santé de qualité en Suisse*, Lausanne, 2003.
- * BONOLI G., *L'évolution des prestations vieillesse dans le long terme : une simulation prospective de la couverture retraite à l'horizon 2040 : rapport dans le cadre du programme de recherche interdépartemental sur l'avenir à long terme de la prévoyance vieillesse (IDA ForAlt)*, Berne 2003.
- * DUC J.-L., *Assurance sociale et assurance privée : rapport du Groupe de travail de la Société suisse du droit de la responsabilité civile et des assurances institué pour examiner les tâches dévolues à l'assurance privée, d'une part, et celles incombant à l'assurance sociale, d'autre part*, Berne 2003.
- * HALDEMANN F., *Verantwortung als Verfassungsprinzip : die Schweizerische Verfassungsordnung im Spannungsfeld der Verantwortungsethik*, Zürich, 2003.
- * HENRAD J.-C., ANDRI J., *Vieillissement, grand âge et santé publique. Pour sortir la vieillesse du ghetto de l'assistance dans laquelle la société industrielle l'a enfermée*, Rennes, 2003.
- * *La santé psychique en Suisse – monitoring*, Neuchâtel, 2003.

RSDS N°4

Cette rubrique présente les références des dernières parutions juridiques en matière de droit de la santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger. Ce numéro couvre en principe la période entre **le 1^{er} avril 2004 et le 31 juillet 2004**.

Diese Rubrik gibt Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheitsrecht. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der Schweiz und dem Ausland zusammengestellt. Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode **vom 1. April bis zum 31. Juli 2004**.

Législation/ Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

- * Conseil de l'Europe. Protocole additionnel à la Convention pour la protection des Droits de l'Homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine, relatif à la recherche biomédicale, du 30 juin 2004. Ouverture à la signature : CM/Del/Dec(2004)893/10.3F du 16 juillet 2004.
- * Conseil de l'Europe. Comité directeur pour la bioéthique (CDBI) – Projet de Recommandation Rec(2004).. du Comité des Ministres aux Etats membres relative à la protection des droits de l'homme et de la dignité des personnes atteintes de troubles mentaux, et son projet de rapport explicatif, du 1^{er} juin 2004, CDBI/INF (2004) 5.
- * Conseil de l'Europe. Recommandation Rec(2004)7F du Comité des Ministres aux Etats membres sur le trafic d'organes adoptée par le Comité des Ministres, le 19 mai 2004 lors de la 884e réunion des Délégués des Ministres.
- * Conseil de l'Europe. Recommandation Rec(2004)8F du Comité des Ministres aux Etats membres sur les banques de sang de cordon autologue, adoptée par le Comité des Ministres, le 19 mai 2004 lors de la 884e réunion des Délégués des Ministres.
- * Conseil de l'Europe. Avis n° 252 (2004) de l'Assemblée parlementaire du 30 avril 2004, relatif au projet de protocole additionnel à la Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine relatif à la recherche biomédicale.

II. Droit communautaire / Europarecht

(JOCE L 97 à L 255 du 31 juillet 2004

et JOCE C 82 à C 195 du 31 juillet 2004)

Droit édité / Erlassenes Recht

- * Règlement (CE) n° 631/2004 du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, et le règlement (CEE) n° 574/72 du Conseil fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71, en ce qui concerne l'alignement des droits et la simplification des procédures (*Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE et pour la Suisse*), JO L 100 du 6 avril 2004.
- * Règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 établissant des procédures communautaires pour l'autorisation et la surveillance en ce qui concerne les médicaments à usage humain et à usage vétérinaire, et instituant une Agence européenne des médicaments, JO L 136 du 30 avril 2004.
- * Règlement (CE) n° 851/2004 du Parlement Européen et du Conseil du 21 avril 2004 instituant un Centre européen de prévention et de contrôle des maladies, JO L 142 du 30 avril 2004.
- * Rectificatif au règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale (JO L 166 du 30.4.2004), JO L 200 du 7 juin 2004.
- * Directive 2004/23/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 relative à l'établissement de normes de qualité et de sécurité pour le don, l'obtention, le contrôle, la transformation, la conservation, le stockage et la distribution des tissus et cellules humains, JO L 102 du 7 avril 2004.
- * Directive 2004/27/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 modifiant la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, JO L 136 du 30 avril 2004.
- * Directive 2004/24/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 modifiant, en ce qui concerne les médicaments traditionnels à base de plantes, la

directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, JO L 136 du 30 avril 2004.

- * Décision n° 194 du 17 décembre 2003 concernant l'application uniforme de l'article 22, paragraphe 1, point a) i), du règlement (CEE) n° 1408/71 dans l'État membre du séjour (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE et pour l'accord UE/Suisse), JO L 104 du 8 avril.
- * Rectificatif à la décision n° 195 (2004/481/CE) du 23 mars 2004 concernant l'application uniforme de l'article 22, paragraphe 1, point a) i) du règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil en ce qui concerne les prestations relatives à la grossesse et à l'accouchement (*JO L 160 du 30.11.2004*), JO L 212 du 12 juin 2004.
- * Rectificatif à la décision n° 196 (2004/482/CE) du 23 mars 2004 en application de l'article 22, paragraphe 1 *bis*, du règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil pour les personnes sous dialyse et les personnes sous oxygénothérapie (*JO L 160 du 30.4.2004*), JO L 212 du 12 juin 2004.

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

- * Communication de la Commission : suivi du processus de réflexion à haut niveau sur la mobilité des patients et l'évolution des soins de santé dans l'Union européenne, COM(2004) 301 final, du 20 avril 2004.
- * Communication de la Commission : Moderniser la protection sociale pour le développement de soins de santé et de soins de longue durée de qualité, accessibles et durables : un appui aux stratégies nationales par la « méthode ouverte de coordination, COM(2004) 304 final, du 21 avril 2004.
- * Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15/05/2004 au 15/06/2004 (*Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du Règlement du Conseil (CEE) n° 2309/93*), JO C 166 du 25 juin 2004.
- * Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15/04/2004 au 15/05/2004 (*Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du Règlement du Conseil (CEE) n° 2309/93*), JO C 172 du 2 juillet 2004.
- * Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 mai au 15 juillet 2004 [*Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement (CEE) n° 2309/93 du Conseil*], JO C 194 du 30 juillet 2004.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.

Droit édicté / Erlassenes Recht

Canada/Kanada

- * Loi concernant la procréation assistée et la recherche connexe (Loi sur la procréation assistée). Sanctionnée le 26 mars 2004 (Gazette du Canada, partie I, 10 avril 2004, vol. 138, n° 15).

Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.

Autriche/Österreich

- * Prise de position du Bundesministerium für Gesundheit und Frauen (BMGF) concernant la capacité du médecin atteint d'une infection au HIV d'exercer sa profession (*mai 2004, Recht der Medizin 4/2004, p. 111*).

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

Droit édicté / Erlassenes Recht

[RO/AS 2004 N° 13-31 (10 AOUT 2004)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

- * Loi fédérale du 21 mars 2003 sur l'application du génie génétique au domaine non humain (Loi sur le génie génétique, LGG), RS 814.91.
- * Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal), du 27 juin 1995. Modification du 26 mai 2004, en vigueur dès le 1^{er} octobre 2004, RO 2004 3437 (participation des assurés aux coûts).

- * Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins, OPAS), du 29 septembre 1995.
- * Modifications du 29 mars 2004, en vigueur dès le 1^{er} avril 2004 jusqu'au 30 juin 2004, RO 2004 1713 et du 16 juin 2004, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2004, RO 2004 2973 (prise en charge de l'échographie selon la méthode de Graf de la hanche des nouveaux-nés).
- * Modification du 8 avril 2004 (nouvelle teneur de la liste des analyses), en vigueur dès le 1^{er} mai 2004, RO 2004 2029.
- * Modification du 30 juin 2004, en vigueur dès le 1^{er} août 2004, RO 2004 3385 (remplacement d'expressions à l'art. 12).

- * Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édition de la pharmacopée, du 9 novembre 2001. Modification du 19 avril 2004, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2004, RO 2004 2759.

- * Ordonnance sur les dispositifs médicaux (Odim). Normes techniques pour les dispositifs médicaux, publiées le 20 avril 2004 et le 25 mai 2004 par Swissmedic, FF 2004 1656 et FF 2004 2406.

**Messages, Rapports et Décisions Officiels /
Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse**

[FF/BBL 2004 N° 13-31 (10 AOUT 2004)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

- * Initiative populaire fédérale « pour la suppression de l'obligation de s'assurer contre la maladie ». Expiration du délai. Décision de la Chancellerie fédérale du 13 avril 2004, FF 2004 1506.
- * Initiative populaire fédérale « pour un accès libre aux compléments alimentaires (initiative sur les vitamines) ». Examen préliminaire. Décision de la Chancellerie fédérale du 13 avril 2004, FF 2004 1908.
- * Référendum contre la loi fédérale du 19 décembre 2003 relative à la recherche sur les cellules-souches embryonnaires. Aboutissement. Décision de la Chancellerie fédérale, 6 mai 2004, FF 2004 2265.
- * Message concernant la révision de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (stratégie et thèmes urgents), du 26 mai 2004, FF 2004 4019.
- * Message relatif à la révision partielle de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (liberté de contracter), du 26 mai 2004, FF 2004 4055.

- * Message relatif à la modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (réduction des primes) et à l'arrêté fédéral sur les subsides fédéraux dans l'assurance-maladie, du 26 mai 2004, FF 2004 4089.
- * Message relatif à la modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (participation aux coûts), du 26 mai 2004, FF 2004 4121.
- * Procédure de consultation. Révision de l'assurance-maladie : projets des lois 1 (compensation des risques, financement des hôpitaux, liberté de contracter, réduction des primes et participation aux coûts, FF 2004 1505 (NB : la consultation a eu lieu dans la semaine (!) du 19 avril sous forme de conférence avec délai de réponse au 27 avril 2004).
- * Procédure de consultation. Révision de l'assurance-maladie : projets des lois 2 (financement des hôpitaux, managed care), FF 2004 2403 (date limite : 12 juillet 2004).
- * Procédure de consultation. Révision de l'assurance-maladie : financement des soins, FF 2004 3463 (date limite : 24 septembre 2004).
- * Procédure de consultation. Révision de la loi sur les brevets (innovations dans le domaine de la biotechnologie), FF 2004 2741 (date limite : 31 octobre 2004).
- * Huitième rapport sur la Suisse et les conventions du Conseil de l'Europe, du 26 mai 2004, FF 2004 3597.
- * Réduction de primes dans l'assurance-maladie. Subsides de la Confédération et des cantons ; modèle de répartition pour l'année 2005, Office fédéral des assurances sociales, 20 avril 2004, FF 2004 1654.
- * Réduction de primes dans l'assurance-maladie. Subsides de la Confédération et des cantons ; modèle de répartition pour l'année 2005 (cette version qui inclut les frontaliers remplace celle du 20 avril 2004), Office fédéral des assurances sociales, 8 juin 2004, FF 2004 2630.
- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à l'*Organizzazione sociopsichiatrica cantonale*, du 6 avril 2004, FF 2004 1430.
- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à l'*Universitätsklinik Balgrist*, du 20 avril 2004, FF 2004 1650.
- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée au *Kantonsspital Winterthur*, du 20 avril 2004, FF 2004 1652.

- ✱ Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à l'Hôpital de l'Ile, Berne, du 27 avril 2004, FF 2004 1911.
- ✱ Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à la *Psychiatrische Universitätsklinik Basel*, du 29 juin 2004, FF 2004 2986.
- ✱ Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée au *Psychiatriezentrum Rheinau*, du 10 août 2004, FF 2004 4297.
- ✱ Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour le projet « *Locating a prostate cancer susceptibility gene on the X chromosome by linkage disequilibrium mapping using three founder populations in Quebec and Switzerland* », du 6 avril 2004, FF 2004 1435.
- ✱ Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour le projet « *Follow up der Kohortenstudie zu den Todesursachen von SBB-Angestellten* », du 13 avril 2004, FF 2004 1507.
- ✱ Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour le projet « *Psychiatrie, Eugenik und geistige Behinderung um die Jahrhundertwende* », du 13 avril 2004, FF 2004 1509.
- ✱ Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour le projet « *Unterwegs zwischen Verfolgung und Anerkennung. Formen und Sichtweisen der Integration und Ausgrenzung von Jenischen, Sinti und Roma in der Schweiz seit 1800 bis in der Gegenwart* », du 27 avril 2004, FF 2004 1916.
- ✱ Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour le projet « *Eugenische Konzepte und Massnahmen in Psychiatrie und Verwaltung. Zur Politik von Normierung, Integration und Ausgrenzung am Beispiel des Kantons Basel-Stadt 1880-1960* », du 27 avril 2004, FF 2004 1919.
- ✱ Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour le projet « *Schweizerisches Hämophilie-Register – Erweiterung der Datensammlung* », du 29 juin 2004, FF 2004 2984.
- ✱ Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour le projet « *Schweizerisches Patientenregister für Pulmonale Hypertonie* », du 29 juin 2004, FF 2004 2988.

- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour le projet « *Entwicklung eines Recovery-Scores für Polytrauma-Patienten* », du 20 juillet 2004, FF 2004 3999.
- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour le projet « *Schweizerisches Kinderkrebsregister* », du 10 août 2004, FF 2004 4299.
- * Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 25 août 2000 au 12 juillet 2004, FF 2004 4287.
- * Transfert de portefeuille d'assurance-maladie complémentaire (d'Accorda SA à CSS Assurance SA). Décision de l'Office fédéral des assurances privées du 10 août 2004, FF 2004 4303.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait du “Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin”,
n° 5/2003 avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à
Fribourg)

Aarau

- * Spitalverordnung (SpiV) vom 26.05.2005, in Kraft ab 01.07.2004, AGS 2004, S. 57.

Fribourg

- * Ordonnance relative aux médecins de l'Hôpital psychiatrique cantonal et des services de soins, du 23.06.2004, entrée en vigueur rétroactive au 01.01.2004, ROF/ASF 2004_078.
- * Décret relatif à la création d'une centrale 144 d'urgence sanitaire (Effets jusqu'au 31.12.2003; le CE est autorisé à en prolonger la durée de cinq ans, ce qu'il a fait: le Décret est prorogé jusqu'au 31.12.2006, cf. ROF/ASF 2004_053) du 12.02.1998, en vigueur, FO 1998, n° 9, p. 401.
- * Ordonnance relative aux conditions d'utilisation du médicament Mifegyne (RU 486) du 26.04.2004, entrée en vigueur le 01.05.2004, ROF/ASF 2004_056.
- * Ordonnance approuvant la convention cantonale d'adhésion à la convention cadre TARMED passée entre SantéSuisse et la Société de médecine du canton

de FR, ainsi que ses annexes A, B, C, D et E (*Sans les textes*) du 14.06.2004, entrée en vigueur rétroactive le 01.01.2004, ROF/ASF 2004_074.

Jura

- * Directives concernant la violation des droits de la personnalité et en particulier le harcèlement sur le lieu de travail du 25.05.2004, entrée en vigueur le 25.05.2004, JO 2004, 2004, n° 23, p. 389.

Neuchâtel

- * Loi portant révision de la loi de santé du 24.02.2004, FO 2004, n° 20, du 12 mars 2004.
- * Règlement concernant la protection des patients hospitalisés en milieu psychiatrique (RPP) du 19.05.2004, entrée en vigueur le 01.05.2004, FO 2004, n° 39, p. 610.
- * Arrêté approuvant l'accord entre la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé et santésuisse (*Sans le texte de l'accord*) du 23.06.2004, entrée en vigueur le 23.06.2004, FO 2004, n° 49, p. 814.

Vaud

- * Règlement sur le médiateur, sur l'organisation des commissions d'examen des plaintes des patients, sur le fonctionnement du conseil de santé et sur la procédure en matière de sanctions et de retrait d'autorisations du 17.03.2004, entrée en vigueur le 01.04.2004, FAO 2004, n° 26, p. 3.
- * Décret constatant la nullité de l'initiative populaire cantonale "Pour une caisse vaudoise d'assurance maladie de base (Le CE avait présenté deux préavis constatant l'un sa nullité, et l'autre sa validité) du 01.06.2004, entrée en vigueur le 11.06.2004, FAO 2004, n° 47, p. 9.

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

Suisse/Schweiz

- * ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES, Traitement et prise en charge des personnes âgées en situation de dépendance, Directives médico-éthiques, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 26, p. 1390.
SCHWEIZERISCHE AKADEMIE DER MEDIZINISCHEN WISSENSCHAFTEN, Behandlung und Betreuung von älteren, pflegebedürftigen Menschen, Medizinisch-ethischen Richtlinien, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 27, p. 1452.
- * Leitlinien der Schweizerischen Gesellschaft für Versicherungspsychiatrie für die Begutachtung psychischer Störungen, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 20, p. 1048.

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

(<http://www.echr.coe.int>)

* PLON c. FRANCE, arrêt du 18 mai 2004.

Violation du secret médical – Interdiction provisoire, puis définitive, de diffuser le livre "Le Grand Secret", co-écrit par le médecin personnel de F. Mitterrand et publié par la société Plon – Art. 10 CEDH – L'article 10 CEDH n'interdit pas toute restriction préalable à la liberté de communiquer des informations, mais l'examen de la Cour se doit d'être scrupuleux compte tenu du danger que représentent de telles interdictions. En l'espèce, l'interdiction provisoire puis définitive de publier l'ouvrage étaient prévues par la loi et poursuivaient un intérêt légitime, à savoir la protection de l'intimité de la vie privée du président défunt. En revanche, si l'interdiction provisoire était proportionnée, car prononcée alors que l'ouvrage était publié neuf jours seulement après le décès de F. Mitterrand, l'interdiction définitive ne répondait plus à un besoin social impérieux. Plus le temps passait, plus l'intérêt public du débat lié à l'histoire des deux septennats du F. Mitterrand l'emportait sur les impératifs de la protection des droits et libertés d'autrui au regard du secret médical ; dès lors que le secret médical avait déjà été enfreint et l'auteur de cette violation condamné, l'écoulement du temps devait nécessairement être pris en considération pour apprécier la compatibilité avec la liberté d'expression d'une mesure aussi grave que l'interdiction définitive de l'ouvrage. Il en allait d'autant plus en l'espèce que l'ouvrage avait déjà été vendu à 40'000 exemplaires, diffusé sur Internet et largement commenté dans les médias; à ce moment là, les informations avaient perdu l'essentiel de leur confidentialité.

* VO c. FRANCE, arrêt du 8 juillet 2004.

Statut juridique de l'enfant à naître. Refus des autorités de considérer le fœtus comme une personne humaine au bénéfice des dispositions pénales relatives à l'homicide involontaire – Art. 2 CEDH (droit à la vie) – Absence de consensus, en France et au niveau européen, sur le statut juridique de l'embryon et du fœtus, hormis l'appartenance à l'espèce humaine. Mais par ce biais, c'est la potentialité de cet être ainsi que sa capacité à devenir une personne qui doivent être protégés au nom de la dignité humaine sans pour autant en faire une personne titulaire du droit à la vie, au sens de l'article 2. La Cour est donc convaincue qu'il n'est ni souhaitable, ni même possible

actuellement de répondre dans l'abstrait à la question de savoir si l'enfant à naître est une personne suivant l'art. 2 CEDH. Quoiqu'il en soit, à supposer même l'art. 2 CEDH applicable, il n'aurait pas été enfreint, les obligations positives découlant de cette disposition n'exigeant pas dans le contexte spécifique des négligences médicales que les atteintes involontaires au droit à la vie soient nécessairement poursuivies pénalement. Dans les circonstances de l'espèce, la vie du fœtus était intimement liée à celle de sa mère et sa protection pouvait se faire au travers d'elle : ainsi, en plus des poursuites pénales diligentées contre le médecin pour blessures involontaires sur sa personne, la requérante avait la possibilité d'engager un recours administratif qui aurait permis d'établir la faute médicale et de garantir la réparation dommage.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

(<http://curia.eu.int/fr/index.htm>)

- * ÅKLAGAREN c. KRISTER HANNER, aff. C-438/02 – Conclusions de l'Avocat général du 25 mai 2004.
Article 31 CE – Monopoles d'État – Monopole de la vente au détail de médicaments – Discrimination – Justification – Article 86, paragraphe 2, CE.
- * AOK Bundesverband (BKK) e.a. c. Ichthyol-Gesellschaft Cordes et autre, aff. jointes C-264/01, C-306/01, C-354/01 et C-355/01 – Arrêt de la Cour du 16 mars 2004.
Concurrence – Entreprises – Caisses de maladie – Ententes – Interprétation des articles 81 CE, 82 CE et 86 CE – Décisions de groupements de caisses de maladies établissant des montants maximaux pour la prise en charge des médicaments.
- * APPROVED PRESCRIPTION SERVICES LTD. c. LICENSING AUTHORITY, aff. C-36/03 – Conclusions de l'Avocat général du 8 juillet 2004.
Spécialités pharmaceutiques – Médicaments à usage humain – Autorisation de mise sur le marché – Procédure abrégée.
- * COMMISSION c. REPUBLIQUE D'AUTRICHE, aff. C-150/00 – Arrêt de la Cour du 29 avril 2004.
Recours en manquement – Articles 28 CE et 30 CE - Directive 65/65/CEE – Préparations alimentaires contenant des vitamines A, D ou K ou des sels minéraux du groupe des chromates ou contenant plus d'une fois l'apport journalier en d'autres vitamines ou en d'autres sels minéraux – Préparations légalement commercialisées comme compléments alimentaires dans l'État membre d'exportation – Préparations classées en tant que médicaments

dans l'État membre d'importation – Notion de 'médicament' – Entrave – Justification - Santé publique – Proportionnalité.

- * COMMISSION c. REPUBLIQUE FRANÇAISE, aff. C-24/00 – Arrêt de la Cour du 5 février 2004.
Manquement d'État – Articles 30 et 36 du traité CE (devenus, après modification, articles 28 CE et 30 CE) – Réglementation nationale énumérant limitativement les substances nutritives qui peuvent être ajoutées aux denrées alimentaires – Mesure d'effet équivalent – Justification – Santé publique – Défense des consommateurs – Proportionnalité.
- * COMMISSION c. REPUBLIQUE FRANÇAISE, aff. C-496/01 – Arrêt de la Cour du 11 mars 2004.
Manquement d'État – Libre prestation des services – Droit d'établissement – Régime des laboratoires d'analyses de biologie médicale – Conditions de délivrance des autorisations administratives de fonctionnement – Siège d'exploitation sur le territoire français.
- * COMMISSION c. REPUBLIQUE FRANÇAISE, aff. C-155/03 – Arrêt de la Cour du 22 juin 2004.
Manquement d'État – Directive 2000/70/CE – Dispositifs médicaux incorporant des dérivés stables du sang ou du plasma humains – Non-transposition.
- * COMMISSION c. REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE, aff. C-387/99 – Arrêt de la Cour du 29 avril 2004.
Recours en manquement – Articles 30 et 36 du traité CE (devenus, après modification, articles 28 CE et 30 CE) – Directive 65/65/CEE – Préparations alimentaires contenant trois fois plus de vitamines que l'apport journalier recommandé – Préparations légalement commercialisées comme compléments alimentaires dans l'État membre d'exportation – Préparations classées en tant que médicaments dans l'État membre d'importation – Notion de 'médicament' – Entrave – Justification – Santé publique – Proportionnalité – Recevabilité de la demande.
- * IMS HEALTH, aff. C-418/01 – Arrêt de la Cour du 29 avril 2004.
Concurrence – Article 82 CE – Abus de position dominante – Structure modulaire utilisée pour la fourniture de données sur les ventes régionales de produits pharmaceutiques dans un État membre – Droit d'auteur – Refus d'accorder une licence d'utilisation.
- * KOHLPHARMA GMBH c. BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND, aff. C-112/02 – Arrêt de la Cour du 1 avril 2004.
Libre circulation des marchandises – Médicaments – Importation – Demande d'autorisation de mise sur le marché selon une procédure simplifiée – Origine commune.
- * LEICHTLE c. BUNDESANSTALT FÜR ARBEIT, aff. C-8/02 – Arrêt de la Cour du 18 mars 2004.

Libre prestation des services – Régime d'aide applicable aux fonctionnaires en cas de maladie – Cure thermale effectuée dans un autre État membre – Dépenses afférentes à l'hébergement, à la restauration, au voyage, à la taxe de séjour et à l'élaboration d'un rapport médical final – Conditions de prise en charge – Déclaration préalable d'éligibilité à l'aide – Critères – Justification.

- * NOVARTIS PHARMACEUTICALS, aff. C-106/01 – Arrêt de la Cour du 29 avril 2004.
Médicaments – Autorisation de mise sur le marché – Procédure relative à des produits essentiellement similaires.

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

Allemagne/Deutschland

- * Medizinrecht, H. 4, 2004, p. 212, BGH, Urt. v. 9.10.2003 – I ZR 167/01 (OLG Köln).
Arztwerbung im Internet.
- * Medizinrecht, H. 4, 2004, p. 226, OLG, Urt. v. 8.4.2003 – 1 U 26/00 (LG Potsdam).
Anforderungen an eine sach- und zeitgerechte Diagnostik bei angeborener Hüftluxationsdysplasie ; deliktsrechtliche Stellung eines vom Krankenhaus hinzugezogenen niedergelassenen Arztes ; Bedeutung einer ca. 10%igen Erfolgschance im Falle der Beweislastumkehr.
- * Medizinrecht, H. 4, 2004, p. 231, LG Cottbus, Urt. v. 1.10.2003 – 3 O 115/03.
Aufklärungspflichtverletzung und Behandlungsfehler bei Wachheitszustand während der Operation.
- * Medizinrecht, H. 7, 2004, p. 388, OLG Koblenz, Urt. v. 15.1.2004 – 5 U 1145/03 (LG Trier).
Auskunftspflicht des Arztes beim Vorwurf eines Behandlungsfehlers.
- * Medizinrecht, H. 6, 2004, p. 330, BSG vom 10.12.2003 – B 9 VS 1/01 R.
Zulässigkeit einer Überkreuz-Lebendspende nach dem Transplantationsgesetz.
- * NJW 28/2004, p. 2033, OVG Saarlouis, Beschl. v. 21. 1. 2004 – 1W 29/03
Ruhen der ärztlichen Approbation.
- * NJW 28/2004, p. 2034, OVG Münster, Beschl. V. 9. 12. 2003 – 13 B 1944/03
Widerruf der ärztlichen Approbation.

Autriche/Österreich

- * Recht der Medizin 3/2004, p. 88, OGH 19.11.2002.
Aufklärung über Entbindungsmethoden.
- * Recht der Medizin 3/2004, p. 89, OGH 07.04.2003.
Aufklärung über schicksalhafte Krankheitsfolgen?

Belgique/Belgien

- * Revue de droit de la santé 2003-2004, n° 4, p. 251, Anvers, 8^{ème} chambre, 20 décembre 2002.
Expérimentation, responsabilité, obligation d'information, lien causal.
- * Revue de droit de la santé 2003-2004, n° 4, p. 259, Tribunal de 1^{ère} instance de Liège, 24 juin 2003.
Responsabilité, chute d'un patient, vice de la chose, faute du personnel infirmier.
- * Revue de droit de la santé 2003-2004, n° 4, p. 262, Cour d'appel de Gand, 1^{ère} chambre, 15 mai 2003.
Responsabilité, chute d'un patient, responsabilité du commettant, faute du personnel soignant.
- * Revue de droit de la santé 2003-2004, n° 5, p. 346, Cour d'appel de Gand, 1^{ère} chambre, 22 mai 2003.
Responsabilité médicale, médication à trop haute dose, risque en cas de conduite automobile, méconnaissance de l'obligation d'information.

France/Frankreich

- * La Semaine Juridique, Edition générale, n° 24, 9 juin 2004, p. 1067, CA Pau, 2^e ch., sect. 1, 17 nov. 2003, C. et a. c/ B. et a. (Juris-Data n° 2003-235202).
La déontologie médicale interdit toute publicité. In casu, six médecins ophtalmologistes ont fait paraître, en violation des règles de déontologie médicale, un article dans la presse locale sur l'installation d'un laser dans la clinique où ils exerçaient leur art. Cet article constitue indiscutablement un procédé de publicité non seulement pour la clinique mais également en faveur des six ophtalmologistes spécialement visés comme des spécialistes ayant suivi pendant une décennie les progrès du laser pour faire choix de l'appareil offrant toute garantie de fiabilité et de sécurité ; sont ainsi vantés les mérites et les compétences de ces médecins.
- * La Semaine Juridique, Edition générale, n° 26, 23 juin 2004, p. 1179, CA Metz, 1^{ère} ch., 17 avril 2003, arrêt n° 02/000752, B. c/ Hôpital Maternité Sainte Croix (Juris-Data n° 2003-211579).
Un diagnostic médical trop optimiste constitue un manquement au devoir d'information et engage la responsabilité délictuelle du médecin. In casu, en donnant à une patiente une indication faussement optimiste sur son état de santé, propre à l'avoir rassurée à l'excès, le médecin a manqué à son devoir d'information et commis une faute de nature délictuelle en lui laissant croire qu'elle n'aura plus de souci à se faire, alors que tel ne pouvait être le cas. Le

médecin a fait miroiter à sa patiente de fausses perspectives d'amélioration de son état de santé, lui causant ainsi, par sa faute, un préjudice moral qu'il est condamné in solidum avec l'établissement hospitalier employeur, à réparer sur le fondement de l'article 1392 du Code civil.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante : <http://www.jaac.admin.ch>. La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante : <http://www.bger.ch/>.

- * ATF 130 IV 7 – Arrêt de la Cour de cassation du Tribunal fédéral du 28 novembre 2003.
Lésions corporelles graves par négligence (art. 125 al. 2 CP). Exigences quant au devoir de diligence du médecin des urgences.
- * ATF 130 IV 27 – Arrêt de la Cour de cassation du Tribunal fédéral, 22 janvier 2004.
Un médecin chargé par l'autorité d'accompagner un détenu en vue du refoulement qui, sans instruction expresse, contrôle le bâillon d'un autre détenu en vue du refoulement faisant partie du même transport à destination de l'aéroport, agit dans le cadre d'une fonction officielle (art. 61 al. 1 CO).
- * ATF 130 V 87 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 14 novembre 2003 (également dans RAMA 2/2004, p. 119).
En cas de litige entre un assuré et son canton de résidence à propos de l'art. 41 al. 3 LAMal, la procédure devant le Tribunal fédéral des assurances est gratuite. Il en va différemment si le litige oppose un assureur et le canton de résidence.
- * JAAC, n° 68.77, 2004, Décision du Conseil fédéral du 11 février 2004.
Assurance-maladie. Exclusion d'un établissement médico-social (EMS) d'une liste hospitalière cantonale. Primauté du droit fédéral, principe en vertu duquel un critère de droit cantonal ne saurait faire échec aux exigences de la planification posées par le droit fédéral.
- * RAMA 1/2004, p. 2 – 51.
Quatre décisions du Conseil fédéral concernant la fixation des tarifs en l'absence de convention tarifaire (6 novembre 2002, 2 juillet 2003) ; pour les traitements stationnaires en clinique privée (2 juillet 2003), et pour les prestations à charge de l'assurance obligatoire des soins fournies par un centre privé d'imagerie médicale (27 août 2003).

- ✱ RAMA 2/2004, p. 99 – Décision du Conseil fédéral du 28 mai 2003.
Les rattrapages salariaux font partie des coûts imputables dans la fixation des tarifs applicables à la division commune (hôpitaux de soins aigus cantonaux ou subventionnés par le canton de Zurich).

- ✱ RAMA 2/2004, p. 109 – Arrêt du TFA du 30 octobre 2003 (K 156/01)
L'assureur peut faire dépendre la prise en charge de médicaments (figurant dans la Liste des spécialités) de l'autorisation expresse de son médecin-conseil.

- ✱ RAMA 2/2004, p. 129 – Arrêt du TFA du 27 novembre 2003 (K 107/02).
Si une personne vivant sous le régime de la communauté de biens est poursuivie pour des primes arriérées, le commandement de payer et tous les autres actes de poursuite doivent également être notifiés au conjoint.

- ✱ RAMA 2/2004, p. 137 – Arrêt du TFA du 2 décembre 2003 (K 33/02).
Lorsque les soins à domicile peuvent être qualifiés de plus efficaces et plus appropriés que les soins en EMS, il convient encore d'examiner leur caractère économique, en regard de l'ensemble des circonstances, et en tenant compte de l'ancienne jurisprudence.

- ✱ RAMA 2/2004, p. 143 – Arrêt du TFA du 5 décembre 2003 (K 69/03).
Il faut appliquer aux recours contre des décisions sur opposition, qui étaient pendantes lors de l'entrée en vigueur de la LPGA, la règle de procédure selon laquelle la compétence locale se détermine selon le moment de l'introduction de la cause valable quant à la forme.

- ✱ RAMA 2/2004, p. 149 – Arrêt du TFA du 16 décembre 2003 (K 140/01).
Il n'existe pas de responsabilité solidaire du mari au sens de l'art. 166 al. 3 CC pour le paiement des primes d'assurance-maladie dues par l'épouse après la séparation de fait.

- ✱ RAMA 3/2004 – Arrêt du TFA du 27 janvier 2004 (K 18/00).
Le médecin traitant ne peut se limiter à fournir de simples indications à l'assureur-maladie. Il est tenu de mettre à disposition de ce dernier l'ensemble des documents médicaux permettant au médecin-conseil de se déterminer sur les obligations de la caisse-maladie.

- ✱ RAMA 3/2004 p. 202 – Arrêt du TFA du 11 février 2004 (K 27/03).
Les assureurs-maladie n'ont pas la compétence de rendre des décisions à l'encontre d'un autre assureur-maladie. En cas de litige entre eux, ils doivent s'adresser directement au tribunal cantonal des assurances qui est compétent à raison du lieu selon l'art. 87 LAMal.

- ✱ RAMA 3/2004 – Arrêt du TFA du 12 février 2004 (K 34/02).
Il existe un droit à une contribution de l'assurance obligatoire des soins aux frais du traitement et de séjour dans un hôpital qui dispose exclusivement de divisions semi-privée et privée, et qui figure, sans mandat de prestation, sur la liste des hôpitaux du canton où il se situe.

- ✱ RAMA 3/2004, p. 215 – Arrêt du TFA du 26 février 2004 (K 123/03).

Retrait de l'autorisation de pratiquer : in casu, le Département fédéral de l'intérieur était fondé à retirer cette autorisation à l'assureur-maladie. La société en cause se trouvait dans un état de surendettement et n'a pas proposé de mesures concrètes sur le plan financier propres à assainir la situation à court terme.

- * RAMA 3/2004, p. 233 – Arrêt du TFA du 12 mars 2004 (K 147/03).
Restitution de prestations versées à tort : application de l'art. 25 LPGA lorsque la décision sur opposition a été rendue après l'entrée en vigueur de la LPGA mais qu'elle concerne des prestations allouées avant le 1er janvier 2003 ?
- * RAMA 3/2004, p. 236 – Arrêt du TFA du 16 avril 2004 (K 74/02).
Les assureurs peuvent prévoir, dans leurs statuts ou leurs règlements, aux mêmes conditions que l'ancien droit, le refus temporaire des indemnités journalières lorsque l'assuré ne se soumet pas, sans motif excusable, à un examen médical qu'ils requièrent.
- * RAMA 3/2004, p. 238 – Arrêt du TFA du 15 avril 2004 (K 5/03).
Dans le cadre de la LAMal, les fournisseurs de prestations doivent respecter les tarifs et les prix fixés par convention ou par l'autorité compétente. Ils ne peuvent exiger de rémunérations supplémentaires (protection tarifaire, art. 44 LAMal).
- * sic! 6/2004, p. 490, "Arzneimittel-Kompendium" - Zivilgerichtspräsidium Basel-Stadt vom 20. Januar 2004 (Maßnahmenentscheid).
Kein Urheberrechtsschutz; keine Übernahme ohne angemessenen eigenen Aufwand.
- * Die Praxis, Heft 04/2004, Nr. 60, p. 334 – (=ATF 129 V 159) - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 18 février 2003.
Versicherungsbobligatorium und Zuweisung von Amtes wegen; Prämienzuschlag wegen verspätetem Beitritt (Art. 3 Abs. 1 und 2, Art. 5 Abs. 2, Art. 6 Abs. 1 und 2 KVG; Art. 2 Abs. 2, Art. 6 Abs. 1 KVV; Art. 8 Abs. 1 BV).
- * Enquête de la Comco, ErfahrungsMedizinisches Register (EMR): Eskamed AG, DPC 2004/2, p. 449.
Système RME – registre constituant une réglementation privée du marché de la médecine alternative – soupçon d'abus de position dominante – correction des questions potentiellement problématique en cours d'enquête – classement de l'enquête.
- * Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, II – 2003 p. 276 n° 67, TFA 9.4.2003. N. U 164/02 in re C.
Art. 22 cpv. 1 LAINF. Il principio di coordinazione della nozione di invalidità nei differenti ambiti delle assicurazioni sociali non si applica soltanto nel caso di prima assegnazione di una rendita di invalidità, bensì anche quando tale rendita viene sottoposta a revisione. Tuttavia una modifica in via di revisione del grado di invalidità non può semplicemente essere decisa perché

un'assicuratore conclude per un tasso diverso rispetto a quello ritenuto in precedenza da un altro assicuratore, bensì soltanto se sono anche effettivamente realizzate le condizioni per la revisione. Pertanto durante il periodo di raffronto deve essere intervenuta una modifica rilevante del grado di invalidità.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

Basel-Landschaft

- * VGE-BL 2002-2003, Nr. 11.1, S. 252 ff – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 20. März 2002 i.S. S.C. (Nr. 55).

Es besteht eine genügende gesetzliche Grundlage, die selbständige und umfassende Ausübung des Augenoptikerberufes vom Besitze eines Meisterdiploms abhängig zu machen. Diese Bewilligungspflicht ist ausserdem durch ein öffentliches Interesse am Schutz der Gesundheit gerechtfertigt und verhältnismässig.

Berne/Bern

- * BVR/JAB 2003 p. 500 ss. – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 19.02.2003.
Assurance-accidents (art. 39 LAA ; 50 OAA) : réduction des prestations en cas d'entreprise téméraire (ski hors piste, réduction de 50% justifiée in casu).
- * BVR/JAB 2004 p. 184 ss – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 08.12.2003.
Assurance-invalidité : injonction de se soumettre à une expertise médicale en milieu hospitalier et conséquence d'un refus de l'assuré (art. 43 et 44 LPGGA).
- * BVR/JAB 2004 p. 283 ss – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 26.01.2004.
Assurance-invalidité : prise en charge des frais d'une expertise privée (art. 45 al. 1 LPGGA).

Fribourg/Freiburg

- * Arrêt du 18.12.2003, Cour des assurances sociales du Tribunal administratif
Art. 26 LAMal et 12 let. o ch.2 OPAS
Mesures médicales de prévention. Prise en charge par l'assurance obligatoire des soins d'une mammographie de dépistage.

Jura

- * Jugement du Président a.h. de la Chambre des assurances du 21 octobre 2003 en la cause R. et T.C. c/ CCJ, in RJJ 3/03, p. 187.
Demande de réduction de primes d'assurance-maladie présentée pour elle-même et pour son fils par une épouse autorisée à vivre séparée par le juge. Rejet de la demande. Recours admis au motif que la décision ne tient pas compte de la modification de la situation personnelle. Art. 65 LAMal; art. 20 LiLAMal; art. 8 et 21 ORPAMal.

- * Arrêt de la Chambre des assurances du 29 août 2003 en la cause Groupe Mutuel Assurance GMA SA c/ A, in RJJ 3/03 p. 209.
Art. 6 LCA. Notion de réticence.

St. Gallen

- * GVP-SG 2003, Nr. 8, S. 26 ff – Entscheid des Versicherungsgerichts vom 28. Mai 2003.
Die in Art. 10 der V zum EG zum KVG (sGS-SG 331.111) niedergelegte Anspruchsvoraussetzung der Wohnsitznahme im Kanton St. Gallen im Kalenderjahr vor Beginn des Anspruchs auf Prämienverbilligung steht dem Freizügigkeitsabkommen mit der EU und ihren Mitgliedstaaten entgegen. Es besteht vielmehr ab dem Zeitpunkt des Zuzugs in die Schweiz Anspruch auf Prämienverbilligung, sofern die einkommens- und vermögensmässigen Voraussetzungen erfüllt sind.
- * GVP-SG 2003, Nr. 51, S. 150 ff – Entscheid des Versicherungsgerichts vom 28. Mai 2003.
Das Nutzungsvermögen erhöht die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit des Nutzniessers nur in dem Mass, wie es Erträge abwirft. Das Nutzungsvermögen als solches, abstrahiert von den Erträgen, trägt nichts zur wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit des Nutzniessers bei. Deshalb darf es bei der Festsetzung der individuellen Prämienverbilligung nicht als Vermögen angerechnet werden.
- * GVP-SG 2003, Nr. 54, S. 158 ff – Urteil des Kassationsgerichts vom 25. Juni 2003.
Verantwortlichkeitsanspruch nach kantonalem Recht; Kapitalisierung oder Rente der Entschädigung für die Erschwerung des wirtschaftlichen Fortkommens ?

Tessin/Ticino

- * Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, II – 2003 p. 246 n° 61, TCA 6.2.2003. N. 32.2002.120 in re M.
Art. 13, 5 cpv. 2 LAI, 12 LAI ; 1 OIC. I costi dell'intervento chirurgico di correzione dei seni di un'assicurata di meno di 20 anni affetta da asimmetria mammaria non sono assunti dall'AI quale cura di un'infermità congenita ai sensi dell'art. 13 LAI, poiché tale patologia non figura nell'elenco delle infermità congenite allegato all'OIC, né costituisce un'affezione congenita recentemente scoperta.
- * Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, II – 2003 p. 260 n° 64, TCA 20.2.2003. N. 36.2002.70 in re D.
Art. 49, 41, 50, 56 LAMal. L'assicurazione obbligatoria contro le malattie deve continuare ad assumere i costi relativi all'ospedalizzazione come caso acuto e non unicamente quelli attinenti a un caso cronico, nel caso di un'assicurata affetta da tantissimi anni da schizofrenia di grado medio, quando il ricovero in ospedale come caso acuto risulta sempre necessario alla luce di attestazioni mediche convincenti.

- ✱ Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, II – 2003 p. 267 n° 65, TCA 21.2.2003. N. 36.2002.68 in re M.

Art. 17-19, 12 OPre ; 26, 31 cpv. 1. 33 cpv. 2, 5 LAMal ; 33 lett. d OAMal. I Costi relativi ad'un estrazione chirurgica di 12 denti restanti eseguita a seguito di una parodontite adulta generalizzata avanzata con breve narcosi in ambiente ospedaliero non sono assunti dall'assicurazione sociale obbligatoria contro le malattie, in primo luogo, in quanto l'affezione non rientra nell'elenco esaustivo degli art. 17-19 OPre che regolano i trattamenti dentari a carico dell'assicurazione obbligatoria. In secondo luogo poiché, anche considerando che la somministrazione della narcosi e il relativo ricovero ospedaliero sono necessari a causa della cardiopatia di cui soffre l'assicurato, tali provvedimenti sono unicamente misure accessorie in nesso causale con l'intervento principale di estrazione dei denti dovuto alla parodontite adulta generalizzata. Infine, le spese dell'estrazione dentaria non devono essere rimborsate dall'assicurazione obbligatoria contro le malattie anche per il motivo che tale intervento nemmeno non configura una misura preventiva in favore di assicurati particolarmente in pericolo, dato che esso non è previsto dalla lista di cui all'art. 12 OPre.

- ✱ Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, II – 2003 p. 272 n° 66, TCA 25.3.2003. N. 35.2002.86 in re F.P.

Art. 6 LAINF. La fibromialgia generalizzata è una malattia di cui sono ignote l'origine e le cause, e di cui non è possibile stabilire il nesso causale diretto con eventuali traumi subiti. Infatti, benché sia noto che tale patologia si sviluppa più facilmente in soggetti che hanno subito dei traumi spesso successivi, sia di tipo fisico che psichico o sociale, essa può insorgere senza questi eventi. Qualora la fibromialgia venga diagnosticata a un assicurato che ha subito un trauma, tuttavia non grave, non è possibile concludere, secondo il criterio della verosimiglianza preponderante, che essa si trovi in una relazione di causa naturale con l'infortunio.

- ✱ Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, II – 2003 p. 282 n° 68, TCA 24.3.2003. N. 35.2002.78 in re M.

Art. 47 cpv. 1 LAINF ; 87 cpv. 4 OAI. L'assicuratore infortuni viola il principio dell'obbligo di accertare le circostanze dell'infortunio occorso a un assicurato e contravviene alla giurisprudenza federale se valuta il diritto alle prestazioni che potrebbe derivare dal danno somatico separatamente da quello che potrebbe invece risultare dalle sequele psichiche.

- ✱ Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, II – 2003 p. 286 n° 69, TCA 21.2.2003. N. 35.2002.79 in re B.C.

Art. 9 cpv. 1 OAINF ; 6 LAINF. La ricaduta all'indietro, « a corpo morto », contro il sedile di un aereo, dopo aver compiuto un movimento per sollevarsi con il tronco dalla posizione sdraiata (causata da una perdita di quota del velivolo) dovuta a un vuoto d'aria e che ha provocato una patologia discale, non costituisce un'infortunio. Infatti, benché possa essere considerato soddisfatto il requisito dell'influsso meccanico dovuto a un fattore esterno, corrispondente alle forze generate in coincidenza con la repentina perdita di quota del velivolo, fa difetto il carattere straordinario di tale fattore esterno, poiché la persona che viaggia in aereo deve sempre contare sul fatto che il

velivolo incontri delle turbolenze e/o dei vuoti d'aria e che pertanto possa perdere improvvisamente quota.

Valais/Wallis

- * ATC du 6 novembre 2002, X. c. Helsana Assurance SA, in Revue Valaisanne de jurisprudence, 2/2004, p. 125.
Compétence et procédure en matière d'assurance-maladie complémentaire ; constatation d'office de la nullité d'un jugement rendu par une autorité incompétente.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * DRAHOS P., HENRY D., The free trade agreement between Australia and the United States undermines Australian public health and protects US interests in pharmaceuticals, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 1271.
- * DRAZEN J. M., GREENE M. F., WOOD A. J. J., The FDA, politics, and plan B, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 1561.
- * JAMES M. J., CLELAND L. G., Applying a research ethics committee approach to a medical practice controversy: the case of the selective COX-2 inhibitor rofecoxib., *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 146-150.
- * KRAUS D. E., Précision de la notion d'entente au sens de l'article 81 du traité CE: Remarques concernant l'arrêt Adalat rendu par la Cour européenne des Communautés européennes, *sic!* 6/2004, p. 515
- * MELNITCHOUK O., PEARL S., Hazard alerts and product liability : Can a normally functioning medical device be a defective product ? *Medical Law International*, vol. 6, n°2 (2004), p. 87.

- * PEIGNE J., Peut-on interdire la vente de médicaments par internet au regard du droit communautaire ?, *Revue de droit sanitaire et social*, 2004, n°2, p. 369
- * RUDOLF P. M., BERNSTEIN I. B. G., Counterfeit drugs, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 1384.
- * STEINBROOK R., Waiting for plan B – The FDA and non-prescription use of emergency contraception, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 2327.
- * WINGERCHUK D., Cannabis for medical purposes: cultivating science, weeding out the fiction, *Lancet* 364 (2004), p. 315.

Assurances sociales

- * BALLEGGER F., Mag een ziekenfonds de gezondheidsgegevens die het verwerkt zomaar gebruiken voor gerichte informatieve ledencommunicatie ?, *Revue de droit de la santé*, 2003-2004, n° 5, p. 292.
- * CALDIE E., Medigap : should private insurers pay public rates and who should make the decision ?, *American Journal of Law and Medicine*, 30 (2004), p. 69.
- * PALMISANO D. J., EMMONS D. W., WOZNIAK G. D., Expanding insurance coverage through tax credits, consumer choice, and market enhancements. The American Medical Association proposal for health insurance reform, *Journal of American Medical Association*, 291 (2004), p. 2237.
- * ROBINSON J. C., Reinvention of health insurance in the consumer era, *Journal of American Medical Association*, 291 (2004), p. 1880.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * ANNAS G. J., Forcible medication for courtroom competence – The care of Charles Sell, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 2297.
- * BARTLETT P., The Test of compulsion in mental health law: capacity, therapeutic benefit and dangerousness as possible criteria, *Medical Law Review* 2003 vol. 11, n° 3, p. 326.
- * BAUDOIN J. L., La nouvelle donne, les enjeux, les changements des contextes au Québec, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 9.
- * BEYLEVELD D., TOWNEND, DAVID M. R., When is personal data rendered anonymous? Interpreting recital 26 of Directive 95/46/EC, *Medical Law International*, vol. 6, n°2 (2004), p. 73.
- * BIRNBACHER D., Prinzip der „Pietät“ : Begründung der (begrenzten) Schutzwürdigkeit früher Embryonen, *Ethik in der Medizin*, H. 2, 2004, p. 155.

- * BROWN H., RAMCHANDANI M., GILLOW J. T. and al., Are patient information leaflets contributing to informed consent for cataract surgery, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 218.
- * CLAVERANNE J.-P., VINOT D., L'émergence des droits des patients dans les systèmes de santé occidentaux : anciens problèmes et nouveaux défis, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 17.
- * CLERCKX J., Une liberté en péril ? Le droit au refus de soins, *Revue du droit public*, n° 1/2004, p. 139.
- * DAVID F., Brevetabilité d'éléments isolés du corps humain et dignité de la personne en droit communautaire, *Revue de droit sanitaire et social*, 2004, n°2, p. 326.
- * DE GRUCHY J., FISH J., Doctors' involvement in human rights abuses of men who have sex with men in Egypt, *Lancet* 363 (2004), p. 1903.
- * DEMERS D., Les droits et obligations des patients : le regard des usagers, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 129.
- * DUGUET A. M., Les informations génétiques, droits des patients et confidentialité depuis la loi du 4 mars 2002, *Médecine & droit*, n° 65, 2004, p. 35.
- * DUTE J., Communicable diseases and human rights, *European Journal of Health Law*, Vol. 11, n° 1, mars 2004, p. 45
- * FAZEL M., STEIN A., UK immigration law disregards the best interests of children, *Lancet* 363 (2004), p. 1749.
- * FOYER J., Le doyen Carbonnier et la médicalisation des droits des incapables majeurs, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 195.
- * FRENZ W., Grenzüberschreitende medizinische Leistungen und Grundfreiheiten im Spiegel der EuGH-Rechtsprechung, *Medizinrecht*, H. 6, 2004, p. 296.
- * GEVERS S., The Right to health care, *European Journal of Health Law*, Vol. 11, n° 1, mars 2004, p. 29.
- * GIRER M., Le consentement contractuel : mythe et réalité. Pour une autre façon de penser les rapports patients-professionnels, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 41.
- * HAGGER L., WOODS S., BARROW P., Autonomy & audit, striking the balance, *Medical Law International*, vol. 6, n°2 (2004), p. 105.
- * HART D., Patients rights and patients' participation, *European Journal of Health Law*, Vol. 11, n° 1, mars 2004, p. 17.

- * HENRION R., Accouchement sous X : les nouvelles dispositions législatives, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2003, tome 187, n°8, p. 1587.
- * LAMBERTERIE I. DE, La place du consentement dans la collecte et le traitement des informations sensibles : la situation en France, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 59.
- * LEFEUVRE-DARNAJOU K., La violence en milieu hospitalier : de la prévention à la sanction de la violence par le droit, *Médecine & droit*, n° 65, 2004, p. 54.
- * LIDDEL K., MENNON D. K., ZIMMERN R., The human tissue bill and the mental capacity bill, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 1510.
- * MARCHAND M., Les droits et les obligations des patients vus du Québec et par le biais de l'éthique professionnelle, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 107.
- * MARVALIN S., Les droits et obligations des patients : demain, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 137.
- * MAYAUD Y., Du fœtus à l'enfant né vivant : un bilan d'inégalités !, *RSC*, janvier-mars 2004, p. 83.
- * MCLACHLAN H. V., Human reproduction and rights of action and of recipience, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, 2004, vol. 10, n°2, p. 45.
- * MEMETEAU G., Le contrat médical, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 27.
- * MILLY B., L'accès aux soins des détenus en France : un droit bafoué, *Droit et Société*, 55/2003, p. 745.
- * PFEFFER N., "If you think you've got a lump, they'll screen you." Informed consent, health promotion and breast cancer, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 227.
- * PRETOT X., Les juridictions des soins gratuits et les principes d'indépendance et d'impartialité, *Revue de droit sanitaire et social*, 2004, n°2, p. 414.
- * ROSCAM ABBING H., Rights of patients in the European context, ten years and after, *European Journal of Health Law*, Vol. 11, n° 1, mars 2004, p. 7.
- * ROTH A., Die Verbindlichkeit der Patientenverfügung und der Schutz des Selbstbestimmungsrechts, *Juristen Zeitung*, 10/2004, p. 494.
- * ROY D. R., Les droits et obligations des patients : la réponse des établissements de santé, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 115.
- * SIVAKUMAR R., KNIGHT J., DEVLIN C. and al., Communicating information on cardiopulmonary resuscitation to hospitalised patients, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 311.

- * STIGGELBOUT A. M., MOLEWIJK A. C., OTTEN W. and al., Ideals of patients autonomy in clinical decision making: a study on the development of a scale to assess patients'and physicians'views, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 268.
- * THOUVENIN D., Les droits des personnes malades ne peuvent être transformés en obligations, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 79.
- * TOKUDA Y., NAKAZATO N., TAMAKI., Evaluation of the care in cancer patients at a teaching hospital in Japan, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 264.
- * TRUDEL P., La protection du droit à la vie privée dans les réseaux de soins au Québec, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 67.
- * WHITE S. M., Consent for anaesthesia, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 286.

Ethique biomédicale

- * ADAMS H., A human germline modification scale, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 164.
- * BEAUCHAMP T., Does ethical theory have a future in bioethics ?, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 209.
- * BYK C., Bioéthique – Législation, jurisprudence et avis des instances d'éthique, Chronique, *La Semaine Juridique*, n° 23, 2 juin 2004, p. 1000.
- * DIJON X., La contribution de la morale catholique à la formulation démocratique des lois bioéthiques, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 183.
- * ERNST E., COHEN M. H., STONE J., Ethical problems arising in evidence based complementary and alternative medicine, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p.156.
- * FADEN R., Bioethics: A field in transition, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 276.
- * FARMER P., GASTINEAU CAMPOS N., New malaise : bioethics and human rights in the global era, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 243.
- * MARTINEZ E., Les comités nationaux et européens d'éthique et l'émergence d'un droit européen de la bioéthique, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 199.
- * MIOLA J., Medical law and medical ethics : complementary or corrosive ?, *Medical law international*, vol. 6, n° 3, 2004, p. 251.

- * PARKER M. J., Getting ethics into practice, *British Medical Journal*, 329 (2004), p. 126.
- * PAUVERT B., Quel homme pour les Droits de l'homme ? Les Droits de l'homme au risque de la bioéthique, in : Fondations et naissance des Droits de l'homme, l'Odyssée des Droits de l'homme, Paris 2003, p. 203.
- * SINGER R., Asylum seekers: an ethical response to their plight, *Lancet*, 363 (2004), p. 1904.
- * SLOWTHER A., FORD S., SCHOFIELD T., Ethics of evidence based medicine in the primary care setting, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p.151.
- * STEINBROOK R., Science, politics, and federal advisory committees, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 1454.
- * SUGARMAN J., The future of empirical research in bioethics, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 226.

Euthanasie

- * ADAMS M., NYS H., Comparative reflections on the Belgian euthanasia Act 2002, *Medical Law Review* 2003 vol. 11, n° 3, p. 353.
- * ANDRE C., Euthanasie et droit pénal : la loi peut-elle définir l'exception ?, *RSC*, janvier-mars 2004, p. 43.
- * FINGER C., Evaluation der Praxis der aktiven Sterbehilfe und der Hilfe bei der Selbsttötung in den Niederlanden für das Jahr 2001, *Medizinrecht*, H. 7, 2004, p. 379.
- * GASTMANS C., VAN NESTE F., SCHOTSMANS P., Facing requests for euthanasia: a clinical practice guideline, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 212.
- * HUXTABLE R., Assisted suicide, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 1088.
- * LEE D. E., Physician-assisted suicide: A conservative critique of intervention, *Hastings Center Report*, vol. 33 n°1, January-February 2003, p.17.
- * PELLERIN D., A propos de l'euthanasie, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2003, tome 187, n°9, p. 1721.
- * QUILL T. E., Dying and decision making – Evolution of end-of-life options, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 2029.
- * SAHM S., Selbstbestimmung am Lebensende im Spannungsfeld zwischen Medizin, Ethik und Recht : eine medizinethische Analyse der jüngsten höchstrichterlichen Rechtsprechung und ihrer akademischen Kritik, *Ethik in der Medizin*, H. 2, 2004, p. 133.

- * SALIGER F., Sterbehilfe und Betreuungsrecht, *Medizinrecht*, H. 5, 2004, p. 237.
- * SIMON A. et al., Einstellungen deutscher Vormundschaftsrichterinnen und -richter zu medizinischen Entscheidungen und Massnahmen am Lebensende : erste Ergebnisse einer bundesweiten Befragung, *Medizinrecht*, H. 6, 2004, p. 303.
- * WUNDER M., Medizinische Entscheidungen am Lebensende und der „mutmassliche Wille“, *Medizinrecht*, H. 6, 2004, p. 319.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * BACHRACH S., In the name of public health – nazi racial hygiene, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 417.
- * BLUMENTHAL D., New steam from an old cauldron. The physician-supply debate, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 1780.
- * BOON K., TURNER J., Ethical and professional conduct of medical students : review of current assessment measures and controversies, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 221.
- * DELPRAT L., La loi du 2 janvier 2004 relative à la protection de l'enfance et le secret médical, *Gazette du Palais*, mars-avril 2004, p. 729.
- * DEWALLENS F., ANDRIES B., Verboden reclame te verbieden. Het deontologisch reclameverbod na de aanpassing van de Code van Medische Plichtenleer, *Revue de droit de la santé*, 2003-2004, n° 4, p. 225.
- * LAUFS A., Zur Entwicklung des Arztberufes im Spiegel des Rechts, in : *Festschrift für Erik Jayme*, Band 2, München, Sellier, cop. 2004, p. 1501.
- * LIFTON R. J., Doctors and torture, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 415.
- * LILFORD R., MOHAMMED M. A., SPIEGELHALTER D. and al., Use and misuse of process and outcome data in managing performance of acute medical care: avoiding institutional stigma, *Lancet* 363 (2004), p. 1147.
- * LUCASSEN A. M., PARKER M., WHEELER R., Role of next of kin in accessing health records of deceased relatives, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 952.
- * MONTERO G. A., If Roth were a doctor : physician reputation under the HCQIA, *American Journal of Law and Medicine*, 30 (2004), p. 85.
- * SHELDON T., Pressure mounts over European working time directive, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 911.
- * SLOWTHER A. et al., Development of clinical ethics committees, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 950.

- * WACHTER R. M., Hospitalists in the United States – Mission accomplished or work in progress?, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 1935.

Génétique humaine et biotechnologies

- * BOK H., SCHILL K. E., FADEN R., Justice, ethnicity, and stem-cell banks, *Lancet* 364 (2004), p. 118.
- * CASABONDA C., Genetic, tissue- and databases, *European Journal of Health Law*, Vol. 11, n° 1, mars 2004, p. 71.
- * CAULFIELD T., Scientific freedom and research cloning: can a ban be justified? *Lancet* 364 (2004), p. 124.
- * FURKEL F., L'identification par empreintes génétiques en matière civile en République fédérale d'Allemagne, *Revue internationale de droit comparé*, n° 2, 2004, p. 389.
- * IRVINE W. N., An ill-conceived conception ?, *Medical law international*, vol. 6, n° 3, 2004, p. 231.
- * MULVENNA B., Pre-implantation genetic diagnosis, tissue typing and beyond: The legal implications of the hashmi case, *Medical Law International*, vol. 6, n°2 (2004), p. 163.
- * MCHUGH P. R., Zygote and "clonote" – The ethical use of embryonic stem cells, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 209.
- * PEARCE N. et al., Genetics, race, ethnicity and health, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 1070.
- * PINCOCK S., Britain's brain gain [chercheurs des USA dans le domaine des cellules souche venus en Grande-Bretagne qui dispose d'une législation plus permissive, ndlr], *Lancet* 364 (2004), p. 127.
- * SANCHEZ-VIVAR A., Is regulation of human cloning necessary, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, 2004, vol. 10, n°2, p.69.
- * SANDEL M. J., Embryo ethics – The moral logic of stem-cell research, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 207.
- * SANKAR P., CHO M. K., CONDIT C. M. and al., Genetic research and health disparities, *Journal of American Medical Association*, 291 (2004), p. 2985.
- * SIEGEL A. W., Temporal restrictions and the impasse on human embryonic stem-cell research *Lancet* 364 (2004), p. 215.
- * SPAR D., The business of stem cells, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 211.

- * SPURGEON B., France bans reproductive and therapeutic cloning, *British Medical Journal*, 329 (2004), p. 130.
- * TAUER C. A., International policy failures: cloning and stem-cell research, *Lancet* 364 (2004), p. 209.
- * WILLIAMSON SH., Sex(ist) selection ?, *Medical law international*, vol. 6, n° 3, 2004, p. 185.

Mesures médicales spéciales

- * ALTHABE F., BELIZAN J. M., VILLAR J. and al., Mandatory second opinion to reduce rates of unnecessary caesarean sections in Latin America: a cluster randomised controlled trial, *Lancet* 363 (2004), p. 1934.
- * BRATTON M. Q., One into two will not go: conceptualising conjoined twins, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 279.
- * BRITISH MEDICAL ASSOCIATION. The law and ethics of male circumcision: guidance for doctors, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 259.
- * DAHAL K., Legal abortion in Nepal and women in prison, *Lancet* 363 (2004), p. 1905.
- * ENG C., IGLEHART D., Decision aids from genetics to treatment of breast cancer. Long-term clinical utility of temporary solution? *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 496.
- * GREEN M. J., PETERSON S. K., WAGNER BAKER M. and al., Effect of a computer-based decision aid on knowledge, perceptions, and intention about genetic testing for breast cancer susceptibility. A randomized controlled trial, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 442.
- * HAUTENNE N., Les examens médicaux liés à la relation de travail : bref commentaire de la loi du 28 janvier 2003, *Revue de droit de la santé*, 2003-2004, n° 4, p. 220.
- * KENDIG N. E., Correctional health care systems and collaboration with academic medicine, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 501.
- * MUSSELL R., The development of professional guidelines on the law and ethics of male circumcision, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p.254.
- * PORTER M., BHATTACHARYA S., Preventing unnecessary caesarean sections: marginal benefit of a second opinion, *Lancet* 363 (2004), p. 1921.
- * RAIMER B. G., STOBO J. D., Health care delivery in the Texas prison system. The role of academic medicine, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 485.

- * ROGERS W. A., Evidence based medicine and justice: a framework for looking of the impact of EBM upon vulnerable of disadvantaged groups, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 141.
- * WESTERLUND H., FERRIE J., HAGBERG J. and al., Wokplace expansion, long-term sickness absence, and hospital admission, *Lancet* 363 (2004), p. 1193.
- * WHELAN T., LEVINE M., WILLAN A. and al., Effect of a decision aid on knowledge and treatment decision making for breast cancer surgery. A randomized trial, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 435.

Nouvelles techniques de l'information et santé

- * BAILEY C., PANG T., Health information for all by 2015, *Lancet* 364 (2004), p. 223.
- * DELBANCO T., SANDS D. Z., Electrons in flight – Email between doctors and patients, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 1705.
- * GODLEE F., PAKENHAM N., NCAYIYANA D., Can we achieve health information for all by 2015? *Lancet* 364 (2004), p. 295.
- * THE LANCET., A window of opportunity for Africa's health information, *Lancet* 364 (2004), p. 222.

Personnes âgées et santé

- * HIMELSTEIN B. P., HILDEM J. M., MORSTAD BOLDT A. and al., Paediatric palliative care, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 1752.

Procréation médicalement assistée

- * COESTER M., Ersatzmutterschaft in Europa, in : *Festschrift für Erik Jayme*, Band 2, München, Sellier, cop. 2004, p. 1243.
- * FOST N., Conception for Donation, *Journal of American Medical Association*, 291 (2004), p. 2125.
- * JAIN T., MISSNER S. A., HORNSTEIN M. D., Trends in embryo-transfer practice and outcomes of the use of assisted reproductive technology in the United States, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 1639.
- * LABBEE X., La valeur de l'embryon congelé, *Le Dalloz*, 2004, n° 15, p. 1051.
- * REBAR R. W., DECHERNEY A. H., Assisted reproductive technology in the United States, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 1604.
- * ROBERTSON J. A., Procreative liberty and harm to offspring in assisted reproduction, *American Journal of Law and Medicine*, 30 (2004), p. 7.

- * SCOTT R., Prenatal screening, autonomy and reasons: The relationship between the law of abortion and wrongful birth, *Medical Law Review* 2003 vol. 11, n° 3, p. 265.
- * SERMON K., VAN STEIRTEGHEM A., LIEBAERS I., Preimplantation genetic diagnosis, *Lancet* 363 (2004), p. 1633.
- * VERLINSKY Y., RECHITSKY S., SHARAPOVA T. and al., Preimplantation HLA Testing, *Journal of American Medical Association*, 291 (2004), p. 2079.

Recherche biomédicale

- * BENTLEY J. P., THACKER P. G., The influence of risk and monetary payment on the research participation decision making process, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 293.
- * BERGKAMP L., Medical research involving human beings : some reflections on the main principles of the international regulatory instruments, *European Journal of Health Law*, Vol. 11, n° 1, mars 2004, p. 61.
- * DECOSTA A., D'SOUZA N., KRISHNAN S. and al., Community based trials and informed consent in rural north India, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p.318.
- * EMANUEL E. J., Ending concerns about undue inducement, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 100.
- * EVANS H. M., Should patients be allowed to veto their participation in clinical research? *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 198.
- * EVANS T., GÜLMEZOGLU M., PANG T., Registering clinical trials: an essential role for WHO, *Lancet* 363 (2004), p. 1413.
- * FREUND C. L., CLAYTON E. W., WILFOND B. S., Natural settings trials – improving the introduction of clinical genetic tests, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 106.
- * FREUND G., WEISS N., Zur Zulässigkeit der Verwendung menschlichen Körpermaterials für Forschungs- und andere Zwecke, *Medizinrecht*, H. 6, 2004, p. 315.
- * HIRSCHBERG R., LA MONTAGNE J., FAUCI A. S., Biomedical research – An integral component of national security, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 2119.
- * HUFEN F., Erosion der Menschenwürde ?, *Juristen Zeitung*, 7/2004, p. 313.
- * INGELFINGER J. R., DRAZEN J. M., Registry research and medical privacy, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 1452.

- * LIE R. K., Research ethics and evidence based medicine, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p.122.
- * LIE R. K., EMANUEL E., GRADY C., WENDLER D., The standard of care debate: the Declaration of Helsinki versus the international consensus opinion, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p.190.
- * LOEWENICH V. VON, Forschung an Kindern und die Novellierung des Arzneimittelgesetzes, *Ethik in der Medizin*, H. 2, 2004, p. 101.
- * McMILLAN J. R., CONLON C., The ethics of research related to health care in developing countries, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 204.
- * MILLER F. G., Research ethics and misguided moral intuition, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 111.
- * MURTHY V. H., KRUMHOLZ H. N., GROSS C. P., Participation in cancer clinical trials. Race-, sex-, and age-based disparities, *Journal of American Medical Association*, 291 (2004), p. 2720.
- * PENTZ R. D., FLAMM A. L., PASQUALINI R., LOGOTHETIS C. J., ARAP W., Revisiting ethical guidelines for research with terminal wean and brain-dead participants, *Hastings Center Report*, vol. 33 n°1, January-February 2003, p.20.
- * PETO J., FLETCHER O., GILHAM C., Data protection, informed consent and research, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 1029.
- * SPRIGGS M., Canaries in the mines: children, risk, non therapeutic research, and justice, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p.176.
- * STEINBROOK R., Public registration of clinical trials, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 315.
- * TU J. V., WILLISON D. J., SILVER FL. and al., Impracticability of informed consent in the registry of the Canadian stroke network, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 1414.
- * VOS R., WILLIAMS D., HAUTEPEN R., Coordinating the norms and values of medical research, medical practice and patient worlds – the ethics of evidence based medicine in orphaned fields of medicine, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 166.
- * WARD H. J. T. et al., Obstacles to conducting epidemiological research in the UK general population, *British Medical Journal*, 329 (2004), p. 277.

Responsabilité médicale

- * BOTTIS M., Wrongful birth and wrongful life actions, *European Journal of Health Law*, Vol. 11, n° 1, mars 2004, p. 55.

- * BOUSSARD S., Comment sanctionner la violation du droit à l'information de l'usager du système de santé ? Les incertitudes de la loi du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé, *Revue du droit public*, n° 1/2004, p. 169.
- * BYK CH., Le droit civil et l'enfant à naître : une double instrumentalisation ? : à propos de l'indemnisation de l'enfant né handicapé, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 145.
- * CASE P., Secondary iatrogenic harm : Claims for psychiatric damage following a death caused by medical error, *The Modern Law Review* 2004, p. 561.
- * CATON J., LUCAS-BALLOUP I., L'évolution récente de la preuve en droit médical français et ses conséquences sur les assurances en responsabilité civile professionnelle (RCP), *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 101.
- * CLARK P., Medication errors in family practice, in hospitals and after discharge from the hospital : an ethical analysis, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 349.
- * COELHO J., Indemnisation des victimes d'accidents médicaux : à quand un juge unique ?, *Médecine & droit*, n° 64, 2004, p. 22.
- * COELHO J., Responsabilité médicale : réflexions sur l'unification des règles de compétence juridictionnelle, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 153.
- * JERBI S., La jurisprudence et la responsabilité médicale : la fin de l'arythmie paroxystique ?, in : Etudes à la mémoire de Christian Lapoyade-Deschamps, Bordeaux 2003, p. 209.
- * KATZENMEIER C., Versicherungsrechtliche Vorsorge statt « Schadensfall Kind ». Der « arrêt Perruche » und die « Loi relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé » als Anstoß für die Einrichtung eines « pränatalen Hilfsfonds », in : *Festschrift für Erik Jayme*, Band 2, München, Sellier, cop. 2004, p. 1277.
- * LEGROS B., État des lieux sur les différents régimes d'indemnisation des conséquences des accidents médicaux, *Médecine & droit*, n° 64, 2004, p. 1.
- * LEMMENS T., SPRUMONT D., NYS H., SINGH J., CRANLEY K., Placebo rule and the promotion of negligent medical practise, *European Journal of Health Law*, Vol. 11, n° 2, juin 2004, p. 153.
- * MANNSDORFER T. M., Haftung für perinatale Schädigung im medizinischen Bereich, *HAVE/REAS*, 2/2003, p. 101.
- * MASON J. K., Wrongful life: The problem of causation, *Medical Law International*, vol. 6, n°2 (2004), p. 149.

- * MIOLA J., Non-accidental injury in children making sense of the courts, *Lancet* 364 (2004), p. 228.
- * NIEL P., La faute caractérisée dans le diagnostic prénatal après la loi du 4 mars 2002 : commentaire Conseil d'État, 19 février 2003, *Médecine & droit*, n° 65, 2004, p. 42.
- * OBOEUF O., Le devenir de la responsabilité médicale du fait d'autrui après la loi du 4 mars 2002, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 213.
- * RADE C., Retour sur le phénomène Perruche : vrais enjeux et faux-semblants, in : Etudes à la mémoire de Christian Lapoyade-Deschamps, Bordeaux 2003, p. 231.
- * RADE C., L'obligation de sécurité et la responsabilité médicale, in : L'obligation de sécurité, Bordeaux, 2003, p. 113.
- * SERIAUX A., Diagnostic préconceptionnel et handicap de l'enfant : encore la responsabilité du médecin, *Le Dalloz*, 2004, n° 14, p. 983.

Santé mentale et psychique

- * BERGHMANS R., BERG M., VAN DER BURG M., TER MEULEN R., Ethical issues of cost effectiveness analysis and guideline setting in mental health care, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 146.

SIDA, lutte contre les épidémies

- * BENATAR S. R., Health care reform and the crisis of HIV and AiDS in South Africa, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 81.
- * COKER R. J., ATUN R. A., MCKEE M., Health-care system frailties and public health control of communicable disease on the European Union's new eastern border, *Lancet* 363 (2004), p. 1389.
- * DA LOMBA S., MARTIN R., Public health powers in relation to infectious tuberculosis in England and France : A comparison of approaches, *Medical Law International*, vol. 6, n°2 (2004), p. 117.
- * DURRHEIM D. N., SPEARE R., Communicable disease surveillance and management in a globalised world, *Lancet* 363 (2004), p. 1339.
- * GAYLE H., LANGE J. M. A., Seizing the opportunity to capitalise on the growing access to HIV treatment to expand HIV prevention, *Lancet* 364 (2004), p. 6.
- * GOSTIN L. O., International infectious disease law. Revision of the World Health Organization's international health regulations, *Journal of American Medical Association*, 291 (2004), p. 2623.

- * HAMERS F. F., DOWNS A. M., The changing face of the HIV epidemic in western Europe: what are the implications for public health policies? *Lancet* 364 (2004), p. 83.
- * KERR T., KAPLAN K., SUWANNAWONG P. and al., The global fund to fight AIDS, tuberculosis and malaria: funding for unpopular public-health programmes, *Lancet* 364 (2004), p. 11-12.
- * MARTIN S. L., CURTIS S., Gender-based violence and HIV/AIDS: recognising links and acting on evidence, *Lancet* 363 (2004), p. 1410.
- * MOLYNEUX D., "Neglected" diseases but unrecognised successes – challenges and opportunities for infectious disease control, *Lancet* 364 (2004), p. 380.
- * POWER L., HIV and sexual health in the UK: politics and public health, *Lancet* 364 (2004), p. 108.
- * WOLF L. E., LO B., GOSTIN L. O., Legal barriers to implementing recommendations for universal, routine prenatal HIV testing, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 137.

Systeme de sante, politique de la sante

- * ANGUS D. C., BLACK N., Improving care of the critically ill : institutional and health-care system approaches, *Lancet* 363 (2004), p. 1314.
- * BAILY M. A., Managed care organizations and the rationing problem, *Hastings Center Report*, vol. 33 n°1, January-February 2003, p.34.
- * BERWICK D. M., Lessons from developing nations on improving health care, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 1124.
- * BIRMONTIENE T., Health legislation in eastern European countries : The Baltic States, *European Journal of Health Law*, Vol. 11, n° 1, mars 2004, p. 77.
- * BLOCHE M. G., Health care disparities. Science, politics, and race, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 1568.
- * BREWER T. F., HEYMANN S. J., The long journey to health equity, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 269.
- * BUCKENS P., KEUSCH G., BELIZAN J. and al., Evidence-based global health, *Journal of American Medical Association*, 291 (2004), p. 2639.
- * BUTZER H., Verfassungsrechtliche Anmerkungen zum GKV-Gesundheitsmodernisierungsgesetz 2004 (GMG), *Medizinrecht*, H. 4, 2004, p. 177.
- * DEMICHEL F., Les contradictions actuelles du droit de la sante : autour de la pensee d'Andre Demichel, *Revue generale de droit medical*, n° 13, 2004, p. 169.

- * FARMER P., Political violence and public health in Haiti, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 1483.
- * LANDON B. E., ZASLAVSKY A. M., BERNARD S. L. and al., Comparison of performance of traditional Medicare vs Medicare managed care, *Journal of American Medical Association*, 291 (2004), p. 1744.
- * LEE K., WALT G., HAINES A., The challenge to improve global health financing the millenium development goals, *Journal of American Medical Association*, 291 (2004), p. 2636.
- * LEVY B. D., O'CONNELL J. J., Health care for homeless persons, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 2329.
- * LISS P.-E., The significance of the goal of health care for the setting of priorities, *Health Care Analysis*, vol. 11, n° 2, p. 161.
- * MARMOT M. G., Evidence based policy or policy based evidence? Willingness to take action influences the view of the evidence—look at alcohol, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 906.
- * McELVANEY N. G., Smoking ban – Made in Ireland, for home use and for export, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 2231.
- * MCKEE M., NOLTE E., The implications for health of European Union enlargement, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 1025.
- * MOCK C., QUANSAH R., KRISHNAN R. and al., Strengthening the prevention and care of injuries worldwide, *Lancet* 363 (2004), p. 2172.
- * ORLOWSKI U., Ziele des GKV-Modernisierungsgesetzes (GMG), *Medizinrecht*, H. 4, 2004, p. 202.
- * PROTHROW-STITH D., Strengthening the collaboration between public health and criminal justice to prevent violence, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 82.
- * RAWLINS M. D., CULYER A. J., National Institute for Clinical Excellence and its value judgments, *British Medical Journal*, 329 (2004), p. 224.
- * ROGER PH., L'hospitalisation psychiatrique sous contrainte, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 275.
- * SANTA BARBARA J., MACQUEEN G., Peace through health : key concepts, *Lancet* 364 (2004), p. 384.
- * SAARNI S. I., GYLLING H. A., Evidence based medicine guidelines: a solution to rationing or politics disguised as science? *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 171.

- * STEINBROOK R., Disparities in health care – From politics to policy, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 1486.
- * TE BRAAKE T., The Dutch 2002 embryos Act and the Convention on Human rights and biomedicine: some issues, *European Journal of Health Law*, Vol. 11, n° 2, juin 2004, p. 139.
- * TUFFS A., Germany plans to introduce electronic health card, *British Medical Journal*, 329 (2004), p. 131.
- * VAN DELDEN J. M., VRAKING A. M., VAN DER HEIDE A. and al., Medical decision making in scarcity situations, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 207.
- * VION D., MAILLOLS A., La réparation des dommages médicamenteux, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 293.

Transplantations

- * DELMONICO F. L., Exchanging kidneys – Advances in living-donor transplantation, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 1812.
- * FLORENCIO P. S., RAMANATHAN E. D., Legal enforcement of xenotransplantation public health safeguards, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 117.
- * GEVERS S., JANSSEN A., FRIELE R., Consent systems for post mortem organ donation in europe, *European Journal of Health Law*, Vol. 11, n° 2, juin 2004, p. 201.
- * JORALEMON D., COX P., Body values : The case against compensating for transplant organs, *Hastings Center Report*, vol. 33 n°1, January-February 2003, p.27.
- * NICKEL L. CH., PREISIGKE A., Zulässigkeit einer Überkreuz-Lebendspende nach dem Transplantationsgesetz : zum Urteil des BSG vom 10.12.2003 - B 9 VS 1/01 R - , *Medizinrecht*, H. 6, 2004, p. 307.
- * TROTTER J. F., OSGOOD M. J., MELD scores of liver transplant recipients according to size of waiting list. Impact of organ allocation and patient outcomes, *Journal of American Medical Association*, 291 (2004), p. 1871.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

- * BALDINI V. (a cura di), *Diritti della persona e problematiche fondamentali : dalla bioetica al diritto costituzionale*, Torino, Giapichelli, 2004.

- * BERGMANN K.-O., *Die Arzthaftung : ein Leitfaden für Ärzte und Juristen*, 2e Aufl., Berlin, Springer, 2004.
- * BILANCETTI M., *La responsabilità penale e civile del medico*, quinta ed., Padova, Cedam, 2003.
- * COMMISSION EUROPEENNE, *Statistiques de la santé : chiffres clés sur la santé 2002*, Luxembourg, Commission européenne, 2004.
- * FREYHOFER H. H., *The Nuremberg medical trial : the holocaust and the origin of the Nuremberg medical code*, Bern, P. Lang, 2004.
- * HAMANN P. A., FENGER H., *Allgemeinmedizin und recht*, Berlin, Springer, 2004.
- * HILLMER A., *Patientenstatus und Rechtsstatus von Frau und Fötus im Entwicklungsprozess der Pränatalmedizin*, Bern, P. Lang, 2004.
- * LEGROS B., *L'euthanasie et le droit, État des lieux sur un sujet médiatisé*, Bordeaux, Les Études Hospitalières, 2004.
- * MEMETEAU G., *Cours de droit médical*, 2ème éd., Bordeaux, les Etudes hospitalières, 2004.
- * POSSELT-WENZEL H., *Medizinische Eingriffe bei geistig behinderten Menschen*, Bern, P. Lang, 2004.
- * SCHEIBER-MEISSNER P., *Soziale Repräsentationen über Gesundheit und Krankheit im europäischen Vergleich*, Frankfurt am Main, P. Lang, 2004.
- * VELUT S., *L'illusoire perfection du soin : essai sur un système*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- * WERNSTEDT TH., *Sterbehilfe in Europa*, Bern, P. Lang, 2004.
- * ZUCK R., *Homöopathie und Verfassungsrecht*, Baden-Baden, Nomos, 2004.

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * DIETSCHY P.J., GOSDSCHAN T., Contrefaçon de médicaments: une nouvelle menace pour la sécurité des médicaments, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 15, p. 776.
- * DIETSCHY P.J., GOSDSCHAN T., Arzneimittelfälschungen : Eine neue Bedrohung der Arzneimittelsicherheit, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 15, p. 772.

Assurances sociales

- * ALBERTINI Michele, Trasmissione di diagnosi mediche e protezione dei dati, principi generali con particolare riferimento all'assistenza e cura a domicilio nel Cantone Ticino, *Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese*, II – 2003 p. 443.
- * CATTANEO Daniele, La promozione del disabile : esempi scelti dalle assicurazioni sociali, *Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese*, II – 2003 p. 571.
- * CUENI S., La nouvelle carte européenne d'assurance-maladie, *Sécurité sociale*, 2004, n° 3, p. 184.
- * DUC J.-L., Les rapports entre assureurs LAA et assureurs LAMal, *SZS*, 2(2004), p. 118.
- * DUC J.-L., Spécialiste des tarifs médicaux. Point de vue d'un juriste, *Courrier du médecin vaudois*, n° 3 2004, p. 6.
- * DUC J.-L., Que penser d'une suppression de l'obligation de contracter dans l'assurance-maladie obligatoire des soins régie par la LAMal ?, in *PJA*, 4/2004, p. 470.
- * GASSMANN J., Psychotherapie : Was übernimmt die Krankenkasse?, *Pro mente sana*, 2/04, p. 24.
- * MAESTRI Monica, La 4a revisione della LAI, *Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese*, II – 2003 p. 631.
- * POLEDNA T., Ausstand von Leistungserbringern im Krankenversicherungsrecht – Überblick und Grundlagen, in *PJA*, 6/2004, p. 649.
- * STEVENS A., FOERSTER K., Über den Ursachenzusammenhang in der medizinischen Begutachtung, *SZS*, 2(2004), p. 93.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * AEMISEGGER H., SCHERRER K., fürsorgerische Freiheitsentziehung und Zwangsmedikation nach der Praxis des Bundesgerichtes, *Jusletter*, 3. Mai 2004.

- * BORGHI Marco, L'autonomia nella prassi psichiatrica in Ticino e nel progetto di revisione del diritto di tutela, *Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese*, II – 2003 p. 547.
- * GRAF M., EICHHORN M., Werden psychiatrische Patienten zunehmend kriminalisiert, um für sie Behandlungsmöglichkeiten zu schaffen?, *Jusletter*, 3. Mai 2004.
- * HATAM S., Les directives anticipées: prévenir ou guérir?, *Pro mente sana*, 2/04, p. 39.
- * KUNZ R., Vertrauenmissbrauch in der Therapie, wo fängt er an, wie kann ich mich wehren?, *Pro mente sana*, 2/04, p. 22.
- * LEUBA A., TRITTEN C., Petit état des lieux des droits de la personne face à la mort en Suisse, *SNM News*, n° 41, 2004, p. 5.
- * MEIER PH., Résumé de jurisprudence novembre 2003 à avril 2004, *Revue du droit de tutelle* 2004, p. 93 (résumés et remarques notamment sur : CEDH, affaire Glass c. Royaume-Uni ; ATF 130 I 16).
- * MEYER T., BLUM F., Der Alkoholpatient, sein Arzt und die IV, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 25, p. 1333.
- * SANTI C., SOLTERMAN B., Aktengutachten – Arztgeheimnis und Datenschutz, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 27, p. 1463.
- * SCHNYDER B., Die Entstehung und die Inhalte des neuen Erwachsenenschutzrechts, *Jusletter*, 3. Mai 2004.

Ethique biomédicale

- * RÜETSCHI D., Die medizinisch-ethischen Richtlinien der SAMW aus juristischer Sicht, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 23, p. 1222.
- * WITZIG T., Nouveau code de bonnes pratiques de l'industrie pharmaceutique, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 16, p. 828.
- * WITZIG T., Neuer Verhaltenskodex der pharmazeutischen Industrie, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 16, p. 827.

Euthanasie

- * FISCHER J., Die Schweizerische Akademie der medizinischen Wissenschaften zur Suizidbeihilfe, *Ethik in der Medizin*, H. 2, 2004, p. 165.
- * GIGER H., Reflexionen über Tod und Recht : Sterbehilfe im Fokus von Wissenschaft und Recht Buchbesprechungen, in *PJA*, 5/2004, p. 622.

- * MARTIN J., Législation, interruption de grossesse et fin de vie, *Médecine et Hygiène* 2490, 14 juillet 2004, p. 1498.
- * MINELLI L. A., Die EMRK schützt die Suizidfreiheit, in *PJA*, 5/2004, p. 491.
- * NAU J.-Y., Euthanasie : les termes actuels du débat européen, *Médecine et Hygiène* 2483, 19 mai 2004, p. 1118 ; (2) 2484, 26 mai 2004, p. 1181 ; (3) 2485, 2 juin 2004, p. 1245 ; (4) 2486, 9 juin 2004, p. 1309 ; (5) 2487, 16 juin 2004, p. 1352 ; (6) 2488, 23 juin 2004, p. 1405 ; (7) 2489, 30 juin 2004, p. 1461.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * ALBRECHT P., Rechtsgutachten zur Strafbarkeit der Verletzung des ärztlichen Berufsgeheimnisses gemäss Art. 321 StGB, *HAVE/REAS* 1/2004, p. 60.
- * SCHMID N., Rechtsgutachten zum Arztgeheimnis nach StGB Art. 321 bei der Erstellung von Aktengutachten, *HAVE/REAS* 1/2004, p. 52.

Génétique humaine et biotechnologies

- * FUHRER S., Von der Schwierigkeit, den Wolf an den Ohren zu packen. Anmerkungen zu den versicherungsrechtlichen Bestimmungen des Entwurfs zu einem Bundesgesetz über genetische Untersuchungen beim Menschen, *HAVE/REAS*, 3/2003, p. 181.

Nouvelles techniques de l'information et santé

- * RUCH A., Regulierungsfragen der Gentechnologie und des Internet, *Revue de droit suisse*, NF 123, II 2004.

Recherche biomédicale

- * ADDOR F., BÜHLER L., Die Patentierung menschlicher embryonaler Stammzellen, *sic!* 5/2004, p. 383.
- * GRUBER F. P. et al., Tierschutz und Wissenschaft, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 24, p. 1291.
- * SPRUMONT D., Réglementation de la recherche : vide juridique ou ignorance de la loi ?, *Médecine et Hygiène* 2479, 21 avril 2004, p. 883.

Responsabilité médicale

- * COLOMB E., Invalidité: de l'expert et du médecin traitant, *Plädoyer*, 2/2004, p. 56.
- * JÄGER P., Darstellung und Kritik der neueren Rechtsprechung des Eidgenössischen Versicherungsgerichts zum adäquaten Kausalzusammenhang beim Schleudertrauma der Halswirbelsäule, *HAVE/REAS*, 4/2003, p. 291.

- * KUHN HP., FAVRE N., Bureau d'expertises extrajudiciaires de la FMH : Rapport annuel 2003, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 21, p. 1088.
- * KUHN HP., FAVRE N., FMH-Gutachterstellen : Jahresbericht 2003, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 21, p. 1083.
- * OTT W. E., Medizinische und rechtliche Abklärung von Ärzthaftpflichtfällen, *HAVE/REAS*, 4/2003, p. 275.

Systeme de santé, politique de la santé

- * EICHHORN M. et al., Entscheide der Psychiatrierekurskommission des Kantons Basel-Stadt im Jahr 2000. Rekursverfahren bei fürsorglichen Freiheitsentziehungen in einem Schweizer Kanton, *Jusletter*, 3. Mai 2004.
- * RABIA L., Traitement de patients en provenance des Etats de l'UE et de l'AELE : carte européenne d'assurance-maladie et droits des patients, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 28, p. 1488.
- * RABIA L., Behandlung von Patienten aus EU-und EFTA-Staaten : europäische Versicherungskarte und Ansprüche, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 28, p. 1487.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

- * AYER A., DESPLAND B., *Loi fédérale sur l'assurance-maladie, Edition annotée*, Neuchâtel, Médecine & Hygiène, 2004.
- * EICHENBERGER TH., MARTI M., *Recht für der Ärzte*, Bern, Haupt, 2004.

RSDS N°5

Cette rubrique présente les références des dernières parutions juridiques en matière de droit de la santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger. Ce numéro couvre en principe la période entre **le 1^{er} août 2004 et le 30 octobre 2004**.

Diese Rubrik gibt Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheitsrecht. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der Schweiz und dem Ausland zusammengestellt. Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode **vom 1. August bis zum 30. Oktober 2004**.

Législation/ Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

- * Conseil de l'Europe. Résolution Rec(2004)1394 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur la responsabilité des hommes, et particulièrement des jeunes hommes, en matière de santé génésique, texte adopté le 7 septembre 2004 par la Commission permanente de l'Assemblée parlementaire.
- * Conseil de l'Europe. Recommandation Rec(2004)10F du Comité des Ministres aux Etats membres relative à la protection des droits de l'homme et de la dignité des personnes atteintes de troubles mentaux adoptée par le Comité des Ministres le 22 septembre 2004, lors de la 896e réunion des Délégués des Ministres.
- * Conseil de l'Europe. Résolution Rec(2004)1399 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur une Stratégie européenne pour la promotion de la santé et des droits sexuels et reproductifs, texte adopté le 5 octobre 2004 lors de la 27e séance de l'Assemblée.
- * Conseil de l'Europe. Recommandation Res(2004)1675 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur une Stratégie européenne pour la promotion de la santé et des droits sexuels et reproductifs, texte adopté le 5 octobre 2004 lors de la 27e séance de l'Assemblée.

II. Droit communautaire / Europarecht

Droit édicté / Erlassenes Recht

- * Règlement (CE) n° 1455/2004 de la Commission du 16 août 2004 concernant l'autorisation décennale d'utilisation dans l'alimentation animale de l'Avatec 15 %, additif appartenant au groupe des coccidiostatiques et autres substances médicamenteuses, JO L 269 du 17 août 2004.
- * Règlement (CE) n° 1463/2004 de la Commission du 17 août 2004 concernant l'autorisation décennale d'utilisation dans l'alimentation animale du Sacox 120 microGranulate, additif appartenant au groupe des coccidiostatiques et autres substances médicamenteuses, JO L 270 du 18 août 2004.
- * Règlement (CE) n° 1464/2004 de la Commission du 17 août 2004 concernant l'autorisation décennale d'utilisation dans l'alimentation animale du Monteban, additif appartenant au groupe des coccidiostatiques et autres substances médicamenteuses, JO L 270 du 18 août 2004.
- * Décision du Comité mixte de l'EEE no 34/2004 du 23 avril 2004 modifiant l'annexe I (Questions vétérinaires et phytosanitaires) de l'accord EEE, JO L 277 du 26 août 2004.
- * Décision de la Commission du 19 juillet 2004 concernant la mise sur le marché, conformément à la directive 2001/18/CE du Parlement européen et du Conseil, d'un maïs génétiquement modifié (*Zea mays* L. lignée NK603) pour améliorer sa tolérance au glyphosate [*notifiée sous le numéro C(2004) 2761*], JO L 295 du 18 septembre 2004.
- * Règlement (CE) no 1646/2004 de la Commission du 20 septembre 2004 modifiant l'annexe I du règlement (CEE) no 2377/90 du Conseil établissant une procédure communautaire pour la fixation des limites maximales de résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments d'origine animale, JO L 296 du 21 septembre 2004.
- * Directive 2004/93/CE de la Commission du 21 septembre 2004 portant modification de la directive 76/768/CEE du Conseil en vue de l'adaptation au progrès technique de ses annexes II et III, JO L 300 du 25 septembre 2004.
- * Directive 2004/95/CE de la Commission du 24 septembre 2004 modifiant la directive 90/642/CEE du Conseil relative aux teneurs maximales pour la bifenthrine et le famoxadone établies par la directive, JO L 301 du 28 septembre 2004.

- * Directive 2004/96/CE de la Commission du 27 septembre 2004 modifiant la directive 76/769/CEE du Conseil, en ce qui concerne la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi du nickel dans les parures de piercing, en vue d'adapter son annexe I au progrès technique, JO L 301 du 28 septembre 2004.
- * Directive 2004/97/CE de la Commission du 27 septembre 2004 modifiant la directive 2004/60/CE de la Commission en ce qui concerne les délais, Jo L 301 du 28 septembre 2004.
- * Directive 2004/99/CE de la Commission du 1er octobre 2004 modifiant la directive 91/414/CEE du Conseil en vue d'y inscrire les substances actives acétamipride et thiaclopride, JO L 309 du 6 octobre 2004.
- * Décision de la Commission du 29 septembre 2004 reconnaissant en principe la conformité des dossiers transmis pour examen détaillé en vue de l'inscription éventuelle du proquinazid, de l'IKI-220 (flonicamide) et du gamma-cyhalothrine à l'annexe I de la directive 91/414/CEE du Conseil [*notifiée sous le numéro C(2004) 3384*], JO L 313 du 12 octobre 2004.
- * Règlement (CE) n° 1765/2004 de la Commission du 13 octobre 2004 modifiant le règlement (CE) n° 2076/2002 en ce qui concerne le maintien de l'utilisation de substances énumérées à l'annexe II, JO L 315 du 14 octobre 2004.
- * Règlement (CE) n° 1876/2004 de la Commission du 28 octobre 2004 modifiant l'annexe I du règlement (CE) n° 953/2003 visant à éviter le détournement vers des pays de l'Union européenne de certains médicaments essentiels, JO L 326 du 29 octobre 2004.

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

- * Échange de lettres entre la Commission des Communautés européennes et l'Office international des épizooties, JO C 215 du 27 août 2004.
- * Échange de lettres entre la Commission des Communautés européennes et l'Office international des épizooties, JO C 215 du 27 août 2004.
- * Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 juillet 2004 au 15 août 2004 [Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement du Conseil (CEE) no 2309/93], JO C 215 du 27 août 2004.
- * Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 juillet 2004 au 15 août 2004 — Décision(s) prise(s) en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE, JO C 215 du 27 août 2004.
- * Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 août 2004 au 15 septembre 2004 [Publication

en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement (CEE) no 2309/93 du Conseil], JO C 237 du 24 septembre 2004.

- * Avis du comité économique et social européen sur la Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions – Renforcer l'industrie pharmaceutique européenne dans l'intérêt des patients – Propositions d'action (COM(2003) 383 final), JO C 241 du 28 septembre 2004.
- * Recommandation de la Commission du 11 octobre 2004 relative au contrôle des niveaux de fond de dioxines et de PCB de type dioxine dans les denrées alimentaires [*notifiée sous le numéro C(2004) 3462*], JO L 321 du 22 octobre 2004.
- * Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 septembre 2004 au 15 octobre 2004 [*Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement (CEE) n° 2309/93 du Conseil*], JO C 266 du 29 octobre 2004.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.

Droit édicté / Erlassenes Recht

France

- * Loi n° 2004-800 du 6 août 2004 relative à la bioéthique

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

Droit édicté / Erlassenes Recht

[RO/AS 2004 N° 32-46 (23 NOVEMBRE 2004)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

- * Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), du 18 mars 1994. Modification du 8 octobre 2004 (tarifs des soins), en vigueur dès le 1^{er} janvier 2005 et jusqu'au 31 décembre 2006 (loi déclarée urgente conformément à l'art. 165 al. 1 Cst), RO 2004 4375, FF 2004 5167.
- * Loi fédérale sur l'adaptation des participations cantonales aux coûts des traitements hospitaliers dispensés dans le canton selon la loi fédérale sur l'assurance-maladie, du 21 juin 2002. Modification du 8 octobre 2004, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2005 et jusqu'au 31 décembre 2006 (loi déclarée urgente conformément à l'art. 165 al. 1 Cst), RO 2004 4373, FF 2004 5167.
- * Loi fédérale sur la prorogation de l'arrêté fédéral sur la prescription médicale d'héroïne, du 20 juin 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2005 (prorogation de l'arrêté jusqu'à la révision de la loi fédérale sur les stupéfiants, mais au plus tard jusqu'au 31 décembre 2009), RO 2004 4387.
- * Ordonnance du DFI relative aux primes moyennes cantonales en 2005 de l'assurance obligatoire des soins pour le calcul des prestations complémentaires, du 20 octobre 2004, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2005 jusqu'au 31 décembre 2005, RO 2004 4569.
- * Ordonnance du DFI sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens à la Faculté de biologie et de médecine de l'Université de Lausanne, du 21 octobre 2004, en vigueur dès le 1^{er} novembre 2004, RO 2004 4475.
- * Ordonnance du DFI sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens pour les deux premières années d'études à la Faculté de médecine de l'Université de Zurich, du 21 octobre 2004, en vigueur dès le 1^{er} novembre 2004, RO 2004 4483.
- * Ordonnance du DFI sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens à la Faculté de médecine de l'Université de Genève, du 21 octobre 2004, en vigueur dès le 1^{er} novembre 2004, RO 2004 4489.
- * Ordonnance du DFI sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens pour les deux premières années d'études au Département de médecine de la Faculté des sciences de l'Université de Fribourg, du 21 octobre 2004, en vigueur dès le 1^{er} novembre 2004, RO 2004 4497.
- * Ordonnance du DFI sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens en médecine vétérinaire, du 21 octobre 2004, en vigueur dès le 1^{er} novembre 2004, RO 2004 4505.
- * Ordonnance du DFI sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens applicable au diplôme fédéral de pharmacien à l'Université de Bâle, à l'Ecole de pharmacie de Genève-Lausanne et à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, du 21 octobre 2004, en vigueur dès le 1^{er} novembre 2004, RO 2004 4513.

- * Ordonnance sur la formation postgrade et la reconnaissance des diplômes et des titres postgrades des professions médicales, du 17 octobre 2001. Modification du 31 mars 2004, en vigueur dès le 1^{er} octobre 2004, RO 2004 3869.
- * Ordonnance concernant la modification d'actes relevant de la législation sur les produits thérapeutiques, du 18 août 2004, en vigueur dès le 1^{er} septembre 2004, RO 2004 4037.
- * Ordonnance sur les médicaments vétérinaires (OMédV), du 18 août 2004, en vigueur dès le 1^{er} septembre 2004 (sauf quelques articles entrant en vigueur ultérieurement), RO 2004 4057.
- * Accord du 21 juin 1999 entre la Confédération suisse d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, sur la libre circulation des personnes. Décision n° 1/2004 du Comité mixte UE-Suisse portant modification de l'annexe III (reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles), adoptée le 30 avril 2004, RO 2004 4203.

Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse

[FF/BBL 2004 N° 32-46 (23 NOVEMBRE 2004)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

- * Loi fédérale sur l'assurance-accidents (LAA) du 20 mars 1981. Modification du 8 octobre 2004 (art. 92). Délai référendaire : 27 janvier 2005, FF 2004 5091.
- * Loi fédérale sur la transplantation d'organes, de tissus et de cellules (Loi sur la transplantation), du 8 octobre 2004. Délai référendaire : 27 janvier 2005, FF 2004 5115.
- * Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) du 18 mars 1994. Modification du 8 octobre 2004 (stratégie globale, compensation des risques). Délai référendaire : 27 janvier 2005, FF 2004 5141.
- * Loi fédérale sur l'analyse génétique humaine (LAGH), du 8 octobre 2004. Délai référendaire : 27 janvier 2004, FF 2004 5145.
- * Initiative populaire fédérale « Oui aux médecines complémentaires ». Examen préliminaire. Décision de la Chancellerie fédérale du 7 septembre 2004, FF 2004 4676.
- * Initiative populaire fédérale «pour la baisse des primes d'assurance-maladie dans l'assurance de base». Aboutissement selon décision de la Chancellerie fédérale du 17 août 2004, FF 2004 4437.

- * Message concernant l'initiative populaire «pour des aliments produits sans manipulations génétiques», du 18 août 2004, FF 2004 4629.
- * Message concernant la révision partielle de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (financement hospitalier), du 15 septembre 2004, FF 2004 5207.
- * Message relatif à la révision partielle de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (managed Care), du 15 septembre 2004, FF 2004 5257.
- * Message portant approbation du protocole à l'accord entre la Suisse et la CE sur la libre circulation des personnes, du 1er octobre 2004, FF 2004 5523.
- * Message relatif à l'approbation des accords bilatéraux entre la Suisse et l'Union européenne, y compris les actes législatifs relatifs à la transposition des accords («accords bilatéraux II»), du 1^{er} octobre 2004, FF 2004 5593.
- * Message concernant la loi fédérale sur la prorogation de l'arrêté fédéral sur le contrôle des transplants, du 10 novembre 2004, FF 2004 6285.
- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 17 août 2004, accordée à l'Institut de médecine sociale et préventive de l'Université de Berne FF 2004 4388.
- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, accordée à l'Hôpital de l'île à Berne, FF 2004 4543.
- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, accordée à l'Hôpital régional de Sion-Hérens-Conthey, du 26 octobre 2004, FF 2004 5408.
- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, accordée à l'*Institut für Rechtsmedizin der Universität Zürich-Irchel*, du 9 novembre 2004, FF 2004 6226.
- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 17 août 2004, FF 2004 4385.
- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 7 septembre 2004, FF 2004 4465.

- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 7 septembre 2004, FF 2004 4468.
- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 19 octobre 2004, FF 2004 5185.
- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 19 octobre 2004, FF 2004 5188.
- * Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné (reçues du 1^{er} janvier 2000 au 28 septembre 2004), FF 2004 5066.
- * Transfert de portefeuille d'assurance-maladie complémentaire de KBV à Helsana. Décision de l'OFAP du 30 juillet 2004, FF 2004 4447.
- Révision de la Loi sur l'assurance-maladie - procédure de consultation – *Préavis de la Commission de la Concurrence (art. 46 al. 2 Lcart), DPC 2004/3, pp. 248-258.*
- * JAAC, no 68.113, 2004 vol. V. Avis de l'Office fédéral de la justice du 22 juin 2004.
Article 119 al. 2 let. e et article 119a al. 3 de la Constitution fédérale. Interprétation de la notion d'interdiction du commerce et du principe de la gratuité dans le cadre du matériel biologique humain à la lumière des nouveaux développements biotechnologique.
- * JAAC, no 68.81, 2004 vol IV. Avis de droit de l'Office fédéral de la justice du 8 mai 2003.
Base constitutionnelle d'une législation fédérale visant à protéger la population contre le tabagisme passif.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait du “Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin”,
n° 3-4/2004 avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme,
à Fribourg)

Basel-Stadt / Bâle-Ville

- Regierungsratsbeschluss betreffend Genehmigung der Änderung des Pflegeheim-Rahmenvertrages in Sachen Subventionierung von Pflegeheimen und Pflegewohngruppen, vom 17.08.2004, in Kraft, Kantonsblatt 2004, Nr. 64, S. 1140.
- Pflegeheim-Rahmenvertrag zwischen dem Verband der gemeinnützigen Basler Alters- und Pflegeheim (VAP) einerseits und dem Kanton BS andererseits betr. die Subventionierung von Pflegeheimen und Pflegewohngruppen (Vertragsheime), vom 03.12.2001, in Kraft, Kantonsblatt 2004, Nr. 64, S.1141.

Freiburg / Fribourg

- Règlement de promotion de la deuxième année de la formation d'assistance en soins et santé communautaire, du 06.07.2004, entrée en vigueur le 06.07.2004, ROF/ASF 2004_089.
- Règlement concernant la promotion de la santé et la prévention du 14.06.2004, entrée en vigueur le 01.09.2004, ROF/ASF 2004_073.

Neuenburg / Neuchâtel

- Arrêté approuvant la Convention collective de travail de droit public du secteur de la santé du canton de NE (CCT Santé 21) du 12.12. 2003, du 11.08.2004, entrée en vigueur le 01.07.2004, FO 2004, N° 63, p. 953.

Waadt / Vaud

- Arrêté fixant le tarif cantonal pour les prestations ambulatoires et semi-hospitalières effectuées par les cliniques privées, en faveur des assurés affiliés auprès des assureurs-maladie, du 30.06.2004, entrée rétroactive au 01.01.2004, FAO 2004, N° 57, p. 20.
- Règlement sur les établissements sanitaires et les établissements apparentés de droit privé dans le canton de VD, du 16.06.2004, entrée en vigueur le 01.07.2004, FAO 2004, N° 53, p. 3.

Zug / Zoug

- Verordnung IV zum Gesundheitsgesetz com 08.06.2004, in Kraft ab 19.6.2004, GS 28, 109.
- Verordnung über stationäre und ambulante Langzeitpflege, vom 01.06.2004, in Kraft ab 05.06.2004, GS 28, 101.

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

(<http://www.echr.coe.int>)

* pas de jurisprudence significative durant la période considérée

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

(<http://curia.eu.int/fr/index.htm>)

- PFEIFFER ET AL. CONTRE DEUTSCHES ROTES KREUZ, KREISVERBAND WALDSHUT EV, aff. Jointes C-397/01, C-398/01, C-399/01, C-400/01, C-401/01, C-402/01, C-403/01, Arrêt de la Cour du 10 octobre 2004.
Politique sociale – Protection de la sécurité et de la santé des travailleurs – Directive 93/104/CE – Champ d’application – Secouristes accompagnant des ambulances dans le cadre d’un service de secours organisé par le Deutsches Rotes Kreuz – Portée de la notion de ‘transports routiers’ – Durée maximale hebdomadaire de travail – Principe – Effet direct – Dérogation – Conditions
- SYNETAIRISMOS FARMAKOPOION AITOLIAS & AKARNANIAS (SYFAIT) E.A. CONTRE GLAXOSMITHKLINE AEVE, aff. C-53/03, Conclusions de l’avocat général du 28 octobre 2004
Concurrence – Le refus d’une entreprise pharmaceutique dominante de satisfaire intégralement les commandes de ses clients afin de limiter le commerce parallèle ne constitue pas automatiquement un abus de position dominante.

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

Allemagne / Deutschland

- * BGH, Urt v. 23.3.2004 - VI ZR 428/02 (OLG Bamberg).
Beweislastumkehr bei Verstoss gegen Befinderhebungspflicht.
- BGH, Urt v. 27.4.2004 - VI ZR 34/03 (OLG Braunschweig).
Beweislastumkehr bei grobem Behandlungsfehler.
- BSG, Urt v. 28.4.2004 - B 6 KA 9/04 R (LSG Schlesw.-Holst.).
Zulassung zur vertragstherapeutischen Versorgung bei überschreiten der Altersgrenzen von 55 Jahren Beweislastumkehr bei grobem Behandlungsfehler.
- LG Göttingen, Urt v. 25.9.2003 - 6 S 12/03 (AG Göttingen).
Herausgabe eines Obduktionsberichtes an nahe Angehörige.
- OLG Köln, Beschl. v. 21.7.2004 - 5 U 75/03 (LG Aachen).
Entbehrlichkeit der Aufklärung beim „aufgeklärten Patienten“.
- OLG Koblenz, Urt v. 1.4.2004 - 5 U 844/03 (LG Koblenz).
Aufklärung über das Misserfolgsrisiko einer Operation : Voraussetzungen einer hypothetischen Einwilligung.

Autriche / Österreich

- * Recht der Medizin 4/2004, p. 151, OGH 13.02.2004.
Aufklärung bei Zahnextraktion

Belgique / Belgien

- * Revue de droit de la santé, 2004-2005, n°1, p. 31, Tribunal de première instance de Liège, 14 octobre 2003.
Libre choix du praticien professionnel. Hôpital universitaire. Contrat médical. Caractère « intuitu personae »

France / Frankreich

- * La Semaine Juridique, Edition générale, n° 39, 22 septembre 2004, p. 1641, CA Paris, 1^{re} ch. B, sect. 1, 17 juin 2004, V. c/Préfecture des Hauts de Seine (RG n° 04/06710, Juris-Data n° 2004-246622).

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante : <http://www.jaac.admin.ch>. La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante : <http://www.bger.ch/>.

- * ATF 130 IV 49 – Arrêt de la Cour de cassation du Tribunal fédéral du 21 juillet 2004.
Les autorités d'exécution sont compétentes pour ordonner une médication forcée si celle-ci correspond au but de la mesure et au type de traitement déterminés par le juge (art. 43 CPS).
- * ATF 130 V 163 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 9 janvier 2004.
Conditions auxquelles l'assurance-invalidité doit prendre en charge un appareil auditif dont le coût excède ce qui est prévu dans la convention tarifaire conclue entre l'OFAS et les fournisseurs de prestations pour les appareils auditifs.
- * ATF 130 V 185 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 6 mai 2004.
Les frais de dentiste (art. 3d/1 let. a LPC) comprennent en principe les coûts occasionnés par tous les traitements dentaires. Ceux-ci doivent être remboursés s'il s'agit d'un traitement simple, économique et adéquat (art. 8 OMPC).
- * ATF 130 V 196 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 26 février 2004.
Retrait de l'autorisation de pratiquer à un assureur-maladie (ACCORDA) en raison d'un surendettement (art. 13 al. 3 LAMal et 12 al. 5 OAMal).
- * ATF 130 V 215 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 11 février 2004.
Même après l'entrée en vigueur de la LPGA, il appartient aux cantons de régler la compétence et la procédure pour faire valoir une créance en remboursement de la différence des coûts selon l'art. 41 al. 3 LAMal. Un assureur-maladie n'a pas la compétence de rendre une décision à l'encontre d'un autre assureur-maladie. Un tel litige doit être porté devant le tribunal cantonal des assurances (art. 87 LAMal).
- * ATF 130 V 284 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 29 mars 2004.
L'ergothérapie est une prestation obligatoirement à charge de l'assureur-maladie si l'enfant atteint de troubles du développement moteur présente un dysfonctionnement grave engendrant des effets somatiques qui l'entravent notablement dans les actes ordinaires de la vie.

- * ATF 130 V 288 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 7 mai 2004.
L'ergothérapie est une prestation obligatoirement à charge de l'assureur-maladie si l'enfant atteint de troubles du développement moteur présente un dysfonctionnement grave engendrant des effets somatiques qui l'entravent notablement dans les actes ordinaires de la vie. Portée de la fiche signalétique élaborée lors de la conférence interdisciplinaire de consensus entre médecins et assureurs.
- * ATF 130 V 294 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 22 avril 2004.
Ne sont nécessaires au sens de l'art. 19a al. 1 let. a OPAS que les traitements dentaires occasionnés par une infirmité congénitale qui, pour des raisons médicales, requièrent une intervention au-delà de l'âge de 20 ans (précision de l'ATF 129 V 80).
- * ATF 130 V 299 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 30 avril 2004.
Une opération de réduction mammaire n'est prise en charge par l'assurance obligatoire des soins que si une physiothérapie (en cas de douleurs au dos) n'est pas une possibilité de traitement alternatif approprié et efficace.
- * ATF 130 V 352 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 12 mars 2004.
Un diagnostic de troubles somatoformes douloureux persistants n'entraîne en principe pas de limitation de longue durée de la capacité de travail pouvant conduire à une invalidité (art. 4 al. 1 LAI). Conditions auxquelles il peut être exceptionnellement dérogé à cette règle.
- * ATF 130 V 377 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 18 mai 2004.
En règle générale, l'obligation de restitution du médecin pour traitement non économique fondée sur l'art. 56 LAMal englobe également le remboursement des coûts découlant des prestations accordées sur ordonnance du médecin concerné ainsi que des médicaments prescrits par lui et délivrés par les pharmaciens.
- * JAAC, no 68.103, 2004 vol. IV. Décision du Conseil fédéral du 21 avril 2004.
Assurance-maladie. Tarif Spitex. Légalité de l'art. 9a al. 1 OPAS. Notion de tarif-cadre. Tarif uniforme.
- die Praxis, Heft n° 8/2004, n° 121, p. 674, Arrêt du Tribunal fédéral du 3 juin 2004 (7B.89/2004).
Die Zustellvorschriften richten sich nach den Allgemeinen Geschäftsbedingungen der Post. Will eine Krankenkasse, die sich selbst Rechtsöffnung erteilen kann, die Betreuung fortsetzen, muss sie ihre Verfügung der Schuldnerin vorerst ordnungsgemäß zustellen.
- die Praxis, Heft n° 8/2004, n° 124, p. 687 (= ATF 129 V 283), Arrêt du TFA du 17 mars 2003 (U 230/01 et U 232/01).
Par décision négative de l'AI concernant la réadaptation professionnelle, il faut comprendre une décision exécutoire. In casu, le droit à la rente transitoire s'est éteint lors de l'entrée en force du jugement statuant sur la question des dites mesures de réadaptation.

- die Praxis, Heft n° 9/2004, n° 126, p. 696 (= ATF 129 I 346), Arrêt du Tribunal fédéral du 24 juin 2004, I^{er} Cour de droit public (2P.236/2001).
Décret du 19 juin 2001 sur la contribution des résidents à la couverture des coûts d'investissement des établissements médico-sociaux d'intérêt public et des divisions pour malades chroniques des hôpitaux et des centres de traitement et de réadaptation d'intérêt public du canton de Vaud. Protection tarifaire selon l'art. 44 al. 1 LAMal.
- * RAMA 4/2004, p. 291 – Arrêt du TFA du 26 avril 2004 (K 36/03).
Les prestations obligatoires fournies dans la division commune d'un hôpital privé inscrit sur la liste cantonale des hôpitaux avec un mandat de prestation à l'égard des personnes obligatoirement assurées contre la maladie relèvent du domaine de réglementation de l'assurance sociale.
- * RAMA 4/2004, p. 298 – Arrêt du TFA du 30 avril 2004 (K 124/02).
Dans le système du tiers garant, un assureur-maladie peut agir également au nom de la personne assurée contre la volonté de cette personne devant le tribunal arbitral contre un fournisseur de prestations, car il n'appartient pas à l'autonomie de personnes privées de décider si des fournisseurs de prestations ont respecté les prescriptions légales tarifaires ou non lorsque la question est controversée de savoir si des prescriptions impératives de droit public ont été respectées lors de la facturation.
- * RAMA 4/2004, p. 315 – Arrêt du TFA du 4 mai 2004 (K 162/03).
Le Tribunal fédéral des assurances est compétent pour juger en dernière instance de l'équivalence d'une formation continue en tant que condition d'admission pour fournir des prestations.
- * RAMA 4/2004, p. 317 et 323 – Arrêts du TFA du 29 mars 2004 (K 35+36/02) et du 7 mai 2004 (K103/02).
En cas de troubles du développement moteur (F82, ICD-10), l'ergothérapie est une prestation obligatoirement à charge de l'assureur-maladie seulement si l'enfant concerné présente un dysfonctionnement grave engendrant des effets somatiques qui l'entravent notablement dans les actes ordinaires de la vie.
- * RAMA 4/2004, p. 330 – Arrêt du TFA du 30 avril 2003 (K 95/01).
Lors de l'examen de la prise en charge, par l'assurance obligatoire des soins, d'une opération de réduction mammaire, il faut se demander si des mesures conservatives, en particulier une physiothérapie en cas de douleurs au dos, constituent ou auraient pu constituer une possibilité de traitement alternatif efficace. Si tel est le cas, il convient encore d'examiner laquelle des 2 prestations est la plus appropriée.
- * RAMA 4/2004, p. 336 – Arrêt du TFA du 18 mai 2004 (K 150/03).
En règle générale, l'obligation de restitution du médecin pour traitement non économique fondée sur l'art. 56 LAMal englobe également le remboursement des coûts découlant des prestations octroyées sur ordonnance du médecin

concerné ainsi que des médicaments prescrits par lui et remis par les pharmaciens.

- * RAMA 4/2004, p. 340 et 352 – Arrêts du TFA du 26 avril 2004 (K 139/02) et du 3 juin 2004 (K 48/03).
Sont réputés nécessaires au sens de l'art. 19a al. 1 let. a OPAS seulement ceux des traitements dentaires occasionnés par une infirmité congénitale qui, pour des raisons médicales, requièrent une intervention au-delà de l'âge de 20 ans. L'assurance obligatoire des soins ne peut pas être appelée à répondre des coûts résultant de traitements qui auraient pu être effectués entre cette limite temporelle – et qui auraient été à charge de l'assurance-invalidité – mais qui ne l'ont pas été pour des motifs échappant à la sphère d'influence de l'assureur-maladie.
- * Revue suisse de jurisprudence, 100 (2004) n ° 19, p. 495, ATF 6A.2/2004 du 21 juillet 2004
S'il apparaît seulement au cours de l'exécution d'une mesure au sens de l'art. 43 ch. 1 al. 1 CP que l'administration forcée d'un médicament est nécessaire, les autorités d'exécution sont compétentes pour l'ordonner, pour autant que cela soit conforme au but de la mesure et s'insère dans le traitement tel qu'il a été prévu par le jugement.
- * Semaine judiciaire 2004/26, p. 389. Arrêt du Tribunal fédéral du 6 janvier 2004.
Admission aux examens fédéraux des professions médicales. Requête de réexamen. Production de nouvelles pièces. Erreur dans l'interprétation d'une décision.
- Semaine judiciaire, 2004/27, 407. Arrêt du Tribunal fédéral su 31 octobre 2003.
Accident de la circulation. Causalité naturelle et adéquate avec un accident vasculaire consécutif à une opération ultérieure. Causalité indirecte.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

Aargau / Argovie

- * ZBI. 10/2004, p. 553 ss – Entscheid des Regierungsrats vom 26. März 2003.
Stationäre suchtspezifische Massnahme gemäss Art. 44 StGB (Behandlung von Trunk- und Rauschgiftsüchtigen).

Bern / Berne

- * BVR/JAB 2004 p. 289 ss – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 24.11.2003.
Responsabilité pour un conseil lacunaire donné par un généticien. Dommage dans le cas d'un enfant non désiré né sain ou handicapé ?
- * BVR/JAB 2004 p. 476 ss – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 24.02.2004.

Assurance-accidents : communication du nom d'un expert (art. 44 LPG).

Solothurn / Soleure

- SOG 2002 p. 161. Sozialversicherungsrecht.
Notwendige medizinische Massnahmen bei Geburtsgebrechen. Einfachheit und Zweckmässigkeit. Zur Verbesserung der Eingliederungschancen kann die Zweitversorgung eines tauben Jugendlichen mit einem Cochlea-Implantat auf Kosten der Invalidenversicherung angezeigt sein.

Zug / Zoug

- * ZG Gerichts- und Verwaltungspraxis 2003, p. 144 ss – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 27. November 2003.
Eine ordentliche Zulassung als Leistungserbringer zulasten der Krankenkassen ist ausgeschlossen, wenn die Höchstzahl der Leistungserbringer dieser Kategorie nach der Zulassungsverordnung bereits erreicht oder überschritten ist. Gründe für eine ausnahmsweise Zulassung zufolge Unterversorgung sind nicht gegeben, wenn ein Kanton die hochspezialisierte Spitalversorgung nur ausser kantonale abdecken will.
- * ZG Gerichts- und Verwaltungspraxis 2003, p. 147 ss – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 21. Mai 2003.
Zuständigkeit zur Überprüfung von Zwangsmassnahmen im Gesundheitswesen. Zulässigkeit von Zwangsmassnahmen (Zwangsmedikation und Zwangsisolation).
- * ZG Gerichts- und Verwaltungspraxis 2003, p. 152 ss – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 17. Juni 2003.
Die zuständige Behörde kann der Privatapotheke eines selbstdispensierenden Arztes das Zusammenmischen von verwendungsfertigen Arzneimitteln zu applikationsfertigen Inhalanda bewilligen.

Zürich / Zurich

- * Décision du tribunal administratif cantonal du 19.05.2004.
Publicité pour une préparation vitaminée.
- * RB VwG ZH 2003, Nr 60, S. 144 ff – Entscheid des Verwaltungsgerichts (3. Kammer), vom 10. Juli 2003, Nr VB.2003.00160.
Mangels gesetzlicher Grundlage darf einem Arzt die Bewilligung zur selbständigen ärztlichen Berufsausübung nicht allein deswegen entzogen werden, weil er keine Praxis mehr führt. § 7 Abs. 1 lit. a GesundheitsG.
- * RB VwG ZH 2003, Nr 61, S.149 – Entscheid des Verwaltungsgerichts (3. Kammer), vom 10. Juli 2003, Nr VB.2003.00139 und VB.2003.00153.
Die Bewilligung zur selbständigen nichtärztlichen psychotherapeutischen Berufstätigkeit wird an Gesuchstellende nur erteilt, wenn die drei in § 22 Abs. 1 GesundheitsG aufgeführten Ausbildungselemente (Psychologiestudium, integrale Spezialausbildung und unselbständige psychotherapeutische Tätigkeit) in einer zeitlichen Stufenfolge absolviert werden.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * ASHCROFT RE., FRANEY C., Further ethical and social issues in using a cocaine vaccine: response to Hall and Carter, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 341.
- * BENNETT C., LUMINARI S. AND AL., Pure Red-Cell Aplasia and Epoetin Therapy, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 1403.
- * BOLLWEG H.-G., Die Arzneimittelhaftung des AMG nach dem 2. Schadenersatzrechtsänderungsgesetz, *Medizinrecht*, H. 9, 2004, p. 486.
- * DECAUDIN B., VION D., Préparation des dispositifs médicaux stériles en établissements de santé : prérogatives et responsabilité du pharmacien, *Médecine & droit*, mai-août 2004, n° 66-67, p. 91.
- * DEGUERGUE M., L'autorité compétente pour imposer des vaccinations obligatoires à certains militaires, *Revue de droit sanitaire et social*, 2004, n°3, p. 608.
- * FOUASSIER E., Sanction ordinale et déconventionnement d'un pharmacien : une affaire très privée, *Dalloz*, 2004, n°39, p. 2811.
- * FRANK RG., Prescription-Drug Prices, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 1375-1377.
- * HALL W., CARTER L., Ethical issues in using a cocaine vaccine to treat and prevent cocaine abuse and dependence, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 337.

- * HART D., Der regulatorische Rahmen der Nutzenbewertung : Vom Arzneimittelrecht zum HTA-Recht, *Medizinrecht*, H. 9, 2004, p. 469.
- * HASMAN A., HOLM S., Nicotine conjugate vaccine: is there a right to a smoking future, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 344.
- * HAYRY M., Prescribing cannabis: freedom, autonomy, and values, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 333.
- * MERCIER C., SICOT I., et LAW E. Y., Le rappel à la rigueur de la cour de cassation en matière de responsabilité du fait des produits défectueux, *Médecine & droit*, mars-avril 2004, n°65, p. 50.
- * PEIGNE J., La réforme de la législation pharmaceutique européenne, *Revue de droit sanitaire et social*, 2004, n°3, p. 577.
- * SCHERER FM., The Pharmaceutical Industry – Prices and Progress, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 927.
- * SCHROEDER SA., The Tobacco Buyout and the FDA, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 1377.
- * STEINBROOK R., Medical Marijuana, Physician-Assisted Suicide, and the Controlled Substances Act, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 1380-1383.
- * TRONTELL A., Expecting the Unexpected – Drug Safety, Pharmacovigilance, and the Prepared Mind, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 1385.
- * WAGNER M., Kein Aprilscherz : das Urteil des Europäischen Gerichtshofes vom 1. April 2004 in der Rechtssache C-112/02 zum Parallelimport von Arzneimitteln, *Medizinrecht*, H. 9, 2004, p. 489
- .
- * WENZEL RP., The Antibiotic Pipeline – Challenges, Costs and Values, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 523.

Assurances sociales

- * BLOCHE MG., Back to the '90s – The Supreme Court Immunizes Managed Care, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 1277.
- * COHU S. ET LEQUET-SLAMA D., La loi de modernisation de Medicare : une réforme en demi-teinte, *Revue de droit sanitaire et social*, 2004, n°3, p. 598.
- * HERZLINGER RE., PARSA-PARSI R., Consumer-Driven Health Care. Lessons from Switzerland, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 1213.
- * MARINER WK., The Supreme Court's Limitation of Managed Care Liability, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 1347.

- * REINHARDT UE., The Swiss Health System. Regulated Competition without Managed Care, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 1227.
- * SCHULTE-NÖLKE H., Zur Vergütung privatärztlicher Operationsleistungen, Konturen des so genannten Zielleistungsprinzips in der GOÄ, NJW 32/2004, p. 2273.
- * TSENG CW., BROOK RH., KEELER E. AND AL., Cost-Lowering Strategies Used by Medicare Beneficiaries Who Exceed Drug Benefit Caps and Have a Gap in Drug Coverage, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 952.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * ARON E., Le devoir de santé, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, Tome 188 n° 1, p. 109.
- * AVEYARD H., The patient refuses nursing care, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 346.
- * BAUDOIN J.-L., La nouvelle donne, les enjeux, les changements des contextes au Québec, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 9.
- * CATON J., LUCAS-BALOUPE I., L'évolution récente de la preuve en droit médical français et ses conséquences sur les assurances en responsabilité civile professionnelle (RCP), *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 101.
- * CLAVERANNE J.-P., VINOT D., L'émergence des droits des patients dans les systèmes de santé occidentaux : anciens problèmes et nouveaux défis, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 17.
- * DE LAMBERTERIE I., La place du consentement dans la collecte et le traitement des informations sensible : la situation de la France, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 59.
- * DE SANDOLS-ROY B., La suspension de peine pour raison médicale. Une parenthèse de la peine contre une parenthèse de la santé, *Droit, déontologie & soin*, vol. 4, n° 1, 2004, p. 4.
- * DEBIEF J., L'indemnisation du défaut de consentement du patient : les limites de la théorie de la perte de chance, *Droit, déontologie & soin*, vol. 4, n° 1, 2004, p. 16.
- * DEMERS D., Les droits et obligations des patients : le regard des usagers, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 129.
- * DEVERS G., Directeur des soins, autant de droits que de devoirs, Commentaire de l'arrêt du Conseil d'État du 5 avril 2004, *Droit, déontologie & soin*, vol. 4, n° 2, 2004, p. 245.

- * DONDORP W., LEGEMAATEJ., VAN DE KLIPPE H., The Retention of Medical Records : Dutch Health Council Report in Favour of Statutory Change, *European Journal of Health Law*, September 2004, vol. 11, iss. 3, p. 273.
- * DUVAL-ARNOULD, D., Le juge civil face au secret médical, *Le Dalloz*, 2004, n° 37, p. 2682.
- * GERTZ R., Is it 'Me' or 'We'? Genetic Relations and the Meaning of 'Personal Data' under the Data Protection Directive, *European Journal of Health Law*, September 2004, vol. 11, iss. 3, p. 231.
- * GILIBERT C., Le droit à la protection de la santé des personnes démunies mis en oeuvre par les permanences d'accès aux soins de santé, *Droit, déontologie & soin*, vol. 4, n° 2, 2004, p. 165.
- * GIRER M., le consentement Contractuel : mythe et réalité. Pour une autre façon de penser les rapports patients-professionnels, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 41.
- * KARLAWISH JH., BONNIE RJ., APPELBAUM PS. AND AL., Addressing the Ethical, Legal and Social Issues Raised by Voting by Persons With Dementia, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 1345.
- * LANGLOIS E., Droit des malades : une nouvelle éducation morale, *Droit, déontologie & soin*, vol. 4, n° 2, 2004, p. 237.
- * MARCHAND M., Les droits et les obligations des patients vus du Québec et par le biais de l'éthique professionnelle, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 107.
- * MARVALIN S., Les droits et obligations des patients : demain, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 135.
- * MANNING J., Informed Consent to Medical Treatment: The Common Law and New Zealand's Code of Patients' rights, *Medical Law Review*, 12, Summer 2004, p. 181.
- * MEMETEAU G., Le contrat médical, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 27.
- * MILZER L., Die Patientenverfügung : ein Rechtsgeschäft mit ablaufendem Haltbarkeitsdatum, *NJW*, 32/2004, p. 2277.
- * MONEGER F., L'accouchement sous X d'une mère de nationalité étrangère, *Revue de droit sanitaire et social*, 2004, n°3, p. 691.
- * POISSON-DROCOURT E., recours à une mère de substitution et refus de l'adoption, *Dalloz*, 2004, n°28, p. 1998

- * ROMERO-ORTUÑO R., Access to health care for illegal immigrants in the EU: should we be concerned ?, *European Journal of Health Law*, September 2004, vol. 11, iss. 3, p. 245.
- * ROSS N., Improving surgical consent, *Lancet*, 364 (2004), p. 812.
- * ROY D.R., Les droits et obligations des patients : la réponse des établissements de santé, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 115.
- * SCHELLING P., Die Pflicht des Arztes zur wirtschaftlichen Aufklärung im Lichte zunehmender ökonomischer Zwänge im Gesundheitswesen, *Medizinrecht*, H. 8, p. 422.
- * SEVERIN E., Réparer ou punir ? L'interruption accidentelle de grossesse devant la Cour européenne des droits de l'homme, *Le Dalloz*, 2004, n° 39, p. 2801.
- * SOULARD A., Le pouvoir des proches à l'avènement de la mort, *Médecine & droit*, mai-août 2004, n°66-67, 81.
- * THOUVENIN D., Les droits des personnes malades ne peuvent être transformées en obligations, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 79.
- * TRUDEL P., La protection du droit à la vie privée dans les réseaux de soins au Québec, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 67.

Ethique biomédicale

- * BERLINGUER G., Bioethics, health, and inequality, *Lancet* 364 (2004), p. 1086.
- * HORTON R., Rediscovering human dignity, *Lancet* 364 (2004), p. 1081.
- * LANE M., Bioethics, health, and inequality, *Lancet* 364 (2004), p. 1017.
- * MARMOT M., Dignity and inequality, *Lancet* 364 (2004), p. 1017.
- * MILES S., Abu Ghraib : its legacy for military medicine, *Lancet* 364 (2004), p. 725.
- * PRAH RUGER J., Health and social justice, *Lancet* 364 (2004), p. 1075.
- * PRAH RUGER J., Ethics and the social determinants of health, *Lancet* 364 (2004), p. 1092.
- * RAINE R., SANDERSON C., HUTCHINGS A. AND AL., An experimental study of determinants of group judgement in clinical development, *Lancet* 364 (2004), p. 429.

Euthanasie

- * BARILAN YM., Is the clock ticking for terminally ill patients in Israel? Preliminary comment on a proposal for a bill of rights for the terminally ill, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 353.
- * GOLDIE J., SCHWARTZ L., MORRISON J., Students' attitudes and potential behaviour to a competent patient's request for withdrawal of treatment as they pass through a modern medical curriculum, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 371.
- * GORDIJN B., JANSSENS R., Euthanasia and palliative care in the Netherlands : an analysis of the latest developments, *Health care analysis*, vol. 12, is. 3, p. 195.
- * HILDEN HM., LOUHIALA P., PALO J., End of life decisions : attitudes of Finnish Physicians, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 362.
- * KLEIN M., Voluntary active euthanasia and the doctrine of double effect : a view from Germany, *Health care analysis*, vol. 12, is. 3, p. 225.
- * LOEWY E. H., Euthanasia, physician assisted suicide and other methods of helping along death, *Health care analysis*, vol. 12, is. 3, p. 181.
- * ROTHÄRMEL S., Terminale Sedierung aus juristischer Sicht : gebotener palliativmedizinischer Standard oder heimliche aktive Sterbehilfe ?, *Ethik in der Medizin*, Bd. 16, Nr. 4, 2004, p. 349.
- * STRÄTLING M., FIEBER U., SEDEMUND-ADIB, B., SCHMUCKER P., Mittelbare Folgen der BGH-Sterbehilfeentscheidung zum „Lübecker Fall“ für das deutsche Medizin- und Betreuungsrecht, *Medizinrecht*, H. 8, p. 433.
- * VANPEE D., SWINE C., Scale of levels of care versus DNR orders, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 351.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * BACH PB., HOANGMAI HP., SCHRAG D. AND AL., Primary care physicians who treat Blacks and Whites, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 575.
- * BERKMAN ND., WYNIA MK., CHURCHILL LR., Gaps, conflicts, and consensus in the ethics statements of professional associations, medical groups, and health plans, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 395.
- * BERWICK DM., KOTAGAL M., Restricted Visiting Hours in ICUs. Time to Change. *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 736.
- * ESCHER M., PERNEGER Th. V., CHEVROLET J.-Cl., National questionnaire survey on what influences doctors' decisions about admission to intensive care, *British medical journal*, 329 (2004), nr. 7463, p. 425.

- * EPSTEIN AM., Health Care in America – Still Too Separate, Not Yet Equal, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 603.
- * FINCHER RME., The Road Less Traveled – Attracting Students to Primary Care, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 630.
- * KNIGHT JR., A 35-Year-Old Physician With Opioid Dependence, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 1351.
- * RAWLINS MD., NICE Work – Providing Guidance to the British National Health Service, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 1383.
- * ROLAND M., Linking Physicians' Pay to the Quality of Care – A Major Experiment in the United Kingdom, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 1448.
- * STRUHKAMP R., Goals in their setting : a normative analysis of goal setting in physical rehabilitation, *Health care analysis*, vol. 12, is. 2, 2004, p. 131.
- * WHITCOMB ME., COHEN JJ., The Future of Primary Care Medicine, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 710.

Génétique humaine et biotechnologies

- * CAULFIELD T., KNOWLES L., MESLIN EM., Law and policy in the era of reproductive genetics, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 414.
- * DALEY GQ., Missed Opportunities in Embryonic Stem-Cell Research, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 627.
- * DUGUET A.M., ET AL., Les informations génétiques, droits des patients et confidentialité depuis la loi du 4 mars 2002, *Médecine & droit*, mars-avril 2004, n°65, p. 35.
- * MAY KONG W., The Regulation of Gene Therapy Research in Competent Adult Patients, Today and Tomorrow: Implications of Directive 2001/20/EC, *Medical Law Review*, 12, Summer 2004, p. 164.
- * NYS HFL., DUTE JCJ., A wrongful existence in the Netherlands, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 393.
- * OFFIT K., GROEGER E., TURNER S. AND AL., The “Duty to warn” a Patient's Family Members About Hereditary Disease Risks, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 1469.

Médecine légale

- * CORPART I., Les mesures d'instruction in futurum appliquées à la détermination des causes d'un décès, *Dalloz*, 2004, n°35, p. 2527.

- * SUREAU C., Remarques et recommandations de l'Académie nationale de médecine à propos de l' « Amendement Garraud », *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, Tome 188 n° 1, p. 141.

Médecine du sport

- * NOAKES TD., Tainted Glory – Doping and Athletic Performance, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 847.

Mesures médicales spéciales

- * BOYLE RJ, SALTER R., ARNANDER MW., Ethics of refusing parental requests to withhold or withdraw treatment from their premature baby, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 402.
- * JOHNSON CF., Child sexual abuse, *Lancet* 364 (2004), p. 462.

Nouvelles techniques de l'information et santé

- * BERG W., Telemedizin und Datenschutz, *Medizinrecht*, H. 8, p. 411.
- * GARDNER DE BEVILLE E., La vente de produits pharmaceutiques par internet, *Le Dalloz*, 2004, n° 35, p. 2554.

Procréation médicalement assistée

- * CANNOLD L., Who owns a dead man's sperm? *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 386.
- * OAKLEY J., Commentary, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 385.
- * PARKER MJ., 'Til Death Us Do Part: the ethics of post-mortem gamete donation, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 387.
- * PARKER M. Response to Orr and Siegler – collective intentionality and procreative desires: the permissible view on consent to posthumous conception, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 389-392.
- * SHELDON S., WILKINSON S., Hashmi and Whitaker : an unjustifiable and misguided distinction, *Medical Law Review*, 12, Summer 2004, p. 137.
- * SPRIGGS M., Woman wants dead fiancé's baby: who owns a dead man's sperm, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 384.

Recherche biomédicale

- * BRUSORIO M., La loi du 6 août 2004 relative à la bioéthique : la recherche sur l'embryon enfin autorisée, *Gazette du Palais*, juillet-août 2004, p. 2362.
- * BURNELL RH., O'KEEFE M., Asking parents unaskable questions, *Lancet*, 364 (2004), p. 737.
- * CALLIES I., ET AL., Enjeux éthiques des collections d'échantillons humains dans le cadre de la recherche. Le point sur les avancées et les incohérences du projet de loi relatif à la bioéthique, *Droit, déontologie & soin*, vol. 4, n° 2, 2004, p. 148.
- * CALWELL PHY., MURPHY SB., BUTOW PN. AND AL., Clinical trials in children, *Lancet* 364 (2004), p. 803.
- * DE ANGELIS C., DRAZEN JM., FRIZELLE FA. AND AL., Clinical trial registration : a statement from the international Committee of Medical Journal Editors, *Lancet* 364 (2004), p. 911.
- * DEPLANQUE L., et VERHAEGEN M.-N., La réutilisation de données à caractère personnel relatives à la santé en recherche médicale sous l'angle du droit belge. « Quand l'intérêt de la recherche rencontre celui de la protection de la vie privée du participant », *Revue de droit de la santé*, 2004-2005, n°1, p. 20.
- * CHEMTOB-CONCE, M.-C., la révision des lois de bioéthique, *Médecine & droit*, mai-août, 2004, n° 66-67, p. 71.
- * DIJON X., La contribution de la morale catholique à la formulation démocratique des lois bioéthiques, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 183.
- * DRAZEN JM., CURFMAN GD., Public Access to Biomedical Research, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 1343.
- * KREICHBERGS U., VALDIMARSDOTTIR U., STEINECK G. AND AL., A population-based nationwide study of parent's perceptions of a questionnaire on their child's death due to cancer, *Lancet* 364 (2004), p. 787.
- * LERNER BH., Sins of Omission. Cancer Research Without Informed Consent, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 628.
- * LISANTI C., La loi n° 2004-800 du 6 août 2004 relative à la bioéthique, *Revue droit & santé*, n°1, septembre 2004, p. 12.
- * MARTINEZ E., Les comités nationaux et européens d'éthique et l'émergence d'un droit européen de la bioéthique, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 199.
- * RENNIE D., Trial Registration. A Great Idea Switches From Ignored to Irresistible, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 1359.

- * STEINBROOK R., Conflicts of Interest at the NIH : Resolving the Problem, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 955.

Responsabilité médicale

- * BYK Ch., Le droit civil de l'enfant à naître : une double instrumentalisation ? (à propos de l'indemnisation de l'enfant né handicapé), *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 145.
- * CHARLOT M., Obligation d'obéissance, devoir de désobéissance, *Droit, déontologie & soin*, vol. 4, n° 1, 2004, p. 80.
- * CHIDIAC A., Condamnation des premières transfusions en France, *Médecine & droit*, mai-août 2004, n° 66-67, p. 89.
- * COELHO J., Responsabilité médicale : réflexions sur l'unification des règles de compétence juridictionnelle, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 153.
- * CORPART I., Délit d'homicide involontaire pour blessures périnatales mortelles, *Médecine & droit*, mai-août 2004, n°66-67, p. 67.
- * DEJEAN-PELIGRY M., L'affaire de l'Hôpital Trousseau : Illustration de l'évolution de la responsabilité pénale des acteurs de santé après la loi du 10 juillet 2000, *Droit, déontologie & soin*, vol. 4, n° 2, 2004, p. 189.
- * DELPRAT L., La loi du 2 janvier 2004 relative à la protection de l'enfance et le secret médical, *Gazette du Palais*, mars-avril 2004, p. 729.
- * DEMICHEL F., Les contradictions actuelles du droit de la santé (autour de la pensée d'André Demichel), *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 169.
- * GHOSH AK., GHOSH K., Misinterpretation of numbers : a potential source of physician's error, *Lancet* 364 (2004), p. 1108.
- * HENNION-JACQUET P., Handicap de l'enfant et gradation de la faute du praticien, *Dalloz*, 2004, n°39, p. 2814.
- * KACHALIA A., STUDDERT DM., Professional Liability Issues in Graduate Medical Education, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 1051.
- * KINDEL D. G., Hepatitis C : Neues Verjährung : Lichtblick durch eine E des OLG Wien vom 12.7.2002, AZ 4 R 45/02 w, *Recht der Medizin*, 02 (2003), p. 50.
- * LEFEUVRE-DARNAJOU K., La violence en milieu hospitalier : de la prévention à la sanction de la violence par le droit, *Médecine & droit*, mars-avril 2004, n°65, p. 54.

- * NIEL P., La faute caractérisée dans le diagnostic prénatal après la loi du 4 mars 2002 : commentaire Conseil d'Etat, 19 février 2003, *Médecine & droit*, mars-avril 2004, n°65, p. 42.
- * NULAND SB., Mistakes in the Operating Room – Error and Responsibility, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 1281.
- * OBOEUF O., Le devenir de la responsabilité médicale du fait d'autrui après la loi du 4 mars 2002, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 213.
- * PUIGELIER C., Existe-t-il un droit scientifique ?, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 249.
- * VION D., MAILLOLS A.-C. La réparation des dommages médicamenteux, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 293.
- * WILLIATTE-PELLITTERI L., Arrêt Civ. 1ère, 4 février 2003, n° 00-15575. Bull., 2003 I, n°40, p. 31, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 305.

Santé mentale et psychique

- * BOLTON P., STICHICK BETANCOURT T., Mental Health in Postwar Afghanistan, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 626.
- * GEVERS J.K.M., The European Court of Human Rights and the Incompetent Patient, *European Journal of Health Law*, September 2004, vol. 11, iss. 3, p. 225.
- * LOPES CARDOZO B., BILUKHA OO., GOTWAY CRAWFORD CA. AND AL., Mental Health, Social Functioning and Disability in Postwar Afghanistan, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 575.
- * PHAM PN., WEINSTEIN HM., LONGMAN T., Trauma and PTSD Symptoms in Rwanda. Implications for Attitude Toward Justice and Reconciliation, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 602.
- * ROGER Ph., L'hospitalisation psychiatrique sous contrainte, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 275.
- * SCHOLTE WF., OLFF M., VENTVOGEL P. AND AL., Mental Health Symptoms Following War and Repression in Eastern Afghanistan, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 585-593.
- * SIMON GE., LUDMAN EJ., TUTTY S. AND AL., Telephone Psychotherapy and Telephone Care Management for Primary Care Patients Starting Antidepressant Treatment. A Randomized Controlled Trial, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 935.

SIDA, lutte contre les épidémies

- * FENTON L., Preventing HIV/AIDS through poverty reduction: the only sustainable solution, *Lancet* 364 (2004), p. 1186.
- * HRUSKA AJ., The Global Fund's principal recipients... or neglected partners, *Lancet* 364 (2004), p. 918.
- * STERN AM., Markel H., International Efforts to Control Infectious Diseases, 1851 to the Present, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 1474.

Système de santé, politique de la santé

- * ABDALIAN SE., Street Youth Mortality, Leaning With Intent to Fall, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 624.
- * LEANING J., Diagnosing Genocide – The Case of Darfur, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 735.
- * ROY E., HALEY N., LECLERC P. AND AL., Mortality in a Cohort of Street Youth in Montreal, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 569.
- * TASK FORCE ON HEALTH SYSTEMS RESEARCH, Informed choices for attaining the Millenium Development Goals : towards an international cooperative agenda for health-systems research, *Lancet* 364 (2004), p. 997.
- * TRAVIS P., BENNETT S., HAINES A. AND AL., Overcoming health-systems constraints to achieve the Millennium Development Goals, *Lancet* 364 (2004), p. 900.
- * WEBSTER D., VERNICK JS., ZEOLI AM. AND AL. Association Between Youth-Focused Firearm Laws and Youth Suicides, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 594.
- YAFFE M., What should the burden of proof be for acceptance of a new breast-cancer screening technique ? *Lancet* 364 (2004), p. 1111.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

- COMITE CONSULTATIF NATIONAL D'ETHIQUE POUR LES SCIENCES DE LA VIE ET DE LA SANTE, *Ethique et recherche biomédicale : rapport 2001*, La Documentation française, Paris, 2004
- * HAMANN P. A., FENGER H., *Allgemeinmedizin und Recht : Mit 23 Abbildungen und 7 Checklisten*, Springer, Berlin, Heidelberg, New York, 2004.
- * KLIE Th., STASCHEIT U., *Gesetze für Pflegeberufe, 8. Aufl.*, Nomos, Baden-Baden, 2004.

- * KRUSE A., MARTIN M. (Hrsg.), *Enzyklopädie der Gerontologie : Alternsprozesse in multidisziplinärer Sicht*, Hans Huber, Bern, Göttingen, Toronto, Seattle, 2004.
- * *La recherche biomédicale*, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 2004.
- * RIES H. P., SCHIEDER K.-H., ALTHAUS J., GROSSBÖLTING R., *Arztrecht : Praxishandbuch für Mediziner*, Springer, Berlin, Heidelberg, New York, 2004.
- * RILLIET HOWALD A., *La réforme des régimes de soins de santé : cadre international et communautaire, thématiques actuelles*, Presses universitaires d'Aix-Marseille, Aix-en-provence, 2004.
- * ZUCK R., *Homöopathie und Verfassungsrecht*, Nomos, Baden-Baden, 2004.

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Assurances sociales

- * BÄR E., LEY P., Arbeitsunfähigkeitsbeurteilung, Begriffe ; spezielle Berücksichtigung der Arbeitslosen, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 38, p. 2034.
- * BOHNY C. L., Früherfassung von Arbeitsunfähigkeit : Was bringt die 5. IV-Revision ?, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 38, p. 2031.
- * DUC J.-L., De la compensation des risques, *Pratique juridique actuelle* 8/2004, p. 969.
- * FRECHELIN K., Règlement de coordination des systèmes de sécurité sociale des Etats membres de l'UE, *Sécurité sociale*, 2004, n° 5, p. 316.
- * HANGARTNER Y., Bemerkungen zu BGE 130 I 26, *Aktuelle Juristische Praxis* 8/2004, p. 983.
- * KIESER U., Auswirkungen des ATSG (Allgem. Teil zum Sozialversicherungsrecht) auf die Rechtsanwendung, *Zeitschrift des Bernischen Juristenvereins*, 2004, 140, Heft 7/8, p. 453.

- * KIESER U., Soll die Rente der Unfallversicherung nach der Pensionierung gestrichen werden, *Plädoyer* 4/2004, p. 29.
- * LANDOLT H., Überblick über die Rechtsprechung des EVG im Jahr 2003 zu den sozialen Pflegeversicherungsleistungen, *Aktuelle Juristische Praxis*, 8/2004, p. 1019.
- * LUDWIG C. A., Ärztliche Beiträge an die berufliche und soziale Wiedereingliederung von Patienten, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 38, p. 2040.
- * SIFFERT N., Statistique de l'assurance-maladie (1/3), *Sécurité sociale*, 2004, n° 5, p. 299.
- * SOLTERMANN B., Aus-, Weiter-, und Fortbildung in Versicherungsmedizin und für die Festlegung der Arbeitsunfähigkeit, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 38, p. 2042.
- * THOMMEN A., Risiken, Schäden, Leistungen, Schicksale – alles nur Papier ?, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 38, p. 2045.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * BAERISWYL B., Le point sur le droit de la protection des données, *Revue suisse de jurisprudence*, 100 (2004) n° 19 p. 460.
- * GMÜR R., Ärztliches Berufsgeheimnis und Inkasso von Honorarforderungen, Bemerkungen zum Entscheid des Bezirksgerichtes Zürich vom 9. September 2003, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 34, p. 1758.
- * GMÜR R., Secret médical et encaissement de créances d'honoraires, considérations concernant l'arrêt du tribunal de district de Zurich du 9 septembre 2003, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 34, p. 1763.
- * KLEIN C., Ein Meilenstein für Behinderte, *Plädoyer* 4/2004, p. 39.
- * KISSLING R., Europäische Tabelle zur Bewertung der Beeinträchtigung der physischen und psychischen Integrität, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 35, p. 1841.
- * MEIER P., De quelles informations la caisse-maladie doit-elle ou peut-elle disposer ? ; Protection et transmission des données sous le régime du TARMED dans le domaine de la LAMal, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 40, p. 2128.
- * MONOD S., OLMARI-EBBING M., Comment appliquer les nouvelles « règles du jeu » médecin-patient ? L'exemple des directives anticipées et du représentant thérapeutique, *Médecine et Hygiène*, n° 2500, p. 2030.

- * RIEMER H. M., RIEMER-KAFKA G., Le point sur le droit des personnes physiques, *Revue suisse de jurisprudence*, 100 (2004) n° 19 p. 463.
- * VONNEZ J.-L., Nouvelle charte des patients des hôpitaux genevois : rencontre avec les responsables du projet, *Médecine et Hygiène*, n° 2495, p. 1747.
- * WASSERFALLEN J.-B., STIEFEL F., CLARKE S., CRESPO A., Appréciation de la capacité de discernement des patients: procédure d'aide à l'usage des médecins, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 32-33, p. 1701.
- * YERSIN B., HUGLI O., Directives anticipées : un rôle clé du médecin traitant ?, *Médecine et Hygiène*, n° 2492, p. 1564.

Ethique biomédicale

- * BACHMANN A., RIPPE K. P., Pharmakogenetik in der klinischen Praxis : ethische Aspekte, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 37, p. 1984.
- * BACHMANN A., PROBST-HENSCH N. M., Chancen und Risiken von Biobanken, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 37, p. 1987.
- * VÖLGER M., Massgeschneiderte Medikamente, einige Überlegungen aus persönlichkeitsrechtlicher Sicht, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 42, p. 2267.

Euthanasie

- * PETERMANN F. Th., Der Entwurf eines Gesetzes zur Suizid-Prävention, *Aktuelle Juristische Praxis*, 9/2004, p. 1111.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * FANKHAUSER M., Verurteilung wegen Verletzung des Berufsgeheimnisses im Sinne von Art. 321 StGB, Konsequenzen für das Inkasso von Arzthonoraren, vorbeugende Massnahmen, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 34, p. 1768.
- * FANKHAUSER M., Condamnation pour violation du secret professionnel au sens de l'article 321 du Code pénal, Conséquences pour le recouvrement d'honoraires médicaux, mesures préventives, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 34, p. 1771.
- * SCHNEIDER S., Umsetzung des Arbeitsgesetzes für Assistenzärztinnen / -ärzte ab 1. Januar 2005 : Welches ist das ideale Schichtsystem ?, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 34, p. 1739.

Génétique humaine et biotechnologies

- * SUTTER P., Wissenschaft und Öffentlichkeit, Bericht von der 2. Science und Society-Konferenz über die "Forschung am Menschen" in Luzern am 6./7. Februar 2004, *Aktuelle Juristische Praxis*, 9/2004, p. 1163.

Médecine légale

- * FORNI M., Strafverfahren und Psychiatrie : Berührungspunkte und Reibungsflächen, *Revue pénale suisse*, Tome 122 n°3, p. 209.
- * PELLET M., La liberté d'appréciation du juge face au psychiatre, *Revue pénale suisse*, Tome 122 n°3, p. 225.

•

Procréation médicalement assistée

- * BÜCHLER A., Sag mir, wer die Eltern sind..., Konzeptionen rechtlicher Elternschaft im Spannungsfeld genetischer Gewissheit und sozialer Geborgenheit, *Aktuelle Juristische Praxis*, 10/2004, p.1175.

Responsabilité médicale

- * BEJUI-HUGUES H., Le barème médical européen, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 35, p. 1843.
- * CHAPPUIS G., Le barème médical européen, quels avantages pour la Suisse ?, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 35, p. 1847.
- * PRIBNOW W., Der « barème médical européen » - kein runderes Rad aus Pisa, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 35, 1846.
- * TERCIER P., L'harmonisation du droit de la réparation du dommage immatériel, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 35, p. 1844.

Système de santé, politique de la santé

- * HOFER G., Gedanken zu Reformen im schweizerischen Gesundheitswesen, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 34, p. 1742
- * RAGGENBASS R., Pour une politique nationale de santé psychique responsable !, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 35, p. 1815.
- * RAGGENBASS R., Für eine verantwortungsvolle Nationale Gesundheitspolitik, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 36, p. 1879.

- * ZWEIFEL P., TELSER H., Was leistet unser Gesundheitswesen, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 32/33, p. 1695.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

- BECCHI P., BONDOLFI A., KOSTKA U. und SEELMANN K. (Hrsg.), *Organallokation : ethische und rechtliche Fragen*, Basel, Schwabe, 2004.
- * ZEN-RUFFINEN P. (éd.), *Les secrets et le droit*, Bâle, Genève, Zurich, Schulthess, 2004.

RSDS N°6

Cette rubrique présente les références des dernières parutions juridiques en matière de droit de la santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger. Ce numéro couvre en principe la période entre **le 1^{er} novembre 2004 et le 28 février 2005**.

Diese Rubrik gibt Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheitsrecht. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der Schweiz und dem Ausland zusammengestellt. Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode **vom 1. November 2004 bis zum 28. Februar 2005**.

Législation/ Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

- * Conseil de l'Europe, Recommandation Rec(2004)7 du Comité des Ministres aux Etats membres sur le trafic d'organes, adoptée par le Comité des Ministres le 19 mai 2004 lors de la 884^e réunion des Délégués des Ministres.
- * Conseil de l'Europe, Recommandation Rec(2004)8 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les banques de sang de cordon autologue et exposé des motifs, adoptée par le Comité des Ministres le 19 mai 2004 lors de la 884^e réunion des Délégués des Ministres.
- * Conseil de l'Europe, Recommandation 1681 (2004) de l'Assemblée parlementaire sur une Campagne pour lutter contre la violence domestique à l'encontre des femmes en Europe adoptée par l'Assemblée le 8 octobre 2004 (32e séance).
- * Conseil de l'Europe, Résolution 1419 (2005) de l'Assemblée parlementaire sur les organismes génétiquement modifiés (OGM) adopté par l'Assemblée le 26 janvier 2005 (5^e séance).
- * Organisation mondiale de la Santé, Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, adoptée le 21 mai 2003 par la Cinquante-Sixième Assemblée mondiale de la Santé (Résolution WHA56.1). Date d'entrée en vigueur : 27 février 2005.

II. Droit communautaire / Europarecht

Droit édicté/

Erlassenes Recht

- * Règlement n° 851/2004 du 21 avril 2004 du Parlement européen et du Conseil instituant un Centre européen de prévention et de contrôle des maladies, JO L 142 du 30 avril 2004.
- * Traité établissant une Constitution pour l'Europe, JO C 310 du 16 décembre 2004.
- * Règlement (CE) n° 2232/2004 de la Commission du 23 décembre 2004 modifiant les annexes I, II et III du règlement (CEE) n° 2377/90 du Conseil établissant une procédure communautaire pour la fixation des limites maximales de résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments d'origine animale, en ce qui concerne les substances Altrenogest, Beclomethasone dipropionate, Cloprostenol, R-Cloprostenol, Sorbitan sesquioleate et Toltrazuril, JO L 379 du 24 décembre 2004.
- * Règlement (CE) n° 75/2005 de la Commission du 18 janvier 2005 modifiant les annexes I, II et III du règlement (CEE) n° 2377/90 du Conseil établissant une procédure communautaire pour la fixation des limites maximales de résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments d'origine animale en ce qui concerne la moxidectine, les acides alkyl benzène sulfoniques linéaires dont la longueur des chaînes alkyl va de C₉ à C₁₃, contenant moins de 2,5 % de chaînes plus grandes que C₁₃ et l'acétylisovaléryltylosine, JO L 015 du 19 janvier 2005.

Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.

- Résolution du Parlement européen contenant les observations accompagnant la décision sur la décharge à donner au directeur de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail sur l'exécution de son budget pour l'exercice 2002, JO L 330 du 4 novembre 2004.
- Résolution du Parlement européen contenant les observations accompagnant la décision concernant la décharge à donner au directeur de l'Agence

européenne pour l'évaluation des médicaments, sur l'exécution de son budget pour l'exercice 2002, JO L 330 du 4 novembre 2004.

- Décision no 197 du 23 mars 2004 relative aux périodes transitoires pour l'introduction de la carte européenne d'assurance maladie conformément à l'article 5 de la décision no 191, JO L 343 du 19 novembre 2004.
- Premier budget rectificatif de l'Agence européenne des médicaments (EMA) pour l'exercice 2004, JO L 351 du 26 novembre 2004.
- Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 octobre au 15 novembre 2004 [Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement (CEE) no 2309/93 du Conseil], JO C 289 du 26 novembre 2004.
- Décision de la Commission du 18 octobre 2004 clôturant le réexamen accéléré du règlement (CE) no 2164/98 du Conseil instituant un droit compensateur définitif sur les importations de certains antibiotiques à large spectre originaires de l'Inde, JO L 359 du 4 décembre 2004.
- Décision de la Commission du 14 décembre 2004 modifiant pour la troisième fois la décision 2004/122/CE concernant certaines mesures de protection contre l'influenza aviaire dans plusieurs pays d'Asie, JO L 368 du 15 décembre 2004.
- Décision de la Commission du 15 décembre 2004 instituant une agence exécutive dénommée Agence exécutive pour le programme de santé publique pour la gestion de l'action communautaire dans le domaine de la santé publique — en application du règlement (CE) n° 58/2003 du Conseil, JO L 369 du 16 décembre 2004.
- Décision de la Commission du 20 décembre 2004 modifiant la décision 2004/614/CE en ce qui concerne la durée d'application des mesures de protection relatives à la peste aviaire en Afrique du Sud, JO L 375 du 23 décembre 2004.
- Décision du comité mixte de l'EEE No 111/2004 du 9 juillet 2004 modifiant l'annexe XVIII (Santé et sécurité au travail, droit du travail et égalité de traitement des hommes et des femmes) de l'accord EEE, JO L 376 du 23 décembre 2004.
- Décision du comité mixte de l'EEE No 112/2004 du 9 juillet 2004 modifiant l'annexe XVIII (Santé et sécurité au travail, droit du travail et égalité de traitement des hommes et des femmes) de l'accord EEE, JO L 376 du 23 décembre 2004.
- Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 décembre 2004 au 15 janvier 2005 (Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement du Conseil (CEE) no 2309/93), JO C 023 du 28 janvier 2005.

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2003/53/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2003 portant vingt-sixième modification de la directive 76/769/CEE du Conseil concernant la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses (nonylphénol, éthoxylate de nonylphénol et ciment), JO C 023 du 28 janvier 2005.
- Décision du Conseil du 15 novembre 2004 portant remplacement de membres titulaires et suppléants du conseil d'administration de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail, JO C 024 du 29 janvier 2005.
- Avis du Comité des régions sur la Communication de la Commission - Suivi du processus de réflexion à haut niveau sur la mobilité des patients et l'évolution des soins de santé dans l'Union européenne et la Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Moderniser la protection sociale pour le développement de soins de santé et de soins de longue durée de qualité, accessibles et durables: un appui aux stratégies nationales par la méthode ouverte de coordination, JO C 043 du 18 février 2005.

✱

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse : <http://www.who.int/idhl>.

Droit édicté/

Erlassenes Recht

Allemagne / Deutschland

- ✱ Loi du 23 juillet 2004 visant à améliorer la protection des adolescents contre les risques liés à la consommation d'alcool et de tabac, Bundesgesetzblatt, partie I, 28 juillet 2004, n° 39, p. 1857 et 1858.

Etats-Unis / Vereinigte Staaten

- * Loi (Loi publique N° 108-25) du 27 mai 2003 relative à la fourniture d'une aide aux pays étrangers pour la lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme et visant d'autres fins (Loi de 2003 relative à la lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme sous la direction des Etats-Unis d'Amérique).

Espagne / Spanien

- * Loi n° 41/2002 du 14 novembre 2002 portant règles fondamentales concernant l'autonomie des patients ainsi que leurs droits et devoirs en rapport avec les données et dossiers cliniques, Boletín del Estado, 15 novembre 2002, n° 274, p. 40126 à 40132.
- * Loi n° 26/2001 du 27 décembre 2001 portant régime des infractions et sanctions en rapport avec les encéphalopathies spongiformes transmissibles, Boletín del Estado, 2 janvier 2002, n° 2, p. 28 à 30.
- * Arrêté n° SCO/1225/2003 du 8 mai 2003 portant lignes directrices pour l'élaboration du Plan intégré de lutte contre le cancer, Boletín del Estado, 20 mai 2003, n° 120, p. 19194.
- * Arrêté royal n° 605/2003 du 23 mai 2003 établissant les méthodes de traitement uniforme des données sur les listes d'attente dans le Système national de santé, Boletín del Estado, 5 juin 2003, n° 134, p. 21830 à 21840.

Danemark / Dänemark

- * Loi n° 213 du 31 mars 2004 portant interdiction de la vente de tabac et d'alcool aux personnes de moins de 16 ans, Lovtidende, 2004, partie A, 1^{er} avril 2004, n° 53, p. 1688.

Finlande / Finnland

- * Ordonnance n° 27 du 9 janvier 2004 du Ministère de la Santé et du Bien-Etre social relative aux critères de détermination de la mort, Finlands Författningssamling, 23 janvier 2004, n^{os} 21 à 28, p. 62 et 63.
- * Ordonnance n° 421 du 6 mai 2004 du Ministère de la Santé et du Bien-Etre social relative aux vaccinations et au dépistage des maladies transmissibles pendant la grossesse, Finlands Författningssamling, 27 mai 2004, n^{os} 416 à 421, p. 1229 à 1232.

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

Autriche/Österreich

- *

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

Droit édicté /
Erlassenes Recht

[malheureusement omis pour ce N° électronique de RSDS]
Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

✱

Messages, Rapports et Décisions Officiels /
Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse

[malheureusement omis pour ce N° électronique de RSDS]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

- Tarifvertrag mit öffentlichen Spitälern in der halbprivaten Zusatzversicherung im Kanton AG, *DPC 2004/4*, p. 1018.
- Tarifvertrag mit Privatkliniken in der halbprivaten Zusatzversicherung im Kanton AG, *DPC 2004/4*, p. 1026.
- Krankenversicherer/Weita AG, enquête selon l'article 27ss Lcart, *DPC 2004/4*, p. 1100.
Remboursement des "moyens et appareils" (moyens auxiliaires pour l'incontinence, prothèses, moyens auxiliaires pour la vue, appareils acoustiques etc.) à charge de l'assurance de base.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait du "Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin",
avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

Fribourg

- * Ordonnance désignant l'organe compétent chargé de déterminer la part des soins et des tâches d'assistance pouvant être remboursée en matière de prestations complémentaires, du 05.11.2004, entrée en vigueur le 01.11.2004, ROF/ASF 2004-128.

Genève

- * Loi approuvant la modification des statuts de la fondation de l'école de soins infirmiers et de sages-femmes Le Bon Secours (PA 162.01) (Pour les statuts du 30.09.2002 qui abrogeraient ceux du 25.02.1966, cf. FAO 2004, N°72, p. 1145), du 11.06.2004, entrée en vigueur le 01.01.2005, FAO 2004, N° 96, p. 1493.

Grisons

- * Ausführungsbestimmungen zum Gesetz über die Förderung der Krankenpflege und der Betreuung von betagten und pflegebedürftige Personen (RAB zum Krankengesetz) (Ersetzen die Ausführungsbestimmungen vom 10.12.1279), vom 14.12.2004, in Kraft ab 01.01.2005, Amtsblatt 2004, Nr. 50, S. 4396.
- * Ausführungsbestimmungen zur Organisation des Rettungswesens (Heben die Verordnung über den Transport von Patienten vom 10.12.1979 auf), vom 09.11.2004, in Kraft ab 01.01.2005, Amtsblatt 2004, Nr. 49, S. 4289.
- * Verordnung vom Gesetz über Ausbildungsstätten im Gesundheits- und Sozialwesen, vom 14.12.2004, in Kraft ab 01.12.2004, Amtsblatt 2004, Nr. 50, S. 4391.

Lucerne

- * Verordnung über die Rechte und Pflichten der Assistenzärztinnen und – ärzte des Kantons (Assistenzärzteverordnung) (Hebt die Verordnung vom 05.12.2000 auf), vom 07.12.2004, in Kraft ab 01.01.2005, G 2004 588.

Neuchâtel

- * Arrêté désignant l'organe compétent conformément à l'OF relative au remboursement des frais de maladie et des frais résultant de l'invalidité en matière de prestations complémentaires, du 22.12.2004, entrée en vigueur le 01.01.2005, Feuille Officielle 2004, N°101, p. 1492.

Valais

- * Loi sur l'harmonisation du financement des régimes sociaux et d'insertion socio-professionnelle, du 08.04.2004, entrée en vigueur le 01.01.2005, Bulletin Officiel 2004, N°19, p. 1067.
- * Règlement sur l'harmonisation du financement des régimes sociaux et d'insertion socio-professionnelle, du 22.12.2004, entrée en vigueur le 01.01.2005, Bulletin Officiel 2004, N°53, p. 3009.

Zurich

- * Patientinnen- und Patientengesetz (Die Verordnung über die Rechte und Pflichten der Patienten in staatlichen und vom Staat unterstützten Krankenhäusern (Patientenverordnung), vom 28.08.1991 wird damit aufgehoben) vom 05.04.2004, in Kraft ab 01.01.2005.
- * Promotionsordnung für die Schule für Ernährungsberatung am Universitätsspital Zürich (Hebt die Promotionsordnung der Schule für Ernährungsberater des Universitätsspital Zürich vom 01.07.1998 auf), vom 05.11.2004, in Kraft ab 01.09.2004, OS 59 340.

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

Suisse/Schweiz

- * ASSM, Mesures de contrainte en médecine, directives médico-éthiques de l'ASSM (première publication pour la procédure de consultation), *Bulletin des médecins suisses*, Vol. 50, 2004, p. 2715 (ég. en allemand, p. 2707).
- * ASSM/FMH, Collaboration corps médical – industrie, directives médico-éthiques de l'ASSM et de la FMH (version révisée pour la mise en consultation), *Bulletin des médecins suisses*, Vol. 2, 2005, p. 115 (ég. en allemand, p. 108).
- * ASSM, Prise en charge des patientes et patients en fin de vie, directives médico-éthiques de l'ASSM, *Bulletin des médecins suisses*, Vol. 3, 2005, p. 178 (ég. en allemand, p. 172).

Etranger/Ausland

*

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

(<http://www.echr.coe.int>)

- * MARTINEZ SALA ET AUTRES C. ESPAGNE (requête no 58438/00), Arrêt de chambre du 2 novembre 2004.

Article 3 (interdiction de la torture et des traitements inhumains ou dégradants), en ce qui concerne les allégations de mauvais traitements en détention. Hormis des marques de menottes et quelques contusions et hématomes légers, les rapports rédigés par les médecins légistes ne font pas état de traces ou de marques significatives de mauvais traitements. En ce qui concerne les allégations de certains des requérants se plaignant d'avoir subi de graves sévices, en l'absence de preuves, médicales ou autres, la Cour estime ne pas être en mesure de se prononcer à leur égard. Quant aux résultats des examens médicaux réalisés par des praticiens privés, ils ne permettent pas de faire davantage la lumière sur les faits. A cela s'ajoute le fait que les autorités internes n'ont pas mené une enquête suffisamment complète pour établir quelle version des événements était la plus crédible. Allégations des requérants pas suffisamment étayées par les éléments de preuve soumis. - Non-violation.

Par contre, les autorités judiciaires ont rejeté toutes les demandes d'administration de preuves présentées par les requérants, se privant ainsi de possibilités raisonnables de faire la lumière sur les faits dénoncés. Du fait de l'absence d'enquête approfondie et effective au sujet des allégations des requérants. - Violation.

- * MORENO GOMEZ C. ESPAGNE, (requête no 4143/02) Arrêt de Chambre du 16 novembre 2004.

Droit au respect du domicile et de la vie privée. La requérante habite dans une zone dans laquelle le tapage nocturne est indéniable, ce qui de toute évidence provoque des perturbations dans sa vie quotidienne, surtout le week-end. Ces nuisances sonores ont d'ailleurs été constatées à plusieurs reprises. Dans ces conditions, exiger, comme l'ont fait les juridictions espagnoles, que quelqu'un qui habite dans une zone acoustiquement saturée fasse la preuve de ce qui est déjà connu et officiel pour l'autorité municipale ne paraît pas nécessaire. Compte tenu de l'intensité des nuisances sonores, hors des niveaux autorisés et pendant les heures nocturnes, et du fait que ces nuisances se sont répétées durant plusieurs années, la Cour conclut à l'atteinte aux droits protégés par l'article 8. L'administration a certes adopté des

mesures visant au respect des droits garantis par la Convention, mais elle a par ailleurs toléré l'inobservation réitérée de la réglementation qu'elle avait elle-même établie et y a aussi contribué. - Violation de l'article 8.

* FARBTUHS C. LETTONIE (requête no 4672/02) Arrêt de Chambre du 2 décembre 2004.

Interdiction des traitements dégradants. Le maintien en détention du requérant n'était pas adéquat en raison de son âge, de son infirmité et de son état de santé. La situation dans laquelle il était placé ne pouvait que créer, chez lui, des sentiments constants d'angoisse, d'infériorité et d'humiliation suffisamment forts pour constituer un « traitement dégradant », au sens de l'article 3. En tardant à le libérer malgré l'existence d'une requête formelle du directeur de la prison et d'un rapport d'expertise à l'appui, et en le maintenant en prison encore pendant plus d'une année, les autorités lettones n'ont pas assuré au requérant un traitement compatible avec les dispositions de l'article 3. - Violation.

* Ceyhan Demir et autres c. Turquie (requête no 34491/97).

Article 2 (droit à la vie)

L'intéressé, après un affrontement dans une maison d'arrêt avec les gardiens et les forces de l'ordre durant lequel il a été blessé, a été transféré, menotté, dans un espace confiné et en dehors de toute assistance médicale, au terme d'un trajet ayant duré environ six heures et trente minutes. Compte tenu de la violence de l'affrontement à la maison d'arrêt, seul un examen médical approprié pouvait permettre d'établir si M. Demir, qui était blessé, était apte à supporter le voyage. Or, l'examen médical qui a été effectué dans des conditions matérielles précaires, et au contenu succinct, ne saurait passer pour approfondi. Par ailleurs, l'administration pénitentiaire, qui savait que l'intéressé souffrait d'insuffisance respiratoire, n'a pas tenu compte de ses antécédents médicaux, ce qui est aussi un élément révélateur de l'insuffisance notoire de l'examen médical effectué. Ainsi, l'ordre de transfert a été donné dans des conditions inacceptables. De surcroît, la Cour note que selon la sous-commission parlementaire les personnes transférées auraient continué d'être battues en route. Le gouvernement turc ne pouvant expliquer suffisamment l'origine du « trauma corporel général » ayant causé la mort de l'intéressé alors qu'il se trouvait sous la responsabilité de l'Etat, la Cour conclut à la responsabilité de la Turquie quant à ce décès. - Violation.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

(<http://curia.eu.int/fr/index.htm>)

- PHARMACIA ITALIA SPA, affaire C-31/03, arrêt de la Cour du 19 octobre 2004: (Règlement (CEE) n° 1768/92 — Médicaments — Certificat complémentaire de

protection — Régime transitoire — Autorisations successives en tant que médicament à usage vétérinaire et médicament à usage humain).

- COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES CONTRE RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, affaire C-360/03, arrêt de la Cour du 28 octobre 2004: *Manquement d'État — Directive 2000/39/CE — Protection de la santé et de la sécurité des travailleurs — Risques liés à la présence d'agents chimiques sur le lieu de travail — Établissement de valeurs limites d'exposition professionnelle — Non-transposition sur l'ensemble du territoire de l'État membre concerné dans le délai prescrit)*
- COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES CONTRE ROYAUME DES PAYS-BAS, affaire C-41/02, arrêt de la Cour du 2 décembre 2004: *Manquement d'État — Articles 30 et 36 du traité CE (devenus, après modification, articles 28 CE et 30 CE) — Denrées alimentaires auxquelles des vitamines ou des sels minéraux ont été ajoutés — Législation nationale subordonnant leur commercialisation à l'existence d'un besoin nutritionnel — Mesures d'effet équivalent — Justification — Santé publique — Proportionnalité.*
- APPROVED PRESCRIPTION SERVICES LTD CONTRE LICENSING AUTHORITY, affaire C-36/03, arrêt de la Cour du 9 décembre 2004: *Médicaments — Autorisation de mise sur le marché — Procédures relatives à des produits essentiellement similaires.*
- THE QUEEN, À LA DEMANDE DE SWEDISH MATCH E.A. / SECRETARY OF STATE FOR HEALTH ARNOLD; ANDRÉ GMBH & CO. KG / LANDRAT DES KREISES HERFORD, affaires jointes C-210/03 et C-434/02, arrêt de la Cour du 14 décembre 2004: *L'existence d'obstacles sur le marché intérieur de ces produits autorisait le législateur communautaire à intervenir et une telle interdiction n'était pas disproportionnée à l'objectif de protection de la santé.*

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

Allemagne/Deutschland

- * Medizinrecht, Vol. 22, Nr. 11, p. 626, OLG Hamburg, Urt. v. 11. 9. 2003 – 3 U 217/02 (LG Hamburg)
Rezepterstellung durch Computerprogramm für Arztpraxen.
- * Medizinrecht, Vol. 22, Nr. 11, p. 631, OVG Lüneburg, Urt. v. 8. 7. 2004 – 8 LC 63/02 (VG Braunschweig)
Impfberechtigung von Fachärzten.
- * Medizinrecht, Vol. 22, Nr. 12, p. 685, BGH, Urt. v. 3. 3. 2004 – IV ZR 25/03 (OLG Schlesw.-Holst.)

Kostenerstattung für In-vitro-Fertilisation bei Unfruchtbarkeit des versicherten Ehemannes.

- * Medizinrecht, Vol. 22, Nr. 12, p. 690, OLG Koblenz, Urt. v. 7. 8. 2003 – 5 U 1284/02 (LG Trier)
Beweiskraft einer gefälschten Urkunde über ein ärztliches Aufklärungsgespräch; Schmerzensgeld bei möglicherweise überflüssiger Operationserweiterung.
- * Medizinrecht, Vol. 23, Nr. 1, p. 35, BVerfG – Kammer –, Beschl. v. 2. 3. 2004 – 1 BvR 784/03 (OVG Schlesw.-Holst.)
Keine Erlaubnispflicht nach dem Heilpraktikergesetz für "geistiges Heilen".
- * Medizinrecht, Vol. 23, Nr. 1, p. 43, OLG Karlsruhe, Beschl. v. 10. 11. 2004 – 1 Ss 94/04 (AG Karlsruhe)
Kein Fahrverbot bei Geschwindigkeitsüberschreitung während ärztlichem Notfalleinsatz.
- * Medizinrecht, Vol. 23, Nr. 1, p. 91, BVerfG, Beschl. v. 18. 11. 2004 – 1 BvR 2315/04
Aushändigung eines schriftlichen Untersuchungsberichtes an schwerhörige Patientin.
- * Medizinrecht, Vol. 23, Nr. 1, p. 109, Bayer. LSG, Urt. v. 21. 1. 2004 – L 12 KA 115/01 (SG München)
Männerbehandlung durch Gynäkologen bei Reproduktionsmedizin.

Autriche/Österreich

- * Recht der Medizin 6/2004, p. 188, OGH 12.08.2004.
Aufklärung bei Hammerzehenoperation.
- * Recht der Medizin 1/2005, p. 26, OGH 06.07.2004.
Osteopathie. Die Ausübung der „cranio-sacralen Osteopathie“ fällt als mechanotherapeutische Massnahme unter den physiotherapeutischen Dienst.

Belgique / Belgien

- * Revue de droit de la santé, no 2, 2004-2005, p. 133, Cour d'appel de Gand (10ème Chambre), 28 novembre 2003.
Un médecin en chef qui, en vue de préparer un communiqué de presse, communique des données confidentielles du patient au directeur d'hôpital et à différents avocats dans le cadre d'une mission de conseil, ne se rend pas coupable de violation de son devoir de secret, puisqu'il peut être fait application de la théorie du secret professionnel partagé car le directeur d'hôpital, de même que les avocats, sont aussi liés par le secret professionnel.
- * Revue de droit de la santé, no 2, 2004-2005, p. 136, Tribunal de première instance d'Anvers, 8ème Chambre, 22 octobre 2004.

Un membre de la direction, un directeur du personnel et un directeur des services généraux d'un hôpital sont des personnes qui, du fait de leur fonction, sont liées par le secret professionnel. Lorsqu'un membre de la direction d'un hôpital prend l'initiative de rédiger un communiqué de presse contenant des données médicales d'un patient ou transmet ce communiqué aux journaux, il viole son secret professionnel. (...) La compensation pour violation du secret professionnel peut être évalué à 1 euro pour dommage moral, vu que les victimes ne produisent aucun élément qui puisse permettre à évaluer le dommage in concreto.

France/Frankreich

- * Recueil Dalloz, 2004, n°35, p. 2527, Cour d'appel de Rouen (ch. appels prioritaires, 21 oct. 2003)
Mesures d'instruction in futurum appliquées à la détermination des causes d'un décès. Si l'absence d'autopsie rend difficile la détermination des causes exactes du décès, comme l'a considéré le premier juge, les signes cliniques, relevés par les différentes parties et en particulier par les médecins, et leur évolution, apparaissent cependant de nature à permettre à un expert de donner un avis sur le problème.
- * Recueil Dalloz, 2004, n°37, p. 2682, Cour de cassation, 1re civ., 15 juin 2004
Le juge civil face au secret médical. Si le juge civil a le pouvoir d'ordonner à un tiers de communiquer à l'expert les documents nécessaires à l'accomplissement de sa mission, il ne peut, en l'absence de disposition législative spécifique, contraindre un médecin à lui transmettre des informations couvertes par le secret lorsque la personne concernée ou ses ayants droit s'y sont opposés.
- * Recueil Dalloz, 2004, n°39, p. 2814, Cour d'appel de Versailles (3e ch.), 28 nov. 2003.
Handicap de l'enfant et gradation de la faute du praticien.
- * Recueil Dalloz, 2005, n°3, p. 195, Cour de cassation, crim., 18 juin 2003.
Sang contaminé justice malade droit pénal avili. La chambre de l'instruction a justifié sa décision de non lieu des chefs d'empoisonnement et complicité en retenant, par des énonciations procédant de son appréciation souveraine, que la preuve n'est pas rapportée que les personnes poursuivies aient eu connaissance du caractère nécessairement mortifère des lots du CNTS.
- * Recueil Dalloz, 2005, n°5, p. 253, Cour de cassation, 1re civ., 9 nov. 2004.
Responsabilité personnelle de la sage-femme ou du médecin salarié
- * La Semaine Juridique, Edition générale, n° 44-45, 27 octobre 2004, p. 1979, Conseil constitutionnel, 29 juillet 2004, déc. N° 2004-498 DC
L'article 17 de la loi bioéthique relatif à la question de la brevetabilité du corps humain n'est pas contraire à la Constitution. Les dispositions de l'article 17 de la loi n° 2004-800 du 6 août 2004 relative à la bioéthique se bornent à tirer les conséquences nécessaires des dispositions inconditionnelles et précises de l'article 5 de la directive 98/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6

juillet 1998 relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques sur lesquelles il n'appartient pas au Conseil constitutionnel de se prononcer.

- * La Semaine Juridique, Edition générale, n° 5, 2 février 2005, p. 217, CA Paris, 25° ch. A, 20 février 2004, Komorek c/ Feuchtbaum (Juris-Data n° 2004-247237), avec note de Gérard Memeteau.

Sort de l'indemnité d'intégration versée par un médecin à un confrère en cas de rupture de leurs relations. L'indemnité versée par un médecin pour acquérir le droit de pratiquer chez un confrère installé de longue date est une indemnité d'intégration, qui a donc une contrepartie et est indépendante de la durée des relations pouvant exister entre les praticiens concernés.

- * La Semaine Juridique, Edition générale, n° 5, 2 février 2005, p. 221, TA Versailles, ch. réf. adm., 23 juin 2004, n° 042912, M. D. c/Préfet des Yvelines et TGI Versailles, Ord. hospitalisation d'office, 25 juin 2004, RG n° 04/00069, avec note de Jasna Hadley Stark et Philippe Bernardet

Un requérant peut déposer une requête en annulation d'un arrêté d'hospitalisation d'office devant le juge administratif, au titre d'une procédure au fond, en même temps qu'une requête en suspension d'exécution de cette décision, au titre d'une procédure en référé :

L'arrêté par lequel le préfet a ordonné l'hospitalisation d'office du requérant, motivé par la seule référence au certificat d'un médecin psychiatre, non joint audit arrêté, ne satisfait pas à l'obligation de motivation et il y a lieu, dans ces conditions, d'en prononcer la suspension de l'exécution, le moyen tiré de l'insuffisance de motivation étant de nature à faire naître un doute quant à la légalité de cette décision (TA Versailles).

En l'espèce il est constant que le certificat médical ayant servi de base à l'arrêté préfectoral n'a pas été communiqué au requérant et que, par ailleurs, ledit arrêté ne vise pas les circonstances de droit ou de fait rendant la mesure nécessaire. Il résulte également de l'examen du dossier que si le certificat médical établi par le médecin est versé aux débats, le premier arrêté préfectoral mensuel n'était en revanche pas produit ; l'hospitalisation du requérant est en conséquence irrégulière et constitue une voie de fait (TGI Versailles).

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.jaac.admin.ch>. La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante :

<http://www.bger.ch/> et sur <http://www.bsv.admin.ch/publikat/rkuv/f/index.htm> pour les arrêts concernant les assurances maladie et accident.

- ATF 130 I 306 - Arrêt de la 2e Cour de droit civil du 31 août 2004.
Un assureur-maladie peut attaquer une ordonnance cantonale fixant les tarifs hospitaliers par un recours de droit public. Un tarif plus élevé pour les patients en division privée est admissible s'il correspond à des prestations supplémentaires comme la qualité supérieure de l'hôtellerie et le libre choix du médecin.

- ATF 130 I 337 - Arrêt de la 1re Cour de droit civil du 19 octobre 2004.
Responsabilité en vertu du droit cantonal pour l'activité du médecin hospitalier. Violation de l'art. 9 Cst pour appréciation arbitraire d'expertises et motivation contradictoire de la décision.

- ATF 130 V 396 - Arrêt du tribunal fédéral des assurances du 18 mai 2004.
Portée limitée du diagnostic de troubles somatoformes douloureux. la reconnaissance de l'existence d'une atteinte à la santé (au sens de la LAI et de la LPGA) suppose qu'un diagnostic puisse être posé dans l'expertise psychiatrique en se fondant sur les critères d'un système de classification reconnu.

- ATF 130 V 424 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 21 juillet 2004 ;
publié également dans RAMA, n°5, 2004, p. 398.
Les coûts d'accompagnement par un médecin durant le transport ne font pas partie des coûts de transport mais tombent sous le coup des prestations médicales de l'art. 25 al. 2 let. a LAMal.

- ATF 130 V 459 - Arrêt du tribunal fédéral des assurances du 21 juillet 2004 ;
publié également dans RAMA, n°5, 2004, p. 407.
Appréciation de la nécessité d'un traitement dentaire occasionné par une infirmité congénitale entrepris après la 20e année.

- ATF 130 V 464 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 19 août 2004 ;
publié également dans RAMA, n°6, 2004, p. 450.
En cas de dislocation des dents de sagesse, tout phénomène pathologique qui, dans les autres cas de dislocation dentaire, justifie une prise en charge des frais par l'assurance obligatoire des soins, n'est pas suffisant compte tenu des possibilités de traitements plus simples.

- ATF 130 V 472 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 15 juillet 2004 ;
publié également dans RAMA, n°6, 2004, p. 455.
Interprétation de la notion indéterminée d'« autres maladies ». Décision du DFI de ne pas intégrer la tumeur pathologique au sein de la liste de l'art. 18 al. 1 OPAS. Pas de violation de la loi ni de la Constitution.

- ATF 130 V 479 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 2 septembre 2004 ;
publié également dans RAMA, n°6, 2004, p. 470.
Une personne hospitalisée en division commune d'une clinique privée figurant dans la planification hospitalière de son canton (ou pour elle son assureur-maladie) ne peut prétendre de ce canton la part des coûts imputables dans un hôpital public ou subventionné à la charge du canton.

- ATF 130 V 532 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 14 septembre 2004.

Conditions de prise en charge par l'assurance obligatoire des soins d'un médicament figurant sur la liste des spécialités mais administrés « hors étiquette ».

- ATF 130 V 546 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 21 septembre 2004.

La réduction de prestations pour négligence grave dans le domaine d'indemnités journalières ne pouvait, en 2002, être tenue pour un principe fondamental du droit des assurances sociales. A défaut de dispositions dans la LAMal, l'art. 21 LPGA est applicable au domaine des indemnités journalières.

- * JAAC no 68.136, 2004 vol. V. Décision du Conseil fédéral du 26 mai 2004.
Assurance-maladie. Fixation d'un tarif aux services de transport en ambulance. Structure du tarif. Subventions. «Benchmarking». Caractère économiquement supportable.
- * JAAC no 69.23, 2005 vol. I. Décision de la Commission fédérale de recours en matière de produits thérapeutiques (CORE PT) du 3 septembre 2004.
Médicaments. Procédure de surveillance du marché. Suspension de l'autorisation de mise sur le marché. Exclusion de la possibilité d'accorder un délai pour la liquidation des stocks (art. 9 al. 1, 10, 58 al. 2, et 66 LPT; art. 9 al. 3, 13, et 32 al. 3 Oméd)
- * die Praxis, Heft n° 11/2004, n° 166, p. 947 (= ATF 129 V 275), Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 19 février 2003 (K 56/01).
Art. 31 al. 1 let. a LAMal; art. 17 let. f OPAS: Dysgnathies
- * die Praxis, Heft n° 12/2004, n° 182, p. 1047 (= ATF 129 V 396), Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 24 juillet 2003 (K 58/03).
Art. 64 al. 1 et 2, art. 79 LAMal (dans sa teneur en vigueur jusqu'au 31 décembre 2002): Subrogation de l'assureur-maladie et participation de l'assuré aux coûts.
- * RAMA 5/2004, p. 383 – Arrêt du TFA du 16 juin 2004 (K 157/01)
Les mesures médicales appliquées lors d'un avortement spontané sont soumises au prélèvement de la participation aux coûts. Une autre solution devrait être adoptée par le législateur, mais elle ne peut pas être apportée par la jurisprudence.
- * RAMA 5/2004, p. 390 – Arrêt du TFA du 24 juin 2004 (K 142/03)
Une épilation définitive réalisée avant la fin de la période d'observation de deux ans en cas de suspicion de l'existence d'une évirtable transsexualité, ne constitue pas une prestation appropriée et économique.

- ✱ RAMA 5/2004, p. 439 – Arrêt du TFA du 6 avril 2004 (U 85/03)

Le frottement exercée par la chaussure de montagne et la formation subséquente d'ampoules à l'origine de l'infection au pied constituent – indépendamment du fait que l'assuré souffre de diabète sucré – un événement banal et sans importance particulière. Les bactéries responsables de l'infection ne s'étant pas infiltrées dans le corps à travers une blessure au sens propre du terme, l'événement (non imputable à un facteur extérieur extraordinaire) ne peut être assimilé à un accident.

- ✱ Rivista ticinese di diritto, I – 2004 p. 202 n° 66, TFA 1.7.2003 N. U 176/02

Art. 15, 10 segg. LAINF, infortunio all'interno di una galleria, disturbi psichici, causalità adeguata con l'infortunio. Nel caso di un assicurato che rimane ferito a un ginocchio in occasione di un infortunio avvenuto all'interno di una galleria in cui, in seguito al ribaltarsi dei binari che fungevano da struttura di sostegno e che erano stati posti lungo la galleria, la piattaforma sovrastante è crollata, creando, oltre a un effetto domino, un grande frastuono, polvere e la caduta di materiale, deve essere ammessa l'esistenza di un nesso de causalità adeguata tra l'evento traumatico e la successiva insorgenza di disturbi psichici. L'infortunio va classificato nella categoria intermedia e il criterio delle circostanze particolarmente drammatiche è realizzato.

- ✱ Rivista ticinese di diritto, I – 2004 p. 207 n° 68, TFA 26.11.2003 N. U 13/03

Art. 9 cpv. 2 OAINF, applicazione ad un caso ticinese della precisazione della giurisprudenza federale relativa al fattore esterno (DTF 129 V 466). Il danno alla salute a una spalla lamentato da un'assicurata che, lavorando in una lavanderia, talvolta doveva compiere l'operazione di estrazione con strappo della biancheria dalla lavatrice, non costituisce una lesione corporale parificata ai postumi di infortunio, poiché esso, avendo l'assicurata stessa accusato dolori alla spalla già all'inizio di tale attività e avendo illustrato che per togliere la biancheria dalla lavatrice si fosse obbligati a dare strappi, è la conseguenza di plurime sollecitazioni alle quali l'articolazione è stata ripetutamente sottoposta e non un avvenimento singolo e unico. Difetta, pertanto, la repentinità dell'azione lesiva. Inoltre appare perlomeno dubbio che all'operazione – non inusuale – di estrazione e strappo della biancheria possano essere riconosciuti i presupposti per ammettere la presenza di un fattore esterno nel senso della giurisprudenza, ossia l'esistenza di un evento presentante un certo potenziale di pericolo accresciuto o l'intervento di un fattore che renda incontrollabile l'esecuzione dell'atto ordinario della vita professionale.

- ✱ sic! 11/2004, p. 880, "Hilfe gegen Heisshunger" – Bundesgericht vom 13. Mai 2004.

Werbung für Lebensmittel mit nicht vorhandenen Eigenschaften und erwecktem Anschein auf ein Heilmittel.

- ✱ sic! 1/2005, p. 31, "Simvastatin" – Handelsgericht St-Gallen vom 31. August 2004 (Maßnahmenentscheid).

Patentverletzung durch Einreichung von Mustern im Heilmittelzulassungsverfahren; Patentschutz nach Ablauf des Patentes.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

Basel-Landschaft

- * ZBI. 11/2004, p. 602 - Kantonsgericht, Abteilung Sozialversicherungsrecht, 03.09.2003, mit Bemerkungen von August Mächler.
Verwirkung des Anspruchs auf Prämienverbilligung für die Krankenversicherung. Rechtsgrundlagen für die Prämienverbilligung im Kanton Basel-Landschaft. Verteilung der Regelungsbefugnisse auf Parlament und Regierung. Verwirkung und Verjährung als allgemeine Rechtsgrundsätze des allgemeinen Verwaltungsrechts und im Sozialversicherungsrecht. Verwirkungsfristen werden üblicherweise im Sozialversicherungsrecht auf Gesetzesstufe geregelt und greifen empfindlich in die Rechtsstellung Betroffener ein. Sie beinhalten daher eine wichtige und wesentliche Entscheidung, die vom Gesetzgeber zu treffen ist. Beibehaltung der früheren einjährigen Verwirkungsfrist bis zum Erlass einer Regelung durch den Gesetzgeber.

Berne / Bern

- * BVR/JAB 2004 p. 570ss – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 10.06.2004.
Assurance-accidents. Calcul de l'intérêt moratoire dû sur des prestations de rente versées rétroactivement. Effets du droit transitoire (art. 26 al. 2 et 82 LPGA ; art. 7 al. 2 OPGA).

*

Jura

- * Arrêt de la Chambre des assurances du 15 septembre 2003 en la cause E. X c/ Allianz Suisse Assurances in RJJ 4/04, p. 193
Suicide d'un assuré dépressif et alcoolique. Preuve de l'incapacité de discernement. Art. 37 al. 1 LAA; art. 48 OLAA.
- * Arrêt de la Chambre des assurances du 5 septembre 2003 en la cause C. c/ CNA, in RJJ 4/04, p. 199
Détermination du taux de l'atteinte à l'intégrité selon les tables d'indemnisation de la CNA. Art. 24 al. 1, 25, 36 OLAA; annexe 3 à l'OLAA.

Schwyz

- * EGV-SZ 2003, Nr 3.1, S. 82ff – Entscheid des Verwaltungsgerichts, vom 19. Februar 2003, Nr VGE 96/02.
Tariferhöhung bei Altersgruppenwechsel in der Kranken-Zusatzversicherung: die Versicherungsnehmerin musste nach Treu und Glauben sowie nach der Ungewöhnlichkeitsregel nicht damit rechnen, dass sie mit konkludenter Zustimmung zu den AGB auf ein Kündigungsrecht nach Kenntnisnahme der konkreten Prämienhöhung verzichte. Die erfolgte Kündigung war in casu rechtzeitig.

Tessin/Ticino

- * Rivista ticinese di diritto, I – 2004 p. 111 n° 32, TRAM 20.10.2003 N. 32.2003.47
Art. 59 cpv. 4, 56 LSan, sospensione a titolo cautelare dell'esercizio della professione di medico. La durata massima di una sospensione cautelare non deve essere predeterminata, ma neppure deve essere superiore alla sanzione che prevedibilmente sarà inflitta con il provvedimento di merito.

- * Rivista ticinese di diritto, I – 2004 p. 197 n° 60, TCA 17.10.2003 N. 52.2003.302
Art. 51, 13 LAI ; 90 OAI ; 8 CEDU. Applicazione per analogia, quando viene attestata la decisiva importanza della presenza e dei consigli di un genitore per il buon esito dei trattamenti del figlio in età prescolastica o scolastica collocato stabilmente in un ospedale, della giurisprudenza federale secondo la quale se l'allattamento costituisce un provvedimento di importanza vitale, l'assicurazione per l'invalidità è tenuta ad assumere le spese di viaggio per le visite necessarie quotidianamente e ad accordare un viatico.

- * Rivista ticinese di diritto, I – 2004 p. 201 n° 65, TCA 22.9.2003 N. 36.2003.28
Art. 36 cpv. 2 e 4 OAMal ; 34 cpv. 2, 41 LAMal. L'art. 36 cpv. 4 OAMal, ritenuto dal TCA rispettoso della legalità, prevede che i costi delle cure necessarie assunte all'estero (sia per una ragione d'urgenza, che per un motivo di non ottenibilità in Svizzera) vanno rimborsati limitatamente al doppio della tariffa applicabile in Svizzera. Per „tariffa applicabile in Svizzera“ si intende la tariffa valida nel Cantone di domicilio dell'assicurato, a meno che le condizioni di salute di questi imponga il ricovero in una struttura specialistica o in una clinica universitaria dotata di particolari strutture in un altro Cantone. In tal caso trova applicazione la tariffa dell'ospedale adeguato al caso dell'assicurato.

- * Rivista ticinese di diritto, I – 2004 p. 587 n° 59c, T1 CCA 12.3.2002 N. 11.2000.102
Art. 16 CC, capacità di discernimento : valutazione anticipata delle prove. La capacità di discernimento – presunta per legge – si determina con riferimento al caso concreto, alla natura e all'importanza dell'atto da compiere. Chi la contesta deve quindi dimostrarne la mancanza. Il solo fatto che la parte attrice sia in età avanzata (80 anni) non basta per mettere in dubbio la capacità di discernimento, se non altro in difetto di altri indizi concreti e oggettivi. Nemmeno una perizia psichiatrica può dirsi necessaria ove il medico curante, sentito come testimone, dichiara che la paziente è capace di intendere, di volere e non denota patologie suscettibili di alterare le capacità mentali.

Thurgovie / Thurgau

- * TVR 2003, Nr 27, S. 136ff – Entscheid des Verwaltungsgerichts, vom 1. Oktober 2003. (Das BGer hat die dagegen gerichtete staatsrechtliche Beschwerde abgewiesen (2P.289/2003 vom 26. März 2004)).
§ 16 Abs. 2 Gesundheitsgesetz ist genügende gesetzliche Grundlage zum Erlass einer Verordnungsbestimmung, wonach eine zweijährige Praxistätigkeit nach dem Diplomerwerb Voraussetzung für die Bewilligung der selbständigen Berufsausübung als medizinische Masseurin ist. Eine Bewilligung zur selbständigen Berufsausübung einer medizinischen

Masseurin in einem anderen Kanton führt nicht dazu, dass eine solche bei Wohnsitznahme im Kanton Thurgau durch die hiesigen Behörden zu gewähren wäre.

- * TVR 2003, Nr 28, S. 142ff – Entscheid des Verwaltungsgerichts, vom 5. Februar 2003.

Das Erfordernis von Praxisräumen als Voraussetzung einer kantonalen Bewilligung zur selbständigen Berufsausübung als Arzt ist mit der Wirtschaftsfreiheit und der Freizügigkeit für Medizinalpersonen vereinbar.

- * TVR 2003, Nr 29, S. 145ff – Entscheid des Verwaltungsgerichts, vom 19. Februar 2003.

Ein vor dem Ombudsmann der Thurgauer Ärztesgesellschaft angestregtes Verfahren genügt nicht, um eine Entbindung vom Berufsgeheimnis im Sinne von § 18 Abs. 2 Gesundheitsgesetz zu rechtfertigen. Eine Entbindung kommt nur für staatliche Verfahren und nur in genau umschriebenem Umfang in Frage.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles /
Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * BERNDT ER., To inform or persuade? Direct-to-consumer advertising of prescription drugs, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 325.
- * BLOCHE NMG., Race-Based Therapeutics, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 2035.
- * CANTOR J., BAUM K., The limits of conscientious objection – May pharmacists refuse to fill prescriptions for emergency contraception ? *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 2008.
- * DEGROOTE D. AND MASCRET C., Vente et publicité de médicaments par Internet : du nouveau du côté de la Cour de Justice des Communautés européennes.: Commentaire de l'arrêt du 11 décembre 2003 (affaire C-322/01), *Médecine et droit*, no 68, 2004, p. 112.
- * HAWTON K. ET AL., UK legislation on analgesic packs: before and after study of long term effect on poisonings, *British medical journal*, 329, 2004, p. 1076
- * HODGES CH., Do we need a European Medical Devices Agency?, *Medical Law Review* 2004 vol. 12, n° 3, p. 268.
- * LAUFS A., Die neue europäische Richtlinie zur Arzneimittelprüfung und das deutsche Recht, *Medizinrecht*, Vol. 22, Nr. 11, p. 583.
- * LICHTENBERG P., HERESCO-LEVY U., NITZAN U., The ethics of the placebo in clinical practice, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 551.

- * MAURY F., Victimes du VHB (vaccin contre l'hépatite B) : faut-il attendre une certitude scientifique pour les indemniser ?, *Médecine et droit*, no 69, 2004, p. 125.
- * PEIGNE J., La rétrocession hospitalière ou la délicate maîtrise du coût des médicaments vendus par les établissements de santé, *Revue de droit sanitaire et social*, 2005, n° 1, p. 79

Assurances sociales

- * MILHAUD G., Avenir de l'Assurance Maladie, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2004, Tome 188, n°4, p. 695.
- * SANDEEP J., SLOTWEINER DJ., The economics of ICDs, *New England Journal of Medicine*, 352 (2004), p. 2542.
- * STREBELLE GH., Maladie professionnelle et tarification, *Gazette du Palais*, sept.-oct. 2004, p. 2925.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * ANNAS G., Extremely preterm birth and parental authority to refuse treatment – The Case of Sydney Miller, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 2118.
- * ANNAS GJ., Family privacy and death – Antigone, war, and medical research, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 501.
- * AYDIN E., Rights of patients in developing countries: the case of Turkey, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 555.
- * BARTH P., Medizinische Behandlung Minderjähriger, *Recht der Medizin* 1/2005, p. 4. (Présentation, sous forme de tableau synoptique, des solutions légales en rapport avec le traitement des patients mineurs en Autriche).
- * BERTRAND-MIRKOVIC A., L'enfant à naître est-il une personne protégée par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme ?, *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 197.
- * BONNEAU J., La responsabilité sans faute des hôpitaux pour matériel défectueux, *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 247.
- * CANÇADO TRINDADE A.A., The evolution of provisional measures of protection under the case-law of the Inter-American Court of Human Rights (1987-2002), *Human rights law journal*, vol. 24, issue 5-8, 2004 p. 162.
- * CASSEL EJ., Consent or obedience? Power and authority in Medicine, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 328.

- * CORKE C. F. ET AL., How doctors discuss major interventions with high risk patients: an observational study, *British medical journal*, 2005, 330, p. 182.
- * COUNIL C., A quelles conditions un étranger suivant une hormonothérapie féminisante peut-il être protégé contre une mesure de reconduite à la frontière ? Note sous Conseil d'Etat, 28 avr. 2004, Préfet de Police c/ M. Kamal B, *Revue de droit sanitaire et social*, 2004, n° 4, p. 872.
- DEVERS A., L'étranger et l'accès aux soins, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 1, 2002, p. 133.
- * DEWAR S., BODDINGTON P., Returning to the Alder Hey report and its reporting addressing confusions and improving inquiries, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 463.
- * DUBOIS L., Secret médical et liberté de la presse, Note sous Cour européenne des droits de l'homme, 18 mai 2004, Plon c/ France, *Revue de droit sanitaire et social*, 2004, n° 4, p. 841.
- * ENOCH S., SHAABAN H., DUNN KW., Informed consent should be obtained from patients to use products (skin substitutes) and dressings contained biological material, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 2.
- * FORCIOLI P., Droits et responsabilités des patients et des professionnels hospitaliers : l'Anaes [Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé] et la loi du 4 mars 2002, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 2, 2002, p. 152.
- * FREICHTINGER B., LINDENTHALER M., Medizin und Recht bei unterzubringenden Notfallpatienten, *Recht der Medizin* 1/2005, p. 10.
- * GUDENA R., LUWEMBA S., JENKINSON L. R., Data protection gone too far: questionnaire survey of patients' and visitors' views about having their names displayed in hospital, *British medical journal*, 329, 2004, p. 1491.
- * HENNETTE-VAUCHEZ S., Kant contre Jéhovah ? : refus de soins et dignité de la personne humaine, *Recueil Dalloz*, 2004, n°44, p. 3154.
- * KAMKAR C., Du droit à l'information du patient : commentaire de deux arrêts rendus par la Cour de cassation le 21 janvier 2003, *Droit déontologie et soin*, vol. 3, no 3, 2003, p. 365.
- * LOUGHREY J., Public bodies and private medical records : the health and social care (Community health and Standards) Act 2003, *Medical law international*, vol. 6, no 4, 2004, p. 317.
- * MANAOUIL C. ET AL., Le dossier médical du patient majeur : contenu et gestion de l'accès, *Droit déontologie et soin*, vol. 3, no 4, 2003, p. 462.
- * MASSIS Th., Santé, droits de la personnalité et liberté d'information, *Gazette du Palais*, nov.-déc. 2004, p. 3563.

- * MARTINENT E., Libres propos autour de l'arrêt Guilbot et de la loi du 4 mars 2002, *Droit déontologie et soin*, vol. 3, no 4, 2003, p. 557.
- * MARTINENT E., La liberté de la femme en couche et l'alimentation du nourrisson en droit, *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 315.
- * MARTINEZ E. Le Comité consultatif national d'éthique et le principe de dignité, *Droit déontologie et soin*, vol. 3, no 4, 2003, p. 452.
- * NYS H. ET AL., Patient capacity in mental health care: legal overview, *Health care analysis*, vol. 12, no 4, 2004, p. 329.
- * OUATAH L., La Charte des droits du patient, l'apparence des droits ou l'incertitude du droit ?, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 1, 2002, p. 65.
- * OUATAH L., Témoins de Jéhovah et transfusions sanguines : respecter et soigner, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 3, 2002, p. 416.
- * PARMET WE., GOODMAN RA., FARBER A., Individuals rights versus the public's health – 100 years after Jacobson v. Massachusetts, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 652.
- * ROUSSET G., La transfusion sanguine des témoins de Jéhovah, entre obligation de soins et droit au consentement : commentaire de l'arrêt du Conseil d'Etat du 26 octobre 2001, *Droit déontologie et soin*, vol. 3, no 3, 2003, p. 342.

Ethique biomédicale

- * BECKWITH FJ., Of souls, selves, and cerebrums: a reply to Himma, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 56. (voir plus bas)
- * FORDE R., VANDIK IH., Clinical ethics, information, and communication: review of 31 cases from a clinical ethics committee, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p.73.
- * DORNSNER-DOLIVET A., De l'interdiction du clonage à la réification de l'être humain, *La Semaine Juridique*, n° 44-45, 27 octobre 2004, p. 1949.
- * HIMMA KE., A dualist analysis of abortion: personhood and the concept of self qua experiential subject, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 48.
- * HURST SA., HULL SC., DUVAL G. AND AL., how physicians face with ethical difficulties: a qualitative analysis, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 7.
- * MIRKOVIC A., Le régime juridique des éléments et produits du corps humain, *Droit déontologie et soin*, vol. 3, no 4, 2003, p. 436.

Euthanasie

- * AUNE A.-CL., Peut-on légaliser l'euthanasie ?, *Gazette du Palais*, nov.-déc. 2004, p. 3682.
- * BRAZIER M., Letting Charlotte die. The High Court ruling that a premature baby should be not resuscitated. *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 519.
- * CHEYNET DE BEAUPRE A., La loi sur la fin de vie, *Recueil Dalloz*, 2005, n°3, p. 164.
- * DE BEER T., GASTMANS C., DIERCKX B. AND AL., Involvement of nurses in euthanasia : a review of the literature, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 494.
- * GARRARD E., WILKINSON S., Passive euthanasia, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 64.
- * HAGELIN J., NILSTUN T., HAU J. AND AL., Surveys on attitudes towards legalisation of euthanasia : importance of question phrasing, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 521.
- * KALDJIAN LC., JEKEL JF., BERNENE JL. AND AL., Internists' attitudes towards terminal sedation in end of life care, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 499-503.
- * KNOPP L., HOFFMANN J., Rechtssicherheit am Lebensende? *Medizinrecht*, Vol. 23, Nr. 1, p. 83.
- * LELEU Y.-H., GENICOT G., L'euthanasie en Belgique et aux Pays-Bas - Variations sur le thème de l'autodétermination, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 2004, p. 5.
- * MAGNUSSON RS., Euthanasia : above ground, below ground, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 441.
- * MOCK, H., Euthanasie et suicide assisté en Suisse – Etat des lieux et perspectives, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 2004, p. 51.
- * Morin P. Fin de vie et Code civil . faut-il combler le vide législatif ?, *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 391.
- * VAN DELDEN JJM., The unfeasibility of requests for euthanasia in advance directives, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 447-451. LAURIE G., Commentary, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 451.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * BÄUNE S., DAHM F.-J., Auswirkungen der Schuldrechtsreform auf den ärztlichen Bereich, *Medizinrecht*, Vol. 22, Nr. 12, p. 645.

- * BOILEAU CH., L'équipe médicale : une existence évidente pour le professionnel de la santé, mais discutable pour le juriste, *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 33.
- * GOODERHAM P., Complaints about medical expert witnesses in the United Kingdom, *Medical law international*, vol. 6, no 4, 2004, p. 297.
- * IGLEHART JK., The emergence of physician-owned specialty hospitals, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 78.
- * MARTINEZ E., La loi du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique, *Revue droit et santé*, no 2, 2004, p. 95.
- * PELLERIN D., Projet de texte relatif aux conditions de conservation des dossiers médicaux, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2004, Tome 188, n°6, p. 1079.
- * TINETTI ME., BOGARDUS ST., AGOSTINI JV., Potential pitfalls of disease-specific guidelines for patients with multiple conditions, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 2870.

Génétique humaine et biotechnologies

- * ANDORNO R., The right not to know; an autonomy based approach, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 435.
- * BURK D. L., DNA rules : legal and conceptual implications of biological lock out systems, *California law review*, Vol. 92, no. 6, December 2004, p. 1553.
- * ELGER B. S., HARDING TH., Teaching changes attitudes to genetic testing for aggressive behaviour, *Medical law international*, Vol. 6, no 4, 2004, p. 277.
- * GALLOUX J.-CH., La loi n° 2004-1338 du 8 décembre 2004 relative à la protection des inventions biotechnologiques : un point d'orgue ou des points de suspension ?, *Recueil Dalloz*, 2005, n°3, p. 210.
- * GALLOUX J.-CH., Gaumont-Prat H., Droits et libertés corporels : panorama de la législation, de la jurisprudence et des avis des instances éthiques, *Recueil Dalloz*, 2005, n°8, p. 536.
- * GRODSKY J. A., Genetics and environmental law : redefining public health, *California law review*, vol. 93, no. 1, 2005, p. 171.
- * HENN W., Der Diskussionsentwurf des Gendiagnostikgesetzes, *Recht der Medizin*, vol. 17, Nr. 1 p. 34.
- * JOHNSTON C., KAYNE J., Does the UK Biobank have a Legal Obligation to Feedback Individual Findings to Participants, *Medical Law Review* 2004 vol. 12, n° 3, p. 239.

- * KIMMELMAN J., Recent developments in gene transfer: risk and ethics, *British medical journal*, 2005, 330, p. 79.
- * MITNOVETSKI O., NICOL D., Are patents for methods of medical treatment contrary to the *ordre public* and morality or “generally inconvenient”? *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 470.
- * THOUVENIN D., La loi relative à la bioéthique ou comment accroître l'accès aux éléments biologiques d'origine humaine : I. légitimité des activités médicales bioéthique, *Recueil Dalloz*, 2005, n°2, p. 116.
- * THOUVENIN D., La loi relative à la bioéthique ou comment accroître l'accès aux éléments biologiques d'origine humaine : II. nécessité de la volonté, *Recueil Dalloz*, 2005, n°5, p. 172.

Médecine légale

*

Médecine du sport

- * ANDERSON LC., GERRARD DF., Ethical issues concerning New Zealand sports doctors, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 88.

Mesures médicales spéciales

- * ARIES S., Les soins palliatifs à l'orée du droit, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 1, 2002, p. 44.
- * ARON G.-CL., L'infection nosocomiale : une législation complexe, une législation incomplète, *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 33.
- * CARPENTER RG., WAITE A., COOMBS RC. AND AL., Repeat sudden unexpected and unexplained infant death: natural or unnatural ? *Lancet* 365 (2005), p. 29.
- * COHEN M. H., RUGGIE M., Overcoming legal and social barriers to integrative medicine, *Medical law international*, vol. 6, no 4, 2004, p. 297.
- * DAWSON AJ., An ethical argument in favour of routine hepatitis B vaccination in very low-incidence countries. *Lancet* 365 (2005), p. 120.
- * ELLENBERG E., Médecine et justice face aux logiques sécuritaires, *Droit déontologie et soin*, vol. 4, no 3, 2004, p. 330.
- * GROSSMAN DC., MUELLER BA., RIEDY C. AND AL., Gun storage practices and risk of youth suicide and unintentional firearm injuries, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 707.

- * HATAM SH., Le concept de dangerosité dans le cadre de la privation de liberté à des fins d'assistance, *Droit déontologie et soin*, vol. 4, no 3, 2004, p. 311.
- * MOREL K., Du délicat équilibre entre le placement sous hospitalisation d'office et le respect des libertés individuelles, *Revue droit et santé*, no 3, 2005, p. 33.
- * WICKS E. / WYLDES M. / KILBY M., Late Termination of Pregnancy for Fetal Abnormality: Medical and Legal Perspectives, *Medical Law Review* 2004 vol. 12, n° 3, p. 285
- * WICKS E. / WYLDES M. / KILBY M., United Kingdom: The Right to Require Life-Prolonging Treatment, *Medical Law Review* 2004 vol. 12, n° 3, p. 306
- * WICKS E. / WYLDES M. / KILBY M., Europe: The Right of a Treatment Proxy to Challenge a Decision to Administer Diamorphine to a Patient, *Medical Law Review* 2004 vol. 12, n° 3, p. 317

Nouvelles techniques de l'information et santé

- * EVANS MG., KALRA D., Healthcare computer systems – global approaches, *Lancet* 365 (2005), p. 10.
- * HERSH W., Health care information technology. Progress and barriers, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 2273.
- * PANSA C., Accréditation et gestion des ressources humaines, une reconsidération souhaitée par les professionnels de santé ?, *Droit déontologie et soin*, vol. 3, no 2, 2003, p. 178.
- * ROUSSET G., La réforme du "dossier patient", un enjeu médical et juridique essentiel, *Droit déontologie et soin*, vol. 3, no 3, 2003, p. 168.

Personnes âgées et santé

- * HUISMAN M., KUNST AE., BOPP M. AND AL., Educational inequalities in cause-specific mortality in middle-aged and older men and women in eight western European populations, *Lancet* 365 (2005), p. 493.
- * LAGRAULA-FABRE M., La violence institutionnelle dans les établissements sociaux et médico-sociaux, une question de droit ? *Revue de droit sanitaire et social*, 2005, n° 1, p. 110.
- * LECOMTE D., DE PENANSTER D., Population domiciliée à Paris, décédée durant la canicule 2003, et examinée à l'Institut Médico-Légal, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2004, Tome 188, n°3, p. 459.

Procréation médicalement assistée

- * BERNIER L., GRÉGOIRE D., Reproductive and therapeutic cloning, germline therapy and purchase of gametes and embryos: comments on Canadian legislation governing reproduction technologies, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 527-532.
- * COOMBES R., Authority consults public on paying women £1000 to donate eggs, *British medical journal*, 329, 2004, p. 1206.
- * DAVIS OK., Elective single-embryo transfer – Has its time arrived, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 2440.
- * FORD M., MORGAN D., Misconceived conceptions. Leeds Teaching Hospitals NHS Trust v Mr & Mrs A & others. *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 478.
- * KRIEGK J.-F., Droit civil, procréation et dignité humaine, *Gazette du Palais*, nov.-déc. 2004, p. 3670.
- * MCLACHLAN H. V., Surrogate Motherhood: Beyond the Warnock and the Brazier Reports, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, vol. 11, n°1, 2005, p. 12.
- * SHELDON S., WILKINSON S., Should selecting saviour siblings be banned? *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 533.
- * THURIN A., HAUSKEM J., HILLENSJO T. AND AL. Elective single-embryo transfer versus double-embryo transfer in vitro fertilization, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 2392.

Recherche biomédicale

- * ALTAVILLA A., L'Europe face à la recherche sur les cellules souches : enjeux éthiques et juridiques, *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 159.
- * BINET J.-R., La recherche sur l'embryon humain in vitro : variations sur le thème de l'interdit, *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 109.
- * BREYER P., Der datenschutzrechtliche Schutz von Körpersubstanzen, die Patienten zu Analyse zwecken entnommen wurden, *Medizinrecht*, Vol. 22, Nr. 12, p. 660.
- * CHEMTOB-CONCE M.-C., le nouvel encadrement juridique et éthique de la recherche biomédicale en France, *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 255.
- * DUNN LB., GORDON NE., Improving informed consent and enhancing recruitment for research by understanding economic behaviour, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 609.
- * FURNESS PN., NICHOLSON ML., Obtaining explicit consent for the use of archival tissue samples: practical issues, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 561.

- * HEINRICHS B., Forschungsethik als integrativer Bestandteil der medizinisch-naturwissenschaftlichen Ausbildung. Zur interdisziplinären Entwicklung eines „Curriculums Forschungsethik“, *Recht der Medizin*, vol. 17, nr. 1 p. 34.
- * KÖNIG P., Biomedizinkonvention des Europarats, EU und deutsches Organhandelsverbot, *Medizinrecht*, Vol. 23, Nr. 1, p. 22.
- * MORREIM E.H., Malpractice Doctrines Versus Research Realities, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 474.
- * SHAPIRO K., BENATAR SR., HIV prevention research and global inequality: steps towards improved standards of care, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 39.

Responsabilité médicale

- * ALT-MAES F., La nouvelle place de la faute technique et de la faute éthique depuis la loi du 4 mars 2002, *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 109.
- ALTMAN DE., CLANCY C., BLENDON RJ., Improving Patient Safety – Five Years after the IOM Report, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 2041.
- ASUMAN A., Réflexions autour de la création du fonds d'indemnisation relatif à l'aléa thérapeutique, *Droit déontologie et soin*, vol. 3, no 3, 2003, p. 148.
- BANATVALA J., BELLE P., SYMONDS M., The Research Assessment Exercise is bad for UK medicine, *Lancet* 365 (2005), p. 458.
- BAUDE F., Une nouvelle expertise médicale conforme à l'exigence du procès équitable ?, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 3, 2002, p. 320.
- CHEVALLET C., Condamnation pénale d'un médecin anesthésiste pour faute de négligence : commentaire d'arrêt rendu par la Cour de cassation le 26 novembre 1997, *Droit déontologie et soin*, vol. 3, no 3, 2003, p. 310.
- COTTENDIN A., Modification du code pénal : la défense de l'esprit de décision, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 1, 2002, p. 29.
- DECAMPS-MINI D., La responsabilité d'un établissement de santé pour défaillance du matériel de conservation d'embryons *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 273.
- DELFORGE C., Vers un nouveau régime d'indemnisation des accidents médicaux ?, *Revue de droit de la santé*, no 2, 2004-2005, p. 86.
- DOUAY S., La responsabilité des centres de transfusion sanguine, *Droit déontologie et soin*, vol. 3, no 1, 2003, p. 34.

- DOUAY S., Responsabilité pénale d'un médecin gynécologue accoucheur pour homicide involontaire : commentaire de l'arrêt rendu par la Cour de cassation le 26 février 1997, *Droit déontologie et soin*, vol. 3, no 3, 2003, p. 293.
- DUFOUR A., La part du secret médical dans la recherche de la vérité en droit pénal : divergence et conciliation d'intérêts, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 4, 2002, p. 471.
- * GORNY A., Droit de la santé : de la faute à la responsabilité de la victime, *Gazette du Palais*, nov.-déc. 2004, p. 3449.
- Hennion-Jacquet P., Quelques aspects actuels de l'ambivalence des responsabilités pénale et civile du praticien, *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 285.
- JEGU F., La loi du 4 mars 2002 et l'aléa thérapeutique, *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 143.
- JONQUET N., Vaccins contre l'hépatite B : « nova et vetera », les nouveaux fondements d'une indemnisation par les laboratoires, *Revue droit et santé*, no 2, 2004, p. 108.
- KAMKAR C., L'indemnisation de l'aléa thérapeutique dans la loi du 4 mars 2002, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 4, 2002, p. 552.
- LANDRIGAN CP., ROTSCCHILD JM., CRONIN JW. AND AL., Effect of reducing interns' work hours on serious medical errors in intensive care units, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 1838.
- LOCKLEY SW., CRONIN JW., EVANS EE, AND AL., Effect of reducing interns' weekly work hours on sleep and attentional failures, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 1829.
- MANAOUIL C. ET AL., La responsabilité de l'anesthésiste, *Droit déontologie et soin*, vol. 3, no 1, 2003, p. 4.
- * MANAOUIL C. ET AL., Responsabilité de l'équipe médicale en droit administratif : interaction avec le droit pénal et le droit civil, *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 41.
- MARTINENT E., Le droit du secret médical, étude historique, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 4, 2002, p. 437.
- * MEMETEAU G. la codification du droit médical, *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 367.
- * NIEL, P. L., La faute pénale d'imprudence caractérisée commise par un médecin régulateur du Samu dans l'accomplissement de ses fonctions Note sous Cass. Crim., 2 déc. 2003 : Juris data 2003-O21563, *Médecine et droit*, no 68, 2004, p. 97.

- OBSERVATOIRE ETHIQUE ET SOINS HOSPITALIERS, Influences de la loi du 4 mars 2002 sur les pratiques professionnelles, *Droit déontologie et soin*, vol. 4, no 3, 2004, p. 345.
- OUATAH L., Une jurisprudence du Conseil d'Etat au sujet de la violation du secret professionnel, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 4, 2002, p. 513.
- OUATAH-LETTAT L., Responsabilité civile d'un médecin généraliste pour erreur de diagnostic : commentaire de l'arrêt rendu par la Cour de cassation le 25 novembre 1997, *Droit déontologie et soin*, vol. 3, no 3, 2003, p. 318.
- * PAPANIKOLAOU D., La responsabilité pénale des membres d'une équipe médicale, *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 79.
- PARISOT, J.-CH., Le débat généré par l'arrêt Perruche, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 1, 2002, p. 95.
- PELIGRY M., La prescription médicamenteuse, les règles à respecter et les risques judiciaires en termes de responsabilité, *Droit déontologie et soin*, vol. 3, no 2, 2003, p. 208.
- * PENNEAU J., Droit médical : panorama 2004, *Recueil Dalloz*, 2005, n°6, p. 403.
- SEGUIN CH., Jurisprudence Perruche : les rapports complexes entre responsabilité et solidarité, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 1, 2002, p. 88.
- SERVERIN E., Réparer ou punir ? : l'interruption accidentelle de grossesse devant la Cour européenne des droits de l'homme, *Recueil Dalloz*, 2004, n°39, p. 2801.
- STEINHILPER G., Die Plausibilitätsprüfung nach neuem Recht (§ 106a SGB V), *Medizinrecht*, Vol. 22, Nr. 11, p. 597.
- * VALLAR C. ET ZEPI S., Responsabilité médicale et primauté de la faute de service. Note sous Conseil d'Etat, 3 nov., *Revue de droit sanitaire et social*, 2004, n° 4, p. 905.

Santé mentale et psychique

- * CLEMENT M.-N., Le droit et la dignité des personnes à l'épreuve de la psychiatrie, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 1, 2002, p. 21.
- * GROSS ML., Treating competent patients by force: the limits and lessons of Israel's Patient's Rights Act, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 29.
- * MORDELET P. Toxicomanie : la réduction des risques, une doctrine malgré ses contradictions, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 1, 2002, p. 8

- * SCHANDA H., Psychiatry reforms and illegal behaviour of the severely mentally ill, *Lancet* 365 (2005), p. 367.
- * SZASZ T., « Idiots, infants, and the insane »: mental illness and legal incompetence, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 78.
- * TAN JOA., MCMILLAN JR., The discrepancy between the legal definition of capacity and the British Medical Association's guidelines, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 427.
- * TANNSJO T., The convention on human rights and biomedicine and the use of coercion in psychiatry, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 430.
- * VALLA J., Les principes de l'irresponsabilité pénale des malades mentaux à l'épreuve de la pratique, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 2, 2002, p. 159.
- * WELLER M., BRAHAMS D., The UK Draft Mental Bill 2004: a compromise that please no one, *Lancet* 364 (2004), p. 1651.

SIDA, lutte contre les épidémies

- * ROSEN S., SANNE I., COLLIER A. AND AL., Hard choices : rationing antiretroviral therapy for HIV/AIDS in Africa, *Lancet* 365 (2005), p. 354.

Systeme de santé, politique de la santé

- * BELORGEY J.-M., La lutte contre le saturnisme sous les plombs : le législateur dupe ou complice ?, *Revue de droit sanitaire et social*, 2005, n° 1, p. 73.
- * GOSTIN L.O., Health of the People : The Highest Law ?, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 309.
- * GUERRA R., BUBLITZ C. AND AL., Missing clinical information during primary care visits, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 565.
- * HANSSON SO., Extended antipaternalism, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 97.
- * HOGERZEIL HANS V., The concept of essential medicines: lessons for rich countries, *British medical journal*, 329, 2004, p. 1169
- * JAUHAR S., House Calls, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 2149-2151.
- * KRAUS CK., SUAREZ TA., Is there a doctor in the House?... Or the Senate, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 2125.
- * MAISONNET M., Le Conseil de l'Europe et la Santé, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2004, Tome 188, n°5, p. 813.

- * TUBIANA M., Aspects juridiques de la lutte contre le tabac, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2004, Tome 188, n°6, p. 1075.
- * TAYLOR A.L., Governing the globalization of Public Health, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 500.
- * VILLENEUVE P., La haute autorité de santé : vers une nouvelle gouvernance du système de santé ?, *La Semaine Juridique*, n° 1-2, 12 janvier 2005, p. 1.

Transplantations

- * SCHMIDT-RECLA A., Tote leben länger: Ist der Hirntod ein ausreichendes Kriterium für die Organspende?, *Medizinrecht*, Vol. 22, Nr. 12, p. 672.
- * WALTER M., PAPACHRISTOU C., DANZER G. AND AL., Willingness to donate: a interview study before liver transplantation, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 544.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

- * CLAUS S., Postmortaler Persönlichkeitsschutz im Zeichen allgemeiner Kommerzialisierung, Baden-Baden 2004.
- * DIBIE-KRAJCMAN D., Informations génétiques et fonctions médicales : essai sur l'ambivalence juridique des médecins, Etudes hospitalières, Bordeaux, 2004.
- * GUTMANN T. ET AL., Ethica, legal and social issues in organ transplantation, Pabst, Berlin, 2004.
- * HUMBERT N. DIR., Les soins palliatifs pédiatriques, Hôpital Sainte-Justine, Montréal, 2004.

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

✱

Assurances sociales

- ✱ CATANEO Daniele, Assicurazioni sociali : alcuni temi d'attualità, *Rivista ticinese di diritto*, I – 2004 p. 215.
- ✱
- ✱ CHIESA Spartaco, Giurisprudenza ticinese recente in tema di responsabilità di agenti sanitari, *Rivista ticinese di diritto*, I – 2004 p. 637.
- ✱ DESPLAND B., Dépistage du cancer du sein : discriminatoire ?, *Plaidoyer*, Vol. 1, 2005, p. 64.
- ✱ DUC J.-L., Les frais de transport dans la LAMal, *Pratique juridique actuelle*, Vol. 12, 2004, p. 1503.
- ✱ DUC J.-L., Age et solidarité dans les récentes propositions de modifications de la LAMal, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 2004, p. 547.
- ✱ Fleischanderl P., Rechtsprechung des Eidgenössischen Versicherungsgerichts zu dem auf den 1. Januar 2003 in Kraft getretenen Bundesgesetz über den Allgemeinen Teil des Sozialversicherungsrechts (ATSG) vom 6. Oktober 2000 und dessen Ausführungsverordnung vom 11. September 2002 (Verordnung über den Allgemeinen Teil des Sozialversicherungsrechts (ATSV), *Revue de la Société des juristes bernois*, Vol. 11, 2004, p. 745.
- ✱ KIESER Ueli, Entwicklungen im Sozialversicherungsrecht / Le point sur le droit des assurances sociales, *SJZ 100*, (2004) N° 23, p. 562.
- ✱ MEYER B., Tarifschutz und Tarifgestaltung bei ausserkantonaler Hospitalisation in der sozialen Krankenversicherung, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 2004, p. 527.

Droits des patients, droit de la personnalité

- ✱ AYER A., L'accès aux soins des patients allophones, *Plaidoyer*, Vol. 6, 2004, p. 56.
- ✱ RIPPE Klaus Peter, SCHWARZENEGGER Christian, BOSSHARD Geor, KIESEWETTER Martin, Urteilsfähigkeit von Menschen mit psychischen Störungen und Suizidbeihilfe, Teil 1, *SJZ 101*, (2005) N° 3, p. 53, Teil 2, *SJZ 101*, (2005) N° 4, p. 81.

- * SCHIEMANN Anja, Kann es einen freien Willen geben ? – Risiken und Nebenwirkungen der Hirnforschung für das deutsche Strafrecht, *NJW* 29/2004, 2056.
- * WICHTERMANN Jürg, Le bébé de Madame Vo oder Wie künstlich sind natürliche Personen ?, *Recht* n°6, 2004.

Ethique biomédicale

- * MARTIN J., Fifth International Meeting of National Bioethics Advisory Bodies, *Bulletin des médecins suisses*, Vol. 7, 2005, p. 424.
- * REHMANN-SUTTER C, PORZ R, LEACH SCULLY J., Genetische Untersuchungen bei Kindern: einige ethische Aspekte, *Bulletin des médecins suisses*, Vol. 51/52, 2004, p. 2778.
- * REITER-THEIL S., Klinische Ethikkonsultation – eine methodische Orientierung zur ethischen Beratung am Krankenbett, *Bulletin des médecins suisses*, Vol. 6, 2005, p. 346.

Euthanasie

- * JOTTI-ARNOLD A.-L., Assistance au suicide en EMS Recommandations éthiques et pratiques de la Chambre de l'éthique de l'AVDEMS, *Revue médicale suisse*, no 1, 2005, p. 85.
- * MÜLLER D., Assistance au suicide : une question légitime ou un prétexte ambigu ?, *Médecine & Hygiène*, 2507, 1 décembre 2004, p. 2432.
- * SALATHE M, ZIMMERMANN-ACKLIN M., Les nouvelles directives médico-éthiques de l'ASSM pour la prise en charge des patientes et patients en fin de vie, *Bulletin des médecins suisses*, Vol. 3, 2005, p. 177 (ég. en allemand, p. 171).

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * DONZE P.-Y., L'intervention de l'Etat dans les systèmes hospitaliers romands : le cas du canton de Vaud, 19ème - 20 ème siècles, *Revue de la recherche juridique*, 1, 2005, p. 383.
- * TANQUEREL Th., L'évolution du système genevois de surveillance des professions médicales, *Revue de la recherche juridique*, 1, 2005, p. 383.

Génétique humaine et biotechnologies

- * GERSBACH-FORRER M., Tests génétiques chez les enfants et les adolescents, *Bulletin des médecins suisses*, Vol. 51/52, 2004, p. 2770.

- * GLANZMANN-TARNUTZER L., Der Beweiswert medizinischer Erhebungen im Zivil-, Straf- und Sozialversicherungen, *Pratique juridique actuelle*, Vol. 1, 2005, p. 73.
- * MÜLLER H., Genetische Untersuchungen bei Kindern und Jugendlichen, *Bulletin des médecins suisses*, Vol. 51/52, 2004, p. 2766.
- * TAUPITZ J., Genetische Untersuchungen bei Kindern, Aspekte des schweizerischen Rechts, *Bulletin des médecins suisses*, Vol. 51/52, 2004, p. 2782.

Médecine légale

*

Médecine du sport

*

Mesures médicales spéciales

- * WYSS D., WIRTHNER D., RENTERIA S. C., DE GRANDI P., Les demandes d'interruption de grossesse de 1988 à 2002 au CHUV, *Médecine & Hygiène* 2503, 3 novembre 2004, p. 2190.

Nouvelles techniques de l'information et santé

*

Personnes âgées et santé

- * HUGENTOBLER V., L'évolution des besoins en soins des personnes âgées en Suisse, *Aspects de la sécurité sociale*, 2004, n° 3, p. 10.
- * REBER D., Aide et soins à domicile, *Sécurité sociale*, 2005, n° 1, p. 21.

Procréation médicalement assistée

- * MARTIN J., Biomédecine et procréation, Quel avenir pour les variantes technicisées de la manière de faire des enfants dont nous avons l'habitude ?, *Revue Médicale Suisse*, n°6, 9 février 2005, p. 453.

Recherche biomédicale

- * BURNAND B., REGE WALTHER M., Enregistrement et publication des essais cliniques, *Bulletin des médecins suisses*, Vol. 8, 2005, p. 480 (ég. en allemand, p. 482).

Responsabilité médicale

- * FAVRAT B., ROMAIN N., MANGIN P., Recommandations pour la pratique clinique et responsabilité juridique des médecins : quel impact ?, *Médecine & Hygiène* 2506, 24 novembre 2004, p. 2374.

Santé mentale et psychique

- * Asmus Finzen, Zwischen Euphorie, Ernüchterung und neuer Hoffnung – 50 Jahre Neuroleptika, *Pro mente sana*, 4/04, 13.
- * Angehörige : hilflos und stark, *Pro mente sana*, 4/04. (dossier)
- * KHAZAAL Y., BONSACK C., BORGEAT F., La contrainte en psychiatrie. Actualités et perspectives, *Revue Médicale Suisse*, n°7, 16 février 2005, p. 515.

SIDA, lutte contre les épidémies

*
*

Système de santé, politique de la santé

*
*

Transplantations

*
*

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

- * GNAEGI P., Histoire et structure des assurances sociales en Suisse, avec une introduction à l'aide sociale, Schulthess, Genève, 2004.
- * JOYE CH., L'analyse génétique humaine : quelles perspectives législatives ? : actes du colloque, Schulthess, Genève, Zurich, 2004.
- * KUTZNER S., MÄDER U., KNÖPFEL C. HRSG., Working poor in der Schweiz - Wege aus der Sozialhilfe : eine Untersuchung über Lebensverhältnisse und Lebensführung Sozialhilfe beziehender Erwerbstätiger, Rüegger, Zurich, 2004.
- * MOREILLON L. [et al], Aspects pénaux du droit du vivant, Bruylant, Helbing & Lichtenhahn, Bâle, Bruxelles, Genève, 2003.
- * POLEDNA T., EICHENBERGER TH. HRSG, Das neue Heilmittelgesetz : eine erste Bilanz : Referate der Tagung vom 19. November 2003 in Bern, Schulthess, Zurich, 2004.

- * SCHAFFHAUSER R., POLEDNA T., Wettbewerb im Gesundheitsrecht, Krankenversicherung, Arzt und Arzneimittel zwischen staatlicher Lenkung und Markt, Institut für Rechtswissenschaft und Rechtspraxis, St-Gallen, 2004.
- * THOMMEN M., Medizinische Eingriffe an Urteilsunfähigen und die Einwilligung der Vertreter : eine strafrechtliche Analyse der stellvertretenden Einwilligung, Helbing & Lichtenhahn, Bâle, 2005.

RSDS N°7

Dokumentation / Documentation

Cette rubrique présente les références des dernières parutions juridiques en matière de droit de la santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger. Ce numéro couvre en principe la période entre **le 1^{er} mars 2005 et le 30 juin 2005**.

Diese Rubrik gibt Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheitsrecht. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der Schweiz und dem Ausland zusammengestellt. Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode **vom 1. März 2005 bis zum 30. Juni 2005**.

Ont collaboré à cette rubrique / An dieser Rubrik haben mitgewirkt : Séverine BOILLAT, Nathalie BRUNNER, Vincent CORPATAUX, Béatrice DESPLAND, Olivier GUILLOD, Christian HÄNNI, Daniel KRAUS, Audrey LEUBA, Jean PERRENOUD, Martine REHM FUCHS, Aline SCHMIDT, Dominique SPRUMONT, Céline TRITTEN, Marinette UMMEL, Christian VAN GESSEL.

Législation/ Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

- * Conseil de l'Europe, Recommandation Rec (2005)11F du Comité des Ministres aux Etats membres sur le rôle et la formation des professionnels du don d'organes (« coordinateurs du prélèvement ») adoptée par le Comité des Ministres le 15 juin 2005, lors de la 930e réunion des Délégués des Ministres.

- * Conseil de l'Europe, Recommandation 1715 (2005) de l'Assemblée parlementaire pour une meilleure réponse aux besoins de santé mentale en Europe adoptée le 24 juin 2005 (24e séance).
- * Conseil de l'Europe, Recommandation 1460 (2005) de l'Assemblée parlementaire pour une meilleure réponse aux besoins de santé mentale en Europe adoptée le 24 juin 2005 (24e séance).

II. Droit communautaire / Europarecht

Droit édicté/

Erlassenes Recht

- * Directive 2005/25/CE du conseil du 14 mars 2005 modifiant l'annexe VI de la directive 91/414/CEE en ce qui concerne les produits phytopharmaceutiques contenant des micro-organismes, JO L 90 du 8.avril 2005.
- * Directive 2005/28/CE de la Commission du 8 avril 2005 fixant des principes et des lignes directrices détaillées relatifs à l'application de bonnes pratiques cliniques en ce qui concerne les médicaments expérimentaux à usage humain, ainsi que les exigences pour l'octroi de l'autorisation de fabriquer ou d'importer ces médicaments, JO L 91 du 9 avril 2005.
- * Règlement (CE) no 13/2005 du Conseil du 10 mai 2005 instituant un droit compensateur définitif sur les importations de certains antibiotiques à large spectre originaires de l'Inde, JO L 121 du 13 mai 2005.

Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.

- Rectificatif à la décision n° 197 du 23 mars 2004 relative aux périodes transitoires pour l'introduction de la carte européenne d'assurance maladie conformément à l'article 5 de la décision n° 191, JO L 33 du 5 février 2005.
- Décision de la Commission du 8 mars 2005 modifiant pour la quatrième fois la décision 2004/122/CE concernant certaines mesures de protection contre l'influenza aviaire dans plusieurs pays d'Asie [notifiée sous le numéro C(2005) 521], JO L 63 du 10 mars 2005.

- Rectificatif à la décision no 197 du 23 mars 2004 relative aux périodes transitoires pour l'introduction de la carte européenne d'assurance maladie conformément à l'article 5 de la décision no 191 (JO L 343 du 19.11.2004), JO L 93 du 12 avril 2005.
- Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 mars 2005 au 15 avril 2005 (Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement du Conseil (CEE) no 2309/93), JO C 104 du 29 avril 2005.
- Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15.3.2005 au 15.4.2005 — Décision(s) prise(s) en vertu de l'article 34 de la Directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la Directive 2001/82/CE, JO C 118 du 19 mai 2005,.
- Décision 2005/387/JAI du Conseil du 10 mai 2005 relative à l'échange d'informations, à l'évaluation des risques et au contrôle des nouvelles substances psychoactives, JO L 127 du 20 mai 2005.
- Avis du Comité économique et social européen sur la Proposition de règlement du Conseil relatif à l'observatoire européen des drogues et des toxicomanies COM(2003) 808 final – 2003/0311 (CNS), JO C 120 du 20 mai 2005.
- Avis du Comité économique et social européen sur la Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions. Moderniser la protection sociale pour le développement de soins de santé et de soins de longue durée de qualité, accessibles et durables: un appui aux stratégies nationales par la méthode ouverte de coordination (COM(2004) 304 final), JO C 130 du 27 mai 2005.
- Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 avril 2005 au 15 mai 2005 [Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement du Conseil (CEE) no 2309/93], JO C 130 du 29 mai 2005.
 - Décision de la Commission du 4 mai 2005 approuvant au nom de la Communauté européenne les modifications aux annexes de l'accord entre la Communauté européenne et les États-Unis d'Amérique relatif aux mesures sanitaires de protection de la santé publique et animale applicables au commerce d'animaux vivants et de produits animaux [notifiée sous le numéro C(2005) 1369], JO L 137 du 31 mai 2005.
 - Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 mai 2005 au 15 juin 2005 [Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du Règlement du Conseil (CEE) no 2309/93], JO C 153 du 24 juin 2005.

- Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 10 mai 2005 au 15 juin 2005[Décision(s) prise(s) en vertu de l'article 34 de la Directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la Directive 2001/82/CE], JO C 153 du 24 juin 2005.
- Avis du Comité économique et social européen sur la Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Comité économique et social européen sur le Plan d'action européen 2004-2010 en faveur de l'environnement et de la santé COM(2004) 416 final, JO C 157 du 28 juin 2005.
- Avis du Comité économique et social européen sur la Coexistence entre les OGM et les cultures traditionnelles et biologiques, JO C 157 du 28 juin 2005.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.

Droit édicté/

Erlassenes Recht

France / Frankreich

- * Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, Journal officiel de la République française, Lois et Décrets, 12 février 2005, n° 36, p. 2353.
- * Loi n° 2005-370 du 22 avril 2005 relative aux droits des malades et à la fin de la vie, Journal officiel de la République française, Lois et Décrets, 23 avril 2005, n° 95, p. 7089 et Dalloz, n°18, 2005, p. 1214.

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

Belgique/Belgien

- * Revue de droit de la santé 2004-2005, n°3, p. 267. Avis du Conseil national de l'ordre des médecins du 19 juin 2004.

Le secret professionnel après le décès du patient. Contestation testamentaire. droits du patient. Dossier médical. Euthanasie. Erreur médicale. Secret professionnel. Vie privée.

- * Revue de droit de la santé 2004-2005, n°4, p. 351. Avis du Conseil national de l'ordre des médecins du 27 septembre 2003.
Mention DNR [do not resuscitate] dans le dossier médical hospitalier. Droits du patient. Euthanasie. Protocoles DNR.

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

**Droit édicté /
Erlassenes Recht**

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

- Accord complémentaire du 22 avril 2005 à l'échange de notes du 11 décembre 2001 concernant la validité de la législation suisse sur les produits thérapeutiques au Liechtenstein, relatif à l'autorisation de mise sur le marché des médicaments contenant de nouvelles substances actives, entrée en vigueur le 1er juin 2005, RO 2005 2237.
- Accord du 26 octobre 1973 sur le transfert des corps des personnes décédées, complément au champ d'application de l'accord le 16 août 2004, RO 2005 1737.
- Accord entre le Conseil fédéral suisse et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme en vue de déterminer le statut juridique du Fonds mondial en Suisse, entrée en vigueur le 13 décembre 2004, RO 2005 2421.
- Amendements du Protocole de Montréal des 29 juin 1990, 25 novembre 1992, 17 septembre 1997 et 3 décembre 1999 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, champ d'application le 27 mai 2005, complément, RO 2005 2339.
- Arrangement international du 25 janvier 1924 pour la création, à Paris, d'un office international des épizooties, champ d'application de l'arrangement le 5 janvier 2005, complément, RO 2005 1865.
- Arrêté fédéral concernant le Protocole du 18 novembre 1991 à la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif à la lutte contre les émissions des composés organiques volatils (COV) ou leurs flux transfrontières du 6 décembre 1993, RO 2005 1679.

- Code européen de sécurité sociale du 16 avril 1964, champ d'application du code européen le 27 août 2004, RO 2005 1785.
- Convention de Vienne du 22 mars 1985 pour la protection de la couche d'ozone, champ d'application le 12 mai 2005, complément, RO 2005 2319.
- Convention du 10 décembre 1984 contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, champ d'application le 13 avril 2005, complément, RO 2005 1907.
- Convention du 26 septembre 1986 sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique, champ d'application le 23 mars 2005, complément, RO 2005 2231.
- Convention du 26 septembre 1986 sur la notification rapide d'un accident nucléaire, champ d'application le 23 mars 2005, complément, RO 2005 1849.
- Convention internationale de 1990 du 30 novembre 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures, champ d'application de la convention le 17 décembre 2004, complément, RO 2005 1671.
- Convention n° 6 du 28 novembre 1919 concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie, Champ d'application le 29 avril 2005, complément, RO 2005 2241.
- Convention n° 16 du 11 novembre 1921 concernant l'examen médical obligatoire des enfants et des jeunes gens employés à bord des bateaux, Champ d'application de la Convention le 3 novembre 2004, complément, RO 2005 1741.
- Convention n° 18 du 10 juin 1925 concernant la réparation des maladies professionnelles, champ d'application de la convention le 20 août 2004, complément, RO 2005 1857.
- Convention n° 45 du 21 juin 1935 concernant l'emploi des femmes aux travaux souterrains dans les mines de toutes catégories, champ d'application de la Convention le 4 novembre 2004, complément, RO 2005 1743.
 - Convention n° 115 du 22 juin 1960 concernant la protection des travailleurs contre les radiations ionisantes, complément au champ d'application de la convention le 19 octobre 2004, RO 2005 1735.
 - Convention n° 136 du 23 juin 1971 concernant la protection contre les risques d'intoxication dus au benzène, champ d'application de la convention le 26 novembre 2004, complément, RO 205 1859.
 - Convention n° 139 du 24 juin 1974 concernant la prévention et le contrôle des risques professionnels causés par les substances

cancérogènes, champ d'application de la convention le 26 novembre 2004, complément, RO 2005 1861.

- Convention n° 162 du 24 juin 1986 concernant la sécurité dans l'utilisation de l'amiante, champ d'application de la Convention le 12 novembre 2004, complément, RO 2005 1779.
 - Convention n° 182 du 17 juin 1999 concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination, champ d'application de la convention le 1er septembre 2004, complément, RO 2005 1781.
 - Loi fédérale sur le transfert à la CNA de la gestion de l'assurance militaire du 18 mars 2005, entrée en vigueur le 1er juillet 2005, RO 2005 2881.
 - Loi fédérale sur les conditions et la procédure régissant la stérilisation de personnes (Loi sur la stérilisation) du 17 décembre 2004, entrée en vigueur le 1er juillet 2005, RO 2005 2499.
-
- * Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édition de la pharmacopée,
 - modification du 9 décembre 2004, RO 2005 1249 ;
 - modification du 12 mai 2005, RO 2005 2329.
 - * Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques sur les exigences relatives à l'autorisation de mise sur le marché des médicaments (Ordonnance sur les exigences relatives aux médicaments, OEMéd), modification du 31 mars 2005, RO 2005 2129.
 - * Ordonnance de l'OVF [Office vétérinaire fédéral] (1/05) instituant des mesures temporaires à la frontière pour lutter contre la peste aviaire classique du 20 avril 2005, RO 2005 1833.
 - * Ordonnance du DFI [Département fédéral de l'intérieur] sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins, OPAS), modification du 2 juin 2005, RO 2005 2875.
 - * Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins, OPAS), modification du 28 juin 2005, RO 2005 2879.
 - * Ordonnance sur l'assurance directe autre que l'assurance sur la vie (Ordonnance sur l'assurance dommages, OAD), modification du 18 mai 2005, RO 2005 2389.
 - * Ordonnance sur l'assurance directe sur la vie (Ordonnance sur l'assurance-vie, OAssV), modification du 18 mai 2005, RO 2005 2387.

- * Ordonnance sur l'assurance militaire (OAM), modification du 27 avril 2005, RO 2005 2885.
- * Ordonnance sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire, modification du 25 mai 2005, RO 2005 2353.
- * Ordonnance sur le Service sanitaire coordonné (OSSC) du 27 avril 2005, entrée en vigueur le 1er juin 2005, RO 2005 2119.
- * Ordonnance sur les bonnes pratiques de laboratoire (OBPL) du 18 mai 2005, RO 2005 2795.
- * Ordonnance sur les mesures de lutte contre une pandémie d'influenza (Ordonnance sur la pandémie d'influenza, OPI) du 27 avril 2005, entrée en vigueur le 1er juin 2005, RO 2005 2137.
- * Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif à la lutte contre les émissions des composés organiques volatils ou leurs flux transfrontières, entré en vigueur pour la Suisse le 29 septembre 1997, RO 2005 1681.
- * Protocole additionnel du 12 septembre 2002 à la Convention contre le dopage, complément au champ d'application du protocole additionnel le 16 février 2005, RO 2005 1633.
- * Protocole de 1978 relatif à la convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, du 17 février 1978, Champ d'application du protocole de 1978 et de la convention de 1973 amendée par ce protocole le 21 janvier 2005, complément, RO 2005 1665.
- * Protocole de 1992 du 27 novembre 1992 modifiant la Convention internationale de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, champ d'application du protocole le 25 août 2004, complément, RO 2005 1673.
- * Protocole de Cartagena du 29 janvier 2000 sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique, champ d'application le 17 mai 2005, complément, RO 2005 2335.
- * Protocole du 8 juillet 1985 à la convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance de 1979, relatif à la réduction des émissions de soufre ou de leurs flux transfrontières d'au moins 30 pour cent, champ d'application du protocole le 2 novembre 2004, complément, RO 2005 1677.
- * Règlement de l'examen des chiropraticiens portant sur la protection contre les radiations, abrogation du 23 février 2005, RO 2005 1185.

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/> . En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html> .

- * Accord entre la Confédération suisse et la Principauté de Liechtenstein concernant la coopération dans le cadre des systèmes d'information suisses sur les empreintes digitales et les profils d'ADN, FF 2005 2749.
- * Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire "Pour la baisse des primes d'assurance-maladie dans l'assurance de base" (Projet), FF 2005 4115.
- * Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire «pour des aliments produits sans manipulations génétiques» du 17 juin 2005, FF 2005 3823.
- * Arrêté fédéral portant approbation de l'Accord entre la Confédération suisse et la Principauté de Liechtenstein concernant la coopération dans le cadre des systèmes d'information suisses sur les empreintes digitales et les profils d'ADN (Projet), FF 2005 2747.
- * Arrêté fédéral portant approbation du Protocole du 30 novembre 1999 à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique du 18 mars 2005, délai référendaire 7 juillet 2005, FF 2005 2205.
- * Décisions de l'OFSP [Office fédéral de la santé publique] relatives à la classification de substances Liste 1 des toxiques du 17 mai 2005, FF 2005 2887.
- * Initiative populaire fédérale «pour un âge de l'AVS flexible», examen préliminaire, FF 2005 3745.
- * Loi fédérale sur l'assurance-invalidité (LAI) (Projet), FF 2005 2913.
- * Loi fédérale sur le nouveau régime de financement des soins (Projet), FF 2005 1973.
- * Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) (Réduction des primes), modification du 18 mars 2005, délai référendaire 7 juillet 2005, FF 2005 2125.
- * Loi fédérale sur la prorogation de l'arrêté fédéral sur le contrôle des transplants, du 17 juin 2005, délai référendaire 6 octobre 2005, FF 2005 3827.
- * Loi fédérale sur le transfert à la CNA de la gestion de l'assurance militaire du 18 mars 2005, délai référendaire 7 juillet 2005, FF 2005, 2127.
- * Message concernant l'initiative populaire "Pour la baisse des primes d'assurance-maladie dans l'assurance de base" du 22 juin 2005, FF 2005 4095.

- * Message concernant la modification de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité (LAI) du 4 mai 2005, FF 2005 2899.
- * Message relatif à l'Accord entre la Confédération suisse et la Principauté de Liechtenstein concernant la coopération dans le cadre des systèmes d'information suisses sur les empreintes digitales et les profils d'ADN du 13 avril 2005, FF 2005 2733.
- * Message relatif à la loi fédérale sur le nouveau régime de financement des soins, du 16 février 2005, FF 2005 1911.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait du “Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin”, n° 1-2 2005 avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

Lucerne / Luzern

- * Reglement über Ausbildung, Prüfungen und Promotion an der Schule in Sursee für Gesundheits- und Krankenpflege Diplommiveau II am Ausbildungszentrum für Gesundheitsberufe des Kantons LU, vom 28.01.2005, in Kraft ab 01.02.2005, G 2005 23

Obwald / Obwalden

- * Regulierungsratsbeschluss über die Vereinbarung dem Kanton OW und dem Inselspital Bern über die Hospitalisation von KVG-Patienten mit Wohnsitz im Kanton OW mit medizinisch begründeter Indikation vom (Ohne Text der Vereinbarung vom 06.12.2004) (Hebt die Vereinbarung vom 04.07.2003 auf), vom 04.01.2005, in Kraft ab 01.01.2005, Amtsblatt 2005, Nr. 2, S. 30

Zurich / Zürich

- * Zulassungsreglement für die Ausbildung zur dipl. Biomedizinischen Analytikerin und zum dipl. Biomedizinischen Analytiker, vom 20.12.2004, rückwirkende Inkraftsetzung ab 01.11.2004, OS 60 39
- * Reglement über die Eignungsabklärung für die Ausbildung ur Pflegeassistentin und zum Pflegeassistenten, vom 02.02.2005, rückwirkende Inkraftsetzung ab 18.08.2004, OS 60 65
- * Zulassungsreglement für die Ausbildung zur dipl. Pflegefachfrau und zum Pflegefachmann, vom 20.12.2004, rückwirkende Inkraftsetzung ab 22.04.2004
- * Promotionsordnung für die Diplomausbildung zur Pflegefachfrau HF oder zum Pflegefachmann HF an der Krankenpflegeschule am Kantonspital Winterthur, vom 20.12.2004, rückwirkende Inkraftsetzung ab 18.10.2004, OS 60 34

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

Suisse / Schweiz

- * COMMISSION NATIONALE D'ETHIQUE POUR LA MEDECINE HUMAINE, Prise de position N°8/2005 *Les soins médicaux sont obligatoires* / NATIONALE ETHIKKOMMISSION IM BEREICH HUMANMEDIZIN, Stellungnahme nr. 8/2005 *Medizinische Betreuung ist Pflicht*. www.nek-cne.ch

- * COMMISSION NATIONALE D'ETHIQUE POUR LA MEDECINE HUMAINE, Prise de position N°9/2005 *l'assistance au suicide* / NATIONALE ETHIKKOMMISSION IM BEREICH HUMANMEDIZIN, Stellungnahme nr. 9/2005 *Beihilfe zum Suizid*. www.nek-cne.ch

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

(<http://www.echr.coe.int>)

* *pas de nouvelle jurisprudence significative*

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

(<http://curia.eu.int/fr/index.htm>)

- KELLER, affaire C-145/03, Arrêt de la Cour du 12 avril 2005: *Sécurité sociale des travailleurs migrants – Les frais médicaux d'une personne munie des formulaires E 111 et E 112, qui, pour des raisons d'urgence médicale, doit être hospitalisée dans un Etat tiers, doivent être pris en charge, selon ses règles, par l'institution de sécurité sociale de l'Etat membre de séjour pour le compte de l'institution de l'Etat membre d'affiliation.*
- COMMISSION / FRANCE, affaire C-212/03, arrêt de la Cour du 26 mai 2005: *Libre circulation des marchandises – La procédure d'autorisation d'importation en France de médicaments à usage personnel, non réalisée par transport personnel, est incompatible avec les règles du traité relatives à la libre circulation des marchandises.*
- HANNER, affaire C-438/02, arrêt de la Cour du 31 mai 2005: *Libre circulation des marchandises – Le monopole suédois de vente au détail des médicaments est contraire au droit communautaire.*
- ALLIANCE FOR NATURAL HEALTH E.A, affaires jointes C-154/04 et C-155, arrêt de la Cour du 12 juillet 2005: *Rapprochement des législations – La Cour confirme la validité de la directive communautaire concernant les compléments alimentaires.*

- COMMISSION / CEVA SANTE ANIMALE E.A, affaire C-198/03 P, arrêt de la Cour du 12 juillet 2005: *Agriculture – La Cour annule l'arrêt du Tribunal constatant l'inaction illégale de la Commission en matière de fixation des limites maximales de résidus de médicaments vétérinaires.*

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

Allemagne / Deutschland

- * Medizinrecht, H. 5, 2005, p. 287, BGH, Urt. v. 12.1.2005 - XII ZR 227/03 (OLG Celle).
Zur Frage der Verwertbarkeit einer heimlich eingeholten DNA-Analyse im Vaterschaftsanfechtungsverfahren.
- * Medizinrecht, H. 5, 2005, p. 292, OLG Koblenz, Urt. v. 1.4.2004 - 5 U 1086/03 (LG Koblenz)
Arzthaftung bei Aufklärungsversäumnis und hypothetischer Einwilligung des Patienten.
- * Medizinrecht, H. 4, 2005, p. 227, BGH, Urt. v. 16.11.2004 - VI ZR 328/03 (OLG Braunschweig)
Beweislastumkehr bei grober Verletzung der Pflicht zu therapeutischer Aufklärung.
- * Medizinrecht, H. 4, 2005, p. 232, OLG Naumburg, Urt. v. 14.9.2004 - 1 U 97/03 (LG Magdeburg)
Keine Haftung des Operateurs für Behandlungsfehler des Anästhesisten.
- * Medizinrecht, H. 4, 2005, p. 241, Pfälz. OLG Zweibrücken, Urt. v. 19.10.2004 - 5 U 6/04 (LG Kaiserslautern)
Aufklärung vor einer Blutspende.
- * Medizinrecht, H. 4, 2005, p. 243, LG Fraukenthal, Urt. v. 14.9.2004 - 4 O 11/02
Einwilligung in die rituelle Beschneidung eines Neunjährigen.
- * Medizinrecht, H. 3, 2005, p. 243, BGH, Urt. v. 16.9.2004 - III ZR 346/03 (OLG München)
Amtshaftung für Notarzt. Dem öffentlich-rechtlichen Charakter der Durchführung rettungsdienstlicher Aufgaben sowohl im Ganzen wie im Einzelfall entspricht es, Dass auch die ärztliche Tätigkeit im Rahmen eines rettungsdienstlichen Einsatzes als Ausübung eines öffentlichen Amtes zu beurteilen ist. Dies gilt für privat und gesetzlich krankenversicherte Patienten gleichermaßen.

Belgique / Belgien

- * Revue de droit de la santé 2004-2005, n°3, p. 210. Tribunal de première instance de Gand, 16ème chambre, 11 octobre 2004.

Expérimentation médicale. responsabilité. Firme pharmaceutique. Chercheurs. Comité d'éthique. Hôpital universitaire. Consentement éclairé. principe de proportionnalité. Loi sur la responsabilité des produits défectueux.

- * Revue de droit de la santé 2004-2005, n°3, p. 238. Tribunal de Termonde du 7 mars 2002.
Responsabilité du médecin. Erreur de diagnostic. Indemnisation du dommage moral. Dommage sexuel. Détresse émotionnelle.

France / Frankreich

- * Dalloz, n°14, 2005, p. 930, Tribunal de grande instance de Lille(1re ch. A), 10 nov. 2004, avec une note de X. LABBEE.
La valeur des choses sacrées ou le prix des restes mortels. La dépouille mortelle fait l'objet d'un droit de propriété familiale et demeure un objet de respect dont le caractère sacré est rappelé par l'article 16-1 du code civil : la loi assure la primauté de la personne et interdit toute atteinte à la dignité de celle-ci, elle garantit le respect de l'être humain dès le commencement de la vie. Le fait pour une municipalité de vider une sépulture de sa dépouille pour la placer dans un ossuaire, de sorte qu'elle est aujourd'hui mélangée avec d'autres dépouilles sans pouvoir être à nouveau individualisée, revêt un caractère définitif et irréversible.
- * Dalloz, n°16, 2005, p. 1069, Cour d'appel de Colmar (ch. appels corr.) du 4 janvier 2005, avec une note d'A. PAULIN.
L'administration volontaire de substances nuisibles entraînant une infirmité permanente, en l'espèce le virus VIH suite à la multiplication de relations sexuelles non protégées après que le prévenu ait été informé de sa séropositivité, constitue l'infraction d'administration d'une substance de nature à nuire à la santé.
- * Droit déontologie & soin, Vol. 5, n°1, 2005, p. 119. Cour administrative d'appel de Marseille, 2 12.2004, Req. n°00MA01367 avec un commentaire de D. Peljak.
Manquement à l'obligation d'information des patients hospitalisés.
- * La Semaine Juridique, Edition générale, n° 7, 16 février 2005, p. 327, Cass. 1^{ère} civ., 9 novembre 2004, Sté Le Sou médical c/ CRAM des professions libérales d'Ile de France (Juris-Data n° 2004-025553) et Cass. 1^{ère} civ., 9 novembre 2004, S. c/ de M. (Juris-Data n° 2004-025254)
Le médecin ou la sage-femme salariés qui agissent dans les limites de leur mission n'engagent pas leur responsabilité à l'égard des patients.

Italie / Italien

- * Il Foro italiano, n. 4, Aprile 2005, p. 262, Tribunale amministrativo regionale per il Lazio, sezione I ; sentenza 29 novembre 2004, n. 14477 ; Pres. Calabrò, Est. Gaviano ; Soc. Monsanto agricoltura Italia e altri (Avv. Ferrari, Raffaelli, Todaro) c. Pres. cons. ministri e altri (Avv. dello Stato Fiorilli) e altri
Alimenti e bevande (igiene e commercio) ; Prodotti contenenti residui di proteine transgeniche ; commercio ; sospensione ; illegittimità

- Recht der Medizin 3/2005, p. 84, OGH 24.11.2004
Ärztliche Aufklärung – Eiterherd bei Zahnbehandlung.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.jaac.admin.ch>. La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante :

<http://www.bger.ch/> et sur <http://www.bag.admin.ch/kv/rkuv/f/index.htm> pour les arrêts concernant les assurances maladie et accident.

- ATF 130 V 380 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 10 mai 2004 : publié également dans RAMA n° 6, 2004, p. 534.
Notion d'accident : Le fait de tomber sur les genoux au cours d'un match de volleyball ne peut être considéré comme un mouvement non programmé excédant ce que l'on peut objectivement qualifier de normal et habituel, de sorte que l'existence d'un facteur extérieur extraordinaire doit être niée. Aperçu de la jurisprudence.
- * ATF 130 V 472 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 15 juillet 2004 ; publié également dans RAMA n° 6, 2004, p. 455.
La décision du Département fédéral de l'intérieur de ne pas intégrer la tumeur pathologique au sein dans la liste de l'art. 18, al. 1 OPAS ne dépasse pas manifestement du cadre de la compétence déléguée par l'article 31 al. 1 let. b LAMal. La disposition réglementaire est conforme à la loi et à la constitution.
- ATF 130 V 464 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 19 août 2004 ; publié également dans RAMA n° 6, 2004, p. 456.
L'existence d'une maladie, qui justifie la prise en charge des soins en cas de dislocation dentaire, n'est pas suffisante dans le cas des dislocations de dents de sagesse. Dans ce cas, en effet, des traitements plus simples peuvent être dispensés.
- ATF 130 V 479 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 2 septembre 2004 ; publié également dans RAMA n° 6, 2004, p. 470.
Une personne hospitalisée en division commune d'une clinique privée du canton où elle habite, clinique figurant dans la planification hospitalière cantonale, - ou pour elle son assureur-maladie - ne peut prétendre de ce canton la part des coûts imputables dans un hôpital public ou subventionné.
- ATF 130 V 448 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 8 septembre 2004 ; publié également dans RAMA n° 6, 2004, p. 476.

En cas de changement d'assureur dans l'assurance obligatoire des soins, la communication prévue à l'art. 7 al. 5 1^{ère} phrase LAMal doit se faire directement du nouvel assureur à l'ancien. Si le nouvel assureur ne connaît pas l'ancien assureur, l'omission de faire cette communication n'est pas contraire au droit, si bien qu'il n'y a pas d'obligation de réparer le dommage selon l'art. 7 al. 5 2^{ème} phrase LAMal. Pour sauvegarder son droit à la réparation du dommage, la personne assurée doit faire connaître au nouvel assureur l'identité de l'ancien.

- ATF 130 V 532 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 14 septembre 2004 ; publié également dans RAMA no 6, 2004, p. 488.
Un médicament figurant dans la liste des spécialités, utilisé pour d'autres indications que celles sur lesquelles portent l'autorisation de Swissmedic et la notice destinée aux professionnels n'est pas pris en charge par l'assurance obligatoire des soins. Examen des conditions auxquelles doivent répondre les exceptions admises (maladie entraînant une menace pour la vie de l'assuré ou atteinte à la santé grave et chronique).
- ATF 131 II 44 – Arrêt du 25 octobre 2004.
Livraison de médicaments à des clients suisses depuis un établissement situé en Allemagne.
- ATF 131 IV 1 – Arrêt du 27 octobre 2004.
L'infection par le VIH constitue objectivement et en elle-même une lésion corporelle grave, qui met la vie en danger. La condamnation d'une personne infectée par le virus VIH pour tentative de lésions corporelles graves n'entre pas en considération lorsque son partenaire, connaissant l'infection de celle-ci et les risques de transmission, consent librement à entretenir un rapport sexuel non protégé et partage la maîtrise des événements. Celui qui transmet le virus VIH à autrui par un rapport sexuel non protégé commet également l'infraction de propagation d'une maladie de l'homme. Le consentement du partenaire n'exclut à cet égard ni la réalisation des éléments constitutifs de cette infraction ni l'illicéité de l'acte.
- ATF 131 IV 36 – Arrêt du 22 décembre 2004.
La condamnation d'un conducteur pour entrave à la prise de sang, réalisée par la violation de certains devoirs après un accident ayant causé des dégâts à des tiers et par la consommation ultérieure d'alcool, n'est pas contraire à l'interdiction de l'obligation de s'incriminer soi-même.
- ATF 131 V 9 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 30 septembre 2004
Les appareils de communication électriques et électroniques ne tombent pas sous le coup de la notion de moyen auxiliaire s'ils servent à l'apprentissage du langage. Le fait qu'ils ne sont pas pris en charge par l'assurance-invalidité n'est pas critiquable d'un point de vue constitutionnel ni sous l'angle des mesures visant à éliminer les inégalités qui frappent les personnes handicapées; cela d'autant moins qu'il y a lieu de prendre en considération les mesures entrant dans le cadre de la formation scolaire spéciale. Il ne s'agit pas non plus de mesures médicales.

- ATF 131 V 35 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 22 décembre 2004.

Le droit de l'assuré d'obtenir la traduction d'un rapport médical rédigé dans la langue de l'Etat de résidence en français ne peut être tiré des dispositions du règlement CEE n° 1408/71 ou de son règlement d'application. Un tel droit ne découle pas non plus de la jurisprudence fédérale.

- * Plädoyer 3/05, p. 83, Urteil H 273/03 und H 278/03 der IV. Kammer des Eidgenössischen Versicherungsgerichts vom 4. Oktober 2004.

Für nicht bezahlte Sozialversicherungsbeiträge haftet der Arbeitgeber nur bei qualifiziertem Verschulden. Wenn der Verwaltungsrat aufzeigen kann, dass er die nach den Umständen gebotene Aufsicht ausübte, kann er nicht persönlich für die Beiträge haftbar gemacht werden.

- Plädoyer 3/05, p. 86, Urteil U 69/03 der III. Kammer des Eidgenössischen Versicherungsgerichts vom 7. April 2004.

Eine Diskushernie, die sechs Jahre nach dem Unfall auftrat, stufte das Eidgenössische Versicherungsgericht als mutmasslich teilweise unfallbedingt ein.

- * die Praxis, Heft n° 13/2005, n° 36, p. 264 (= ATF 129 V 402), Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 10 juin 2003 (U 103/02).

Art. 2 al. 2 LAMal et art. 9 al. 1 OLAA (dispositions en vigueur jusqu'au 31 décembre 2002): Accident. Causalité adéquate. Règles applicables en matière de causalité adéquate selon qu'il s'agit d'un traumatisme psychique consécutif à un choc émotionnel ou d'un événement accidentel ayant entraîné une lésion et des suites psychiques secondaires.

- RAMA 6/2004, p. 467 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 2 septembre 2004 (K 112/03)

Il n'existe aucune justification médicale de soins hospitaliers effectués dans une clinique hors canton – et ne figurant pas sur la liste des hôpitaux du canton de résidence de l'assuré – pour le traitement d'une dépression d'épuisement accompagnée de symptômes psychosomatiques.

- RAMA 6/2004, p. 576 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 5 juillet 2004 (U 123/04).

Lésion corporelle assimilée à un accident : Même après l'entrée en vigueur de la LPGa, la jurisprudence développée jusqu'ici relative à la notion d'accident reste valable.

- RAMA 1/2005, p. 3 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 17 août 2004 (K 66/02).

Le tribunal arbitral n'est pas compétent pour juger d'actions interjetées par un médecin qui ne figure pas sur la liste des médecins de famille dans le domaine de l'asile : la première action tendant au paiement des frais de traitement (après cession de créance par le requérant d'asile) ; la deuxième action tendant à faire constater que la non prise en considération sur la liste des médecins de famille est contraire au droit.

- RAMA 1/2005, p. 25 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 22 octobre 2004 (K 22/04).
Les réfugiés handicapés, admis dans le cadre de programmes spéciaux du HCR, sont également soumis au régime de l'assurance obligatoire des soins et ont le même droit aux prestations que les réfugiés « ordinaires » ou que les ressortissants suisses.
- RAMA 1/2005, p. 31 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 28 octobre 2004 (K 92/04).
Le fait qu'une analyse de sang destinée à évaluer une prédisposition au cancer ne figure pas dans la liste positive de l'art. 12 OPAS ne constitue pas une lacune authentique dont l'existence appellerait l'intervention du juge. Dans cette mesure, cette disposition n'apparaît pas non plus contraire au droit ou sortant du cadre de la délégation du législateur.
- RAMA 1/2005, p. 35 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 15 novembre 2004 (K 91/04).
L'art. 42, al. 3, phrase 1, LAMal ne peut pas être appliqué par analogie à une situation internationale. Le canton de résidence n'a aucune obligation de prendre en charge les frais non remboursés par l'assureur-maladie pour un traitement à l'étranger répondant à des motifs médicaux.
- RAMA 2/2005, p. 77 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 17 janvier 2005 (K 108 et 111/04).
Par « canton de résidence » (« Wohnkanton » ; « cantone di domicilio ») au sens de l'art. 41 al. 3 LAMal, il faut entendre le canton de domicile selon les art. 23ss CC.
- RAMA 2/2005, p. 88 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 27 janvier 2005 (K 166/03).
En cas de traitement médical, l'assurance-maladie est tenue de prendre provisoirement en charge les prestations en relation avec l'assurance-accidents lorsque la question de la causalité de l'atteinte à la santé est litigieuse. Dans cette hypothèse, l'étendue du droit aux prestations doit être fixée selon les dispositions de la LAMal. L'assureur-maladie n'est donc pas tenu de prendre provisoirement en charge des médicaments qui ne figurent pas sur la liste des spécialités ou des mesures dispensées à l'étranger si les conditions ne sont pas remplies.
- RAMA 2/2005, p. 92 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 28 janvier 2005 (K 117/04).
Comme par le passé, le maintien d'une suspension du droit aux prestations après clôture de la faillite reste incompatible avec l'art. 265 al. 2 LP, nonobstant les dispositions d'exécution adoptées par le Conseil fédéral.
- RAMA 2/2005, p. 97 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 1^{er} février 2005 (K 45/03).
Les droits garantis par l'art. 6 par. 1 CEDH n'autorisent pas un Etat contractant à soustraire la validité d'une clause tarifaire de l'assurance-

maladie obligatoire à tout contrôle juridictionnel. La limitation du pouvoir d'examen du juge au contrôle de la légalité de la clause tarifaire litigieuse est conforme aux exigences de la CEDH.

- RAMA 2/2005, p. 109 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 17 février 2005 (K 23/04).
Il n'existe aucun droit à la prise en charge des coûts d'une conservation du sperme par congélation dans le cas d'un assuré souffrant de la maladie de Hodgkin.
- RAMA 2/2005, p. 119 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 10 novembre 2004 (U 203/04).
Notion d'accident : Les éléments constitutifs de la notion d'accident ne sont pas réalisés lorsqu'un plongeur souffre subitement de sensations de paralysie à un bras lors d'une plongée qui s'est déroulée normalement. La pression normale de l'eau sur le corps n'est pas une cause extérieure extraordinaire.
- RAMA 2/2005, p. 144 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 7 décembre 2004 (U 46/04).
Cas d'un événement terrifiant où la personne concernée a été par mégarde impliquée dans un exercice de police et a cru à tort être prise pour un délinquant présumé, l'erreur lui ayant cependant immédiatement expliquée. Négation de la causalité adéquate entre cet événement et les problèmes psychiques survenus par la suite.
- * Rivista ticinese di diritto, II – 2004 p. 160 n° 51, TFA 23.4.2004 N. I 404/03.
Art. 4 LAI ; 8 ALC. Disturbo somatoforme persistente – esclusione di regola di una limitazione di lunga durata della capacità lavorativa suscettiva di cagionare un'invalidità – condizioni alle quali eccezionalmente va ammessa una deroga – applicabilità dell'ALC.
- * Rivista ticinese di diritto, II – 2004 p. 200 n° 63, TFA 6.4.2004 N. U 85/03.
Art. 9 cpv. 1 OAINF ; 6 LAINF. Nozione di infortunio – ferita al piede con scarponi da montagna – amputazione dell'aluca a seguito di infezione. Un danno alla salute dovuto a un'infezione configura di principio una malattia. Un'infezione può avere natura infortunistica allorché i germi patogeni sono penetrati nell'organismo attraverso una ferita o una piaga di origine infortunistica e non attraverso delle banali escoriazioni o graffi come se ne possono produrre quotidianamente.
- * SJZ 101, (2005) N° 11, p. 270, ATF 5C.245/2004 du 11 mars 2005.
L'assureur ne peut pas se fonder sur l'art. 40 LCA pour dénoncer tous les contrats qu'il a avec un assuré, mais uniquement ceux qui sont en lien avec des renseignements dissimulés ou faux qui avaient pour but d'induire en erreur l'assureur.
- SJZ 101, (2005) N° 13, p. 326, ATF 6A.51/2004 du 19 avril 2005.
Lorsqu'une patiente se trouve dans un rapport de dépendance tel avec son thérapeute que son aptitude à se déterminer pour des actes d'ordre sexuel s'en trouve massivement limitée, elle ne peut consentir librement à des

contacts d'ordre sexuel qui sont considérés comme une violation grave des règles de l'art. Dans ces circonstances, les conditions d'un abus de détresse au sens de l'art. 193 CP sont remplies.

- * Semaine judiciaire, N°14, 2005, p. 205. ATF 131 I 45 (5P.232/2004) du 18 novembre 2004.
Clause de besoin. Constitutionnalité de la limitation pour une durée de trois ans du nombre de médecins admis à fournir des prestations à charge de l'assurance obligatoire. Le remboursement des prestations par l'assurance maladie obligatoire est un bien économique régi par l'Etat auquel l'accès est limité. Dans un tel cas, si une égalité absolue d'accès n'est pas possible, l'égalité de traitement va tendre à établir un équilibre permettant aux concurrents de participer au jeu économique, soit à ceux qui exercent déjà une activité de médecin indépendant et à ceux qui projettent d'en exercer une. (...) La limitation de l'admission à pratiquer ne touche pas à l'essence de la liberté économique, car (...) elle n'a d'incidence que sur l'admission de ces médecins en tant que fournisseurs de prestations au sens de l'art. 35 LAMal et(...) elle n'a pas d'effet sur l'activité du médecin dépendant.
- * Semaine judiciaire, N°23, 2005, p. 333. ATF 4C.383/2004 du 1er mai 2005.
Le dommage consécutif à l'invalidité doit, autant que possible, être évalué de manière concrète ; le juge part du taux d'invalidité médicale (ou théorique) et cherche ses effets sur la diminution de la capacité de gain ou sur l'avenir économique du lésé. (...) Il faut qu'il existe non seulement une concordance au niveau de l'événement dommageable, mais aussi une concordance temporelle et fonctionnelle (matérielle) entre les prestations sociales et le dommage dont la réparation est demandée sur le plan civil (Kongruenzgrundsatz).

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

Genève / Genf

- * Semaine judiciaire, n°13, 2005, p. 193, Tribunal administratif, 24 août 2004, A/322/2004.
Médecin. Agissement professionnel incorrect. Sanction. La notion d'agissement professionnel incorrect vise l'inobservation d'obligations faites à tout praticien d'une profession de la santé, formé et autorisé à pratiquer conformément au droit en vigueur, d'adopter un comportement professionnel consciencieux, en l'état du développement actuel de la science. Cet agissement peut résulter d'une violation des règles de l'art ou de l'obligation d'entretenir des relations adéquates avec les patients, en l'espèce suivi inadéquat d'un cas d'hypertension oculaire après une opération de la cataracte.

- * Plädoyer 3/05, p. 74, Jugement du TCAS genevois du 11 mai 2004 (ATAS 335/2004), extraits.
L'analyse des médecins de l'AI ne vaut, vu leur rapport de subordination à l'égard de l'AI, pas comme expertise au sens de la procédure administrative.

Luzern / Lucerne

- Luzerner Gerichts- und Verwaltungs, 2004, III, nr. 20, p. 458.
Befristung einer Praxisbewilligung.
 - Obergericht des Kantons Luzern, I. Kammer, 14. Oktober 2003, in ZBJV 3/2005, p. 196.
Art. 394 ff. OR. Die fehlende ärztliche Aufklärung kann durch eine hypothetische Einwilligung des Patienten geheilt werden.

St Gallen / St Gall

- * GVP-SG 2004, Nr. 11, S. 36ff – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 10. Juni 2004.
Dem bundesrechtlichen Gebot, bei der Prämienverbilligung die aktuellsten Einkommens- und Familienverhältnisse zu berücksichtigen, widerspricht das kantonale Recht nicht, welches auf die persönlichen Verhältnisse am 1. Januar abstellt und Änderungen während des Anspruchsjahres, abgesehen von der gesetzlich vorgeschriebenen Berücksichtigung der Geburt eines Kindes, nicht mehr Rechnung trägt.
- * GVP-SG 2004, Nr. 41, S. 135ff – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 16. November 2004.
Das kantonale Recht stellt strengere Anforderungen an die Begutachtung bei der Entmündigung wegen Geisteskrankheit oder Geistesschwäche als das Bundesrecht, da das Gutachten nicht nur von einem, sondern von zwei Sachverständigen erstellt werden muss. Als Sachverständiger gilt sowohl bundes- wie kantonale rechtlich ein Arzt mit genügenden psychiatrischen Kenntnissen, jedoch nicht ein Psychologe. Die beiden Sachverständigen müssen unabhängig voneinander aufgrund eigener Untersuchung zu einem übereinstimmenden Ergebnis gelangen (Doppelgutachten). Ein vom Assistenzarzt erstelltes und vom Oberarzt visiertes Gutachten ist grundsätzlich kein Doppelgutachten in diesem Sinne, während ein vom Oberarzt erstelltes und vom Chefarzt visiertes Gutachten die Anforderungen an ein Doppelgutachten erfüllen kann.
- * GVP-SG 2004, Nr. 43, S. 146ff – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 5. Oktober 2004.
Für eine fürsorgliche Freiheitsentziehung genügt die medizinische Diagnose einer psychischen Krankheit nicht. Im Zeitpunkt der Beurteilung muss eine Geisteskrankheit oder Geistesschwäche im juristischen Sinne ausgewiesen sein.
- * GVP-SG 2004, Nr. 50, S. 168ff – Entscheid des Kantonsgerichts, Strafkammer, vom 17. Mai 2004.

Ein Arzt kann sich nur ausnahmsweise auf den übergesetzlichen Rechtfertigungsgrund des therapeutischen Privilegs berufen und gestützt darauf einem Patienten eine Diagnose nicht eröffnen.

Thurgau / Thurgovie

- * RBOG-TG 2004, Nr. 12, S. 104ff – Entscheid des Obergerichts vom 2. September 2004, Nr. ZBR.2004.44.
Beweiskraft eines Arztzeugnisses; Mobbing ist keine Krankheit.

Tessin / Ticino

- * Rivista ticinese di diritto, II – 2004 p. 174 n° 57, TCA 3.5.2004 N. 36.2003.110
Art. 42 cpv. 2, 64 LAMal ; 93, 103 OAMal. Principio del terzo pagante – diniego della necessità di informare gli assicurati prima di pagare le fatture di un fornitore di prestazioni e chiedere il rimborso delle franchigia e della partecipazione ai costi – esclusione della compensazione per gli assicurati – spese di incasso e costi relativi al danno derivanti dal ritardo del pagamento della franchigia e della partecipazione ai costi.
- * Rivista ticinese di diritto, II – 2004 p. 175 n° 58, TCA 22.3.2004 N. 36.2003.85
Art. 55a cpv. 1 LAMal ; 5 OFL. Limitazione del numero dei fornitori di prestazioni ammessi a esercitare a carico della LAMal, richiesta successiva all'entrata in vigore dell'OFL. In concreto, l'insorgente è sottoposto alla limitata limitazione del numero di fornitori di prestazioni autorizzati a esercitare a carico della LAMal, visto che la richiesta di rilascio per l'autorizzazione a esercitare quale indipendente è stata inoltrata all'autorità competente due mesi dopo l'entrata in vigore dell'OFL. Siccome la menzionata autorizzazione andava richiesta all'autorità cantonale, la domanda del riconoscimento dell'equipollenza del suo diploma estero (UE), inoltrata all'Ufficio federale competente precedentemente all'entrata in vigore dell'OFL, non può supplire a tale mancanza. Nemmeno rilevante è il fatto che l'assicurato aveva ottenuto l'autorizzazione a esercitare come dipendente. Pure irrilevante risulta l'iscrizione all'albo dei medici del Cantone Ticino quale membro straordinario.

Wallis / Valais

- * ACDP du 27 août 2004 en la cause X. c/ Conseil d'Etat, in RVJ 1/2005, p. 81.
Le médecin qui a obtenu une autorisation de pratiquer la médecine peut se la voir retirer au motif que, hormis les cas d'urgence, réservés par cette disposition, il exerce ses activités dans des locaux non conformes aux réquisits de l'art. 66 LS, soit en l'espèce, dans des instituts de beauté.
 - ATCA du 6 octobre 2003 en la cause Z. c/ Caisse maladie Y., in RVJ 1/2005, p. 97.
Art. 61 LAMal. Procédure applicable depuis l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2003 de la LPGA. En cas de contrat collectif portant sur des cotisations concernant l'assurance obligatoire des soins et en l'absence de dispositions contraires des conditions d'assurance de la caisse, il convient de considérer que c'est l'employeur qui est débiteur des cotisations dues par l'assuré jusqu'au terme de son contrat dans l'entreprise.

- KVG vom 1. Mai 2002, X. c/ Krankenkasse Y., in RVJ 1/2005, p. 103.

Arzneimittel. Kostenvergütung für ein nicht auf der Spezialitätenliste aufgeführtes Präparat. Die klare gesetzliche Ordnung schliesst die Übernahme der Kosten von nicht auf der Spezialitätenliste aufgeführten Arzneimitteln durch die obligatorische Krankenpflegeversicherung grundsätzlich aus. Eine Anrufung der Austauschbefugnis fällt ausser Betracht, wenn damit die Kostenübernahme eines nicht auf der Spezialitätenliste enthaltenen Präparates erreicht werden soll.

(wurde mit Entscheid des Eidgenössischen Versicherungsgerichtes vom 1. September 2003 bestätigt)

- ATCA du 27 août 2002 en la cause T. c/ Office cantonal AI du Valais, in RVJ 1/2005, p. 110.

La fixation par l'OFAS du prix limite d'un moyen auxiliaire ne saurait avoir pour effet d'empêcher un assuré de bénéficier du modèle d'un prix supérieur qui, tel qu'il a été conçu, est adapté à son handicap

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles /
Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * ALBIN RL, Sham surgery controls are mitigated trolleys, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 149.
- * CASTILLE X., La politique européenne de lutte contre le tabac, *Droit déontologie & soin*, Vol. 4, n°4, 2004, p. 501.
- * CHEMTOB-CONCE M.-C., Brevets pharmaceutiques et santé publique des pays en développement, *Médecine & droit*, n°70, 2005, p. 23.
- * COHEN J. C., Pushing the borders : the moral dilemma of international internet pharmacies, *Hastings center report*, Vol. 34, no 2, March-April 2004, p. 15.
- * CORRIGAN OP., Pharmacogenetics, ethical issues: review of the Nuffield Council on Bioethics Report, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 144.
- * ELLIOTT C., Pharma goes to the laundry : public relations and the business of medical education, *Hastings center report*, Vol. 34, no 5, September-October 2004, p. 18.
- * KOSKI G., FDA and the life-sciences industry : business as usual ?, *Hastings center report*, Vol. 34, no 5, September-October 2004, p. 24.
- * MAY TH., AULISIO M. P., SILVERMAN R. D., The smallpox vaccination of health care workers : professional obligations and defense against bioterrorism, *Hastings center report*, Vol. 33, no 5, September-October 2003, p. 26.
- * OKIE S., Safety in numbers – monitoring risk in approved drugs, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 1273-1276.

- * WAXMAN HA., The lessons of Vioxx – Drug safety and sales, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 2576.

Assurances sociales

- * CAUCHY M., DIONISI-PEYRUSSE A., Le droit au secret médical et son application en matière d'assurances, Dalloz, n°20, 2005, p. 1313.
- * COURSIER PH., NONENMACHER D., Les nouvelles sanctions financières issues de la réforme de l'assurance-maladie, *Gazette du Palais*, janvier-février 2005, p. 275.
- * EMANUEL E. AND AL., Health care vouchers – a proposal for universal coverage, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 1255.
- * KESSELHEIM AS. AND AL., Overbilling vs. Downcoding – The battle between physicians and Insurers, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 855.
- * MACAULEY R., The hippocratic civil disobedience and health care reform underground, *Hastings center report*, Vol. 35, no 1, January-February 2005, p. 38.
- * MONGAN JJ. AND AL., Do we really want broad access to health care? *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 1260.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * ABELLARD V., L'évolution de l'obligation d'information, vers une remise en cause de la nature de la relation médecin-patient, *Droit déontologie & soin*, Vol. 5, n°1, 2005, p. 91.
- * ASHCROFT RE., Standing up for the medical rights of asylum seekers, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 125.
- * BERTRAND-MIRKOVIC A., L'enfant à naître est-il une personne protégée par la Convention européenne des droits de l'homme ?, *Revue générale de droit médical*, N° 14, 2004, p. 197.
- * BOURBON M., Le « droit du mourir » à l'hôpital pour l'enfant, *Droit déontologie & soin*, Vol. 5, n°1, 2005, p. 65.
- * CASAGRANDE T., L'accès direct au dossier médical : principes juridiques et réalités pratiques, *Médecine & droit*, n°71, 2005, p. 50.
- * CHEMS-EDDINE H., Liberté de croyance et respect du soin, *Droit déontologie & soin*, Vol. 4, n°4, 2004, p. 380.

- * DWYER J., Illegal immigrants, health care and social responsibility, *Hastings center report*, Vol. 34, no 1, January-February 2004, p. 34.
- * FAGERLIN A., SCHNEIDER C. E., Enough : the failure of the living will, *Hastings center report*, Vol. 34, no 2, March-April 2004, p. 30.
- * GOSTIN L. O., The judicial dismantling of the Americans with Disabilities Act, *Hastings Center Report*, Vol. 33, no 1, January-February 2003, p. 9.
- * HEINRICHS J.-H., Grundbefähigungsgleichheit im Gesundheitswesen, *Ethik in der Medizin*, H. 2, 2005, p. 90.
- * JAN M., Le nouveau cadre juridique de l'accueil des demandeurs d'asile, *Droit déontologie & soin*, Vol. 4, n°4, 2004, p. 488.
- * KIMMEL-ALCOVER A., L'autorité parentale à l'épreuve de la santé des mineurs : chronique d'un déclin annoncé, *Revue de droit sanitaire et social*, 2005, n° 2, p. 265.
- * KOOGLER T. K., WILFOND B. S., FRIEDMAN ROSS L., Lethal language, lethal decisions, *Hastings center report*, Vol. 33, no 1, January-February 2003, p. 37.
- * KUKLA R., Conscientious autonomy : displacing decisions in health care, *Hastings center report*, Vol. 35, no 2, March-April 2005, p. 34.
- * LO B. AND AL., HIPAA [Health Insurance Portability and Accountability Act] and patient care. The role for professional judgment, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 1766.
- * LOMBARDO P. A., Facing Carrie Buck, *Hastings Center Report*, Vol. 33, no 1, January-February 2003, p. 14.
- * LONDON, L., Health and Human Rights: What can Ten Years of Democracy in South Africa tell us?, *Health and Human Rights*, Vol. 8 No. 1, 2004, p.1.
- * MACLEAN A., Giving the reasonable patient a voice : information disclosure and the relevance of empirical evidence, *Medical law international*, vol. 7, no 1, 2005, p. 1.
- * MEDDOUR S., Soins et respect des croyances, *Droit déontologie & soin*, Vol. 5, n°2, 2005, p. 148.
- * MEMETEAU G., Le droit médical est-il un droit au bonheur ?, Apprendre à douter : Questions de droit, questions sur le droit [Mélanges Claude Lombois], Presses universitaires de Limoges, Limoges, 2004, p. 337.
- * MORIN P., Fin de vie et Code civil : faut-il combler le vide législatif ?, *Revue générale de droit médical*, N° 14, 2004, p. 391.

- * ROBERTSON J. A., Extreme prematurity and parental rights after baby doe, *Hastings center report*, Vol. 34, no 4, July-August 2004, p. 32.
- * SCOTT R., The English Fetus and the Right to life, *European Journal of Health Law*, n° 4 2004, p. 337.
- * SHARPE V. A., promoting patient safety : an ethical basis for policy deliberation, *Hastings center report*, Vol. 33, no 5, September-October 2003, special supplement, p. 1.
- * SPRANGER T. M., Die Rechte des Patienten bei der Entnahme und Nutzung von Körpersubstanzen, *Neue juristische Wochenschrift (NJW)*, 16, 2005, p. 1084.
- * TE BRAAKE TREES A.M., Does a Fetus have a Right to Life? The Case of Vo v. France, *European Journal of Health Law*, n° 4 2004, p.381.
- * TREVES T., COYRAL D., Contribution au devoir d'information au patient en rhumatologie à propos de 300 cas, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2004, Tome 188, n°7, p. 1185.
- * VAN KLEFFENS T., VAN LEEUWEN E., Physicians' evaluations of patients' decisions to refuse oncological treatment, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p.131.

Ethique biomédicale

- * ANNAS GJ., Unspeakably cruel – torture, medical ethics, and the law, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 2127.
- * BENATAR S.R., Towards Progress in Resolving Dilemmas in International Research Ethics, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 574.
- * BYK Chr., Bioéthique, universalisme et mondialisation – la dynamique des contradictions, *La Semaine Juridique*, n° 7, 16 février 2005, p. 315.
- * BOWMAN K., What are the Limits of Bioethics in a Culturally Pluralistic Society ?, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 664.
- * BRAUN K., Not just for experts : the public debate about reprogenetics in Germany, *Hastings center report*, Vol. 35, no 3, May-June 2005, p. 42.
- * CHARO RA., The celestial fire of conscience – refusing to deliver medical care, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 2471.
- * FAUNCE TA., Will international human rights subsume medical ethics ? Intersections in the UNESCO *Universal Bioethics Declaration*, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 173.
- * FLUSS S., The Evolution of Research Ethics: The Current International Configuration, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 596.

- * MORRISON D., A holistic approach to clinical and research decision-making: lessons from the UK organ-retention, *Medical Law Review* 2005 vol. 13, n° 1, p. 45.
- * VERKERK M. ET AL., Enhancing reflection : an interpersonal exercise in ethics education, *Hastings center report*, Vol. 34, no 6, November-December 2004, p. 22.

Euthanasie

- * ANNAS GJ., "Culture of life" politics at the bedside – the case of Terri Schiavo, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 1710.
- * BLOCHE MG., Managing conflict at the end of life, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 2371.
- * BAILLEUL D., Le droit de mourir au nom de la dignité humaine : à propos de la loi relative aux droits des malades et à la fin de vie, *Semaine juridique*, 2005, no 23 p. 1055.
- * BECKER-SCHWARZE K., Möglichkeiten der rechtlichen Regulierung einer selbstbestimmten Entscheidung am Lebensende, *Liber Amicorum [mélanges] Eike Schmidt*, Müller, Heidelberg, 2005, p. 1.
- * BOCKENHEIMER-LUCIUS G., "Wachkoma" und Ethik, *Ethik in der Medizin*, H. 2, 2005, p. 85.
- * DAVID-SOUCHOT V., Limitation et arrêts de thérapeutique(s) active(s) pour les patients incompétents hospitalisés en service de réanimation adulte, *Droit déontologie & soin*, Vol. 4, n°4, 2004, p. 449.
- * DE BEAUFORT I., Patients in a persistent vegetative state – a Dutch perspective, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p.2373.
- * DRESSER R., Schiavo : A hard case makes questionable law, *Hastings center report*, Vol. 34, no 3, May-June 2004, p. 8.
- * FARAH M. J., ROOT WOLPE P., Monitoring and manipulating brain function : new neuroscience technologies and their ethical implications, *Hastings center report*, Vol. 34, no 3, May-June 2004, p. 35.
- * FINS J. J., Rethinking disorders of consciousness: new research and its implications, *Hastings center report*, Vol. 35, no 2, March-April 2005, p. 22.
- * FORD M., The personhood paradox and the 'right to die', *Medical Law Review* 2005 vol. 13, n° 1, p. 80.
- * GOSTIN LO., Ethics, the constitution and the dying process. The case of Theresa Marie Schiavo, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 2403.

- * GUNDERSON M., Being a burden : reflections on refusing medical care, *Hastings center report*, Vol. 34, no 5, September-October 2004, p. 37.
- * KISSANE D. W., he contribution of demoralization to end of life decisionmaking, *Hastings center report*, Vol. 34, no 4, July-August 2004, p. 21.
- * LANDAU H., Heiligkeit des Lebens und Selbstbestimmung im Sterben, *Zeitschrift für Rechtspolitik*, no 2, 2005, p. 50.
- * LIENHARDT A., Fin de vie: que prévoit la proposition de loi ?, *Médecine & droit*, n°70, 2005, p. 10.
- * MAY A. T., Autonomie am Lebensende - Patientenverfügungen : Bericht der Arbeitsgruppe des Bundesministeriums der Justiz, *Ethik in der Medizin*, H. 2, 2005, p. 152.
- * OKIE S., Physician-assisted suicide – Oregon and beyond, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 1627.
- * PROVOOST V. AND AL., Medical end-of-life decisions in neonates and infants in Flanders, *Lancet* 365 (2005), p. 1315.
- * QUILL TE., Terri Schiavo – a tragedy compounded, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 1630.
- * The Schiavo case [dossier], *Hastings center report*, Vol. 35, no 3, June-July 2005, p. 16.
- * SCHNEIDER C. E., Liability for life, *Hastings center report*, Vol. 34, no 4, July-August 2004, p. 10.
- * SMITH S. W., Evidence for the practical slippery slop in the debate on physician-assisted suicide and euthanasia, *Medical Law Review* 2005 vol. 13, n° 1, p. 17
- * TRUOG RD. AND AL., Do-not-resuscitate orders in the surgical setting, *Lancet* 365 (2005), p. 733.
- * VERHAGEN E. AND AL., The Groningen protocol – euthanasia in severely ill newborns, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 959.
- * Vrokking AM., and al., Medical end-of-life decisions made for neonates and infants in the Netherlands, *Lancet* 365 (2005), p. 1995.
- * WAGENITZ TH., Finale Selbstbestimmung ? Zu den Möglichkeiten und grenzen der Patientenverfügung im geltenden und künftigen Recht, *Zeitschrift für das gesamte Familienrecht (FamRZ)*, 9, 2005, p. 669.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * BACACHE M., L'obligation d'information du médecin, *Médecine & droit*, n°70, 2005, p.3.
- * DE VRIES R. G., BOSK CH. L., The bioethics of business : rethinking the relationship between bioethics consultants and corporate clients, *Hastings center report*, Vol. 34, no 5, September-October 2004, p. 28.
- * GROSS M. L., Bioethics and armed conflict : mapping the moral dimensions of medicine and war, *Hastings center report*, Vol. 34, no 6, November-December 2004, p. 22.
- * GUEVEL D., Le médecin traitant en droit civil et en droit de la sécurité sociale, *Gazette du Palais*, janvier-février 2005, p. 80.
- * LANTOS J., RVUs blues : how should docs get paid ?, *Hastings Center Report*, Vol. 33, no 3, May-June 2003, p. 37.
- * MELLO MM. AND AL., Academic medical centers' standards for clinical-trial agreements with industry, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 2202.
- * ROWE M., The structure of the situation : a narrative on high-intensity medical care, *Hastings center report*, Vol. 33, no 6, November-December 2003, p. 37.
- * Strech D., Der Umgang mit Wahrscheinlichkeiten und das vertrauen in die Medizin : Ethische und wissenschaftstheoretische Aspekte einer Evidenz-basierten Medizin am Beispiel der Krebsfrüherkennung, *Ethik in der Medizin*, H. 2, 2005, p. 103.
- * TOPOL EJ, AND AL., Physicians and the investment industry, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 2654.

Génétique humaine et biotechnologies

- * BARONE A., Organismi geneticamente modificati (Ogm) e rischi per la libertà economica : prime riflessioni sulla l. 28 gennaio 2005 n. 5, *Il Foro Italiano*, n. 4, 2005, p. 78.
- * DICKINSON D., The new french resistance : commodification rejected ?, *Medical law international*, vol. 7, no 1, 2005, p. 41.
- * FADEN R. R. ET AL., Public stem cell banks : considerations of justice in stem cell research and therapy, *Hastings center report*, Vol. 33, no 6, November-December 2003, p. 13.
- * FERNANDEZ H. K., Genetic privacy, abandonment, and DNA dragnets : is fourth amendment jurisprudence adequate ?, *Hastings center report*, Vol. 35, no 1, January-February 2005, p. 21.

- * FITZPATRICK W., Surplus embryos, non reproductive cloning and the intend/foresee distinction, *Hastings Center Report*, Vol. 33, no 3, May-June 2003, p. 29.
- * FRANKEL M. S., Inheritable genetic modification and a brave new world : Did Huxley have it wrong ?, *Hastings center report*, Vol. 33, no 1, January-February 2003, p. 31.
- * GILLON J.J., More subject and less human : the pain-filled journey of human subjects protection... and some differences in the United States and the European Union, *Medical law international*, vol. 7, no 1, 2005, p. 65.
- * GREENFIELD D., Impatient proponents : what's wrong with the California stem cell and cures act, *Hastings center report*, Vol. 34, no 5, September-October 2004, p. 32.
- * LAURITZEN P., Stem cells biotechnology, and human rights, *Hastings center report*, Vol. 35, no 2, March-April 2005, p. 25.
- * LOEWY E.H., SPRINGER LOEWY R., Use and abuse of bioethics : integrity and professional standing, *Health care analysis*, vol. 13, no 1, 2005, p.73.
- * MAGNUS D., Stem cell research should be more than a promise, *Hastings center report*, Vol. 34, no 5, September-October 2004, p. 35.
- * PARENS E., Genetic differences and human identities : on why talking about behavioral genetics is important and difficult, *Hastings center report*, Vol. 34, no 1, January-February 2004, Special supplement, p. 1.
- * PEIS-HITIER M.-P., Recherche d'une qualification juridique de l'espèce humaine, *Dalloz*, n°13, 2005, p. 865.
- * SCHMITZ D., WIESING U., Genetische Analysen an Arbeitnehmern : Brauchen wir eine gesetzliche Regelung ?, *Ethik in der Medizin*, H. 2, 2005, p. 114.
- * SHENFIELD F., Semantic and ethics of human embryonic stem-cell research. *Lancet* 365 (2005), p. 2071.
- * SOWLE CAHILL L., Biotech & justice : catching up with the real world order, *Hastings center report*, Vol. 33, no 5, September-October 2003, p. 34

Médecine légale

- * GILL P., DNA as evidence – The technology of identification, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 2669.
- * ROTHSTEIN MA., Genetic justice, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 2067.

Mesures médicales spéciales

- * BARLOW J. AND AL., Child abuse and neglect, *Lancet* 365 (2005), p. 1750.
- * BENN P., LUPTON M., Sterilisation of young, competent, and childless adults, *British medical journal*, vol. 330, no 7503, 2005, p. 1323.
- * DAHL E., Sex selection : laissez faire or family balancing ? ; HOLM S., Laissez faire sex selection : a response to Edgar Dahl, *Health care analysis*, vol. 13, no 1, 2005, p. 87.
- * FABRE H., Un professionnel, un établissement de santé peuvent-ils se défendre face à une mise en cause pour infection nosocomiale ? Où est l'équité des textes ?, *Médecine & droit*, n°71, 2005, p. 55.
- * FRANK A. W., Emily's scars : Surgical shapings, technoluxe and bioethics, *Hastings center report*, Vol. 34, no 2, March-April 2004, p. 18.
- * GERBER A, LAUTERBACH K. W., Evidence-based medicine : why do opponents and proponents use the same arguments ?, *Health care analysis*, vol. 13, no 1, 2005, p. 59.
- * GOSTIN L. O., Influenza pandemic preparedness : legal and ethical dimensions, *Hastings center report*, Vol. 34, no 5, September-October 2004, p. 10.
- * Les infections nosocomiales: dossier préparé par les services du Ministère de la santé, *Médecine & droit*, n°70, 2005, p. 15.
- * JUFFER F. AND AL., Behavior problems and mental health referrals of international adoptees. A meta-analysis, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 2501.
- * MACMILLAN H. AND AL., Effectiveness of home visitation by public health nurses in prevention of the recurrence of child physical abuse and neglect: a randomised controlled trial, *Lancet* 365 (2005), p. 1786.
- * MILLER LC., International adoption, behavior, and mental health, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 2533.
- * OGUZ NY., MILES SH., The physician and prison hunger strikes: reflecting on the experience in Turkey, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 169.

Nouvelles techniques de l'information et santé

- * GARG AX. AND AL., Effects of Computerized clinical decision support systems on practitioner performance and patient outcomes. A systematic review. *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 1223.

- * KOPPEL R. AND AL., Role of computerized physician order entry systems in facilitating medication errors, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 1197.
- * LASSERRE D., Dossier médical et informatique, *Droit déontologie & soin*, Vol. 5, n°2, 2005, p. 194.
- * MCKINNEY P. ET AL., A feasibility study of signed consent for the collection of patient identifiable information for a national paediatric clinical audit database, *British medical journal*, vol. 330, no 7496, 2005, p. 877.
- * MEREDITH B., Data protection and freedom of information, *British medical journal*, vol. 330, no 7490, 2005, p. 490.
- * WEARS RL. AND AL., Computer technology and clinical work. Still waiting for Godot, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 1261.

Personnes âgées et santé

- * CHURCHILL L.R., Age-rationing in health care : flawed policy, personal virtue, *Health care analysis*, vol. 13, no 2, 2005, p. 137.
- * JUENGST E. T. ET AL., Biogerontology, „anti-aging medicine” and the challenges of human enhancement, *Hastings Center Report*, Vol. 33, no 4, July-August 2003, p. 21.
- * GEMS D., Is more life always better ? : the new biology of aging and the meaning of life, *Hastings Center Report*, Vol. 33, no 4, July-August 2003, p. 31.
- * HACKLER CH., HESTER M.D., Age and the allocation of organs for transplantation : a case study, *Health care analysis*, vol. 13, no 2, 2005, p. 129.
- * LESSER H., Priorities in the use of research into ageing, *Health care analysis*, vol. 13, no 1, 2005, p. 53.
- * LOEWY E.H., Age discrimination at its best : should chronological age be a prime factor in medical decision making, *Health care analysis*, vol. 13, no 2, 2005, p. 101.
- * PRETZLAFF R.K., Should age be a deciding factor in ethical decision-making ?, *Health care analysis*, vol. 13, no 2, 2005, p. 119.
- * ROSIN AJ., VAN DIJK Y., Subtle ethical dilemmas in geriatric management and clinical research, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 355.
- * SPRINGER LOEWY R., Ageisms, *Health care analysis*, vol. 13, no 2, 2005, p. 147.

Procréation médicalement assistée

- * BALDWIN T., Reproductive liberty and elitist contempt: reply to John Harris, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 288.
- * HARRIS J., No sex selection please, we're British, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 286.
- * HARRIS J., Sex selection and regulated hatred, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 291.
- * KIRIAKAKI I., Die neuen Gesetze Griechenlands zur Anwendung der Methoden der Reproduktionsmedizin und ihre familienrechtliche Relevanz, *Medizinrecht*, H. 3, 2005, p. 143.
- * PARENS E., KNOWLES L. P., Reprogenetics and public policy : reflections and recommendations, *Hastings Center Report*, Vol. 33, no 4, July-August 2003, special supplement, p. 1.
- * PETERSON MM., Assisted reproductive technologies and equity of access, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 280.

Recherche biomédicale

- * ADAMIS D., MARTIN FC., TRELOAR A. AND AL., Capacity, consent, and selection bias in a study of delirium, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 137.
- * ALTAVILLA A., L'Europe face à la recherche sur les cellules souches : enjeux éthiques et juridiques, *Revue générale de droit médical*, N° 14, 2004, p. 159.
- * BARTH J., KUFNER K., BENDEL J., Ein klares Ja! : Einstellungen und Ambivalenzen der deutschen Allgemeinbevölkerung zur Forschung mit extrakorporalen Embryonen, *Ethik in der Medizin*, H. 2, 2005, p. 127.
- * CHALMERS D., Research Involving Humans : A Time for Change ?, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 583.
- * CHEMTOB-CONCE M.-C., Le nouvel encadrement juridique et éthique de la recherche biomédicale en France, *Revue générale de droit médical*, N° 14, 2004, p. 255.
- * DAL RÉ R., ORIEGO R., MOREJON E., Multicentre trials review process by research ethics committees in Spain: where do they stand before implementing the new European regulation? *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 344.
- * DAVIS D. S., Genetic research & communal narratives, *Hastings center report*, Vol. 34, no 4, July-August 2004, p. 40.

- * DE ANGELIS CD. AND AL., Is this clinical trial fully registered? A statement from the international committee of medical journal editors, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 2927.
- * DUPIN-SPRIET Th., MAILLOLS A.-C., Le nouveau cadre juridique de la recherche biomédicale, *Revue Droit & Santé*, N° 4, 2005, p. 91.
- * EDWARDS SD., McNamee MJ., Ethical concern regarding guidelines for the conduct of clinical research on children, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 351.
- * Kink, N. M. P., Accident & desire : inadvertent germline effects in clinical research, *Hastings center report*, Vol. 33, no 1, January-February 2003, p. 23.
- * LEMMENS T., Piercing the veil of corporate secrecy about clinical trials, *Hastings center report*, Vol. 34, no 5, September-October 2004, p. 14.
- * LONDON A. J., Justice and the human development approach to international research, *Hastings center report*, Vol. 35, no 1, January-February 2005, p. 24.
- * LONDON A. J., Threats to the common good : biochemical weapons and human subjects research, *Hastings center report*, Vol. 33, no 6, July-August 2003, p. 17.
- * LURIE P., AND AL., US exceptionalism comes to research ethics, *Lancet* 365 (2005), p. 1117.
- * McHale J.V., Law and Clinical Research – From Rights to Regulation ? An English Perspective, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 718.
- * MCLEAN S.A.M., Regulating Research and Experimentation: A View from the UK, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 604.
- * MATHENY AN TOMMARIA A. H., Do as I say, not as I do : Why bioethicists should seek informed consent for some case studies, *Hastings center report*, Vol. 34, no 3, May-June 2004, p. 28.
- * MILLER F. G., BRODY H., A critique of clinical equipoise : therapeutic misconception in the ethics of clinical trials, *Hastings Center Report*, Vol. 33, no 3, May-June 2003, p. 19.
- * Moral standards for research in developing countries : from “reasonable availability” to “fair benefits”, *Hastings center report*, Vol. 34, no 3, May-June 2004, p. 17.
- * MORREIM E. H., High-Profile research & the media : the case of the abiocor artificial heart, *Hastings center report*, Vol. 34, no 1, January-February 2004, p. 11.
- * RICHARDSON H. S., BELSKY L., The ancillary-care responsibilities of medical researchers : an ethical framework for thinking about the clinical care that

researchers owe their subjects, *Hastings center report*, Vol. 34, no 1, January-February 2004, p. 25.

- * STEINBROOK R., Gag clauses in clinical trial agreements, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 2160.
- * STEINBROOK R., Standards of ethics at the national institutes of health, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p.1290.

Responsabilité médicale

- * BERLINGER N., Avoiding cheap grace : medical harm, patient safety and the culture(s) of forgiveness, *Hastings center report*, Vol. 33, no 6, November-December 2003, p. 29.
- * BONNEAU J., La responsabilité sans faute des hôpitaux pour matériel défectueux, *Revue générale de droit médical*, N° 14, 2004, p. 247.
- * BUDETTI PP., Tort reform and the patient safety movement, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 2403.
- * DECAMPS-MINI D., La responsabilité d'un établissement de santé pour défaillance du matériel de conservation d'embryons, *Revue générale de droit médical*, N° 14, 2004, p. 273.
- * FIALOVA D. AND AL., Potentially inappropriate medication use among elderly home care patients in Europe, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 1348.
- * HART D., Diagnosefehler : seine Verortung als behandlungsfehler und die Verpflichtung zur Aufklärung, *Liber Amicorum [mélanges] Eike Schmidt*, Müller, Heidelberg, 2005, p. 131.
- * HOFFMAN D. N., The medical malpractice insurance crisis again, *Hastings center report*, Vol. 35, no 2, March-April 2005, p. 15.
- * JOURDAIN P., Le médecin et la sage femme salariés bénéficient de l'immunité du préposé, *Revue trimestrielle de droit civil*, 2005, n°1, p. 143.
- * KESSLER DP. AND AL., Impact of malpractice reforms on the supply of physicians services, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 2618.
- * LEAPE LL. AND AL., Five years after *To err is human*, what have we learned? *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 2384.
- * MANAOUIL C., GRASER M., VERRIER A., JARDE O., Responsabilité de l'équipe médicale en droit administratif – Interactions avec le droit pénal et le droit civil, *Revue générale de droit médical*, N° 14, 2004, p. 41.

- * MITSCH W., Die „hypothetische Einwilligung“ im Arztstrafrecht, *Juristen Zeitung*, 6, 2005, p. 279.
- * PAPANIKOLAOU D., La responsabilité pénale des membres d'une équipe médicale, *Revue générale de droit médical*, N° 14, 2004, p. 79.
- * STUDDERT DM. AND AL., Defensive medicine among high-risk specialist physicians in a volatile malpractice environment, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 2609.
- * WEISSMAN JS. AND AL., Error reporting and disclosure systems. Views from hospital leaders, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 1359.

Santé mentale et psychique

- * SENON J.-L., JONAS C., Protection de la personne : droit des patients en psychiatrie, *Médecine & droit*, n°71, 2005, p. 33.

SIDA, lutte contre les épidémies

- * ARON G.-Cl., L'infection nosocomiale : une législation complexe, une législation incomplète, *Revue générale de droit médical*, N° 14, 2004, p. 127.
- * JANSEN LA., HIV exceptionalism, CD4+ cell testing, and conscientious subversion, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 322.
- * WEAIT M., Criminal law and the sexual transmission of HIV : R v Dica, *Modern law review*, vol. 68, iss. 1, January 2005, p. 121.

Système de santé, politique de la santé

- * MARMOT M., Social determinants of health inequalities, *Lancet* 365 (2005), p. 1099.
- * MARTIN-PAPINEAU N., Entre confirmation et réorientation : la régionalisation de la santé en France, *Revue de droit sanitaire et social*, 2005, n° 2, p. 253.
- * MOSES H., AND AL., Why have academic medical centers survived? *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 1495.
- * WERNER RM. AND AL., The unintended consequences of publicly reporting quality information, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 1239.

Transplantations

- * Al-Khader AA., A model for scoring and grading willingness of a potential living donor, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 338.

- * Eibach U., Organ- und Gewebespende : Ethische und rechtliche Überlegungen zum beratenden Gespräch mit Angehörigen über Organentnahmen, *Medizinrecht*, 2005, H. 4, p. 215.
- * LANG H., Deregulierte Verantwortungslosigkeit ? Das Transplantationsrecht im Spannungsfeld von Kostendruck, regulierter Selbstregulierung und staatlicher Funktionsverantwortung, *Medizinrecht*, 2005, H. 5, p. 269.
- * RESNICK D., The Jessica [sic] Santillan tragedy : lessons learned, *Hastings Center Report*, Vol. 33, no 4, July-August 2003, p. 15.
- * TAUPITZ J., PITZ A., WICKLEIN M., Postmortale Gewebeentnahme : Verbietet das datenschutzrecht den Kontakt zwischen Arzt und Angehörigen ?, *Medizinrecht*, 2005, H. 5, p. 262.

**Ouvrages et Monographies /
Bücher und Monographien**

- * DUGUET A.M., (COORD.), *Séminaire d'actualité de droit médical : le respect du corps humain pendant la vie et après la mort : droit, éthique et culture*, Bordeaux, Les études hospitalières, 2005.
- * DUPUY O., *La gestion des informations relatives au patient : dossier médical et dossier médical personnel*, Bordeaux, Les études hospitalières, 2005.
- * REINHARZ HAZAN Y., CHASTONAY PH. (DIR.), *Santé et droits de l'homme*, Genève, Médecine & Hygiène, 2004.

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

**Articles /
Aufsätze**

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * BYLAND W., OBERHÄNSLI R., Risiko von Medikamenteninteraktionen – einfach und ökonomisch erfassen, *Bulletin des médecins suisses*, n° 24, 2005, p. 1467.

- * DIETRICH N., Thérapies résidentielles des dépendances en Suisse, *Droit déontologie & soin*, Vol. 4, n°4, 2004, p. 422.
- * GOLAY M., ZESIGER V., KABENGELE MPINGA E., ARZEL B., CHASTONAY P., Accès aux médicaments : le droit au traitement !, *Bulletin des médecins suisses*, n° 18, 2005, p. 1096.
- * JUNOD V., Les devoirs d'information des sociétés cotées envers leurs investisseurs notamment dans le secteur pharmaceutique, *Semaine judiciaire*, II, n°7, 2005, p. 175.

Assurances sociales

- * BECK K., Wettbewerb in der Krankenversicherung : Schlagwort oder Realität ?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 20, 2005, 1228.
- * DUC J.-L., Notion de domicile dans les assurances sociales, *Pratique juridique actuelle*, n° 3, 2005, p. 302.
- * FUCHS M., Invalidenversicherung – quo vadis ?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 10, 2005, p. 637.
- * GLÄTTLI A., Traitement chirurgical de l'obésité – mise à jour de l'ordonnance sur les prestations de l'assurance de soins (OPAS), *Bulletin des médecins suisses*, n° 24, 2005, p. 1452.
- * HIERLING D., COULLERY P., Der Billigkeitsbegriff im Tarifrecht der Krankenversicherung : ein verkanntes Kostendämpfungsinstrument ?, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 2005, p. 159.
- * KUHN H.-P., RABIA L., Prolongation de la clause du besoin : informations sur le projet mis en consultation le 21 mars 2005, *Bulletin des médecins suisses*, n° 14, 2005, p. 810.
- * NOVIER M., Nul n'est censé ignorer.....que la clause du besoin a été renouvelée pour trois ans !, *Revue Médicale Suisse*, n°23, 8 juin 2005, p. 1582.
- * OGGIER W., Risikoausgleich oder Risikoselektion zum zweiten, *Bulletin des médecins suisses*, n° 20, 2005, p. 1232.
- * RASELLI N., Verfahrensrechtliche Probleme bei der Beurteilung von Streitigkeiten aus Zusatzversicherungen zur sozialen Krankenversicherung, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 2005, p. 273.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * BAUMANN-HÖLZLE R., ARN C., Ethiktransfer in Institutionen des Gesundheitswesens, *Bulletin des médecins suisses*, n° 12, 2005, p. 735.

- * BERGER J.-P., Du droit de savoir...au devoir de dire, *Revue Médicale Suisse*, n°19, 11 mai 2005, p. 1295.
- * LACK P., Die individuell im Beratungsgespräch erstellte Patientenverfügung als Klärungs-, Selbstbestimmungs- und Kommunikationsinstrument, *Bulletin des médecins suisses*, n° 11, 2005, p. 689.
- * NAU J.-Y., Du refus de traitement et de la déontologie médicale (I), *Revue Médicale Suisse*, n°24, 15 juin 2005, p. 1644.
- * NAU J.-Y., Du refus de traitement et de la déontologie médicale (II), *Revue Médicale Suisse*, n°26, 29 juin 2005, p. 1761.
- * ROBERT C.-N., Le droit de savoir, *Revue Médicale Suisse*, n°19, 11 mai 2005, p. 1298.

Ethique biomédicale

- * MARTIN J., Le statut du fœtus – Influence à son égard des développements médicaux et techniques, *Revue Médicale Suisse*, n°21, 25 mai 2005, p. 1456

Euthanasie

- * MAURON A., HURST S., A la recherche d'une bonne mort, *Revue Médicale Suisse*, n°22, 1er juin 2005, p. 1522.
- * PETITE J. , A propos de la mort « en direct » et de l'assistance au suicide, *Revue Médicale Suisse*, n°18, 4 mai 2005, p. 1240.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * HOEGGER A., Steuerliche Spätfolgen der Arztpraxis in der Rechtsform einer Aktiengesellschaft oder GmbH, *Bulletin des médecins suisses*, n°17, 2005, p. 1019.
- * HOHLFELD P., THIERFELDER C., JÄGER F. (pour le groupe de travail MGF), Mutilations génitales féminines, Recommandations suisses à l'intention des professionnels de la santé, *Bulletin des médecins suisses*, n° 16, 2005, p. 961.
- * HOLZBERGER Brigitta, Revision des Binnenmarktgesetzes (BGBM), *SJZ 101*, (2005) N° 8, p. 187.
- * KABENGELE MPINGA E., ZESIGER V., ARZEL B., GOLAY M., CHASTONAY P., De l'épidémiologie à la réhabilitation des victimes des tortures : quels rôles pour les

professionnels de la santé ?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 18, 2005, p. 1086.

- * KLOPP A.-M., Se taire ou divulguer ? Ou de l'importance du secret, *Revue suisse de criminologie*, 1/05, p. 61.
- * REINHARD U., Anwendbarkeit des Arbeitsgesetzes (ArG) auf Spitäler und Spitalärzte, *Bulletin des médecins suisses*, n° 19, 2005, p. 1137.
- * TAG B., Die Verschwiegenheit des Arztes im Spiegel des Strafgesetzbuches und der Strafprozessordnung des Kantons Zürich, *Revue pénale suisse*, Tome 122, 2004, p. 1.

Génétique humaine et biotechnologies

- * NAU J.-Y., De la laïcité républicaine et du clonage thérapeutique, *Revue Médicale Suisse*, n°23, 8 juin 2005, p. 1587.

Médecine légale

- * BÜCHLER A., Aussergerichtliche Abstammungsuntersuchungen : die neuen Bestimmungen des Bundesgesetzes über die genetischen Untersuchungen beim Menschen (GUMG), *Revue du droit de tutelle*, no 1, 2005, p. 32.

Nouvelles techniques de l'information et santé

- * MEER A, WIRTHNER A., SIMONIN C., Medizinische Call Center entlasten den ärztlichen Notfalldienst, *Bulletin des médecins suisses*, n° 18, 2005, p. 1073.

Personnes âgées et santé

- * Tritten C., Les directives médico-éthiques et recommandations de l'Académie suisse des sciences médicales relatives au traitement et à la prise en charge des personnes âgées en situation de dépendance, *Revue du droit de tutelle*, vol. 60, n°2, 2005, p. 70.

Procréation médicalement assistée

- * NAU J.-Y., Les homosexuelles suédoises pourront avoir recours à la procréation médicalement assistée ; le Vatican condamne, *Revue Médicale Suisse*, n°25, 22 juin 2005, p. 1700.

Recherche biomédicale

- * GYSIN R., Biobanken : Grosser Appetit von Forschung, Pharma und Polizei, in *Plädoyer*, n°3, 2005, p. 11.
- * RADCZUWEIT S., ZANINI G.M., PELLI P., Das Ende der freien Krebsforschung, *Bulletin des médecins suisses*, n° 25, 2005, p. 1533.
- * SPRUMONT D., L'indépendance de la recherche peut-elle sacrifier la protection des sujets ?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 25, 2005, p. 1531.

Santé mentale et psychique

- * BAUMANN M., Vorsorgeauftrag für medizinische Massnahmen und Patientenverfügung : Anmerkungen zu einer nötigen, aber verbesserungsbedürftigen Regelung im neuen Erwachsenenschutzrecht, *Revue du droit de tutelle*, vol. 60, no 2, 2005, p. 58.
- * BIRCHLER U., „Tauglichkeit“ des Instrumentariums vormundschaftlicher Massnahmen zur Betreuung von Adoleszenten/jungen Erwachsenen mit psychischen Störungen, *Revue du droit de tutelle*, vol. 60, no 1, 2005, p. 20.
- * BRIDLER S., Den eigenen Weg zur psychischen Gesundheit finden, *Pro mente sana*, 1/05 (2005), p. 22.
- * BRUNNER M., Psychiatrische Gutachter agieren im rechtsfreien Raum, *Plädoyer*, n° 3, 2005, p. 36.
- * CHASTONAY P., ZESIGER V., ARZEL B., GOLAY M., KABENGELE MPINGA E., Santé mentale et droits de l'homme : quelques pistes de réflexion ?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 18, 2005, p. 1089.
- * HELL D., Was ist eigentlich Gesundheit ?, *Pro mente sana* 1/05 (2005), p. 24.
- * LÜTHY Ch., Wie wird die aufsuchende Hilfe finanziert ?, *Pro mente sana* 2/05 (2005), p. 14.

Systeme de santé, politique de la santé

- * ADLER R.H., MINDER C.E., Das therapeutische Ergebnis komplementärmedizinischer Anwendungen kann wissenschaftlich nicht gemessen werden. Stimmt das ?, *Bulletin des médecins suisses*, N° 25, 2005, p. 1524.
- * BURRI B., Le libre choix du médecin en milieu hospitalier, *Bulletin des médecins suisses*, n° 13, 2005, p. 777.
- * KABENGELE MPINGA E., ZESIGER V. ARZEL B., GOLAY M., CHASTONAY P., La discrimination dans l'accès au travail : un déterminant de la santé, *Bulletin des médecins suisses*, n° 18, 2005, p. 1083.

- * KLAUSS G., BUSATO A., ZAHND D., Analyse des régions de desserte hospitalière en suisse, *Sécurité sociale*, 2005, n° 2, p. 104.
- * SAURER A., Le secteur pharmaceutique et médico-technique : la « main invisible » du système de santé et « la victoire du Dr Knock », *Bulletin des médecins suisses*, n° 20, 2005, p. 1221.
- * SCHLOSSBERG D., Gesundheitspolitik 2005 – quo vadis ?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 18, 2005, p. 1059.
- * SCHÖNENBERGER M., Strategisches Management im Krankenhaus, *Bulletin des médecins suisses*, n°9, 2005, p. 562.
- * ZIEGLER M. A., Mobilität von Managed-Care-Versicherten – Eine Fallstudie, *Bulletin des médecins suisses*, n° 24, 2005, p. 1471.

**Ouvrages et Monographies /
Bücher und Monographien**

- JOYE C. (éd.), *L'analyse génétique humaine : quelles perspectives législatives ?*, Genève, Schulthess, 2004.
- MOREILLON L. [et al.], *Aspects pénaux du droit du vivant*, Bâle [etc.], Helbing & Lichtenhahn [etc.] 2004.
- SCHAFFHAUSER R., SCHLAURI F., (Eds.), *Sozialversicherungsrechtstagung 2004 : Referate der Tagung vom 22. Juni 2004 in Luzern*, St. Gallen, Institut für Rechtswissenschaft und Rechtspraxis 2004.
- * THOMMEN M., *Medizinische Eingriffe an Urteilsunfähigen und die Einwilligung der Vertreter : eine strafrechtliche Analyse der Stellvertretenden Einwilligung*, Bâle [etc.], Helbing & Lichtenhahn, 2004.

RSDS N°8 [1/2006]

Dokumentation / Documentation

Cette rubrique présente les références des dernières parutions juridiques en matière de droit de la santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger. Ce numéro couvre en principe la période entre **le 1^{er} juillet 2005 et le 31 octobre 2005**.

Diese Rubrik gibt Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheitsrecht. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der

Schweiz und dem Ausland zusammengestellt. Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode vom **1. Juli 2005 bis zum 31. Oktober 2005**.

Ont collaboré à cette rubrique / An dieser Rubrik haben mitgewirkt : Séverine BOILLAT, Nathalie BRUNNER, Vincent CORPATAUX, Béatrice DESPLAND, Olivier GUILLOD, Christian HÄNNI, Daniel KRAUS, Jean PERRENOUD, Martine REHM FUCHS, Aline SCHMIDT, Dominique SPRUMONT, Céline TRITTEN, Marinette UMMEL, Christian VAN GESSEL.

Législation/ Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

- * Conseil de l'Europe. Assemblée parlementaire. Résolution 1469 (2005) sur l'accès aux soins et les problèmes linguistiques dans la région de Bruxelles-Capitale en Belgique. Texte adopté par l'Assemblée le 7 octobre 2005 (32^e séance).
- * Conseil de l'Europe. Assemblée parlementaire. Recommandation 1725 (2005) sur l'Europe face à la grippe aviaire : mesures préventives dans le domaine de la santé. Texte adopté par l'Assemblée le 6 octobre 2005 (31^e séance).
- * Conseil de l'Europe. Comité des Ministres. Résolution ResAP (2005) 2F sur les encres d'emballage utilisées sur les surfaces qui ne sont pas en contact avec les denrées alimentaires des articles et matières servant à emballer des aliments et destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires, adoptée par le Comité des Ministres le 14 septembre 2005, lors de la 937^e réunion des Délégués des Ministres.
- * Conseil de l'Europe. Comité des Ministres. Résolution ResAP (2005) 3F sur une alimentation saine à l'école, adoptée par le Comité des Ministres le 14 septembre 2005, lors de la 937^e réunion des Délégués des Ministres.

II. Droit communautaire / Europarecht

(JOCE L 181 de 2005 à L 288 du 31.10.2005

et JOCE C 173 de 2005 à C 271 du 31.10.2005)

Droit édité/

Erlassenes Recht

- * Règlement (CE) n° 1112/2005 du Conseil du 24 juin 2005 modifiant le règlement (CE) n° 2062/94 instituant une Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail, JO L 184 du 15 juillet 2005.
- * Règlement (CE) n° 1277/2005 de la Commission du 27 juillet 2005 établissant les modalités d'application du règlement (CE) n° 273/2004 du Parlement européen et du Conseil relatif aux précurseurs de drogues et du règlement (CE) n° 111/2005 du Conseil fixant des règles pour la surveillance du commerce des précurseurs des drogues entre la Communauté et les pays tiers, JO L 202 du 3 août 2005.
- * Directive 2005/50/CE de la Commission du 11 août 2005 concernant la reclassification des prothèses articulaires de la hanche, du genou et de l'épaule dans le cadre de la directive 93/42/CEE relative aux dispositifs médicaux, JO L 210 du 12 août 2005.
- * Règlement (CE) n° 1662/2005 de la Commission du 11 octobre 2005 modifiant l'annexe I du règlement (CE) n° 953/2003 du Conseil visant à éviter le détournement vers des pays de l'Union européenne de certains médicaments essentiels, JO L 267 du 12 octobre 2005.

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

- Rectificatif au relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 10 mai 2005 au 15 juin 2005 (Décision(s) prise(s) en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE) (JO C 153 du 24.6.2005), JO C 186 du 29 juillet 2005.
- Décision de la Commission du 18 août 2005 modifiant pour la sixième fois la décision 2004/122/CE concernant certaines mesures de protection contre l'influenza aviaire dans plusieurs pays d'Asie [*notifiée sous le numéro C(2005) 3183*], JO L 214 du 19 août 2005.

- Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er juillet 2005 au 31 juillet 2005 [Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement du Conseil (CEE) no 2309/93], JO C 209 du 26 août 2005.
- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro, JO C 240 du 30 septembre 2005.
- Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1^{er} août 2005 au 31 août 2005 (Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du Règlement du Conseil (CEE) n° 2309/93), JO C 241 du 30 septembre 2005.
- Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1^{er} août 2005 au 31 août 2005 (Décision(s) prise(s) en vertu de l'article 34 de la Directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la Directive 2001/82/CE), JO C 241 du 30 septembre 2005.
- Décision de la Commission du 6 octobre 2005 concernant certaines mesures de protection contre l'influenza aviaire dans plusieurs pays tiers [notifiée sous le numéro C(2005) 3704], JO L 263 du 8 octobre 2005.
- Décision de la Commission du 6 octobre 2005 concernant certaines mesures de protection contre l'influenza aviaire en Russie [notifiée sous le numéro C(2005) 3705], JO L 263 du 8 octobre 2005.
- Rectificatif à la décision n° 197 du 23 mars 2004 relative aux périodes transitoires pour l'introduction de la carte européenne d'assurance maladie conformément à l'article 5 de la décision n° 191 (JO L 343 du 19.11.2004), JO L 263 du 8 octobre 2005.
- Décision de la Commission du 10 octobre 2005 concernant certaines mesures de protection relatives à une suspicion d'influenza aviaire hautement pathogène en Turquie [notifiée sous le numéro C(2005) 3966], JO L 267 du 12 octobre 2005.
- Décision de la Commission du 13 octobre 2005 concernant certaines mesures de protection relatives à une suspicion d'influenza aviaire hautement pathogène en Roumanie [notifiée sous le numéro C(2005) 4068], JO L 269 du 14 octobre 2005.
- Décision de la Commission du 17 octobre 2005 modifiant la décision 2005/464/CE concernant la réalisation de programmes d'étude relatifs à l'influenza aviaire chez les volailles et les oiseaux sauvages dans les États membres [notifiée sous le numéro C(2005) 3960], JO L 273 du 19 octobre 2005.

- Décision de la Commission du 17 octobre 2005 établissant des dispositions supplémentaires relatives à la surveillance de l'influenza aviaire chez les oiseaux sauvages [notifiée sous le numéro C(2005) 3877], JO L 274 du 20 octobre 2005.
- Décision de la Commission du 17 octobre 2005 portant approbation des programmes concernant la mise en œuvre par les États membres des études relatives à l'influenza aviaire chez les volailles et les oiseaux sauvages en 2005 et établissant les règles en matière d'information et d'éligibilité pour la participation financière de la Communauté aux coûts de mise en œuvre de ces programmes [notifiée sous le numéro C(2005) 3920] , JO L 274 du 20 octobre 2005.
- Décision de la Commission du 19 octobre 2005 concernant certaines mesures de protection relatives à une suspicion d'influenza aviaire hautement pathogène en Turquie et abrogeant la décision 2005/705/CE [notifiée sous le numéro C(2005) 4135, JO L 274 du 20 octobre 2005.]
- Décision de la Commission du 19 octobre 2005 arrêtant des mesures de biosécurité destinées à limiter le risque de transmission aux volailles et autres oiseaux captifs, par des oiseaux vivant à l'état sauvage, de l'influenza aviaire hautement pathogène causée par le sous-type H5N1 du virus de l'influenza A, et établissant un système de détection précoce dans les zones particulièrement exposées [notifiée sous le numéro C(2005) 4163] , JO L 274 du 20 octobre 2005.
- Décision de la Commission du 20 octobre 2005 modifiant la décision 2005/693/CE concernant certaines mesures de protection contre l'influenza aviaire en Russie [notifiée sous le numéro C(2005) 4176], JO L 276 du 21 octobre 2005.
- Décision de la Commission du 21 octobre 2005 établissant les prescriptions à respecter pour prévenir l'influenza aviaire hautement pathogène causée par le sous-type H5N1 du virus de l'influenza A chez les oiseaux sensibles détenus dans les jardins zoologiques des États membres [notifiée sous le numéro C(2005) 4197], JO L 279 du 22 octobre 2005.
- Décision de la Commission du 21 octobre 2005 modifiant la décision 2005/734/CE arrêtant des mesures de biosécurité destinées à limiter le risque de transmission aux volailles et autres oiseaux captifs, par des oiseaux vivant à l'état sauvage, de l'influenza aviaire hautement pathogène causée par le sous-type H5N1 du virus de l'influenza A, et établissant un système de détection précoce dans les zones particulièrement exposées [notifiée sous le numéro C(2005) 4199], JO L 279 du 22 octobre 2005.
- Décision de la Commission du 24 octobre 2005 concernant certaines mesures de protection relatives à une suspicion d'influenza aviaire hautement pathogène en Croatie [notifiée sous le numéro C(2005) 4229], JO L 280 du 25 octobre 2005.

- Décision de la Commission du 27 octobre 2005 concernant certaines mesures de protection relatives à une suspicion d'influenza aviaire hautement pathogène en Croatie et abrogeant la décision 2005/749/CE [notifiée sous le numéro C(2005) 4286, JO L 285 du 28 octobre 2005.
- Décision de la Commission du 27 octobre 2005 concernant certaines mesures de protection en relation avec l'influenza aviaire hautement pathogène dans certains pays tiers et les mouvements en provenance de pays tiers d'oiseaux accompagnant leur propriétaire [notifiée sous le numéro C(2005) 4287], JO L 285 du 28 octobre 2005.
- Décision de la Commission du 27 octobre 2005 concernant certaines mesures de protection relatives à la présence d'influenza aviaire hautement pathogène dans certains pays tiers et applicables à l'importation d'oiseaux en captivité [notifiée sous le numéro C(2005) 4288, JO L 285 du 28 octobre 2005.
- Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1^{er} septembre 2005 au 30 septembre 2005 [Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement (CEE) n° 2309/93 du Conseil], JO C 268 du 28 octobre 2005.
- Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1^{er} septembre 2005 au 30 septembre 2005 [Décision(s) prise(s) en vertu de l'article 34 de la Directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la Directive 2001/82/CE], JO C 268 du 28 octobre 2005.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.

Droit édicté/

Erlassenes Recht

Autriche / Österreich

- * Loi fédérale (BGBl I n° 107/2005) portant modification de la loi relative à la santé et à la sécurité alimentaire, de la loi relative aux médicaments, de la loi relative aux produits pharmaceutiques, de la loi de 2002 relative à l'importation de médicaments, de la Loi de 1999 relative à la sécurité du sang et de la loi relative

au transfert d'autorité, Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich, 14 septembre 2005, partie I.

Grèce / Griechenland

- * Greek Law 3089/2002 on medically assisted human reproduction, *Revue hellénique de droit international*, n° 2, 2003, p. 515.

Portugal

- * Décret-Loi n° 134/2005 du 16 août 2005 portant régime applicable à la vente de médicaments non soumis à ordonnance médicale en dehors de pharmacies, *Diário da República*, partie I-A, 16 août 2005, n° 156, p. 4763.

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

Belgien / Belgique

- * Avis du Conseil national de l'ordre des médecins.
Le secret professionnel après le décès du patient du 19.06.2004, *Revue de droit de la santé*, 2005-2006, n° 1, p. 81.

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

**Droit édicté /
Erlassenes Recht**

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

- * Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) (Réduction des primes), du 18 mars 1994. Modification du 18 mars 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006 (réduction des primes des jeunes assurés et conséquences du non-paiement des primes), RO 2005 3587.
- * Arrêté fédéral sur les subsides fédéraux dans l'assurance-maladie, du 10 mars 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006, FF 2005 4665.
- * Loi fédérale sur la prorogation de l'arrêté fédéral sur le contrôle des transplants, du 17 juin 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006 (prorogation de l'arrêté jusqu'au 31 décembre 2007 au plus tard), RO 2005 4779.

- * Ordonnance du 10 juin 2005 portant introduction de l'allocation de maternité dans la législation sur le personnel de la Confédération (Modification de l'Ordonnance-cadre relative à la loi sur le personnel de la Confédération et de l'Ordonnance sur le personnel de la Confédération), RO 2005 2480.
- * Ordonnance sur l'utilisation de profils d'ADN dans les procédures pénales et sur l'identification de personnes inconnues ou disparues (Ordonnance sur les profils d'ADN), du 22 juin 2005, en vigueur dès le 1^{er} août 2005, RO 2005 3337.
- * Ordonnance du DFJP sur les exigences de prestations et de qualité requises pour les laboratoires forensiques d'analyse d'ADN (Ordonnance du DFJP sur les laboratoires d'analyse d'ADN), du 29 juin 2005, en vigueur dès le 1^{er} août 2005, RO 2005 3341.
- * Ordonnance sur la sécurité et la protection de la santé des travailleurs dans les travaux de construction (Ordonnance sur les travaux de construction, OTConst), du 29 juin 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006, RO 2005 4289.
- * Ordonnance sur la réduction des risques liés à l'utilisation de substances, de préparations et d'objets particulièrement dangereux (Ordonnance sur la réduction des risques liés aux produits chimiques, ORRChim), du 18 mai 2005, en vigueur dès le 1^{er} août 2005, RO 2005 2917.
- * Ordonnance sur la mise en circulation des produits phytosanitaires (Ordonnance sur les produits phytosanitaires, OPP), du 18 mai 2005, en vigueur dès le 1^{er} août 2005, RO 2005 3035.
- * Ordonnance du DFI sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens pour les quatre premières années d'études à la Faculté de médecine de l'Université de Zurich à la Faculté de médecine de l'Université de Zurich, du 17 octobre 2005, en vigueur dès le 1^{er} novembre 2005, RO 2005 4817.
- * Ordonnance du DFI sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens à la Faculté de médecine de l'Université de Genève, du 21 octobre 2004. Modification du 17 octobre 2005, en vigueur dès le 1^{er} novembre 2005, RO 2005 4825.
- * Ordonnance du DFI concernant l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens pour les quatre premières années d'études à la Faculté de médecine de l'Université de Bâle, du 17 octobre 2005, en vigueur dès le 1^{er} novembre 2005, RO 2005 4827.
- * Ordonnance du DFI sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens pour la troisième année d'études au Centre de médecine bucco-dentaire et d'orthodontie de la Faculté de médecine de l'Université de Zurich, du 17 octobre 2005, en vigueur dès le 1^{er} novembre 2005, RO 2005 4833.
- * Ordonnance instituant des mesures préventives urgentes destinées à empêcher l'introduction de la peste aviaire classique, du 21 octobre 2005, en vigueur du 25 octobre 2005 au 15 décembre 2005, RO 2005 4845.

- * Ordonnance de l'OVF (1/05) instituant des mesures temporaires à la frontière pour lutter contre la peste aviaire classique, du 20 avril 2005.
 - Modification du 11 août 2005, en vigueur dès le 12 août 2005, RO 2005 4227.
 - Modification du 13 octobre 2005, en vigueur dès le 13 octobre 2005, RO 2005 4781.
- * Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édition de la pharmacopée, du 9 novembre 2001. Modification du 22 septembre 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006, RO 2005 4693.
- * Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques sur les précurseurs et autres produits chimiques utilisés pour la fabrication de stupéfiants et de substances psychotropes (Ordonnance de Swissmedic sur les précurseurs, OPrec-Swissmedic), du 8 novembre 1996. Modification du 22 septembre 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006, RO 2005 4839.

**Messages, Rapports et Décisions Officiels /
Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse**

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

- * Avis de droit de l'Office fédéral de la justice du 13 février 2004 Compétence législative des cantons en matière d'assurance-maternité, en particulier au regard du nouvel art. 16h LAPG, JAAC 69.74.
- * Initiative populaire fédérale «Oui aux médecines complémentaires». Aboutissement, selon décision de la Chancellerie fédérale du 4 octobre 2005, FF 2005 5631.
- * Message concernant la modification de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité (5e révision de l'AI), du 22 juin 2005, FF 2005 4215.
- * Message concernant le financement additionnel de l'assurance-invalidité, du 22 juin 2005, FF 2005 4377.
- * Projet de loi fédérale sur les institutions destinées à promouvoir l'intégration des personnes invalides (projet découlant du Message sur la législation d'exécution concernant la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons, du 7 septembre 2005, FF 2005 5641), FF 2005 5955.
- * Projet de loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (projet découlant du Message sur la législation d'exécution concernant la réforme de la péréquation financière et de la répartition

des tâches entre la Confédération et les cantons, du 7 septembre 2005, FF 2005 5641), FF 2005 5959.

- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, accordée à la SUVA, du 9 août 2005, FF 2005 4667.
- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique (pour le projet de la Clinique Universitaire de Psychiatrie de Zurich « *Suizide bei in der Psychiatrie hospitalisierten Patienten* »), du 25 octobre 2005, FF 2005 5977.
- * Ordonnance sur les dispositifs médicaux (ODim). Normes techniques pour les dispositifs médicaux. Communication de Swissmedic du 30 août 2005, FF 2005 4898.
- * Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné (du 31.07.2000 au 12.04.2005), FF 2005 4414.
- * Droit des produits thérapeutiques. Notification d'une décision de Swissmedic (publicité illégale pour des produits thérapeutiques), du 22 août 2005, FF 2005 4897.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait du “Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin”, n°
numéros 3 et 4/2005 avec l'autorisation de l'Institut du
Fédéralisme, à Fribourg)

Aargau / Argovie

- * Einführungsverordnung zum Bundesgesetz über Voraussetzungen und Verfahren bei Sterilisation (VSterG) (Hebt die Verordnung über die Sterilisation unmündigter Personen vom 07.11.2001 auf), vom 11.05.2005, in Kraft ab 07.05.2005, AGS 2005, S. 187.

Bern / Berne

- * Grossratsbeschluss betreffend den Interkantonale Vereinbarung über die Koordination und Konzentration der hochspezialisierten Medizin, vom 08.06.2005, Kantonsblatt 2005, Nr. 44, S. 856.

Freiburg / Fribourg

- * Ordonnance sur la formation initiale d'infirmier et d'infirmière à la Haute Ecole de santé de Fribourg (Abroge le règlement du 11.01.1983 conc. l'école d'infirmières et d'infirmiers en soins généraux, le règlement du 11.01.1983 conc. l'école d'infirmières et d'infirmiers assistants et le règlement du 11.01.1983 conc. l'école d'infirmières et d'infirmiers en psychiatrie de Marsens), du 24.05.2005, entrée en vigueur le 01.06.2005, ROF/ASF 2005-055.

Genf / Genève

- * Règlement du centre d'enseignement de professions de la santé et de la petite enfance du 09.08.1989 (Modification: Intitulé « Règlement du centre de formation professionnel santé-social », nombreux considérants et articles), du 18.05.2005, entrée en vigueur le 26.05.2005, FAO 2005, n° 58, p. 1002.
- * Règlement d'application de la loi fédérale sur la procréation médicalement assistée (abroge le règlement concernant les conditions relatives à la pratique des fertilisations in vitro et des transferts d'embryons dans les établissements médicaux privés du 28.05.1986), du 30.05.2005, entrée en vigueur le 07.06.2005, FAO 2005, n° 63, p. 1098.
- * Loi instituant une assurance en cas de maternité et d'adoption (LAMat) (Abroge la Loi sur l'assurance-maternité du 14.12.2000), du 21.04.2005, entrée en vigueur le 01.07.2005, FAO 2005, n° 72, p. 1238.

Glarus / Glaris

- * Personalreglement für die Assistenärzte am Kantonsspital Glarus (hebt das Reglement vom 25.04.2001 auf), vom 06.10.2004, rückwirkende Inkraftsetzung ab 01.01.2005, SBE Bd. IX, Heft 3, S. 181.

Graubünden / Grisons

- * Gesetz über Ausbildungsstätten im Gesundheits- und Sozialwesen (AGSG) (hebt das Gesetz über die Förderung der Frauenbildung im Kanton Graubünden [Frauenbildungsgesetz] vom 12.03.1967 auf), vom 22.09.2002, in Kraft ab 01.01.2003, gestaffelte Inkraftsetzung, Amstblatt 2002, in Nr. 40, S. 3194.

Neuenburg / Neuchâtel

- * Loi vétérinaire (LVét), du 25.01.2005, entrée en vigueur le 01.06.2005, Feuille Officielle 2005, n° 10, p. 113.
- * Loi sur l'établissement hospitalier multisite cantonal (LEHM) (accepté en votation populaire le 05.06.2005) (rectificatif in FO 2005, n° 48, p. 773), du 30.11.2004, entrée en vigueur le 24.08.2005, Feuille Officielle 2005, n° 34, p. 536.
- * Arrêté d'application de l'ordonnance sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à charge de l'assurance-maladie obligatoire (abroge l'arrêté du 18.12.2002) (validité limitée au 03.07.2008), du

27.06.2005, entrée en vigueur le 04.07.2005, Feuille Officielle 2005, n° 49, p. 781.

Nidwalden / Nidwald

- * Regierungsratsbeschluss betreffend die Genehmigung der Vereinbarung der Innerschweizer Kantone über Ausbildungen für Berufe des Gesundheitswesens, (+ Text der Vereinbarung vom 29.04.2005), vom 28.06.2005, in Kraft ab 07.07.2005, Amstblatt 2005, Nr. 27, S. 1017.

Solothurn / Soleure

- * Verordnung zum Spitalgesetz (Tritt mit Ausnahme von § 6 IV & 7 am 31.12.2005 ausser Kraft), vom 22.03.2005, in Kraft ab 01.01.2005, Amstblatt 2005, Nr. 24, S. 1200.
- * Sozialplan im Zusammenhang mit dem Projekt « Verselbständigung der Spitäler » und Gründung der Solothurner Spitäler AG, vom 07.06.2005, in Kraft ab 01.07.2005.
- * Vollzugs- und Vollziehungsverordnung über die Einschränkung der Zulassung von Leistungserbringern zur Tätigkeit zu Lasten der obligatorischen Krankenpflegeversicherung, vom 21.06.2005, in Kraft ab 04.07.2005, unter Vorbehalt des Einspruchs Veto Nr. 77.

Ticino / Tessin

- * Regolamento conc. I servizi di urgenza medica negli ospedali e nelle cliniche, del 29.04.2005, entrata in vigore il 03.05.2005, BU 2005, 151.

Waadt / Vaud

- * Règlement fixant les normes relatives à la comptabilité, au système d'information, à la révision du reporting annuel et au système de contrôle interne des hôpitaux reconnus d'intérêt public, du 25.05.2005, entrée en vigueur le 01.07.2005, FAO 2005, n° 45, p. 5.

Zürich / Zurich

- * Verordnung über die nichtärztlichen Psychotherapeutinnen und Psychotherapeuten, vom 01.12.2004, in Kraft ab 01.06.2005, OS 60 244.

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

(<http://www.echr.coe.int>)

- * Pas d'arrêt important concernant le droit de la santé pour cette livraison.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

(<http://curia.eu.int/fr/index.htm>)

- * COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE C. REPUBBLICA ITALIANA, causa C-456/03, sentenza 16 giugno 2005.
Non avendo adottato le disposizioni legislative, regolamentari ed amministrative necessarie per conformarsi agli art. 3, n. 1, 5, n. 2, 6, n. 2, e 8-12 della direttiva del parlamento europeo et el consiglio 6 luglio 1998 n. 98/44/Ce, sulla protezione giuridica delle invenzioni biotecnologiche, la Repubblica italiana è venuta meno agli obblighi ad essa incombenti in forza dell'art. 15 di tale direttiva.
- * SYFAIT E ALTRI C. GLAXOSMITHKLINE PLC E ALTRO, causa C-53/03, sentenza 21 maggio 2005.
la Corte di giustizia può essere adita ai sensi dell' art. 234 del trattato soltanto da un organo chiamato a statuire su una controversia pendente dinanzi ad esso nell'ambito di un procedimento destinato a risolversi in una pronuncia di carattere giurisdizionale.

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

Autriche / Österreich

- * Recht der Medizin, Nr. 5, Oktober 2005, p. 155, OGH, 10.5.2005, 5 Ob 94/05t.

Wachkoma. Erhebung einer Scheidungsklage durch Sachwalter.

- * Recht der Medizin, Nr. 5, Oktober 2005, p. 157, UKH, 19.5.2005, 7/0-HK/03, 9/0-HK/03, 23/0-HK/03 und 24/0-HK/03.
Unabhängige Heilmittelkommission. Wirtschaftlichkeit einer parallelimportierten Arzneispezialität.

Allemagne / Deutschland

- * Medizinrecht, 2005, H. 10, p. 599, BGH, Urt. v. 15.3.2005, VI ZR 313/03 (OLG Nürnberg).
Zur Bedeutung der ärztlichen Aufklärungspflicht
a) *Auch die Aufklärung über bestehende unterschiedliche Behandlungsmöglichkeiten dient dem Selbstbestimmungsrecht des Patienten und ist daher Voraussetzung einer rechtmässigen Behandlung.*
b) *Die Frage, ob eine bestehende andere Behandlungsmöglichkeit zu einem besseren Behandlungsergebnis geführt hätte, betrifft regelmässig den hypothetischen Kausalverlauf im Falle des rechtmässigen Alternativverhaltens.*
- * Medizinrecht, 2005, H. 9, p. 527, BGH, Urt. v. 1.2.2005, VI ZR 174/03 (OLG Jena).
Anhörungen des Patienten im Haftungsprozess wegen Aufklärungsversäumnissen des Arztes.
- * Medizinrecht, 2005, H. 8, p. 469, BGH, Urt. v. 10.2.2005, III ZR 330/04 (OLG Köln).
Behandlung mittelloser Notfallpatienten. Die Bundesrepublik Deutschland haftet nicht für die Krankenhausbehandlungskosten eines mittellosen Notfallpatienten.
- * Medizinrecht, 2005, H. 8, p. 471, OLG Hamm, Urt. v. 26.5.2004, 3 U 127/02 (LG Essen).
Arbeitsteilung zwischen Angehörigen verschiedener ärztlicher Fachgebiete.
- * Medizinrecht, 2005, H. 7, p. 416, OLG Koblenz, Urt. v. 3.3.2005, 5 U 12/05 (LG Koblenz).
Anforderungen an die Darlegung eines psychischen Schadens Dritter im Arzthaftungsprozess ; Zulässigkeit eines Teilurteils.
- * Medizinrecht, 2005, H. 6, p. 353, BGH, Urt. v. 7.12.2004, VI ZR 308/03 (OLG Stuttgart).
Schutz des allgemeinen Persönlichkeitsrechts eines Schwangerschaftsabbrüche vornehmenden Arztes.

France / Frankreich

- * Recueil Dalloz, 2005, n° 31, p. 2125, Cour de cassation, 1re civ., 18 mai 2005.
La Cour d'appel, qui relève qu'aucun consentement à l'insémination artificielle n'était établi et qu'il aurait été de toute manière inefficace, justifie légalement sa décision d'annuler une reconnaissance de paternité non contraire aux articles 8, 12 et 14 CEDH. Organisation du droit de visite.

- Recueil Dalloz, 2005, n° 31, p. 2131., Cour d'appel de Paris (1^{re} ch. B), 4 mars 2005.

La disproportion considérable entre le but recherché et le résultat obtenu ne suffit pas pour établir la preuve d'un manquement d'un médecin à ses obligations contractuelles envers son patient alors que la réparation des conséquences de l'aléa thérapeutique qui se définit comme étant la réalisation, en dehors de toute faute du praticien, d'un risque accidentel inhérent à l'acte médical et qui ne pouvait être maîtrisé, n'entre pas dans le champ des obligations dont un médecin est contractuellement tenu à l'égard de son patient. Une faute médicale ne peut se réduire de la seule apparition d'un préjudice lequel peut être en relation avec l'acte médical pratiqué, sans l'être pour autant avec une faute.

- * Cour de cassation civile, 5 avril 2005, JCP 2005.II.10085, commenté par Patrice Jourdain, in : Revue trimestrielle de droit civil 2005, p. 607.
Responsabilité pour les effets secondaires de médicaments. Distinction entre dangerosité et défectuosité du produit.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante : <http://www.jaac.admin.ch>. La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante : <http://www.bger.ch/> et sur <http://www.bsv.admin.ch/publikat/rkuv/f/index.htm> pour les arrêts concernant les assurances maladie et accident.

- * ATF 131 I 198 – Arrêt de la 2^e Cour de droit public du 9 mars 2005.
Loi cantonale (SO) autorisant la remise de médicaments par des médecins (dispensation directe). Pas de qualité des pharmaciens pour déposer un recours de droit public (contrôle abstrait des normes).
- * ATF 131 I 205 – Arrêt de la 2^e Cour de droit public du 9 mars 2005.
Loi cantonale (ZH) interdisant en principe la remise de médicaments par des médecins (dispensation directe) à Zurich et Winterthour mais la permettant, avec autorisation, dans le reste du canton. Règlement d'application admettant des exceptions aussi dans ces deux villes. Violation du principe de la séparation des pouvoirs. Qualité pour recourir de pharmaciens de Zurich et Winterthour admise.
- * ATF 131 II 413 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit public du 9 mai 2005.
La transmission par le médecin-conseil de l'assureur, du dossier médical de l'assuré à un médecin consultant spécialisé est autorisée par l'art. 84 LAMal et ne requiert pas le consentement ni l'information préalable de l'assuré.

- * ATF 131 III 409 – Arrêt de la 2^e Cour de droit civil du 26 avril 2005.
Placement d'un mineur en institution psychiatrique. Nécessité d'une expertise. Audition de l'enfant.
- * ATF 131 IV 114 – Arrêt de la Cour de cassation du 25 avril 2005.
Abus de la détresse du patient par un psychiatre. L'évaluation du lien de dépendance requis par l'art. 193 al. 1 CPS doit se faire à la lumière des circonstances d'espèce. Admission dans le cas concret.
- * ATF 130 V 49 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 16 décembre 2004.
Troubles somatoformes douloureux. L'évaluation de leur caractère invalidant doit reposer sur un examen complet des circonstances d'espèce, conformément à l'ATF 130 V 352, qu'elles soient favorables ou défavorables à l'obligation de prestation de l'assurance-invalidité.
- * ATF 130 V 59 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 17 janvier 2005.
Par « canton de résidence » au sens de l'art. 41 al. 3 LAMal, il faut entendre le canton de domicile, selon les art. 23ss du Code civil.
- * ATF 130 V 66 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 1^{er} février 2005.
Litige relatif à une décision prise en application d'une clause tarifaire de l'assurance-maladie obligatoire. L'art. 6 par. 1 CEDH garantit un contrôle juridictionnel lorsqu'un assuré est touché. Le pouvoir d'examen du juge peut être limité à la légalité de la clause tarifaire litigieuse.
- * ATF 130 V 78 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 27 janvier 2005.
Obligation de l'assurance-maladie de prendre provisoirement en charge les prestations, en relation avec l'assurance-accidents, quand la question de la causalité de l'atteinte est litigieuse (art. 70 LPGA). L'étendue des prestations est fixée selon les dispositions de la LAMal (art. 71 LPGA).
- * ATF 130 V 147 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 2 mars 2005.
La procédure de sommation prévue à l'art. 9 al. 1 OAMal (ancienne teneur ; aujourd'hui : art. 90 al. 3 OAMal) pour les primes et participations aux coûts non payées (permettant ensuite, en cas de non-paiement, d'engager la procédure de poursuite) est conforme à la Constitution et à la loi.
- ATF 131 V 133 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 17 mai 2005; publié également dans RAMA n^o 4, 2005, p. 271.
Lorsqu'il n'existe pas de convention tarifaire ou de tarif fixé par l'autorité compétente en cas de traitement stationnaire dans la salle commune d'un hôpital privé (non subventionné par l'Etat), avec mandat de prestation et figurant sur la liste cantonale hospitalière, il convient de chercher dans chaque cas une solution qui tienne compte des conditions légales. Les assurés n'ont pas à assumer les frais non couverts par l'assurance obligatoire des soins pour des prestations légales selon la LAMal, à l'exception de la participation aux coûts.

- ✱ JAAC 69.94. Extraits de la jurisprudence de la Commission fédérale de recours pour la formation de base et la formation postgrade des professions médicales du 24 août 2004: un recours au Tribunal fédéral a été rejeté [2A.558/2004].
Formation postgrade des professions médicales. Droit d'être entendu. Non-validation des périodes de formation postgrade qui n'ont pas été effectuées dans des établissements de formation reconnus.
- ✱ JAAC 69.95. Extraits de la jurisprudence de la Commission fédérale de recours pour la formation de base et la formation postgrade des professions médicales du 26 novembre 2004 [MAW 04.040].
Examens des professions médicales. Obligation de soulever des griefs. Droit d'être entendu. Communication d'un motif d'empêchement. Preuve de l'absence de capacité d'agir.
- ✱ JAAC 69.96 Extraits de la jurisprudence de la Commission fédérale de recours en matière de produits thérapeutiques du 26 février 2004 [HM 03.038]
Médicaments. Principe de la bonne foi. Interdiction de diffuser à la télévision de la publicité illicite. Exigences posées à l'avertissement obligatoire. Pas de droit à l'égalité de traitement dans l'illégalité.
- ✱ JAAC 69.97 Extraits de la jurisprudence de la Commission fédérale de recours en matière de produits thérapeutiques du 12 Novembre 2004 [HM 04.070].
Médicaments. Surveillance du marché. Liberté économique. Qualité insuffisamment documentée. Suspension de l'autorisation de mise sur le marché.
- ✱ JAAC 69.98 Extraits de la jurisprudence de la Commission fédérale de recours en matière de produits thérapeutiques du 11 mai 2005 [HM 04.085].
Médicaments. Mise sur le marché de médicaments prêts à l'emploi en cas de fabrication sur mandat. Préparation de médicaments d'après une formule propre à l'établissement (spécialité de comptoir). Principe du perturbateur.
- ✱ JAAC 69.99 Extraits de la jurisprudence de la Commission fédérale de recours en matière de produits thérapeutiques du 1^{er} avril 2005 [HM 04.078].
Médicaments. Applicabilité des dispositions relatives à la législation en matière de publicité à la réalisation d'un rapport d'expérience pratique. Remise d'échantillons gratuits. Notion de petit nombre d'échantillons.
- ✱ JAAC 69.100 Extraits de la jurisprudence du Conseil fédéral du 23 mars 2005 [exe 2005.0354].
Assurance-maladie. Tarif pour les prestations d'établissements médico-sociaux (EMS) relevant de l'assurance obligatoire des soins. Protection tarifaire (art. 44 LAMal). Voies de droit. Qualité pour recourir.
- ✱ JdT 3/2005, p. 95 (= ATF 130 I 337, Arrêt du TF du 19.10.2004).
Responsabilité en vertu des règles du droit cantonal pour l'activité d'un médecin exerçant en milieu hospitalier. Devoir de diligence du médecin. Appréciation des preuves. Arbitraire.
- ✱ JdT 5/2005, p. 143 (= ATF 130 I 26, Arrêt du TF du 27.11.2003).

Liberté économique, obligation d'appliquer les lois fédérales, exercice de la médecine. Ordonnance édictée par le Conseil d'Etat du canton de Zurich, en application de l'article 55a LAMal et d'une ordonnance du Conseil fédéral, limitant l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire ; recours de droit public formé par des médecins, tendant au contrôle abstrait de cet ordonnance cantonale ; recours rejeté par le TF.

- * RAMA 3/2005, p. 212 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 2 février 2005 (U 324/04).

Caractère d'accident (en tant qu'événement terrifiant) nié dans le cas d'un pilote de ligne qui subit des troubles posttraumatiques de stress à la suite de l'atterrissage raté de l'avion sur une piste verglacée.

- * RAMA 3/2005, p. 228 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 28 février 2005 (U 306/04).

Lien de causalité adéquate nié dans le cas d'un joueur de hornus qui a souffert d'un fimportant traumatisme de rotation, entraînant de fortes douleurs du dos avec trouble de conversion dominant, respectivement trouble douloureux de forme somatique.

- * RAMA 3/2005, p. 186 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 18 mars 2005 (K 97/03).

Les soins de base des maladies psychiatriques et psychogériatriques, prévus à l'article 7 alinéa 2 lettre c OPAS incluent les prestations visées à l'article 7 alinéa 2 lettre a (instructions et conseils) et lettre b (examens et soins).

Voir également les arrêts : K 101/04 ; K 105/04 ; K 113/04 ; K 114/04.

- RAMA 4/2005, p. 284 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 12 mai 2005 (K 9/05).

L'assureur ne peut, sans examen, refuser la prise en charge d'un traitement au motif qu'il n'a pas été examiné par la Commission des prestations. Il lui appartient, en sa qualité d'organe d'exécution de la LAMal, de déterminer si ce traitement est couvert par la présomption légale ou s'il est médicalement contesté.

- RAMA 4/2005, p. 290 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 5 juillet 2005 (K 31/05).

Lorsque la prestation fournie à l'étranger n'a pas d'équivalent en Suisse, la caisse-maladie peut en l'espèce se limiter à prendre en charge le double du montant qui aurait été payé pour un traitement aigu analogue en Suisse, avec des complications.

- * Plädoyer 3/2005, p. 83 – Urteil H 273/03 und H 278/03 der IV. Kammer des Eidgenössischen Versicherungsgerichts vom 4.10.2004.

Für nicht bezahlte Sozialversicherungsbeiträge haftet der Arbeitgeber nur bei qualifiziertem Verschulden. Wenn der Verwaltungsrat aufzeigen kann, dass er die nach den Umständen gebotene Aufsicht ausübte, kann er nicht persönlich für die Beiträge haftbar gemacht werden.

- * Die Praxis, Heft n° 8, n° 96, p. 696 (= ATF 130 V 294), Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 22 avril 2004 (K 139/02).
Art. 25, art. 27, art. 31 al. 1, art. 33 al. 2 et 5 LAMal; art. 33 let. d OAMal; art. 19a al. 1 let. a et al. 2 chiffre 2 OPAS: traitements dentaires occasionnés par une i

- * Die Praxis, Heft n° 8, n° 97, p. 701 (= ATF 130 V 318), Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 12 mars 2004 (K 147/03).
Art. 25 et 82 LPGA : restitution des prestations.

- * Die Praxis, Heft n° 10, n° 127, p. 867 (= ATF 130 V 433), Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 18 juin 2004 (U 170/03).
Art. 17, 84 al. 2 LAA ; art. 83 ss OPA ; art. 51 al. 3 OLAA: Prévention des accidents; droits du travailleurs, surindemnisation.

- * RJJ 2005, p. 145, Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 5 août 2004 (U 262/03).
Notion d'accident. Arrêt cardiaque (suivi d'un coma) à l'induction d'une anesthésie pratiquée en vue d'une intervention chirurgicale. Art. 9. al. 1 OLAA.

- * ZBI. 8/2005 – Bundesgericht, Öffentlichrechtliche Abteilung, 23.09.2004, 2P.67/2004, mit Bemerkungen von August Mächler.
Weisungen über die Entschädigung der Belegärzte von staatlichen und staatlich subventionierten Spitälern und Privatkliniken. Verwaltungsverordnungen als Anfechtungsobjekte der staatsrechtlichen Beschwerde. Im Bereich des Spitalwesens gilt die Wirtschaftsfreiheit nur beschränkt; eine Verwaltungsverordnung, welche die Entschädigung nicht festbesoldeter Ärztinnen und Ärzte in den kantonalen sowie den subventionierten Krankenhäusern regelt, kann deshalb nicht wegen einer sich angeblich daraus ergebenden Wettbewerbsverzerrung mit staatsrechtlicher Beschwerde angefochten werden.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

Bern / Berne

- * Jurisprudence administrative bernoise, 2005, p. 301. Arrêt du tribunal cantonal assurances du 9 novembre 2004 dans l'affaire X. (VGE 21810).
*Droit de la protection des données, droit de consulter les dossiers médicaux.
Les services psychiatriques constituent une clinique publique du canton et sont à ce titre considérés comme une autorité au sens de la loi cantonale sur la protection des données. Ils sont tenus de garantir le droit aux renseignements et à la consultation et sont au surplus soumis aux dispositions relatives à la protection des données émanant de la loi sur la santé publique.
Au vu du dossier, il s'avère impossible de déterminer si une restriction à la consultation et à la remise de documents est justifiée.*

Freiburg / Fribourg

- * Arrêt de la troisième Chambre administrative du Tribunal administratif du 24.2.2005.
Art. 27, 36, 94, 95 Cst. ; 2 LMI ; 79, 80, 85 LSan. Examen de la compatibilité de l'obligation d'obtenir une autorisation cantonale de pratique pour la médecine vétérinaire aine que l'interdiction des accords selon l'article 85 LSan avec la Constitution, la LMI et la loi fédérale sur l'exercice des professions médicales.

Genf / Genève

- * Plädoyer 3/2005, p. 74. Jugement du TCAS genevois du 11.05.04, ATAS/335/2004.
L'analyse des médecins de l'AI ne vaut, vu leur rapport de subordination à l'égard de l'AI, pas comme expertise au sens de la procédure administrative.

Neuenburg / Neuchâtel

- Arrêt du Tribunal administratif du 8.9.2004.
Art. 61 al. 2 LAMal et 13 al. 2 LPGA. Lieu de résidence de l'assuré déterminant pour le montant des primes.
- Arrêt Tribunal administratif du 23.6.2003.
Art. 65 al. 1 LAMal ; 20ss LILAMal ; 41 RLILAMal. Subsidés dans l'assurance maladie obligatoire ; classification d'un avocat stagiaire.
- Arrêt de la Cour de cassation pénale du 5.10.2004.
Art. 34 CP ; 20 ch. 1 al. 3 Lstup. Prescription médicale de chanvre ou de ses dérivés ; état de nécessité.

Saint Gallen / St. Gall

- Plädoyer 4/2005, p. 72 – Urteil EV.2004.28-AW1P-EDS des Kreisgerichts Altotgenburg-Wil vom 10. November 2004, rechtskräftig.
Wenn ein Unfallversicherer nach einem rückweisenden Entscheid zur weiteren Abklärung keine Taggelder ausbezahlt, ist dies keine Rechtsverweigerung. Jedenfalls, wenn die Taggelder gegebenenfalls mit aufgelaufenen und zukünftigen Renten verrechnet werden sollen.

Tessin/Ticino

- * Rivista ticinese di diritto, I – 2005 p. 193 n° 49, TCA 9.8.2004 N. 32.2004.3.
Art. 13 LAI ; 3 cpv. 2 LPGA ; cifra 390 allegato OIC. Un bambino è affetto da cerebroparalisi congenita anche qualora egli presenti unicamente I segni di una paresi cerebrale di tipo atassico, riscontrati inoltre all'età di 8 anni. Infatti, da un lato, per riconoscere una paralisi cerebrale congenita non è necessario

che il bambino presenti una sintomatologia spastica, astetosica e atassica. Dall'altro, in caso di paresi cerebrale di tipo atassico, I segni tipici possono all'inizio non essere presenti e svilupparsi soltanto in seguito. L'assicurazione invalidità deve, di conseguenza, assumere I costi dei relativi provvedimenti sanitari.

- * *Rivista ticinese di diritto, I – 2005 p. 194 n° 50, TCA 21.10.2004 N. 32.2004.24. Art. 13 LAI ; 3 cpv. 2 LPGA ; 13 OIC ; cifra 313 allegato OIC. I costi di degenza presso un ospedale a seguito di un'encefalopatia ipossico-ischemica manifestatasi (in occasione di un'ospedalizzazione per un infetto alle vie aeree inferiori di lieve entità) in un bambino affetto da un vizio cardiaco congenito, che è stato sottoposto a due interventi cardiaci correttivi, vanno assunti dall'assicurazione invalidità. In concreto, in effetti, dovendo ammettere un nesso causale adeguato qualificato tra l'infermità cardiaca e l'encefalopatia, quest'ultima va considerata un danno secondario, perlomeno indiretto, del vizio cardiaco congenito.*
- * *Rivista ticinese di diritto, I – 2005 p. 194 n° 51, TCA 19.10.2004 N. 32.2004.9. Art. 19, 12 seg. LAI ; 8ter OAI. A un minorenne affetto da un ritardo globale dello sviluppo che non costituisce un'infermità congenita è riconosciuta la terapia psicomotoria quale misura accompagnatoria dell'istruzione speciale. Sono, infatti, stati dimostrati I benefici ottenuti dall'assicurato a seguito del trattamento psicomotorio. Inoltre, siccome il suo quoziente di intelligenza è 74, ha diritto alla ginnastica speciale (e quindi alla psicomotricità) quale assicurato debole di mente il sui QI non è superiore a 75.*
- * *Rivista ticinese di diritto, I – 2005 p. 202 n° 54, TCA 8.6.2004 N. 36.2003.38. Art. 17 OPre ; 31 cpv. 1 lett. a LAMal. I costi di risanamento dentario (corone ceramo-metalliche su determinati denti, cure endodontiche e ricostruzioni fuse dei monconi per determinati denti, cure conservative) per danni subiti da un assicurato affetto da un linfoma non hodgkin devono essere assunti dall'assicurazione obbligatoria contro le malattie. Infatti le affezioni dentarie sono in relazione di causalità diretta con la radioterapia effettuata per la cura del linfoma. Gli interventi del dentista curante sono stati, inoltre, efficaci ed appropriati. Infine, dal profilo dell'economicità, soluzioni più economiche sarebbero state meno appropriate e si sarebbero rivelate a lungo termine più costose.*
- * *Rivista ticinese di diritto, I – 2005 p. 203 n° 55, TCA 13.7.2004 N. 35.2003.5. Art. 6, 10 LAINF. Fra la lesione dentaria diagnosticata a un'assicurata e il violento tracollo subito dalla sua dentatura a seguito della contusione del mento da parte di un attrezzo da giardino, l'esistenza di una relazione di causalità naturale e adeguata, perlomeno parziale, è dimostrata, con il grado di verosimiglianza preponderante, anche volendo ammettere la preesistenza di uno stato patologico del dente danneggiato.*
- * *Rivista ticinese di diritto, I – 2005 p. 207 n° 56, TCA 25.10.2004 N. 35.2004.24. Art. 6, 10 segg. LAINF. Il diritto alle prestazioni dell'assicurazione infortuni di un assicurato che, subendo un'aggressione, viene colpito alla fronte con il tacco di uno stivale, si è estinto circa tre anni dopo l'evento traumatico, in*

quanto, in primo luogo, la sintomatologia accusata dall'assicurato non ha potuto essere oggettivata. In secondo luogo, avendo quest'ultimo verosimilmente soltanto un trauma cranico semplice, a esclusione di un trauma cranio-cerebrale, non torna applicabile la prassi elaborata in materia di traumi d'accelerazione al rachide cervicale. Infine I disturbi psichici presentati dall'assicurato non si trovano in una relazione di causalità adeguata con l'infortunio.

Thurgau / Thurgovie

- * TVR 2004, Nr. 37 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 16. Juni 2004.
Konkurs einer Apotheke - Berufsgeheimnis. Die beabsichtigte Übertragung medizinischer Kundendaten von einem Apotheker auf einen anderen ist in der Regel nur mit vorheriger Einwilligung der betroffenen Kunden zulässig. Zu den vom Berufsgeheimnis mitumfassten Daten gehören bereits Name und Adresse. Bei einer beabsichtigten Übertragung des Kundenstammes einer sehr grossen Anzahl von Kunden drängt sich eine Publikation der departementalen Entbindung vom Berufsgeheimnis gemäss § 21 VRG unter Hinweis auf das Einspracherecht der Kunden auf.
- * TVR 2004, Nr. 39 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 4. Februar 2004.
Kostenvergütung für ausserkantonale medizinische Behandlung. Eine ausserkantonale Behandlung trotz fehlender Kostengutsprache führt nicht ohne weiteres dazu, dass der Anspruch auf Kostenvergütung nach Art. 41 Abs. 3 KVG verwirkt ist. Kommen für eine medizinische Behandlung mehrere ausserkantonale Behandlungsorte in Betracht, so besteht nach dem Gebot der Wirtschaftlichkeit nur mit Bezug auf das kostengünstigste Angebot volle Deckung.
- * TVR 2004, Nr. 40 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 3. November 2004.
Voraussetzungen der Kostenübernahme für ausserkantonale Hospitalisation. Die Behandlung eines Morbus Behçet kann nach Auffassung der Chefärzte der beiden Thurgauer Spitäler an diesen Kliniken durchgeführt werden. Dabei handelt es sich um objektivierte Beurteilungen und es kann diesen Ärzten ähnlich den Beurteilungen der SUVA-Ärzte nicht entgegengehalten werden, sie seien keine neutralen Personen.
- * TVR 2004, Nr. 42 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 11. Februar 2004.
Eine Beschwerde beim EVG wurde abgewiesen (Urteil K 29/04 vom 29.7.2004).
Schiedsgericht nach KVG Art. 89; Ausstandsgründe. Befangenheit eines Geschäftsführers von Santésuisse als Vertreter einer diesem Verband angehörenden Krankenkasse in einem Schiedsgerichtsfall, der sich im Vorfeld in einem Zeitungsartikel in grundsätzlicher Art über die Streitgegenstand bildenden Fragen geäussert hat.
- * TVR 2004, Nr. 43 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 22. September 2004. Eine Beschwerde beim EVG wurde abgewiesen (Urteil U 411/04 vom 2.2.2005).
Hat ein Unfallversicherer die Unfallkausalität von Beschwerden einmal anerkannt, so dürfen Taggeldleistungen nicht bis zum Vorliegen eines

medizinischen Gutachtens, das die Überprüfung der Kausalität zum Gegenstand hat, vorläufig eingestellt werden.

Zürich / Zurich

- * RBVGr-ZH 2004, Nr. 48 – Entscheid des Verwaltungsgerichts Nr. VB.2004.00346 vom 11. November 2004.

Das Verbot des Hinweises auf therapeutische Eigenschaften gilt grundsätzlich für alle Kosmetikprodukte.

- Plädoyer 5/2005, p. 75 – Urteil IV.2005.00487 des Sozialversicherungsgerichts des Kantons Zürich vom 26.08.2005, nicht rechtskräftig, mit Bemerkungen von K. Pfändler.

Wenn die IV ein Gutachten einholt, hat sie der versicherten Person die gesetzlichen Mitwirkungsrechte zu gewähren. Ob der Auftrag einer natürlichen Person oder einer Institution erteilt wird, macht keinen Unterschied.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles /
Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * ALLWRIGHT S., Legislation for smoke-free workplaces and health of bar workers in Ireland: before and after study, *British medical journal*, vol. 331, n° 7525, p. 1117.
- * AVORN J., FDA standards : good enough for government work ?, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 969.
- * BARTON J. H. AND AL., The patents-based pharmaceutical development process. Rationale, problems, and potential reforms, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 2075.
- * BENDER D., Heilversuch oder klinische Prüfung ? : Annäherung an eine diffuse Grenze, *Medizinrecht*, H. 19, 2005, p. 511.
- * CHEMTOB-CONCE M.-C., Le renforcement du dispositif français de pharmacovigilance, *Gazette du Palais*, mars-avril 2005, p. 857.
- * GOSTIN L., Medical marijuana, American federalism, and the supreme court. *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 842.
- * LE GAL C., Droit à la santé et droit de propriété intellectuelle : l'accès aux médicaments dans les pays en développement, *Revue de droit sanitaire et social*, 2005, n° 3, p. 456.
- * SHANG A. AND AL., Are the clinical effects of homoeopathy placebo effect ? Comparative study of placebo-controlled trials of homoeopathy and allopathy, *Lancet*, 366 (2005), p. 726.

- * STEINBROOK R., Financial conflicts of interest and the Food and Drug administration's advisory committees, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 116.
- * VANDENBROUCKE J.P., Homoeopathy and "the growth of truth", *Lancet*, 366 (2005), p. 691.

Assurances sociales

- * ALTAVILLA A., La liberté de soins en Europe à la lumière des arrêts de la Cour de justice des Communautés européennes : quelles perspectives ?, *Revue générale de droit médical*, N° 15, 2005, p. 27.
- * ASPLIN B. R. and al., Insurance status and access to urgent ambulatory care follow-up appointments, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 1248.
- * BOYD C. M. AND AL., Clinical practice guidelines and quality of care for older patients with multiple comorbid diseases. Implications for pay for performance, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 716.
- * O'CONNOR P. J., Adding value to evidence-based clinical guidelines, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 741.
- * OLSON L. M. AND AL. Children in the United States with discontinuous health insurance coverage, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 382.
- * PRICE David, The Human Tissue Act 2004, *Modern Law Review* 68 (2005), p. 798.
- * STARFIELD B., Insurance and the U.S. health care system. *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 418.
- * STEINER P., Dolmetschkosten im Krankenhaus, *Recht der Medizin*, Nr. 4, August 2005, p. 111.
- * WRUHS O., SCHNEIDER G., Kausalitätsbeurteilung bei Extremitätenverlust nach Arbeitsunfall und Anlageschaden, *Recht der Medizin*, Nr. 5, Oktober 2005, p. 139.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * BROTFELD M., le statut des personnes hospitalisées, *Droit déontologie & soin*, vol. 5, n° 2, juin 2005, p. 213.
- * BUSBY A. ET AL., Survey of informed consent for registration of congenital anomalies in Europe, *British medical journal*, vol. 331, n° 7509, p. 140.

- * CORPART I., Décès périnatal et qualification juridique du cadavre, *Semaine juridique*, n° 39, p. 1743.
- * DALY B., Wrongful birth, wrongful conception, and the Irish constitution, *European Journal of Health Law*, n° 1, 2005, p. 57.
- * DERCKX V., ABBING H. R., Patients' right to health protection and quality and safety of blood (products), *European Journal of Health Law*, n° 2, 2005, p. 153.
- * DEUTSCH E., Neues zur ärztlichen Aufklärung im Ausland : Englische und französische Gerichte positionieren sich neu, *Medizinrecht*, H. 8, 2005, p. 464.
- * DUPUY O., Consentement aux soins : le rôle de l'entourage du patient (loi n° 2002-303 du 4 août 2002, loi n° 2005-370 du 22 avril 2005), *Revue Droit & Santé*, n° 6, juillet 2005, p. 338.
- * FRIOURET L., Le refus de soins salvateurs ou les limites de la volonté du malade face à l'ordre public de conservation de la vie, *Revue générale de droit médical*, n° 15, 2005, p. 99.
- * HADLEY STARK J., L'hospitalisation psychiatrique sous contrainte dans la jurisprudence contemporaine, *Semaine juridique*, n° 29, 2005, p. 1389.
- * HINNE D., Das Einsichtsrecht in Patientenakten, *NJW*, Nr. 32, 2005, p. 2270.
- * KATZENMEIER C., Rechtsfragen der „Babyklappe“ und der medizinisch assistierten „anonymen Geburt“, *Zeitschrift für das gesamte Familienrecht*, H. 14, 2005, p. 1134.
- * LEWIS P., The necessary implications of wrongful life claims: lessons from France, *European Journal of Health Law*, n° 2, 2005, p. 135.
- * MAIGRET J., Le caractère général et absolu du secret médical : *Le Grand Secret* et la France devant la Cour européenne des droits de l'homme, *Revue générale de droit médical*, n° 15, 2005, p. 163.
- * MANAOUIL C. ET AL., Le harcèlement moral au travail : apports de la loi du 17 janvier 2002, *Médecine & droit*, 2005, p. 123.
- * NAVARRO-MICHEL M., Advance Directives : the Spanish Perspective, *Medical Law Review*, 2005 vol. 13, n° 2, p. 137.
- * OFNER H., Gesetzliche Vertretung für psychisch Kranke und geistig Behinderte im internationalen Vergleich : eine Modellanalyse, *Österreichische Juristen-Zeitung [ÖJZ]*, n° 20, 2005, p. 775.
- * POLS J. ET AL., Enacting Appreciations: Beyond the Patient Perspective, *Health care analysis*, vol. 13, n° 3, p. 203.

- * PEREZ-CARCELES M. D. AND AL., Balancing confidentiality and the information provided to families patients in primary care, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 531.
- * REBECQ G., Le choix du médecin traitant et le principe d'exercice exclusif de la spécialité, *Revue de droit sanitaire et social*, 2005, n° 4, p. 602.
- * ROMAN D., Le respect de la volonté du malade : une obligation limitée ?, *Revue de droit sanitaire et social*, 2005, n° 3, p. 423.
- * SAHM S. AND AL., Attitudes towards and barriers to writing advance directives amongst cancer patients, healthy controls, and medical staff, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 437.
- * SCOTT R., The English fetus and the right to life, *European Journal of Health Law*, n° 4, 2004, p. 347.
- * SPICKHOFF A., Postmortaler Persönlichkeitsschutz und ärztliche Schweigepflicht, *NJW*, Nr. 28, 2005, p. 1982.
- * TE BRAAKE T. A. M., Does a fetus have a right to live ? the case of Vo v. France, *European Journal of Health Law*, N° 4, 2004, p. 381.
- * TERRIER E., Existe-t-il des notes personnelles ? Points de vue divergents, *Revue Droit & Santé*, N° 5, mai 2005, p. 201.
- * TULSKY J. A., Beyond advance directives. *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 359.
- * WOLF A., Biologische Abstammung und rechtliche Zuordnung : eine Annäherung mit Hindernissen, *NJW*, Nr. 34, p. 2417.

Ethique biomédicale

- * ANDORNO R., La notion de dignité humaine est-elle superflue en bioéthique ?, *Revue générale de droit médical*, n° 16, 2005, p. 43.
- * BLOCHE M. G. AND AL., Doctors and interrogators at Guantanamo, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 6.
- * DUCRUET J., La bioéthique dans la société pluriconfessionnelle du Moyen-Orient, *Médecine & droit*, 2005, p. 103.
- * ELLIOTT C., Should journals publish industry-funded bioethics articles ?, *Lancet* 366 (2005), p. 422.
- * HARRIS J. ET AL., An Ethical Framework for Stem Cell Research in the European Union, *Health care analysis*, Vol. 13, n° 3, p. 157.

- * HESS R., Darstellung der Aufgaben des gemeinsamen Bundesausschusses, *Medizinrecht*, H. 7, 2005, p. 385.
- * MACLENNAN A. AND AL., Who will deliver our grandchildren ? Implications of cerebral palsy litigation, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 1688.
- * MATHIEU B., Le droit de la bioéthique miroir et acteur des transformations sociales et humaines, In : BUSSANI M., GRAZIADEI M., (ed.), *Human diversity and the law = La diversité humaine et le droit*, Berne, Brussels, Athens, Stämpfli, Bruylant Sakkoulas, 2005, p. 103.
- * ROTHSTEIN M. A., Expanding the ethical analysis of biobanks, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2005, p. 89.
- * RUBINSTEIN L. AND AL., Coercive US interrogation policies. A challenge to medical ethics, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 1544.
- * VOISIN V., Pour une qualification de l'accueil d'embryon en adoption à l'heure de la révision des lois de bioéthique, *Revue générale de droit médical*, n° 15, 2005, p. 215.
- * WILKS M. A., Stain in medical ethics, *Lancet*, 366 (2005), p. 429.

Euthanasie

- * BARTELS S., Wie hilfreich sind ethische Richtlinien am Einzelfall? : Eine vergleichende kasuistische Analyse der Deutschen Grundsätze, Britischen Guidelines und Schweizerischen Richtlinien zur Sterbebegleitung, *Ethik in der Medizin*, Bd. 17, Nr. 3, p. 191.
- * BECKER-SCHWARZE K., Legal restrictions of physician-assisted suicide, *European Journal of Health Law*, n° 1, 2005, p. 11.
- * BIGGS H. M., The assisted dying for the terminally ill bill 2004 : will English law soon allow patients the choice to die ?, *European Journal of Health Law*, n° 1, 2005, p. 43.
- * BRANTHWAITE M. A., Taking the final step: changing the law on euthanasia and physician assisted suicide: Time for change, *British medical journal*, vol. 331, n° 7518, p. 681.
- * BRONKHORST A., Une loi pour créer des liens avec la mort : commentaire de la loi du 22 avril 2005, *Droit déontologie & soin*, vol. 5, n° 3, septembre 2005, p. 361.
- * GEORGE R. J. D. ET AL., Taking the final step: changing the law on euthanasia and physician assisted suicide: Legalised euthanasia will violate the rights of vulnerable patients, *British medical journal*, vol. 331, n° 7518, p. 684.

- * GRAEME L., Physician assisted suicide in Europe : some lessons and trends, *European Journal of Health Law*, n° 1, 2005, p. 5.
- * GUILLOD O., SCHMIDT A., Assisted suicide under Swiss law, *European Journal of Health Law*, N° 1 2005, p. 25.
- * HENDRIKS A., Wrongful suits ? Suing in the name of Terri Schiavo and Kelly Molenaar, *European Journal of Health Law*, N° 2 2005 p. 97.
- * NYS H., Physician assisted suicide in Belgian law, *European Journal of Health Law*, N° 1 2005, p. 39.
- * ODUNCU F. S., Ärztliche Sterbehilfe im Spannungsfeld von Medizin, Ethik und Recht : Teil. 1 : Medizinische und rechtliche Aspekte, *Medizinrecht*, H. 8, 2005, p. 437.
- * ODUNCU F. S., Ärztliche Sterbehilfe im Spannungsfeld von Medizin, Ethik und Recht : Teil. 2 : Palliativmedizinische und medizinethische Aspekte, *Medizinrecht*, H. 9, 2005, p. 516.
- * ONWUTEAKA-PHILIPSEN B. D., Taking the final step: changing the law on euthanasia and physician assisted suicide: Dutch experience of monitoring euthanasia, *British medical journal*, vol. 331, n° 7518, p. 691.
- * SOMERVILLE A., Taking the final step: changing the law on euthanasia and physician assisted suicide: Changes in BMA policy on assisted dying, *British medical journal*, vol. 331, n° 7518, p. 686.
- * SMITH S. W., Fallacies of the Logical Slippery Slope in the Debate on Physician-Assisted Suicide and Euthanasia, *Medical Law Review*, 2005 vol. 13, n° 2, p. 224.
- * STRÄTLING M. ET AL., Therapiebegrenzung in Deutschland : eine empirische Analyse der häufigsten medizinischen, rechtlichen und ethischen Unsicherheiten bei „Entscheidungen am Lebensende“, *Medizinrecht*, H. 10, 2005, p. 579.
- * VIALLA F., Droits des malades en fin de vie, *Dalloz*, n° 27, 2005, p. 1797.
- * VIALLA F., Eu thanatos suite..., Loi n° 2005-370 du 22 avril 2005 (JORF n° 95, 23 avril 2005) relative aux droits des malades en fin de vie, *Revue Droit & Santé*, n° 6, juillet 2005, p. 282.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * CABROL V., La codification de la déontologie médicale, l'exemple de l'introduction du Code de déontologie médicale dans le Code de la santé publique, *Revue générale de droit médical*, n° 16, 2005, p. 103.

- * DAWSON D. AND AL., Work hours and reducing fatigue-related risk: good research vs good policy, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 1104.
- * DUDLEY R. A., Pay-for-performance research : how to learn what clinicians and policy makers need to know, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 1821.
- * DURMARQUE Y., La légalisation du titre de psychothérapeute, une avancée en « trompe-l'œil », *Revue de droit sanitaire et social*, 2005, n° 3, p. 442.
- * FAVRO-SABATIER F., FAVRO K., Comment limiter le risque infectieux du personnel médical ? Etude autour des cas de transmission d'hépatites B, C et VIH d'origine professionnelle, *Revue générale de droit médical*, n° 16, 2005, p. 135.
- * FLETCHER K., Effects of work hour reduction on residents' lives. A systematic review. *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 1088.
- * GOSTIN L. O., The supreme court's influence on medicine and health. The Renquist Court, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 1685.
- * IGLEHART J. K., Linking compensation to quality : medicare payments, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 870.
- * JACOBSON P.D., Improving relations between attorneys and physicians. *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 2083.
- * MARTINEZ E., La laïcité à l'hôpital, propos autour d'une circulaire de « bonnes pratiques », *Revue Droit & Santé*, n° 5, mai 2005, p. 178.
- * MORET-BAILLY J., Les évolutions récentes des règles d'exercice des professions de santé, *Revue de droit sanitaire et social*, 2005, n° 4, p. 593.
- * POCHAT H., Quelques évolutions contemporaines du système sanitaire français : de la particularisation régionale des politiques hospitalières à la régionalisation de l'élaboration des politiques sanitaires, *Subsidiarité infranationale et territorialisation des normes*, Rennes, PUR, 2004, p. 25.
- * ROSENTHAL M. B. AND AL., Early experience with pay-for-performance. From concept to practice. *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 1788.
- * TESSAR H., Rechtstaatliche Vorgaben für die Betrauung von Ärztekammern mit hoheitlichen Vollzugsaufgaben, *Österreichische Juristen-Zeitung [ÖJZ]*, n°20, 2005, p. 785.
- * WINKLER E. C., The ethics of policy writing : how should hospitals deal with moral disagreement about controversial medical practices ?, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 559.

Génétique humaine et biotechnologies

- * CABBILLAU N., La protection du « patrimoine génétique humain », un exemple de méprise normative ou la désubstantialisation du droit annoncée, *Revue générale de droit médical*, n° 15, 2005, p. 65.
- * CLAYTON E. W., Informed consent and biobanks, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2005, p. 15.
- * DESCHÊNES M., SALLÉE C., Accountability in population biobanking : comparative approaches, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2005, p. 40.
- * DEVALDER K., Advance directives to protect embryos ?, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 497.
- * DEVALDER K., Preimplantation HLA typing : having children to save our loved ones, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 582.
- * FIESTER A., Creating Fido's twin : can pet cloning be ethically justified ?, *Hastings center report*, vol. 35, n° 4, p. 34.
- * GREELY H. T., Banning genetic discrimination, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 865.
- * HANSSON M. G., Building on relationship of trust in biobank research, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 415.
- * JUNG H., (Wie) Soll man Klonen bestrafen ? : *Eine Standortbestimmung*, *Goldammer's Archiv für Strafrecht*, Nr. 7, 2005, p. 377.
- * KNOPPERS B. M., Biobanking : international norms, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2005, p. 7.
- * MCLACHLAN H. V., Unique persons and the replicable gene-sets of their reproducible bodies : a defense of human cloning, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, 2005, Vol. 11, n°2, p. 43.
- * MATSUI K. AND AL., Informed consent, participation in, and withdrawal from a population based study involving genetic analysis, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 385.
- * MORRISON P. J., Insurance, unfair discrimination, and genetic testing, *Lancet* 366 (2005), p. 877.
- * NATOWICZ M., Newborn screening : setting evidence-based policy for protection, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 867.
- * PALMER L. I., Should liability play a role in social control of biobanks, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2005, p. 70.

- * ROTHSTEIN M., Genetic exceptionalism and legislative pragmatism, *Hastings center report*, vol. 35, n° 4, p. 27.
- * SIMON J., Patent law & biotechnology : current situation and future challenges from a european perspective, *Revue hellénique de droit international*, n° 2, 2003, p. 351.
- * SOLOMON M. Z., Realizing bioethics' goals in practice : ten ways "is" can help "ought", *Hastings center report*, vol. 35, n° 4, p. 40.
- * WEISS W. EU-Verfassungsvertrag und Biotechnologie, *Medizinrecht*, H. 8, 2005, p. 459.

Médecine légale

- * KAMKAR C., La réforme de l'expertise médicale : une loi au soutien de la compétence, *Droit déontologie & soin*, vol. 5, n° 2, juin 2005, p. 202.
- * MANAOUIL C., La réforme du statut des experts judiciaires, *Droit déontologie & soin*, vol. 5, n° 3, septembre 2005, p. 349.

Médecine du sport

- * MIAH A., Doping and the child : an ethical policy for the vulnerable, *Lancet* 366 (2005), p. 874.

Mesures médicales spéciales

- * FOX M. AND AL., A covenant with the status quo ? male circumcision and the BMA guidance to doctors, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 463.
- * FREUND G., Nabelschnurblut und das Zustimmungserfordernis bei der Gewinnung und Verwendung menschlicher Körperstoffe, *Medizinrecht*, H. 8, 2005, p. 453.
- * HAWKINS J. S., EMANUEL E. J., Clarifying confusions about coercion, *Hastings center report*, vol. 35, n° 5, p. 16.
- * HÖFLING W., DOHMEN D., Rechtsfragen des Neugeborenen Screenings, *Medizinrecht*, H. 6, 2005, p. 328.
- * SAWICKI P. T., Aufgaben und Arbeit des Institutes für Qualität und Wirtschaftlichkeit im Gesundheitswesen, *Medizinrecht*, H. 7, 2005, p. 389.
- * SCHWEIZER R. J., Der Status des extrakorporalen Embryos : Möglichkeiten und Grenzen der Harmonisierung durch völkerrechtliche und europarechtliche Instrumente, *Zeitschrift für öffentliches Recht (ZÖR)*, Nr. 60, 2005, p. 263.

- * STREINZ R., Europäisierte Lebensmittelaufsicht : Aufgaben, Instrumente und Rechtsschutzprobleme, In : SCHNEIDER J.-P., SCHWARTZE J., MÜLLER-GRAFF P.-C., (Hrsg.), *Europarecht*, Beiheft 2, 2005, Baden-Baden, Nomos, 2005, p. 7.

Nouvelles techniques de l'information et santé

- * MAND E., Biobanken für die Forschung und informationelle Selbstbestimmung, *Medizinrecht*, H. 10, 2005, p. 565.
- * SPETH J. E., KOUTSES I., Telematik in Gesundheitswesen, *Medizinrecht*, H. 9, 2005, p. 493.

Procréation médicalement assistée

- * LEMOULAND J.-J., La filiation de l'enfant issu d'une procréation médicalement assistée : une question de temps, *Dalloz*, 2005, n°31, p. 2125.
- * HARTMUT K., Kultivierung von Embryonen und Single-Embryo-Transfer Eine Initiative der Deutschen Gesellschaft für Gynäkologie und Geburtshilfe zur Novellierung des Embryonenschutzgesetzes (28. Juni 2005), *Ethik in der Medizin*, Bd. 17, Nr. 3, p. 234.

Recherche biomédicale

- * BANQ M.-E., De l'utilité de la recherche biomédicale à l'intérêt de la personne qui se prête à la recherche : la nouvelle réglementation des essais thérapeutiques (chapitre II du titre V de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004, relatif aux recherches biomédicales), *Revue Droit & Santé*, n° 6, juillet 2005, p. 327.
- * BLIXEN C. E. AND AL., Stroke patients' preferences and values about emergency research, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 608.
- * BRENNAN T. A., Accidental deaths, saved lives, and improved quality, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 1405.
- * BRODY B. AND AL., Consensus and controversy in clinical research ethics, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 1411.
- * CAMPBELL A., Ethos and economics : examining the rationale underlying stem cell and cloning research policies in the United States, Germany and Japan, *American journal of law & medicine*, Vol. 31, Nr. 1, 2005, p. 47.
- * DAWSON A. J., The ad hoc advisory group's proposals for research ethics committees: a mixture of the timid, the revolutionary, and the bizarre, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 435-436.

- * EMANUEL E. AND AL., Undue inducement in clinical research in developing countries: is it worry? , *Lancet* 366 (2005), p. 336.
- * FONTANAROSSA P. B. AND AL., Reporting conflicts of interest, financial aspects of research, and role of sponsors in funded studies, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 110.
- * FRY C. L. AND AL., Paying research participants: a study of current practices in Australia. *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 542.
- * GARRARD E. AND AL., What is the role of the research ethics committee? Paternalism, inducements, and harm in research ethics, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 419.
- * GRIMES D. A. AND AL., The good clinical practice guideline: a bronze standard for clinical research, *Lancet* 366 (2005), p. 172.
- * ILTIS A. S. Stopping trials early for commercial reasons: the risk-benefit relationship as a moral compass, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 410.
- * JANSEN L. A., A closer look at the bad deal trial : beyond clinical equipoise, *Hastings center report*, vol. 35, n° 5, p. 29.
- * ORENTLICHER D., Making research a requirement of treatment : why we should sometimes let doctors pressure patients to participate in research, *Hastings center report*, vol. 35, n° 5, p. 20.
- * KERRISON S. AND AL., The reform of UK research ethics committees: throwing the baby out with the bath water ?, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 487.
- * KIRIAKAKI I., Die Regelung der Embryonenforschung in Griechenland zugleich Kommentar zur Umsetzung des Menschenrechtsübereinkommens zur Biomedizin des Europarates ins nationale Recht, *Revue hellénique de droit international*, n° 2, 2003, p. 366.
- * KWOK L. S, The White Bull effect: abusive coauthorship and publication parasitism, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 554.
- * LIDDELL K., HALL A., Beyond Bristo and Alder Hay : the Future Regulation of Human Tissue, *Medical Law Review*, 2005 vol. 13, n° 2, p. 170.
- * MAJUMDER M. A., Cyberbanks and other virtual research repositories, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2005, p. 31.
- * PHILIPSON L., Medical research activities, funding, and creativity in Europe. Comparison with research in the United States, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 1394.
- * PIGNATELLI B. AND AL., Autorship ignorance: views of researchers in French clinical settings, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 578.

- * PORTER J. E., Federal funding and supportive policies for research, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 1385.
- * RUSSELL F. M. AND AL., A pilot study of the quality of informed consent materials for Aboriginal participants in clinical trials, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 490.
- * SRAER J.-D., HAUW J.-J., ARDAILLOU R., BACH J.-F., Recommandations de l'Académie nationale de médecine dans le domaine de la recherche biomédicale, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, 2005, t. 189 n° 3, p. 555.
- * SHALOWITZ D. I. AND AL., Disclosing individual results of clinical research, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 737.
- * STEINBROOK R., Wall Street and clinical trials, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 1091.
- * VON FREIER F., Getrennte Körperteile in der Forschung zwischen leiblicher Selbstverfügung und Gemeinbesitz, *Medizinrecht*, H. 6, 2005, p. 321.
- * WEISSER R., Datenschutz bei internationalen Klinischen Studien, *Medizinrecht*, H. 6, 2005, p. 339.
- * WENDLER D., Protecting subjects who cannot give consent : toward a better standard for "minimal2 risks, *Hastings center report*, vol. 35, n° 5, p. 37.
- * WENDLER D. AND AL., Quantifying the federal minimal risk standard. Implications for paediatric research without a prospect of direct benefit, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 826.
- * WHITE C., Suspected research fraud: difficulties of getting at the truth, *British medical journal*, vol. 331, n° 7511, p. 281.
- * ZERHOUNI E. A. Translational and clinical science : time for a new vision, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 1621.

Responsabilité médicale

- * BICLET P., Lutter contre l'erreur et maîtriser le risque en médecine, *Médecine & droit*, 2005, p. 94.
- * FOSSIER T., Contrôle de légalité et responsabilité en matière d'internement des aliénés : le désordre des deux ordres ?, *Revue de droit sanitaire et social*, 2005, n° 3, p. 450.
- * HABERL A., Belegarzhaftung und Fremdverschulden, *Recht der Medizin*, Nr 4, August 2005, p. 100.

- * HORTON R., In defence of Roy Meadow, *Lancet* 366 (2005), p. 3.
- * KRAHE S., Grundzüge des US-amerikanischen Arzt- und Krankenhaus(haftungs)rechts, *Medizinrecht*, H. 6, 2005, p. 333.
- * LECA A., La réparation des dommages médicaux en Nouvelle-Zélande et en France, Etude comparative des lois françaises des 4 mars et 30 décembre 2002 et de l'injury prevention, rehabilitation and amendment bill 2005, *Revue générale de droit médical*, n° 16, 2005, p. 153.
- * MANOUIL C., MARGRAFF A., GRASER M., JARDE O., Indemnisation des infections nosocomiales : qu'en est-il en 2005 ?, *Revue générale de droit médical*, n° 15, 2005, p. 175.
 - MARTIN D., TREGUIER P., SAUMON O., La réparation des accidents médicaux : un engagement fort de la solidarité nationale, *Gazette du Palais*, mai-juin 2005, p. 1651.
 - MOMAS J., Le dernier avatar de la prise en charge du pretium doloris et du préjudice d'agrément par les juges administratifs : sa reconnaissance pour les victimes en état végétatif, *Médecine & droit*, 2005, p. 85.
- * NICLOUD F., Confusion entre maladie des os de verre et maltraitance : l'erreur de diagnostic source de responsabilité, *Revue générale de droit médical*, n° 16, 2005, p. 181.
- * PFLEIDERER T., SCHUBERT B. G., Pflegemängel als Kausalitätsproblem, *Medizinrecht*, H. 10, 2005, p. 591.
- * La protection de la santé publique, *Revue générale de droit médical*, n° spécial, 2005, Bordeaux, Etudes hospitalières, 2005.
- * RADE C., Vaccination et responsabilité civile, *Revue générale de droit médical*, n° 16, 2005, p. 43.
- * REIMECKE G., Gerichtliche Kontrolle von Chefarztverträgen, *NJW*, Nr. 47, 2005, p. 3383.
- * ROUGE-MAILLART C. ET AL., Complications neurologiques et vaccination contre l'hépatite B : l'impossible conciliation entre la preuve scientifique et la preuve judiciaire : conséquences sur la pratique expertale, *Médecine & droit*, 2005, p. 89.
- * SAUVAN F., Le contentieux hospitalier, *Droit déontologie & soin*, vol. 5, n° 2, juin 2005, p. 234.
- * SAUTEL O., Vaccination et responsabilité pénale, *Revue générale de droit médical*, N° 16, 2005, p. 61.

- TAYLOR S., L'indemnisation du risque thérapeutique en droit anglais et la possibilité d'un rapprochement des systèmes européens, *Revue internationale de droit comparé*, n° 3, 2005, p. 717.
- TENA-TAMAYO J. S., Malpractice in Mexico: arbitration not litigation, *British medical journal*, vol. 331, n° 7514, p. 448.
- TERRIER E., Responsabilité médicale : retours pour le futur, *Dalloz*, 2005, n° 31, p. 2131.
- VAYRE P., PLANQUELLE D., FABRE H., Le lien de causalité en matière de responsabilité médicale, *Médecine & droit*, 2005, p. 78.

Santé mentale et psychique

- * CANVIN K. AND AL., Acceptability of compulsory powers in the community: the ethical considerations of mental health service users on Supervised Discharge and Guardianship, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 457.

SIDA, lutte contre les épidémies

- * HALPERN S. D., HIV testing without consent in critically ill patients, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 734.
- * KATZENMEIER C., Haftung für HIV-kontaminierte Blutprodukte, *NJW*, Nr 47, 2005, p. 3391.
- * MELLO M. M. AND AL., Legal concerns and the influenza vaccine shortage, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 1817.
- * MERIANOS A. AND AL., International health regulations (2005), *Lancet* 366 (2005), p.1249.
- * MISTRETTA P., Transmission volontaire du sida par voie sexuelle : les tourmentes du droit pénal, *Revue de droit sanitaire et social*, 2005, n° 3, p. 415.
- * WEINSTEIN R. A. and al., Infection-control report cards : screening patient safety, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 225.

Système de santé, politique de la santé

- * ARON E., Libre opinion, La médiation pour les conflits médicaux, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, 2005, tome 189, n°4, p. 729.
- * DANIELS N., Fair process in patient selection for antiretroviral treatment in WHO's goal of 3 by 5, *Lancet*, 366 (2005), p. 169.

- * DESCHAMPS J.-L., Politiques législatives et approche comparative des législations en matière de santé mentale, *Revue Droit & Santé*, n° 5, mai 2005, p. 247.
- * DIETHELM P. A. AND AL., The whole truth and nothing but the truth ?, The research that Philip Morris did not want you to see, *Lancet*, 366 (2005), p. 86.
- * FIORE M. C. AND AL., The justice department's case against the tobacco companies. *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 972.
- * GROVE A. S., Efficiency in health care industries : a view from outside, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 490.
- * LOEVINSOHN B. AND AL., Buying results ? contracting for health service delivery in developing countries, *Lancet*, 366 (2005), p. 676.

Transplantations

- * BESOLD A., RITTNER C., Über die Alternativen zur Lebendspende im Transplantationsgesetz : die Überkreuz-Lebendspende : warum nicht auch in Deutschland ?, *Medizinrecht*, H. 19, 2005, p. 502.
- * DREIFUSS-NETTER F., Les donneurs vivants, ou la protection des personnes en situation de vulnérabilité, *Dalloz*, n° 27, 2005, p. 1808.
- * INGELFINGER J. R., Risks and benefits to the living donor, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 447.
- * KRIARI-CATRANIS I., Xenotransplantation : legal problems, *Revue hellénique de droit international*, n° 2, 2003, p. 327.
- * KRIELE M., Hirnforschung und Rechtsreform, *Zeitschrift für Rechtspolitik (ZRP)*, 6, 2005, p. 185.
- * MATAS A. J. AND AL., The importance of innovative efforts to increase organ donation, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 1691.
- * MONTGOMERY R. A. AND AL., Clinical results from transplanting incompatible live kidney donor/recipient pairs using kidney paired donation, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 1655.
- * PATTS M. AND AL., Does it matter that organ donors are not dead ? Ethical and policy implications, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 406.
- * STEINBROOK R., Public solicitation of organ donors, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 441.
- * TRUOG R. D., The ethics of organ donation by living donors, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 444.

- * WILKINSON T. M., Individual and family consent to organ and tissue donation : is the current position coherent ?, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 587.

Ouvrages et Monographies /
Bücher und Monographien

- * BORGHETTI J. S., *La responsabilité du fait des produits : étude de droit comparé*, L.G.D.J., Paris, 2005.
- * COLLECTIF, *Eloge de l'altérité : défis de société : 12 regards sur la santé, la famille et le travail*, Grolley, Hébe, 2005.
- * MADDALENA S., *Alternative medicine : on the way towards integration ? : a comparative legal analysis in western countries*, Bern [etc.], P. Lang, 2005.
- * MARMOT M., WILKINSON R. G. (ED.), *Social determinants of health*, 2nd ed., Oxford, O.U.P., 2005.
- * SHUCHMAN M., *The drug trial : Nancy Olivieri and the science scandal that rocked the hospital for sick children*, Montreal, Random house, 2005
- * SUREAU C., *Son nom est personne : avant de naître, l'enfant est-il une chose, un amas de cellules ou un patient ?*, Paris, Albin Michel, 2005.

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles /
Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * CALAME T., Ergänzende Schutzzertifikate für Arzneimittel : Staatsvertrag mit Liechtenstein angepasst, *sic!* 9/2005, p. 694.
- * HESS-BLUMER A., Arzneimittelrechtliche Zulassungsverfahren und Patentrecht, Anmerkungen zum Massnahmeentscheid « Simvastatin » des Handelsgerichtspräsidenten St. Gallen vom 31. August 2004, *sic!* 6/2005, p. 506.

- * MESNIL M., Apotheker, *Lehrgang Gesundheitswesen Schweiz*, 2.10, 2005, p. 1.

Assurances sociales

- * ATTINGER M., Kürzung von IV-Kinderrenten wegen Überversicherung, *ZBJV*, 2005, Heft 10, p.710.
- * AYER A., AGIER J.-M., AI: comment déchiffrer le projet de révision, *Plädoyer*, 5/05, p. 52.
- * BAUMANN M., Der Risikoausgleich im KVG – ein Ausgleich des Risikos ?, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 2005, p. 370.
- * BENG M., Eine Gesundheitskarte für die Schweiz, *Bulletin des médecins suisses*, vol. 37, 2005, p. 2139.
- * DESPLAND B., Cancer du sein et soins dentaires, commentaire de l'ATF 130 V 472, *Plädoyer*, 5/2005, p. 65.
- * DESPLAND B. La nouvelle loi d'assurance maternité (LAMat) genevoise, Eléments de coordination avec le droit fédéral, *Aspects de la sécurité sociale*, n° 3, 2005, p. 12.
- * DESPLAND B., La réglementation des médicaments dans la LAMal, *Aspects de la sécurité sociale*, 2005, n° 3, p. 30.
- * DUC J.-L., Du juge compétent pour trancher un litige en matière de cession de créance dans l'assurance-maladie sociale, commentaire de l'arrêt du TFA du 17 août 2004 (RAMA 2005 n° KV 312, p. 3 ss), *PJA*, 5/2005, p. 626.
- * DUC J.-M., L'allocation de maternité et la coordination avec les autres prestations des assurances, *PJA*, 8/2005, p. 1010.
- * EUGSTER G., Die Unterscheidung zwischen grund- und zusatzversicherten Leistungen im Spitalbereich: Welche juristischen Kriterien sind massgeblich ?, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 2005, p. 445.
- * GATTIKER M., Überarztung – Ist der Einbezug der veranlassten Kosten rechtlich zulässig?, *Bulletin des médecins suisses*, vol. 39, 2005, p. 2244.
- * GATTIKER M., Veranlasste Kosten – Einbezug in die Forderungen wegen Überarztung nach Art. 56 Abs. 2 KVG, *PJA*, 9/2005, p. 1098.
- * GRODECKI S., Quelques réflexions sur l'histoire tumultueuse du Tribunal cantonal des assurances sociales genevois, *Revue de droit administratif et de droit fiscal : revue genevoise de droit public : droit administratif*, vol. 61(2005), n° 1, p. 35.

- * GUINCHARD J.-M., Le certificat médical d'arrêt de travail (CAT), *Revue médicale suisse*, 24 août 2005, n° 30, p. 1985.
- * KIESER U., Aktuelle Entwicklungen im Sozialversicherungsrecht, *Plädoyer* 4/2005, p. 42.
- * KUHN H., Clause du besoin : feuillet de la carte de crédit et des contingents laitiers, Remarques juridiques, *Bulletin des médecins suisses*, vol. 29/30, 2005, p. 1780.
- * LÜTHY C., Pflegemassnahmen zu Hause und ambulant bei psychisch kranken Menschen (Art. 7 KLV), commentaire des arrêts du TFA du 18 mars 2005 (K 101/04, K 97/03, K 105/04, K 113/04, K 114/04), *PJA*, 9/2005, p. 1152.
- * MOSIMANN H.-J., Gutachten: Präzisierungen zu Art. 44 ATSG, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 2005, p. 477.
- * WYSS G., Mutterschaftsurlaub: Warten auf die Gerichte, *Plädoyer*, 4/2005, p. 24.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * Baeriswil B., Entwicklungen im Datenschutzrecht = Le point sur le droit de la protection des données, *SJZ*, 101 (2005), n° 19, p. 446.
- * Décision médicale. De la théorie à la pratique, *Revue médicale suisse*, numéro spécial, septembre 2005.
- * PELET O., Nul n'est censé ignorer...comment réagir face à un patient non compliant, *Revue médicale suisse*, 26 octobre 2005, n° 38, p. 2483.

Euthanasie

- * BORGHI M., L'art. 115 CP tra rispetto dell'autonomia individuale e esigenza di regolamentazione, *Rivista ticinese di diritto*, I – 2005, p. 555.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * ITA M., «Netzwerke» – eine theoretische Einordnung, *Bulletin des médecins suisses*, vol. 38, 2005, p. 2192.
- * MIZEL C., De l'exigence actuelle de prudence lors des courses officielles urgentes, *Semaine judiciaire*, II, n° 9, octobre 2005, p. 231.
- * POLEDNA T., STOLL R., Ärztlicher Notfalldienst : Pflicht oder Recht des Arztes ? Betrachtung am Beispiel der Gesundheitsgesetzgebung des Kantons Zürich, *PJA*, 11/2005, p. 1367.

- * REICHEN N., Le nouveau certificat de salaire et le cabinet médical, *Bulletin des médecins suisses*, vol. 26, 2005, p. 1589.

Mesures médicales spéciales

- * SCHMID H., Stérilisation : Aperçu des conditions légales, *Bulletin des médecins suisses*, vol. 26, 2005, p. 1575.

Personnes âgées et santé

- * DESPLAND B., Soins de longue durée : éléments de comparaison internationale, *Sécurité sociale*, 2005, n° 5, p. 265.
- * TRITTEN C., Le professionnel de la santé confronté à un acte de maltraitance : quelques aspects juridiques, *SNM News*, n° 47, 2005, p. 34.
- * WETTSTEIN A., Valeur de la santé durant la vieillesse, *Sécurité sociale*, 2005, n° 5, p. 269.

Procréation médicalement assistée

- * MARTIN J., Diagnostic préimplantatoire : enjeux bioéthiques autour d'un sujet d'actualité, *Revue médicale suisse*, 5 octobre 2005, n° 35, p. 2290.

Recherche biomédicale

- * ELGER B., Persönlichkeits- und Datenschutz: die irreversible Anonymisierung als ethisches Dilemma, *Bulletin des médecins suisses*, vol. 44, 2005, p. 2465.
- * ELGER B., La protection de la personnalité et des données: l'anonymisation irréversible comme dilemme éthique. Les directives «Biobanques» de l'Académie Suisse des Sciences Médicales, *Bulletin des médecins suisses*, vol. 44, 2005, p. 2510.
- * GYSIN R., Gesundheit: Biobanken: Grosser Appetit von Forschung, Pharma und Polizei, *Plädoyer*, 3/2005, p. 11.
- * SALATHE M., Garantie de qualité et protection de la personnalité, Nouvelles directives de l'ASSM sur les biobanques, *Bulletin des médecins suisses*, vol. 32/33, 2005, p. 1933.
- * SPRUMONT D., Analyse de la règle du consentement et du problème connexe des biobanques déjà existantes. Les directives de l'Académie Suisse des Sciences Médicales sur les biobanques, *Bulletin des médecins suisses*, vol. 40, 2005, p. 2278

- * SPRUMONT D., Die Frage der Einwilligung und das damit verbundene Problem der bereits existierenden Biobanken, *Bulletin des médecins suisses*, vol. 41, 2005, p. 2322.

Responsabilité médicale

- * JÄGER P., SCHWEITER A., Der Hindsight Bias (Rückschafehler) : ein grundsätzliches Problem bei der Beurteilung ärztlichen Handelns in Arzthaftpflicht- und Arztstraftprozessen, *Bulletin des médecins suisses*, vol. 32/33, 2005, p. 1940.
- * VOSER N., Aktuelle Probleme zivilrechtlicher Verjährung bei körperlichen Spätschäden aus rechtsvergleichender Sicht, *Recht*, 4/2005, p. 121.
- * WEBER M., Die Rechtsmedizin – Königin oder Hure der Strafjustiz ?, *Recht*, 3/2005, p. 147.
- * WENGER D.R., Gesundheitsschäden durch Mobilfunkanlagen : Zur juristischen Bewältigung wissenschaftlicher Ungewissheit In Deutschland und der Schweiz, *AJP/PJA*, 10, 2005, p. 1171.

Santé mentale et psychique

- * BRUNNER M., Psychiatrische Gutachter agieren im rechtsfreien Raum, *Plädoyer* 3/2005, p. 36.
- * ETTER M., Diagnostics d'adultes souffrant de troubles psychiques chroniques – effets escomptés de soins apportés dans le cadre de mesures tutélaires, *Revue du droit de tutelle*, 2005, p. 101.
- * FELDER H., Aspekte der Betreuung von chronisch psychisch kranken Erwachsenen im Rahmen von vormundschaftlichen Massnahmen, *Revue du droit de tutelle*, 2005, p. 101.
- * GASSMANN J., Partnerschaft, Sexualität und Recht, *Pro mente sana*, 3, 2005, p. 25.
- * HUBSCHMID T., Krankheitsbilder von chronisch psychisch kranken Erwachsenen – psychiatrische Behandlung und Erwartungen an die Betreuung im Rahmen von vormundschaftlichen Massnahmen, *Revue du droit de tutelle*, 2005, p. 101.
- * NORDMANN M., Les adultes souffrant de troubles psychiques chroniques, *Revue du droit de tutelle*, 2005, p. 101.

SIDA, lutte contre les épidémies

- * CEREGHETTI A., Autour de la pénalisation de la transmission du sida, *Plädoyer*, 5/2005, p. 56.

Systeme de santé, politique de la santé

- * FREI A., Struktur und Aufbau, *Lehrgang Gesundheitswesen Schweiz*, n° 1.3, 2005, p. 1.
- * HARTMANN K., Vom Recht auf Existenzsicherung zur Nothilfe – eine Chronologie, *ZBl.* 8/2005, p. 410.
- * OGGIER W., Gesundheitswesen Schweiz, Gesundheitssysteme International, *Lehrgang Gesundheitswesen Schweiz*, 3.1, 2005, p. 1.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

- * CAVE (COLLECTIF D'AUTEURES), *Drogues et voyages : précis touristiques des substances et des risques liés à leur consommation*, Georg, Genève 2005.
- * EBNER G., ET AL. HRSG., *Psychiatrie und Recht = Psychiatrie et droit*, Genève [etc.], Schulthess, 2005.
- * KAHIL-WOLFF B., WYLER R. (ED.), *Assurance sociale, responsabilité de l'employeur, assurance privée / Psychothérapie déléguée / LAMal : soins à domicile, soins en EMS*, Berne [...], Stämpfli, 2005.
- * *Le marché du médicament en Suisse*, éd. 2005, Bâle, Interpharma, 2005.
- * POLEDNA T., KIESER U. (HRSG.), *Gesundheitsrecht*, (Schweizerisches Bundesverwaltungsrecht Bd. VIII), Helbing & Lichtenhahn, Basel [etc.], 2005.
- * RIEMER-KAFKA G. (HRSG.), *Medizinische Gutachten : Tagungsband*, Zürich [etc.], Schulthess, 2005.
- * ROSATTI P. (sous la dir. de.), *L'expertise médicale, vol. 2*, Médecine & Hygiène, Genève, 2005.
- * *La santé publique en Suisse : prestations, coûts, prix*, éd. 2005, Bâle, Interpharma, 2005.
- * THOMMEN M., *Medizinische Eingriffe an Urteilsunfähigen und die Einwilligung der Vertreter : eine strafrechtliche Analyse der stellvertretenden Einwilligung*, Bâle [etc.], Helbing & Lichtenhahn, 2004.

Législation/ Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

- * Conseil de l'Europe. Recommandation Rec(2006)4 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la recherche utilisant du matériel biologique d'origine humaine (adoptée par le Comité des Ministres le 15 mars 2006, lors de la 958e réunion des Délégués des Ministres).
- * Conseil de l'Europe. Recommandation Rec(2006)2 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les Règles pénitentiaires européennes (adoptée par le Comité des Ministres le 11 janvier 2006, lors de la 952e réunion des Délégués des Ministres).
- * Conseil de l'Europe. Résolution ResAP(2005)4 sur les produits cosmétiques solaires, pour une meilleure protection du consommateur(adoptée par le Comité des Ministres le 1er décembre 2005,lors de la 949e réunion des Délégués des Ministres).
- * Conseil de l'Europe. Recommandation 1731 (2006)1. Contribution de l'Europe pour améliorer la gestion de l'eau. Texte adopté par l'Assemblée le 24 janvier 2006 (2e séance).

II. Droit communautaire / Europarecht

(JOCE L 289 de 2005 à L 058 du 28 février 2006

et JOCE C 272 de 2005 à C 050 du 28 février 2006)

Droit édicté/

Erlassenes Recht

- * Règlement (CE) no 1905/2005 du Conseil du 14 novembre 2005 modifiant le règlement (CE) no 297/95 concernant les redevances dues à l'Agence européenne des médicaments, JO L 304 du 17 novembre 2005.
- * Règlement (CE) no 2049/2005 de la Commission du 15 décembre 2005 arrêtant, conformément au règlement (CE) no 726/2004 du Parlement européen et du Conseil, les dispositions relatives aux redevances versées par les micro, petites et moyennes entreprises à l'Agence européenne des médicaments et à l'aide administrative que celle-ci leur accorde, JO L 329 du 16 décembre 2005.
- * Directive 2005/94/CE du Conseil du 20 décembre 2005 concernant des mesures communautaires de lutte contre l'influenza aviaire et abrogeant la directive 92/40/CEE, JO L 10 du 14 janvier 2006.
- * Directive 2006/17/CE de la Commission du 8 février 2006 portant application de la directive 2004/23/CE du Parlement européen et du Conseil concernant certaines exigences techniques relatives au don, à l'obtention et au contrôle de tissus et de cellules d'origine humaine, JO L 38 du 9 février 2006.

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

- * Avis du Comité économique et social européen sur la Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant l'octroi de licences obligatoires pour des brevets visant la fabrication de produits pharmaceutiques destinés à l'exportation vers des pays connaissant des problèmes de santé publique [COM(2004) 737 final — 2004/0258 (COD)], JO C 286 du 23 novembre 2005.
- * Décision de la Commission du 2 décembre 2005 concernant la non-inscription de l'endosulfan à l'annexe I de la directive 91/414/CEE du Conseil et le retrait des autorisations accordées aux produits phytopharmaceutiques contenant cette substance active [notifiée sous le numéro C(2005) 4611], JO L 317 du 3 décembre 2005.
- * Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er novembre 2005 au 19 novembre 2005 (Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement (CEE) no 2309/93 du Conseil, JO C 334 du 30 décembre 2005.
- * Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er novembre 2005 au 19 novembre 2005 — Décision(s) prise(s) en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE, JO C 334 du 30 décembre 2005.

- * Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 20 novembre 2005 au 30 novembre 2005 (Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE) JO C 334 du 30 décembre 2005.
- * Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 décembre 2004 au 15 janvier 2005 (Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement (CEE) no 2309/93 du Conseil, JO C 334 du 30 décembre 2005.
- * Décision de la Commission du 30 janvier 2006 modifiant la décision 2005/731/CE établissant des dispositions supplémentaires relatives à la surveillance de l'influenza aviaire chez les oiseaux sauvages [notifiée sous le numéro C(2006) 135], JO L 27 du 1er février 2006.
- * Appel à propositions 2006 — Programme d'action communautaire dans le domaine de la Santé publique (2003-2008), JO C 37 du 14 février 2006.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.

Droit édicté/

Erlassenes Recht

Espagne / Spanien

- * Loi n° 28/2005 du 26 décembre 2005 portant mesures sanitaires contre le tabagisme et réglementant la vente, la distribution et la consommation des produits du tabac ainsi que la publicité en leur faveur, *Boletín Oficial del Estado*, 27 décembre 2005, n° 309, p. 42241 à 42250, texte N° 21261.

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

- * Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), du 18 mars 1994. Modification du 16 décembre 2005 (art. 105a LAMal et 82a Loi sur l'asile : requérants d'asile et personnes admises provisoirement plus prises en compte dans le système de compensation des risques), délai référendaire jusqu'au 6 avril 2006, FF 2005 6975.
- * Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal), du 27 juin 1995. Modification du 9 novembre 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006 (art. 8, 37, 85, 85a, 90 [conséquences d'un retard de paiement des primes], 103 et 105), RO 2005 5639.
- * Ordonnance sur la compensation des risques dans l'assurance-maladie (OCoR), du 12 avril 1995. Modification du 9 novembre 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006, RO 2005 5643.
- * Ordonnance du DFI sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins, OPAS), du 29 septembre 1995.
 - *Errata* (art. 18 al. 2) de la modification du 2 juillet 2002 (RO 2002 3013) par la Chancellerie fédérale le 15 novembre 2005, RO 2005 5021.
 - Modification du 9 novembre 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006 (art. 13, diagnostic prénatal ; art. 38a, quote-part des médicaments ; art. 40 écoles reconnues de chiropratique), RO 2006 23.
 - Modification du 12 décembre 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006 (art. 38a, quote-part des médicaments), RO 2006 21.
- * Ordonnance du DFI relative aux primes moyennes cantonales en 2006 de l'assurance obligatoire des soins pour le calcul des prestations complémentaires, du 25 octobre 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006 et jusqu'au 31 décembre 2006, RO 2005 5197.
- * Ordonnance concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie en faveur des rentiers qui résident dans un Etat membre de la Communauté européenne, en Islande ou en Norvège (ORPMCE), du 3 juillet 2001. Modification du 9 novembre 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006, RO 2005 6645.
- * Ordonnance du DFI sur les indices du niveau des prix et sur les primes minimales 2006 permettant de calculer la réduction de primes dans la Communauté européenne, en Islande et en Norvège, du 13 décembre 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006 et jusqu'au 31 décembre 2006, RO 2006 61.

- * Constitution de l'Organisation mondiale de la santé du 22 juillet 1946. Amendements aux articles 24 et 25, entrés en vigueur pour tous les Etats membres le 15 septembre 2005, RO 2006 829.
- * Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, du 20 décembre 1988, Entrée en vigueur pour la Suisse le 13 décembre 2005, RO 2006 531.
- * Arrêté fédéral concernant la Convention internationale contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, du 16 mars 2005 (approbation de la Convention avec deux réserves), RO 2006 529.
- * Ordonnance fixant les taxes et indemnités relatives aux examens fédéraux des professions médicales, du 12 novembre 1984. Modification du 22 décembre 2004, approuvée par Arrêté de l'Assemblée fédérale du 2 juin 2005 (FF 2005 6513), en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006, RO 2005 5255.
- * Ordonnance sur les denrées alimentaires et les objets usuels (ODAIUOs), du 23 novembre 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006, RO 2005 5451 (voir aussi les multiples ordonnances d'exécution spéciales, entrant en vigueur à la même date, RO 2005 5749 à 6641.
- * Ordonnance du DFI sur les mesures à prendre par le Service sanitaire de frontière, du 9 décembre 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006, RO 2005 6643.
- * Ordonnance du DFI sur les déclarations de médecin et de laboratoire, du 13 janvier 1999. Modification du 16 janvier 2006, en vigueur dès le 1^{er} février 2006, RO 2006 105.
- * Ordonnance d'exécution de la loi fédérale sur la lutte contre la tuberculose, du 20 juin 1930. Abrogation du 11 janvier 2006 portant effet le 1^{er} juin 2006, RO 2006 371.
- * Ordonnance sur les épizooties, du 27 juin 1995. Modification du 23 novembre 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006, RO 2005 5647.
- * Ordonnance de l'OVF (2/05) instituant des mesures temporaires à la frontière pour lutter contre la peste aviaire classique, du 31 octobre 2005, entrée en vigueur le 31 octobre 2005 à 17 heures (!), RO 2005 4931. Modification du 15 février 2006, en vigueur dès le 20 février 2006, RO 2006 745.
- * Ordonnance instituant des mesures préventives urgentes destinées à empêcher l'introduction de la peste aviaire classique en Suisse, du 15 février 2006, en vigueur dès le 20 février 2006, RO 2006 741.
- * Ordonnance du DDPS concernant les produits et méthodes de dopage (Ordonnance sur les produits dopants), du 31 octobre 2001. Modification du 21 décembre 2005 (nouvelle version de l'annexe), en vigueur dès le 1^{er} février 2006, RO 2006 69 et RO 2006 199 pour l'*errata* quant à la date.

- Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques sur les stupéfiants et les substances psychotropes (Ordonnance de Swissmedic sur les stupéfiants, OStup-Swissmedic), du 12 décembre 1996. Modification du 22 septembre 2005, (nouvelle version des appendices), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006, RO 2005 4961.
- Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édition de la pharmacopée, du 9 novembre 2001. Modification du 26 janvier 2006, en vigueur dès le 1^{er} avril 2006, RO 2006 801.

**Messages, Rapports et Décisions Officiels /
Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse**

[FF/BBL 2005 n° 44-51 et 2006 n° 1-9 (7 mars 2006)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

- * Initiative populaire fédérale "pour un accès libre aux compléments alimentaires (initiative sur les vitamines)". Expiration du délai, selon communication de la Chancellerie fédérale du 28 octobre 2005, FF 2005 6197.
- * Initiative populaire fédérale «Pour un financement raisonnable de la politique de la santé». Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale du 10 janvier 2006, FF 2006 841.
- * Réduction de primes dans l'assurance-maladie. Subsidés de la Confédération et des cantons; modèle de répartition pour l'année 2006 frontaliers inclus. Communication de l'OFSP du 29 novembre 2005, FF 2005 6475.
- * Message concernant la modification de la loi sur les brevets (protection des inventions biotechnologiques) et l'arrêté fédéral portant approbation du Traité sur le droit des brevets et du Règlement d'exécution, du 23 novembre 2005, FF 2006 1 (et *errata*, FF 2006 833).
- * Message concernant l'initiative populaire «Pour une caisse maladie unique et sociale», du 9 décembre 2005 (le Conseil fédéral propose un arrêté recommandant le rejet de l'initiative : FF 2006 751), FF 2006 725.
- * Message relatif à la loi sur l'usage de la contrainte et des mesures policières dans les domaines relevant de la compétence de la Confédération. (Loi sur l'usage de la contrainte, LUSC), du 18 janvier 2006 (aspects médicaux : art. 22ss), FF 2006 2429.
- * Stratégie du Conseil fédéral pour une société de l'information en Suisse, janvier 2006, FF 2006 1845 (spécialement p. 1851s pour la cybersanté).

- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans le domaine de la médecine et de la santé publique, accordée à l'Hôpital psychiatrique cantonal de Marsens, du 7 mars 2006, FF 2006 2625.
- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet « *Neuroendokrine Tumore Ostschweiz* », du 29 novembre 2005, FF 2005 6476.
- * Ordonnance sur les dispositifs médicaux (ODim). Normes techniques pour les dispositifs médicaux. Communication de Swissmedic du 21 février 2006, FF 2006 2073.
- * Augmentation du nombre de rentes versées par l'assurance-invalidité : vue d'ensemble des facteurs conduisant à l'augmentation du nombre de rentes et rôle joué par la Confédération. Rapport de la Commission de gestion du Conseil des Etats, du 19 août 2005, FF 2006 2195 (sur le même thème, voir aussi FF 2006 2221, 2277, 2339 et 2359).
- * Procédure de consultation du DFI sur la révision complète du Règlement sanitaire international (RSI) de l'OMS (jusqu'au 28 février 2006). Communication de la Chancellerie fédérale du 20 décembre 2005, FF 2005 6659.
- * Procédure de consultation du DFI. Article constitutionnel et loi fédérale relative à la recherche sur l'être humain (jusqu'au 31 mai 2006). Communication de la Chancellerie fédérale du 14 février 2006, FF 2006 1859.
- * Communication de la Commission de la concurrence. Enquête contre les prestataires de services et les assureurs maladie ainsi que contre le département de la santé et des affaires sociales du canton de Lucerne, du 21 février 2006, FF 2006 2106.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait du “Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin”, n° 4/2005 & 5/2005 avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

Fribourg / Freiburg

- * Loi sur l'aide et les soins à domicile (LASD) du 08.09.2005, entrée en vigueur le 01.01.2006 ROF/ASF 2005_086.

Grisons / Graubünden

- * Gesetz über das Gesundheitswesen des Kantons GR (Gesundheitsgesetz) vom 02.12.1984 (Änderung: Mehrere Artikel), vom 28.06.2005, in Vorbereitung auf Stufe Parlament Botschaft 2005-2006, Heft 8, S. 815.

Jura

- * Ordonnance du 08.05.2001 concernant la Fondation pour l'Aide et Soins à domicile (Modification : Art. 26-28 II) du 20.09.2005, entrée en vigueur le 01.01.2005, Journal officiel 2005, No 35, p. 530.

Obwald / Obwalden

- * Gesundheitsgesetz vom 20.10.1991 (Änderung: § 15,18, Titel, II, III & 23 I; § 16 aufgehoben).

Thurgovie / Thurgau

- * Gesetz über das Gesundheitswesen vom 05.06.1985 (Änderung: § 4a neu, 8, 9 I) (Eingeführt gemäss G über die Bewältigung von ausserordentlich Lagen), vom 27.09.2004, in Kraft ab 01.09.2005.

Tessin

- * Lei sulla promozione salute e il coordinamento sanitario (L sanitaria) del 18.04.1989 (Modifica: Art. 13), del 22.06.2005, entrata en vigore il 19.08.2005, BU 2005, 261.
- * Lei cantonale di applicazione della protezione della LF sulla protezione dell'ambiente (RLaLPAmb).
- * R generale della Lei cantonale di applicazione della LF sulla protezione dell'ambiente (RLaLPAmb).

Vaud / Waadt

- * Loi du 29.05.1985 sur la santé publique (Modification: Art. 16 VI, édiction de Règlement d'exécution par les communes), du 03.05.2005, entrée en vigueur le 01.07.2005, FAO 2005, No 41, p. 13.
- * Loi d'aide aux personnes recourant à l'action médico-social (LAPRAMS) (Abrogerait la Loi d'aide aux personnes recourant à l'hébergement médico-social du 11.12.1991, LAPREHMS) (EMPL avec rapport du CE au GC sur la motion demandant au CE de définir, en collaboration avec les associations actives dans ce domaine, son rôle à l'endroit du mouvement associatif dans la politique gérontologique cantonale), du 06.07.2005, en préparation au niveau du parlement, Projet 2005, No 280, p. 59.

Zoug / Zug

- * VV zum BG über die Bekämpfung übertragbarer Krankheiten des Menschen vom 08.07.1980 (Änderung: § 15 aufgehoben), vom 26.04.2005, rückwirkende Inkraftsetzung ab 01.01.2004, GS 28, 333.

Zürich / Zurich

- * Reglement über die Heilmittel im klinischen Versuch vom 18.11.1993 (Aufhebungen).

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

Suisse / Schweiz

- * ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES
Soins palliatifs : directives médico-éthiques de l'ASSM, approuvées par le Sénat de l'ASSM, le 24 novembre 2005 (1^{ère} publ. pour mise en consultation).
- * ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES
Droits des patientes et patients à l'autodétermination : principes médico-éthiques de l'ASSM, approuvés par le Sénat de l'ASSM, le 24 novembre 2005.
<http://www.samw.ch/>

Etranger / Ausland

France / Frankreich

- * COMITE CONSULTATIF NATIONAL D'ETHIQUE
Refus de traitement et autonomie de la personne : avis n°87 du 14 avril 2005,
Droit déontologie & soin, vol. 5, n° 4, décembre 2005, p. 499.

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

(<http://www.echr.coe.int>)

- * ACEDH Tekin Yildiz c. Turquie du 11 novembre 2005, Requête n° 22913/04.
Article 3 CEDH. Réincarcération d'un condamné souffrant du syndrome de Wernicke-Korsakoff:
- * ACEDH Mathew c. Pays-Bas du 29 septembre 2005, Requête n° 24919/03.
Article 3. Conditions de détention dans un établissement correctionnel et allégations de mauvais traitements et d'absence de soins médicaux.
- * Europäische Grundrechte Zeitschrift (EuGRZ), 32. Jg, H. 19-21, 2005, p. 568.
Urteil vom 8. Juli 2004, in englischer und französischer Sprache ausgefertigt (Grosse Kammer). Beschwerde Nr. 53924/00 (eingelegt am 20.12.1999). Vo gegen Frankreich.
Straflosigkeit des Arztes bei Schädigung des Fötus durch Operations an falscher Patientin keine Verletzung des Rechts auf Leben. Definition des „Menschen“ i.S.v. Art. 2 EMRK offen. Beurteilungsspielraum der Staaten.
- JACC 69.129 Schneiter c / Suisse.
Placement en cellule d'isolement et médication forcée ordonnés sur la base de l'art. 28 de la Constitution du canton de Berne (clause générale de police). Base légale. Extrait de la décision rendue par la Cour eur. DH le 31 mars 2005, déclarant irrecevable la req. n° 63062/00.
- JAAC 69.131 Contardi c / Suisse.
Communication au requérant, à titre d'information seulement, des observations introduites par le tribunal cantonal, l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) et la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents (CNA). Accès au dossier de la procédure devant le Tribunal fédéral des assurances (TFA). Violation de la CEDH. Extrait de l'arrêt rendu par la Cour eur. DH le 12 juillet 2005, affaire Contardi c / Suisse, req. n°7020/02.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

(<http://curia.eu.int/fr/index.htm>)

- Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 8 septembre 2005 dans l'affaire C-191/03 (demande de décision préjudicielle Labour Court): North Western Health Board contre Margaret McKenna. JO C 281 du 12 novembre 2005.
Égalité de rémunération entre travailleurs masculins et travailleurs féminins — Maladie survenant antérieurement au congé de maternité — Maladie liée à l'état de grossesse — Soumission au régime général de congé de maladie — Incidence sur la rémunération — Imputation de l'absence sur le nombre total maximal de jours de congé de maladie rémunérés au cours d'une période déterminée.
- Arrêt de la Cour (sixième chambre) du 20 octobre 2005 dans l'affaire C-505/04: JO C 135 du 10 décembre 2005.
Commission des Communautés européennes contre Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Manquement d'État — Directive 2001/19/CE — Reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres — Infirmier, dentiste, vétérinaire, sage-femme, architecte, pharmacien et médecin — Non-transposition dans le délai prescrit — Gibraltar.
- Conclusions de l'avocat général dans l'affaire C-372/04 Watts: 15 décembre 2005.
Sécurité sociale des travailleurs migrants : L'Avocat général Geelhoed estime incompatible avec le droit communautaire l'actuelle procédure du NHS pour la délivrance des autorisations de se faire soigner à l'étranger.

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

Allemagne / Deutschland

- Medizinrecht, Bd 23, Nr 11, 2005, p. 663. OLG Nürnberg, Urt. v. 24. 3. 2005 – 8 U 3617/04 (LG Regensburg).
In-vitro-Fertilisation nach Tubensterilisation
Zur Frage, ob eine In-vitro-Fertilisation als medizinisch notwendige Heilbehandlung anzusehen ist, wenn die Unfruchtbarkeit der versicherten Frau die Folge einer Tubensterilisation ist, die sie zum Zwecke der Empfängnisverhütung durchführen ließ.
- Medizinrecht, Bd 24, Nr 2, 2006, p. 109. BGH, Urt. v. 13. 10. 2005 – 3 StR 385/04 (LG Wuppertal).
Ruhen der Approbation bei Fortbestehen einer ausländischen Zulassung
Die Befugnis eines Staatsangehörigen eines Mitgliedstaates der Europäischen Union zur vorübergehenden Ausübung des ärztlichen (oder zahnärztlichen)

Berufs in Deutschland wird durch das Ruhen einer ihm etwa erteilten deutschen Approbation nicht berührt.

- Medizinrecht, Bd 24, Nr 2, 2006, p. 109. OLG Hamm, Urt. v. 31. 8. 2005 – 3 U 277/04 (LG Detmold).

Zum Zeitpunkt einer Standardänderung

1. *Ein niedergelassener Gynäkologe, der bei einer 57-jährigen Patientin ohne besondere Risikofaktoren im Jahre 2000 keine Mammographie zur Krebsvorsorge im zweijährigen Intervall veranlasst, handelt (noch) nicht fehlerhaft.*

2. Ein (unterstellt) fehlerhaftes Unterlassen einer Mammographie zur Krebsvorsorge führt nicht zu einer Beweislastumkehr nach den Grundsätzen der Verletzung der Befunderhebungs- und -sicherungspflicht, wenn keine Symptome für eine Erkrankung vorliegen.

Belgique / Belgien

- Revue de droit de la santé, n° 2, 2005-2006, p. 105. Décision arbitrale du 10 décembre 2003.

Loi sur l'euthanasie. Médecin. Destitution pour motifs graves. Motivation explicite et précise de la lettre de préavis. Licenciement irrégulier. Réparation du dommage.

- Revue de droit de la santé, n° 2, 2005-2006, p. 117. Décision arbitrale du 12 mai 2005.

Loi sur l'euthanasie. Licenciement irrégulier. Réparation du dommage. Dommages et intérêts. Importance de l'indemnité de licenciement. Caractère forfaitaire. Non consultation du Conseil médical.

France / Frankreich

- * Dalloz, n° 10, 2006, p. 705, Cour de cassation, 1re civ. 18 oct. 2005.
C'est à bon droit qu'une cour d'appel énonce qu'en absence d'application en la cause de l'art. L. 1142-1 c. santé publ., issu de la loi n°2002-3003 du 4 mars 2002, relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé, le médecin est tenu à l'égard du patient d'une obligation de sécurité de résultat en matière d'infection nosocomiale dont il ne peut se libérer qu'en rapportant la preuve d'une cause étrangère.
- * Revue Droit & Santé, n° 7, septembre 2005, p. 401, CE 5^{ème} et 4^{ème} sous-sections réunies, 9 février 2005, Centre hospitalier Emile-Roux du Puy-en-Velay, n° 25599 ; AJDA, 4 avril 2005, 743.
De la marge d'erreur habituelle en matière de diagnostic prénatal : absence de faute caractérisée.
- * Revue Droit & Santé, n° 7, septembre 2005, p. 451, Cass. 2^{ème} civ., 24 mai 2005, n° 03.30.480.
Traumatismes psychologiques : accidents du travail ou maladie professionnelle ?
- * Revue Droit & Santé, n° 8, novembre 2005, p. 505, CE, 1^{er} juillet 2005, n° 068661, Cass. 1^{ère} civ., 14 juin 2005, pourvoi n° 04-10909, CA Paris, 17 juin 2005, n° 274504 (commentés).

L'obligation d'information est le devoir incombant à la partie qui détient une information utile à l'autre partie de la lui délivrer, si cette information peut avoir une influence sur son consentement. « Celui qui sait » a l'obligation d'informer « celui qui ne sait pas ».

- * Revue Droit & Santé, n° 8, novembre 2005, p. 515, CA Aix-en-Provence, 23 mars 2005.
Infection nosocomiale, cause étrangère et perte d'une chance.
- * Revue Droit & Santé, n° 8, novembre 2005, p. 519, Cass. 1^{ère} civ. 5 juillet 2005, pourvoi n° 04-10892.
Perte d'une chance, lien variable de causalité.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.jaac.admin.ch>. La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante :

<http://www.bger.ch/> et sur <http://www.bag.admin.ch/kv/rkuv/f/> pour les arrêts concernant les assurances maladie et accident.

- * Arrêt du Tribunal fédéral 4C.178/2005 du 20 décembre 2005.
Naissance d'un enfant suite à une stérilisation fautivement omise. Admission d'un dommage. Etendue et calcul de la réparation due aux parents.
- * ATF 131 II 670 – Arrêt de la 2^e Cour de droit public du 17 octobre 2005.
Mesures urgentes de police sanitaire prises par l'OFSP pour combattre le SRAS lors de la foire internationale d'horlogerie de Bâle. Pas de contrôle du contenu de mesures devenues sans objet. Admission de la compétence du Conseil fédéral (art. 10 LEpid) et du pouvoir de l'OFSP (Ordonnance SRAS) de prendre les mesures.
- * ATF 131 III 542 – Arrêt de la 2^e Cour civile du 23 juin 2005.
Celui qui affirme être médecin alors qu'il ne possède aucun diplôme de médecin et a obtenu frauduleusement l'autorisation de pratiquer sur présentation d'un faux diplôme étranger commet une réticence (art. 6 LCA).
- * ATF 131 IV 145 – Arrêt de la Cour de cassation du 18 mai 2005.
Piéton renversé par un véhicule automobile et qui décède deux semaines plus tard d'un accident cardiaque. Homicide par négligence (117 CP) admis car un état de santé déficient ou une prédisposition constitutionnelle ne constituent pas une circonstance propre à rompre le lien de causalité adéquate.

- ✱ ATF 131 V 174 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 8 avril 2005.
L'exemption de l'assurance obligatoire des soins (art. 6 al. 3 LAMal) peut être demandée par les anciens fonctionnaires d'organisations internationales ayant non seulement leur siège en Suisse mais aussi à l'étranger.
- ✱ ATF 131 V 178 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 18 mars 2005.
Conditions du droit aux prestations de personnes atteintes dans leur santé psychique pour des soins extra-hospitaliers, en général et dans les hypothèses de l'art. 7 al. 2 let. a-c OPAS.
- ✱ ATF 131 V 191 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 18 avril 2005.
Inapplicabilité de l'art. 89 LAMal (compétence du Tribunal arbitral, représentation de l'assuré par l'assureur) en l'absence de litige entre un assureur et un fournisseur de prestations. Délimitation d'un tel litige. Interprétation de la notion de tiers garant : la même prestation ne peut pas être prise en charge en partie selon le système du tiers garant et en partie selon celui du tiers payant.
- ✱ ATF 131 V 202 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 3 mai 2005.
Soumission à la LAMal d'un indépendant travaillant à Genève indépendamment de son domicile, en l'absence de demande d'exemption selon l'ALCP. La réglementation cantonale sur la réduction des primes, fondée sur l'art. 65a LAMal, constitue du droit cantonal autonome et, à ce titre, est soustraite au recours de droit administratif devant le Tribunal fédéral.
- ✱ ATF 131 V 263 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 13 juillet 2005.
Le droit au remboursement de frais d'un traitement dentaire (art. 8 al. 3 OMPC) ne peut pas être limité à Fr. 3'000 si un devis n'a pas été préalablement adressé à l'organe compétent et si le bénéficiaire de prestations complémentaires prouve que le traitement est simple, économique et adéquat.
- ✱ ATF 131 V 271 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 19 août 2005.
Un traitement proposé à l'étranger et non disponible en Suisse n'est pas couvert si un autre traitement disponible en Suisse n'entraîne pas de risques importants et notablement plus élevés. La seule diminution des risques de récurrence, du reste difficile à évaluer, n'est pas suffisante pour justifier la prise en charge par l'assurance obligatoire des soins.
- ✱ ATF 131 V 279 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 29 août 2005.
Un cumul des motifs (maladie + cessation de tâches d'assistance) de libération des conditions relatives à la période de cotisation à l'assurance chômage (art. 14 LACI) est admis. La Circulaire relative à l'indemnité de chômage du SECO est dès lors contraire à la loi en son chiffre B 148.
- ✱ ATF 131 V 338 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 21 septembre 2005.
L'assurance obligatoire des soins doit prendre en charge la transplantation du foie d'un donneur vivant.

- ✱ ATF 131 V 349 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 21 septembre 2005.

L'utilisation d'un médicament figurant sur la liste des spécialités pour des indications médicales non approuvées par Swissmedic ou avec des dosages dépassant la mesure admise n'ouvre pas droit, sauf exceptions, à la prise en charge par l'assurance obligatoire des soins.
- ✱ ATF 131 V 472 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 14 septembre 2005.

L'assureur doit rendre l'assuré attentif au fait que son comportement pourrait mettre en péril la réalisation de l'une des conditions du droit aux prestations (art. 27 al. 2 LPGA ; in casu, assurance chômage). L'omission d'un conseil doit être traitée comme la délivrance d'une fausse information. L'assureur en répond dès lors selon le principe de la confiance, tiré de la bonne foi.
- ✱ ATF 131 V 74 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 8 avril 2005 (également dans RAMA 5/2005, p. 352).

La possibilité de demander l'exemption de l'assurance obligatoire (art. 6, al. 3 OAMal) n'est pas réservée aux seuls anciens fonctionnaires d'organisations internationales ayant leur siège en Suisse. Elle est également reconnue aux anciens fonctionnaires d'organisations ayant leur siège à l'étranger.
- ✱ ATF 131 V 202 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 3 mai 2005 (également dans RAMA 5/2005, p. 353).

Lorsque l'intéressé n'a pas fait usage de son droit d'option selon l'ALCP, la question de son domicile en relation avec l'obligation d'assurance selon la LAMal et d'une éventuelle exemption en vertu du droit communautaire ne se pose pas. En matière de réduction des primes de l'assurance-maladie, la réglementation cantonale édictée sur la base de l'article 65a LAMal constitue en principe du droit cantonal autonome. La voie du recours de droit administratif devant le TFA n'est pas ouverte contre un jugement cantonal de dernière instance rendu en application d'une telle réglementation.
- ATF 131 II 413 – Arrêt du Tribunal fédéral du 9 mai 2005 (également dans RAMA 5/2005, p. 337).

La transmission, par le médecin-conseil de l'assureur, du dossier médical de l'assuré à un médecin consultant spécialisé est autorisée par l'article 84 LAMal. Sauf exception, elle ne nécessite ni le consentement de l'assuré, ni une information préalable.
- ATF 131 V 271 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 19 août 2005 (également dans RAMA 5/2005, p. 372).

Les coûts d'une opération fournie à l'étranger ne sont pas à charge de l'assurance-maladie obligatoire lorsque la mesure thérapeutique disponible en Suisse n'entraîne pas de risque important et notablement plus élevé pour le patient (par rapport au traitement à l'étranger). Le fait que le traitement proposé à l'étranger et non disponible en Suisse diminue les risques de récurrence – dans une mesure difficile à évaluer – n'est pas suffisant pour justifier une prise en charge au sens de la LAMal.

- ATF 131 V 338 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 21 septembre 2005 (également dans RAMA 6/2005, p. 409).
Les coûts d'une transplantation du foie d'un donneur vivant sont à charge de l'assurance obligatoire des soins.
- ATF 131 V 349 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 21 septembre 2005 (également dans RAMA 6/2005, p. 417).
L'utilisation de médicaments pour des indications médicales non approuvées par Swissmedic et/ou avec des dosages dépassant la mesure admise n'ouvre pas droit, sauf exceptions, à la prise en charge par l'assurance obligatoire des soins.
- * AJP/PJA n° 12, 2005, p. 1541. TFA 28.9.2005 (Arrêt K 107/04) avec commentaire de J.- M. Duc.
Calcul de surindemnisation 69 LPGA (78 LAMal – 122 aLAMal). Cumul IJ-LCA et IJ-LAMal – Coordination intersystématique. Pas d'interdiction de surindemnisation dans les assurances sociales.
- * Plädoyer n° 1, 2006, p. 64. TFA 12.10.2005 (Arrêt I 8/04) avec commentaire de J.- M. Agier.
Assurance-invalidité. Révision et reconsidération. Rappel des règles.
- * Plädoyer n° 1, 2006, p. 67. TFA 24.10.2005 (Arrêt U 257/04) avec commentaire de M. Aliotta.
Reconnaissance d'un droit à des prestations de l'assurance-accidents pour une victime de l'amiante et ses héritiers.
- * Die Praxis, Heft Juli 2005, Nr. 82, p. 614, Invalidenversicherung.
Anpassung laufender Leistungen nach In-Kraft-Treten des FZA (Art. 8 lit. c FZA und Art. 1 Abs. 1 Anhang II FZA; Art. 2 Abs. 1, 94 Abs. 1, 95 Abs. 1 und 5-7 des Verordnung N., 1408/71; Art. 118 des Reglements Nr. 574/72)
- RAMA 5/2005, p. 339 – Décision du Conseil fédéral du 11 mai 2005 (KV 338).
Un dépassement du tarif-cadre, fixé à l'article 9a, alinéa 2 OPAS, est admissible jusqu'à l'entrée en vigueur de la disposition transitoire de la LAMal, dans le cas où la transparence des coûts est complète. Lorsqu'il n'est pas possible aux assureurs-maladie, faute de transparence des coûts, de rembourser entièrement toutes les prestations de l'assurance de base, les coûts qui ne sont pas couverts ne peuvent pas être facturés aux assurés.
- RAMA 5/2005, p. 358 – Arrêt du TFA du 22 juillet 2005 (K 114/03).
La jurisprudence rendue sous la LAMA (ATF 110 V 183), qui n'octroyait pas aux assurés – mais en revanche aux caisses maladie – la possibilité de procéder à la compensation des prestations assurées échues avec les primes impayées, est également applicable sous la régime de la LAMal.
- RAMA 5/2005, p. 360 – Arrêt du TFA du 2 août 2005 (K 34/04).
Description des conditions relatives au domicile selon les articles 23ss CC et 20 LDIP.

- RAMA 5/2005, p. 366 – Arrêt du TFA du 17 août 2005 (K 4/04). Arrêt 2 P.134/2003 du 6 septembre 2004 en la cause Société vaudoise de médecine, association des médecins assistants et chefs de clinique section Vaud, A. et B. c. Conseil d'Etat du canton de Vaud.
Le traitement chirurgical d'un défaut esthétique sous la forme d'une hypoplasie bilatérale très prononcée constitue une prestation à charge des caisses-maladie.
- RDAF, n° 2, 2005, p. 182. Arrêt du 12 avril 2005, A. c. Ville de X. et Tribunal administratif du canton de Neuchâtel 4p. 283/2004.
Limitation de l'admission de pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire. recours de droit public. Contrôle de la constitutionnalité d'un arrêté cantonal. Liberté économique. Egalité de traitement entre concurrents. Liberté de mouvement. liberté d'établissement. Droit au respect de la vie privée et familiale. protection de la bonne foi. Accord sur la libre circulation des personnes.
- RDAF, n° 3-4, 2005, p. 375.
Responsabilité de l'Etat pour l'activité des médecins. Droit d'être entendu. Arbitraire.
- * SJZ, 101 (2005), n° 23, p. 556, ATF C.192/04 du 14 septembre 2005.
L'art. 27 LPGA prévoit un devoir de renseigner (des assureurs et des organes d'exécution des diverses assurances sociales) étendu et représente de ce fait une importante nouveauté. Cette norme est inspirée du § 14 du Code social allemand et a pour but de montrer de manière positive à l'ayant droit le moyen par lequel il obtiendra la prestation prévue par la loi.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

Appenzell Ausserrhoden / Appenzell Rhodes extérieures

- * Ausserhodische Gerichts- und Verwaltungspraxis, AR GVP, 16/2004 p. 61 n° 2238, VGer 23.06.2004, N. 35.2003.5.
Unfallversicherung. Natürlicher Kausalzusammenhang zwischen Unfallereignis (Zeckenbiss) und dem Eingetretenen Gesundheitsschaden (hier verneint).

Berne / Bern

- * Bernische Verwaltungsrechtsprechung, 2005, p. 301. Auszug aus dem Urteil des Verwaltungsgerichts vom 9. November 2004 i.S. X. (VGE 21810).
Droit de la protection de données. Droit de consulter les dossiers médicaux. Les services psychiatriques constituent une clinique publique du canton et sont considérés comme une autorité au sens du droit cantonal. Au vu du dossier, il s'avère impossible de déterminer si une restriction à la consultation et à la remise de documents est justifiée.

Genève / Genf

- * Semaine judiciaire, vol. 1, n° 38, 2005, p. 565. Cour de cassation pénale, audience du 18 mai 2005.

Homicide par négligence. Lien de causalité adéquate entre un accident et le décès de la victime. Etat de santé déficient ou prédisposition chez la victime. La causalité adéquate est donnée lorsque le comportement de l'auteur est objectivement propre à entraîner le résultat qui s'est produit ou en à favoriser l'avènement.

Le lien de causalité n'est rompu que si le résultat est dû à une cause concomitante tout à fait exceptionnelle, qui relègue à l'arrière plan le comportement de l'auteur.

Un état de santé déficient ou une prédisposition chez la victime ne constitue pas une circonstance propre à rompre le lien de causalité.

Note : suite de l'arrêt ATF 130 IV 90.

Grisons / Graubünden / Grigioni

- * Praxis des Kantonsgerichts von Graubünden, PKG, 2004 p. 114, n° 20, VB 04 1, Urteil vom 17. März 2004.

Gesundheitsgesetz : Notfalldienst der öffentlichen Apotheken (Art. 44 Gesundheitsgesetz). Der rund um die Uhr aufrecht zu erhaltende Notfalldienst zur Sicherstellung der pharmazeutischen Versorgung umfasst nicht nur die Versorgung mit rezeptpflichtigen Medikamenten in medizinischen Notfällen, sondern auch die Versorgung mit Medikamenten aus dem Bereich der Selbstmedikation.

Jura

Recueil de jurisprudence du canton du Jura, RJJ III 2004 p. 310. Tribunal cantonal - Chambre des assurances.

Assuré atteint d'ostéoporose sur paraplégie. Fractures du fémur lors du transfert de sa chaise roulante, Reus de prise en charge du cas par l'assureur LAA au motif que l'atteinte subie n'est pas due à une cause extraordinaire. Notion de l'accident et des lésions corporelles assimilées à un accident.

Recueil de jurisprudence du canton du Jura, RJJ III 2004 p. 317. Tribunal cantonal - Chambre des assurances.

Réticence. Période pendant laquelle la réticence peut être commise.

Obwald / Obwalden

- * VVGE-OW 2003-2004, Nr. 25 – Entscheid des Regierungsrates vom 9. September 2003 (Nr. 110).

Soweit ein Teil der Kantonsbevölkerung nicht innere nützlicher Frist den Arzt eines Fachbereiches aufsuchen kann, besteht eine medizinische Unterversorgungssituation. Die zumutbare Erreichbarkeitsgrenze für Fachrichtungen, die nicht zur Gesundheitsgrundversorgung gehören, liegt bei einer Reisezeit von mehr als 60 Minuten.

- * VVGE-OW 2003-2004, Nr. 32 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 20. August 2004.

Staatshaftung der Gemeinde, welche die spitalexterne Krankenpflege an einen privaten Verein delegiert hat (Tötung eines betagten Menschen durch einen beim Verein Spitex-Dienste angestellten Krankenpfleger).

- * VVGE-OW 2003-2004, Nr. 38 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 15. September 2003.
Art. 25 KVG : Unter welchen Voraussetzungen ist die Brustoperation zur Korrektur einer Mammahypertrophie Pflichtleistung der Krankenkasse ?
- * VVGE-OW 2003-2004, Nr. 39 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 28. Oktober 2004.
Art. 4 ATSG : Unfallbegriff. Unfall bei Zweikampf an einem Schwingfest wegen fehlender Ungewöhnlichkeit der schädigenden Einwirkung verneint.
- * VVGE-OW 2003-2004, Nr. 40 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 2. Februar 2004.
Kürzung der Unfallversicherungsleistungen an einen Versicherten um 20 %, der als Lenker eines Motorrades in angetrunkenem Zustand Opfer eines Verkehrsunfalls wurde.

Saint-Gall / St. Gallen

- * SJZ, 102 (2006) n° 2, p. 39, Kantonsgericht St. Gallen, Strafkammer, du 17 mai 2004 (GVP 2004 n° 50).
Art. 32 CPS. Un médecin ne peut qu'exceptionnellement se référer au motif de justification supralégal du privilège thérapeutique et, en se fondant sur ce privilège, ne pas révéler un diagnostic à un patient.

Zoug / Zug

- * ZG Gerichts- und Verwaltungspraxis 2004, S. 102 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 9. September 2004 (F 2004/38).
Art. 397a ZGB – Voraussetzungen der Klinikeinweisung oder -zurückbehaltung im Rahmen einer fürsorgerischen Freiheitsentziehung (Geisteskrankheit, Suchterkrankung, schwere Verwahrlosung).
- * ZG Gerichts- und Verwaltungspraxis 2004, S. 116 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 30. Juli 2004 (F 2004/33).
§ 37 ff. und § 50bis Gesundheitsgesetz – Zwangsmassnahmen. Örtliche und sachliche Zuständigkeit zur gerichtlichen Überprüfung von Beschwerden gegen Zwangsmassnahmen. Anforderungen an die Anordnung einer Zwangsmassnahme.
- * ZG Gerichts- und Verwaltungspraxis 2004, S. 119 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 18. Juni 2004 (F 2004/26).
§ 37 Gesundheitsgesetz – Zwangsmassnahmen im Gesundheitswesen. Wann liegt eine anfechtbare Zwangsmassnahme vor?
- * ZG Gerichts- und Verwaltungspraxis 2004, S. 138 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 31. März 2004 (S 2004/3).
Art. 56 Abs. 2 ATSG – Eine Bearbeitungsdauer von 16 Monaten für einen Einspracheentscheid ist auch bei einem besonders komplexen Fall zu lange und stellt eine Rechtsverzögerung dar.

- * ZG Gerichts- und Verwaltungspraxis 2004, S. 142 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 31. März 2004 (S 2003/04).
Art. 39 Abs. 1 ATSG – Mit Inkrafttreten des ATSG wurden die Fristen im Verwaltungsverfahren des Sozialversicherungsrechts einheitlich geregelt. Anderslautende Weisungen des BSV sind nicht mehr anwendbar. Wird eine Eingabe am letzten Tag der Frist der schweizerischen Post übergeben, gilt die Frist als gewahrt.
- * ZG Gerichts- und Verwaltungspraxis 2004, S. 145 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 29. Januar 2004 (S 2003/40).
Art. 38 Abs. 3 ATSG – Fällt der letzte Tag einer Frist auf einen Samstag, einen Sonntag oder einen am Wohnsitz oder Sitz der Partei oder ihrer Vertretung vom kantonalen Recht anerkannten Feiertag, so endet die Frist am nächsten Werktag.

Zurich / Zürich

- * Kassationsgericht, 26. Juli 2004, ZR 104 (2005), p. 286.
Art. 321 StGB. Mangelhaftes Gutachten ; Unverwertbarkeit von Angaben eines vom Gutachter befragten Arztes, der nicht von der ärztlichen Schweigepflicht entbunden wurde ; erforderlicher Hinweis auf das Zeugnisverweigerungsrecht
Voir aussi : Arrêt du Tribunal fédéral du 9 août 2005, 6S.68/2004 et 6P.119/2004.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles /
Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * ENGLAND H. AND AL., The Automated External Defibrillator. Clinical Benefits and Legal Liability, *Journal of American Medical Association*, 295 (2006), pp. 687.
- * FOUASSIER E. ET VAN DEN BRINK H., Médicaments génériques : les avancées jurisprudentielles, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 1/2006, p. 96.
- * GILMORE A. B., COLLIN J., MCKEE M., British American Tobacco's erosion of health legislation in Uzbekistan, *BMJ*, vol. 332, 2006, p. 355.
- * GOSTIN L. O., Pandemic Countermeasures for Pandemic Influenza: Ethics and the Law, *Journal of American Medical Association*, 295 (2006), p. 554.
- * KAROLLUS M., Grenzen bei der Beratung über Arzneimittel, Heilbehelfe und sonstige medizinische Produkte, *Recht der Medizin*, 1/2006, p. 4.
- * LE GAL C., Le mécanisme des importations parallèles à travers le prisme de la jurisprudence communautaire, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 5/2005, p. 732.
- * LAUDE A., Aperçu de la jurisprudence nationale en matière de responsabilité du fait des médicaments défectueux, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 5/2005, p. 743.
- * LOEWENBERG S., US chemical companies leave their mark on EU law, *Lancet*, 367 (2006), p. 556.

- * MACKENZIE R., Reprogenetics and pharmacogenetics : in whose best interests ?, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 2, 2005, p. 343.
- * MEGERLIN F., Le monopole pharmaceutique français face au droit communautaire, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 5/2005, p. 719.
- * OKRESEK W., MRK-Entscheidungen : Zulassung eines Arzneimittels : unabhängiges, unparteiisches Tribunal, *Österreichische Juristen-Zeitung (ÖJZ)*, 01, 2006, p. 36.
- * PEIGNE J., Médicaments et aliments : les affinités conflictuelles, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 5/2005, p. 705.
- * PUTZEYS D. & HERBATSCHKEK N., Transparence et contrôle des relations entre entreprises pharmaceutiques et professionnels de la santé, *Revue de droit de la santé*, n° 2, 2005-2006, p. 91.
- * QUILL T. E. AND AL., The big Chill – Inserting the DES (Drug Enforcement Agency ndr) into End-of-Life Care, *New England Journal of Medicine*, 354 (2006), p. 1.
- * SIEBEN P., Sind die bestehenden Werbebeschränkungen im Heilmittelrecht verfassungsgemäß?, *Medizinrecht*, Bd 23, Nr 11, 2005, p. 637.
- * ZWILLICH T., How Vioxx is changing US drug regulation, *Lancet*, 366 (2005), p. 1763.

Assurances sociales

- * JOST T., The new governance, the open method of coordination and social health insurance in Europe, *Medical law international*, vol. 7, n° 3, 2006, p. 249.
- * VACARIE I., Les tensions entre le droit de la santé et le droit de la sécurité sociale, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 6/2005, p. 899.
- * WALSER C., Neue Krankenversicherung der Niederlande :Bürgerversicherung mit Kopfpauschale und starken Wettbewerbselementen, *Zeitschrift für Rechtspolitik [ZRP]*, 8/2005, p. 273.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * BARBRY E., GRASSET M.-C., La biométrie dans les entreprises est permise sous réserve de certaines précautions, *Gazette du Palais*, n° 5, septembre-octobre 2005, p. 3260.
- * BLAES P., Promotion and enforcement of patients' rights, *Medicine and law*, vol. 23, nr. 3, 2004, p. 289.
- * BURRIS S., Stigma and the law, *Lancet*, 367 (2006), p. 529.

- * CAULFIELD T., Tissue banking, patient rights and confidentiality, *Medicine and law*, vol. 23, nr. 1, 2004, p. 39.
- * DAMM R., Beratungsrecht und Beratungshandeln in der Medizin : Rechtsentwicklung, Norm- und Standardbildung, *Medizinrecht*, Bd 24, Nr 1, 2006, p. 1.
- * DELPRAT L., Du secret médical au secret d'État... ou la justification d'une violation du secret médical par la protection de la liberté d'expression, *Médecine & droit*, vol. 76, 2006, p. 1.
- * DUPRAT J.-P., Protection de la santé publique et liberté, *Revue générale de droit médical*, numéro spécial - La protection de la santé publique, 2005, p. 85.
- * FERNIE G., Consent and the individual detained in custody, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 3, 2005, p. 515.
- * FORGERON J.-F., NACACHE G., Le dossier médical personnel : enjeux et confidentialité (1^{ère} partie), *Gazette du Palais*, n° 5, septembre-octobre 2005, p. 3263.
- * HAGEL B., Arguments against helmet legislation are flawed, *BMJ*, vol. 332, 2006, p. 725.
- * HALAMKA J., Straight from shoulder, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 331.
- * HARICHAUX M., Les droits du malade à l'épreuve des obligations du malade assuré social, *Revue de droit sanitaire et social*, n°1/2006, p. 109.
- * HEYWOOD R., Excessive risk disclosure : the effects of the law on medical practice, *Medical law international*, vol. 7, n° 2, 2005, p. 93.
- * IVERSEN A., Consent, confidentiality and the Data Protection Act, *BMJ*, vol. 332, 2006 p. 165.
- * JONES PM. AND AL., Law Enforcement Interviews of Hospital Patients. A Conundrum for Clinicians, *Journal of American Medical Association*, 295 (2006), p. 822.
- * KAMKAR C., mise en oeuvre de l'article L.1111-6 relatif à la personne de confiance, *Droit, déontologie et soin*, vol. 5, n° 4, décembre 2005, p. 493.
- * KODEK E., RATZ E., ROHRER R., Evidenzblatt der Rechtsmittelentscheidungen : Beendigung eines Probedienstverhältnisses wegen Schwangerschaft, *Österreichische Juristen-Zeitung (ÖJZ)*, 01, 2006, p. 23.
- * LEVY S., Asserting the right to life : a challenge to medical guidance on withdrawing treatment, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 1, 2005, p. 11.

- * LUX-WESSNER C., Die Frage nach dem Beginn des Lebens : EGMR umgeht eine Antwort, *Europäische Grundrechte Zeitschrift (EuGRZ)*, 32. Jg, H. 19-21, 2005, p. 558.
- * MELLO M. M. (guest editor), Medical Malpractice : U.S. and International Perspectives, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2005, p. 414.
- * MICHALOWSKI S., Advance Refusals of Life-Sustaining Medical Treatment: The Relativity of an Absolute Right, *Modern Law Review*, 2005, p. 958.
- * PATERSON R., Protecting patients' rights in New Zealand, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 1, 2005, p. 51.
- * PENNEAU J., Droit médical : panorama 2005, *Dalloz*, n° 10, 2006, p. 689.
- * PEREZ-CARCELES MD. AND AL., Balancing confidentiality and the information provided to families patients in primary care, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 531.
- * PRIAULX N., Health, Disability & Parental Interests: Adopting a Contextual Approach in the Reproductive Torts, *European Journal of Health Law*, n° 3/2005, p. 213.
- * ROSCAM ABBING H., The Right to Care for Health: The Contribution of the European Social Charter, *European Journal of Health Law*, n° 3/2005, p. 183.
- * SAHM S. AND AL., Attitudes towards and barriers to writing advance directives amongst cancer patients, healthy controls, and medical staff, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 437.
- * SAUVAT C., Le respect du refus de soins renforcé par la loi du 22 avril 2005 relative aux droits des malades et à la fin de vie, *Revue Droit & Santé*, n° 8, novembre 2005, p. 496.
- * SCHNEIDER PL. AND AL., When psychiatry and bioethics disagree about patient decision making capacity (DMC), *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p. 90.
- * SHEIKH A., The Data Protection (Amendment) Act, 2003: The Data Protection Directive and its Implications for Medical Research in Ireland, *European Journal of Health Law*, n° 4/2005, p. 357.
- * VINCE T. AND AL., Should children's autonomy be respected by telling them of their imminent death ?, *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p. 21.

Ethique biomédicale

- * BENATAR D., Bioethics and health and human rights: a critical view, *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p. 17

- * LAING A. J. AND ODERBERG S. D., Artificial Reproduction, The “Welfare Principle”, and the Common Good, *Medical Law Review*, 2005, vol. 13, n° 3, p. 328.
- * LENOIR N., Biotechnology, bioethics and law : Europe’s 21st Century challenge, *Modern law review*, vol. 69, n° 1, 2006, p. 1.
- * ROSAMUND S., The Uncertain Scope of Reproduction in Preimplantation Genetic Diagnosis and Selective Abortion, *Medical Law Review*, 2005, vol. 13, n° 3, p. 291.
- * SPERLING D., from the dead to the unborn : is there an ethical duty to save life, *Medicine and law*, vol. 23, nr. 3, 2004, p. 567.
- * SPIELMAN B.J., RICH B.A. (guest editors), Expert Testimony: Bridging bioethics and Evidence Law, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2005, p. 194.

Euthanasie et mort

- * ALFANDARI E. et PEDROT P., La fin de vie et la loi du 22 avril 2005, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 5/2005, p. 751.
- * BECKER-SCHWARZE K., Terri Schiavo: the Assessment of the Persistent Vegetative State in Accordance with German Law, *European Journal of Health Law*, n° 4/2005, p. 321.
- * CHIONG W., Brain death without definitions, *Hastings Center report*, vol. 35, nr. 6, November-December 2005, p. 20.
- * COLOMBO S., Not just euthanasia : recognizing a legal Positive Right to Palliative Care, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 1, 2005, p. 203.
- * DUTE J., The Terri Schiavo Case in a Comparative Perspective, *European Journal of Health Law*, n° 4/2005, p. 317.
- * Fournier V. et Trarieux S., Les directives anticipées en France, *Médecine & droit*, n° 74-75, 2005, p. 146.
- * GEVERS S., Withdrawing Life Support from Patients in a Persistent Vegetative State: the Law in The Netherlands, *European Journal of Health Law*, n° 4/2005, p. 347.
- * GOMES B. AND HIGGINSON I. J., Factors influencing death at home in terminally ill patients with cancer: systematic review, *BMJ*, vol. 332, 2006 , p. 515.
- * HALL M. AND AL., The impact on patient trust of legalising physician aid in dying. *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 693.

- * HÖFLING W., Gesetz zur Sicherung der Autonomie und Integrität von Patienten am Lebensende (Patientenautonomie- und Integritätsschutzgesetz), *Medizinrecht*, Bd 24, Nr 1, 2006, p. 25.
- * HUGHES J., Palliative Care and the QALY Problem, *Health Care Analysis*, vol. 13, nr 4, 2005, p. 289.
- * KEOWN J., Mr Marty muddle. A superficial and selective case for euthanasia in Europe, *Journal of medical ethics*, 32 (2006), p. 29.
- * KEGLEY J., A new framework for facilitating decisions on death and dying, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 2, 2005, p. 343.
- * KUSCH R., Tabu Sterbehilfe, *NJW*, 5/2006, p. 261.
- * KUTZER K., Der Gesetzgeber muss die Sterbebegleitung regeln, *Zeitschrift für Rechtspolitik [ZRP]*, 8/2005, p. 277.
- * MCGEE A., Finding a Way Through the Ethical and Legal Maze : Withdrawal of Medical Treatment and Euthanasia, *Medical Law Review*, vol. 13, n° 3, 2005, p. 357.
- * PRADELLA G., Substituting a Judgment of Best Interests: Dignity and the Application of Objective Principles to PVS Cases in the U.K., *European Journal of Health Law*, n° 4/2005, p. 335.
- * PRUSAK B. G., Rethinking „liberal eugenics“ : reflections and questions on Habermas on bioethics, *Hastings Center report*, vol. 35, nr. 6, November-December 2005, p. 31.
- * SAINTE-AFFRIQUE D. DE, Regard sur la loi relative aux droits des malades et à la fin de vie, *Médecine & droit*, vol. 74-75, 2005, p. 133.
- * SANDMAN L., Should People Die a Natural Death?, *Health Care Analysis*, vol. 13, nr 4, 2005, p. 275.
- * TALIB N., Dilemmas surrounding passive euthanasia : a Malaysian perspective, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 3, 2005, p. 605.
- * WIDDERSHOVEN G. A. M., Euthanasia in Netherlands : experiences in a review committee, *Medicine and law*, vol. 23, nr. 3, 2004, p. 687.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * ASMAN O., Abortion in Islamic countries : legal and religious aspects, *Medicine and law*, vol. 23, nr. 1, 2004, p. 73.

- * BRENNAN TA. AND AL., Health Industry Practices That Create Conflicts of Interest. A Policy Proposal for Academic Medical Centers, *Journal of American Medical Association*, 295 (2006), p. 324.
- * DEN EXTER A., The European Court of justice and working time in the health sector : relevance to the Czech Republic, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 2, 2005, p. 337.
- * HILGENDORF E., Strafbarkeitsrisiken bei der Stammzellforschung mit Auslandskontakten, *Zeitschrift für Rechtspolitik (ZRP)*, 1/2006, p. 22.
- * KOUDMANI C., Strafrechtlicher Schutz der ärztlichen Approbation : de lege lata und de lege ferenda, *Medizinrecht*, Bd 24, Nr 2, 2006, p. 90.
- * MANAOUIL C. ET AL., New french legislation governing organ removals for therapeutic and scientific purposes, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 3, 2005, p. 585.
- * PANTING G., Healthcare regulation in the UK : part one, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 3, 2005, p. 489.
- * SILVIYA A., Comparative analysis of the code of professional ethics in Bulgaria and the Hippocratic oath, Declaration of Geneva and international code of medical ethics, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 3, 2005, p. 495.

Génétique humaine et biotechnologies

- * BROCK D. W., Is a consensus possible on stem cell research? Moral and political obstacles, *Journal of Medical Ethics* 32 (2006), p. 36.
- * CAMPBELL A. AND NYCUM G., Harmonizing the international regulation of embryonic stem cell research : possibilities, promises and potential pitfalls, *Medical law international*, vol. 7, n° 2, 2005, p. 113.
- * DANIELA-ECATERINA C., Looking for the Meaning of Dignity in the Bioethics Convention and the Cloning Protocol, *Health care analysis*, vol. 13, nr 4, 2005, p. 303.
- * GREENE M., To Restore Faith and Trust: Justice and Biological Access to Cellular Therapies, *Hastings Center Report*, vol. 36, nr 1, January-February 2006, p. 57.
- * HALL S. S., Stem Cells: A Status Report, *Hastings Center Report*, vol. 36, nr 1, January-February 2006, p. 16.
- * HASSKARL H. UND OSTERTAG A., Der deutsche Gesetzgeber auf dem Weg zu einem Gendiagnostikgesetz, *Medizinrecht*, Bd 23, Nr 11, 2005, p. 640.

- * KESSELHEIM A. S. AND AL., Biomedical Patents and the Public's Health. Is there a Role For Eminent Domain?, *Journal of American Medical Association*, 295 (2006), p. 434.
- * LORENZ D., Allgemeines Persönlichkeitsrecht und Gentechnologie, *Juristen Zeitung [JZ]*, 23, 2005, p. 1121.
- * SETOYAMA K., Legal protection restricting genetic discrimination in USA, *Osaka University law review*, nr. 53, Feb. 2006, p. 137.
- * SOBOLSKI G. AND AL., Technology Licensing. Lessons From the US Experience, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 3137.
- * WOLF A., Biologische Abstammung und rechtliche Zuordnung, *Neue Juristische Wochenschrift*, N° 34/2005, p. 2417.

Médecine légale

- * IKEGAYA H AND AL., Does informed consent exempt Japanese doctors from reporting therapeutic death ?, *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p. 114.

Médecine du sport

- KAYSER B. MAURON A. AND AL., Viewpoint Legalisation of performance-enhancing drugs, *Lancet*, 366 (2005), p. S21.
- PATERICK T. AND AL., Medical and legal issues in the cardiovascular evaluation of competitive athletes, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 3011.

Mesures médicales spéciales

- * AGINAM O., Bioterrorism, human security and public health : can international law bring them together in an age of globalization, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 3, 2005, p. 455.
- * BERGER K., Protecting the unborn clone : can law and science evolve together, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 3, 2005, p. 561.
- * OKIE S., Glimpses of Guantanamo : Medical Ethics and the War of Terror, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 2529.
- * SHIFFMAN M. A., Medical liability issues in cosmetic and plastic surgery, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 2, 2005, p. 211.

Nouvelles techniques de l'information et santé

- * DREEZEN I., Telemedicine and informed consent, *Medicine and law*, Vol. 23, Nr. 3, 2004, p. 211.

Personnes âgées et santé

- * TUBIANA M., Le maintien de l'insertion sociale des personnes âgées, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, tome 189, n° 5, 2005, p. 995.

Procréation médicalement assistée

- * CONTI A, DELBON P., Medically-assisted procreation in Italy, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 1, 2005, p. 163.
- * DICKENS B. M., Interactions of law and ethics affecting reproductive choice, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 3, 2005, p. 549.
- * MCLEAN S. A. M., De-regulating assisted reproduction : some reflections, *Medical law international*, vol. 7, n° 3, 2006, p. 233.
- * MAZZONI C. M., La protection réelle de l'embryon, *Droit & société*, 60/2005, p. 499.
- * MINKOFF H. AND PALTROW L. M., The rights of "unborn children" and the value of pregnant women, *Hastings center report*, vol. 36, n° 2, 2006, p. 26.
- * OUELLETTE A. ET AL., Lessons across the pond : assisted reproductive technology in the United Kingdom and the United States, *American journal of law & medicine*, vol. 31, nr. 4, 2005, p. 419.
- * PATTINSON S. D., Some problems challenging the UK's human fertilisation and embryology authority, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 2, 2005, p. 393.
- * ZHOU L. J., Provision of assisted reproductive technology for single women in China : a new challenge, *Medicine and law*, vol. 23, nr. 3, 2004, p. 433.

Recherche biomédicale

- * BURKE T. AND AL, Children's understanding of the risks and benefits associated with research, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 715.
- * CAULFIELD T., Stem cell patents and social controversy : a speculative view from Canada, *Medical law international*, vol. 7, n° 3, 2006, p. 219.
- * DE BIJL N., The legal protection of test subjects in clinical trials of medicinal products for human use in the European Union, *Medicine and law*, vol. 23, nr. 1, 2004, p. 1.
- * DUTE J., Clinical trial insurance in a comparative law perspective, *Medicine and law*, vol. 23, nr. 2, 2004, p. 211.

- * GLASS K. C., Protection of Human Subjects and Scientific Progress: Can the Two Be Reconciled?, *Hastings Center Report*, vol. 36, nr 1, January-February 2006, p. 4.
- * HALILA R., LÖTJÖNEN S., Children and medical research, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 3, 2005, p. 455.
- * HELGESSON G. AND AL., How to handle informed consent in longitudinal studies when participants have a limited understanding of the study, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 670.
- * LÖTJÖNEN S., Law, ethics and professional guidelines in medical research, *Medicine and law*, vol. 23, nr. 3, 2004, p. 657.
- * LYNÖE N. AND AL., Quantitative aspects of informed consent : considering the dose response curve when estimating quantity of information, *Journal of Medical Ethics* 31 (2005), p. 736.
- * MACNEIL SD. AND AL., Informing research participants of research results: analysis of Canadian university based research ethics board policies, *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p. 49.
- * MASON S. AND AL., Brief report on the experience of using proxy consent for incapacitated adults, *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p. 61.
- * MOODLEY K., Informed consent and participation perceptions of influenza vaccine trials in South Africa, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 727.
- * SPRUMONT D. ET GYTIS A., The Importance of National Laws in the Implementation of European Legislation of Biomedical Research, *European Journal of Health Law*, n° 3/2005, p. 245.
- * WENDLER D., One-time general consent for research on biological samples, *BMJ*, vol. 332, 2006, p. 544.

Responsabilité médicale

- * BADEL M., Liberté et système de santé, *Revue de droit sanitaire et social*, n°6/2005, p. 951.
- * BROWN M. E., Redefining the physician selection process and rewriting medical malpractice settlement disclosure webpages, *American journal of law & medicine*, vol. 31, nr. 4, 2005, p. 479.
- * BOGGIO A., The compensation of the victims of the Creutzfeldt-Jacob disease in the United Kingdom, *Medical law international*, vol. 7, n° 2, 2005, p. 149.
- * BRAZIER M AND BESWICK J., Who's caring for me ?, *Medical law international*, vol. 7, n° 3, 2006, p. 183.

- * CHANTEPIE G., Recours entre coauteurs dans le contentieux des contaminations post-transfusionnelles, *Dalloz*, n° 7, 2006, p. 492.
- * CRISTOL D., Le possible contrôle, par le juge de l'excès de pouvoir, des recommandations de bonne pratique, *Revue de droit sanitaire et social (RDSS)*, n° 1, 2006, p. 53.
- * DAVIES J., Admissibility of scientific evidence in court, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 2, 2005, p. 243.
- * HENNION-JACQUET, P. L'approche contestable de la loi dite anti-Perruche par la cour européenne des droits de l'homme, *Revue de droit sanitaire et social (RDSS)*, n° 1, 2006, p. 149.
- * HOFFMAN A. C., Governmental studies on medical malpractice : the implications of rising premiums for healthcare and the allocation of health resources, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 2, 2005, p. 297.
- * HUREAU J., HUBINOIS P., Responsabilité médicale. Etude comparée de l'indemnisation des préjudices corporels en Europe, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, tome 189, n° 5, 2005, p. 815.
- * JACOTOT D., La fourniture d'une prothèse : vers une obligation de qualité-résultat ?, *Revue de droit sanitaire et social*, n°1/2006, p. 86.
- * NOLAN DONALD, Reforming Liability for Psychiatric Injury in Scotland: A Recipe for Uncertainty ?, *Modern Law Review* 2005, p. 983.
- * RIOT C., L'exercice « subordonné » de l'art médical, *Dalloz*, n° 2, 2006, p. 111.
- * ROUYERE A., Protection de la santé publique et droit de la responsabilité, *Revue générale de droit médical*, numéro spécial - La protection de la santé publique, 2005, p. 105.
- * SMALLWOOD O. ET VIALLA F., L'ambivalence de la rétroactivité en matière d'infection nosocomiale, *Dalloz*, n° 10, 2006, p. 705.
- * STAPLETON JANE, Loss of the Chance of Cure from Cancer : *Gregg v. Scott*, *Modern Law Review*, 2005, p. 996.
- * VAYRE P., L'expert judiciaire face aux éléments médicaux de l'imputabilité et au lien de causalité en responsabilité chirurgicale, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, tome 189, n° 5, 2005, p. 979.
- * VUKMIR R. B., Medical malpractice : managing the risk, *Medicine and law*, vol. 23, nr. 3, 2004, p. 495.

Santé mentale et psychique

- DOYAL L., SHEATHER J., Mental health legislation should respect decision making capacity, *BMJ*, vol. 331, 2005, p. 1467.

SIDA, lutte contre les épidémies

- FRASER J., Ethics of HIV testing in general practice without informed consent. A case series, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 698.
- * Special focus: Emerging Issues in HIV/AIDS, *Health and Human Rights*, vol. 8, n° 2, 2005.
- * VAN WYK C., Blood transfusions, HIV and legal liability in South Africa, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 3, 2005, p. 615.

Système de santé, politique de la santé

- * BADEL M., Liberté et système de santé, *Revue de droit sanitaire et social*, n°6/2005, p. 951.
- * BELANGER M., La protection de la santé publique : aspects européens et internationaux, *Revue générale de droit médical*, numéro spécial - La protection de la santé publique, 2005, p. 21.
- * BEVIERE B., L'obligation vaccinale, *Revue générale de droit médical*, numéro spécial - La protection de la santé publique, 2005, p. 53.
- * BLUM J., CARSTENS P., TALIB N., The impacts of immigration on health systems, *Medicine and law*, Vol. 24, Nr. 2, 2005, p. 323.
- * BROWNSWORD R., Public health, private right : constitution and common law, *Medical law international*, vol. 7, n° 3, 2006, p. 201.
- * DELANDE G., AMIEL PH., Réforme Douste-Blazy : les difficultés de mise en œuvre des « contrats responsables », *Revue Droit & Santé*, n° 8, novembre 2005, p. 556.
- * DUTE J., World Health Organization Revision of the International Health Regulations, *European Journal of Health Law*, n° 3/2005, p. 269.
- * JACOBI J. V., Prison health, public health : obligations and opportunities, *American journal of law & medicine*, vol. 31, nr. 4, 2005, p. 447.
- * LONGO D. AND AL., The Long Road to Patient Safety. A Status Report on Patient Safety Systems, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 2858.
- * MERINO M., Evolution récente et recodification de la partie réglementaire du Code de la santé publique, *Revue Droit & Santé*, n° 8, novembre 2005, p. 489.

- * PEETERS M., Free Movement of Medical Doctors: The new Directive 2005/36/EC on the Recognition of Professional Qualifications, *European Journal of Health Law*, n° 4/2005, p. 373.
- * ROWE A. AND AL., How can we achieve and maintain high-quality performance of health workers in low-resource settings ?, *Lancet*, 366 (2005), p. 1026.
- * SALMON D. AND AL., Compulsory vaccination and conscientious or philosophical exemptions : past, present, and future, *Lancet*, 367 (2006), p. 436.
- * STIX-HACKL C., Gesundheit in der erweiterten Union : Herausforderungen und Lösungsansätze, *Recht der Medizin*, 1/2006, p. 12.
- * TORNY D., L'administration sanitaire entre contraintes techniques et contraintes juridiques : l'exemple des maladies émergentes, *Revue générale de droit médical*, numéro spécial - La protection de la santé publique, 2005, p. 75.

Transplantations

- * APPEL JM., Defining death: when physicians and families differ, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 641.
- * JANSSEN A., GEVERS S., Explicit or presumed consent and organ donation post-mortem, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 3, 2005, p. 575.
- * SLABBERT M., OOSTHUIZEN H., Commercialization of human organs for transplantation : a view from South Africa, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 1, 2005, p. 191.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

- * A CURA DI C. VIAFORA E S. MOCELLIN, *L'argomentazione del giudizio bioetico : teorie a confronto*, Milano, Franco Angeli, 2006.
- * CONTIS M., *Secret médical et évolutions du système de santé*, Bordeaux, Etudes hospitalières, 2006.
- * JENNINGS B., KAEBNICK G. E. AND MURRAY T. H. (ED.), *Improving end of life care : why has it been so difficult ? : a Hastings center special report*, New York, Hastings Center, 2006.
- * MEYER C., *Le système doctrinal des aliments : contribution à la théorie générale de l'obligation alimentaire légale*, Berne, Peter Lang, 2006.

- * OST S., *An analytical study of the legal, moral and ethical aspects of the living phenomenon of euthanasia*, Lewiston, Edwin Mellen, 2006.
- * VIAFORA C., *Introduzione alla bioetica*, Milano, Franco Angeli, 2006.

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles /
Aufsätze

Assurances sociales

- * CAVEGN L., BÜHLER A., Assurances sociales en Suisse, *Bulletin des médecins suisses*, n° 8, 2006, p. 313.
- * DUC J.-L., Faut-il payer le droit de choisir son médecin en cas de soins hospitaliers ?, *SZS*, 6(2005), p. 533.
- * EUGSTER G., Die Unterscheidung zwischen grund- und zusatzversicherten Leistungen im Spitalbereich : Welche juristischen Kriterien sind massgeblich ?, *SZS*, 5(2005), p. 445.
- * GEISER M., Zum Programm Evaluation Komplementärmedizin PEK. Prüfung der Wirksamkeit der Komplementärmedizin auf politisch verordneten Abwegen, *Bulletin des médecins suisses*, n° 1, 2006, p. 25.
- * KIESER U., Entwicklungen im Sozialversicherungsrecht / Le point sur le droit des assurances sociales, *SJZ 101*, (2005) N° 23, p. 545.
- * KIESER U., Weniger Rente wegen hypothetischem Verdienst, *Plädoyer*, n° 6, 2005, p. 25.
- * LIPS W., Gesundheitliche Beschwerden am Bildschirmarbeitsplatz müssen nicht sein, *Anwaltspraxis (Pratique du barreau)*, Nr 1, 2006, p. 17.
- * MOSER M., Die Zuständigkeit der Kantonsregierung zur Tariffestsetzung nach KVG bei ausserkantonalen stationären Behandlungen, *SZS*, 1(2006), p. 16.
- * MOSIMANN H.-J., Gutachten : Präzisierungen zu Art. 44 ATSG, *SZS*, 5(2005), p. 477.

- * PIRROTTA J., Les troubles somatoformes douloureux du point de vue de l'assurance-invalidité, *SZS*, 6(2005), p. 517.
- * SUBILIA O., La nouvelle loi sur les allocations pour perte de gain et maternité, *AJP/PJA*, n° 12, 2005, p. 1469.
- * TOLCK C.-H., Evolution récente de l'assurance invalidité, *SNM News*, n° 48/2005, p. 9.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * GEHRING K., THEILER R., BREITSCHMID P., Weitergabe von Patientendaten an Versicherer im Spannungsfeld von Kostendruck und Persönlichkeitsrecht, *Bulletin des médecins suisses*, n° 50, 2005, p. 2751.
- * GILBERT M., L'interprète et le secret médical : cas clinique, *Plädoyer*, n° 1, 2006, p. 56.
- * KISSLING D., Die Mutterschutzverordnung – Herausforderung oder Überforderung?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 47, 2005, p. 2615.
- LEUBA A., TRITTEN C., Les directives anticipées en Suisse : quelques aspects juridiques, In : *Les directives anticipées : une façon pour chacune, chacun d'exprimer ses projets de vie*, (coll. Les cahiers de l'action sociale et de la santé), Genève, Médecine & hygiène, Département de l'action sociale et de la santé, 2005, p. 22-26.
- REVELLY J.-P., ZUERCHER-ZENKLUSEN, CHIOLERO R., Intégrer les préférences des patients dans les projets thérapeutiques de médecine intensive, *Revue médicale suisse*, n° 45, 14 décembre 2005, p. 2912.
- * SEELMANN K., Attitude à adopter face à des patients incapables de discernement, *Bulletin des médecins suisses*, n° 3, 2006, p. 101.
- * WIDMER W., Selbst- und Fremdbild der Patientinnen und Patienten im Spital, *Bulletin des médecins suisses*, n° 49, 2005, p. 2706.

Euthanasie et mort

- * KUNZ R., Rechtliche Fragen rund um die Selbsttötung, *Pro mente sana aktuell*, n° 4, 2005, p. 26.
- * NAU J.-Y., Justice, euthanasie : incohérences à la française, *Revue médicale suisse*, n° 50, 25 janvier 2006, p. 305.
- * RUDOLF G., Suizid und Suizidversuch : eine Einführung, *Pro mente sana aktuell*, n° 4, 2005, p. 6.

- * WEIL B., Ipsilon : Initiative zur Prävention von Suizid in der Schweiz, *Pro mente sana aktuell*, n° 4, 2005, p. 20.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * BLANCHARD N., Commission genevoise de surveillance des professions de la santé : jurisprudence récente, *Revue médicale suisse*, n° 45, 14 décembre 2005, p. 2946.
- * LÜTOLF U. M., Ärztliche Weiterbildung: Staats- oder Standesaufgabe? Oder gar eine Aufgabe für Fakultäten?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 48, 2005, p. 2648.

Génétique humaine et biotechnologies

- * KRAUS D., Oncomouse : des rongeurs, des souris et des hommes- Décision de la Chambre de recours technique de l'Organisation Européenne des brevets du 6 juillet 2004, *Sic !*, vol. 7/8 2005, p. 601.

Nouvelles techniques de l'information et santé

- * EGGLI S., MÜLLER U., EXADAKTYLOS A., RÖDER C., Vom Klinikinformationssystem zum Gesundheitsnetz: Zukunft der Datenverwaltung und Kommunikation in der Medizin, *Bulletin des médecins suisses*, n° 48, 2005, p. 2668.

Recherche biomédicale

- * ELGER B., La protection de la personnalité et des données : l'anonymisation irréversible comme dilemme éthique. Les directives «Biobanques» de l'Académie Suisse des Sciences Médicales, *Bulletin des médecins suisses*, n° 45, 2005, p. 2510.
- * KLEIST P., Der Einschluss von Frauen in klinische Arzneimittelstudien, *Bulletin des médecins suisses*, n° 48, 2005, p. 2665.

Responsabilité médicale

- * KUNZ R., ACKERMANN M., Assurance responsabilité civile professionnelle pour les médecins libres praticiens de Suisse: risque assurable ou état d'urgence?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 7, 2006, p. 274.
- * STEINER I., Der Dualismus von öffentlichem und privatem Recht in der Arzthaftung und seine Auswirkungen auf die Prozessführung, *Revue de la société des juristes bernois (ZBJV)*, 2, 2006, p. 101.

Santé mentale et psychique

- * ALBER C., RABOVSKY K., STOPPE G., Juristische und medizinethische Herausforderung. Zwangsbehandlung somatischer Leiden bei psychisch Kranken, *Bulletin des médecins suisses*, n° 2, 2006, p. 65.
- * GRAVIER B., RAGGENBASS R., GASSER J., Questions éthiques et cliniques posées par l'adoption de l'initiative sur l'internement à vie des délinquants particulièrement dangereux par le peuple suisse, *Bulletin des médecins suisses*, n° 8, 2006, p. 304.

Systeme de santé, politique de la santé

- * AUER A. Le droit face à la *political correctness* : la constitutionnalité de l'initiative populaire genevoise « fumée passive et santé », *AJP/PJA*, n° 1, 2006, p. 3.
- * BADER C.-R., La formation des médecins et des patients: un remède dans un monde de la santé en crise, *Bulletin des médecins suisses*, n° 51-52, 2005, p. 2823 (également en allemand p. 2826).
- * BAUMANN-HÖLZLE R., Faire Verteilung der Leistungen und Mittel im Gesundheitswesen als ethische Herausforderung, *Bulletin des médecins suisses*, n° 50, 2005, p. 2758.
- * BERTSCHI M., Assurance obligatoire des soins : couverture des soins par les cabinets médicaux, *Sécurité sociale*, 2005, n° 6, p. 370.
- * GERBER Y.-A., Coûts du système de santé et démographie, *Sécurité sociale*, 2005, n° 6, p. 365.
- * JAAG T., RÜSSLI M., Schutz vor Passivrauchen : verfassungsrechtliche Aspekte, *AJP/PJA*, n° 1, 2006, p. 21.
- * KUNZ R., SALATHÉ M., Soins palliatifs: prise en charge complète des patients atteints de maladies incurables ou chroniques et évolutives ou qui mettent la vie gravement en danger, *Bulletin des médecins suisses*, n° 48, 2005, p. 2655 (également en allemand p. 2652).
- * ROSSEL R., Coût des systèmes de santé, *Sécurité sociale*, 2006, n° 1, p. 46.
- * ROSSMANITH X., La carte européenne d'assurance-maladie – introduction en Europe et en Suisse, *Sécurité sociale*, 2005, n° 6, p. 374.
- * STAROBINSKI M., Avis médical sur un avis de droit, *Revue médicale suisse*, n° 44, 7 décembre 2005, p. 2885.

Transplantations

- * SEILER C. A., BISCHOFF P., NETT P. C., CANDINAS D., Abnehmende Organspendebereitschaft als nationales Problem: Im Engagement liegt der Lösungsansatz, *Bulletin des médecins suisses*, n° 4, 2006, p. 143.

**Ouvrages et Monographies /
Bücher und Monographien**

- * BAUMANN M., *Recht, Ethik, Medizin : eine Einführung ins juristische denken, nicht nur für Ethiker und Mediziner*, Bern, Peter Lang, 2005.
- *
* EBNER G. [et al.], *Psychiatrie et droit*, Zurich 2005.
- * MALK R., KAMPMANN T., INDRA P. (HRSG.), *DRG-Handbuch Schweiz : Grundlagen, Anwendungen, Auswirkungen und praktische Tipps für Anwender*, Bern, 2006.
- * WERRO F. [et al.], *La responsabilité civile. Etat de la jurisprudence et de la doctrine au 15 mars 2005*, Berne 2005.
- * WYLER R.(éd.), *Assurance sociale*, Berne 2005.

Cette rubrique présente les références des dernières parutions juridiques en matière de droit de la santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger. Ce numéro couvre en principe la période entre **le 1^{er} mars 2006 et le 30 juin 2006**.

Diese Rubrik gibt Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheitsrecht. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der Schweiz und dem Ausland zusammengestellt. Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode **vom 1. März 2006 bis zum 30. Juni 2006**.

Ont collaboré à cette rubrique / An dieser Rubrik haben mitgewirkt : Nathalie BRUNNER, Vincent CORPATAUX, Béatrice DESPLAND, Johanne GAGNEBIN, Olivier GUILLOD, Agnès HERTIG-PEA, Daniel KRAUS, Jean PERRENOUD, Martine REHM FUCHS, Dominique SPRUMONT, Céline TRITTEN, Marinette UMMEL, Christian VAN GESSEL.

Législation/ Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

- * Conseil de l'Europe. Recommandation Rec(2006)7F du Comité des Ministres aux Etats membres sur la gestion de la sécurité des patients et de la prévention des événements indésirables dans les soins de santé (adoptée par le Comité des Ministres le 24 mai 2006, lors de la 965e réunion des Délégués des Ministres).
- * Conseil de l'Europe. Recommandation du Comité des Ministres Rec(2006)5F aux Etats membres sur le Plan d'action du Conseil de l'Europe pour la promotion des droits et de la pleine participation des personnes handicapées à la société : améliorer la qualité de vie des personnes handicapées en Europe 2006-2015 (adoptée par le Comité des Ministres le 5 avril 2006, lors de la 961e réunion des Délégués des Ministres).
- * Conseil de l'Europe. Recommandation du Comité des Ministres Rec(2006)5F aux Etats membres sur la recherche utilisant du matériel biologique d'origine

humaine (adoptée par le Comité des Ministres le 15 mars 2006, lors de la 958e réunion des Délégués des Ministres).

- * Conseil de l'Europe. Recommandation 1547 (2006) de l'Assemblée parlementaire sur la Charte pénitentiaire européenne. Texte adopté par la Commission Permanente agissant au nom de l'Assemblée le 29 mai 2006.

II. Droit communautaire / Europarecht

(JOCE L 059 de 2006 à L 188 du 11 juillet 2006

et JOCE C 051 de 2006 à C 160 du 11 juillet 2006)

Droit édité/

Erlassenes Recht

- * Rectificatif au règlement (CE) n° 111/2005 du Conseil du 22 décembre 2004 fixant des règles pour la surveillance du commerce des précurseurs des drogues entre la Communauté et les pays tiers (JO L 22 du 26.1.2005), JO L 61 du 2 mars 2006, p. 23.
- * Décision de la Commission du 3 mars 2006 autorisant la mise sur le marché de denrées alimentaires contenant du maïs génétiquement modifié de la lignée 1507 (DAS-01507-1), consistant en ce maïs ou produites à partir de celui-ci, en application du règlement (CE) n° 1829/2003 du Parlement européen et du Conseil, JO L 70 du 9 mars 2006, p. 82.
- * Décision de la Commission du 27 mars 2006 modifiant pour la deuxième fois la décision 2005/758/CE en ce qui concerne l'extension des parties de la Croatie soumises à certaines mesures de protection relatives à l'influenza aviaire hautement pathogène [notifiée sous le numéro C(2006) 891], JO L 92 du 30 mars 2006, p. 15.
- * Décision de la Commission du 31 mars 2006 concernant certaines mesures de protection relatives à une suspicion d'influenza aviaire hautement pathogène en Suisse [notifiée sous le numéro C(2006) 1107], JO L 95 du 4 avril 2006, p. 9.
- * Décision de la Commission du 3 avril 2006 concernant certaines mesures de protection relatives à la présence de l'influenza aviaire hautement pathogène en Israël et abrogeant la décision 2006/227/CE [notifiée sous le numéro C(2006) 1245], JO L 96 du 5 avril 2006, p. 10.

- * Décision de la Commission du 4 avril 2006 modifiant la décision 92/452/CEE en ce qui concerne les équipes de collecte et de production d'embryons aux États-Unis d'Amérique [notifiée sous le numéro C(2006) 1248], JO L 99 du 7 avril 2006, p. 27.
- * Décision de la Commission du 7 avril 2006 modifiant la décision 2006/115/CE concernant certaines mesures de protection relatives à l'influenza aviaire hautement pathogène chez les oiseaux sauvages dans la Communauté [notifiée sous le numéro C(2006) 1480], JO L 103 du 12 avril 2006, p. 29.
- * Décision de la Commission du 12 avril 2006 portant nomination des membres du comité des médicaments orphelins, JO L 104 du 13 avril 2006, p. 54.
- * Décision de la Commission du 12 avril 2006 modifiant la décision 2006/135/CE en ce qui concerne la mise en place des zones A et B dans certains États membres à la suite de l'apparition de foyers d'influenza aviaire hautement pathogène [notifiée sous le numéro C(2006) 1583] , JO L 107 du 20 avril 2006, p. 44.
- * Rectificatif à la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (JO L 327 du 22.12.2000), JO L 113 du 27 avril 2006, p. 26.
- * Décision de la Commission du 16 mars 2006 portant approbation des programmes des États membres relatifs aux études sur la grippe aviaire chez les volailles et les oiseaux sauvages au titre de 2006 [notifiée sous le numéro C(2006) 780]), JO L 116 du 29 avril 2006, p. 61.
- * Décision de la Commission du 8 mai 2006 autorisant la République de Pologne à interdire sur son territoire l'utilisation de seize variétés de maïs génétiquement modifiées dérivées de la lignée MON 810, figurant dans le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles, conformément à la directive 2002/53/CE du Conseil [notifiée sous le numéro C(2006) 1795], JO L 124 du 11 mai 2006, p. 26.
- * Décision de la Commission du 29 mai 2006 modifiant la décision 2006/135/CE en ce qui concerne la mise en place des zones A et B dans certains États membres à la suite de l'apparition de foyers d'influenza aviaire hautement pathogène, JO L 148 du 2 juin 2006, p. 53.
- * Décision de la Commission du 1er juin 2006 modifiant la décision 92/452/CEE en ce qui concerne les équipes de collecte et de production d'embryons aux États-Unis d'Amérique, JO L 152 du 7 juin 2006, p. 32.
- * Décision de la Commission du 2 juin 2006 modifiant la décision 2005/710/CE concernant certaines mesures de protection relatives à l'influenza aviaire hautement pathogène en Roumanie, JO L 152 du 7 juin 2006, p. 34.
- * Règlement (CE) n° 816/2006 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant l'octroi de licences obligatoires pour des brevets visant la

fabrication de produits pharmaceutiques destinés à l'exportation vers des pays connaissant des problèmes de santé publique, JO L 157 du 9 juin 2006, p. 1.

- * Décision de la Commission du 7 juin 2006 modifiant les décisions 2005/710/CE, 2005/734/CE, 2005/758/CE, 2005/759/CE, 2005/760/CE, 2006/247/CE et 2006/265/CE en ce qui concerne certaines mesures de protection contre l'influenza aviaire hautement pathogène, JO L 158 du 10 juin 2006, p. 14.
- * Décision de la Commission du 14 juin 2006 concernant certaines mesures de protection relatives à l'influenza aviaire hautement pathogène du sous-type H5N1 chez les volailles dans la Communauté et abrogeant la décision 2006/135/CE [notifiée sous le numéro C(2006) 2400], JO L 164 du 16 juin 2006, p. 51.
- * Décision de la Commission du 14 juin 2006 concernant certaines mesures transitoires relatives à l'influenza aviaire hautement pathogène chez les volailles ou autres oiseaux captifs dans la Communauté [notifiée sous le numéro C(2006) 2402], JO L 164 du 16 juin 2006, p. 61.
- * Décision de la Commission du 23 juin 2006 modifiant la décision 2005/710/CE en ce qui concerne certaines mesures de protection relatives à l'influenza aviaire hautement pathogène en Roumanie [notifiée sous le numéro C(2006) 2421], JO L 173 du 27 juin 2006, p. 31.
- * Décision de la Commission du 23 juin 2006 fixant la participation financière de la Communauté aux dépenses engagées dans le contexte des mesures d'urgence pour lutter contre la grippe aviaire en Belgique en 2003 [notifiée sous le numéro C(2006) 2422], JO L 173 du 27 juin 2006, p. 33.
- * Décision de la Commission du 27 juin 2006 modifiant la décision 2006/148/CE relative à l'introduction de la vaccination préventive contre l'influenza aviaire hautement pathogène du type H5N1 en France et aux dispositions connexes en ce qui concerne les mouvements des animaux vaccinés dans ce pays [notifiée sous le numéro C(2006) 2875], JO L 174 du 28 juin 2006, p. 7.
- * Décision de la Commission du 6 juillet 2006 concernant des mesures visant à empêcher la propagation de l'influenza aviaire hautement pathogène causée par le sous-type H5N1 du virus de l'influenza A aux oiseaux détenus dans les jardins zoologiques et dans les organismes, instituts ou centres officiellement agréés des États membres et abrogeant la décision 2005/744/CE [notifiée sous le numéro C(2006) 3054], JO L 187 du 8 juin 2006, p. 37.

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

- Avis du Comité économique et social européen sur la Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (refonte) [COM(2005) 399 final — 2005/0166 (COD)], JO C 69 du 21 mars 2006, p. 22.

- Avis du Comité économique et social européen sur la Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action communautaire dans le domaine de la santé et de la protection des consommateurs (2007-2013) (COM(2005) 115 final — 2005/0042 (COD)), JO C 88 du 11 avril 2006, p. 1.
- Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1.4.2006 au 30.4.2006 (Publication en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil) et Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE), JO C 124 du 25 mai 2006, p. 4 et 11.
- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 90/385/CEE du Conseil du 20 juin 1990 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositifs médicaux implantables actifs, JO C 129 du 2 juin 2006, p. 2.
- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro, JO C 129 du 2 juin 2006, p. 2.
- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 93/42/CEE du Conseil du 14 juin 1993 relative aux dispositifs médicaux, JO C 129 du 2 juin 2006, p. 8.
- Ligne directrice concernant la définition d'un risque potentiel grave pour la santé humaine ou animale ou pour l'environnement dans le cadre de l'article 33, paragraphes 1 et 2, de la directive 2001/82/CE — Mars 2006, JO C 132 du 7 juin 2006, p. 32.
- Position commune (CE) n° 7/2006 du 10 mars 2006 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité instituant la Communauté européenne, en vue de l'adoption d'un règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux médicaments à usage pédiatrique et modifiant le règlement (CEE) n° 1768/92, la directive 2001/20/CE, la directive 2001/83/CE et le règlement (CE) n° 726/2004, JO C 132E du 7 juin 2006, p. 1.
- Ligne directrice concernant la définition d'un risque potentiel grave pour la santé publique dans le cadre de l'article 29, paragraphes 1 et 2, de la directive 2001/83/CE — Mars 2006, JO C 133 du 8 juin 2006, p. 5.
- Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1.5.2006 au 31.5.2006 [Publication en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil] et [Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE], JO C 152 du 30 juin 2006, p. 8 et 14.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.

Droit édicté/

Erlassenes Recht

France/Frankreich

- * Décret no. 2006-121 du 6 février 2006 relatif à la recherche sur l'embryon et sur les cellules embryonnaires et modifiant le Code de la santé publique (dispositions réglementaires), Paris - February 6, 2006

**Rapports, Recommendations, Déclarations, Propositions, etc./
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

EUROPEAN SOCIETY OF HUMAN REPRODUCTION AND EMBRYOLOGY (ESHRE), The need for interaction between assisted reproduction technology and genetics : Recommendations of the European Societies of Human Genetics and Human Reproduction and Embryology, Grimbergen, *European Journal of Human Genetics*, May 1, 2006(2006) Vol:14

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

**Droit édicté /
Erlassenes Recht**

[RO/AS ET FF/BBL 2006 N° 10-26 (4 JUILLET 2006)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

- * Loi fédérale sur le marché intérieur, du 6 octobre 1995. Modification du 16 décembre 2005, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2006 (notamment art. 2 : liberté

- d'accès au marché étendue à l'établissement commercial ; art. 3 : restriction des exceptions), RO 2006 2363.
- * Loi fédérale sur la protection des données, du 19 juin 1992. Modification du 24 mars 2006 (délai référendaire : 3 juillet 2006), FF 2006 3421.
 - * Code civil suisse (Protection de la personnalité en cas de violence, de menaces ou de harcèlement). Modification du 23 juin 2006 (délai référendaire : 12 octobre 2006), FF 2006 5473.
 - * Loi fédérale sur les professions médicales universitaires (Loi sur les professions médicales, LPMéd), du 23 juin 2006 (délai référendaire : 12 octobre 2006), FF 2006 5481.
 - * Loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS) (Nouveau numéro d'assuré AVS). Modification du 23 juin 2006 (délai référendaire : 12 octobre 2006), FF 2006 5505.
 - * Arrêté fédéral portant approbation du Protocole sur l'eau et la santé à la Convention de 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, du 23 juin 2006 (délai référendaire : 12 octobre 2006), FF 2006 5609.
 - * Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire «Pour une caisse maladie unique et sociale», du 23 juin 2006 (soumission de l'initiative au vote du peuple et des cantons avec recommandation de rejet), FF 2006 5471.
 - * Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal), du 27 juin 1995. Modification du 26 avril 2006, en vigueur dès le 10 mai 2006 (nombreuses dispositions, notamment suspension de l'assurance-maladie [art. 10a], projets pilotes pour la prise en charge de prestations à l'étranger [art. 36a], régime des médicaments [art. 64a ss], réserve minimale de sécurité des caisses [art. 78/4], réduction de primes [art. 90b ss]), RO 2006 1717.
 - * Ordonnance du DFI sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins, OPAS), du 29 septembre 1995. Modification du 26 avril 2006, en vigueur dès le 10 mai 2006 (art. 30 ss ; règles applicables aux médicaments), RO 2006 1757.
 - * Ordonnance sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire, du 3 juillet 2002. Modification du 26 avril 2006, en vigueur dès le 10 mai 2006 (modification des annexe 1 et 2), RO 2006 1727.
 - * Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édition de la pharmacopée, du 9 novembre 2001. Modification du 11 mai 2006, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2006 (éditions déterminantes de la pharmacopée), RO 2006 1991.

- * Accord complémentaire du 23 mai 2006 à l'échange de notes du 11 décembre 2001 concernant la validité de la législation suisse sur les produits thérapeutiques au Liechtenstein, relatif à l'autorisation de mise sur le marché des médicaments contenant de nouvelles substances actives, entré en vigueur le 1^{er} juin 2006, RO 2006 2729.
- * Echange de notes du 23 mai 2006 entre la Suisse et le Liechtenstein relatif à l'autorisation de mise sur le marché des produits phytosanitaires contenant de nouvelles substances actives, entré en vigueur le 1^{er} juin 2006, RO 2006 2733.
- * Ordonnance instituant des mesures préventives urgentes destinées à empêcher l'introduction de la peste aviaire classique en Suisse, du 15 février 2006. Abrogation, avec effet au 1^{er} mai 2006, RO 2006 1761.
- * Ordonnance de l'OVF (1/06) instituant des mesures temporaires à la frontière pour lutter contre la peste aviaire classique, du 16 mars 2006, en vigueur dès le 4 avril 2006, RO 2006 1081.

**Messages, Rapports et Décisions Officiels /
Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse**

[FF/BBL 2006 N° 10-26 (4 JUILLET 2006)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

- * Message concernant la révision du droit de la tutelle (Protection de l'adulte, droit des personnes et droit de la filiation), approuvé par le Conseil fédéral le 28 juin : http://www.ejpd.admin.ch/ejpd/fr/home/themen/gesellschaft/ref_gesetzgebung/ref_vormundschaft.html
- * Message sur la modification de la loi sur les épidémies (Approvisionnement de la population en produits thérapeutiques), du 9 juin 2006, FF 2006 5333 (et propositions de modification p. 5349).
- * Réduction de primes dans l'assurance-maladie. Subsidés de la Confédération et des cantons; modèle de répartition pour l'année 2007 frontaliers inclus, communiqué par l'Office fédéral de la santé publique le 27 avril 2006, FF 2006 3894.
- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans le domaine de la médecine et de la santé publique, accordée à l'Hôpital Universitaire de Zurich (prolongation de 5 ans), du 28 mars 2006, FF 2006 3230.
- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, accordée à la *Klinik für Chirurgie, Spitalregion St. Gallen Rorschach*, du 4 avril 2006, FF 2006 3532.

- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, accordée au *Kinderspital Zürich* (prolongation de 5 ans), du 4 avril 2006, FF 2006 3536.
- * Autorisation générale pour registre de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, accordée au Registre fribourgeois des Tumeurs, du 23 mai 2006, FF 2006 4250.
- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet « *Aktenführung und Stigmatisierung Institutionelle Ausschlussprozesse am Beispiel der Aktion Kinder der Landstrasse 1929-73* », du 28 mars 2006, FF 2006 3232.
- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet « Naissance de l'Asile de Bellelay et son développement jusqu'en 1965 », du 30 mai 2006, FF 2006 4497.
- * Rapport du Conseil fédéral sur la protection contre le tabagisme passif. Réponse au Postulat de la Commission fédérale de l'économie et des redevances du Conseil national (CER-N) 02.3379 «Protection des fumeurs passifs» du 9 juillet 2002, du 10 mars 2006, FF 2006 3547.
- * Rapport annuel du Conseil fédéral sur les activités de la Suisse au Conseil de l'Europe en 2005, du 31 mai 2006 (voir notamment p. 5302s pour le domaine de la santé), FF 2006 5287.
- * Préavis : Entwurf zur Teilrevision der Verordnung vom 27. Juni 1995 über die Krankenversicherung (KVV), RPW / DPC (droit et politique de la concurrence), 2006/1, p. 195.
- * Préavis : Bundesgesetz über die Krankenversicherung. Teilrevision. Verbesserung des Risikoausgleiches -Vernehmlassungsverfahren, RPW / DPC (droit et politique de la concurrence), 2005/4, p. 660.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait du site de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg :

<http://www.federalism.ch/>)

Berne/Bern

- Verordnung über die Familienpflege für Patienten der staatlichen psychiatrischen Kliniken vom 26. November 2005, in Kraft ab 1. Januar 2006, BAG 05-122

Lucerne/Luzern

- * Verordnung über die Rechte und Pflichten der Chef-, der Co-Chef- und der Leitenden Ärztinnen und Ärzte des Kantons LU vom 18. November 2005, in Kraft ab 1. Januar 2006. G 2005 330

Vaud/Waadt

- * Loi sur les mesures d'aide et d'intégration pour personnes handicapées (LAIH) du 10 février 2004, entrée en vigueur le 1er janvier 2006, FAO 2004, N°21, p. 3

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

Belgique/Belgien

- * Avis du Conseil national de l'ordre des médecins. Code de déontologie médicale, chapitre IX (modification du 18 mars 2006). *Vie finissante*. Revue de droit de la santé, 2005-2006/5, p. 446.
- * Avis de la commission de la protection de la vie privée. *Liste des patients considérés comme potentiellement dangereux pour le médecin de garde*. Revue de droit de la santé, 2005-2006/5, p. 455.
- * Avis du Conseil national de l'ordre des médecins. projet de loi relatif au traitement et à l'informatisation des données ainsi qu'aux applications de la télémédecine. Revue de droit de la santé, 2005-2006/4, p. 356.

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

(<http://www.echr.coe.int>)

- ACEDH Arrêt Evans c/ Royaume-Uni du 7 mars 2006, Requête n° 6339/05.

Les embryons n'ont pas un droit indépendant à la vie. Il est nécessaire d'avoir le consentement du partenaire pour procéder à une procréation médicale assistée.

- ACEDH Décision sur la recevabilité Houdart et Vincent c/ France du 6 juin 2006, Requête n° 28807/4

Des médecins, inscrits à l'ordre des médecins de la ville de Paris, qui exercent la profession de journalistes dans un magazine de vulgarisation scientifique destiné au grand public, sont soumis au code de déontologie médicale, en raison de leur inscription à l'ordre des médecins. Ils doivent ainsi être prudents quant aux informations qu'ils donnent dans le domaine sanitaire.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

(<http://curia.eu.int/fr/index.htm>)

- * Affaire C-315/05 P : Arrêt de la Cour (cinquième chambre) du 28 juin 2006.
Demande de décision préjudicielle - Sozialgericht Köln - Interprétation de l'art. 6, sous 1) et 2), de la directive 89/105/CEE du Conseil, du 21 décembre 1988, concernant la transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain et leur inclusion dans le champ d'application des systèmes d'assurance-maladie (JO L 40, p. 8) - Notion de "liste positive" - Réglementation nationale prévoyant l'établissement d'une liste de médicaments, normalement en délivrance libre et non remboursables, qui peuvent exceptionnellement être couverts par le système national d'assurance-maladie lorsqu'ils constituent un traitement standard de certaines affections graves - Obligation de prendre la décision sur l'inclusion dans la liste dans un délai déterminé, de motiver le refus ainsi que d'informer le demandeur des moyens de recours dont il dispose
- Affaire T-176/04: Ordonnance du Tribunal de première instance du 6 mars 2006, Marcuccio/Commission, JO C 121 du 20 mai 2006, p. 12.
Fonctionnaires ; Sécurité sociale ; Accès aux informations relatives à l'existence d'un rapport médical ; Transmission après l'introduction du recours ; Non-lieu à statuer
- * Affaire C-137/04: Arrêt de la Cour (II^{ème} chambre) du 16 février 2006 (demande de décision préjudicielle du Regeringsrätten) — Amy Rockler/Försäkringskassan, anciennement Riksförsäkringsverket, JO C 131 du 3 juin 2006, p. 10.
Libre circulation des travailleurs. Fonctionnaires et agents des Communautés européennes Allocations parentales. Prise en compte de la période d'affiliation au régime commun d'assurance maladie des Communautés européennes.

- * Affaire C-177/04: Arrêt de la Cour (Grande chambre) du 14 mars 2006 — Commission des Communautés européennes/ République française, JO C 131 du 3 juin 2006, p. 10.
Manquement d'État. Directive 85/374/CEE. Responsabilité du fait des produits défectueux. Arrêt de la Cour constatant un manquement. Inexécution. Article 228 CE. Sanctions pécuniaires. Exécution partielle de l'arrêt en cours d'instance.

- * Affaires jointes C-443/04 et C-444/04: Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 27 avril 2006 (demandes de décision préjudicielle du Hoge Raad der Nederlanden) — H. A. Solleveld (C-443/04) et J.E. van den Hout-van Eijnsbergen (C-444/04)/Staatssecretaris van Financiën, JO C 143 du 17 juin 2006, p. 14.
Sixième directive TVA. Article 13, A, paragraphe 1, sous c). Exonérations. Prestations de soins à la personne effectuées dans le cadre de l'exercice des professions médicales et paramédicales. Traitements thérapeutiques dispensés par un physiothérapeute et un psychothérapeute. Définition par l'État membre concerné des professions paramédicales. Pouvoir d'appréciation. Limites.

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

Nation Unies/Vereinigten Staaten

Human rights law journal, vol. 26, issue 9-12, p. 348. UN Human Rights Committee (UN-HRCee), Geneva/New York - 24.X.05
Arbitray refusal of a legally authorized therapeutic abortion by doctors in a public-sector hospital . Physical pain and mental suffering (Pregnancy involving an anencephalic foetus) . Violation of Articles 2, 7, 17 and 24 CCPR . Llantoy Huaman v. Peru 2006.

Allemagne/Deutschland

- * Medizinrecht, Bd 24, Nr 6, Juni 2006, p. 361. LG Aachen, Urt. v. 26. 10. 2005 – 11 O 543 /03.
Intensivpflichtigen Patienten. Ärztliche Aufklärung. Medikamenten.

- * Medizinrecht, Bd 24, Nr 5, Mai 2006, p. 298. AG Berlin-Tiergarten, Urt. v. 13. 9. 2005 – (237) 1 Kap Js 2655 /04 (19 /05)
Absehen von Strafe bei Tötung auf Verlangen.

- * Medizinrecht, Bd 24, Nr 3, März 2006, p. 174. OLG München, Urt. v. 23. 9. 2004 – 1 U 5198/03 (LG München I).
Beweislastumkehr bei groben Diagnosefehlern.

Autriche/Österreich

- * Recht der Medizin, 03, Juni 2006, p. 90. OGH 7.3.2006, 5 Ob 165/05 h.
Wrongful birth: Umfang der ärztlichen Aufklärungspflicht bei pränataler Untersuchung.

Belgique/Belgien

- * Revue de droit de la santé, 2005-2006/5, p. 295. Cour d'appel d'Anvers, le 12 décembre 2001.

Responsabilité extracontractuelle. Clinique. Préposés. Responsabilité contractuelle. Chirurgien. Infection nosocomiale. Infection de la plaie postopératoire.

- * Revue de droit de la santé, 200572006/5, p. 301. Cour d'appel de Liège, le 24 mai 2004.
Responsabilité contractuelle. Chirurgien. Infection nosocomiale. Obligation de sécurité. Clause d'exonération.

France/Frankreich

- * Dalloz, n° 16, 2006, p. 1065. Cour de cassation, 1re civ., 7 avr. 2006.
Reconnaissance paternelle prénatale, adoption et accouchement sous X.
- * Dalloz, n° 16, 2006, p. 1068. Cour de cassation crim., 10 janvier 2006.
Condamnation d'individus coupables d'avoir transmis le virus du sida à l'occasion de rapports sexuels non protégés.
Avec un commentaire d' A. PROTHAIS.
- * Dalloz, n° 19, 2006, p. 1273. Cour de cassation, 1re civ., 24 janv. 2006.
Défectuosité. Vaccin hépatite B. Facteur déclenchant d'un syndrome. Autorisation de mise sur le marché.
- Gaz. Pal. année 2006, somm. n° 161, 10 juin 2006, p. 21. Cass. crim., 7 juillet 2005 Note par Dominique Viriot-Barrial.
Prescription pénale. Hormones de croissance. Mise sur le marché. Non-conformité aux exigences requises. Exercice de l'action publique. Prescription. a) Point de départ. Délit clandestin. Tromperie. b) Interruption. Acte interruptif. Acte d'instruction ou de poursuite. Infractions connexes.
- Gaz. Pal année 2006, somm. n° 161, 10 juin 2006, p. 61. CA Montpellier (1re Ch. B), 4 avril 2006 (2 espèces) Note par Laurent Pitet.
Médicaments. Laboratoire pharmaceutique. Responsabilité du fait des produits. Vaccin contre le virus de l'hépatite B. Survenance d'une sclérose en plaques. Imputation. Absence de lien de causalité. Absence de preuve du défaut du produit. Fondement. Défaut de présomption. Preuve à la charge du patient.
- Gaz. Pal année 2006, somm. n° 161, 10 juin 2006, p. 58. Cass. civ. 1re, 24 janvier 2006 (2 arrêts) [02.16.648] et [03.19.534] Note par Jean-Marie Job.
Produits pharmaceutiques. Responsabilité du fabricant. Produits défectueux: nouvelles précisions sur les conditions de mise en jeu de la responsabilité des laboratoires pour défaut de sécurité des médicaments ou l'importance réaffirmée de la notice.
- Gaz. Pal année 2006, somm. n° 161, 10 juin 2006, p. 32. Cass. civ. 1re, 24 janvier 2006 (3 arrêts) [02.13.775], [01.16.684] et [02.12.260] Note, par Mireille Bacache.
Médecine. Responsabilité. Naissance d'un enfant atteint d'un handicap. Réparation du préjudice subi par l'enfant du fait de son handicap. Intervention de la loi du 4 mars 2002 déclarée applicable aux instances en cours. Violation de l'article 1er du protocole n° 1 à la Convention EDH.

- ✱ Revue générale de droit médical, n° 17, 2005, p. 474, Cass. 1^{ère} cil., 21 juin 2005, clinique du Tonkin, Mutuelles du Mans Assurances IARD, n° 04-12066
Infection nosocomiale. Responsabilités partagées entre l'établissement et le médecin.
- ✱ Revue Générale de droit médical, n° 18, 2006, p. 328, Cour de cassation, 15 novembre 2005, chambre civile, n° 03-18669
Responsabilité du médecin, surveillance des patients, soins conformes aux prescriptions des médecins, obligation d'assurer la surveillance des patients. In casu, la Cour de cassation a estimé que le personnel infirmier chargé d'appliquer les prescriptions médicales est tenu, conformément à l'article 3 du décret n° 93-345 du 15 mars 1993, relatif aux actes professionnels et à l'exercice de la profession d'infirmier, applicable en la cause, et en l'absence d'information relative à un autre traitement médical, de vérifier la prise des médicaments prescrits lors du séjour dans l'établissement de santé et la surveillance de leurs effets. En l'absence d'information donnée à l'établissement de santé quant aux contre-indications d'un traitement anticoagulant et d'élément permettant de considérer que cet établissement avait connaissance du fait que la patiente prenait un tel traitement durant son séjour, le moyen tiré d'un manquement de la clinique à son obligation d'assurer la surveillance des patients et de leur donner des soins conformes aux prescriptions médicales est inopérant.
- ✱ Revue Droit & Santé, n° 10, 2006, p. 159, Cass. crim. 15 novembre 2005 : inédit pourvoi 05-82978
L'épilation au laser constitue un acte médical et doit donc être réalisée sous la responsabilité effective d'un médecin.
- ✱ Revue Droit & Santé, n° 11, 2006, p. 256, Civ. 1^{ère}, 24 janvier 2006, n° 04-16.110, inédit ; Civ. 1^{ère}, 7 février 2006, n° 04-17.097, inédit
Retour sur l'application rétroactive des arrêts « staphylocoques dorés » du 29 juin 1999 (commentaire d'Olivier Smallwood).
- ✱ Revue Droit & Santé, n° 11, 2006, p. 258, CAA Paris, 1^{er} février 2006, n° 02PA01211
Endogène ou Exogène... L'origine de l'infection comme caractère déterminant de la responsabilité d'un établissement public de santé (commentaire d'Olivier Smallwood).
- ✱ Revue Droit & Santé, n° 11, 2006, p. 270, Cass., 2^{ème} civ., 4 janvier 2006, pourvoi n° 05-13755 ; Cass., 1^{ère} civ., 7 février 2006 pourvoi n° 05-13679, n° 05-14571 et n° 04-20256
Précisions sur les éléments permettant d'établir l'imputabilité de la contamination par le virus de l'hépatite C (commentaire de Sophie Guigue).

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.jaac.admin.ch>. La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante :

<http://www.bger.ch/> pour tous les arrêts publiés par le Tribunal fédéral et

<http://www.bag.admin.ch/dokumentation/gesetzgebung/00710/01900/index.html?lang=fr> pour les arrêts concernant les assurances maladie et accident.

- * ATF 132 II 135 – Arrêt de la 2^e Cour de droit public du 13 janvier 2006.
La reconnaissance d'un diplôme étranger de médecin doit reposer sur un traité international. Il n'existe pas de traité entre la Suisse et l'Algérie. Un diplôme algérien reconnu à des fins purement académiques en France (accès à une formation postgrade) n'est pas reconnu à des fins professionnelles au sens de l'Accord sur la libre circulation des personnes et du droit communautaire pertinent. Pas de reconnaissance du diplôme en Suisse.
- * ATF 132 II 200 – Arrêt de la 2^e Cour de droit public du 21 février 2006.
Conditions auxquelles un médicament peut être dispensé de l'autorisation de mise sur le marché. Notion de spécialité de comptoir, fabriquée en petites quantités d'après une formule propre (art. 9 et 14 LPT_h).
- * ATF 132 III 257 – Arrêt de la 1^{ère} cour civile du 8 février 2006.
Obligation de l'employeur de prendre les mesures nécessaires à la protection de la santé du travailleur (art. 328 CO, art. 6 LTr). Protection contre les dangers de la fumée passive.
- * ATF 132 III 359 – Arrêt de la 1^{ère} cour civile du 20 décembre 2005.
Art. 394 ss CO; contrat de soins médicaux; stérilisation omise; responsabilité pour les frais d'entretien de l'enfant (non planifié) de la patiente. Etat de la doctrine quant à l'existence d'un dommage du fait que les parents doivent assumer les frais d'entretien de l'enfant à la suite d'une stérilisation omise (consid. 3.3). Diminution involontaire de la fortune (consid. 4.1). Réfutation des arguments avancés par ceux qui contestent le droit au remboursement des frais d'entretien (consid. 4.2-4.8).
- * ATF 132 IV 29 – Arrêt de la Cour de cassation du 8 décembre 2005.
Appréciation de la responsabilité pénale. Le fait qu'une personne soit traitée médicalement pour des troubles de stress post-traumatique n'est pas de nature à faire naître de sérieux doutes sur sa responsabilité pénale.
- * ATF 132 V 6 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 28 décembre 2005. (également dans RAMA 1/2006, p. 28).
Une décision négative du Conseil fédéral en matière de liste cantonale des hôpitaux (refus d'y inclure un hôpital ou inclusion avec un nombre réduit de

lits, même s'ils sont prévus pour des patients ayant une assurance complémentaire) n'est pas sujette à recours de droit administratif et n'entre pas dans le champ d'application de l'art. 6 CEDH (droit à un juge indépendant et impartial). Le recours de droit administratif n'est pas ouvert contre une décision négative du Conseil fédéral en matière de liste des hôpitaux. Par ailleurs, le refus d'inclure un hôpital dans la liste cantonale des hôpitaux n'entre pas dans le champ d'application de l'art. 6 par. 1 CEDH (même pour les lits réservés aux patients au bénéfice d'une assurance complémentaire dans des hôpitaux privés). Confirmation de la jurisprudence antérieure (ATF 126 V 172).

- * ATF 132 V 18 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 13 janvier 2006. (également dans RAMA 1/2006, p. 46)
Convention tarifaire entre pharmaciens et caisses-maladie instaurant le système du tiers payant. La caisse doit payer les médicaments fournis par le pharmacien même si une limitation thérapeutique, imputable au médecin et non reconnaissable pour le pharmacien, du médicament (en l'espèce : Xénical) figurant dans la liste des spécialités n'a pas été respectée.
- * ATF 132 V 32 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 9 novembre 2005.
L'autorisation d'effectuer une cure à domicile (art. 20 LAM) est subordonnée à la réalisation des conditions d'efficacité, d'adéquation et d'économicité (art. 16 LAM). Application par analogie de la jurisprudence en matière de LAMal pour l'appréciation du caractère économique dans l'assurance militaire.
- * ATF 132 V 46 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 28 novembre 2005.
L'adaptation orthopédique de chaussures de série (moyen auxiliaire selon les art. 43^{ter} LAVS et 2 OMAV) doit être qualifiée de prestation de maladie au sens du Règlement européen n° 1408/71. Pas de droit à la remise en Suisse pour un assuré au bénéfice d'une rente AVS domicilié en Espagne.
- * ATF 132 V 65 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 8 février 2006.
Evaluation de l'invalidité. Diagnostic de fibromyalgie. Application par analogie des principes jurisprudentiels développés en matière de troubles somatoformes douloureux pour apprécier le caractère invalidant d'une fibromyalgie.
- * Arrêt de la 2^e Cour civile du Tribunal fédéral, 5P.400/2005, du 21 novembre 2005, commenté par Ph. Meier in RDT 2006 90.
Médication forcée. Nécessité, sauf cas exceptionnel, d'avoir un intérêt actuel et pratique à recourir. Intérêt nié en l'espèce.
- * JAAC 70.19 S.B. AG. (Auszug aus dem Entscheid HM 04.086 der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel vom 30. Juli 2005 i. S. B. AG)
Médicaments. Preuve de la qualité dans la procédure de surveillance du marché. Examen de la conservation antimicrobienne adéquate. Caractère obligatoire de la pharmacopée européenne.
- * JAAC 70.20. Extrait du Jugement HM 04.091 de la Commission fédérale de recours en matière de produits thérapeutiques, du 14 juin 2005, dans la cause S.

Médicaments. Importation par un particulier de médicaments prêts à l'emploi non autorisés en Suisse. Petite quantité correspondant à la consommation personnelle. Renvoi à l'expéditrice de médicaments retenus à la frontière.

- * JAAC 70.21 S. T. AG. (Auszug aus dem Entscheid HM 05.098 der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel vom 2. Juni 2005 i.S. T. AG)
Médicaments. Sûreté de l'approvisionnement. Information du public par l'autorité. Extension de l'objet du litige. Contestation d'une décision de non-entrée en matière sur acte matériel. Droit à une décision de constatation.
- * JAAC 70.22 S. X. AG. (Auszug aus dem Entscheid HM 04.067 der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel vom 11. April 2005 i.S. X. AG)
Médicaments. Modification de l'autorisation de fabrication pour un site d'établissement supplémentaire. Objet du litige. Conditions d'autorisation relatives à l'établissement et aux personnes.
- * JdT 153 I 665, ATF 130 II 83.
Opposition, par l'administration cantonale, à la mention „sans adjonction de sucre“ apposée sur des emballages de jus d'orange. Tromperie. Art. 18 LDAI.
- * AJP/PJA 3/2006, p. 372 – Bundesgericht, Kassationshof, Urteil 6S.176/2004 vom 27.10.2004 (mit Bemerkungen von D. Häring).
Eventualvorsätzliche schwere Körperverletzung durch ungeschützten Sexualkontakt einer HIV-infizierten Person. Strafloße Mitwirkung an fremder Selbstgefährdung, wenn das Opfer um die Infektion weiss.
- * AJP/PJA 6/2006, p. 759 – Eidgenössisches Versicherungsgericht, Urteil I 745/03 vom 08. 02.2006 (mit Bemerkungen von R. Wiederkehr).
Art. 44 und Art. 49 ATSG. Ernennung eines Gutachters durch die IV-Stelle. Der Anordnung einer Begutachtung kommt grundsätzlich kein Verfügungscharakter zu. Einwände gegen die fachliche Qualifikation eines Sachverständigen führen nicht zu einer selbständigen Anfechtbarkeit des Entscheids. Werden dagegen Ausstandsgründe gemäss Art. 36 ATSG geltend gemacht, ist der Entscheid darüber selbständig anfechtbar.
- Die Praxis, Heft August 2005, Nr. 96 p. 696 (texte original en italien dans ATF 130 V 294 et également dans SVR 2004 KV Nr. 20, traduit en allemand).
Präzisierung der Rechtsprechung in ATF 129 V 80. Die obligatorische Krankenpflegeversicherung hat nicht für Kosten von Behandlungen aufzukommen, welche bis zum 20. Altersjahr zu Lasten der Invalidenversicherung hätten durchgeführt werden können, jedoch aus dem Einflussbereich des Krankenversichers entzogenen Gründen nicht wurden (Art. 25, 27, 31 Abs 1, 33 Abs 2 und 5 KVG ; Art. 33 lit.d KVV; Art. 19a Abs 1 lit. A und ABS 2 Ziff 22 KLV).
- Die Praxis, Heft November 2005, Nr 140, p. 954 (texte original en italien dans ATF 130 V 472, traduit en allemand).
Leistungspflicht für zahnärztliche Behandlungen, die mit einer Allgemeinerkrankung im Zusammenhang stehen ; Begriff der

Allgemeinerkrankung ; Brustkrebs (Art. 31 Abs 1, 33 Abs 2 und 5 KVG, Art. 33 lit. KVV ; Art. 18 KLV).

- Die Praxis, Heft Dezember 2005, Nr. 54, p. 1039 (texte original en français dans ATF 130 V 479 et également dans SVR 2005 KV Nr. 13, traduit en allemand).
Une personne hospitalisée en division commune d'une clinique privée du canton où elle habite, clinique figurant dans la planification hospitalière cantonale –ou par elle son assureur maladie- ne peut prétendre de ce canton la part des coûts imputables dans un hôpital public ou subventionné à la charge du canton.
- RAMA 1/2006, p. 3 – Arrêt du TFA du 4 novembre 2005 (K 90/03).
Le fait de se heurter sa mâchoire contre le volant d'une auto tamponneuse ne représente pas un accident au sens juridique ; il n'y pas de différence pertinente par rapport aux cas publiés précédemment : RAMA 1996, p. 199 ; RAMA 1998, p. 468.
- RAMA 1/2006, p. 6 – Arrêt du TFA du 2 novembre 2005 (K 129/03).
Un département cantonal, qui a statué en tant qu'autorité cantonale inférieure de recours et dont la décision a été annulée par le tribunal administratif du canton, n'a pas qualité pour former un recours de droit administratif au Tribunal fédéral des assurances (ATF 110 V 127).
- RAMA 1/2006, p. 19 – Arrêt du TFA du 22 décembre 2005 (K 194/00).
La teneur claire de l'art. 41, al. 3 LAMal exclut que, dans la détermination individuelle de la participation du canton de résidence aux coûts, les tarifs et les prix sur la base desquels la facturation concrète a été faite puissent être soumis, de manière générale et abstraite, à un examen d'admissibilité et de proportionnalité.
- RAMA 2/2006, p. 40 – Arrêt du TFA du 12 janvier 2006 (K 40/05).
Même après l'entrée en vigueur de la LPGA, il n'y a aucune base légale pour la perception d'intérêts de retard ou d'indemnisation sur les montants dus par les assurés à titre de participation aux coûts.
- RAMA 1/2006, p. 55 – Arrêt du TFA du 17 janvier 2006 (K 135/04).
Conditions auxquelles l'assurance obligatoire des soins prend en charge les frais de l'opération effectuée en vue d'éliminer une couche de graisse au moyen d'une plastie abdominale. Le défaut exclusivement esthétique n'est pas un critère pour l'obligation de prise en charge du traitement.
- RAMA 2/2006, p. 133 – Arrêt du TFA du 13 février 2006 (K 46/05).
Dans les cas de transsexualisme vrai, l'assurance obligatoire des soins doit prendre en charge la reconstitution des organes génitaux masculins au moyen d'un implant pénien.
- RAMA 2/2006, p. 136 – Arrêt du TFA du 6 mars 2006 (K 21/03).
Il n'y a pas lieu d'entrer en matière sur un recours de droit administratif déposé contre une décision sur recours du Conseil fédéral concernant la fixation du tarif hospitalier par le gouvernement cantonal. Aucune violation du droit à l'accès à un

tribunal selon l'art. 6, ch. 1 CEDH, pour autant que son application soit admise, question qui, en l'espèce, a été laissée ouverte.

- RAMA 2/2006, p. 147 – Arrêt du TFA du 6 mars 2006 (K 121/01).
L'art. 104, al. 1, let. a OAMal – qui fait dépendre l'exemption du paiement de la contribution aux frais hospitaliers non seulement d'un rapport relevant du droit de la famille, mais aussi de l'existence d'un ménage commun – est conforme à la loi et à la Constitution. Les autres réglementations en vigueur – notamment l'art. 27, al. 2 OLAA – ne peuvent être purement et simplement transposées dans l'assurance-maladie.
- RAMA 2/2006, p. 119 – Arrêt du TFA du 9 janvier 2006 (K 71/04, 73/04, 74/04, 75/04).
La résiliation des rapports d'assurance-maladie obligatoire donnée par écrit à l'asseur-maladie par l'association Pro Life – agissant en tant que représentante autorisée au nom des 29'000 membres de son association – est valable. L'action de l'asseur-maladie, portant sur la constatation que ces 29'000 personnes sont encore assurés auprès d'elle, est admissible.
- RAMA 2/2006, p. 150 – Arrêt du TFA du 7 mars 2006 (K 94/05).
Si les coûts facturés, d'après le tarif à la prestation, pour un assuré de l'assurance-maladie obligatoire dans la division semi-privée ou privée d'un hôpital public ou subventionné par les pouvoirs publics sont moins élevés que ceux qui seraient facturés selon le tarif forfaitaire applicable à la division commune de l'hôpital, les coûts seront facturés à l'asseur selon le tarif de l'assurance obligatoire des soins, et la subvention cantonale due selon la jurisprudence (ATF 127 V 422) et la loi fédérale urgente sera réduite.
- RAMA 2/2006, p. 170 – Arrêt du TFA du 1^{er} décembre 2005 (U 245/05).
En cas d'atteinte au tympan survenue chez une souffleuse pendant une représentation d'opéra, les éléments constitutifs de l'accident (soudaineté, caractère inhabituel) font défaut.
- * Rivista ticinese di diritto, II – 2005 p. 260 n° 53, TFA 8.4.2005 N. K 68/02
Art. 3 LAMal ; 6 cpv. 3 OAMal. Non solo gli ex funzionari di organizzazioni internazionali con sede in Svizzera e i loro familiari, bensì pure quelli di organizzazioni internazionali con sede all'estero hanno la possibilità, ai sensi dell'art. 6 cpv. 3 OAMal, di postulare l'esonero dall'obbligo assicurativo, nel caso in cui beneficino per le cure in Svizzera di una copertura assicurativa equivalente presso l'assicurazione malattia della loro primitiva organizzazione. Pertanto rientra nel campo di applicazione di tale disposto anche un ex funzionario del Consiglio d'Europa a Strasburgo rientrato in Svizzera.
- * Rivista ticinese di diritto, II – 2005 p. 265 n° 56, TFA 18.4.2005 N. U 166/04
Art. 9cpv. 1 OAINF ; 6 LAINF ; nozione di infortunio. Nella fattispecie relativa a un'assicurata di 35 anni con alle spalle una formazione riconosciuta dalla Croce Rossa Svizzera che, in qualità di stagista fisioterapista da circa 4 mesi presso una casa anziani, ha dovuto sostenere un paziente per evitarne l'improvvisa caduta, riportando dei dolori alla zona cervicale è ammessa, quale caso limite, l'esistenza di un fattore straordinario e quindi di un

infortunio. Va riconosciuto che lo sforzo profuso dall'assicurata che pesava 57 kg per sopportare il peso del paziente di 84 kg ha ecceduto il quadro abituale della sua attività, in quanto in primo luogo, l'assicurata non ha avuto altra scelta se non quella di intervenire con uno sforzo violento e repentino per sostenere il paziente. In secondo luogo, il peso del degente in questione eccedeva di gran lunga quello dell'assicurata. Infine un tale peso associato alla componente di accelerazione naturalmente innescata dalla perdita di equilibrio del paziente, che si è lasciato completamente andare, ha richiesto uno sforzo superiore rispetto a quello che avrebbe determinato la sua massa non in movimento.

- sic! 1/2006 p. 33, „Radiokörper“ Eidgenössische Rekurskommission für geistiges Eigentum vom 3. August 2005.
Verneinung der Unterscheidungskraft für einen Radiokörper.
- sic ! 2/2006 p. 86, „Proteos/Protos, Commission fédérale de recours en matière de propriété intellectuelle du 17 juin 2006,
Similarité entre d'une part les produits pharmaceutiques et d'autre part les appareils et instruments chirurgicaux et médicaux ainsi que les instruments médicaux avec une fonction thérapeutique.
- sic! 5/2006 p. 341, Eidgenössische Rekurskommission für geistiges Eigentum vom 20. Februar 2006.
Keine Gleichartigkeit zwischen Heilmitteln einerseits und chemischen Erzeugnissen zur Erforschung von Krankheiten und Forschungs- und Beratungsdienstleistungen andererseits.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

Argovie/Aarau

- * AAGV 2004, Nr. 58, p. 239, Entscheid des Verwaltungsgerichts, 1. Kammer, vom 17. Februar 2004 in Sachen MB gegen Verfügung des Bezirksarztes B.
Örtliche Zuständigkeit bei interkantonaalem Sachverhalt; Notfalleinweisung eines ausserkantonalen Beschwerdeführers durch einen aargauischen Bezirksarzt in eine ausserkantonale Klinik.
- AAGV 2004, Nr. 59, p. 242, Entscheid des Verwaltungsgerichts, 1. Kammer, vom 11. mai 2004 in Sachen z.R. gegen den Entscheid der Klinik Königsfelden.
Rechtliches Gehör, nichtiger Zwangsmassnahmenentscheid (ZME); Anordnung und Ausgestaltung der Isolation.

Bâle/Basel

- * BJM 1/2006 p. 38
Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge, Bundesgesetz über allgemeinen Teil des Sozialversicherungsrechts BS

Bindung der Vorsorgeeinrichtung an den von der IV festgesetzten Invaliditätsgrad (Art. 23 BVG) und an die Rechtsgrundsätze des allgemeinen Sozialversicherungsrecht. Zur Bestimmung des Art. 43 Abs 3 ATSG (Untersuchungsmaxime)

Genève/Genf

- Semaine judiciaire, Vol. I, n°8, 2006 p. 98, Cour des assurances sociales, audience du 21 septembre 2005.

Greffe de foie à partir d'un donneur vivant. Admissibilité du traitement. Remboursement par l'assurance obligatoire de soins.

La transplantation à partir d'un donneur vivant est une mesure efficace, appropriée et économique au sens de l'art. 32 al. 1 LAMal. Le prélèvement d'organe est possible pour autant que la personne vivante, majeure et capable de discernement ait donné librement son consentement, qu'il n'en résulte pas de risques sérieux pour sa vie ou pour sa santé et que le receveur ne puisse pas être traité avec une efficacité comparable par une autre méthode thérapeutique. Des motifs d'ordre éthique ne s'opposent pas à la prise en charge par l'assurance-maladie obligatoire d'une transplantation du foie à partir d'un donneur vivant pour autant que des mesures d'accompagnement soient prises pour le donneur et le receveur et que le coût de la préparation du traitement et du suivi soit pris en charge par l'assurance-maladie du receveur. Contrairement au texte du chiffre 1.2 (dans sa version valable jusqu'au 30 juin 2005) de l'annexe 1 à l'OPAS, il faut admettre la prise en charge, par l'assurance obligatoire des soins, d'une transplantation hépatique – et de ses suites_ à partir d'un donneur vivant.

Jura

- * Recueil de jurisprudence du canton du Jura, RJJ III 2005 p. 145. Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 5 août 2004

Notion d'accident. Arrêt cardiaque (suivi d'un coma) à l'introduction d'une anesthésie pratiquée en vue d'une intervention chirurgicale. Conditions exigées pour savoir si un acte médical est comme tel un facteur extraordinaire au sens de l'art. 9 al. 1 OLAA.

- Recueil de jurisprudence du canton du Jura, RJJ III 2005 p. 154. Tribunal cantonal - Cour civile.

Accidentée souffrant d'un syndrome lombo-cervico-cérébral chronique post-traumatique, suivi d'un syndrome dépressif sévère. Causalité naturelle ; causalité dépassante ; causalité outrepassante. Calcul du dommage. Tort moral. Frais de mandataire (droit au remboursement).

Lucerne/Luzern

- * Luzerner Gerichts- und Verwaltung LGVE 2005 II Nr. 36, Verwaltungsgericht du 17.11.2005,

Art. 29 Abs. 2 BV; Art. 61 lit. c ATSG; Art. 59 Abs. 2 IVG; Art. 49 IVV. Bei den Einträgen des Regionalen ärztlichen Dienstes (RAD) im Verlaufsprotokoll gemäss Art. 49 Abs. 3 IVV handelt es sich um die Abgabe von Ergebnissen der medizinischen Leistungsprüfung und um die Empfehlung zur weiteren Dossierbehandlung zu Händen der IV-Stelle. Dabei geht es um einen versicherungsinternen Entscheidungsprozess. Die Nennung des vollen Namens bzw. der Facharzttitel der beteiligten RAD-Ärztinnen und -Ärzte ist dabei nicht

notwendig. Auf diese Art und Weise produzierte interne Aktenstücke hat das Gericht im Rahmen der freien Beweiswürdigung zu berücksichtigen. Das rechtliche Gehör eines Versicherten wird bei diesem Vorgehen nicht verletzt.

Neuchâtel/Neuenburg

- * Arrêt du Tribunal administratif du 1.7.2005, RJN 2005 228.

Art. 7, 8, 43 LPGA ; 4 LAI ; 69 RAI. Lorsque le médecin traitant généraliste de l'assuré indique qu'une longue toxicomanie (in casu 28 ans) est susceptible d'avoir entraîné au fil du temps une atteinte à la santé mentale provoquant une diminution de la capacité de travail et de gain, l'office AI ne peut rejeter une demande de rente en se fondant sur une ancienne expertise psychiatrique (de plus de 15 ans) concluant à ce que la toxicomanie initiale ne découle pas d'une atteinte à la santé physique ou mentale.

Compte tenu de ce nouveau substrat médical, il lui incombe d'ordonner une nouvelle expertise.

Il appartient également à l'expert d'examiner si le refus par le recourant d'un traitement psychiatrique contrevient à l'obligation générale faite à tout assuré dans le domaine des assurances sociales de mettre en œuvre toute mesure susceptible de diminuer son dommage.

Tessin/Ticino

- * Rivista ticinese di diritto, II – 2005 p. 256 n° 52, TCA 25.1.2005 N. 36.2004.142-143

Art. 3 LAMal ; 2 cpv. 7 OAMal. I cittadini stranieri che dispongono in Svizzera di un permesso di dimora in Svizzera per persone senza attività lucrativa secondo l'ALC sono esonerati dall'obbligo dell'assicurazione contro le malattie se all'estero beneficiano di una copertura assicurativa equivalente per le cure in Svizzera e se l'assicuratore estero attesta che le sue prestazioni corrispondono "grossomodo" a quelle previste dalla LAMal. La richiesta formulata dall'IAS nei confronti dell'assicuratore estero di due cittadini inglesi con permesso di dimora in Svizzera per persone senza attività lucrativa di certificare la copertura in forma completa delle medesime prestazioni previste dalla LAMal e dall'Ordinanza è dunque eccessiva.

- * Rivista ticinese di diritto, II – 2005 p. 263 n° 54, TCA 25.4.2005 N. 36.2004.47
Art. 19a cpv. 1 lett. a OPre ; 25, 31 cpv. 1, 33 cpv. 1, 33. cpv. 2 e 5 LAMal ; 33 lett. d OAMal, cure dentarie conseguenti a un'infermità congenita. Con la STFA pubblicata in DTF 130 V 294, il TFA, nel caso di un'assicurata affetta da una patologia congenita nota come prognatismo inferiore che ha iniziato le relative cure dentarie oltre dieci anni dopo il compimento del 20° anno di età, ha stabilito che sono necessarie, ai sensi dell'art. 19a cpv. 1 lett. a OPre, e quindi vanno a carico dell'assicurazione obbligatoria contro le malattie, solo quelle cure dentarie conseguenti a infermità congenite che, per ragioni di indicazione medica, richiedono un intervento al di là del 20° anno di età e non quelle che avrebbero potuto essere eseguite entro tale limite temporale. La causa è stata rinviata al TCA. Il TCA ha escluso che nel caso di specie l'assicurazione obbligatoria contro le malattie debba essere chiamata a rispondere delle spese relative alla cura dentaria. Infatti, dalle verifiche esperite non è scaturito nessun elemento medico concreto che permetta di ritenere la necessità di iniziare la cura solo dopo i venti anni.

- ✱ *Rivista ticinese di diritto, II – 2005 p. 264 n° 55, TCA 23.3.2005 N. 35.2004.59*
Art. 6, 24 LAINF ; 36 OAINF ; 45 LPGA. Nel caso di un assicurato le cui gambe sono rimaste incastrate e schiacciate per ore dalla lamiera contorta della cabina di comando di un'autogru da lui manovrata, considerato il tipo di trauma subito e il fatto che l'articolazione sotto-talare, dove è stata diagnostica una frattura, e quella sotto-astragalica sono delle strutture attigue, è dato, secondo il principio della verosimiglianza preponderante, un nesso di causalità naturale fra il referto oggettivabile a quell'ultimo livello e l'infortunio patito, come valutato dal medico chirurgo ortopedico interpellato dall'assicurato. L'assicurato ha, pertanto, diritto a un'indennità per menomazione dell'integrità del 5 % in considerazione delle limitazioni funzionali della caviglia e della lieve artrosi. I costi relativi al referto del medico ortopedico consultato dall'assicurato e ai provvedimenti diagnostici da lui predisposti vanno a carico dell'assicurazione infortuni, poiché essi si sono dimostrati necessari ai fini di un convincente accertamento della fattispecie.

- ✱ *Rivista ticinese di diritto, II – 2005 p. 265 n° 57, TCA 8.3.2005 N. 35.2004.41*
Art. 9 cpv. 1 OAINF ; 6 LAINF ; nozione di infortunio (atto medico). Il fatto di avere colpito con l'ago la radice nervosa S1 che ha provocato un movimento brusco della gamba dell'assicurata e in ultima analisi la lesione radicolare, pur costituendo un errore oppure un'imperizia dell'anestesista, non va considerato in sé un atto di imperizia grossolana e straordinaria. Inoltre, con la lesione della radice nervosa si è realizzato un rischio conosciuto, seppur raro, in caso di esecuzione di un'anestesia spinale. Riguardo al rimprovero mosso dall'assicurata nei confronti del medico di non essere stata adeguatamente informata circa i rischi connessi a un tale atto medico, va osservato che la problematica dell'obbligo di informare non è rilevante in relazione alla questione di sapere se un determinato atto medico è o meno costitutivo di un infortunio, bensì soltanto dal punto di vista della responsabilità civile. In simili condizioni il danno alla salute non è stato provocato da un infortunio.

- ✱ *Rivista ticinese di diritto, II – 2005 p. 266 n° 58, TCA 2.5.2005 N. 35.2004.103*
Art. 11 OAINF ; 6 LAINF ; ricaduta di un infortunio. I disturbi al ginocchio accusati da un'assicurata che hanno condotto all'annuncio di ricaduta e a un'artroscopia non sono in relazione di causalità, almeno con il grado di verosimiglianza preponderante, con una precedente caduta assunta dall'assicuratore LAINF. L'annuncio di ricaduta e il citato intervento sono, infatti, stati determinati da un'ulcera cartilaginea di origine morbosa e non dalla lesione meniscale che, nonostante l'origine traumatica, non era ancora così ampia da provocare dolori e richiedere l'artroscopia. Ciò è confermato pure dall'assenza di sintomi « ponte » tra il precedente sinistro e i disturbi al ginocchio oggetto della notifica all'istituto assicuratore. Pertanto per tale problematica non può essere riconosciuta la responsabilità di quest'ultimo.

Valais/Wallis

- ✱ *RVJ/ZWR 2/2006, p. 162 – Zivilgerichtshof I, Urteil vom 18. April 2005.*
Haftung des Arztes und des Spitals für durchkreuzte Familienplanung; Kosten des nicht geplanten Kindes als Schaden.

Zürich/Zurich

- * Plädoyer 2/2006, p. 82 – Urteil des Sozialversicherungsgerichts des Kantons Zürich vom 30. November 2005, rechtskräftig (UV.2004.00261).
Eine verunfallte Person muss dem Unfallversicherer nicht die ganze Krankengeschichte offen legen. Ihre Mitwirkungspflicht ist begrenzt durch die Zumutbarkeit.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles /
Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * AIGNER G., Behandlungsschäden durch Produktfehler : Beweisnotstand des Patienten ?, *Recht der Medizin*, 03, Juni 2006, p. 67.
- * CALAME T., Urteil des EuGH von 21. April 2005, Ergänzende Schutzzertifikate für Arzneimittel Staatvertrag mit Liechtenstein angepasst, *sic!*, 9/2005 p. 694.
- * GROSS T., Neues zur Abgrenzung zwischen Lebensmittel und Arzneimittel, *EuZW*, H. 6/2006, p. 172.
- * HICHRI G., MAILLOLS A.-C., Méthodologie de la responsabilité du fait des produits de santé, *Revue Droit & Santé*, N° 11, 2006, p. 243.
- * STROUN B., How the US Drug Safety System Should Be Changed. *Journal of American Medical Association*, 295 (2006), p. 2072.

Assurances sociales

- * CORPART I., Plus de solidarité familiale pour l'avenir des enfants handicapés, *Semaine juridique*, n° 14, avril 2006, p. 661.

- * GLIED S. AND AL., Better Behavioral Health Care Coverage for Everyone. *New England Journal of Medicine*, 354 (2006), p. 1415.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * BERND-RÜDIGER K., Der postmortale Geheimnisschutz, *Medizinrecht*, Bd 24, Nr 4, April 2006, p. 205.
- * BOUSSARD S., La conciliation du secret médical et du droit à l'information, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 247.
- * BRIDGES K.M., An anthropological meditation on *ex parte anonymous* : a judicial bypass procedure for an adolescent's abortion, *California law review*, vol. 94, n° 1, January 2006, p. 215.
- * CIMAR L., La situation juridique du patient inconscient en fin de vie, *Revue de droit sanitaire et social*, n°3, mai-juin 2006, p. 470.
- * CLERCKX J., l'embryon humain : le législateur, le début de vie et la loi relative à la bioéthique, *Revue du droit public*, mai-juin 2006, n° 3, t. 122, p. 736.
- * CORPART Isabelle, Plus de solidarité familiale pour l'avenir des enfants handicapés, *La Semaine Juridique, édition générale*, N° 14, 5 avril 2006, p. 661.
- * DUPRET B., Le corps mis au langage du droit : comment conférer à la nature une pertinence juridique, *Droit et société*, n° 61 / 2005, p. 627.
- * DUPUIS O., Le droit à l'information des personnes relevant de l'entourage du patient, *Revue Droit & Santé*, N° 10, 2006, p. 173.
- * EPSTEIN M., Why effective consent presupposes autonomous authorisation: a counterorthodox argument. *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p. 342.
- * FAVIER Y., La défaillance parentale en matière de santé : protection judiciaire et protection médicale, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 51.
- * FERRAND F., Heimlich eingeholte DNA-Vaterschaftstests und deren Verwertung im Zivilprozess : Deutsch-französische rechtsvergleichende Lösungsansätze, *Zeitschrift für europäisches Privatrecht*, 2/2006, p. 436.
- * GALLOUX J.-C. ET GAUMONT-PRAT H., Droits et libertés corporels, *Dalloz*, n° 18, p. 1200.
- * JONES R.B., Effect of different forms of information produced for cancer patients on their use of the information, social support, and anxiety: randomised trial, *British Medical Journal*, vol. 332, nr 7547, 2006, p. 942.
- * KRONES T. et al., Kinderwunsch und Wunsch Kinder Möglichkeiten und Grenzen der In-vitro-Fertilisations-Behandlung, *Ethik in der Medizin*, Bd 18, Nr 1, März 2006, p. 51.

- * LAMBERT-GARREL Lucile, La stérilisation des personnes handicapées majeures (note sur la loi L. n° 2001-588, 4 juillet 2001 : JO du 7 juillet CE 26 septembre 2005, req. n° 248357), *Revue Droit & Santé*, N° 9, 2006, p. 65.
- * NEIDERT R., Embryonenschutz im Zwiespalt zwischen staatlichem Gesetz und ärztlicher Lex artis, ZRP, 3/2006, p. 85.
- * PEREZ H., POLERE P., Arrêt de la première chambre civile de la Cour de cassation du 7 décembre 2004 – Arrêt n° 1791 FS-P+B – Pourvoi n° W 02-12.539 (commentaire, secret médical et assurances), *Revue générale de droit médical*, N° 18, 2006, p. 245.
- * PEREZ-CARCELES MD. AND AL., Primary care confidentiality for Spanish adolescents: fact or fiction? *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p. 329.
- * PLOEM M.C., Towards an Appropriate Privacy Regime for Medical Data Research, *European Journal of Health Law*, n° 1/2006, p. 41.
- * PUILL B., La responsabilité civile des parents à l'égard de la santé de leurs enfants, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 79.
- * RAIMBAULT P., Le corps humain après la mort : quand les juristes jouent au « cadavre exquis », *Droit et société*, n° 61 / 2005, p. 817.
- * RAJA C., MOREL K., VIALLA F., LAMBERT-GARREL L., La Cour de Strasbourg et les droits de l'homme né handicapé, *Revue Droit & Santé*, N° 9, 2006, p. 12.
- * ROTHÄRMEL S., Rechtsfragen der medizinischen Intervention bei Intersexualität , *Medizinrecht*, Bd 24, Nr 5, Mai 2006, p. 274.
- * SIROUX D., Filiations dissociées et accès aux origines: un chemin difficile entre secret et mensonge, anonymat et vérité(s), *Gazette du Palais*, année 2006, doct. n° 161, 10 juin 2006, p. 26.
- * SOUMY I., L'effet horizontal de l'article 5, §1, première phrase comme limite à la tyrannie familiale : L'affaire Storck c. Allemagne du 16 juin 2005, *Revue trimestrielle des droits de l'Homme*, n° 66, 2006, p.237.
- * TAGLIONE Catherine, La personne de confiance : facteur de progrès ou source de difficultés à venir ? Réflexions autour d'un dispositif juridique incertain, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 397.
- * VIALLA François, A propos des décrets du 6 février 2006, *Revue Droit & Santé*, N° 11, 2006, p. 229.
- * VIENNOIS J.-P., La représentation de l'enfant dans le contrat médical, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 37.

Ethique biomédicale

- * BYK C., Bioéthique : législation, jurisprudence et avis des instances d'éthique (chronique), *La Semaine Juridique, édition générale*, N° 18, 3 mai 2006, p. 899.
- * FORTIER C., Qui décide en matière de bioéthique ? L'apport de la loi du 6 août 2004, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 181.
- * GEVERS S., Abortion Legislation and the Future of the « Counseling Model », *European Journal of Health Law*, n° 1/2006, p. 27.
- * ISASI R. M., KNOPPERS B. M., Mind the Gap : Policy Approaches to Embryonic Stem Cell and Cloning Research in 50 Countries, *European Journal of Health Law*, n° 1/2006, p. 9.
- * MURTAGH FEM. AND AL., Evaluation and ethical review of a tool to explore patient preferences for information and involvement in decision making, *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p. 311.
- * NORTVEDT P., Medical ethics manual: does it serve its purpose?, *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p.159.
- * PEDROT P., La santé de l'enfant et la loi du 6 août 2004 relative à la bioéthique, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 103.
- * THIERRY J.-B., Quelle place pour la bioéthique en droit pénal ?, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 167.

Euthanasie et soins palliatifs

- BOSSHARD G., DE STOUTZ N., BÄR W., Eine gesetzliche Regulierung des Umgangs mit Opiaten und Sedativa bei medizinischen Entscheidungen am Lebensende?, *Ethik in der Medizin*, Bd 18, Nr 2, Juni 2006, p. 120.
- * COEHLO J., Lecture des décrets d'application de la loi du 22 avril 2005 sur la fin de la vie, *Droit déontologie & soin*, vol. 6, n° 1, mars 2006, p. 57.
- * COEHLO J., La France est-elle sur la voie de la dépénalisation de l'euthanasie, *Médecine & droit*, n°77, mars-avril 2006, p. 61.
- * DAHL E. AND AL. The case for physician assisted suicide : how can it possibly be proven? *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p. 335.
- DREIFUSS-NETTER F., Les directives anticipées: de l'autonomie de la volonté à l'autonomie de la personne, *Gazette du Palais*, année 2006, doct. n° 161, 10 juin 2006, p. 23.
- GOMES B., IRENE J HIGGINSON I. J., Factors influencing death at home in terminally ill patients with cancer: systematic review, *British Medical Journal*, 2006, vol. 332, n° 7540, p. 515.G

- GOSTIN LO., Physician-Assisted Suicide. A Legitimate Medical Practice ? *Journal of American Medical Association*, 295 (2006), p. 1941.
- * HOLZHAUER H., Patientenautonomie, Patientenverfügung und Sterbehilfe, *FamRZ*, H. 8, 2006, p. 518.
- * KUSMIN B.J., Swing low sweet chariot : abandoning the disinterested witness requirement for advance directives, *American journal of law & medicine*, Vol. 32, nr. 1, 2006, p. 93.
- * LINDNER J. F., Grundrechtsfragen aktiver Sterbehilfe, *Juristen Zeitung*, 61 Jg., Nr. 8, 2006, p. 373.
- * PELLERIN D., A propos de l'euthanasie, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, Tome 190, janvier 2006, n°1, p. 239.
- * SKENE L., Terminaly ill infants, parents and the courts, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 4, 2005, p. 663.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * ENGELMANN K., Die Kontrolle medizinischer Standards durch die Sozialgerichtsbarkeit , *Medizinrecht*, Bd. 24, Nr. 5, Mai 2006, p. 245.
- * HALLOUIN J.-C., L'organisation juridique des pharmacies d'officine, *Revue générale de droit médical*, N° 18, 2006, p. 23.
- * LYNCH M., McNALLY R., "science", "sens commun" et preuve ADN : une controverse judiciaire à propos de la compréhension publique de la science, *Droit et société*, n° 61 / 2005, p. 655.
- * MATOESIAN G., L'ambivalence sociologique du témoignage expert : conflit discursif dans la constitution de l'identité juridique, *Droit et société*, n° 61 / 2005, p. 719.
- * PAIN-MASBRENIER M.-T., Le dossier médical personnel, *Revue générale de droit médical*, N° 18, 2006, p. 217.
- * SIGNORET M.-C., Approche de la déontologie médicale par l'étude de la liberté thérapeutique, *Revue générale de droit médical*, N° 18, 2006, p. 277.

Génétique humaine et biotechnologies

- * BELL MDD., The UK Human Tissue Act and consent surrendering a fundamental principle to transplantation need, *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p. 283.

- * LOUIS-PECHA A., Possibilités de repérages anténatals de l'état de santé, état du droit positif en matière de diagnostics, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 13.

Médecine légale

- * BOHENSKY M. ET AL, Experience with practice guidelines for medico-legal death investigations : the case of falls-related deaths in hospitals, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 4, 2005, p. 727.
- * LAKKIS P., Die Exhumierung zur postmortalen Vaterschaftsfeststellung und -anfechtung, *FamRZ*, H. 7, 2006, p. 454.

Mesures médicales spéciales

- * ATUL G., When Law and Ethics Collide – Why Physicians Participate in Executions, *New England Journal of Medicine*, 354 (2006), p. 1221.
- * NOBLE A.A., MOULTON B.W. (guest editors), `DNA Fingerprinting and Civil Liberties (numéro entièrement consacré à ce thème), *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2006, p. 153.
- * PAUVERT B., L'encadrement des pratiques en matière d'embryologie, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 277.

Personnes âgées et santé

- * LAUFS A., Autonomie, Menschenwürde und Lebensschutz in der Geriatrie und Psychiatrie = Ethik in der Praxis/Practical Ethics, *Medizinrecht*, Bd 24, Nr 4, April 2006, p. 208.

Procréation médicalement assistée

- * APPEL J. M., May doctors refuse infertility treatments to gay patients, *Hastings center report*, July-August 2006, p. 21.
- * BROMAGE D.I., Prenatal diagnosis and selective abortion : a result of the cultural turn, *Medical humanities : edition of the Journal of medical ethics*, Vol. 32, Nr. 1, June 2006, p. 38.
- * MCLEAN S., Sex-selection : intergenerational justice or injustice ?, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 4, 2005, p. 761.
- * MCLEAN S., De-regulating assisted reproduction : some reflections, *Medical law international*, Vol. 7, no. 3(2006), p. 233.
- * MICHELMANN H.-W., WEWETZER C., KÖRNER U., Präkonzeptionelle Geschlechtswahl : Medizinische, rechtliche und ethische Aspekte, *Ethik in der Medizin*, Bd 18, Nr 2, Juni 2006, p. 164.

- * PHILIPPE C., Assistance médicale à la procréation : des pratiques encouragées ?, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 263.
- * SATOH Y., The relationship between mother and child born with gestational agreement in IPL : with the proposals of new legislation, *Kansai university review of law and politics*, n° 27, March 2006, p. 1.
- * SIMONSTEIN F., Genetic screening and reproductive choice : is making a child to save another unethical ? *Medicine and law*, vol. 24, nr. 4, 2005, p. 775.
- * TAORMINA G., Le droit de la famille à l'épreuve du progrès scientifique, *Dalloz*, n° 16, 2006, p. 1071.

Recherche biomédicale

- * BEVIERE B., La protection de la santé de l'enfant dans la recherche biomédicale, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 113.
- CAULFIELD T., Stemm cell patents and social controversy : a speculative view from Canada, *Medical law international*, Vol. 7, no. 3(2006), p. 219.
- HANSMANN U., Autonomie, Tissue Engineering – Aktuelle Entwicklungen im EU-Recht, *Medizinrecht*, Bd 24, Nr 3, März 2006, p. 155.
- MANAOUIL C. ET AL., The examination of genetic characteristics following the adoption of the revised French law on bioethics, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 4, 2005, p. 783.
- PÉDROT P., La recherche sur l'embryon: un régime juridique non dénué d'ambiguïtés (à propos du décret du 6 février 2006), *Gazette du Palais*, année 2006, doct. n° 161, 10 juin 2006, p. 30.
- * STEINBROOK R., Compensation for Injured Research Subjects. *New England Journal of Medicine*, 354 (2006), p. 1871.
- * WOOD AJ. AND AL., Injury to research Volunteers – The Clinical Research Nightmare, *New England Journal of Medicine*, 354 (2006), p. 1869.

Responsabilité médicale

- ANNAS GJ., The patient's Right to Safety – Improving the Quality of Care through Litigation against Hospitals, *New England Journal of Medicine*, 354 (2006), p. 2063.
- * CAREGHI J.-C., La responsabilité civile médicale avant l'arrêt Mercier : un préalable inutile ?, *Revue générale de droit médical*, N° 18, 2006, p. 109.
- * CLEMENT R., RODAT O., Post-Perruche : what responsibilities for professionals ?, *Medicine and law*, vol. 25, nr. 1, 2005, p. 31.

- * DAVER C., MEMETEAU G., L'incidence de la nature juridique de la relation contractuelle entre le médecin et la clinique sur les actions en « responsabilité » (analyse thématique), *Revue générale de droit médical*, N° 18, 2006, p. 339.
- * DEPINCE M., Le principe de précaution, la progestérone et les autorités communautaires, *Revue générale de droit médical*, N° 18, 2006, p. 173.
- * DESTOURS S., RESPAUD J.-L., Introduction des « class actions » en droit français : le « consommateur de soins » face aux « géants » du secteur sanitaire ?, *Revue Droit & Santé*, N° 9, 2006, p. 69.
- * DOSDAT J.-C., Responsabilité médicale : plaider pour la faute – Note sous CA Paris (1^{ère} ch. B), 4 mars 2005, *Revue générale de droit médical*, N° 18, 2006, p. 185.
- * DUTE J., The debate on no-fault compensation in the Netherlands, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 4, 2005, p. 691.
- GASSNER M., REICH-MALTER M., Autonomie, Die Haftung bei fehlerhaften Medizinprodukten und Arzneimitteln, *Medizinrecht*, Bd 24, Nr 3, März 2006, p. 147.
- * GUIGUE S., Présentation du décret n° 2005-1768 du 30 décembre 2005 relatif aux nouvelles missions confiées à l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des infections iatrogènes et des infections nosocomiales par la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique et modifiant le Code de la santé publique (dispositions réglementaires), *Revue Droit & Santé*, N° 11, 2006, p. 261.
- HERAIL E., Le renforcement de la sécurité transfusionnelle: principaux apports du décret du 1er février 2006, *Gazette du Palais*, année 2006, doct. n° 161, 10 juin 2006, p. 44.
- * HUREAU J., HUBINOIS P., Responsabilité médicale. Etude comparée de l'indemnisation des préjudices corporels en Europe, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, Tome 189, mai 2005, n° 5, p. 815.
- * MANAOUIL C., MORIUSER J., La contamination par le virus de l'hépatite C : quels mécanismes de responsabilité ?, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 361.
- PEIGNÉ J., La responsabilité du fait des médicaments défectueux : acquis et incertitudes, *Revue de droit sanitaire et social*, n°3, mai-juin 2006, p. 495
- * PELISSIER A., La responsabilité civile des personnels soignants à l'égard de l'enfant, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 65.
- * PLANK M.-L., THALER M., Chefarztpflicht-neu : oder die kritikwürdige Umsetzung der Heilmittel-Bewilligungs- und Kontroll-Verordnung, *Recht der Medizin*, 02, April 2006, p. 36.

- * ROUGE-MAILLART C., SOUSSET N., PENNEAU M., Influence de la loi du 4 mars 2002 sur la jurisprudence récente en matière d'information du patient, *Médecine & droit*, n° 77, mars-avril 2006, p. 64.
- * SAINTÉ-ROSE J., Droit transitoire et suite de l'arrêt Perruche, *Revue générale de droit médical*, N° 18, 2006, p. 257.
- SPICKHOFF A., Ärztliche Aufklärungsfehler, haftungsrechtliche Zurechnung und hypothetische Einwilligung, *Zeitschrift für europäisches Privatrecht*, 2/2006, p. 400.
- * VAYRE P., L'expert judiciaire face aux éléments médicaux de l'imputabilité et au lien de causalité en responsabilité chirurgicale, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, Tome 189, mai 2005, n° 5, p. 979.
- * VIALLA F., SMALLWOOD O., Panorama 2005 en droit des infections nosocomiales et application rétroactive de la jurisprudence « staphylococcus aureus » du 29 juin 1999 : vers un renouveau de l'obligation de sécurité de résultat des médecins ?, *Revue Droit & Santé*, N° 10, 2006, p. 106.

Santé mentale et psychique

- * COELHO J., Hospitalisations psychiatriques sous contrainte : plaider pour une réforme, *Revue de droit sanitaire et social*, n°2, mars-avril 2006, p. 249.
- * HOLSTEIN J. A., Pathologie mentale et justice : produire des évaluations psychiatriques, *Droit et société*, n° 61 / 2005, p. 701.
- * MOREL K., Apports de la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 au droit de la psychiatrie et de la santé mentale, *Revue Droit & Santé*, N° 10, 2006, p. 195.

SIDA, lutte contre les épidémies

- * BARRAU B., Santé publique : grippe aviaire, quel droit dans l'accès aux médicaments ?, *Revue Droit & Santé*, N° 9, 2006, p. 88.
- * GOSTIN L., Public Health Strategies for Pandemic Influenza. Ethics and the Law, *Journal of American Medical Association*, 295 (2006), p. 1700.
- * MOUNIER S. AND AL., How prepared is Europe for pandemic influenza? Analysis of national plans, *Lancet* 367 (2006), p. 1405.

Système de santé, politique de la santé

- * BANKS J. AND AL., Disease and Disadvantage in the United States and in England, *Journal of American Medical Association*, 295 (2006), p. 2037.
- * BROWNSWORD R., Public health, private right : constitution and common law, *Medical law international*, Vol. 7, no. 3 (2006), p. 201.

- * EVIN C., La lutte contre le tabagisme : la nécessité de renforcer le dispositif législatif, *Revue de droit sanitaire et social*, n°2, mars-avril 2006, p. 189.
- * GUETTIER C., L'amiante : une affaire d'Etat, *Revue de droit sanitaire et social*, n°2, mars-avril 2006, p. 202
- * LEROUGE L., La question des rapports entre le droit de la santé au travail et le droit de la santé publique : la nouvelle donne de la reconnaissance de la santé mentale au travail, *Revue générale de droit médical*, N° 18, 2006, p. 199.
- * MACPHERSON A., RIVARA F.P., PLESS B., Arguments against helmet legislation are flawed Brent Hagel, *British Medical Journal*, 2006, vol. 332, n° 754, p. 725.
- * MELLO MM. AND AL., Obesity – The New Frontier of Public health Law, *New England Journal of Medicine*, 354 (2006), p. 2601.
- * NYFFELER R., Surveillance de l'assurance-maladie sociale, *Sécurité sociale*, 2006, n° 3, p. 153.
- * RIES N., Legal rights, constitutional controversies and access to health care: lessons from Canada, *Medicine and law*, vol. 25, nr. 1, 2005, p. 45.
- * Services de santé et concurrence, différentes contributions, *Revue générale de droit médical*, numéro hors série, 2005.
- * SUNDMACHER T., JASPER J., Die EU als Motor ordnungspolitischer Reformen in Gesundheitssektor, *Zeitschrift für öffentliches Recht (ZÖR) : Austrian journal of public and international law*, Bd 61, H. 2, 2006, p. 335.

Transplantations

- * ANDERSON M., Xenotransplantation: a bioethical evaluation, *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p. 205.
- * BRAMSTEDT KA., Transfusion contracts for Jehovah's Witnesses Receiving organ transplants: ethical necessity or coercive pact?, *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p. 193.
- * DEMESLAY I., La santé de l'enfant et les dons et prélèvements d'organes, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 3.
- * LECLERQ A., MANAOUIL C., JADRE O., Les prélèvements sur personnes vivantes en vue de don : apports de la loi de bioéthique du 6 août 2004, *Droit déontologie & soin*, vol. 6, n° 1, mars 2006, p. 42.
- * PRIEUR S., La conciliation de la protection de la personne et de l'intérêt thérapeutique d'autrui à travers le don et l'utilisation des éléments et produits du corps humain, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 229.

**Ouvrages et Monographies /
Bücher und Monographien**

- * REISS M., *Rechtliche Aspekte der Präimplantationsdiagnostik : unter besonderer Berücksichtigung der Rechte der von einem Verbot betroffenen Paare*, Frankfurt am Main [...], Peter Lang, 2006.
- * SPENCER JR., DU BOIS-PEDAIN A. (ED.), *Freedom and responsibility in reproductive choice*, Oxford ; Portland, Hart, 2006.
- * GENETIC INTEREST GROUP (GIG), *Human Rights, Privacy and Medical Research: Analysing UK Policy on Tissue and Data*, London, May 2006.
<http://www.gig.org.uk/docs/hrprivacypdf190506.pdf>

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

**Articles /
Aufsätze**

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * GÜNTENSPERGER M., KINDHAUSER M., Pharmaindustrie und Medikamente, In : *Lehrgang Gesundheitswesen Schweiz*, n° 2.6, Update April 06.
- * KRAUS D., Licences obligatoires pour l'exportation de produits pharmaceutiques, *AJP/PJA*, 11/2005, p. 1356.
- * JUNOD V., Les médicaments génériques au regard de la LAMal, *AJP/PJA*, 4/2006, p. 396.
- * PETERMANN F. T., Rechtliche Überlegungen zur Problematik der Rezeptierung und Verfügbarkeit von Natrium-Pentobarbital, *AJP / PJA*, 4/2006, p. 439.

Assurances sociales

- * BRUCHEZ Ch., La nouvelle assurance-maternité et ses effets sur le droit du contrat de travail, *Semaine judiciaire*, Vol. II, n°10, 2005, p. 247.

- * COMMISSION NATIONALE D'ETHIQUE POUR LA MEDECINE HUMANITAIRE, Les « déclarations éthiques de renonciation » mettent en péril le principe de solidarité de l'assurance maladie, *Revue Médicale Suisse*, n° 71, 21 juin 2006, p. 1656.
- * Duc J.-L., Faut-il payer le droit de choisir son médecin en cas de soins hospitaliers? *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 49(2005), no 6, p. 533.
- * Duc J.-L., Refus ou réduction des prestations aux proches en cas de crime ou de délits dans l'assurance-accidents obligatoire, *REAS*, 2005, no 4, p. 369.
- * Duc J.-L., Du droit à une rente de l'AI des personnes n'exerçant une activité lucrative qu'à temps partiel. Le Tribunal fédéral des assurances ignore-t-il la loi ?, *AJP/PJA*, 11/2005, p. 1423.
- * EICHENBERGER T., Löcher im Datenschutz der Krankenversicherer, *Bulletin des médecins suisses*, n° 12, 2006, p. 505.
- * HÄNER I., Datenschutz in der Krankenversicherung : Wahrung der Patientengeheimnisses und Offenlegung von Gesundheitsdaten : eine Interessenabwägung aus Sicht des Versicherten, *digma : Zeitschrift für Datenrecht und Informationssicherheit*, 3. Jg, H. 4, 2002, p. 146.
- ISELIN E., Polypragmasie et étendue de l'obligation de restitution au sens de l'art. 56, al. 2 LAMal, *SZS*, 2(2006), p. 106.
- * JUNOD V., Les médicaments génériques au regard de la LAMal, , *AJP / PJA*, 4/2006, p. 396.
- * KUHN H., RABIA L., Ischi D., Stettler S., Nouvelle version du chapitre «Rapports» dans le TARMED à compter du 1er avril 2006, *Bulletin des médecins suisses*, n° 13, 2006, p. 535.
- LONDIS M., Zur Leistungspflicht der Krankenversicherung bei strafrechtlichen Massnahmen, *SZS*, 2(2006), p. 126.
- * OVERBECK J. VON, BALDINGER B., Genomanalyse und Versicherung : Prinzipien der Risikoprüfung bei den privatrechtlich geregelten Lebensversicherungen, *digma : Zeitschrift für Datenrecht und Informationssicherheit*, 3. Jg, H. 4, 2003, p. 154.
- * RAGGENBASS R., STEINER-KÖNIG U., OPAS et psychothérapies: partenariat ou soupçons?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 17, 2006, p. 697.
- * ROGGO A., STAFFELBACH D., Interkantonale Spitalplanung und Kostentragung – Stellenwert der „geschlossenen Spitalliste“ im Falle von „medizinischem Grund im weiteren Sinne“, *AJP/PJA*, 3/2006, p. 267.

- * ROSSMANITH X., La carte européenne d'assurance-maladie introduction en Europe et en Suisse, *Sécurité sociale : revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, 2005, no 6, p. 374.
- * WYLER D., Moral Hazard in der sozialen Krankenversicherung, *SZS*, 3(2006), p. 226.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * AYER A., Nul n'est censé ignorer...que les patients circulent librement en Europe, *Revue Médicale Suisse*, n°64, 3 mai 2006, p. 1195.
- * BINZ H., KUHN H., VIH et secret médical, *Bulletin des médecins suisses*, n° 19, 2006, p. 873.
- * CEREGHETTI A., Nul n'est censé ignorer...que le secret médical doit être manié avec précaution, *Revue Médicale Suisse*, n° 56, 8 mars 2006, p. 682.
- * FIEHN A., THEILMANN M., Der plötzliche Herztod : gibt es eine Vorhaltepflcht für automatische externe Defibrillatoren?, *Medizinrecht*, Bd 24, Nr 6, Juni 2006, p. 320.
- * GERBER A., Nouvelles directives de l'ASSM «DNAR» : des décisions complexes, une mise en œuvre difficile, *Bulletin des médecins suisses*, n° 21, 2006, p. 940.
- * MONTEVERDE S., Bündnis und Vertrag: zwei Grundmetaphern für die Ethik therapeutischer Berufe, *Bulletin des médecins suisses*, n° 26, 2006, p. 1226.
- * ROTHLIN M., Pourquoi des dispositions de fin de vie?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 26, 2006, p. 1216.
- * WASSERFALLEN J.-B., Respecter la liberté du patient et du soignant, *Bulletin des médecins suisses*, n° 20, 2006, p. 895.

Euthanasie

- * MARTIN J., Légiférer en matière d'euthanasie active directe ? Délicate pesée d'éléments de principe et pratiques. A propos du rapport de l'Office fédéral de la justice, *Revue Médicale Suisse*, n° 60, 5 avril 2006, p. 948.
- * PETERMANN F. Th., Rechtliche Überlegungen zur Problematik der Rezeptierung und Verfügbarkeit von Natrium-Pentobarbital, *AJP/PJA*, 4/2006, p. 439.
- * ROUILLER C., ROUSSIANO L., Le droit à la vie et le droit de mourir dignement Esquisse d'une problématique relative aux actes médicaux pratiqués sur les patients en fin de vie, *Jusletter*, 12 juin 2006, p. 1.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * CECCON J.-P., Altersvorsorge von selbständigen Ärztinnen und Ärzten – die wichtigsten Änderungen der 1. BVG-Revision, *Bulletin des médecins suisses*, n° 12, 2006, p. 512.
- * KAPPELER O., HÄNGGELI C., Formation continue et droits acquis, *Bulletin des médecins suisses*, n° 18, 2006, p. 768.
- * POLEDNA T., STOLL R., Ärztlicher Notfalldienst : Pflicht oder Recht des Arztes ? – Betrachtungen am Beispiel der Gesundheitsgesetzgebung des Kantons Zürich, *AJP/PJA*, 11/2005, p. 1367.
- * SIEGRIST M., ORLOW P., GIGER M., Effets de la loi sur le travail sur la formation postgraduée des médecins et temps consacré à cette dernière: enquête auprès des responsables d'établissements de formation, *Bulletin des médecins suisses*, n° 26, 2006, p. 1204.

Génétique humaine et biotechnologies

- * FELLMANN W., Genetische Untersuchungen und Haftpflichtrecht, *Have / Reas*, 1/2006, p. 9.
- * GIRSBERGER M. et M. KRAUS-WOLLHEIM, Die Offenlegung des Quelle von genetischen Ressourcen und traditionellen Wissen in Patentanmeldungen. Die Vorschläge der Schweiz, Rapport, *sic!*, 11/2005 p. 832.
- * KRAUS D., The Research Use Exemption Doctrine and Research Productivity in biotechnology, *sic!*, 12/2005 p. 912.

Mesures médicales spéciales

- * GEISER T., Medizinische Zwangmassnahmen bei psychisch Kranken aus rechtlicher Sicht, *Recht*, 3/2006, p. 91
- * HEUSSER P., PEK und BAG: Probleme beim Programm Evaluation Komplementärmedizin, *Bulletin des médecins suisses*, n° 20, 2006, p. 899.

Nouvelles techniques de l'information et santé

- * POLEDNA T., Rahmenbedingungen von E-health : erste Erfahrungen und künftige Anwendungsformen im elektronischen Gesundheitswesen, *digma : Zeitschrift für Datenrecht und Informationssicherheit*, 2. Jg, H. 2, 2002, p. 56.

Procréation médicalement assistée

- * LÜTHI T., Le problème des grossesses multiples, *Bulletin des médecins suisses*, n° 21, 2006, p. 943.

Recherche biomédicale

- * DITTMANN V., SALATHE M., Réglementation provisoire pour les biobanques jusqu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi relative à la recherche sur l'être humain, *Bulletin des médecins suisses*, n° 23, 2006, p. 1022.
- * REHMANN-SUTTER C., Cobayes rémunérés?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 25, 2006, p. 1194.

Responsabilité médicale

- * BARGELLI E., Schmerzengeld, *danno biologico*, Nichtvermögensschaden, In: STEPHAN WEBER (HRSG.), *Personen-Schaden-Forum 2006*, Zürich, Schulthess, 2006, p. 15.
- * BOEGLI M., Die Anforderungen an das medizinische Gutachten aus Sicht des Ärzte- und Spitalhaftpflichtversicherers, In: STEPHAN WEBER (HRSG.), *Personen-Schaden-Forum 2006*, Zürich, Schulthess, 2006, p. 145.
- * DOLDER F., Fachliche Qualifikation medizinischer Sachverständiger, *Bulletin des médecins suisses*, n° 17, 2006, p. 725.
- * MÜLLER C., Unterhaltskosten für ein ungeplantes Kind als Schaden ? : Kommentar zu BGE 132 III 359, *Jusletter*, 10 Juli. 2006, p. 1.
- * OTT W. E., Das medizinische Gutachten – insbesondere das Fehler- und Kausalitätsgutachten im Arzthaftpflichtrecht, *Bulletin des médecins suisses*, n° 25, 2006, p. 1170.
- * OTT W. E., Das medizinische Gutachten - insbesondere das Fehler - und Kausalitätsgutachten im Arztpflichtrecht : Anhang ; Gutachten 1-4, In: STEPHAN WEBER (HRSG.), *Personen-Schaden-Forum 2006*, Zürich, Schulthess, 2006, p. 41.
- * ROGGO A., STAFFELBACH D., Offenbarung von Behandlungsfehlern / Verletzung der ärztlichen Sorgfaltspflicht : Plädoyer für konstruktive Kommunikation, *AJP / PJA*, 4/2006, p. 407.
- * STEINER I., Der Dualismus von öffentlichem und privatem Recht in der Arzthaftung und seine Auswirkungen auf die Prozessführung, *ZBJV* 2/2006, p. 101.

Santé mentale et psychique

- * GEISER T., Medizinische Zwangsmassnahmen bei psychisch Kranken aus rechtlicher Sicht, *recht*, H. 3, 2006, p. 91.
- * KUHN H., Défenestration et Tribunal fédéral, *Bulletin des médecins suisses*, n° 23, 2006, p. 1015.
- * PRO MENTE SANA, prise de position sur le remboursement des psychothérapies, Pro mente sana : lettre trimestrielle, n° 32, juin 2006, p. 4.

SIDA, lutte contre les épidémies

- * CH.A.T Survey, Maladies transmissibles. Rapport intermédiaire sur l'enquête prospective approfondie lors de diagnostics de nouvelles infections au VIH, *Bulletin des médecins suisses*, n° 26, 2006, p. 1212.

Système de santé, politique de la santé

- * AUER A., Le droit face à la "political correctness" : la constitutionnalité de l'initiative populaire genevoise "Fumée passive et santé", *Pratique juridique actuelle*, 15(2006), no 1, p. 3.
- * BUCHS L., Managed care, In : *Lehrgang Gesundheitswesen Schweiz*, n° 3.6, p. 1.
- * GILLIET F., La ballade de notre système de santé malade, *Bulletin des médecins suisses*, n° 17, 2006, p. 719.
- * HAEMMERLE P., KURT H., Psychotherapie und Gesundheitsversorgung. Aufgaben und Möglichkeiten von Psychotherapie in der Gesundheitsversorgung, *Bulletin des médecins suisses*, n° 24, 2006, p. 1097.
- * HOFFMANN K., EBNER G., Psychotherapie: Langzeitbehandlung versus Kostenneutralität, *Bulletin des médecins suisses*, n° 23, 2006, p. 1046.
- * KÄPPELI S., Das therapeutische Bündnis in Medizin und Pflege – wie lange noch?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 26, 2006, p. 1221.
- * KOCHER G., Gesundheitsausgaben: Schweiz auf dem zweiten und dritten Rang, *Bulletin des médecins suisses*, n° 13, 2006, p. 555.
- * SCHWAAB J. C., La Suisse et la santé des jeunes travailleurs, *Plädoyer*, 3/2006, p. 60.
- * POLEDNA T., Gesundheitsrecht, *Aktuelle Anwaltspraxis 2005*, Bern, 2005, p. 575.
- * ROSSEL R., Coût des systèmes de santé : comparaison internationale et positionnement de la Suisse, *Sécurité sociale : revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, 2006, no 1, p. 48.

Divers

- * LUDWIG C. A., Anforderungen an Gutachten – Anforderungen an Gutachter, *Bulletin des médecins suisses*, n° 23, 2006, p. 1035.
- * MAIER T., Procédure d'asile et rapports médicaux, *Bulletin des médecins suisses*, n° 25, 2006, p. 1174.
- * PREVITALI A., La RPT et l'amélioration des droits des personnes handicapées, *Plädoyer*, 3/2006, p. 64.

- * SOLTERMANN B., Die Gutachtensaufträge der Privatversicherer, *Bulletin des médecins suisses*, n°23, 2006, p. 1034.
- * STÖCKLI H. R., Die Ausbildung medizinischer Gutachter in der Schweiz – bisher und zukünftig, *Bulletin des médecins suisses*, n° 23, 2006, p. 1030.

**Ouvrages et Monographies /
Bücher und Monographien**

- * GÄRTNER L, FLÜCKIGER Y., *Problèmes de l'Etat social : causes, fondements et perspectives : rapport de synthèse*, Zurich, Coire, Rüegger, 2006.
- * OFFICE FEDERAL DE LA SANTE PUBLIQUE, *Cinquième rapport sur la nutrition en Suisse*, Berne, OFSP, 2005.
- * REHMANN-SUTTER C., BONDOLFI A., FISCHER J., LEUTHOLD M. (Hrsg.), *Beihilfe zum Suizid in der Schweiz*, Bern [...], Peter Lang, 2006.

Droit de la santé : bibliographie (2007- 2010)

Cette bibliographie 2007-2008 en droit de la santé est une version avant publication. Pour les versions publiées, voir les Jusletter de weblaw :

[29 janvier 2007](#) ; [13 août 2007](#) ; [21 janvier 2008](#).

etc.. etc...

Numéros précédents / Frühere Erscheinungen : www.unine.ch/ids

Table des matières

DU 1^{ER} JUIN 2006 AU 30 NOVEMBRE 2006. / VOM 1. JUNI 2006 BIS ZUM 30. NOVEMBER 2006.	6
LEGISLATION / GESETZGEBUNG	8
I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)	8
II. Droit communautaire / Europarecht	9
Droit édicté / Erlassenes Recht	10
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. / Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	11
III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)	12
Droit édicté / Erlassenes Recht	13
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	13
IV. Droit fédéral / Bundesrecht	13
Droit édicté / Erlassenes Recht	13
Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse	16
V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)	18

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien	18
JURISPRUDENCE / RECHTSPRECHUNG	19
I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)	19
II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)	19
III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)	21
IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung	22
V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung	34
DOCTRINE / LEHRE	40
I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)	40
Articles / Aufsätze	40
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien	53
II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre	54
Articles / Aufsätze	54
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien	61
DU 1ER DECEMBRE 2006 AU 31 JUIN 2007. / VOM 1. DEZEMBER 2006 BIS ZUM 31. JUNI 2007.	63
LEGISLATION / GESETZGEBUNG	65
I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)	66
II. Droit communautaire / Europarecht	66
Droit édicté / Erlassenes Recht	66

Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. / Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	69
III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)	70
Droit édicté / Erlassenes Recht	70
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	71
IV. Droit fédéral / Bundesrecht	72
Droit édicté / Erlassenes Recht	72
Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse	74
V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)	76
VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien	78
JURISPRUDENCE / RECHTSPRECHUNG	79
I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)	79
II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)	80
III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)	80
IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung	83
V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung	89
DOCTRINE / LEHRE	96

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)	96
Articles / Aufsätze	96
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien	114
II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre	114
Articles / Aufsätze	114
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien	126
DU 1^{ER} JUILLET 2007 AU 31 DECEMBRE 2007. / VOM 1. JULI 2007 BIS ZUM 31. DEZEMBER 2007.	128
LEGISLATION / GESETZGEBUNG	136
I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)	136
II. Droit communautaire / Europarecht	136
Droit édicté / Erlassenes Recht	136
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. / Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	139
III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)	140
Droit édicté / Erlassenes Recht	140
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	141
IV. Droit fédéral / Bundesrecht	141
Droit édicté / Erlassenes Recht	141
Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse	145
V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)	147
VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien	152
JURISPRUDENCE / RECHTSPRECHUNG	153

I.	Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)	
	153	
II.	Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)	153
III.	Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)	155
IV.	Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung	158
V.	Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung	162
	DOCTRINE / LEHRE	165
I.	Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)	165
	Articles / Aufsätze	165
	Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien	177
II.	Doctrine suisse / Schweizerische Lehre	177
	Articles / Aufsätze	177
	Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien	180

**Du 1^{er} juin 2006 au 30 novembre 2006. / Vom 1.
Juni 2006 bis zum 30. November 2006.**

Numéros précédents / Frühere Erscheinungen : www.unine.ch/ids

LÉGISLATION/GESETZGEBUNG 8

- I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl) 8**
- II. Droit communautaire / Europarecht 9**
 - Droit édicté / Erlassenes Recht 10
 - Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. / Berichte,
Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw..... 11
- III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl) 12**
 - Droit édicté / Erlassenes Recht 13
 - Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte,
Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw..... 13
- IV. Droit fédéral / Bundesrecht 13**
 - Droit édicté / Erlassenes Recht 13
 - Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte
und Beschlüsse 16
- V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl) 18**
- VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische
und berufliche Erklärungen und Richtlinien 18**

JURISPRUDENCE / RECHTSPRECHUNG 19

- I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl) 19**

II.	Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)	19
III.	Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtspre- chung (Auswahl)	21
IV.	Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung	22
V.	Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung	34

DOCTRINE / LEHRE 40

I.	Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)	40
	Articles / Aufsätze	40
	Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux	40
	Assurances sociales	41
	Droits des patients, droit de la personnalité.....	41
	Ethique biomédicale.....	44
	Euthanasie	45
	Exercice des professions de la santé, politique professionnelle	46
	Génétique humaine et biotechnologies.....	46
	Médecine légale	46
	Médecine du sport.....	46
	Mesures médicales spéciales.....	46
	Nouvelles techniques de l'information et santé.....	47
	Personnes âgées et santé.....	48
	Procréation médicalement assistée.....	48
	Recherche biomédicale	48
	Responsabilité médicale.....	50
	Santé mentale et psychique	51
	SIDA, lutte contre les épidémies.....	52
	Système de santé, politique de la santé	52
	Transplantations et don du sang	53
	Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien	53

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre 54	
Articles / Aufsätze	54
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux	54
Assurances sociales	54
Droits des patients, droit de la personnalité.....	56
Ethique biomédicale.....	57
Euthanasie	57
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle	58
Génétique humaine et biotechnologies.....	58
Médecine légale	58
Médecine du sport.....	58
Mesures médicales spéciales.....	58
Nouvelles techniques de l'information et santé.....	59
Personnes âgées et santé.....	59
Procréation médicalement assistée.....	59
Recherche biomédicale	59
Responsabilité médicale.....	59
Santé mentale et psychique	60
SIDA, lutte contre les épidémies.....	60
Système de santé, politique de la santé	60
Transplantations	61
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien	61

*Ont collaboré à cette rubrique / An dieser Rubrik haben mitgewirkt :
Cédric BAUME, Nathalie BRUNNER, Vincent CORPATAUX, Béatrice DESPLAND, Johanne GAGNEBIN, Olivier GUILLOD, Agnès HERTIG-PEA, Daniel KRAUS, Jean PERRENOUD, Martine REHM FUCHS, Dominique SPRUMONT, Céline TRITTEN, Marinette UMMEL, Christian VAN GESSEL.*

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

Recommandation Rec(2006)10 du Comité des Ministres aux Etats membres relative à un meilleur accès aux soins de santé pour les Roms et les Gens du voyage en Europe adoptée par le Comité des Ministres le 12 juillet 2006, lors de la 971e réunion des Délégués des Ministres.

Recommandation Rec(2006)11 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la mobilité transfrontalière des professionnels de santé et son incidence sur le fonctionnement des systèmes de soins, adoptée par le Comité des Ministres le 13 septembre 2006, lors de la 973e réunion des Délégués des Ministres.

Recommandation Rec(2006)16 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les programmes d'amélioration de la qualité pour le don d'organes adoptée par le Comité des Ministres le 8 novembre 2006, lors de la 979e réunion des Délégués des Ministres.

Recommandation Rec(2006)17 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les hôpitaux en transition : nouvel équilibre entre soins en établissement et soins de proximité adoptée par le Comité des Ministres le 8 novembre 2006, lors de la 979e réunion des Délégués des Ministres.

Recommandation Rec(2006)18 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les services de santé dans une société multiculturelle adoptée par le Comité des Ministres le 8 novembre 2006, lors de la 979e réunion des Délégués des Ministres.

Résolution ResAP(2006)1 relative à un système de veille concernant les effets indésirables des produits cosmétiques (« cosmétovigilance ») en Europe destiné à protéger la santé publique adoptée par le Comité des Ministres le 8 novembre 2006, lors de la 979e réunion des Délégués des Ministres)

II. Droit communautaire / Europarecht

(JOCE L 189 à L 414 du 30 décembre 2006 et JOCE C 161 à C 332A du 30 décembre 2006)

Droit édicté / Erlassenes Recht

Décision de la Commission du 25 juillet 2006 modifiant les décisions 2005/692/CE, 2005/733/CE et 2006/7/CE en ce qui concerne certaines mesures de protection contre l'influenza aviaire hautement pathogène [*notifiée sous le numéro C(2006) 3302*]

Décision de la Commission du 25 juillet 2006 modifiant les décisions 2005/759/CE et 2005/760/CE en ce qui concerne certaines mesures de protection relatives à l'influenza aviaire hautement pathogène et à l'introduction de certains oiseaux vivants dans la Communauté [*notifiée sous le numéro C(2006) 3303*]

Décision de la Commission du 19 juillet 2006 modifiant la décision 2006/415/CE concernant certaines mesures de protection relatives à l'influenza aviaire hautement pathogène du sous-type H5N1 chez les volailles dans la Communauté

Décision de la Commission du 18 août 2006 modifiant la décision 2005/734/CE en ce qui concerne certaines mesures supplémentaires de limitation des risques de propagation de l'influenza aviaire

Directive 2006/86/CE de la Commission du 24 octobre 2006 portant application de la directive 2004/23/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences de traçabilité, la notification des réactions et incidents indésirables graves, ainsi que certaines exigences techniques relatives à la codification, à la transformation, à la conservation, au stockage et à la distribution des tissus et cellules d'origine humaine

Règlement (CE) no 1901/2006 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relatif aux médicaments à usage pédiatrique, modifiant le règlement (CEE) no 1768/92, les directives 2001/20/CE et 2001/83/CE ainsi que le règlement (CE) no 726/2004, JO L 378 du 27 décembre 2006, p. 1.

Règlement (CE) no 1902/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 modifiant le règlement (CE) no 1901/2006 relatif aux médicaments utilisés en pédiatrie, JO L 378 du 27 décembre 2006, p. 20.

Règlement (CE) no 1924/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 concernant les allégations nutritionnelles et de santé portant sur les denrées alimentaires, JO L 404 du 30 décembre 2006, p. 9.

Règlement (CE) no 1925/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 concernant l'adjonction de vitamines, de minéraux et de certaines autres substances aux denrées alimentaires JO L 404 du 30 décembre 2006, p. 26.

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. /
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1.6.2006 au 30.6.2006[Publication en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil]

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1.6.2006 au 30.6.2006(Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE)

Avis du Comité économique et social européen sur le Livre vert — Améliorer la santé mentale de la population — Vers une stratégie sur la santé mentale pour l'Union européenne[COM(2005) 484 final]

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er août 2006 au 31 août 2006[Publication en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil]

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er août 2006 au 31 août 2006[Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE]

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er septembre 2006 au 30 septembre

2006[Publication en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil]

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 90/385/CEE du Conseil, du 20 juin 1990, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositifs médicaux implantables actifs.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1.10.2006 au 31.10.2006[Publication en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil]

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1.10.2006 au 31.10.2006(Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE)

Avis du Comité économique et social européen sur la Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les médicaments de thérapie innovante et modifiant la directive 2001/83/CE ainsi que le règlement (CE) no 726/2004 [COM(2005) 567 final — 2005/0227 (COD)], JO C 309 du 16 décembre 2006, p. 15.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1 novembre 2006 au 30 novembre 2006[Publication en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) no 726/2004 du Parlement européen et du Conseil], JO C 321 du 29 décembre 2006, p. 16.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl> .

Droit édicté / Erlassenes Recht

Pas de notices pour cette édition.

Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.

Pas de notices pour cette édition.

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

Droit édicté / Erlassenes Recht

[RO/AS 2006 N° 27-51 27 DECEMBRE 2006]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

Code pénal suisse. Modification du 13 décembre 2002, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2007, RO 2006 3459.

Loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs (Droit pénal des mineurs, DPMin) du 20 juin 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2007, RO 2006 3545.

Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) du 18 mars 1994.

- Modification du 16 décembre 2005 (art. 105a, compensation des risques), en vigueur dès le 1^{er} janvier 2007, RO 2006 4823.

- Prorogation du 20 décembre 2006 (tarif des soins), en vigueur du 21 décembre 2006 au 31 décembre 2008 (loi déclarée urgente), RO 2006 5767.

Loi fédérale sur l'adaptation des participations cantonales aux coûts des traitements hospitaliers dispensés dans le canton selon la loi fédérale sur l'assurance-maladie du 21 juin 2002. Prorogation du 20 décembre 2006, en

vigueur du 1^{er} janvier 2007 au 31 janvier 2007 (loi déclarée urgente), RO 2006 5785.

Loi sur les épidémies du 18 décembre 1970. Modification du 6 octobre 2006 (Approvisionnement de la population en produits thérapeutiques ; voir le Message du 9 juin 2006, FF 2006 5333), en vigueur du 7 décembre 2006 au 31 décembre 2012 (loi déclarée urgente), RO 2006 4137.

Loi fédérale sur l'assurance-invalidité (LAI) du 19 juin 1959. Modification du 6 octobre 2006 (délai référendaire : 25 janvier 2007), FF 2006 7879.

Arrêté du Conseil fédéral concernant la déclaration de force obligatoire générale du Fonds national en faveur de la formation professionnelle en technique dentaire du 28 novembre 2006, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2007, FF 2006 9193.

Ordonnance du DFI sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins, OPAS), du 29 septembre 1995.

- Modification du 20 décembre 2006, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2007 (art. 7, 12, 13), RO 2006 5769.

- Modification du 3 juillet 2006 (art. 2, 3ss sur les psychothérapies, 12), en vigueur dès le 1^{er} janvier 2007, RO 2006 2957.

Ordonnance du DFI relative aux primes moyennes cantonales en 2007 de l'assurance obligatoire des soins pour le calcul des prestations complémentaires du 24 octobre 2006, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2007 et jusqu'au 31 décembre 2007, RO 2006 4819.

Ordonnance du DFI sur les indices du niveau des prix et sur les primes minimales 2007 permettant de calculer la réduction de primes dans la Communauté européenne, en Islande et en Norvège, du 20 novembre 2006, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2007 et jusqu'au 31 décembre 2007, RO 2006 5781.

Ordonnance sur la modification d'ordonnances liée à l'entrée en vigueur partielle des modifications du 16 décembre 2005 de la loi sur l'asile, de la loi fédérale sur l'assurance-maladie et de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants, du 8 novembre 2006, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2007, RO 2006 4739.

Ordonnance sur la prévention des accidents et des maladies professionnelles (Ordonnance sur la prévention des accidents, OPA) du 19 décembre 1983.

Modification du 29 septembre 2006, en vigueur dès le 1^{er} novembre 2006, RO 2006 4185.

Ordonnance du DFI sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens pour les troisième et quatrième années d'études au Centre de médecine bucco-dentaire et d'orthodontie de la Faculté de médecine de l'Université de Zurich, du 6 octobre 2006, en vigueur dès le 1^{er} novembre 2006, RO 2006 4219.

Ordonnance du DDPS concernant les produits et méthodes de dopage (Ordonnance sur les produits dopants) du 31 octobre 2001. Modification du 6 novembre 2006 (nouvelle annexe), en vigueur dès le 1^{er} janvier 2007, RO 2006 4781.

Ordonnance sur les autorisations dans le domaine des médicaments (OAMéd) du 17 octobre 2001. Modification du 7 juillet 2006, en vigueur dès le 1^{er} août 2006, RO 2006 2945.

Ordonnance sur la liste des dispositifs médicaux soumis à ordonnance médicale (OLDimom) du 22 juin 2006, en vigueur dès le 1^{er} octobre 2006, RO 2006 3679.

Ordonnance sur les émoluments de l'Institut suisse des produits thérapeutiques (Ordonnance sur les émoluments des produits thérapeutiques, OEPT) du 22 juin 2006, en vigueur dès le 1^{er} octobre 2006, RO 2006 3681.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques sur les exigences relatives à l'autorisation de mise sur le marché des médicaments (Ordonnance sur les exigences relatives aux médicaments, OEMéd) du 9 novembre 2001. Modification du 22 juin 2006, en vigueur dès le 1^{er} octobre 2006, RO 2006 3587.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques sur l'autorisation simplifiée de médicaments et l'autorisation de médicaments sur annonce (OASMéd) du 22 juin 2006, en vigueur dès le 1^{er} octobre 2006, RO 2006 3623.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques sur l'autorisation simplifiée des médicaments complémentaires et des phytomédicaments (Ordonnance sur les médicaments complémentaires et les phytomédicaments, OAMédcophy) du 22 juin 2006, en vigueur dès le 1^{er} octobre 2006, RO 2006 3641.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édition de la pharmacopée et la reconnaissance d'autres pharmacopées du 9 novembre 2001. Modification du 28 septembre 2006, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2007, RO 2006 4285.

Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse

[FF/BBL 2006 N° 27-51 (27 DECEMBRE 2006)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/> . En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

Message concernant la révision du code civil suisse (Protection de l'adulte, droit des personnes et droit de la filiation) du 28 juin 2006, FF 2006 6635 et 6767 pour le texte du projet.

Message relatif à l'initiative populaire «Oui aux médecines complémentaires» du 20 août 2006, FF 2006 7191 et 7229 pour le texte de l'arrêté.

Initiative parlementaire. Prorogation de la loi fédérale urgente du 8 octobre 2004 sur l'assurance-maladie (tarifs des soins).

- Rapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats du 29 mai 2006 , FF 2006 7159.
- Avis du Conseil fédéral du 30 août 2006, FF 2006 7167.
- Projet de loi, FF 2006 7165
- Adoption du projet (loi déclarée urgente), RO 2006 5767 (cf. ci-dessus).

Initiative parlementaire. Prorogation de la loi fédérale sur l'adaptation des participations cantonales aux coûts des traitements hospitaliers dispensés dans le canton du 21 juin 2002.

- Rapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats du 13 novembre 2006, FF 2006 9177.
- Avis du Conseil fédéral du 29 novembre 2006, FF 2006 9185.
- Projet de loi, FF 2006 9183.
- Adoption du projet (loi déclarée urgente), RO 2006 5785 (cf. ci-dessus).

Initiative parlementaire. Révision partielle de la loi sur les stupéfiants du 3 octobre 1951.

- Rapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national du 4 mai 2006, FF 2006 8141.
- Avis du Conseil fédéral du 29 septembre 2006, FF 2006 8211.
- Projet de loi, FF 2006 8195.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, accordée à l'*Universitäts-Kinderspital beider Basel (UKBB)*, du 25 juillet 2006, FF 2006 6345.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet «*Erhebung aus den Geburtenbüchern aller Schweizer Spitäler betreffend perinatal verstorbenen Kinder im Zeitrahmen 2000 bis 2004 (Dissertation)*», du 25 juillet 2006, FF 2006 6349.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet «*Internieren und Integrieren. Zwang in der Psychiatrie. Der Fall Zürich 1870 bis 1970 (NFP 51)*», du 3 octobre 2006, FF 2006 7583.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet «*Registre des arrêts cardiaques extrahospitaliers en Suisse romande*», du 28 novembre 2006, FF 2006 8802.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet «*Katamnestiche Studie: Religiöser Wahn – Empirische Untersuchung zur Bedeutung von Religion im Wahnerleben*» du 28 novembre 2006, FF 2006 8805.

Arrêté du Conseil fédéral relatif à la votation populaire du 11 mars 2007, du 16 novembre 2006, FF 2006 8957 (le texte de l'initiative est publié en FF 2006 5471).

Communication de la Commission de la concurrence. Ouverture d'une enquête concernant des médicaments hors-liste, du 21 novembre 2006, FF 2006 8643.

Communication de la Commission de la concurrence. Ouverture d'une enquête concernant des médicaments hors-liste, du 19 décembre 2006, FF 2006 9247.

Procédure de consultation (date limite : 15 mars 2007) du DFI sur la révision de la loi fédérale sur l'assurance-accidents (LAA), FF 2006 9046.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait notamment des newsletters de l'Institut du Fédéralisme à Fribourg)

Pas de notices pour cette édition.

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

Suisse/Schweiz

Pas de notices pour cette édition.

Etranger/Ausland

Pas de notices pour cette édition.

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

<http://www.echr.coe.int>

ACEDH Arrêt Jäggi c/ Suisse du 13 juillet 2006, Requête n°58757/00.

Le juge national a refusé d'autoriser une expertise ADN sur un défunt, demandée par le fils présumé de celui-ci, dont le but était d'établir avec certitude sa filiation. Après pesée des intérêts en présence, soit ceux du fils présumé de connaître son ascendance et ceux des tiers à l'intangibilité du corps du défunt, le droit au respect des morts ainsi que l'intérêt public à la protection de la sécurité juridique, la Cour a estimé qu'en refusant cette expertise ADN, l'article 8 CEDH avait été violé. Elle a par ailleurs fait savoir que l'intérêt d'une personne à connaître son ascendance ne cessait pas avec l'âge.

ACEDH Arrêt Dickson c/ Royaume-Uni du 18 avril 2006, Requête n°44362/04.

Refus de procéder à une insémination artificielle pour un couple marié dont le mari se trouve en prison. Suite à une pesée des intérêts en présence, la Cour a conclu qu'il n'y avait pas de violation des articles 8 et 12 CEDH.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

<http://curia.eu.int/fr/index.htm>

EuZW, H. 15/2006. EG Art. 13, 136, 137, 234 ; Richtlinie 2000/78/EG Art. 1, 2 I, 3 I lit. c.

Kündigung wegen Krankheit keine Diskriminierung wegen Behinderung im Sinne der Gleichbehandlungsrichtlinie.

Affaire C-431/04: Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 4 mai 2006
demande de décision préjudicielle du Bundesgerichtshof — Allemagne) — Massachusetts Institute of Technology (Droit des brevets — Médicaments — Règlement (CEE) n° 1768/92 — Certificat complémentaire de protection pour les médicaments — Notion de «composition de principes actifs»

Affaire C-106/05: Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 8 juin 2006 (demande de décision préjudicielle du Bundesfinanzhof — Allemagne) — L.u.P. GmbH/Finanzamt Bochum-Mitte
Sixième directive TVA — Exonérations — Article 13, A, paragraphes 1, sous b) et c), et 2, sous a) — Soins médicaux assurés par des organismes autres que ceux de droit public — Soins à la personne effectués dans le cadre de l'exercice d'une profession médicale — Analyses médicales effectuées par un laboratoire de droit privé extérieur à un établissement de soins sur prescription de médecins généralistes — Conditions de l'exonération — Pouvoir d'appréciation des États membres — Limites.

Affaire C-164/05: Arrêt de la Cour (sixième chambre) du 8 juin 2006 — Commission des Communautés européennes/République française
Manquement d'État — Directive 2001/19/CE — Système général de reconnaissance des qualifications professionnelles — Reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres — Infirmier, dentiste, vétérinaire, sage-femme, architecte, pharmacien et médecin — Non-transposition dans le délai prescrit.

Affaire C-264/05: Arrêt de la Cour (cinquième chambre) du 15 juin 2006 — Commission des Communautés européennes/République fédérale d'Allemagne
Manquement d'État — Directive 2001/19/CE — Reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres — Infirmier, dentiste, vétérinaire, sage-femme, architecte, pharmacien et médecin — Non-transposition dans le délai prescrit

Affaire C-262/05: Arrêt de la Cour (cinquième chambre) du 15 juin 2006 — Commission des Communautés européennes/République d'Autriche
Manquement d'État — Directive 2001/19/CE — Reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres — Infirmier, dentiste, vétérinaire, sage-femme, architecte, pharmacien et médecin — Non-transposition dans le délai prescrit

Affaire T-218/06: Recours introduit le 16 août 2006 — Neurim Pharmaceuticals (1991)/OHMI – Eurim-Pharm Arzneimittel (Neurim PHARMACEUTICALS)

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

Allemagne / Deutschland

Medizinrecht, vol. 24, nr 12, 2006, p. 726. OLG Koblenz, Urt. v. 29. 6. 2006 – 5 U 1494 /05 (LG Koblenz).

Keine Arzthaftung für Diagnosefehler bei nicht vorwerfbarer Fehldeutung von Befunden BGB §§ 276, 611, 823, 847. Hat der Arzt den Patienten sorgfältig untersucht, ergänzend alle nach den seinerzeit bestehenden Erkenntnismöglichkeiten gebotenen weiteren diagnostischen Maßnahmen veranlasst und deren Ergebnis zeitnah ausgewertet und vertretbar gedeutet, scheidet eine Haftung wegen eines Diagnoseirrtums aus, wenn die tatsächlich bestehende Appendizitis nicht erkannt wird.

Medizinrecht, vol. 24, nr 8, 2006, p. 478. OLG München, Urt. v. 6. 4. 2006 – 1 U 4142 /05 (LG Traunstein).

Haftung des Arztes für fehlerhafte Hilfe am Unfallort BGB §§ 276 Abs. 2, 662, 823. 1. Offenbart ein Arzt, der zufällig am Unglücksort anwesend ist und einem Unfallopfer Erste Hilfe leistet, seinen Beruf, lässt dies noch nicht den Rückschluss auf den Abschluss eines Behandlungsvertrages mit dem Unfallopfer oder anwesenden Angehörigen zu. 2. Dem Arzt kommt in dieser Situation – ebenso wie jedem Dritten – das Haftungsprivileg des § 680 BGB zugute. Die im Arzthaftungsrecht entwickelten Grundsätze zur Beweislastumkehr bei groben Behandlungs- oder Diagnosefehlern finden keine Anwendung.

Belgique / Belgien

Revue de droit de la santé, 2006-2007/1, p. 29. Tribunal de première instance de Turnhout, 7 février 2001. [Voir aussi deux autres similaires décision dans le même no].

Responsabilité contractuelle. Gynécologue. Stérilisation. Extended operation. Handicapés mentaux. Consentement (non). A défaut de légitimation spécifique et d'une déclaration spécifique d'incapacité légale, les moins valides disposent d'un droit légitime de disposer d'eux-mêmes et leur consentement exprès doit être

obtenu, pour toute sécurité, tout comme pour les autres patients, par écrit et au préalable.

France / Frankreich

Revue Droit & Santé, n° 13, 2006, p. 457, CAA Bordeaux, 25 avril 2006, n° 12 (commentaire)

L'absence de médecin lors d'une dystocie (accouchement se déroulant dans des circonstances difficiles) est constitutive d'une faute de service.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.jaac.admin.ch>.

La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante :

<http://www.bger.ch/> pour tous les arrêts publiés par le Tribunal fédéral et

<http://www.bag.admin.ch/dokumentation/gesetzgebung/00710/01900/index.html?lang=fr> pour les arrêts concernant les assurances maladie et accident.

AJP/PJA 7/2006, p. 877 – Urteil des Eidgenössisches Versicherungsgerichts vom 3. Oktober 2005 (U 163/05), mit Bemerkungen von David Weiss.

Bei Verschlimmerung eines vorbestehenden Gesundheitsschadens kommt die Unfallkausalität einer Bandscheibenverletzung nur ausnahmsweise und nur dann in Frage, wenn der Unfall auch geeignet gewesen wäre, eine gesunde Bandscheibe zu verletzen.

AJP/PJA 9/2006, p. 1150 – Urteil des Bundesgerichts vom 20. Dezember 2005 (4C/178/2005, teilweise veröffentlicht in BGE 132 III 359), mit Bemerkungen von Isabelle Steiner.

Arzthaftpflichtrecht. Haftung für Sterilisationsfehler („Kind als Schaden“). Abgrenzung zwischen Bundesprivatrecht und kantonalem öffentlichem Recht bei der Krankenbehandlung in öffentlichen Spitälern. Ersatzfähigkeit der Unterhaltskosten für ein nach vertragswidrig unterlassener Sterilisation geborenes Kind. Kapitalisierung von Unterhaltsbeiträgen.

AJP/PJA 10/2006, p. 1290 – Urteil des Eidgenössischen Versicherungsgerichts vom 27. April 2005 (U 6/05), mit Bemerkungen von David Weiss.

Hat der Unfallversicherer seine Leistungspflicht anerkannt, so muss sich die Anerkennung auf das Unfallereignis und die dabei erlittenen Verletzungen wie auch auf

den Umstand beziehen, dass ein bestimmter Symptomkreis die Folge dieses Vorfalles darstellt. In Bezug auf Beschwerden und Verletzungen, die ursprünglich nicht thematisiert worden sind, ist der Versicherte nach den allgemeinen Regeln dafür beweisbelastet, dass das Ereignis die Beschwerden und Verletzungen verursacht hat.

ATF 132 II 298 – Arrêt de la 2^e Cour de droit public du 10 mai 2006.

L'art. 9 al. 2 litt. a LPTh (mise sur le marché sans autorisation de médicaments préparés selon une formule magistrale) ne permet pas de mettre sur le marché sans autorisation des médicaments fabriqués à l'avance, en série et stockés (donc pas fabriqués en cas de besoin sur ordonnance médicale).

ATF 132 II 305 – Arrêt de la 2^e Cour de droit public du 11 avril 2006.

Responsabilité de la Confédération pour sa gestion de la crise de la « vache folle ». Sens et portée du principe de précaution dans l'appréciation de l'illicéité.

ATF 132 III 359 – Arrêt de la 1^{ère} cour civile du 20 décembre 2005.

Omission fautive d'une stérilisation. Responsabilité du médecin admise pour les frais d'entretien de l'enfant né du fait de l'absence de mesures contraceptives.

ATF 132 III 414 – Arrêt de la 1^{ère} cour civile du 27 mars 2006.

Campagne publicitaire relative à une convention conclue par des assureurs maladie et une société exploitant des pharmacies sur la distribution de médicaments. Examen de son admissibilité selon la LCD, le droit public cantonal et la LAMal.

ATF 132 III 641 – Arrêt de la 2^e cour civile du 22 mai 2006.

Remise aux médias par la présidente de l'Organisation suisse des patients de documents mettant en question l'étendue des honoraires d'un médecin chef pour des interventions chirurgicales. Atteinte illicite à la personnalité du médecin niée du fait que les documents étaient déjà connus des autorités.

ATF 132 V 121 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 14 février 2006.

Les prestations d'aide à domicile des organisations Spitex privées et reconnues doivent être remboursées selon l'art. 13 al. 4 OMPC. La directive de l'OFAS prévoyant une limite générale à 25 francs n'est pas conforme à l'ordonnance.

ATF 132 V 166 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 9 janvier 2006.

La résiliation des rapports d'assurance-maladie obligatoire faite par écrit par l'association Pro Life agissant en tant que représentante autorisée au nom de ses quelque 29'000 membres est valable. Le changement d'assureur (art. 7 al. 2 LAMal) dans le délai d'un mois est possible en cas de communication de la nouvelle prime, peu importe que celle-ci augmente, baisse ou reste égale à l'ancienne prime.

ATF 132 V 215 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 10 avril 2006.

Remise de moyen auxiliaire (prothèse de la cuisse et genou articulé) comme mesure de réadaptation de l'Al. Examen du caractère approprié, nécessaire et adéquat. La durée d'activité probable se limite aux années restant jusqu'à l'âge de la retraite AVS (64 ou 65 ans), sauf circonstances exceptionnelles.

ATF 132 V 299 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 6 mars 2006.

Irrecevabilité du recours de droit administratif contre la décision sur recours du Conseil fédéral concernant la fixation des tarifs hospitaliers par le gouvernement cantonal. Pas de violation de l'art. 6 CEDH (droit à un tribunal indépendant et impartial) si tant est que ce dernier soit applicable (question laissée ouverte).

ATF 132 V 303 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 27 mars 2006 (également dans RAMA 3/2006, p. 199).

Le tribunal arbitral est compétent pour connaître de litiges entre l'association des assureurs-maladie « santésuisse » et un fournisseur de prestations concernant le refus de l'attribution d'un code au registre des créances (RCC).

ATF 132 V 310 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 29 mars 2006 (également dans RAMA 3/2006, p. 206).

Les articles 2, alinéas 2 et 8 OAMal ne violent ni la loi, ni la constitution, ou encore l'Accord sur la libre circulation des personnes en tant qu'ils ne prévoient pas de possibilités d'exemption pour les personnes qui exercent une activité lucrative en Suisse, sont domiciliées en Suisse, sont soumises au droit suisse (selon le Règlement 1408/71) et chez lesquelles on ne peut pas dire que la raison pour laquelle elles ne peuvent s'assurer à titre complémentaire résulte de leur âge ou de leur état de santé.

Commission de la Concurrence, enquête préalable: Schlussbericht vom 29. Mai 2006 in Sachen Vorabklärung gemäss Artikel 26 KG betreffend Medikamentenpreis Thalidomid wegen allenfalls unzulässiger Verhaltensweise gemäss Artikel 7 KG., DPC 2006/3 pp. 433-438.

JAAC 70.54. Avis de droit de l'Office fédéral de la justice du 24 novembre 2005
Protection des données. Partage des compétences entre la Confédération et les cantons. Applicabilité de la LPD. Qualification de particuliers comme organes de la collectivité publique. Surveillance du Préposé fédéral à la protection des données (PFPD). Services cantonaux et communaux de soins à domicile (SPITEX).

JAAC 70.91. Auszug aus dem Urteil HM 05.109 der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel vom 7. September 2005. Eine gegen dieses Urteil erhobene Verwaltungsgerichtsbeschwerde hat das Bundesgericht mit Entscheid 2A.607/2005 vom 23. Juni 2006 abgewiesen.

Publicité en vitrine pour des médicaments. Informations trompeuses. Appréciation du caractère licite. Liberté économique. Application conforme au droit des dispositions juridiques relatives à la publicité. Réglementation transitoire après un changement de pratique.

JAAC 70.92. Auszug aus dem Urteil HM 05.143 der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel vom 24. März 2006

Médicaments. Interdiction de la publicité destinée au public pour des médicaments vendus avec ordonnance. Envoi de missives informatives par une caisse maladie. Licéité de la comparaison des prix, à titre de publicité, entre les génériques et les produits pharmaceutiques originaux.

JAAC. Urteil HM06.183 der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel vom 27. Oktober 2006

Arzneimittel, Einfuhr durch Einzelpersonen zum Eigengebrauch, als zugelassen gelten nur Arzneimittel, die in der Schweiz für die gleiche Indikation in der gleichen Zusammensetzung wie das einzuführende Präparat zugelassen sind.

JAAC. Urteil HM06.165 der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel vom 19. Oktober 2006

Arzneimittel, Begriff der Generika, vereinfachte Zulassung von Arzneimitteln mit bekannten Wirkstoffen, ein umfassender Sicherheitsnachweis ist nur erforderlich, wenn infolge unterschiedlicher Hilfsstoffe berechnete Zweifel an der Sicherheit bestehen.

JAAC. Urteil HM05.147 der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel vom 27. September 2006

Arzneimittel, Zulassung eines Generikums mit höherer Dosisstärke, ein umfassender Sicherheitsnachweis ist nur erforderlich, wenn berechtigte Zweifel an der Sicherheit der höheren Dosisstärke bestehen.

JAAC. 31.8.2006 Urteil HM05.140 der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel vom 31. August 2006

Arzneimittelwerbung, Vergleich mit andern Arzneimitteln bezüglich des Wirksamkeitseintritts, Verbot von Werbeaussagen, die mit der Arzneimittelinformation nicht im Einklang stehen.

JAAC. Urteil HM05.125 der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel vom 8. August 2006

Arzneimittel, Herstellungs- und Handelsbewilligungen, Anforderungen an die fachtechnisch verantwortliche Perso.

JAAC. Urteil HM05.134 der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel vom 14. Juli 2006

Tierarzneimittel, Beurteilung des Nutzen/Risiko-Verhältnisses eines Antibiotikums, Zulassung mit therapeutischer, nicht aber prophylaktischer Indikation.

JAAC. Urteil HM05.144 der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel vom 27. Juni 2006

Arzneimittel, Verweigerung der Zulassung, fehlender Nachweis der korrekten Dosierung für die beanspruchte Indikation.

JAAC. Urteil HM05.139 der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel vom 30. Mai 2006

Arzneimittelwerbung, Fachwerbung, Unzulässige Ausweitung des Streitgegenstandes, Verbot von Werbeaussagen, die mit der Arzneimittelinformation nicht im Einklang stehen.

JAAC. Urteil HM05.148 der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel vom 4. Mai 2006

Arzneimittel, Vollzug eines Produkterückrufs, nachträgliche Gegenstandslosigkeit von Beschwerden.

JAAC. Urteil HM05.121 der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel vom 4. Mai 2006

Arzneimittel, Grosshandel mit nicht zugelassenen Arzneimitteln, Ausnahmen von der Zulassungspflicht, Feststellungsverfügung.

JAAC. Urteil HM05.120 der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel vom 21. April 2006

Arzneimittel, Verfahren der vereinfachten Zulassung, Bedeutung der Generika-Anleitung, Voraussetzungen für den Ersatz klinischer Prüfungen durch Anwendungsbelege.

Plädoyer 5/2006, p. 54 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 24 avril 2006 (I 276/05).

Assurance-invalidité. Méthode mixte d'évaluation. Application de la méthode mixte à une femme déjà invalide qui s'est mariée et a eu un enfant. Admission du recours sur la base de la comparaison des revenus.

Plädoyer 5/2006, p. 62 – Urteil des Eidgenössischen Versicherungsgerichts vom 14. Juli 2006 (I 686/05).

Mitwirkungsrechte auch bei Medaas-Gutachten. Wenn die IV ein Gutachten einholen will, muss sie vorgängig die Namen der Gutachter bekannt geben. Das EVG stellt klar, dass dies auch für Gutachten von medizinischen Beratungsstellen (Medas) gilt.

Die Praxis, Heft Juli (7), 2006, p. 544 N°76 (texte original en français publié aux ATF 131 II 413, traduit en allemand),

Entscheid des Bundesversicherungsgericht vom 9. Mai 2005 Helsana Versicherung AG i. S. der eidgenössische Datenschutzkommission

Die Praxis, N°86, Heft Juli (7), 2006, p. 609 (texte original en français publié aux ATF 131 V 90 = SVR 2005 UV N°8, traduit en allemand)

Entscheid des Bundesversicherungsgericht vom 6. Januar 2005 SUVA c. Verwaltungsgericht des Kantons Neuenburg

Changement de jurisprudence

Die Praxis, N°100, Heft August (8), 2006, p. 691 (texte original en français aux ATF 131 V 167 = SVR 2006 IV N12, traduit en allemand)

Entscheid des Bundesversicherungsgericht vom 13. Juli 2005 i. S. P. c. IV Stelle des Kanton Genf und AHU/ IV-Rekurskommission des Kanton Genf (I 244/03)

Die Praxis, N°101, Heft August (8), 2006, p. 697 (texte original en italien publié aux ATF 131 V 174 = SVR 2005 KV N° 26, traduit en allemand), Entscheid des Bundesversicherungsgericht vom 8. April 2005 i. S. S. c. Sozialversicherungsaustalt, Amt für Krankenversicherung, Bellinzona und Sozialversicherungsgericht des Kantons Tessin (K 68/02)

Ausnahme von der Versicherungspflicht ; Beamte und Beamtinnen internationaler Organisation (3 Abs 1 KVG ; 6 Abs KVV)

Die Praxis, N° 114, Heft September (9), 2006, p. 783 (texte original en français publié aux ATF 131 V 202 = SVR 2006 KV N°9, traduit en allemand), Entscheid des Bundesversicherungsgericht vom 3. Mai 2005 i. S. B. c. sozial- und Gesundheitsdepartement, Abteilung Krankenversicherung, Genf und Sozialversicherungsgericht des Kanton Genf (K 165/04)

Obligation de s'assurer, accord bilatéraux entre la Suisse et l'Union européenne du 15 juillet 2003

Die Praxis, N°124, Heft October (10), 2006, p. 868 (texte original en français publié aux ATF 131 V 27§ = SVR 2006 KV N°10, traduit en allemand) Entscheid des Bundesversicherungsgericht vom 19. August 1005 i. s. La Caisse vaudoise, Assurance maladie et accident c. J und Sozialversicherungsgericht des Kantons Genf (K 78/05)

Prestations et traitement à l'étranger

Die Praxis, N°137, Heft November (11), 2006, p. 939 (texte original en français publié aux ATF 131 V 338 = SVR 2006 KV N° 14, traduit en allemand) Entscheid des Bundesversicherungsgericht vom 21. September 2005 i. S. C c. Concordia Krankenversicherung und Sozialversicherungsgericht des Kanton Waadt (K 144/04)

Prestations de l'assurance maladie obligatoire, transplantation du foie à partir d'un donneur vivant.

RAMA 3/2006, p. 204 – Arrêt du TFA du 27 mars 2006 (K 163/03).

Admission comme fournisseur de prestations pouvant pratiquer en Suisse à charge de l'assurance-maladie obligatoire, au titre de médecin responsable de laboratoire : critères permettant d'apprécier l'équivalence d'une formation postgraduée de « médecin de laboratoire » accomplie par un médecin en Allemagne, suivie de la direction d'un laboratoire d'analyses médicales dans ce pays.

RAMA 3/2006, p. 232 – Arrêt du TFA du 13 avril 2006 (K 81/05).

Le canton de résidence de la personne assurée n'est pas tenu de prendre en charge la différence entre les coûts facturés et le tarif applicable aux résidents d'un autre canton lorsqu'une maladie devant être traitée en urgence dans un hôpital public ou subventionné par les pouvoirs publics est liée, dans le temps et matériellement, à un traitement qui est également fourni hors du canton de résidence mais pas pour des raisons médicales.

RAMA 4/2006, p. 257 – Décision du Conseil fédéral du 21 décembre 2005.

Application des tarifs-cadre même lorsque les exigences en matière de transparence des coûts ne sont pas satisfaites. Attribution des tarifs-cadre sur la base du système à quatre niveaux BESA 97/99.

RAMA 4/2006, p. 271 – Décision du Conseil fédéral du 31 mai 2006.

Précision de la jurisprudence concernant la prise en compte du niveau maximal des tarifs-cadre au sens de l'art. 9a, al. 2 OPAS : application du principe de proportionnalité aux exigences relatives à la transparence des coûts. La rémunération de l'évaluation des soins requis est incluse dans les tarifs-cadre (art. 9a, al. 2 OPAS).

RAMA 4/2006, p. 275 – Décision du Conseil fédéral du 1^{er} février 2006.

Application des limites maximales des tarifs-cadre (art. 9, al. 1 OPAS) dans le cadre des soins à domicile.

RAMA 4/2006, p. 286 – Arrêt du TFA du 18 mai 2006 (K 7/05).

Contrôle du caractère économique : in casu, l'assureur est fondé à refuser le remboursement d'une facture tant que le rapport demandé n'a pas été remis.

RAMA 4/2006, p. 291 – Arrêt du TFA du 8 juin 2006 (K 88/04).

Examen de l'équivalence (formation post-graduée au sens de l'art. 42, al. 3 OPAS) : la preuve d'une expérience pratique ou d'une activité scientifique (en Suisse ou à l'étranger) n'est pas suffisante.

RAMA 4/2006, p. 298 – Arrêt du TFA du 20 juin 2006 (K 28/06).

Compétence du tribunal arbitral en ce qui concerne la facturation d'un séjour dans un service de soins intensifs d'après le tarif pour patients privés.

RAMA 4/2006, p. 303 – Arrêt du TFA du 21 juin 2006 (K 156/04).

Soins à domicile effectués par les membres de famille : dans la mesure où ils sont employés par une organisation d'aide et de soins à domicile, les membres de famille ne sont pas nécessairement exclus de l'activité visant à prodiguer les soins de base généraux (art. 7, al. 2, let. c, ch. 1 OPAS). En l'absence de directives ou de normes conventionnelles précisant les exigences que doivent respecter les personnes employées dans les soins de base, la décision doit être prise au cas par cas et revient généralement au médecin traitant ou à la direction de l'organisation Spitex.

RAMA 4/2006, p. 313 – Arrêt du TFA du 10 juillet 2006 (K 8/06).

Fixation du tarif de référence par le tribunal cantonal des assurances, lorsqu'il n'existe pas de convention tarifaire ou de tarif fixé par l'autorité compétente, en cas de traitement stationnaire dans la salle commune d'un hôpital privé, non subventionné par l'Etat, avec mandat de prestations et figurant sur la liste cantonale hospitalière (conséquences de l'arrêt du 17 mai 2005, ATF 131 V 133).

RAMA 4/2006, p. 320 – Arrêt du TFA du 10 juillet 2006 (K 38/06).

La jurisprudence relative à la compensation des primes (RAMA 2003, p. 7) s'applique également lorsque la caisse-maladie entend suspendre le paiement des prestations.

RAMA 4/2006, p. 325 – Arrêt du TFA du 14 août 2006 (K 72/05).

Le principe de l'indivisibilité des primes s'applique lors de l'établissement du rapport de l'assurance obligatoire des soins. L'assureur est tenu d'exiger le paiement de l'intégralité des primes même si le droit à des contributions de la réduction des primes pour les assurés concernés n'est pas encore établi ou si la réduction des primes n'est pas encore parvenue à ceux-ci ou à l'assureur-maladie.

Recueil de jurisprudence du canton du Jura, RJJ III 2/2005 p. 145 Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 5 août 2004 en la cause X contre la CNA (N 262/03)
Accident. Arrêt cardiaque (suivi d'un coma) à l'induction d'une anesthésie pratiquée en vue d'une intervention chirurgicale. Conditions exigées pour savoir si un acte médical est comme tel un facteur extraordinaire au sens de l'article 9 al. 1 OLAA (c. 3 et 4)

RDAF 2006, p. 368 . Genève. Tribunal administratif, 31 mai 2005, D. c. Conseil d'Etat, ATA/396/2005; arrêt confirmé par le Tribunal fédéral le 6 février 2006, 2P.187/2005. *Art. 108, al. 2, let. b, art. 110 et art. 111 LPS*”

1. *En vertu de la systématique actuelle de la LPS, il n'y a pas de cumul possible entre la radiation définitive d'un vétérinaire et une amende (consid. 4b et 5).*
2. *Notion d'agissement professionnel incorrect, et pouvoir d'examen du Tribunal à cet égard (consid. 6).*
3. *En l'espèce, confirmation du bien-fondé de la sanction de radiation définitive, qui respecte le principe de proportionnalité (consid. 7).*

RDAF 2006, p. 393. Neuchâtel. Tribunal administratif, 24 janvier 2005, fondation X. c. Département de la justice, de la santé et de la sécurité, TA.2003.327; arrêt - confirmé par le Tribunal fédéral le 4 novembre 2005, 2P.75/2005.

Toutes les associations susceptibles d'apporter à la femme enceinte une aide morale ou matérielle n'ont pas le droit de figurer dans le dossier qui doit être remis par le médecin qui interrompt la grossesse. L'autorité cantonale dispose d'une très grande marge d'appréciation pour dresser la liste de ces associations et organismes. La décision du médecin cantonal de ne pas y faire figurer une organisation opposée par principe à l'interruption volontaire de grossesse n'est pas critiquable

Rivista ticinese di diritto, I – 2006 p. 217 n° 57, TFA 10.11.2005 N. I 390/05

Art. 21 LAI ; 2 OAMI ; 14 OAI. Diritto a un mezzo ausiliario – acquisto di un'autovettura equipaggiata di cambio automatico. Nel caso di un assicurato che ha richiesto l'assunzione dei costi supplementari relativi al cambio automatico che aveva fatto installare sulla sua nuova autovettura, non è necessario approfondire la questione attinente alla conformità o meno a la legge della limitazione, prevista dalla circolare sulla consegna di mezzi ausiliari nell'AI, dell'obbligo di prestazione ai casi in cui l'automobile non è dotata di un tale dispositivo fabbricato in serie, ma viene trasformata in seguito. E tuttavia determinante, oltre all'indicazione medica, l'obbligo imposto dalle autorità competenti in materia di circolazione stradale.

Rivista ticinese di diritto, I – 2006 p. 254 n° 64, TFA 25.10.2005 N. K107/05

Art. 1 Opere ; 9 Cost. Trattamento di fecondazione assistita – diritto a prestazioni supplementari – principio della tutela della buona fede. Nel caso concreto una coppia di assicurati che si è sottoposta a un trattamento di fecondazione assistita, a prescindere da quanto previsto dall'Opere, ha diritto, in virtù della protezione della

buona fede, a ottenere l'assunzione dei costi relativi a prestazioni supplementari effettuate. Infatti, in casu, la cassa malati per un certo periodo ha continuato a pagare le cure e i medicinali riferiti alla terapia di inseminazione artificiale, mettendo così in atto una prassi costante tale da fare nascere legittime aspettative circa l'assunzione delle prestazioni anche in futuro negli assicurati, che, del resto, alla luce del testo di ordinanza non proprio di meridiana chiarezza, non potevano essere a conoscenza di un eventuale errore. In simili condizioni, l'assicuratore malattia poteva soltanto manifestare il rifiuto di rimborsare trattamenti per il futuro, ma non anche con effetto retroattivo.

Rivista ticinese di diritto, I – 2006 p. 264 n° 67, TFA 22.8.2005 N. U10/04

Art. 28, 6 LAINF ; 9 cpv. 1 vOAINF ; 4 LPGA. Ferraiolo caduto da una scala in un cantiere – decesso – diniego del diritto a prestazioni per superstiti. Allorché la causa della morte di un assicurato, di professione ferraiolo, caduto da una scala in un cantiere sia, sulla base dell'autopsia e delle precisazioni fornite dal medico legale, da far risalire per esclusione a un disturbo del ritmo cardiaco, più precisamente a un disturbo del sistema elettrico di conduzione, la questione di stabilire il momento in cui è intervenuto il disturbo del cuore, e meglio se prima o dopo la caduta, è priva di rilevanza. Nel caso in cui l'assicurato sia caduto successivamente al disturbo del ritmo cardiaco, il nesso di causalità naturale tra la caduta e il decesso fa difetto. Nell'ipotesi in cui, invece, l'assicurato prima sia scivolato e poi sia intervenuto il disturbo del cuore, non potrebbero essere ammessi gli estremi per riconoscere l'esistenza di un evento terrificante straordinario equiparabile a un infortunio suscettibile di avere provocato un disturbo cardiaco e il successivo decesso. Per un operio attivo abitualmente sui cantieri, la caduta da una scala, avvenuta nell'ambito della propria consueta attività, non costituisce un evento che eccede l'ambito di situazioni che possono essere considerate oggettivamente quotidiane o abituali. L'attività sul cantiere, seppur svolta nel rispetto delle usuali norme di sicurezza, è esposta a un certo numero di rischi di cui la caduta da una scala può fare parte. L'accertamento dei fatti esperito dal TCA non è pertanto, né lacunoso, né incompleto. In simili condizioni, i superstiti non possono beneficiare di prestazioni dell'assicurazione contro gli infortuni.

Rivista ticinese di diritto, I – 2006 p. 279 n° 69, TFA 9.11.2005 N. M12/04

Art. 16, 20 LAM. Diritto a una nuova autorizzazione per le cure a domicilio. L'assicurazione militare, che da anni è a conoscenza della situazione concernente un assicurato rimasto vittima di un attacco ischemico cerebrovascolare che ne ha compromesso l'indipendenza motoria, le capacità intellettive, di deglutizione e visive, nonché l'indicazione medica della cura – peraltro a più riprese riconosciuta della stessa assicurazione -, non può subordinare una nuova autorizzazione per la

cura a domicilio ad altre condizioni che non siano previste dall'art. 16 LAM (appropriatezza ed economicità). Nel caso concreto entra in considerazione la cura a domicilio, in quanto l'assicurato, pur non necessitando (più) di un trattamento ospedaliero, rimane bisognoso di cure. La variante della cura a domicilio, rispetto a quella del trasferimento in una casa anziani medicalizzata, risulta in casu maggiormente appropriata. Infatti uno dei due istituti considerati adeguati per l'assicurato dal perito giudiziario tanto quante le cure a domicilio dispone unicamente di una fisioterapista, per di più a tempo parziale. Riguardo all'altro istituto, inoltre, sono stae formulate riserve in relazione alla garanzia dell'assistenza sull'arco delle 24 ore. Per quanto attiene al criterio dell'economicità, esso va esaminato in applicazione analogica dei principi sviluppati in ambito LAMal per le cure Spitex, anche se, considerata la differente struttura dei costi e delle prestazioni degli ambiti LAMal e assicurazione militare, non ci si deve vincolare aprioristicamente a tale prassi, bensì piuttosto procedere a un esame concreto del singolo caso. In concreto, il trattamento domiciliare determina un maggior onere di fr. 7150.-- mensili rispetto al ricovero in una casa medicalizzata. Pur trattandosi di un caso limite che crea una spesa notevole in termini assoluti, alla luce della maggior efficacia ed appropriatezza della cura domiciliare, della particolarità dello stato di salute, dell'ormai limitata prospettiva di vita dell'assicurato 78enne e gravamente malato e del rischio di un (ulteriore e magari definitivo) deperimento psichico associabile a un trasferimento in una casa anziani e allo sradicamento dalle abitudini e dagli affetti domestici, le prestazioni fornite a domicilio non vanno considerate manifestamente sproporzionate e quindi ineconomiche. Di conseguenza, l'assicurato ha diritto a una nuova autorizzazione per le cure a domicilio.

SJ Vol. I, n°25, 2006 I p. 333 (Changement de jurisprudence)

Une personne morale peut avoir qualité pour requérir des documents sur la base de la LIPAD (GE). Confidentialité des informations requises.

SJZ 102, (2006) N° 13, p. 313, ATF 4C.178/02005 du 20 décembre 2005 (paru aux ATF 132 III 359).

La naissance d'un enfant non planifié à la suite d'une violation contractuelle ayant entraîné l'absence de stérilisation de la mère peut générer une obligation d'indemnisation à charge de la clinique. Le dommage n'est alors pas l'enfant lui-même, mais l'obligation légale d'entretien des parents.

SJZ 102, (2006) N° 15, p. 365, ATF 6S.53/02006 du 27 avril 2006

La consommation de stupéfiants n'est pas un aspect élémentaire de l'épanouissement personnel. C'est pourquoi l'usage de drogues, notamment la consommation de cannabis, n'est pas une émanation du droit constitutionnel à la protection de la vie privée.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

Argovie / Aargau

AAAGV 2005, Nr. 63, p. 307, Entscheid des Verwaltungsgerichts, 3. Kammer vom 28 Januar 2005 in Sachen M gegen Regierungsrat.

Ärztliche Sorgfaltspflicht im Zusammenhang mit der Beihilfe zum Suizid. Die Verordnung eines rezeptpflichtigen Betäubungsmittels stellt eine aufsichtrechtliche relevante Tätigkeit im Rahmen der ärztlichen Berufsausübung dar, hierin eingeschlossen sind die der Rezeptierung vor ausgehenden Untersuchungen und Abklärungen (Erw.2)

Berne / Bern

BVJ/JAB Nr 4 /2006. Auszug aus dem Urteil des Verwaltungsgerichts (Verwaltungsgerichtliche Abteilung) vom 19. Dezember 2005 i S. X. (VGE22279). S 179-188.

Schliessung einer Verkaufsstelle für Hanf und Hanfprodukt Für Hanf und Hanfprodukte, das THC-gehalt gilt für die Qualifikation als Betäubungsmittel und das Verbot des Inverkehrgeben. Dies gilt auch für Naturhanf. Die THC-Grenzwert sind durch des Bundesrecht festgelegt. In diesem Fall, die Grenzwert sind viel zu hoch. Frage der Wirtschaftsfreiheit offen gelassen. Als 99% des Umsatzes aus dem verkauf illegaler Hanfprodukte stammt, ist die behördliche Schliessung erlaubt. Fermeture d'un magasin de chanvre et de produits tirés de chanvre.

BVR/JAB Nr 7/8 /2006. Urteil des Verwaltungsgerichts (Sozialversicherungsgerichtliche Abteilung) vom 20. Februar 2006 i.H.K. gegen Helsana Versicherungen AG (KV 66271) S 372-378 Krankenversicherung: Bedarfsabklärung zur Ermittlung der vom Krankenversicherer zu übernehmenden SPITEX-Leistungen (Art. 8 KLV). Art. 9.1. Abs. 4 des Vertrages zwischen dem kantonverband Bernerischer Krankenversicherer und dem SPITEX Verband des Kantons Bern Bestimmt , dass das Ergebnis der Bedarfsabklärung dem Krankenversicherer innert drei Wochen nach Begin des Einsatzes zu melden ist. Bei dieser Frist handelt es sich nicht um eine blosse Ordnungsfrist, sondern um eine formelle Anspruchsvoraussetzung mit Verwirkungscharakter. Erflogt die Meldung verspätet, so sind Leistungen für die

drei der Meldung unmittelbar vorangegangenen Wochen zu erbringen. Assurance maladie : évaluation des soins requis, en vue de déterminer les prestations SPITEX à la charge de l'assureur-maladie (art. 8 OPAS).

Fribourg / Freiburg

Entscheid des Sozialversicherungsgerichtshofes vom 31. August 2006.

Verbilligung der Krankenkassenprämien. Erhebliche Veränderung der Einkommensgrundlagen einer Person, die in den Genuss einer Prämienverbilligung kommt. Anspruchsberechtigung ist umgehend auf der Basis des veränderten Einkommens neu zu prüfen.

Entscheid des Sozialversicherungsgerichtshofes vom 31. August 2006

Abbrechen eines Zahnes beim Essen eines mit Dekorationsperlen verzierten Kuchens (Bûche de Noël). Kein Unfall im Sinne von Art. 4 ATSG. Ungewöhnlicher äusserer Faktor vernein.

Soleure / Solothurn

SOG 2004 Nr. 29. Verwaltungsgericht; Urteil vom 18. August 2004, VWBES.2004.60

Art. 9 und 11 HMG, Art. 6 AMBV. Herstellung und Vertrieb einer zulassungspflichtigen hormonhaltigen Gesichtssalbe. Magistralrezepturen darf ein Apotheker nur abgeben, wenn er das Arzneimittel nach einer eigenen Formel für eine bestimmte Person zubereitet in seiner Apotheke verkauft. Es ist unzulässig, dass ein Apotheker Bestellungen von Ärzten aus der ganzen Schweiz sammelt und das Mittel wöchentlich in grösseren Mengen herstellt. Die Salbe ist wie andere rezeptpflichtige Arzneimittel zulassungspflichtig. Abgrenzung der Zuständigkeit von Bund und Kantonen. Entgegen der Annahme des Gesundheitsamtes ist es Sache von swissmedic, ein Werbeverbot auszusprechen

Schwyz

EGV-SZ 2004, Nr 3.5, S. 138 ff – Entscheid des Verwaltungsgericht Nr VGE 364/03 vom 4. Januar 2004.

Qualification eines Schreckereignisses als Unfall.

Thurgovie / Thurgau

sic ! 6/2006 p. 417, « Amlodipin » Obergericht Thurgau vom 7. April 2005 (Massnahmeentscheid)

Keine Patentverletzung durch Einreichung von Mustern im Heilmittelzulassungsverfahren bzw durch Versuch zur Gewinnung von Daten für das Heilmittelzulassungsverfahren.

TVR 2005, Nr 29, S. 127 ff – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 17. August 2005.

Zur Führung eines Augenoptikergeschäfts, das sich auf die Herstellung von Brillen und Sehhilfen nach ärztlichem Rezept beschränkt, kann nicht nur der Nachweis des eidg. Fachdiploms als Augenoptiker verlangt werden.

TVR 2005, Nr 31, S. 133 ff – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 2. November 2005.

Der Kantonsarzt darf für einen Eingriff in einem ausserkantonalen Spital keine Kostengutsprache erteilen, wenn die Behandlung in einem Spital angeboten wird, das sich auf der Thurgauer Spitalliste befindet. Bei einer geplanten Eingriffsserie ist es zulässig, nur für jene Eingriffe Kostengutsprache zu erteilen, die nicht im Kanton Thurgau durchgeführt werden, vorausgesetzt, die Durchführung der Eingriffe in verschiedenen Spitälern ist zumutbar.

TVR 2005, Nr 38, S. 166 ff – Entscheid des Versicherungsgerichts vom 14. Dezember 2005.

Würdigung einer Anzahl von Gutachten und Berichten verschiedener Augenärzte zur Frage der Zumutbarkeit einer Augenoperation (Art. 21 Abs. 4 ATSG).

TVR 2005, Nr 41, S. 173 ff – Entscheid des Versicherungsgerichts vom 7. Dezember 2005.

Konkrete Vorbereitungshandlungen, latente psychische Probleme und die Aussage „Ich will sterben“ nach Einnahme von 80%-iger Essigsäure sind klare Indizien dafür, dass ein Versicherter beim Suizidversuch nicht gänzlich unfähig war, vernunftgemäss zu handeln (Art. 37 Abs. 1 UVG, Art. 48 UVV).

Tessin / Ticino

Rivista ticinese di diritto, I – 2006 p. 227 n° 61, TCA 12.10.2005 N. 36.2005.41
Art. 55a LAMal ; 3 segg., 5 cpv. 1 lett. a DL LAMal ; 1 segg., OFL. Richiesta di un medico UE (psichiatra) di esercitare a carico della LAMal – diniego sia di un'autorizzazione ordinaria che di un'autorizzazione straordinaria. A un medico psichiatra UE va negata l'autorizzazione ordinaria a esercitare in Svizzera a carico della LAMal richiesta dopo l'entrata in vigore dell'OFL (4 luglio 2002) – la quale è

stata prorogata di tre anni con effetto dal 4 luglio 2005 – in quanto nel Cantone Ticino, dove 71 medici psichiatri possono fatturare a carico della LAMal, il limite fissato dal Consiglio federale nell'allegato 1 dell'OFL di al massimo 64 medici è già ampiamente superato. Il medico nemmeno può essere ammesso eccezionalmente. L'autorità cantonale dispone di un'ampia libertà di apprezzamento in relazione alla possibilità di ammettere a titolo eccezionale un numero superiore di fornitori di prestazioni, tra l'altro quando la copertura sanitaria in parti del Cantone risulti insufficiente. Preso atto che la densità di psichiatri, compresi i dipendenti di strutture ospedaliere non abilitati a fatturare a carico della LAMal, era leggermente inferiore a quella presente a livello svizzero, che comprende solo gli specialisti autorizzati a esercitare a carico dell'assicurazione obbligatoria, il Consiglio di Stato ha autorizzato eccezionalmente a fatturare a carico della LAMal quattro medici psichiatri supplementari. Tale numero è stato dettato dall'intenzione di non superare la densità media svizzera. Questo modo di procedere merita tutela. Da un lato, non vi è un diritto soggettivo da parte del richiedente di ottenere l'autorizzazione, anche se la densità dei medici in Ticino è inferiore rispetto a quella svizzera. Dall'altro, il criterio adottato dal Ticino, al fine di stabilire se vi è una copertura insufficiente e derogare eccezionalmente al numero massimo di fornitori di prestazioni, ossia la densità medica comprendente anche i fornitori di prestazioni esercitanti in ospedali e che non possono fatturare a carico della LAMal, è corretto. Nulla, infatti, impedisce di considerare, a tal fine, l'intera offerta sanitaria in ambito psichiatrico.

Rivista ticinese di diritto, I – 2006 p. 239 n° 62, TCA 12.10.2005 N. 36.2005.36
 Art. 55a LAMal ; 3 segg., 5 cpv. 1 lett. a DL LAMal ; 1 segg., OFL. Richiesta di un medico UE (radiologo) di esercitare a carico della LAMal – diniego sia di un'autorizzazione ordinaria che di un'autorizzazione straordinaria. Un medico radiologo UE è sottoposto alla limitazione del numero di fornitori di prestazioni autorizzati, se, come in casu, egli ha inoltrato la domanda di autorizzazione a esercitare la professione a titolo di indipendente a carico della LAMal successivamente all'entrata in vigore dell'OFL (4 luglio 2002) – la quale è stata prorogata con effetto dal 4 luglio 2005. In precedenza, in effetti, il medico aveva richiesto il riconoscimento dell'equipollenza del sur diploma all'Ufficio federale competente. Al medico radiologo va negata l'autorizzazione ordinaria a esercitare in Svizzera a carico della LAMal, in quanto nel Cantone Ticino, dove 14 medici radiologi possono fatturare a carico della LAMal, il limite fissato dal Consiglio federale

nell'allegato 1 dell'OFL di al massimo 10 radiologi è già ampiamente superato, indipendentemente dalla circostanza che questi medici effettivamente esercitano a carico dell'assicurazione sociale, siano dipendenti di strutture pubbliche o siano all'estero. La decadenza di un'autorizzazione dopo sei mesi se lo specialista non apre il proprio studio medico, regolamentata all'art. 55a cpv. 4 LAMal, e dall'art. 3a OFL - disposti che peraltro non sono stati ancora concretizzati dal Parlamento cantonale (ma il cui termine potrebbe essere portato a 12 mesi) -, in primo luogo, non è applicabile in casu, essendo posteriore alla realizzazione dello stato di fatto concreto. In secondo luogo, al momento dell'emanazione della sentenza del TCA non erano ancora passati sei mesi dall'entrata in vigore della nuova norma, per cui tutte le autorizzazioni restavano comunque ancora in vigore. L'autorità cantonale dispone di un'ampia libertà di apprezzamento in relazione alla possibilità di ammettere a titolo eccezionale un numero superiore di fornitori di prestazioni, tra l'altro quando una struttura ospedaliera presente nella lista degli istituti ex art. 39 LAMal necessiti di assumere uno specialista senza il quale essa non potrebbe adempiere il mandato di prestazione. In concreto, l'istituto dove è attivo l'interessato non necessita di un radiologo per poter adempiere il proprio mandato di prestazioni. Inoltre, l'attività del medico quale dipendente della struttura non è messa in discussione e lo stesso può esercitare la sua professione come indipendente se non fattura a carico della LAMal. Il TCA a infine constatato che dall'entrata in vigore del decreto legislativo concernente l'applicazione dell'art. 55a cpv. 1 LAMal sono state rilasciate 10 autorizzazioni a specialisti ritenuti necessari per strutture ospedaliere, segnatamente radiologi e anestesisti. La Corte cantonale ha comunque precisato che l'esame delle motivazioni alla base di tali autorizzazioni esulava della vertenza in esame.

Zurich / Zürich

RBVG-ZH 2005, Nr 4, S. 128 – Entscheid des Verwaltungsgerichts Nr VB.2005.00345 vom 17. November 2005.

Art. 8 Abs. 1 EMRK beinhaltet nach dem heutigen Stand der Rechtsprechung keinen Anspruch eines Suizidwilligen, dass ihm Beihilfe bei der Selbsttötung geleistet wird (Verwaltungsgerichtsbeschwerde beim Bundesgericht ist hängig).

RBVG-ZH 2005, Nr 47, S. 133 ff – Entscheid des Verwaltungsgerichts Nr VB.2005.00111 vom 6. Juli 2005.

Die Krankengeschichte bleibt auch nach der Behandlung im Eigentum des staatlichen Krankenhauses. Aus der persönlichen Freiheit und dem Selbstbestimmungsrecht des Patienten ergibt sich jedoch unabhängig von der gesetzlichen Regelung

ein Anspruch auf Herausgabe oder Vernichtung seiner Krankengeschichte, sofern dem nicht Gründe höherer öffentlicher Interessen entgegenstehen.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

BADEL M., Souffrance au travail et risque professionnel, *Revue de droit sanitaire et social*, n°5, septembre-octobre 2006, p. 918.

CHEMTOB-CONCE M.-C., Développement du marché des médicaments génériques et mise en œuvre du droit de substitution, *Gazette du palais*, mars-avril 2006, p. 768.

CHEMTOB-CONCE M.-C., Le médicament orphelin : un cadre juridique incitatif, *Médecine & droit*, n° 81, novembre-décembre 2006, p. 176.

DIVERS AUTEURS, Actes du Colloque du 21 octobre 2005 « La définition du médicament et des produits "frontières" : quels enjeux », *Revue générale de droit médical*, N° 19, 2006, p. 109.

FRANCKE R., Die regulatorischen Strukturen der Arzneimittelversorgung nach dem SGB V, *Medizinrecht*, vol. 24, nr 12, 2006, p. 683.

GLAESKE G., Mehr Rezepte, teurere Arzneimittel, höhere Ausgaben : Die Entwicklung der Arzneimittelversorgung in der ambulanten vertragsärztlichen Versorgung im Jahr 2005 und Aspekte für die Zukunft, *Medizinrecht*, vol. 24, nr 12, 2006, p. 697.

Globalization of pharmaceuticals : international regulatory issues [dossier], *American journal of law & medicine*, vol. 32, nr 2 & 3, 2006, p. 153.

HERAIL E., Le renforcement de la sécurité transfusionnelle : principaux apports du décret du 1er février 2006, *Gazette du palais*, mai-juin 2006, p. 1706.

HERAIL E., L'importation des produits sanguins labiles et pâtes plasmatiques, *Gazette du palais*, mai-juin 2006, p. 1708.

STREINZ R., HERRMANN CH., Und wieder Doc Morris : Das apothekenrechtliche Mehr- und Fremd- besitzverbot aus der Perspektive des Gemeinschaftsrechts, *EuZW*, H. 15/2006, p. 455.

Assurances sociales

EXTER A. DEN, The European Court of Justice and the Keller case : a bridge too far ? *Medicine and law*, Nr 2, June 2006, p. 267.

GRUBER J., The Massachusetts health care revolution : a local start for universal access, *Hastings center report*, vol. 36, no. 5, September-October 2006, p. 14.

MILLET F., L'accès des praticiens aux informations concernant les prestations versées par les régimes d'assurance-maladie, *Gazette du palais*, mai-juin 2006, p. 1714.

PELJAK D., Les étrangers extra-communautaires à l'hôpital, *Droit déontologie & soins*, vol. 6, n° 4, décembre 2006, p. 536.

SIMON A., Les prestations sociales non contributives dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (à propos de l'arrêt *Stec* et autres c. Royaume Uni du 6 juillet 2005), *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n°67, 2006, p. 647.

Droits des patients, droit de la personnalité

ALDERSON P., SUTCLIFFE K., CURTIS K., Children's competence to consent to medical treatment, *Hastings center report*, vol. 36, no. 6, November-December 2006, p. 25.

ARCHAMBAULT J.-C., Obligation de soins: aspects éthiques et médico-légaux, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, 2006, Tome 190, n° 6, p.1157.

AZOUX-BACRIE L., Le droit à la bioéthique, *Gazette du palais*, mars-avril 2006, p. 709.

BENEY J.-M., Obligation de soins: aspects juridiques, éthiques et médicaux, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, 2006, Tome 190, n° 6, p.1147.

BRAZIER M., Do no harm : do patients have responsibilities too ?, *Cambridge law journal*, 65(2), July 2006, p. 397.

BROTTELLE S., Du droit à la fin de vie au droit de disposer de sa vie, *Revue générale de droit médical*, N° 20, 2006, p. 249.

CORPART I., Décès et devenir des corps : clarification des consignes, *Gazette du Palais*, recueil juillet-août 2006, p. 2407.

DIEU F., L'étendue de l'obligation d'informer le patient en cas de sortie contre l'avis des médecins (note sous TA Nice, 24 févr. 2006, Del Prete), *Revue de droit sanitaire et social*, n°4, juillet-août 2006, p. 686.

DIVERS AUTEURS, *Revue générale de droit médical*, numéro spécial - La permanence des soins, 2006.

DIVERS AUTEURS, Actes du Congrès des 3 et 4 juin 2005 « Dossier médical personnel : aspects juridiques et déontologiques », *Revue générale de droit médical*, N° 20, 2006, p. 53.

DUFOUR A., Commentaire de la nouvelle charte de la personne hospitalisée, *Droit déontologie & soin*, vol. 6, n° 3, septembre 2006, p. 353.

FAGNART J.-L., Recherches sur le statut juridique du fœtus, In : *Essays on tort, insurance, law and society in honour of Bill W. Dufwa* [Mélanges Dufwa], vol. I, Jure Förlag AB, Stockholm, 2006, p. 393.

GUEDJ M. AND AL. Do French lay people and health professionals find it acceptable to breach the confidentiality to protect a patient's wife from a sexually transmitted disease ? *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p. 414.

LOKIEC P., La personne de confiance (Contribution à l'élaboration d'une théorie de la décision en droit médical), *Revue de droit sanitaire et social*, n°5, septembre-octobre 2006, p. 865.

KATHREIN G., Das Patientenverfügungs-Gesetz, *ÖJZ (Österreichische Juristen-Zeitung)*, 14-15, Juli-August 2006, p. 555.

MANAOUIL C., GIGNON M., Mise en œuvre de la loi sur la fin de vie, *Revue générale de droit médical*, N° 20, 2006, p. 267.

MARCELLI A., Le secret professionnel du médecin et son partage entre soignants et non soignants, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, 2006, Tome 190, n° 6, p.1247

MATTA A., Informed consent in medical treatment : conflict or consensus, *Medicine and law*, Nr 2, June 2006, p. 319.

MEMMER M., Das Patientenverfügungs-Gesetz 2006, *Recht der Medizin (RdM)*, 06, Dezember 2006, p. 163.

MENZEL H.-J., Datenschutzrechtliche Einwilligungen in medizinische Forschung Selbstbestimmung oder Überforderung der Patienten?, *Medizinrecht*, vol. 24, nr 12, 2006, p. 702.

NEWDICK C., Citizenship, free movement and health care: Cementing individual rights by corroding social solidarity, *Common Market Law Review*, (2006) 43, p. 1645.

NEWDICK C. AND DERRETT S., Access, Equity and the Role of Rights in Health Care, *Health care analysis*, vol. 14, nr 3, 2006, p. 157.

PSCHEIDL A., GERSTNER G., Geburt : strafrechtlicher Schutz des Lebens, *Recht der Medizin (RdM)*, 05, Oktober 2006, p. 132.

SMALLWOOD O., L'élargissement de la responsabilité du médecin du fait de l'apparition d'infections nosocomiales (commentaire de différents jugements), *Revue Droit & Santé*, N° 12, 2006, p. 363.

SCHAMPS G., La réglementation belge relative à la fin de vie : L'euthanasie – Les soins palliatifs, *Revue générale de droit médical*, N° 20, 2006, p. 291.

SPICKHOFF A., Die ärztliche Aufklärung vor der altruistisch motivierten Einwilligung in medizinische Eingriffe, *NJW*, 29/2006, p. 2075.

TAYLOR S., L'indemnisation du risque thérapeutique en droit anglais et la possibilité d'un rapprochement des systèmes européens, *RIDC*, 3/2005, p. 717.

VIALLA F., Brèves remarques sur la nouvelle charte de la personne hospitalisée, *Revue Droit & Santé*, N° 12, 2006, p. 348.

Ethique biomédicale

BELLIVIER F., Le contentieux de la naissance avec un handicap congénital non décelé par suite d'une erreur de diagnostic au risque de la Convention européenne : sous la technique, l'éthique, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 67, 2006, p. 667.

BYK C., La responsabilité sociale, fondement d'un droit civil renouvelé ? : réflexions prospectives d'un civiliste à propos de la déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme, *Semaine juridique*, n° 43-44, octobre 2006, p. 1987.

DIVERS AUTEURS, *Revue générale de droit médical*, numéro spécial – Dix ans de lois bioéthiques en France, 2006.

MAZEN N.-J., Ethique et handicap, *Revue générale de droit médical*, N° 19, 2006, p. 347.

MAZEN N.-J., Ethique, valeurs et dons d'organes, *Revue générale de droit médical*, N° 20, 2006, p. 381.

The responsible use of racial and ethnic categories in biomedical research: where do we go from here?, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 34:3-Fall 2006, p. 483.

Euthanasie

BYK, C., L'euthanasie en droit français, *RIDC*, 2/2006, p. 657.

COEHLO J., Droits des malades et fin de vie : une passerelle législative vers l'euthanasie indirecte à la morphine, *Gazette du palais*, mars-avril 2006, p. 760.

DUTTGE G., Der Alternativ-Entwurf Sterbebegleitung (AE-StB) 2005 : Ziel erreicht oder blosse Etappe auf dem langen Weg zu einer Gesamtregelung, *Goldammer's Archiv für Strafrecht (GA)*, H. 8, Jg.153, 2006, p. 573.

GEVERS J., Terminal sedation : between pain relief, withholding treatment and euthanasia, *Medicine and law*, 25, 2006, p. 747.

LÜDERSEN K., Aktive Sterbehilfe : Rechte und Pflichten, *JZ*, 14/2006, p. 689.

SCHROTH U., Sterbehilfe als strafrechtliches Problem : Selbstbestimmung und Schutzwürdigkeit des tödlich Kranken, *Goldammer's Archiv für Strafrecht (GA)*, H. 8, Jg.153, 2006, p. 549.

SCLAR D., U.S. Supreme Court ruling in *Gonzales v. Oregon* upholds the Oregon Death with Dignity Act. *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 34:3-Fall 2006, p. 639.

TORSTEN V., Sterbebegleitung : eine Regelungsaufgabe des Strafrechts, *NJW*, H. 22, 2006, p. 14.

VAN OORSHOT B. AND AL. Importance of the advance directive and the beginning of the dying process from the point of view of German doctors and judges dealing with guardianship matters: results of an empirical survey. *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p. 623.

VERHAGEN E., End-of-life decisions to newborns in The Netherlands : medical and legal aspects of the Groningen protocol, *Medicine and law*, Nr 2, June 2006, p. 399.

WILLMOTT L. ET AL., Overriding advance refusals of life-sustaining medical treatment, *Medicine and law*, 25, 2006, p. 647.

ZUCK R., Passive Sterbehilfe und die Initiative des Gesetzgebers, *ZRP*, 6/2006, p. 173.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

CLARK P. A., Medical ethics at Guantanamo Bay and Abu Ghraib: The problem of dual loyalty, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 34:3-Fall 2006, p. 570.

LHERNOULD J.-P., L'accès des prestataires médicaux établis dans l'Union européenne aux patients français, Des difficultés d'adaptation du droit national à de nouvelles formes de concurrence, *Revue de droit sanitaire et social*, n°5, septembre-octobre 2006, p. 819.

SCHWARTZ R., When doing the right thing is breaking the law – What is the role of the health lawyer? *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 34:3-Fall 2006, p. 624.

Génétique humaine et biotechnologies

BELLMIER F. ET AL., Les limitations légales de la recherche génétique et de la commercialisation de ses résultats : le droit français, *RIDC*, 2/2006, p. 275.

SYRETT K., Deconstructing Deliberation in the Appraisal of Medical Technologies: NICEly Does it?, *Modern Law Review* 2006, p. 869.

Médecine légale

Pas de notices pour cette édition.

Médecine du sport

Pas de notices pour cette édition.

Mesures médicales spéciales

ANNAS GJ. Hunger strikes at Guantanamo - Medical ethics and human rights in a "legal black hole", *New England Journal of Medicine*, 355 (2006), p. 1377.

COLETTE-BASECQZ N., Quelques réflexions autour des conditions légales qui encadrent la stérilisation médicale, *Revue de droit de la santé*, 1006/2007/1, p. 2.

DIVERS AUTEURS, Actes du Colloque du 25 janvier 2005 « Les trente ans de la loi sur l'IVG, bilan et perspectives », *Revue générale de droit médical*, N° 19, 2006, p. 13.

HUMEAU H. ET AL., Effets des réglementations en matière d'utilisation et de détention des armes à feu sur le taux de suicide, *Médecine & droit*, n° 79-80, novembre-décembre 2006, p. 134.

Magnusson R. S., The devil's choice: Re-Thinking law, ethics, and symptom relief in palliative care, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol 34:3-Fall 2006, p. 559.

Sayed S. A., The marginally viable newborn: Legal challenges, conceptual inadequacies, and reasonableness, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol 34:3-Fall 2006, p. 600.

ROBERTSON J. A., Controversial medical treatment and the right to health care, *Hastings center report*, vol. 36, no. 6, November-December 2006, p. 15.

WEIR M., Regulation of complementary and alternative medicine : an international perspective, *Medicine and law*, 25, 2006, p. 673.

Nouvelles techniques de l'information et santé

AGULAR-GUEVARA R., M@tic : medicine assisted by information and communication technology : conflicts, responsibility and liability, *Medicine and law*, 25, 2006, p. 563.

KATZENMEIER C., Aufklärung über neue medizinische Behandlungsmethoden : „Robodoc“, *NJW*, 38/2006, p. 2738.

LARENG L., La genèse de la loi sur la télémédecine, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, 2006, Tome 190, n° 2, p. 323.

Personnes âgées et santé

BHARUCHA A. J. and al., Ethical considerations in the conduct of electronic surveillance research, *The journal of Law, medicine & ethics* 2006, Vol 34:3-Fall 2006, p. 611

MILLEVILLE B., Grand âge et effectivité de la personnalité juridique, *Droit déontologie & soins*, vol. 6, n° 4, décembre 2006, p. 470.

Procréation médicalement assistée

KÖCK E., Der (straf)rechtliche Schutz des Embryos : der folgende Beitrag untersucht mögliche Wertungswidersprüche beim Embryonenschutz, *Österreichische Juristen-Zeitung (ÖJZ)*, 16, August 2006, p. 631.

RAMSEY J., Fit for 21st century ? a review of surrogacy provisions within the human fertilisation and embryology Act 1990, *Medical law international*, vo. 7, no. 4, 2006, p. 281.

SIMONSTEIN F., Pressures on women to reproduce and the drive towards assisted reproductive technologies, *Medicine and law*, Nr 2, June 2006, p. 355.

TAUPITZ J., Heterologe künstliche Befruchtung : Die Absicherung des Samenspenders gegen unterhalts- und erbrechtliche Ansprüche des Kindes, *Archiv für die civilistische Praxis*, Bd. 205 (2005), p. 591-644.

THOMAS C., Preimplantation genetic diagnosis : development and regulation, *Medicine and law*, Nr 2, June 2006, p. 365.

Recherche biomédicale

ALLMARK P. AND AL. Improving the quality of consent to randomised controlled trials by using continuous consent and clinician training in the consent process. *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p. 439.

FENTON E., Liberal eugenics and human nature : against Habermas, *Hastings center report*, vol. 36, no. 6, November-December 2006, p. 35.

GOBERT M., La loi sur l'expérimentation humaine : l'impact de l'arrêt de la Cour d'arbitrage du 16/11/2005 supprimant une partie de la loi du 7 mai 2004 sur l'expérimentation humaine et les conséquences de la modification législative du 27 décembre 2005, *Revue de droit de la santé*, 2007/2, p. 76.

HUBER C., Wem gehören die Gene des Kindes ? Sorgerechtsbefugnisse beim Vaterschaftstest, *FamRZ*, 2006, H. 19, p. 1425.

HYUN I. AND WON JUNG K., Human research cloning, embryos and embryo-like artifacts, *Hastings center report*, vol. 36, no. 6, November-December 2006, p. 15.

KRESS H., Menschenwürde, Embryonenschutz und gesundheitsorientierte Forschungsperspektiven in ethisch-rechtlicher Abwägung, *ZRP*, 7/2006, p. 219.

LEVY N. AND AL. Respecting rights ... to death, *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p. 608.

PEDROIT P., La recherche sur l'embryon : un régime juridique non dénué d'ambiguïtés (à propos du décret du 6 février 2006), *Gazette du palais*, mai-juin 2006, p. 1700.

SALAKO S., The declaration of Helsinki 2000 : ethical principles and the dignity of difference, *Medicine and law*, Nr 2, June 2006, p. 341.

SPICKHOFF A., Forschung an nicht-einwilligungsfähigen Notfallpatienten, *Medizinrecht*, vol. 24, nr 12, 2006, p. 707.

TREVENA L. AND AL. Impact of privacy legislation on the number and characteristics of people who are recruited for research: a randomised controlled trial. *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p. 473.

Weinfurt K. P. and al, Disclosing conflict of interest in clinical research: Views of institutional review boards, conflict of interest committees, and investigators, *The journal of Law, medicine & ethics* 2006 Vol 34:3-Fall 2006, p. 581

Responsabilité médicale

ARIES S., Evolution de la responsabilité des professions de santé, *Droit déontologie & soins*, vol. 6, n° 4, décembre 2006, p. 501.

BERNFELD C., L'indemnisation de la "perte d'une chance" dans le domaine des accidents médicaux : une situation dramatique pour les victimes, *Gazette du Palais*, recueil juillet-août 2006, p. 2221.

CLEMENT C., La jurisprudence Perruche exhumée, et après ?, *Revue générale de droit médical*, N° 20, 2006, p.261.

ESPER C., La responsabilité en télémedecine, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, 2006, Tome 190, n° 2, p. 357.

HUREAU J., Harmonisation de la réparation des préjudices corporels dans l'Union Européenne. Application au contentieux de la responsabilité médicale, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, 2006, Tome 190, n° 3, p. 725.

LINDNER F., Verpflichtende Gesundheitsvorsorge für Kinder ?, *ZRP*, 4/2006, p. 115.

MANAOUIL C., GRASER M., L'indemnisation des victimes de l'amiante, *Gazette du palais*, mars-avril 2006, p. 750.

MANAOUIL C. ET AL., Compensation of asbestos victims in France, *Medicine and law*, 25, 2006, p. 435.

MARTIN D., L'indemnisation des victimes d'accidents médicaux comme politique publique, *Dalloz*, n° 44, 2006, p. 3021.

MISTRETTA P., Les commissions régionales de conciliation et d'indemnisation (CRCI) ou les désillusions du règlement à l'amiable des litiges, *Semaine juridique*, n° 50, décembre 2006, p. 2324.

Pourriat J.-L., Kierzek G., La responsabilité du médecin face à l'urgence, *Médecine & droit*, n° 78, mai-juin 2006, p. 91.

ROTH H., Der Arzt als Samariter und das Haftungsrecht, *NJW*, 39/2006, p. 2814.

SMALLWOOD O., La normalisation des règles de l'art médical : une nouvelle source de responsabilité pour les professionnels de santé ?, *Médecine & droit*, n° 79-80, novembre-décembre 2006, p. 121.

STRASSBURGER J., Die Inkorporation der Deklaration von Helsinki in das ärztliche Berufs- und Standesrecht – Verfassungsrechtliche Aspekte, *Medizinrecht*, vol. 24, nr 8, 2006, p. 462.

STEININGER B. C., Ungewollte Geburt eines gesunden Kindes, *ÖJZ [Österreichische Juristen-Zeitung]*, 22, November 2006, p. 899.

SUNA D., Droit et responsabilité en hygiène hospitalière, *Droit déontologie & soins*, vol. 6, n° 4, décembre 2006, p. 459.

VENCHIARUTTI L., CHEVILLOTTE J., Mauvaise collaboration dans l'équipe de soin et engagement de la responsabilité médicale, *Droit déontologie & soin*, vol. 6, n° 3, septembre 2006, p. 389.

Santé mentale et psychique

NAHON D. ET AL., The impact of human rights advocacy, mental health legislation and psychiatric reform on the epidemiology of involuntary psychiatric hospitalizations, *Medicine and law*, Nr 2, June 2006, p. 283.

SCHAMPS G., L'application des droits du patient aux détenus et aux malades mentaux, In : *La responsabilité et la responsabilisation dans la justice pénale*, Bruxelles, Larcier, 2006, p. 147.

TAUPITZ J., Children and dementia patients : subjects or objects in medicine ?, In : *Essays on tort, insurance, law and society in honour of Bill W. Dufwa* [Mélanges Dufwa], vol. II, Jure Förlag AB, Stockholm, 2006, p. 1159.

SIDA, lutte contre les épidémies

LIVET M., Sida et conduites dangereuse: pénaliser ou responsabiliser, *Droit déontologie & soins*, vol. 6, n° 4, décembre 2006, p. 436.

VERMAAS A., Forced HIV-testing : a blessing for the physician or a worst case scenario for the patient, *Medicine and law*, Nr 2, June 2006, p. 241.

Système de santé, politique de la santé

AGINAM O., Globalization of health insecurity : the World Health Organization and the new international health regulations, *Medicine and law*, 25, 2006, p. 663.

BAILLY J.-M., La sécurité alimentaire, *Gazette du palais*, mai-juin 2006, p. 1678.

BERGES N., La sécurité des produits sanguins labiles, *Gazette du palais*, mai-juin 2006, p. 1685.

DESMOULIN S., Les nouvelles mesures de lutte contre les maladies contagieuses des animaux, *Gazette du palais*, mai-juin 2006, p. 1710.

FOSTER C., Will clinical guidelines replace judges, *Medicine and law*, 25, 2006, p. 585.

HOGERZEIL HV. AND AL. Is access to essential medicines as part of the fulfilment of the right to health enforceable through the courts? *Lancet* 368 (2006), p. 305.

HYUN L., The tension between cost-utility analysis and preventive public health, *Medicine and law*, 25, 2006, p. 483.

MENZEL P., LIGHT D. W., A conservative case for universal access to health care, *Hastings center report*, vol. 36, no. 4, July-August 2006, p. 36.

RAVELET A., La recomposition de l'offre hospitalière publique et privée dans le cadre des réseaux de santé, *Revue de droit sanitaire et social*, n°5, septembre-octobre 2006, p. 879.

ROGER P., Plaisante justice qu'une muraille borne : la loi Evin dans les établissements pénitentiaires, *Droit déontologie & soin*, vol. 6, n° 2, juin 2006, p. 170.

SODAN H., Gesundheitsreform 2006/2007 : Systemwechsel mit Zukunft oder Flickschusterei ?, *NJW*, 50/2006, p. 3617.

Transplantations et don du sang

CLAPOT Y., Les hépatites C après transfusion de produits sanguins, *Droit déontologie & soins*, vol. 6, n° 4, décembre 2006, p. 508.

FRIEDMAN A. L., Payment for living organ donation should be legalised, *BMJ*, vol. 333, no 7571, 7 October 2006, p. 746.

GÖDICKE P., Aufklärungsumfang und Aufklärungsweg bei fremdnützigen Blutspenden, *Medizinrecht*, vol. 24, nr 10, 2006, p. 568.

HARMON S. H.E., A penny for your thoughts, a pound for your flesh : implications of recognizing property rights in our excised body parts, *Medical law international*, vol. 7, no. 4, 2006, p. 329.

PATURKAR D., Legal and ethical issues in human organ transplantation, *Medicine and law*, Nr 2, June 2006, p. 389.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

DREIFUSS-NETTER F. (dossier réalisé par), *Malades en fin de vie : soins, éthique et droit*, Paris, la documentation française, 2006 (Problèmes politique et sociaux, n° 926, juillet 2006).

voir aussi acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :

<http://www2.unine.ch/biblio/page3847.html>

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

CEREGHETTI A., Nul n'est censé ignorer...quel est le statut juridique des études promotionnelles de médicaments, *Revue Médicale Suisse*, n° 82, 11 octobre 2006, p. 2307.

Assurances sociales

ACKERMANN T., Fristenstillstand gemäss ATSG im kantonalen Rechtspflegeverfahren, *ZBJV* 11/2005, p. 810.

COULLERY P., Krankenkasse : Auf dem Weg zur Zweiklassenmedizin, *Plädoyer* 4/2006, p. 38.

FAUCHERE P.-A., A propos de l'article de Jean Pirrotta « Les troubles somatoformes douloureux du point de vue de l'assurance-invalidité », SZS/RSAS 49/2005, 517-532 : réaction d'un praticien en expertises psychiatriques. *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 50/(2006), n°2, p. 135-137

ISELIN E., Polypragmasie et étendue de l'obligation de restitution au sens de l'art. 56 al. 2 LAMal, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 50(2006), n°2, p. 106.

JUNOD V., Les médicaments générique au regard de la LAMal. In : pratique juridique actuelle, 15(2006), n°4, p 396-406

KIESER U., Rechtsprechung im Überblick: Sozialversicherungsrecht, *Plädoyer* 4/2006, p. 50.

KUHN H., Nouvelle jurisprudence du Tribunal fédéral concernant le caractère économique des prestations. Enfin une prise en compte globale des coûts, *Bulletin des médecins suisses*, n° 50, 2006, p. 2165.

LOCHER T., GÄCHTER T., Die Rechtsprechung des Eidgenössischen Versicherungsgerichts (EVG) der Jahre 2001 - 2005 zum Verfahrensrecht der Sozialversicherung, *ZBJV*, 11/2006, p. 845.

MARTI C., WOLFF H., Inégalités sociales et accès aux soins: conséquences de la révision LAMal (article 64a), *Revue Médicale Suisse*, n° 85, 1er novembre 2006, p. 2503.

MOSER M., Et si la LAMal avait échoué devant le peuple en 1994? 2006, *Sécurité sociale : revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, no 4, 2006, p. 179.

PELET O., TARMED et le secret médical. In : Avocat et juge face au droit pénal : mélanges offerts à Eric Stoudmann, Genève 2005, p. 199.

PIRROTTA J., Les troubles somatoformes douloureux du point de vue de l'assurance-invalidité. *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 49(2005), n°6, p. 517.

SARBACH M., Vertragsrechtliche Folgen der betrügerischen Begründung ses Versicherungsanspruchs gemäss Art. 40 VVG, *Recht*, 5/06, p. 180.

SCHAER R., Die Praxis des EVG zur obligatorischen Unfall- und Krankenversicherung in den Jahren 2001-2005, *ZBJV*, n°9, 2006, p. 679.

SCHILT M. L., Kostensteuerung der ärztlichen Leistungen zu Lasten der obligatorischen Krankenversicherung, *Bulletin des médecins suisses*, n° 44, 2006, p. 1907.

SCHMUTZ T., Rechtsprechung des Eidgenössischen Versicherungsgerichts zu bernischen Tarifstreitigkeiten in der sozialen Krankenversicherung, *ZBJV* 12/2005, p. 898.

SIFFERT N., Assurance-maladie obligatoire et coûts de la santé en Suisse : évolutions marquantes depuis 1996, *Sécurité sociale : revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, no 4, 2006, p. 186.

STAUB C., Les rentes invalidité, *Questions de droit / Centre patronal (Lausanne)*, 2006, n° 37, p. 7.

Droits des patients, droit de la personnalité

BAERISWIL B., Entwicklungen im Datenschutzrecht = Le point sur le droit de la protection des données, *SJZ 102*, (2006) N° 19, p. 433.

BAUMANN-HÖLZLE R. *et al.*, Ernährungsautonomie – ethisches Grundsatzpapier zur Ernährung der Patientinnen und Patienten im Akutspital, *Bulletin des médecins suisses*, n° 33, 2006, p. 1412.

CHASSOT P.-G., KERN C., RAVUSSION P., Hémorragie et transfusion: le cas des Témoins de Jéhovah, *Revue Médicale Suisse*, n° 88, 22 novembre 2006, p. 2674.

GUILLOD O., Droits et libertés de la personne : le droit suisse face à la Convention européenne sur les droits de l'homme et la biomédecine, *in*: L'arbre de la méthode et ses fruits civils, Mélanges Sandoz, Lausanne 2006, p. 27.

HONSELL H., Die Aufklärung des Patienten über therapeutische Alternativen und Behandlungskosten, *SJZ/RSJ*, 102 (2006), nr. 18, p. 401.

HUBER R., Die Teilrevision des Eidg. Datenschutzgesetzes – ungenügende Pinselrenovation, *Recht*, 6/06, p. 205.

JUNOD V., Patients: pouvez-vous patienter encore un peu?, *Revue Médicale Suisse*, n° 89, 29 novembre 2006, p. 2757.

SCHWAB D., Selbstbestimmung im Alter, *ZBJV*, n° 7/8, 2006, p. 561.

STUDER P., Zeugnisverweigerungsrecht Art. 27bis StGB : Trotz Verdachts auf eventualvorsätzliche Tötung hält das Bundesgericht daran fest : Der Kassationshof geht weniger vom Wortlaut in Art. 27bis Abs. 2 StGB als vom Zweck der Norm aus, *Jusletter*, 14. August 2006, p. 1

UEBERSAX P., Nothilfe : Gesetze auf Verfassungsmässigkeit prüfen, *Plädoyer*, 4/2006, p. 44.

WALDMANN B., Das Recht auf Nothilfe zwischen Solidarität und Eigenverantwortung, *ZBl*, 7/2006, p. 341.

WIESNER-BERG S., „Babyklappe“ und „anonyme Geburt“ : Benachteiligung des Neugeborenen durch die Herbeiführung seiner Anonymität ?, In : Beatrice LUGIN-BÜHL, Juana Schmidt (Hrsg.), *Diskriminierung und Integration* : (Rechts-) Geschichten in einem sozialen System [Mélanges Marie Theres Fögen], Dike, Zurich, 2006, p. 293.

Ethique biomédicale

Pas de notices pour cette édition.

Euthanasie

BREITENMOSER S., Das Recht auf Sterbehilfe im Lichte der EMRK, in *Sterbehilfe : grundsätzliche und praktische Fragen*, St. Gallen, 2006, p. 167.

COMMISSION NATIONALE D'ÉTHIQUE POUR LA MÉDECINE HUMAINE, Critères de diligence concernant l'assistance au suicide, *Revue Médicale Suisse*, n° 87, 15 novembre 2006, p. 2637.

CIOMPI L., Penser la mort et la manière de mourir, *Bulletin des médecins suisses*, n° 51-52, 2006, p. 2219.

ROUILLER C., ROUSSIANOS L., Le droit à la vie et le droit de mourir dignement
Esquisse d'une problématique relative aux actes médicaux pratiqués sur les patients en fin de vie, *Revue de la société des juristes bernois ZBJV*, 12/2006, p. 938.

SCHÖNE-SEIFERT B., Ist ärztliche Suizidbeihilfe ethisch verantwortbar?, in *Sterbehilfe : grundsätzliche und praktische Fragen*, St. Gallen, 2006, p. 45.

VOLLENWEIDER I., Gesetzgebungskompetenz der Kantone im Bereich der passiven Sterbehilfe, *Jusletter*, 11. September 2006.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

BOILLAT S., Refus d'autorisation de remplacement d'un pharmacien par une assistante-pharmacienne : Arrêt du Tribunal fédéral non publié du 17 octobre 2005, 2A.252/2005, *Revue suisse de droit de la santé*, no 2, 2006, p. 69.

KUNZ R., KUHN H., Tendances actuelles en matière d'assurance responsabilité civile professionnelle. Les règles à suivre pour le corps médical libéral en Suisse, *Bulletin des médecins suisses*, n° 51-52, 2006, p. 2226.

MARTIN J., La morale du médecin et la promotion pharmaceutique. Est-il vrai que «Tout le monde est vénal, c'est seulement une question de prix et de manière»? , *Bulletin des médecins suisses*, n° 37, 2006, p. 1600.

Génétique humaine et biotechnologies

NAU J.-Y., Cellules souches embryonnaires humaines et Union européenne, *Revue Médicale Suisse*, n° 72, 28 juin 2006, p.1714.

Médecine légale

Pas de notices pour cette édition.

Médecine du sport

Schubarth M., Dopingbetrug, *Recht*, 6/06, p. 222.

Mesures médicales spéciales

ALBONICO H., FERRONI B., Etude sur l'homéopathie: anatomie d'une opération statistique, *Bulletin des médecins suisses*, n° 45, 2006, p. 1954.

KÖHLER H., Reflexionen zu gesellschaftlichen Entwicklungen am Beispiel der Interuptio. Quo vadis, Gesellschaft?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 50, 2006, p. 2182.

SPRING B., Homöopathie – nur Placebo?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 41, 2006, p. 1779.

Nouvelles techniques de l'information et santé

Pas de notices pour cette édition.

Personnes âgées et santé

GEVERS S., Dementia and the Law, *European Journal of Health Law*, n°3/2006, p. 209.

LEWIS P., Medical Treatment of Dementia Patients at the End of Life : Can the Law Accomodate the Personal Identity and Welfare Problems ?, *European Journal of Health Law*, n°3/2006, p. 219.

LÖTJÖNEN S., Medical Research on Patients with Dementia : The Role of Advance Directives in European Legal Instruments, *European Journal of Health Law*, n°3/2006, p. 235.

Procréation médicalement assistée

Pas de notices pour cette édition.

Recherche biomédicale

Pas de notices pour cette édition.

Responsabilité médicale

FLEURY P. G., Le préjudice des parents né à la suite d'une stérilisation omise : note sur l'ATF 132 III 359, *Have/Reas*, 3/2006, p. 224.

Grieder T., Zahnarzt : Recht und Risiko : ein praxisbezogener Beitrag zur Haftung des Zahnarztes, *Have/Reas*, 3/2006, p. 209.

HERZOG ZWITTER I., Beweiserleichterung im Arzthaftungsrecht, *Have/Reas*, 3/2006, p. 269.

WINIGER B., La notion de préjudice : perspectives européennes : la naissance et la vie non souhaitées. *Préjudice*, Genève, 2005, p. 75.

ZIMMERMANN M., Spitalhaftung wegen unterlassener Sitzwache : Urteil des Bundesgerichts 4P.244/2005 vom 6. Februar 2006, *Have/Reas*, 2/2006, p. 133.

Santé mentale et psychique

GASSMANN J., Menschenwürde schützen : Diskriminierungen abbauen, *Pro mente sana aktuell*, 4/06, p.23.

OEHNINGER S., Mit einer psychischen Behinderung kann man leben : mit Diskriminierung nicht, *Pro mente sana aktuell*, 4/06, p.25.

SCHERLER B., De la limitation des psychothérapies, *Bulletin des médecins suisses*, n° 43, 2006, p. 1868.

SIDA, lutte contre les épidémies

FELLMANN W., WARZILEK A., HIV-Infektion des Ehepartners eines im Krankenhaus infizierten Patienten : Urteil des BGH VI ZR 179/04 vom 14.6.2005 (VersR 2005, 1238) : Anscheinsbeweis, Substanziierungspflicht des Beklagten, Aufklärungspflicht und deren Schutzbereich, *Have/Reas*, 3/2006, p. 231.

Système de santé, politique de la santé

BAUR R., SCHÜTZ S., Koordination an Schnittstellen der gesundheitlichen Versorgung – Die Sichtweise von Patientinnen und Patienten eines Managed-Care-Modells, *Bulletin des médecins suisses*, n° 49, 2006, p. 1129.

COMMISSION DES PRINCIPES, La Commission des principes s'exprime sur la question du «rationnement» dans le système des soins en Suisse, *Bulletin des médecins suisses*, n° 39, 2006, p. 1697.

CORPATAUX V., Protection du travailleur contre les effets nocifs de la fumée passive : commentaire de l'arrêt du TF 4C.354/2005 du 8 février 2006, *Revue suisse de droit de la santé*, no 2, 2006, p. 73.

GEISER M., Das Gesundheitswesen darf viel, könnte aber auch weniger kosten, *Bulletin des médecins suisses*, n° 29-30, 2006, p. 1334.

GUILLOD O., Recent Developments in Swiss Health Law, *European Journal of Health Law*, n°2/2006, p. 123.

HAEFELI F., Aufenthalt durch Krankheit. Der Einfluss von Krankheit auf ausländer- und asylrechtliche Verfahren, *ZBI*, 11/2006, p. 561.

HUNZIKER S., Ressourcenverteilung im Gesundheitswesen, In : Beatrice Luginbühl, Juana Schmidt (Hrsg.), *Diskriminierung und Integration : (Rechts-) Geschichten in einem sozialen System [Mélanges Marie Theres Fögen]*, Dike, Zurich, 2006, p. 135.

KOCHER G., Gesundheitsausgaben: Schweiz wieder im zweiten und dritten Rang, *Bulletin des médecins suisses*, n° 38, 2006, p. 1649.

SIFFERT N., Assurance-maladie obligatoire et coûts de la santé en Suisse : évolutions marquantes depuis 1996, *Sécurité sociale*, 2006, n° 4, p. 186.

Transplantations

Pas de notices pour cette édition.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

ACHTERMANN W., BERSET C., *Les politiques suisses de santé : potentiel pour une politique nationale*, Vol. 2, Berne, OFSP, 2006.

BÄNZIGER C., *Sterbehilfe für Neugeborene aus strafrechtlicher Sicht*, Schulthess, Zürich, 2006.

BINO M.-A., *Hospitalisation forcée et droits du malade mental : étude de droit international et de droit comparé*, Zurich ; Bâle ; Genève, Schulthess, 2006.

EGGENBERGER Stöckli U., *Arzneimittel-Werberverordnung*, Stämpfli, Bern, 2006 (droit de la concurrence).

EICHENBERGER T./ JOUSLI U./ RICHLI P. (HG), *Heilmittelgesetz, Basler Kommentar*, Helbling&Lichtenhahn, Basel, 2006.

HEIKE Rieder, *Genetische Untersuchungen und Persönlichkeitsrecht*, Helbing & Lichtenhahn, 2006

KAHIL-WOLFF B., GREBER P.-Y., *Sécurité sociale : aspects de droit national, international et européen*, Genève [etc.] : Helbing & Lichtenhahn, Bruxelles, Bruylant, Paris : L.G.D.J., 2006.

MANAI D., *Les droits du patient face à la biomédecine*, Berne, Stämpfli, 2006.

voir aussi les acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :
<http://www2.unine.ch/biblio/page3847.html>

**Du 1er décembre 2006 au 31 juin 2007. / Vom 1.
Dezember 2006 bis zum 31. Juni 2007.**

Numéros précédents / Frühere Erscheinungen : www.unine.ch/ids

LÉGISLATION / GESETZGEBUNG 65

I.	Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)	66
II.	Droit communautaire / Europarecht	66
	Droit édicté / Erlassenes Recht	66
	Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. / Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.....	69
III.	Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)	70
	Droit édicté / Erlassenes Recht	70
	Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.....	71
IV.	Droit fédéral / Bundesrecht	72
	Droit édicté / Erlassenes Recht	72
	Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse	74
V.	Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)	76
VI.	Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien	78

JURISPRUDENCE / RECHTSPRECHUNG 79

- I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl) 79**
- II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl) 79**
- III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl) 80**
- IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung 83**
- V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung 89**

DOCTRINE / LEHRE 96

- I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl) 96**

Articles / Aufsätze	96
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux	96
Assurances sociales	97
Droits des patients, droit de la personnalité.....	98
Ethique biomédicale.....	100
Euthanasie	102
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle	102
Génétique humaine et biotechnologies.....	103
Médecine légale	104
Médecine du sport.....	104
Mesures médicales spéciales	104
Nouvelles techniques de l'information et santé.....	105
Personnes âgées et santé.....	105
Procréation médicalement assistée.....	106
Recherche biomédicale	107
Responsabilité médicale	108
Santé mentale et psychique	110
SIDA, lutte contre les épidémies.....	111
Système de santé, politique de la santé	111
Transplantations	113
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien	114

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre 114

Articles / Aufsätze	114
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux	114
Assurances sociales	115
Droits des patients, droit de la personnalité.....	118
Ethique biomédicale.....	119
Euthanasie	120
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle	120
Génétique humaine et biotechnologies.....	122
Médecine légale	122
Médecine du sport.....	122
Mesures médicales spéciales.....	122
Nouvelles techniques de l'information et santé.....	123
Personnes âgées et santé.....	123
Procréation médicalement assistée.....	123
Recherche biomédicale	123
Responsabilité médicale.....	124
Santé mentale et psychique	124
SIDA, lutte contre les épidémies.....	125
Système de santé, politique de la santé	125
Transplantations	126
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien	126

*Ont collaboré à cette rubrique / An dieser Rubrik haben mitgewirkt :
Cédric BAUME, Nathalie BRUNNER, Vincent CORPATAUX, Béatrice DESPLAND, Johanne GAGNEBIN, Olivier GUILLOD, Agnès HERTIG-PEA, Daniel KRAUS, Jean PERRENOUD, Deborah Schorno, Dominique SPRUMONT, Beatrice Stirner, Marinette UMMEL, Christian VAN GESSEL.*

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

Pas de notices pour cette édition.

II. Droit communautaire / Europarecht

(JOCE L 172 et JOCE C 147 du 30 juin 2007)

<http://eur-lex.europa.eu/JOYear.do?year=2007>

Droit édicté / Erlassenes Recht

European Community. Decision No 1982/2006/EC of the European Parliament and of the Council of 18 December 2006 concerning the Seventh Framework Programme of the European Community for research, technological development and demonstration activities (2007-2013). (Official Journal of the European Union, No. L 412, 30 December 2006, pp. 1-43) EC.07.037

Décision de la Commission du 22 décembre 2006 modifiant la décision 2005/760/CE concernant certaines mesures de protection relatives à la présence d'influenza aviaire hautement pathogène et à l'importation dans la Communauté d'oiseaux autres que les volailles [notifiée sous le numéro C(2006) 6969]

Décision de la Commission du 22 décembre 2006 approuvant les plans d'urgence pour la lutte contre l'influenza aviaire et la maladie de Newcastle [notifiée sous le numéro C(2006) 6806]

Décision de la Commission du 22 décembre 2006 relative à certaines mesures de protection en relation avec l'influenza aviaire hautement pathogène et l'introduction dans la Communauté d'oiseaux de compagnie accompagnant leur propriétaire [notifiée sous le numéro C(2006) 6958]

Rectificatif au règlement (CE) no 1924/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 concernant les allégations nutritionnelles et de santé portant sur les denrées alimentaires

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er décembre 2006 au 31 décembre

2006[Publication en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) no 726/2004 du Parlement européen et du Conseil]

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er décembre 2006 au 31 décembre 2006[Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE]

Décision de la Commission du 31 janvier 2007 modifiant la décision 2006/415/CE concernant certaines mesures de protection relatives à l'influenza aviaire hautement pathogène du sous-type H5N1 chez les volailles en Hongrie [notifiée sous le numéro C(2007) 325]

Rectificatif au règlement (CE) no 1991/2006 du Conseil du 21 décembre 2006 modifiant le règlement (CEE) no 2092/91 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires

Décision de la Commission du 5 février 2007 modifiant la décision 2006/415/CE concernant certaines mesures de protection relatives à l'influenza aviaire hautement pathogène du sous-type H5N1 chez les volailles au Royaume-Uni [notifiée sous le numéro C(2007) 404]

Décision de la Commission du 12 février 2007 portant adoption du programme de travail 2007 relatif à l'application du programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique (2003-2008) ainsi que du programme de travail annuel en matière de subventions

Décision de la Commission du 12 février 2007 fixant les principes et critères généraux pour la sélection et le financement d'actions engagées au titre du programme de santé publique

Règlement (CE) no 129/2007 du Conseil du 12 février 2007 prévoyant l'admission en exonération des droits de douane de certains principes actifs portant une «dénomination commune internationale» (DCI) de l'Organisation mondiale de la

santé et de certains produits utilisés pour la fabrication de produits pharmaceutiques finis et modifiant l'annexe I du règlement (CEE) no 2658/87

Décision de la Commission du 23 mars 2007 modifiant la décision 2005/760/CE concernant certaines mesures de protection relatives à la présence d'influenza aviaire hautement pathogène dans certains pays tiers et applicables à l'importation d'oiseaux en captivité [notifiée sous le numéro C(2007) 1259]

Décision 2007/263/CE de la Commission du 23 avril 2007 portant modification de la décision 2004/210/CE de la Commission instituant des comités scientifiques dans le domaine de la sécurité des consommateurs, de la santé publique et de l'environnement

Décision 2007/268/CE de la Commission du 13 avril 2007 concernant la réalisation de programmes de surveillance de l'influenza aviaire chez les volailles et les oiseaux sauvages dans les États membres et modifiant la décision 2004/450/CE [notifiée sous le numéro C(2007) 1554]

Union européenne. Décision 2007/459/CE de la Commission, du 25 juin 2007, modifiant la Décision 2006/504/CE relative aux conditions particulières applicables à certaines denrées alimentaires importées de certains pays tiers en raison des risques de contamination de ces produits par les aflatoxines¹. (Journal officiel de l'Union européenne [<http://europa.eu.int/eur-lex>], N° L 174, 4 juillet 2007, p. 8 à 17)

Décision 2007/454/CE de la Commission du 29 juin 2007 modifiant la décision 2006/415/CE concernant certaines mesures de protection relatives à l'influenza aviaire hautement pathogène du sous-type H5N1 chez les volailles dans la Communauté [notifiée sous le numéro C(2007) 3183]

Relevé 2007/C 144/06 des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er mai 2007 au 31 mai 2007 [Publication en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) no 726/2004 du Parlement européen et du Conseil]

Relevé 2007/C 144/07 des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er mai 2007 au 31 mai 2007 [Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE]

Résolution 2007/C 145/01 du Conseil du 25 juin 2007 relative à une nouvelle stratégie communautaire pour la santé et la sécurité au travail (2007-2012)

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. /
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

Recommandation 208 (2007) sur l'accès des personnes handicapées aux infrastructures et espaces publics, adoptée par la Commission permanente du Congrès du Conseil de l'Europe, le 27 mars 2007,

Résolution ResAP(2007) sur la classification des médicaments relativement à leurs conditions de délivrance (remplaçant la Résolution ResAP(2000)1 relative à la classification des médicaments dont la délivrance est soumise à ordonnance) adoptée par le Comité des Ministres le 12 avril 2007, lors de la 993e réunion des Délégués des Ministres.

Recommandation 1794 (2007) [du Conseil de l'Europe sur la] Qualité des médicaments en Europe. Texte adopté par l'Assemblée le 20 avril 2007 (18e séance).

Résolution 1537 (2007) [du Conseil de l'Europe sur] Un avenir pour les enfants atteints par le VIH/sida et les orphelins du sida. Texte adopté par l'Assemblée le 25 janvier 2007 (8e séance).

Recommandation 1785 (2007) [du Conseil de l'Europe sur la] Propagation du VIH/sida chez les femmes et les jeunes filles en Europe. Texte adopté par l'Assemblée le 25 janvier 2007 (8e séance).

Résolution 1536 (2007) [du Conseil de l'Europe sur le] VIH/sida en Europe. Texte adopté par l'Assemblée le 25 janvier 2007 (8e séance).

Résolution 1784 (2007) [du Conseil de l'Europe sur le] VIH/sida en Europe. Texte adopté par l'Assemblée le 25 janvier 2007 (8e séance).

The World Medical Association Statement on Assisted Reproductive Technologies. Adopted by the WMA General Assembly, Pilanesberg, South Africa, October 2006. [existe en version française] WMA.07.001

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l’OMS, avec l’indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire [RILS]), à l’adresse: <http://www.who.int/idhl-rils/>

Droit édicté / Erlassenes Recht

Danemark / Dänemark

Order No. 149 of 6 December 2006 on the determination of death upon the irreversible cessation of all brain functions. (Lovtidende, 2006, Part A, 15 December 2006, No. 196, pp. 9492-9493) Den.07.089

Law No. 535 of 8 June 2006 amending the Law on artificial fertilization in connection with medical treatment, diagnosis, and research, etc. (Lovtidende, 2006, Part A, 9 June 2006, No. 104, pp. 3630-3631) Den.07.006.

Law No. 534 of 8 June 2006 amending the Law on the deprivation of liberty and other forms of restraint in psychiatry. (Lovtidende, 2006, Part A, 9 June 2006, No. 104, pp. 3625-3629) Den.07.005

Order No. 1111 of 1 November 2006 promulgating the Law on the use of restraint in psychiatry. (Lovtidende, 2006, Part A, 21 November 2006, No. 180, pp. 8743-8752) Den.07.076

Finlande / Finland

Law No. 1237 of 22 December 2006 on assisted fertilization. (Finlands Författningssamling, 27 December 2006, Nos. 1237-1242) Fin.07.056.

Norvège / Norwegen

Regulations No. 1423 of 15 December 2006 on the use of isolation in psychiatric care establishments. Norw.07.001.

Regulations No. 1424 of 15 December 2006 on the establishment of compulsory psychiatric care. Norw.07.002.

Pays-Bas / Niederlande

Law of 20 November 2006 (Stb. 680) amending the Law on special admissions to psychiatric hospitals (self commitment). (Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden, 2006, 6 pp.) Neth.07.022

Pologne / Poland

The Mental Health Protection Act. Dated 19 August 1994. Pol.07.001.

Portugal / Portugal

Law No. 16/2007 of 17 April 2007 determining the cases in which voluntary termination of pregnancy is not illegal. (Diário da República, Part I, 17 April 2007, No. 75, pp. 2417-2418) Port.07.006.

Royaume-Uni / Vereinigte Königreich

The Mental Capacity Act 2005 (Independent Mental Capacity Advocates) (Expansion of Role) Regulations 2006. S.I. 2006/2883. Dated 30 October 2006. UK.07.015.

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

DEUTSCHE GESELLSCHAFT FÜR MEDIZINRECHT, DGMR E. V., Empfehlungen zu Rechtsfragen des Dopings, *Medizinrecht*, vol. 25, H. 5 (2007), p. 326.

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

Droit édicté / Erlassenes Recht

[RO/AS 2007 N° 1-30 (24 JUILLET 2007)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

Loi fédérale sur l'analyse génétique humaine (LAGH), du 8 octobre 2004, en vigueur dès le 1er avril 2007, RO 2007 635.

Ordonnance sur l'analyse génétique humaine (OAGH), du 14 février 2007, en vigueur dès le 1er avril 2007, RO 2007 651.

Ordonnance du DFI sur l'analyse génétique humaine (OAGH-DFI), du 14 février 2007, en vigueur dès le 1er avril 2007, RO 2007 665.

Ordonnance sur l'établissement de profils d'ADN en matière civile et administrative (OACA), du 14 février 2007, en vigueur dès le 1er avril 2007, RO 2007 669.

Loi fédérale sur la transplantation d'organes, de tissus et de cellules (Loi sur la transplantation), du 8 octobre 2004, en vigueur dès le 1er juillet 2007, RO 2007 1935.

Ordonnance sur la transplantation d'organes, de tissus et de cellules d'origine humaine (Ordonnance sur la transplantation), du 16 mars 2007, en vigueur dès le 1er juillet 2007, RO 2007 1961.

Ordonnance sur l'attribution d'organes destinés à une trans-plantation (Ordonnance sur l'attribution d'organes), du 16 mars 2007, en vigueur dès le 1er juillet 2007, RO 2007 1995.

Ordonnance du DFI sur l'attribution d'organes destinés à une transplantation (Ordonnance du DFI sur l'attribution d'organes), du 16 mars 2007, en vigueur dès le 1er juillet 2007, RO 2007 2007.

Ordonnance sur la transplantation d'organes, de tissus et de cellules d'origine animale (Ordonnance sur la xénotransplantation), du 16 mars 2007, en vigueur dès le 1er juillet 2007, RO 2007 2019.

Ordonnance sur les émoluments perçus en application de la législation sur la transplantation (Ordonnance sur les émoluments en rapport avec les transplantations), du 16 mars 2007, en vigueur dès le 1er juillet 2007, RO 2007 2035.

Ordonnance sur les émoluments de l'Institut suisse des produits thérapeutiques (Ordonnance sur les émoluments des produits thérapeutiques, OEPT) du 22 juin 2006. Modification du 15 mars 2007, en vigueur dès le 1er juillet 2007, RO 2007 2041.

Loi fédérale sur les brevets d'invention (Loi sur les brevets, LBI) du 25 juin 1954. Modification du 22 juin 2007 (notamment : brevetabilité du corps humain et des séquences géniques ; délai référendaire : 11 octobre 2007), FF 2007 4363.

Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal), du 27 juin 1995. Modification du 30 juin 2007 (nombreux articles), en vigueur dès le 1^{er} août 2007, RO 2007 3573.

Ordonnance du DFI sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins, OPAS), du 29 septembre 1995.

- Modification du 13 février 2007, en vigueur dès le 1er janvier 2007 (art. 9a : tarifs-cadre), RO 2007 553.

- Modification du 4 avril 2007, en vigueur dès le 1er avril 2007 (art. 42-43 : analyses génétiques), RO 2007 1367.

- Modification du 28 juin 2007 (notamment : prise en charge de la psychothérapie), en vigueur dès le 1^{er} août 2007, RO 2007 3581.

Ordonnance sur la carte d'assuré pour l'assurance obligatoire des soins (OCA), du 14 février 2007, en vigueur dès le 1er mars 2007 (les assureurs doivent délivrer la carte jusqu'au 1er janvier 2009), RO 2007 497.

Ordonnance sur les mesures de lutte contre une pandémie d'influenza (Ordonnance sur la pandémie d'influenza, OPI), du 27 avril 2005. Modification du 15 juin 2007, en vigueur dès le 1er juillet 2007, RO 2007 2941.

Ordonnance sur le service médical de l'aviation civile (OMA), du 18 décembre 1975. Modification du 16 mars 2007, en vigueur dès le 15 avril 2007, RO 2007 1161.

Ordonnance sur la formation professionnelle initiale d'assistante en pharmacie/assistant en pharmacie avec certificat fédéral de capacité (CFC), du 14 décembre 2006, en vigueur dès le 1er janvier 2007, RO 2007 275.

Ordonnance sur la mise en circulation des produits phytosanitaires (Ordonnance sur les produits phytosanitaires, OPPh), du 18 mai 2005. Modification du 19 avril 2007, en vigueur dès le 1er mai 2007, RO 2007 1843.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édiction de la pharmacopée et la reconnaissance d'autres pharmacopées, du 9 novembre 2001.

- Modification du 29 novembre 2006, en vigueur dès le 1er avril 2007, RO 2007 495.

- Modification du 15 mars 2007, en vigueur dès le 1er juillet 2007, RO 2007 1841.

Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse

[FF/BBL 2007 N° 1-30 (24 JUILLET 2007)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

Message concernant l'initiative populaire «pour une politique raisonnable en matière de chanvre protégeant efficacement la jeunesse», du 15 décembre 2006, FF 2007 241 et 259.

Message concernant la révision de la loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (Préparations hospitalières), du 28 février 2007, FF 2007 2245 et 2275.

Arrêté fédéral sur les subsides fédéraux dans l'assurance-maladie, du 10 mars 2005. Proposition d'abrogation, au moment de l'entrée en vigueur de la modification du 6 octobre 2006 de la LAMal (FF 2006 7907), FF 2007 719.

Arrêté du Conseil fédéral constatant le résultat de la votation populaire du 11 mars 2007 (Initiative populaire «Pour une caisse maladie unique et sociale»), du 17 avril 2007, FF 2007 3043.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée à la clinique Ita Wegman à Arlesheim, du 16 janvier 2007, FF 2007 375

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée au Stadtspital Triemli à Zurich, du 13 février 2007, FF 2007 1129.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée à l'Hôpital neuchâtelois, du 13 mars 2007, FF 2007 1660.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée pour le projet « Swissnet – Schweizer Register für Neuroendokrine Tumore (Pilotprojekt) », du 30 janvier 2007, FF 2007 812.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée pour le projet « Systematische retrospektive Analyse von Patienten mit operiertem, hormonaktivem Hypophysenadenom », du 30 janvier 2007, FF 2007 815.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée pour le projet « Häufigkeitsverteilung der Gen. Kopien für HER2 und klinischer Benefit einer Trastuzumabbehandlung in Abhängigkeit der Aktivität des HER2-Rezeptors. Eine retrospektive Qualitätskontrolluntersuchung und Korrelationsanalyse », du 6 mars 2007, FF 2007 1530.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée pour le projet

« Studie zur Vorsorgeuntersuchung des Prostatakarzinoms für Männer zwischen 55 und 70 Jahren im Kanton Aargau », du 6 mars 2007, FF 2007 1533.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée pour le projet « Schweizerisches Frühgeborenen-Register der Swiss Neonatal Network & Follow up Group », du 6 mars 2007, FF 2007 1535.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée pour le projet « Mütterliche Sterblichkeit in der Schweiz 1995 à 2004 », du 20 mars 2007, FF 2007 1802.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée pour le projet « Hepatitis C Infektionen bei Opioidabhängigen in der Praxis – Eine Querschnittsuntersuchung », du 19 juin 2007, FF 2007 4076.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée pour le projet « Etude bâloise sur les maladies tumorales de famille », du 19 juin 2007, FF 2007 4078.

Commission de la concurrence, Kantonales Gesundheitsgesetz im Kanton Appenzell Ausserrhoden - Vernehmlassungsverfahren, DPC 2006/3 p. 529.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonaies Recht (Auswahl)

(extrait notamment des newsletters de l'Institut du Fédéralisme à Fribourg et de nos propres recherches¹)

Fribourg / Freiburg

Loi concernant le réseau hospitalier fribourgeois (LRHF), adoptée le 27 juin 2006
RS FR 822.0.1.

¹ Nos très vifs remerciements à Nathalie Brunner pour son aide précieuse.

Ordonnance du 6 février 2007, fixant le régime transitoire applicable au personnel du Réseau hospitalier fribourgeois, RS FR 822.0.17.

Genève / Genf

Loi sur la santé du 7 avril 2006, RS GE K 1 03.
(voir aussi les nombreux Règlements d'application).

Jura

Loi sur les droits des patients, adoptée le 20 décembre 2006, RS JU 810.02.
modifiant :

- Loi sanitaire, RS JU 810 01.
- Loi sur les hôpitaux, RS JU 810.11.
- Loi sur les mesures d'assistance et la privation de liberté, RS JU 213.32.
- Décret sur l'admission et la sortie des patients en établissements psychiatriques, RS JU 213.322.

St-Gall / St. Gallen

Statut der Spitalverbunde des Kantons St. Gallen, 11. Mai 2006, RS SG 320.30.
Verordnung über die Besoldung der Kaderärztinnen und Kaderärzte, vom 19. September 2006, RS SG 320.41.

Soleure / Solothurn

Modifications de : / Abänderungen von :

- Gesundheitsgesetz, RS SO 811.11.
- Vollzugsverordnung zum Gesundheitsgesetz, RS SO 811.12.

Thurgovie / Thurgau

Modifications de : / Abänderungen von :

- Gesetz über das Gesundheitswesen, RS TG 810.1.

Valais / Wallis

Loi sur les établissements et institutions sanitaires, du 12 octobre 2006, RS VS 800.10.

(voir aussi les Ordonnances d'application)

Zurich / Zürich

Modifications de : / Abänderungen von :

- Gesetz über das Gesundheitswesen (Gesundheitsgesetz), ZGS 810.1.

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

Suisse / Schweiz

ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES, Directives médico-éthiques, Prise en charge des patientes et patients en fin de vie, *INFOKara*, vol. 21, N°4/2006, p. 169-173.

COMMISSION NATIONALE D'ETHIQUE POUR LA MEDECINE HUMAINE, Critères de diligence concernant l'assistance au suicide, Prise de position n°13/2006, *INFOKara*, vol. 21, N°4/2006, p. 175-178.

Etranger / Ausland

DEUTSCHE GESELLSCHAFT FÜR MEDIZINRECHT, DGMR E. V., Empfehlungen zu Rechtsfragen des Dopings, *Medizinrecht*, vol. 25, H. 5 (2007), p. 326.

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

<http://www.echr.coe.int>

ACEDH Arrêt Jollah c/ Allemagne du 11 juillet 2006, requête n° 54810/00
Administration de force d'un médicament pour provoquer le rejet d'un sachet de drogue qu'une personne est soupçonnée avoir avalé.

ACEDH Arrêt Dickson c/ Royaume-Uni du 18 avril 2006, requête n° 44362/04
Couple désirant avoir recours à l'insémination artificielle, car c'est le seul moyen pour eux d'avoir un enfant, vu que le mari est en prison et que lorsqu'il sortira, l'épouse ne sera plus en mesure d'avoir des enfants.

ACEDH Arrêt Khudobin c/ Russie du 26 octobre 2006, requête n° 59696/00
Traitement médical en milieu carcéral.

ACEDH Arrêt Tarariyeva c/ Russie du 14 décembre 2006, requête n° 4353/03
Traitement médical en milieu carcéral, décès du prisonnier et responsabilité.

ACEDH Arrêt Tysiac c/ Pologne du 20 mars 2007, requête n° 5410/03
Refus d'un médecin d'effectuer une interruption de grossesse, bien que la santé de sa patiente soit mise en danger par sa grossesse. Après l'accouchement, la vue de la patiente se détériore considérablement et celle-ci deviendra certainement aveugle. Responsabilité du médecin.

EuGRZ, 30. November 2006, 33. Jg. Heft 19-21, S. 603. BVerfG. 27.09.06.
Gesundheitsbeeinträchtigende Belästigung eines Nachbarn mit unbestellten Warenlieferungen.

EuGRZ, 5. März 2007, 34. Jg., Heft 1-5, S. 54. BVerfG. 13.02.07
Heimliche Vaterschaftstests. Informelle Selbstbestimmung des Kindes.

EuGRZ, 25. Mai 2007, 34. Jg., Heft 6-9, S. 150. EGMR. 11.07.06.
Zwangswiseiser Brechmittel-Einsatz bei Drogenfahndung. Jalloh. Deutschland.

JAAC 70.116 Extrait de l'arrêt rendu par la Cour eur. DH le 13 juillet 2006, affaire
Jäggi c / Suisse, req. n° 58757/00
*Arrêt Jäggi. Refus d'autoriser une expertise ADN. Droit de connaître son
ascendance. Violation de la CEDH.*

Human Rights Law Journal (2007), vol. 27 , issue 5-8 , p. 198. European Court of
Human Rights (EurCourtHR), Strasbourg. 07.03.06
In vitro fertilisation . Man's consent required for continued storage of embryos.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

<http://curia.eu.int/fr/index.htm>

Affaire C-203/06: Arrêt de la Cour (sixième chambre) du 18 janvier 2007 —
Commission des Communautés européennes/République tchèque (Manquement
d'État — Directive 93/16/CEE — Médecins — Reconnaissance mutuelle des
diplômes, certificats et autres titres — Non-transposition dans le délai prescrit)

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

Allemagne / Deutschland

Medizinrecht, vol. 25, H. 6 (2007), p. 360, - OLG München, Beschl. v. 27. 10. 2006
– 1 W 2277 /06 (LG München I)
Ablehnung eines Sachverständigen wegen Besorgnis der Befangenheit
*1. Allein die Begegnung auf Fachkongressen, der wissenschaftliche Austausch in
gemeinsamen fachlichen Arbeitsgemeinschaften oder die Mitarbeit bei größeren
universitären Forschungsprojekten lassen für sich genommen nicht den Rück-*

schluss zu, ein Sachverständiger habe nicht mehr die nötige Distanz zur kritischen Beurteilung der Tätigkeit eines Kollegen.

2. Der Sachverständige ist kein Jurist, von dem erwartet werden kann, dass er bei der Beurteilung, welche Anknüpfungstatsachen dem Gutachten zugrunde zu legen sind oder wie weit sein Gutachtensauftrag reicht, keine Fehler macht, zumal wenn es sich um ein umfangreiches und komplexes Verfahren handelt.

Medizinrecht, vol. 25, nr 6 (2007), p. 361, OLG München, Urt. v. 10. 8. 2006 – 1 U 2438 /06 (LG Traunstein) (Anschluss an OLG Köln, VersR 2004, 247).

Haftungsrechtliche Anforderungen an eine Diagnoseuntersuchung

1. Wenn die Patientin eine regelmäßige Blutung angibt, muss der Frauenarzt nicht routinemäßig nach dem Datum der vorletzten Periodenblutung fragen, nur um die Richtigkeit dieser Angabe zu überprüfen.

2. Ein bestimmter medizinischer Befund ist nur dann hinreichend wahrscheinlich, wenn für ihn zumindest eine überwiegende Wahrscheinlichkeit im Sinne von mehr als 50 % besteht.

Medizinrecht, vol. 25, H. 5 (2007), p. 305, OLG Koblenz, Urt. v. 27. 7. 2006 – 5 U 212 /05 (LG Mainz).

Arztpflichten bei der Erstellung von Operationsberichten

1. Die Pflicht des Arztes, die wichtigsten diagnostischen und therapeutischen Maßnahmen und Verlaufsdaten zu dokumentieren, erstreckt sich auf die Fertigung eines Operationsberichts. Der Arzt ist auch verpflichtet, den Operationsbericht zeitnah zu erstellen

2. Die Dokumentation eines Ersteingriffs und der alsbald erforderlichen Revision in einem einzigen Operationsbericht ist unbedenklich, wenn dadurch die Verlässlichkeit der tatsächlichen Angaben nicht in Frage gestellt ist.

3. Operationsberichte zielen nicht auf die Abwehr oder Erleichterung von Arzthaftungsprozessen. Die Dokumentation ist daher ausreichend, wenn sich einem Mediziner der jeweiligen Fachrichtung hinreichend erschließt, wie der Operateur vorgegangen ist und welche Besonderheiten dabei aufgetreten sind.

Medizinrecht, vol. 25, H. 4 (2007), p. 253. OLG Karlsruhe, Urt. v. 11. 8. 2006 – 14 U 45 /04 (LG Offenburg)

Bekanntgabe der Identität eines Krankenhauspatienten an Mitpatient (Leitsatz des Bearbeiters)

Ein Krankenhaus ist nicht berechtigt, Name und Anschrift eines Patienten gegenüber einem Mitpatienten zum Zwecke der Geltendmachung von Schadensersatzansprüchen zu offenbaren.

Medizinrecht, vol. 25, H. 1 (2007), p. 59. BSG, Urt. v. 20. 7. 2005 – B 9a /9 VJ 2 /04 R (Bay. LSG)

Impfschadensrecht

Beinhaltet eine öffentliche Impfpflicht nur Schutzimpfungen mit zugelassenen Impfstoffen, so besteht nach einer Impfung mit einem sich noch in der klinischen Prüfung befindlichen Impfstoff auch dann kein Anspruch auf Impfschadensversorgung, wenn der Impfstoff später in gleicher Zusammensetzung zugelassen worden ist.

Autriche / Österreich

RdM, 01, Februar 2007, p. 20. OGH 14.9.2006, 6 Ob 101/06 f. Mit Anmerkung von Christian Huber.

Haftung bei misslungener Sterilisation ?

France / Frankreich

Revue Droit & Santé, n° 13, septembre 2006, p. 456, CAA Bordeaux, 25 avril 2006, n° 05BX0193 (commentaire de Magali Bouteille)

L'absence du médecin lors d'une dystocie (accouchement dans des conditions difficiles) est constitutive d'une faute de service.

Revue Droit & Santé, n° 13, septembre 2006, p. 469, Cass. crim., 3 mai 2006, pourvoi n° 05-82.591 (commentaire de Marion Guigue)

De l'influence du lien de subordination sur une erreur de diagnostic constitutive d'une faute pénale.

Revue Droit & Santé, n° 15, janvier 2007, p. 135, Cass. com., 11 juillet 2006, Sté Sanofi Synthelabo et autres c/ Sté Gifrer Barbezat (commentaire de Gaël Hichri)

De l'erreur substantielle lors d'une cession de formule d'une spécialité pharmaceutique.

Revue Droit & Santé, n° 16, mars 2007, p. 245, CE 17 novembre 2006, Mme X, n° 270863, Juris-Data n° 2006-071118 (commentaire de Virginie Rivière)

Refus par un mineur de la communication de son dossier médical au détenteur de l'autorité parentale.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.jaac.admin.ch> et

<http://www.bk.admin.ch/dokumentation/02574/index.html?lang=fr>

La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante :

<http://www.bger.ch/> pour tous les arrêts publiés par le Tribunal fédéral.

Pour les arrêts concernant les assurances maladie et accident, voir aussi le site du Tribunal administratif fédéral :

<http://www.bundesverwaltungsgericht.ch/fr/index/entscheide/jurisdiction-datenbank.htm>

AJP 4/2007, p. 514 – Urteil des Eidgenössischen Versicherungsgerichts K 6/06 vom 9. Oktober 2006 mit Bemerkungen von Ueli Kieser.

Wirtschaftlichkeitsprüfung in der obligatorischen Krankenpflegeversicherung; Rückforderung durch Krankenversicherer.

ATF 133 I 58 – Arrêt de la 2e Cour de droit public du 3 novembre 2006.

Le natrium-pentobarbital ne peut être délivré sans ordonnance médicale à une personne qui souhaite mettre fin à ses jours.

ATF 133 I 110 – Arrêt de la 1ère Cour de droit public du 28 mars 2007.

Validité de l'initiative populaire genevoise interdisant de fumer dans les lieux publics au regard des droits fondamentaux et du droit fédéral.

ATF 133 III 121 – Arrêt de la 1ère cour civile du 9 février 2007.

Conditions de la responsabilité contractuelle du médecin pour violation des règles de l'art et non-recueil du consentement éclairé du patient.

ATF 133 IV 49 – Arrêt de la Cour de cassation du 15 février 2007.

Application de l'art. 191 CP et non des art. 189 ou 193 CP à un physiothérapeute qui abuse sexuellement d'une patiente en cours de traitement.

ATF 132 V 352 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 20 juin 2006.

Facturation du séjour hospitalier dans un service de soins intensifs d'après le tarif pour patients privés. Litige. Compétence du Tribunal arbitral selon l'art. 89 LAMal.

ATF 132 V 412 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 7 septembre 2006.

En cas de suspension du traitement médical et de l'indemnité journalière, l'assureur-accidents doit liquider le cas en rendant une décision formelle.

ATF 132 V 423 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 24 juillet 2006.

L'allocation pour impotent ne peut pas être exportée à l'étranger selon les dispositions claires de l'ALCP. Portée de la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes.

ATF 132 V 443 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 14 août 2006.

Il n'existe pas de droit à être assisté d'un avocat à l'occasion d'une expertise médicale.

ATF 133 V 34 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 27 mars 2006.

Critères d'appréciation de l'équivalence d'une formation de « médecin de laboratoire » obtenue en Allemagne pour être admis comme fournisseur de prestations LAMal comme chef de laboratoire.

ATF 133 V 37 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 9 octobre 2006.
publié également dans la RAMA n° 5, p. 370.

Pour évaluer l'économicité du traitement (art. 32 LA-Mal), il faut en principe se référer à l'indice de l'ensemble des coûts (changement de jurisprudence).

ATF 133 V 57 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 29 novembre 2006.

L'ajustement rétroactif du traitement médical et des indemnités journalières dans l'assurance-accidents reste possible sous le régime de la LPGA.

ATF 133 V 115 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 11 décembre 2006.

Exigences quant à la preuve de l'efficacité d'un traitement (art. 32 LAMal). Application au cas de pose d'implants dentaires.

ATF 133 V 123 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 20 décembre 2006.

Mode d'établissement d'un tarif de référence en cas de traitement stationnaire effectué sans raisons médicales dans un hôpital situé hors du canton de domicile.

ATF 133 V 188 – Arrêt de la 2e Cour de droit social du 8 janvier 2007.

La collectivité publique peut exiger que la caisse maladie rende une décision susceptible de recours sur la sus-pension de la prise en charge des prestations jusqu'au paiement intégral des frais de poursuite. Elle a qualité pour former un recours pour déni de justice.

ATF 133 V 218 – Arrêt de la 2e Cour de droit social du 28 mars 2007.

Pas de droit au remboursement de prestations dispensées par un infirmier qui n'exerce pas à titre indépendant ni au service d'un fournisseur de prestations reconnu.

ATF 133 V 224 – Arrêt de la 1ère Cour de droit social du 12 janvier 2007.

Notion et but de l'indemnité pour atteinte à l'intégrité (art. 24 LAA). Application en cas de maladie professionnelle réduisant considérablement l'espérance de vie ?

ATF 133 V 239 – Arrêt de la 2e Cour de droit social du 24 janvier 2007.

Fixation du prix des médicaments, liste des spécialités. Qualité pour recourir d'une association cantonale de pharmaciens niée. Qualité pour recourir d'un pharmacien individuel ? Pas exclue, mais niée en l'espèce.

ATF 132 V 241 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 20 mars 2006 ; publié également dans la RAMA no 5, p. 386.

Bundesgericht, I. Zivilableitung, Urteil vom 6 Februar 2006 i. S. X., Y. und Z.

c. Stiftung A. (4P.244/2005) In : Die Praxis 1/2007, n°8, p. 40s

Kantonalrechtliche Haftung für spitalärztliche Tätigkeit; Willkür; Bindung an den Rückweisungsentscheid (Art. 9, 29 BV, Art. 66 abs. 1 OG, Art. 277ter Abs 2 BStP)

Bundesgericht II. öffentlichrechtliche Ableitung, Urteil vom 13 Januar 2006 i. S.

X c. Leitender Ausschuss für die eidg. Medizinalprüfung, Weiterbildungsausschuss für medizinische Berufe und Eidg. Rekuskommission für medizinische Aus und Weiterbildung (2A.157/2005 und 2A.195/2005). In : Die Praxis 2/2007, N°16, p. 89s. Texte original en français, publié aux ATF 132 II 135

Anerkennung von ausländischen Diplomen und Weiterbildungstiteln für medizinische Berufe; "Anerkennung der Anerkennung" (Art. 2a, 2b, 10 FMPG; Art. 9, 15, 16, 177, 18 FZA ; Anhang III zum FZA; Beschluss Nr. 1/2004 des Gemischten

Ausschusses; Art. 2, 24, 42 quater der Richtlinie 93/16/EWG des Rates vom 5 April 1993).

JdT 2006 IV 219 = ATF 127 IV 154.
Médication forcée. Base légale. Proportionnalité.

JdT 2006 IV 187 = ATF 131 IV 1.
Lésions corporelles graves. Propagation d'une maladie de l'homme. Intention. Tentative. Rapports sexuels non protégés d'une personne infectée par le VIH.

JdT 2006 IV 200 = ATF 130 IV 49.
Médication forcée. Compétence.

JdT 2006 IV 118 = ATF 125 III 412.
Transmission du VIH. Réparation morale.

JdT 2006 I 295 = ATF 132 III 359.
Contrat de mandat. Responsabilité du mandataire. Contrat de soins médicaux par lequel le médecin s'engage à procéder à la stérilisation de la patiente à l'occasion de la césarienne à intervenir. Stérilisation omise le moment venu. Admission par le TF de la responsabilité du médecin pour les frais d'entretien de l'enfant non planifié né ensuite de cette omission.

Plädoyer 1/2007, p. 62 – ATFA I 642/04 du 6 décembre 2006.
Assurance-invalidité. Révision d'un arrêt du Tribunal cantonal suite à la découverte de faits nouveaux.

Plädoyer 1/2007, p. 63 – ATFA I 603/05 du 25 août 2006.
Le TFA considère que la grossièreté et la familiarité de l'expert ne sont pas telles que l'assuré puisse récuser l'expert.

RAMA 5/2006, p. 341 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 28 juillet 2006 (K 47/04)
Les frais de sauvetage à l'étranger qui, en vertu de l'art. 27 OPAS, ne sont pas des prestations obligatoires, ne peuvent être (partiellement) pris en charge par l'assurance obligatoire des soins en étant assimilés à des frais de transport au sens de l'art. 26 OPAS, par extension de la portée de l'art. 56 OAMal.

RAMA 5/2006, p. 356 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 5 septembre 2006 (K 158/05)

Même dans le cadre de la vente par correspondance (« modèle de Thoune »), la taxe patient et la taxe-pharmacien au sens des art. 6 et 7 de la convention tarifaire du 30 janvier 2001 sont dues à la pharmacienne recourante, au titre de la remise de médicaments. La règle s'applique également si les médicaments ne sont pas directement envoyés au patient mais, sur commande, au médecin prescripteur qui les remet au patient.

Rivista ticinese di diritto, II – 2006 p. 48 n° 12, TF 13.6.2006 N. 2P.222/2005

Art. 70 LSan ; 5 Ac. CH-I eq.uni. Diritto di portare il titolo di professore. Rispetta diritti e principi costituzionali, nonché il diritto internazionale, la norma cantonale che impedisce ad un operatore sanitario di portare il titolo di professore se collabora solo occasionalmente con istituti universitari.

Rivista ticinese di diritto, II – 2006 p. 220 n° 49, TFA 12.5.2006 N. I340/05

Art. 2112 segg. LAI ; 14 OAI. Sistema di trasmissione acustica BAHA bilaterale – mezzo ausiliare – assunzione dei costi. Tenuto conto del bisogno di integrazione dell'assicurato, I costi di consegna e di utilizzo del sistema di trasmissione acustica BAHA vanno assunti dall'assicurazione invalidità per la parte esterna – considerata mezzo ausiliare, a differenza della parte impiantata che costituisce un provvedimento sanitario – non solo in relazione a un unico apparecchio, bensì a due apparecchi. In effetti nel caso di specie gli accertamenti esperiti dal TCA hanno dimostrato la necessità, dal profilo medico-audiologico, di un'applicazione bilaterale. Dalle valutazioni specialistiche è emerso, altresì, che un tale intervento avrebbe permesso di ristabilire, quanto meno parzialmente, la compromessa funzione uditiva dell'orecchio sinistro e di trasmettere, per quanto concerne la parte destra, il segnale acustico direttamente alla parte interna dell'orecchio.

Rivista ticinese di diritto, II – 2006 p. 226 n° 53, TF 6.3.2006 N. K 121/01

Art. 64 cpv. 5 LAMal ; 104 cpv. 2 lett. a) OAMal. L'art. 104 cpv. 2 lett. a) OAMal, secondo cui sono esentati dal pagamento del contributo giornaliero ai costi di degenza ospedaliera gli assicurati che vivono in comunione domestica con una o più persone con le quali hanno un rapporto attinente al diritto di famiglia, rispetta la delega legislativa di cui all'art. 64 cpv. 5 LAMal, ai sensi del quale il Consiglio federale stabilisce l'ammontare di tale contributo e ne effettua la gradazione sec-

ondo gli oneri familiari. L'idea alla base del principio della partecipazione ai costi di degenza ospedaliera è, in effetti, quella di tenere conto del fatto che le persone ricoverate non hanno spese di sostenamento durante il loro soggiorno in ospedale e che l'improta risparmiato è di regola maggiore quando si tratta di persone sole che non vivono in comunione domestica con altre persone appartenenti alla famiglia. Tale regolamentazione, pur essendo suscettibile di sfavorire le persone sole con obblighi di mantenimento fondati sul diritto di famiglia che non vivono in comunione domestica, non viola ne la legge né la Costituzione. Il presupposto consistente nel vivere in comunione domestica per poter beneficiare dell'esenzione non determina inoltre una disparità di trattamento rispetto alla disciplina relativa all'assicurazione contro gli infortuni giusta l'art. v. 17 cpv. 2 LAINF in vigore fino al 31 dicembre 2002 e l'art. 27 cpv. 2 OAINF. La soluzione adottata per quest'ultimo settore non è trasponibile, sic et simpliciter, all'assicurazione malattia.

SJ 2007 I 141, Arrêt de la 1^{ère} Cour civile du Tribunal fédéral (4C. 178/2005)
Contrat de soins médicaux. Responsabilité pour l'omission d'une stérilisation convenue. Dommage pertinent. Distinction entre la naissance de l'enfant né par suite de l'omission de la stérilisation et ses conséquences économiques qui seules peuvent constituer un dommage réparable. Coût de l'entretien de l'enfant. Mesures raisonnables qu'on peut exiger des parents pour empêcher ou diminuer le dommage : exclusion de l'interruption de grossesse et de la dation en adoption.

SJ 2006 I 174, Arrêt de la 1^{ère} Cour civile du Tribunal fédéral (4C.354/2005)
Contrat de travail. Obligation de l'employeur de protéger la santé des travailleurs. Fumée passive. Cas d'un travailleur allergique à la fumée de tabac.

SJ 2007 I 353, Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit civil du Tribunal fédéral (4C.366/2006)
Responsabilité du médecin. Acte chirurgical. Distinction entre le fait et le droit. Fardeau de la preuve. Devoir d'information. Consentement éclairé. Consentement hypothétique.

SJZ 102, (2006) N° 21, p. 494, ATF I 650/05 du 14 août 2006
Des parties à la procédure n'ont pas de droit à participer à une expertise diligentée par un expert. Il en résulte qu'en droit des assurances sociales, il n'y a pas de droit à la présence d'un défenseur lors de la réalisation de l'exexpertise médicale.

SJZ 102, (2007) N° 9, p. 235, ATF 6S.171/2006 du 15 février 2007
Un physiothérapeute, qui glisse soudainement son doigt dans le sexe d'une patiente nue couchée sur le ventre, ne se rend pas coupable d'abus de la

détresse (art. 193 CP) mais d'un acte d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de résistance (art. 191 CP).

ZBl. 12/2006, p. 651 – Urteil des Bundesgerichts 2A.522/2004 vom 18. August 2005.

Begriff des klinischen Versuchs mit Heilmitteln.

ZBl. 12/2006, p. 658 – Urteil der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel HM 05.107 vom 1. September 2005.

Unterscheidung Medizinprodukt – Arzneimittel. Inhalator.

ZBl. 12/2006, p. 661 – Urteil des Bundesgerichts 2A.278/2005 vom 29. November 2005.

Massnahmen zur Wahrung der Arzneimittelsicherheit, Warnhinweis.

ZBl. 12/2006, p. 665 – Urteil des Bundesgerichts 2A.16/2005 vom 4. August 2005
Widerruf einer Zulassung.

ZBl. 12/2006, p. 669 – Urteil des Bundesgerichts 2A.523/2005 (in BGE 132 II 200 nicht publizierte Erwägung 2) vom 21. Februar 2006.

Inspektion in Betriebsräumlichkeiten, Vertriebsverbot für Heilmittel.

ZBl. 12/2006, p. 672 – Urteil des Bundesgerichts 2A.593/2005 vom 6. September 2006.

Unerlaubte Heilanpreisung für Kosmetika (Physiogel).

ZGRG 04/06. K 6/06, 9 octobre 2006.

Art. 56 UVG. Rückforderung der Krankenkasse wegen unwirtschaftlicher [medizinischen] Behandlung (Praxisänderung)

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

Berne / Bern

Nr 5 / 2007 Spitalhaftung; Sorgfaltspflicht und Kausalzusammenhang (VGE). p. 203.

Auszug aus dem Urteil des Verwaltungsgerichts (Verwaltungsrechtliche Abteilung) vom 14. Juli 2006 i. S. X. (VGE 22493)

Nr 5 / 2007 Spitalhaftung; Berechnung eines Haushaltschadens (VGE) p. 213.
Auszug aus dem Urteil des Verwaltungsgerichts (Verwaltungsrechtliche Abteilung) vom 21. Dezember 2006 i. S. X. (VGE 22623)

Fribourg / Freiburg

RFJ 2006/1 p. 110

Der behandelnde Arzt eine Sozialhilfeempfängerin ist nicht befugt, gegen einen Entscheid der Sozialkommission, die Behandlungskosten nicht zu übernehmen, Beschwerde zu führen.

RFJ 2006/3 p. 314

Verbilligung der Krankenkassenprämien. Erhebliche Veränderung der Einkommensgrundlagen einer Person, die in den Genuss einer Prämienverbilligung kommt. Anspruchsberechtigung ist umgehend auf der Basis des veränderten Einkommens neu zu prüfen.

RFJ 2006/3 p. 321

Abbrechen eines Zahnes beim Essen eines mit Dekorationsperlen verzierten selbstgebackenen Kuchens (bûche de Noël). Ungewöhnlicher äusserer Faktor verneint.

Genève / Genf

SJ 2007 I 105, arrêt de la cour de Justice, chambre civile, 28 septembre 2006 Y c. X C/19018/2004

Droits des malades. Litiges relatifs aux honoraires des praticiens de la santé. Procédure devant le Juge de paix. Recevabilité d'une demande reconventionnelle.

Neuchâtel / Neuenburg

RJN 2006 p. 248

La LPGA laisse subsister la jurisprudence en vigueur avant son introduction en ce qui concerne le règlement d'un litige par voie transactionnelle. Il appartient au juge, dans le cadre de son pouvoir d'examen, de contrôler la conformité de la transaction avec l'état de fait et la loi avant de procéder au classement de l'affaire.

RJN 2006 p. 249

L'assurance-accident produit ses effets immédiatement après minuit le jour où le travailleur a effectivement commencé son travail, même si l'événement accidentel est survenu avant même que l'intéressé ait pris le chemin de son travail.

Grisons / Graubünden

PVG-GR 2006, Nr 9, S. 45 f – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 9. Mai 2006, Nr U 06 66.

Die Art. 43 ATSG und 93 UVG stellen eine genügende Rechtsgrundlage dar, um unter gewissen Voraussetzungen eine Videoüberwachung zu rechtfertigen.

PVG-GR 2006, Nr 11, S. 52 ff – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 5. September 2006, Nr S 05 97.

Festlegung des Invaliditätsgrades in der beruflichen Vorsorge : Bindungswirkung an der Überentschädigungsberechnung der IV, wenn sich letzterer nicht gerade als offensichtlich unhaltbar erweist.

Lucerne / Luzern

<http://www.gerichte.lu.ch/index/rechtsprechung.htm>

Verwaltungsgericht. S 05 522. 22.01.2007.

Art. 4 ATSG. Unfall, psychische Schädigung nach Schreckereignis, Naturkatastrophe.

Leitsatz: Unfallbeurteilung bei psychischer Schädigung nach Schreckereignis. Unfall bejaht im Falle eines Versicherten, der mit den Folgen einer verheerenden Naturkatastrophe (Tsunami) direkt konfrontiert wird, menschliches Elend in seiner unmittelbaren Gegenwart miterlebt und dabei einen psychischen Schock erleidet.

LGVE 2006 III Nr. 16. Regierungsrat RRE Nr. 1027 von 19. September 2006.

Arztrecht. Assistentenbewilligung. Artikel 5 Absatz 3 und Artikel 9 BV; § 34 GesG; § 31 Verordnung über die Medizinalpersonen. Seit dem 1. Juni 2002 beurteilt sich die Frage der Zulassung einer Zahnarztassistentin oder eines Zahnarztassistenten nach den Kriterien des Bundesrechts. Diese Praxisänderung stellt keinen Verstoss gegen Treu und Glauben dar.

Saint-Gall / St Gallen

GVP-SG 2006, Nr 16, S. 63 ff – Urteil des Versicherungsgericht vom 20. Januar 2006.

Anspruch auf die Vergütung von Transportkosten durch die obligatorische KVG. Zumutbarkeit des Transports mit dem Rettungsschlitten. Ein Unfall mit Schulterluxation im Skigelände begründet nicht zwingend einen Anspruch auf Helikoptertransport.

GVP-SG 2006, Nr 18, S. 71 ff – Urteil des Versicherungsgerichts vom 18. August 2006.

Krankenpflege zu Hause, allgemeine Grundpflege. Ein stabiler Verlauf während längerer Zeit macht aus einer komplexen Pflegesituation keine einfache Situation im Sinne von Art. 9a Abs. 1 lit. a KLV.

SJZ 102, (2006) N° 22, p. 522, Kreisgericht St. Gallen, Einzelrichterin, du 1^{er} décembre 2005

Art. 35 LPD ; art 321 CP. Il n'y a pas de violation de la loi sur la protection des données, ni du secret professionnel par les collaborateurs du département des sinistres d'un assureur et par un médecin domicilié en Allemagne chargé d'établir une expertise, lorsque celle-ci est établie sans le consentement du lésé, et que l'expertise est mise par la suite à disposition de la SUVA sans que l'intéressé n'ait connaissance.

Schaffhouse / Schaffhausen

ABOG-SH 2006, S. 120 ff – Urteil des Obergerichts vom 16. Juni 2006, Nr. OGE 60/2006/26.

Medikamentöse Zwangsbehandlung : Voraussetzungen und Verfahren : Vorgängige Anfechtung auch möglich in der Beschwerdefrist.

Kann die Zwangsbehandlung im Rahmen eines Behandlungsplans vorbereitet werden (keine Notfallsituation), ist sie der betroffenen Person vor der Durchführung mitzuteilen, sodass sie Gelegenheit hat, sie anzufechten.

Voraussetzungen : schwere und unmittelbare Gefährdung des Lebens oder der Gesundheit der betroffenen Person oder von Dritten, oder schwerwiegende Störung des Zusammenleben, insb. des Klinikbetriebs. Rein ethische Gründe oder das Mitgefühl von Ärzten und Pflegepersonal oder nur untergeordnete Störungen wie Widerständigkeit, Unruhe, Verfolgungsängste, mangelnde Sauberkeit und dergleichen genügen nicht.

ABOG-SH 2006, S. 128 ff – Urteil des Obergerichts vom 16. März 2006, Nr. OGE 60/2006/6.

Medikamentöse Zwangsbehandlung als Nachmassnahme zu einer fürsorglichen Freiheitsentziehung : Verfahren und Rechtsschutz (nach den Bestimmungen der FFE).

ABOG-SH 2006, S. 130 f – Urteil des Obergerichts vom 25. September 2006, Nr. OGE 60/2006/51.

Rechtsweg und Zuständigkeit bei fürsorgliche Freiheitsentziehung, medizinische Zwangsbehandlungen und anderen Freiheitsbeschränkungen von Patienten.

Tessin

Rivista ticinese di diritto, II – 2006 p. 181 n° 38, TCA 8.3.2006 N. 35.2005.98

Art. 4 LPGA ; 6 cpv. 1 LAINF. Frattura di un corpo vertebrale sostenendo un paziente che stava scivolando – nozione di infortunio – osteoporosi – causalità naturale e adeguata. Nella fattispecie relativa a un'assicurata di 56 anni, alta 160 cm, che mentre stava asciugando da sola un paziente molto anziano, alta circa 170 cm e pesante tra gli 80 e 85 kg, l'ha dovuto trattenere sotto le ascelle, con uno sforzo violento, poiché stava scivolando e ha accusato un forte dolore alla schiena (frattura di del corpo vertebrale di L5), va ammessa la straordinarietà dell'evento e quindi l'esistenza di un infortunio. Tra l'evento traumatico e la lesione patita dall'assicurata sussiste, inoltre, una relazione di causalità naturale e adeguata. La grave forme di osteoporosi di cui soffre la medesima non è atta a interrompere il nesso causale. In effetti, per quanto concerne la causalità naturale, è sufficiente che l'infortunio sia una delle cause del danno alla salute, mentre il nesso di causalità adeguato non gioca nessun ruolo in presenza di disturbi fisici consecutivi a un sinistro. L'assicuratore LAINF è di conseguenza tenuto a versare all'assicurata le prestazioni assicurative.

Rivista ticinese di diritto, II – 2006 p. 219 n° 48, TCA 3.5.2006 N. 35.2005.125

Art. 14, 12 LAI ; 4bis OAI. Correzione di cheratocono – impianto di anelli infrastomali corneali – esclusione dell'assunzione dei costi. I costi di un intervento bilaterale di anelli corneali a cui si è sottoposta un'assicurata affetta da cheratocono bilaterale non vanno assunti dall'assicurazione invalidità a titolo di provvedimento sanitario, a prescindere dal fatto che l'operazione sia stata

eseguita all'estero. In primo luogo, l'indicazione operatoria si è basata sul fatto che l'assicurata non poteva più portare le lenti a contatto per via della forte incurvatura della cornea dell'occhio destro – tale eventualità è esclusa dalla presa a carico dell'Al ai sensi della circolare n. 152 nella versione valida dal 1° gennaio 2005. In secondo luogo, il cheratocono bilaterale, essendo l'operazione stata eseguita per interrompere la progressione della malattia, non era stabilizzato. L'intervento era, dunque, volto alla cura vera e propria del male, per cui non rientra nel concetto di provvedimento sanitario ai sensi della LAI. Ciò vale a più forte ragione se si considera che lo stato del cheratocono dell'occhio sinistro, essendo ancora latente, era da ritenere come labile. La domanda di prestazioni andava comunque respinta, poiché questo intervento non è riconosciuto dalla scienza medica. Esso, in effetti, non rientra tra le prestazioni obbligatorie a carico degli assicuratori malattia.

Rivista ticinese di diritto, II – 2006 p. 744 n° 66c, II CCA 24.3.2006 N. 12.2004.189 Art. 398 CO. *Medico chirurgo – responsabilità – informazione – risarcimento del danno. Responsabilità del medico chirurgo per le conseguenze di un intervento operatorio ampliato, in corso di esecuzione, senza necessità medica immediata e senza il consenso informato del paziente. Calcolo del danno per una paziente già parzialmente invalida prima del intervento.*

Valais / Wallis

Revue valaisanne de jurisprudence, 2007/2, p. 150. ATC du 16 août 2005. X c. Dr. Y. et association de l'Hôpital régional de Z.

Responsabilité du médecin. Traitement des malades dans les hôpitaux publics. Responsabilité des organes du Réseau Santé Valais pas retenue. Faits antérieurs. Droit privé applicable. Contrat d'hospitalisation de droit privé. Notion de violation des règles de l'art médical. Consentement présumé du patient. En l'espèce, illicéité de l'intervention médicale. Trouble somatoforme douloureux persistant. Causalités naturelle et adéquate en cas de névrose de revendication.

RVJ/ZWR 1/2006, p. 92 – ACDP du 22 avril 2004, X. c. Conseil d'Etat.
Récusation d'un membre d'un organe de préavis

Zurich / Zürich

Blätter für zürcherische Rechtsprechung 105. Band, Jahrgang 2006, n°11, p. 48
Beschaffung von Informationen durch den Versicherer über das Diskussion stehende Leiden. Verwehrung der Informationen. Vertragsrücktritt wegen Verletzung

der Auskunftspflicht. Vorwurf der widerrechtlichen Beschaffung von Beweismitteln. Würdigung des Verhaltens einer Partei im Prozess. Berechnung des Streitwertes einer Feststellungsklage und Einfluss einer Klageänderung auf den Streitwert.

Blätter für zürcherische Rechtsprechung 105. Band, Jahrgang 2006, n°22, p.112
Bezifferung des Rechtsbegehrens im Berufungsverfahren Befugnisse einer bezirksgerichtlichen Referentin. Zwingende Berechnung des Schadens auf den Urteilstag ? Ein Haushaltsschaden kann auch aufgrund des kantonalen Haftungsgesetzes zugesprochen werden. Berücksichtigung der konstitutionellen Prädisposition im Rahmen der Schadensberechnung bzw. Der Schadenersatzbemessung. Gibt es den « sachverständigen Zeugen » ? Voraussetzung für die Zusprechung einer Genugtuung. Bemessung der Gerichtsgebühr Bedeutung der Ausnahmeregelung von § 64 Abs. 3 im Schadenersatzprozess.

Blätter für zürcherische Rechtsprechung 105. Band, Jahrgang 2006, n°26, p.132
Qualifikation des Vertrages, Pflichtverletzung. Beweislast. Diagnose. Behandlung. Aufklärungspflicht. Kausalität.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

COTNOIR M., La loi du 9 août 2004 et les améliorations qualitatives apportées au secteur pharmaceutique : progrès apparent ou réel au niveau de la politique de santé publique ?, *Revue générale de droit médical*, N° 22 2007, p. 73.

DRESSER R., The curious case of off-label use, *Hastings center report*, Vol. 37, no. 3 (May-June 2007), p. 9.

EICHENHOFER E., Auswirkungen europäischen Rechts auf das deutsche Gesundheitswesen : Chancen und Risiken der Diskussion um „Doc Morris“, *Medizinrecht*, vol. 25, H. 6 (2007), p. 329.

Globalization of Pharmaceuticals: International Regulatory Issues, *American Journal of Law and Medicine*, Volume 32, Numbers 2 & 3, 2006 [dossier].

HAUER A., Lebensmittelrecht im Wandel : Das Lebensmittelsicherheits- und Verbraucherschutzgesetz im Überblick, *ÖJZ*, 2007/28, p. 316.

HEINEMANN T., SPRANGER T. M., Ethische und rechtliche Bewertung des Kommissionsvorschlags zur Anerkennung von Produkten der Gewebezüchtung als Arzneimittel für „neue Therapien“, *Medizinrecht*, vol. 25, H. 4 (2007), p. 209.

JACOBSON PD, PARMET WE. A new era of unapproved drugs. The case of Abigail Alliance v Von Eschenbach. *Journal of American Medical Association*, 297 (2007), p. 205.

KESSELHEIM AS, AVORN J. The role of litigation in defining drug risks. *Journal of American Medical Association*, 297 (2007), p. 308.

LASO R., GALAN T., Possible dangers for patients using homeopathy : May a homeopathic medicinal product contain active substances that are not homeopathic dilutions ?, *Medicine and law*, vol, 26, 2 (June 2007), p. 375.

MAILLOLS-PERROY A.-C., Les bonnes pratiques en pharmacie, *Revue Droit & Santé*, N° 15, janvier 2007, p. 41.

MEGERLIN F., L'AMM conditionnelle issue du règlement communautaire n°507/2006 et l'urgence de santé publique, *Revue de droit sanitaire et social*, n°4 juillet-août 2006, p 691.

PASSA J., Importations parallèles de médicaments et propriété intellectuelle, *Gazette du Palais*, n° 6, novembre-décembre 2006, p. 3705.

TALBOTT M. K., Currents in Contemporary Ethics The Implications of Expanding Access to Unapproved Drugs, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2007, Vol. 35:2, p. 316.

VLASTO A.-P., Contrefaçon de médicaments : état des lieux et perspectives, *Gazette du Palais*, n° 6, novembre-décembre 2006, p. 3731.

Assurances sociales

BADEL M., Souffrance au travail et risque professionnel, *Revue de droit sanitaire et social*, n°5 septembre-octobre 2006, p. 918.

BOUJEKA A., La définition du handicap en droit communautaire (à propos de CJCE 11 juill. 2006, grand chambre, Sonia Chacón Navas c/ Eurest Colectividades SA, aff. 13/045), *Revue de droit sanitaire et social*, n°1 janvier-février 2007, p. 75.

DURAND R., La couverture maladie universelle, *Droit déontologie & soin*, vol. 7, n° 1 (janvier 2007), p. 115.

FANTONI-QUINTON S., Le juge face à la preuve scientifique : sur la reconnaissance de la sclérose en plaque comme accident de travail (Note sous Civ. 2^e, 14 sept. 2006), *Revue de droit sanitaire et social*, n°2 mars-avril 2007, p. 281.

HAUCK E., Gestaltung des Leistungsrechts der gesetzlichen Krankenversicherung durch das Grundgesetz, *NJW*, 19/2007, p. 1320.

VAN RAEPENBUSCH S., L'état de la jurisprudence de la CJCE relative au libre accès aux soins de la santé à l'intérieur de l'Union européenne après l'arrêt du 16 mai 2006, Watts, C-372/04, *Gazette du Palais*, n° 6, novembre-décembre 2006, p. 3699.

Droits des patients, droit de la personnalité

DERCKX V., Expulsion of Illegal Residents (aliens) with Medical Problems and Article 3 of the European Convention on Human Rights, *European Journal of Health Law*, vol. 13, n°4 December 2006, p. 313.

DEVERS G., Le droit et l'être humain, *Droit déontologie & soin*, vol. 7, n° 1 (janvier 2007), p. 3.

DIEU F., L'étendue de l'obligation d'informer le patient en cas de sortie contre l'avis des médecins (note sous TA Nice, 24 févr. 2006, Del Prete), *Revue de droit sanitaire et social*, n°4 juillet-août 2006, p. 686.

ELTIS K., Genetic Determinism and Discrimination: A Call to Re-Orient Prevailing Human Rights Discourse to Better Comport with the Public Implications of Individual Genetic Testing, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2007, Vol. 35:2, p. 282.

GODARD C., Décès en établissement et devenir du corps en cas de décès périnatal : à propos du Décret du 1^{er} août 2006 (n°2006-965, relatif au décès des personnes hospitalisées et aux enfants pouvant être déclarés sans vie à l'état-civil dans les établissements publics de santé), *Revue Droit & Santé*, N° 14, novembre 2006, p. 543.

HENNION-JACQUET P., Soigner et punir : l'improbable conciliation entre santé et prison (Note sous CEDH 2 nov. 2006, Serifis c/Grèce), *Revue de droit sanitaire et social*, n°2 mars-avril 2007, p. 259.

JANSSEN A.J.G.M., Informing Patients About Small Risks : A Comparative Approach, *European Journal of Health Law*, vol. 13, n°2 June 2006, p. 159.

KOPELMAN L. M., The Best Interests Standard for Incompetent or Incapacitated Persons of All Ages, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2007, Vol. 35:1, p. 187.

KUSMIN B., Swing Low, Sweet Chariot : Abandoning the Disinterested Witness Requirement for Advance Directives, *American Journal of Law & Medicine*, 32 (2006), p. 93.

LAMBERT P., Violence conjugale et secret médical (Cour eur. dr. h., 10 octobre 2006, L.L. c. France), *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, année 2007, n°68, 1^{er} avril 2007, p. 587.

LAUDE A., Le patient, nouvel acteur de santé ?, *Dalloz*, n° 17, 2007, p. 1151.

LOKIEC P., La personne de confiance (Contribution à l'élaboration d'une théorie de la décision en droit médical), *Revue de droit sanitaire et social*, n°5 septembre-octobre 2006, p. 865.

MACLEAN A., Autonomy, Consent and Persuasion, *European Journal of Health Law*, vol. 13, n°4 December 2006, p. 321.

MACLEAN A. R., Advanced directives, future selves and decision-making, *Medical Law Review*, 14, 2006, p. 291.

MATHIEU B., Non-violation du droit à la vie de l'embryon et du droit au respect à la vie privée de la mère, *La Semaine juridique*, 30 mai 2007.

NYMARK M., Patients' safety, privacy and effectiveness : a conflict of interests in health care information systems ?, *Medicine and law*, vol, 26, 2 (June 2007), p. 245.

PELLERIN D., Peut-on légiférer sur les droits des malades ?, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, 2006, 190, n° 9, p. 1871.

PENNEAU J., Droit médical : janvier 2006- décembre 2006, *Dalloz*, n° 21, 2007, p. 1453.

PERRIOT D., LHULLIER J.-M., Violences institutionnelles : le témoignage d'un directeur, *Revue de droit sanitaire et social*, n°6 novembre-décembre 2006, p. 1008.

ROBINSON DJ, O'NEILL D. Access to health care records after death. Balancing confidentiality with appropriate disclosure. *Journal of American Medical Association*, 297 (2007), p. 634.

SAN JULIAN PUIG V., Les directives anticipées en France et en Espagne, *Revue de droit sanitaire et social*, n°1 janvier-février 2007, p. 86.

SPICKHOFF A., Die Entwicklung des Arztrechts 2006/2007, *NJW*, 23/2007, p. 1628.

STAPLES KING J., MOULTON B. W., Rethinking Informed Consent: The Case for Shared Medical Decision-Making, *American Journal of Law & Medicine*, 32 (2006): p. 429.

STULTIËNS L. ET AL., Minors and Informed Consent : A Comparative Approach, *European Journal of Health Law*, vol. 14, n°1 April 2007, p. 21.

VELUIRE A., Données pratiques sur le consentement éclairé, *Droit déontologie & soin*, vol. 6, n° 4 (décembre 2006), p. 436.

WELLBROCK R., Das Datenschutzkonzept des Deutschen Hämophileregisters, *Medizinrecht*, vol. 25, H. 2 (2007), p. 98.

WILANSKY D. P., Recent Developments in Health Law: Civil Rights: Prisoners' Right to Treatment Information under *Pabon v. Wright*, *The journal of Law, medicine & ethics* 2006, Vol. 34:4, p. 831.

Ethique biomédicale

ALTAVILLA A., Le droit européen de la bioéthique entre progrès scientifique, intérêts économiques et... principes éthiques !, *Revue générale de droit médical*, N° 21 2006, p. 87.

BYK C., Un point vers le futur ? L'universalisme bioéthique en contexte historique, *Revue générale de droit médical*, N° 22 2007, p. 67.

ANDORNO R. Global bioethics at UNESCO : in defence of the Universal Declaration on Bioethics and Human Rights. *Journal of Medical Ethics*, 33 (2007), p. 150.

BEST R., KHUSHF G., WILSON R., Nanotechnology: Ethical Legal and Social Issues *The journal of Law, medicine & ethics*, 2006, Vol. 34:4, p. 655.

CRISTOL D., Le régime des recherches biomédicales à l'aune du décret du 26 avril 2006, *Revue de droit sanitaire et social*, n°4 juillet-août 2006, p. 672.

JONES M. A., Child abuse : when the professionals get it wrong, *Medical Law Review*, 14, 2006, p. 264.

MAZEN N.-J., L'expérimentation animale (approche éthique et juridique), *Revue générale de droit médical*, N° 22 2007, p. 139.

MAZEN N.-J., Ethique, risque et précaution, *Revue générale de droit médical*, N° 21 2006, p. 261.

PUPPINCK G., Bioéthique et gouvernance dans l'Espace européen de la recherche, *Revue générale de droit médical*, N° 22 2007, p. 201.

SONTAG D., What is Wrong with "Ethics for Sale"? An Analysis of the Many Issues that Complicate the Debate about Conflicts of Interests in Bioethics, *The journal of Law, medicine & ethics* 2007, Vol. 35:1, p. 175.

TAYLOR H. A., SUMMER J., Ethics of Population-Based Research, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2007, Vol. 35:2, p. 295.

WILMOT S., A Fair Range of Choice: Justifying Maximum Patient Choice in the British National Health Service, *Health care analysis*, Vol. 15, Nr. 2 (2007), p. 59.

WUNDER A., Zur Vereinbarkeit von Wartelisten mit den Grundfreiheiten, *Medizinrecht*, vol. 25, H. 1 (2007), p. 21.

Euthanasie

COGGON J., Could the right to die with dignity represent a new right to die in English law ? *Medical Law Review*, 14, 2006, p. 219.

FERREIRA N., Latest legal and social developments in the euthanasia debate : Bad moral consciences and political unrest, *Medicine and law*, vol, 26, 2 (June 2007), p. 387.

GEORGE K., A woman's choice ? : The gendered risks of voluntary euthanasia and physician-assisted suicide, *Medical Law Review*, 15, 2007, p. 1.

HILLIARD B., The Politics of Palliative Care and the Ethical Boundaries of Medicine: Gonzales v. Oregon as a Cautionary Tale, *The journal of Law, medicine & ethics* 2007, Vol. 35:1, p. 158.

LEGROS B., Les enjeux de « tout encadrement » juridique de l'euthanasie ou du suicide assisté à la lumière des expériences européennes, *Revue générale de droit médical*, N° 23 2007, p. 55.

LEWIS P., The Empirical Slippery Slope from Voluntary to Non-Voluntary Euthanasia, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2007, Vol. 35:1, p. 197.

RUGER T. W., The United States Supreme Court and Health Law: The Year in Review: Gonzales v. Oregon and the Supreme Court's (Re)Turn to Constitutional Theory, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2006, Vol. 34:4, p. 817.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

CARNAHAN S. J., Currents in Contemporary Ethics: Concierge Medicine: Legal and Ethical Issues, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2007, Vol. 35:1, p. 211.

HAÏLI X., Formation professionnelle continue et enseignement de la médecine chinoise (note sous TA Marseille, 16 mai 2006), *Revue de droit sanitaire et social*, n°6 novembre-décembre 2006, p. 1041.

LEANDRI A., Le respect par le médecin de son obligation d'information ne fait pas disparaître celle du pharmacien (commentaire de TGI Toulon, 2^e ch., 22 février 2007), *Revue générale de droit médical*, N° 23 2007, p. 43.

LHERNOULD J.-P., L'accès des prestataires médicaux établis dans l'Union européenne aux patients français, Des difficultés d'adaptation du droit national à de nouvelles formes de concurrence, *Revue de droit sanitaire et social*, n°5 septembre-octobre 2006, p. 819.

ROSS JS, and al. Pharmaceutical company payments to physicians. Early experiences with disclosure laws in Vermont and Minnesota. *Journal of American Medical Association*, 297 (2007), p. 1216.

WEEKS E. A., The Ethical Health Lawyer: Loopholes: Opportunity, Responsibility, or Liability? *The journal of Law, medicine & ethics*, 2007, Vol. 35:2, p. 320.

Génétique humaine et biotechnologies

JANNEKE H., JANSSEN G. ET H., Regulation of Genetic and Other Health Information in a Comparative Perspective, *European Journal of Health Law*, vol. 13, n°4 December 2006, p. 339.

KAHN J. P., WOLF S. M., Genetic Testing and Disability Insurance, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 35:2- summer 2007, Supplement 2.

LINDNER J. F., Grundrechtsfragen prädiktiver Gendiagnostik, *Medizinrecht*, vol. 25, H. 5 (2007), p. 286.

TAKALA T., Setting a Dangerous Precedent ? Ethical Issues in Human genetic Database Research, *Medical Law International*, Vol. 8, N° 2 (2007), p. 105.

TAUPITZ J., Erfahrungen mit dem Stammzellgesetz, *Juristen Zeitung [JZ]*, 3/2007, p.113.

TAYLOR M. J., Data Protection, Shared (Genetic) Data and Genetic Discrimination, *Medical Law International*, Vol. 8, N° 1, 2006, p. 51.

Médecine légale

Pas de notices pour cette édition.

Médecine du sport

JEOUABI Habib, Les missions de la médecine sportive : préserver la santé du sportif et/ou à participer à la réalisation de la performance, *Revue générale de droit médical*, N° 22 2007, p. 105.

HAUPTMANN M., RÜBENSTAHL M., Zur Doping-Besitzstrafbarkeit des Sportlers de lege lata und de lege ferenda, *Medizinrecht*, vol. 25, H. 5 (2007), p. 271.

RABU G., La lutte contre le dopage et la protection de la santé des sportifs, *Revue Droit & Santé*, N° 16, mars 2007, p. 168.

Mesures médicales spéciales

ANNAS GJ. The supreme Court and abortion rights. *New England Journal of Medicine*, 356 (2007), p. 2201.

BAGHERI A. Individual choice in the definition of death. *Journal of Medical Ethics*, 33 (2007), p. 146.

GARFORTH K., Health Care and Access to Patented Technologies, *Health law journal*, vol. 13, 2005, p. 77.

LIAO S. M. ET AL., The Ashley treatment : best interests, convenience and parental decision-making, *Hastings center report*, Vol. 37, no. 2 (March-April 2007), p.16.

Nouvelles techniques de l'information et santé

LEWIS C.E., My Computer, My Doctor: A Constitutional Call for Federal Regulation of Cybermedicine, *American Journal of Law & Medicine*, 32 (2006), p. 585.

MCLEAN T.R., International Law, Telemedicine & Health Insurance : China as a Case Study, *American Journal of Law & Medicine*, 32 (2006), p. 7.

POLANSKY S., Overcoming the Obstacles: A Collaborative Approach to Informed Consent in Prenatal Genetic Screening, *Health law journal*, vol. 14, 2006, p. [non disponible].

Personnes âgées et santé

GEVERS S., Dementia and Law, *European Journal of Health Law*, vol. 13, n°3 September 2006, p. 209.

KNAPP B. A., Rechte der älteren Menschen, *RdM*, 02, April 2007, p. 36.

LEWIS P., Medical Treatment of Dementia Patients at the End of Life : Can the Law Accomodate the Personal Identity and Welfare Problems ?, *European Journal of Health Law*, vol. 13, n°3 September 2006, p. 219.

LOISEAU P., Le social au détriment du sanitaire ?, La notion de personne âgée malade en France et au Québec, *Revue générale de droit médical*, N° 23 2007, p. 85.

LÖTJÖNEN S., Medical Research on Patients with Dementia : The Role of Advance Directives in European Legal Instruments, *European Journal of Health Law*, vol. 13, n°3 September 2006, p. 235.

MILLEVILLE B., Grand âge et effectivité de la personnalité juridique, *Droit déontologie & soin*, vol. 6, n° 4 (décembre 2006), p. 470.

RAHIJ A., AZEEM A., Who is responsible for do not resuscitate status in patients with broken hips?, *BMJ*, vol. 334, Jan 2007, p. 155.

Procréation médicalement assistée

ADAM G., Assisted human reproduction : Legal rights of the unorn in respect of avoidable damage, *Medicine and law*, vol, 26, 2 (June 2007), p. 325.

BRIS C., L'assistance médicale à la procréation : quelle incidence sur le droit de la filiation ?, *Revue générale de droit médical*, N° 21 2006, p. 133.

CALLUS T., Patient perception of the human fertilisation and embryology authority, *Medical Law Review*, 15, 2007, p. 62.

CAMPIGLIO C., Human genetics, reproductive technology and fundamental rights, *Italian yearbook of international law*, 14(2004), p. 83.

CODD H., The slippery slope to sperm smuggling : prisoners, artificial insemination and human rights, *Medical Law Review*, 15, 2007, p. 220.

DAMM R., Privatversicherungsrecht der Fortpflanzungsmedizin: Zur Erstattungs-fähigkeit der Kosten reproduktionsmedizinischer Maßnahmen, *Medizinrecht*, vol. 25, H 6 (2007), p. 335.

DAVID G., A propos de la proposition de loi relative à la possibilité de lever l'anonymat des donneurs de gamètes, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, 2006, 190, n° 7, p. 1551.

JORGENSEN H., HARTLING, O., Anonymity in connection with sperm donation, *Medicine and law*, vol, 26, 1 (March 2007), p. 137.

LONG A., Why Criminalizing Sex Selection Techniques is Unjust: An Argument Challenging Conventional Wisdom, *Health law journal*, vol. 14, 2006, p. [non disponible].

MCGREGOR J., DREIFUSS-NETTER F., France and United States : The legal and ethical diferences in assisted reproductive technology (ART), *Medicine and law*, vol, 26, 1 (March 2007), p. 117.

NEIDER R., „Entwicklungsfähigkeit“ als Schutzkriterium und Begrenzung des Embryonenschutzgesetzes, *Medizinrecht*, vol. 25, H. 5 (2007), p. 279.

ROBERTS M. A., Supernumerary Pregnancy, Collective Harm, and Two Forms of the Non identity Problem, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2006, Vol. 34:4, p. 776.

Soni S., Preimplantation genetic diagnosis (PGD) in Europe : Diversity of legislation in a challenge to the community and its citizens, *Medicine and law*, vol, 26, 2 (June 2007), p. 309.

Recherche biomédicale

BUBELA T. ET AL., Media portrayal of herbal remedies versus pharmaceutical clinical trials : Impacts on decision-makers, *Medicine and law*, vol, 26, 2 (June 2007), p. 363.

GOSTIN LO. Biomedical research involving prisoners. Ethical values and legal regulation. *Journal of American Medical Association*, 297 (2007), p. 737.

DIROUX D., De l'interdiction du clonage humain à visée thérapeutique à l'autorisation du « transfert nucléaire somatique » à visée scientifique, à l'horizon 2009, *Gazette du Palais*, n° 6, novembre-décembre 2006, p. 3716.

FRIEDMAN ROSS L., Heterozygote Carrier Testing in High Schools Abroad: What are the Lessons for the U.S.? *The journal of Law, medicine & ethics*, 2006, Vol. 34:4, p. 753.

GOBERT M., La loi sur l'expérimentation humaine : L'impact de l'arrêt de la Cour d'arbitrage du 16/11/2005 supprimant une partie de la loi du 7 mai 2004 sur l'expérimentation humaine et les conséquences de la modification législative du 27 décembre 2005, *Revue de droit de la santé* 2007/2, p. 76.

LE SAUNIER-MARTIN C., Le nouvel encadrement réglementaire des recherches biomédicales : les principales disposition du décret du 26 avril 2006, *Gazette du Palais*, n° 6, novembre-décembre 2006, p. 3718.

LIDDEL K. ET AL., Medical research involving incapacitated adults : implications of the EU clinical trials directive 2001/20/EC, *Medical Law Review*, 14, 2006, p. 367.

MCGUIRE A. L., GIBBS R. A., Currents in Contemporary Ethics: Meeting the Growing Demands of Genetic Research, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2006, Vol. 34:4, p. 809.

MELLO MM, JOFFE S. Compact versus Contract – Industry Sponsors' Obligations to their Research Subjects. *New England Journal of Medicine*, 356 (2007), p. 2737.

MILLER F. G., WERTHEIMER A., Facing up to paternalism in research ethics, *Hastings center report*, Vol. 37, no. 2 (May-June 2007), p. 24.

RITTNER C., Ein Modell für die Forschung am einwilligungsunfähigen (bewusstlosen) Notfallpatienten, *Medizinrecht*, vol. 25, H. 6 (2007), p. 340.

WILD V., Plädoyer für einen Einschluss schwangerer Frauen in Arzneimittelstudien, *Ethik in der Medizin*, vol. 19, H. 1 (2007), p. 7.

Responsabilité médicale

ANDREAS F., WINALEK P., Tod einer Vierjährigen : Wer stellt die richtigen Fragen ?, *RdM*, 03, Juni 2007, p. 68.

BELLIVIER F., Le contentieux de la naissance avec un handicap congénital non décelé par suite d'une erreur de diagnostic au risque de la Convention européenne : sous la technique, l'éthique, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, année 2006, n°67, 1^{er} juillet 2006, p. 667.

BICHOT J., Le risque responsabilité civile du gynécologue obstétricien : problèmes et solutions, *Revue de droit sanitaire et social*, n°1 janvier-février 2007, p. 96.

CALLATAÏ D. DE, Le droit des atteintes à la santé : marché émergent du droit ?, in : MARLIÈRE L. (sous la dir. de) *Les 25 marchés émergents du droit*, Bruxelles Bruylant, 2006, p.197.

CALLU M.-F., Les recommandations de bonne pratique confrontées au droit de la responsabilité médicale, *Revue Droit & Santé*, N° 15, janvier 2007, p. 29.

DELIANCOURT S., Un centre hospitalier commet-il une faute en ne décelant pas au cours d'une grossesse une anomalie génétique rare ? (Note sous TA Clermont-Ferrand, 20 juin 2006, B. c/ Centre hospitalier de Moulins), *Revue de droit sanitaire et social*, n°1 janvier-février 2007, p. 125.

DUVAL-ARNOULT D., Accident ou faute médicale ? Point de jurisprudence, *La Semaine Juridique*, édition générale, N° 25, 20 juin 2007, p.15.

FOLSCHIED B., PEIGNE J., Quelle responsabilité hospitalière du fait de la greffe d'un organe contaminé ? (Concl. sur et note sous CAA Paris, 18 oct. 2006, Mme Véronique T. c/Assistance publique – Hôpitaux de Paris et Etablissement français du sang), *Revue de droit sanitaire et social*, n°2 mars-avril 2007, p 290.

GACHOT B., DAURY-FAUVEAU M., Responsabilité médicale pénale et infection nosocomiale : un abord scientifique de l'exigence juridique du lien de causalité entre la faute et le dommage, *Médecine & droit*, n° 84, mars-avril 2007, p. 56.

GIBERT S., Martin D., L'indemnisation des victimes d'accidents médicaux n'est pas un marché, mais un contrat social, *Revue générale de droit médical*, N° 21 2006, p. 161.

GUIGUE M., Une responsabilité pénale du médecin entre singularité et respect des principes généraux du droit pénal, *Revue Droit & Santé*, N° 14, novembre 2006, p. 514.

HELLHAMMER-HAWIG G., Leitlinien bei sog. Notkompetenzmaßnahmen im Rettungsdienst, *Medizinrecht*, vol. 25, H. 6 (2007), p. 214.

HOLLAENDER A. E., Die Geburt als schadenstiftendes Ereignis : Schadenersatz für „wrongful birth“ bei Behinderung ?, *RdM*, 01, Februar 2007, p. 7.

HUCKABY LEWIS M, GOHAGAN JK, MERENSTEIN DJ. The locality rule and the physician's dilemma. Local medical practices vs national standard of care. *Journal of American Medical Association*, 297 (2007), p. 2633.

LEMOINE M., Intimité et secret médical: Interprétation philosophique des rapports entre éthique et droit, *Médecine & droit*, n° 83, mai-juin 2007, p. 71.

LEVY Y., Practical aspects of the issue of patients refusing medical care, *Medicine and law*, vol, 26, 1 (March 2007), p. 23.

MAHJOUR A., La responsabilité du pharmacien en droit algérien, *Revue générale de droit médical*, N° 23 2007, p. 113.

PITZL E. ET AL., Der Sorgfaltsmasstab des behandelnden Arztes : « Wissen, können und bemühen“, *RdM*, 01, Februar 2007, p. 4.

ROUAULT M.-C., Présomption d'imputabilité au service d'une maladie due à une vaccination, établie, *La semaine juridique*, 21 mars 2007.

SUNA D., Droit et responsabilité en hygiène hospitalière, *Droit déontologie & soin*, vol. 6, n° 4 (décembre 2006), p. 459.

WAITE M., To Tell the Truth: The Ethical and Legal Implications of Disclosure of Medical Error, *Health law journal*, vol. 13, 2005, p. 1.

WINSLADE W., MCKINNEY B. E., The Ethical Health Lawyer: To Tell or Not to Tell: Disclosing Medical Error, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2006, Vol. 34:4, p. 813.

Santé mentale et psychique

APPEL J. M., A suicide right for the mentally ill ? : A Swiss case opens a new debate, *Hastings center report*, Vol. 37, no. 3 (May-June 2007), p. 21.

BARTLETT P., A matter of necessity ? : Enforced treatment under the mental health Act, *Medical Law Review*, 15, 2007, p. 86.

FOSSIER T., La réforme de la protection des majeur : Guide de lecture de la loi du 5 mars 2007, *La semaine juridique*, 21 mars 2007.

GABOS K.A., The Perils of Singleton v. Norris: Ethics and Beyond, *American Journal of Law & Medicine*, 32 (2006), p. 117. [Médication forcée de détenus psychiquement malades pour les rendre "aptes" à l'exécution]

KATNER D.R., The Mental Health Paradigm and the MacArthur Study : Emerging Issues Challenging the Competences of Juveniles in Delinquency Systems, *American Journal of Law & Medicine*, 32 (2006), p. 503.

MOLINER-DUBOST M., La détention de personnes atteintes de troubles mentaux : condamnation ferme de la « prison-asile » (Cour eur. dr. h., 11 juillet 2006, Rivière c. France), *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, année 2007, n°68, 1^{er} avril 2007, p. 541.

SIDA, lutte contre les épidémies

GOSTIN LO, DEANGELIS CD. Mandatory HPV Vaccination. Public health vs private wealth. *Journal of American Medical Association*, 297 (2007), p. 1921.

FRITH L. HIV self-testing: a time to revise current policy. *Lancet* 369 (2007), p. 243.

LIVET M., Sida et conduites dangereuses : pénaliser ou responsabiliser, *Droit déontologie & soin*, vol. 6, n° 4 (décembre 2006), p. 436.

WEIJER C., LEBLANC G., The Balm of Gilead: Is the Provision of Treatment to those Who Seroconvert in HIV Prevention Trials a Matter of Moral Obligation or Moral Negotiation? *The journal of Law, medicine & ethics*, 2006, Vol. 34:4, p. 793.

Système de santé, politique de la santé

AGINAM O., Beyond shamanism : The relevance of African traditional medicine in global health policy, , *Medicine and law*, vol, 26, 2 (June 2007), p. 191.

GIROLAMI P., Le succès des médecines non conventionnelles comme symptôme de la fragilité de la médecine moderne, *Revue générale de droit médical*, N° 22 2007, p. 97.

GOSTIN L. O., « Police » powers and public health paternalism : HIV and diabetes surveillance, *Hastings center report*, Vol. 37, no. 2 (March-April 2007), p. 9.

GOSTIN LO. Law as a tool to facilitate healthier lifestyles and prevent obesity. *Journal of American Medical Association*, 297 (2007), p. 87.

HODGE JC. AND AL. The Pandemic and All-Hazards Preparedness Act. Improving public health emergency response. *Journal of American Medical Association*, 297 (2007), p. 1708.

McHALE J. V., Rights to medical treatment in EU law, *Medical Law Review*, 15, 2007, p. 99.

MARTIN A., Le renforcement de la protection contre les risques sanitaires liés à l'amiante, *Gazette du Palais*, n° 6, novembre-décembre 2006, p. 3735.

MATTA A., Effects of resource constraint on health care services, *Medicine and law*, vol, 26, 2 (June 2007), p. 213.

MINISTERS OF FOREIGN AFFAIRS OF BRAZIL, FRANCE, INDONESIA, NORWAY, SENEGAL, SOUTH AFRICA AND THAILAND. Oslo Ministerial Declaration – global health: a pressing foreign policy issue of our time. *Lancet* 369 (2007), p. 1373.

LHULLIER J.-M., La fermeture administrative des établissements sociaux et médico-sociaux : de nouveaux textes pour un nouveau contexte..., *Revue de droit sanitaire et social*, n°4 juillet-août 2006, p. 710.

NEWBY P. K., Childhood Obesity, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2007, Vol. 35:1, p. 7.

PEETERS M., Free movements of medical doctors in the EU, *Medicine and law*, vol, 26, 2 (June 2007), p. 231.

PELJAK D., RAMA A., Les étrangers extra-communautaires à l'hôpital, *Droit déontologie & soin*, vol. 6, n° 4 (décembre 2006), p. 553.

POULAIN M., Les nouveaux instruments du droit international de la santé : (aspects de droit des traités), *Annuaire français de droit international*, 51(2005), p. 373.

RAJKUMAR R., GROSS C. P., FORMAN H. P., Is the Tobacco Settlement Constitutional? *The journal of Law, medicine & ethics*, 2006, Vol. 34:4, p. 748.

RAVELET A., La recomposition de l'offre hospitalière publique et privée dans le cadre des réseaux de santé, *Revue de droit sanitaire et social*, n°5 septembre-octobre 2006, p. 879.

SREENIVASAN G., Health care and equality of opportunity, *Hastings center report*, Vol. 37, no. 2 (March-April 2007), p.21.

STUDDERT DM. AND AL. Regulatory and judicial oversight of non-profit hospitals. *New England Journal of Medicine*, 356 (2007), p. 625.

TIGERSTROM B. VON, The Revised International Health Regulations and Restraint of National Health Measures, *Health law journal*, vol. 13, 2005, p. 35.

Transplantations et transfusions

CLAPOT Y., Les hépatites C après transfusion de produits sanguins, *Droit déontologie & soin*, vol. 6, n° 4 (décembre 2006), p. 508.

FARRELL A.-M., Is the gift still good ? : Examining the politics and regulation of blood safety in the European Union, *Medical Law Review*, 14, 2006, p. 155.

FONTANIER V., Le corps humain thérapeutique, *Gazette du Palais*, n° 6, novembre-décembre 2006, p. 3722.

FOVARGUE S., "Oh Pick me, pick me" : selecting participants for xenotransplant clinical trials, *Medical Law Review*, 15, 2007, p. 176.

HÖFLING W., Verteilungsgerechtigkeit in der Transplantationsmedizin ?, *Juristen Zeitung*, 10, 2007, p. 481.

LE GALL G., LE GALL F., Rappel de la législation relative aux prélèvements d'organes et quelques questions éthiques, *Médecine & droit*, n° 83, mars-avril 2007, p. 50.

SADE R., Reflections on Emerging Technologies at the Centennial of Organ Transplantation, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2007, Vol. 35:2, p. 235.

WILLE S., Das Recht des Staates zur postmortalen Organentnahme, *Medizinrecht*, vol. 25, H. 2 (2007), p. 91.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

GEISS K., GREINER H.-P., *Arzthaftpflichtrecht*, 5. Aufl, München, Beck, 2006.

Yearbook of European medical law 2005, Lindigö (Sweden), The Institute of medical law, 2005.

voir surtout les acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :

<http://www2.unine.ch/biblio/page3847.html>

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

BOILLAT S., Nul n'est censé ignorer...les règles légales applicables aux médicaments génériques !, *Rev Med Suisse*, 2007 ; 3 , p. 828.

BOILLAT S., Médicaments: comment freiner les contrefaçons?, *Plädoyer*, 2/2007, p. 56.

BÜRGI H., Richtlinien der Swissmedic zur Arzneimittelwerbung im Internet – kritische Bemerkungen, *AJP*, 1/2007, p. 70.

JUNOD V., Les deux faces de la publicité : promotion et transparence, *Rev Med Suisse*, 2007 ; 3 , p. 1077.

JUNOD V., *Transparence et médicaments : la procédure suisse d'autorisation de mise sur le marché*. In : Jusletter, 28 novembre 2005.

KLEIST P., STÖTTER H., Die Entwicklung von Kinderarzneimitteln: Es tut sich etwas!, *Bulletin des médecins suisses*, 18/2007, p. 800.

MÉROZ J.-Ch., Directives ICH et recommandations PIC: quelle force obligatoire pour la Suisse, *ZBI*, 12/2006, p. 639.

PIOTET D., quelle obligation d'assurance pour les essais cliniques de lege lata ? In: *Medizinische Forschung- Haftung und Versicherung*, Zurich 2006, p. 79.

SPRUMONT D., CORPATAUX V., Sécurité des médicaments et responsabilités. In : *Protection de la santé, sécurité des patients et nouvelles responsabilités professionnelles*, Berne 2006, p. 53.

Assurances sociales

AYER A., Nul n'est censé ignorer...que la 5^e révision de la LAI sonne le glas du secret médical, *Rev Med Suisse* ; 3 , p. 1342.

AYER A., AGIER J.-M., Cinquième révision: pour quelle invalidité?, *Plädoyer* 3/2007, p. 56.

AYER A., DESPLAND B., Assurances sociales : du neuf en procédure. *Plädoyer*, 24(2006), vol. 6 p. 60.

BANDI T. ET AL., Analyse des prestations prises en charge par la LAMal, *Sécurité sociale*, 2007, n° 3, p. 131.

BRULHART V., L'assurance collective contre la perte de gain en cas de maladie, in : *Droit social dans la pratique de l'entreprise*, Berne, 2006, p. 95.

DUC J.-L., Assurance-maternité : questions choisies, in : *Arbre de la méthode et ses fruits civils* : recueil de travaux en l'honneur du professeur Suzette Sandoz Genève, 2006, p. 217.

DUC J.-M., La jurisprudence du TFA concernant les lésions tendineuses, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 50(2006), no 6, p. 529.

DUC J.-L., D'où peuvent venir les menaces sur le libre choix du médecin?, *AJP* 3/2007, p. 311.

DUC J.-M., La jurisprudence du TFA concernant les lésions tendineuses, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 50(2006), n°6, p. 529.

FRESARD J.-M., MOSER-SZELESS M., L'assurance-accidents obligatoire. In : *Soziale Sicherheit*, Bâle 2007, p. 825.

FURRER M.-T., Révisions de la LAMal : où en sommes-nous ? *Sécurité sociale : revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, 2006, n°4, p. 191.

GRISANTI L., Nuove regole per la valutazione dell'invalidità, *Rivista ticinese di diritto*, II-2006, p. 311.

ISELIN E., Polypragmasie et étendue de restituer au sens de l'article 56 al. 2 LAMal, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 50(2006), n°2, p. 106.

JEGER J., Jährlich über 400 Millionen Franken Missbrauch in der Invalidenversicherung?, *Bulletin des médecins suisses*, 22/2007, p. 950.

JUNOD V., Les médicaments génériques au regard de la LAMal. *Pratique juridique actuelle*, 15(2006), n°4, p. 396..

KIESER U., Le point sur le droit des assurances sociales, *Entwicklungen im Sozialversicherungsrecht/ Le point sur le droit des assurances sociales*, SJZ 102, (2006) N° 23, p. 541.

KOTTMANN H., Droit des assurances sociales : adaptations et réformes en cours, *Sécurité sociale : revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, 2006, no 6, p. 324.

KRUMMENACHER J., Soigner, garder et payer, *Sécurité sociale : revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, 2006, no 5, p. 276.

LAUBSCHER T., LAMal : les nouveautés et les changements. *Sécurité sociale : revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, 2006, n°4, p. 173.

NAGEL A., La carte d'assuré LAMal sera introduite en 2009, *Sécurité sociale : revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, 2007, no 2, p. 95.

PELET O., Nul n'est censé ignorer...que les médecins ont perdu la maîtrise du mandat psychothérapeutique au profit des assureurs, *Rev Med Suisse* 2007 ; 3 : p. 244.

PELET O., SCHLOSSER R., TARMED et le secret médical. In : *Avocat et le juge face au droit pénal* : mélanges offerts à Eric Stoudmann, Genève 2005, p. 199.

SIFFERT N., Statistique de l'assurance-maladie obligatoire 2004, *Sécurité sociale : revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, 2006, no 5, p. 284.

SPYCHER ST., MEYER P.C., Quel rôle à l'avenir pour les psychothérapeutes indépendants dans l'assurance-maladie ?, *Sécurité sociale*, 2007, no 3, p. 152.

THÖNY Ch., Richter foutieren sich um medizinische Fortschritte, *Plädoyer* 2/2007, p. 20.

WEISS D., Die Qualifikation eines Schreckereignisses als Unfall nach Art. 4 ATSG, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 2007, p. 45.

Droits des patients, droit de la personnalité

ALBERTINI M., Cartella sanitaria: diritti individuali e protezione dei dati, *Diritto senza devianza*", *Rivista ticinese di diritto RtiD*, edizione speciale, [Mélanges en l'honneur du Prof. Dr. Marco Borghi à l'occasion de son 60ème anniversaire], décembre 2006, p. 5.

http://www.ti.ch/CAN/RPD/documenti/Cartella%20sanitaria_diritti_protezionedati.pdf.

BAERISWYL B., Zunehmende Herausforderungen für den Datenschutz, in : *Herausforderung Datenschutz*, Zürich, 2005, p. 5.

CAÇI M., Professionnels de la santé atteints de maladies transmissibles par le sang : obligations de l'employeur et protection des données, in : *Droit social dans la pratique de l'entreprise*, Berne, 2006, p.137.

EGGER R., Was kostet ein Mensch?, *Bulletin des médecins suisses*, 25/2007, p. 1103.

GASCHE J., Gesundheitsmediation: ernsthafter Dialog mit Patientinnen und Patienten, *Bulletin des médecins suisses*, 26/2007, p. 1150.

GUILLIOD O., *Droits et libertés de la personne : le droit suisse face à la Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine*, in : *Arbre de la méthode et ses fruits civils* : recueil de travaux en l'honneur du professeur Suzette Sandoz Genève, 2006, p. 27.

HAAS J., Sécurité au travail et protection de la santé : l'apport de la directive MSST, in : *Vie économique*, 80(2007), no 4, p. 36.

JENDLY M., Le secret de fonction et le secret médical incarcérés : Proposition d'un modèle de partage des informations confidentielles en exécution de peine privative de liberté, *Revue pénale suisse*, n° 124, 2006, p. 245.

KUHN H., La position du TFA relative à la transmission de rapports médicaux au médecin-conseil est juste dans sa conclusion mais incompréhensible dans ses motifs, *Bulletin des médecins suisses*, 9/2007, p. 375.

La direttive anticipate [dossier], *Rivista per le medical humanities*, Anno 1, n. 1, Gennaio-Marzo 2007, p. 69.

MICCOLI MALHERBE R., Accès aux soins des requérants d'asile frappés d'une décision de non-entrée en matière. *Asyl*, 21(2006), n°3, p. 31.

NOTTER M., 10 Jahre Datenschutzgesetz im Kanton Zürich, in : *Herausforderung Datenschutz*, Zürich, 2005, p. 11.

PELET O., Droit de la santé, in : *Droits des gays et lesbiennes en Suisse*, Berne, 2007, p. 449.

PETER Ch., Le cabinet médical n'est pas un magasin libre-service pour les données de patients, *Bulletin des médecins suisses*, 9/2007, p. 372.

PIOTET D., Droit à l'information et violation des droits de la personnalité à l'exemple de la filiation biologique. In : *Droit à la connaissance de ses origines*, Genève 2006, p. 203-217

QUELOZ N., BROSSARD R., Les limites de la liberté individuelle en matière de protection de la santé publique : réflexions suscitées par l'ATF 131 IV 1 : propagation du VIH, notamment avec consentement d'un partenaire, in : *Du monde pénal* : mélanges en l'honneur de Pierre-Henri Bolle Bâle, 2006, p. 83.

ROHMER S., Les enquêtes de grande envergure dans le cadre de la nouvelle loi fédérale sur les profils ADN : Une proportionnalité douteuse, *Revue pénale suisse*, n° 124, 2006, p. 96.

RUDIN B., Datenschutz in der Schweiz : Herausforderungen und Perspektiven in Wirtschaft und Verwaltung, in : *Herausforderung Datenschutz*, Zürich, 2005, p. 61.

Ethique biomédicale

ANDENMATTEN R., Hemmen oder fördern Ethikkommissionen klinische Versuche, *Bulletin des médecins suisses*, 14-15/2007, p. 660.

CHEVROLET J.-C. et CHIOLERO R., Décisions vitales en médecine intensive –Les familles et les proches ont-ils un rôle de partenaire ou de décideur ?, *Rev Med Suisse* 2006 ; 2 , p. 2835.

GNÄDINGER M., Die Ethik, die ich meine, *Bulletin des médecins suisses*, 14-15/2007, p. 657.

MARTIN J., Compléter un cadre contractuel par une démarche humaniste, *Bulletin des médecins suisses*, 11/2007, p. 471.

MARTIN J., Le Comité international de bioéthique (CIB) de l'UNESCO et la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme, *Bulletin des médecins suisses*, 5/2007, p. 190.

Euthanasie

CAVALLI S., Tra richiesta di morire e credenze del curante, *Rivista per le medical humanities*, Anno 1, n. 2, Aprile-Giugno 2007, p. 18.

MARTIN J., Assistance au suicide : problématique individuelle claire, dimension communautaire complexe, *Rev Med Suisse* 2007 ; 3 ,p. 701.

SCHWARZENEGGER C., Das Mittel zur Suizidbeihilfe und das Recht auf den eigenen Tod (lange Fassung), *Bulletin des médecins suisses*, 19/2007, p. 843

WÄELCHLI M., FOPPA C., Eutanasia e razionamento : la fine dell'ipocrisia, *Rivista per le medical humanities*, Anno 1, n. 2, Aprile-Giugno 2007, p. 23.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

AYER A., Nul n'est censé ignorer...que les professionnels de la santé circulent librement entre la Suisse et l'Union européenne, *Rev Med Suisse* 2006 ; 2, p. 2937.

CHEVALLEY J.-P., Avantages et inconvénients d'exercer son activité de médecin sous la forme d'une SA ou d'une Sàrl, *Bulletin des médecins suisses*, 6/2007, p. 240.

DUC J.-L., D'où peuvent venir les menaces sur le libre choix du médecin?, *Pratique juridique actuelle*, 16(2007), no 3, p. 311.

GEISER T., Medizinische Zwangsmassnahmen bei psychisch Kranken aus rechtlicher Sicht, *recht* 2006, Heft 3, S. 91-101.

JENDLY M., Le secret de fonction et le secret médical incarcérés : proposition d'un modèle de partage des informations confidentielles en exécution de peine privative de liberté, *Revue pénale suisse*, 124(2006), n°3, p. 245.

KIESER U., Die Zulassung zur psychotherapeutischen Tätigkeit – Überlegungen zu einem gesundheitsrechtlichen Scharnier, *AJP* 2/2007, p. 281.

SIERRO D., Le cabinet médical en SA ou en Sàrl, *Bulletin des médecins suisses*, 6/2007, p. 238.

SORDAT FORNEROD D., L'examen et les recommandations de l'OCDE et de l'OMS sur le système de santé suisse, *Sécurité sociale : revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, 2007, no 1, p. 38.

Sguardi incrociati sulle medical humanities, *Rivista per le medical humanities*, Anno 1, n. 1, Gennaio-Marzo 2007, p. 13.

VLERICK A., BAROFIO A. et BADER C., Autonomie mais pas anarchie : la formation des médecins selon la nouvelle loi sur les professions médicales, *InFormation/med* N°14, 2007 in *Rev Med Suisse* 2007 ; 3 , p. 1011.. [Version électronique : <http://edumed.unige.ch/information/med>]

VON Arx W, RÜEGG-STÜRM J., Integrierendes Management von Healthcare-Organisationen, *Bulletin des médecins suisses*, 23/2007, p. 1012.

VONNEZ J.-L. ET AL., « Comment combattre la morosité des professions médicales ? », Editorial, *Rev Med Suisse* 2007 ; 3 , p. 91.

Génétique humaine et biotechnologies

GUISAN Y., La substance vivante est-elle brevetable, *Bulletin des médecins suisses*, 2/2007, p. 47.

PÄRLI K., Die arbeits- und versicherungsrechtlichen Bestimmungen des Bundesgesetzes über genetische Untersuchungen, *AJP* 1/2007, p. 79.

Médecine légale

HORISBERGER B., L'apport de la médecine légale dans les investigations d'accidents de la circulation. In : *Journées du droit de la circulation routière*, 14-15 mars 2006, Berne 2006, p. 163.

Médecine du sport

AGUET C., Un an après l'entrée en vigueur du code de l'agence mondiale antidopage : bilan du pont de vue des athlètes, *Jusletter*, 20 février 2006

JÄGGI V., Les modifications du Règlement Antidopage de la FIA entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2007, *Jusletter*, 22 janvier 2007

NIGGLI O., SIEVEKING J., Eléments choisis de jurisprudence rendue en application du Code mondial antidopage, *Jusletter*, 20 février 2006

RIGOZZI A., Le point sur le droit du dopage, *Jusletter*, 20 février 2006

RIGOZZI A., Révision du Code mondial antidopage : la couleur est annoncée, *Jusletter*, 28 août 2006

SCHUBARTH M., Dopingbetrug, *recht* 2006, Heft 6, p. 223.

Mesures médicales spéciales

GEISER M., Die Rückkehr zur Vernunft im Gesundheitswesen des 21. Jahrhunderts, *Bulletin des médecins suisses*, 17/2007, p. 756.

PREVITALI A., CORPATAUX V., SPRUMONT D., Le droit fondamental à l'épanouissement affectif et sexuel des personnes handicapées et leur stérilisation. In : *Behinderte Kind im Schweizerischen Recht*, Zurich 2006, p. 267.

Nouvelles techniques de l'information et santé

Pas de notices pour cette édition.

Personnes âgées et santé

ROUILLER C., ROUSSIANOS L., Le droit à la vie et le droit de mourir dignement : esquisse d'une problématique relative aux actes médicaux pratiqués sur les patients en fin de vie. *Jusletter*, 12 juin 2006, et *Zeitschrift des Bernischen Juristenvereins*, 142(2006), vol. 12, p. 938-970

RÜEGGER H., Medizin als Retterin der Menschenwürde, *Bulletin des médecins suisses*, 2/2007, p. 57.

Procréation médicalement assistée

PREMAND V., Le droit de l'enfant à l'accès aux données relatives à ses parents biologiques dans les cas d'adoption et de don de sperme. In : *Droit à la connaissance de ses origines*, Genève 2006, p. 1-38

Recherche biomédicale

GATTIKER M., Das Humanforschungsgesetz (HFG): ein Gesetzesentwurf mit Lücken, *AJP* 12/2006, p. 1608.

LEMOLA K., Forschungssituation Schweiz versus USA/Kanada, *Bulletin des médecins suisses*, 20-21/2007, p. 893.

REHMANN-SUTTER C., Quel traitement innovateur constitue-t-il de la recherche?, *Bulletin des médecins suisses*, 19/2007, p.860.

RUCH A., Klinische Versuche mit Arzneimitteln : Begriffe und Abgrenzungen, *ZBl.* 12/2006, p. 617.

Responsabilité médicale

FLEURY Patrick Gérard, Le préjudice des parents d'un enfant né à la suite d'une stérilisation omise : note sur l'ATF 132 III 359, *REAS*, 2006, n°3, p. 224-226

MÜLLER Ch., Die medizinische Berufshaftpflichtversicherung zwischen Gesetzgebung und Versicherungsmarkt, *AJP* 3/2007, p. 329.

SCHMID M., Aspekte und Thesen der Arzthaftung, in : *Aktuelle Entwicklungen im Haftungsrecht*, Weblaw ; Schulthess, Berne ; Zurich [...], 2007, p. 111.

Santé mentale et psychique

BADER J.-P., Diagnostik der bipolaren Störungen und medikamentöse Behandlung, *Pro mente sana aktuell*, 2/07, p. 11.

BRUNNER M., Den Rechten der Betroffenen Nachdruck verleihen, *Pro mente sana aktuell*, 1/07, p. 19.

ENDERLI G., ... zur Einigkeit der Ärzteschaft ... aber Psychiatrie inklusive!, *Bulletin des médecins suisses*, 24/2007, p. 1055.

HELL D., Die Bedeutung der IV für psychisch Kranke, *Bulletin des médecins suisses*, 24/2007, p. 1053.

LÜTHY C., Kaufrausch und Schulden: Gibt es rechtliche Schutzmöglichkeiten, *Pro mente sana aktuell*, 2/07, p. 27.

ZELLWEGER M., Le froid arrive, résistons, Collègues !, *Bulletin des médecins suisses*, 4/2007, p. 149.

SIDA, lutte contre les épidémies

Gel anti-VIH : arrêt des tests cliniques, *Bulletin des médecins suisses*, 11/2007, p. 479.

Système de santé, politique de la santé

AUS DER AU W., STEINEGGER R. P., Bauimmissionen und Klinikbetrieb – ein praktischer Lösungsansatz, *Bulletin des médecins suisses*, 16/2007, p. 706.

BRUPBACHER S., Les axes prioritaires d'une réforme efficace du système de santé, *Vie économique*, 79(2006), no 12, p. 24.

GAILLARD S., Notre système de santé a besoin d'un traitement de choc, *Vie économique*, 79(2006), no 12, p. 27.

GILLIET F., La ballade du système de santé malade – acte 2, *Bulletin des médecins suisses*, 4/2007, p. 144.

GUILLOD O., Restructuration des hôpitaux publics : la société anonyme comme modèle? In : *Droit des sociétés* : mélanges en l'honneur de Roland Ruedin, Bâle, 2006, p. 255.

GUILLOD O., Recent Developments in Swiss Health Law, *European Journal of Health Law*, volume 13, n°2 June 2006, p. 123.

GUISAN Y., Financement des hôpitaux: une petite révolution, *Bulletin des médecins suisses*, 14-15/2007, p. 631.

GUSMINI W., La garde médicale, *SNM news*, n° 52, hiver 2006-2007, p. 8.

HOFER T., Ohne Hausarztmedizin funktioniert unser Gesundheitssystem nicht, ohne Hausarztmodell jedoch bestens!, *Bulletin des médecins suisses*, 18/2007, p. 797.

JUNOD V., Patients : pouvez-vous patienter encore un peu ?, *Rev med Suisse* 2006 ; 2 . p. 2757.

JUNOD V., Patients : pouvez-vous patienter encore un peu ? (2) Accès des patients américains aux médicaments expérimentaux, *Rev Med Suisse* 2007 ; 3 , p. 692.

MARTENET V., L'interdiction de fumer dans les lieux publics intérieurs ou fermés, *AJP* 2/2007, p. 247.

SORDAT-FORNEROD D., L'examen et les recommandations de l'OCDE et de l'OMS sur le système de santé suisse, *Sécurité sociale*, 2007, n° 1, p. 38.

STUTZ STEIGER T., SPYCHER S., La culture sanitaire, base d'une nouvelle approche de la santé, *Vie économique*, 79(2006), no 12, p. 14.

ZÜRCHER H., METZGER K., Positive Eindrücke vom dänischen Gesundheitssystem, *Bulletin des médecins suisses*, 3/2007, p. 106

Transplantations

ARZEL B. et al., Tourisme de transplantation, *Rev Med Suisse* ; 3 , p. 1139.

KUHN H., La constatation des décès dans le cas « normal » incombe encore et toujours aux cantons, *Bulletin des médecins suisses*, 2/2007, p. 55.

LEMANN D., Comment le patient du médecin de famille meurt-il sur le plan juridique, *Bulletin des médecins suisses*, 2/2007, p. 54.

STAEGER P., Trafic d'organes et transplantations illégales : enjeux éthiques et responsabilités, *Rev Med Suisse* 2007 ; 3 , p. 490.

STAGNO D. et BENAROYO L., Transplantation avec donneurs vivants : enjeux éthiques, *Rev Med Suisse* 2007 ; 3 , p. 408.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

A noter qu'une nouvelle revue vient de voir le jour en Suisse. Il s'agit de la **Rivista per le medical humanities** publiée par l'Ente Ospedaliero Cantonale del Cantone Ticino (EOC). Adresse : rivista@medical-humanities.ch

BAILLY, A. S., BERNHARDT M., GABELLA M., *Pour une santé de qualité en Suisse*, 2e éd. rev. et augm., Paris, Economica, 2006.

BENAROYO L., *Ethique et responsabilité en médecine*, *Médecine & Hygiène*, Genève 2006.

GREBER P., KAHIL-WOLFF B., *Introduction au droit suisse de la sécurité sociale*, 3e éd., mise à jour, Genève, Lausanne, IRAL, 2006.

HÄNNI C., HARBATH C., SPRUMONT D., *La résistance aux antibiotiques : quels enjeux juridiques*, Genève, Médecine & Hygiène, 2006.

JUNOD V., *Clinical Drug Trials - Studying the Safety and Efficacy of New Pharmaceuticals*, Zurich, Schulthess 2006.

ZIMMERMANN-ACKLIN M. (HRSG.), *Rationierung und Gerechtigkeit im Gesundheitswesen : Beiträge zur Debatte in der Schweiz*, Basel, FMH, 2007.

voir surtout les acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :

<http://www2.unine.ch/biblio/page3847.html>

**Du 1^{er} juillet 2007 au 31 décembre 2007. / Vom 1.
Juli 2007 bis zum 31. Dezember 2007.**

Numéros précédents / Frühere Erscheinungen : www.unine.ch/ids

LEGISLATION / GESETZGEBUNG	8
I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)	8
II. Droit communautaire / Europarecht	9
Droit édicté / Erlassenes Recht	10
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. / Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	11
III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)	12
Droit édicté / Erlassenes Recht	13
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	13
IV. Droit fédéral / Bundesrecht	13
Droit édicté / Erlassenes Recht	13
Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse	16
V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)	18
VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien	18
JURISPRUDENCE / RECHTSPRECHUNG	19
I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)	19

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)	19
III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)	21
IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung	22
V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung	34
DOCTRINE / LEHRE	40
I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)	40
Articles / Aufsätze	40
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux	40
Assurances sociales	41
Droits des patients, droit de la personnalité	41
Ethique biomédicale	44
Euthanasie	45
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle	46
Génétique humaine et biotechnologies	46
Médecine légale	46
Médecine du sport	46
Mesures médicales spéciales	46
Nouvelles techniques de l'information et santé	47
Personnes âgées et santé	48
Procréation médicalement assistée	48
Recherche biomédicale	48
Responsabilité médicale	50
Santé mentale et psychique	51
SIDA, lutte contre les épidémies	52
Système de santé, politique de la santé	52
Transplantations et don du sang	53
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien	53

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre	54
Articles / Aufsätze	54
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux	54
Assurances sociales	54
Droits des patients, droit de la personnalité	56
Ethique biomédicale	57
Euthanasie	57
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle	58
Génétique humaine et biotechnologies	58
Médecine légale	58
Médecine du sport	58
Mesures médicales spéciales	58
Nouvelles techniques de l'information et santé	59
Personnes âgées et santé	59
Procréation médicalement assistée	59
Recherche biomédicale	59
Responsabilité médicale	59
Santé mentale et psychique	60
SIDA, lutte contre les épidémies	60
Système de santé, politique de la santé	60
Transplantations	61
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien	61
LEGISLATION / GESETZGEBUNG	65
I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)	66
II. Droit communautaire / Europarecht	66
Droit édicté / Erlassenes Recht	66
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. / Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	69
III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)	70
Droit édicté / Erlassenes Recht	70
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	71
IV. Droit fédéral / Bundesrecht	72
Droit édicté / Erlassenes Recht	72

Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse	74
V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)	76
VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien	78
JURISPRUDENCE / RECHTSPRECHUNG	79
I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)	79
II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)	80
III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)	80
IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung	83
V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung	89
DOCTRINE / LEHRE	96
I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)	96
Articles / Aufsätze	96
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux	96
Assurances sociales	97

Droits des patients, droit de la personnalité	98
Ethique biomédicale	100
Euthanasie	102
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle	102
Génétique humaine et biotechnologies	103
Médecine légale	104
Médecine du sport	104
Nouvelles techniques de l'information et santé	105
Personnes âgées et santé	105
Procréation médicalement assistée	106
Recherche biomédicale	107
Responsabilité médicale	108
Santé mentale et psychique	110
SIDA, lutte contre les épidémies	111
Système de santé, politique de la santé	111

Transplantations et transfusions	113
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien	114
II. Doctrinesuisse / Schweizerische Lehre	114
Articles / Aufsätze	114
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux	114
Assurances sociales	115
Droits des patients, droit de la personnalité	118
Ethique biomédicale	119
Euthanasie	120
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle	120
Génétique humaine et biotechnologies	122
Médecine légale	122
Médecine du sport	122
Mesures médicales spéciales	122
Nouvelles techniques de l'information et santé	123
Personnes âgées et santé	123
Procréation médicalement assistée	123
Recherche biomédicale	123
Responsabilité médicale	124
Santé mentale et psychique	124
SIDA, lutte contre les épidémies	125
Système de santé, politique de la santé	125
Transplantations	126
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien	126
LEGISLATION / GESETZGEBUNG	136
I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)	136
II. Droit communautaire / Europarecht	136
Droit édicté / Erlassenes Recht	136
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. / Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	139
III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)	140

Droit édicté / Erlassenes Recht	140
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	141
IV. Droit fédéral / Bundesrecht	141
Droit édicté / Erlassenes Recht	141
Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse	145
V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)	147
VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien	152
JURISPRUDENCE / RECHTSPRECHUNG	153
I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)	153
II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)	153
III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)	155
IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung	158
V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung	162
DOCTRINE / LEHRE	165
I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)	165
Articles / Aufsätze	165
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux	165
Assurances sociales	166
Droits des patients, droit de la personnalité	166
Ethique biomédicale	168
Euthanasie	168
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle	169
	134

Génétique humaine et biotechnologies	170
Médecine légale	170
Médecine du sport	170
Mesures médicales spéciales	170
Nouvelles techniques de l'information et santé	171
Personnes âgées et santé	171
Procréation médicalement assistée	171
Recherche biomédicale	172
Responsabilité médicale	172
Santé mentale et psychique	173
SIDA, lutte contre les épidémies	174
Système de santé, politique de la santé	174
Transplantations	176
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien	177
II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre	177
Articles / Aufsätze	177
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux	177
Assurances sociales	177
Droits des patients, droit de la personnalité	178
Ethique biomédicale	178
Euthanasie	178
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle	178
Génétique humaine et biotechnologies	179
Médecine légale	179
Médecine du sport	179
Mesures médicales spéciales	179
Nouvelles techniques de l'information et santé	179
Personnes âgées et santé	179
Recherche biomédicale	180
Responsabilité médicale	180
Santé mentale et psychique	180
SIDA, lutte contre les épidémies	180
Système de santé, politique de la santé	180
Transplantations	180
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien	180

*Ont collaboré à cette rubrique / An dieser Rubrik haben mitgewirkt :
Cédric BAUME, Nathalie BRUNNER, Béatrice DESPLAND, Johanne GAGNEBIN, Olivier
GUILLIOD, Agnès HERTIG-PEA, Daniel KRAUS, Jean PERRENOUD, Deborah Schorno,
Dominique SPRUMONT, Béatrice Stirner, Marinette UMMEL, Christian VAN GESSEL.*

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

(pas de mention pertinente pour cette période)

II. Droit communautaire / Europarecht

Droit édicté / Erlassenes Recht

JOCE L 173 (3 juillet 2007) – L 008 (11 janvier 2008) et JOCE C 148 (2 juillet 2007) – C 006 (11 janvier 2008)

<http://europa.eu.int/eur-lex/lex/JOYear.do?year=2007>

Décision de la Commission du 9 juillet 2007 modifiant la décision 2006/415/CE concernant certaines mesures de protection relatives à l'influenza aviaire hautement pathogène du sous-type H5N1 chez les volailles en Allemagne [notifiée sous le numéro C(2007) 3413]

Décision de la Commission du 13 juillet 2007 modifiant la décision 2006/415/CE concernant certaines mesures de protection relatives à l'influenza aviaire hautement pathogène du sous-type H5N1 chez les volailles dans la Communauté [notifiée sous le numéro C(2007) 3327]

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er juin 2007 au 30 juin 2007[Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE du Parlement européen et du Conseil]

Rectificatif à la directive 2004/40/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (champs électromagnétiques) (dix-huitième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 89/391/CEE) (JO L 159 du 30.4.2004; rectifiée au JO L 184 du 24.5.2004)

Décision du Comité mixte de l'EEE no 31/2007 du 27 avril 2007 modifiant l'annexe XVIII (Santé et sécurité au travail, droit du travail et égalité de traitement des hommes et des femmes) de l'accord EEE

Décision de la Commission du 1er août 2007 modifiant la décision 2006/415/CE concernant certaines mesures de protection relatives à l'influenza aviaire hautement pathogène du sous-type H5N1 chez les volailles dans la Communauté [notifiée sous le numéro C(2007) 3696]

Décision de la Commission du 27 août 2007 modifiant la décision 2006/415/CE concernant certaines mesures de protection relatives à l'influenza aviaire hautement pathogène du sous-type H5N1 chez les volailles en Allemagne [notifiée sous le numéro C(2007) 4070]

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er juillet 2007 au 31 juillet 2007[Publication en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) no 726/2004 du Parlement européen et du Conseil]

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er juillet 2007 au 31 juillet 2007[Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du

Conseil ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE du Parlement européen et du Conseil]

Directive 2007/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 septembre 2007 modifiant la directive 90/385/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositifs médicaux implantables actifs, la directive 93/42/CEE du Conseil relative aux dispositifs médicaux et la directive 98/8/CE concernant la mise sur le marché des produits biocides

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1.8.2007 au 31.8.2007 [Publication en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) no 726/2004 du Parlement européen et du Conseil]

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1.8.2007 au 31.8.2007 [Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE du Parlement européen et du Conseil]

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er septembre 2007 au 30 septembre 2007 [Publication en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) no 726/2004 du Parlement européen et du Conseil]

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er septembre 2007 au 30 septembre 2007 [Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE du Parlement européen et du Conseil]

Décision de la Commission du 8 novembre 2007 modifiant la décision 2007/102/CE portant adoption du programme de travail 2007 relatif à l'application du programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique (2003-2008) ainsi que du programme de travail annuel en matière de subventions

Position commune (CE) no 15/2007 du 23 juillet 2007 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité instituant la Communauté européenne, en vue de l'adoption d'une décision du Parlement européen et du Conseil établissant, pour la période 2007-2013, dans le cadre du

programme général «Droits fondamentaux et justice», le programme spécifique «Prévenir la consommation de drogue et informer le public»

Règlement (CE) no 1428/2007 de la Commission du 4 décembre 2007 modifiant l'annexe VII du règlement (CE) no 999/2001 du Parlement européen et du Conseil fixant les règles pour la prévention, le contrôle et l'éradication de certaines encéphalopathies spongiformes transmissibles

Règlement (CE) no 1394/2007 du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les médicaments de thérapie innovante et modifiant la directive 2001/83/CE ainsi que le règlement (CE) no 726/2004

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er novembre 2007 au 30 novembre 2007[Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil et de l'article 38 de la directive 2001/82/CE du Parlement européen et du Conseil]

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er octobre 2007 au 31 octobre 2007[Publication en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du *règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil*]

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. /
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

Résolution ResAP(2007)4 du Conseil de l'Europe sur l'éducation et l'intégration sociale des enfants et des jeunes atteints de troubles du spectre autistique adoptée par le Comité des Ministres le 12 décembre 2007, lors de la 1014e réunion des Délégués des Ministres.

Résolution ResAP(2007)3 du Conseil de l'Europe « Parvenir à la pleine participation grâce à la conception universelle » adoptée par le Comité des Ministres le 12 décembre 2007, lors de la 1014e réunion des Délégués des Ministres.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l’OMS, avec l’indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l’adresse: <http://www.who.int/idhl-rils/index.cfm> .

Droit édicté / Erlassenes Recht

Note générale: on constate un durcissement grandissant des législations sur les produits alcoolisés et d’une interdiction de la fumée dans les lieux publics

Allemagne / Deutschland

Law of 20 July 2007 on protection against the dangers of passive smoking. (*Bundesgesetzblatt, I, 27 July 2007, No. 35, pp. 1595-1597*) IDHL vol. 58, n°3.

Österreich / Autriche

Nichtrauchergesetz GZ BMGFJ-22181/0009-III/B/6/2007

Suchtmittelgesetz GZ BMJ-L703.040/0007-II 2/2007

Denmark / Danemark

Order No. 320 of 27 March 2007 on the physician's competence to determine death, examine cadavers, issue death certificates, and perform autopsies. (*Lovtidende, 2007, Part A, 11 April 2007, No. 54, p. 1949*) IDHL, vol. 58 n° 4.

Order No. 923 of 4 September 2006 promulgating the Law on artificial fertilization in connection with medical treatment, diagnosis, and research, etc. (*Lovtidende, 2006, Part A, 15 September 2006, No. 150, pp. 7023-7026*) IDHL, vol. 58 n° 2.

Portugal

Law No. 16/2007 of 17 April 2007 determining the cases in which voluntary termination of pregnancy is not illegal. (*Diário da República, Part I, 17 April 2007, No. 75, pp. 2417-2418*)

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

HOLLENDER L, HUREAU J., 07-09 Proposition d'un processus précontentieux obligatoire d'information et de conciliation, dans le règlement des conflits ou litiges en responsabilité médicale, à l'exclusion de l'alea médical, Bulletin de l'académie nationale de médecine, t. 191, n°2, 2007, p. 435.

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

Droit édicté / Erlassenes Recht

[RO/AS 2007 N° 29-52 (28 DECEMBRE 2007)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

Loi fédérale sur les professions médicales universitaires (Loi sur les professions médicales, LPMéd), du 23 juin 2006, en vigueur dès le 1er septembre 2007, RO 2007 4031.

Ordonnance concernant les diplômes, la formation universitaire, la formation postgrade et l'exercice des professions médicales universitaires, du 27 juin 2007, en vigueur dès le 1er septembre 2007, RO 2007 4055.

Règlement du Conseil suisse d'accréditation, du 27 juin 2007, en vigueur dès le 1er septembre 2007, RO 2007 4073.

Ordonnance du DFI concernant l'accréditation des filières d'études des professions médicales universitaires, du 20 août 2007, en vigueur dès le 1er septembre 2007, RO 2007 4077.

Ordonnance du DFI concernant l'accréditation des filières de formations postgrades des professions médicales universitaires, du 20 août 2007, en vigueur dès le 1er septembre 2007, RO 2007 4081.

Ordonnance du DFI sur les filières d'études de chiropratique reconnues offertes par des hautes écoles universitaires étrangères, du 20 août 2007, en vigueur dès le 1er septembre 2007, RO 2007 4085.

Règlement de la Commission des professions médicales (MEBEKO), du 19 avril 2007, en vigueur dès le 1er septembre 2007, RO 2007 4087.

Ordonnance du DFI concernant l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens à la Faculté de médecine de l'Université de Berne. Modification du 30 août 2007, en vigueur dès le 1er septembre 2007, RO 2007 4313.

Ordonnance du DFI sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens pour les quatre premières années d'études à la Faculté de biologie et de médecine de l'Université de Lausanne, du 30 août 2007, en vigueur dès le 1er septembre 2007, RO 2007 4315.

Ordonnance du DFI concernant l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens pour les quatre premières années d'études à la Faculté de médecine de l'Université de Zurich. Modification du 30 août 2007, en vigueur dès le 1er septembre 2007, RO 2007 4323.

Ordonnance du DFI concernant l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens à la Faculté de médecine de l'Université de Genève. Modification du 30 août 2007, en vigueur dès le 1er septembre 2007, RO 2007 4325.

Ordonnance du DFI concernant l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens pour les deux premières années d'études au Département de médecine de la Faculté des sciences de l'Université de Fribourg. Modification du 30 août 2007, en vigueur dès le 1er septembre 2007, RO 2007 4327.

Ordonnance du DFI concernant l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens pour les quatre premières années d'études à la Faculté de médecine de l'Université de Bâle. Modification du 30 août 2007, en vigueur dès le 1er septembre 2007, RO 2007 4329.

Ordonnance du DFI sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens en médecine dentaire, du 30 août 2007, en vigueur dès le 1er septembre 2007, RO 2007 4331.

Ordonnance du DFI concernant l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens en médecine vétérinaire. Modification du 30 août 2007, en vigueur dès le 1er septembre 2007, RO 2007 4337.

Ordonnance du DFI concernant l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens applicable au diplôme fédéral de pharmacien à l'Université de Bâle, à l'Ecole de pharmacie de Genève-Lausanne et à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich. Modification du 30 août 2007, en vigueur dès le 1er septembre 2007, RO 2007 4339.

Loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS) (Nouveau numéro d'assuré AVS), du 20 décembre 1946. Modification du 23 juin 2006, en vigueur dès le 1er décembre 2007 (apporte aussi des modifications à d'autres lois d'assurance sociale, y compris la LAMal), RO 2007 5259.

Loi fédérale sur l'assurance-invalidité (LAI), du 19 juin 1959. Modification du 6 octobre 2006, en vigueur dès le 1er janvier 2008, RO 2007 5129.

Règlement sur l'assurance-invalidité (RAI), du 17 janvier 1961. Modification du 28 septembre 2007, en vigueur dès le 1er janvier 2008, RO 2007 5155.

Loi fédérale sur les institutions destinées à promouvoir l'intégration des personnes invalides (LIPPI), du 6 octobre 2006, en vigueur dès le 1er janvier 2008, RO 2007 6049.

Code de procédure pénale suisse (Code de procédure pénale, CPP), du 5 octobre 2007 (délai référendaire : 24 janvier 2008), FF 2007 6583.

Convention sur le brevet européen, révisée à Munich le 29 novembre 2000 (CBE 2000), en vigueur pour la Suisse dès le 13 décembre 2007, RO 2007 6485.

Convention de sécurité sociale entre la Confédération suisse et l'Australie, du 9 octobre 2006, en vigueur pour la Suisse dès le 1er janvier 2008, RO 2007 7183.

Ordonnance du DFI sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins, OPAS) du 29 septembre 1995.

- Modification du 28 juin 2007, en vigueur dès le 1er août 2007, RO 2007 3581 (prise en charge des psychothérapies et du vaccin contre l'hépatite B).
- Modification du 24 (selon errata du 9 octobre 2007, RO 2007 4633) septembre 2007, en vigueur dès le 1er octobre 2007, RO 2007 4443 (prix des médicaments).

Ordonnance du DFI relative aux primes moyennes en 2008 de l'assurance obligatoire des soins pour le calcul des prestations complémentaires, du 24 octobre 2007, en vigueur du 1er janvier au 31 décembre 2008, RO 2007 5173.

Ordonnance sur les subsides fédéraux destinés à la réduction des primes dans l'assurance maladie (ORPM), du 7 novembre 2007, en vigueur dès le 1er janvier 2008, RO 6071.

Arrêté fédéral sur les subsides fédéraux dans l'assurance-maladie, du 10 mars 2005. Abrogation du 22 juin 2007, FF 2007 7907.

Ordonnance du DFI sur les déclarations de médecin et de laboratoire, du 13 janvier 1999. Modification du 20 novembre 2007, en vigueur dès le 1er janvier 2008, RO 2007 6025.

Ordonnance sur la radioprotection (ORaP), du 22 juin 1994. Modification du 24 octobre 2007, en vigueur dès le 1er janvier 2008, RO 2007 5651.

Ordonnance sur les formations et les activités autorisées en matière de radioprotection (Ordonnance sur la formation en radioprotection), du 15 septembre 1998. Modification du 7 novembre 2007, en vigueur dès le 1er janvier 2008, RO 2007 5673.

Ordonnance sur la dosimétrie individuelle (Ordonnance sur la dosimétrie), du 7 octobre 1999. Modification du 7 novembre 2007, en vigueur dès le 1er janvier 2008, RO 2007 5699.

Ordonnance du DDPS concernant les produits et méthodes de dopage (Ordonnance sur les produits dopants), du 31 octobre 2001. Modification du 15 novembre 2007, en vigueur dès le 1er janvier 2008, RO 2007 6711.

Ordonnance du DFI concernant les mises en garde combinées sur les produits du tabac, du 10 décembre 2007, en vigueur dès le 1er janvier 2008, RO 2007 7111.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édiction de la pharmacopée et la reconnaissance d'autres pharmacopées, du 9 novembre 2001.

- Modification du 29 juin 2007, en vigueur dès le 1er octobre 2007, RO 2007 3665.

- Modification du 13 septembre 2007, en vigueur dès le 1er janvier 2008, RO 2007 4535.

Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse

[FF/BBL 2007 N° 29-52 (28 DECEMBRE 2007)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

Message relatif à l'article constitutionnel concernant la recherche sur l'être humain, du 12 septembre 2007 et Arrêté fédéral relatif à un article constitutionnel concernant la recherche sur l'être humain (Projet), FF 2007 6345 et 6389.

Message concernant la Convention internationale contre le dopage dans le sport, du 5 septembre 2007; Arrêté fédéral concernant l'adhésion de la Suisse à la Convention internationale contre le dopage dans le sport (Projet); Convention internationale contre le dopage dans le sport, du 19 octobre 2005, FF 2007 6133, 6149 et 6151.

Initiative populaire fédérale «Pour un financement raisonnable de la politique de la santé». Expiration du délai, constatée par la Chancellerie fédérale le 25 juillet 2007, FF 2007 5689.

Initiative parlementaire. Protection de la population et de l'économie contre le tabagisme passif. Rapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national, du 1er juin 2007, FF 2007 5853.

Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif (Projet), FF 2007 5873.

Initiative parlementaire. Prorogation de la loi fédérale sur l'adaptation des participations cantonales aux coûts des traitements hospitaliers dispensés dans le canton. Rapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats, du 28 août 2007 ; Loi fédérale sur l'adaptation des participations cantonales aux coûts des traitements hospitaliers dispensés dans le canton selon la loi fédérale sur l'assurance-maladie (Projet) ; Avis du Conseil fédéral, du 12 septembre 2007, FF 2007 6183, 6189 et 6191.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 31 juillet 2007, octroyée au Registre Suisse du Cancer de l'Enfant tenu à l'Institut de médecine sociale et préventive de l'Université de Berne, FF 2007 5587.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique (prolongation), du 25 septembre 2007, octroyée au *Kinder- und Jugendpsychiatrischer Dienst des Kantons Zürich*, FF 2007 6196.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 23 octobre 2007, octroyée au Centre hospitalier Bienne, FF 2007 7084.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 18 septembre 2007, octroyée pour le projet «*Retrospektive Analyse des Outcomes von am Kantonsspital Aarau behandelten Patienten mit kolorektalem Karzinom im Vergleich zu den in der Literatur publizierten Patientengruppen unter Berücksichtigung der neu eingeführten medikamentösen Therapien sowie anerkannter Risikofaktoren*», FF 2007 6096.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 6 novembre 2007, octroyée pour le projet «*Erhebung der Laborverordnungspraxis zur Diagnostik von Schilddrüsenfunktionsstörungen durch niedergelassene Ärzte*», FF 2007 7177.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 28 décembre 2007, octroyée pour le projet «*Erweiterter Suizid in der Region Basel*», FF 2007 8153.

Echange de lettres entre l'Office fédéral des assurances sociales et le Ministère italien de la santé concernant l'octroi des prestations médicales en Suisse en faveur des citoyens de la commune de Campione d'Italia et le remboursement des créances en matière de soins, des 6 février et 13 octobre 2006, RO 2007 3619.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(Selon les informations du site de l'Institut du fédéralisme <http://www.lexfind.ch/>)

Argovie / Aargau

Gesundheitsgesetz (GesG)

Modification entrée en vigueur le 1er janvier 2008

Pflegegesetz (PflG)

Modification entrée en vigueur le 1er janvier 2008

Verordnung über die Gebühren in den Bereichen Gesundheit, Soziales und Zivilschutz Modification entrée en vigueur le 1er janvier 2008

Dekret über die Rechte und Pflichten der Krankenhauspatienten (Patientendekret, PD) Modification entrée en vigueur le 1er janvier 2008

Pflegeverordnung (PflV)

Modification entrée en vigueur le 1er janvier 2008

Dekret über die Entschädigung von nebenamtlich tätigen Personen im Gesundheitswesen (DEPG) Modification entrée en vigueur le 1er septembre 2007

Bâle Campagne / Basel-Landschaft

Gesundheitsgesetz

Modification entrée en vigueur le 1er janvier 2008

Verordnung über die Vergütung und Gebühren des kantonalen Veterinärdienstes
Modification entrée en vigueur le 1er juillet 2007

Verordnung über die Naturärzteprüfung
Modification entrée en vigueur le 1er juillet 2007

Verordnung über die Rechte und Pflichten der Chefärztinnen und Chefärzte und der Leitenden Ärztinnen und Leitenden Ärzte der Kantonsspitäler und der Kantonalen Psychiatrischen Dienste mit vergütungsberechtigter Nebentätigkeit (Kaderarztverordnung) Modification entrée en vigueur le 1er janvier 2008

Verordnung über die Bewirtschaftung der Kaderarzfonds der Kantonsspitäler und der Kantonalen Psychiatrischen Dienste (Kaderarzfondsverordnung) Modification entrée en vigueur le 1er janvier 2008

Berne / Bern

Loi sur la santé publique (LSP)
Modification entrée en vigueur le 1er juillet 2007

Ordonnance portant introduction de la loi fédérale sur la transplantation d'organes, de tissus et de cellules (OILTransplantation) Entrée en vigueur le 1er juillet 2007

Ordonnance cantonale sur l'utilisation de profils d'ADN dans les procédures pénales et sur l'identification de personnes inconnues ou disparues (Ordonnance cantonale sur les profils d'ADN) Modification entrée en vigueur le 1er janvier 2008

Ordonnance sur les barèmes des honoraires des vétérinaires (OHV) Modification entrée en vigueur le 1er août 2007

Ordonnance sur les activités professionnelles dans le secteur sanitaire (Ordonnance sur la santé publique, OSP) Modification entrée en vigueur le 1er août 2007

Fribourg / Freiburg

Ordonnance du 8 octobre 2007 concernant la communication de données personnelles au registre fribourgeois des tumeurs Entrée en vigueur le 1er novembre 2007

Grisons / Graubünden

Gesetz über die Förderung der Krankenpflege und der Betreuung von betagten und pflegebedürftigen Personen (Krankenpflegegesetz) Modification entrée en vigueur le 1er janvier 2008

Gesetz über das Gesundheitswesen des Kantons Graubünden (Gesundheitsgesetz) Modification entrée en vigueur le 1er janvier 2008

Gesetz über Ausbildungsstätten im Gesundheits- und Sozialwesen (AGSG) Modification entrée en vigueur le 1er janvier 2008

Verordnung zum Gesetz über die Förderung der Krankenpflege und der Betreuung von betagten und pflegebedürftigen Personen (Verordnung zum Krankenpflegegesetz) Modification entrée en vigueur le 1er janvier 2008

Jura

Loi sanitaire

Modification entrée en vigueur le 1er décembre 2007

Ordonnance concernant l'exercice des professions de médecin, de dentiste, de chiropraticien et de vétérinaire Modification entrée en vigueur le 1er décembre 2007

Ordonnance concernant l'exercice des professions de la santé Modification entrée en vigueur le 1er décembre 2007

Ordonnance concernant les droits des patients Modification entrée en vigueur le 1er mai 2007

Lucerne / Luzern

Spitalgesetz

Modification entrée en vigueur le 1er juillet 2007

Verordnung über die Spitalräte

Modification entrée en vigueur le 1er juillet 2007

Neuchâtel / Neuenburg

Loi de santé (LS)

Modification entrée en vigueur le 1er septembre 2007

Obwald / Obwalden

Gesundheitsgesetz

Modification entrée en vigueur le 1er janvier 2008

divers textes législatifs sur des collaborations hospitalières avec les cantons de Berne et Lucerne

Schaffhouse / Schaffhausen

Gesundheitsgesetz

Modification entrée en vigueur le 1er janvier 2008

Verordnung über den Vollzug der Bundesgesetzgebung über die DNA-Analyse (DNA-Verordnung) Entrée en vigueur le 1er juin 2007

Schwyz / Schwyz

Vollzugsverordnung zur Gesundheitsverordnung (GesV-VV) Modification entrée en vigueur le 1er juillet 2007

Vollzugsverordnung zum DNA-Profil-Gesetz Entrée en vigueur le 1er juin 2007

Soleure / Solothurn

Vollzugsverordnung zum Gesundheitsgesetz Modification entrée en vigueur le 1er juillet 2007

Tessin

Legge sul servizio medico nelle zone di montagna (LMont.) Modification entrée en vigueur le 1er décembre 2007

Legge sulla promozione della salute e il coordinamento sanitario (Legge sanitaria) Modification entrée en vigueur le 1er septembre 2007

Uri

Gesetz über das Gesundheitswesen

Modification entrée en vigueur le 1er janvier 2008

Valais / Wallis

Ordonnance sur le subventionnement des honoraires des médecins cadres du Réseau Santé Valais (RSV) Modification entrée en vigueur le 1er janvier 2008

Vaud / Waadt

Loi sur la santé publique(LSP)

Modification entrée en vigueur le 1er janvier 2008

Loi sur les réseaux de soins (LRS)

Entrée en vigueur le 1er janvier 2008

Zoug / Zug

Verordnung über die Berufsschule für Gesundheits- und Krankenpflege Zug Modification en vigueur depuis le 23 juin 2007

Zurich / Zürich

Gesetz über das Gesundheitswesen(Gesundheitsgesetz)

Modification entrée en vigueur le 1er janvier 2008

Verordnung über die Staatsbeiträge an die Krankenpflege Modification entrée en vigueur le 1er janvier 2008

Gesetz über die ärztlichen Zusatzhonorare Modification entrée en vigueur le 1er janvier 2008

Spitalärzterverordnung

Modification entrée en vigueur le 1er janvier 2008

Zahnärzterverordnung

Modification entrée en vigueur le 1er janvier 2008

Gesetz über das Kantonsspital Winterthur (KSWG)

Modification entrée en vigueur le 1er janvier 2008

Gesetz über das Universitätsspital Zürich (USZG)

Modification entrée en vigueur le 1er janvier 2008

Verordnung über die kantonalen Krankenhäuser
Modification entrée en vigueur le 1er janvier 2008

Spitalärzterverordnung
Modification entrée en vigueur le 1er janvier 2008

Verordnung über Leistungen und Gebühren der kantonalen Spitäler(Taxordnung)
Modification entrée en vigueur le 1er janvier 2008

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

Suisse/Schweiz

KIND C., SALATHÉ M., Neue Richtlinien der SAMW in Vernehmlassung : Menschen mit Behinderung im medizinischen Alltag, *Bulletin des médecins suisses*, n° 1/2, 2008, p. 16.

STEIGER J, SALATHÉ M., Umsetzung des Transplantationsgesetzes. SAMW-Richtlinien zur Lebendspende von soliden Organen , *Bulletin des médecins suisses*, n° 1/2, 2008, p. 16.

Etranger/Ausland

(pas de mention pertinente pour cette période)

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

<http://www.echr.coe.int>

ACEDH Arrêt Dickson c/ Royaume-Uni du 4 décembre 2007, Requête n°44362/04
*Refus du Ministre de l'Intérieur d'autoriser une insémination artificielle sur
une femme dont l'époux purge une longue peine de prison pour meurtre. Il a été
jugé que la situation familiale n'était pas assez stable pour élever un enfant.
Invocation des articles 8 et 12 CEDH.*

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

<http://curia.eu.int/fr/index.htm>

Affaire T-229/04: Arrêt du Tribunal de première instance du 11 juillet 2007 —
Suède/Commission («Directive 91/414/CEE — Produits phytopharmaceutiques —
Substance active paraquat — Autorisation de mise sur le marché — Procédure
d'autorisation — Protection de la santé humaine et animale»)

Affaire C-359/06: Arrêt de la Cour (septième chambre) du 24 mai 2007 —
Commission des Communautés européennes/République d'Autriche
(Manquement d'État — Directive 2001/45/CE — Politique sociale — Protection
des travailleurs — Utilisation d'équipements de travail — Prescriptions minimales
de sécurité et de santé)

Affaire C-460/05: Arrêt de la Cour (sixième chambre) du 18 juillet 2007 —
République de Pologne/Parlement européen, Conseil de l'Union européenne
(Directive 2005/36/CE — Reconnaissance des qualifications professionnelles —

Infirmiers responsables de soins généraux — Sages-femmes — Dispositions spécifiques applicables aux titres de formation polonais — Validité — Obligation de motivation — Introduction par l'acte d'adhésion)

Affaire C-155/06: Arrêt de la Cour (huitième chambre) du 18 juillet 2007 — Commission des Communautés européennes/Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Manquement d'État — Directive 96/29/Euratom — Protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants — Absence de transposition complète dans le délai prescrit)

Affaire C-50/07: Arrêt de la Cour (sixième chambre) du 18 juillet 2007 — Commission des Communautés européennes/Royaume d'Espagne (Manquement d'État — Directive 2004/24/CE — Spécialités pharmaceutiques — Médicaments traditionnels à base de plantes — Code communautaire — Médicaments à usage humain — Non-transposition dans le délai prescrit)

Affaire C-374/05: Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 8 novembre 2007 (demande de décision préjudicielle du Bundesgerichtshof — Allemagne) — Gintec International Import-Export GmbH/Verband Sozialer Wettbewerb eV (Directives 2001/83/CE et 92/28/CEE — Législation nationale interdisant de faire de la publicité pour les médicaments au moyen de déclarations de tiers ou de tirages au sort — Utilisation des résultats globalement positifs d'une enquête réalisée auprès des consommateurs ainsi que d'un tirage au sort mensuel permettant de remporter une boîte du produit)

Affaire C-114/07: Arrêt de la Cour (huitième chambre) du 25 octobre 2007 — Commission des Communautés européennes/République tchèque (Manquement d'État — Code communautaire relatif aux médicaments à usage humain — Directive 2004/24/CE — Médicaments traditionnels à base de plantes — Non-transposition dans le délai prescrit)

Affaire C-66/07: Arrêt de la Cour (septième chambre) du 27 septembre 2007 — Commission des Communautés européennes/Irlande (Manquement d'État — Directive 2004/27/CE — Médicaments à usage humain — Non-transposition dans le délai prescrit)

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

Allemagne / Deutschland

Medizinrecht, H.8 (2007), p. 494, LG Rottweil, Urt. v. 16. 6. 2006 – 5 O 40 /05 KfH, BOÄ Bad.-Württ. § 3 Abs. 2.

Verbot der Abgabe von Nahrungsergänzungsmitteln in einer Arztpraxis

Einem Arzt ist es nicht gestattet, in seiner Arztpraxis im Zusammenhang mit der Ausübung seiner ärztlichen Tätigkeit Nahrungsergänzungsmittel oder Vitaminpräparate selbst abzugeben oder unter seiner Mitwirkung abgeben zu lassen und /oder auf Rechnung Dritter abzugeben oder unter seiner Mitwirkung abgeben zu lassen. (Leitsatz des Bearbeiters).

Medizinrecht, H.9 (2007), p. 540, BGH, Urt. v. 14. 11. 2006 – VI ZR 48 /06 (OLG Karlsruhe), BGB §§ 280 Abs. 1, 328; ZPO § 287.

Unterhaltsaufwand für ein unerwünschtes Kind : Schutzbereich, Voraussetzungen, Schadensumfang.

Medizinrecht, H.10 (2007), p. 601, OLG München, Urt. v. 21. 9. 2006 – 1 U 2175 /06 (LG München I), BGB §§ 823, 847 (a. F.)

Zum Zeitpunkt des Aufklärungsgesprächs Welcher Zeitraum zwischen Aufklärung und Durchführung der Operation liegen muss, hängt von der Dringlichkeit des Eingriffs ab. Eine Notfalloperation, in die der Patient wenige Stunden vor dem Eingriff rechtswirksam einwilligen kann, ist nicht nur dann gegeben, wenn die Verschiebung des Eingriffs auf den nachfolgenden Tag mit großer Wahrscheinlichkeit zum Tod des Patienten führt, vielmehr genügt, dass bei einer Verzögerung der Operation gewichtige, unter Umständen sogar lebensbedrohliche Komplikationen (hier: akute Gallenblasenentzündung mit der Gefahr einer Gallenblasenperforation) zu befürchten sind.

Medizinrecht, H.11 (2007), p. 681, Landesberufsg für Heilberufe beim OVG Nordrh.-Westf.

Keine berufswidrige Werbung durch Teilnahme eines Arztes an einer Fernseh- sendung. Berufliche Werbung bedarf keiner besonderen Anlässe. Dient der Hin-

weis auf die berufliche Tätigkeit des Arztes allein der Unterhaltung von Fernsehzuschauern und wird den Zuschauern in einem Interview des Arztes sachliche Information vermittelt, liegt ein Verstoß gegen die Berufsordnung der Ärzte nicht vor. Nach dem Grundsatz der „Meistbegünstigung“ ist das mildeste Gesetz nach dem „Grundsatz der strikten Alternativität“ dasjenige, das bei einem Gesamtvergleich im konkreten Einzelfall nach dessen besonderen Umständen die für den Täter günstigste Beurteilung zulässt.

Medizinrecht, H.12(2007), p. 718, BGH, Urt. v. 17. 4. 2007 – VI ZR 108 /06 (OLG Braunschweig).

Aufklärung bei Medikamentenwechsel und Entscheidungskonfliktdarlegung im Prozess ohne Anhörungsmöglichkeit des Patienten.

Der Arzt hat den Patienten vor dem ersten Einsatz eines Medikaments, dessen Wirksamkeit in der konkreten Behandlungssituation zunächst erprobt werden soll, über dessen Risiken vollständig aufzuklären, damit der Patient entscheiden kann, ob er in die Erprobung überhaupt einwilligen oder ob er wegen der möglichen Nebenwirkungen darauf verzichten will. Kann ein Patient zu der Frage, ob er bei zutreffender ärztlicher Aufklärung in einen Entscheidungskonflikt geraten wäre, nicht persönlich angehört werden (hier: wegen schwerer Hirnschäden), so hat das Gericht aufgrund einer umfassenden Würdigung der Umstände des Einzelfalls festzustellen, ob der Patient aus nachvollziehbaren Gründen in einen ernsthaften Entscheidungskonflikt geraten sein könnte.

France / Frankreich

Revue Droit & Santé, n° 18, juillet 2007, p. 517, CA Caen, 30 janvier 2007, n° RG 05/03903 (commentaire de Olivier Smallwood)

Retour de la faute prouvée en matière d'infections nosocomiales. Applicabilité de l'art. L. 1142-1 al. 1 du Code de la santé publique au contentieux des infections nosocomiales et, par conséquent, exigence d'une faute imputable aux professionnels de santé.

Revue Droit & Santé, n° 18, juillet 2007, p. 568, CAA Marseille, 25 janvier 2007, n° 05MA01245 (commentaire de Karine Morel)

De l'opportunité du recours à la contention sur un malade psychiatrique suicidaire.

Revue Droit & Santé, n° 18, juillet 2007, p. 569, CE 6 avril 2007, Bernadet/Centre hospitalier spécialisé de Cadillac, req. N° 280494 (commentaire de Magali Bouteille)

Liberté de correspondance et hospitalisation sous contrainte.

Revue Droit & Santé, n° 19, septembre 2007, p. 656, CE, 7 mai 2007, req. N° 304554, 9 mai 2007, req. N° 30558, et 23 mai 2007, req. N°305544 (commentaire de Guillaume Rousset)

La suspension des textes réglementaires sur la profession d'ostéopathe est rejetée par le Conseil d'Etat.

Revue Droit & Santé, n° 19, septembre 2007, p. 660, CE statuant au contentieux, M.A C/ Conseil nationale de l'Ordre des Chirurgiens-dentistes, 16 mai 2007, n° 268275 (commentaire de Thibaud Robin-Chevalier)

Dispenser des soins en raison d'une situation d'urgence malgré une interdiction temporaire d'exercice ne constitue pas un manquement à l'honneur et à la probité.

Revue Droit & Santé, n° 19, septembre 2007, p. 699, CE, 11 mai 2007, n° 289518-289519-289520 (commentaire de Virginie Rivière)

L'opinion pharmaceutique en matière de dispensation et son incidence sur la responsabilité du pharmacien.

Revue Droit & Santé, n° 20, novembre 2007, p. 734, CE, 13 juillet 2007, req n° 293196 ; n° 299693 (commentaire de Olivier Smallwood)

Les conséquences de « l'ambivalence de la rétroactivité » sur la répartition de l'indemnisation en matière d'infections nosocomiales.

Revue Droit & Santé, n° 20, novembre 2007, p. 740, CAA Nancy, 3^{ème} Chambre, 2 août 2007, n° 06N01559 (commentaire de Thibaud Robin-Chevalier)

La responsabilité du fait de vaccinations obligatoires : une appréciation casuistique et évolutive du lien de causalité.

Revue Droit & Santé, n° 20, novembre 2007, p. 768, CE, 21 mars 2007, Association française des médecins esthéticiens et autres (commentaire de Géraldine Salem)

Confirmation d'une réglementation relative à l'exercice de la chirurgie esthétique.

Österreich / Autriche

RdM, 06, 2007, p. 186, OGH 28.03.2007, 7 Ob 21707 z.

Ärztliche Aufklärungspflicht

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.jaac.admin.ch> et

<http://www.bk.admin.ch/dokumentation/02574/index.html?lang=fr>

La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante :

<http://www.bger.ch/> pour tous les arrêts publiés par le Tribunal fédéral.

Pour les arrêts concernant les assurances maladie et accident, voir aussi le site du Tribunal administratif fédéral :

<http://www.bundesverwaltungsgericht.ch/fr/index/entscheide/jurisdiction-datenbank.htm>

ATF 133 III 462 – Arrêt de la 1^{ère} cour de droit civil du 13 juin 2007.

Responsabilité du canton pour l'activité des médecins hospitaliers. Refus d'accepter en droit suisse la théorie de la perte d'une chance.

ATF 133 III 527 – Arrêt de la 1^{ère} cour de droit civil du 16 juillet 2007.

Dans l'assurance d'indemnités journalières en cas de maladie soumise à la LCA, l'assureur ne peut imputer les prestations servies par une assurance sociale que si les conditions générales d'assurance le prévoient (pas d'application de l'art. 61 LCA).

ATF 133 IV 107 – Arrêt de la Cour de cassation du 16 février 2007.

La Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale n'est pas habilitée à porter plainte pour violation du secret médical (art. 321 et 321bis CPS).

ATF 133 IV 145 – Arrêt de la Cour de cassation du 30 mai 2007.

Troubles post-traumatiques de stress et d'adaptation. Refus d'une expertise psychiatrique pour déterminer leur impact sur la responsabilité pénale.

ATF 133 IV 222 – Arrêt de la Cour de droit pénal du 9 juillet 2007.

Interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance (art. 32 et 87 LPTh). Ratio legis. Appréciation de l'élément subjectif : dol éventuel retenu en l'espèce.

ATF 133 V 320 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 19 avril 2007.

Les mesures médicales nécessaires au traitement d'une infirmité congénitale sont des prestations de maladie selon le règlement UE n° 1408/71. Un membre de la famille d'un travailleur néerlandais entre dans le champ d'application personnel dudit règlement.

ATF 133 V 353 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 13 juin 2007.

La restriction du libre choix du fournisseur de prestations prévue dans le contrat-cadre entre le canton de Zurich et un assureur sur l'assurance obligatoire des soins des requérants d'asile est licite.

ATF 133 V 359 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 21 mars 2007.

Pour contrôler le caractère économique des prestations, l'assureur maladie peut exiger des EMS la communication de tous les documents (rapports de soins, contrôle des signes vitaux, etc.) permettant d'évaluer le niveau des soins requis pour un échantillon de ses assurés.

ATF 133 V 416 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 7 août 2007.

Dans l'assurance obligatoire des soins, l'obligation de prendre en charge les soins médicaux ne s'étend pas à ceux qu'un médecin se dispense à soi-même.

ATF 133 V 421 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit social du 16 juillet 2007.

On ne saurait d'emblée exclure chez un gros fumeur que son exposition à des poussières d'amiante constitue la cause prépondérante d'un carcinome bronchique. Une telle exposition peut doubler le risque relatif de développer un tel carcinome, même en l'absence de signes d'asbestose concomitante. Qualification de maladie professionnelle toutefois laissée ouverte in casu.

ATF 133 V 446 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit social du 23 juillet 2007.

Le droit de collaborer lors de la mise en œuvre d'une expertise médicale dans la procédure d'instruction en matière d'assurances sociales est réglé exhaustivement par l'art. 44 LPGA. L'assuré n'a pas le droit de s'exprimer préalablement sur les questions posées à l'expert par l'administration.

Droit politique de la concurrence, 2007/3, p. 487.

Auskunftsverfügung in Sachen Preise von Viagra, Cialis und Levitra.

Die Praxis, N°105, Heft September (9), 2007, p. 713 (texte original en français),
Bundesgericht I. zivilrechtliche Abteilung Urteil vom 9. Februar 2007 i. S. X c. Y
(4C.366/2006)

Violation du devoir de diligence et du devoir d'information (8 CCS, 97, 394ss CO)

Jaac 2007.10, p. 199-212

*L'art 118 Cst. (protection de la santé) ne constitue pas une base légale suffisante
pour légiférer en matière d'animaux dangereux (en particulier les chiens) : les
dangers énumérés à l'al. 2, let. a à c, n'incluent pas le danger pour la santé.*

Rivista ticinese di diritto, I – 2007 p. 206 n° 51, TFA 17.11.2006 N. K 106/05

*Art. 39 cpv. 1, 25 cpv. 2 lett. d), 32, 56 cpv. 1 LAMal. Patologia polmonare – ri-
covo presso una clinica - ospedalizzazione non necessaria – esclusione
dell'assunzione dei costi da parte dell'assicuratore malattia. Un'assicurata affetta
da una patologia polmonare non necessitava di un trattamento ospedaliero o di
provvedimenti riabilitativi stazionari, in quanto, da un lato, le cure dispensate
presso la clinica dove era ricoverata non avrebbero sortito alcun effetto positivo
oggettivamente riscontrabile, dall'altro, la misura terapeutica maggiormente effi-
cace era per lei l'abbandono del consumo di sigarette. Pertanto, a prescindere
dalla qualifica esatta del trattamento in questione quale cura riabilitativa – assunta
di principio dall'assicurazione obbligatoria delle cure medico-sanitarie – o cura di
convalescenza – non a carico dell'assicurazione contro le malattie obbligatoria-,
l'assicuratore malattia non era tenuto ad assumere i relativi costi.*

Rivista ticinese di diritto, I – 2007 p. 210 n° 52, TFA 28.7.2006 N. K 47/04

*Art. 56, 33 lett. g), 36 cpv. 2 e 4 OAMal ; 25 cpv. 2 lett. g), 34 cpv. 2 LAMal ; 26
seg. Opre. Ai sensi della LAMal, le spese di salvataggio sono assunte
dall'assicuratore malattia soltanto per interventi in Svizzera, mentre i costi di
trasporto necessari medicalmente vengono rimborsati anche se il medesimo si
svolge all'estero. La portata dell'art. 56 OAMal secondo cui solo chi è autorizzato
in virtù del diritto cantonale e stipula con un assicuratore malattie un contratto
d'esecuzione di trasporti o di salvataggi può esercitare a carico di questo assicura-
tore), relativizzata dall'Alta Corte nel senso che il diritto a prestazioni per trasporti
di pazienti in territorio svizzero non è subordinato all'esistenza di una convenzione
tra l'assicuratore sociale e il fornitore di prestazioni, non può essere estesa dalla
giurisprudenza anche ai trasportatori che svolgono la loro attività all'estero. Il
diritto dell'assicurazione contro le malattie è retto dal principio della territorialità,
per cui spetta al legislatore, emendando il disciplinamento applicabile o promo-
vuendo convenzioni internazionali, adattare le normative all'evoluzione della situa-*

zione che vede sempre più casi di malattia o infortunio all'estero in cui sono implicate persone assicurate in Svizzera. Di conseguenza, i costi di salvataggio di un'assicurata durante un'escursione lungo un fiume all'estero che, a seguito di una profonda ferita a una gamba, ha dovuto essere trasferita in elicottero e in aereo in un ospedale del luogo (indipendentemente dal fatto che è opinabile che il salvataggio sia una forma qualificata di trasporto e quindi è pure opinabile la deduzione che laddove vi è salvataggio necessariamente ci deve essere anche il trasporto) non vanno a carico della cassa malati in nessuna misura.

Rivista ticinese di diritto, I – 2007 p. 216 n° 55, TFA 12.10.2006 N. U 75/03

Art. 18 LAINF. Determinazione del grado di invalidità – reddito da invalido – cambiamento di prassi – dati statistici nazionali. Il grado di invalidità di un assicurato viene determinato paragonando il reddito del lavoro che questi potrebbe conseguire dopo l'insorgenza dell'invalidità nell'esercizio di un'attività esigibile da lui in condizioni equilibrate del lavoro, con quello che avrebbe potuto conseguire se non fosse diventato invalido. Per quanto concerne il reddito da invalido, qualora difettino indicazioni economiche effettive, vanno ritenuti i dati forniti dalle statistiche salariali, come risultano dall'ISS, oppure quelli deducibili dalla documentazione dell'INSAI relativa ai posti di lavoro (DPL). Riguardo ai dati statistici, il TFA con una decisione plenaria del 10 novembre 2005 ha deciso che la precedente prassi che tollerava la possibilità di fare capo ai dati statistici relativi alle « grande regioni » (TA13) di cui all'ISS non può più essere ammessa. Pertanto non possono più essere utilizzati dati statistici relativi alla regione ticinese, bensì unicamente quelli al livello nazionale (TA1). L'applicazione della tabella TA13 al solo Cantone Ticino deve essere esclusa se non si vuole creare un'inammissibile lex ticinensis; un'applicazione generalizzata delle tabelle regionali TA13, pur potendo in alcuni casi effettivamente creare le basi per una soluzione maggiormente vicina alla realtà economica-sociale concreta, creerebbe anche nuovi problemi dovuti al fatto che all'interno delle medesime grandi regioni si registrano delle differenze non sempre trascurabili. Infine, il reddito da invalido va di principio definito sulla base dei dati statistici salariali ISS applicabili nell'insieme del settore privato. Le tabelle TA13 concernono, invece, il settore sia pubblico che privato.

Semaine Judiciaire Vol. I, n°26, 2007, p. 381

Loi sur la commission de surveillance des professionnels de la santé. Contrôle abstrait. Composition et fonctionnement de la commission. Loi sur la commission

de surveillance des professions de la santé et des droits des patients (LCS-RS/GE K 3 03), 30 cst, 15 al. 2 LPA

Semaine Judiciaire Vol. I, n°35, 2007, p. 513

Privation de liberté à des fins d'assistance. Contrôle judiciaire. Motivation du recours contre le placement d'une personne. 397d CC.

Les exigences de formes du CC sont exhaustives : les cantons n'ont pas le droit de les rendre plus strictes ou, au contraire, de se contenter d'une requête verbale.

sic !, 7/8/2007, p. 533. « Médecins sans frontières / Homéopathes sans frontières Suisse (fig.) II ». Eidgenössische Rekurskommission für geistiges Eigentum vom 16. November 2006.

Mittelbare Verwechslungsgefahr aufgrund Dienstleistungsidentität (Medizin und Homöopathie) und Zeichenähnlichkeit bejaht.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

Fribourg / Freiburg

Revue Fribourgeoise de Jurisprudence 2007, p. 31

Responsabilité civile des collectivités publiques, art. 6 al. 1 LResp, Action en responsabilité contre l'Hôpital cantonal. Dès lors que l'existence d'une relation de causalité n'est pas établie, on peut laisser ouverte la question de savoir s'il y a eu acte illicite. Le droit interne ne permet pas la réparation de la perte d'une chance.

Arrêt de la Cour des assurances sociales du 31 mai 2007

Recours de l'assureur prévoyance professionnelle contre une décision de l'assurance-invalidité. Assuré souffrant notamment d'un retard mental et n'ayant de ce fait pas pu achever sa formation d'ébéniste. Fixation du revenu d'invalide dans ces conditions.

Genève / Genf

RDAF 3/2007, p. 227

Jurisprudence en matière disciplinaire rendue par les juridictions administratives genevoises

ATA/546/2006 du 10 octobre 2006

Prononcé d'un blâme à l'encontre d'un pharmacien qui détenait des médicaments périmés dans sa pharmacie.

ATA/167/2000 du 21 mars 2000

Radiation du registre pendant un mois d'un pharmacien qui avait vendu à plusieurs reprises de l'EPO à des sportifs étrangers dans un but de dopage.

ATA/37/2001 du 23 janvier 2001

Confirmation d'un blâme, mais réduction d'une amende de CHF 30'000.- au lieu de CHF 40'000.- contre un pharmacien qui avait vendu pendant une longue période une substance interdite à la vente par le pharmacien cantonal. Recours par analogie aux dispositions pénales sur le concours d'infraction.

ATA/287/2006 du 23 mai 2006

Radiation temporaire de six mois d'un pharmacien qui avait participé à un trafic international de stupéfiants

ATA/326/2002 du 11 juin 2002

Blâme à l'encontre d'un médecin psychiatre qui a violé le secret médical

ATA/318/2006 du 13 juin 2006 et confirmé par l'arrêt du Tribunal fédéral du 22 novembre 2006 (2P.202/2006)

Blâme à l'encontre d'un médecin-dentiste qui a tardé un an avant de remettre un dossier médical à sa patiente.

Tessin / Ticino

Rivista ticinese di diritto, I – 2007 p. 75 n° 16, TRAM 6.11.2006 N. 52.2006.230, 52.2006.223

Art. 59 LSan. Di fonte ad errori evidenti di un membro dell'équipe medica, tutti i colleghi hanno l'obbligo di intervenire per sventarlo o comunque limitarne le conseguenze, indipendentemente dall'ordinamento delle responsabilità., delineato verticalmente dalla gerarchia ed orizzontalmente dalle competenze specifiche. Una simile responsabilità nun può invece essere imputata ad un infermiere, stante la passività di altri medeci presenti.

Rivista ticinese di diritto, I – 2007 p. 215 n° 53, TCA 20.7.2006 N. 35.2005.10

Art. 6, 10 LAINF. Causalità naturale – instabilità del legamento fibulo-talare non oggettivata – rilevanza dell'esame clinico. L'instabilità del legamento fibulo-talare di una cavaglia che ha subito una distorsione non è suscettibile di essere oggettivata grazie agli attuali mezzi tecnici di diagnostica per immagini, tranne chenei primi giorni dopo l'infortunio. Un significato decisivo deve, quindi, essere attribuito, ai fini del giudizio in merito all'eziologia traumatica dei disturbi all'estremità inferiore, all'esame clinico esperito dal medico che deve visitare personalmente il paziente, nonché contestualmente alle dichiarazioni del paziente a proposito delle sensazioni di instabilità da lui provocate.

Rivista ticinese di diritto, I – 2007 p. 224 n° 56, TCA 22.11.2006 N. 35.2006.53
Art. 9 cpv. 2 OAINF. Dolore alla spalla durante il recupero di un cavaletto da ponteggio – stiramento muscolare – lesione parificata ai postumi d'infortunio. L'assicuratore LAINF deve assumere, a titolo di lesione parificata ai postumi d'infortunio, il caso di un assicurato di professione muratore che, mentre sta recuperando, con una corda, un cavaletto da ponteggio del peso di circa 30 kg caduto in una scarpata e impigliatosi in un arbusto, ha lamentato un vivo dolore alla spalla. L'operazione mediante l'uso di una corda, comporta per sé dei processi motori consueti nell'ambito di un'attività professionale quale quella di muratore, cosicché farebbe di principio difetto l'elemento costitutivo della situazione di pericolo accresciuto. Tuttavia, non può essere ignorato che, in concreto, durante l'operazione medesima la presenza di un arbusto ha fatto sì che la risalita dell'oggetto in questione abbia subito un brusco arresto. Pertanto l'arto superiore è stato sollecitato oltre la misura di ciò che è abituale per un muratore. In secondo luogo, dalla documentazione medica agli atti e in considerazione della letteratura medica relativa sia alla sintomatologia iniziale che a uno stiramento muscolare provoca (dolore acuto che si verifica durante lo svolgimento di attività intense), sia alla sua diagnosi (nella maggiore parte la diagnosi può essere fatta sulla base dell'anamnesi e dell'esame obiettivo), risulta che l'assicurato ha causato uno stiramento muscolare ai sensi dell'art. 9 cpv. 2 lett. OAINF.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

AULOIS-GRIOT M., les oubliés de la santé : à propos des médicaments orphelins et des médicaments pédiatriques, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, 2007, p. 613.

BENDER A. W., Dokumentationspflichten bei der Anwendung von Blutprodukten, *Medizinrecht*, H.9 (2007), p. 533.

CATANO V.M., TURK J., Fraud and misconduct in scientific research : a definition and procedures for investigation, *Medicine and law*, vol. 26, nr 3, September 2007, p. 465.

Le droit du médicament: évolutions récente [dossier], *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, 2007, p. 375.

FRANK RG., The ongoing regulation of generic drugs, *New England Journal of Medicine*, 357 (2007), p. 1993.

KOROBKIN R., Who should protect the public? : The Supreme Court and medical device regulation, *New England Journal of Medicine*, 357 (2007), p. 1680.

MAILLOLS-PERROY A.-C., Les conditions d'octroi des autorisations temporaires d'utilisation des médicaments, Décret n° 2007-1047 du 25 juin 2007 relatif aux

autorisations temporaires d'utilisation des médicaments et modifiant le code de la santé publiques (dispositions réglementaires), *Revue Droit & Santé*, N° 20, novembre 2007, p. 806.

PLANK M.-L., Arzneimittelcocktails :haftungsfragen, *RdM*, 05, 2007, p. 135.

ROBIN-CHEVALLIER T., Les règles applicables au circuit du médicament en établissement de santé, *Revue Droit & Santé*, N° 19, septembre 2007, p. 692.

SIRANYAN V., LOCHER F., Le devoir d'information et de conseil du pharmacien d'officine : de l'exigence déontologique à l'obligation légale, *Médecine & droit*, n° 85, 2007, p. 130.

Assurances sociales

DURAND R., La couverture maladie universelle, *Droit, déontologie & soin*, vol. 7, n° 1, 2007, p. 115.

IGLEHART JK., Insuring all children : The new political imperative, *New England Journal of Medicine*, 357 (2007), p. 70.

Droits des patients, droit de la personnalité

BANQ Marie-Eve, De la lutte de la maltraitance à la bientraitance dans les établissements sociaux et médico-sociaux (plan de développement de la bientraitance et renforcement de la lutte contre la maltraitance (14 mars 2007) et Instruction DGAS/2A n° 207-112 du 22 mars 2007), *Revue Droit & Santé*, N° 19, septembre 2007, p. 675.

CARRIERE Cyril, Le droit au secret médical : de la personne à la chose en passant par la propriété, *Revue Droit & Santé*, N° 20, novembre 2007, p. 716.

CODD H., The Slippery slope to sperm smuggling : Prisoners, Artificial Insemination and Human Rights, *Medical Law Review*, Vol. 15, n°2, 2007, p. 220.

COURNIL C., Quand les politiques migratoires françaises « contaminent » l'accueil sanitaire et l'accès aux soins des étrangers, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 72, 1^{er} octobre 2007.

DEVERS G., Le droit et l'être humain : éléments de culture juridique à l'usage des soignants, *Droit, déontologie & soin*, vol. 7, n° 2, 2007, p. 3.

Dupuy Olivier, Secret et violences aux personnes : l'extension des hypothèses de signalement par le médecin en l'absence d'accord de la victime par la loi du 5 mars 2007, *Revue Droit & Santé*, N° 20, novembre 2007, p. 757.

Flauss-Diem J., le mineur et l'accès à son dossier médical, *Médecine & droit*, n° 85, 2007, p. 115.

Gómez-Lobo A., Individuality and Human Beginnings: A reply to David DeGrazia, Rebecca Tsosie, Joan L. McGregor, *Genome Justice : Genetics and Group Rights*, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 35, 3, fall 2007, p. 356.

Hartlev M., The Right Balance Patient's Rights and Opposing Interests with Regard to Health Information, *European Journal of Health Law*, n°2/2007, p. 165.

Hendriks A., UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities, *European Journal of Health Law*, n°3/2007, p. 273.

Martient Eric, Le régime juridique des services des aumôneries dans les établissements publics de santé en droit français et la liberté de culte (1^{er} volet : l'accès), *Revue Droit & Santé*, N° 19, septembre 2007, p. 678.

Martient Eric, Le régime juridique des services des aumôneries dans les établissements publics de santé en droit français et la liberté de culte (2^{ème} volet : l'organisation), *Revue Droit & Santé*, N° 20, novembre 2007, p. 779.

Mourgues Audrey, Décret n° 2007-960 du 15 mai 2007 relatif à la confidentialité des informations médicales conservées sur support informatique ou transmises par voie électronique et modifiant le Code de la santé publique (dispositions réglementaires), *Revue Droit & Santé*, N° 19, septembre 2007, p. 669.

Nunes R., The rise of independent regulation in health care, *Health care analysis*, vol. 15, no 4, p. 169.

Ponseille Anne, La cigarette et le prisonnier, Etat des lieux sur le tabagisme passif dans les établissements pénitentiaires, *Revue Droit & Santé*, N° 18, juillet 2007, p. 531.

Schildmann J. et al., "Aufklärung im ärztlichen Alltag" : Ein Lehrmodul zur integrierten Bearbeitung medizinethischer und -historischer Aspekte im neuen Querschnittsbereich GTE, *Ethik in der Medizin*, H. 3 (2007), p. 187.

Ethique biomédicale

BYK C., La bioéthique, une utopie civilisatrice à l'ère de la mondialisation ?, *Journal du droit international*, n° 3, juillet-août-septembre 2007, p. 863.

COELHO J., Arrêt de soins et prélèvement d'organes : une source « cœur arrêté » refusée par l'Agence de la biomédecine, *Revue Droit & Santé*, N° 18, juillet 2007, p. 553.

LAMBERT-GARREL L., Le Code pénal et la protection de l'embryon (d'après le commentaire de la Cour d'appel de Lyon, 30 novembre 2996), *Revue Droit & Santé*, N° 18, juillet 2007, p. 545.

SCHWAMBERGER H., Nichtbefassung der Ethikkommission : Folgen, *RdM*, 05, 2007, p. 132.

Theme issue on scientific misconduct, *Medicine and law*, vol. 26, nr 3, September 2007.

TSOSIE R., MCGREGOR J. L., Genome Justice : Genetics and Group Rights, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 35, 3, fall 2007, p. 356.

WALIN L., Ambiguity of the Embryo Protection in the Human Rights and Biomedicine Convention : Experiences from the Nordic Countries, *European Journal of Health Law*, volume 14, n°2/2007, p. 131.

Euthanasie

ANNAS GJ., Cancer and the constitution : Choice at life's end, *New England Journal of Medicine*, 357 (2007), p. 408.

BANERJEE A. AND AL., Ordering suicide : media reporting of family assisted suicide in Britain, *Journal of Medical Ethics*, 33 (2007), pp. 639.

BATTIN MP. AND AL., Legal physician-assisted dying in Oregon and the Netherlands : evidence concerning the impact on patients in « vulnerable » groups, *Journal of Medical Ethics*, 33 (2007), p. 591.

CRAIG A. AND AL., Attitudes toward physician-assisted suicide among physicians in Vermont, *Journal of Medical Ethics*, 33 (2007), p. 400.

FENNER D., Ist die Institutionalisierung und Legalisierung der Suizidbeihilfe gefährlich? Eine kritische Analyse der Gegenargumente , *Ethik in der Medizin*, H. 3 (2007), p. 200.

HISCOX W. E., Physician-assisted suicide in Oregon : the "death with dignity" data, *Medical law international*, vol. 8, no 3, 2007, p. 197.

SAYERS, G. M., Non-Voluntary Passive Euthanasia : The Social Consequences of Euphemisms, *European Journal of Health Law*, n°3/2007, p. 221.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

DUCHOSAL Olivier, Décrets n° 2007-435 du 25 mars 2007 relatif aux actes et aux conditions d'exercice de l'ostéopathie, n° 2007-437 du 25 mars 2007 relatif à la formation des ostéopathes et à l'agrément des établissements de formation, *Revue Droit & Santé*, N° 19, septembre 2007, p. 653.

KOVACS P., Vol (communautaire) au-dessus d'un nid de coucou : ou le calcul du temps de travail des médecins et la jurisprudence de la Cour constitutionnelle de Hongrie, *Revue française de droit constitutionnel*, n° 71, 2007, p. 667.

KRÖLL T., Gesundheitsdienstleistungen und Patientenmobilität im Binnenmarkt, *RdM*, 04, 2007, p. 100.

PIRCHER M., Ausschluss der Hebammen vom Mutter-Kind-Pass rechtswidrig ?, *RdM*, 03, 2007, p. 72.

RIVIERE Virginie, Décret n° 2007-1301 du 31 août 2007 relatif aux diplômes d'aide-soignant, d'auxiliaire de puériculture et d'ambulancier, *Revue Droit & Santé*, N° 20, novembre 2007, p. 767.

Génétique humaine et biotechnologies

BERTHIAU D., l'enterrement prochain de la législation française de l'expertise génétique post-mortem dans le cadre d'une action en recherche de paternité ? : A propos de l'arrêt de la CEDH du 13 juillet 2006, aff. Jäggi c. Suisse, n° 58757/00, *Médecine & droit*, n° 85, 2007, p. 109.

BEYLEVELD D., TAYLOR M. J., Data Protection, Genetics and Patents for Biotechnology, *European Journal of Health Law*, n°2/2007, p. 177.

DRAPER H., Paternity fraud and compensation for misattributed paternity, *Journal of Medical Ethics*, 33 (2007), p. 475.

SYMPOSIUM AUTHORS, Brain Imaging and the Law, *American Journal of Law & Medicine Special Issue*, Volume 33, Numbers 2 & 3, 2007.

Médecine légale

GAMERO JJ. AND AL., Spanish public awareness regarding DNA profile databases in forensic genetics : what type of DNA profiles should be included?, *Journal of Medical Ethics*, 33 (2007), p. 598.

Médecine du sport

PARZELLER M., RÜDIGER C., Blutdoping : Unbestimmte Regelungen im Arzneimittelgesetz, *Zeitschrift für Rechtspolitik*, 5/2007, p. 137.

Mesures médicales spéciales

ADCOCK M., BEYLEVELD D., Purposive interpretation and the regulation of technology : legal constructs, legal fictions and the rule of law, *Medical law international*, vol. 8, no 3, 2007, p. 197.

CROSBY SS. AND AL., Hunger strikes, force-feeding, and physicians' responsibilities, *Journal of American Medical Association*, 298 (2007), p. 563.

DURAND R., La médecine du travail, *Droit, déontologie & soin*, vol. 7, n° 2, 2007, p. 266.

GOSTIN LO., Abortion politics. Clinical freedom, trust in the judiciary and the autonomy of women, *Journal of American Medical Association*, 298 (2007), p. 1562.

KHALILI D., CAPLAN A., Off the Grid: Vaccination among Homeschooled Children, *The Journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 35, 3, fall 2007, p. 471.

ROMAN D., L'avortement devant la Cour européenne des droits de l'homme, à propos de l'arrêt CEDH, 18 mars 2007, Tysiac c/ Pologne, *Revue de droit sanitaire et social*, n°4, juillet-août 2007, p. 643.

SEDGH G. AND AL., Induced abortion: estimated rates and trends worldwide, *Lancet* 370 (2007), p. 1338.

SUGARMAN SD., Cases in vaccine court : legal battles over vaccines and autism, *New England Journal of Medicine*, 357 (2007), p. 1275.

Nouvelles techniques de l'information et santé

(pas de notice pertinente pour cette édition)

Personnes âgées et santé

WALTHER G., Freiheitsentziehende Maßnahmen in Altenpflegeheimen – rechtliche Grundlagen und Alternativen der Pflege , *Ethik in der Medizin*, H. 4 (2007), p. 289.

Procréation médicalement assistée

DREIFUSS-NETTER F., Assistance médicale à la procréation : partie réglementaire du code de la santé publique, *Médecine & droit*, n° 85, 2007, p. 99.

Recherche biomédicale

FOST N. AND AL., The dysregulation of human subjects research, *Journal of American Medical Association*, 298 (2007), p. 2196.

KIMMELMAN J., The therapeutic misconception : treatment, research and confusion, *Hasting center report*, vol. 37, no 6, p. 36.

MORGAN R., Embryonic Stem Cells and Consent : Incoherence and Inconsistency in the UK Regulatory Model, *Medical Law Review*, Vol. 15, n°3, 2007, p. 279.

NESS RB., (For the Joint Policy Committee, Societies of Epidemiology), Influence of the HIPAA privacy rule on health research, *Journal of American Medical Association*, 298 (2007), p. 2164.

RESNIK D. B., Embryonic stem cell patents and human dignity, *Health care analysis*, vol. 15, no 3, p. 211.

SADEGHI M., Islamic Perspectives on Human Cloning, *Human reproduction and genetic ethics*, vol. 13, n° 2, 2007, p. 32.

WESCHKA M., Die Herstellung von Chimären und Hybridwesen, *RdM*, 06, 2007, p. 164.

WOLFSLEHNER D., Bioethikkommission neu ausgerichtet, *RdM*, 06, 2007, p. 164.

Responsabilité médicale

DANN M., Ärztliche Fehleroffenbarung – Strafrechtliche Strategien für postinvasive Arzt-Patientengespräche , *Medizinrecht*, H.11 (2007), p. 638.

DEKKER S., Discontinuity and Disaster: Gaps and the Negotiation of Culpability in Medication Delivery, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 35, 3, fall 2007, p. 463

DELBANCO T. AND AL., Guilty, afraid, and alone: Struggling with medical errors. *New England Journal of Medicine*, 357 (2007), p. 1682.

DUVAL-ARNOULD D., Accident ou faute médicale ?, Point de jurisprudence, *La Semaine juridique Edition générale*, N° 25, 20 juin 2007, p. 15.

HART D., Arzthaftung wegen Behandlungs- und Aufklärungsfehlern im Zusammenhang mit einem Heilversuch mit einem neuen, erst im Laufe der Behandlung zugelassenen Arzneimittel, *Medizinrecht*, H.11 (2007), p. 631.

KHOURY L., La responsabilité médicale et hospitalière pour le non-respect des volontés de fin de vie en droit civil québécois, *Médecine & droit*, n° 85, 2007, p. 119.

KRESSE B., Ärztliche Behandlungsfehler durch wirtschaftlich motiviertes Unterlassen, *Medizinrecht*, H.7 (2007), p. 393.

MANAOUIL C. ET AL, Indemnisation des hépatites C d'origine nosocomiale ou transfusionnelle, *Médecine & droit*, n° 86, 2007, p. 149.

SCHMIDT E., Der ärztliche Behandlungsfehler im Spannungsfeld zwischen medizinischem Versagen und juristischer Problembearbeitung – zu den unerlässlichen rechtsdogmatischen Vorgaben für eine verlässliche Konfliktbearbeitung, *Medizinrecht*, H.12 (2007), p. 693.

SUNA D., Les bases du droit pénal de la santé, *Droit, déontologie & soin*, vol. 7, n° 2, 2007, p. 195.

TAMBLYN R. AND AL., Physician scores on a national clinical skills examination as predictors of complaints to medical regulatory authorities, *Journal of American Medical Association*, 298 (2007), p. 993.

VEERAPEN R. J., Informed Consent: Physician Inexperience is a Material Risk for Patients, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 35, 3, fall 2007, p. 478.

WILLIAMS K., Litigation Against English NHS Ambulance Service and The Rule in Kent v. Griffiths, *Medical Law Review*, Vol. 15 Number 2, 2007, p. 153.

Santé mentale et psychique

APPEL J. M., A suicide right for the mentally ill ? A Swiss case opens a new debate, *Hasting center report*, vol. 37, no. 3, p. 21.

BERTHIAU D., La réforme de la protection juridique de la personne majeure et ses incidences dans le droit de la santé (loi du 5 mars 2007), *Médecine & droit*, n° 85, 2007, p. 105.

Deschamps J.-L., La loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 : loi de réforme de la « protection juridique des majeurs », loi de réforme sociale et loi de réforme de citoyenneté : la démonstration à travers le dispositif afférent aux « préposés » ou « services » des « établissements sanitaires, sociaux ou médicaux sociaux », *Revue Droit & Santé*, N° 18, juillet 2007, p. 574.

LU D., Petite histoire de l'hospitalisation publique, *Droit, déontologie & soin*, vol. 7, n° 2, 2007, p. 238.

OTT C., Hospitalisation sous contrainte, un difficile équilibre entre sécurité et libertés, *Droit, déontologie & soin*, vol. 7, n° 2, 2007, p. 195.

WILLIAMS G., The declaratory judgement : old and new law in "medical case", *Medical law international*, vol. 8, no 4, 2007, p. 277.

SIDA, lutte contre les épidémies

MARKEL H. AND AL., Extensively drug-resistant tuberculosis : An isolation order, public health powers, and global crisis, *Journal of American Medical Association*, 298 (2007), p. 83.

USCHER-PINES L., planning for an influenza pandemic : social justice and disadvantaged groups, *Hasting center report*, vol. 37, no. 4, p. 32.

WICKER S., Nadelstichverletzung des behandelnden Arztes bei der Untersuchung einer nicht-einwilligungsfähigen Patientin – Darf ein HIV-Test durchgeführt werden?, *Ethik in der Medizin*, H. 3 (2007), p. 215.

Système de santé, politique de la santé

BEYRER C. AND AL., Health and Human Rights 3. Neglected diseases, civil rights, and right to health, *Lancet* 370 (2007), p. 619.

DWYER J., What's wrong with the global migration of health care professionals?: individual rights and international justice, *Hastings center report*, vol. 37, no. 5, 2007, p. 36.

FOSSET J. W. ET AL, Federalism and bioethics : States and moral pluralism, *Hasting center report*, vo. 37, no. 6, 2007, p. 24.

FOSTER C., Simple rationality ? The law of healthcare resource allocation in England, *Journal of Medical Ethics*, 33 (2007), p. 404.

FURGER F., FUKUYAMA F., A proposal for modernizing the regulation of human biotechnologies, *Hastings center report*, vol. 37, no 4, p. 16.

GOSTIN L.O., Global regulatory strategies for tobacco control, *Journal of American Medical Association*, 298 (2007), p. 2057.

GOSTIN L.O., Why rich countries should care about the world's least healthy people. *Journal of American Medical Association*, 298 (2007), p. 89.

GRUSKIN S. AND AL., Health and Human Rights 1. History, principles, and practice health and human rights, *Lancet* 370 (2007), p. 449.

HART D., Patientensicherheit, Risikomanagement, Arzneimittelbehandlung und Arzthaftungsrecht zugleich ein Beitrag zur Krankenhausorganisationshaftung, *Medizinrecht*, H.7 (2007), p. 383.

HUSTER S. ET AL., Implizite Rationierung als Rechtsproblem Ergebnisse einer qualitativen Interviewstudie zur Situation in deutschen Krankenhäusern, *Medizinrecht*, H.12 (2007), p. 703.

KINGREEN T., Gerichtliche Kontrolle von Kriterien und Verfahren im Gesundheitsrecht, *Medizinrecht*, H.8 (2007), p. 457.

LEVINE M. A. ET AL., Improving acces to health care : a consensus ethical framework to guide proposals for reform, *Hastings center report*, vol. 37, no. 5, 2007, p. 14.

LETURMY L., Justice pénale et urgences médico-légales, *Revue de droit sanitaire et social*, n°3, mai-juin 2007, p. 436.

LHERNOULD J.-P., La prise en charge de soins transfrontaliers dispensés dans un hôpital privé britannique (Note sous CJCE 19 avr. 2007, A. Stamataleki c/ NPDD Organismos Asfaliseos Eleftheron Epangelmaton), *Revue de droit sanitaire et social*, n°4, juillet-août 2007, p. 633.

MOREAU J., La prise en charge de l'urgence médicale : le dispositif d'aide médicale urgente, *Revue de droit sanitaire et social*, n°3, mai-juin 2007, p. 426.

ORBINSKI J. AND AL., Health and Human Rights 4. Violations of human rights: health practitioners as witnesses, *Lancet* 370 (2007), p. 698.

SINGH JA. AND AL., Health and Human Rights 2. Do human rights matter to health ? *Lancet* 370 (2007), p. 521.

THIERRY D., Le nouveau règlement sanitaire international : vers plus d'efficacité pour combattre les épidémies, *Revue de droit sanitaire et social*, n°3, mai-juin 2007, p. 447.

TRUCHET D., L'urgence sanitaire, *Revue de droit sanitaire et social*, n°3, mai-juin 2007, p. 411.

VERNICK JS. AND AL., Public health benefits of recent litigation against the tobacco industry. *Journal of American Medical Association*, 298 (2007), p. 86.

WHARAM J. F., Daniels N., Toward evidence-based policy making and standardized assessment of health policy reform, *Journal of American Medical Association*, 298 (2007), p. 676.

Transplantations

GEVERS S., A Fair Distribution of Organs for Transplantation Purposes : Looking to the Past and the Future, *European Journal of Health Law*, n°3/2007, p. 215.

PÜHLER W. ET AL., Zur Mitteilung der EU-Kommission zu Organspende und -transplantation [KOM (2007) 275 endg.], *Medizinrecht*, H.10 (2007), p. 584.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

voir les acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :

<http://www2.unine.ch/biblio/page3847.html>

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

Dossier, Application de la 5^e révision de l'AI, *Sécurité sociale (CHSS)*, 6/2007, p. 283.

JUNOD V., Information et publicité pour les médicaments s'adressant aux professionnels: les tribunaux appliquent le droit de manière stricte, *Bulletin des médecins suisses*, n° 34, 2007, p. 1399.

KOTTMANN H., Assurances sociales : nouveautés, adaptations et réformes en cours, *Sécurité sociale (CHSS)*, 6/2007, p. 314.

Assurances sociales

AYER A., AGIER J.-M., Cinquième révision : pour quelle invalidité ?, *Plädoyer*, 25 (2007), n°3 p. 56.

BRUNNER A., Somatoforme Schmerzstörung - Gedanken zur Rechtsprechung und der Folgen für die Praxis, insbesondere mit Blick auf die Rentenrevision, *Basler Juristische Mitteilung, BJM*, 4/2007, p. 169.

LÜTHY C., Einschränkungen bei den IV-Leistungen : wie damit umgehen ?, *Pro mente sana aktuell*, 4/07, p. 7.

PESTALOZZI-SEGER G., IVG-Revision : das neue Eingliederungsmodell im Überblick, *Pro mente sana aktuell*, 4/07, p. 7.

Droits des patients, droit de la personnalité

AUBERT DE LA RUEE R., MEDIZINISCHE BEHANDLUNGSFEHLER UND PATIENTENRECHTE IN SCHWEDEN, *BULLETIN DES MÉDECINS SUISSES*, n° 46, 2007, p. 1958.

CADUFF F., Die Zwangsunterbringung des Alkoholpatienten, *RDT*, 2007, p. 239.

HERTIG-PEA Agnès, La levée du secret professionnel en faveur des héritiers, *Jusletter* 7 mai 2007.

PFÄNDLER K., Klare Patientenverfügung geht dem Gesetz vor, *Plädoyer*, 6/07, p. 31.

Ethique biomédicale

(pas de notice pertinente pour cette édition)

Euthanasie

BAUMANN-HÖLZLE R., Selbsttötung als Menschenrecht – ethische Überlegungen zu einem gesellschaftlichen Klimawandel, *Bulletin des médecins suisses*, n° 35, 2007, p. 1446.

KIESEWETTER M., Arrêt du Tribunal fédéral sur l'assistance au suicide d'une personne atteintes de troubles psychiques (prescription obligatoire de natrium-pentobarbital), *Bulletin des médecins suisses*, n° 28, 2007, p. 1195.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

MARTI U., PETRY R., La jurisprudence en matière disciplinaire rendue par les juridictions administratives genevoises, *RDAF*, n° 3, 2007, p. 227.

PELET O., Nul n'est censé ignorer...comment réagir à l'appel : « y a-t-il un médecin dans la salle ? », *Rev Med Suisse*, 2007, p. 2362.

ZELLER E. ET AL., Krankheit und Arbeitsunfähigkeit – eine interdisziplinär abgestützte Studie zu einem drängenden Thema, *Bulletin des médecins suisses*, n° 43, 2007, p. 1806.

Génétique humaine et biotechnologies

(pas de notice pertinente pour cette édition)

Médecine légale

GASSER J., GRAVIER B., Quelques conséquences de l'application du nouveau code pénal suisse sur la psychiatrie légale, *Rev Med Suisse*, 2007, p. 2103.

LA HARPE R., UMMEL M., HARDING T. W., Aspects médico-légaux d'une expertise de recherche en paternité, *Rev Med Suisse*, p. 2434.

Médecine du sport

(pas de notice pertinente pour cette édition)

Mesures médicales spéciales

(pas de notice pertinente pour cette édition)

Nouvelles techniques de l'information et santé

(pas de notice pertinente pour cette édition)

Personnes âgées et santé

(pas de notice pertinente pour cette édition)

Recherche biomédicale

(pas de notice pertinente pour cette édition)

Responsabilité médicale

STÖCKLI H., Arztvertrag mit Drittschutzwirkung ? : Noch einmal zur Haftung aus Sterilisationsfehlern, *Have/Reas*, 2/2007, p. 200.

Santé mentale et psychique

(pas de notice pertinente pour cette édition)

SIDA, lutte contre les épidémies

(pas de notice pertinente pour cette édition)

Système de santé, politique de la santé

GUILLOD O., Restructuration des hôpitaux publics : la société anonyme comme modèle ?, *Droit des sociétés : mélanges en l'honneur de Roland Ruedin*, Bâle 2006, p. 255.

KUHN H., Some animals are more equal : La clause du besoin ne s'applique pas pour les HMO et d'autres institutions de soins ambulatoires, *Bulletin des médecins suisses*, n° 51/52, 2007, p. 2159.

Transplantations

(pas de notice pertinente pour cette édition)

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

12ème Journée de droit de la santé de l'Institut de droit de la santé, *Protection de la santé, sécurité des patients et nouvelles responsabilités professionnelles*, Institut de droit de la santé, Université de Neuchâtel, Bern, édition Weblaw, Zurich [etc.]: Schulthess, 2006.

ELANGI BOTOY I., *Propriété intellectuelle et droits de l'homme : l'impact des brevets pharmaceutiques sur le droit à la santé dans le contexte du VIH/SIDA en Afrique*, Bruxelles : Bruylant ; Genève [etc.], Schulthess, 2007.

Invalidität von Selbstständigerwerbenden : Referate der Tagung vom 23. November 2006 in Luzern / René Schaffhauser, Ueli Kieser (Hrsg.) ; mit Beitr. von Ueli Kieser ... [et. al.], St. Gall, Institut für Rechtswissenschaft und Rechtspraxis, 2007.

KUHN M., POLEDNA T. (HRSG.), *Arztrecht in der Praxis*, 2^{ème} éd., Zurich, Schulthess, 2007.

Travail et santé : constructions, infrastructures, installations, prévention et santé, Département fédéral de l'économie DFE, Secrétariat d'Etat à l'économie SECO ; [réd.: Maja Walder] ; [texte: Maurus Vögeli], Berne, SECO, Conditions de travail, OFCL, 2006.

Travail et santé : durée du travail et du repos (l'essentiel en bref), Département fédéral de l'économie DFE, Secrétariat d'Etat à l'économie SECO ; [réd.: Maja Walder] ; [texte: Daniel Ackermann und Hans Näf], Berne, SECO, Conditions de travail, 2007.

Travail et santé : grossesse, maternité, période d'allaitement, Département fédéral de l'économie DFE, Secrétariat d'Etat à l'économie SECO ; [réd.: Maja Walder] ; [texte: Ulrich Schwaninger], Berne, SECO, Conditions de travail, 2006.

Travail et santé : lumière, éclairage, climat, qualité de l'air dans les locaux, Département fédéral de l'économie DFE, Secrétariat d'Etat à l'économie SECO ; [réd.: Maja Walder] ; [texte: Ch. Monn, R. Guldemann], Berne, SECO, Conditions de travail, 2006.

Von KAENEL A. (HRSG.), *Krankentaggeldversicherung : arbeits- und versicherungsrechtliche Aspekte*, Zurich [etc.] : Schulthess, 2007.

WEBER R. H., *Die medizinische Aktiengesellschaft : Rechtsfragen der Unternehmensorganisation und der Unternehmensführung*, mediLAW Band 1, Bern 2007.

voir aussi les acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :

<http://www2.unine.ch/biblio/page3847.html>

Dokumentation / Documentation

Cette rubrique présente les références des dernières parutions juridiques en matière de droit de la santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger. Ce numéro couvre en principe la période entre le 1^{er} décembre 2007 et le 31 mai 2008. / Diese Rubrik gibt Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheitsrecht. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der Schweiz und dem Ausland zusammengestellt. Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode vom 1. Dezember 2007 bis zum 31. Mai 2008.

Numéros précédents / Frühere Erscheinungen : www.unine.ch/ids

Législation / Gesetzgebung	3
I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)	3
II. Droit communautaire / Europarecht.....	3
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	4
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. / Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	6
III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl).....	8
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	8
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	8
IV. Droit fédéral / Bundesrecht.....	9
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	9
Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse.....	11
V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl).....	13
VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien	15
Jurisprudence / Rechtsprechung	16

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl) ...	16
II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl).....	17
III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl).....	19
IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung	24
V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung	31
Doctrines / Lehre	35
I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl).....	35
Articles / Aufsätze.....	35
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux.....	35
Assurances sociales.....	36
Droits des patients, droit de la personnalité.....	36
Ethique biomédicale.....	38
Euthanasie et soins palliatifs	38
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle	40
Génétique humaine et biotechnologies.....	40
Médecine légale	41
Médecine du sport.....	41
Mesures médicales spéciales.....	42
Nouvelles techniques de l'information et santé.....	43
Personnes âgées et santé.....	43
Procréation médicalement assistée	43
Recherche biomédicale	44
Responsabilité médicale.....	45
Santé mentale et psychique	46
SIDA, lutte contre les épidémies.....	46
Système de santé, politique de la santé	46
Transplantations.....	48
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien.....	48
II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre	49
Articles / Aufsätze.....	49
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux.....	49
Assurances sociales.....	49
Droits des patients, droit de la personnalité.....	51
Ethique biomédicale.....	52
Euthanasie et soins palliatifs	52
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle	53
Génétique humaine et biotechnologies.....	53

Médecine légale	53
Médecine du sport	54
Mesures médicales spéciales	54
Nouvelles techniques de l'information et santé	54
Personnes âgées et santé	54
Procréation médicalement assistée	54
Recherche biomédicale	55
Responsabilité médicale	55
Santé mentale et psychique	55
SIDA, lutte contre les épidémies	55
Système de santé, politique de la santé	56
Transplantations	56
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien	57

*Ont collaboré à cette rubrique / An dieser Rubrik haben mitgewirkt :
Cédric BAUME, Nathalie BRUNNER, Béatrice DESPLAND, Johanne GAGNEBIN, Olivier
GUILLOD, Agnès HERTIG-PEA, Daniel KRAUS, Jean PERRENOUD et Marinette UMMEL.*

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

(pas de notice pour cette édition)

II. Droit communautaire / Europarecht

JOCE L 008 (11.01.08) – JOCE L 157 (17.06.2008) et JOCE C 006 (11.01.08) -
JOCE C 151 (17.06.2008)

<http://eur-lex.europa.eu/JOIndex.do>

Droit édicté / Erlassenes Recht

Avis du Comité économique et social européen sur «Les droits du patient», JOCE C 10, du 15 janvier 2008, p. 67.

Avis du Comité économique et social européen sur «L'harmonisation des indicateurs de handicap en tant qu'instrument de suivi des politiques européennes», JOCE C 10, du 15 janvier 2008, p. 80.

Décision de la Commission du 21 janvier 2008 fixant la participation financière de la Communauté aux dépenses effectuées par l'Allemagne dans le contexte des mesures d'urgence prises pour lutter contre l'épizootie d'influenza aviaire en 2003 [notifiée sous le numéro C(2008) 144], JOCE L 17, du 22 janvier 2008, p. 13.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er décembre 2007 au 31 décembre 2007 [Publication en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) no 726/2004 du Parlement européen et du Conseil], JOCE C 19, du 25 janvier 2008, p. 4.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er décembre 2007 au 31 décembre 2007 [Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE du Parlement européen et du Conseil], JOCE C 19, du 25 janvier 2008, p. 12.

Règlement (CE) no 73/2008 du Conseil du 20 décembre 2007 portant création de l'entreprise commune pour la mise en œuvre de l'initiative technologique conjointe en matière de médicaments innovants, JOCE L 30, du 4 février 2008, p. 38.

Décision de la Commission du 26 février 2008 modifiant la décision 2006/601/CE relative à des mesures d'urgence concernant la présence de l'organisme génétiquement modifié non autorisé «LL RICE 601» dans des produits à base de riz [notifiée sous le numéro C(2008) 743], JOCE L 52, du 27 février 2008, p. 25.

Avis du Comité économique et social européen sur la «Maltraitance des personnes âgées», JOCE C 51, du 23 février 2008, p. 61.

Avis du Comité des régions sur la «Stratégie communautaire 2007-2012 pour la santé et la sécurité au travail», JOCE C 53, du 26 février 2008, p. 16.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er janvier 2008 au 31 janvier 2008 [Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE du Parlement européen et du Conseil].

Directive 2008/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2008 modifiant la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, en ce qui concerne les compétences d'exécution conférées à la Commission, JOCE L 81, du 20 mars 2008, p. 51.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er février 2008 au 29 février 2008 [Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE du Parlement européen et du Conseil].

Recommandation de la Commission du 7 février 2008 concernant un code de bonne conduite pour une recherche responsable en nanosciences et nanotechnologies [notifiée sous le numéro C(2008) 424], JOCE L 116, du 30 mars 2008, p. 46.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er mars 2008 au 31 mars 2008 [Publication en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) no 726/2004 du Parlement européen et du Conseil].

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er mars 2008 au 31 mars 2008 [Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE du Parlement européen et du Conseil].

Avis du Comité des régions sur «Une stratégie européenne pour les problèmes de santé liés à la nutrition, la surcharge pondérale et l'obésité», JOCE C 105, du 25 avril 2008, p. 34.

Décision de la Commission du 28 avril 2008 modifiant la décision 2000/57/CE en ce qui concerne les événements qui doivent être notifiés dans le cadre du système d'alerte précoce et de réaction pour la prévention et le contrôle des maladies transmissibles [notifiée sous le numéro C(2008) 1574], JOCE L 117, du 1er mai 2008, p. 40.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er avril 2008 au 30 avril 2008 [Publication en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) no726/2004 du Parlement européen et du Conseil]

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er avril 2008 au 30 avril 2008 [Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE du Parlement européen et du Conseil]

Communication de la Commission — Notification de titres de médecin spécialiste, d'infirmier responsable de soins généraux, de praticien de l'art dentaire spécialiste, de sage-femme et d'architecte, JOCE C 137, du 4 juin 2008, p. 8.

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. /
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

Recommandation CM/Rec(2008)1 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la prise en compte dans les actions de santé des spécificités entre hommes et femmes
(adoptée par le Comité des Ministres le 30 janvier 2008, lors de la 1016e réunion des Délégués des Ministres)

Résolution CM/Res(2008)6 sur la transplantation de rein de donneurs vivants qui ne sont pas génétiquement liés au receveur
(adoptée par le Comité de Ministres le 26 mars 2008, lors de la 1022e réunion des Délégués des Ministres)

Résolution CM/Res(2008)6 sur la transplantation de rein de donneurs vivants qui ne sont pas génétiquement liés au receveur
(adoptée par le Comité de Ministres le 26 mars 2008, lors de la 1022e réunion des Délégués des Ministres)

Résolution CM/Res(2008)5
sur la responsabilité des donneurs et sur la limitation du don du sang et des composants sanguins
adoptée par le Comité des Ministres le 12 mars 2008 lors de la 1021e réunion des Délégués des Ministres)

Résolution CM/Res(2008)4
sur la transplantation de foie de donneurs vivants entre adultes
(adoptée par le Comité de Ministres le 12 mars 2008, lors de la 1021e réunion des Délégués des Ministres)

Résolution CM/Res(2008)1 portant modification au Règlement sur le régime de couverture médicale et sociale (Annexe XII au Statut du personnel)
(adoptée par le Comité des Ministres le 16 janvier 2008, lors de la 1015e réunion des Délégués des Ministres)

Résolution CM/ResCSS(2008)18 sur l'application du Code européen de sécurité sociale par la Suisse (période du 1er juillet 2006 au 30 juin 2007)
(adoptée par le Comité des Ministres le 21 mai 2008, lors de la 1027e réunion des Délégués des Ministres)

Résolution 1607 (2008)
Accès à un avortement sans risque et légal en Europe
Discussion par l'Assemblée le 16 avril 2008 (15^e séance)

Résolution 1608 (2008)
Le suicide des enfants et des adolescents en Europe: un grave problème de santé publique
Discussion par l'Assemblée le 16 avril 2008 (15^e séance)

Avis n° 267 (2008)

Projet de protocole additionnel à la Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine relatif aux tests génétiques à des fins médicales
Discussion par l'Assemblée le 24 janvier 2008 (8^e séance)

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl-rils/index.cfm>.

Droit édicté / Erlassenes Recht

Danemark. Order No. 907 of 16 July 2007 on restrictions on the right of prisoners to smoke in their own cells. (*Lovtidende, 2007, Part A, 24 July 2007, No. 117, p. 6262*)

Danemark. *Law No. 512 of 6 June 2007 on smoke-free environments.*
<http://147.29.40.91/GETDOCI/ACCN/A20070051230-REGL>

Portugal. Regulatory Decree No. 5/2008 of 11 February 2008 giving effect to Section 4 and subsection 2 of Section 16 of Law No. 32/2006 of 26 July 2006 regulating the use of techniques of medically assisted procreation. (*Diário da República, Part I, 11 February 2008, No. 29, pp. 958-960*)
<http://dre.pt/pdf1sdip/2008/02/02900/0095800960.PDF>

Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.

Revue de droit de la santé 2007-2008/4, p. 329. Question n° 21 de Mme Katia DELLA FAILLE DE LEVERGHEM du 17 novembre 2007 (N.) au ministre des affaires sociales et de la santé publique.
Hôpitaux. Médecins. Vêtements. Infections nosocomiales.

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

Droit édicté / Erlassenes Recht

[RO/AS 1-26 (1^{er} juillet 2008)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) du 18 mars 1994.

- Modification du 21 décembre 2007, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2009 (financement hospitalier), FF 2008 9 et RO 2008 2049.
- Modification du 21 décembre 2007, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2012 (compensation des risques), FF 2008 19.
- Modification du 13 juin 2008 (loi déclarée urgente), en vigueur dès le 14 juin 2008 jusqu'au 31 décembre 2009 (art. 55a : admission selon le besoin), FF 2008 4859 et RO 2008 2917.

Loi fédérale sur l'adaptation des participations cantonales aux coûts des traitements hospitaliers dispensés dans le canton selon la loi fédérale sur l'assurance-maladie du 21 juin 2002. Prorogation du 21 décembre 2007 (loi déclarée urgente), en vigueur dès le 1^{er} janvier 2008 jusqu'au 21 décembre 2009, FF 2008 43 et RO 2008 9.

Ordonnance du DFI concernant les exigences techniques et graphiques relatives à la carte d'assuré pour l'assurance obligatoire des soins (OCA-DFI) du 20 mars 2008, en vigueur dès le 1^{er} avril 2008, RO 2008 1555.

Loi fédérale sur le nouveau régime de financement des soins du 13 juin 2008 (délai référendaire : 2 octobre 2008), FF 2008 4751.

Loi fédérale sur l'assainissement de l'assurance-invalidité du 13 juin 2008 (délai référendaire : 2 octobre 2008), en vigueur dès le 1^{er} janvier 2010, FF 2008 4759.

Loi fédérale sur les stupéfiants et les substances psychotropes (LStup) du 3 octobre 1951. Modification du 20 mars 2008 (délai référendaire : 10 juillet 2008), FF 2008 2055.

Loi fédérale sur l'usage de la contrainte et des mesures policières dans les domaines relevant de la compétence de la Confédération (LUsc ; spécialement art. 22ss sur l'assistance médicale) du 20 mars 2008 (délai référendaire : 10 juillet 2008), FF 2008 2095.

Loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LDAI) du 9 octobre 1992. Modification du 5 octobre 2007, en vigueur dès le 1^{er} avril 2008, RO 2008 785.

Ordonnance sur les denrées alimentaires et les objets usuels (ODAIUOs) du 23 novembre 2005. Modification du 7 mars 2008, en vigueur dès le 1^{er} avril 2008, RO 2008 789.

Ordonnance du DFI sur les objets destinés à entrer en contact avec les muqueuses, la peau ou le système pileux et capillaire, et sur les bougies, les allumettes, les briquets et les articles de farces et attrapes (Ordonnance sur les objets destinés à entrer en contact avec le corps humain) du 23 novembre 2005. Modification du 7 mars 2008, en vigueur dès le 1^{er} avril 2008, RO 2008 1161.

Loi fédérale sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh) du 15 décembre 2000. Modification du 13 juin 2008 (délai référendaire : 2 octobre 2008), FF 2008 4755.

Ordonnance sur la distribution de comprimés d'iode à la population du 1^{er} juillet 1992. Modification du 21 décembre 2007, en vigueur dès le 1^{er} février 2008, RO 2008 121.

Ordonnance sur le personnel de l'Institut suisse des produits thérapeutiques du 28 septembre 2001. Modification du 9 avril 2008, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2008, RO 2008 1919.

Ordonnance du DFI relative à la commission des produits radiopharmaceutiques du 18 février 2008, en vigueur dès le 1^{er} mars 2008, RO 2008 557.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édiction de la pharmacopée et la reconnaissance d'autres pharmacopées du 9 novembre 2001.

- Modification du 7 décembre 2007, en vigueur dès le 1^{er} avril 2008, RO 2008 555.
- Modification du 15 février 2008, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2008, RO 2008 783.

Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse

[FF/BBL 1-26 (1^{er} juillet 2008)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

Arrêté fédéral portant approbation de la Convention sur les droits de l'Homme et la biomédecine du 20 mars 2008 (délai référendaire : 10 juillet 2008), FF 2008 2125.

Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire «Pour la baisse des primes d'assurance-maladie dans l'assurance de base» (art. 117a Cst), du 21 décembre 2007, FF 2008 3.

Initiative populaire fédérale «pour la baisse des primes d'assurance-maladie dans l'assurance de base». Déclaration de retrait entérinée par la Chancellerie fédérale le 16 janvier 2008, FF 2008 307 (le contre-projet d'art. 117a Cst a été rejeté par le peuple et les cantons en juin 2008).

Arrêté fédéral sur l'initiative populaire «Pour une politique raisonnable en matière de chanvre protégeant efficacement la jeunesse» (art. 105a Cst), du 20 mars 2008, FF 2008 2049.

Message relatif à la modification de la loi fédérale sur l'assurance-accidents, du 30 mai 2008, FF 2008 4877.

Procédure de consultation du DFI sur la révision de la loi fédérale sur la lutte contre les maladies transmissibles de l'être humain (délai au 31 mars 2008), FF 2008 51.

Procédure de consultation du DFI sur un avant-projet de loi fédérale sur la prévention et la promotion de la santé (délai au 31 octobre 2008), FF 2008 5359.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée aux *Hôpitaux Universitaires de Genève* (HUG), du 8 janvier 2008, FF 2008 58.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée à la *Kinder- und Jugendpsychiatrische Klinik Basel*, du 11 mars 2008, FF 2008 1380.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée à la *Lukas Klinik Arlesheim*, du 11 mars 2008, FF 2008 1382.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée à la *Psychiatrische Universitätsklinik Zürich*, du 11 mars 2008, FF 2008 1384.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée au *Registre jurassien des tumeurs*, du 8 avril 2008, FF 2008 2277.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée à la *Lukas Klinik Arlesheim* (changement du médecin titulaire), du 20 mai 2008, FF 2008 3443.

Autorisations générales de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordées aux *Services Psychiatriques Universitaires de Berne*, du 1^{er} juillet 2008, FF 2008 5304 et 5307.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée aux *Services Psychiatriques Universitaires de Berne*, du 1^{er} juillet 2008, FF 2008 5307.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée pour le projet

« *Validierung des BODE-Indexes für Patienten mit einer chronisch obstruktiven Lungenerkrankung* », du 12 février 2008, FF 2008 1008.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée pour les projets « *Registre des arrêts cardio-vasculaires (ACV) extrahospitaliers dans le canton du Tessin* » et « *Registre cantonal des syndromes coronariens aigus préhospitaliers (SCA PREH) dans le canton du Tessin* », du 17 juin 2008, FF 2008 4722.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée pour le projet « *Une analyse de l'eugénisme dans les débats de la psychiatrie suisse entre 1879 et 1927* », du 1^{er} juillet 2008, FF 2008 5301.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonaies Recht (Auswahl)

(Selon les informations disponibles sur le site de l'Institut du fédéralisme <http://www.lexfind.ch/>)

Note : des modifications sont entrées en vigueur dans la plupart des lois cantonales sur l'hôtellerie et la restauration (Gastgewerbegesetz). Pour plus d'information, voir : <http://www.lexfind.ch/?cid=10>

Argovie / Aargau

Gesundheitsgesetz (GesG)

<http://www.lexfind.ch/dta/333/2/301-100.pdf>

Appenzell Rhodes extérieures / Appenzell Ausserrhoden

Gesundheitsgesetz (nouvelle loi du 25 novembre 2007, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008).

http://www.lexfind.ch/dta/28779/2/1037_811.1_Gesundheitsgesetz.pdf

Bâle-Campagne / Basel-Landschaft

Gesundheitsgesetz, § 43.

<http://www.lexfind.ch/dta/20770/2/901.0.pdf>

Glaris / Glarus

Gesetz über das Gesundheitswesen (nouvelle loi du 6 mai 2007, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2008).

http://www.lexfind.ch/dtah/46645/2/gs_viii_a_1_1_neu.pdf

Grisons / Graubünden

Gesetz über das Gesundheitswesen des Kantons Graubünden, (révision partielle de la loi ainsi que de plusieurs ordonnances qui en dépendent)

<http://www.lexfind.ch/dta/23615/2/>

Lucerne / Luzern

Patientenreglement für die Luzerner Psychiatrie (du 18 janvier 2008)

<http://www.lexfind.ch/dta/28853/2/fsrl822b.htm>

Saint-Gall / St-Gallen

gesundheitsgesetz, Übergangsbestimmung des IX. Nachtrags vom 15. April 2008.

<http://www.lexfind.ch/dta/11218/2/311.1.html>

Thurgovie / Thurgau

Gesetz über das Gesundheitswesen (Gesundheitsgesetz)

http://www.lexfind.ch/dta/13669/2/810_1e4.pdf

Uri

Gesetz über das Gesundheitswesen, art. 47 a et 47 b.

<http://www.lexfind.ch/dta/14577/2/30-2111.pdf>

Zurich / Zürich

Gesundheitsgesetz (GesG) (nouvelle loi du 2 avril 2007, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2008).

http://www.lexfind.ch/dta/16918/2/810.1_2.4.07_61.pdf

Patientinnen- und Patientengesetz § 21a

http://www.lexfind.ch/dta/17317/2/813.13_5.4.04_61.pdf

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

Suisse/Schweiz

ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES. Nouvelles directives pour le don d'organes solides par des personnes vivantes.

http://www.samw.ch/content/f_Aktuell_Lebendspende.php

ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES. Traitement médical et prise en charge des personnes en situation de handicap.

http://www.samw.ch/content/f_Aktuell_MM_Behinderte.php

BMS 12-13/2008, p. 511. Double évaluation éthique des projets de recherche menés à l'étranger, en particulier en partenariat nord-sud.

Etranger/Ausland

(pas de notice pour cette rubrique dans la présente édition)

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

<http://www.echr.coe.int>

- Arrêt (Grande Chambre) du 4 décembre 2007, Dickson c. Royaume-Uni.
Refus des autorités britanniques de laisser un détenu recourir à l'insémination artificielle. Violation de l'article 8 CEDH.
- Arrêt Hadri-Vionnet c/ Suisse, requête n°55525/00 du 14 février 2008
L'enfant mort-né d'une requérante d'asile algérienne avait été enterré à Buchs, dans le canton d'Argovie, sans cérémonie et sans que les parents en aient été informés. La Cour européenne des droits de l'homme a jugé que la Suisse avait violé l'article 8 de la convention européenne des droits de l'homme.
- Affaire Kearns c/ France, requête n°35991/04 du 10 janvier 2008
Une mère irlandaise qui avait accouché sous X en France demande la restitution de son enfant environ 5 mois après l'accouchement. Sa demande est refusée étant donné qu'elle n'avait que deux mois pour rétracter son consentement à l'adoption. Estimant avoir été mal informée et avoir mal compris, et que par conséquent son consentement avait été vicié, elle saisit la justice pour obtenir la restitution de son enfant. Relevant que la requérante est venue en France pour pouvoir bénéficier de l'accouchement anonyme, qu'elle est s'est rendue à la maternité avec un avocat une semaine avant l'accouchement, qu'elle a eu des entretiens avec les services sociaux et qu'elle a eu droit à un traducteur, la Cour a estimé que la requérante avait été bien informée des conditions de restitution de son enfant. La Cour a donc jugé que les autorités françaises avaient informé la requérante de manière suffisante et détaillée et que par conséquent, il n'y avait pas eu violation de l'article 8 CEDH.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

<http://curia.eu.int/fr/index.htm>

Affaire C-319/05: Arrêt de la Cour (première chambre) du 15 novembre 2007 — Commission des Communautés européennes/République fédérale d'Allemagne (Recours en manquement — Articles 28 CE et 30 CE — Directive 2001/83/CE — Préparation d'ail sous la forme de gélules — Préparation légalement commercialisée comme complément alimentaire dans certains États membres — Préparation classée en tant que médicament dans l'État membre d'importation — Notion de «médicament» — Entrave — Justification — Santé publique — Proportionnalité), JOCE C 8 du 12 janvier 2008, p. 3.

Affaire C-456/05: Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 6 décembre 2007 — Commission des Communautés européennes/République fédérale d'Allemagne (Manquement d'État — Article 43 CE — Psychothérapeutes conventionnés — Système de quotas — Règles transitoires dérogatoires — Proportionnalité — Recevabilité), JOCE C 22, 26 janvier 2008, p. 4.

Affaire C-67/07: Arrêt de la Cour (cinquième chambre) du 29 novembre 2007 — Commission des Communautés européennes/République française (Manquement d'État — Directive 2004/24/CE — Médicaments traditionnels à base de plantes — Code communautaire — Non-transposition dans le délai prescrit), JOCE C 22, 26 janvier 2008, p. 15.

Affaire F-20/07: Ordonnance du Tribunal de la fonction publique (1re chambre) du 19 décembre 2007 — Marcuccio/Commission (Fonction publique — Fonctionnaires — Sécurité sociale — Assurance maladie — Prise en charge des frais médicaux — Rejet explicite de la demande), JOCE C 44, du 16 février 2008, p. 109.

Affaire C-257/06: Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 24 janvier 2008 (demande de décision préjudicielle de la Corte suprema di cassazione — Italie) — Roby Profumi Srl/Comune di Parma (Article 28 CE — Directive 76/768/CEE —

Protection de la santé — Produits cosmétiques — Importation — Communication aux autorités de l'État d'importation d'informations relatives aux produits cosmétiques), JOCE C 64, du 8 mars 2008, p. 9.

Affaire C-506/06: Arrêt de la Cour (grande chambre) du 26 février 2008 (demande de décision préjudicielle du Oberster Gerichtshof — Autriche) — Sabine Mayr/Bäckerei und Konditorei Gerhard Flöckner OHG (Politique sociale — Directive 92/85/CEE — Mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes au travail — Notion de «travailleuse enceinte» — Interdiction du licenciement des travailleuses enceintes pendant la période allant du début de leur grossesse jusqu'au terme du congé de maternité — Travailleuse licenciée alors que ses ovules ont été, à la date du prononcé du licenciement, fécondés in vitro, mais non encore transférés dans son utérus — Directive 76/207/CEE — Égalité de traitement entre travailleurs masculins et travailleurs féminins — Travailleuse soumise à un traitement de fécondation in vitro — Interdiction de licenciement — Portée), JOCE C 92, du 12 avril 2008, p. 7.

Affaire C-229/07: Ordonnance de la Cour (septième chambre) du 21 janvier 2008 (demande de décision préjudicielle du Tribunal administratif de Paris — France) — Diana Mayeur/Ministère de la santé et des solidarités (Article 104, paragraphe 3, du règlement de procédure — Article 23 de la directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil — Liberté d'établissement — Reconnaissance des diplômes, titres et expérience acquise — Situation du ressortissant d'un État tiers, titulaire d'un diplôme de médecine délivré par cet État tiers et homologué par un État membre, souhaitant obtenir l'autorisation d'exercer sa profession de médecin dans un autre État membre où il réside légalement avec son conjoint, ressortissant de ce dernier État membre), JOCE C 92, du 12 avril 2008, p. 10.

Affaire C-446/05: Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 13 mars 2008 (demande de décision préjudicielle du Tribunal de première instance de Bruxelles — Belgique) — Procédure pénale/Ioannis Doulamis (Article 81 CE, lu en combinaison avec l'article 10 CE — Législation nationale interdisant la publicité en matière de prestations de soins dentaires), JOCE C 116, du 9 mai 2008, p. 2.

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

Allemagne / Deutschland

- Medizinrecht, vol. 26, no 4, April 2008, p. 213, OLG Hamm, Beschl. v. 13.6.2007 – 3 W 32/07 (LG Essen) Anspruch auf Auskunftserteilung über die Identität des genetischen Vaters.
Es besteht kein Auskunftsanspruch eines durch künstliche Isolation gezeugten Kindes gegen den behandelnden Arzt auf Auskunft über die Identität des genetischen Vaters.
Es ergibt sich keine Notwendigkeit für eine Pflicht zur längereren als der in der Berufsordnung für Ärzte vorgeschriebenen Aufbewahrung der ärztlichen Dokumentation (Leitsätze der Bearbeiterin).
- Medizinrecht, vol. 26, no 4, April 2008, p. 217, OLG Hamm, Urt. v. 20.8.2007 – 3 U 274/06 (LG Essen) Infektion nach Injektionsbehandlung durch einen Orthopäden: Verwirklichung eines behandlungsimmanenten Risikos, einfacher oder grober Behandlungsfehler?
Die unterlassene Anwendung eines Mundschutzes bei der Durchführung einer Injektionsbehandlung kann einen ärztlichen Behandlungsfehler darstellen. Eine Haftung für den weiteren Krankheitsverlauf scheidet jedoch aus, wenn sich die Kausalität nicht nachweisen lässt. (Leitsatz der Bearbeiterin).
- Medizinrecht, vol. 26, no 4, April 2008, p. 226, OVG Nordrh.- Westf., Beschl. v. 31.7.2007 – 13/B 927/07 (VG Düsseldorf) Ruhen der Approbation.
Die Durchführung medizinisch nicht indizierter Dialysemassnahmen rechtfertigt die Anordnung des Ruhens der Approbation als Arzt und deren sofortige Vollziehung.
- Medizinrecht, vol. 26, no 3, März 2008, p. 158, BGH, Urt. v. 5.7.2007 – 4 StR 549/06 (LG Halle) Zu den Voraussetzungen einer hypothetischen Einwilligung
Eine Einwilligung in einen ärztlichen Heileingriff kann wirksam nur erteilt werden, wenn der Patient über den Eingriff, seinen Verlauf, seine

Erfolgaussichten, Risiken und mögliche Behandlungsalternativen aufgeklärt worden ist. Liegt ein Aufklärungsmangel vor, kann die Rechtswidrigkeit der Körperverletzung entfallen, wenn der Patient auch bei ordnungsgemässer Aufklärung in die tatsächlich durchgeführte Operation eingewilligt hätte (Leitsätze des Bearbeiters).

- Medizinrecht, vol. 26, no 3, März 2008, p. 161, OLG Koblenz, Urt. v. 14.6.2007 – 5 U 1370/06 (LG Tier) Keine Vergütung, aber haftung eines kosmetischen Chirurgen für misslungenen Eingriff aufgrund fehlerhafter Diagnose.
(...) Eine Vergütung kann der Arzt für die Operation nicht verlangen, wenn feststeht, dass der Patient bei sachgemässer Diagnose und Aufklärung den Eingriff nicht hätte vornehmen lassen (...).
- Medizinrecht, vol. 26, no 2, Februar 2008, p. 87, BGH, Urt. v. 22.5.2007 – VI ZR 35/06 (OLG München) Erforderliche Sorgfalt und Umfang der Aufklärungspflicht bei Anwendung einer Aussenseitermethode.
Bei Anwendung einer Aussenseitermethode ist grundsätzlich der Sorgfaltsmassstab eines vorsichtigen Arztes entscheidend. Zum Umfang der Aufklärungspflicht des Arztes bei Anwendung einer solchen methode.
- Medizinrecht, vol. 26, no 1, Januar 2008, p. 44, BGH, Urt. v. 9.1.2007 – VI ZR 59/06 (OLG Köln) Diagnosefehler in der Histopathologie.
Ein Diagnosefehler (hier: eines Pathologen) wird nicht bereits deshalb zum Befunderhebungsfehler, weil der Arzt es unterlassen hat, die Beurteilung des von ihm erhobenen Befundes durch Einholung einer zweiten Meinung zu überprüfen
- Medizinrecht, vol. 26, no 4, Mai 2008, p. 289, BGH, Urt. v. 10. 10. 2006 – VI ZR 74/05 (OLG München) Aufklärung bei der Behandlung Minderjähriger.
a) Minderjährigen Patienten kann bei einem nur relativ indizierten Eingriff mit der Möglichkeit erheblicher Folgen für ihre künftige Lebensgestaltung ein Vetorecht gegen die Einwilligung durch die gesetzlichen Vertreter zustehen, wenn sie über eine ausreichende Urteilsfähigkeit verfügen.
b) Auch über ein gegenüber dem Hauptrisiko des Eingriffs weniger schweres Risiko ist aufzuklären, wenn dieses dem Eingriff spezifisch anhaftet, es für den Laien überraschend ist und durch die Verwirklichung des Risikos die Lebensführung des Patienten schwer belastet würde.

c) Im Hinblick auf den Beginn der Verjährungsfrist gemäß § 852 BGB a. F. besteht keine Verpflichtung des Patienten, sich Kenntnisse über fachspezifisch medizinische Fragen zu verschaffen.

- Medizinrecht, vol. 26, no 4, Mai 2008, p. 295, OLG Oldenburg, Urt. v. 11. 5. 2005 – 5 U 163/04 (LG Aurich) Bedeutung der Zusicherung eines bestimmten Operateurs für die Reichweite der Einwilligung des Patienten.
 1. *Sagt der Chefarzt einem Patienten verbindlich zu, ihn persönlich zu operieren, so erstreckt sich die Einwilligung des Patienten nicht auf andere Ärzte.*
 2. *Soll entgegen einer solchen Zusage ein anderer Arzt die Operation übernehmen, so muss der Patient hiervon so rechtzeitig unterrichtet werden, dass er sich für eine Verschiebung der Operation entscheiden kann. Bei einer Operation, die außergewöhnliche Risiken birgt, reicht hierfür eine Unterrichtung am Vorabend nicht aus.*

Autriche / Austria

- RdM, 02/2008, p. 47, OGH 11.12.2007, 5 Ob 148/07m, Wrongful birth : Haftung bei pränataler Diagnose. Mit Anmerkung von Christian Kopetzki.
Wird beim Organscreening im Rahmen pränataler Diagnostik ein Hinweis auf einen beginnenden Wasserkopf als Folge einer Meningomyelozele nicht entdeckt und unterbleibt eine Wiederbestellung der Schwangeren, obwohl diagnoserelevante Strukturen nicht einsehbar waren, dann liegt ein ärztlicher Kunstfehler vor.

France / Frankreich

- Dalloz, n° 3, 17 janvier 2008, p. 192, Cour de cassation, 1^{re} civ. 6 décembre 2007 l'information du patient et de ses proches et l'exclusion contestable du préjudice moral (commentaire de Pierre Sargos)
Le médecin n'est tenu d'informer les proches du malade et de recueillir leur consentement que lorsque celui-ci est dans l'impossibilité de donner son accord. Si le patient est en mesure de recevoir l'information et de consentir de façon éclairée aux soins proposés, le médecin n'a pas à donner l'information litigieuse à l'entourage familial. Le seul préjudice indemnisable à la suite du non-respect de l'obligation d'information du médecin, laquelle a pour objet d'obtenir le consentement éclairé du patient, est la perte de chance.

d'échapper, au risque qui s'est finalement réalisé. la réparation du préjudice moral est donc prohibé.

- Dalloz, n° 42, 29 novembre 2007, p. 2981, Cour de cassation, crim. 12 sept. 2007 refus de se soumettre au prélèvement de ses empreintes génétiques (note de Stéphane Detraz)
La mesure de protection judiciaire à l'égard d'un mineur par un tribunal pour enfants ne constitue pas une condamnation pénale permettant, en application des dispositions des articles idoines du code de procédure pénale, l'inscription au fichier national automatisé des empreintes génétiques.
- Dalloz, N° 22, 2008, p. 1525, Cour de cassation, com., 26 mars 2008, médicament générique et référence au princeps (note de J. Azéma)
- Dalloz, n° 23, 12 juin 2008, p. 1544, Cour de cassation, 1^{re} civ. 22 mai 2008 lien de causalité entre la sclérose en plaques et le vaccin contre l'hépatite B (commentaire d'Inès Gallmeister)
Les juges de fond doivent rechercher si les éléments de preuve constituent des présomptions graves, précises et concordantes du caractère défectueux d'un vaccin litigieux. Pour établir la défectuosité du produit, la Cour de cassation admet que la présentation du vaccin aurait dû signaler l'existence du risque, dès lors que celui-ci était mentionné dans un ouvrage médical de référence.
- Revue Droit & Santé, n° 21, janvier 2008, p. 32, CAA Nancy, 27 septembre 2007, n° 04NC00486 et CAA Paris, 8 octobre 2007, n° 05PA04922 (commentaire de Pierre-Yves Chapeau)
Actualités en matière d'infections nosocomiales : Preuve du caractère nosocomial de l'infection et d'un préjudice imputable à cette dernière (CAA Nancy : admis in casu) ; l'aggravation d'une infection nosocomiale endogène en raison d'un traitement et des reprises chirurgicales n'engage pas la responsabilité d'un établissement public de santé (CAA Paris).
- Revue Droit & Santé, n° 21, janvier 2008, p. 38, CAA Bordeaux, 23 octobre 2007, n° 05BX01461 (commentaire de Max Verbier)
Variations autour de l'indemnisation de l'ablation d'un testicule et d'un sein.
- Revue Droit & Santé, n° 22, mars 2008, p. 213, Cass. 1^{ère} civ. 1er décembre 2007, n° D 06-19. 301, arrêt n° 1400 FS – P + B. (commentaire de Karine Morel)

Limite de l'information de la famille d'une personne malade.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.jaac.admin.ch> et

<http://www.bk.admin.ch/dokumentation/02574/index.html?lang=fr>

La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante :

<http://www.bger.ch/> pour tous les arrêts publiés par le Tribunal fédéral.

Pour les arrêts concernant les assurances maladie et accident, voir aussi le site du Tribunal administratif fédéral :

<http://www.bundesverwaltungsgericht.ch/fr/index/entscheide/jurisdiction-datenbank.htm>

- AJP/PJA, 2/2008, p. 228. Tribunal fédéral, 1^e Cour de droit public, 30.7.2007, A. c. B. et C. (1F_1/2007), révision de l'arrêt du Tribunal fédéral du 22 décembre 1999 dans la cause 1P.600/1999. Commentaire par MICHEL HOTTELIER.
Art. 8 CEDH. Droit de connaître son ascendance ; révision d'un arrêt du Tribunal fédéral (art. 122 LTF).
- 2C 5/2008 – Arrêt de la 2^e Cour de droit public du 2 avril 2008.
Soins administrés par un ostéopathe à une adolescente de treize ans avec l'accord de sa mère et malgré les protestations de la patiente, reconnue capable de discernement. La violation des devoirs professionnels (non-recueil du consentement de la jeune fille) justifie une amende disciplinaire de 1'500.-.
- ATF 133 III 607 – Arrêt de la 2^e Cour de droit civil du 2 août 2007.
Assurance maladie complémentaire. Un assureur peut prévoir dans les conditions générales d'assurance que les prestations ne sont fournies que pour le séjour dans une clinique avec laquelle il a conclu une convention tarifaire. La garantie de droit transitoire de l'art. 102 LAMal ne porte que sur l'étendue des prestations.
- ATF 134 III 193 – Arrêt de la 2^e Cour de droit civil du 23 août 2007.
Sanctions d'une fédération sportive pour dopage. La lutte contre le dopage constitue un intérêt prépondérant au sens de l'article 28 al. 2 CC justifiant une atteinte à la personnalité.

- 5A_396/2007 – Arrêt de la 2^e Cour de droit civil du 23 juillet 2007.
Mesure d'isolement durant une privation de liberté à des fins d'assistance. Base légale (art. 41 al. 2 loi bernoise sur la santé publique). Non-respect du principe de proportionnalité.
- 5A_656/2007 – Arrêt de la 2^e Cour de droit civil du 13 mars 2008.
Mise en chambre fermée d'un patient privé de liberté à des fins d'assistance, à titre de mesure disciplinaire. L'art. 50 de la loi genevoise sur la santé n'est pas une base légale suffisante et la mesure est disproportionnée.
- ATF 133 V 579 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 30 juillet 2007.
L'assureur maladie peut en principe faire valoir une prétention en restitution de prestations contre un hôpital ayant plus de lits que ne l'autorise la planification hospitalière cantonale. Délai de péremption de l'action.
- ATF 133 V 613 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 29 octobre 2007.
Les institutions de soins ambulatoires (art. 35/2 LAMal) et les médecins salariés travaillant pour elles ne sont pas soumis au gel des admissions de l'art. 55a LAMal.
- ATF 133 V 624 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit social du 22 octobre 2007.
Un mineur atteint d'une infirmité congénitale ne peut pas se prévaloir de la libre prestation de services prévue par le Traité CE et la jurisprudence de la CJCE pour prétendre la prise en charge des coûts d'un traitement ambulatoire suivi en Allemagne.
- ATF 134 V 1 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 29 novembre 2007.
Administration simultanée de plusieurs traitements ambulatoires dont la prise en charge incombe à des assureurs différents. Non-application de l'art. 64 LPGa.
- ATF 134 V 34 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 5 décembre 2007.
Exceptions à l'obligation de s'assurer (art. 2 et 6 OAMal). Notion de couverture d'assurance analogue. Inapplicabilité des règlements (CEE) n° 1408/71 et n° 1612/68.

- ATF 134 V 72 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 18 janvier 2008.
Notion d'accident (art. 4 LPGa). La personne qui se blesse une dent à la suite d'un heurt contre le volant d'une auto-tamponneuse est victime d'un accident (changement de jurisprudence).
- ATF 134 V 83 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 9 janvier 2008.
Les listes des analyses, des moyens et appareils et des spécialités ont un caractère positif et exhaustif. Le produit « New Fill », qu'il soit qualifié de médicament ou de dispositif médical, n'est donc pas à charge de l'assurance obligatoire des soins pour traiter la lipodystrophie d'un sidéen.
- ATF 134 V 109 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit social du 19 février 2008.
Traumatisme de type « coup du lapin » à la colonne cervicale. Lien de causalité naturelle et adéquate (précision de jurisprudence).
- JAAC 2008.14, p. 201 ss.
EJPD, Bundesamt für Justiz: Vereinbarkeit genetischer und morphologischer Untersuchungen von Embryonen in vitro mit Art. 119 Abs. 2 Bst. c BV, Gutachten vom 15. Oktober 2007 und 22. Januar 2008.
- JAAC 2008.20, p. 287 ss.
EDA, Direktion für Völkerrecht: Völkerrechtliche Zulässigkeit von Zwangsimpfungen gegenüber Diplomaten, Gutachten vom 4. März 2008.
- JdT 2007 I 643 = ATF 131 I 205
Apothekerverband c. Zurich
Violation du principe de la séparation des pouvoirs. Contrôle abstrait des normes. Cotestation par des pharmaciens d'une modification du règlement zurichois sur le commerce des médicaments, qui permet aux médecins de remettre directement des médicaments. Admission du recours et annulation de la norme.
- JdT 2007 IV 151 = 131 IV 114
Ministère public de Bâle-Ville c. Y.
Abus de la détresse (lien de dépendance) du patient par un psychiatre. Application de l'art. 193 CP. Question laissée indécise de savoir si l'on doit, de façon générale, exclure l'abus de la dépendance lorsque l'initiative des contacts sexuels est le fait du patient.

- Praxis 2/2008 pp. 152-158 (traduction d'un arrêt en français : ATF 133 V 218 = SVR 2007 KV N°12)
Art. 25 Abs 1 und 2 lit. a Ziff 3, Art. 38 KVG. Ein Anspruch auf Übernahme der kosten von durch eine Pflegefachkraft erbrachten Leistungen beseht nur, wenn jene selbständig und auf eigene Rechnung oder im Angestelltenverhältnis mit einem Leistungserbringer praktiziert, der zur Tätigkeit zu Lasten der obligatorischen Krankenpflegeversicherung zugelassen ist (E. 6)
- Praxis 3/2008 pp. 198-208 (traduction d'un arrêt en français : ATF 133 III 462)
Art. 6 StHG/FR ; Art 42 Abs 2 OG ; Art. 72 Abs 2 lit. b BGG ; Art. 31 Abs 1 lit d BGerR.
Haftpflicht des Staats für die Tätigkeit von Ärzten ; entgangene Chance [perte d'une chance]. Das Bundesgericht verneint in diesem Entscheid (allerdings im Rahmen der beschränkten Willkürprüfung) die Anwendung der Theorie der entgangenen Chance (perte d'une chance) im schweizerischen Haftpflichtrecht wohl zutreffend.
- Praxis 3/2008, pp. 246-255 (traduction d'un arrêt en français : ATF 133 V 239).
Art. 48 lit. a VwVG ; Art103 lit. a OG; Art. 52 KVG.
In casu sind der Apothekerverband M und der Apothekerverein der Kanton Y nicht berechtigt, Beschwerde gegen die Festsetzung der Medikamentenpreise zu führen, da die Beschwerde nicht darlegt, inwiefern die Mehrheit oder eine Grosszahl der Mitglieder von angefochtenen Entscheid betroffen seien (E 9.1-9.6).
- RDAF, Genève, 2007 (63 : 4-6) p. 385.
ATF 132 V 6-18 (28.12.2005/a). Confirmation de la jurisprudence établie par l'ATF 126 V 172 selon laquelle, d'une part, le recours de droit administratif n'est pas ouvert contre une décision (sur recours) négative du Conseil fédéral en matière de liste des hôpitaux et, d'autre part, le refus d'inclure un hôpital dans la liste des hôpitaux cantonale (respectivement ici: une admission avec moins de lits que le nombre demandé) n'entre pas dans le champ d'application de l'art. 6 par. 1 CEDH. Cela vaut aussi en cas de lits

uniquement prévus pour des patients au bénéfice d'une assurance complémentaire dans des hôpitaux privés (avec note de M. Mader).

- RDAF 2007 (63 : 4-6) p. 398, ATF 132 V 368-376 (30.6.2006/a) - *Procédure en matière d'assurances sociales. Droit d'être entendu et établissement des faits. Application du droit dans le temps (E.C.)*
- RDAF 2007 (63 : 4-6) p. 401, ATF 132 V 93-112 (8.2.2006/a) - *Procédure en matière d'assurances sociales. Récusation d'un expert (C.W.)*
- RDAF 2007 (63 : 4-6) p. 414, ATF 132 V 18-22, c. 1 et 2 (13.1.2006/f) - *Conclusions en constatation de droit négative; assurance-maladie (art. 89 LAMaI). Dans le cadre d'un litige entre un assureur et un fournisseur de prestations (ici un pharmacien), la demande du premier tendant à faire constater qu'il n'a pas à rembourser le second est en principe irrecevable (E.P.)*
- RDAF 2007 (63 : 4-6) p. 422, ATF 132 V 1-5 (9.12.2005/a) - *Assurance-invalidité et prévoyance professionnelle; qualité pour recourir de l'institution de prévoyance à l'encontre de décisions des organes de l'AI (art. 49 al. 4 LPGa). Lorsque l'office AI omet d'attirer à la procédure l'institution de prévoyance concernée, cette dernière n'est pas liée par la décision fixant le degré d'invalidité (E.P.)*
- RDAF 2007 (63 : 4-6) p. 518, ATF 132 II 200-208 (et, pour le c. 2, ZBI 2006, 669) (21.2.2006/a) - *Substances thérapeutiques (art. 9 al. 1, lit. c, et 14 al. 1, lit. c LPTTh). Exception au régime d'autorisation de mise sur le marché pour les «spécialités de comptoir» produites selon une formule propre (N.W.)*
- RDAF 2007 (63 : 4-6) p. 521, ATF 132 II 298-302 (10.5.2006/a) - *Substances thérapeutiques (art. 9 al. 1, lit. a LPTTh). Exception au régime d'autorisation de mise sur le marché pour les médicaments préparés sur ordonnance («formule magistrale»)(N.W.)*
- RDAF 2007 (63 : 4-6) p. 523, ATF 132 II 298-302 (10.5.2006/a) - *Substances thérapeutiques (art. 9 al. 1, lit. a LPTTh). Exception au régime d'autorisation de mise sur le marché pour les médicaments préparés sur ordonnance («formule magistrale»)(N.W.)*

- RDAF 2007 (63 : 4-6) p. 526, ZBI 2006, 661-665 (29.11.2005/a) - *Substances thérapeutiques. Modification de l'information destinée aux professionnels au sujet d'un médicament présentant des risques de contamination nouvellement découverts.* (N.W.)
- RDAF 2007 (63 : 4-6) p. 528, ZBI 2006, 665-669 (4.8.2005/a) - *Substances thérapeutiques. Révocation d'une autorisation de mise sur le marché pour un médicament qui ne répond plus aux exigences de qualité, respectivement au motif que la documentation exigée sur le produit ne répond pas aux exigences relatives à l'établissement de la preuve de la qualité.* (N.W.)
- RDAF 2007 (63 : 4-6) p. 565, ZBI 2006, 596-601 (18.4.2006/a) - *Responsabilité d'une commune pour des dommages causés par le comportement délictuel d'un administrateur d'EMS à l'encontre de résidents. Responsabilité organisationnelle. Activité officielle. Arbitraire.* (S.F.)
- Rivista ticinese di diritto, II – 2007 p. 49 n° 12, TF 22.3.2007 N. 2P.104/2006 *Art. 74 LSan ; 27 Cost. Clausola del bisogno per l'apertura di uno studio medico secondario. L'art. 74 della legge sanitaria ticinese, che consente l'apertura di uno studio medico secondario soltanto quando è accertato un bisogno effettivo per la popolazione, istituisce una limitazione della libertà economica dei medici inadeguata a contenere i costi della salute e comunque non prevalente sull'interesse degli operatori sanitari alla libera scelta del luogo di lavoro.*
- Rivista ticinese di diritto, II – 2007 p. 151 n° 32, TF 30.1.2007 N. 2U.215/05 *Art. 10, 16 LAINF ; 6 LPG. Per potere ammettere il nesso di causalità con un infortunio tipo "colpo di frusta", solo i disturbi a livello della nuca o del rachide cervicale devono manifestarsi entro 24-72 ore al massimo dall'evento traumatico, ad esclusione dei disturbi rientranti del quadro clinico tipico (mal di testa, vertigini, disturbi della concentrazione e della memoria, nausea, affaticabilità, disturbi della vista, irritabilità, labilità affettiva, depressione ecc.). In concreto, la presenza di dolori al collo e spalle nelle 72 ore successive all'incidente della circolazione non è contestata. Per quanto riguarda gli altri disturbi, che si sono manifestati entro un lasso di tempo che permetterebbe di concludere per l'esistenza di un nesso causale naturale, dalla*

documentazione medica e non agli atti risulta che essi erano presenti, contrariamente a quanto asserito dall'Instituto assicuratore, anche dopo 12 giorni dall'infortunio e fino perlomeno a circa 7 mesi dal sinistro. Rinvio degli atti all'assicuratore LAINF per procedere a ulteriori accertamenti in materia di nesso causale naturale (visto che quest'ultimo ha ommesso di sottoporre il caso per esame a uno specialista neurologo), per accertare poi l'esistenza di un nesso causale adeguato secondo la giurisprudenza applicabile in ambito di trauma da colpo di frusta e per fine stabilire l'eventuale diritto a prestazioni assicurative.

- Sic ! 2008 p. 141-144 ATF du 13 juin 2007, « Migräne und Sport », Aff. 2A.787/2006
OPMéd 1 al. 2 let. c, OPMéd 2 let. a. Contrairement à ce que l'interprétation a contrario de la teneur de l'art. 1 al. 2 let. c OPMéd pourrait laisser entendre, ce n'est pas toute information qui se réfère directement ou indirectement à un certain médicament qui est considérée comme publicité. La mention d'un médicament ou d'un principe actif précis ne peut à elle seule fonder un caractère publicitaire. Les circonstances du cas d'espèce sont déterminantes (consid. 5).
LPT 32 al. 2 let. a; OPMéd 2 let. b. Dans la mesure où l'information permet d'encourager la vente, son illicéité a été admise en l'espèce. En effet, le principe actif du médicament de la recourante a été mis en évidence dans l'article concerné et dans d'autres articles, la nécessité d'un conseil médical a été passée sous silence, et l'article en question comportait le logo de la société recourante. Demeure ouverte la question de savoir si l'intention d'encourager les ventes, qui a été admise en l'espèce, doit être nécessairement réalisée (consid. 6).
- ZBI 5/2008, p. 269. Arrêt du Tribunal fédéral du 12 juin 2007, 2P.59/2007.
Bewilligung zur Beschäftigung von unselbständig tätigen Psychotherapeuten. Eine kantonale Regelung, die vorsieht, dass höchstens drei der maximal sechs von einer Fachperson angestellten Psychotherapeuten die Voraussetzungen für die Zulassung zur selbständigen Berufsausübung erfüllen dürfen, stellt einen unverhältnismässigen Eingriff in die Wirtschaftsfreiheit dar.
- ZBI 5/2008, p. 272. Arrêt du Tribunal fédéral du 1^{er} mai 2007, 2P.59/2007.
Verhältnismässigkeit des Rückrufs von Arzneimitteln. Der Hersteller von Arzneimitteln kann sich nicht unter Hinweis auf eine (angeblich) fehlende Gesundheitsgefährdung gegen den Rückruf seines ursprünglich zugelassenen, nachträglich von ihm abgeänderten Produkts zur Wehr setzen;

die Prüfung der Verhältnismässigkeit der angeordneten Massnahmen bezieht sich in diesem Fall nur auf die Frage, welche Massnahmen zur Wiederherstellung des rechtmässigen Zustands geeignet und erforderlich sind.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

Berne / Bern

- BVR/JAB 5/2008, p 232ss
*Urteil der Verwaltungsgerichts (sozial versicherungsrechtliche Abteilung) vom 25. Januar 2008 i.s. S. gegen Krankenkasse X. (KV68729).
Krankenversicherung: Wahlrecht der versicherten Person unter mehreren zugelassenen Leistungserbringern (41 abs. 1 KVG).*
- BVR/JAB 6/2008, p 279 ss
*Urteil der Verwaltungsgerichts (sozial versicherungsrechtliche Abteilung) vom 6. Dezember 2007 i.s. P. gegen H. Unfallversicherung (UV68093).
Unfallversicherung: Kürzung von Taggeldern (37 abs. 2 UVG).*

Jura

- RJJ 2/2007 pp. 168-172. Tribunal cantonal- Président a.h. de la chambre des assurances.
Demande de réduction de prime d'assurance-maladie présentée tardivement pour un enfant alors que toute la famille bénéficie de réduction de prime depuis plusieurs années. Refus de la CCJ d'allouer une réduction de primes pour les années précédant la demande, confirmé par recours.

Lucerne / Luzern

- LGVE 2007 III Nr. 13, p. 427.
Krankenversicherungsrecht. Voraussetzungen für die Zulassung zur Tätigkeit zulasten der obligatorischen Krankenpflegeversicherung. Artikel 47 Absatz 1b KVV. Zulassungsstopp. (...) Ein Praktikum im Ausland kann nicht angerechnet werden.

St-Gall / St-Gallen

- GVP 2007, nr. 7/8, p. 25.

Art. 7 und 8 ATSG. Somatoforme Schmerzstörung: Es besteht eine Vermutung, dass die somatoforme Schmerzstörung oder ihre Folgen mit einer zumutbaren Willensanstrengung überwindbar sind. Bestimmte Umstände können jedoch die Schmerzbewältigung intensiv und konstant behindern und den Wiedereinstieg in den Arbeitsprozess unzumutbar machen [Erw. 2b].

Lässt sich der Beginn einer Arbeitsunfähigkeit nicht mit Sicherheit zurückdatieren, so ist es zulässig, das Datum der IV-Anmeldung als massgeblich anzusehen [Erw. 2e].

Ein sog. "Leidensabzug" vom Invalideneinkommen gemäss Tabellenlöhnen der LSE ist grundsätzlich auch dann möglich, wenn eine versicherte Person nebst leichten auch hin und wieder mittelschwere Tätigkeiten ausüben kann [Erw. 3c] (Entscheid des Versicherungsgerichts des Kantons St. Gallen vom 5. Februar 2007, IV 2006/59).

http://www.gerichte.sg.ch/home/dienstleistungen/rechtsprechung/aktuelle_entscheide1/entscheide_2007/iv_-_invalidenversicherung/iv_2006_59.html

- GVP 2007, nr. 7/8, p. 25.
Art. 49 Abs. 4 ATSG; Art. 66 Abs. 2 ATSG. Weder die UV noch die IV ist an die Invaliditätsbemessung des jeweils anderen Versicherungsträgers gebunden. Ist ein Sozialversicherungsträger von der Verfügung eines anderen koordinationsrechtlich berührt, insbesondere in seinen finanziellen Interessen, so ist er zur Anfechtung legitimiert. Die IV als im Rentenbereich primär leistungspflichtiger Zweig ist von einer für die Rente massgebenden Invaliditätsbemessung der nach ihr leistungspflichtigen (und allenfalls kürzungsberechtigten) UV nicht berührt. I.c. durfte die IV aufgrund einer unterschiedlichen, aber vertretbaren Ermessensausübung von der (höheren) Invaliditätsbemessung der UV abweichen (Entscheid des Versicherungsgerichts des Kantons St. Gallen vom 20. November 2007, IV 2006/68).
http://www.gerichte.sg.ch/home/dienstleistungen/rechtsprechung/aktuelle_entscheide1/entscheide_2007/iv_-_invalidenversicherung/iv_2006_68.html

Schaffhouse / Schaffhausen

- Amtsbericht des Obergerichts, p. 113. OGE 60/2007/18 vom 14. Dezember 2007.
Art. 50 lit. d KV; § 23 SpitalD 2003. Gesetzmässigkeitsprinzip bei Abgaben; Pflicht der Kaderärzte des Kantonsspitals zur Ablieferung eines Teils der Honorareinnahmen aus privatärztlicher Tätigkeit an den Arbeitgeber.

Tessin/Ticino

- *Rivista ticinese di diritto, II – 2007 p. 55 n° 13, CG ASP 26.7.2007 N. 2007/69 Art. 40 cpv. 2 LASP. Al fine di evitare la contenzione a letto in Ospedale psichiatrico, che costituisce per il paziente una situazione particolarmente disumana e degradante, in assenza di strutture terapeutiche adeguate, il trasferimento in Penitenziario può costituire la misura più rispettosa della libertà personale e del principio di proporzionalità.*
- *Rivista ticinese di diritto, II – 2007 p. 135 n° 31, TCA 19.12.2006 N. 32.2005.239 Art. 23bis cpv. 1 OAI, 13 seg. LAI. Infermità congenita – prognatismo inferiore congenito – rimborso di un trattamento di posturologia all'estero escluso. I costi di un trattamento di posturologia effettuato all'estero al fine di curare l'infermità congenita – prognatismo inferiore – di cui è affetta una giovane di 14 anni non vanno assunti dall'assicurazione invalidità, in quanto, a prescindere dai risultati positivi conseguiti nel caso concreto, la posturologia non è riconosciuta dalla scienza medica. Visto che il trattamento in questione non è (ancora) scientificamente provato, può restare aperta la questione di sapere se, in virtù degli Accordi bialterali, l'assicurata avrebbe diritto di eseguire la cura anche all'estero.*
- *Rivista ticinese di diritto, II – 2007 p. 226 n° 44, TCA 22.1.2007 N. 36.2006.164 Art. 22 lett. a) e i) Reg. CEE 1408/71 ; 36 cpv. 4 OAMal. Ricovero d'urgenza in un istituto ospedaliero privato all'estero – misura dell'assunzione dei costi da parte dell'assicuratore malattia svizzero. Nel caso di una persona con nazionalità di un Paese dell'UE, domiciliata e assicurata in Svizzera, che è stata ricoverata nella più vicina struttura ospedaliera di un Paese estero dell'UE per un'urgenza medica implicante l'esecuzione di tre delicate operazioni, l'assicuratore malattia svizzero non era legittimato ad applicare immediatamente l'art. 36 cpv. 4 OAMal – giusta il quale le prestazioni relative a trattamenti effettuati all'estero sono prese a carico fino a concorrenza del doppio del corrispettivo in Svizzera -, con l'unica motivazione che il ricovero è avvenuto in un ospedale privato. In effetti, ai sensi dell'art. 22 paragrafo 1 lett. a) e i) Reg. CEE 1408/71, il lavoratore che soddisfa le condizioni dello Stato competente per avere diritto alle prestazioni e il cui stato di salute necessita di prestazioni immediate durante la dimora nel territorio di un altro Stato*

membre, ha diritto alle prestazioni in natura erogate, per conto dell'istituzione competente, dall'istituzione del luogo di dimora o di residenza secondo le disposizioni della legislazione che essa applica, come se fosse ad essa iscritto. L'assicuratore malattia svizzero, quindi, prima di applicare la OAMal, avrebbe dovuto accertare cosa sarebbe successo, in una fattispecie simile a quella in esame, se la medesima urgenza fosse capitata ad una persona assicurata al sistema sanitaria del Paese UE dell'ospedalizzazione. In particolare, la Cassa malati, utilizzando il formulario E 126, avrebbe dovuto acclarare, con l'ausilio dell'istituzione competente estera in ambito di assicurazione contro le malattie, se in caso di ricovero, per motivi di urgenza, in un istituto privato non convenzionato ci sarebbe stato un rimborso e, in caso di risposta positiva, in che misura il rimborso sarebbe stato effettuato. L'importo indicato dall'autorità estera sarebbe poi stato quello che l'assicuratore avrebbe dovuto rimborsare all'assicurato.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

AZEMA J., Médicament générique et référence au *princeps*, *Dalloz*, N° 22, 2008, p. 1525.

CHEMTOB-CONCÉ M.-C., Autorisation de mise sur le marché et durée du certificat complémentaire de protection pour les médicaments, *Médecine & droit*, n° 88, 2008, p. 29.

CHEMTOB-CONCÉ M.-C., Le nouvel encadrement juridique des médicaments de thérapie innovante, *Revue générale de droit médical*, N° 26 2008, p. 7.

DUDZINSKI DM. AND AL., Scientific and legal viability of follow-on protein drugs. *New England Journal of Medicine*, 358 (2008), p. 843.

GLANTZ LH. AND AL., The FDA, preemption, and the supreme court. *New England Journal of Medicine*, 358 (2008), pp. 1883.

GOSTIN L. O., The deregulatory effects of preempting tort litigation. FDA Regulation of Medical Devices. *Journal of American Medical Association*, 299 (2008), p. 2313.

HICHRI G., Le reconditionnement des produits pharmaceutiques importés parallèlement : un droit communautaire en voie d'achèvement, *Revue générale de droit médical*, N° 26 2008, p. 79.

PARROT J., De l'autodiagnostic à l'automédication : risques et impact sur la relation pharmacien-patient, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, 191, n°8, 2007, p. 1509.

PSATY BM. AND AL., Reporting mortality findings in trials of rofecoxib for Alzheimer disease or cognitive impairment. A case study based on documents from rofecoxib litigation. *Journal of American Medical Association*, 299 (2008), p. 1813.

ROSCAM ABBING H., Pharmacogenetics : A new challenge for health law, *Medicine and law*, vol. 26, nr 4 (December 2007), p. 781.

ROSS JS. AND AL., Guest authorship and ghostwriting in publications related to rofecoxib. A case study of industry documents from rofecoxib litigation. *Journal of American Medical Association*, 299 (2008), p. 1800.

Assurances sociales

BORER E. C., Modernizing Medicare : protecting America's most vulnerable patients from predatory health care marketing through accessible legal remedies, *Minnesota law review*, vol. 92, nr 4, April 2008, p. 1165.

DEGRAZIA D., Single payer meets managed competition, *Hastings center report*, vol. 38, no 1, January-February 2008, p. 23.

DURAND R., L'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail, *Droit, déontologie & soin*, vol. 8, n° 1, mars 2008, p. 79.

Droits des patients, droit de la personnalité

ADANDJI-KOMBE J.-F., Actualité de la Charte sociale européenne, Chronique des décisions du Comité européen des droits sociaux sur les réclamations collectives (mai 2005 – décembre 2007) *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n°74, 1^{er} avril 2008, p. 507.

APPELBAUM P. S., Assessment of patients' competence to consent to treatment. *New England Journal of Medicine*, 357 (2008), p. 1834.

BERTHIAU D., La personne de confiance : la dérive d'une institution conçue pour de bonnes raisons : Tentative d'explication d'un insuccès, *Médecine & droit*, n° 89, 2008, p. 38.

BOUTEILLE M., Des incertitudes demeurent quant à la dernière demeure, *Revue Droit & Santé*, N° 22, mars 2008, p. 159.

BYK C., Biométrie et constitution : est-il déjà trop tard pour les libertés publiques ?, *Semaine juridique*, n° 25, 18 juin 2008, p. 19.

CARRIERE C., la levée du secret médical : Pandore au royaume de la vérité judiciaire, *Revue Droit & Santé*, N° 21, janvier 2008, p. 9.

DELAGE P.-J., La dangerosité comme éclipse de l'imputabilité et de la dignité, *Revue générale de droit médical*, N° 26 2008, p. 39.

GILBAR R., Patient autonomy and relatives' right to know genetic information, *Medicine and law*, vol. 26, nr 4 (December 2007), p. 677.

HENNION-JACQUET P., Le droit pénal n'est pas l'armurier des innocents : à propos de la protection pénale de l'enfant conçu, *Revue de droit sanitaire et social*, n°1, janvier-février 2008, p. 67.

LIVET M., Escortes des détenus pendant les consultations médicales, *Droit, déontologie & soin*, vol. 8, n° 1, mars 2008, p. 48.

MANAOUIL C., Faut-il instaurer une dérogation au secret médical vis-à-vis des sportifs de haut niveau ?, *Revue générale de droit médical*, N° 25 2007, p. 213.

NAU J.-Y., L'Archevêque de Paris et le statut de l'embryon humain, *Revue médicale suisse*, n° 146, 27 février 2008, p. 555.

NAU J.-Y., Etat civil français et fœtus né sans vie, *Revue médicale suisse*, n° 145, 20 février 2008, p. 487.

RAPOSO V., OSUNA E., Embryo dignity : the status and juridical protection of the in vitro embryo, *Medicine and law*, vol. 26, nr 4 (December 2007), p. 737.

ROLAND J., La nouvelle relation médecin-patient et l'avènement de l'autodiagnostic, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, 191, n°8, 2007, p. 1491.

SCHMIDT H., Patients' charters and health responsibilities, *BMJ*, 335, 2008, p. 1187.

Ethique biomédicale

DYER C., MPs vote to allow creation of "admixed" embryos, *BMJ*, 336, 2008, p. 1149.

GOSTIN L. O., HODGE J. G., Global Health Law, Ethics, and Policy, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 35:4-winter 2007, p 526.

KATZ-BENICHOU G., Le cordon et l'embryon : analyse économique et bioéthique, *Revue générale de droit médical*, N° 24 2007, p. 13.

KIMMELMAN J., Ethics at Phase 0: Clarifying the Issues, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 35:4-winter 2007, p. 727.

MATTHEW D. B., Race, Religion, and Informed Consent : Lessons from Social Science, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:1-spring 2008, p. 150.

ORIOU D., La tentation de la seringue, *Revue générale de droit médical*, N° 26 2008, p. 133.

PEIGNE J., Le droit des biothérapies : entre subsidiarité éthique et harmonisation technique, Commentaire du règlement CE n° 1394/2007 du 13 novembre 2007 sur les médicaments de thérapie innovante, *Revue de droit sanitaire et social*, n°1, janvier-février 2008, p. 292.

SADE R. M., Religions and Cultures of East and West: Perspectives on Bioethics, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:1-spring 2008, p. 7.

SCOFIELD G. R., What Is Medical Ethics Consultation?, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:1-spring 2008, p. 95.

Euthanasie et soins palliatifs

BERNHEIM J.L. ET AL., Development of palliative care and legalisation of euthanasia: antagonism or synergy?, *BMJ*, 336, 2008, p. 864.

BEUTLER D., Leben im Sterben: eine Stellungnahme zur Suizidbeihilfe, *BMS* 10/2008, p. 411.

BOSSHARD G. AND AL., A role for doctors in assisted dying ? An analysis of legal regulations and medical professional positions in six European countries. *Journal of Medical Ethics*, 34 (2008), p. 28.

BOSSHARD G., Sterbehelfer: eine neue Rolle für Europas Ärzteschaft?, *BMS* 10/2008, p. 406.

FERNANDEZ-PETITE M., Qualité de vie en soins palliatifs: discours et représentations des patients, *Infokara*, vol. 22, n° 4/2007, p.105.

HICKMAN S. E. ET AL., The POLST paradigm to improve End-of-Life Care: Potential State Legal Barriers to Implementation, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:1-spring 2008, p. 119.

LINDEMANN H, VERKERK M., Ending the life of a newborn, *Hastings center report*, vol. 38, no 1, January-February 2008, p. 42.

LÖFFEL A., Sterben aus buddhistischer Sicht, *BMS* 10/2008, p. 403.

NAU J.-Y., La France et le suicide médicalement provoqué (1) et (2), *Revue médicale suisse*, n° 151, 2 avril 2008, p. 875 et n° 150, 26 mars 2008, p. 811.

RIETJENS J. ET AL., Continuous deep sedation for patients nearing death in the Netherlands: descriptive study, *BMJ*, 336, 2008, p. 810.

TERRIER G., GROUILLE D., BOURZEIX J.-V., Gestion par une unité de soins palliatifs d'une situation conflictuelle autour d'un patient, *Infokara*, vol. 23, n° 2/2008, p. 67.

ZIMMERMANN-ACKLIN M., Mit Helium in den Tod? Zur Diskussion um die Beihilfe zum Suizid in der Schweiz, *Ethik in der Medizin*, vol. 20, nr 2, Juni 2008, p. 83.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

DELCSERIE S., Les médecines non conventionnelles en France : de l'ombre au clair-obscur, *Revue de droit sanitaire et social*, n°1, janvier-février 2008, p. 73.

CAHEN J., De la liberté de prescription des médecins à l'hôpital en dehors du cadre des autorisations de mise sur le marché des médicaments, *Revue de droit sanitaire et social*, n°1, janvier-février 2008, p. 96

COLEMAN CH. AND AL., Potential penalties for health care professionals who refuse to work during a pandemic. *Journal of American Medical Association*, 299 (2008), p. 1471.

DEANGELIS CD. AND AL., Impugning the integrity of medical science. The adverse effects of industry influence. *Journal of American Medical Association*, 299 (2008), p. 1833.

IGLEHART JK., Grassroots Activism and the pursuit of an expanded physician supply. *New England Journal of Medicine*, 358 (2008), p. 1741.

LISSOUCK F. F., L'accès aux soins médicaux et à la protection de la santé en France : recherches sur l'effectivité des droits de deuxième génération, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 73, janvier 2008, p. 51.

PERROT S., La coopération « sanitaire » transfrontalière : un cadre juridique en construction, *Revue de droit sanitaire et social*, n°2, mars-avril 2008, p. 282.

PERSAD G. C. ET AL., The Current State of Medical School Education in Bioethics, Health Law, and Health Economics, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:1-spring 2008, p. 89.

Ponseil A., Guigue M., Secret professionnel et SIDA, ou la liberté de conscience du médecin au regard du droit pénal, *Revue Droit & Santé*, N° 22, mars 2008, p. 221.

Génétique humaine et biotechnologies

BERTRAND-MIRKOVIC A., Le cadre juridique du prélèvement (des cellules souches), *Revue générale de droit médical*, N° 24 2007, p. 29.

BORRY P. AND AL., Minors and informed consent in carrier testing : a survey of

European clinical geneticists. *Journal of Medical Ethics*, 34 (2008), p. 370.

FOX D., Luck, Genes, And Equality, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 35:4-winter 2007, p. 712.

GALLOUX J.-C., Cellules souches humaines et brevetabilité, *Revue générale de droit médical*, N° 24 2007, p. 71.

GUNNING J., Umbilical cord cell banking: An issue of self-interest versus altruism, *Medicine and law*, vol. 26, nr 4 (December 2007), p. 769.

MATHEY N., L'encadrement de l'entrée dans le commerce juridique des cellules souches adultes, *Revue générale de droit médical*, N° 24 2007, p. 53.

MOYER V. A. ET AL., Expanding newborn screening: process, policy, and priorities, *Hastings center report*, vol. 38, no 3, May-June 2008, p. 32.

POPOVSKY M., Jewish Perspective on the Use of Preimplantation Genetic diagnosis, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 35:4-winter 2007, p. 699.

SPAR D, HARRINGTON A., selling stem cell science : how market drive the law along the technological frontier, *American journal of law & medicine*, vol. 33, nr 4, 2007, p. 541.

Médecine légale

DEVERS G., Identification civile par les tests ADN : une loi qui salit le droit, *Droit, déontologie & soin*, vol. 8, n° 1, mars 2008, p. 2.

MANSUET-LUPO A., VAN HUFFEL V., ROUGER P., Les empreintes génétiques : nouvel outil en médecine légale, *Médecine & droit*, n° 88, 2008, p. 24.

Médecine du sport

HASSEN Z., BALI N., Sport, droit et santé, *Droit, déontologie & soin*, vol. 8, n° 1, mars 2008, p. 69.

SJÖQVIST F. AND AL. Use of doping agents, particularly anabolic steroids, in sports and society. *Lancet*, 371 (2008), p. 1872.

Mesures médicales spéciales

APPELBAUM AI. AND AL., A family's request for complementary medicine after patient brain death. *Journal of American Medical Association*, 299 (2008), p. 2188.

CAMPBELL AV. AND AL. Human tissue legislation: listening to the professionals. *Journal of Medical Ethics*, 34 (2008), p. 104.

CIVATTE J., BAZEX J., „Piercings“ et tatouages: la fréquence des complications justifie une réglementation, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, 191, n°9, 2007, p. 1819.

CURFMAN G. D. AND AL. Physicians and execution. *New England Journal of Medicine*, 358 (2008), p. 403.

DOWLING T. S., Mandating a human papillomavirus vaccination for school attendance, *American journal of law & medicine*, vol. 34, nr 1, 2008, p. 65.

GAWANDE A. AND AL. Physicians and execution-highlights from a discussion of lethal injection. *New England Journal of Medicine*, 358 (2008), p. 448.

GLANTZ L. AND AL., Rules for donation to tissue banks : what next ? *New England Journal of Medicine*, 358 (2008), p. 298.

PETER JV. AND AL. In-laws, insecticide – and a mimic of brain death. *Lancet*, 371 (2008), p. 622.

PUTZKE H., Rechtliche Grenzen der Zirkumzision bei Minderjährigen : Zur Frage der Strafbarkeit des Operateurs nach § 223 des Strafgesetzbuches, *Medizinrecht*, Volume 26, No 5, May 2008, p. 268.

ROMDHANE H., Grève de la faim des détenus : un conflit de droits non réglé par la loi, *Droit, déontologie & soin*, vol. 8, n° 1, mars 2008, p. 19.

SCHULKIN J., Hormone Therapy, Dilemmas, Medical Decisions, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:1-spring 2008, p. 73.

WEIR M., Legal issues for medical doctors in the provision of complementary and alternative medicine, *Medicine and law*, vol. 26, nr 4 (December 2007), p. 817.

Nouvelles techniques de l'information et santé

CALLENS S., CIERKENS K., Juridische aspecten van e-health in Europa, *Revue de droit de la santé* 2007-2008/5, p. 344.

DAMM R., KÖNIG S., Rechtliche Regulierung prädiktiver Gesundheitsinformationen und genetischer „Exzeptionalismus“, *Medizinrecht*, Volume 26, No 2, Februar 2008, p. 63.

DEAU X., L'analyse d'un médecin omnipraticien de la relation médecin-malade-internet dans sa pratique quotidienne, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, 191, n°8, 2007, p. 1497.

Personnes âgées et santé

CHEVILLOTTE J., VENCHIARUTTI L., Chute d'une personne âgée et responsabilité au sein de l'équipe de soins, *Droit, déontologie & soin*, vol. 7, n° 4, mars 2008, p. 464.

PISHCHITA A. N., Elderly Patients as a Vulnerable Category of the Population Requiring Special Legal Protection With Respect to the Provision of Medical Care, *European Journal of Health Law* 14 (2007), p. 349.

Procréation médicalement assistée

CANESTRARI S., Procréation assistée et droit pénal : les dilemmes du législateur et la loi italienne du 19 février 2004, *Revue pénale suisse*, 125/2007, p. 419.

VAN WAGNER E., MYKITYUK R., NISKER J., Constructing 'Health', Defining 'Choice': Legal and Policy Perspectives on the Post-PGD Embryo in Four Jurisdictions, *Medical law international*, vol. 9, nr. 1 (2008), p. 45.

Recherche biomédicale

ANDANDA P. A., Human-tissue-related interventions: ownership and intellectual property rights in international collaborative research in developing countries. *Journal of Medical Ethics*, 34 (2008), p. 171.

ARSHAD A. AND AL., Status of healthcare studies submitted to UK research ethics committees for approval in 2004-5. *Journal of Medical Ethics*, 34 (2008), p. 393.

DAVIES H. AND AL., How can we provide effective training for research ethics committee members ? A European assessment. *Journal of Medical Ethics*, 34 (2008), p. 301.

FERGUSON P. R., Clinical Trials and Healthy Volunteers, *Medical Law Review*, volume 16, number 1, 2008, p. 23.

JAMES T., The Appeal to law to provide public answers to bioethical questions: It all depends what sort of answers you want, *Health care analysis*, Vol. 16, nr 1, 2008, p. 65.

MILLER F. A. AND AL., Duty to disclose what? Queering the putative obligation to return research results to participants. *Journal of Medical Ethics*, 34 (2008), p. 210.

MILLER F. G. AND AL., Quality-improvement research and informed consent. *New England Journal of Medicine* 358 (2008), p. 765.

STAFFORD N., Germany liberalises law on stem cell research, *BMJ*, 336, 2008, p. 851.

STÜHLINGER V., BAUMGARTNER H., STAUDINGER R., Medizinische Forschung an Patienten, die nicht zustimmen können, *RdM*, 1/2008, p. 11.

WARNER J. AND AL. Participation in dementia research: rates and correlates of capacity to give informed consent. *Journal of Medical Ethics*, 34 (2008), p. 167.

WERTHEIMER A. AND AL., Payment for research participation: a coercive offer? *Journal of Medical Ethics*, 34 (2008), p. 389.

ZONG Z., Should post-trial provision of beneficial experimental interventions be

mandatory in developing countries ? *Journal of Medical Ethics*, 34 (2008), p. 188.

Responsabilité médicale

BRONKHORST A., Responsabilité pénale de l'interne, *Droit, déontologie & soin*, vol. 8, n° 1, mars 2008, p. 88.

CLEMENT R., La faute caractérisée, source d'un dommage corporel, engageant une responsabilité pénale, *Médecine & droit*, n° 88, 2008, p. 10.

DANTAS E., La chirurgie plastique comme obligation de moyens. Aspects de la responsabilité civile dans le droit brésilien, *Revue générale de droit médical*, N° 26 2008, p. 23.

DRESSER R., The Limits of Apology Laws, *Hastings center report*, vol. 38, no 3, May-June 2008, p. 6.

FEHN K., Zur Rechtsnatur des Rettungsdienstes am Beispiel von Baden-Württemberg und Bayern, *Medizinrecht*, vol. 28, no 4, April 2008, p. 203.

LANTHIEZ M.-L., La responsabilité médicale dans l'avant-projet de réforme du droit des obligations et du droit de la prescription, *Revue générale de droit médical*, N° 26 2008, p. 105.

MADER M., Confirmation de la jurisprudence en matière de responsabilité médicale, *Jusletter*, 13 août 2007.

NEMIR L., Responsabilité et recours au caisson hyperbare, *Droit, déontologie & soin*, vol. 7, n° 4, décembre 2007, p. 508.

PRONOVOST P. J. AND AL., The wisdom and justice of not paying for "preventable complications", *Journal of American Medical Association*, 299 (2008), p. 2197.

STEININGER B. C., Wrongful birth revisited : Judikatur zum Ersatz des Unterhaltsaufwands nach wie vor uneinheitlich, *ÖJZ*, 11, 2008, p. 436.

WHEELER R., Doctors' standard of proof rejected by lawyers ? *Lancet*, 371 (2008), p. 1148.

Santé mentale et psychique

BALTHAZARD B., Souffrance au travail, un problème de santé publique qui coûte cher ! Ouvrons les placards !, *Revue Droit & Santé*, N° 23, mai 2008, p. 320.

DEVERS G., Hospitalisation d'office : la France mauvais élève de l'Europe, *Droit, déontologie & soin*, vol. 7, n° 4, décembre 2007, p. 497.

DIVERS AUTEURS, Loi de juin 1990 sur l'hospitalisation d'office et défense des libertés individuelles, *Droit, déontologie & soin*, vol. 8, n° 1, mars 2008, p. 33.

WILLIAMS J. M., Eliminating tobacco use in mental health facilities. Patients' rights, public health, and policy issues. *Journal of American Medical Association*, 299 (2008), p. 571.

WUNDER M., Demenz und Selbstbestimmung, *Ethik in der Medizin*, Vol. 20, Nr 1, März 2008, p. 3.

SIDA, lutte contre les épidémies

PONSEIL A., GUIGUE M., Secret professionnel et SIDA, ou la liberté de conscience du médecin au regard du droit pénal, *Revue Droit & Santé*, N° 22, mars 2008, p. 221.

Système de santé, politique de la santé

ALDERMAN J., Ethical Implication of Physician Involvement in Lawsuit on Behalf of the Tobacco Industry, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 35:4-winter 2007, p 692.

DELGRANDE J. M., KUNTSCHKE S., GMEL G., Excès pondéral chez l'adulte en Suisse : aspects d'une problématique multifactorielle : résultats de l'Enquête suisse sur la santé 2002, *StatSanté*, 3/2007, OFS, Neuchâtel 2007, p. 43

DYER C., House of Lords rules against government's restriction on foreign doctors, *BMJ*, 336, 2008, p. 1037.

ELLSBERG M. AND AL., Intimate partner violence and women's physical and mental health in the WHO multi-country study on women's health and domestic violence: an observational study. *Lancet*, 371 (2008), p. 1165.

FILLOUCK F. F., L'accès aux soins médicaux et à la protection de la santé en France – Recherches sur l'effectivité des droits de deuxième génération, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n°73, 1^{er} janvier 2008, p. 51.

KENNEDY B. G., The Proceedings of the Public's Health and the Law in the 21st Century: Fifth annual Partnership Conference, *The journal of Law, medicine & ethics*, Special Supplement to Vol. 35:4-winter 2007.

KLEIN R. D., LabCorps v. Metabolite Laboratories: The Supreme Court Listens, but Declines to Speak, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:1-spring 2008, p. 141.

MCNEILL RANSOM M. ET AL. (ED), The National Action Agenda for Public Health Legal Preparedness, *The journal of Law, medicine & ethics*, Special Supplement to Vol. 36:1-spring 2008.

MAHIEU S., EU Food Law. Protecting Consumers and Health in a Common Market, (2008) 45 CMLR, p. 277.

MARTIN J., Interprétariat communautaire et soins aux « personnes invisibles », *BMS* 12-13/2008, p. 544.

MARZI L.-M., LEISCHNER A., KEMPF R., Integriertes Risikomanagement im Krankenhaus : eine Notwendigkeit?, *RdM*, 03/2008, p. 68.

NITSCHMANN K., Entwicklungen des Gesundheits- und Medizinrechts in Frankreich, *Medizinrecht*, vol. 26, no 3, März 2008, p. 133.

SYRETT K., Commentary Nice and Judicial Review : enforcing Accountability for reasonableness' Through the Courts? Arrêt Eisai Limited v. National Institute for Health and Clinical Excellence [2007] E. W. H. C. 1941 (Admin), *Medical Law Review*, volume 16, number 1, 2008, p. 126.

WAHLERS W., Das nordrhein-westfälische Hochschulmedizingesetz : Wegbereiter für eine nationale und internationale Spitzenposition?, *Medizinrecht*, vol. 26, no 5, May 2008, p. 249.

WANNER P, GABADINHO A., Mortalité différentielle : résultat d'une étude de faisabilité, *Sécurité sociale : revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, 2007, n°3, p. 145.

WINTEMUTE G. J., Guns, Fear, the Constitution, and the Public Health. *New England Journal of Medicine*, 358 (2008), p. 1421.

ZUCK R., Biomedizin als Rechtgebiet, *Medizinrecht*, vol. 26, no 2, Februar 2008, p. 57.

Transplantations

FABRE-MAGNAN M., Le domaine de l'autonomie personnelle : indisponibilité du corps humain et justice sociale, *Dalloz*, n°1, 3 janvier 2008, p. 31.

STAHL JE. AND AL., Balancing urgency, age and quality of life in organ allocation decisions - what would you do ?: a survey, *Journal of Medical Ethics*, 34 (2008), p. 109.

THOMAS C., Public dialogue and xenotransplantation, *Medicine and law*, vol. 26, nr 4 (December 2007), p. 801.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

La santé dans la jurisprudence de la Cour de cassation : rapport annuel 2007 [de la] Cour de cassation, Paris, La Documentation, française, 2008.

GRIFFITHS J., WEYERS H., ADAMS M., *Euthanasia and law in Europe*, Oxford; Portland, Hart, 2008.

KANDLER H.-C., *Rechtliche Rahmenbedingungen biomedizinischer Forschung am Menschen*, Berlin; Heidelberg, Springer, 2008.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES, *Maladie, invalidité et travail : surmonter les obstacles* : Australie, Espagne, Luxembourg et Royaume-Uni, Paris, OCDE, 2007

voir surtout les acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :
<http://www2.unine.ch/bibliotheque/page21947.html>

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

JUNOD V., MEROZ J. C., Les procédures d'accès anticipé aux médicaments en droit suisse et communautaire, *Revue de droit administratif et de droit fiscal : revue genevoise de droit public*, Partie 1, Droit administratif, Année 64(2008), no 1, p. 73.

SCHMIDT J., Die Abgrenzung zwischen Werbung und information im Arzneimittelrecht: Urteil 2A.63/2006 des Bundesgerichts vom 10.8.2006, *Recht*, 2007, H. 6, p. 244.

THOUVENIN F., Parallelimporte umgepackter und neu etikettierter Arzneimittel : Ja, aber!, *Sic !* 2008, p. 240.

Assurances sociales

ALIOTTA M., HUSMANN D., Die Zusprechung von Integritätsentschädigungen gemäss Unfallversicherungsgesetz bei durch Asbeststau verursachten Berufskrankheiten, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 2008, p. 148.

DUC J.-M., La jurisprudence des assurances sociales concernant les traumatismes cervicaux, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 2008, p. 54.

DUC J.-L., Encore et toujours : liberté de contracter ou obligation de contracter ?, *AJP/PJA*, 5/2008, p. 631.

EGGLI Y. ET AL., Analyse des prestations prises en charge par la LAMal, *Sécurité sociales : revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, 2007, n°3, p. 131.

FRESARD-FELLAY G., Une responsabilité objective nouvelle : la responsabilité de l'assureur social (art. 78 LPGA) : ATF 133 V 14, *REAS*, 2007, n°2, p. 180.

HUNZIKER-BLUM F., Der Rechtsweg bei Zusatzversicherungen zur Krankenversicherung: eine „Zivilisierung“ durch die kantonalen Gesetzgeber liegt im Interesse aller Beteiligten, *AJP/PJA*, 6/2008, p. 726.

KIESER U., Entwicklungen im Sozialversicherungsrecht – Le point sur le droit des assurances sociales, *SJZ* 103, (2007) N° 23, p. 575.

KIESER U., Eine neue Verfassungsgrundlage für die Krankenversicherung?, *AJP/PJA*, 3/2008, p. 324.

KUHN H., Modifications de la 5e révision de l'AI: carotte et bâton, *BMS* 8/2008, p. 312.

LÜTHY C., Kritisches zur Forderung « Arbeit statt Sozialhilfe oder Rente° », *Pro mente sana*, 1/08, p. 30

LÜTHY C., Einschränkungen bei den IV-Leistungen : Wie damit umgehen?, *Pro mente sana*, 4/07, p. 16.

MAURO G., RAJIC D., Procédure de l'assurance-invalidité : collaboration du médecin traitant, *Sécurité sociale. Revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, 2007, n°4, p. 223.

MODETTA C., Etude Delphi : l'avis des experts sur les recherches à mener dans le domaine de la sécurité sociale, *Sécurité sociales : revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, 2007, n°4, p. 119.

PELET O., La loi s'impose, santesuisse dispose, *Courrier du médecin vaudois*, n° 3, mai 2008, p. 8.

PERROT E. DE, la résurrection de la suppression de l'obligation de contracter et la perte du libre choix de son médecin, *BMS*, 21/2008, p. 909.

PESTALOZZI-SEGER G., IVG-Revision: Das neue Eingliederungsmodell im Überblick, *Pro mente sana*, 4/07, p. 7.

RITLER S., Früherfassung, Frühintervention: So wollen IV-Stellen die Eingliederung forcieren, *Pro mente sana*, 4/07, p. 10.

SPYCHER S., MEYER P. C., Quel rôle à l'avenir pour les psychothérapeutes indépendants dans l'assurance-maladie?, *Sécurité sociales : revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, 2007, n°3, p. 152.

VINCENT A., 5ème révision AI: ce qui change pour le médecin traitant, *Courrier du médecin vaudois*, n° 1, février 2008, p. 11.

Droits des patients, droit de la personnalité

BAERISWYL B., Entwicklungen im Datenschutzrecht – Le point sur le droit de la protection des données, *SJZ* 103, (2007) N° 19, p. 464.

GAGNEBIN J., Interruption de grossesse : commentaire de l'arrêt Tysic c. Pologne du 20 mars 2007, *Jusletter*, 13 août 2007.

HESS-KLEIN C., Egalité et handicap : nouvelle convention, *Plaidoyer* 2/08, p. 52.

MOTAMED S. ET AL., La traite d'êtres humains en Suisse : quel rôle pour le médecin de premier recours ?, *Revue médicale suisse*, n° 142, 30 janvier 2008, p. 311.

NARBEL N., promouvoir la participation des personnes concernées dans les instances de décision, *Pro mente sana*, 4/07, p. 39.

PREVITALI A., Appunti sui diritti del paziente e sulla loro possibile evoluzione, *Rivista ticinese di diritto*, II-2007, p. 285.

SIMON O., Refus du dépistage urinaire ou salivaire des drogues à l'école : la position de la SSAM, *Revue médicale suisse*, n° 156, 7 mai 2008, p. 1172.

WILLI C., Der informierte Patient ist der beste Patient, *AJP/PJA*, 2/2008, p. 159.

Ethique biomédicale

GERBER A. U., SALATHE M., Décisions de réanimation: nouvelles directives de l'ASSM en consultation, *BMS* 23/2008, p. 1014.

KIND C., SALATHE M., renforcement du droit des personnes en situation de handicap à un traitement et une prise en charge appropriés, *BMS* 24/2008, p. 1062.

MARTIN J., Une commission nationale d'éthique, pourquoi et comment ?, *BMS* 3/2008, p. 100.

STEIGER J., SALATHE M., Nouvelles directives pour le don d'organes solides par des personnes vivantes, *BMS* 25/2008, p. 1125.

Euthanasie et soins palliatifs

DERAME L., PAILLET D., PAUTEX S., Directives anticipées dans les unités de soins palliatifs, *Revue médicale suisse*, n° 145, 20 février 2008, p. 467.

DOSSIER, Médecine palliative, *Revue médicale suisse*, n° 145, 20 février 2008, p. 451.

GIGER H., Sterbehilfe im Fokus internationaler Rechtsanschauungen, *AJP/PJA*, 3/2008, p. 311.

Hongler T. et al., Vers un accès généralisé à des soins palliatifs de qualité : programme cantonal vaudois et modèle lausannois, *Revue médicale suisse*, n° 145, 20 février 2008, p. 475.

MARTIN J., Assistance au suicide: Chemin de crête entre liberté de la personne et responsabilité de la société, *BMS* 15/2008, p. 680.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

BOVIER P. A., Explosion du tourisme médical : des voyageurs d'un nouveau type ?, *Revue médicale suisse*, n° 157, 14 mai 2008, p. 1196.

GUILLOD O., WINKEL G., Un professionnel de la santé peut-il être tenu de signaler les cas de mise en danger de mineur ? : portée de la primauté du droit fédéral, à l'exemple de l'article 364 du code pénal, *Jusletter*, 13 août 2007.

HODEL M., Registre des professions médicales : : une base de données centrale, *Sécurité sociale : revue de l'office fédéral des assurances sociales*, 2007, n°3, p. 150.

KIESER U., POLEDNA T., Grenzen finanzieller Interessen von Medizinalpersonen, *AJP/PJA*, 4/ 2008, p. 420.

MOTAMED S. ET AL., La traite d'êtres humains en Suisse : quel rôle pour le médecin de premier recours ?, *Revue médicale suisse*, n° 142, 30 janvier 2008, p. 311.

PACCAUD F., La prévention est un sport de combat, *BMS*, 23/2008, p. 1015.

ROTHHARDT V., STETTLER S., Fin de « l'affaire Printus Verlag AG », *BMS*, 26/27/2008, p. 1167.

Génétique humaine et biotechnologies

(pas de notices pour cette édition)

Médecine légale

DOSSIER, *Revue médicale suisse*, n° 164, 2 juillet 2008, p. 1587.

FAVRAT B. ET AL., Aptitude au volant : quelle conduite pour les médecins en 2008, *Revue médicale suisse*, n° 164, 2 juillet 2008, p. 1594.

GRAVIER B., La médecine en milieu pénitentiaire : un exercice médical sous pression, *BMS*, 22/2008, p. 976.

GROSS R., WÜRMLI A., Gefängnisarzt : mit beiden Beinen im Gefängnis?, *BMS*, 22/2008, p. 973.

MIZEL C., Aptitude à la conduite automobile, exigences médicales, procédure d'examen et secret médical, *AJP/PJA*, 5/2008, p. 586.

NIVEAU G., DANG C., Nouveaux enjeux de la psychiatrie médico-légale, *Revue médicale suisse*, n° 164, 2 juillet 2008, p. 1600.

Médecine du sport

(pas de notices pour cette édition)

Mesures médicales spéciales

NAU J.-Y., Quand la justice entre au sein des alcôves, *Revue médicale suisse*, n° 161, 11 juin 2008, p. 1465.

NAU J.-Y., Quand la justice entre au sein des alcôves (2), *Revue médicale suisse*, n° 162, 18 juin 2008, p. 1531.

Nouvelles techniques de l'information et santé

ALLAZ A.-F. (INTERVIEW AVEC), L'électronique ne remplacera jamais la rencontre entre les personnes, *BMS*, 18-19/2008, p. 794.

FRIEDMANN O., E-health : Sinn oder Unsinn ?, *BMS*, 15/2008, p. 634.

Personnes âgées et santé

DUC J.-L., De l'étendue du droit aux prestations de l'assurance-maladie en cas de résidence dans un EMS non subventionné, *AJP/PJA*, 2/2008, p. 198.

Procréation médicalement assistée

SCHORNO D., fécondation in vitro et vie privées : commentaire de l'arrêt Evans c. Royaume-Uni du 10 avril 2007, *Jusletter*, 13 août 2007.

Recherche biomédicale

SPRUMONT D., Double évaluation des projets de recherche en partenariat nord-sud, *BMS* 12-13/2008, p. 510.

NAU J.-Y., Cellules souches et gamètes : la mise en abyme, *Revue médicale suisse*, n° 139, 9 janvier 2008, p. 82.

Responsabilité médicale

BACHSTEIN S., Über medizinfehler sprechen und daraus lernen : Erfahrungsbericht der Autorin des Buches « Du hättest leben können? », *BMS*, 11/2008, p. 448.

CACI M., Nul n'est sensé ignorer... quel est le statut juridique des soignants atteints de maladies transmissibles par le sang (1) et (2), *Revue médicale suisse*, n° 149, 19 mars 2008, p. 740 et n° 161, 11 juin 2008, p. 1461.

MÜLLER C., Hat die *perte d'une chance* in der Schweiz noch eine Chance?, *ZBJV* Bd 143 2007, p. 862.

STALDER H., Le procès qui n'a pas eu lieu, [et commentaire juridique de H. KUHN] *BMS*, 24/2008, p. 1017.

Santé mentale et psychique

GASSMANN J., Trauma durch Straftaten : welche Rechte hat das Opfer ?, *Pro mente sana aktuell*, 1/08, p. 28.

SIDA, lutte contre les épidémies

CACI M., Nul n'est sensé ignorer... quel est le statut juridique des soignants atteints de maladies transmissibles par le sang (1) et (2), *Revue médicale suisse*, n° 149, 19 mars 2008, p. 740 et n° 161, 11 juin 2008, p. 1461.

VERNAZZA P., La prévention du sida devient plus simple, mais aussi plus complexe !, *BMS* 5/2008, p. 163.

Systeme de santé, politique de la santé

ADJACIC-GROSS V., L'initiative populaire « Pour la protection face à la violence des armes » : début d'une nouvelle ère pour la prévention du suicide en Suisse ?, *BMS*, 12-13/2008, p. 479.

BEZZOLA P., HOCHREUTENER M.-A., Fondation pour la sécurité des patients: Systemische Fehleranalyse ist Teil der Risikostrategie, *BMS*, 15/2008, p. 617.

FUHRER B., Enquête sur le coût des soins, *Sécurité sociale*, 2008, n° 1, p. 57.

HÄMMIG R., SAVARY J.-F., THEUNERT M., Politique cannabis: ni diabolisation, ni banalisation, *BMS*, 17/2008, p. 748.

KÄELIN R. M., 31 mai : Journée mondiale sans tabac : La convention cadre pour le contrôle du tabac de l'OMS a bientôt 5 ans, *BMS*, 22/2008, p. 968.

KHANH HUYNH C., Développement et application du moniteur de tabagisme passif MoNIC, NAU J.-Y., *Revue médicale suisse*, n° 144, 13 février 2008, p. 430.

SCHLEINIGER R., Pourquoi les coûts de la santé varient-ils tant selon les cantons ?, *Sécurité sociale*, 2008, n° 1, p. 60.

Transplantations

FONTANA M. ET AL., Transplantation hépatique : introduction en Suisse d'un nouveau système d'allocation des organes, *Revue médicale suisse*, n° 141, 23 janvier 2008, p. 221.

STEIGER J., SALATHE M., Mise en pratique de la loi sur la transplantation, *BMS* 3/2008, p. 77.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

BOSSART A., *Die Aufhebung des Kontrahierungszwanges in der obligatorischen Krankenpflegeversicherung zwischen ambulant tätigem Arzt und Krankenversicherer*, 2007.

FRESARD-FELLAY G., *Le recours subrogatoire de l'assurance-accidents sociale contre le tiers responsable ou son assureur*, Zurich [etc.] : Schulthess, 2007.

GÄCHTER T, VOLLENWEIDER I., *Gesundheitsrecht : ein Kurzlehrbuch*, Bâle, Helbing & Lichtenhahn, 2008.

HOFER P., *Das Recht der Transplantationsmedizin in der Schweiz : rechtsdogmatische, rechtspolitische und rechtsvergleichende Aspekte*, Berlin [etc.] : LIT- Verlag, cop. 2006.

Journée de droit de la santé – Droit aux soins / 13ème Journée de droit de la santé de l'Institut de droit de la santé, Université de Neuchâtel, [28 septembre 2006] ; éd.: Olivier Guillod, Dominique Sprumont, Béatrice Despland, Berne : Edition Weblaw ; Zurich [etc.] : Schulthess, 2007.

KEISER R., *Akte : Sozialversicherungen 2008 : die Versicherten und die AHV, IV, UV, KV, BV, Prämien, Leistungen, Lücken und Limiten, + Einkommenssteuer, Erbschaftssteuer, Quellensteuer, + Arbeitsvertrag, Opferhilfe*, 17. Ausg., Luzern : Keiser, cop. 2008

KIESER U., *Schweizerisches Sozialversicherungsrecht*, Zürich : Dike, cop. 2008.

KUHN M. W. & POLEDNA T. (Hrsg.) *Arztrecht in der Praxis*, 2. Aufl., Zürich [etc.] : Schulthess, 2007.

PÄRLI K., CAPLAZI A., SUTER C., *Recht gegen HIV/Aids-Diskriminierung im Arbeitsverhältnis : eine rechtsvergleichende Untersuchung zur Situation in Kanada, Grossbritannien, Frankreich, Deutschland und der Schweiz*, 1. Aufl., Bern [etc.] : Haupt, 2007.

PIFFNER RAUBER B., *Krankenversicherung*, Gabriela Riemer-Kafka (Hrsg.), 1. Aufl., Bern : Paul Haupt, 2007.

voir aussi les acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :
<http://www2.unine.ch/bibliotheque/page21947.html>

Le document suivant est la compilation des deux rubriques documentation en droit de la santé parues dans les Jusletter de weblaw www.weblaw.ch en 2009.

Celles-ci couvrent en principe la période juillet 2008 - juillet 2009

Dokumentation / Documentation

Cette rubrique présente les références des dernières parutions juridiques en matière de droit de la santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger. Ce numéro couvre en principe la période entre le 1er juillet 2008 et le 1^{er} décembre 2008. / Diese Rubrik gibt Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheitsrecht. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der Schweiz und dem Ausland zusammengestellt. Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode vom 1. Juli 2008 bis zum 1. Dezember 2008.

Numéros précédents / Frühere Erscheinungen : www.unine.ch/ids

Législation / Gesetzgebung	3
I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)	3
II. Droit communautaire / Europarecht.....	3
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	4
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. / Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	6
III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl).....	7
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	8
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	8
IV. Droit fédéral / Bundesrecht.....	8
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	8
Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse.....	12
V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl).....	15
VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien	15
Jurisprudence / Rechtsprechung	17

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl) ...	17
II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl).....	17
III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl).....	18
IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung	21
V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung	26
Doctrines / Lehre	32
I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl).....	32
Articles / Aufsätze.....	32
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux.....	32
Assurances sociales.....	33
Droits des patients, droit de la personnalité.....	34
Ethique biomédicale.....	36
Euthanasie et fin de vie	37
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle	37
Génétique humaine et biotechnologies.....	39
Médecine légale	40
Médecine du sport.....	40
Mesures médicales spéciales.....	40
Nouvelles techniques de l'information et santé.....	40
Personnes âgées et santé.....	40
Procréation médicalement assistée	41
Recherche biomédicale	41
Responsabilité médicale.....	43
Santé mentale et psychique	44
SIDA, lutte contre les épidémies.....	44
Système de santé, politique de la santé	45
Transplantations	45
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien.....	46
II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre	47
Articles / Aufsätze.....	47
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux.....	47
Assurances sociales.....	48
Droits des patients, droit de la personnalité.....	48
Ethique biomédicale.....	49
Euthanasie et fin de vie	49
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle	49
Génétique humaine et biotechnologies.....	50

Médecine légale	50
Médecine du sport	50
Mesures médicales spéciales	50
Nouvelles techniques de l'information et santé	50
Personnes âgées et santé	50
Procréation médicalement assistée	51
Recherche biomédicale	51
Responsabilité médicale	51
Santé mentale et psychique	52
SIDA, lutte contre les épidémies	52
Système de santé, politique de la santé	52
Transplantations	52
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien	52

*Ont collaboré à cette rubrique / An dieser Rubrik haben mitgewirkt :
Cédric BAUME, Nathalie BRUNNER, Béatrice DESPLAND, Johanne GAGNEBIN, Olivier
GUILLOD, Agnès HERTIG-PÉA, Daniel KRAUS, Jean PERRENOUD, Dominique
SPRUMONT, Béatrice STIRNER, Marinette UMMEL.*

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

Résolution 1635 (2008) du 10/3/2008 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Combattre la violence à l'égard des femmes : pour une convention du Conseil de l'Europe.

Résolution 1624 (2008) du 6/27/2008 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Prévenir la première des violences faites aux enfants: l'abandon à la naissance.

II. Droit communautaire / Europarecht

(JOCE L 106 (2008) – L 001 (2009) et JOCE C 094 (2008) – C 331 (2008))

<http://eur-lex.europa.eu/JOIndex.do?ihmlang=fr>

Droit édicté / Erlassenes Recht

Décision de la Commission du 10 avril 2008 concernant la non-inscription de la roténone, de l'extrait d'Equisetum et de l'hydrochlorure de quinine à l'annexe I de la directive 91/414/CEE du Conseil et le retrait des autorisations de produits phytopharmaceutiques contenant ces substances [notifiée sous le numéro C(2008) 1293].

Règlement (CE) no 357/2008 de la Commission du 22 avril 2008 modifiant l'annexe V du règlement (CE) no 999/2001 du Parlement européen et du Conseil fixant les règles pour la prévention, le contrôle et l'éradication de certaines encéphalopathies spongiformes transmissibles.

Règlement (CE) no 553/2008 de la Commission du 17 juin 2008 modifiant l'annexe VII du règlement (CE) no 999/2001 du Parlement européen et du Conseil fixant les règles pour la prévention, le contrôle et l'éradication de certaines encéphalopathies spongiformes transmissibles.

Décision de la Commission du 28 avril 2008 modifiant la décision 2000/57/CE en ce qui concerne les événements qui doivent être notifiés dans le cadre du système d'alerte précoce et de réaction pour la prévention et le contrôle des maladies transmissibles [notifiée sous le numéro C(2008) 1574].

Règlement (CE) no 523/2008 de la Commission du 11 juin 2008 modifiant les annexes VIII, X et XI du règlement (CE) no 1774/2002 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'importation de produits sanguins destinés à la fabrication de produits techniques.

Décision de la Commission du 1er juillet 2008 portant nomination de membres du comité des médicaments orphelins.

Décision de la Commission du 20 juin 2008 modifiant la décision 2004/858/CE aux fins de transformer l'«Agence exécutive pour le programme de santé publique» en «Agence exécutive pour la santé et les consommateurs».

Décision de la Commission du 26 juin 2008 concernant certaines mesures de protection contre l'influenza aviaire hautement pathogène du sous-type H5N1 en Croatie et en Suisse.

Décision de la Commission du 4 juillet 2008 relative au financement du stockage des antigènes du virus de la fièvre aphteuse et à la formulation des vaccins reconstitués à partir de ces antigènes.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er juin 2008 au 30 juin 2008 [Publication en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) no 726/2004 du Parlement européen et du Conseil] 2008/C 188/04.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er juin 2008 au 30 juin 2008 [Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE du Parlement européen et du Conseil] 2008/C 188/05.

Décision de l'Autorité de surveillance AELE no 300/08/COL du 21 mai 2008 approuvant le plan d'intervention contre l'influenza aviaire soumis par la Norvège.

Ligne directrice sur les aspects de l'application de l'article 8, paragraphe 2, du règlement (CE) no 141/2000 du Parlement européen et du Conseil: réexamen de la période d'exclusivité commerciale des médicaments orphelins.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er septembre 2008 au 30 septembre 2008 [Publication en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) no 726/2004 du Parlement européen et du Conseil].

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er septembre 2008 au 30 septembre 2008 [Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE du Parlement européen et du Conseil].

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er octobre 2008 au 31 octobre 2008 [Publication en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) no 726/2004 du Parlement européen et du Conseil].

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er octobre 2008 au 31 octobre 2008[Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE du Parlement européen et du Conseil].

Décision de la Commission du 21 novembre 2008 établissant une liste des substances végétales, des préparations à base de plantes et associations de celles-ci en vue de leur utilisation dans des médicaments traditionnels à base de plantes [notifiée sous le numéro C(2008) 6933].

Décision de la Commission du 5 décembre 2008 portant nomination des membres et suppléants du comité des thérapies innovantes représentant les cliniciens et les associations de patients 2008/981/CE.

Règlement (CE) n° 1338/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif aux statistiques communautaires de la santé publique et de la santé et de la sécurité au travail.

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. /
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

Recommandation de la Commission du 7 février 2008 concernant un code de bonne conduite pour une recherche responsable en nanosciences et nanotechnologies [notifiée sous le numéro C(2008) 424].

Recommandation de la Commission du 2 juillet 2008 sur l'interopérabilité transfrontalière des systèmes de dossiers informatisés de santé.

Avis du Comité des régions sur l'«Examen à mi-parcours de la stratégie relative aux sciences du vivant et à la biotechnologie» (2008/C 105/02).

Avis du Comité des régions sur «Une stratégie européenne pour les problèmes de santé liés à la nutrition, la surcharge pondérale et l'obésité» (2008/C 105/08).

Communication de la Commission concernant la ligne directrice relative aux types de données contenus dans la base de données sur les essais cliniques, visée à l'article 11 de la directive 2001/20/CE, et destinés à être inclus dans la base de données sur les médicaments, visée à l'article 57 du règlement (CE) no 726/2004.

Avis du Comité des régions «Livre blanc — Ensemble pour la santé: une approche stratégique pour l'UE 2008-2013» (2008/C 172/08).

Avis du contrôleur européen de la protection des données sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant, entre autres, la directive 2002/58/CE concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques (directive «vie privée et communications électroniques»)(2008/C 181/01).

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 90/385/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositifs médicaux implantables actifs (2008/C 186/09).

Avis du contrôleur européen de la protection des données concernant la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) no 2252/2004 du Conseil établissant des normes pour les éléments de sécurité et les éléments biométriques intégrés dans les passeports et les documents de voyage délivrés par les États membres 2008/C 200/01.

Avis du Comité économique et social européen sur le thème «Garantir l'accès aux soins de longue durée et un financement durable du système de soins de longue durée aux personnes âgées» 2008/C 204/21.

Position commune (CE) n° 26/2008 du 2 octobre 2008 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité instituant la Communauté européenne, en vue de l'adoption d'un règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux statistiques communautaires de la santé publique et de la santé et de la sécurité au travail.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl-rils/index.cfm>.

Droit édicté / Erlassenes Recht

Recueil international de législation sanitaire, vol. 59, n° 4 2008 (version anglaise).

European Community. Commission Recommendation 2008/345/EC of 7 February 2008 on a code of conduct for responsible nanosciences and nanotechnologies research. (*Official Journal of the European Union*, No. L 116, 30 April 2008, pp. 46-52).

European Community. Commission Decision 2008/544/EC of 20 June 2008 amending Decision 2004/858/EC^a in order to transform the 'Executive Agency for the Public Health Programme' into the 'Executive Agency for Health and Consumers'. (*Official Journal of the European Union*, No. L 173, 3 July 2008, pp. 27-29).

Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.

France / Frankreich

Sénat français, L'anonymat du don de gamète . étude de législation comparée n° 186, septembre 2008.

<http://www.senat.fr/lc/lc186/lc186.pdf>

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

Droit édicté / Erlassenes Recht

[RO/AS 2008 N° 27-51 (24 DECEMBRE 2008)]

[RO/AS 2009 N° 1 (6 JANVIER 2009)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

Convention pour la protection des Droits de l'Homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine (Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine) du 4 avril 1997, approuvée par

l'Assemblée fédérale le 20 mars 2008, ratifiée le 24 juillet 2008, en vigueur dès le 1^{er} novembre 2008, RO 2008 5137.

Arrêté fédéral portant approbation du Protocole additionnel à la Convention sur les droits de l'Homme et la biomédecine portant interdiction du clonage d'êtres humains, du 20 mars 2008, RO 2009 81.

Protocole additionnel à la Convention pour la protection des Droits de l'Homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine, portant interdiction du clonage d'êtres humains (Protocole additionnel portant interdiction du clonage d'êtres humains) du 12 janvier 1998, approuvé par l'Assemblée fédérale le 20 mars 2008, ratifié le 24 juillet 2008, en vigueur dès le 1^{er} novembre 2008, RO 2008 83.

Loi fédérale sur les médicaments et les dispositifs médicaux (Loi sur les produits thérapeutiques, LPTh) du 15 décembre 2000. Modification du 13 juin 2008, en vigueur (partiellement) dès le 1^{er} janvier 2009, RO 2008 4873.

Ordonnance sur les stupéfiants et les substances psychotropes (Ordonnance sur les stupéfiants, OStup) du 29 mai 1996.

- Modification du 31 janvier 2007, en vigueur dès le 12 décembre 2008, RO 2008 5577.

- Modification du 26 novembre 2008, en vigueur dès le 12 décembre 2008, RO 2008 5583.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édiction de la pharmacopée et la reconnaissance d'autres pharmacopées du 17 octobre 2001.

- Modification du 7 juillet 2008, en vigueur dès le 1^{er} août 2008, RO 2008 3229.

- Modification du 5 septembre 2008, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2009, RO 2008 4375.

Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal) du 27 juin 1995. Modification du 22 octobre 2008, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2009, RO 2008 5097 (*mise en œuvre de la réforme LAMal sur le financement hospitalier*).

Ordonnance sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire du 3 juillet 2002.

Prorogation du 25 juin 2008, jusqu'au 31 décembre 2009, RO 2008 3165.

Ordonnance du DFI sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins, OPAS) du 29 septembre 1995. Modification du 10 décembre 2008, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2009, RO 2008 6493.

Ordonnance sur la carte d'assuré pour l'assurance obligatoire des soins (OCA) du 14 février 2007. Modification du 26 novembre 2008, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2009, RO 2008 6145 (*report de l'introduction de la carte d'un an, à 2010*).

Ordonnance sur le calcul des coûts et le classement des prestations par les hôpitaux et les établissements médico-sociaux dans l'assurance-maladie (OCP) du 3 juillet 2002. Modification du 22 octobre 2008, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2009, RO 2008 5105.

Ordonnance du DFI sur les indices du niveau des prix et sur les primes minimales 2009 permettant de calculer la réduction de primes dans la Communauté européenne, en Islande et en Norvège du 11 décembre 2008, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2009 jusqu'au 31 décembre 2009, RO 2008 6507.

Ordonnance du DFI relative aux primes moyennes 2009 de l'assurance obligatoire des soins pour le calcul des prestations complémentaires du 31 octobre 2008, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2009 jusqu'au 31 décembre 2009, RO 2008 5185.

Ordonnance concernant le registre des professions médicales universitaires (Ordonnance concernant le registre LPMéd du 15 octobre 2008, en vigueur dès le 1^{er} novembre 2008, RO 2008 4743.

Ordonnance concernant les examens fédéraux des professions médicales universitaires (Ordonnance concernant les examens LPMéd) du 26 novembre 2008, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2009, RO 2008 6007.

Ordonnance sur la formation professionnelle initiale d'assistante/assistant en soins et santé communautaire avec certificat fédéral de capacité (CFC) du 13 novembre 2008, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2009, RO 2008 5963.

Ordonnance sur la transplantation d'organes, de tissus et de cellules d'origine humaine (Ordonnance sur la transplantation) du 16 mars 2007. Modification du 10 septembre 2008, en vigueur dès le 15 octobre 2008, RO 2008 4461.

Ordonnance sur l'attribution d'organes destinés à une transplantation (Ordonnance sur l'attribution d'organes) du 16 mars 2007. Modification du 10 septembre 2008, en vigueur dès le 15 octobre 2008, RO 2008 4467.

Ordonnance du DFI sur l'attribution d'organes destinés à une transplantation (Ordonnance du DFI sur l'attribution d'organes) du 2 mai 2007. Modification du 10 septembre 2008, en vigueur dès le 15 octobre 2008, RO 2008 4469.

Ordonnance sur les émoluments perçus en application de la législation sur la transplantation (Ordonnance sur les émoluments en rapport avec les transplantations) du 16 mars 2007. Modification du 10 septembre 2008, en vigueur dès le 15 octobre 2008, RO 2008 4473.

Ordonnance sur la prévention des accidents et des maladies professionnelles (Ordonnance sur la prévention des accidents, OPA) du 19 décembre 1983. Modification du 2 juillet 2008, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2009, RO 2008 3683.

Ordonnance sur la sécurité et la protection de la santé des travailleurs dans les travaux de construction (Ordonnance sur les travaux de construction, OTConst) du 29 juin 2005. Modification du 2 juillet 2008, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2009, RO 2008 3685.

Ordonnance du DFE sur les activités dangereuses ou pénibles en cas de grossesse et de maternité (Ordonnance sur la protection de la maternité) du 20 mars 2001. Modification du 17 septembre 2008, en vigueur dès le 1^{er} octobre 2008, RO 2008 4487.

Ordonnance du DFI sur les déclarations de médecin et de laboratoire du 13 janvier 1999. Modification du 28 novembre 2008, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2009, RO 2008 5807.

Protocole d'entente entre le Département fédéral de l'intérieur agissant au nom du Conseil fédéral de la Confédération suisse et l'Autorité sanitaire de Singapour relatif aux produits thérapeutiques, conclu le 12 mai 2008, entré en vigueur le même jour, RO 2008 3423.

Ordonnance sur les dispositifs médicaux (ODim). Normes techniques pour les dispositifs médicaux. Communication de Swissmedic du 29 juillet 2008, FF 2008 5616.

Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse

[FF/BBL 2008 N° 27-51 (24 DECEMBRE 2008)]

[FF/BBL 2009 N° 1 (6 JANVIER 2009)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

Code de procédure civile, du 19 décembre 2008 (délai référendaire : 16 avril 2009), FF 2009 21 (*art. 166 : droit de refus restreint de collaborer des personnes tenues au secret professionnel*).

Code civil du 10 décembre 1907. Modification du 19 décembre 2008 : protection de l'adulte, droit des personnes et droit de la filiation (délai référendaire : 16 avril 2009), FF 2009 139.

Loi fédérale sur les brevets d'invention du 25 juin 1954. Modification du 19 décembre 2008 (délai référendaire : 16 avril 2009), FF 2009 195 (*admission des importations parallèles de produits brevetés, sauf si le prix est fixé par l'Etat, comme pour les produits thérapeutiques*).

Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, du 3 octobre 2008 (délai référendaire : 22 janvier 2009), FF 2008 7483.

Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire «Oui aux médecines complémentaires» du 3 octobre 2008, FF 2008 7469 (*le Parlement propose le rejet de l'initiative et lui oppose un contre-projet très légèrement différent*).

Initiative populaire fédérale «Oui aux médecines complémentaires». Retrait déclaré le 15 octobre 2008, FF 2008 7785.

Message portant approbation du Protocole additionnel à la Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine relatif à la transplantation d'organes et de tissus d'origine humaine, du 10 septembre 2008, FF 2008 7229.

Projet d'arrêté fédéral portant approbation du Protocole additionnel à la Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine relatif à la transplantation d'organes et de tissus d'origine humaine, FF 2008 7239.

Protocole additionnel à la Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine relatif à la transplantation d'organes et de tissus d'origine humaine, du 24 janvier 2002, FF 2008 7243.

Référendum contre la modification du 20 mars 2008 de la loi fédérale sur les stupéfiants et les substances psychotropes (loi sur les stupéfiants, LStup). Décision de la Chancellerie fédérale du 21 juillet 2008 constatant son aboutissement, FF 2008 5609 (*la modification de la loi a été approuvée par 68% des votants le 30 novembre 2008*).

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 22 juillet 2008, octroyée à l'Hôpital cantonal de Lucerne, FF 2008 5562.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique (prolongation), du 29 juillet 2008, octroyée au Groupe suisse de recherche clinique sur le cancer (Berne), FF 2008 5611.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique (prolongation), du 4 novembre 2008, octroyée à l'Hôpital de l'île, Hôpital Universitaire de Berne, FF 2008 7842.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 18 novembre 2008, octroyée à l'Hôpital Universitaire de Bâle, FF 2008 7936.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 18 novembre 2008, octroyée aux Services médicaux cantonaux de Lucerne, FF 2008 7940.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique (prolongation), du 6 janvier 2009, octroyée au Centre Hospitalier Universitaire Vaudois (CHUV), Lausanne, FF 2009 243.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique (prolongation), du 6 janvier 2009, octroyée à Organizzazione sociopsichiatrica cantonale (OSC), Mendrisio, FF 2009 245.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 29 juillet 2008, octroyée pour le projet «*Swiss Observational Bone Study: a substudy of BIG 1-98*», FF 2008 5613.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 18 novembre 2008, octroyée pour le projet «*Internieren und Integrieren. Zwang in der Psychiatrie: Der Fall Zürich 1870–1970 (NFP 51)*», FF 2008 7931.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 18 novembre 2008, octroyée pour le projet «*Tissue Microarray von pT1-2pN0 Nicht-Kleinzelligen Lungenkarzinomen*», FF 2008 7933.

Evaluation du rôle de la Confédération dans la garantie de la qualité selon la LAMal. Rapport de la Commission de gestion du Conseil des Etats du 13 novembre 2007, FF 2008 7089.

Rôle de la Confédération dans la garantie de la qualité selon la LAMal. Rapport du Contrôle parlementaire de l'administration à l'attention de la Commission de gestion du Conseil des Etats du 5 septembre 2007, FF 2008 7093.

Evaluation du rôle de la Confédération dans la garantie de la qualité selon la LAMal. Rapport de la Commission de gestion du Conseil des Etats du 13 novembre 2007. Avis du Conseil fédéral du 18 juin 2008, FF 2008 7183.

Conventions des cantons entre eux. Convention intercantonale relative à la médecine hautement spécialisée (CIMHS). Avis de la Chancellerie fédérale du 25 novembre 2008, FF 2008 8012.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(Selon les informations disponibles sur le site de l'Institut du fédéralisme
<http://www.lexfind.ch/>)

Glaris / Glarus

Gesetz über das Gesundheitswesen(Gesundheitsgesetz) [VIII A/1/1 Volume 5]
http://www.lexfind.ch/dta/6900/2/gs_viii_a_1_1.pdf

Neuchâtel / Neuenburg

Arrêté du 29 septembre 2008 concernant l'adhésion à la convention intercantonale relative à la médecine hautement spécialisée (CIMHS)
<http://www.lexfind.ch/dtah/53846/3/80010004.pdf>

Loi de santé (modification du 29 janvier 2008)
<http://www.lexfind.ch/dtah/49406/3/8001.pdf>

Uri

Gesundheitsgesetz (GG) vom 1. Juni 2008 [30.2111 1]
<http://www.lexfind.ch/dta/14577/2/30-2111.pdf>

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

Note : à signaler également la loi de santé de Nidwald, la loi de santé du Valais, modifiées en septembre 2008, la loi genevois sur e-Toile et les modifications de lois cantonales (notamment Fribourg, Neuchâtel, Vaud) sur la fumée passive pas encore signalées sur Lexfind.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

Suisse/Schweiz

SIMON O., Refus du dépistage urinaire ou salivaire des drogues à l'école :la position de la SSAM (Société suisse de médecine de l'addiction), *Bulletin des médecins suisses*, n° 32, 2008, p. 1353.

Don d'organes solides par des personnes vivantes, directives médico-éthiques et recommandations, approuvées par le Sénat de l'ASSM le 20 mai 2008.

Traitement médical et prise en charge des personnes en situation de handicap, directives et recommandations médico-éthiques, approuvées par le Sénat de l'ASSM le 20 mai 2008.

En consultation: Décisions de réanimation, directives et recommandations médico-éthiques, approuvées pour la procédure de consultation par le Sénat de l'ASSM, le 20 mai 2008. (La version allemande est la version d'origine).

Etranger/Ausland

(rubrique sans objet pour cette édition)

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

<http://www.echr.coe.int>

ECHR 2008/6 Affaire Dickson c. Royaume-Uni du 4 décembre 2007, requête numéro 44362/04, la Grande Chambre.

Note : La Grande Chambre, par une majorité des voix, a admis la violation de l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

L'Etat a l'obligation positive de garantir la protection effective des enfants. Toutefois, la Grande Chambre a considéré que cela ne peut aller jusqu'à empêcher les parents qui le désirent de concevoir un enfant dans des circonstances telles que celles de l'espèce (insémination artificielle dans une prison), d'autant que la seconde requérante était en liberté et pouvait, jusqu'à la libération de son mari, prendre soin de l'enfant éventuellement conçu.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

<http://curia.eu.int/fr/index.htm>

Affaire C-303/06: Arrêt de la Cour (grande chambre) du 17 juillet 2008 (demande de décision préjudicielle du Employment Tribunal — Royaume-Uni) — S. Coleman/Attridge Law, Steve Law (Politique sociale — Directive 2000/78/CE — Égalité de traitement en matière d'emploi et de travail — Articles 1er, 2, paragraphes 1, 2, sous a), et 3, ainsi que 3, paragraphe 1, sous c) — Discrimination directe fondée sur le handicap — Harcèlement lié au handicap — Licenciement d'un employé n'ayant pas lui-même un handicap, mais dont l'enfant est handicapé — Inclusion — Charge de la preuve).

Affaire C-500/06: Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 17 juillet 2008 (demande de décision préjudicielle du Giudice di pace di Genova — Italie) — Corporación Dermoestética SA/To Me Group Advertising Media (Articles 3, paragraphe 1, sous g), CE, 4 CE, 10 CE, 43 CE, 49 CE, 81 CE, 86 CE et 98 CE

— Législation nationale interdisant la publicité concernant les traitements médico-chirurgicaux dans le domaine des soins esthétiques).

Affaire C-307/07: Arrêt de la Cour (sixième chambre) du 10 juillet 2008 — Commission des Communautés européennes/République portugaise (Manquement d'État — Directive 89/48/CEE — Reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur sanctionnant des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans — Non-reconnaissance des diplômes d'accès à la profession de pharmacien en biologie médicale — Non-transposition).

Affaire C-311/07: Arrêt de la Cour (huitième chambre) du 17 juillet 2008 — Commission des Communautés européennes/République d'Autriche (Manquement d'État — Directive 89/105/CEE — Inclusion des médicaments à usage humain dans le champ d'application des systèmes nationaux d'assurance maladie — Article 6, point 1 — Liste des médicaments couverts par le système national d'assurance maladie établissant trois catégories distinctes du point de vue des conditions de remboursement — Délai d'adoption d'une décision relative à une demande d'inscription d'un médicament dans les catégories de cette liste offrant les conditions de remboursement les plus favorables).

Affaire C-141/07: Arrêt de la Cour (quatrième chambre) du 11 septembre 2008 — Commission des Communautés européennes/République fédérale d'Allemagne (Manquement d'État — Mesures d'effet équivalent à une restriction quantitative — Protection de la santé publique — Justification — Pharmacies — Livraison des produits pharmaceutiques directement aux hôpitaux — Proximité de l'hôpital concerné).

Affaire C-274/07: Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 11 septembre 2008 — Commission des Communautés européennes/République de Lituanie (Manquement d'État — Directive 2002/22/CE — Service universel et droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques — Article 26, paragraphe 3 — Numéro d'appel d'urgence unique européen — Mise à disposition des informations relatives à la localisation de l'appelant).

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

Allemagne / Deutschland

MedR, Bd. 26, H. 10, 2008, p. 611, BGH, Urt. v. 20. 12. 2007 – 1 ZR 205/04 (KG).

Versandhandel mit in Deutschland zugelassenen verschreibungspflichtigen Arzneimitteln und Wettbewerbsrecht (“DocMorris”)

1. Im Rahmen des § 73 Abs. 1 S. 1 Nr. 1a Fall 1 AMG ist nicht allein die in Deutschland und in dem anderen Mitgliedstaat jeweils gegebene Gesetzeslage, sondern die jeweilige Rechtslage im Blick auf die tatsächlich bestehenden Sicherheitsstandards miteinander zu vergleichen.

2. Der Umstand, dass das niederländische Recht den Versandhandel mit Arzneimitteln nicht von der Führung einer Präsenzapotheke abhängig macht, kann einem Versandhandelsunternehmen, das eine Präsenzapotheke in den Niederlanden nach den dort bestehenden Bestimmungen betreibt, nicht entgegengehalten werden.

3. Die Veröffentlichung einer Übersicht zum Versandhandel mit Arzneimitteln nach § 73 Abs. 1 S. 3 AMG bindet die Gerichte insoweit, als sie Feststellungen dazu enthält, dass in bestimmten Mitgliedstaaten der Europäischen Union vergleichbare Sicherheitsstandards bestehen.

MedR, Bd. 26, H. 8, 2008, p. 516, OLG Celle, Urt. v. 2. 7. 2007 – 1 U 106/06 (LG Lüneburg)

Aufklärungspflichtverletzung und Kind als Schaden

BGB §§ 276, 280 Abs. 1, 283 Abs. 1

1. Vor dem Legen einer Cerclage muss die Schwangere über Risiken und Behandlungsalternativen umfassend aufgeklärt werden.

2. Verletzt der Arzt diese Pflicht, so dass die Schwangerschaft bis zur Lebensfähigkeit des Kindes aufrechterhalten wird, und kommt es zur Frühgeburt eines schwer behinderten Kindes, hat der Arzt den Unterhaltsschaden, der den Eltern aus der Existenz des Kindes entsteht, zu ersetzen.

3. Auf die Frage, ob ein Schwangerschaftsabbruch nach § 218a II StGB gerechtfertigt gewesen wäre, kommt es nicht an. (Leitsätze des Bearbeiters)

MedR, Bd. 26, H. 7, 2008, p. 442, OLG Naumburg, Urt. v. 20. 12. 2007 – 1 U 95/06 (LG Magdeburg)

Zur Aufklärung des Patienten über alternative Behandlungsmethoden

1. Stehen mehrere medizinisch sinnvolle und angezeigte Behandlungsmethoden zur Verfügung, die zu jeweils unterschiedlichen

Belastungen des Patienten führen oder unterschiedliche Risiken und Erfolgchancen bieten, so muss der Patient selbst prüfen und mitentscheiden können, was er an Belastungen und Gefahren im Hinblick auf möglicherweise unterschiedliche Erfolgchancen der verschiedenen Behandlungsmethoden auf sich nehmen will.

2. Zur Pflicht der Aufklärung einer Schwangeren durch den Geburtshelfer in der laufenden 31. Schwangerschaftswoche nach Blasensprung über die Möglichkeit der Hinauszögerung der Geburtseinleitung mit Förderung der Lungenreife anstelle der bewusst eingeleiteten Frühgeburt.

MedR, Bd. 26, H. 6, 2008, p. 372, OLG Braunschweig, Urt. v. 26. 6. 2007 – 1 U 11/07(LG Braunschweig)

Entschluss zum Schwangerschaftsabbruch als Behandlungsfehlerfolge
BGB §§ 823 Abs. 1, 611, 280, 253 Abs. 2; StGB § 218a

1. Es stellt einen (einfachen) Behandlungsfehler dar, wenn ein Arzt für Gynäkologie im Rahmen der Behandlung von Menstruationsunregelmäßigkeiten bei objektiv bestehender Unsicherheit über das Vorliegen einer Schwangerschaft zu deren Ausschluss vor Beginn der Therapie mit einem Ovulationshemmer-Medikament einen Schwangerschaftstest durch Beta-HCGBestimmung des Blutes nicht vornimmt bzw. nicht veranlasst.

2. Allein deshalb, weil im Falle einer Schwangerschaft die zu erwartenden Folgen für die Kindsmutter hinter dem in §218a Abs. 2 StGB beschriebenen Ausmaß zurückbleiben oder dieses Ausmaß nicht sicher feststellbar erreichen, kann eine Kausalität des Befunderhebungsfehlers für die Durchführung der nach §218a Abs. 1 StGB gerechtfertigten Schwangerschaftsunterbrechung und ihre Folgen nicht bereits verneint werden.

3. Im Rahmen der zivilrechtlichen Schadenskausalität unterbricht der Willensentschluss einer Patientin – hier zum Schwangerschaftsabbruch – den Zurechnungszusammenhang nicht, wenn er nicht frei getroffen, sondern durch das Verhalten des Arztes – hier durch Befundnichterhebung verursachte kontraindizierte Medikamenteneinnahme – herausgefordert oder wesentlich mitbestimmt worden ist. Die Beweislast für die Herausforderung oder Mitbestimmung ihres Willensentschlusses liegt nach allgemeinen Grundsätzen bei der Patientin.

4. Unerheblich für die Schadensursächlichkeit i.S. des durch den Behandlungsfehler herausgeforderten Schwangerschaftsabbruchs ist, wie hoch aus medizinisch- wissenschaftlicher Sicht das Risiko einer

medikamenteninduzierten Missbildung gewesen ist, jedenfalls solange ein solches Risiko nicht auszuschließen ist oder die möglichen.

MedR, Bd. 26, H. 5, 2008, p. 289, BGH, Urt. v. 10. 10. 2006 – VI ZR 74/05 (OLG München)

Aufklärung bei der Behandlung Minderjähriger

BGB §§ 823 Abs. 1, 852 a. F.

a) Minderjährigen Patienten kann bei einem nur relativ indizierten Eingriff mit der Möglichkeit erheblicher Folgen für ihre künftige Lebensgestaltung ein Vetorecht gegen die Einwilligung durch die gesetzlichen Vertreter zustehen, wenn sie über eine ausreichende Urteilsfähigkeit verfügen.

b) Auch über ein gegenüber dem Hauptrisiko des Eingriffs weniger schweres Risiko ist aufzuklären, wenn dieses dem Eingriff spezifisch anhaftet, es für den Laien überraschend ist und durch die Verwirklichung des Risikos die Lebensführung des Patienten schwer belastet würde.

c) Im Hinblick auf den Beginn der Verjährungsfrist gemäß §852 BGB a.F. besteht keine Verpflichtung des Patienten, sich Kenntnisse über fachspezifisch medizinische Fragen zu verschaffen.

Autriche / Österreich

RdM 05 Oktober 2008, p. 149, OGH 7.7.2008 6 Ob 286/07

Erbunwürdigkeit und „passive Sterbehilfe“.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.jaac.admin.ch> et

<http://www.bk.admin.ch/dokumentation/02574/index.html?lang=fr>

La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante :

<http://www.bger.ch/> pour tous les arrêts publiés par le Tribunal fédéral.

Pour les arrêts concernant les assurances maladie et accident, voir aussi le site du Tribunal administratif fédéral :

<http://www.bundesverwaltungsgericht.ch/fr/index/entscheide/jurisdiction-datenbank.htm>

- AJP / PJA, 7 / 2008, p. 913, 133 III 121 (4C.66/2007)
Ärztliche Haftung aus Auftrag. Aufklärungspflicht des Arztes und Einwilligung des Patienten „Hypothetische Einwilligung“.

- AJP / PJA, 9 / 2008, p. 1166, 134 V 28 (9C_172/2007)
Berufliche Vorsorge. Anspruch auf Austrittsleistung oder auf Hinterlassenenleistungen? Ursache des Todes und Zeitpunkt des Todes.
- AJP / PJA, 9 / 2008, p. 1177, 4A_102/2008
Missbräuchliche Kündigung infolge Krankheit.
- ATF 134 I 209 – Arrêt de la 2^e Cour de droit civil du 13 mars 2008.
Le placement en chambre fermée sécurisée d'un patient privé de liberté à des fins d'assistance constitue une restriction à la liberté personnelle. Examen de la base légale (art. 50 de la loi genevoise sur la santé).
- ATF 134 I 221 – Arrêt de la Cour de droit pénal du 12 juin 2008.
L'isolement d'une personne dangereuse exécutant une mesure prévue aux art. 59ss CP repose sur une base légale suffisante (art. 90 CP). Examen de la proportionnalité par rapport à un traitement médicamenteux forcé.
- ATF 134 II 235 – Arrêt de la 2^e Cour de droit public du 2 avril 2008.
Un professionnel de la santé ne doit pas administrer un traitement que refuse une patiente de treize ans jugée capable de discernement, même si sa mère (et représentante légale) qui l'accompagne est d'un avis contraire.
- ATF 134 III 289 – Arrêt de la 2^e Cour de droit civil du 27 février 2008.
Appréciation de la légalité et de la proportionnalité d'une privation de liberté à des fins d'assistance prononcée envers une patiente souffrant d'atteinte psychique grave d'ordre schizophrénique et refusant tout traitement.
- ATF 134 III 323 – Arrêt de la 2^e Cour de droit civil du 4 mars 2008.
Seules les primes de l'assurance-maladie obligatoire peuvent être prises en compte dans le calcul du minimum vital, à l'exclusion des primes de l'assurance-maladie complémentaire.
- ATF 134 III 511 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 3 juillet 2008.
Réticence au sens des art. 4 et 6 LCA. La dépendance à l'alcool entre-t-elle dans la notion de « maladie » utilisée dans une question de la proposition d'assurance ?
- ATF 134 IV 149 – Arrêt de la Cour de cassation du 6 décembre 2007 et 17 janvier 2008.

L'organisateur d'un séminaire avec marche sur des braises n'est pas punissable de lésions corporelles par négligence. Chaque participant volontaire répond de la mise en danger de sa propre personne.

- ATF 134 IV 175 – Arrêt de la Cour de droit pénal du 24 avril 2008.
Administration d'un médicament contre le cancer provoquant le décès du patient. Les dispositions sur les essais cliniques (art. 53ss LPTh) ne s'appliquent pas à un essai thérapeutique individuel. Diligence à observer pour l'emploi « hors étiquette » d'un médicament.
- ATF 134 IV 189 – Arrêt de la Cour de droit pénal 19 juin 2008.
En raison de son impact sur le psychisme de la victime, une tonsure totale infligée par un père à sa fille de 14 ans pour la punir de désobéissances constitue des lésions corporelles simples (art. 123 CP) et non des voies de fait (art. 126 CP).
- ATF 134 IV 193 – Arrêt de la Cour de droit pénal du 13 juin 2008.
Propagation d'une maladie de l'homme (transmission du VIH) par négligence. Appréciation de la négligence et du risque admissible (art. 12 al. 3 CP). Portée du consentement du partenaire.
- ATF 134 IV 246 – Arrêt de la Cour de droit pénal du 4 juillet 2008.
Mesures pénales de traitement ambulatoire (art. 63 CP). Compétence et conditions pour un changement ou une suppression. Nécessité d'une expertise.
- ATF 134 V 189 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit social du 25 février 2008.
Réduction des prestations de l'assurance-accidents en cas de refus de l'assuré de se soumettre à un traitement médical. Procédure préalable de sommation. Devoir d'information du médecin traitant dont la violation est imputable à l'assureur.
- ATF 134 V 231 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit social du 26 mai 2008.
Les résultats d'une tomographie par résonance magnétique fonctionnelle n'ont pas de valeur probante en l'état actuel de la science médicale pour statuer sur le lien de causalité en cas de coup du lapin.
- ATF 134 V 269 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 29 mai 2008.

Compétence du tribunal arbitral cantonal (art. 89 LAMal) de trancher un litige relatif à la rémunération d'un traitement hospitalier hors canton sans raison médicale ?

- ATF 134 V 330 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 24 juin 2008.
Refus de prendre en charge dans l'assurance obligatoire des soins un traitement administré à l'étranger car un traitement ne comportant pas de risques notablement plus élevés existait en Suisse.
- ATF 134 V 340 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit social du 11 juin 2008.
Accident de plongée suite à une erreur de manipulation survenue à une profondeur de 45 mètres. Entreprise téméraire ?
- JT 2008 I 233, ATF 134 I 209 (5A_656/2007)
Privation de liberté à des fins d'assistance. Mesures de contrainte. Absence de base légale. Art. 397ass CC ; art. 50 LS/GE (Loi cantonale sur la santé du 7 avril 2006)
- JT 2008 I 103, ATF 133 III 121 (4C.366/2006)
Contrat de mandat. Responsabilité du médecin. Fardeau de la preuve. Art. 8 CC ; 97 et 394 ss CO.
- Die Praxis, 10/2008, p. 784, Urteil vom 29. Oktober 2007 i. S. Assura Kranken- und Unfall-versicherung c. SOS Médecin Cité Calvin SA /9C_292/2007)
Zulassungsbeschränkung der Leistungserbringer im Rahmen der obligatorischen Krankenversicherung (art. 35/2 lit. A und n, 36, 36a und 55a KVG)
Texte original en français. Traduction en allemand. Arrêt publié aux ATF 133 V 613
- Die Praxis, 11/2008, p. 827, Urteil vom 4. März 2008 in X. c. A. SA und Mitbeteiligte sowie Betreibungsamt Genf (5A_654/2007)
Bestimmung des Notbedarfs nach Art. 93/2 SchKG; Berücksichtigung der Krankenversicherungspämien.
Texte original en français. Traduction en allemand. Arrêt publié aux ATF 134 III 323.
- Die Praxis, 11/2008, p. 864, Urteil vom 5. Dezember 2007 i. S. S. c. Amt für Krankenversicherung des Kantons Tessin (K 109/06)

Ausnahme von der Versicherungspflicht (2/2, 6/3 KVG)

Texte original en italien. Traduction en allemand. Arrêt publié aux ATF 134 V 34.

- RDAF No 5-6 / 2008, WISARD N., ATF 133 IV 222-228 (9.7.2007/d)
Produits thérapeutiques. Condamnation pénale pour publicité en faveur d'un médicament soumis à ordonnance adressée au public non spécialisé, p 597ss
- RDAF, No 5-6 / 2008, POLTIER E., ATF 133 V 477-487 (25.7.2007/a)
Décision finale, partielle ou incidente; préjudice irréparable (art. 90, 91 et 93 LTF), p 499ss.
- RDAF No 5-6 / 2008, BURGAT S., ATF 133 I 58-76 (3.11.2007/a)
Aide au suicide et liberté personnelle (art. 10 al. 2 et 13 al. 1 Cst), p 442ss
- SJ 2008 I 400, 5C.262/2006 du 28 mai 2008
Contrat d'assurance de prévoyance. Dissimulation par le proposant de troubles physiques dans les réponses à un questionnaire soumis au proposant par l'assurance. Présomption que les faits au sujet desquels l'assureur a posé par écrit des questions précises sont des faits importants pour l'appréciation du risque. Faculté du preneur de prouver que les indications qu'il a données n'ont eu en l'espèce aucune influence sur la détermination de la volonté de l'assureur. Absence de pertinence d'un lien de causalité entre le fait caché ou inexactement déclaré et le sinistre. LCA 4 al. 1-3 ; aLCA 6.
- Rivista ticinese di diritto, I – 2008 p. 807 n° 60, TFA 28.6.2007 N. K 60/06
Art. 36 OAMal ; 34 cpv. 2 LAMal ; 22 n. lett c) e n. 2 Reg. CEE 1408/71. Giovane donna affetta da autismo e da ritardo mentale – trattamento all'estero – esclusione dell'assunzione dei costi da parte dall'assicuratore malattia. Le spese di un ricovero non urgente, in quanto pianificato da tempo, di una giovane donna affetta sin dalla nascita da autismo e da ritardo mentale medio in un centro specializzato all'estero non vanno a carico dell'assicuratore malattia, se, come in casu, i trattamenti erogati in Ticino non vanno ritenuti sostanzialmente diversi da quelli forniti all'estero ; solo in un secondo tempo, nel caso essi dovessero risultare inadeguati, si sarebbe potuto esaminare se ricorrere a un centro specializzato all'estero o in Svizzera. Infine, il diritto al rimborso nemmeno può essere dedotto dall'ALC.

- *Rivista ticinese di diritto*, I – 2008 p. 1038 n° 34c, TF 28.8.2007 N. 4C.49/2007
Art. 42, 44 CO. Responsabilità del medico. La predisposizione costituzionale del paziente può influire sulla determinazione del danno o sul calcolo del risarcimento. Per un lavoratore indipendente il diritto al risarcimento non si estingue con il compimento del 65° di età. (Riconosciuto in casu sino all'età di 68 anni, per un direttore esecutivo, amministratore unico e azionista al 50 % della ditta in cui lavora).

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

Argovie / Aargau

AAGV 2007 p. 177, Entscheid der Verwaltungsgerichts, 1. Kammer vom 23. Oktober 2007 in Sachen J. L. gegen die Psychiatrische Klinik Königsfelden.
Einweisung zum Untersuchung; Verhältnismässigkeit einer Isolation.
Bei einer Einweisung zum Untersuchung ist die Zwangsmassnahme der Isolation nur bei akuter Selbst- und/oder Fremdfährdung zulässig (Erw 3.1) Die Isolation zwecks pädagogischer Massnahme ist unverhältnismässig (Erw.3.4: Bestätigung der Rechtsprechung; vgl AGVE 2003 p. 141).

AAGV 2007 p. 184, Entscheid der Verwaltungsgerichts, 1. Kammer vom 21. August 2007 in Sachen A. B. gegen den Bezirksarzt Stellvertreter X.
Zuständigkeit zum Erlass einer Verfügung betreffend fürsorgerische Freiheitsziehung.
Die Verlegung in eine andere Klinik braucht eine neue Verfügung betreffend fürsorgerische Freiheitsentziehung der (auch örtlich) zu ständigen Einweisungsbehörde. (Erw 3).

Berne / Bern

JAB / BVR No 7-8 2008 Urteil des Verwaltungsgerichts (Sozialversicherungsgerichtliche Abteilung) vom 13. Februar 2008 i.S. I. Versicherungen gegen SUVA (UV 68682), p 379ss.
Unfallversicherung: Unterstellung unter das Versicherungsobligatorium (Art. 1a Abs. 1 UVG).

JAB / BVR No 9 2008, Urteil des Verwaltungsgerichts (Sozialversicherungsgerichtliche Abteilung) vom 10. Dezember 2007 i.S. P. gegen Krankenkasse S. (KV 68590), p. 423ss.
Krankenversicherung: Einreden gegen fällige Prämienforderungen in der obligatorischen Krankenpflegeversicherung (Art. 64a KVG; Art. 90 Abs. 1 KVV).

Jura

RJJ III 3/2007 p. 263, Arrêt de la Cour pénale du 3 mai 2007 en la cause X.

Remise par un médecin de quantités importantes de médicaments psychotropes à des personnes dépendantes. Rapport entre la loi sur les produits stupéfiants et la loi sur les produits thérapeutiques.

RJJ III 3/2007 p. 273, Arrêt du Tribunal arbitral en matière d'assurance-maladie de la République et Canton du Jura du 27 octobre 2006 en la cause Dr. X. c. SantéSuisse.

Autorisation d'exercer la profession de médecin délivrée à un étranger non ressortissant de l'UE ou de l'AELE. Décision prise avant l'entrée en vigueur de la modification de la loi fédérale concernant l'exercice des professions de médecins, de pharmacien et de vétérinaire dans la Confédération suisse (LEPM), mais notifiée postérieurement. Selon la bonne foi l'ancien droit peut être applicable.

Soleure / Solothurn

SOG 2007, 26, Versicherungsgericht, Urteil vom 23. Februar 2007 (VSBES.2006.371) Art. 18 Abs. 3 und 5 KVG.

Anspruch auf Prämienverbilligung.

Tessin / Ticino

Rivista ticinese di diritto, I – 2008 p. 802 n° 59, TCA 18.6.2007 N. 36.2006.242.

Art. 6 LAMal ; 11 seg. LCAMal ; 12 RLCAM ; 49, 49 LPGA. Non è l'ufficio assicurazione malattia (UAM), bensì la Cassa malati competente a determinare il domicilio civile di un assicurato già affiliato. È la Cassa, del resto, che provvede affinché nel passaggio da un Cantone all'altro non vi sia lacune. L'UAM, in ogni caso, se ritiene che un assicurato sia domiciliato nel Cantone Ticino, può chiedere all'assicuratore l'emanazione di una decisione formale, contro la quale potrà, se del caso, opporsi e poi interporre ricorso al TCA. Nel caso concreto, la decisione su opposizione emanata dall'UAM in relazione al domicilio di un assicurato già affiliato a una cassa malati che non pagava più i premi nel Cantone Ticino, bensì in un altro Cantone, è stata, quindi, annullata.

Rivista ticinese di diritto, I – 2008 p. 810 n° 61, TCA 21.6.2007 N. 35.2007.24.

Art. 6 cpv. 1 LAINF ; 4 LPGA ; 9 cpv. 2 OAINF. Frattura di un osso dell'alluce destro durante un allenamento di basket – esclusione di un infortunio – lesione parificata ai postumi d'infortunio. Un assicurato si è procurato la frattura dell'osso sesamoideale dell'alluce destro dopo un salto durante un allenamento di basket. Ritenuto che l'assicurato si è procurato la frattura ricadendo da un salto durante

un allenamento senza nessun contatto fisico con un compagno di squadra e/o una violazione della regole, non si è in presenza di un fattore esterno straordinario e quindi di un infortunio. D'altra parte, visto che si tratta di una frattura e che l'attività sportiva del basket presenta un potenziale di pericolo accresciuto, deve essere ammessa la presenza di un fattore esterno ai sensi della giurisprudenza sulla lesione parificata. L'assicurato ha peraltro consultato un medico al più tardi due settimane dopo l'evento. Conseguentemente, siccome anche il nesso di causalità va riconosciuto, l'assicuratore LAINF deve assumere il caso a titolo di lesione parificata ai postumi d'infortunio.

Rivista ticinese di diritto, I – 2008 p. 810 n° 62, TCA 24.5.2007 N. 35.2007.14.

Art. 10, 6, 16 LAINF. Incidente con una moto all'interno di una galleria – circostanze particolarmente drammatiche – insorgenza di turbe psichiche – causalità. Caso di un assicurato che in sella a una motocicletta ha subito un incidente della circolazione all'interno di una galleria autostradale, cadendo a terra a seguito del blocco dell'impianto frenante. Egli ha riportato una lussazione del femore con frattura dell'acetabolo e del bacino, nonché la frattura della mano destra. L'assicurato ha inoltre presentato disturbi psichici. Da un lato, la documentazione agli atti allestita da due specialisti in psichiatria non ha permesso né di ammettere, né di escludere, con la necessaria tranquillità, l'esistenza di un legame causale naturale tra il sinistro e i disturbi psichici di cui è affetto l'assicurato. Dall'altro, l'evento traumatico è stato, però, considerato la causa adeguata della problematica psichica. Infatti il sinistro è stato classificato quale infortunio di media gravità all'interno della categoria media e il fattore delle circostanze drammatiche – alla luce del fatto che l'incidente è avvenuto all'interno di una galleria autostradale e che l'assicurato si è ritrovato, a causa delle ferite, immobilizzato al suolo in prossimità del marciapiede, ma comunque ancora sulla corsia di marcia, e quindi esposto, impotente, al rischio di venire travolto da uno o più veicoli, ossia a un rischio di morte – è risultato, in concreto, realizzato in modo particolarmente incisivo. Il TCA ha abbondanzialmente indicato che il nesso di causalità adeguata sarebbe stato realizzato anche nell'ipotesi in cui il criterio delle circostanze concomitanti particolarmente drammatiche fosse adempiuto ma non con una particolare intensità, visto che comunque sono dati due fattori di rilievo. È, in effetti, pure realizzato il criterio della durata della cura medica. Gli atti sono conseguentemente stati rinviati all'assicuratore infortuni per esperire approfondimenti specialistici in merito all'eziologia delle turbe psichiche di cui l'assicurato è portatore e pronunciarsi nuovamente sul diritto a prestazioni.

Thurgau/Thurgovie

Thurgauische Verwaltungsrechtspflege 2007, Nr. 32, p. 142.

1. Die Organisation und Durchführung des ärztlichen Notfalldienstes durch die kantonale Ärztegesellschaft ist zulässig (E.3a).
2. Der Begriff des «Notfalldienstes» ist weit zu fassen und kann auch als spezialärztlicher Notfalldienst geleistet werden. Auch Spezialärzte sind daher zur Leistung von Notfalldienst verpflichtet (E. 3b).
3. Das DFS hat in Ausübung seiner Aufsichtspflicht dafür zu sorgen, dass im Reglement der Ärztegesellschaft geregelt wird, ob und in welchem Umfang spezialisierte Ärzte, die nicht über die notwendige Ausrüstung zum allgemeinen Notfalldienst verfügen, dennoch in einen spezialärztlichen Notfalldienst mit einzubeziehen sind. Ebenso wären dort Höhe und Verwendungszweck einer Ersatzabgabe zu regeln (E.3b).

Zurich/Zürich

ZR 107 (2008) N. 31 Obergericht, II. Zivilkammer, Beschluss vom 26. März 2008.
Art. 7 SterG. Sterilisation einer über 16-jährigen, dauernd urteilsunfähigen Person.
- Die Sterilisation der behinderten jungen Frau wird als in diesem Fall zulässig angesehen und der Rekurs ihrer Mutter gegen den ablehnenden Entscheid des Bezirksrates grundsätzlich gutgeheissen. Der Bezirksrat wird aber angewiesen, konkret die Methode zu bezeichnen, welche Anwendung finden soll, da das Gesetz die Sterilisation nur dann erlaubt, wenn die Möglichkeiten einer Rückgängigmachung des Eingriffs bestmöglich gewahrt werden.

ZR 107 (2008) N. 34. Handelsgericht des Kantons Zürich, Beschluss vom 9. November 2007.
Art. 59 ZGB . Art. 61 Abs. 1 OR § 62 GVG; § 20 HG. Qualifikation einer juristischen Person, welche ein öffentliches Spital betreibt. Frage der sachlichen Zuständigkeit.
Eine Stiftung, welche die regionale spitalärztliche Grundversorgung bezweckt und ausdrücklich als öffentlichrechtliche Stiftung errichtet wurde, stellt ungeachtet ihres Eintrags im Handelsregister eine juristische Person des öffentlichen Rechts dar. Die Beurteilung von Haftungsansprüchen gegen einen öffentlichrechtlichen Spitalträger richtet sich im Kanton Zürich nach dem öffentlichrechtlichen Haftungsgesetz. Das Handelsgericht ist dafür nicht zuständig.

ZR 107 (2008) N. 39. Handelsgericht, Urteil vom 23. November 2007.
Art. 88 Abs. 1 VVG ; und Art. 2 Abs. 1 ZGB. Unfallversicherung. Vollinvalidität. Adäquanz. Treu und Glauben.
Die in Lehre und Rechtsprechung entwickelten Grundsätze zum Adäquanzbegriff im Sozialversicherungs- und Haftpflichtrecht können nicht unbesehen auf den Fall einer Personen- bzw. Summenversicherung im Sinne von Art. 73 ff. VVG

übernommen werden (Erw. 3.4.2.2.2.). Aus dem Grundsatz von Treu und Glauben lässt sich für den Fall einer Personen- bzw. Summenversicherung ableiten, dass die versicherte Person, wenn sie bei einem Unfall einen physischen und/oder psychischen.

Schaden erleidet, die Obliegenheit trifft, sich ärztlich vorgeschlagenen Behandlungen und Therapien gegenüber offen und im Verordnungsfalle unterstützend zu verhalten (Erw. 3.4.2.2.3.). Adäquanz vorliegend verneint (Erw. 3.4.2.2.4.).

ZR 107(2008) N. 45. Obergericht, II. Strafkammer, Urteil vom 4. April 2008

Art. 125 Abs. 2 StGB. Übernahmeverschulden.

Ein Arzt kann sich der fahrlässigen Körperverletzung schuldig machen, wenn er einen Auftrag zur Ausstellung einer "Unbedenklichkeitserklärung" annimmt, eine solche ausstellt, aber die für die nötige fachärztliche Beurteilung ausbildungs- und erfahrungsmässigen Voraussetzungen nicht aufweist, sofern die übrigen Voraussetzungen von Art. 125 StGB (unvorsätzliches Bewirken des tatbestandsmässigen Erfolgs, die Missachtung einer Sorgfaltspflicht und die Relevanz des sorgfaltswidrigen Verhaltens für den Erfolgseintritt) gegeben sind. Im vorliegenden Fall wurde die Relevanz nur aufgrund eines sehr speziellen Sachverhaltes wegen mangelnder Vermeidbarkeit verneint.

ZR 107 (2008) N. 48. Obergericht, II. Zivilkammer, Urteil vom 8. Dezember 2006.

§ 175 ZPO. Art. 46 Abs. 1 OR. Anforderungen an die Instruktion eines medizinischen Sachverständigen. Haushaltsschaden: Verteilung der Hausarbeit auf verschiedene Familienmitglieder.

ZR 107 (2008) N. 49. Obergericht des Kantons Zürich, II. Zivilkammer, Beschluss vom 21. April 2008.

Art. 12 des Haager Übereinkommens über die Beweisabnahme im Ausland in Zivil- und Handelssachen vom 18. März 1970. §§ 171 ff. ZPO.

Verweigerung der Rechtshilfe (hier: Veranlassung einer DNA-Analyse) kommt nur aus besonderen ordre public-Gründen in Betracht.

Anders als die Abnahme von Speichelproben als solchen ist die Erstellung von DNA-Profilanalysen eine gutachterliche Tätigkeit, was einen Hinweis gemäss § 174 ZPO erfordert.

Zug/Zoug

Gerichts- und Verwaltungspraxis 2007, p. 161, Urteil vom 25 Oktober 2007, S 2006/52.

Art 49 abs. 3 KVG. Begriff der Akutspitalbedürftigkeit. Fehlende Pflegeplätze - sei es infolge Bettenbelegung oder infolge fehlender Institutionen – können nicht dazu führen, dass die Krankenversicherung für einen medizinisch nicht indizierten Spitalaufenthalt aufkommen muss.

Gerichts- und Verwaltungspraxis 2007, p. 323.

Zur Bekanntgabe gesperrter Daten an eine Krankenkasse

Gerichts- und Verwaltungspraxis 2007, p. 323.

Zur Datenbekanntgabe im Rahmen wissenschaftlicher Forschung.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

AULOIS-GRIOT M., La mise sur le marché des médicaments à usage pédiatrique dans l'Union européenne et en France : entre incitations et obligations pour l'industrie pharmaceutique, *Médecine & droit*, n° 91, 2008, p. 114.

BRANDT AM., FDA Regulation of Tobacco : Pitfalls and Possibilities *New England Journal of Medicine*, 359 (2008), p. 445.

CURFMAN GD. AND AL., The FDA and Tobacco Regulation, *New England Journal of Medicine*, 359 (2008), p.1056.

DANZ S., PAGEL C., Wem gehört die Nabelschnur ?, *MedR*, Bd. 26, H. 10, 2008, p. 602.

DHALLA IA. ET AL., Risks and Benefits of Importing Prescription Medications from Lower-Income Countries, *Journal of American Medical Association*, 300 (2008), p. 1453.

GIEZEN TJ ET AL., Safety-Related Regulatory Actions for Biological Approved in the United States and the European Union, *Journal of American Medical Association*, 300 (2008), p. 1887.

JACOBSTEIN J. M., Federal regulatory pre-emption of state tort claims against the manufacturers of medical devices and pharmaceutical drugs, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:3 Fall 2008, p 594.

KESSELHEIM AS., Drug Development for Neglected Diseases – The Trouble with FDA Review Vouchers, *New England Journal of Medicine*, 359 (2008), p.1981.

KOHLER S., PFISTER C., Erstanmelderschutz für Arzneimittel in der Schweiz, *SicI*, 5/2008, p. 395.

MAYER M., Die Arzneimittelzulassung als Strafbarkeitshindernis, *MedR*, Bd. 26, H. 10, 2008, p. 595.

PELL JP. AND AL., Smoke-free Legislation and Hospitalizations for Acute Coronary Syndrome. *New England Journal of Medicine*, 359 (2008), p. 482.

POUSSARDIN S., La responsabilité à raison d'une contamination post-transplantationnelle : un choix de politique jurisprudentielle, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, mai - juin 2008, p. 519.

ROUSSET G., Publicité, médicaments et monopole : le débat est lancé (note sur l'arrêt de la Cour d'appel de Colmar, 1^{ère} ch. civ. B du 7 mai 2008), *Dalloz*, N° 28, 2008, p. 1964.

Tackling global health issues through law and policy : symposium, *American journal of law & medicine*, vol. 34, n. 2 & 3, 2008.

TASSE A.-M., GODARD B., L'encadrement législatif de la vente directe des tests génétiques et le système de santé québécois, *Health law journal*, vol. 15, 2007, p. 441.

THÖNI M., STÜHLINGER V., STAUDINGER R., Rechtliche Rahmenbedingungen zum Off-Label-Use in Österreich, *RdM*, n° 4, 2008, p. 109.

ZUCK R., Impfrecht, Impfeempfehlungen, Impfentscheidungen, *MedR*, Bd. 26, H. 7, 2008, p. 410.

Assurances sociales

SAISON-DEMARS J., Les « troubles dans les conditions d'existence » dans le droit de la réparation des accidents médicaux, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 5, septembre – octobre 2008, p. 890.

TABUTEAU D., Droit de la santé et droit de l'assurance maladie, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 5, septembre – octobre 2008, p. 878.

VAN HOYWEGHEN I. ET AL., European Practices of Genetic Information and Insurance : Lessons for the Genetic Information Nondiscrimination Act, *Journal of American Medical Association*, 300 (2008), pp. 326-327.

Droits des patients, droit de la personnalité

ANSELM R., Wir müssen darüber reden : Patientenverfügungen als Kommunikationsinstrumente, *Ethik in der Medizin*, vol 20, no. 3, September 2008, p. 191.

AUVRIGNON A., LEVERGER G., LASFARGUES G., Peut-on parler de sa mort avec un enfant malade ?, *Bulletin de l'Académie de médecine*, T. 192, n° 2, février 2008, p. 393.

BERTHIAU D., La personne de confiance : la dérive d'une institution conçue pour de bonnes raisons. Tentative d'explication d'un insuccès, *Médecine & droit*, n° 89, 2008, p. 38.

BRAUER S., WIESEMANN C., BILLER-ANDORNO N., Selbstbestimmung und Selbstverständnis : Themenschwerpunkte im Umgang mit der Patientenverfügung, *Ethik in der Medizin*, vol 20, no. 3, September 2008, p. 166.

COGGON J., Best Interests, Public Interest, and the Power of the Medical Profession, *Health Care Analysis*, Vol. 16, no 3, September 2008, p. 219.

DAVIES M., ELWYN G., Advocating Mandatory Patient 'Autonomy' in Healthcare: Adverse Reactions and Side Effects, *Health Care Analysis*, vol. 16, no 4, December 2008, p. 315.

DEMICHEL F., Du corps occulté au corps exhibé : le droit et le corps, un itinéraire juridique louvoyant, *Revue générale de droit médical*, N° 28 2008, p. 67.

DEPADT-DEBAG V., L'embryon in utero, *Revue générale de droit médical*, N° 27 2008, p. 11.

GENENGER A., Erleichterte Abstammungsklärung ohne Berücksichtigung der biologischen Väter, *JZ*, 21/2008, p. 1031.

GOSTIN L., The Right to Bear Arms: Constitutional Law, Politics, and Public Health. *Journal of American Medical Association*, 300 (2008), p. 1575.

HERNANDEZ-BEJARANO M., Le droit à l'information des patients ou usagers dans le système national sanitaire espagnol *Revue générale de droit médical*, N° 27 2008, p. 187.

KINGREEN T., Die Entwicklung des Gesundheitsrechts 2007/2008, *NJW* 47 / 2008, p. 3393.

KRAHN M ET AL., The Next Step in Guideline Development: Incorporating Patient Preferences, *Journal of American Medical Association*, 300 (2008), p. 436.

LAUDE A., Vers un code européen de la santé ?, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, mai - juin 2008, p. 457.

MONA M., Wille oder Indiz für mutmaßlichen Willen? Die Konzeptualisierung und strafrechtliche Bedeutung der Patientenverfügung im Kontext einer kulturübergreifenden Bioethik, *Ethik in der Medizin*, vol. 20, no 3, September 2008, p. 248.

OGBOGU U., BROWN R., Against Doctors' Orders: Informed Refusal, Demands for Care, and the Limits of Personal Autonomy in the Health Care Setting, *Health law journal*, vol. 15, 2007, p. 448.

OTTAN M., La liberté professionnelle dans les établissements de santé, *Revue Droit & Santé*, N° 24, juillet 2008, p. 441.

PESSINA-DASSONVILLE S., L'utilisation du corps, de ses éléments et produits à des fins patrimoniales *Revue générale de droit médical*, N° 27 2008, p. 101.

PUTZKE H., Rechtliche grenzen der Zirkumzision bei Minderjährigen, *MedR*, Bd. 26, H. 6, 2008, p. 268.

QUIGLEY M., Best Interests, the Power of the Medical Profession, and the Power of the Judiciary, *Health Care Analysis*, vol. 16, no 3, September 2008, p. 233.

RIVES N., L'embryon in vitro : le point de vue du biologiste, *Revue générale de droit médical*, N° 27 2008, p.14.

TURPIN A., VIALLA F., Gestation pour autrui : la réapparition du débat, *Revue générale de droit médical*, N° 27 2008, p. 273.

YAMEY G., Excluding the poor from accessing biomedical literature: A rights violation that impedes global health, *Health and human rights*, vol. 10, no 1, 2008, p. 21. <http://www.hhrjournal.org/index.php/hhr/article/view/20/103>

ZELLWEGER C., BRAUER S., GETH C., BILLER-ANDORNO N., Patientenverfügungen als Ausdruck individualistischer Selbstbestimmung?, *Ethik in der Medizin*, vol. 20, no. 3, September 2008, p. 201.

Ethique biomédicale

ANNAS G.J., Military Medical Ethics : Physician First, Last, Always, *New England Journal of Medicine*, 359 (2008), p. 1087.

BAILIN P., McKIERNAN F. V., the problematic concept of technological paternity, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:2 summer 2008, p. 425.

DE ROUBAIX M., Are there limits to respect for autonomy in bioethics, *Medicine and law*, vol. 27, no 3, June 2008, p. 365.

JONES D. S., DORR G. M. and POLLOCK A., Race, pharmaceuticals, and medical technology, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:3 Fall 2008, p. 443.

KEANE M. A., Institutional review board approaches to the incidental findings problem, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:2 summer 2008, p. 352.

MEHLMAN M. J. and BERG J. W., Human subject protection in biomedical enhancement research: assessing risk and benefit and obtaining informed consent, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:3 Fall 2008, p. 546.

MILLER F. G., research on medical records without informed consent, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:3 Fall 2008, p. 560.

SALAKO S., The Council of Europe Convention on Human Rights and Biomedicine: a new look at international biomedical law and ethics, *Medicine and law*, vol. 27, no 3, June 2008, p. 339.

SOKOL D. K., "What does the law say?", *BMJ*, 337, 2008, a617.

Euthanasie et fin de vie

CALLAHAN D., Organized Obfuscation: Advocacy for Physician-Assisted Suicide, *Hastings Center Report*, Volume 38, Number 5, September-October 2008, p. 30.

FISCHER S ET AL., Suicide assisted by two Swiss right-to-die organisations, *Journal of Medical Ethics*, 34 (2008), p. 810.

GANZINI L., GOYE E. R., DOBSCHA S. K., Prevalence of depression and anxiety in patients requesting physicians' aid in dying: cross sectional survey, *BMJ* 336, 2008, p. 1686.

KÜBLER F., KÜBLER W., Selbstbestimmung am Lebensende ? Die Patientenverfügung im Gesetzgebungsverfahren, *ZRP* [Zeitschrift für Rechtspolitik], 8 / 2008, p. 236.

MAZZOCATO C., Sédation palliative: un traitement palliatif ou une euthanasie déguisée?, *Infokara*, vol. 23, n°3, , 2008, p. 103.

MONTARIOL D., L'assistance au suicide en Suisse: Un droit controversé, *Médecine & droit*, n° 91, 2008, p. 106.

QUILL T. E., Physician-Assisted Death in the United States: Are the Existing "Last Resorts" Enough?, *Hastings Center Report*, Volume 38, Number 5, September-October 2008, p. 17.

VIGNEAU D., Pas de mort sur ordonnance (observations sous TGI Dijon, 17 mars 2008, affaire Chantal Sébire), *Revue générale de droit médical*, N° 28 2008, p. 217.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

DE EXTER A., Claiming access to health care in The Netherlands under international treaty law, *Medicine and law*, vol. 27, no 3, September 2008, p. 569.

DESPLATS P.-E. et al., L'influence de la judiciarisation sur les pratiques médicales, Quand Esculape craint Thémis, *Revue générale de droit médical*, N° 28 2008, p. 125.

DUCHOSAL O., Les recours en annulation pour excès de pouvoir des textes réglementaires sur la profession d'ostéopathe sont rejetés par le Conseil d'Etat (commentaire de l'arrêt du CE, statuant au contentieux, Association française en ostéopathie et autres, 23 janvier 2008), *Revue Droit & Santé*, N° 25, septembre 2008, p. 624.

EDITORIAL COMMENTS, Towards an improved framework for cross-border health-care, *Common Market Law Review* vol 45 (2008), Issue 5 p. 1325.

FARMER P., Challenging orthodoxies: The road ahead for health and human rights, *Health and human rights*, vol. 10, no 1, 2008, p. 5.

<http://www.hhrjournal.org/index.php/hhr/article/view/33/102>

HUNT P., BACKMAN G., Health systems and the right to the highest attainable standard of health, *Health and human rights*, vol. 10, no 1, 2008, p. 81.

<http://www.hhrjournal.org/index.php/hhr/article/view/22/106>

MANAOUIL C., SANNIER O., La médecine en milieu pénitentiaire, *Revue générale de droit médical*, N° 28 2008, p. 157.

MATARI M., Les programmes régionaux d'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies (PRAPS), *Droit, déontologie & soin*, vol. 8, n° 2, juillet 2008, p. 161.

MORET-BAILLY J., les modes de définition des professions de la santé : présent et avenir, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, mai - juin 2008, p. 508.

NEWDICK C., Solidarity, rights and social welfare in the NHS: resisting the tide of biethics?, *Medicine and law*, vol. 27, no 3, September 2008, p. 547.

PRUDIL L., Access to health care : solidarity and justice or egoism and injustice? *Medicine and law*, vol. 27, no 3, September 2008, p. 563.

ROUSSET G., L'apparente ambiguïté de la délivrance de médicaments en officine pharmaceutique, *Revue générale de droit médical*, N° 28 2008, p. 197.

SCHOUKENS P., The right to access health care: health care according to european social security law instruments, *Medicine and law*, vol. 27, no 3, September 2008, p. 501.

TUBIANA M., DUBOIS G., interdiction de fumer dans les cafés, bars-tabac, restaurants, discothèques, casinos, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, t. 192, n° 3, mars 2008, p. 581.

VIALLA F., Tatouer n'est pas épiler piercer non plus ! (ad décret n° 2008-149 du 19 février 2008 fixant les conditions d'hygiène et de salubrité relatives aux pratiques de tatouage avec effraction cutanée et du perçage et modifiant le code de la santé publique, et Décret n° 2008-210 du 3 mars 2008 fixant les règles de fabrication, conditionnement et importation des produits de tatouage, instituant un système national de vigilance et modifiant le code de santé publique), *Revue Droit & Santé*, N° 25, septembre 2008, p. 618.

Génétique humaine et biotechnologies

DAMM R., Eckpunkte der Bundesregierung zu einem Gendiagnostikgesetz, *MedR*, Bd. 26, H. 9, 2008, p. 535.

DIXON-WOODS M. ET AL., Tissue samples as "gifts" for research: a qualitative study of families and professionals, *Medical law international*, vol. 9, no. 2, 2008, p. 131.

FALTUS T., Neue Potenzen: Die Bedeutung reprogrammierter Stammzellen für die Rechtsanwendung und Gesetzgebung, *MedR*, Bd. 26, H. 9, 2008, p. 544.

GIBBONS S. M.C., From principles to practice: implementing genetic database governance, *Medical law international*, vol. 9, no. 2, 2008, p. 101.

HELGASON H. H., GIBBONS S. M.C., Certainty is absurd: meeting information security requirements in laws on population genetic databases, *Medical law international*, vol. 9, no. 2, 2008, p. 151.

KIEHNTOPF M., PAGEL C., Der Entwurf des Gendiagnostikgesetz : genetischer Exzeptionalismus oder allgemeines Diagnostikgesetz?, *MedR*, Bd. 26, H. 6, 2008, p. 344.

WILFOND B. S., The Genetic Information Nondiscrimination Act: Fear Factor or Fantasy Island?, *Hastings Center Report*, Volume 38, Number 6, November-December 2008, p. 11.

Médecine légale

CAENAZZO L ET AL., Paternity testing requested by private parties in Italy : some ethical considerations, *Journal of Medical Ethics*, 34 (2008), p. 735.

Médecine du sport

KAYSER B., SMITH A.C.T., Globalisation of anti-doping: the reverse side of the medal, *BMJ* 337, 2008, p. 584.

Mesures médicales spéciales

ANNAS GJ., Toxic Tinkering – Lethal-Injection Execution and the Constitution. *New England Journal of Medicine*, 359 (2008), p. 1512.

DRESSER, R., Neuroscience's Uncertain Threat to Criminal Law, *Hastings Center Report*, Volume 38, Number 6, November-December 2008, p. 9.

MASCRET C., les aspects juridiques liés à la prise en charge du transsexualisme en France, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 3, mai - juin 2008, p. 405.

Nouvelles techniques de l'information et santé

FINS J. J., Web of Care: How Will the Electronic Medical Record Change Medicine?, *Hastings Center Report*, Volume 38, Number 5, September-October 2008, p. 36.

FITZGERALD R., Medical regulation in the telemedicine, *Lancet*, 372 (2008), p. 1795.

Johnsson L. et al., Patients' refusal to consent to storage and use of samples in Swedish biobanks: cross sectional study, *BMJ* 2008, 337, a345.

ROSSNAGEL A., Hornung G., Forschung à la Card ? : Grenzen und Vorschläge für eine Nutzung der elektronischen Gesundheitskarte zur medizinischen Forschung, *MedR*, Bd. 26, H. 9, 2008, p. 538.

Personnes âgées et santé

MILANO S., L'assurance dépendance en Allemagne et la réforme en cours, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, mai - juin 2008, p. 469.

Procréation médicalement assistée

BEVIERE B., Quelques propositions de réflexions sur l'évolution législative de l'assistance médicale à la procréation, notamment avec tiers donneur(s), *Revue générale de droit médical*, N° 28 2008, p. 43.

GALLUS N., La procréation médicalement assistée et les droits de l'homme, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 75, 1^{er} juillet 2008, p. 879.

JOUANNET P., La procréation médicalisée en France, état des lieux et perspectives, *Bulletin de l'Académie de médecine*, T. 192, n° 1, janvier 2008, p. 117.

MIRKOVIC A., La maternité pour autrui : rapport d'information de la commission des lois du Sénat n°421, 25 juin 2008, *Dalloz*, n° 28, 2008, p. 1944.

OGBOGU U., CAULFIELD T., GREEN S., From human embryos to interspecies creations: ethical and legal uncertainties surrounding the creation of cytoplasmic hybrids for research, *Medical law international*, vol. 9, no. 3, 2008, p. 227.

REINER M., Kündigungsschutz während In-vitro-Fertilisation : Mutterschutz oder nur Diskriminierungsschutz?, *ÖJZ*, 17, 2008, p. 653.

TOEBES B., Sex selection under international human rights law, *Medical law international*, vol. 9, no. 3, 2008, p. 197.

Recherche biomédicale

ALT-MAES F., Les recherches sur embryon in vitro, *Revue générale de droit médical*, N° 27 2008, p. 33.

BRUNET L., De l'art d'accomoder la gestation pour autrui au droit français : commentaire de CA Paris, 1^{ère} chambre, section C, 25 octobre 2007, *Revue générale de droit médical*, N° 27 2008, p. 155.

CANDLISH J., The jurisprudential nature of fraud in biomedical publishing, *Medicine and law*, number vol. 27, no 2, June 2008, p. 285.

CHANTELOUP H., Le cadre juridique de la recherche biomédicale, *Revue générale de droit médical*, N° 27 2008, p. 53.

EHLING J., VOGELER M., Der Probandenvertrag, *MedR*, Bd. 26, H. 5, 2008, p. 273.

ELLIOT JG ET AL., Informed consent for the study of retained tissues from post-mortem examination following sudden infant death, *Journal of Medical Ethics*, 34 (2008), p. 742.

MENGUY E., L'utilisation à des fins thérapeutiques des éléments du corps humain, *Revue générale de droit médical*, N° 27 2008, p. 63.

MILSTEIN A. C., Research malpractice and the issue of incidental findings, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:2 summer 2008, p. 356.

PARKER L. S., The future of incidental findings: should they be viewed as benefits?, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:2 summer 2008, p. 341.

RIAL-SEBBAG E., Genèse d'un cadre réglementaire pour les collections d'échantillons biologiques humains utilisés en recherche, *Revue générale de droit médical*, N° 27 2008, p. 233.

ROTHMAN DJ. ET AL., New Developments in Managing Physician-Industry Relationships, *Journal of American Medical Association*, 300 (2008), p. 1067.

SABIN J. E. ET AL., Comparing Drug Effectiveness at Health Plans: The Ethics of Cluster Randomized Trials, *Hastings Center Report*, Volume 38, Number 5, September-October 2008, p. 39.

SEXTON AC. ET AL., Disclosing Genetic Research Results After Death of Paediatric Patients, *Journal of American Medical Association*, 300 (2008), p. 1693.

SIMITIS S., Biowissenschaften und Biotechnologie : Perspektiven, Dilemmata und Grenzen einer notwendigen rechtlichen Regelung, *Juristen Zeitung [JZ]*, 14/2008, p. 693.

TIGERSTROM B. VON, SCHROH E., Regulation of Stem Cell-Based Products, *Health law journal*, vol. 15, 2007, p. 175.

WALLNER N., Nichttherapeutische forschung an Einwilligungsunfähigen, *RdM*, 05, Oktober 2008, p. 132.

WOLF S. M., Incidental findings in human subjects research: from imaging to genomics, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:2 summer 2008, p. 216.

WOLF S. M., PARADISE J., CAGA-ANAN C., The law of incidental findings in human subjects research: establishing researchers' duties, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:2 summer 2008, p. 361.

Responsabilité médicale

ANNA GJ., Doctors, Drugs, and Driving : Tort Liability for Patient-Caused Accidents, *New England Journal of Medicine*, 359 (2008), p. 521.

BRONKHORST A., Le lien de causalité, talon d'Achille de la responsabilité pénale, *Droit, déontologie & soin*, vol. 8, n° 2, juillet 2008, p. 176.

Dossier, le code de la santé publique : 50 ans après, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, mai - juin 2008, p. 409.

GARAY A., L'imbroglia procédural du droit de la responsabilité médicale et hospitalière, *Revue générale de droit médical*, N° 28 2008, p. 145.

GÖDICKE P., Aufgabe der Deliktshaftung für Behandlungsfehler?, *MedR*, Bd. 26, H. 7, 2008, p. 405.

INGHOFER-SZALKAY D., HIRSCH C., Wrongful birth: Ersatzfähigkeit immaterieller Schäden, *RdM*, 05, Oktober 2008, p. 136.

SCHMIDT E., Replik auf Gödicke, Aufgabe der Deliktshaftung für Behandlungsfehler?, *MedR*, Bd. 26, H. 7, 2008, p. 408.

SPICKHOFF A., SEIBL M., Haftungsrechtliche Aspekte der Delegation ärztlicher Leistungen an nichtärztliches Medizinpersonal unter besonderer Berücksichtigung der Anästhesie, *MedR*, Bd. 26, H. 8, 2008, p. 463.

YEO A., La problématique de la mise en œuvre de la responsabilité médicale en Côte-d'Ivoire, *Revue générale de droit médical*, N° 28 2008, p. 229.

Santé mentale et psychique

COUTUTIER M., La psychanalyse face au droit : réflexions sur le statut juridique de l'analyse freudienne au regard de l'article 52 de la loi du 9 août 2004, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, juillet - août 2008, p. 673.

DAWSON J., Mental capacity and psychiatric admission, *BMJ* 337, 2008, a116.

LAMB HR. ET AL., Mental Health Courts as a Way to Provide Treatment to Violent Persons with Severe Mental Illness, *Journal of American Medical Association*, 300 (2008), p. 722.

OWEN G. ET AL., Mental capacity to make decisions on treatment in people admitted to psychiatric hospitals: cross sectional study, *BMJ* 337, 2008, a448.

WARNER J. ET AL., Giving consent in dementia research. *Lancet*, 372 (2008), p. 183.

WINBURN E. ET AL., Personality disorder and competence to refuse treatment. *Journal of Medical Ethics*, 34 (2008), p. 715.

SIDA, lutte contre les épidémies

BURRIS S. ET AL., The Case Against Criminalization of HIV Transmission, *Journal of American Medical Association*, 300 (2008), p. 578.

GALLETLY C. L. and PINKERTON S. D., Preventing HIV transmission via HIV exposure laws: applying logic and mathematical modelling to compare statutory approaches to penalizing undisclosed exposure to HIV, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:3 Fall 2008, p. 577.

GROMB S., BENALI L., La transmission volontaire du sida, un problème de qualification pénale, *Médecine & droit*, n° 92, 2008, p. 130.

MANAOUIL C., DAURY-FAUVEAU M., Regards croisés sur le médecin face au partenaire d'un patient séropositif, *Médecine & droit*, n° 92, 2008, p. 144.

MORAN ME. ET AL., From compulsory to voluntary immunisation : Italy's National Vaccination Plan (2005-7) and the ethical and organisational challenges facing

public health policy-makers across Europe, *Journal of Medical Ethics*, 34 (2008), p. 664.

Système de santé, politique de la santé

CYGAN A., Public healthcare in the European Union: still a service of general interest?. *International and Comparative Law Quarterly*, 57, 2008, p. 529.

DORAN T. ET AL., Exclusion of patients from Pay-for-Performance Targets by English Physicians, *New England Journal of Medicine*, 359 (2008), p. 274.

FEUILLET B., L'accès aux soins : entre promesse et réalité, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, juillet - août 2008, p. 713.

JAVITT G., BERKOWITZ D., GOSTIN L. O., Assessing mandatory HPV vaccination: who should call the shots?, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:2 summer 2008, p. 384.

LAZARUS A., Vers un système de soins universel et adapté aux diversités : les bonnes intentions de l'hôpital mises à l'épreuve par ses utilisateurs migrants, In : *Concilier bien-être des migrants et intérêt collectif : Etat social, entreprises et citoyenneté en transformation*, Ed. du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 2008, p. 199.

LUNDBERG O. ET AL., The role of welfare state principles and generosity in social policy programmes for public health : an international comparative study, *Lancet*, 372 (2008), p. 1633.

O'CONNOR J. C., MACNEIL A., CHRIQUI J. F. and al., Preemption of local smoke-free air ordinances: the implication of judicial opinions for meeting national health objectives, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:2 summer 2008, p. 403.

STAFFORD N., German court ruling on smoking in public places leads to demands for federal law, *BMJ* 337, 2008, a1258.

WASSERMAN M. P. and O'BRIAN D., Strengthening public health through knowledge of the law and legal strategic thinking, *The journal of Law, medicine & ethics*, special supplement to Vol. 36:3 Fall 2008.

Transplantations

ABBASI M., Etude comparative de la transplantation d'organes en droit iranien et français, *Revue générale de droit médical*, N° 28 2008, p. 7.

AIGNER G., Organersatz: Ökonomie und Allokation, *RdM*, 04, August 2008, p. 100.

BOUCEK MM. ET AL., Pediatric Heart Transplantation after Declaration of Cardiocirculatory Death, *New England Journal of Medicine*, 359 (2008), p. 709.

COGGON J. ET AL., Best interests and potential organ donors, *BMJ* 336, 2008, p. 1346.

MCGREGOR J. ET AL., Do "donation after cardiac death" protocols violate criminal homicide statutes?, *Medicine and law*, number vol. 27, no 2, June 2008, p. 241.

MATAS A J., Should we pay donors to increase the supply of organs for transplantation? Yes, *BMJ*, 336, Jun 2008, p. 1342.

MILLER F. G., TRUOG R. D., Rethinking the Ethics of Vital Organ Donations, *Hastings Center Report*, Volume 38, Number 6, November-December 2008, p. 38.

MOYLAN CA. ET AL., Disparities in Liver Transplantation Before and After Introduction of the MELD Score. *Journal of American Medical Association*, 300 (2008), p. 2371.

TRUOG RD., MILLER FG., The Dead Donor Rule and organ Transplantation. *New England Journal of Medicine*, 359 (2008), p 674.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

Droit et vieillissement de la personne : actes du colloque organisé à la faculté de droit et de science économique de Besançon les 18 et 19 octobre 2007, Paris, 2008.

DEUTSCH E., *Medizinrecht : Arztrecht, Arzneimittelrecht, Medizinprodukterecht und Transfusionsrecht*, 6., neu bearb. und erw. Aufl., Berlin [etc.] : Springer, 2008, 1033 p.

REHMANN, W. A., *Arzneimittelgesetz : (AMG) : Kommentar*, 3. Aufl., München, C.H. Beck, 2008.

REY MARTINEZ F., *Eutanasia y derechos fundamentales : premio "Francisco Tomás y Valiente" 2007*, Madrid, Tribunal constitucional, Centro de Estudios políticos y Constitucionales, 2008, 199 p.

TAG B., *Der Körperverletzungstatbestand im Spannungsfeld zwischen Patientenautonomie und Lex artis : eine arztstrafrechtliche Untersuchung*, Berlin, Springer, 2000, 506 p.

voir les acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :

<http://www2.unine.ch/bibliotheque/page21947.html>

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

ANGST J., RÖSSLER W., Die Legalisierung von Cannabis ist eine Werteentscheidung, *Bulletin des médecins suisses*, n° 28/29, 2008, p. 1240.

BOILLAT S., Le commerce électronique de médicaments sous l'angle de la santé publique : actualités, enjeux et pistes de réflexion, *Jusletter*, 21 janvier 2008.

JUNOD V., MEROZ J.Ch., Les procédures d'accès anticipé aux médicaments en droit suisse et communautaire. *Revue de droit administratif et de droit fiscal*. Partie 1, Droit administratif, 64(2008), n°1, p. 73.

MEDIONI L., Transport personnel de stupéfiants: Certificats pour les voyageurs malades à destination d'un pays de l'Espace Schengen, *Bulletin des médecins suisses*, n° 48, 2008, p. 2076.

MOSIMANN R., Achat de médicaments sur internet, *Bulletin des médecins suisses*, n° 43, 2008, p. 1852.

SCHNETZLER G., GROTH H., Sind Qualität und Sicherheit der medikamentösen Versorgung gefährdet?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 39, 2008, p. 1670.

Assurances sociales

BOLLIGER CHR. ET AL., Assurance-invalidité : effets de la jurisprudence et de la pratique des tribunaux, *Sécurité sociale*, 2008, n° 5, p. 289.

CEREGHETTI A., Nul n'est censé ignorer... comment faire face à l'accusation de polypragmasie, *Revue médicale suisse*, n° 177, 29 octobre 2008, p. 2356.

JEGER J., Wie viel Gericht erträgt die Medizin ? Eine Anfrage, *Revue Suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 2008, p. 348.

Droits des patients, droit de la personnalité

BAERISWIL B., Entwicklungen im Datenschutzrecht – Le point sur le droit de la protection des données, *SJZ*, 104, (2008) N° 19, p. 459.

BODENMANN P. ET AL., Durcissement des lois sociales et santé des migrants forcés, *Revue médicale suisse*, n°181, 26 novembre 2008, p. 2563.

BRENNER M., Traitement préférentiel successoral du partenaire en cas de décès, *Bulletin des médecins suisses*, n° 32, 2008, p. 1367.

BUSCH H., DNA-Profil nicht über alle Zweifel erhaben, *Plädoyer* 3/2008, p. 13.

HOFMANN U. P., Die gesetzliche Regelung von medizinischen Eingriffen zugunsten des Nasciturus, *AJP / PJA*, 7/2008, p. 855

PALLY HOFMANN U., Die gesetzliche Regelung von medizinischen Eingriffen zugunsten des Nasciturus, *AJP / PJA*, 2008, 7, p. 855.

PETER C., Die Einwilligung von minderjährigen in medizinische Eingriffe, *Bulletin des médecins suisses*, n° 36, 2008, p. 1539.

RAY S., HURST S. ET PERRIER A., Que faire en cas de désaccord entre le médecin et le patient: quelques balsies juridiques et éthiques, *Revue médicale suisse*, n°180, 19 novembre 2008, p. 2538.

Ethique biomédicale

KLÄUI H., FREY C., Victimes d'actes de torture et victimes de guerre au cabinet médical, *Forum médical suisse*, n° 46, 2008, p. 891.

Euthanasie et fin de vie

FISCHER S. ET AL., Suicide assisted by two Swiss right-to-die organisations, *Journal of Medical Ethics*, 2008, 34, p. 810.

FREIDEL S., Ist Beihilfe zum Suizid mit dem ärztlichen Ethos vereinbar ? *Bulletin des médecins suisses*, n° 41, 2008, p. 1765.

GEIGER-JACOB A., Der begleitete Freitod und der Arzt, *Bulletin des médecins suisses*, n° 28/29, 2008, p. 1242.

GMÜR M., Suizidbeihilfe und Urteilsfähigkeit aus psychiatrischer Sicht, *Bulletin des médecins suisses*, n° 41, 2008, p. 1768.

GUILLOD O., Les ambiguïtés de l'assistance au suicide en droit suisse, in : *Droit et vieillissement de la personne* : actes du colloque organisé à la faculté de droit et de science économique de Besançon les 18 et 19 octobre 2007, Paris, 2008, p. 159.

LACHENMEIER P., Medizin und Recht : Todeszeitpunkt umstritten, *Plädoyer* 26(2008), H. 3, 2008, p. 32.

PETERMANN F. T., Die geltende Regelung für Natrium-Pentobarbital : ein legistischer Rubik's Cube ?, *AJP /PJA* 11/2008, p. 1413.

RYSER-DÜBLIN P., ZWICKY-AEBERHARD N., GÜRBER R., Hilfe beim oder Hilfe zum Sterben?: Position der VKAS [Vereinigung Katholischer Ärzte der Schweiz] zur Sterbehilfeproblematik, *Bulletin des médecins suisses*, n° 28/29, 2008, p. 1245.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

GRUTTA S. DE LA, KUHN H., Okdoc : où en sommes-nous actuellement ?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 30/31, 2008, p. 1281

HAEFELI S., Ruiné par le tribunal: critique de la procédure d'équité, d'adéquation et d'économicité [procédure EAE], *Bulletin des médecins suisses*, n° 42, 2008, p. 1793 (voir aussi n° 41 p. 1749).

KUHN H., AMSTAD H., Rechtliche Grundlagen im medizinischen Alltag : ein Leitfaden für die Praxis, *Bulletin des médecins suisses*, n° 34, 2008, p. 1444.

SCHUBARTH M., Arztgeheimnis : kann sich der Arzt, der sich an einen Anwalt wendet, auf Notstand berufen?, *Revue de l'avocat*, 8/2008, p. 347 et *Bulletin des médecins suisses*, n° 28/29, 2008, p. 1250.

SCHÜRER H., Die Bedeutung des Arbeitsgesetzes im Gesundheitswesen, *Bulletin des médecins suisses*, n° 40, 2008, p. 1713.

Génétique humaine et biotechnologies

(rubrique sans objet pour cette édition)

Médecine légale

(rubrique sans objet pour cette édition)

Médecine du sport

(rubrique sans objet pour cette édition)

Mesures médicales spéciales

NTAWURUHUNGA E. ET AL., Effets du travail de nuit sur la santé, *Revue médicale suisse*, n°181, 26 novembre 2008, p. 2581.

Nouvelles techniques de l'information et santé

SYBURRA T., GENONI M., Applications de la télémédecine en Suisse, *Revue médicale suisse*, n° 182, 2008, p. 2652.

Personnes âgées et santé

GUTZWILLER M., Über die Substanz der Urteilsfähigkeit, *AJP / PJA* 11/2008, p. 1223.

Procréation médicalement assistée

CANESTRARI S., Procréation assistée et droit pénal : les dilemmes du législateur et la loi italienne du 19 février 2004, *Revue pénale suisse*, 125 (2007), n°4, p. 419.

Recherche biomédicale

BÜCHLER A., DÖRR B. S., Medizinische Forschung an und mit menschlichen Körpersubstanzen : Verfügungsrechte über den Körper im Spannungsfeld von Persönlichkeitsrechten und Forschungsinteressen, *RDS*, vol. 127 (2008) I, n° 4, p. 381.

JUNOD V., The Swiss Regulatory Framework for Paediatric Health Research, *European Journal of Health Law*, 2008, vol. 15 n° 2, p. 183.

SPRECHER F., Sicherheit von klinischen Versuchen mit Heilmitteln, *Sécurité & droit*, 1/2008, p. 44.

Responsabilité médicale

BACHMANN M., Gerechtlche Vorgaben für die ärztliche Erstabklärung, *Bulletin des médecins suisses*, n° 47, 2008, p. 2031.

BIERI L., Perte d'une chance vs responsabilité proportionnelle à la probabilité de la causalité, *Jusletter*, 27 août 2007.

DUC J.-M., La responsabilité civile du médecin, *AJP / PJA* 11/2008, p. 1463.

DUCOR Ph., L'expert médical et la causalité, *Causes du dommage*, Genève 2007, p. 179.

MÜLLER Ch., La perte d'une chance n'a pas perdu sa chance en droit suisse : commentaire de l'ATF 133 III 462, *REAS*, 2008, n°1, p. 55.

SCHWAPPACH D., HOCHREUTENER M.-A., Fondation pour la sécurité des patients : Das zweite Opfer : Entwicklung eines Handlungsrahmens für den betriebsinternen Umgang mit Zwischenfällen, *Bulletin des médecins suisses*, n° 33, 2008, p. 1404.

Santé mentale et psychique

(rubrique sans objet pour cette édition)

SIDA, lutte contre les épidémies

(rubrique sans objet pour cette édition)

Système de santé, politique de la santé

EGGLI Y. ET AL., Statistique des coûts et des prestations, *Sécurité sociale*, 2008, n° 4, p. 239.

GEVERS S., Health Law in Europe: From the Present to the Future, *European Journal of Health Law*, 2008, vol. 15, n° 3, p. 261.

Preuck R., Bandi T., Réductin de primes : entre souhaits et contraintes financières, *Sécurité sociale*, 2008, n° 3, p. 177.

RYNNING E., The Ageing Populations of Europe – Implications for Health Systems and Patients' Rights, *European Journal of Health Law*, 2008, vol. 15, n° 3, p. 297.

SCHLEINIGER R., Pourquoi des coûts de la santé varient-ils tant selon les cantons ? *Sécurité sociale : revue de l'office fédéral des assurances sociales*, 2008, n°1, p. 60.

Transplantations

GRUBERSKI T., Das Entgeltlichkeitsverbot für Organe, Gewebe und Zellen im schweizerischen Transplantationsgesetz - Schutz der Menschenwürde? *Recht*, 5/2008, p. 192.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

Droit et vieillissement de la personne : actes du colloque organisé à la faculté de droit et de science économique de Besançon les 18 et 19 octobre 2007, Paris, 2008.

FLUECKIGER C., *Dopage, santé des sportifs professionnels et protection des données médicales*, Genève [etc.], Schulthess, L.G.D.J., 2008, 338 p.

GÄCHTER T., *Sozialversicherungsrecht: Allgemeiner Teil : Entwicklungen 2007/08*, Berne, Stämpfli, 2008. 251 p.

LACHENMEIER P., *Der Tod im liberalen Staat : die Definitionsmacht des Rechts über den Todeszeitpunkt*, Bâle, Helbing & Lichtenhahn, 2008.

SCHAFFHAUSER R., HORSCHIK M. (Hrsg.), *Datenschutz im Gesundheits- und Versicherungswesen : Referate der Tagung vom 27. September 2007*, St. Gall, Institut für Rechtswissenschaft und Rechtspraxis, 2008, 146 p.

SCHWENDENER M., *Krankheit und Recht : der Krankheitsbegriff im schweizerischen Sozialversicherungsrecht*, Bâle, Helbing & Lichtenhahn, 2008, 194 p.

TAG B., *Der Körperverletzungstatbestand im Spannungsfeld zwischen Patientenautonomie und Lex artis : eine arztstrafrechtliche Untersuchung*, Berlin, Springer, 2000, 506 p.

WEBER R. H., *Die medizinische Aktiengesellschaft : Rechtsfragen der Unternehmensorganisation und der Unternehmensführung*, Berne, Stämpfli, 2007, 83 p.

voir les acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :

<http://www2.unine.ch/bibliotheque/page21947.html>

Dokumentation / Documentation

Cette rubrique présente les références des dernières parutions juridiques en matière de droit de la santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger. Ce numéro couvre en principe la période entre le 1^{er} janvier 2009 et le 30 juin 2009. / Diese Rubrik gibt Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheitsrecht. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der Schweiz und dem Ausland zusammengestellt. Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode vom 1. Januar 2009 bis zum 30 Juni 2009.

Numéros précédents / Frühere Erscheinungen : www.unine.ch/ids

Législation / Gesetzgebung	3
I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)	3
II. Droit communautaire / Europarecht.....	4
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	4
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. / Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	4
III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl).....	4
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	5
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	6
IV. Droit fédéral / Bundesrecht.....	6
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	6
Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse.....	8
V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl).....	11
VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien	13
Jurisprudence / Rechtsprechung	15

I.	Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl) ...	15
II.	Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl).....	17
III.	Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl).....	20
IV.	Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung	22
V.	Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung	30
Doctrin	/ Lehre	38
I.	Doctrin internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl).....	38
Articles / Aufsätze.....		38
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux.....		38
Assurances sociales.....		40
Droits des patients, droit de la personnalité.....		41
Ethique biomédicale.....		43
Euthanasie et fin de vie		46
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle		47
Génétique humaine et biotechnologie		48
Médecine légale		49
Médecine du sport.....		49
Mesures médicales spéciales.....		49
Nouvelles techniques de l'information et santé.....		49
Personnes âgées et santé.....		50
Procréation médicalement assistée		50
Recherche biomédicale		50
Responsabilité médicale.....		52
Santé mentale et psychique		53
SIDA, lutte contre les épidémies.....		54
Système de santé, politique de la santé		54
Transplantations.....		57
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien.....		58
II.	Doctrin suisse / Schweizerische Lehre	58
Articles / Aufsätze.....		58
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux.....		58
Assurances sociales.....		58
Droits des patients, droit de la personnalité.....		60
Ethique biomédicale.....		61
Euthanasie et fin de vie		61
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle		62
Génétique humaine et biotechnologies.....		62

Médecine légale	63
Médecine du sport	63
Mesures médicales spéciales	63
Nouvelles techniques de l'information et santé	63
Personnes âgées et santé	64
Procréation médicalement assistée	64
Recherche biomédicale	64
Responsabilité médicale	64
Santé mentale et psychique	64
SIDA, lutte contre les épidémies	65
Système de santé, politique de la santé	65
Transplantations	66
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien	66

*Ont collaboré à cette rubrique / An dieser Rubrik haben mitgewirkt :
Cédric BAUME, Nathalie BRUNNER, Béatrice DESPLAND, Johanne GAGNEBIN, Leila
GHASSEMI, Olivier GUILLOD, Agnès HERTIG-PEA, Daniel KRAUS, Jean PERRENOUD,
Dominique SPRUMONT, Marinette UMMEL.*

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

Décision du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

« L'accès aux droits de personnes handicapées et leur pleine et active participation dans la société » – Recommandation 1854 (2009) de l'Assemblée parlementaire (REC_1854 (2009) et CM/AS(2009)Rec1854 prov)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

RES 1649 (2009) du 28 janvier 2009, Les soins palliatifs: un modèle pour des politiques sanitaires et sociales novatrices.

RES 1642 (2009) du 26 janvier 2009, L'accès aux droits des personnes handicapées et leur pleine et active participation dans la société.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

REC 1863 (2009) du 13 mars 2009, Environnement et santé: pour une meilleure prévention des risques sanitaires liés à l'environnement.

CM/Rec(2009)3F / 20 mai 2009

Recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres sur le suivi de la protection des droits de l'homme et de la dignité des personnes atteintes de troubles mentaux (adoptée par le Comité des Ministres le 20 mai 2009, lors de la 1057e réunion des Délégués des Ministres)

II. Droit communautaire / Europarecht

(JOCE L 001 à L 196 et JOCE C 001 à C 175)

Droit édicté / Erlassenes Recht

Décision du Comité mixte de l'EEE n o 36/2009 du 17 mars 2009 modifiant l'annexe XVIII (santé et sécurité au travail, droit du travail et égalité de traitement des hommes et des femmes) de l'accord EEE, JO L 130 du 28.5.2009.

Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. / Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.

Projet d'avis du contrôleur européen de la protection des données concernant la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers, JO C 128 du 6.6.2009.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site

Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl-rils/index.cfm>.

Droit édicté / Erlassenes Recht

Portugal Decree-Law No. 229/2008 of 27 November 2008 establishing the Observatory on the Trafficking of Human Beings. (*Diário da República, Part I, 27 November 2008, No. 231, pp. 8538-8540*)

<http://dre.pt/pdf1sdip/2008/11/23100/0853808540.PDF>

Kosovo Loi n° 2004/4 du 19 février 2004 relative à la santé.

<http://apps.who.int/idhl-rils/idhl/rilsKos08002al.pdf>

Liechtenstein Loi du 13 décembre 2007 relative à la protection des non-fumeurs et à la publicité en faveur des produits du tabac (Loi relative à la prévention du tabac (TPG)). (*Lien ci-dessous [en allemand] ; original publié dans Liechtensteinisches Landesgesetzblatt, 31 janvier 2008, n° 27 (817.2)*)

<http://apps.who.int/idhl-rils/idhl/rilsLiech08001d.pdf>

Ordonnance du 24 juin 2008 portant application de la Loi relative à la prévention du tabac¹ (Ordonnance relative à la prévention du tabac (TPV)). (*Lien ci-dessous [en allemand] ; original publié dans Liechtensteinisches Landesgesetzblatt, 27 juin 2008, n° 156 (817.21)*)

<http://apps.who.int/idhl-rils/idhl/rilsLiech08002d.pdf>

Union européenne Traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne, signé à Lisbonne le 13 décembre 2007. (*Journal officiel de l'Union européenne, 17 décembre 2007, C 306*)

[http://eur-](http://eur-lex.europa.eu/JOHtml.do?uri=OJ%3AC%3A2007%3A306%3ASOM%3AFR%3AH)

[lex.europa.eu/JOHtml.do?uri=OJ%3AC%3A2007%3A306%3ASOM%3AFR%3AH](http://eur-lex.europa.eu/JOHtml.do?uri=OJ%3AC%3A2007%3A306%3ASOM%3AFR%3AH)
[TML](http://eur-lex.europa.eu/JOHtml.do?uri=OJ%3AC%3A2007%3A306%3ASOM%3AFR%3AH)

United Kingdom The Health Protection (Vaccination) Regulations 2009. S.I. 2009/38. Dated 15 January 2009.

http://www.opsi.gov.uk/si/si2009/uksi_20090038_en_1

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

France

L'anonymat du don de gamètes, les documents de travail du Sénat, série
Législation comparée, septembre 2008.

<http://www.senat.fr/noticerap/2007/lc186-notice.html>

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

Droit édicté / Erlassenes Recht

[RO/AS 2009 2439]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

Convention internationale contre le dopage dans le sport du 19 octobre 2005,
entrée en vigueur pour la Suisse le 1^{er} décembre 2008, RO 2009 521.

Arrêté fédéral portant approbation de la Convention internationale contre le
dopage dans le sport du 13 juin 2008, RO 2009 519.

Règlement sanitaire international du 23 mai 2005. Nouvelle version de l'Annexe 9,
adoptée par l'Assemblée mondiale de la santé le 3 avril 2008, en vigueur depuis le
15 juillet 2007, RO 2009 1013.

Arrêté fédéral portant approbation du Protocole additionnel à la Convention sur les
Droits de l'Homme et la biomédecine relatif à la transplantation d'organes et de
tissus d'origine humaine (avec trois réserves, *ad art. 9, 10 et 14*), du 12 juin 2009
(délai référendaire : 1^{er} octobre 2009), FF 2009 4007.

Loi fédérale sur le nouveau régime de financement des soins du 13 juin 2008, en
vigueur dès le 1^{er} juillet 2010, RO 2009 3517

Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) du 18 mars 1994. Modification du 12
juin 2009, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2010 et jusqu'au 31 décembre 2011 (gel
des admissions, art. 55a), FF 2009 3913.

Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal) du 27 juin 1995. Modification du 24
juin 2009, en vigueur dès le 1^{er} août 2009, RO 2009 3525.

Ordonnance du DFI sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins, OPAS) du 29 septembre 1995.

- Modification du 28 janvier 2009, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2009, RO 2009 1669.
- Modification du 5 juin 2009, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2009, RO 2009 2821.
- Modification du 26 juin 2009, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2009, RO 2009 3173.
- Modification du 24 juin 2009, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2010, RO 2009 3527.

Ordonnance sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire du 3 juillet 2002. Modification du 14 janvier 2009, en vigueur dès le 1^{er} février 2009, RO 2009 453.

Ordonnance du DFI sur les indices du niveau des prix et sur les primes minimales 2009 permettant de calculer la réduction de primes dans la Communauté européenne, en Islande et en Norvège du 27 mai 2009, en vigueur dès le 1^{er} juin 2009 et jusqu'au 31 décembre 2009, RO 2009 2837.

Loi fédérale sur les stupéfiants et les substances psychotropes (LStup), du 3 octobre 1951. Modification du 20 mars 2008 (acceptée par le peuple le 30 novembre 2008), très partiellement en vigueur (prescription d'héroïne) dès le 1^{er} janvier 2010, RO 2009 2623.

Ordonnance sur la prescription d'héroïne du 8 mars 1999. Modification du 20 mai 2009, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2010, RO 2009 2641.

Loi fédérale sur les brevets d'invention (LBI), du 25 juin 1954. Modification du 19 décembre 2008 (admission des importations parallèles, sauf pour les marchandises dont le prix est imposé par l'Etat), en vigueur dès le 1^{er} juillet 2009, RO 2009 2615.

Ordonnance du DFI sur la prévention de l'introduction de nouvelles maladies infectieuses émergentes du 15 décembre 2003. Modification du 18 juin 2009, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2009, RO 2009 2805.

Ordonnance du DFI sur les déclarations de médecin et de laboratoire du 13 janvier 1999. Modification du 18 juin 2009, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2009, RO 2009 2809.

Ordonnance sur les denrées alimentaires et les objets usuels (ODAIUOs) du 23 novembre 2005. Modification du 8 avril 2009, en vigueur dès le 1^{er} mai 2009, RO 2009 1611.

Ordonnance sur la protection contre les substances et les préparations dangereuses (Ordonnance sur les produits chimiques, OChim) du 18 mai 2005. Modification du 14 janvier 2009, en vigueur dès le 1^{er} février 2009, RO 2009 401(et *errata*, RO 2009 805 et 1135).

Ordonnance du DFI sur l'analyse génétique humaine (OAGH-DFI) du 14 février 2007. Modification du 15 juin, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2009, RO 2009 2803.

Ordonnance sur les médicaments du 17 octobre 2001. Modification du 29 mai 2009, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2009, RO 2009 2643.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques sur l'autorisation simplifiée de médicaments et l'autorisation de médicaments sur annonce (OASMéd) du 22 juin 2006. Modification du 8 mai 2009, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2009, RO 2009 2437.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édition de la pharmacopée et la reconnaissance d'autres pharmacopées du 9 novembre 2001.

- Modification du 13 février 2009, en vigueur dès le 1^{er} avril 2009, RO 2009 837.

- Modification du 8 mai 2009, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2009, RO 2009 2439.

Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse

[FF/BBL 2009 4329]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

Initiative populaire fédérale «Protection contre le tabagisme passif». Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale, 5 mai 2009, FF 2009 2933.

Initiative parlementaire. Gel des admissions : solution transitoire. Rapport de la commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national du 25 mars 2009, FF 2009 2977.

Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) du 18 mars 1994. Projet de modification de l'art. 55a (gel des admissions), FF 2009 2985.

Initiative parlementaire. Gel des admissions : solution transitoire. Rapport du 25 mars 2009 de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national. Avis du Conseil fédéral du 13 mai 2009, FF 2009 2987.

Procédure de consultation du DFI. Modification de la loi fédérale sur la procréation médicalement assistée : admission du diagnostic préimplantatoire (délai au 18 mai 2009), FF 2009 946.

Procédure de consultation du DFI. Révision urgente de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (délai au 13 mai 2009, alors que la publication date du 19 mai !), FF 2009 2939.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique (renouvellement) accordée aux *Universitäre Psychiatrische Kliniken Basel*, du 7 avril 2009, FF 2009 1972.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée au *Schweizer Register für Neuroendokrine Tumore (association SwissNet)*, du 12 mai 2009, FF 2009 2778.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée au *NICER National Institute for Cancer Epidemiology and Registration*, Zurich, du 12 mai 2009, FF 2009 2782.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée (renouvellement) à l'Institut de médecine sociale et préventive, Université de Berne, du 3 juin 2009, FF 2009 3073.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée au *Zentralschweizer Krebsregister*, du 30 juin 2009, FF 2009 4322.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée à l'Hôpital universitaire de Bâle pour le projet «*Qualitätsanalyse der Therapie des Oesophagus- und des Magenkarzinoms in der Region Basel*», du 12 mai 2009, FF 2009 2775.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée à l'Hôpital cantonal d'Aarau pour le projet «*Retrospektive Analyse des Outcomes von am Kantonsspital Aarau und am Kantonsspital Olten behandelten Patienten mit kolorektalem Karzinom im Vergleich zu den in der Literatur publizierten Patientengruppen unter Berücksichtigung der neu eingeführten medikamentösen Therapien sowie anerkannter Risikofaktoren*», du 19 mai 2009, FF 2009 2941.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée à l'Hôpital cantonal de St.Gall pour le projet «*Behandlung nach Progression unter Trastuzumab (Herceptin) – Patterns of Care in mehreren Schweizer Brustkrebszentren*», du 30 juin 2009, FF 2009 4326.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée à l'*Inselspital* de Berne pour le projet «*SwissNeuroPaediatric Stroke Registry (SNPSR)*», du 30 juin 2009, FF 2009 4329.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonaies Recht (Auswahl)

*(Selon les informations disponibles sur le site de l'Institut du fédéralisme
<http://www.lexfind.ch/>)*

Berne / Bern

modification de l'Ordonnance portant introduction de la loi fédérale sur les conditions et la procédure régissant la stérilisation de personnes (Ordonnance d'introduction de la loi sur la stérilisation) du 19 octobre 2005

<http://www.lexfind.ch/dtah/61725/3/>

Fribourg / Freiburg

modification de la loi sur la santé du 16 novembre 1999

<http://www.lexfind.ch/dtah/61779/3/>

Ordonnance du 13 janvier 2009 concernant les services d'information et de conseil en matière d'analyse prénatale

<http://www.lexfind.ch/dtah/56945/3/>

modification du Règlement du 21 novembre 2000 concernant les fournisseurs de soins et la Commission de surveillance

<http://www.lexfind.ch/dta/4806/3/>

Genève / Genf

Loi sur le réseau communautaire d'informatique médicale (e-Toile) (LRCIM)

http://www.lexfind.ch/dta/29799/3/rsg_k3_07.html

modification de la Loi sur la santé du 7 avril 2006

http://www.lexfind.ch/dtah/62115/3/rsg_k1_03.html

Glaris / Glarus

Modification de la Gesetz über das Gesundheitswesen (Gesundheitsgesetz, Erlassen von der Landsgemeinde am 6. Mai 2007)

http://www.lexfind.ch/dtah/63050/2/gs_viii_a_1_1_neu.pdf

Neuchâtel / Neuenburg

modification de la Loi de santé du 6 février 1995

<http://www.lexfind.ch/dtah/59964/3/8001.pdf>

Loi du 4 novembre 2008 portant modification de la Loi de santé (fumée passive).
(original publié dans *Feuille officielle de la République et Canton de Neuchâtel*, 14 novembre 2008, n° 52)

<http://apps.who.int/idhl-rils/idhl/rilsSuiNE08001f.pdf>

Règlement d'application de la protection contre la fumée passive. Texte du 2 mars 2009

<http://apps.who.int/idhl-rils/idhl/rilsSuiNE08002f.pdf>

Nidwald

Gesetz zur Erhaltung und Förderung der Gesundheit (Gesundheitsgesetz, GesG),
vom 30. Mai 2007

<http://www.lexfind.ch/dta/21103/2/ofgesetz.htm%3F%3Dtemplates%26fn%3Ddocument-frame.htm%26q%3D%5BField%20711.1%3A%20%22711.1%22%5D%26x%3Dadvanced%262.0.html>

Tessin / Ticino

modification de la Direttiva concernente l' ammissione e l' esclusione degli allievi
dalla scuola in caso di malattie infettive del 3 ottobre 2003

http://www.lexfind.ch/dtah/62801/4/f06_125.htm

modification du Regolamento sulla medicina scolastica del 23 settembre 1998

http://www.lexfind.ch/dtah/62797/4/f06_41.htm

modification du Regolamento sui medici delegati del 30 settembre 1998

http://www.lexfind.ch/dtah/62799/4/f06_42.htm

Valais / Wallis

Ordonnance sur la promotion de la santé et la prévention des maladies et des
accidents

<http://www.lexfind.ch/dta/29769/3/>

Ordonnance sur la protection de la population contre la fumée passive et
l'interdiction de la publicité pour le tabac

<http://www.lexfind.ch/dtah/61674/3/>

Vaud / Waadt

modification de la Loi sur la santé publique du 29 mai 1985

http://www.lexfind.ch/dta/15201/3/doc.fo.html%3FdocId%3D5097%26Pcurrent_version%3D26%26PetatDoc%3Dvigueur%26docType%3Dloi%26page_format%3DA4_3%26isRSV%3Dtrue%26isSJL%3Dtrue%26outformat%3Dhtml%26isModifiante%3Dfalse%26with_link%3Dtrue.html

Règlement sur le fonds pour le développement de la prévention et de la promotion de la santé(RF-DPS)

http://www.lexfind.ch/dta/15017/3/doc.fo.html%3FdocId%3D697806%26Pcurrent_version%3D0%26PetatDoc%3Dvigueur%26docType%3Dreglement%26page_format%3DA4_3%26isRSV%3Dtrue%26isSJL%3Dtrue%26outformat%3Dhtml%26isModifiante%3Dfalse%26with_link%3Dtrue.html

Uri

Reglement über die amtlichen Medizinalpersonen

<http://www.lexfind.ch/dtah/62051/2/30-2122.pdf>

Zoug / Zug

Gesetz über das Gesundheitswesen im Kanton Zug(Gesundheitsgesetz; GesG) vom 30. Oktober 2008, entrée en vigueur le 1^{er} mars 2009.

<http://www.lexfind.ch/dtah/59052/2/821-1.pdf>

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

Suisse/Schweiz

RECOMMANDATIONS DE L'ACADÉMIE SUISSE DES SCIENCES MÉDICALES (ASSM), Utilisation de cadavres et de parties de cadavres dans la recherche médicale et la

formation prégraduée, postgraduée et continue, *Bulletin des médecins suisses*, n° 4, 2009, p. 102.

RECOMMANDATIONS DE L'ACADÉMIE SUISSE DES SCIENCES MÉDICALES (ASSM), Directives anticipées. Directives et recommandations médico-éthiques, *Bulletin des médecins suisses*, n° 25, 2009, p. 986.

Etranger/Ausland

(la rubrique ne comporte aucune mention pour cette édition)

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

<http://www.echr.coe.int>

Affaire Juppala c. Finlande du 2 décembre 2008, requête numéro 18620/03, Quatrième Section de la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

Condamnation pénale pour diffamation pour avoir fait part à un médecin de soupçons de sévices à enfant. La Cour, à l'unanimité, a admis la violation de l'article 10 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (« Convention »).

Affaire Schlumpf c. Suisse du 8 janvier 2009, requête numéro 29002/06, Première Section de la Cour Européenne des Droits de l'Homme. La Cour, à l'unanimité, a admis la violation de l'article 6 § 1 de la Convention.

Transsexualité - remboursement des frais médicaux de conversion sexuelle

La Cour saisie dans le cadre d'un contentieux relatif au transsexualisme, a examiné successivement deux allégations de violation de la Convention.

La requérante estimait tout d'abord que le refus du Tribunal fédéral d'entendre les experts présentés par elle lui a empêché de justifier le non-respect du délai de deux ans et a donc constitué une violation de son droit au procès équitable (Art. 6 § 1). La Cour estime que par ce refus, le Tribunal « s'est substitué aux médecins et aux psychiatres, alors que la Cour avait déjà précisé par le passé que la détermination de la nécessité de mesures de conversion sexuelle n'est pas une affaire d'appréciation juridique ». Un même constat de violation de l'article 6.1 est établi par la Cour quant à l'absence d'audience publique permettant à la requérante d'être entendue devant les juridictions compétentes.

Dans un second temps, la requérante a contesté plus directement l'exigence même d'une période d'observation de deux ans préalable à l'opération. Elle considérait ainsi qu'une telle condition emportait violation de son droit à la vie privée (Art. 8). La Cour reconnaît tout d'abord que, même si « la Convention ne

garantit aucun droit au remboursement des frais médicaux causés par une opération de conversion sexuelle », le contentieux d'espèce « mettait en jeu [la] liberté [de la requérante] de définir son appartenance sexuelle » garantie par l'article 8. De même, le juge européen rappelle que, comme « la dignité et la liberté de l'homme relèv[ent] de l'essence même de la Convention, le droit à l'épanouissement personnel et à l'intégrité physique et morale des transsexuels est garanti ».

Cet arrêt confirme la jurisprudence très protectrice développée par la Cour de Strasbourg concernant la situation des transsexuels (cf. Cour EDH, Grande Chambre, 12 juillet 2002, Christine Goodwin c. Royaume-Uni et l. c. Royaume-Uni, requête nos [28957/95](#) et 25680/94). Si l'absence d'un droit au remboursement des frais de conversion sexuelle dérivé de la Convention est, sans surprise, maintenu, la Cour encadre assez strictement les conditions d'octroi d'un tel remboursement lorsqu'il est prévu par le droit interne.

Affaire *Glore c. Suisse* du 30 avril 2009, requête numéro 13444/04, Première Section de la Cour Européenne des Droits de l'Homme. La Cour, à l'unanimité, a admis la violation de l'article 14, combiné avec l'article 8 de la Convention.

Handicapés : caractère discriminatoire d'une taxe d'exemption du service militaire
La Cour a estimé que les autorités internes n'ont pas pourvu un juste équilibre entre la sauvegarde des intérêts de la communauté et le respect des droits et libertés garantis au requérant, qui a été empêché d'accomplir son service militaire ou de le remplacer par un service civil, tout en se voyant, parallèlement, assujéti au paiement de la taxe litigieuse. La Cour a considéré que le requérant a été victime d'un traitement discriminatoire.

Europäische Grundrechte Zeitschrift (EuGRZ), 36. Jg, H. 8-11, p. 203.

Aids-Erkrankung und Informationspflicht des Arztes. Colak und Tsakiridis gg. Deutschland, 5.03.2009.

Europäische Grundrechte Zeitschrift (EuGRZ), 36. Jg, H. 8-11, p. 207.

Überlange Verfahrensdauer (vier Jahre) in einem Arzthaftungsprozess. Bozlar gg. Deutschland, 5.03.2009.

Décision 55185/08, Affaire *Ada Rossi et autres c. Italie*, 16 décembre 2008.

Jugement autorisant l'interruption de l'alimentation artificielle d'une femme dans le coma depuis 16 ans. Requête de tiers écartée, faute d'être des victimes directes ou même potentielles.[décision d'irrecevabilité de plaignants par la CEDH]

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

<http://curia.eu.int/fr/index.htm>

Arrêt de la Cour (cinquième chambre) du 30 avril 2009. BIOS Naturprodukte GmbH contre Saarland. Affaire C-27/08.

Demande de décision préjudicielle: Bundesverwaltungsgericht - Allemagne. Directive 2001/83/CE - Article 1er, point 2, sous b) - Notion de 'médicament par fonction' - Dosage du produit - Conditions normales d'emploi - Risque pour la santé - Aptitude à restaurer, à corriger ou à modifier des fonctions physiologiques chez l'homme.

Arrêt de la Cour (grande chambre) du 19 mai 2009. Apothekerkammer des Saarlandes et autres (C-171/07) et Helga Neumann-Seiwert (C-172/07) contre Saarland et Ministerium für Justiz, Gesundheit und Soziales.

Demandes de décision préjudicielle: Verwaltungsgericht des Saarlandes - Allemagne. Liberté d'établissement - Article 43 CE - Santé publique - Pharmacies - Dispositions réservant aux seuls pharmaciens le droit d'exploiter une pharmacie - Justification - Approvisionnement en médicaments de la population sûr et de qualité - Indépendance professionnelle des pharmaciens.

Arrêt de la Cour (grande chambre) du 19 mai 2009. Commission des Communautés européennes contre République italienne. Affaire C-531/06.

Manquement d'État - Liberté d'établissement - Libre circulation des capitaux - Articles 43 CE et 56 CE - Santé publique - Pharmacies - Dispositions réservant aux seuls pharmaciens le droit d'exploiter une pharmacie - Justification - Approvisionnement en médicaments de la population sûr et de qualité - Indépendance professionnelle des pharmaciens - Entreprises de distribution de produits pharmaceutiques - Pharmacies communales.

Arrêt de la Cour (première chambre) du 18 juin 2009. The Queen, à la demande de Generics (UK) Ltd contre Licensing Authority. Affaire C-527/07.

Demande de décision préjudicielle: High Court of Justice (England & Wales), Queen's Bench Division (Administrative Court)- Royaume-Uni. Demande de

décision préjudicielle - Directive 2001/83/CE - Médicaments à usage humain - Autorisation de mise sur le marché - Motifs de refus - Médicaments génériques - Notion de 'médicament de référence'.

Common Market Law Review, vol. 46, 2, 2009, p. 683.

Joined Cases C-468/06 to C-478/06, Sot. Lelos kai Sia EE, Farmakemporiki AE Emporias kai Dianomis Farmakeftikon Proionton and Others v. GlaxoSmithKline AEVE Farmakeftikon Proionton, formerly Glaxowellcome AEVE, Judgment of the Grand Chamber of the Court of Justice of 16 September 2008 [Kingston]

Europäische Grundrechte Zeitschrift (EuGRZ), 36. Jg, H. 8-11, p. 222.

Internet-Information eines Journalisten als Arzneimittel-Werbung. Damgaard, 2.04.2009.

JO C 102 du 1.5.2009. Affaire C-88/07: Arrêt de la Cour (première chambre) du 5 mars 2009 — Commission des Communautés européennes / Royaume d'Espagne

Articles 28 CE et 30 CE — Libre circulation des marchandises — Directive 2001/83/CE — Produits à base de plantes médicinales — Produits classés en tant que médicaments — Produits légalement fabriqués ou commercialisés comme compléments alimentaires ou produits diététiques dans d'autres États membres — Notion de médicament — Autorisation de mise sur le marché — Entrave — Justification — Santé publique — Protection des consommateurs — Proportionnalité — Décision n o 3052/95/CE — Procédure d'information mutuelle sur les mesures nationales dérogeant au principe de libre circulation des marchandises à l'intérieur de la Communauté.

JO C 113 du 16.5.2009. Affaire C-169/07: Arrêt de la Cour (grande chambre) du 10 mars 2009 demande de décision préjudicielle du Verwaltungsgerichtshof. Autriche. Hartlauer Handelsgesellschaft mbH/Wiener Landesregierung, Oberösterreichische Landesregierung

Liberté d'établissement — Sécurité sociale — Système national de santé financé par l'État — Système de prestations en nature — Système de remboursement des frais avancés par l'assuré — Autorisation de création d'une polyclinique privée dispensant des soins dentaires ambulatoires — Critère d'évaluation des besoins justifiant la création d'un établissement de santé — Objectif visant à maintenir un service médical ou hospitalier de qualité, équilibré et accessible à tous — Objectif visant à prévenir un risque d'atteinte grave à l'équilibre financier du système de sécurité sociale — Cohérence — Proportionnalité

JO C 141 du 20.6.2009 Affaire T-52/09 R: Ordonnance du président du Tribunal de première instance du 24 avril 2009 — Nycomed Danmark/EMEA
Référé — Autorisation de mise sur le marché d'un médicament — Agent d'imagerie échocardiographique ultrasonore à finalité diagnostique (perflubutane) — Refus par l'EMEA d'octroyer une dérogation à l'obligation de soumettre un plan d'investigation pédiatrique — Demande de sursis à exécution et de mesures provisoires — Défaut d'urgence]

JO C 141 du 20.6.2009. Affaire C-421/07: Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 2 avril 2009
demande de décision préjudicielle du Vestre Landsret — Danemark) — procédure pénale/Frede Damgaard (Médicaments à usage humain — Directive 2001/83/CE — Notion de publicité — Diffusion d'informations relatives à un médicament par un tiers agissant de sa propre initiative

JO C 153 du 4.7.2009 Affaire C-27/08: Arrêt de la Cour (cinquième chambre) du 30 avril 2009
demande de décision préjudicielle du Bundesverwaltungsgericht — Allemagne — BIOS Naturprodukte GmbH/Saarland (Directive 2001/83/CE — Article 1^{er}, point 2, sous b) — Notion de médicament par fonction — Dosage du produit — Conditions normales d'emploi — Risque pour la santé — Aptitude à restaurer, à corriger ou à modifier des fonctions physiologiques chez l'homme

JO C 153 du 4.7.2009 Affaires jointes C-171/07 et C-172/07: Arrêt de la Cour (grande chambre) du 19 mai 2009
demandes de décision préjudicielle du Verwaltungsgericht des Saarlandes — Allemagne — Apothekerkammer des Saarlandes, Marion Schneider, Michael Holzapfel, Fritz Trennheuser, Deutscher Apothekerverband eV (C-171/07), Helga Neumann-Seiwert (C-172/07)/Saarland, Ministerium für Justiz, Gesundheit und Soziales (Liberté d'établissement — Article 43 CE — Santé publique — Pharmacies — Dispositions réservant aux seuls pharmaciens le droit d'exploiter une pharmacie — Justification — Approvisionnement en médicaments de la population sûr et de qualité — Indépendance professionnelle des pharmaciens)

Sic!, 6, 2009, p. 462.

*Patente auf Stammzellen - europäische Ethik und Verfahrenstaktik
Entscheid G2/06 der Grossen Beschwerdekammer des Europäischen Patentamts
vom 25. November 2008 i.S. Wisconsin Alumni Research Foundation (WARF)*

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

Allemagne / Deutschland

- Medizinrecht, vol. 26, nr 11, 2008, p. 666. BGH, Urt. v. 27. 5. 2008 – VI ZR 69/07 (OLG Karlsruhe)
*Internationale Zuständigkeit bei grenzüberschreitender Aufklärungspflichtverletzung.
LugÜ Art. 5 Nr. 3. Verschreibt ein Arzt in der Schweiz einem in Deutschland wohnhaften Patienten Medikamente, die am Wohnort des Patienten zu schweren Nebenwirkungen führen, über die der Arzt den Patienten nicht aufgeklärt hat, so ergibt sich die internationale Zuständigkeit der deutschen Gerichte für eine auf deliktische Ansprüche gestützte Klage aus Art. 5 Nr. 3 LugÜ, weil der Erfolgsort in Deutschland liegt. Denn eine ärztliche Heilbehandlung, die – mangels ausreichender Aufklärung – ohne wirksame Einwilligung des Patienten erfolgt, führt nur dann zur Haftung des Arztes, wenn sie einen Gesundheitsschaden des Patienten zur Folge hat.*
- Medizinrecht, vol. 27, nr 1, 2009, p. 44.
BGH, Urt. v. 8. 7. 2008 – VI ZR 259/06 (OLG München) Beweis des Behandlungsfehlers: deutliche Aufklärung
BGB §§ 276, 823 Zur Haftung des Gynäkologen für den nach einer erfolglosen Tubensterilisation mittels Tubenligatur und streitiger Elektrokoagulation entstehenden Schaden.
- Medizinrecht, vol. 27, nr 1, 2009, p. 47. BGH, Beschl. v. 20. 12. 2007 – 1 StR 576/07 (LG Ellwangen)
nach § 227 StGB StGB §§ 18, 223, 227
1. Eine Einwilligung kann wirksam nur erteilt werden, wenn der Patient in gebotener Weise über den Eingriff, seinen Verlauf, seine Erfolgsaussichten, Risiken und mögliche Behandlungsalternativen aufgeklärt worden ist.

2. Zu den Voraussetzungen einer Verurteilung wegen Körperverletzung mit Todesfolge bei ärztlichem Handeln. (Leitsätze des Bearbeiters)

- Medizinrecht, vol. 27, nr 3, 2009, p. 163. VG Berlin, Urt. v. 27. 3. 2008 – VG 14 A 81.06 (nicht rechtskräftig)
Erhebung von Gebühren durch eine Ethik-Kommission für die Prüfung und Bewertung von SUSAR-Meldungen bei einer klinischen Arzneimittelprüfung
- Medizinrecht, vol. 27, nr 6, 2009, p. 342. BGH, Beschl. v. 6. 5. 2008 – VI ZR 250/07 (OLG Brandenburg).
Pflicht zur Erhebung des Sachverständigenbeweises im Arzthaftungsprozess trotz Verwertung eines Schlichtungsgutachtens
GG Art. 103 Abs. 1; ZPO §§ 402, 411 a
Im Arzthaftungsprozess hat das Gericht zur Aufklärung des medizinischen Sachverhalts in der Regel einen Sachverständigen einzuschalten. Ein gerichtliches Sachverständigengutachten muss der Tatrichter jedenfalls dann einholen, wenn ein im Wege des Urkundsbeweises verwertetes Gutachten (hier aus einem vorangegangenen Verfahren einer ärztlichen Schlichtungsstelle) nicht alle Fragen beantwortet.

Autriche / Österreich

- RdM, 02, 2009, OGH 16.09.2008.
Risikoaufklärung vor Diagnoseeingriff: Behauptungs- und Beweislast für die hypothetische Einwilligung des Patienten trifft Beklagten.

Belgique / Belgien

- Revue de droit de la santé n° 2, 08/09, p. 116. Cour de cassation 12 mai 2006 (C.05.0021.F)
Responsabilité civile. Consentement éclairé. Lien causal. perte d'une chance.
- Revue de droit de la santé n° 4, 08/09, p. 290. Cour constitutionnelle, 14 février 2008.

Système d'information Santé. Consultation des annotations professionnelles. Consentement de l'utilisateur de soins à l'échange de ses données.

France / Frankreich

- Revue Droit & Santé, n° 27, janvier 2009, p. 61, Cass. crim., 3 juin 2008, pourvoi n° 08-80467 (commentaire de Julie Perrin)
Absence de violation du secret médical par un technicien informatique du système de santé.
- Revue Droit & Santé, n° 27, janvier 2009, p. 63, Cass. crim., 3 juin 2008, pourvoi n° 07-87.234 (commentaire de Marion Guigue)
De la limite du secret médical lorsque le patient est un athlète.

Italie / Italien

- Affaire Ada Rossi et autres c. Italie, 16 décembre 2008. Décision d'irrecevabilité de la Cour européenne des droits de l'homme
Jugement autorisant l'interruption de l'alimentation artificielle d'une femme dans le coma depuis 16 ans. Requête de tiers écartée, faute d'être des victimes directes ou même potentielles.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.jaac.admin.ch> et

<http://www.bk.admin.ch/dokumentation/02574/index.html?lang=fr>

La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante :

<http://www.bger.ch/> pour tous les arrêts publiés par le Tribunal fédéral.

Pour les arrêts concernant les assurances maladie et accident, voir aussi le site du Tribunal administratif fédéral :

<http://www.bundesverwaltungsgericht.ch/fr/index/entscheide/jurisdiction-datenbank.htm>

- 5A_564/2008 – Arrêt de la 2^e Cour de droit civil du 1^{er} octobre 2008.
Privation de liberté à des fins d'assistance d'une personne souffrant de délire de persécution chronique. La mesure est proportionnée quand la personne a

besoin d'assistance mais nie son état et se soustrait au traitement ambulatoire.

- 2C_844/2008 – Arrêt de la 2^e Cour de droit public du 15 mai 2009.
Exercice indépendant de la profession de thérapeute complémentaire (chromopuncture et chromothérapie) dans le canton de Zoug. Libre accès à l'exercice de la même activité dans le canton du Tessin, fondé sur la loi sur le marché intérieur.,
- 6B_14/2008 et 6B_48/2009 – Arrêts de la Cour pénale du 11 juin 2009.
Condamnation pour meurtre d'un médecin ayant aidé deux personnes souffrant de troubles psychiques à se suicider.
- 6B_260/2009 et 6B_266/2009 Arrêts de la Cour pénale du 30 juin 2009
Art. 231 CP. Délit manqué de propagation d'une maladie grave de l'homme. Sida. Affaire genevoise. Expertise médicale. Progrès de la science.
- ATF 134 I 313 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit social du 23 juillet 2008.
Subsides cantonaux aux assurés LAMal de condition modeste. La prise en compte des revenus du concubin, même prévue par un règlement et non par une loi, est admissible.
- ATF 134 I 322 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit public du 23 août 2007.
Le règlement genevois sur l'interdiction de fumer dans les lieux publics viole le principe de la séparation des pouvoirs.
- ATF 135 II 12 – Arrêt de la 2^e Cour de droit public du 13 octobre 2008.
Exercice indépendant de la profession de psychothérapeute dans le canton des Grisons. Libre accès à la même pratique dans le canton de Zurich sur la base de la loi sur le marché intérieur.
- ATF 134 IV 315 – Arrêt de la Cour de droit pénal du 10 octobre 2008.
Conditions du remplacement d'une mesure d'internement d'un criminel dangereux souffrant d'un grave trouble mental selon l'ancien droit par une mesure thérapeutique institutionnelle (art. 59 CP).

- ATF 134 V 443 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 20 octobre 2008.
Décision du Conseil fédéral d'approuver une révision de la structure tarifaire à la prestation pour les prestations médicales TARMED. Il n'existe pas de voie de recours au Tribunal fédéral.
 - ATF 135 V 39 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 24 novembre 2008.
Contestation par un assuré d'une hausse des primes LAMal. L'approbation de la nouvelle prime par l'OFSP fait présumer son adéquation. Le juge ne doit intervenir qu'en cas de grave irrégularité, non établie par l'assuré en l'espèce.
 - ATF 135 V 88 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 27 janvier 2008.
Pas d'obligation de prendre en charge les frais de sauvetage d'un non-blessé, en l'absence de tout événement entrant dans la notion d'accident (en l'espèce, personne perdue en montagne par mauvais temps).
 - ATF 135 V 124 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 25 mars 2008.
Compétence du Tribunal arbitral du lieu d'installation du fournisseur de prestations de juger une action en libération de dette de ce fournisseur contre une caisse-maladie.
 - Bundesamt für Justiz, Teilmonopol, Zusatzversicherungen und Nebentätigkeiten der SUVA, in : VPB (JAAC) 1/2009, p. 1-11.
 - Droit et politique de la concurrence (DPC) / Recht und Politik des Wettbewerbs (RPW), 2009/1, p. 94.
BASF Handels- und Exportgesellschaft mbH/CIBA Holding AG. Examen préalable; art. 4 al. 3, art. 10 et art. 32 al. 1 Lcart.
 - Droit et politique de la concurrence (DPC) / Recht und Politik des Wettbewerbs (RPW), 2008/3, p. 385.
Verfügung der Wettbewerbskommission vom 7. Juli 2008 i.S. Untersuchung gemäss Art. 27 des Bundesgesetzes über Kartelle und andere Wettbewerbsbeschränkungen vom 6. Oktober 1995 (Kartellgesetz [KG]; SR 251) betreffend die Publikation von Arzneimittelinformationen durch die Documed AG wegen unzulässiger Verhaltensweisen gemäss Art. 7 KG und Verstoss gegen Art. 49a KG.
- JDT 2009 IV p. 17-25. Cour de cassation.- X c. Procureur général du canton de Zurich (pouvoi en nullité), 15 février 2007; ATF 133 IV 49 (6S.171/2006).

Abus de la détresse, respectivement lien de dépendance. contrainte sexuelle. actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance. Art. 189, 191 et 193 CP. Atteinte à la liberté et à l'honneur sexuels; systématique de la loi (c. 4). En règle générale, un traitement physiothérapeutique ne crée pas un lien de dépendance au sens de l'art. 193 CP (c. 5). Le thérapeute qui trompe sa patiente sur le contenu du traitement et commet soudainement sur elle un acte d'ordre sexuel, ne se rend pas coupable de contrainte sexuelle selon l'art. 189 CP (c. 6). La patiente est incapable de résistance au sens de l'art. 191 CP, lorsqu'en raison de la position particulière de son corps elle se trouve dans l'incapacité de discerner l'atteinte du thérapeute à son intégrité sexuelle et que, par surprise, il abuse sexuellement d'elle (confirmation de la jurisprudence; c. 7).

- Pra 97/2008, Nr 141, p. 901 : Traduction en allemand d'un arrêt en français publié aux ATF 133 III 669.
Widerruf einer Begünstigungsklausel (Art. 77 Abs. 1 VVG) .Das Recht, eine Begünstigungsklausel zu widerrufen, erlöscht mit dem Tod des Versicherungsnehmers; es geht nicht auf die Erben über.
- Pra 97/2009, Nr 149, p. 951 : Entscheid vom 19.06.2008 i.S. X. c. Staatsanwaltschaft des Kantons St. Gallen (6B_799/2007)
Parteientschädigung an den freigesprochenen Angeklagten .Allgemeine Bemessungsgrundsätze; Berücksichtigung nur des notwendigen Aufwands. Entschädigung für eigene Ermittlungen der Verteidigung?
- Pra 97/2009, Nr 150, p. 956 : Entscheid vom 09.01.2008 i.S. SWICA Krankenversicherung c. S. (K 147/06) Traduction en allemand d'un arrêt en français publié aux ATF 134 V 83
Kostenübernahme des Produkts «New Fill» durch die obligatorische Krankenpflegeversicherung (Art. 25 Abs. 2 lit. a Ziff. 1 und lit. b, 52 Abs. 1 lit. a Ziff. 1 und Ziff. 3 sowie lit. b KVG; Analysenliste [AL; Anhang 3 der KLV]; Mittel- und Gegenstände-Liste [MiGeL; Anhang 2 der KLV]; Spezialitätenliste [SL]) .Angesichts des positiven und abschliessenden Charakters der AL, der MiGeL und der Spezialitätenliste stellt das Produkt «New Fill» – unabhängig von seiner Qualifikation als Arzneimittel oder Medizinprodukt im Sinne des HMG (Art. 4 Abs. 1 lit. a und b) – keine gesetzliche Leistung der

obligatorischen Krankenpflegeversicherung zur Behandlung der Lipodystrophie dar, an welcher ein versicherter AIDS-Patient erkrankt ist

- Pra 2/2009, Nr 16, p. 85 : Traduction en allemand d'un arrêt en français publié aux ATF 134 I 221.
Einzelungterbringung und medikamentöse Behandlung im Rahmen des Massnahmenvollzugs (Art. 90 STGB, Art 3 EMRK, 10, 36 BV)
- Pra 3/2009, Nr 31, p. 85 : Traduction en allemand d'un arrêt en français publié aux ATF 134 I 235.
Diziplinarbusses ; Einwilligung Patienten aufgeklärten, einsichtsfähigen Patienten (Art. 10 Abs 2 BV; 16, 19 Abs 2 ZGB; 23 Gesundheitsgesetz/VD)
- Pra 5/2009, Nr 60, p. 387 : Traduction en allemand d'un arrêt en italien publié aux ATF 134 II 284.
Übergangentschädigung. Berücksichtigung der Zeit abschnitte, während denen ein italienischer Staatangehöriger eine gefährdende Tätigkeit bei einem Arbeitgeber in Italien ausgeübt hat, zur Erfüllung der gesetzlichen Mindestdauer von 300 Tagen bei einem der obligatorischen Unfallversicherung unterstellten Arbeitgeber (Art. 84 Abs 2 UVG; 86 VUV; 9 Abs 2 Anhang 1 FZA,; 7 Abs 2 der Verordnung [EWG] Nr 1612/68)
- Pra 5/2009, Nr 62, p. 396 : Traduction en allemand d'un arrêt en français publié aux ATF 134 V 277.
Kürzung von Geldleistungen für Hinterlassene (Art. 21 Abs 1 und 2; 82 Abs 1 ATSG; 37 Abs 3; 38 UVG [in der bis 31. Dezember 2002 gültig gewesenen Fassung])
- Pra 6/2009, Nr 70, p. 465 : Traduction en allemand d'un arrêt en italien publié aux ATF 134 V 330.
Behandlung im Ausland auf Grund der Tatsache, dass die von medizinischen Standpunkt aus verantwortbare und zumutbare therapeutische Alternative in der Schweiz nicht , gemäss einer engen Auslegung der « medizinischen Gründe“ i. S. V. Art. 34 Abs KVG, wesentliche und deutliche höhere Risiken mit sich gebracht hätte (Bestätigung der Rechtsprechung gemäss BGE 131 V 271 = Pra 2006 Nr 124 und RKUV 2003 Nr 253 S. 231, K 102/02 E. 4.1.
- Pra 6/2009, Nr 71, p. 473 : Traduction en allemand d'un arrêt en français publié aux ATF 134 I 235.
Wagnis ; Leistungskürzung (Art. 37 Abs 2 und 39 UVG ; 50 UVV)

- *Rivista ticinese di diritto*, II – 2008 p. 133 n° 36, TF 19.2.2008 N. 2C 167/2007
Art. 57 Les pubb ; 1 cpv. 1 lett. F), 3a Reg. fumo ; 27 Cost. L'estensione del principio del divieto di fumare nelle case da gioco non viola la Costituzione.
- *Rivista ticinese di diritto*, II – 2008 p. 299 n° 70, TF 20.3.2008 N. U 33/07
Art. 9 cpv. 2 lett. F), 11 OAINF. Lesione corporale parificata ai postumi di infortunio – ricaduta. Caso di un'assicurata che durante un safari in Kenia ha subito un colpo sulla jeep, riportando un colpo di frusta alla colonna cervicale. I disturbi alla spalla destra (lacerazione dei tendini) oggetto di un annuncio di ricaduta devono essere assunti dall'assicuratore LAINF quale lesione corporale parificabile ai postumi di infortunio, malgrado il fatto che, in primo tempo, in particolare compilando il questionario sottoposto dall'Istituto assicuratore, l'interessata avesse ommesso di indicare che nell'evento in questione era rimasto coinvolto, oltre alla colonna cervicale, anche l'arto superiore destro : non le può essere rimproverato di aver modificato la propria versione dei fatti per fini di copertura assicurativa, nella misura in cui meno di un mese dopo la compilazione del formulario citato, in occasione di una consultazione medica, ha riferito – completando anziché contraddicendo la precedente descrizione dell'accaduto – di avere pure contuso la spalla. Inoltre, alla luce degli atti medici all'inserto va ritenuto provato, con il grado della verosimiglianza preponderante, che i disturbi alla spalla destra lamentati dall'assicurata costituiscono una conseguenza naturale et adeguata dell'evento menzionato.
- *Semaine judiciaire 2009 I p. 173-177*
Assurance-maladie. Recours contre un arrêté du conseil fédéral. En ce qui concerne la compétence fonctionnelle du Tribunal fédéral, le conseil fédéral n'est pas mentionné parmi les autorités fédérales dont les décisions peuvent être soumises au Tribunal fédéral par la voie du recours en matière de droit public. L'absence de voie de recours contre l'arrêté du Conseil fédéral entrepris ne viole pas l'article 29a Cst et ne constitue pas une lacune de la LTF. La constitution prévoit expressément des exceptions à la garantie de l'accès au juge qui doivent être prévues par la loi. L'article 6 par. 1 CEDH ne garantit pas un droit individuel de contester directement des règles générales et abstraites.

- Sic!, 6, 2009, p. 462. "Alpecin forte". Bundesgericht vom 27. Januar 2009, 2c_590/2008
Unzulässigkeit von Heilanpreisungen für Kosmetika, wenn in der Auslobung auf Krankheiten wie Neurodermitis und Atopie Bezug genommen wird. LMG 3 Abs. 2; LGV 31 Abs. 3, LGV 35. Wird in der Auslobung für ein Shampoo auf dessen positive Eigenschaften gegen Krankheiten wie Neurodermitis und Atopie verwiesen, liegt verbotene krankheitsbezogene Werbung und kein zulässiger gesundheitsbezogener Hinweis vor.
- Schweizerischen Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht (ZBL)2009, p. 214, Bundesgericht, I. öffentlich-rechtliche Abteilung, 21. April 2008, 1C_33/2007 und 1C_34/2007
Spitalplanung - Verfahren. Übertragung von Spitaleigentum auf den Kanton und Bemessung der Abgeltung, Enteignungstatbestand, Verfahren; Art. 26, 29a und 30 BV, Art. 6 und 19 KV/VS. Verfahren zur Anfechtung von kantonalen Erlassen (E. 1.2). Das Oberwalliser Kreisspital Brig als aus Gemeinden gebildete Körperschaft ist zur Anfechtung eines Gesetzes und einer Staatsratsverordnung, mit denen das Eigentum an Spitalliegenschaften auf den Kanton übertragen und hierfür die Abgeltung festgesetzt wird, legitimiert (E. 1.3). Das Oberwalliser Kreisspital Brig, getragen von Oberwalliser Gemeinden, stellt entsprechend den älteren Statuten eine öffentlich-rechtliche Körperschaft nach Art. 59 ZGB dar; daran ändern neuere Statutenfassungen, welche auf Art. 60 ZGB verweisen, nichts (E. 4). Tragweite von Art. 6 Abs. 3 KV/VS: Diese Bestimmung sieht vor, dass Gemeinden auf dem Wege der Gesetzgebung zur unentgeltlichen Abtretung von Grund und Boden verpflichtet werden können. Sie findet aufgrund der angefochtenen Spitalgesetzgebung, wonach Spitalliegenschaften auf den Kanton zu übertragen sind, auf das Oberwalliser Kreisspital Brig Anwendung. Die Eigentumsübertragung stellt keinen Enteignungstatbestand dar. Daher ist eine Berufung auf Art. 26 BV allgemein sowie hinsichtlich des Umfangs der Abgeltung ausgeschlossen (E. 5). Die Spitalgesetzgebung legt das Verfahren fest. Dadurch werden weder Art. 29a noch Art. 30 Abs. 1 BV verletzt (E. 6). Art. 19 KV/VS hat Programmcharakter und räumt dem Oberwalliser Kreisspital Brig keine Rechte ein (E. 7).
- Sic!, 3, 2009, p. 190. "Zahnklinik". Bundesgericht vom 20. November 2008, 2C.367/2008
Unzulässige Verwendung der Bezeichnung "Zahnklinik" für eine Zahnarztpraxis

MedBG 39, 40 lit. d; Vo I GesG/ZG 7 Abs. 2. Auch nach Inkrafttreten des Bundesgesetzes über die universitären Medizinalberufe bleibt den Kantonen die Regelungskompetenz für Zusatzbezeichnungen für medizinische Praxen. Dass Werbung für oder die Bezeichnung einer Praxis nicht irreführend oder täuschend sein darf, ergibt sich sowohl aus dem Bundesgesetz als auch aus dem Erlass des Kantons Zug

- Sic! 2009, p. 93. "Topamax". Bundesgericht vom 1. Oktober 2008, 2C.93/2008.
*Unzulässige Bewerbung nicht genehmigter Arzneimittelanwendungen.
HMG 1 Abs. 1, HMG 2, 10 Abs. 1 lit. a, HMG 31 Abs. 1 lit. a, HMG 32 Abs. 1; AWV 5 Abs. 1, AWV 2 lit c, AWV 3, 4. Fachwerbung (Werbung für Arzneimittel adressiert an Personen, die diese abgeben und verschreiben) darf nicht zu einem missbräuchlichen oder unzweckmässigen Einsatz von Arzneimitteln verleiten. Die Zulassung von Werbung für heilmittelrechtlich nicht bewilligte Anwendungsmöglichkeiten würde den Grundsätzen des Gesundheits- und Konsumentenschutzes sowie der massvollen Verwendung von Heilmitteln zuwiderlaufen*
- Sic! 2009, p. 96.
"Oxycontin retard". Bundesgericht vom 17. September 2008, 2C_314/2008.
*Sistierung des Zulassungsverfahrens für ein Generikum bis die Frage des allfälligen Erstanmelderschutzes für das Originalpräparat rechtskräftig entschieden ist.
VwVG 46. Die Sistierung eines Verfahrens im Hinblick auf den Abschluss anderer hängiger Prozesse, deren Ausgang für die Beurteilung des Falles von Bedeutung ist oder sein kann, hat bezüglich der dadurch bewirkten zeitlichen Verzögerung in der Regel keinen nicht wieder gutzumachenden Nachteil für die betroffenen Parteien zur Folge.*
- Sic! 2008, p. 823. "Infusionskapsel". Bundesverwaltungsgericht vom 28. April 2008, C-2251/2006
Keine Zulassung des Parallelimports eines Arzneimittels, dessen Patentschutz für den Wirkstoff abgelaufen ist, das aber anderweitig patentgeschützt ist Abteilung III; Abweisung der Beschwerde;

HMG 14 Abs. 1, 2, HMG 12; VAM 18, 17. Entscheidend für die heilmittelrechtliche Zulassung eines Arzneimittels, das parallel importiert werden soll, ist einzig, ob das Arzneimittel in der Schweiz patentgeschützt ist. Das Bestehen dieses Patentschutzes ist unabhängig davon zu prüfen, ob es sich beim fraglichen Arzneimittel um ein Originalpräparat i.S.v. Art. 12 HMG und Art. 17 VAM oder um die Weiterentwicklung eines derartigen Originalpräparats handelt und ob allenfalls ein Erstanmelderschutz besteht (E. 5).

ZGB 2 Abs. 2; VAM 18 Abs. 2. In Bezug auf die Glaubhaftmachung des Patentschutzes eines Arzneimittels sind alle vorgebrachten, das Arzneimittel betreffenden Patentschriften von der beurteilenden Instanz zu beachten, auch wenn sich jene nur auf bestimmte Eigenschaften des Arzneimittels (hier: Galenik bzw. Darreichungsform) beziehen (E. 6).

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

Bâle / Basel

- BJM 6/2008 p. 326 : Arrêt du Socialversicherungsgericht du canton de Bâle du 12 mars 2008 dans le cause B. F.
Kürzung und Verweisung von Leistungen, wenn sich der Versicherte einer zumutbaren Behandlung widersetzt (Art. 21 Abs 4 ATSG): Zur „Zumutbarkeit“ einer Behandlung, zur Verletzung der Behandlungspflicht und zur Verhältnismässigkeit der verfügten Sanktion.
- BJM 6/2008 p. 334 : Arrêt Socialversicherungsgericht du canton de Bâle du 12 mars 2008 dans le cause M. F.
Ist die Beidseitige Implantation eines Cochlea-Implantats zur Verbesserung des Erwerbsfähigkeit eine zumutbare Behandlung gemäss Art. 21 Abs. 4 ATSG?
- BJM 1/2009 p. 52 : Arrêt Socialversicherungsgericht du canton de Bâle du 27 août 2008 dans le cause X.
Verpfändungsähnliches Verhältnis zwischen einem Säkularinstitut der katholischen Kirche und deren Mitgliedern (Art 521 OR). Die Krankenversicherungsprämien dieser Mitglieder werden als Teil des Unterhalts vom Säkularinstitut getragen; dies verbietet, dem Mitglied einen Anspruch auf Prämienbeiträge gemäss § 17 GKV zuzubilligen (Erw. 4). Verletzung des Grundsatzes von Treu und Glauben, nachdem solche prämienbeiträge jahrelang ausbezahlt worden sind? (Erw. 5)

- BJM 3/2009 p. 151 : Arrêt Socialversicherungsgericht du canton de Bâle du 27 août 2008 dans le cause G. Pensionkasse)
Wird im Rechtsmittelverfahren nur der Beginn der Wartezeit gemäss Art. 28 Abs 1 lit b IVG und damit der Beginn der Rente angefochten, ist damit auch die Höhe des Invaliditätsgrades nicht in Rechtskraft erwachsen wenn damit eine verpasste Rechtsmittelfrist geheilt werden soll. Zum Grundsatz der formellen Beschwer (Erw. 3)

Fribourg / Freiburg

- Journal des tribunaux I 2009, p. 47. X c. réseau hospitalier fribourgeois.
Responsabilité de l'Etat pour l'activité des médecins. Perte d'une chance.
- RFJ 2008, p. 323-329. Cour des assurances sociales du Tribunal cantonal.
Arrêt du 10 juillet 2008 (5S 2006-204)
Art. 4 et 28 LAI; art. 8 et 16 LPG - Notion de marché équilibré. Assuré âgé de 63 ans, maçon, atteint d'une déchirure du sus-épineux à l'épaule. Question de savoir s'il est encore en mesure d'intéresser, en raison de son âge avancé, un éventuel employeur dans une activité légère adaptée à son état de santé. Le recours a été admis. La Cour a estimé que le recourant avait droit à une rente entière d'invalidité.
- RFJ 2008 p. 334-339. Cour des assurances sociales du Tribunal cantonal.
Arrêt du 8 mai 2008 (5S 06 69).
Art. 29, 43, 44 LAMal - Personne ayant accouché en 2002 en division commune d'une clinique privée à Fribourg. Détermination du tarif pour des prestations fournies en division commune par une clinique privée, non subventionnée par l'Etat, figurant sur la liste des hôpitaux du canton. L'application par analogie du tarif - trop bas - prévu par l'hôpital cantonal (subventionné) n'est pas admissible.
- RFJ 2008 p. 428-433. Cour des assurances sociales du Tribunal cantonal.
Arrêt du 2 octobre 2008 (5S 06 256)
Art. 1 et 2 ARéf; art. 4, 29, 36 et 39 LAI; art. 42 LAVS - Rente. Réfugié ayant été victime en juin 1991 d'une blessure par balle au genou gauche qui a nécessité une arthrodèse (immobilisation de l'articulation) et étant arrivé en

Suisse en 1993. Les conditions d'assurance pour une rente ordinaire et pour une rente extraordinaire ne sont pas remplies.

- RFJ 2008 p. 433-438. Cour des assurances sociales du Tribunal cantonal. Arrêt du 27 août 2008 (5S 06 154).
Art. 25 al. 2 let. g LAMal; art. 27 OPAS; art. 13 al. 1 LAA - Prise en charge des frais d'un sauvetage en montagne effectué par la Rega, aucun des membres du groupe d'alpinistes secourus, surpris par la nuit tombante, n'ayant été blessé. la Rega a été appelée pour une simple évacuation. La Cour estime que le recours apparaît comme téméraire et dès lors, il est justifié de mettre les frais de justice à la charge de la recourante.

Jura

- RJJ, 1/08, p. 82.
Action de droit administratif intentée contre l'hôpital du Jura par un médecin demandant à pouvoir utiliser des salles d'opération. Action déclarée irrecevable. Convention de l'action en recours. Recours déclaré lui aussi irrecevable.

Neuchâtel / Neuenburg

- TA.2008.210 (INT.2009.28). Décision du 10.11.08.
L'assuré qui purge une peine privative de liberté sous le régime de la semi-détention, ne voit en principe pas son droit à une rente AI suspendu. Toutefois, le condamné qui trouve le moyen d'échapper frauduleusement au régime de la détention ferme ne doit pas pouvoir tirer parti d'une situation illicite par le fait que sa rente AI ne pourrait pas être suspendue.
- TA.2007.153 (INT.2009.28). Décision du 03.03.09. Recours pendant au TF.
Hormis les cas visés par les dispositions finales de la 4ème révision de la LAI, il n'existe pas de droit acquis protégeant le titulaire d'une rente fondée sur un degré d'invalidité de 68% à conserver une rente complète.

Soleure / Solothurn

- SOG 2008, 27, Verwaltungsgericht, Urteil vom 21. Juli 2008, § 11 VG
Wenn der Beklagte und dessen Versicherer von einer blossen Verjährungsfrist ausgehen und über Jahre hinweg wiederholt Verjährungsverzichtserklärungen abgegeben haben, gebietet es der Grundsatz von Treu und Glauben, die Forderungen nicht als verwirkt zu erklären, obwohl es sich bei § 11 VG um eine Verwirkungsfrist handelt (E. 4).

Das geschlossene und liquidierte Bezirksspital Thierstein wurde von der Solothurner Spitäler AG nicht übernommen. Die AG ist somit nicht passivlegitimiert (E. 5).

- SOG 2008, 36, Versicherungsgericht, Urteil vom 10. Juli 2008, Art. 4 ATSG (VSBES.2007.191)
Unfallmerkmal des ungewöhnlichen äusseren Faktors. Ein solcher liegt vor bei einem von einem Dressurpferd ausgeführten Bocksprung, wenn angesichts des Charakters bzw. des Temperaments des Pferdes die Wahrscheinlichkeit dieser Reaktion gering war und die Reiterin entsprechend wenig damit rechnen musste.
- SOG 2008, 36, Versicherungsgericht, Urteil vom 30. Oktober 2008, Art. 40 Abs. 2 ATSG (VSBES.2007.426)
Setzt der Versicherungsträger der versicherten Person eine Frist für eine bestimmte Handlung an, hat er gleichzeitig die Folgen eines Versäumnisses anzudrohen.
- SOG 2008, 38, Versicherungsgericht, Urteil vom 16. Oktober 2008, Art. 42 ATSG (VSBES.2008.146)
Dem Versicherten ist vorgängig das rechtliche Gehör zu gewähren, selbst wenn seine Rente wegen Verletzung der Meldepflicht aufgehoben werden soll.
- SOG 2008, 39, Versicherungsgericht, Urteil vom 8. Dezember 2008, Art. 16b Abs. 3 EOG, Art. 30 EO (VSBES.2008.204)
Die Mutterschaftsversicherung ist eine Lohnausfallversicherung für erwerbstätige Mütter. Eine Ausnahmeregelung besteht unter anderem für IV-Taggeldbezüglerinnen; dies aber nur, wenn der Bezug des Taggeldes bis unmittelbar vor der Geburt stattfindet.

Thurgovie / Thurgau

- Rechenschaftsbericht Obergericht, 18. Januar 2008, ZR.2008.5 (TG), n° 43, p. 228.

Kantonales Recht. Autopsie als vorläufige Beweissicherung; Bedeutung und Gültigkeit einer Patientenverfügung. § 170 ZPO; § 34 GG; Art. 370 f. E ZGB; Art. 10 BV.

Tessin/Ticino

- *Rivista ticinese di diritto, II – 2008 p. 277 n° 64, TCA 25.2.2008 N. 32.2007.30 Art. 12 LAI ; 19 cpv. 1 lett. a) OPre. Infermità congenita – trattamento dopo il ventesimo anno di età. L'assunzione da parte dell'assicuratore contro l'invalidità dei costi di un trattamento dentario di sostituzione di quattro corone dei denti frontali da porre in relazione a un'infermità congenita chiesta da un'assicurata di più di vent'anni è stata a ragione negata. Benché sia notorio che nell'attività svolta dall'assicurata nel settore della vendita, a contatto con la clientela e il personale, la presenza e l'aspetto sono importanti, essa, anche senza i quattro denti frontali, avrebbe comunque potuto svolgere numerose altre attività. Inoltre non vi erano indizi che permettessero di ipotizzare che l'assicurata, eventualmente priva delle corone dentarie, sviluppassse una problematica psichica invalidante. L'assunzione dei costi derivanti di tale patologia da parte dell'assicuratore malattia deve essere ammessa solo se motivi di ordine medico impongono l'intervento dopo il 20° anno di età.*

Uri

Rechenschaftsbericht über die Staatsverwaltung, RBUR 2006 N. 8, p. 50 Bundesgericht, 28. November 2006, 4C.310/2006 (Das Bundesgericht wies eine gegen den Entscheid des Obergerichtes des Kantons Uri vom 27.01.2006, OG Z 05 12 erhobene Berufung ab, soweit darauf einzutreten war.)

Firmenrecht. Art. 951 Abs. 2 OR. Diese Bestimmung soll Verwechslungen im Rechtsverkehr verhindern. Die Gefahr der Verwechslungen besteht, wenn die Firma eines Unternehmens für die eines andern gehalten werden kann (unmittelbare Verwechslungsgefahr) oder wenn bei Aussenstehenden der Eindruck entsteht, die Unternehmen seien wirtschaftlich oder rechtlich verbunden (mittelbare Verwechslungsgefahr). Ob sich zwei Firmen hinreichend deutlich unterscheiden, ist aufgrund des Gesamteindrucks zu beurteilen, den sie in der Erinnerung beim Publikum hinterlassen. "Biomed AG" und "Biomet Orthopaedics Switzerland GmbH". Der Ausdruck "Biomed" kommt einer gemeinfreien Sachbezeichnung mindestens sehr nahe.

Bereits ein verhältnismässig kennzeichnungsschwacher Zusatz reicht aus, um bei Verwendung der wenn auch sehr ähnlichen und bei deutscher

Aussprache im Klang verwechselbaren Bezeichnung "Biomet" genügend Abstand zu schaffen. Weder im Schriftbild noch im Sinngehalt kann der Zeichenbestandteil "met" bei hinreichender Aufmerksamkeit mit "med" verwechselt werden. Insbesondere ist darin kein Hinweis auf den Bereich der Medizin zu sehen. Der zusätzliche Firmenbestandteil "Orthopaedics" weist auf den sachlichen Tätigkeitsbereich der Orthopädie hin und vermittelt damit eine Vorstellung, von der anzunehmen ist, dass sie im Gedächtnis der Adressaten haften bleibt. Der Zusatz "Orthopaedics" ist trotz seiner Eigenschaft als gemeinfreie Sachbezeichnung geeignet, einen hinreichenden Abstand zur Firma der Klägerin zu schaffen, zumal er einen klar von "Biomed" abweichenden Sinngehalt vermittelt.

Valais / Wallis

- *Revue valaisanne de jurisprudence. ZWR 2009 p. 167-175. KGE (Zivilrechtliche Abteilung) vom 7. April 2008 i.S. X. c. Y. (VS)*
Obligationenrecht. Haftung aus Arztvertrag. Qualifikation des Arztvertrags als einfacher Auftrag (E. 3b/aa). Sorgfaltsmassstab, Verschulden und Übernahmeverschulden beim Arztvertrag (E 3b/bb und E. 3b/dd). Beweislast im Arzthaftungsprozess (3b/cc). Anwendungsfall (E. 3c, d und e).
Droit des obligations. Responsabilité du médecin. Qualification du contrat de soins médicaux comme mandat (consid. 3b/aa). Etendue du devoir de diligence, faute du médecin, en particulier faute ayant consisté à accepter le contrat de soins médicaux (consid. 3b/bb et 3b/dd). Fardeau de la preuve dans l'action en responsabilité du médecin (consid. 3b/cc). Cas d'espèce (consid. 3c, d et e).
- *Revue valaisanne de jurisprudence. ZWR 2009 p. RVJ 2009 p. 105-109. ATCA X. c. Sansan Assurances SA du 22 février 2008 (VS)*
Assurance-maladie. Participation en cas de maternité (art. 29 et 64 al. 7 LAMal). Les frais de traitement en cas de complications survenues en cours de grossesse constituent des frais de maladie, ce qui entraîne l'obligation des assurées de participer aux coûts des prestations dont elles bénéficient. Il en va ainsi, par exemple, des traitements destinés à éviter un accouchement prématuré ou une fausse couche.
Krankenversicherung. Kostenbeteiligung auf Leistungen bei Mutterschaft (Art. 29 und 64 Abs. 7 KVG). Die während einer Schwangerschaft durch

Komplikationen verursachten Behandlungskosten stellen Krankheitskosten dar, an denen sich die Versicherten beteiligen müssen. Dies gilt zum Beispiel für Leistungen, die erbracht werden, um eine Frühgeburt oder einen Schwangerschaftsabbruch zu verhindern.

Zurich / Zürich

- VB.2009.00113 (URT.2009.11469) 3. Abteilung/3. Kammer Bewilligung zur Anstellung einer Psychotherapeutin Zu Unrecht verweigerte Anstellungsbewilligung.

Der leitende Arzt einer Arztpraxis hatte 2005 eine Bewilligung zur Anstellung einer nichtärztlichen Psychotherapeutin erhalten. 2009 übernahm die zuvor als Assistentin in der Praxis tätige Beschwerdeführerin gemeinsam mit dem bisher leitenden Arzt die Praxisleitung und ersuchte die Gesundheitsdirektion um Bewilligung zur Beschäftigung der seit 2005 in der Praxis tätigen nichtärztlichen Psychotherapeutin. Das Gesuch wurde abgelehnt mit der Begründung, die betreffende Psychotherapeutin erfülle die für diese Anstellung erforderlichen Voraussetzungen nicht. Zulässige Direktbeschwerde an das Verwaltungsgericht (E. 1).

Die Beschwerdeführerin macht geltend, das Anstellungsgesuch hätte gestützt auf § 26 Abs. 2 der Verordnung über die nichtärztlichen Psychotherapeuten und Psychotherapeutinnen (PsyV) bewilligt werden müssen. Gemäss dieser Übergangsbestimmung dürfen Psychotherapeuten, die im Zeitpunkt des Inkrafttretens der Verordnung (1. Juni 2005) unselbständig tätig waren, ohne die Voraussetzungen für die Erteilung einer entsprechenden Bewilligung zu erfüllen, die unselbstständige Tätigkeit weiterhin ausüben. Die Gesundheitsdirektion macht geltend, der Anwendungsbereich von § 26 Abs. 2 PsyV beschränke sich auf Angestelltenverhältnisse, die in dieser Form bereits am 1. Juni 2005 bestanden hätten; es gebe keine darüber hinausgehende Besitzstandgarantie (E. 3).

Frage offen gelassen, ob die einschränkende Auslegung der Übergangsbestimmung durch die Gesundheitsdirektion generell gegen die Wirtschaftsfreiheit verstösst (E. 4.2 - 4.4). Aufgrund der konkreten Umstände im vorliegenden Fall (Wechsel des Angestelltenverhältnisses innerhalb der gleichen Arztpraxis) führt die Verweigerung der Anstellungsbewilligung jedenfalls zu einer unverhältnismässigen Beschränkung der Freiheit der beruflichen Tätigkeit der Beschwerdeführerin sowie der angestellten Psychotherapeutin (E. 4.5). Gutheissung der Beschwerde (E. 5).

- VB.2009.00038 (URT.2009.11356) 1. Abteilung/1. Kammer Führerausweisentzug

Warnungsentzug wegen Fahrens in fahruntfähigem Zustand. Verweigerung der Blutentnahme. Abstellen auf die Werte des Atemalkoholtests.

Wer eine Blutentnahme verweigert und im Strafverfahren die Werte des Atemalkoholtests anerkennt, um einer (härteren) Bestrafung wegen Vereitelung von Massnahmen zur Feststellung der Fahruntfähigkeit zu entgehen, kann sich im nachfolgenden Administrativmassnahmeverfahren nicht auf den Standpunkt stellen, es seien gestützt auf die bundesgerichtliche Rechtsprechung aufgrund von Messungenauigkeiten des Atemalkoholtests 20 % vom tieferen Wert abzuziehen (E. 5.3).

- VB.2008.00464 (URT.2008.11013) 1. Abteilung/1. Kammer vorsorgliches Nutzungsverbot (aufschiebende Wirkung)
Sterbebegleitungen in Wohnzone mit Gewerbeerleichterung. Baubewilligungspflicht. Vorsorgliches Nutzungsverbot. Sterbebegleitungen in einer Wohnzone mit Gewerbeerleichterung sind ungeachtet des Umstands, dass bestehende Gewerberäume betroffen sind, baurechtlich nicht von vornherein unproblematisch. Insbesondere allfällige ideelle Immissionen, welche die zonengemässe Wohnnutzung erheblich beeinträchtigen, könnten einer Baubewilligung entgegenstehen. Es bestehen jedenfalls hinreichende Anhaltspunkte für eine Baubewilligungspflicht, welche das zur Durchsetzung dieser Pflicht verfügte vorsorgliche Nutzungsverbot zu rechtfertigen vermögen. Dadurch dürften die vom Beschwerdeführer angerufenen Grundrechte nicht unzulässigerweise eingeschränkt werden (E. 2.3). Abweisung.
- VB.2008.00340 (URT.2008.10908) 1. Abteilung/1. Kammer Führerausweisentzug Sicherungsentzug: Verneinung der Fahreignung aufgrund einer depressiven Störung.
Die Fahreignung ist nur bei schweren depressiven Störungen grundsätzlich zu verneinen. Fahrzeuglenker mit leichteren depressiven Störungen können allerdings in der Regel erst nach einer Grundeinstellung mit Psychopharmaka und einer genügenden Beobachtungszeit wieder zugelassen werden. Der Beschwerdeführer, bei dem eine mittelgradige depressive Episode diagnostiziert worden ist, hat entgegen der klaren Empfehlung der Ärzte sämtliche Medikamente abgesetzt. Die Vorinstanz hat seine Fahreignung zum damaligen Zeitpunkt zu Recht verneint (E. 3.4). Abweisung.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

ALTILIO J. V., The pharmacist's obligations to patients : dependent or independent of the physician's obligations ?, *Journal of law, medicine & ethics*, vol 37:2, Summer 2009, p. 358.

BANDON-TOURRET D., Les proposition de directive modifiant la pharmacovigilance des médicaments à usage humain : vers une rationalisation de la pharmacovigilance ?, *Gazette du palais*, mars-avril 2009, p. 879.

BIRD SM. AND AL., Serial offending: evaluation of drugs courts. *Lancet* 2009;373:1231.

CALAME T., Court of Appeal stellt gefestigte EPA-Praxis über eigenes Präjudiz: Patentschutz für zweite medizinische Indikation aufgrund neuen Dosierungsregimes bejaht England and Wales Court of Appeal (Civil Division) - Actavis UK Limited vs. Merck & Co., Inc., on appeal from the High Court of Justice, Chancery Division (Patents Court), 21 May 2008, *sic!*, 2008, p. 925.

CHERON C., FOUASSIER E., Accès des pays en développement aux médicaments : vers une nouvelle flexibilité juridique du droit des brevets ? *Médecine & droit*, n° 95, p. 74.

CROIZE G., La liberté de circulation du médicament face à la propriété intellectuelle, *Revue Droit & Santé*, N° 27, janvier 2009, p. 8.

CURFMAN G. D. AND AL. The Medical Device Safety Act of 2009. *New England Journal of Medicine* 2009;360;1550.

FOUASSIER E., VAN DEN BRINK H., Vente de médicaments sur Internet : propositions de modification du Code de la santé publique, *Médecine & droit*, n° 95, p. 68.

GOSTIN L.O., Regulating the Safety of Pharmaceuticals : The FDA, Preemption, and the Public's Health. *Journal of American Medical Association* 2009;301:2038.

GOBERT M., Les autorisation de mise sur le marché des médicaments : médicaments à usage humain, *Revue européenne de droit de la consommation*, = *European journal of consumer law*, 2009/2-3, p. 239.

GOBERT M., Publicité & information relatives aux médicaments : les limites de ces deux notions au travers de la pratique dans tous ses aspects, *Revue de droit de la santé* n° 3, 08/09, p. 187.

JUILLET Y., Actualisation sur la contrefaçon de médicaments : une menace croissante pour la santé publique, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, t. 192, octobre 2008, n° 7, p. 1423.

KRUMM C., Richtervorbehalt bei der Blutprobe: Weg damit, *ZRP Zeitschrift für Rechtspolitik*, 3/2009, p. 71.

LENZER J., Appeals court rules that Nigerian families can sue Pfizer in US, *BMJ*, 2009, 338:b458.

LOCHER F, SIRANYAN V., ROLLUX O., Le circuit de distribution des médicaments : une évolution inéluctable ?, *Gazette du palais*, novembre-décembre 2008, p. 3593.

MASCRET C., Le principe de libre circulation des biens appliqué au médicament à usage humain dans le cadre de la procédure d'autorisation de mise sur le marché fondée sur la reconnaissance mutuelle entre États membres, *Médecine & droit*, 2009, n° 95, p. 62

MELLO MM. AND AL., Shifting Terrain in the Regulation of Off-Label Promotion of Pharmaceuticals. *New England Journal of Medicine* 2009;360:1557.

MICHAUX G. (ED.), Consommateurs, médicaments et industrie pharmaceutique, *Revue européenne de droit de la consommation*, = *European journal of consumer law*, 2009/2-3, p. 225.

NEBENDAHL M., Selbstbestimmungsrecht und rechtfertigende Einwilligung des Minderjährigen bei medizinischen Eingriffen, *Medizinrecht*, vol. 27, nr 4, 2009, p. 197.

Pharmaceutical innovation: law & the public's health, *Journal of law, medicine and ethics*, vol. 37:2, Summer 2009,

PEIGNE J., La loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 et le médicament, *Gazette du palais*, mars-avril 2009, p. 862.

ROBINE A., Le médicament générique : quelques éléments de nature à clarifier une notion devenue polymorphe, *Revue générale de droit médical*, N° 29 2008, p. 187.

SERGHERAERT S., Lutte contre la contrefaçon de médicaments : première analyse de la consultation de la Commission européenne sur la future directive communautaire, *Dalloz*, n° 8, 2009, p. 515.

SILLON G. ET AL., An ethical and legal overview of pharmacogenomics : perspectives and issues, *Medicine and law*, vol. 27, nr 4, December 2008, p. 843.

VARNEROT V., La nouveauté des inventions pharmaceutiques : les essais clinique antérieurs, *Revue générale de droit médical*, N° 29 2008, p. 213.

VARNEROT V., Le particularisme de la contrefaçon de brevet de médicament, *Revue générale de droit médical*, N° 30 2009, p. 245.

WOOD E. AND AL., The war on drugs: a devastating public-policy disaster. *Lancet* 2009;373:989.

Assurances sociales

ALTILIO J. V., The Pharmacist's Obligations to Patients: Dependent or Independent of the Physician's Obligations? *The journal of Law, medicine & ethics*. 2009; 37 (2), p. 358.

IGLEHART JK., Health Insurers and Medical-Imaging Policy – A Work in Progress. *New England Journal of Medicine* 2009;360; 1030.

PELLET R., Assurance maladie et territoires, *Revue de droit sanitaire et social*, n° hors-série 2009, p. 38.

VAN DEN BRINK H., La libre circulation des patients dans l'Union européenne : enjeux et perspectives, *Revue générale de droit médical*, N° 29 2008, p. 199.

Droits des patients, droit de la personnalité

ALBERS M., Zur rechtlichen Ausgestaltung von Patientenverfügungen, *Medizinrecht*, vol. 27, nr 3, 2009, p. 138.

BADIANE-DEVERS K., Accouchement « sous X », la loi française jugée conforme au droit européen, *Droit déontologie & soins*, vol. 8, n° 4, 2008, p. 481.

BENALI L., MARCHAND M., GROMB S., Droit et autonomie des personnes handicapées, *Médecine & droit*, n° 94, 2009, p. 13.

COUTURIER M., Secret médical et protection des personnes atteintes de troubles psychiques, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, n° 2, mars-avril 2009, p. 277.

DOSSIER : la liberté du consentement, le sujet les droits de l'homme et la fin des bonnes moeurs, *Droits : revue française de théorie, de philosophie et de culture juridiques*, 48, 2009, p. 3.

DANTAS E., Les différences entre le consentement informé et le choix éclairé comme causes d'exclusion de responsabilité civile dans la relation médecin-patient ; l'autonomie du patient face au droit brésilien, *Revue générale de droit médical*, N° 29 2008, p. 125.

DELIANCOURT S., Les nouveaux droits de l'utilisateur du service public en font-ils un véritable acteur-décideur ?, *Revue de la recherche juridique (RRJ)*, 1, 2007, p. 409.

DONNELLY M., Best interests, Patient Participation and the Mental Capacity Act 2005, *Medical Law Review*, vol. 17(2009), n°1, p. 1.

GARAY A., De l'obligation d'information sur les dommages médicaux et hospitaliers des articles L. 1142-4 et L. 1413-14 du Code de la santé publique, *Revue générale de droit médical*, N° 30 2009, p. 175.

GELBART B. AND AL., Ethical and legal considerations in video recording neonatal resuscitations. *Journal of Medical Ethics* 2009;35:120.

GOSTIN LO., NASS S., Reforming the HIPAA Privacy Rule: Safeguarding Privacy and Promoting Research. *Journal of American Medical Association* 2009;301:1373.

HÜBNER M., Gesetzentwürfe und Anträge zur Änderung des Schwangerschaftskonfliktgesetzes: Analyse und Bewertung, *Medizinrecht*, vol. 27, nr 7, 2009, p. 390.

HABOUBI C., Agressions sexuelles commises par le personnel soignant, *Droit déontologie & soins*, vol. 9, n° 1, 2009, p. 69.

JOUSSET N. ET AL., Le préjudice moral né du défaut d'information du patient, *Médecine & droit*, n° 97, p. [pas encore connue].

KRESS H., Patientenverfügungen und Selbstbestimmung in Anbetracht der Notfallmedizin, *ZRP Zeitschrift für Rechtspolitik*, 3/2009, p. 69.

LACOUR C., Accouchement anonyme et levée du secret des origines à l'épreuve de l'incapacité, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, n° 2, mars-avril 2009, p. 328.

LE GAL C., Le dossier pharmaceutique: un outil technique de santé publique, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, n° 2, mars-avril 2009, p. 301.

MARMISSE D'ABBADIE D'ARRAST A., L'accompagnement de la personne, *Revue générale de droit médical*, N° 29 2008, p. 149.

PATTINSON SD, Consent and informational responsibility, *Journal of Medical Ethics* 2009;35:176.

PERERA A., Can I decide Please? The State of Children's Consent in the UK, *European Journal of Health Law*, 2008, vol. 15 n° 4, p. 411-420.

PRIAULX N., Testing the Margin of Appreciation: Therapeutic Abortion, Reproductive Rights and the Intriguing Case of Tysiac v. Poland, *European Journal of Health Law*, 2008, vol. 15 n° 4, p. 361-379.

RACHEL L., L'âge de procréer, *Gazette du Palais*, janvier-février 2009, p. 12.

RAVINETTO R. AND AL., Access to health care for undocumented migrants in Italy. *Lancet* 2009;373:2111.

RUCK M., HOLT E., Commentary parental rights recognised RK and AK v United Kingdom [2008] ECHR 38000/05, *Medical Law Review*, 17, Summer 2009, p. 282.

TURONE F., Italian doctors can report illegal immigrants to police, under proposed law, *BMJ*, 2009, 338:b548.

VIALLA F., Le refus de soins peut-il induire une discrimination ? La réforme annoncée de l'article L. 1110-3 du Code de la santé publique, *Médecine & droit*, n° 94, p. 2.

WUNDER A., Zum Vorschlag des Erlasses einer Richtlinie über die Ausübung der Patientenrechte in der grenzüberschreitenden Gesundheitsversorgung – Was ist neu?, *Medizinrecht*, vol. 27, nr 6, 2009, p. 324.

Ethique biomédicale

COULOMBEL L., Cellules souches humaines : de quoi parle-t-on ?, *Revue générale de droit médical*, N° 29 2008, p. 17.

DELETRE N., La maternité pour autrui : état des lieux à la veille de la révision des lois de bioéthique, *Revue Droit & Santé*, N° 29, mai 2009, p. 213.

DEMICHEL F., Clonage à visée thérapeutique : les risques d'instrumentalisation du corps des femmes et le droit, *Revue générale de droit médical*, N° 29 2008, p. 91.

DEUTSCH E., Entstehung und Funktion der Ethikkommissionen in Europa, *Medizinrecht*, vol. 26, nr 11, 2008, p. 650.

DOMENIGHETTI G., Medicalizzazione della vita, comunicazione sanitaria e conflitti di interesse, *Rivista per le medical humanities*, Anno 3, no 9, Gennaio-Marzo 2009, p. 32.

DOSQUET C., La thérapie cellulaire aujourd'hui et demain, *Revue générale de droit médical*, N° 29 2008, p. 37.

DRIEHAUS J. ET AL., Humane Embryonale Stammzellen in Deutschland und Europa : Ein Überblick zur Gewinnung, Nutzung und Patentierung, *Bioethica forum*, vol. 2, n° 1, 2009, p. 37.

FEUILLET-LIGER B., Un droit à l'écoute de la bioéthique ou une bioéthique à l'écoute du droit ?, *Revue générale de droit médical*, N° 29 2008, p. 63.

FRYDMAN R., Le clonage reproductif et le clonage scientifique à visée thérapeutique, *Revue générale de droit médical*, N° 29 2008, p. 43.

GÖDICKE P., Berufsrechtliche Grundlagen für die Tätigkeit von Ethik-Kommissionen : überflüssige Zwangsberatung von Ärzten?, *Medizinrecht*, vol. 26, nr 11, 2008, p. 636.

HENNETTE-VAUCHEZ S., Words Count : How Interest in Stem Cells has Made the Embryo Available - A look at the French Law on bioethics, *Medical Law Review*, vol. 17(2009), n°1, p. 52.

HENNION-JACQUET P., Réflexions sur la révision des lois de bioéthique: vers la légalisation du clonage thérapeutique?, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, n°6, novembre-décembre 2008, p. 1061.

KERN B.-R., Standortbestimmung: Ethikkommissionen – auf welchen Gebieten werden sie tätig? : Gesetzliche Grundlagen, *Medizinrecht*, vol. 26, nr 11, 2008, p. 631.

LAZZARINI Z., Patricia Case, and Cecil J. Thomas, A Walk in the Park: A Case Study in Research Ethics, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2009; 37 (1), p. 93.

MAZEN N.-J., Le clonage : de l'éthique au droit, *Revue générale de droit médical*, N° 29 2008, p. 75.

MAZEN J.-N., BINET Jean-René, Ethique et droit du vivant, *Revue générale de droit médical*, N° 30 2009, p. 311.

MILES SH AND AL., Medical ethics and torture: revising the Declaration of Tokyo, *Lancet* 2009;373:344..

MOMBELLI G., MARONE C., Conflitti di interesse nella ricerca clinica, *Rivista per le medical humanities*, Anno 3, no 9, Gennaio-Marzo 2009, p. 40.

PERSAD G. AND AL., Principles for allocation of scarce medical interventions, *Lancet* 2009;373:423.

POPU H., Le corps humain *post mortem* : une chose extraordinaire, *Revue de la recherche juridique (RRJ)*, 1, 2009, p. 229.

RAMBOUR S., L'éthique du directeur d'hôpital, *Revue Droit & Santé*, N° 28, mars 2009, p. 125.

RAUFFER-BRUYERE N., Biotechnologies : innovations et tendances de 1997 à 2007, *Revue générale de droit médical*, N° 29 2008, p. 95.

REINHART W. H., JACOMELLA V., Liaisons dangereuses, *Rivista per le medical humanities*, Anno 3, no 9, Gennaio-Marzo 2009, p. 45.

SALAKO S., The UNESCO universal declaration on bioethics and human rights : protecting future generations and the quest for a global consensus, *Medicine and law*, vol. 27, nr 4, December 2008, p. 805.

SEBAG V., De la découverte scientifique du clonage thérapeutique à la règle de droit : un exemple d'itinéraire multidisciplinaire, *Revue générale de droit médical*, N° 29 2008, p. 101.

WIESING U., PARSA-PARSI R. W., Die erneut revidierte Deklaration von Helsinki, verabschiedet in Seoul 2008, *Ethik in der Medizin*, vol. 21, nr 1, 2009, p. 45.

Euthanasie et fin de vie

BOSSHARD G. ET AL., Should assisted suicide be performed by physicians only ? Results of a survey among physicians in six european countries and Australia, *Bioethica forum*, vol. 2, n° 1, p. 4.

BOUTEILLE M., La mort ravivée, *Droit & santé*, n° 30, juillet 2009, p. 290.

KUBICIEL M., Tötung auf Verlangen und assistierter Suizid als selbstbestimmtes Sterben?, *JZ [Juristen Zeitung]*, 64. J., 12, 19. Juni 2009, p. 600.

LEQUILLERIER C., Protection de la personnalité et du corps (bioéthique) : L'arrêt de l'alimentation artificielle des personnes en fin de vie ou atteintes de maladie incurable, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, n°1, janvier-février 2009, p. 115.

LEWIS P., Euthanasia in Belgium five Years After Legalisation, *European Journal of Health Law*, 2009, vol. 16, n° 2, p. 125.

LORENZ D., Aktuelle Verfassungsfragen der Euthanasie, *JZ [Juristen Zeitung]*, 2/2009, p. 57.

LUTHER J., Fiat iustitia, pereta vita ? : Grundrechtskonflikte as Gewissenskonflikte : Der italienische Fall einer Wachkoma-Patientin, *Europäische Grundrechte Zeitschrift (EuGRZ)*, 36. Jg, H. 8-11, p. 198, (voir aussi : p. 234, p. 237).

MEMETEAU G., « Par principe d'humanité » : la marche vers l'euthanasie, *Médecine & droit*, n° 95, p. 45.

MICHLAWSKI S., Legalising active voluntary euthanasia through the courts: some lessons from Colombia, *Medical Law Review*, 17, Summer 2009, p. 183.

MULLOCK A., Commentary: Prosecutors making (bad) law?, Decision on prosecution : the death by suicide of Daniel James, 9 December 2008, *Medical Law Review*, 17, Summer 2009, p. 290.

NAU J.-Y., Fin de vie. l'affirmation d'une position française, *Revue médicale suisse*, n° 183, 2008, p. 2708.

SCALVA F., L'attuale discussione sull'eutanasia e il suicidio assistito in Italia con particolare riferimento al caso Welby, *Revue pénale suisse (ZStrR/RPS)*, t. 127, n° 2, 2009, p. 69.

ZIEGLER S. J., Collaborated Death: An Exploration of the Swiss Model of Assisted Suicide for Its Potential to Enhance Oversight and Demedicalize the Dying Process, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2009; 37 (2), p. 318.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

BARD J. S., Teaching Health Law: What We in Law Can Learn from Our Colleagues in Medicine about Teaching Students How to Practice Their Chosen Profession, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2008; 36 (4), p. 841.

CANTOR JD., Conscientious Objection Gone Awry – Restoring Selfless Professionalism in Medicine, *New England Journal of Medicine* 2009;360;1484.

Clark P. A., Prejudice and the Medical Profession: A Five-Year Update, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2009; 37 (1), p. 118.

GEIGER D., Haftungsprivilegierungen in Forschungsverträgen, *Medizinrecht*, vol. 27, nr 2, 2009, p. 67.

RAY S., HURT S., PERRIER A., Que faire en cas de désaccord entre le médecin et le patient: quelques balises juridiques et éthiques, *Revue médicale suisse*, n° 180, 2009, p. 2538.

KINNEY E. D., The Corporate, Transformation of Medical Specialty Care: The Exemplary Case of Neonatology, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2008; 36 (4), p. 790.

KRAEMER JD. AND AL., Science, Politics, and Values: The Politicization of Professional Practice Guidelines, *Journal of American Medical Association* 2009;301:665.

NIGON A., Le médecin du travail : entre indépendance et subordination, *Revue Droit & Santé*, N° 27, janvier 2009, p. 22.

O'NEIL C. C., MILLER F. G., When Scientists Deceive: Applying the Federal Regulations, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2009; 37 (2), p. 344.

RÖBKE M., Grenzüberschreitende Gesundheitsdienstleistungen innerhalb der Europäischen Union, *Medizinrecht*, vol. 27, nr 2, 2009, p. 79.

ROSCAM ABBING H. D.C., Developments in International/European Health Law, *European Journal of Health Law*, 2009, vol. 16, n° 1, p. 81.

SCHICKTANZ S., Interpreting Advance Directives: Ethical Considerations of the Interplay Between Personal and Cultural Identity, *Health care analysis*, Vol. 17, Nr 2, 2009, p. 158.

WEEKS LEONARD E., Teaching Health Law: Teaching Sicko, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2009; 37 (1), p. 139

Génétique humaine et biotechnologie

BENN PA., CHAPMAN AR., Practical and Ethical Considerations of Noninvasive Prenatal Diagnosis, *Journal of American Medical Association* 2009;301:2154.

BOUROUT G., Brevetabilité des cellules souches embryonnaires humaines : une première décision de la grande Chambre de l'office européen des brevets, *Gazette du palais*, mars-avril 2009, p. 1054.

POIROT-MAZERES I., Nanotechnologies et médecine : quid juris ?, *Revue générale de droit médical*, N° 30 2009, p. 215.

SAMUËL J. ET AL., Biobanks and longitudinal studies : where are the children = Biobanques et études longitudinales : où sont les enfants ?, *Genedit*, vol. 6, no. 3, 2008, p. 1.

<http://www.humgen.umontreal.ca/int/GE/fr/2008-3.pdf> =
<http://www.humgen.umontreal.ca/int/GE/en/2008-3.pdf>

SPIELMAN B., Pushing the dead into the next reproductive frontier: post mortem gamete retrieval under the Uniform anatomical gift Act, *Journal of law, medicine & ethics*, vol. 37:2, Summer 2009, p. 331.

TASSÉ A. M., PETIT E., GODARD B., Differences in Regulatory Frameworks Governing Genetic Laboratories in Four Countries, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2009; 37 (2), p. 351.

TEBOUL G., La relance du processus conventionnel relatif au clonage humain : Réflexions de *lege ferenda*, *Médecine & droit*, n° 96, p. 81.

TRIPS-HEBERT R., Hybrid-Embryonen: Gesetzänderung notwendig?, *ZRP Zeitschrift für Rechtspolitik*, 3/2009, p. 80.

Médecine légale

ADOLPHE M., Compte-rendu de la séance consacrée à « la santé en prison, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, t. 192, octobre 2008, n° 7, p. 1413.

EUN-KYOUNG CHOI E.-K. ET AL., Brain Death Revisited: The Case for a National Standard, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2008; 36 (4), p. 824.

Médecine du sport

SCHINZ O., DVORAK C., Enjeux sociaux du rire en contexte médical : une approche anthropologique, *Revue médicale suisse*, n° 181, 2008, p. 2593.

Mesures médicales spéciales

CHANDLER RK. AND AL., Treating Drug Abuse and Addiction in the Criminal Justice system: Improving Public Health and Safety, *Journal of American Medical Association* 2009;301:183.

Nouvelles techniques de l'information et santé

HALL MA. AND AL., Ownership of Medical Information. *Journal of American Medical Association* 2009;301:1282.

JHA AK. AND AL., Use of Electronic Health Records in U.S. Hospitals. *New England Journal of Medicine* 2009;360:1628.

LIANG B. A., MACKEY T., Searching for safety : addressing search engine, website, and provider accountability for illicit online drug sales, *American journal of law & medicine*, vol. 34, nr 1, 2009, p. 125.

Personnes âgées et santé

DURAND R., Handicap et grand âge: les droits sociaux, *Droit déontologie & soins*, vol. 8, n° 3, 2008, p. 350.

KRUG H., Der alte Patient: Herausforderung an die ethische wie fachliche Kompetenz des Arztes, *Ethik in der Medizin*, vol. 21, nr 2, 2009, p. 101.

Procréation médicalement assistée

DRESSER R., Prenatal testing and disability : a truce in the culture wars ?, *Hastings Center report*, vol. 39, no. 3, May-June 2009, p. 7.

GALLOUX J.-C., Non à l'embryon industriel : le droit européen des brevets au secours de la bioéthique ?, *Dalloz*, n° 9, 2009, p. 578.

LOMBARDI RICCI M., Assisted procreation and its relationship to genetics and eugenics, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, Vol 15, no 1, 2009, p. 7.

SERVICE DES ETUDES JURIDIQUES DU SENAT, La gestation pour autrui : étude de législation comparée, *Droit déontologie & soins*, vol. 8, n° 4, 2008, p. 494.

TIEU MM., Altruistic surrogacy : the necessary objectification of surrogate mothers, *Journal of Medical Ethics*, 2009;35:171.

WOOPEN C., RUMMER A., Beratung im Kontext von Pränataldiagnostik und Schwangerschaftsabbruch, *Medizinrecht*, vol. 27, nr 3, 2009, p. 130.

Recherche biomédicale

AFFLECK P., Is it ethical to deny genetic research participants individualised results ?, *Journal of Medical Ethics*, 2009;35:209.

ANNAS GJ., Globalized Clinical Trials and Informed Consent, *New England Journal of Medicine*, 2009;360;2050.

APPELBAUM P. S., LIDZ C. W., KLITZMAN R., Voluntariness of consent to research : a conceptual model, *Hastings Center report*, vol. 39, no. 1, January-February 2009, p. 30.

DAVIES H., AND AL., Standards for research ethics committees : purpose, problems and the possibilities of other approaches, *Journal of Medical Ethics*, 2009;35:382.

DIXON-WOODS M. AND AL., Research involving adults who lack capacity : how have ethics committees interpreted the requirements ?, *Journal of Medical Ethics* 2009;35:377.

FURNICA C., SCRIPCARU C., Science, biomedical technology and biolaw, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, vol. 15, n° 1, 2009, p. 28.

GAZAGNE D., Etat de l'art des nanotechnologies et cadre juridique européen et français, *Gazette du palais*, mars-avril 2009, p. 1216.

GLICKMAN SW. AND AL., Ethical and Scientific Implications of the Globalization of Clinical Research, *New England Journal of Medicine*, 2009;360;816.

GOSTIN L. O., Government and science: the unitary executive versus freedom of scientific inquiry, *Hastings Center report*, vol. 39, no. 2, March-April 2009, p. 11.

ILTIS A. S., Vulnerability in Biomedical Research, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2009; 37 (1), p. 6

LAUDE A., La réforme de la loi sur les recherches biomédicales, *Recueil Dalloz*, N° 17, 30 avril 2009, p. 1150.

ROTHMAN DJ. AND AL., Professional Medical Associations and Their Relationships With Industry: A Proposal for Controlling Conflicts of Interest, *Journal of American Medical Association*, 2009;301:1367.

VAN HOWE R. S., SVOBODA S. J., Neonatal Pain Relief and the Helsinki Declaration, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2008; 36 (4), p. 803

WOOD AJJ., Progress and Deficiencies in the Registration of Clinical Trials, *New England Journal of Medicine*, 2009;360;824.

Responsabilité médicale

BERTELLA-GEFFROY M.-O., Justice pénale, santé individuelle et santé publique, septembre-octobre 2008, p. 3068.

BLANCHARD C., Aide médicale urgente et régulation : principe et enjeux, *Gazette du palais*, novembre-décembre 2008, p. 3942.

CHELOUCHE T., Medicine and the holocaust : lessons for present and future physicians, *Medicine and law*, vol. 27, no 4, december 2008, p. 787.

DOUGLAS T., Medical Injury Compensation : Beyond « No-Fault », *Medical Law Review*, vol. 17(2009), n°1, p. 30.

GORNY A., La faute de la victime en droit de la santé : où en est-on en 2008 ?, *Gazette du palais*, septembre-octobre 2008, p. 3000.

HART D., Kausalität und Unbedenklichkeit in der Arzneimittelhaftung, *Medizinrecht*, vol. 27, nr 5, 2009, p. 253.

HERAIL E., La responsabilité du fait des produits de santé défectueux: d'hier à aujourd'hui, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, n°6, novembre-décembre 2008, p. 1007.

HUBER C., Die Pflege eines Schwerstverletzten durch Angehörige – das Ringen um den “angemessenen marktkonformen Ausgleich”: zugleich Besprechung von OLG Zweibrücken, Urteil vom 13. 11. 2007 – 5 U 62/06 –, *MedR* 2008, 741, *Medizinrecht*, vol. 26, nr 12, 2008, p. 712.

KESSELHEIM AS., The Supreme Court, Preemption, and Malpractice Liability, *New England Journal of Medicine*, 2009;360;559.

LAURENT V., La responsabilité sans faute et les systèmes d'indemnisation, *Revue générale de droit médical*, N° 30 2009, p. 191.

MIOLA J., On the Materiality of Risk: Paper Tigers and Panaceas, *Medical Law Review*, vol. 17(2009), n°1, p. 76.

OSSOUKINE A., Retour sur un procès : l'affaire des médecins circonciseurs de Constantine, *Revue générale de droit médical*, N° 29 2008, p. 169.

SCHAMPS G., L'indemnisation sans faute des dommages liés aux soins de santé: qu'en est-il?, *Revue de droit de la santé*, n° 5, 08/09, p. 364.

VERNY E., La responsabilité pénale au sein de l'équipe médicale, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, numéro hors-série 2008, p. 58.

VOGELER M., Die Haftung des Arztes bei der Anwendung neuartiger und umstrittener Heilmethoden nach der neuen Rechtsprechung des BGH, *Medizinrecht*, vol. 26, nr 12, 2008, p. 697.

YOUEGO C., Le temps de la revanche dans le contentieux du handicap non décelé durant la grossesse après la loi du 4 mars 2002, *Gazette du Palais*, janvier-février 2009, p. 59.

Santé mentale et psychique

GUNN M., Commentary: hospital treatment for incapacitated adults Re P (Adult patient: Consent to medical treatment) [2008] EWHC 1403 (Fam) Sir Mark Potter, P, *Medical Law Review*, 17, Summer 2009, p. 274.

HABOUBI C., Droits des personnes hospitalisées sous contrainte, *Droit déontologie & soins*, vol. 8, n° 4, 2008, p. 452.

Huter R., Verfahren bei Sterilisation behinderter Person, *Recht der Medizin (RdM)*, 1, 2009, p. 6.

Huter R., Sterilisation einer behinderten Person, *Recht der Medizin (RdM)*, 6, 2008, p. 164.

NEIL A., Commentary saving life and respecting death: a savage dilemma : Savage v. South Essex Partnership N.H.S. Foundation Trust (mind and others intervening) [2009] 2 WLR 115 (HL), *Medical Law Review*, 17, Summer 2009, p. 262.

SIDA, lutte contre les épidémies

DESMOND C., Relative response: Ranking country responses to HIV and AIDS, *Health and human rights*, Vol.10, N° 2, p. 105.

GOSTIN LO., Influenza A(H1N1) and Pandemic Preparedness Under the Rule of International Law, *Journal of American Medical Association*, 2009;301: 2376.

HABOUBI C., Expulsion d'un siéden en situation irrégulière, *Droit déontologie & soins*, vol. 8, n° 3, 2008, p. 359.

OMER SB. AND AL., Vaccine Refusal, Mandatory Immunization, and the Risks of Vaccine-Preventable Diseases, *New England Journal of Medicine* 2009;360;1981.

STEWART AM., When Vaccine Injury Go to Court. *New England Journal of Medicine*, 2009;360;2498.

Système de santé, politique de la santé

BENKEN D. E. ET AL., National Summit on Legal Preparedness for Obesity Prevention and Control, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2009; 37 (s1) special supplement

BERGOIGNAN-ESPER C., La santé en prison: quelle législation?, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, n°3, mai-juin 2009, p. 497

BOURDILLON F., Les territoires de santé . un outil de planification en santé, *Revue de droit sanitaire et social*, n° hors-série 2009, p. 28.

BURAU V., WILSFORD D., FRANCE G., Reforming medical governance in Europe : what is it about institutions ?, *Health economics, policy and law*, vol. 4, p. 3, july 2009, p. 265.

CHAPMAN S., The inverse impact law of smoking cessation, *Lancet*, 2009;373:701.

DELHOSTE M.-F., Droits à la santé et à la protection de l'environnement : la faiblesse de la protection offerte par les instances de recours européennes pour carence normative d'un Etat membre, *Revue de la recherche juridique (RRJ)*, 3, 2005, p. 1493.

FIORENTINO A., La santé publique britannique et le tabagisme : l'interdiction de fumer dans les lieux publics britanniques, *Revue de la recherche juridique (RRJ)*, 4, 2008, p. 2165.

FORMAN L., "Rights" and wrongs: What utility for the right to health in reforming trade rules on medicines?, *Health and human rights*, Vol.10, N° 2, p. 37.

GLOPPEN S., Litigation as a strategy to hold governments accountable for implementing the right to health, *Health and human rights*, Vol.10, N° 2, p. 21.

JORNET F., Le droit applicable à l'installation des professionnels de la santé libéraux sur un territoire, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, Numéro hors-série 2009, p. 109

MCHALE J. V., Health and Health Care Law, Faith(s) and Beliefs: New Perspectives and Dilemmas, *Medical law international*, vol. 9, no 4, 2009, p. 279.

MCHALE J. V., Health Care Choices, Faith and Belief in the Light of the Human Rights Act 1998: New Hope or Missed Opportunity?, *Medical law international*, vol. 9, no 4, 2009, p. 331.

MARTIN R., Implementing Public Health Policy and Practice within a Legal Framework: Constraints of Culture, Faith and Belief, *Medical law international*, vol. 9, no 4, 2009, p. 311.

MOQUET-ANGER M.-L., Territoires de santé et égalité des cotoyens, *Revue de droit sanitaire et social*, n° hors-série 2009, p. 116.

MURPHY T., WHITTY N., Is human rights prepared? risk, rights and public health emergencies, *Medical Law Review*, 17, Summer 2009, p. 219.

ORTEGA A., And health care for all: immigrants in the shadow of the promise of universal health care, *American journal of law & medicine*, vol. 34, nr 1, 2009, p. 185.

OUTTERSON K., Pharmaceutical Innovation: Law & the Public's Health, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2009; 37 (2), p. 176.

PALMER A. AND AL., Does ratification of human-rights treaties have effects on population health, *Lancet*, 2009;373:2111.

Proceedings of the national summit on legal preparedness for obesity prevention and control, *Journal of law, medicine and ethics*, vol. 37, 2, Summer 2009 (special supplement).

READING R. AND AL., Promotion of children's rights and prevention of child maltreatment, *Lancet*, 2009;373:332

ROSENBAUM S., LAMBREW J. M., On the Cusp: Insight and Perspectives on Health Reform. *The journal of Law, medicine & ethics*. 2008; 36 (4), p. 612

RUTKOW L. ET AL., Preemption and the Obesity Epidemic: State and Local Menu Labeling Laws and the Nutrition Labeling and Education Act, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2008; 36 (4), p. 772

SCHNEIDER C. E., HALL M. A., The patient life: can consumers direct health care ?, *American journal of law & medicine*, vol. 34, nr 1, 2009, p. 7.

SEGOVIA-KUENY S., Soins de premier et de second recours, *Revue de droit sanitaire et social*, n° hors-série 2009, p. 35.

SHELDON T., Legal loophole sees hundreds of Dutch cafes escape smoking ban, *BMJ* 2009;339:b2824.

Stirner B., Stimulating Research and Development of Pharmaceutical Products for Neglected Diseases, *European Journal of Health Law*, 2008, vol. 15, n° 4, p. 391.

TABUTEAU D., politiques de santé et territoire, *Revue de droit sanitaire et social*, n° hors-série 2009, p. 7.

VANSWEEVELT T., Comparative legal aspects of pain management, *Medicine and law*, vol. 27, nr 4, December 2008, p. 899.

VILLENEUVE P., Les compétences sanitaires des collectivités territoriales, *Revue de droit sanitaire et social*, n° hors-série 2009, p. 86.

YAMIN A. E., Beyond compassion: The central role of accountability in applying a human rights framework to health, *Health and human rights*, Vol.10, N° 2, p. 1.

Transplantations

AMBER R. ET AL., Impact of presumed consent for organ donation on donation rates: a systematic review, *BMJ* 2009;338:a3162.

DUBOIS J. M., VOLPE R. L., Organ Donation and Death from Unexpected Circulatory Arrest: Engaging the Recommendations of the Institute of Medicine, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2008 36(4), p. 731

MATHENY AN TOMMARRIA AH. AND AL., Policies on Donation After Cardiac Death at Children's Hospitals: A Mixed-methods Analysis of Variation, *Journal of American Medical Association*, 2009;301:1902.

MOAZAM F., ZAMAN R. M., JAFAREY A. M., Conversation with kidney vendors in Pakistan, , *Hastings Center report*, vol. 39, no. 3, May-June 2009, p. 29.

POWNER DJ., Certification of brain death: take care, *Lancet*, 2009;373:1587.

STRABBURGER J., Grundrechtliche Fragen der Xenotransplantation, *Medizinrecht*, vol. 26, nr 12, 2008, p. 723.

WOLFMAN S., SHAKED T., Live donor transplantation : the incompetent donor : comparative law, *Medicine and law*, vol. 27, nr 4, December 2008, p. 859.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

BENNETT Belinda, *Health Law's Kaleidoscope : Health Law Rights in a Global Age*, Ashgate, Aldershot, 2008

CROUZATIER JEAN-MARIE, *Droit international de la santé*, AUF, Paris 2009

GRIFFITHS John/WEYERS Heleen/ADAMS Maurice, *Euthanasia and the Law in Europe*, Hart, Oxford, 2008

VEITCH Kenneth, *The Jurisdiction of Medical Law*, Ashgate, Aldershot, 2007

voir les acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :

<http://www2.unine.ch/biblio/page3847.html>

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

CALAME T., Court of Appeal stellt gefestigte EPA-Praxis über eigenes Präjudiz: Patentschutz für zweite medizinische Indikation aufgrund neuen Dosierungsregimes bejaht England and Wales Court of Appeal (Civil Division) - Actavis UK Limited vs. Merck & Co., Inc., on appeal from the High Court of Justice, Chancery Division (Patents Court), 21 May 2008, *sic!*, 2008, p. 925.

Assurances sociales

DESPLAND B., Maladie, accident, chômage, invalidité : assurances sociales efficaces ou exclusion programmée ? *Expertise médicale*, Chêne-Bourg 2008, vol 3, p. 1.

DUC J.-L., La polypragmasie : notion, preuve, sanctions : vers une modification ou évolution de la jurisprudence ?, *AJP/PJA*, 2/2009, p. 203.

DUC J.-M., Prise en charge des frais d'hospitalisation dans une clinique privée, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance (SZS)*, 2/2009, p. 123.

DUC J.-M., Examen de l'utilité pratique de l'article 70 LPG, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance (SZS)*, 1/2009, p. 50.

FLUDER R. ET AL., Passages entre systèmes de prestations de la sécurité sociale, *Sécurité sociale (CHSS)*, 3/2009, p. 177.

FRESARD-FELLAY G., Les maladies associées au travail et l'assurance accident, *Santé et travail*, Berne 2008, p. 121.

KIESER U., Entwicklungen im Sozialversicherungsrecht – Le point sur le droit des assurances sociales, *SJZ*, 104, (2008) N° 23, p. 567.

KOCHER R., LEUENBERGER R., Lutte contre la fraude dans l'AI : état des lieux, *Sécurité sociale (CHSS)*, 3/2009, p. 168.

MEYER U., La maladie en tant que notion du droit de l'assurance sociale déterminant une prestation, *Bulletin des médecins suisses*, n° 14, 2009, p. 585.

MOSIMANN H.-J., EBNER G., «Objektiv nicht überwindbare» Erwerbsunfähigkeit: Überlegungen zu Art. 7 Abs. 2 ATSG aus juristischer und psychiatrischer Sicht, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance (SZS)*, 6/2008, p. 513.

PREVITALI A., ORCEL L., La LAMal et l'érosion du droit fondamental aux soins, *Plädoyer*, 2/09, p. 56.

PREUK R./BANDI T., Réduction des primes : entre souhaits et contraintes financières, *Sécurité sociale : Revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, 2008, n°3, p. 177.

RETORNAZ V., Le contentieux relatif aux primes d'assurance-maladie au regard des articles 64a LAMal et 105a à 105c OAMal, *Pratique juridique actuelle*, 17 (2008), n°8, p. 954.

SCHÜPACH S./MÜLLER S., Résultats de la statistique des assurances sociales suisses 2008, *Sécurité sociale : revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, 2008, n°6, p. 366.

Droits des patients, droit de la personnalité

COTTIER M., Prävention von genitaler Mädchenbeschneidung in der Schweiz : Handlungsmöglichkeiten von Kinderschutzbehörden, *Revue du droit de tutelle* 2009, p. 165.

GETH C., MONA M., Widersprüche bei der Regelung der Patientenverfügung im neuen Erwachsenenschutzrecht: Verbindlichkeit, mutmasslicher Wille oder objektive Interessen?, *RDS/ZSR*, Bd 128 (2009) I, H. 2, p. 157.

GUILLOD O., Bref commentaire de l'arrêt du Tribunal fédéral (Ile cour de droit public) du 2 avril 2008, 2C_2C/2008, *Jusletter*, 18 août 2008.

KAUPA C., Patientenrechte in der grenzüberschreitenden Gesundheitsversorgung, *Recht der Medizin (RdM)*, 02, 2009, p. 76.

LACK P, SALATHÉ M., «Directives anticipées»: ouverture de la procédure de consultation. Nouvelles directives de l'ASSM, *Bulletin des médecins suisses*, n° 50, 2008, p. 2164.

LACK P, SALATHÉ M., Approbation définitive des directives concernant les «Directives anticipées», *Bulletin des médecins suisses*, 25, 2009, p. 985.

MANAI D., L'embryon face au droit : une entité polymorphe à géométrie variable, *Jusletter*, 19 janvier 2009.

MANAI D. ET AL., L'information et la gestion des risques dans le suivi de la grossesse lors du 1er trimestre : quelques réflexions sur le défi éthique et le cadre légal en Suisse, *Médecine & droit*, n° 96, 2009, p. 94.

PELET O., Nul n'est censé ignorer... comment réagir lorsqu'un mineur s'oppose à des soins, *Revue médicale suisse*, n° 193, 4 mars 2009, p. 539.

SPRECHER F., Patientenschutz ade ? : Verschiedene Massstäbe beim Patientenschutz bei individuellen Heilversuchen im Vergleich zu systematischen klinischen Studien ? , *Sécurité & droit*, 172009, p. 76.

TAFELMACHER C., Droit à l'aide d'urgence : le grand retournement, *Plaidoyer* 3/09, p. 56.

Ethique biomédicale

DOMENIGHETTI G., Medicalizzazione della vita, comunicazione sanitaria e conflitti di interesse, *Rivista per le medical humanities*, Anno 3, no 9, Gennaio-Marzo 2009, p. 32.

ENGI L., Möglichkeiten und Grenzen der Tätigkeit von Ethik-kommissionen Untersucht am Beispiel der Nationalen Ethikkommission im Bereich Humanmedizin, *Schweizerischen Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht (ZBL)*, 2009, p. 92.

HERREN DB, STUCKI I., Publication de données sur la qualité et rétributions correspondantes: que pense la FMH?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 3, 2009, p. 63.

KLEIST P, ZEROBIN KLEIST C., Vom ethischen Prinzip zur gesetzlichen Norm: Historische Meilensteine der Guten Klinischen Praxis von Heilmittelstudien. Teil 1: Die erste Hälfte des 20. Jahrhunderts ; Teil 2: Von der Helsinki-Deklaration bis heute, *Bulletin des médecins suisses*, 13 ; 14, 2009, p. 539 ; p. 589.

MARTIN J., Le travail d'un comité national de bioéthique. Questions de principe et de pratique, *Bulletin des médecins suisses*, n° 11, 2009, p. 438.

MARTIN J., Soins palliatifs vs obstination thérapeutique : des décisions qui sont surtout celles du patient « éclairé », *Revue médicale suisse*, n° 208, 2009, p. 1392.

Euthanasie et fin de vie

DYER C., Assisted suicide: the fight goes on, *BMJ* 2009;339:b2868.

LACK P, SALATHÉ M., «Directives anticipées»: ouverture de la procédure de consultation. Nouvelles directives de l'ASSM, *Bulletin des médecins suisses*, n° 50, 2008, p. 2164.

Mazzocato C., Benaroyo L., Désir de mort, désir de vie et fin de vie, *Revue médicale suisse*, n° 203, 2009, p. 1076.

SCHUBARTH M., Assistierter Suizid und Tötung auf Verlangen, *Revue pénale suisse (ZStrR/RPS)*, t. 127, n° 1, 2009, p. 3.

TUFFS A., Swiss government considers stricter laws on assisted suicide, *BMJ* 2009;339:b3061.

ZIEGLER S. J., Collaborated death : an exploration of the swiss model of assisted suicide for its potential to enhance oversight and demedicalize the dying process, *Journal of law, medicine & ethics*, vol 37 :2, Summer 2009, p. 318.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

AUFDEREGGEN B, GILLI Y, SEMADENI C, STEINER E., Rayonnement non ionisant: la FMH et les Médecins en faveur de l'Environnement réclament des prescriptions plus sévères, *Bulletin des médecins suisses*, 28-29, 2009, p. 1114.

CAÇI M., Nul n'est censé ignorer...quel est le statu juridique des soignants atteints de maladies transmissibles par le sang, *Revue médicale suisse*, 4(2008), n°149, p. 740 ; n°161, p. 1461.

SALATHÉ M, GERBER AU., Les directives «Décisions de réanimation» de l'ASSM: un soutien précieux dans la pratique, *Bulletin des médecins suisses*, n° 1-2, 2009, p. 19.

RABIA L, FAVRE N., Bureaux d'expertises extrajudiciaires de la FMH – rapport annuel 2008, *Bulletin des médecins suisses*, 30-31, 2009, p. 1149.

Génétique humaine et biotechnologies

AEBI-MÜLLER R. E., Persönlichkeitsschutz und Genetik: einige Gedanken zu einem aktuellen Thema, unter besonderer Berücksichtigung des Abstammungsrechts, *Revue de la société des juristes Bernois (ZBJV)*, Bd. 144, 2008, p. 144.

KÖPF A., HILTI C., Patente auf Stammzellen – europäische Ethik und Verfahrenstaktik, *Sic !*, n° 6, 2009, p. 462.

MARTIN J., Dynamique sociale des techniques biomédicales : réflexions sur les pentes glissantes et la gestion de l'ambivalence, *Bulletin des médecins suisses*, 89(2008), vol. 21, p. 903.

Médecine légale

ELGER B.S., TIDBALL-BINZ M., MANGIN P., Mort en détention: vers un cadre international d'investigation et de prévention, *Revue médicale suisse*, mai 2009, suppl., s. 41.

Médecine du sport

(pas de notice pour cette rubrique)

Mesures médicales spéciales

CHAPPUIS F. ET AL., Maladies tropicales négligées : dix ans de partenariat avec Médecins sans frontières [MSF], *Revue médicale suisse*, mai 2009, suppl., s. 32.

Nouvelles techniques de l'information et santé

BURGAT S., Dans le cadre de l'e-health et la télémédecine, quid de la téléconsultation médicale ? *Jusletter* 18 août 2008.

BURGAT S., Nul n'est censé ignorer... quels sont les risques liés à une téléconsultation, *Revue médicale suisse*, n° 204, 2009, p. 11149.

FOKSTUEN S, HEINIMANN K., Tests génétiques sur internet. Prise de position de la Société Suisse de Génétique Médicale , *Bulletin des médecins suisses*, n° 9, 2009, p. 328.

Personnes âgées et santé

Rouget A., théorie évolutionniste de la sénescence, *Revue médicale suisse*, n° 210, 2009, p. 1481.

Procréation médicalement assistée

MARTIN J., Clonage reproductif : l'importance de refuser ce qui « passe la mesure », *Revue médicale suisse*, n° 193, 2009, p. 542.

Recherche biomédicale

KOHLER S., Biotechnologie : wie viel Regulierung braucht es ?, *AJP/PJA*, 6/2009, p. 702.

SIMITIS S., Biotechnologie : wie viel Regulierung braucht es ?, *AJP/PJA*, 6/2009, p. 699.

TAUPITZ J., Biotechnologie : wie viel Regulierung braucht es ?, *AJP/PJA*, 6/2009, p. 688.

Responsabilité médicale

DUC J.-M., La responsabilité civile du médecin, *Pratique juridique actuelle*, 17 (2008), n°11, p. 1463.

GÄHLER E., Laboratoire du praticien et sécurité des patients, *Bulletin des médecins suisses*, n° 49, 2008, p. 2103.

Santé mentale et psychique

KAISER R., Polizei und FFE [Fürsorgerische Freiheitsentziehung]: Schwierigkeiten und Möglichkeiten, *Pro mente sana aktuell*, 1709, p. 9.

MÜNGER S., Fürsorgerische Freiheitsentziehung (FFE) : Antworten auf rechtliche Fragen für Betroffene und Angehörige, *Pro mente sana aktuell*, 1/09, p. 19.

NIVEAU G., DANG C., Nouveaux enjeux de la psychiatrie médico-légale, *Revue médicale suisse*, 4(2008), n°164, p. 1600.

RICKA R., Prévention des maladies non transmissibles : l'exemple des maladies psychiques, *Sécurité sociale, revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, 2008, n°6, p. 354.

SIDA, lutte contre les épidémies

(pas de notice pour cette rubrique)

Système de santé, politique de la santé

DUC J.-L., Liberté thérapeutique, clause de besoin et autres limitations de s'installer, *Courrier du médecin vaudois*, n° 7, 2008, p. 7.

JEANNERET J.-P., Quelques réflexions sur le thème de la politique de santé, SNM, news (Société neuchâteloise de médecine), n° 60, 2009, p. 4.

LÄUBLI-LOUD M., Renforcer la prévention et la promotion de la santé : les arguments économiques, *Sécurité sociale : revue de l'office fédéral des assurances sociales*, 2008, n°6, p. 328.

MESNIL M., Rôle du pharmacien dans la prévention, *Sécurité sociale : revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, 2008, n°6, p. 340.

STEFFEN T., Prévention et promotion de la santé du point de vue des cantons, *Sécurité sociale : revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, 2008, n°6, p. 332.

VON GREYERZ S., Une nouvelle base légale pour la prévention et la promotion de la santé, *Sécurité sociale : revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, 2008, n°6, p. 326.

ZAHND D., Chiffres-clés des hôpitaux suisses : nouvelle publication dans les statistiques de l'assurance maladie, *Sécurité sociales ; revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, 2008, n°3, p. 174.

Transplantations

GRUBERSKI T., Das Entgeltlichkeitsverbot für Organe, Gewebe und Zellen im schweizerischen Transplantationsgesetz – Schutz der Menschenwürde?, *Recht (Zeitschrift für juristische Ausbildung und Praxis)*, 5/2008, p. 192

KAUFFMANN AE., Des critères médicaux suffisent-ils pour allouer équitablement les organes?, *Bulletin des médecins suisses*, 24, 2009, p. 971.

STEIGER J., SALATHE M., Mise en pratique de la Loi sur la transplantation : directives de l'ASSM sur le don d'organes solides par des personnes vivantes, *Bulletin des médecins suisse*, 89(2008), n°3, p. 77.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

AGIER J.-M. ... [ET AL.], *Maladie, accident, invalidité, vieillesse, perte de soutien : vos droits d'assurés : guide juridique pratique*, 7e éd. revue, complétée et mise à jour au 1er janvier 2008, Lausanne : Editions d'en bas, 2008.

BERTRAND DOMINIQUE ET AL., *Médecin et droit médical*, 3^e éd., Chêne-Bourg, Médecine & Hygiène, 2009.

DEVAUD C., *L'information en droit médical : étude de droit suisse*, Genève [etc.], Schulthess, 2009

GÄCHTER T. (HRSG.), SIKI E., *Sozialversicherungsrecht : Studienausgabe : Gesetzesausgabe mit Verweisen und Anmerkungen*, 2. Aufl., Zürich [etc.], Schulthess, 2009.

KIESER U., *ATSG-Kommentar*, 2. Aufl., Zürich [etc.], Schulthess, 2009.

RIEMER-KAFKA G. (ED), avec la participation de Bollag Y., *Expertises en médecine des assurances : guide médicojuridique*, Berne, Stämpfli ; Bâle, EMH Editions médicales suisses, 2008.

SUTER S., Das Berufs- und Beichtgeheimnis kirchlicher Seelsorger : Art. 321 StGB und CIC, Zürich [etc.], Dike, 2009.

WIDMER D., Sozialversicherungsrecht transparent, Zürich [etc.], Schulthess, 2008.

voir les acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :

<http://www2.unine.ch/biblio/page3847.html>

Ce document est la compilation en format brut des deux rubriques
documentation en droit de la santé parues dans les Jusletter de weblaw
www.weblaw.ch en 2010.

Elles couvrent la période juillet 2009 - juillet 2010

Dokumentation / Documentation

Cette rubrique présente les références des dernières parutions juridiques en matière de droit de la santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger. Ce numéro couvre en principe la période entre le 1er juillet 2009 et le 31 décembre 2009. / Diese Rubrik gibt Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheitsrecht. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der Schweiz und dem Ausland zusammengestellt. Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode vom 1. Juli 2009 bis zum 31. Dezember 2009.

Numéros précédents / Frühere Erscheinungen : www.unine.ch/ids

Législation / Gesetzgebung	3
I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)	3
II. Droit communautaire / Europarecht.....	3
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	4
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. / Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	6
III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl).....	9
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	9
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	10
IV. Droit fédéral / Bundesrecht.....	10
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	10
Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse.....	12
V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl).....	16
VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien	20
Jurisprudence / Rechtsprechung	21

I.	Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl) ...	21
II.	Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl).....	21
III.	Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl).....	23
IV.	Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung	25
V.	Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung	30
Doctrin	/ Lehre	37
I.	Doctrin internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl).....	37
Articles / Aufsätze.....		37
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux.....		37
Assurances sociales.....		38
Droits des patients, droit de la personnalité.....		38
Ethique biomédicale.....		41
Euthanasie et fin de vie		42
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle		44
Génétique humaine et biotechnologies.....		45
Médecine légale		45
Médecine du sport.....		45
Mesures médicales spéciales.....		45
Nouvelles techniques de l'information et santé.....		46
Personnes âgées et santé.....		46
Procréation médicalement assistée		46
Recherche biomédicale		47
Responsabilité médicale.....		48
Santé mentale et psychique		49
SIDA, lutte contre les épidémies.....		50
Système de santé, politique de la santé		50
Transplantations.....		51
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien.....		52
II.	Doctrin suisse / Schweizerische Lehre	52
Articles / Aufsätze.....		52
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux.....		52
Assurances sociales.....		52
Droits des patients, droit de la personnalité.....		54
Ethique biomédicale.....		54
Euthanasie et fin de vie		55
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle		55
Génétique humaine et biotechnologies.....		55

Médecine légale	55
Médecine du sport	55
Mesures médicales spéciales	56
Nouvelles techniques de l'information et santé	56
Personnes âgées et santé	56
Procréation médicalement assistée	56
Recherche biomédicale	56
Responsabilité médicale	56
Santé mentale et psychique	57
SIDA, lutte contre les épidémies	57
Système de santé, politique de la santé	57
Transplantations	58
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien	58

*Ont collaboré à cette rubrique / An dieser Rubrik haben mitgewirkt :
Cédric BAUME, Nathalie BRUNNER, Johanne GAGNEBIN, Leila GHASSEMI, Olivier
GUILLOD, Agnès HERTIG-PEA, Jean PERRENOUD, Marinette UMMEL.*

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

REC 1885 (2009) 30 septembre 2009

*Elaboration d'un protocole additionnel à la Convention européenne des droits de
l'homme sur le droit à un environnement sain*

II. Droit communautaire / Europarecht

(JOCE L 206 (2009) à L 002 (2010) et JOCE C 188 à C 002 (2010))

Droit édicté / Erlassenes Recht

European Community. Consolidated versions of the Treaty on European Union and the Treaty on the Functioning of the European Union. (Official Journal of the European Union, No. C 115, 9 May 2008, pp. 1-388) EC.09.018

Part Three (Union policies and internal actions) of the Treaty on the Functioning of the European Union includes the following Titles: X. Social policy; XIV. Public health; XV. Consumer protection; and XX. Environment.

Directive 2009/120/CE de la Commission du 14 septembre 2009 modifiant la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain en ce qui concerne les médicaments de thérapie innovante

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2009:242:0003:0012:FR:PDF> .

2009/C 231/03

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er juillet 2009 au 31 juillet 2009[*Publication en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil*].

2009/C 231/04

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er juillet 2009 au 31 juillet 2009[*Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE*].

2009/C 231/05

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er août 2009 au 31 août 2009[*Publication en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil*].

2009/C 231/06

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1 août 2009 au 31 août 2009[*Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE*]

<http://eur-lex.europa.eu/JOHtml.do?uri=OJ:C:2009:231:SOM:FR:HTML> .

L 269

Règlement (CE) n° 953/2009 de la Commission du 13 octobre 2009 relatif aux substances qui peuvent être ajoutées dans un but nutritionnel spécifique aux denrées alimentaires destinées à une alimentation particulière.

L 277, p. 3.

Règlement (CE) n° 983/2009 de la Commission du 21 octobre 2009 concernant l'autorisation et le refus d'autorisation de certaines allégations de santé portant sur les denrées alimentaires et faisant référence à la réduction du risque de maladie ainsi qu'au développement et à la santé infantiles.

L 277, p. 13.

Règlement (CE) n° 984/2009 de la Commission du 21 octobre 2009 refusant d'autoriser certaines allégations de santé portant sur les denrées alimentaires, autres que celles faisant référence à la réduction du risque de maladie ainsi qu'au développement et à la santé infantiles.

L 283, p. 22.

Règlement (CE) n° 1024/2009 de la Commission du 29 octobre 2009 concernant l'autorisation et le refus d'autorisation de certaines allégations de santé portant sur les denrées alimentaires et faisant référence à la réduction d'un risque de maladie ainsi qu'au développement et à la santé des enfants.

L 283, p. 30.

Règlement (CE) n° 1025/2009 de la Commission du 29 octobre 2009 portant refus d'autorisation de certaines allégations de santé portant sur des denrées alimentaires, autres que celles faisant référence à la réduction du risque de maladie ainsi qu'au développement et à la santé infantiles.

C 259 E

Résolution du Parlement européen du 22 avril 2008 sur les actions politiques au niveau de l'Union européenne concernant le don et la transplantation d'organes (2007/2210(INI)).

Directive 2009/135/CE de la Commission du 3 novembre 2009 autorisant des dérogations temporaires à certains critères d'admissibilité des donneurs de sang total et de composants sanguins figurant à l'annexe III de la directive 2004/33/CE dans le contexte d'un risque de pénurie provoquée par la pandémie de grippe A(H1N1) .

Règlement (CE) n° 1167/2009 de la Commission du 30 novembre 2009 concernant le refus d'autoriser certaines allégations de santé portant sur les denrées alimentaires et faisant référence à la réduction d'un risque de maladie ainsi qu'au développement et à la santé des enfants.

Règlement (CE) n° 1168/2009 de la Commission du 30 novembre 2009 refusant d'autoriser une allégation de santé portant sur les denrées alimentaires, autre que celles faisant référence à la réduction d'un risque de maladie ainsi qu'au développement et à la santé des enfants.

Résolution législative du Parlement européen du 8 juillet 2008 sur la proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé pour l'utilisation par les travailleurs au travail d'équipements de travail (deuxième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 89/391/CEE) (version codifiée) (COM(2008)0111 — C6-0127/2008 — 2006/0214(COD))

L 340

Décision de la Commission du 18 décembre 2009 concernant l'adoption du plan de travail 2010 pour la mise en œuvre du deuxième programme d'action communautaire dans le domaine de la santé (2008-2013), les critères de sélection et d'attribution et les autres critères applicables aux participations financières aux actions de ce programme, ainsi que la contribution financière de la Communauté à la convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac *[notifiée sous le numéro C(2009) 10183]*

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. /
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

Avis du contrôleur européen de la protection des données sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux normes de qualité et

de sécurité des organes humains destinés à la transplantation, 2009/C 192/02, p. 6.

[http://eur-](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:192:0006:0013:FR:PDF)

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:192:0006:0013:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:192:0006:0013:FR:PDF)

Rapport spécial n° 2/2009 «Le programme de santé publique de l'Union européenne (2003-2007): un moyen efficace d'améliorer la santé?», 2009/C 201/07, p. 9.

[http://eur-](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:201:0009:0009:FR:PDF)

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:201:0009:0009:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:201:0009:0009:FR:PDF)

et accès direct au rapport

<http://eca.europa.eu/portal/pls/portal/docs/1/2838318.PDF>

Avis du Comité économique et social européen sur la «Proposition de recommandation du Conseil relative à une action européenne dans le domaine des maladies rares», 2009/C 218/18, p. 91.

[http://eur-](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:218:0091:0095:FR:PDF)

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:218:0091:0095:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:218:0091:0095:FR:PDF)

Avis du Comité économique et social européen sur la «Proposition de recommandation du Conseil relative à la sécurité des patients, y compris la prévention des infections associées aux soins et la lutte contre celles-ci», 2009/C 228/22, p. 113.

[http://eur-](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:228:0113:0115:FR:PDF)

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:228:0113:0115:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:228:0113:0115:FR:PDF)

Avis du contrôleur européen de la protection des données sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant, en ce qui concerne la pharmacovigilance des médicaments à usage humain, le règlement (CE) n° 726/2004 établissant des procédures communautaires pour l'autorisation et la surveillance en ce qui concerne les médicaments à usage humain et à usage vétérinaire, et instituant une Agence européenne des médicaments, et sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant, en ce qui concerne la pharmacovigilance, la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, 2009/C 229/04. p. 19.

2009/C 245/01

Avis de la Commission dans le cadre de l'article 17, paragraphe 5, de la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail («la directive sur le temps de travail») — Prorogation du régime transitoire relatif au temps de travail des médecins en formation au Royaume-Uni

2009/C 245/02

Avis de la Commission dans le cadre de l'article 17, paragraphe 5, de la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail («la directive sur le temps de travail») — Prorogation du régime transitoire relatif au temps de travail des médecins en formation aux Pays-Bas

2009/C 245/03

Avis de la Commission dans le cadre de l'article 17, paragraphe 5, de la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail («la directive sur le temps de travail») — Prorogation du régime transitoire relatif au temps de travail des médecins en formation en Hongrie

<http://eur-lex.europa.eu/JOHtml.do?uri=OJ:C:2009:245:SOM:FR:HTML>

2009/C 293/02

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 90/385/CEE du Conseil du 20 juin 1990 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositifs médicaux implantables actifs (Publication des titres et des références des normes harmonisées au titre de la directive).

2009/C 293/03

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 93/42/CEE du Conseil du 14 juin 1993 relative aux dispositifs médicaux (Publication des titres et des références des normes harmonisées au titre de la directive).

2009/C 293/04

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro (Publication des titres et des références des normes harmonisées au titre de la directive).

L 348

Recommandation du Conseil du 22 décembre 2009 concernant la vaccination contre la grippe saisonnière 2009/1020/UE.

C 317

Avis du Comité économique et social européen sur la «Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions concernant la télémédecine au service des patients, des systèmes de soins de santé et de la société» COM(2008) 689 final

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl-rils/index.cfm>.

Droit édicté / Erlassenes Recht

Denmark. Order No. 1068 of 6 November 2008 promulgating the Penal Code.

<https://www.retsinformation.dk/Forms/R0710.aspx?id=121398>

Denmark. Order No. 1020 of 21 October 2008 promulgating the Law prohibiting the sale of tobacco and alcohol to persons under 16 years of age.

<https://www.retsinformation.dk/Forms/R0710.aspx?id=121328>

Denmark. Order No. 748 of 1 July 2008 promulgating the Law on dependence-producing substances. (Internet address below in Danish)

Den.09.005

This is a consolidated version of the Law promulgated by Order No. 391 of 21 July 1969 (see IDHL, 1970, 21, 568), incorporating amendments up to and including those introduced by Law No. 535 of 17 June 2008.

<https://www.retsinformation.dk/Forms/R0710.aspx?id=120356>

Portugal. Decree-Law No. 229/2008 of 27 November 2008 establishing the Observatory on the Trafficking of Human Beings. (*Diário da República, Part I, 27 November 2008, No. 231, pp. 8538-8540*)

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

(pas de notice pour cette rubrique)

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

Droit édicté / Erlassenes Recht

[RO/AS N° 30-52 2009]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édition de la pharmacopée et la reconnaissance d'autres pharmacopées (812.214.11), RO 2009 7091.

Article constitutionnel « Pour la prise en compte des médecines complémentaires » (art. 118a). Acceptée par le peuple et les cantons le 17 mai 2009, la modification constitutionnelle entre en vigueur le même jour, RO 2009 5325.

Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif du 3 octobre 2008, en vigueur dès le 1^{er} mai 2010, RO 2009 6285.

Ordonnance sur la protection contre le tabagisme passif du 28 octobre 2009, en vigueur dès le 1^{er} mai 2010, RO 2009 6289.

Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) du 18 mars 1994.

- Modification du 21 décembre 2007, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2012, RO 2009 4755 (*compensation des risques*).

- Modification du 12 juin 2009, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2010 et jusqu'au 31 décembre 2011, RO 2009 5265 (*limitation de l'admission des fournisseurs de prestations*).

Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal) du 27 juin 1995.

- Modification du 1^{er} juillet 2009, en vigueur dès le 1^{er} octobre 2009, RO 2009 4245 (*art. 65ss : médicaments*).

- Modification du 11 septembre 2009 de la modification du 1^{er} juillet, en vigueur dès le 1^{er} octobre 2009, RO 2009 4759.

Ordonnance sur la compensation des risques du 12 avril 1995. Modification du 26 août 2009, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2012, RO 2009 4761.

Ordonnance sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire du 3 juillet 2002. Modification du 21 octobre 2009, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2010, RO 2009 5339.

Ordonnance du DFI sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins, OPAS) du 29 septembre 1995.

- Modification du 1^{er} juillet 2009, en vigueur dès le 1^{er} octobre 2009, RO 2009 4251 (*prise en charge des médicaments*).

- Modification du 27 octobre 2009, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2010, RO 2009 6083.

- Modification du 4 décembre 2009, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2010, RO 2009 6849.

Ordonnance du DFI relative aux primes moyennes 2010 de l'assurance obligatoire des soins pour le calcul des prestations complémentaires du 28 octobre 2009, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2010 jusqu'au 31 décembre 2010, RO 2009 6079.

Ordonnance sur la modification de la date d'entrée en vigueur du nouveau régime de financement des soins du 4 décembre 2009 (la loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2011), RO 2009 6847.

Ordonnance concernant les infirmités congénitales du 9 décembre 1985. Modification du 24 novembre 2009, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2010, RO 2009 6553.

Ordonnance concernant la remise de moyens auxiliaires par l'assurance-invalidité du 29 novembre 1976. Modification du 24 novembre 2009, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2010, RO 2009 6555.

Ordonnance sur la formation professionnelle initiale d'assistante médicale/assistant médical avec certificat fédéral de capacité (CFC) du 8 juillet 2009, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2010, RO 2009 4545.

Ordonnance sur les épizooties du 27 juin 1995. Modification du 19 août 2009, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2010, RO 2009 4255.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édition de la pharmacopée et la reconnaissance d'autres pharmacopées du 17 octobre 2001. Modification du 4 septembre 2009, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2010, RO 2009 4563.

Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse

[FF/BBL N° 30-52 2009]

Arrêté fédéral relatif à un article constitutionnel concernant la recherche sur l'être humain du 25 septembre 2009 (art. 118b Cst.), FF 2009 6005.

Initiative populaire fédérale «Oui à la médecine de famille ». Examen préliminaire du 15 septembre 2009 par la Chancellerie fédérale, FF 2009 5919.

Message sur la loi fédérale relative à la recherche sur l'être humain du 21 octobre 2009 et Projet de Loi fédérale relative à la recherche sur l'être humain (Loi relative à la recherche sur l'être humain, LRH), FF 2009 7259 et 7377.

Message relatif à la loi fédérale sur la prévention et la promotion de la santé (Loi sur la prévention, LPrév) du 30 septembre 2009 et Projet de Loi fédérale sur la prévention et la promotion de la santé (Loi sur la prévention, LPrév), FF 2009 6389 et 6507.

Message relatif à la loi fédérale sur les professions relevant du domaine de la psychologie du 30 septembre 2009 et Projet de Loi fédérale sur les professions relevant du domaine de la psychologie (Loi sur les professions de la psychologie; LPsy), FF 2009 6235 et 6297.

Message concernant la modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (Mesures pour endiguer l'évolution des coûts) du 29 mai 2009 et Projet de modification de la Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) (Mesures pour endiguer l'évolution des coûts), FF 2009 5207 et 5231

Initiative parlementaire. Article 64a LAMal et primes non payées. Rapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national du 28 août 2009 et Projet de modification de la Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), FF 2009 5973 et 5983.

Initiative parlementaire. Art. 64a LAMal et primes non payées. Rapport du 28 août 2009 de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national. Avis du Conseil fédéral du 18 septembre 2009, FF 2009 5987.

Initiative parlementaire. Loi fédérale sur l'assainissement de l'AI. Modification. Rapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats du 10 novembre 2009 et Projet de Loi fédérale sur l'assainissement de l'assurance-invalidité (AI), FF 2009 7881 et 7885.

Initiative parlementaire. Loi fédérale sur l'assainissement de l'AI. Modification. Rapport du 10 novembre 2009 de la commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats (CSSS-E). Avis du Conseil fédéral du 4 décembre 2009, FF 2009 7887.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 22 septembre 2009, octroyée à l'Hôpital de l'île à Berne, FF 2009 5617.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 17 novembre 2009,

octroyée à l'Hôpital Universitaire Ophtalmique Jules Gonin à Lausanne, FF 2009 7074.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 22 décembre 2009, octroyée à l'Universitätsklinik Balgrist à Zurich, FF 2009 8021.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 28 juillet 2009, octroyée pour le projet «*Auswertung von standardisierten Befragungen von Kindern im Alter von 4 bis 7 Jahren; durchgeführt von der Kinderschutzgruppe des Inselspitals Bern in den Jahren 2002–2007*» *Swiss Observational Bone Study: a substudy of BIG 1-98*», FF 2009 5126.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 6 octobre 2009, octroyée pour le projet «*Krankheitsverlauf von Hodgkin-Patienten, welche innerhalb resp. ausserhalb eines Studienprotokolls in den Kantonen St. Gallen/Appenzell resp. Graubünden/Glarus behandelt wurden*», FF 2009 6043.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 6 octobre 2009, octroyée pour le projet «*Psychopharmaka in Klinik und Gesellschaft: Wirkstoffe, medikamentengestützte Therapie und Persönlichkeitskonzepte in der Nordostschweiz (1950–1990)*», FF 2009 6046.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 6 octobre 2009, octroyée pour le projet «*Tuberkulosestudie in der Schweiz: Molecular and clinical epidemiology of tuberculosis in Switzerland 2000–2008: Studies of populations infected and not infected with HIV* », FF 2009 6049.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 20 octobre 2009, octroyée pour le projet «*Suizidmethoden in der Schweiz: Eine detaillierte Erfassung*», FF 2009 6363.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 20 octobre 2009,

octroyée pour le projet «*Schweizerisches Pädiatrisches Nierenregister SPNR*», FF 2009 6366.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 17 novembre 2009, octroyée pour le projet «*Evolution de la qualité en mammographie de 1999–2007: impact de l'Ordonnance sur la garantie de la qualité des programmes de dépistage du cancer du sein réalisé par mammographie*», FF 2009 7071.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 24 novembre 2009, octroyée pour le projet «*Capecitabin und Oxaliplatin vor und zusammen mit einer präoperativen Radiotherapie des Beckens bei Patienten mit lokal fortgeschrittenem kolorektalem Karzinom: Eine Überlebensanalyse (étude ML21875 (CORESS))*», FF 2009 7244.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 17 novembre 2009, octroyée pour le projet «*Zur Epidemiologie von Suiziden in einer psychiatrisch unterversorgten Region in den Jahren 2002–2006*», FF 2009 7247.

Réduction de primes dans l'assurance-maladie. Répartition des subsides fédéraux entre les cantons pour 2010, FF 2009 7078.

Inspection «Définition des nouveaux tarifs des analyses de laboratoire (LAMa)». Rapport de la Commission de gestion du Conseil national du 5 juin 2009 et Inspection «Définition des nouveaux tarifs des analyses de laboratoire (LAMa)» – lettre de la CdG-N du 5 juin 2009. Avis du Conseil fédéral du 21 octobre 2009, FF 2009 7029 et 7037.

Procédure de consultation. DFI. Révision ordinaire de la loi sur les produits thérapeutiques - 2ème étape (jusqu'au 5 février 2010), RO 2009 6872.

Procédure de consultation. DFJP. Modification du Code pénal et du Code pénal militaire relative à l'assistance organisée au suicide (jusqu'au 1^{er} mars 2009), FF 2009 7242.

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(Selon les informations disponibles sur le site de l'Institut du fédéralisme <http://www.lexfind.ch/>)

Argovie / Aargau

Gesundheitsgesetz (GesG)

(Version in Kraft seit 01.01.2010)

<http://www.lexfind.ch/dtah/66449/2/301-100.pdf>

Verordnung über die Rechte und Pflichten der Patientinnen und Patienten (Patientenverordnung, PatV)

(Version in Kraft seit 01.01.2010)

<http://www.lexfind.ch/dtah/66425/2/333-111.pdf>

Verordnung zum Gesundheitsgesetz (GesV)

(Version in Kraft seit 01.01.2010)

<http://www.lexfind.ch/dtah/66428/2/301-111.pdf>

Heilmittel- und Betäubungsmittelverordnung (HBV)

<http://www.lexfind.ch/dtah/66416/2/351-115.pdf>

(Version in Kraft seit 01.01.2010)

Verordnung über das Bestattungswesen (Bestattungsverordnung)

(Version in Kraft seit 01.01.2010)

<http://www.lexfind.ch/dtah/66429/2/371-112.pdf>

Verordnung über die Berufe, Organisationen und Betriebe im Gesundheitswesen (VBOB)

(Version in Kraft seit 01.01.2010)

<http://www.lexfind.ch/dtah/66431/2/311-121.pdf>

Verordnung über den Vollzug der Bundesgesetzgebung über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände (Lebensmittelverordnung)

<http://www.lexfind.ch/dtah/66457/2/361-111.pdf>

(Version in Kraft seit 01.01.2010)

Spitalgesetz (SpiG)

(Version in Kraft seit 01.01.2010)

<http://www.lexfind.ch/dtah/66456/2/331-200.pdf>

Verordnung über die Kantonale Ethikkommission (VKEK)

(Version in Kraft seit 01.01.2010)

<http://www.lexfind.ch/dtah/66451/2/301-171.pdf>

Genève

Loi générale relative au personnel de l'administration cantonale et des établissements publics médicaux (LPAC)

(Version en vigueur depuis 25.08.2009)

http://www.lexfind.ch/dtah/64170/3/rsg_b5_05.html

Loi concernant le traitement et les diverses prestations alloués aux membres du personnel de l'Etat et des établissements hospitaliers (LTrait)

(Version en vigueur depuis 25.08.2009)

http://www.lexfind.ch/dtah/64927/3/rsg_b5_15p01.html

Règlement d'application relatif à la loi sur l'interdiction de fumer dans les lieux publics (RIF)

(Version en vigueur depuis 31.10.2009)

http://www.lexfind.ch/dtah/65956/3/rsg_k1_18p01.html

Loi concernant le traitement et les diverses prestations alloués aux membres du personnel de l'Etat et des établissements hospitaliers (LTrait)

(Version en vigueur depuis 25.08.2009)

http://www.lexfind.ch/dtah/64274/3/rsg_b5_15.html

Règlement sur les produits thérapeutiques(RPTh)

(Version en vigueur depuis 03.09.2009)

http://www.lexfind.ch/dtah/64434/3/rsg_k4_05p12.html

Jura

Arrêté d'approbation du plan hospitalier

(Version en vigueur depuis 01.09.2009)

http://www.lexfind.ch/dtah/64466/3/pdf_loi_3883261.pdf

Arrêté portant reconnaissance de l'association "Centre jurassien de planning familial et de consultation en matière de grossesse" en qualité de centre de consultation en matière de grossesse et de planisme familial (Version en vigueur depuis 01.10.2009)

http://www.lexfind.ch/dtah/64483/3/pdf_loi_3885610.pdf

Lucerne / Luzern

Règlement über die Ausbildung zur diplomierten Pflegefachfrau HF oder zum diplomierten Pflegefachmann HF an der Höheren Fachschule Gesundheit Zentralschweiz

(Version in Kraft seit 15.09.2008)

<http://www.lexfind.ch/dtah/65269/2/enactmentDetail.jsp%3Fsr%3D1%26enactment%3D808c.html>

Règlement über die Ausbildung zur diplomierten Biomedizinischen Analytikerin HF oder zum diplomierten Biomedizinischen Analytiker HF an der Höheren Fachschule Gesundheit Zentralschweiz

(Version in Kraft seit 15.09.2008)

<http://www.lexfind.ch/dtah/65270/2/enactmentDetail.jsp%3Fsr%3D1%26enactment%3D809.html>

Neuchâtel / Neuenburg

Règlement de la filière ES de technicien et de technicienne en analyses biomédicales

(Version en vigueur depuis 01.08.2009)

<http://www.lexfind.ch/dtah/64956/3/414283.pdf>

Directive concernant la procédure de renouvellement et de retrait des autorisations d'exploiter des homes et homes médicalisés

(Version en vigueur depuis 01.09.2009)

<http://www.lexfind.ch/dtah/64966/3/800100011.pdf>

Saint-Gall / St. Gallen

Gesundheitsgesetz

(Version in Kraft seit 01.10.2009)

<http://www.lexfind.ch/dta/11218/2/311.1.html>

Thurgovie / Thurgau

Verordnung des Regierungsrates über Berufe des Gesundheitswesens
(Version in Kraft seit 01.10.2009)

http://www.lexfind.ch/dtah/64428/2/811_121f10.pdf

Vaud

Loi sur l'interdiction de fumer dans les lieux publics (LIFLP)
(Version en vigueur depuis 15.09.2009)

http://www.lexfind.ch/dta/29974/3/doc.fo.html%3FdocId%3D699228%26Pcurrent_version%3D0%26PetatDoc%3Dvigueur%26docType%3Dloi%26page_format%3DA4_3%26isRSV%3Dtrue%26isSJL%3Dtrue%26outformat%3Dhtml%26isModifiant%3Dfalse%26with_link%3Dtrue.html

Règlement d'application de la loi du 23 juin 2009 sur l'interdiction de fumer dans les lieux publics (RLIFLP)
(Version en vigueur depuis 15.09.2009)

http://www.lexfind.ch/dtah/66376/3/doc.fo.html%3FdocId%3D701443%26Pcurrent_version%3D0%26PetatDoc%3Dvigueur%26docType%3Dreglement%26page_format%3DA4_3%26isRSV%3Dtrue%26isSJL%3Dtrue%26outformat%3Dhtml%26isModifiante%3Dfalse%26with_link%3Dtrue.html

Règlement précisant les conditions à remplir par les établissements sanitaires privés pour être reconnus d'intérêt public au sens de la loi du 5 décembre 1978 sur la planification et le financement des établissements sanitaires d'intérêt public (RCLPFES)

(Version en vigueur depuis 01.01.2010)

http://www.lexfind.ch/dtah/66364/3/doc.fo.html%3FdocId%3D655716%26Pcurrent_version%3D0%26PetatDoc%3Dvigueur%26docType%3Dreglement%26page_format%3DA4_3%26isRSV%3Dtrue%26isSJL%3Dtrue%26outformat%3Dhtml%26isModifiante%3Dfalse%26with_link%3Dtrue.html

Zoug / Zug

Verordnung über das Gesundheitswesen im Kanton Zug (Gesundheitsverordnung, GesV)

<http://www.lexfind.ch/dta/16161/2/821-11.pdf>

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

Suisse/Schweiz

Voir notamment : <http://www.samw.ch/fr/Ethique/Directives/actualite.html>

« Directives anticipées » : Version abrégée et questions types

La « praticabilité au quotidien » des directives est un facteur primordial pour leur application dans la pratique

(pas d'autre notice pour cette rubrique)

Etranger/Ausland

(pas de notice pour cette rubrique)

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

<http://www.echr.coe.int>

Europäische Grundrechte-Zeitschrift, August 2009, H. 12-16, p. 299. S. und Marper / GB. 4.12.08.

Undifferenzierte Speicherung von Fingerabdrücken Zellproben und DNA-Profilen von nicht verurteilten Personen verletzt Art. 8 EMRK.

Human Rights Law Journal (2009), volume 28 , issue 5-8 , p. 228. European Court of Human Rights (EurCourtHR), Strasbourg - 20. III. 07

Refusal to perform a therapeutic abortion despite risk of serious deterioration of the mother's eyesight

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

<http://curia.eu.int/fr/index.htm>

Affaire C-356/08: Arrêt de la Cour (première chambre) du 25 juin 2009 — Commission des Communautés européennes/République d'Autriche (Manquement d'État — Libre prestation des services — Liberté d'établissement — Libre circulation des capitaux — Réglementation nationale imposant aux médecins établis sur le territoire du Land de Haute-Autriche d'ouvrir un compte bancaire auprès d'une banque déterminée)

Affaire C-482/07: Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 3 septembre 2009 (demande de décision préjudicielle du Rechtbank te 's-Gravenhage — Pays-Bas) — AHP Manufacturing BV/Bureau voor de Industriële Eigendom [Droit des brevets — Spécialités pharmaceutiques — Règlements (CEE) n° 1768/92 et (CE) n° 1610/96 — Certificat complémentaire de protection pour les médicaments —

Conditions d'octroi de certificats à deux ou à plusieurs titulaires de brevets de base portant sur le même produit — Précision relative à l'existence de demandes pendantes]

[http://eur-](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:256:0003:0004:FR:PDF)

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:256:0003:0004:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:256:0003:0004:FR:PDF)

Affaires jointes C-501/06 P, C-513/06 P, C-515/06 P et C-519/06 P: Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 6 octobre 2009 — GlaxoSmithKline Services Unlimited, anciennement Glaxo Wellcome plc (C-501/06 P), Commission des Communautés européennes (C-513/06 P), European Association of Euro Pharmaceutical Companies (EAEPC) (C-515/06 P), Asociación de exportadores españoles de productos farmacéuticos (Aseprofar) (C-519/06 P)/Commission des Communautés européennes, European Association of Euro Pharmaceutical Companies (EAEPC), Bundesverband der Arzneimittel-Importeure eV, Spain Pharma SA, Asociación de exportadores españoles de productos farmacéuticos (Aseprofar) (Pourvois — Ententes — Limitation du commerce parallèle de médicaments — Article 81, paragraphe 1, CE — Restriction de la concurrence par objet — Réglementations nationales des prix — Substitution des motifs — Article 81, paragraphe 3, CE — Contribution à la promotion du progrès technique — Contrôle — Charge de la preuve — Motivation — Intérêt à agir)

[http://eur-](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:282:0002:0002:FR:PDF)

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:282:0002:0002:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:282:0002:0002:FR:PDF)

Europäische Grundrechte-Zeitschrift, August 2009, H. 12-16, p. 318. Apothekerkammer des Saarlandes. 19.05.09.

Fremdbesitzverbot von Apotheken keine Verletzung der Niederlassungsfreiheit ausl. Handelsgesellschaften („DocMorris“).

Europäische Grundrechte-Zeitschrift, August 2009, H. 12-16, p. 323. Kommission / Italien. 19.05.09.

Fremdbesitzverbot von Einzelhandelsapotheken und Zulässigkeit kommunaler Apotheken / Vertragsverletzungsklage abgewiesen.

Revue Droit & Santé, N° 32, novembre 2009, p. 508. La libre circulation des médecins dans l'Union Européenne, CJCE, 25 juin 2009, Commission / Autriche C 356/08

Examen de la législation autrichienne imposant à tout médecin s'installant en Haute-Autriche d'ouvrir auprès d'une banque prédéfinie un compte bancaire sur lequel doivent être versés les honoraires de prestation en nature perçus des caisses d'assurance maladie dans le cadre de l'exercice de l'activité

*professionnelle ; violation du principe de la libre prestation des services ;
commentaire de Gildine Croize.*

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

Autriche / Österreich

- *Recht der Medizin (RdM)*, 04, 2009, p. 158. VwGH 27.2.2009, 2008/17/0054
Transsexualität. Änderung des Geschlechts auch ohne schwerwiegende (genitalverändernde) Operation.

Allemagne / Deutschland

- *Medien und Recht*, 6/09, p. 302. OGH 17.12.2008, 6 Ob 256/08b
Bericht über anonyme Strafanzeige – Blutdoping im Spitzensport – Persönlichkeitsrechte der betroffenen Sportler– Anonyme Strafanzeige
- *Medizinrecht*, H. 12, 2009, p. 731. BGH, Urt. v. 10. 3. 2009 – VI ZR 39/08 (OLG Köln)
Haftung für Verrichtungsgehilfen bei Notfalldienst BGB § 831 Zur Frage der Haftung des für den Notfalldienst verpflichteten niedergelassenen Arztes, an dessen Stelle ein anderer Arzt tätig wird.
- *Medizinrecht*, H. 12, 2009, p. 736. OLG Köln, Beschl. v. 12. 1. 2009 – 5 U 163/08 (LG Aachen)
Gebühr für Lebertransplantation nach GOÄ, GG Artt. 12 Abs. 1, 3 Abs. 1; BGB §§ 611, 612; GOÄ § 6 Abs. 2
 1. *Der Ordnungsgeber hat die Lebertransplantation ausdrücklich in das Gebührenverzeichnis der GOÄ (Nr. 3184) aufgenommen und bis heute bewusst von einer Änderung des Gebührentatbestandes abgesehen (keine Regelungslücke, gegen: OLG Düsseldorf, MedR 2002, 310).*
 2. *Die in Nr. 3184 des Gebührenverzeichnisses zur GOÄ vorgesehene Vergütung ist nicht so unangemessen niedrig, dass diese Bestimmung ihren Regelungscharakter verloren hätte.*

- *Medizinrecht*, H. 11, 2009, p. 669. OLG Köln, Urt. v. 29. 10. 2008 – 5 U 88/08 (LG Köln)
Risikoaufklärung bei Hepatitis-A-Impfung, BGB §§ 280, 823
Der Impfarzt war jedenfalls im Jahre 2001 nicht verpflichtet, den Patienten vor einer Hepatitis-A-Impfung über das Risiko aufzuklären, er könne dadurch eine Multiple Sklerose erleiden.
- *Medizinrecht*, H. 18, 2009, p. 474. OLG Karlsruhe, Urt. v. 18. 10. 2008 – 7 U 200/07 (LG Baden-Baden)
Ablehnung der Haftung für die Verordnung von Vioxx AMG §§ 5, 84
1. § 84 AMG begründet keine Haftung des Arzneimittelherstellers oder des das Medikament vertreibenden Unternehmers für solche Nebenwirkungen, die bereits bei der Zulassung bekannt und im Hinblick auf den Nutzen des Arzneimittels im Zulassungsverfahren hingenommen wurden, soweit in der Fachinformation und der Packungsbeilage darauf hingewiesen ist.
2. Ein bestimmungsgemäßer Gebrauch des Medikaments liegt bei einer Überdosierung um 200 % nicht mehr vor.

Belgique / Belgien

- *Revue de droit de la santé*, n° 1, 09/10, p. 19. Mons 3^{ème} chambre, 19 novembre 2008.
Violation du secret médical. Etat de nécessité. Sauvegarde de l'intégrité d'un mineur. Les constatations médicales relatives à l'état d'un enfant maltraité dont un médecin a connaissance par un confrère relèvent du secret médical dont la violation est sanctionnée par l'art. 458 du CP. Le secret n'est toutefois pas absolu et a pour but de protéger le patient.

France / Frankreich

- *Semaine juridique*, n° 48, 2009, p. 465. CA Aix-en-Provence, 6^e Chambre B, 28 mai 2009.
Autorité parentale. Exercice. Droit de visite. Insémination artificielle entre parents homosexuels.
- *Revue Droit & Santé*, n° 30, juillet 2009, p. 323, CA Amiens, 7 janvier 2009, Juris-data n° 2009-001132 (commentaire de A. Ponceille et M. Guigue)
Mise en danger par l'infirmier de son patient ou ... de la désinvolture à l'incompétence professionnelle.

- *Revue Droit & Santé*, n° 30, juillet 2009, p. 332, CA Paris, 5 février 2009, Juris-data n° 2009-000682
Exercice illégal de professions de la santé et usurpation de titre.
- *Revue Droit & Santé*, n° 30, juillet 2009, p. 341, CE, 10 avril 2009, req. n° 289793, 289794, 289795
Les restrictions d'accès au dossier médical.
- *Revue Droit & Santé*, n° 32, novembre 2009, p. 491, Cass. 1^{ère} civile, 9 juillet 2009, n° 08-12.457
Interruption médicale de grossesse (hors délai), critère de gravité exigé.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.jaac.admin.ch> et

<http://www.bk.admin.ch/dokumentation/02574/index.html?lang=fr>

La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante :

<http://www.bger.ch/> pour tous les arrêts publiés par le Tribunal fédéral.

Pour les arrêts concernant les assurances maladie et accident, voir aussi le site du Tribunal administratif fédéral :

<http://www.bundesverwaltungsgericht.ch/fr/index/entscheide/jurisdiction-datenbank.htm>

AJP/PJA 9/2009, p. 1191. Arrêt du TF du 26 mai 2009, 4A_86/2009, A.c. B., Mit Bemerkungen von L. Ferrari Hofer.

Droit de la propriété immatérielle. Droit de la propriété industrielle. Droit de propriété de marques. Ausstattungsschutz von Lebensmittelverpackungen

Droit et politique de la concurrence, 2009/03, p. 173.

Sun Store SA/Aristea SA/Distripharm SA/Galenica AG, Examen préalable; art. 4 al. 3, art. 10 et art. 32 al. 1 Lcart

Gegenstand der vorläufigen Prüfung war eine Meldung der Galenica AG und der Sun Store Gruppe über die beabsichtigte Übernahme der Sun Store Gruppe durch

die Galenica AG. Aus den im Folgenden zusammengefassten Gründen hat die Wettbewerbskommission (WE-KO) auf eine Prüfung gemäss Art. 32 Abs. 1 KG verzichtet.

ATF 135 I 169 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit social du 15 juin 2009.

L'assurance-accidents est autorisée à faire surveiller une personne assurée par un détective privé (art. 43 LPGGA).

ATF 135 V 201 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit social du 26 mars 2009, confirmé par l'arrêt de la 2^e Cour de droit social du 1^{er} mai 2009, ATF 135 V 215

Une décision entrée en force, relative à une prestation durable, ne doit qu'exceptionnellement être adaptée à une nouvelle jurisprudence moins favorable à l'assuré. L'ATF 130 V 352 sur les troubles somatoformes douloureux ne justifie pas la diminution ni la suppression d'une rente AI en cours.

• ATF 135 V 237 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 20 avril 2009.

Les institutions de soins ambulatoires (art. 35/2n LAMal) constituées en personnes morales ont droit à l'attribution d'un numéro RCC. Cela n'exclut pas l'examen des conditions légales d'admission de leurs médecins salariés ni la mise en oeuvre d'un contrôle efficace du caractère économique des prestations.

ATF 135 V 254 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 6 juillet 2009.

Les droits de participation (communication de l'identité de l'« expert indépendant » appelé par l'assureur, récusation, droit de contre-propositions) que l'art. 44 LPGGA garantit à l'assuré valent dans les procédures de l'assurance-invalidité mais pas pour les examens médicaux réalisés par les services médicaux régionaux des offices AI.

ATF 135 V 269 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit social du 6 juillet 2009.

La sensibilisation à des substances nocives est une maladie professionnelle si elle est due à l'exercice de l'activité professionnelle. La diminution de la capacité de gain due au changement de profession imposé par cette sensibilisation peut ouvrir droit à une rente de l'assurance-accident. Appréciation de la causalité.

ATF 135 V 333 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit social du 5 août 2009.

Rechute d'un premier accident, suivie d'un nouvel accident. Désignation de l'assurance compétente. L'art. 100/2 OLAA applicable par analogie ne déroge pas à l'art. 100/1 OLAA (modification de l'ATF 120 V 65).

ATF 135 V 339 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit social du 7 septembre 2009.

La personne résidant en France, travaillant en Suisse et affiliée à un assureur-maladie privé en France, ne peut déduire un droit au remboursement, même provisoire, par la CNA des frais de traitement consécutifs à une atteinte à sa santé qui n'était pas due à un accident.

JDT 2009 I p. 209. Ire Cour de droit civil. - X Compagnie d'assurance c. Assurance-invalidité fédérale (recours en matière civile) 4A_246/2008, 23 septembre 2008

Art. 48quater al. 3, 2e phrase aLAVS; art. 73 al. 3, 2e phrase LPGa. Le tiers responsable ne peut se prévaloir, envers l'assureur social qui exerce son droit de recours (en vertu d'une subrogation), du droit préférentiel de couverture du lésé, lorsqu'il excipe de la prescription de la prétention directe de celui-ci.

JDT 2009 I p. 364. Ile Cour de droit public. - Canton de Zurich c. X et Commission de la concurrence; 12 octobre 2008, 2C_15/2008; ATF 135 II 12.

Demande d'autorisation d'exercer la profession de psychologue dans le canton de Zurich, présentée par une personne déjà autorisée dans le canton des Grisons; autorisation subordonnée à l'exigence d'effectuer la formation de base prévue par la réglementation zurichoise; recours de la psychologue et de la Commission de la concurrence admis par le Tribunal administratif cantonal sur la base de la loi fédérale sur le marché intérieur (LMI); recours du canton de Zurich au TF, rejeté dans la mesure où cette collectivité publique a qualité pour recourir.

JDT 2009 IV p. 17. Cour de cassation.- X c. Procureur général du canton de Zurich (pourvoi en nullité), 15 février 2007; ATF 133 IV 49 (6S.171/2006). Cour de cassation.- X c. Procureur général du canton de Zurich (pourvoi en nullité), 15 février 2007; ATF 133 IV 49 (6S.171/2006).

Art. 189, 191 et 193 CP.

Atteinte à la liberté et à l'honneur sexuels; systématique de la loi (c. 4). En règle générale, un traitement physiothérapeutique ne crée pas un lien de dépendance au sens de l'art. 193 CP (c. 5). Le thérapeute qui trompe sa patiente sur le contenu du traitement et commet soudainement sur elle un acte d'ordre sexuel, ne se rend pas coupable de contrainte sexuelle selon l'art. 189 CP (c. 6).

La patiente est incapable de résistance au sens de l'art. 191 CP, lorsqu'en raison de la position particulière de son corps elle se trouve dans l'incapacité de

discerner l'atteinte du thérapeute à son intégrité sexuelle et que, par surprise, il abuse sexuellement d'elle (confirmation de la jurisprudence; c. 7).

Plädoyer 5/09, p. 60. Arrêt du Tribunal fédéral du 30 juin 2009, 6B_260/2009, dans la cause Y.c.A. et procureur général du Canton de Genève

Arrêt du TF qui fait suite au recours de la partie civile contre l'arrêt de la Cour de justice du canton de Genève du 23 juin 2009. La Cour avait acquitté un prévenu séopositif dès lors que suite à son traitement il présentait une virémie indétectable. Le TF déclare le recours irrecevable pour des motifs formels.

Rivista ticinese di diritto, I – 2009 p. 696 n° 48c, TF 24.6.2008 N. 4°_403/2007
Art. 398, 91 cpv. 1 CO ; 8 CC. *Responsabilità del medico – valutazione dell'obbligo di diligenza che incombe al medico. Sapere se il medico ha violato il proprio obbligo di diligenza è una questione di diritto. Stabilire se esiste una regola dell'arte medica comunemente ammessa (che il medico avrebbe violato), quale fosse lo stato del paziente nel momento in cui è stato richiesto l'intervento del professionista e come si sono svolti i fatti attiene invece all'accertamento dei fatti. Incombe al paziente – che se ne prevale per giustificare la propria richiesta di risarcimento e/o riparazione del torto morale – l'onere di fornire la prova degli elementi suscettibili di dimostrare che il medico ha violato il suo dovere di diligenza, Anche da un'omissione può derivare un pregiudizio. Dovendosi dimostrare l'esigenza del nesso di causalità naturale rispettivamente ipotetico fra un'omissione e un certo risultato, il grado della prova richiesta è di principio quello della verosimiglianza preponderante. Presupposti non ammessi in casu.*

Semaine judiciaire 2009 I 446, Arrêt du 28 janvier 2009, Art. 2 CC, 22 LCA. Contrat d'assurance. Indemnités journalières convenues pour durée maximum de 720 jours par sinistre. Conditions générales.

Lorsque la couverture d'un contrat d'assurance est convenue dans la police pour une durée de trois ans et que l'assurance donne au preneur le droit de recevoir au maximum 720 indemnités journalières, la clause des conditions générales qui permet à l'assureur de refuser après la fin du contrat tout ou partie de ces versements pour un sinistre intervenu pendant la durée contractuelle de la couverture est insolite et n'est pas opposable à l'assuré.

sic!, 2009 p. 816.

"Oxycontin retard II" Bundesverwaltungsgericht vom 6. Mai 2009

Keine Parteistellung der Erstanmelderin im Zulassungsverfahren der Zweitanmelderin. LPTh 12 I; PA 25. HMG 12 I; VwVG 25. Die Zulassungsinhaberin, auf deren Zulassungsunterlagen Dritte zugreifen wollen, hat

ein Feststellungsinteresse betreffend den Bestand oder Nichtbestand des Erstanmelderschutzes für das betroffene Präparat Le détenteur d'une autorisation de mise sur le marché dont les pièces liées à la requête d'autorisation sont convoitées par des tiers, a un intérêt à l'obtention d'une décision en constatation au sujet de l'existence ou de l'absence de la protection du premier requérant pour la préparation en cause.

sic!, 11/2009, p. 892.

"Passwortschutz". Bundesverwaltungsgericht vom 24. April 2009 arrêt C-4173/2007

Passwortschutz bei Internet-Werbung für verschreibungspflichtige Arzneimittel. Abweisung der Beschwerde; Droit des produits thérapeutiques.

OPMéd 2 let. b. La publicité sur Internet qui est accessible en cliquant simplement sur une déclaration de consentement est considérée comme étant accessible à tous (consid. 6.3.4).

LPTh 32 al. 2 let. a. Au regard de l'interdiction de la publicité destinée a public pour des médicaments délivrés sur ordonnance, de simples avertissements constituent un moyen insuffisant pour limiter l'accès (consid. 6.3.4).

Cst. 36 al. 3, Cst. 5 al. 2. Lorsque la publicité destinée au public est interdite, l'exigence d'une limitation d'accès avec un mot de passe pour la publicité sur Internet destinée aux professionnels repose sur une base juridique suffisante, est dans l'intérêt public est répond au principe de la proportionnalité (consid. 6.4.2-6.4.5).

ZBL 2009 p. 571. Bundesgericht, II. öffentlich-rechtliche Abteilung, 6. November 2008, 2C_561/2007.

Gesundheitswesen - Wirtschaftsfreiheit. Abstrakte Normenkontrolle des Prüfungsreglements für Osteopathen. Zulässigkeit der Beschwerde in öffentlich-rechtlichen Angelegenheiten gegen den Erlass eines interkantonalen Organs (E. 1). Das von der Gesundheitsdirektorenkonferenz erlassene Prüfungsreglement greift in keine wohlerworbenen Rechte der bereits berufstätigen Osteopathen ein (E. 3). Es ist rechtsungleich und verletzt den Grundsatz der Gleichbehandlung der Gewerbetreibenden, die Zulassung zur Prüfung bei Teilzeitaktivität von einer überproportional längeren Berufserfahrung abhängig zu machen als bei einer vollzeitlichen Erwerbstätigkeit (E. 5). Ist einer Gruppe von im gleichen Beruf Tätigen statutarisch die Mitgliedschaft im repräsentativen Berufsverband verwehrt,

muss darauf geachtet werden, dass auch diese angemessen in der Prüfungskommission vertreten sind (E. 6). Mit Bemerkungen von Giovanni Biaggini.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

Argovie / Aargau

Generalregister der Aargauischen Gerichts- und Verwaltungsentscheide 2008 p. 207. Entscheid des Verwaltungsgerichts, 1. Kammer vom 15. Juli 2008 in Sachen P. B. gegen Entscheid der Klinik Königsfelden betreffend Zwangsmassnahmen (WBE.2008.218).

Zwangsmassnahmen gemäss §241a StPO :

- *Isolation ist keine zusätzliche Zwangsmassnahme beim Haft (Erw III/2)*
- *Strenge Voraussetzungen für Zwangsmedikation (Erw. V)*

Berne / Bern

JAB/BVR 9 - 2009, p. 426. Urteil des Verwaltungsgerichts (Sozialversicherungsrechtliche Abteilung) vom 12. März 2009 i.S. Z. gegen SUVA (UV 200.2008.69615).

Assurance accident : obligation de payer les primes incombant au travailleur ; libre circulation des personnes (Art. 92 LAA ; art. 14 du règlement (CEE) n° 1408/71)

JAB/BVR 11 - 2009, p. 525. Urteil des Verwaltungsgerichts (Sozialversicherungsrechtliche Abteilung) vom 12. Juni 2009 i.S. M. gegen Krankenkasse C. (KV 200.09.351).

Assurance-maladie : obligation de prise en charge par l'assurance obligatoire des soins en cas de traitement médical ordonné par une autorité (art. 25 al. 1 et 2 LAMal)

JAB/BVR 12 - 2009, p. 570. Urteil des Verwaltungsgerichts (Sozialversicherungsrechtliche Abteilung) vom 23. Juli 2009 i.S. W. gegen Krankenkasse A. (KV 200.2008.70071).

Assurance-maladie : obligation de prise en charge par l'assurance obligatoire des soins d'une psychothérapie déléguée (art. 25 al. 2 let. a LAMal ; art. 2 OPAS)

Lucerne / Luzern

SJZ 105, (2009) N° 19, p. 442, Luzern, Obergericht, II. Kammer, 18. März 2008 (21 07 156)

§ 21 Loi sur la santé/LU. Compte tenu des circonstances du cas, le médecin responsable d'un home pour personnes âgées, dans lequel un soignant a tué huit

résidants, aurait dû annoncer au médecin de service ainsi qu'au préfet deux des décès survenus de manière surprenante, comme étant inhabituels.

Tessin/Ticino

Rivista ticinese di diritto, I – 2009 p. 59 n° 13, TRAM 9.7.2008 N. 52.2007.304

Art. 71, 73 LSan ; 60 LPAm ; 40 segg. LATer ; 17 ODMed ; 6 CEDU. Libera commercializzazione di occhiali – medici oftalmologi. La legislazione federale non permette più ai Cantoni di mantenere in vigore o addirittura emanare nuove disposizioni intese a limitare la cerchia dei professionisti legittimati a vendere occhiali o a sottoporre ad un regime autorizzativo tale genere di attività. L'art. 71 LSan non è più applicabile ; l'art. 40 LPMed potrebbe applicarsi ai medici in ragione del legame contrattuale che verrebbe ad instaurarsi tra fabbricante di occhiali e oftalmologo, come pure il fatto che quest'ultimo acquisirebbe un interesse economico personale nella commercializzazione dei prodotti da lui stesso prescritti ai propri pazienti. Questione in casu lasciata aperta, in quanto tale norma vincola unicamente le persone che esercitano una professione medica universitaria e non l'impresa che commercializza i prodotti. Stante il ritardo accumulato dal legislatore ticinese nell'adeguare la normativa summenzionata, il TRAM applica direttamente l'art. 6 CEDU.

Rivista ticinese di diritto, I – 2009 p. 245 n° 57, TCA 8.10.2008 N. 32.2007.321

Art. 43 LPG. Perizia psichiatrica – medico non cognito della lingua dell'assicurata. Caso di un'assicurata che, benché non abbia domandato né all'assicuratore, né al medico di poter essere indagata nella sua lingua madre o perlomeno beneficiare di un traduttore e si sia, invece, presentata alla visita medica psichiatrica accompagnata da un figlio, in sede ricorsuale ha contestato il fatto di essere stata periziata dal profilo psicologico da un medico non cognito della sua lingua, né del suo contesto culturale. Dagli atti non è emerso alcun elemento atto a fare dubitare dell'attendibilità della traduzione, o comunque dell'aiuto apportato dal figlio nella traduzione di certe domande e risposte. L'indagine non è, quindi stata falsata dall'intervento del figlio. Al riguardo è stato, del resto, evidenziato che l'assicurata – che ha altre due figlie, se non si fosse sentita libera e tranquilla in presenza del figlio, avrebbe cercato di organizzarsi in modo tale da recarsi dal medico con una delle figlie. La valutazione del perito psichiatra è stata, peraltro, effettuata sulla base di accertamenti approfonditi ed è risultata convincente. Il medico, infatti, nonostante l'assicurata parlasse e capisse

poco la lingua italiana, ha potuto ben accertare il suo stato psichico. Il TCA, non rivelandosi necessario procedere a nuovi accertamenti nella lingua dell'assicurata o in presenza di un traduttore, non si è, di conseguenza, distanziato dalla perizia del medico psichiatra.

Rivista ticinese di diritto, I – 2009 p. 750 n° 73c, II CCA 13.5.2008 N. 12.2008.3
 Art. 89 LAMal ; 1 CPC ; 77 LCAMal. *Competenza giurisdizionale civile – vertenza tra due fornitori di prestazioni LAMal. La causa con cui un fornitore di prestazioni (trasporto di pazienti) chiede a un ospedale il pagamento dei trasporti da lui eseguiti non è di competenza del tribunale arbitrale previsto dall'art. 89 cpc. 1 LAMal ma dei tribunali civili, trattandosi di vertenza tra due fornitori di prestazioni.*

Zurich / Zürich

VB.2009.00260 (URT.2009.11841) 3. Abteilung/3. Kammer

Bewilligung zur selbständigen Berufsausübung. Heilpraktiker: Bewilligung zur Durchführung von intra- und subkutanen Injektionen, Entnahme von Blutproben und Akupunktur.

Der Kanton Zürich lässt nur ausgebildete Ärzte und Pflegefachpersonen Injektionen und Blutentnahmen durchführen, damit strebt er ein höheres Schutzniveau als der Kanton Appenzell Ausserrhoden an, in welchem dies nach bestandener Prüfung auch Heilpraktiker dürfen (E. 4.2.2). Erweisen sich zwei Marktzugangsordnungen als nicht gleichwertig, darf der Zugang zum Markt unter den Voraussetzungen von Art. 3 BGBM beschränkt werden (E. 4.3.1). Es kann offen bleiben, ob es mit dem Binnenmarktgesetz vereinbar ist, für die Durchführung von Injektionen und Blutentnahmen eine Berufsausübungsbewilligung als Arzt oder ein Diplom der Krankenpflege zu verlangen (E. 4.3.2).

Die Gleichwertigkeitsvermutung von Art. 2 Abs. 5 BGBM bezieht sich auch auf die persönliche Voraussetzung der Vertrauenswürdigkeit. Diese darf - wenn das MedBG nicht anwendbar ist - durch den Bestimmungskanton grundsätzlich nicht überprüft werden. Stützt sich der Vorwurf mangelnder Vertrauenswürdigkeit aber auf Vorfälle, die den Behörden des Herkunftskantons nicht bekannt waren, darf der Bestimmungskanton die Vertrauenswürdigkeit erneut überprüfen (E. 5.2). Die Vertrauenswürdigkeit ist nicht bereits erstellt, wenn keine berufsrelevante Straftat vorliegt. Vielmehr sind bei der Beurteilung weitere Faktoren zu berücksichtigen, worunter auch eine abstrakte Gefährdung der Patienten oder ein beharrliches Verweigern des Gesuchstellers zur Zusammenarbeit mit den Aufsichtsbehörden fallen können (E. 5.3). Es ist nicht zu beanstanden, dass die Beschwerdegegnerin die Vertrauenswürdigkeit des Beschwerdeführers verneint hat (E. 5.4). Sein

Verhalten kann ihm aber nicht ewig vorgehalten werden; ihm muss es möglich sein, seine Vertrauenswürdigkeit wieder erlangen zu können (E. 5.6).

Keine Anwendung von Art. 3 Abs. 4 BGBM im Beschwerdeverfahren, weshalb dieses nicht kostenlos ist (E. 6).

VB.2009.00005 (URT.2009.11809) 3. Abteilung/Einzelrichter

Versetzung in die geschlossene Massnahmestation. Massnahmevollzug: Versetzung in die geschlossene Massnahmestation/ Abweisung der bedingten Entlassung. Vereinigung der Beschwerdeverfahren VB.2009.00005 und VB.2009.00186 (E. 1.5).

Auf die Beschwerde VB.2009.00005, welche sich gegen die Versetzung in die Sicherheitsabteilung richtet, ist mangels aktuellen Rechtsschutzinteresses in der Hauptfrage nicht einzutreten (E. 2.2).

Das rechtliche Gehör der Beschwerdeführerin wurde nicht verletzt (E. 3).

Rechtsgrundlagen der bedingten Entlassung aus einer stationären therapeutischen Massnahme (E. 4).

Das Erfordernis der Unabhängigkeit eines Sachverständigen im Massnahmevollzugsrecht bedeutet in erster Linie, dass gutachterliche und therapeutische Funktionen unvereinbar sind (E. 5.2).

Das Gutachten vom 8. August 2005 wurde nicht von einem unabhängigen Sachverständigen im Sinn von Art. 62d Abs. 2 StGB erstellt. Das Psychiatriezentrum Rheinau war schon seit längerer Zeit mit der Therapie der Beschwerdeführerin befasst. Zudem wurde das Gutachten vom behandelnden Arzt der Beschwerdeführerin erstellt. Die Bezeichnung als "Gutachten" wurde anscheinend nur deshalb gewählt, weil konkrete Fragen des Einzelrichters in Strafsachen zu beantworten waren (E. 5.3).

Die Ausgangslage hat sich seit der Erstellung des einzigen Gutachtens eines unabhängigen Sachverständigen vom 12. Januar 2001 wesentlich verändert und das Gutachten hat teilweise erheblich an Aktualität verloren. Damit die Frage der bedingten Entlassung der Beschwerdeführerin zuverlässig beurteilt werden kann, ist die Erstellung eines neuen Gutachtens durch einen unabhängigen Sachverständigen im Sinn von Art. 62d Abs. 2 StGB unabdingbar (E. 5.6).

Bis ein neues Gutachten vorliegt, erweist sich die stationäre Massnahme - im Rahmen der Interessenabwägung kommt den öffentlichen Sicherheitsinteressen überwiegendes Gewicht zu - als verhältnismässig (E. 5.8)

Die Sache ist daher zur Einholung eines neuen Gutachtens eines unabhängigen Sachverständigen und zu neuer Entscheidung an die Vorinstanz zurückzuweisen (E. 5.10). Kosten- und Entschädigungsfolgen und UP/URB (E. 6). VB.2009.00005: Teilweise Gutheissung, soweit Eintreten. VB.2009.00186: Teilweise Gutheissung und Rückweisung.

VB.2009.00349 (URT.2009.11803) 3. Abteilung/3. Kammer

Bewilligung zur selbständigen Berufsausübung. Verweigerung der Bewilligung zur selbständigen Tätigkeit als Zahnarzt.

Ein Schreiben, mit dem die Behörde ein eingeleitetes Bewilligungsverfahren zum Abschluss bringt, kann als anfechtbare Verfügung gelten, auch wenn es nicht als solche bezeichnet ist und keine Rechtsmittelbelehrung enthält (E. 1.1).

Voraussetzungen der Bewilligungserteilung gemäss Art. 36 Abs. 1 MedBG (E. 2.2).

Das Binnenmarktgesetz kommt nur ergänzend zum Medizinalberufegesetz zur Anwendung. Ein Kanton darf sämtliche Voraussetzungen der Bewilligungserteilung überprüfen, ohne den Entscheid eines andern Kantons berücksichtigen zu müssen. Dies hat zwar eine Beschränkung des freien Marktzugangs zur Folge, ist aber gerechtfertigt, weil ein übergeordnetes Interesse am Schutz von Leben und Gesundheit von Menschen und Tieren besteht (E. 4.1). Im Ergebnis dasselbe ergibt sich daraus, dass die öffentliche Gesundheit als wichtiges Schweizer Polizeigut erachtet wird, weshalb es den Kantonen in extremen Fällen möglich sein muss, aus Gründen der öffentlichen Gesundheit Beschränkungen des Zugangs von ausserkantonalen Anbietern vorzunehmen (E. 4.2). Der Beschwerdeführer erweist sich nach wie vor nicht als vertrauenswürdig (E. 4.2.2 und 4.3). Die Verweigerung der Bewilligung ist zudem verhältnismässig, da der Beschwerdeführer als Assistenzzahnarzt arbeiten darf, er seine Praxis im Ausland weiterführt und ihm eine Bewilligungserteilung durch einen anderen Kanton in Aussicht gestellt wurde, weshalb er nicht aus existenziellen Gründen auf eine Bewilligung im Kanton Zürich angewiesen ist (E. 4.7). Abweisung der Beschwerde.

VB.2009.00298 (URT.2009.11799) 3. Abteilung/3. Kammer

Betäubungsmittelabgabe. Begehren um Abgabe von Natrium-Pentobarbital zum Zweck des Suizids einer sterbewilligen Person: Bestätigung der Rechtsprechung (BGE 133 I 58). Die Abgabe von Natrium-Pentobarbital ist gemäss Heil- und Betäubungsmittelgesetz rezeptpflichtig und darf deshalb nicht ohne ärztliche Verschreibung erfolgen. Die Freiheitsrechte verpflichten den Staat nicht dazu, einer sterbewilligen Person den Zugang zu Natrium-Pentobarbital bzw. zu einem

entsprechenden Rezept zu verschaffen, und auch weder die Oviedo-Konvention noch die Artico-Rechtsprechung stehen einer Rezeptpflicht entgegen (E. 3). Im vorliegenden Fall ist somit nicht zu beanstanden, dass die Gesundheitsdirektion das Gesuch der Beschwerdeführerin um Abgabe von Natrium-Pentobarbital bzw. eines entsprechenden Rezeptes abwies. Daran ändert auch ein Gutachten nichts, gemäss dem der Sterbewunsch der 1931 geborenen, körperlich und psychisch gesunden Beschwerdeführerin wohlwogen und von dauerhafter Geltung ist. Dass die Beschwerdeführerin bisher keinen Arzt fand, der zur Ausstellung eines Rezepts zum Bezug von Natrium-Pentobarbital bereit war, führt nicht zu einer positiven staatlichen Pflicht, eine rezeptfreie Abgabe dieses Mittels zu gewähren bzw. den Zugang dazu zu verschaffen (E. 4). Abweisung der Beschwerde.

VB.2009.00401 (URT.2009.11696) 3. Abteilung/3. Kammer
Bewilligung zur selbständigen Berufsausübung. Nichterneuerung einer abgelaufenen Bewilligung zur selbständigen ärztlichen Tätigkeit. Rechtsgrundlagen für die Bewilligungserteilung im Medizinalberufegesetz und in der kantonalen Medizinalberufeverordnung (E. 2). Dass der Beschwerdeführer bereits Inhaber einer Berufsausübungsbewilligung war, führt zu einer stärkeren Gewichtung seines Interesses an einer erneuten Bewilligungserteilung, als wenn er erstmals um eine Berufsausübungsbewilligung ersucht hätte (E. 4.1). Dass der Beschwerdeführer einen operativen Eingriff vornahm, ohne dass er im Besitz einer neuen Bewilligung war, erscheint als nicht so gravierend, um allein daraus seine Vertrauenswürdigkeit in Frage zu stellen. Den finanziellen Problemen des Beschwerdeführers, welche im Jahr 2007 bestanden, kommt für die Beurteilung der Vertrauenswürdigkeit keine Bedeutung zu. Ebenso wenig ist die im Jahr 1997 erfolgte Verurteilung wegen einfacher Körperverletzung von entscheidrelevanter Bedeutung. Die sich im Jahr 2005 zugetragenen Verfehlungen (Herausgabe von Krankengeschichten erst nach zweimaliger Aufforderung) waren nicht massiv (E. 4.2). Es ist kein gewichtiges öffentliches Interesse an der Bewilligungsverweigerung ersichtlich (E. 4.3) Gutheissung der Beschwerde.

Zoug / Zug

Gerichts- und Verwaltungspraxis 2008, p. 243.

Beweiswert ausländischer Arztzeugnisse. Erfüllt ein ausländisches Arztzeugnis dieselben formellen und materiellen Voraussetzungen wie ein inländisches, kommt ihm grundsätzlich der gleiche Beweiswert zu. Anderes gilt, wo gegenteilige Indizien bestehen. So ist etwa die Beweiskraft von Arbeitsunfähigkeitszeugnissen aus wirtschaftlich instabilen Ländern oder aus dem Heimaturlaub aufgrund der leichten Erhältlichkeit und der erhöhten Missbrauchsgefahr solcher Zeugnisse Begrenzt.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

ANNAS GJ., Good Law from Tragic Facts – Congress, the FDA, and pre-emption. *New England Journal of Medicine*, 361 (2009), p. 1206.

BUCHNER B., The pharmaceutical package of the European Commission : empowerment for patients ?, *European journal of health law*, vol. 16, no. 3, September 2009, p. 201.

CHEMTOB CONCÉ M.-C., Réflexion sur l'extension du terme du brevet : Europe, États-Unis, Japon, *Médecine & droit*, n° 98-99, p. 146.

KUEHN BM., Despite Health Claims by Manufacturers, Little Oversight fo Homeopathic Products. *Journal of American Medical Association*, 302 (2009), p. 1631.

LASO LR., ALFONSO-GALÁN MT., European Union directives and their effect on the registration and authorisation of anthroposophic and homeopathic medicines, *Medicine and Law*, 28(2), 2009, p. 269.

MÜLLER R.-G., Aktuelle Fragen zum europäischen Arzneimittelbegriff, *EuZW*, 17, 2009, p. 603.

PEIGNÉ J., La propriété des pharmacies d'officine: quand capitalisme ne rime pas avec libéralisme (Note CJCE 19 mai 2009, Commission c/ Italie, aff. C-531/06 et

CJCE 19 mai 2009, Apothekerkammer des Saarlandes, aff. C-171/07 et C-172/07), *Revue de droit sanitaire et social*, N°5, septembre-octobre 2009, p. 903

SCHNEIDER C. E., Constitutional flaw? [accès à de nouveaux médicaments], *Hastings center report*, vol. 39, no. 4, July-August 2009, p. 9.

SYMPOSIUM, Access to HPV vaccines : human rights and global health, *American journal of law & medicine*, vol. 35, n. 263, 2009.

Assurances sociales

NEUMAN P. AND AL., Medicare Part D Update – Lessons Learned and Unfinished Business. *New England Journal of Medicine*, 361 (2009), p. 406.

REBECQ G., Le parcours de soins institué par la loi du 13 août 2004, cinq ans après, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, 2009, p. 610.

Droits des patients, droit de la personnalité

ANDORNO R., BILLER-ANDORNO N., BRAUER S., Advance health care directives: towards a coordinated European policy?, *European journal of health law*, vol. 16, no. 3, September 2009, p. 207.

ANNAS GJ. Protecting Privacy and the Public – Limits on Police Use of Bioidentifiers in Europe. *New England Journal of Medicine*, 361 (2009), p. 196.

ARHAB-GIRARDIN F., La décision médicale du majeur protégé: une articulation complexe des dispositions du code de santé publique avec la loi du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, *Revue de droit sanitaire et social*, N°5, septembre-octobre 2009, p. 875.

ARRAS J. D., FENTON E. M., Bioethics and human rights, *Hastings center report*, vol. 39, no. 5, September-October 2009, p. 39.

BECKMANN R., Patientenverfügungen: Entscheidungswege nach der gesetzlichen Regelung, *Medizinrecht*, H. 10, 2009, p. 582.

BOUTEILLE M., La mort ravivée, *Revue Droit & Santé*, N° 30, juillet 2009, p. 290.

CALLU M.-F., Droits des patients, quel cadre législatif?, *Droit déontologie & soin*, vol. 9, n° 4, Décembre 2009, p. 480.

DEVERS G., *Our body* : l'exposition interdite, *Droit, déontologie & soin*, vol. 9, n° 2, p. 117.

DEVERS G., Une approche des droits des patients, le point de vue de l'avocat, *Droit déontologie & soin*, vol. 9, n° 4, Décembre 2009, p. 500.

DI IORIO AND AL., Privacy impact assessment in the design of transnational public health information systems : the BIRO project. *Journal of Medical Ethics*, 35 (2009), p. 753.

DIVERS AUTEURS, Les droits des usagers des secteurs sanitaire et social : bilan et perspectives (actes d'un colloque), *Revue générale de droit médical*, N° 32 2009, p. 13

ELGER BS., Factors influencing attitudes towards medical confidentiality among Swiss physicians. *Journal of Medical Ethics*, 35 (2009), p. 517.

EPSTEIN RM. AND AL., Beyond Information: Exploring Patients' Preferences. *Journal of American Medical Association*, 302 (2009), pp. 195-197.

FRAYSSE P., un regard sur les droits des patients à l'hôpital, contraintes et libertés, *Droit déontologie & soin*, vol. 9, n° 4, Décembre 2009, p. 484.

HABOUBI C., Discrimination et santé, le temps d'agir, *Droit déontologie & soin*, vol. 9, n° 4, Décembre 2009, p. 426.

HENDRIKS A., Personal Autonomy, Good Care, Informed Consent And Human Dignity — Some Reflections From A European Perspective, *Medicine and Law*, 28(3), 2009, p. 469.

HOFFMANN D. E., Teaching Health Law: A Health Law Practice Workshop: Bridging Externship Placements and the Classroom, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2009; 37 (3), p. 513.

HOPE T. AND AL., Best interests, dementia and the Mental Capacity Act (2005). *Journal of Medical Ethics*, 35 (2009), p. 733.

LEGENDRE B., L'obligation d'information, pierre angulaire du consentement dans la relation de soins, *Revue générale de droit médical*, N° 31 2009, p. 227.

MONNIER A., Le Dossier Médical Personnel : histoire, encadrement juridique et perspectives, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, 2009, p. 625.

MORRIS A., Selective Treatment of Irreversibly Impaired Infants : Decision-Making at the Threshold, *Medical Law Review*, 2009, vol. 17, N° 3, p. 347.

MORRIS K., UK doctors begin reporting gun and knife crime. *Lancet*, 374 (2009), p. 2041.

NEMIR L., Consentement aux soins des mineurs, le régime très novateur du Canada, *Droit, déontologie & soins*, vol. 9, n° 3, septembre 2009, p. 337.

PERRY J. E. ET AL., The Ethical Health Lawyer: An Empirical Assessment of Moral Decision Making, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2009; 37 (3), p. 461.

ROTHMAR H. J., Legal hybrids : on the legal status of embryos and fetuses, *Medical law international*, vol. 10, no. 1, 2009, p. 1.

SALZER H. BERNAT E., 15-Jährige, die "Pille danach" und der Schutz des ärztlichen Berufsgeheimnisses, *Recht der Medizin (RdM)*, 04, 2009, p. 154.

STONE L. ET AL., Neuroimaging and the Withdrawal of Life-Sustaining Treatment from Patients in Vegetative State, *Medical Law Review*, 2009, vol. 17, N°2, p. 245.

THOMMEN M., Medizinischer Standard und experimentelle Heilmitteltherapie : Rechtliche und ethische Fragen bei der Heilmittelforschung an Urteilsunfähigen, In: *Etik ve hukuk : uluslararası sempozyumu = Internationales Symposium Ethik und Recht im Bereich der Gesundheit 17-19 April 2008, Istanbul*, Yeditepe Üniversitesi, Istanbul, p. 231.

TRACEY E., Dysmorphic, Radical Surgery and the Limit of Consent, *Medical Law Review*, 2009, vol. 17, N°2, p. 149.

VIALLA F., Présentation du Rapport de la Mission d'information commune sur l'indemnisation des victimes d'infections nosocomiales et l'accès au dossier médical, *Revue Droit & Santé*, N° 31, septembre 2009, p. 435.

Ethique biomédicale

AMIEL PH. VIALLA F., La vérité perdue du "code de Nuremberg" : réception et déformations du "code de Nuremberg" en France, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, 2009, p.

BEGOIGNAN ESPER C., Les états généraux de la bioéthique : un tournant dans la réflexion, *Dalloz*, 27, juillet 2009, p. 1837.

BRACQ S., Ethique et santé dans le contexte de l'intégration juridique européenne – limites et facteurs de développement d'un droit communautaire de la bioéthique, *Revue générale de droit médical*, N° 32 2009, p. 153.

BROWNING J. G., Reviews: Justice Red in Tooth and Claw: A Review of Three Generations, No Imbeciles: Eugenics, the Supreme Court, and Buck v. Bell by Paul A. Lombardo, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2009; 37 (3), p. 519.

BYK C., La révision de la loi de bioéthique : une quête de légitimité sociale pour les détenteurs du pouvoir biomédical, *Revue générale de droit médical*, N° 32, 2009, p. 175.

DANTAS E., Dilemmes bioéthiques : consentement informé, exercice de l'autonomie et analphabétisme fonctionnel – le problème dans le contexte social brésilien, *Revue générale de droit médical*, N° 32, 2009, p. 243.

DICKENS BM., Legal protection and limits of conscientious objection: when conscientious objection is unethical, *Medicine and Law*, 28(2), 2009, p. 337.

DUPUY P.-M., Biotechnologies, éthique et droit international, *Archives de philosophie du droit*, t. 52, 2009, p. 367.

GIL R., Loi, bioéthique et responsabilité, *Revue générale de droit médical*, N° 31 2009, p. 219.

LAMBERT-GARELL L., Gestation pour autrui ; régime juridique du don, des prélèvements et collections d'éléments du corps humain ; recherche sur l'embryon, *Revue Droit & Santé*, N° 31, septembre 2009, p. 425.

LAMBERT-GARELL L., Faut-il autoriser l'insémination post-mortem ?, *Revue Droit & Santé*, N° 32, novembre 2009, p. 505.

MAZEN J.-N., BINET J.-R., Quel champ pour les lois de bioéthique ?, *Revue générale de droit médical*, N° 31, 2009, p. 317.

ROTHSTEIN M. A., Currents in Contemporary Ethics: Improve Privacy in Research by Eliminating Informed Consent? IOM Report Misses the Mark, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2009; 37 (3), p. 507.

RWABIJAMA J.-P. ET AL., Mise en place de comités d'éthique pour la recherche biomédicale dans les pays émergents : le cas du Rwanda, *Droit, déontologie & soin*, vol. 9, n° 2, p. 209.

SNEAD OC., Bioethics and self-governance: the lessons of the Universal Declaration on Bioethics and Human Rights, *Journal of medicine & philosophy*, Jun, 34(3), 2009. p. 204.

SPRUMONT D., Formation de base en éthique de la recherche: retour aux sources avec le projet TRREE, *Bioethica forum : Journal suisse d'éthique biomédicale*, vol. 2, no 2, 2009, p. 79.

TROTTER G., The UNESCO Declaration on Bioethics and Human Rights: a canon for the ages?, *Journal of medicine & philosophy*, Jun, 34(3), 2009. p. 195.

WICKS E., Religion, Law and Medicine : Legislating on Birth and Death in a Christian State, *Medical Law Review*, 2009, vol. 17, N°3, p. 410.

Euthanasie et fin de vie

COHEN-ALMAGOR R., Belgian euthanasia law: a critical analysis. *Journal of Medical Ethics*, 35 (2009), p. 436.

CONTI A., BARATTA A., The right to self-determination of minors with particular reference to the problem of euthanasia, *Medicine and Law*, 28(2), 2009, p. 401.

DIETRICH F., Legalisierung der aktiven Sterbehilfe – Förderung oder Beeinträchtigung der individuellen Autonomie?, *Ethik in der Medizin*, H. 4, 2009, p. 275.

DYER C., Purdy wins battle for clarity of law for people who accompany relatives abroad for assisted suicide, *BMJ*, 2009;339:b3131.

EDWARDS S. D., An Argument in Support of Suicide Centres, *Health Care Analysis*, 2009 (édition sur électronique)

<http://www.springerlink.com/content/h167vx0x025k86m0/fulltext.pdf>

GLASSON C., Le mandat de protection future: des dispositions conventionnelles pour la fin de vie, *Revue de droit sanitaire et social*, N°5, septembre-octobre 2009, p. 890.

LEMMENS C., End-Of-Life Decisions And Minors: Do Minors Have The Right To Refuse Life Preserving Medical Treatment? A Comparative Study, *Medicine and Law*, 28(3), 2009, p. 479.

MISLAWSKI R., Directives anticipées et autonomie de la personne en fin de vie, *Médecine & droit*, n° 97, p. 103.

MICHLAWSKI S., Legalising Active Voluntary Euthanasia through the Courts : Some Lessons from Colombia, *Medical Law Review*, 2009, vol. 17, N°2, p. 183.

SHAW J. J.A., Recent developments in the reform of English law on assisted suicide, *European journal of health law*, vol. 16, no. 4, December 2009, p. 333.

SLIGHT B. P., Could Physician-Assisted Suicide be Classified as a Service Under Article 49 of the European Community Treaty?, *Medical law international*, vol. 10, no. 2, p. 139.

TUFFS A., Swiss government considers stricter laws on assisted suicide, *BMJ*, 2009;339:b3061.

VAN DEN BLOCK L., Euthanasia and other end of life decisions and care provided in final three months of life: nationwide retrospective study in Belgium, *BMJ*, 2009;339:b2772

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

BODENBURG R., Alternative Medizin im Spannungsfeld von Heilungschancen und herzlichem Risiko, *NJW*, 38/2009, p. 2786.

CHWANG E., Futility Clarified, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2009; 37 (3), p. 487.

COMITE DE LECTURE, Jurisprudence et pratique des soins infirmiers (cadre général de la pratique infirmière, pratique infirmière dans le secteur public), *Droit, déontologie & soin*, vol. 9, n° 2, 2009, p. 118.

DIVERS AUTEURS, Le droit de la profession de chiropraticien en France (actes d'une session d'études), *Revue générale de droit médical*, N° 32 2009, p. 109.

FILOCHE G., Les connaissances, innovations et pratiques traditionnelles en matière de biodiversité un kaléidoscope juridique, *Revue internationale de théorie du droit et de sociologie juridique*, 72, 2009, p. 433.

KASSIM P., Medicine Beyond Borders: The Legal And Ethical Challenges, *Medicine and Law*, 28(3), 2009, p. 439.

KINGREEN T., Die Entwicklung des Gesundheitsrechts 2008/2009, *NJW*, 49/2009, p. 3552.

SADE R. M. (Ed.), Dangerous Liaisons? Industry Relations with Health Professionals. *The journal of Law, medicine & ethics*, 2009; 37 (3), p. 398.

SHAW K. AND AL., Shared Medical Regulation in a Time of Increasing Calls for Accountability and Transparency. Comparison of Recertification in the United States, Canada, and the United Kingdom. *Journal of American Medical Association*, 302 (2009), p. 2008.

Génétique humaine et biotechnologies

KRONES T. ET AL., Das neue Gendiagnostikgesetz. Implikationen für die Beratung von Schwangeren zur vorgeburtlichen Diagnostik, *Ethik in der Medizin*, H. 4, 2009, p. 333.

KUEHN BM., Growing Calls in United States, Europe to Improve Regulation of Genetic Testing. *Journal of American Medical Association*, 302 (2009), p. 1405.

MILLER FA., Clinical obligations and public health programmes : healthcare provider reasoning about managing the incidental results of newborn screening. *Journal of Medical Ethics*, 35 (2009), p. 626.

Médecine légale

(pas de notice pour cette rubrique)

Médecine du sport

Anonyme Strafanzeige : angebliches Blutdoping im Spitzensport, *Medien und Recht*, novembre 2009, p. 302.

Mesures médicales spéciales

BENKEN D. E., REYNOLDS Meredith S., and HUNTER A. S. (Ed.), Proceedings of the National Summit on Legal Preparedness for Obesity Prevention and Control. *The journal of Law, medicine & ethics*. 2009; 37 (2), special supplement.

D'SILVA J., VAN CALSTER G., Taking temperature: A review of European Union regulation in nanomedicine, *European journal of health law*, vol. 16, no. 3, September 2009, p. 249.

HEYERS J., Prädiktive Gesundheitsinformationen, Persönlichkeitsrechte und Drittinteressen, insbesondere am Beispiel der Gendiagnostik bei Abschluß von Privatversicherungen, *Medizinrecht*, H. 9, 2009, p. 507.

SALGANIK I, BARAK P, RAUCHBERGER B, SEVI T., The ICIR: a clinical tool for assessment of critical incidents in various settings, *Medicine and Law*, 28(2), 2009, p. 257.

SWYNGHEDAUW B., Une introduction à la médecine évolutionniste: l'évolution biologique, grande absente de l'enseignement médical, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, 193, n° 5, 2009, p. 1147.

Nouvelles techniques de l'information et santé

NAU Y., Va-t-on oser le diagnostic par téléphone?, *Revue médicale suisse*, n° 212, 2009, p. 1576.

SEEBERG-ELVERFELDT N.-J., Mail-order trade in medicines in Europe: a guide for legislators to protect consumers, *European journal of health law*, vol. 16, no. 4, December 2009, p. 351.

SITTIG DF. AND AL., Eight Rights of Safe Electronic Health Record Use, *Journal of American Medical Association*, 302 (2009), p. 1111.

Personnes âgées et santé

BOULMIER D., Travailleurs sociaux, défaut de self-control et maltraitance : la position du juge, *Revue de droit sanitaire et social*, n°6, 2009, p. 1147.

LIVET M., Principes pour la prise en charge de la personne âgée dépendante, *Droit, déontologie & soin*, vol. 9, n° 2, p. 196.

Procréation médicalement assistée

BROWN A., Therapeutic cloning: the ethical road to regulation part I: arguments for and against & regulations, *Human reproduction and genetic ethics*, vol. 15:2, 2009, p. 75.

CHABAULT-MARX C., La frilosité du juge français face à l'insémination post-mortem, *Dalloz*, n° 41, novembre 2009, p. 2758.

ESKANDARANI H. A., Pre-implantation genetic diagnosis in the Gulf cooperative Council countries : utilization and ethical attitudes, *Human reproduction and genetic ethics*, vol. 15:2, 2009, p. 68.

MCLAFLAN H. V., Abortion and Dawkin's fallacious of the so-called „Great Beethoven fallacy“, *Human reproduction and genetic ethics*, vol. 15:2, 2009, p. 44.

LEISCHNER A., Gewinnung von Keimzellen zur medizinisch unterstützen Fortpflanzung, *Recht der Medizin (RdM)*, 04, 2009, p. 140.

NAU Y., Qui est le propriétaire du sperme d'un défunt?, *Revue médicale suisse*, n° 220 et 221, 2009, p. 2004 et p. 2066.

NAU Y., Quand il faut voyager pour pouvoir procréer, *Revue médicale suisse*, n° 211, 2009, p. 1536.

Recherche biomédicale

BLUM JA. AND AL., Requirements and Definitions in Conflict of Interest Policies of Medical Journals. *Journal of American Medical Association*, 302 (2009), p. 2230.

BOVENBERG J. ET AL., Biobank research: reporting results to individual participants, *European journal of health law*, vol. 16, no. 3, September 2009, p. 229.

CAULFIELD T., KAYE J., Broad Consent in Biobanking: Reflections on Seemingly Insurmountable Dilemmas, *Medical law international*, vol. 10, no. 2, p. 85.

CHENAUD C AND AL., Who should consent for research in adult intensive care ? Preferences of patients and their relatives: a pilot study, *Journal of Medical Ethics*, 35 (2009), p. 709.

DELAGE P.-J., Les recherches biomédicales non consenties devant la Chambre criminelle de la Cour de cassation, *Dalloz*, n° 30, septembre 2009, p. 2087.

DELAGE P.-J., Les recherches biomédicales non consenties devant la chambre criminelle de cassation, *Revue générale de droit médical*, N° 31 2009, p. 207.

FRANK KM AND AL., Investigation of the Cause of Death in a Gene-Therapy Trial, *New England Journal of Medicine*, 361 (2009), p. 161.

GIBBONS S. M. C., Regulating Biobanks : A Twelve-Point Typological Tool, *Medical Law Review*, 2009, vol. 17, N°3, p. 313.

HAUW J.-J., ARDAILLOU R., Modifications à apporter à la législation sur les centres de ressources biologiques, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, 193, n° 3, p. 729.

HERNANDEZ R. AND AL., Harmonisation of ethics committees' practice in 10 European countries. *Journal of Medical Ethics*, 35 (2009), p. 696.

KOWALSKI Charles J., HEWETT Jan L., Data and Safety Monitoring Boards: Some Enduring Questions, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2009; 37 (3), p. 496.

MIRKOVIC A., Recherche sur l'embryon : vers la fin d'un grand gâchis éthique ?, *Semaine juridique*, n° 47, novembre 2009, p. 448.

NAYANAH S., Top UCLA surgeon is demoted after failing to disclose conflicts of interests, *BMJ*, 2009;339:b3071.

OWEN SCHAEFER G., EMANUEL EJ. AND AL.. The Obligation to Participate in Biomedical Research. *Journal of American Medical Association*, 302 (2009), p. 67.

WEINFURT KP. AND AL., Disclosure of Financial Relationships to Participants in Clinical Research. *New England Journal of Medicine*, 361 (2009), p. 916.

Responsabilité médicale

BENNILOUCHE M., Sexologie : un mobile inopérant concernant les infractions sexuelles ?, *Revue générale de droit médical*, N° 31 2009, p. 197.

CHEVALIER P., Vérification des compétences du médecin libéral par l'établissement de santé privé et information du patient (Concl. sur Civ. 1re, 11 juin 2009, Société Clinique A c/ Mme X, n° 08-10.642), *Revue de droit sanitaire et social*, N°5, septembre-octobre 2009, p. 913.

DIVERS AUTEURS, L'indemnisation du dommage corporel : de la diversité à l'harmonisation (contributions d'une journée d'étude), *Revue générale de droit médical*, N° 31 2009, p. 11.

DOSSIER: le secret médical aujourd'hui, enjeux et perspectives : aspects juridiques, *Dalloz*, 39, novembre 2009, p. 2615.

DRESSER R., Irrational basis: the legal status of medical marijuana, *Hastings center report*, vol. 39, no. 6, November-December 2009, p. 7.

DYER C., Judges overturn ruling that doctors in NHS disciplinary hearings cannot have lawyer, *BMJ*, 2009;339:b3062.

JOUSSET N., ROUGE-MAILLART C., PENNEAU M., Le préjudice moral né du défaut d'information du patient, *Médecine & droit*, n° 97, p. 111.

KRASNER MS. AND AL., Association of resident Fatigue and Distress With Perceived Medical Errors. *Journal of American Medical Association*, 302 (2009), p. 1294.

MacCourt D., Medical Error Reduction and Tort Reform Through Private Contractually-Based Quality Medicine Societies, *American Journal of Law & Medicine*, 35, n. 4 (2009), p. 505.

NAU Y., Le mea culpa face à l'erreur médicale, *Revue médicale suisse*, n° 220, p. 2003.

POTACS M., Ist die Befassung von Strafgerichten mit ärztlichen Behandlungsfehlern noch zeigemäss ? Rechtspolitische Betrachtungen, *Recht der Medizin [RdM]*, 6a Dezember 2009, p. 251.

SALZER H., BERNAT E., 15-Jährige, die „Pille danach“ und der Schutz des ärztlichen Berufsgeheimnisses, *Recht der Medizin [RdM]*, 4, August 2009, p. 154.

WACHTER RM. AND AL., Balancing “No Blame” with Accountability in Patient Safety. *New England Journal of Medicine*, 361 (2009), p. 1401.

Santé mentale et psychique

DESCHAMPS J.-L., Questions sur la pertinence de l'illégalité de toutes les pratiques de censure qui affectent le caractère absolu du droit reconnu au malade hospitali-

sé sous contrainte d'émettre et de recevoir du courrier, *Revue Droit & Santé*, N° 32, novembre 2009, p. 527.

DIEU F., Hospitalisation sous contrainte et encadrement thérapeutique de l'information délivrée au malade, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, 2009, p. 688.

NAU Y., De la France et de la trisomie 21, *Revue médicale suisse*, n° 211, 2009, p. 1531.

SAMANTA J., Lasting Powers of Attorney for Healthcare under the Mental Capacity Act 2005 : Enhanced Prospective Self-Determination for Future Incapacity or a Simulacrum?, *Medical Law Review*, 2009, vol. 17, N°3, p. 377.

SIDA, lutte contre les épidémies

DENNIN R. H., LAFRENZ M., SINN A., Die Prävention der HIV-Infektion: Ethik und Recht sind nicht mehr gefragt?, *Medizinrecht*, H. 18, 2009, p. 457.

Systeme de santé, politique de la santé

ANDERSON P. AND AL., Effectiveness and cost-effectiveness of policies and programmes to reduce the harm caused by alcohol *Lancet*, 3743 (2009), p. 2234.

BALTHAZARD B., Le droit du développement durable, comme hypothèse d'un droit « charnière » international, *Revue Droit & Santé*, N° 31, septembre 2009, p. 398.

BALTHAZARD B., Grenelle, vers quelle traduction législative ? Engagement ou nouvelle dictature ?, *Revue Droit & Santé*, N° 32, novembre 2009, p. 472.

BROWNWLL KD. AND AL., The Public Health and Economic Benefits of Taxing Sugar-Sweetened Beverages. *New England Journal of Medicine*, 361 (2009), p. 1599.

DRESSER R., FRADER J., Off-Label Prescribing: A Call for Heightened Professional and Government Oversight, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2009; 37 (3), p. 476.

GUEGAN A., L'exposition à l'amiante indemnisée sur le fondement de la responsabilité civile de l'employeur, *Dalloz*, n° 30, septembre 2009, p. 2091

MARTENS WH., Vulnerable categories of homeless patients in Western societies: experience serious barriers to health care access, *Medicine and Law*, 28(2), 2009, p. 221.

MITKA M., FDA Exercises New Authority to Regulate Tobacco Products, But Some Limits Remain. *Journal of American Medical Association*, 302 (2009), p. 2078.

NGAMPIO-OBELE-BELE U., A propos de la nouvelle gouvernance hospitalière : vers une gestion entrepreneuriale des établissements publics de santé, *R.R.J.*, 2009-3, p. 1421.

NORDMANN R., Boissons alcooliques: responsabiliser le consommateur, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, 193, n° 5, p. 1181.

PAGES J., VIALLA F., Premières vue sur loi « hôpital, patient, santé et territoire », *Revue Droit & Santé*, N° 31, septembre 2009, p. 386.

ROSCAM ABBING H. D. C., Problem doctors and patients' right to good quality care in the European Union, *European journal of health law*, vol. 16, no. 4, December 2009, p. 301.

Stuckler D. and al., The public health effect of economic crises and alternative policy responses in Europe: an empirical analysis, *Lancet*, 374 (2009), p. 315.

THIERRY J.-B., L'expression de la gravité dans le Code de la santé publique, *Revue générale de droit médical*, N° 32 2009, p. 253.

YAMIN A. E., Suffering and powerlessness: the significance of promoting participation in rights-based approaches to health, *Health and human rights*, vol. 11, no. 1, p. 5.

WESTMORLAND Timothy M., BURKE Sheila P. et al. (Ed.) Legal Solutions in Health Reform, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2009; 37 (3), special supplement.

Transplantations

BAGINSKI W., Hastening Death: Dying, Dignity and the Organ Shortage Gap, *American Journal of Law & Medicine*, 35, n. 4 (2009), p. 562.

CHAPUIS Y., Le recours aux donneurs vivants en transplantation d'organes, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, 193, n° 3, p. 751.

THEN S.-N., The legality of tissue transplants for the benefit of family members in the UK and Australia : implications for saviour siblings, *Medical law international*, vol. 10, no. 1, 2009, p. 23.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

voir les acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :

<http://www2.unine.ch/biblio/page3847.html>

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

BERTOSSA Y., Trafic de stupéfiants: les réseaux mondiaux et Genève, *Plädoyer* 6709, p. 56.

LACHENMEIER P., Die Anwendung « nicht Zugelassener » Arzneimittel in der Krebstherapie nach Schweizerischem Recht, In: *Etik ve hukuk : uluslararası sempozyumu = Internationales Symposium Ethik und Recht im Bereich der Gesundheit 17-19 April 2008, Istanbul*, Yeditepe Üniversitesi, Istanbul, p. 471.

SCHWEIZER M., EU-Sektoruntersuchung Arzneimittel: Tant de bruit pour une omelette?, *sic!*, 11/2009, p. 825.

Assurances sociales

BAERTSCHI B., Remboursement des médecines parallèles par l'assurance de base : une violation du principe de neutralité religieuse, *Revue médicale suisse*, n° 213, 2009, p. 1623.

CONNE R., Zur Qualität versicherungspsychiatrischer Gutachten, *SZS [Schweizerische Zeitschrift für Sozialversicherung und berufliche Vorsorge]*, 4/2009, p. 390.

DUC J.-L., Application rétroactive d'un tarif de soins dans le cadre de la LAMal, *AJP/PJA*, 10/09, p. 1315.

DUC J.-L., De l'interprétation de l'article 13 LPGa par le Tribunal fédéral, *AJP/PJA*, 12/2009, p. 1534.

GERMANN T., Die gerichtlichen Vorgaben an polydisziplinäre Gutachten bei Schleudertraumen und äquivalenten Verletzungen, *[Schweizerische Zeitschrift für Sozialversicherung und berufliche Vorsorge]*, 4/2009, p. 355.

HÜRZELER M. M., Urteil der II. sozialrechtlichen Abteilung des Bundesgerichts 9C_40/2008 vom 4. September 2008, *SZS [Schweizerische Zeitschrift für Sozialversicherung und berufliche Vorsorge]*, 5/2009, p. 476.

KAHIL-WOLFF B., L'arrêt de la CJCE du 11 septembre 2008 dans l'affaire C-228/07 «Petersen» et d'autres développements du droit social européen, *SZS [Schweizerische Zeitschrift für Sozialversicherung und berufliche Vorsorge]*, 5/2009, p. 485.

KIESER U., Entwicklungen im Sozialversicherungsrecht – Le point sur le droit des assurances sociales, *SJZ*, 105, (2009) N° 23, p. 545.

LANDOLT H., Soziale Sicherheit von pflegenden Angehörigen, *AJP/PJA*, 10/2009, p. 1233.

PRO MENTE SANA, La 6e révision de la loi sur l'assurance invalidité: « l'assainissement de l'assurance invalidité par la réintégration de l'assuré », *Lettre trimestrielle*, n° 46, décembre 2009, p. 1.

TAPPY D., Note sur le contentieux des assurances complémentaires à l'assurance-maladie de lege lata et de lege ferenda, *JDT*, 2009 III p. 21.

TRAUB A., Natürlicher Kausalzusammenhang zwischen Unfall und Gesundheitsschädigung bei konkurrierender pathogener Einwirkung: Abgrenzung der wesentlichen Teilursache von einer anspruchshindernden Gelegenheits- oder Zufallsursache, *SZS [Schweizerische Zeitschrift für Sozialversicherung und berufliche Vorsorge]*, 5/2009, p. 479.

WERTHMÜLLER V., Assurance-invalidité: au bord du gouffre, *Plädoyer*, 5/09, p. 50.

Droits des patients, droit de la personnalité

ASCHWANDEN R. U., Kastration: Eine Option in der Behandlung von Sexualstraftätern: Eine Übersichtsarbeit mit Darstellung der medikamentösen und chirurgischen Behandlung, *Schweizerische Zeitschrift für Kriminologie*, 2/2009, p. 21.

BAERISWYL B., Entwicklungen im Datenschutzrecht – Le point sur le droit de la protection des données, *SJZ*, 105, (2009) N° 19, p. 442.

MANGIN P. ET AL., Le secret médical en rapport avec la capacité ou l'aptitude à la conduite, *Revue médicale suisse*, n° 220, p. 1999.

MARTIN J., Actualité des directives anticipées : pas seulement en fin de vie, *Revue médicale suisse*, n° 228, 2009, p. 2474.

MARTIN J., La médiation, bien utile dans les litiges soigné-soignant, *Revue médicale suisse*, n° 216, 2009, p. 1798.

ZERMATTEN J., Protection versus Participation de l'enfant? : Réflexions à propos des champs de tensions entre l'article 3 et l'article 12 de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (CDE), *Revue suisse du droit de tutelle (RDT/ZVW)*, 2009 p. 297.

Ethique biomédicale

BRAUER S., Forschung mit Kindern : Zur Stellungnahme der nationalen Ethikkommission im Bereich Humanmedizin, *Bioethica forum*, vol. 2, no 2, 2009, p. 87.

Euthanasie et fin de vie

ARZT G., Sterbehilfe in der Grauzone: BGer vom 11. Juni 2009, 6B 48/2009, zweiter Basler Fall, *Recht*, 5/2009, p. 140.

AUBERT J., Directives anticipées, «surveillance» pathologique, demandes d'aide à mourir, *Bulletin des médecins suisses*, n° 48, 2009, p. 1894.

FAHRNI-NATER P., FANCONI S., Développement des soins palliatifs pédiatriques dans le canton de Vaud : rapport final, *Infokara*, 24(3), 2009, p. 105.

MARTIN J., Assistance au suicide : ne pas l'interdire, mais attention au « libre-service », *Revue médicale suisse*, n° 211, 2009, p. 1533.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

AELLEN L., HAINARD F., Secret professionnel et surveillance des télécommunications, *Jusletter*, 23 mars 2009.

GRAUER D., Interactions entre le corps médical et les entreprises de l'industrie: chances et risques, *Bulletin des médecins suisses*, n° 48, 2009, p. 1873.

HODEL M., Le registre des professions médicales (registre), *Bulletin des médecins suisses*, n° 48, 2009, p. 1875.

Génétique humaine et biotechnologies

(pas de notice pour cette rubrique)

Médecine légale

MICHIELS W., JAGUSIEWICZ A., NIVEAU G., L'expertise d'aptitude à la conduite dans les cas liés à l'alcool, *Revue médicale suisse*, n° 230, 2009, p. 2582

Médecine du sport

(pas de notice pour cette rubrique)

Mesures médicales spéciales

(pas de notice pour cette rubrique)

Nouvelles techniques de l'information et santé

BURGAT S., Dans le cadre de l'e-health et la télémédecine, quid de la téléconsultation médicale ?, *Jusletter*, 18. August 2008, *Revue suisse de droit de la santé*, 2009, N° 12, p. 43.

Personnes âgées et santé

(pas de notice pour cette rubrique)

Procréation médicalement assistée

(pas de notice pour cette rubrique)

Recherche biomédicale

KIND C., Evaluation of risk in research with children : it's time to clear the misconceptions, *Bioethica forum*, vol. 2, no 2, 2009, p. 74.

MARTIN J., Dilemmes dans la divulgation des données génétiques – Evolutions actuelles, *Bulletin des médecins suisses*, n° 48, 2009, p. 1558.

WILDHABER I., Ungewollte Auskreuzungen und die Schwellenwerts-Debatte im Gentechnikrecht, *AJP/PJA*, 7/2009, p. 849.

Responsabilité médicale

KNODEL T., Strafuntersuchung gegen Ärzte – wie sollen sich Betroffene verhalten?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 46, 2009, p. 1804.

MÜLLER C., La responsabilité civile du médecin, In : *Quelques actions en responsabilité*, Neuchâtel, 2009, p. 99.

ROSE N. ET AL., Die Patientensicherheit in der Schweiz, *Bulletin des médecins suisses*, n° 48, 2009, p. 1890.

SCHWAPPACH D., La deuxième victime: gestion interne des incidents critiques, *Bulletin des médecins suisses*, n° 51/52, 2009, p. 1993.

Santé mentale et psychique

GUEX P. ET AL., 6ème révision LAI: des conséquences délétères pour les patients psychiatriques? *Bulletin des médecins suisses*, n° 51/52, 2009, p. 2018.

VON GREYERZ S., Neue gesetzliche Grundlagen für Prävention und Gesundheitsförderung, *Pro mente sana aktuell*, 3/2009, p. 11.

SIDA, lutte contre les épidémies

GASQUEZ R., Pour la dépénalisation de l'exposition au VIH, *Plädoyer* 4/09, p. 52.

PÄRLI K., MÖSCH PAYOT P., Der strafrechtliche Umgang mit HIV/Aids in der Schweiz im Lichte der Anliegen der HIV/Aids-Prävention : Status quo, Reflexion, Forderungen (1. & 2. Teil), *AJP/PJA*, 10/2009, p. 1261, 1288.

Système de santé, politique de la santé

ETTER J.-F., CORNUZ J., les mises en garde illustrées sur les paquets de cigarettes sont-elles utiles ? *Revue médicale suisse*, n° 210, 2009, p. 1476.

HODEL M., Le registre des professions médicales, *Sécurité sociale CHSS*, 6/2009, p. 348.

PALAZZO G., MENA S., Les entreprises de tabac peuvent-elles être citoyennes, *Revue médicale suisse*, n° 210, 2009, p. 1454.

PLATTNER T., LEE C-Y., Hospitalisations extracantonales – des enjeux importants pour les patientes et patients!, *Bulletin des médecins suisses*, n° 41, 2009, p.1588.

Transplantations

(pas de notice pour cette rubrique)

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

AYER A. ET AL., *Medizinalberufegesetz (MedBG) - Kommentar/Loi sur les professions médicales universitaires (LPMéd) – Commentaire*, Bâle, Helbing & Lichtenhahn, 2009.

ISSENHUTH-SCHARLY G., *Autonomie individuelle et biobanques*, Zurich, Schulthess 2009.

voir surtout les acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :

<http://www2.unine.ch/biblio/page3847.html>

Dokumentation / Documentation

Cette rubrique présente les références des dernières parutions juridiques en matière de droit de la santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger. Ce numéro couvre en principe la période entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 juillet 2010. / Diese Rubrik gibt Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheitsrecht. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der Schweiz und dem Ausland zusammengestellt. Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode vom 1. Januar 2010 bis zum 31. Juli 2010.

Numéros précédents / Frühere Erscheinungen : www.unine.ch/ids

Législation / Gesetzgebung	3
I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)	3
II. Droit communautaire / Europarecht.....	4
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	4
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. / Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	9
III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl).....	9
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	9
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	10
IV. Droit fédéral / Bundesrecht.....	10
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	10
Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse.....	12
V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl).....	14
VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien	22
Jurisprudence / Rechtsprechung	23

I.	Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl) ...	23
II.	Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl).....	23
III.	Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl).....	27
IV.	Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung	30
V.	Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung	38
Doctrin	/ Lehre	41
I.	Doctrin internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl).....	41
Articles / Aufsätze.....		41
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux.....		41
Assurances sociales.....		43
Droits des patients, droit de la personnalité.....		43
Ethique biomédicale.....		47
Euthanasie et soins palliatifs		48
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle		49
Génétique humaine et biotechnologies.....		50
Médecine légale		51
Médecine du sport.....		52
Mesures médicales spéciales.....		52
Nouvelles techniques de l'information et santé.....		53
Personnes âgées et santé.....		53
Procréation médicalement assistée et interruption volontaire de grossesse.....		53
Recherche biomédicale		54
Responsabilité médicale.....		55
Santé mentale et psychique		56
SIDA, lutte contre les épidémies.....		57
Système de santé, politique de la santé		57
Transplantations.....		59
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien.....		60
II.	Doctrin suisse / Schweizerische Lehre	60
Articles / Aufsätze.....		60
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux.....		60
Assurances sociales.....		61
Droits des patients, droit de la personnalité.....		62
Ethique biomédicale.....		63
Euthanasie et soins palliatifs		63
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle		64
Génétique humaine et biotechnologies.....		65

Médecine légale	65
Médecine du sport	65
Mesures médicales spéciales	66
Nouvelles techniques de l'information et santé	66
Personnes âgées et santé	66
Procréation médicalement assistée et avortement	66
Recherche biomédicale	66
Responsabilité médicale	66
Santé mentale et psychique	66
SIDA, lutte contre les épidémies	67
Système de santé, politique de la santé	67
Transplantations	68
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien	68

*Ont collaboré à cette rubrique / An dieser Rubrik haben mitgewirkt :
Cédric BAUME, Slim BEN YOUNÉS, Eva BLOUDANIS, Nathalie BRUNNER, Sabrina
BURGAT, Béatrice DESPLAND, Johanne GAGNEBIN, Leila GHASSEMI, Olivier GUILLOD,
Agnès HERTIG-PEA, Daniel KRAUS, Jean PERRENOUD, Dominique SPRUMONT,
Beatrice STIRNER et Marinette UMMEL.*

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Recommandation 1930 (2010)

Interdiction de la commercialisation et de l'utilisation du dispositif anti-jeunes «
Mosquito »

Recommandation 1929

La gestion de la pandémie H1N1 : nécessité de plus de transparence

Résolution 1749

La gestion de la pandémie H1N1 : nécessité de plus de transparence

COMITÉ DES MINISTRES DU CONSEIL DE L'EUROPE

CM/Del/Dec(2010)1089/6.4F / 2 juillet 2010

Pharmacopée européenne (DEQM) – Comité de protection de la santé des consommateurs (Accord partiel) (CD-P-SC) – Rapport abrégé de la 2e réunion (Strasbourg, 29-30 avril 2010)

CM/Del/Dec(2010)1079/6.1F / 12 mars 2010

Comité européen de la santé (CDSP) – Projet de Recommandation CM/Rec(2010)... du Comité des Ministres aux Etats membres sur la bonne gouvernance dans les systèmes de santé et son Exposé des motifs

CM/Del/Dec(2010)1076/6.3F / 5 février 2010

Comité européen de la santé (CDSP) – Rapport abrégé de la 62e réunion (Strasbourg, 13-15 octobre 2009)

CM/Del/Dec(2010)1076/6.5F / 5 février 2010

Direction européenne de la qualité du médicament (DEQM) - a. Comité européen sur la transfusion sanguine (CD-P-TS) : i. Rapport abrégé de la 5e réunion (Amsterdam, 5-6 novembre 2009) - ii. Projet de mandat du CD-P-TS - b. Comité européen sur la transplantation d'organes (CD-P-TO) : i. Rapport abrégé de la 5e réunion (Berlin, 2-3 octobre 2009) - ii. Projet de mandat du CD-P-TO

II. Droit communautaire / Europarecht

(JOCE L 001 à 186 et JOCE C 001 à 198)

<http://eur-lex.europa.eu/JOIndex.do?ihmlang=fr>

Droit édicté / Erlassenes Recht

Décision de la Commission du 28 juillet 2009 modifiant la liste des substances végétales, des préparations à base de plantes et associations de celles-ci en vue de leur utilisation dans des médicaments traditionnels à base de plantes *[notifiée sous le numéro C(2009) 5804]*

Décision de la Commission du 9 décembre 2009 modifiant la liste des substances végétales, des préparations à base de plantes et associations de celles-ci en vue de leur utilisation dans des médicaments traditionnels à base de plantes [notifiée sous le numéro C(2009) 9703]

Règlement (UE) n° 37/2010 de la Commission du 22 décembre 2009 relatif aux substances pharmacologiquement actives et à leur classification en ce qui concerne les limites maximales de résidus dans les aliments d'origine animale

2010/C 8 E/18

Résolution du Parlement européen du 25 septembre 2008 sur le Livre blanc sur la nutrition, la surcharge pondérale et l'obésité (2007/2285(INI))

2010/C 9 E/10

Résolution du Parlement européen du 9 octobre 2008 sur le Livre blanc intitulé «Ensemble pour la santé: une approche stratégique pour l'UE 2008-2013» (2008/2115(INI))

2010/C 16 E/13

Résolution du Parlement européen du 20 novembre 2008 sur le VIH/sida: diagnostic et traitement précoces

2010/C 16 E/32

Résolution législative du Parlement européen du 19 novembre 2008 relative à la position commune du Conseil en vue de l'adoption du règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux statistiques communautaires de la santé publique et de la santé et de la sécurité au travail (9815/3/2008 — C6-0343/2008 — 2007/0020(COD))

2010/C 22/05

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er décembre 2009 au 31 décembre 2009[Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE du Parlement européen et du Conseil]

2010/C 46 E/02

Résolution du Parlement européen du 13 janvier 2009 sur la politique agricole commune et la sécurité alimentaire mondiale (2008/2153(INI))

Décision de la Commission du 5 mars 2010 relative à une participation financière de l'Union aux interventions d'urgence contre l'influenza aviaire en République tchèque, en Allemagne, en Espagne, en France et en Italie en 2009 *[notifiée sous le numéro C(2010) 1172]*

Décision de la Commission du 19 avril 2010 relative à la banque de données européenne sur les dispositifs médicaux (Eudamed) *[notifiée sous le numéro C(2010) 2363]*

2010/C 106/08

Décision S1 du 12 juin 2009 concernant la carte européenne d'assurance maladie

2010/C 106/09

Décision S2 du 12 juin 2009 concernant les caractéristiques techniques de la carte européenne d'assurance maladie

2010/C 111/02

Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er janvier 2010 au 28 février 2010 [Publié en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) no 726/2004 du Parlement européen et du Conseil]

2010/C 111/03

Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er janvier 2010 au 28 février 2010 [Décisions prises conformément à l'article 34 de la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE du Parlement européen et du Conseil]

Règlement (UE) no 375/2010 de la Commission du 3 mai 2010 refusant d'autoriser une allégation de santé portant sur les denrées alimentaires, autre que celles faisant référence à la réduction d'un risque de maladie ainsi qu'au développement et à la santé des enfants

Règlement (UE) no 376/2010 de la Commission du 3 mai 2010 modifiant le règlement (CE) no 983/2009 concernant l'autorisation et le refus d'autorisation de

certaines allégations de santé portant sur les denrées alimentaires et faisant référence à la réduction du risque de maladie ainsi qu'au développement et à la santé infantiles

Règlement (UE) no 382/2010 de la Commission du 5 mai 2010 concernant le refus d'autoriser certaines allégations de santé portant sur les denrées alimentaires, autres que celles faisant référence à la réduction du risque de maladie ainsi qu'au développement et à la santé des enfants

Règlement (UE) no 383/2010 de la Commission du 5 mai 2010 refusant d'autoriser une allégation de santé portant sur les denrées alimentaires, autre que celles faisant référence à la réduction du risque de maladie ainsi qu'au développement et à la santé des enfants

Règlement (UE) no 384/2010 de la Commission du 5 mai 2010 relatif à l'autorisation et au refus d'autorisation de certaines allégations de santé portant sur les denrées alimentaires et faisant référence à la réduction du risque de maladie ainsi qu'au développement et à la santé infantiles

2010/C 137 E/08

Préoccupations quant aux effets pour la santé des champs électromagnétiques
Résolution du Parlement européen du 2 avril 2009 sur les préoccupations quant aux effets pour la santé des champs électromagnétiques (2008/2211(INI))

Directive 2010/32/UE du Conseil du 10 mai 2010 portant application de l'accord-cadre relatif à la prévention des blessures par objets tranchants dans le secteur hospitalier et sanitaire conclu par l'HOSPEEM et la FSESP

2010/C 183/02

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 90/385/CEE du Conseil, du 20 juin 1990, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositifs médicaux implantables actifs (Publication des titres et des références des normes harmonisées au titre de la directive)

2010/C 183/03

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 93/42/CEE du Conseil, du 14 juin 1993, relative aux dispositifs médicaux(Publication des titres et des références des normes harmonisées au titre de la directive)

2010/C 183/04

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro(Publication des titres et des références des normes harmonisées au titre de la directive)

2010/C 184 E/73

Droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers

Résolution législative du Parlement européen du 23 avril 2009 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers (COM(2008)0414 – C6-0257/2008 – 2008/0142(COD))

P6_TC1-COD(2008)0142

Position du Parlement européen arrêtée en première lecture le 23 avril 2009 en vue de l'adoption de la directive 2009/.../CE du Parlement européen et du Conseil relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers

2010/C 184 E/74

Sécurité des patients

Résolution législative du Parlement européen du 23 avril 2009 sur la proposition de recommandation du Conseil relative à la sécurité des patients, y compris la prévention des infections associées aux soins et la lutte contre celles-ci (COM(2008)0837 – C6-0032/2009 – 2009/0003(CNS))

2010/C 184 E/75

Action européenne dans le domaine des maladies rares *

Résolution législative du Parlement européen du 23 avril 2009 sur la proposition de recommandation du Conseil relative à une action européenne dans le domaine des maladies rares (COM(2008)0726 – C6-0455/2008 – 2008/0218(CNS))

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. /
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

2010/C 82/01

Communication de la Commission — Indications détaillées portant sur la demande présentée aux autorités compétentes en vue d'obtenir l'autorisation de procéder à l'essai clinique d'un médicament à usage humain, sur la notification de modifications substantielles et sur la déclaration de fin de l'essai clinique («CT-1»)

2010/250/UE

Recommandation de la Commission du 28 avril 2010 sur l'initiative de programmation conjointe en matière de recherche «Une alimentation saine pour une vie saine»

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl-rils/index.cfm>.

Droit édicté / Erlassenes Recht

Royaume-Uni / Grossbritannien

The Mental Health Act 1983 (Independent Mental Health Advocates) (England) Regulations 2008. S.I. 2008/3166. Dated 9 December 2008.

*These Regulations have been made in pursuance of certain Sections of the Mental Health Act 1983 (see IDHL, 1983, 34, 536, UK 83.28) and the National Health Service Act 2006 (see *ibid.*, 2006, 57, UK 06.238).*

http://www.opsi.gov.uk/si/si2008/uksi_20083166_en_1

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

(pas de notice pour cette rubrique)

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

Droit édicté / Erlassenes Recht

[RO/AS N° 1-29 (27 JUILLET 2010)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

Protocole additionnel à la Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine relatif à la transplantation d'organes et de tissus d'origine humaine, du 24 janvier 2002, ratifié par la Suisse le 10 novembre 2009, en vigueur dès le 1^{er} mars 2010, RO 2010 867.

Accord entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein concernant l'attribution d'organes destinés à une transplantation, du 1^{er} mars 2010, appliqué à titre provisoire à partir du 1^{er} avril 2010, RO 2010 1253.

Code de procédure civile du 19 décembre 2008, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2011, RO 2010 1739.

Code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2011, RO 2010 1881.

Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) du 18 mars 1994. Modification du 19 mars 2010 (art. 64a et 65 : conséquences du non-paiement des primes ; réduction des primes), délai référendaire échéant le 8 juillet 2010, FF 2010 1833.

Loi fédérale sur l'application du génie génétique au domaine non humain (Loi sur le génie génétique, LGG) du 21 mars 2003. Modification du 19 mars 2010, en vigueur dès le 1^{er} août 2010, RO 2010 3233.

Ordonnance du DFI sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins, OPAS) du 29 septembre 1995.

- Modification du 14 juin 2010, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2010 (concerne notamment la mammographie et la chirurgie de transplantation), RO 2010 2755.
- Modification du 30 juin 2010, en vigueur dès le 1^{er} août 2010 (prix des médicaments), RO 2010 3249.

Ordonnance concernant la remise de moyens auxiliaires par l'assurance-invalidité (OMAI) du 29 novembre 1976. Modification du 17 mars 2010, en vigueur dès le 1^{er} avril 2010, RO 2010 1053.

Ordonnance sur la transplantation d'organes, de tissus et de cellules d'origine humaine (Ordonnance sur la transplantation) du 16 mars 2007. Modification du 12 janvier 2010, en vigueur dès le 1^{er} février 2010, RO 2010 373.

Ordonnance sur les médicaments (OMéd) du 17 octobre 2001. Modification du 24 mars 2010, en vigueur partiellement dès le 15 avril 2010 puis entièrement dès le 1^{er} juillet 2010, RO 2010 1295.

Ordonnance sur les médicaments vétérinaires (OMédV) du 18 août 2004.

- Modification du 24 mars 2010, en vigueur dès le 15 avril 2010, RO 2010 1299.
- Modification du 12 mai 2010, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2011, RO 2010 2311.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques sur l'autorisation simplifiée des préparations à base d'allergènes (Ordonnance sur les allergènes, OAllerg) du 11 décembre 2009, en vigueur dès le 1^{er} mars 2010, RO 2010 459.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques sur les stupéfiants et les substances psychotropes (Ordonnance de Swissmedic sur les stupéfiants, OStup-Swissmedic) du 12 décembre 1996. Modification du 12 mars 2010, en vigueur dès le 1^{er} mai 2010, RO 2010 1273.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques sur les précurseurs et autres produits chimiques utilisés pour la fabrication de stupéfiants et de substances psychotropes (Ordonnance de Swissmedic sur les précurseurs,

OPrec-Swissmedic) du 8 novembre 1996. Modification du 12 mars 2010, en vigueur dès le 1^{er} mai 2010, RO 2010 1293.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édition de la pharmacopée et la reconnaissance d'autres pharmacopées du 9 novembre 2001.

- Modification du 12 mars 2010, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2010, RO 2010 1313.
- Modification du 26 mai 2010, en vigueur dès le 1^{er} août 2010, RO 2010 2849.

Ordonnance du DFI sur les denrées alimentaires génétiquement modifiées (ODAIGM) du 23 novembre 2005. Modification du 8 février 2010, en vigueur dès le 1^{er} mars 2010, RO 2010 667.

Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse

[FF/BBL N° 1-29 (27 JUILLET 2010)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

Initiative populaire fédérale «Financer l'avortement est une affaire privée – Alléger l'assurance-maladie en radiant les coûts de l'interruption de grossesse de l'assurance de base». Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale du 12 janvier 2010, FF 2010 265.

Initiative populaire fédérale «Pour une loi libérale sur l'interdiction de fumer». Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale du 9 février, RO 2010 1017.

Initiative populaire fédérale «Oui à la médecine de famille». Aboutissement, selon décision de la Chancellerie fédérale du 27 avril 2010, FF 2010 2679.

Initiative populaire fédérale «Protection contre le tabagisme passif». Aboutissement, selon décision de la Chancellerie fédérale du 8 juin 2010, FF 2010 3788.

Message relatif à la modification de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité (6e révision, premier volet), du 24 février 2010, FF 2010 1647 et, pour le projet de loi, FF 2010 1765.

Décision de l'Organe de décision de la Convention intercantonale relative à la médecine hautement spécialisée concernant la planification du domaine de médecine hautement spécialisée (MHS) des brûlures graves du 22 juin 2010, FF 2010 3807.

Décision de l'Organe de décision de la Convention intercantonale relative à la médecine hautement spécialisée concernant la planification du domaine de médecine hautement spécialisée (MHS) des implants cochléaires du 22 juin 2010, FF 2010 3810.

Décision de l'Organe de décision de la Convention intercantonale relative à la médecine hautement spécialisée concernant la planification du domaine de médecine hautement spécialisée (MHS) de la protonthérapie du 22 juin 2010, FF 2010 3813.

Décision de l'Organe de décision de la Convention intercantonale relative à la médecine hautement spécialisée concernant la planification du domaine de médecine hautement spécialisée (MHS) des transplantations d'organes solides du 22 juin 2010, FF 2010 4030 (qui remplace et annule la version publiée in FF 2010 3816).

Décision de l'Organe de décision de la Convention intercantonale relative à la médecine hautement spécialisée concernant la planification du domaine de médecine hautement spécialisée (MHS) des transplantations de cellules souches hématopoïétiques allogéniques du 22 juin 2010, FF 2010 3819.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée au *Kantonsspital Liestal*, du 16 mars 2010, FF 2010 1465.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée au *HerzGefässZentrum Zürich, Klinik im Park*, du 16 mars 2010, FF 2010 1469.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée à *l'Ente ospedaliero Cantonale (EOC), Ospedale Regionale di Bellinzona e Valli* pour le projet « Expression et rôle pronostic de marqueurs moléculaires biologiques et cliniques dans l'hépatocarcinome », du 16 mars 2010, FF 2010 1473.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée à diverses entités pour le projet « *Review of Valganciclovir efficacy in preventing cytomegalovirus disease in D+/R- liver transplant recipients* », du 23 mars 2010, FF 2010 1598.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée à *Swisstransplant* pour le projet « *Variation in Organ Donation Rates in Switzerland : Prospective Cohort Study* », du 22 juin 2010, FF 2010 3794.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(Selon les informations disponibles sur le site de l'Institut du fédéralisme <http://www.lexfind.ch>)

Appenzell Rhodes-externes / Appenzell Ausserrhoden

Verordnung zum Gesundheitsgesetz, Änderung vom 13. April 2010

811.11_13042010

http://www.lexfind.ch/dta/30435/2/1152_811.11_V_Gesundheitsgesetz.pdf

Appenzell Rhodes-intérieures / Appenzell Innerrhoden

Verordnung zum Gesundheitsgesetz

800.010

<http://www.lexfind.ch/dta/25239/2/800.010.pdf>

Standeskommissionsbeschluss betreffend vorläufige Umsetzung der Bundesgesetzgebung zum Passivraucherschutz

800.011

<http://www.lexfind.ch/dta/30443/2/800.011.pdf>

Standeskommissionsbeschluss über die Prämienverbilligung in der
Krankenversicherung

832.501

<http://www.lexfind.ch/dta/25512/2/832.501.pdf>

Argovie / Aargau

Gesundheitsgesetz(GesG)

301.100

<http://www.lexfind.ch/dta/333/2/301-100.pdf>

Verordnung zum Gesundheitsgesetz (GesV)

301.111

<http://www.lexfind.ch/dta/30093/2/301-111.pdf>

Verordnung über die Rechte und Pflichten der Patientinnen und Patienten
(Patientenverordnung, PatV)

333.111

<http://www.lexfind.ch/dta/30090/2/333-111.pdf>

Verordnung zum Bundesgesetz über die Bekämpfung übertragbarer Krankheiten
des Menschen

320.111

<http://www.lexfind.ch/dta/2/2/320-111.pdf>

Spitalgesetz(SpiG)

331.200

<http://www.lexfind.ch/dta/244/2/331-200.pdf>

Bâle-Campagne / Basel-Landschaft

Verordnung betreffend Massnahmen gegen die Tuberkulose

321.900

<http://www.lexfind.ch/dta/3904/2/321.900.pdf>

Verordnung über die Berufe im Gesundheitswesen

914.12

<http://www.lexfind.ch/dta/29655/2/914.12.pdf>

Bâle-Ville / Basel-Stadt

Regierungsratsbeschluss betreffend gemeinsame Spitalliste für die Kantone Basel-Stadt und Basel-Landschaft1) (somatische Akutmedizin) Spitalliste für den Kanton Basel-Stadt1) (Rehabilitation, Geriatrie, Psychiatrie, Spezialangebote)
330.500

<http://www.lexfind.ch/dta/3669/2/330.500.pdf>

Gesetz über die Krankenversicherung im Kanton Basel-Stadt(GKV)
834.400

<http://www.lexfind.ch/dta/4045/2/834.400.pdf>

Berne / Bern

Loi sur la santé publique(LSP)
811.01

<http://www.lexfind.ch/dta/22783/3/>

Ordonnance sur les soins hospitaliers (OSH)
812.112

<http://www.lexfind.ch/dta/22774/3/>

Fribourg / Freiburg

Verordnung vom 27. Oktober 2009 über die abziehbaren Prämien der Kranken- und Unfallversicherung für die Steuerperiode 2010
631.48

<http://www.lexfind.ch/dta/5101/2/>

Loi du 16 novembre 1999 sur la santé(LSan)
821.0.1

<http://www.lexfind.ch/dta/4820/3/>

Ordonnance du 9 mars 2010 concernant les fournisseurs de soins(OFS)
821.0.12

<http://www.lexfind.ch/dta/4806/3/>

Ordonnance du 9 mars 2010 sur les produits thérapeutiques(OPTh)
821.20.21

<http://www.lexfind.ch/dta/4890/3/>

Ordonnance du 9 mars 2010 sur la Commission d'éthique de recherche

821.20.22

<http://www.lexfind.ch/dta/5264/3/>

Verordnung vom 14. Dezember 2009 über den Beitragsansatz der Kantonalen Ausgleichskasse für Familienzulagen für das Jahr 2010

836.13

<http://www.lexfind.ch/dta/4534/2/>

Genève / Genf

Loi d'application de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LaLAMal)

J 3 05

http://www.lexfind.ch/dta/6383/3/rsg_j3_05.html

Règlement d'application de l'ordonnance sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire (RaOLAF)

J 3 05.50

http://www.lexfind.ch/dta/30290/3/rsg_j3_05p50.html

Règlement d'exécution de la loi d'application de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (RaLAMal)

J 3 05.01

http://www.lexfind.ch/dta/6219/3/rsg_j3_05p01.html

Loi sur le réseau de soins et le maintien à domicile(LSDom)

K 1 06

http://www.lexfind.ch/dta/30288/3/rsg_k1_06.html

Règlement d'application de la loi sur le réseau de soins et le maintien à domicile (RSDom)

K 1 06.01

http://www.lexfind.ch/dta/30289/3/rsg_k1_06p01.html

Loi sur les établissements publics médicaux (LEPM)

K 2 05

http://www.lexfind.ch/dta/6280/3/rsg_k2_05.html

Règlement sur les professions de la santé (RPS)

K 3 02.01

http://www.lexfind.ch/dta/25146/3/rsg_k3_02p01.html

Loi sur la commission de surveillance des professions de la santé et des droits des patients

K 3 03

http://www.lexfind.ch/dta/25144/3/rsg_k3_03.html

Grisons / Graubünden

Verordnung zum Gesundheitsgesetz

500.010

<http://www.lexfind.ch/dta/23614/2/>

Jura

Arrêté concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie pour l'année

2010

832.115.1

http://www.lexfind.ch/dta/7605/3/pdf_loi_3951225.pdf

Lucerne / Luzern

Gesundheitsgesetz

<http://www.lexfind.ch/dta/24465/2/enactmentDetail.jsp%3Fsr%3D1%26enactment%3D800.html>

Beschluss über den Betreiber des kantonalen Krebsregisters

804

<http://www.lexfind.ch/dta/30476/2/enactmentDetail.jsp%3Fsr%3D1%26enactment%3D804.html>

Psychotherapeutenverordnung

806a

<http://www.lexfind.ch/dta/29539/2/enactmentDetail.jsp%3Fsr%3D1%26enactment%3D806a.html>

Vollzugsverordnung zum Bundesgesetz zum Schutz vor Passivrauchen

837

<http://www.lexfind.ch/dta/30422/2/enactmentDetail.jsp%3Fsr%3D1%26enactment%3D837.html>

Neuchâtel / Neuenburg

Arrêté fixant les normes de classification et le montant des subsides en matière d'assurance-maladie obligatoire des soins pour l'année 2010

821.102

<http://www.lexfind.ch/dta/8548/3/821102.pdf>

Nidwald / Nidwalden

Einführungsverordnung zur Bundesgesetzgebung zum Schutz vor Passivrauchen (Kantonale Passivrauchschutzverordnung, kPRSV)

711.15

<http://www.lexfind.ch/dta/30464/2/ofgesetz.htm%3Ff%3Dtemplates%26fn%3Ddocument-frame.htm%26q%3D%5BField%20711.15%3A%20%22711.15%22%5D%26x%3Dadvanced%262.0.html>

Obwald / Obwalden

Ausführungsbestimmungen zum Bundesgesetz über das Passivrauchen

812.111

<http://www.lexfind.ch/dta/30424/2/812111.pdf>

Kantonsratsbeschluss über den Selbstbehalt bei der Individuellen Prämienverbilligung in der Krankenversicherung für das Jahr 2010

851.12

<http://www.lexfind.ch/dta/29653/2/851120.pdf>

Saint-Gall / Sankt Gallen

Verordnung über den Schutz vor dem Passivrauchen

311.12

<http://www.lexfind.ch/dta/30528/2/311.12.html>

Schaffhouse / Schaffhausen

Verordnung über den Vollzug des Krankenversicherungsgesetzes

832.111

<http://www.lexfind.ch/dta/11671/2/832.111.pdf>

Schwytz / Schwyz

Gesundheitsverordnung(GesV)

571.110

http://www.lexfind.ch/dta/13254/2/571_110.pdf

Vollzugsverordnung zur Gesundheitsverordnung(GesV-VV)

571.111

http://www.lexfind.ch/dta/13065/2/571_111.pdf

Soleure / Solothurn

Verordnung zum Schutz vor Passivrauchen

811.14

<http://www.lexfind.ch/dta/29925/2/811.14.pdf>

Tessin / Ticino

Decreto esecutivo concernente il premio riconosciuto ai singoli assicuratori malattie per l'applicazione delle riduzioni individuali di premio LAMal per l'anno 2010

6.4.6.1.9

http://www.lexfind.ch/dta/30313/4/06_223.htm

Decreto esecutivo concernente le basi di calcolo per l'applicazione delle riduzioni individuali di premio LAMal per l'anno 2010

6.4.6.1.8

http://www.lexfind.ch/dta/14080/4/06_222.htm

Legge di applicazione della Legge federale sull'assicurazione malattie (LCAMal)

6.4.6.1

http://www.lexfind.ch/dta/14405/4/06_13.htm

Thurgovie / Thurgau

Gesetz über das Gesundheitswesen

810.1

http://www.lexfind.ch/dta/13669/2/810_1h6.pdf

Verordnung des Regierungsrates über Berufe des Gesundheitswesens

811.121

http://www.lexfind.ch/dta/13802/2/811_121g1.pdf

Verordnung des Regierungsrates zum Vollzug der eidgenössischen
Gesetzgebung zum Schutz vor Passivrauchen

812.51

http://www.lexfind.ch/dta/30454/2/812_51h5.pdf

Verordnung des Regierungsrates zum Gesetz über die Krankenversicherung

832.10

http://www.lexfind.ch/dta/13572/2/832_10g1.pdf

Uri

Reglement zum Schutz vor Passivrauchen

30.2145

<http://www.lexfind.ch/dta/30455/2/30-2145.pdf>

Vaud / Waadt

Loi sur la santé publique

800.01

http://www.lexfind.ch/dta/15201/3/doc.fo.html%3FdocId%3D5097%26Pcurrent_version%3D26%26PetatDoc%3Dvigueur%26docType%3Dloi%26page_format%3DA4_3%26isRSV%3Dtrue%26isS JL%3Dtrue%26outformat%3Dhtml%26isModifiante%3Dfalse%26with_link%3Dtrue.html

Règlement précisant les conditions à remplir par les établissements sanitaires privés pour être reconnus d'intérêt public au sens de la loi du 5 décembre 1978 sur la planification et le financement des établissements sanitaires d'intérêt public (RCLPFES)

810.01.3

http://www.lexfind.ch/dta/30074/3/doc.fo.html%3FdocId%3D655716%26Pcurrent_version%3D1%26PetatDoc%3Dvigueur%26docType%3Dreglement%26page_format%3DA4_3%26isRSV%3Dtrue%26isS JL%3Dtrue%26outformat%3Dhtml%26isModifiante%3Dfalse%26with_link%3Dtrue.html

Arrêté sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire(AVOLAF)

832.05.1

http://www.lexfind.ch/dta/14937/3/doc.fo.html%3FdocId%3D764274%26Pcurrent_version%3D0%26PetatDoc%3Dvigueur%26docType%3Darrete%26page_format%3DA4_3%26isRSV%3Dtrue%26isSJL%3Dtrue%26outformat%3Dhtml%26isModifiate%3Dfalse%26with_link%3Dtrue.html

Zurich / Zürich

Patientinnen- und Patientengesetz

813.13

http://www.lexfind.ch/dta/17317/2/813.13_5.4.04_69.pdf

Statut des Universitätsspitals Zürich(USZ-Statut)

813.151

http://www.lexfind.ch/dta/30402/2/813.151_10.2.10_68.pdf

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

Suisse/Schweiz

Directives concernant les «directives anticipées»: version abrégée et questions types relatives à l'échelle des valeurs, *Bulletin des médecins suisses*, n°1-2/2010, p. 19.

Etranger/Ausland

(pas de notice pour cette rubrique)

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

<http://www.echr.coe.int>

AJP/PJA, 6/2010, p. 803. I. Section des EGMR, Kammerurteil vom 1. April 2010, Nr. 57813/2000, S.H. et al. gegen Österreich.
Verbote der Eispende und der samenspende für In-Vitro-fertilisation verletzen art. 14 EMRK i.V.m. Art. 8 EMRK.

La Semaine juridique, n° 18, 3 mai 2010, CEDH, 1^{er} avril 2010, n° 57813/00
Interdiction de la discrimination. Non-discrimination et droit de recourir à la procréation médicalement assistée.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

Revue de droit de la santé, 09/10, n° 3, p. 125. Cour de l'AELE 19 décembre 2008.

Libre circulation des personnes. Libre circulation des services. Remboursement des frais d'hospitalisation avancés dans un autre Etat membre. Sécurité sociale. Règlement CE n°1408/71. Traitement expérimental, interprétation juridique des standards médicaux.

Affaire C-7/09: Arrêt de la Cour (sixième chambre) du 12 novembre 2009 — Commission des Communautés européennes/Royaume de Belgique
Manquement d'État — Directive 2006/86/CE — Exigences de traçabilité, notification des réactions et incidents indésirables graves, ainsi que certaines exigences techniques relatives à la codification, à la transformation, à la conservation, au stockage et à la distribution des tissus et cellules d'origine humaine — Non-transposition dans les délais

Affaire C-353/08: Ordonnance de la Cour (septième chambre) du 9 novembre 2009

demande de décision préjudicielle du Tribunale Amministrativo Regionale del Lazio — Italie) — A. Menarini — Industrie Farmaceutiche Riunite Srl, FIRMA Srl, Laboratori Guidotti SpA, Menarini International Operations Luxembourg SA, Istituto Lusofarmaco d'Italia SpA, Malesi Istituto Farmacobiologico SpA/Ministero della Salute, Agenzia Italiana del Farmaco (AIFA) (Article 104, paragraphe 3, premier alinéa, du règlement de procédure — Directive 89/105/CEE — Transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain — Article 4, paragraphe 1 — Blocage des prix — Réduction des prix.

Affaire C-198/09: Ordonnance de la Cour (septième chambre) du 9 novembre 2009

demande de décision préjudicielle du Tribunale Amministrativo Regionale del Lazio — Italie) — IFB Stroder Srl/Agenzia Italiana del Farmaco (AIFA) (Article 104, paragraphe 3, premier alinéa, du règlement de procédure — Directive 89/105/CEE — Transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain — Article 4 — Blocage de prix — Réduction des prix.

Affaire T-355/08 P: Arrêt du Tribunal du 19 janvier 2010 — De Fays/Commission «*Pourvoi — Pourvoi incident — Fonction publique — Fonctionnaires — Congés — Congé de maladie — Absence irrégulière constatée à la suite d'un contrôle médical — Imputation sur la durée du congé annuel — Perte du bénéfice de la rémunération*»

Affaires jointes C-471/07 et C-472/07: Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 14 janvier 2010

demandes de décision préjudicielle du Conseil d'État — Belgique) — Association générale de l'industrie du médicament (AGIM) ASBL (C-471/07 et C-472/07), Bayer SA (C-471/07 et C-472/07), Pfizer SA (C-471/07 et C-472/07), Servier Benelux SA (C-471/07 et C-472/07), Janssen Cilag SA (C-471/07), Sanofi-Aventis Belgium SA, anciennement Sanofi-Synthelabo SA (C-472/07)/État belge (Directive 89/105/CEE — Transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain — Article 4, paragraphe 1 — Effet direct — Blocage des prix

2010/C 113/07

Affaire C-197/08: Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 4 mars 2010 — Commission européenne/République française
Manquement d'État — Directive 95/59/CE — Impôts autres que les taxes sur le chiffre d'affaires frappant la consommation des tabacs manufacturés — Article 9, paragraphe 1 — Libre détermination, par les fabricants et importateurs, des prix maximaux de vente au détail de leurs produits — Réglementation nationale imposant un prix minimal de vente au détail des cigarettes — Réglementation nationale interdisant la vente des produits du tabac à «un prix de nature promotionnelle contraire aux objectifs de santé publique» — Notion de «législations nationales sur le contrôle du niveau des prix ou le respect des prix imposés» — Justification — Protection de la santé publique — Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac

2010/C 113/08

Affaire C-198/08: Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 4 mars 2010 — Commission européenne/République d'Autriche
Manquement d'État — Directive 95/59/CE — Impôts autres que les taxes sur le chiffre d'affaires frappant la consommation des tabacs manufacturés — Article 9, paragraphe 1 — Libre détermination, par les fabricants et importateurs, des prix maximaux de vente au détail de leurs produits — Réglementation nationale imposant un prix minimal de vente au détail des cigarettes ainsi qu'un prix minimal de vente au détail du tabac fine coupe — Justification — Protection de la santé publique — Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac

2010/C 113/09

Affaire C-221/08: Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 4 mars 2010 — Commission européenne/Irlande
Manquement d'État — Directive 95/59/CE — Impôts autres que les taxes sur le chiffre d'affaires frappant la consommation des tabacs manufacturés — Article 9, paragraphe 1 — Libre détermination, par les fabricants et importateurs, des prix maximaux de vente au détail de leurs produits — Réglementation nationale imposant un prix minimal de vente au détail des cigarettes — Justification — Protection de la santé publique — Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac

Affaire C-297/08: Arrêt de la Cour (quatrième chambre) du 4 mars 2010 — Commission européenne/République italienne
Manquement d'État — Environnement — Directive 2006/12/CE — Articles 4 et 5 — Gestion des déchets — Plan de gestion — Réseau adéquat et intégré d'installations d'élimination — Danger pour la santé humaine ou l'environnement — Force majeure — Troubles à l'ordre public — Criminalité organisée

2010/C 134/15

Affaire C-432/08 P: Ordonnance de la Cour du 9 décembre 2009 — Luigi Marcuccio/Commission européenne
Pourvoi — Fonctionnaires — Sécurité sociale — Prise en charge des frais médicaux — Rejet implicite de la demande visant au remboursement intégral des frais médicaux encourus par le requérant — Pourvoi en partie manifestement irrecevable et en partie manifestement non fondé

Affaire C-73/08: Arrêt de la Cour (grande chambre) du 13 avril 2010 (demande de décision préjudicielle de la Cour constitutionnelle — Belgique) — Nicolas Bressol, Anthony Wolf, Cédric Helie, Valérie Jabot, Claude Keusterickx, Denis Wilmet, Charlène Meurou, David Bacquart, Ayhar Gabriel Arslan, Yves Busegnies, Serge Clement, Sabine Gelaes, Etienne Dubuisson, Caroline Kinet, Dominique Peeters, Robert Lontie, Yannick Homerin, Isabelle Pochet, Walid Salem, Karin Van Loon, Olivier Leduc, Annick Van Wallendael, Dorothée Van Eecke, Olivier Ducruet, Céline Hinck, Nicole Arpigny, Eric De Gunsch, Thibaut De Mesmaeker, Mikel Ezquer, Constantino Balestra, Philippe Delince, Madeleine Merche, Jean-Pierre Saliez, Véronique de Mahieu, Muriel Alard, Danielle Collard, Pierre Castelein, Dominique De Crits, André Antoine, Christine Antierens, Brigitte Debert, Véronique Leloux, Patrick Parmentier, M. Simon, Céline Chaverot, Marine Guiet, Floriane Poirson, Laura Soumagne, Elodie Hamon, Benjamin Lombardet, Julie Mingant, Anne Simon, Anaïs Serrate, Sandrine Jadaud, Patricia Barbier, Laurence Coulon, Renée Hollestelle, Jacqueline Ghion, Pascale Schmitz, Sophie Thirion, Céline Vandeuren, Isabelle Compagnion/Gouvernement de la Communauté française

Citoyenneté de l'Union — Articles 18 et 21 TFUE — Directive 2004/38/CE — Article 24, paragraphe 1 — Liberté de séjour — Principe de non-discrimination — Accès à l'enseignement supérieur — Étudiants ressortissants d'un État membre se rendant dans un autre État membre pour y suivre une formation — Contingentement des inscriptions d'étudiants non résidents à des formations universitaires dans le domaine de la santé publique — Justification — Proportionnalité — Risque pour la qualité de l'enseignement des matières

médicales et paramédicales — Risque de pénurie de diplômés dans les secteurs professionnels de la santé publique

Affaire C-160/08: Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 29 avril 2010 — Commission européenne/République fédérale d'Allemagne
Manquement d'État — Marchés publics de services — Articles 43 CE et 49 CE — Directives 92/50/CEE et 2004/18/CE — Services publics de secours — Transport médical d'urgence et transport sanitaire qualifié — Obligation de transparence — Article 45 CE — Activités participant à l'exercice de l'autorité publique — Article 86, paragraphe 2, CE — Services d'intérêt économique général

Affaire C-341/08: Arrêt de la Cour (grande chambre) du 12 janvier 2010
demande de décision préjudicielle du Sozialgericht Dortmund — Allemagne) — Domnica Petersen/Berufungsausschuss für Zahnärzte für den Bezirk Westfalen-Lippe (Directive 2000/78/CE — Articles 2, paragraphe 5, et 6, paragraphe 1 — Interdiction des discriminations fondées sur l'âge — Disposition nationale fixant à 68 ans l'âge maximal pour l'exercice de la profession de dentiste conventionné — Objectif poursuivi — Notion de « mesure nécessaire à la protection de la santé » — Cohérence — Caractère apte et approprié de la mesure

Affaires T-128/08 et T-241/08: Ordonnance du Tribunal du 5 mai 2010 — CBI et ABISP/Commission
«Aides d'État — Subventions octroyées par les autorités belges aux hôpitaux publics — Service d'intérêt économique général — Plainte — Prétendue décision de classer la plainte — Adoption ultérieure d'une décision déclarant l'aide compatible avec le marché commun — Non-lieu à statuer»

<http://curia.eu.int/fr/index.htm>

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

Allemagne / Deutschland

NJW, H. 24, 2010, p. 1718. SPICKHOFF A., Die Entwicklung des Arztrechts 2009/2010.

Medizinrecht, Vol. 28, Number 5, mai 2010, p. 316. BGH, Urt. v. 30. 4. 2009 – I ZR 117/07 (OLG Düsseldorf)

Werbung eines Blutspendedienstes mit Gewährung einer Aufwandsentschädigung für Blutspende. Der bloße Hinweis in der Werbung eines Blutspendedienstes, dass den Spendern eine Aufwandsentschädigung gewährt werden kann, die sich am unmittelbaren Aufwand orientiert (§10 S. 2 Transfusionsgesetz), verstößt nicht gegen das Werbeverbot nach §7 Abs. 3 HWG

Medizinrecht, Vol. 28, Nr 3, mars 2010. BGH, Urt. v. 18. 11. 2008 – VI ZR 198/07 (OLG Oldenburg)

Erstmals in der Berufungsinstanz vorgetragener Einwand der hypothetischen Einwilligung bei unzureichender Risikoaufklärung. Wird der Einwand der hypothetischen Einwilligung erst im zweiten Rechtszug erhoben, handelt es sich grundsätzlich um ein neues Verteidigungsmittel i. S. des § 531 Abs. 2 ZPO.

Medizinrecht, Vol. 28, Nr 3, mars 2010, p. 184. Betrug durch Verkauf eines Medikaments BGH, Beschl. v. 29. 7. 2009 – 2 StR 91/09 (LG Kassel)

1. Beim Betrug sind auch bei Serienstraftaten regelmäßig konkrete Feststellungen dazu erforderlich, welches Vorstellungsbild der einzelne Erklärungsempfänger hatte.

2. Im Fordern eines bestimmten Preises liegt nicht ohne Weiteres die Zusicherung, dass dieser auch angemessen oder üblich ist. (Leitsätze des Bearbeiters)

Medizinrecht, Vol. 28, Nr 1, Janvier 2010, p. 36. KG, Beschl. v. 9. 10. 2008 – 3 Ws 139/08 (LG Berlin)

Strafbarkeit der Präimplantationsdiagnostik

1. Zur Frage der Strafbarkeit der Präimplantationsdiagnostik nach § 1 Abs. 1 Nr. 2 und § 2 Abs. 1 ESchG.

2. "Verwenden" i.S. der Vorschrift des § 2 Abs. 1 ESchG bedeutet, mit dem Embryo etwas in einer Absicht zu tun, die nicht seiner Erhaltung dient. Demgemäß fällt unter anderem das zur Tötung des Embryos führende Wegschütten darunter. Hingegen entspricht das Unterlassen lebenserhaltender Maßnahmen zugunsten des Embryos, das heißt das

Ihn-Absterben-Lassen, in seinem Unrechtsgehalt nicht einer aktiv-missbräuchlichen Verwendung. (Leitsatz 2 von der Bearbeiterin)

Autriche / Österreich

Öjz (Österreichische Juristen Zeitung), 02, 2010, p. 78, OGH 4. 8. 2009, 9 Ob 64/08i

Aufklärungspflicht des Arztes und Beweislast.

Belgique / Belgien

Revue de droit de la santé 09/10, n° 4, p. 215. Cour d'appel de Liège (20^{ème} chambre) 22 janvier 2009. Note de S. Panis.

Wrongful pregnancy. Avortement. Obligations de moyens. Obligation de moyens. Obligation de limitation du dommage. Abandon pour adoption.. Dommage.

France / Frankreich

Dalloz, n° 44, 24 décembre 2009, p. 2933, Civ 2^e, 19 novembre 2009

Hépatite C : préjudice spécifique de contamination et déficit fonctionnel permanent.

La Semaine juridique, n° 21, 24 mai 2010, p. 568, Cass. soc., 11 mai 2010, n° 09-42.241 et 09-42.257, FP P+B+R.

Amiante. Reconnaissance d'un préjudice spécifique d'anxiété.

Italie / Italien

Il foro italiano, Gennaio 2010, p. 141. Cass. 11 maggio 2009, n. 10741 (I,141).

"giurisprudenza-normativa" a proposito della responsabilità di sanitari per danni al nascituro e ai genitori per omessa informazione sui rischi di terapia farmacologica contro l'infertilità.

Il foro italiano, Marzo 2010, p. 141. Cass. 16 gennaio 2009, n. 975, (I,994).

circa il frazionamento della responsabilità professionale del medico o della struttura sanitaria fra inesatto adempimento e concomitante fattore naturale costituito dalla situazione patologica del paziente

Italian yearbook of international law, vol. 18, 2008, p. 341. Corte di Cassazione (Sez. III civile), 15 September 2008, No. 23676. G.M. v. Gestione Liquidatoria della soppressa USL/11 Pordenonese
Medical treatments. Blood transfusions. Jehova's witnesses. Right to health. Conscientious objection to transfusion of blood on religious grounds. Risk to life. Informed consent. Oviedo Convention.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.jaac.admin.ch> et

<http://www.bk.admin.ch/dokumentation/02574/index.html?lang=fr>

La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante :

<http://www.bger.ch/> pour tous les arrêts publiés par le Tribunal fédéral.

Pour les arrêts concernant les assurances maladie et accident, voir aussi le site du Tribunal administratif fédéral :

<http://www.bundesverwaltungsgericht.ch/fr/index/entscheide/jurisdiction-datenbank.htm>

1C_430/2009 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit public du 4 février 2010.

Droit de déterminer le lieu d'inhumation de son cadavre. Le droit du défunt prime celui des proches. Son respect peut justifier une exhumation.

2C_656/2009 – Arrêt de la 2^e Cour de droit public du 24 juillet 2010.

Réglementation cantonale sur les conditions de la reconnaissance d'intérêt public des EMS leur donnant droit à une participation financière de l'Etat. Compatibilité de la réglementation avec la liberté économique et l'égalité de traitement entre concurrents.

4D_151/2009 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit civil du 15 mars 2010.

Patient souffrant d'une hépatite B peu après une gastroscopie. Appréciation de la causalité naturelle.

5A_524/2009 – Arrêt de la 2^e Cour de droit civil du 2 septembre 2009 (aussi résumé par Ph. Meier in RDT 2009 405 n° 113-09).

Traitement forcé. Elucidation nécessaire des effets secondaires à long terme des neuroleptiques pour pouvoir procéder à une pesée complète des intérêts.

5A_688/2009 – Arrêt de la 2^e Cour de droit civil du 2 novembre 2009 (aussi résumé par Ph. Meier *in* RMA 2010 140 n° 39-10)..

Privation de liberté à des fins d'assistance. En l'espèce, son maintien ne se justifie que si un traitement médicamenteux forcé peut être ordonné.

5A_792/2009 – Arrêt de la 2^e Cour de droit civil du 21 décembre 2009 (suite de l'arrêt 5A_524/2009 ; aussi résumé par Ph. Meier *in* RMA 2010 140 n° 38-10).

Traitement médicamenteux forcé jugé indispensable et sans effets secondaires graves. Cela justifie de l'ordonner sur la base de la législation zurichoise et de maintenir la privation de liberté à des fins d'assistance.

5A_803/2009 – Arrêt de la 2^e Cour de droit civil du 16 décembre 2009 (aussi résumé par Ph. Meier *in* RMA 2010 139 n° 34-10).

Personne dont les troubles psychiques l'empêchent de réaliser la nécessité d'un traitement somatique. Justification suffisante pour une privation de liberté à des fins d'assistance.

5A_335/2010 – Arrêt de la 2^e Cour de droit civil du 6 juillet 2010.

Admissibilité de mesures de contention et d'isolement au cours d'une privation de liberté à des fins d'assistance.

6B_950/2009 – Arrêt de la Cour de droit pénal du 10 mars 2010.

Mesure de traitement institutionnel à effectuer dans un établissement pénitentiaire fermé (art. 56 et 59 CP). Détermination de la mesure.

9C_618/2009 – Arrêt de la 2^e Cour de droit civil du 14 avril 2010.

Traitement prodigué par un hôpital ne figurant pas sur la liste hospitalière du canton. Etendue du devoir de renseigner de la caisse-maladie. Refus justifié de prendre en charge le traitement dans l'assurance obligatoire des soins.

ATF 136 I 17 – Arrêt de la 2^e Cour de droit public du 23 novembre 2009.

La fumée de narguilés tombe sous le coup de la réglementation bernoise sur la protection contre le tabagisme passif.

ATF 136 I 29 – Arrêt de la 2^e Cour de droit public du 23 novembre 2009.

La réglementation bernoise sur la protection contre le tabagisme passif (fumer, pas de débit dans le fumer, accès interdit aux mineurs) ne viole pas le droit constitutionnel.

ATF 136 I 121 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 19 mars 2010.

Prestation (pose d'un anneau gastrique) à charge de l'assurance obligatoire des soins limitée aux personnes de moins de 60 ans. La limite d'âge n'est pas inconstitutionnelle.

ATF 135 V 443 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 9 novembre 2009.

Compétence du Tribunal arbitral pour statuer sur la portée de la protection tarifaire. Celle-ci ne s'étend pas aux prestations allouées dans la division (semi-)privée d'un hôpital.

ATF 135 V 465 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit social du 28 octobre 2009.

Dans la procédure d'octroi ou de refus de prestations d'assurances sociales, il n'existe pas de droit formel à une expertise menée par un médecin externe à l'assurance. Une telle expertise doit cependant être ordonnée en cas de doute sur la fiabilité ou la pertinence des constatations médicales effectuées à l'interne.

ATF 136 V 84 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 25 février 2010.

Portée de la liste positive des prestations (art. 25 al. 2 let. b LAMal et art. 20-20a al. 1 OPAS). Une gouttière de type Michigan ne figure pas sur la liste exhaustive des moyens et appareils. La gouttière et les frais d'ajustement ne sont donc pas à la charge de l'assurance obligatoire des soins.

ATF 136 V 95 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit social du 2 mars 2010.

Coordination entre l'assurance-chômage et l'assurance invalidité. Personne sans emploi, capable de ne travailler qu'à temps partiel pour des raisons de santé, ayant demandé des prestations de l'Al. Droit à une pleine indemnité journalière de chômage si elle est prête à accepter un emploi dans la mesure de sa capacité de travail.

Die Praxis 1/2010 p. 67

Traduction en allemand de l'ATF 135 V 215 (texte original en français).

Begriff der Erwerbunfähigkeit (art. 7 Abs 2 ATSG).

Die Praxis 1/2010 p. 82

Traduction en allemand de l'ATF 135 V 88 (texte original en français).

Leistungspflicht für Rettungskosten (Art. 25 Abs 2 lit. g KVG i. V. m. Art. 27 KLV; Art 13 UVG in V. m. Art 20 UVV; Art. 19 MVG).

Die Praxis 2/2010 p. 146

Traduction en allemand de l'ATF 135 V 249 (texte original en français).

Begriff des Wohnsitzes als des Anspruchs auf eine ausserordentliche Rente und eine Hilflosenentschädigung der Invalidenversicherung (Art. 13 Abs 1 ATSG i. v. m. Art. 42 Abs 1 AHVG [in der seit 1. Januar 2003 geltenden Fassung] sowie mit Art. 39 Abs 1 und 42 Abs 1 IVG [letzter in der seit 1. Januar 2004 geltenden Fassung]; Art. 25 Abs 2 ZGB).

Die Praxis 2/2010 p. 158

Traduction en allemand de l'ATF 135 V 269 (texte original en français).

Begriff der Berufskrankheit; Renteanspruch bei Berufswechsel wegen einer Sensibilisierung auf schädlich Stoffe (Art. 9 Abs 1, 18 Abs. 1 UVG).

Die Praxis 3/2010 p. 239

Traduction en allemand de l'ATF 135 V 309 (texte original en français).

Beschlüsse der Regierungsrates des Kanton Neuenburg vom 22. Dezember 2008 und vom 16. Februar 2009 über die maximalen Tagestaxen für Bewohner privater Heime mit Anspruch auf Ergänzungsleistungen zu AHV und IV; abstrakte Normenkontrolle (Art. 82 lit. b, 87 Abs 1, 106 Abs 2 BGG; Art. 10 Abs 2 lit. a ELG).

Die Praxis 5/2010 p. 400

Traduction en allemand de l'ATF 135 III 339 (texte original en français).

Vergütung von Heilungskosten durch die SUVA für einen in Frankreich wohnenden französischen Staatsangehörigen der in der Schweiz arbeitet; Verletzung der Beratungspflicht (Art. 8, 15 FZA; Art. 1 Abs 1 Anhang 4 FZA ; Art. 13 Abs. 1, 19 Abs 1 lit. a, 20, 22 Abs 1 lit. a, 89 VO [EWG] Nr. 1408/71; Art. 114 VO [EWG] Nr. 574/72; Art. 27 ATSG).

Die Praxis 6/2010 p. 485

Traduction en allemand de l'ATF 135 V 473 (texte original en français).

Parteientschädigung und Rechtsschutzversicherung (Art. 61 lit. g ATSG; Art. 68 Abs 1 BGG).

Droit et politique de la concurrence 2009/4, p. 349. Pfizer/Wyeth

Concentrations d'entreprises

Droit et politique de la concurrence 2009/4, p. 442. Merck and Co./Schering-Plough

Concentrations d'entreprises

JAAC 2010.6, p. 68-74.

Auszug aus dem Entscheid des Bundesrates über die Aufsichtsbeschwerde des Schweizerischen Vereins der Physiotherapeuten diplomiert in Osteopathie und X. gegen die Schweizerische Konferenz der kantonalen Gesundheitsdirektorinnen und -direktoren.

Mit einer Beschwerde an den Bundesrat nach Art. 70 Abs. 4 BGG kann nicht die Beachtung von Erwägungendes Bundesgerichts verlangt werden, auf die das Dispositiv des betreffenden Urteils nicht ausdrücklich verweist.

Die Rüge, die Zusammensetzung einer interkantonalen Prüfungskommission verletze die Rechtsgleichheit (Art. 8 BV), kann mit Beschwerde gegen Entscheide der Prüfungskommission geltend gemacht werden; letzte Beschwerdeinstanz ist dabei das Bundesgericht. Subsidiarität der Aufsichtsbeschwerde an den Bundesrat.

JDT 2009 IV p. 79-90

Cour de droit pénal. - X c. Ministère public du canton de Zurich (recours en matière pénale), 10 octobre 2008; ATF 134 IV 315 (6B_263/2008).

Examen des internements ordonnés sous l'ancien droit. Mesure thérapeutique institutionnelle. Conditions

Art. 59, 64 CP; ch. 2 al. 2 Disp. fin. CP.

RDAF 2009 (65), vol. 4, 5 et 6, p. 560s, (résumé Nicolas WISARD). ATF 134 II 235-243 (2.4.2008/f)

Loi cantonale (VD) sur la santé publique. Sanction disciplinaire infligée à un professionnel de la santé.

RDAF 2009 (65), vol. 4, 5 et 6, p. 562s, (résumé et trad. Nicolas WISARD). ATF 134 IV 175-184, c. 3 et 4 (24.4.2008/a)

Loi fédérale sur les produits thérapeutiques (LPTh): admissibilité de l'usage off label d'un médicament contre le cancer.

RDAF 2009 (65), vol. 4, 5 et 6, p. 564s, (résumé et trad. Nicolas WISARD). ZBI 2008, 272-276 (1.5.2007/a)

Ordre de rappel de médicaments mis sur le marché dans une composition différente de la formule admise par Swissmedic (art. 66 LPTH). Preuve de l'absence de mise en danger de la santé sans pertinence.

RDAF 2009 (65), vol. 4, 5 et 6, p. 566s, (résumé et trad. Liliane SUBILIA-ROUGE).
ATF 134 I 105-113 (6.3.2008/a)

Prise en charge de frais d'adaptation d'un second logement pour cause d'invalidité. Droit à la vie familiale.

Rivista ticinese di diritto, II–2009 p. 157 n° 38, TF 9.4.2009 N. 6B_1004/2008
Art. 318, 251 CP ; discrimine tra falsità in documenti e falso certificato medico. Il falso certificato medico è una forma particolare di falsità in documenti. Per effettuare il discrimine tra l'art. 251 CP e l'art. 318 CP, occorre fondarsi unicamente sulla natura del documento inveritiero e sulla veste in cui l'autore dell'infrazione agisce. Qualora il documento inveritiero sia un certificato medico e l'autore agisca in qualità di medico, dentista, veterinario o levatrice, solo l'art. 318 CP può trovare applicazione e il reato di falsità in documenti dell'art. 251 CP non può essere preso in considerazione neppure a titolo sussidiario. Il medico che sottoscrive una richiesta di prolungo e un rapporto intermedio/finale contrari alla verità allo scopo di sollecitare una prestazione dalla casse malati commette l'infrazione di falso certificato medico giusta l'art. 318 CP.

Rivista ticinese di diritto, II–2009 p. 178 n° 44, TF 2.3.2009 N. 8C_649/2008
Art. 4 LPGA ; arresto a causa di un errore di persona ; trauma psichico ; infortunio ; causalità adeguata. Un trauma psichico costituisce infortunio se è la conseguenza di un avvenimento di particolare violenza, avvenuto alla presenza dell'assicurato e atto a turbare immediatamente l'equilibrio psichico non solo di persone che godono di costituzione psichica sana, ma anche di soggetti in grado di sopportare in maniera limitata determinati shock nervosi, provocando reazioni di angoscia e di terrore (come paralisi, palpitazioni, confusione mentale o altri disturbi psichici). Tali requisiti non sussistono nel caso di un arresto : essendo in parte in casu prevedibile l'arresto non adempie il criterio della straordinarietà.

Rivista ticinese di diritto, II–2009 p. 189 n° 46, TF 19.3.2009 N. 9C_294/2008
Art. 4, 28 LAI ; 8 LPGA ; distimia ; diniego di prestazioni dell'assicurazione invalidità. La distimia secondo il sistema di classificazione ICD-10

convenzionalmente utilizzato è una depressione cronica dell'umore non sufficientemente grave o nella quale i singoli episodi non sono sufficientemente prolungati da giustificare una diagnosi di sindrome depressiva ricorrente grave, di media gravità o lieve. Tale affezione, se non è associata ad altre diagnosi, come ad esempio a un disturbo serio della personalità, non esplica di principio effetti invalidanti. Conseguentemente un'assicurata affetta dal profilo psichiatrico "unicamente" da distimia, la cui attitudine al lavoro è limitata da fattori psicosociali estranei all'invalidità (ripresa dell'attività lucrativa dopo il congedo di maternità e conseguente sovraccarico nel doppio ruolo di madre di famiglia e di donna impegnata al livello professionale), non ha diritto a prestazioni dell'Al.

*Rivista ticinese di diritto, II-2009 p. 197 n° 46, TF 28.11.2008 N. 9C_2743/2007
Art. 32 cpv. 1, 52 cpv. 1 LAMal ; 34, 65 OAMal ; 30 segg. OPre ; utilizzo di un farmaco "al di fuori dell'etichetta" ; Topamax ; presa a carico da parte dell'assicuratore malattia in via eccezionale. Di principio un medicamento figurante nell'elenco delle specialità, utilizzato – "al di fuori dell'etichetta" – per altre indicazioni rispetto a quelle autorizzate da Swissmedic e alle quali fa riferimento l'istruzione destinata agli specialisti, non è assunto dall'assicurazione obbligatoria per le cure medico-sanitarie, a meno che si sia in presenza : 1) di un "complesso terapeutico" oppure 2) di una malattia che, oltre a minacciare la vita dell'assicurato oppure a provocare una grave e cronica affezione alla sua salute, non può essere curata diversamente in maniera efficace per mancanza di alternative terapeutiche, a condizione però che il prodotto in questione presenti un'utilità terapeutica importante. Il Topamax è stato incluso nell'elenco delle specialità senza particolari limiti per il trattamento dell'epilessia e dell'emicrania. Nel caso di specie l'utilizzo di questo farmaco "al di fuori dell'etichetta", e meglio per la cura di una patologia bipolare, va preso a carico dell'assicurazione malattia in via eccezionale, poiché, da un lato, la malattia cui l'assicurato soffre da molti anni minaccia la sua vita o comunque provoca una grave e cronica affezione alla sua salute (si sono resi necessari svariati ricoveri, presenza di ideazione suicidale, ecc.). Dall'altro, l'importante utilità terapeutica del farmaco può essere confermata, visto che l'assicurato viene curato da alcuni anni con il Topamax e il suo stato di salute è sensibilmente migliorato.*

*Rivista ticinese di diritto, II-2009 p. 207 n° 55, TF 15.5.2009 N. 2C_844/2008
Art. 2 segg. LMI ; 63 segg. LSan ; condizioni di ammissione all'esercizio, in Ticino, di un'attività professionale nell'ambito delle terapie complementari di un terapeuta autorizzato in un altro cantone. La diversità tra la regolamentazione in vigore nel cantone Ticino applicabile ai terapisti complementari, più severa rispetto alla legislazione del cantone di provenienza di un "cromoterapista", non permette alle*

Autorità ticinesi di impedire a quest'ultimo l'accesso al mercato ticinese e nemmeno di imporre oneri supplementari, stante, in casu, la comprovata, decennale esperienza professionale del richiedente. Il cantone ha legittimazione ricorsuale in quanto la vertenza non riguarda aspetti puramente individuali.

Rivista ticinese di diritto, II-2009 p. 2615 n° 1c, TF 17.3.2009 N. 4A_580/2008
Art. 25, 29 Lresp/TI ; responsabilità dello Stato per atti avvenuti in un ospedale appartenente all'EOC ; ricorso in materia civile ; termine di decorrenza della prescrizione ; nozione di danno e della persona responsabile. In un'azione fondata sul regresso avviato dall'AI contro lo Stato per l'invalidità sopraggiunta in un paziente dopo un intervento chirurgico, la prescrizione inizia a decorrere solo al momento in cui è nota la persona responsabile del danno subito. Nella fattispecie, solo quando la perizia extra-giudiziaria chiesta dal paziente ha messo in luce la violazione dell'arte medica e il nesso di causalità tra l'intervento e l'invalidità.

Semaine Judiciaire (SJ) 2010 I p. 16

Arrêt du Tribunal fédéral du 23 juillet 2009 dans la cause 9C_1042/2008.
Assurance-invalidité (allocation pour impotent). Conditions du bénéfice de l'assurance pour un ressortissant étranger. Naturalisation de l'intéressé après la survenance du cas d'assurance. Moment pertinent pour déterminer les conditions du droit au bénéfice de l'assurance en cas de naturalisation postérieure à l'événement ayant entraîné l'impotence (Art. 6 al. 1 et 2, 42 LAI ; Art. 9, 13 LPGA).

Semaine Judiciaire (SJ) 2010 I p. 32

Arrêt du Tribunal fédéral du 23 mars 2009 dans la cause 9C_513/2008.
Assurances sociales. Reconsidération non justifiée en règle générale par un changement de pratique ou de jurisprudence. Sécurité juridique. Moment pertinent pour l'admission d'un fait nouveau (Art. 53 LPGA).

Semaine Judiciaire (SJ) 2010 I p. 42

Arrêt du Tribunal fédéral du 9 juin 2009 dans la cause 9C_846/2008.
Assurances sociales. Reformatio in pejus. Examen d'office des conditions formelles (Art. 61 let. d LPGA ; Art. 106 al. 1 LTF).

Semaine Judiciaire (SJ) 2010 I p. 161

Arrêt du Tribunal fédéral du 5 octobre 2009 dans la cause 9C_521/2008.

Assurance-vieillesse. Prestations pour survivants. Partenariat enregistré. Identité des conditions légales pour un partenaire enregistré et pour un veuf. Discrimination fondée sur le sexe. Interprétation de la loi (Art. 5, 14 CEDH ; Art. 8, 190 Cst féd ; Art. 13a LPGA ; Art. 23, 24 LAVS).

Semaine Judiciaire (SJ) 2010 I p. 201

Arrêt du Tribunal fédéral du 11 septembre 2009 dans la cause 8C_784/2008.

Assurances sociales. Protection de la confiance. Employé assuré à titre obligatoire contre les accidents. Résiliation par lui du contrat de travail. Inexécution par l'assureur et l'employeur de leur devoir d'informer l'employé de son droit de prolonger l'assurance pour 180 jours par une convention spéciale. Survenance d'un accident dans ce délai. Principes de droit public de la protection de la confiance. Traitement du requérant comme si le devoir d'informer avait été respecté. Causalité hypothétique. Pouvoir d'examen du Tribunal fédéral (Art. 3 al. 2 LAA).

Semaine Judiciaire (SJ) 2010 I p. 244

Arrêt du Tribunal fédéral du 30 octobre 2009 dans la cause 9C_376/2009.

Prestations complémentaires à l'AVS/AI. Imputation de la valeur locative de l'immeuble propriété du requérant pour déterminer son revenu en vue de fixer le montant de la prestation. Calcul de cette valeur locative non pas selon le droit fiscal cantonal (réduction de la valeur locative en proportion du nombre d'années d'occupation de l'immeuble) mais selon le droit fiscal fédéral (valeur locative brute) (Art. 3c aLPC ; Art. 7 LHID ; Art. 12 OPC-AVS/AI, Art. 7 aLIPP-IV).

Sic! 11-2009, p. 816, TFA du 6 mai 2009. «Oxycontin retard II».

ZBI (Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht), 111 Jg, nr 3, März 2010, p. 172. Bundesgericht, 20 November 2008, 2C_367/2008.

Verwendung des Begriffs „Zahnklinik“ für eine Zahnarztpraxis.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

Bâle / Basel

- Basler Juristische Mitteilungen (BJM) 1/2010 p. 38
Urteil des Sozialversicherungsgerichts vom 29.10.2008 in Sache Y. D.-D.
Führen frühere Äusserungen eines medizinischen Gutachters in einem Pressartikel dazu bei diesem den Anschein der Befangenheit und die Gefahr der Vereingenommenheit zu begründen? (vgl. Art. 44 ATSG).

Das Bundesgericht hat eine Beschwerde gegen dieses Urteil am 9.9.2009 abgewiesen.

- Basler Juristische Mitteilungen (BJM) 2/2010 p. 102
Urteil des Präsidenten des Sozialversicherungsgerichts vom 4.5.2009 in Sache M. V.-H.
Ohne Befristung einer Invalidenrente vor Beginn einer Eingliederungsmassnahme lebt die Rente nach Beendigung der beruflichen Massnahme wieder auf.

Berne / Bern

- JAB 2010 (4), 174, Urteil des Verwaltungsgerichts (Sozialversicherungsrechtliche Abteilung) vom 4. Januar 2010 i.s. Z. gegen IV-Stefle Bern (IV 200.2008.70068)
Assurance-invalidité: contribution de l'assurance-invalidité aux coûts d'un monte-rampes d'escaliers dans le cadre du droit d'échange avec un fauteuil roulant permettant de monter et descendre des escaliers (art. 21 al. 2 LAI; ch. /4.04 et 14.05 de l'annexe à l'OMAI)
- JAB 2010 (5), 233. Urteil des Verwaltungsgerichts (Sozialversicherungsrechtliche Abteilung) vom 9. Dezember 2009 i.8. L. gegen IV-Stelle Bern (IV 200.2009.771)
Assurance-invalidité: caractère invalidant d'un syndrome de fatigue chronique (art. 8 al. 1 LPGA; art. 4 al. 1 LAI)

Grisons / Graubünden

- PVG 2009, p. 50. Verwaltungsgericht, Urteil vom 1. Dezember 2009, 3. Kammer, U 09 21
Nichtraucherschutz und Busse
http://db.vg-gr.ch/dynamic/uploads/u_09_21_01-03-10-07-40-21.doc

Jura

- Revue jurassienne de jurisprudence (RJJ) 1/2009 p. 25.
Arrêt du Tribunal cantonal – Cour constitutionnelle : Nature juridique du plan hospitalier. Requête de trois communes et d'un particulier. Qualité

pour agir des requérants. Computation du délai de quinze jours pour former une requête auprès de la Cour constitutionnelle.

Neuchâtel / Neuenburg

TA.2009.259.AI. Décision du 10.02.10.

Demande tardive de prestations de l'AI. Protection de la bonne foi de l'assuré en cas de défaut du devoir de renseigner et de conseiller de l'assureur.

Cas où le défaut de renseignement de l'OAI a conduit le Tribunal administratif à accorder des prestations en dépit de la demande tardive de l'assuré.

TA.2009.267. Décision du 10.02.10. Recours pendant au TF (Réf. 9C_237/2010)

Assurance-maladie. Réparation d'une violation du droit d'être entendu. Traitement dentaire en cas d'infirmité congénitale après l'âge de 20 ans. Conditions de la réparation, devant l'autorité de recours, de la violation du droit d'être entendu. Prise en considération de l'objet du litige.

L'assurance-maladie obligatoire ne peut pas être appelée à répondre des coûts de traitements dentaires occasionnés par une infirmité congénitale qui auraient pu être effectués avant l'âge de 20 ans, sauf si une intervention au-delà de cet âge est requise pour des raisons médicales.

Valais / Wallis

- RVJ / ZWR 2010, p. 89. ATC (Cour des assurances sociales) du 1^{er} avril 2009.

Mesures médicales en cas d'infirmité congénitale. Assuré jusqu'à l'âge de 20 ans. Atteintes à la santé pouvant être délimitées. Répartition des frais entre les diverses assurances concernées.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

BÄR-BOUYSSIERE B., Arrêt Glaxosmith : les gains d'efficacité existent-ils dans le commerce parallèle des médicaments, *Revue européenne de droit de la consommation*, p. 365.

BOODOO JM., Compounding problems and compounding confusion: federal regulation of compounded drug products and the FDAMA circuit split., *Am J Law Med.*, 36(1), 2010, p. 220.

BRINGUIER-FAU S., Droit de la concurrence et droit des brevets au service des génériques, *Revue générale de droit médical*, N° 33 2009, p. 197.

CARVAL S., Le juge anglais ne peut pas sauver l'action exercée à tort contre le distributeur d'un vaccin défectueux, note sous Cour suprême du Royaume-Uni, 26 mai 2010, *Dalloz*, n° 27, 22 juillet 2010, p. 1753.

CLOVER-THOMAS N., FANNING J., Medicalisation of E-pharmacies in Iatrogenic Harm, *Medical Law Review*, 18/2010, Nr. 1, p. 28.

DE GRAV.VALDEYRON N., Vers un marché unique des médicaments : acquis et nouvelles orientations communautaires, *Cahiers de droit européen*, n° 3-4, 2009, p. 335.

DIVERS AUTEURS, Actes du colloque « Distribution libre des médicaments » du 4 décembre 2009 à la Faculté de droit de l'Université Jean-Monnet à Saint-Etienne, *Revue générale de droit médical*, N° 35 2010, p. 9 ss.

GLOVER-THOMAS N., FANNING J., Medicalisation: the role of E-pharmacies in iatrogenic harm, *Medical law review*, vol. 18 nr 1, Winter 2010, p. 28.

GROSSETETE F., Médicaments falsifiés: le crime organisé, *Revue du Marché commun et de l'Union européenne*, n° 538, mai 2010, p. 295.

HANCHER L., SAUTER W., One step beyond? from Sodemare to Docmorris : The EU's freedom of establishment case law concerning healthcare, *Common market law review*, vol. 47, no 1, 2010, p. 117.

HEARAIL E., Dispositifs de régulation des médicaments en Europe et stratégies d'intervention des autorités réglementaires, *Revue générale de droit médical*, N° 33 2009, p. 245.

KOMNINOS A., DAWES A., EC competition law and parallel trade in pharmaceutical products, In: LIANOS I., KOKKORIS I. (ED.), *The Reform of EC competition law : new challenges*, New York (...), Kluwer, 2010, p 377.

KUBICIEL M., Betrug durch Täuschung über Preisgestaltung und Wirksamkeitsnachweise eines Medikaments : BGH 7.5.2009, III ZR 277/08, *JZ Juristen Zeitung*, 8, 16. April 2010, p. 420.

LANTRES O., MASNIER A.-C., L'application du règlement REACH dans le domaine des dispositifs médicaux, *RDSS*, n° 3, 2010, p. 463.

LOJKO N., Medicinal Products in The European Union—Between Harmonization and Divergence, *Medicine and Law*, Vol. 29, Nr 1, March 2010, p. 61.

MAHALATCHIMY A., L'harmonisation de l'accès au marché des médicaments de thérapie innovante dans l'Union européenne : entre volonté et réalité *Revue générale de droit médical*, N° 33 2009, p. 257.

MISLAWSKI R., Vaccin contre l'hépatite B et sclérose en plaques : retour sur la causalité, *Médecine & droit*, n° 102, mai-juin 2010, p. 105.

ROLLES S., An alternative to the war on drugs, *BMJ*, 2010;341:c3360.

RUEDA I., Lutte contre la contre-façon des médicaments : complémentarité des approches adoptées par la Communauté européenne et le Conseil de l'Europe, *Revue générale de droit médical*, N° 33 2009, p. 215.

SHAH N., When injury is unavoidable : the vaccine act's limited preemption of design defect claims, *Virginia law review*, vol. 96, no 1, March 2010, p. 199.

VAN DEN BRINK H., FALLET P., Les importations parallèles de médicaments au sein de l'Union européenne présentent-elles une menace pour la santé publique ?, *Revue générale de droit médical*, N° 33 2009, p. 349.

VARNEROT V., la transnationalisation du droit de brevets de médicaments : l'approche ADPIC moins à rebrousse-poil, *Journal du droit international*, n° 1, 2010, p. 75.

VINEY G., La responsabilité des fabricants de médicaments et de vaccins: les affres de la preuve, *Recueil Dalloz*, n° 7, 18 février 2010, p. 391.

Assurances sociales

NERON S., La mobilité des patients au sein de l'Union européenne : de l'actuelle coordination à la nécessaire harmonisation, *Revue générale de droit médical*, N° 33 2009, p. 291.

TEISSONNIERE J.-P., MELIN N., Le contentieux de l'amiante, *Gazette du palais*, juillet-août 2009, p. 2306.

Droits des patients, droit de la personnalité

APPEL JM., Sex rights for the disabled ? *Journal of Medical Ethics*, 36 (2010), p. 152.

BALTHAZARD B., Santé environnementale & environnement psychologique : d'abord ne pas nuire, ensuite... ?, *Revue Droit & Santé*, N° 34, mars 2010, p. 113.

BOSSI J., Comment organiser aujourd'hui en France la protection des données de santé, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, N°2, mars-avril 2010, p. 208.

CALLU M.-F., Droits des patients : quel cadre législatif, *Droit, déontologie & soins*, vol. 9, n° 4, décembre 2009, p. 480.

CATALA P., La jeune fille et le mort. Du droit de connaître ses origines et des moyens de l'obtenir, CA Paris 1ère Ch., sect C, 6 novembre 1997, *Médecine & droit*, n° 100-101, janvier-avril 2010, p. 17.

DANTAS E., La judiciarisation de la santé : accès aux soins et aux médicaments dans l'expérience brésilienne, *Revue générale de droit médical*, N° 34 2010, p. 97.

DEN EXTER Andre, Health System Reforms in The Netherlands: From Public to Private and its Effects on Equal Access to Health Care, *European Journal of Health Law*, 2010, vol. 17, n° 3, p. 223.

DEPADT-SEBAG V., La place des tiers dans la conception d'un enfant né par AMP avec donneur : un secret d'ordre public, *Recueil Dalloz*, n° 6, 11 février 2010, p. 330.

DEVERS G., Une approche des droits des patients, le point de vue de l'avocat, *Droit, déontologie & soins*, vol. 9, n° 4, décembre 2009, p. 500.

DIEU F., L'obligation d'information du patient ne cesse pas à la sortie de l'hôpital (Note sous CE 2 sept. 2009, Mme Peignien, n°292783), *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, N°1, janvier-février 2010, p. 104.

EIJKHOLT M., Sterilization and The Birth of a Right: effective access to Medical Records, commentary of the case of KH and others .v Slovakia, n°32881/04, ECHR, 29 April 2009, *Medical Law Review*, 18/2010, Nr. 1, p. 96.

EIJKHOLT M., The Right to Found a Family As a Stillborn Right to Procreate?, *Medical Law Review*, 18/2010, Nr. 2, p. 127.

FRAYSSE P., Un regard sur les droits des patients à l'hôpital, contraintes et libertés, *Droit, déontologie & soins*, vol. 9, n° 4, décembre 2009, p. 484.

FRESNEL F, le médecin et le droit des majeurs, *Gazette du palais*, septembre-octobre 2009, p. 2909.

GRÜNDLER T., ROMAN D., L'éducation sexuelle devant le Comité européen des droits sociaux : entre protection de la santé et lutte contre les discriminations, 30 mars 2009 - Comité eur. drts. sociaux, International Center for the Legal protection of Human Rights (Interights) c. Croatie, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, N° 2010/83, p. 685.

HABOUBI C., Discrimination et santé : le temps d'agir, *Droit, déontologie & soin*, vol. 9, n° 4, décembre 2009, p. 426.

HARMANN L., Das Recht des Patienten auf Aufklärungsverzicht, *NJW*, p. 1253.

HEYWOOD R., MACASKILL A., WILLIAMS K., Informed Consent In Hospital Practice: Health Professionals' Perspectives and Legal Reflections, *Medical Law Review*, 18/2010, Nr. 2, pp. 152-184.

LEPPING P. AND AL., Deprivation of liberty safeguards : how prepared are we? *Journal of Medical Ethics*, 36 (2010), p. 170.

MAILLOLS-PERROY A.-C., HENIN C., L'action de groupe : peut-être inéluctable... mais inadaptée au domaine de la santé, *Revue générale de droit médical*, N° 35 2010, p. 137.

LUGINBÜHL J. O., Schikanen am Arbeitsplatz : rechtliche, gesundheitliche und soziale Aspekte, *ARV / DTA Zeitschrift für Arbeitsrecht und Arbeitslosenversicherung = Revue de droit du travail et d'assurance-chômage*, 2/2010, p. 65.

MIRKOVIC A., Statut de l'embryon : la question interdite, *Semaine juridique*, N°4, 25 janvier 2010, p. 99.

MONA M., Surrogate consent to medical treatment of children in U.S. law : principles, regulations, and practice, *FamPra.ch*, 2/2010, p. 341.

PIERROUX E., Our body, à corps ouvert, l'exposition fermée, *Gazette du palais*, recueil 2009, p. 1728.

RAMEIX S., Des patients ? L'exemple du consentement aux soins en réanimation : entre paternalisme et autonomie, une troisième voie ?, *Médecine & droit*, n° 100-101, janvier-avril 2010, p. 5.

RICHARDSON G., Mental Capacity at the Margin: The Interface Between Two Acts, *Medical Law Review*, 18/2010, Nr. 1, pp 56-78.

RIGAUX F., The right to health, a fundamental human right?, in: *Individual rights and international justice: Liber Fausto Pocar*, Milano, Giuffrè, 2009, p. 763.

ROSCAM ABBING H. D.C. Patients' rights in a Technology and Market Driven-Europe, *European Journal of Health Law*, 2010, vol. 17 n° 1, p. 11.

RUBIO N., L'influence du droit de l'Union européenne sur le droit au séjour de l'étranger malade, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, N°2, mars-avril 2010, p. 265.

SAINT MARTIN A., Le secret médical et le patient (I), le patient (a priori) maître du secret professionnel médical, *Revue Droit & Santé*, N° 34, mars 2010, p. 108.

SAINT MARTIN A., Le secret médical et le patient (II), *Revue Droit & Santé*, N° 36, juillet 2010, p. 326.

SIFRIS R., Restrictive Regulation of Abortion and The Right to Health, *Medical Law Review*, 18/2010, Nr. 2, p. 185.

SILVEIRA MJ. AND AL., Advance Directives and Outcomes of Surrogate Decision Making before Death. *New England Journal of Medicine*, 362 (2010), p. 1211.

TERRIER E., Obligations de soins, autopsie de conflits juridiques, *Revue générale de droit médical*, N° 35 2010, p. 187.

WINKLER E., Ist ein Therapieverzicht gegen den Willen des Patienten ethisch begründbar?, *Ethik in der Medizin*, Vol. 22, Nr 2, 2010, p. 89.

WYNIA MK. AND AL., Collection of Data on Patients' Race and Ethnic Group by Physician Practices. *New England Journal of Medicine*, 362 (2010), p. 846.

Ethique biomédicale

BERTIER G., RIAL-SEBBAG E., CAMBON-THOMSEN A., 2004–2009 : révision de la loi de bioéthique en France, quels enjeux, quels débats ? Assistance médicale à la procréation, gestation pour autrui, transplantation, *Médecine & droit*, n° 100-101, janvier-avril 2010, p. 42.

BONNARD J., La révision des lois de bioéthique, *Recueil Dalloz*, n° 14, 8 avril 2010, p. 846.

BYK C., Bioéthique, *Semaine juridique*, n° 11, 15 mars 2010, p. 302.

CHEMTOB-CONCÉ M.-C., Le nouveau cadre juridique de la biologie médicale, *Médecine & droit*, n° 102, mai-juin 2010, p. 96.

LIANG BA, MACKEY T., Confronting conflict: addressing institutional conflicts of interest in academic medical centers, *Am J Law Med.*, vol. 36(1), 2010, p. 136.

LONDON A. J., ZOLLMAN K. J. S., Research at the auction block: problems for the fair benefits approach to international research, *Hastings center reports*, vol. 40 no 4, July August 2010, p. 34.

MIGNOT A., Les identifications par les empreintes génétiques effectuées post mortem dans le cadre d'une action visant à établir ou contester une filiation, *Revue générale de droit médical*, N° 35 2010, p. 153.

MOULTON B., KING J. S., Aligning Ethics with Medical Decision-Making: The Quest for Informed Patient Choice, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2010; 38 (1), p. 85.

NAU J.-Y., Les nouvelles frontières de la mort et de l'argent, *Revue médicale suisse*, n° 232, 20 janvier 2010, p. 154 et n° 233, 27 janvier 2010, p. 212.

RID A., SCHMIDT H., The 2008 Declaration of Helsinki — First among Equals in Research Ethics?, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2010; 38 (1), p. 143.

SIRANYAN V. ET AL., Gouvernance et éthique cliniques : deux outils complémentaires pour une meilleure coordination des soins et des traitements, *Médecine & droit*, n° 100-101, janvier-avril 2010, p. 67.

TAMIR S., Direct-To-Consumer Genetic Testing: Ethical-legal Perspectives and Practical Considerations, *Medical Law Review*, 18/2010, Nr. 2, p. 213.

Euthanasie et soins palliatifs

BERGER J. T., Rethinking guidelines for the use of palliative sedation, *Hastings center report*, May-June 2010, p. 32.

BUITING HM. AND AL., Physicians' labelling of end-of-life practices: a hypothetical case study, *Journal of Medical Ethics*, 36 (2010), p. 24.

DRESSER R., Suicide attempts and treatment refusals, *Hastings center report*, May-June 2010, p.10.

EDWARDS S. D., An Argument in Support of Suicide Centres, *Health Care Analysis*, Vol. 18, Nr 2, June 2010, p. 175.

LEGROS B., Sur l'opportunité d'instituer une exception d'euthanasie en droit française, *Médecine & droit*, n° 100-101, janvier-avril 2010, p. 26.

MARTENS W., They Shoot Horses, Don't They? How Valid Are The Arguments Of Opponents Against Euthanasia?, *Medicine and Law*, Vol. 28, Nr 4, December 2009, p. 739.

MÜLLER S., Revival der Hirntod-Debatte: Funktionelle Bildgebung für die Hirntod-Diagnostik, *Ethik in der Medizin*, Vol. 22, Nr 1, 2010, p. 5.

OGDEN RD. AND AL., Assisted suicide by oxygen deprivation with helium at a Swiss right-to-die organisation, *Journal of Medical Ethics*, 36 (2010), p. 174.

PARICARD S., Le médicament et la mort, propos comparatistes sur l'euthanasie, *Revue générale de droit médical*, N° 33 2009, p. 231.

RUTLAND G., Futile or fruitful: the charter and the decision to withhold or withdraw life-sustaining treatment, *Health Law J.*, 17, 2009, p. 81.

SLIGHT B. P., Could Physician-Assisted Suicide be Classified as a Service Under Article 49 of the European Community Treaty?, *Medical law international*, vol. 10, no 2, 2009, p. 139.

TACK S., Legal Aspects Of End-Of-Life Decision Policies In Health Care Institutions, *Medicine and Law*, Vol. 28, Nr 4, December 2009, p. 725.

VAN OVERSTRAETEN M., Belgian Act On Euthanasia: Alterations To Be Expected? *Medicine and Law*, Vol. 28, Nr 4, December 2009, p. 755.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

ANNAS GJ. AND AL. Standard of Care – In Sickness and in Health and in Emergencies. *New England Journal of Medicine*, 362 (2010), p. 2126.

AULOIS-GRIOT M., La réforme de la biologie médicale : comment améliorer la fiabilité, l'accessibilité et l'efficience des examens biologiques ?, *RDSS*, n° 3/2010, p. 487.

BILLINGS A ET AL., Severe brain injury and the subjective life, *Hastings center report*, May-June 2010, p. 17.

HAUTEVILLE C., l'infirmière et la prescription, *Droit, déontologie & soin*, vol. 9, n° 4, décembre 2009, p. 473.

HOFFMANN D. E. (ED), Comparative Health Law and Policy: What, If Anything, Can We Learn from Other Countries? *The journal of Law, medicine & ethics*. 2009; 37 (4), p. 790.

KEMPER A. ET AL., Ärztliche Schweigepflicht bei Kindeswohlgefährdung: Mehr Handlungssicherheit durch die neuen Kinderschutzgesetze?, *Ethik in der Medizin*, Vol. 22, Nr 1, 2010, p. 33.

PENDO E., Teaching Health Law, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2010; 38 (1), p. 154.

PREIS U., Der Arzt zwischen grundrechtlicher Freiheit und staatlicher Regulierung, *MedR Medizinrecht*, Vol. 28, Nr 3, mars 2010, p. 139.

SCHWAPPACH D., Corrélation entre épuisement des médecins et erreurs médicales, *Revue médicale suisse*, n° 256, 14 juillet 2010, p. 1421.

SINGER L. E., BESS M., Teaching Health Law: Combining Pedagogy and Practice: Creating A 21st Century Health Law Curriculum, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2009; 37 (4), p. 852.

STIRRAT GM AND AL., on behalf of the Medical Education Working Group of the Institute of Medical Ethics and associated signatories: Medical Ethics and law for doctors of tomorrow: the 1998 Statement updated. *Journal of Medical Ethics*, 36 (2010), p. 55.

VERHAEGEN M.-N., Le nouveau métier de médiateur « droits du patient » : pourquoi ?, *Revue de droit de la santé*, 09/10, n° 3, p. 84.

WALLNER J., Gewissensfreiheit in der Apotheke, *Ethik in der Medizin*, Vol. 22, Nr 2, 2010, p. 117.

Génétique humaine et biotechnologies

ASSCHER E. AND AL., The right not to know and preimplantation genetic diagnosis for Huntington's disease. *Journal of Medical Ethics*, 36 (2010), p. 30.

EBERBACH W. H., Das neue Gendiagnostikgesetz, *MedR Medizinrecht*, Vol. 28, Nr 3, mars 2010, p. 155.

GENENGER A., Das neue Gendiagnostikgesetz, *NJW*, 3, 2010, p. 113.

KESSELHEIM AS. AND AL., Whistle-Blowers' Experiences in Fraud Litigation against Pharmaceutical Companies, *New England Journal of Medicine*, 362 (2010), p. 1832.

LESIEUR F., Réflexions sur les risques sanitaires liés aux organismes génétiquement modifiés : entre principe de précaution et ordre public, *Revue générale de droit médical*, N° 33 2009, p. 339.

MARTI S., Le droit de la concurrence et le patent pooling en matière de biotechnologie : analyse comparée des droits américain, européen et suisse, *Sic !*, 6/2010, p. 410.

NIJAR G. S., Incorporating traditional knowledge in an international regime on access to genetic resources and benefit sharing: problems and prospects, *EJIL European journal of international law*, vol. 21, no 2, 2010, p. 457.

ROCHE T., Sang de cordon : faut-il légiférer pour éviter un nouveau scandale ?, *Revue générale de droit médical*, N° 35 2010, p. 171.

SEITZ C., Reichweite und Schutzzumfang der europäischen Biopatentrichtlinie: Zum Schutz eines Patents für die DNA-Sequenz einer biotechnologischen Erfindung, *Europäische Zeitschrift für Wirtschaftsrecht*, 10, 2010, p. 366.

WILKINSON R., Unjustified Discrimination: Is the Moratorium on the use of Genetic Test Results by Insurers a Contradiction in Terms?, *Health Care Analysis* (publié en ligne le 10 janvier 2010).

WOLF S. M., KUZMA J., Ramachandran Gurumurthy and Paradise Jordan (Ed.), Developing Oversight Approaches to Nanobiotechnology: The Lessons of History, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2009; 37 (4), p. 543.

Médecine légale

BOUFETTAL H. ET AL., Aspects médico-légaux de la chirurgie laparoscopique, *Droit, déontologie & soin*, vol. 10, n° 1, mars 2010, p. 49.

CARR D. AND AL., The Older Adult Driver With Cognitive Impairment. "It's a Very Frustrating Life". *Journal of American Medical Association*, 303 (2010), p. 1632.

GOULLE J.-P. ET AL., La soumission chimique : un problème de santé chimique ?, *Bulletin de l'académie nationale de médecine*, T. 194, n° 2, février 2010, p. 241.

JARDE O., GIGNON M., De la loi de santé publique à l'expérimentation « violence et santé » en Picardie, *Bulletin de l'académie nationale de médecine*, T. 194, n° 2, février 2010, p. 431.

NAU Y., Récidives de crimes sexuels : que peut-on bien faire, *Revue médicale suisse*, n° 256, 14 juillet 2010, p. 1418 et n° 257, 28 juillet 2010, p. 1470.

PURSHOUSE RC AND AL., Estimated effect of alcohol pricing policies on health and health economic outcomes in England : an epidemiological model. *Lancet*, 375 (2010), p. 1355.

Médecine du sport

NAMEE MJM. AND AL., Juridical and ethical peculiarities in doping policies, *Journal of Medical Ethics*, 36 (2010), p. 165.

WIESING U., Soll man Doping im Sport unter ärztlicher Kontrolle freigeben?, *Ethik in der Medizin*, Vol. 22, Number 2, 2010, p. 103.

Mesures médicales spéciales

EL BADAWI L., Encadrement juridique des risques liés au développement des nanotechnologies, *Revue de la recherche juridique, droit prospectif*, 1, 2010, p. 1.

GROSS M. L., Medicalized weapons & modern war, *Hasting center report*, January-February 2010, p. 34.

HOFFMANN DE. AND AL., Medical Marijuana and the Law, *New England Journal of Medicine*, 362 (2010), p. 1453.

MARTIN J., Clonage reproductif . besoin de bon sens et de gouvernance internationale, *Revue médicale suisse*, n° 237, 24 février 2010, p. 410.

POLATIN P. B., MODVIG J., RYTTER T., Helping to stop doctors becoming complicit in torture, *BMJ*, 2010;340:c973.

SILOVE D. M., REES S. J., Interrogating the role of mental health professionals in assessing torture, *BMJ*, 2010;340:c124.

STRANG J. AND AL., Supervised injectable heroin or injectable methadone versus optimised oral methadone as treatment for chronic heroin addicts in England after persistent failure in orthodox treatment (RIOTT) : a randomised trial, *Lancet*, 375 (2010), p. 1885.

Nouvelles techniques de l'information et santé

ELGER B., MICHAUD K., MANGIN P., When information can save lives : the duty to warn relatives about sudden cardiac death and environmental risks, *Hastings center report*, May-June 2010, p. 39.

FORGERON J.-F., BENEAT A.-L., De la santé électronique à l'hôpital numérique, *Gazette du palais*, septembre-octobre 2009, p. 2925.

GOLDSTEIN M. M., ROTHSTEIN M. A., The Effects of Health Information Technology on the Physician-Patient Relationship, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2010; 38 (1), p. 6.

MARVILLE L. ET AL., Quel statut pour les banques de sang de cordon ombilical ?, *Médecine & droit*, n° 102, mai-juin 2010, p. 81.

ROUSSET G., Le dossier pharmaceutique : une expérience originale d'informatisation en santé, *Gazette du palais*, novembre-décembre 2009, p. 3438.

SCHIFF GJ. AND AL., Can Electronic Clinical Documentation Help Prevent Diagnostic Errors ? *New England Journal of Medicine*, 362 (2010), p. 1066.

Personnes âgées et santé

HUSTER S., Altersrationierung im Gesundheitswesen: (Un-)Zulässigkeit und Ausgestaltung, *Medizinrecht*, Volume 28, Number 6, juin 2010, p. 369.

Procréation médicalement assistée et interruption volontaire de grossesse

BALABANOVA E., SIMONSTEIN F., Assisted Reproduction: A Comparative Review of IVF Policies in Two Pro-Natalist Countries, *Health Care Analysis*, Vol. 18, Nr 2, June 2010, p. 188.

BERNAT E., Wrongful Birth und Wrongful Conception in der Rechtsprechung des österreichischen OGH: Kann nur die Geburt eines behinderten Kindes die Quelle eines Schadens sein?, *MedR Medizinrecht*, Vol. 28, Nr 3, mars 2010, p. 169.

GOUGH F., Ireland and The Frozen Embryo : a slight Thawing?, Commentary, *Medical Law Review*, 18/2010, Nr. 2, p. 239.

MCCANDLESS J., SHELDON S., The human fertilisation and embryology Act (2008) and the tenacity of the sexual family form, *Modern law review*, vol. 73: 2, p. 175.

MLADOVSKY P., SORENSON C., Public Financing of IVF: A Review of Policy Rationales, *Health Care Analysis*, Vol. 18, Nr 2, June 2010, p. 113.

ORENTLICHER D., Multiple embryo transfers:time for policy, *Hasting center report*, May-June 2010, p. 13.

PIERROUX E., Le sperme en héritage : un cadeau empoisonné ? (à propose de trib. gr. inst. Rennes ord. réf. 15 octobre 2009), *Gazette du palais*, novembre décembre 2009, p. 3412.

PRUSAK B. G., What are parents for ? Reproductive ethics after the nonidentity problem, *Hastings center report*, March-April 2010, p. 37.

RUSO B., THÖNI M., Quo vadis Präimplantationsdiagnostik? : Die rechtlichen Rahmenbedingungen und aktuelle Tendenzen im Bereich der Präimplantationsdiagnostik in Deutschland, *MedR Medizinrecht*, Vol. 28, Nr 2, février 2010, p. 74.

VIJVERMAN A., Un nouveau souffle pour la commission d'évaluation de la loi relative à l'interruption volontaire de grossesse, *Revue de droit de la santé*, 09/10, p. 266.

Recherche biomédicale

CAVE E., Seen But Not Heard? Children in Clinical Trials, *Medical Law Review*, 18/2010, Nr. 1, p. 1.

COLLEN M., Opioid Contracts and Random Drug Testing for People with Chronic Pain — Think Twice, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2009; 37 (4), p. 841.

MILLUM J., How should the benefits of bioprospecting be shared, *Hastings center report*, January-February 2010, p. 24.

ROCKEY SJ. AND AL., Managing Financial Conflict of Interest in Biomedical Research, *Journal of American Medical Association*, 303 (2010), p. 2400.

Responsabilité médicale

ALT-MAES F., Suicide d'un malade et responsabilité des établissements et personnels de soins, *Gazette du palais*, septembre-octobre 2009, p. 2862.

AMPERE S., KAOUAM F., La faute en droit médical, *Revue générale de droit médical*, N° 34 2010, p. 163.

BOYER F., Contamination transfusionnelle, *Gazette du palais*, juillet-août 2009, p. 2310.

CAMBI M., Histoire des contributions italiennes et françaises aux calculs dans les barèmes de réparation des dommages corporels, *Revue générale de droit médical*, N° 33 2009, p. 331.

ELLINGTON C. R. ET AL., State Tort Reforms and Hospital Malpractice Costs, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2010; 38 (1), p. 127.

EPSTEIN R. A., Against permissiveness : why voluntary organizations should regulate the use of cancer drugs, *Minnesota law review*, vol. 94, nr. 1, November 2009, p. 1.

FARROW FL., The anti-patient psychology of health courts: prescriptions from a lawyer-physician, *Am J Law Med.*, vol. 36(1), 2010, p. 188.

GOND E., Erreur d'une étudiante infirmière dans la mise en oeuvre d'une prescription médicale, *Droit, déontologie & soin*, vol. 10, n° 1, mars 2010, p. 61.

JOLY B., Indemnisation des conséquences de la vaccination contre l'hépatite B : le point sur la jurisprudence administrative et judiciaire, *Revue générale de droit médical*, N° 34 2010, p. 137.

KREBE B., DINSER R., Anforderungen an Arztberichte : ein haftungsrechtlicher Ansatz, *MedR Medizinrecht*, Vol. 28, Nr 6, juin 2010, p. 396.

LECONTE Y., Le refus d'indemniser le préjudice « né » de la naissance d'un enfant ou la réparation des préjudices résultant d'une contraception par implant « avortée », *Revue générale de droit médical*, N° 34 2010, p. 155.

MISTRETTA P., Les paradoxes de la responsabilité pénale des personnes morales en matière médicale, *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, p. 809.

PORCHY-SIMON S., Responsabilité médicale : revirement de la Cour de cassation quant à la sanction du défaut d'information du patient, (Cass. 1^{er} civ., 3 juin 2010, n° 09-13.591 (FS P+B+R+I), *Semaine juridique*, n° 28-29, 12 juillet 2010, p. 788.

QUICK O., Medicine, Mistakes and manslaughter: a criminal combination?, *Cambridge law journal*, March 2010, p. 186.

REUS K., Die neue gesetzliche Regelung der Patientenverfügung und die Strafbarkeit des Arztes, *Juristen Zeitung*, 2, 2010, p. 80.

RIALLAND R., L'interne en médecine face à sa responsabilité pénale, *Gazette du palais*, septembre-octobre 2009, p. 2802.

STEINLÉ-FEUERBACH M.-F., La réparation des préjudices : aspects juridiques, *Médecine & droit*, n° 100-101, janvier-avril 2010, p. 49.

YEO A., La responsabilité administrative en matière médicale en droit ivoirien, *Revue générale de droit médical*, N° 34 2010, p. 203.

Santé mentale et psychique

BARATTA A., MORALI A., Chambres d'isolement en psychiatrie : état des lieux en France, *Médecine & droit*, n° 102, mai-juin 2010, p. 86.

DAMIANI C., La réparation psychique, *Médecine & droit*, n° 100-101, janvier-avril 2010, p. 56.

SINE NOMINE, La contrainte physique résultant de l'état de santé du prévenu, *Droit pénal*, n° 1, janvier 2010, p. 26.

SUK J., The trajectory of trauma: bodies and minds of abortion discourse, *Columbia law review*, vol. 110, no. 5, june 2010, p. 1193.

SIDA, lutte contre les épidémies

CAULET F., La Gestion de la grippe A par l'Union européenne, *Revue du marché commun et de l'Union européenne*, n° 537, avril 2010, p. 221.

DONNELL D. AND AL., Heterosexual HIV-1 transmission after initiation of antiretroviral therapy : a prospective cohort analysis, *Lancet*, 375 (2010), p. 2092.

LAURIE G. T., HUNTER K. G., Mapping, Assessing and Improving Legal Preparedness For Pandemic Flu in the United Kingdom, *Medical law international*, vol. 10, n° 2, 2009, p. 101.

POTTIER I., Le traitement des données personnelles dans le cadre des plans de continuité d'activité en période de pandémie grippale, *Gazette du palais*, septembre-octobre 2009, p. 2929.

Système de santé, politique de la santé

BENACH J. ET AL., The importance of government policies in reducing employment related health inequalities, *BMJ*, 2010;340:c2154.

CONTIS M., La télémédecine : nouveaux enjeux, nouvelles perspectives juridiques, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, N°2, mars-avril 2010, p. 235.

DZAU VJ. AND AL., The role of academic health science systems in the transformation of medicine, *Lancet*, 375 (2010), p. 949.

FRIEDMAN LISSY C., Tobacco Industry Use of Corporate Social Responsibility Tactics as a Sword and a Shield on Secondhand Smoke Issues, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2009; 37 (4), p. 819.

GUESMI A., Quelle place pour le droit à la santé sur la scène commerciale internationale ? Un recours utile à l'analyse de droit économique, In : *Droit économique et droits de l'homme*, Bruxelles, Larcier, 2009, p. 463.

HUSTER S., Altersrationierung im Gesundheitswesen: (Un-)Zulässigkeit und Ausgestaltung, *Medizinrecht*, Volume 28, Number 6, juin 2010, p. 369.

KATZ M., Towards a new moral paradigm in health care delivery: accounting for individuals, *Am J Law Med.*, vol. 36(1), 2010, p. 78.

KLESTA L., Le patient est-il un consommateur ?, *Revue européenne de droit de la consommation*, n° 2, 2010, p. 225.

KRAJEWSKI M., Grenzüberschreitende Patientenmobilität in Europa zwischen negativer und positiver Integration der Gesundheitssysteme, *Europarecht*, 2, 2010, p. 165.

LANG I., Patient Mobility In The European Union: Pushing For EU Internal Health Market, *Medicine and Law*, Vol. 28, Nr 4, December 2009, p. 661.

LEMATTRE S., Les sans domicile dans le système de santé en France, *Revue générale de droit médical*, N° 35 2010, p. 13.

NAU J.-Y., Schizophrénie tabagique : l'exemple français, *Revue médicale suisse*, n° 252, 9 juin 2010, p. 1218 ; n° 253, 16 juin 2010, p. 1266 ; n° 254, 23 juin 2010, p. 1316.

OR Z. ET AL., Are health problems systemic? Politics of access and choice under Beveridge and Bismarck systems, *Health Economics, Policy and Law*, Vol. 5, Special Issue 03, July 2010, p. 269.

OXMAN AD. AND AL., A framework for mandatory impact evaluation to ensure well informed public policy decisions, *Lancet*, 375 (2010), p. 427.

ORIOLA T. A., Ethical and Legal Analyses of Policy Prohibiting Tobacco Smoking in Enclosed Public Spaces, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2009; 37 (4), p. 828 - 840.

POMERANZ J. L., Television Food Marketing to Children Revisited: The Federal Trade Commission Has the Constitutional and Statutory Authority to Regulate, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2010; 38 (1), p. 98.

PURNHAGEN K. P., Kann das europäische Arzneimittelzulassungsverfahren als Modell für eine internationale Harmonisierung dienen?, *Europarecht*, 3, 2010, p. 438.

SIMS M. ET AL., Short term impact of smoke-free legislation in England: retrospective analysis of hospital admissions for myocardial infarction, *BMJ* 2010;340:c2161.

STRINGHINI S. AND AL., Association of Socioeconomic Position With Health Behaviors and Mortality, *Journal of American Medical Association*, 303 (2010), p. 1159.

WELTI F., Allokation, Rationierung, Priorisierung: Rechtliche Grundlagen, *MedR Medizinrecht*, Vol. 28, Nr 6, juin 2010, p. 379.

WINICKOFF JP. AND AL., Regulation of Smoking in Public Housing. *New England Journal of Medicine*, 362 (2010), p. 2319.

Transplantations

DE WISPELAERE J. AND AL., Advance commitment: an alternative to the family veto problem in organ procurement, *Journal of Medical Ethics*, 36 (2010), p. 180.

FARRELL Anne-Maree, Adding value? EU Governance on Organ Donation and Transplantation, *European Journal of Health Law*, 2010, vol. 17, n° 1, p. 51.

LEVINE A. D., Self-regulation, compensation, and the ethical recruitment of oocyte donors, *Hastings center report*, March-April 2010, p. 25.

MARQUIS D., Are DCD [donation after cardiac death] donors dead ?, *Hastings center report*, May-June 2010, p. 25.

NAU J.-Y., Commerce des corps humains : une fatalité ?, *Revue médicale suisse*, n° 244, 14 avril 2010, p. 786 ; n° 245, 21 avril 2010, p. 844 ; n° 249, 19 mai 2010, p. 1036.

PEIGNE J., L'inapplicabilité de la jurisprudence Marzouk à la réparation des dommages résultant de la transplantation d'un organe contaminé (note sous CE 27 janvier 2010, Hospices civils de Lyon, CHU de Besançon, n° 313568), *RDSS*, n° 3/2010, p. 501.

PEREIRA A., Presumed Consent in Organ Donation : Is the Duty Finally upon Us?, *European Journal of Health Law*, 2010, vol. 17, n° 2, p. 149.

PÜHLER W., MIDDEL C.-D., HÜBNER M., Pankreasinseln : Was tun, wenn ein Organ zum Gewebe wird?, *MedR Medizinrecht*, Vol. 28, Nr 1, janvier 2010, p. 23.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

voir les acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :

<http://www2.unine.ch/webdav/site/bibliotheque/shared/documents/rssna/droitsante.xml>

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

JUNOD V., Publicité pour les médicaments : la santé publique l'emporte sur la liberté d'expression, *Medialex*, 1/10, p. 8.

SINE NOMINE, Utilisation illicite de médicaments vétérinaires chez les animaux de rente : un danger aussi pour la santé des êtres humains, *Swissmedic journal*, 06/2010, p. 540.

Assurances sociales

BRUNNER N., Secret médical et protection des données en assurances sociales, *Douleur et analgésie*, suppl. I, 2009, p. S49.

DUC J.-L., Du recours contre un tarif édicté par le Département fédéral de l'intérieur ou par l'Office fédéral de la santé publique, *AJP/PJA*, 1/2010, p. 45.

DUC J.-L., Confiscation de l'allocation pour impotent allouée à un rentier de l'AVS qui séjourne dans un EMS, *Plaidoyer*, 2/10, p. 36.

DUC J.-L., De l'invalidité d'un assuré exploitant une commerce avec son épouse, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, Jg 54, no 2, p. 153.

DUC J.-M., Notion de causalité naturelle en cas de lésions corporelles: apport du droit des assurances sociales au droit de la responsabilité civile, *AJP/PJA*, 5/2010, p. 644.

HAURI C., L'assurance invalidité se montre insensible à un avis de droit, *Plaidoyer*, 2/10, p. 23.

KAHIL-WOLFF B., Droit des assurances sociales, *JDT*, 2010 I p. 106.

MÜNGER S., Rechtliche Fragen rund um das Thema Essstörungen, *Pro mente sana aktuell*, 2/10, p. 25.

NORDMANN P., Une réforme importante de la sécurité sociale suisse. proposition d'une assurance universelle garantissant un revenu aux personnes atteintes dans leur santé, *Pro mente sana : lettre trimestrielle*, n° 48, juin 2010, p. 1.

PRO MENTE SANA, La 6^e révision de la Loi sur l'assurance invalidité : « l'assainissement de l'assurance invalidité par la réintégration de l'assuré », *Pro mente sana : lettre trimestrielle*, n° 46, décembre 2009, p. 1.

Stratégie de lutte contre la pauvreté : dossier, *Sécurité sociale*, 3/2010, p. 120-154.

<http://www.bsv.admin.ch/dokumentation/publikationen/00096/02756/02793/index.html?lang=fr>

JUNOD V., La préséance du médical sur le droit : commentaire de l'arrêt 2009 de la Cour européenne des droits de l'homme dans un litige entre une caisse-maladie et un assuré transsexuel, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, Jg 54, no 2, p. 167.

Droits des patients, droit de la personnalité

BÜCHLER A., HOTZ S., Medizinische Behandlung, Unterstützung und Begleitung Jugendlicher in Fragen der Sexualität : Ein Beitrag zur Selbstbestimmung Jugendlicher im Medizinrecht, *AJP/PJA*, 5/2010, p. 565.

HENNINGER S., MICHAUD P.-A., AKRE C., Capacité de discernement des adolescents mineurs : étude qualitative sur les représentations en Suisse romande, *Revue médicale suisse*, n° 253, 2010, p. 1253.

PERREN A., SIMEON-DUBACH D., Stiftung biobank-suisse: ein kollaboratives Netzwerk von Forschungs-Biobanken, *BMS*, n° 21/2010, p. 797.

PICOZZI M., Deontologia e dichiarazioni anticipate, *Rivista per le medical humanities*, Anno 4, no 14, Aprile-Giugno 2010. p. 83.

RÜTSCHÉ B., Eugenik und Verfassung. Regulierung eugenischer Wünsche von Eltern in freiheitlichen Rechtsstaat, *Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht*, Jg. 111, nr. 6, Juni 2010, p. 297.

SALATHE M., Modèles de «Consentement général» et de règlement, *BMS*, n° 19-20/2010, p. 761.

VOEFFRAY FAVRE A.-C., La quête du consentement éclairé en médecine comme construction sociale, *Revue médicale suisse*, n° 252, 2010, p. 1205.

WAGNER J, KUHN H, GAUTHEY M., La carte d'assuré: efficace, adéquate et économique?, *BMS*, n° 9/2010, p. 335.

Ethique biomédicale

CUENOUD P.-F., Influence de l'introduction des DRG sur le rôle et la profession des médecins, *SGBEbulletinSSEB*, n° 59, septembre 2009, p. 14.

GASSMANN B., Kontinuität der Pflege verlangt neue Arbeitsteilung zwischen stationärem und ambulantem Bereich, *SGBEbulletinSSEB*, n° 59, septembre 2009, p. 21.

HURST S., L'introduction des DRG et leur influence sur le personnel médical dans une perspective éthique, *SGBEbulletinSSEB*, n° 59, septembre 2009, p. 24.

KIEFER B., L'introduction des DRG et la situation des patients dans une perspectives éthique, *SGBEbulletinSSEB*, n° 59, septembre 2009, p. 9.

PFISTER E., WILD V., BILLER-ANDORNO N., Grundlagen einer Begleitforschung zur Einführung der DRGs aus ethischer Sicht, *SGBEbulletinSSEB*, n° 59, septembre 2009, p. 27.

VALLOTTON MB., La protection des personnes selon les directives éthiques internationales du CIOMS, *BMS*, n° 9/2010, p. 367.

Euthanasie et soins palliatifs

ARZT G., Sterbehilfe in der Grauzone : BGer vom 11. Juni 2009, 6B 48/2009, zweiter Basler Fall, *Recht : Zeitschrift für juristische Ausbildung und Praxis*, 4/2009, p. 140.

ASSM, L'ASSM rejette la réglementation proposée de l'assistance organisée au suicide, *BMS*, n° 3/2010, p. 69.

EYCHMÜLLER S., SCHMID M., MÜLLER M., Palliative Care in der Schweiz 2008 – eine Bestandesaufnahme, *BMS*, n° 10/2010, p. 409.

KIENER R., Organisierte Suizidhilfe zwischen Selbstbestimmungsrecht und staatlichen Schutzpflichten, *RDS/ZSR*, Bd 129 I, H. 3, 2010, p. 271.

MARTIN J., Modification du CP et du CPM relative à l'assistance organisée au suicide : Prise de position (à la demande d'une organisation active dans le domaine des soins aux personnes âgées et/ou dépendantes), *CMV*, No. 2, mars-avril 2010, p. 6.

<http://www.svmed.ch/presse/CMV-Articles%20complets/PPo-AssSuicide%20-%20Dr%20Jean%20Martin%20-%20janvier%202010.pdf>

MARTIN-DU PAN R. C., Syndrome d'Exit ou de la pente savonneuse, *Revue médicale suisse*, n° 254, 23 juin 2010, p. 1317.

MOYNIER-VANTIEGHEM K. ET AL., Demandes d'aide au décès (assistance au suicide et euthanasie) en médecine palliative, *Revue médicale suisse*, n° 234, 3 février 2010, p. 261.

MOSER RW., Töten aus «Gnade»? Aktive Sterbehilfe oder Palliativmedizin?, *BMS*, n° 21/2010, p. 822.

ROMANN C., RABIA L., Réflexions concernant l'aide au décès, *BMS*, n° 9/2010, p. 333.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

FANTINI B., L'evoluzione storica dei modelli di contenzione, *Rivista per le Medical Humanities*, n° 13, anno 4, 2010, p. 59.

HENNINGER S., MICHAUD P.-A., AKRE C., Capacité de discernement des adolescents mineurs : étude qualitative sur les représentations en Suisse romande, *Revue médicale suisse*, n° 253, 2010, p. 1253.

LUISONI BAUMGARTNER M., QUADRI P., La contenzione nell'anziano fra salvaguardia e rischio, *Rivista per le Medical Humanities*, n° 13, anno 4, 2010, p. 53.

PFISTER E., L'acceptation et l'implémentation des directives de l'ASSM dans le quotidien médical et infirmier, *BMS*, n° 13-14/2010, p. 520.

ROMANN C., La FMH salue la nouvelle Loi sur les professions de la psychologie, *BMS*, n° 13-14/2010, p. 517.

Génétique humaine et biotechnologies

BÜYÜKSAGIS E., La relativité de la sécurité du produit: différentes circonstances, différents défauts, différents régimes de responsabilité, *RDS / ZSR*, Bd 129 I, H. 1, 2010, p. 29.

MARTI S., Le droit de la concurrence et le patent pooling en matière de biotechnologie : analyse comparée des droits américain, européen et suisse, *Sic !*, 6/2010, p. 410.

NOBEL P., Der Risikobegriff und rechtliche Risiken, *RDS / ZSR*, Bd 129 I, H. 1, 2010, p. 3.

WILDHABER I., POLEDNA T., zur Grauzone zwischen Arzneimitteln und Lebensmitteln : Ein Leitfaden für eine sinnvolle Abgrenzung im schweizerischen Recht, *RDS / ZSR*, Bd 129 I, H. 1, 2010, p. 51.

Médecine légale

EYTAN A., Les troubles psychiatriques en prison, *SNM news*, n° 63, printemps 2010, p. 13.

GETAZ L., WOLFF H., Maladies infectieuses en prison : menaces et oportunités, *SNM news*, n° 63, printemps 2010, p. 8.

RIEDER J.-P. ET AL., Santé en milieu pénitentiaire : vulnérabilité partagée entre détenus et professionnels de la santé, *Revue médicale suisse*, n° 257, 28 juillet 2010, p. 1462.

Médecine du sport

(pas de notice pour cette rubrique)

Mesures médicales spéciales

OGGIER W., Maladies rares et médicaments orphelins en Suisse: du point de vue de l'économie de la santé, il est nécessaire d'agir, *BMS*, n° 18/2010, p. 734.

Nouvelles techniques de l'information et santé

(pas de notice pour cette rubrique)

Personnes âgées et santé

SADRY F, NIDECKER A, PIGUET J-C, BURCKHARDT B., La radiographie mobile: assistance à notre population vieillissante et à mobilité réduite?, *BMS*, n° 18/2010, p. 736.

Procréation médicalement assistée et avortement

PETER C., Strafloser Schwangerschaftsabbruch, *BMS*, n° 21/2010, p. 825.

REY A-M, SEIDENBERG A., Schwangerschaftsabbruch: die Praxis der Spitäler und Kliniken in der Schweiz, *BMS*, n° 13-14/2010, p. 551.

Recherche biomédicale

FÄSSLER M, BILLER-ANDORNO N., Informed Consent – Balance zwischen Patientenschutz und Forschungsinteressen, *BMS*, n° 12/2010, p. 499.

Responsabilité médicale

MAURON A., Le risque en médecine et dans les « life-sciences » : réflexions éthiques et (hélas) politiques, *Rivista per le medical humanities*, Anno 4, no 14, Aprile-Giugno 2010. p. 75.

RUDOLPH R., Arbeitsunfähigkeitszeugnisse: Ärzte zunehmend im Fokus der Justiz (Teil 1), *BMS*, n° 22/2010, p. 864 ; n° 23/2010, (Teil 2), p. 912.

Santé mentale et psychique

BORCHI M., Diritti dei pazienti psichiatrici tra antinomie, involuzioni e prospettive, *Rivista per le medical humanities*, Anno 4, no 14, Aprile-Giugno 2010. p. 52.

HAAS S, KURT H., Ein neues Netzwerk zur Förderung der psychischen Gesundheit in der Schweiz, *BMS*, n° 24/2010, p. 932.

SIDA, lutte contre les épidémies

CHAVANNE M., Nul n'est censé ignorer... les conséquences juridiques de l'arrivée d'une grippe ou d'une pandémie dans le monde du travail, *Revue médicale suisse*, n° 244, 14 avril 2010, p. 779.

FREY B, BERGER C, KIND C, VAUDAUX B., Recommandations de triage pour l'admission et le séjour des enfants aux soins intensifs pédiatriques en cas de pandémie de grippe, *BMS*, n° 18/2010, p. 715.

RUDOLPH R., Pandemie und Impfblogatorium für das Gesundheitspersonal : Dargestellt am Beispiel der pandemischen Grippe H1N1 2009 (« Schweingrippe »), *ARV/DTA, Droit du travail : revue de droit du travail et d'assurance-chômage*, 1/2010, p. 1.

Système de santé, politique de la santé

CORNUZ J. ET AL., EviPrev, un programme de prévention et de promotion de la santé à l'intention des médecins praticiens, *BMS*, n° 3/2010, p. 60.

DANUSER B., PERRENOUD J., Tabagisme passif : Avancées et pièges dans l'évolution du droit suisse, *Revue médicale suisse*, n° 250, 2010, p. 1088.

<http://titan.medhyg.ch/mh/infos/article.php3?sid=3733>

Gutachtensauftrag der Gesundheitsdirektion des Kantons Zürich gemäss Art. 47 KG betreffend Spitalplanung 2012, *DPC: droit et politique de la concurrence = RPW: Recht und Politik des Wettbewerbs*, 2010/2, p. 424.

KIESER U., Spitalliste und Spitalfinanzierung, *AJP/PJA*, 1/2010, p. 61.

MICHIELS W. ET AL., Prévenir la récurrence de conduite en état d'ivresse: PréCASIA, *Revue médicale suisse*, N° 241, 24 mars 2010, p. 637.

REGE-WALTHER M., BERTHOLET N., PEYTRÉMAN-BRIDEVAUX I., Le feedback normatif peut-il diminuer la consommation excessive d'alcool des étudiants?, *Revue médicale suisse*, n° 232, 20 janvier 2010, p. 151.

ROHNER P., Kooperation zwischen öffentlichen Spitälern und privaten Leistungserbringern oder Dienstleistern, In: LIENHARD A., PFISTERER T. (HRSG.), *PPP: Was fehlt zum Durchbruch*, Schulthess, Zürich, 2010, p. 131.

TSCHUDI P, KOLLER H, GÄCHTER T., Keine Staatsintervention mit der Volksinitiative «Ja zur Hausarztmedizin»!, *BMS*, n° 17/2010, p. 683.

WIEDERSHEIM P., Initiative populaire fédérale «Protection contre le tabagisme passif», *BMS*, n° 3/2010, p. 59.

Transplantations

FLÜCKIGER A., Un receveur en attente de dons d'organes peut-il recourir contre les campagnes d'information de l'OFSP?, *Plaidoyer*, 3/10, 2010, p. 31.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

MICHEL M., *Rechte von Kindern in medizinischen Heilbehandlungen*, Bâle, Helbing Lichtenhahn, 2009.

voir surtout les acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :

<http://www2.unine.ch/webdav/site/bibliotheque/shared/documents/rssna/droitsante.xml>

Dokumentation / Documentation

Cette rubrique présente les références des dernières parutions juridiques en matière de droit de la santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger. Ce numéro couvre en principe la période entre le 1^{er} juillet 2010 et le 31 juillet 2011. / Diese Rubrik gibt Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheitsrecht. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der Schweiz und dem Ausland zusammengestellt. Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode vom 1. Juli 2010 bis zum 31. Juli 2011.

Numéros précédents / Frühere Erscheinungen : www.unine.ch/ids

Législation / Gesetzgebung	1283
I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)	1283
II. Droit communautaire / Europarecht.....	1286
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	1286
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. / Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	1291
III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl).....	1292
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	1292
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	1293
IV. Droit fédéral / Bundesrecht.....	1293
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	1293
Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse.....	1299
V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl).....	1305
VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien	1308
Jurisprudence / Rechtsprechung	1309
I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)	1309
II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl).....	1311

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl).....	1316
IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung	1319
V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung	1340
Doctrine / Lehre	1356
I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl).....	1356
Articles / Aufsätze.....	1356
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux.....	1356
Assurances sociales.....	1359
Droits des patients, droit de la personnalité.....	1361
Ethique biomédicale.....	1365
Euthanasie et fin de vie	1366
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle	1368
Génétique humaine et biotechnologies.....	1370
Médecine légale	1371
Médecine du sport.....	1372
Mesures médicales spéciales	1372
Nouvelles techniques de l'information et santé.....	1373
Personnes âgées et santé.....	1373
Procréation médicalement assistée.....	1373
Recherche biomédicale	1375
Responsabilité médicale.....	1377
Santé mentale et psychique	1380
SIDA, lutte contre les épidémies.....	1381
Système de santé, politique de la santé	1382
Transplantations.....	1384
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien.....	1385
II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre	1386
Articles / Aufsätze.....	1386
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux.....	1386
Assurances sociales.....	1387
Droits des patients, droit de la personnalité.....	1389
Ethique biomédicale.....	1390
Euthanasie et fin de vie	1391
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle	1391
Génétique humaine et biotechnologies.....	1392
Médecine légale	1392
Médecine du sport.....	1393
Mesures médicales spéciales	1393

Nouvelles techniques de l'information et santé.....	1393
Personnes âgées et santé.....	1393
Procréation médicalement assistée.....	1393
Recherche biomédicale.....	1394
Responsabilité médicale.....	1395
Santé mentale et psychique.....	1396
SIDA, lutte contre les épidémies.....	1396
Système de santé, politique de la santé.....	1396
Transplantations.....	1397
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien.....	1398

Ont collaboré à cette rubrique / An dieser Rubrik haben mitgewirkt :
Slim BEN YOUNÉS, Sabina BETRISEY, Nathalie BRUNNER, Béatrice DESPLAND,
Johanne GAGNEBIN, Leila GHASSEMI, Olivier GUILLOD, Agnès HERTIG-PEA, Daniel
KRAUS, Jean PERRENOUD, Beatrice STIRNER, Marinette UMMEL et Valérie
WYSSBROD.

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

CM/Del/Dec(2010)1101/10.9/annexe17F / 10 décembre 2010

Convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique (adoptée par le Comité des Ministres le 8 décembre 2010, lors de la 1101e réunion des Délégués des Ministres)

<https://wcd.coe.int/wcd/ViewDoc.jsp?id=1720169&Site=CM&BackColorInternet=C3C3C3&BackColorIntranet=EDB021&BackColorLogged=F5D383>

Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC) - Projet de Convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique.

[CM/Del/Dec\(2010\)1101/10.9F / 10 décembre 2010](#)

Pharmacopée européenne (DEQM) - Comité européen sur les produits et les soins pharmaceutiques (Accord partiel) (CD-P-PH) - c. Projet de Résolution CM/ResAP(2010)...sur les exigences relatives à l'assurance de qualité et d'innocuité des médicaments préparés en pharmacie pour les besoins particuliers du patient.

[CM/Del/Dec\(2010\)1101/6.4cF / 10 décembre 2010](#)

Pharmacopée européenne (DEQM) – Comité européen sur les produits et les soins pharmaceutiques (Accord partiel) (CD-P-PH) – a. Rapport abrégé de la 4e réunion (Bruxelles, 15-16 septembre 2010) - b. Projet de mandat du Comité européen sur les produits et les soins pharmaceutiques (Accord partiel) (CD-P-PH).

[CM/Del/Dec\(2010\)1101/6.4abF / 10 décembre 2010](#)

Résolution 1777 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe
[Promouvoir une politique de lutte contre l'addiction au jeu en ligne.](#)

Résolution 1776 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe
[La pollution sonore et lumineuse.](#)

Comité des Ministres du Conseil de l'Europe

CM/Res(2011)8F / 29 juin 2011

Résolution relative à l'Accord partiel Groupe de coopération en matière de lutte contre l'abus et le trafic illicite des stupéfiants (Groupe Pompidou) (adoptée par le Comité des Ministres le 29 juin 2011, lors de la 1117e réunion des Délégués des Ministres)

CM/ResAP(2011)1F / 19 janvier 2011

Résolution sur les exigences relatives à l'assurance de qualité et d'innocuité des médicaments préparés en pharmacie pour les besoins particuliers du patient (adoptée par le Comité des Ministres le 19 janvier 2011, lors de la 1103e réunion des Délégués des Ministres)

CM/ResCSS(2011)17F / 6 juillet 2011

Résolution sur l'application du Code européen de sécurité sociale et de son Protocole par la Suisse (période du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010) (adoptée par le Comité des Ministres le 6 juillet 2011, lors de la 1118e réunion des Délégués des Ministres)

CM/ResChS(2011)3F / 16 février 2011

Résolution concernant l'application de la Charte sociale européenne (révisée) (Conclusions 2009, dispositions relatives à la santé, à la sécurité sociale et à la protection sociale) (adoptée par le Comité des Ministres le 16 février 2011, lors de la 1106e réunion des Délégués des Ministres)

CM/ResChS(2011)2F / 16 février 2011

Résolution concernant l'application de la Charte sociale européenne (Conclusions XIX-2 (2009), dispositions relatives à la santé, à la sécurité sociale et à la protection sociale) (adoptée par le Comité des Ministres le 16 février 2011, lors de la 1106e réunion des Délégués des Ministres)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

RES 1815 (2011) 27/05/2011

Le danger potentiel des champs électromagnétiques et leur effet sur l'environnement : Résolution

RES 1816 (2011) 27/05/2011

Les risques sanitaires des métaux lourds et d'autres métaux : Résolution

RES 1804 (2011) 13/04/2011

La protection des enfants et des jeunes contre l'obésité et le diabète de type 2 : Résolution

REC 1966 (2011) 13/04/2011

La protection des enfants et des jeunes contre l'obésité et le diabète de type 2 : Recommandation

RES 1795 (2011) 11/03/2011

Les organismes génétiquement modifiés: une solution pour l'avenir?: Résolution

RES 1782 (2011) 25/01/2011

Enquête sur les allégations de traitement inhumain de personnes et de trafic illicite d'organes humains au Kosovo : Résolution

II. Droit communautaire / Europarecht

(JOCE L 187 (2010) à L 188 (2011) et JOCE C 200 (2010) à C 212 (2011))

Droit édicté / Erlassenes Recht

Règlement (UE) n° 1235/2010 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2010 modifiant, en ce qui concerne la pharmacovigilance des médicaments à usage humain, le règlement (CE) n° 726/2004 établissant des procédures communautaires pour l'autorisation et la surveillance en ce qui concerne les médicaments à usage humain et à usage vétérinaire, et instituant une Agence européenne des médicaments, et le règlement (CE) n° 1394/2007 concernant les médicaments de thérapie innovante.

<http://eur->

lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2010:348:0001:0016:FR:PDF

Règlement (UE) n° 1238/2010 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2010 modifiant l'annexe I du règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil en ce qui concerne l'admission en exonération des droits de douane de certains principes actifs portant une «dénomination commune internationale» (DCI) de l'Organisation mondiale de la santé et de certains produits utilisés pour la fabrication de produits pharmaceutiques finis.

<http://eur->

lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2010:348:0036:0073:FR:PDF

Directive 2010/84/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2010 modifiant, en ce qui concerne la pharmacovigilance, la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain.

<http://eur->

lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2010:348:0074:0099:FR:PDF

Décision de la Commission du 22 décembre 2010 modifiant la décision 2009/964/UE concernant l'adoption du plan de travail 2010 pour la mise en œuvre du deuxième programme d'action communautaire dans le domaine de la santé (2008-2013), les critères de sélection et d'attribution et les autres critères applicables aux participations financières aux actions de ce programme, ainsi que la contribution financière de la Communauté à la convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:358:0023:0026:FR:PDF>

Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1 septembre 2010 au 31 octobre 2010 *[Publié en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil]*

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:359:0001:0016:FR:PDF>

Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1 juillet 2010 au 31 août 2010 *(décisions prises conformément à l'article 34 de la directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE)*

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:359:0017:0017:FR:PDF>

Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1 septembre 2010 au 31 octobre 2010 *(décisions prises conformément à l'article 34 de la directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE)*

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:359:0018:0078:FR:PDF>

Règlement (UE) n° 957/2010 de la Commission du 22 octobre 2010 relatif à l'autorisation et au refus d'autorisation de certaines allégations de santé portant sur les denrées alimentaires et faisant référence à la réduction du risque de maladie ainsi qu'au développement et à la santé infantiles.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2010:279:0013:0017:FR:PDF>

Règlement (UE) n° 958/2010 de la Commission du 22 octobre 2010 refusant d'autoriser une allégation de santé portant sur les denrées alimentaires, autre que celles faisant référence à la réduction d'un risque de maladie ainsi qu'au développement et à la santé des enfants.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2010:279:0018:0019:FR:PDF>

Programmation conjointe des activités de recherche pour lutter contre les maladies neurodégénératives, en particulier la maladie d'Alzheimer.

Résolution du Parlement européen du 12 novembre 2009 sur la programmation conjointe des activités de recherche liées à la lutte contre les maladies neurodégénératives, en particulier la maladie d'Alzheimer.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:271E:0007:0009:FR:PDF>

Position (UE) n° 14/2010 du Conseil en première lecture en vue de l'adoption d'une directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers. Adoptée par le Conseil le 13 septembre 2010.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:275E:0001:0024:FR:PDF>

Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1 juillet 2010 au 31 août 2010 [*Publié en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil*]

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:295:0001:0016:FR:PDF>

Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1 juillet 2010 au 31 août 2010 (*décisions prises conformément à l'article 34 de la directive 2001/83/EC ou de l'article 38 de la directive 2001/82/EC*)

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:295:0017:0254:FR:PDF>

Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1 mars 2010 au 30 juin 2010 [*Publié en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil*]

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:258:0001:0031:FR:PDF>

Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1 mars 2010 au 30 juin 2010 [*décisions prises conformément à l'article 34 de la directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE*]

[http://eur-](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:258:0032:0220:FR:PDF)

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:258:0032:0220:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:258:0032:0220:FR:PDF)

Directive 2010/45/UE du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2010 relative aux normes de qualité et de sécurité des organes humains destinés à la transplantation.

[http://eur-](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2010:207:0014:0029:FR:PDF)

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2010:207:0014:0029:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2010:207:0014:0029:FR:PDF)

Rectificatif à la directive 2010/84/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2010 modifiant, en ce qui concerne la pharmacovigilance, la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain

2011/C 61/01

Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er novembre 2010 au 31 décembre 2010 [*Publié en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil*]

2011/C 61/02

Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er novembre 2010 au 31 décembre 2010 (*décisions prises conformément à l'article 34 de la directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE*)

Directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers

Règlement (UE) n° 328/2011 de la Commission du 5 avril 2011 portant application du règlement (CE) n° 1338/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif aux

statistiques communautaires de la santé publique et de la santé et de la sécurité au travail, en ce qui concerne les statistiques sur les causes de décès

Règlement (UE) n° 349/2011 de la Commission du 11 avril 2011 portant application du règlement (CE) n° 1338/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif aux statistiques communautaires de la santé publique et de la santé et de la sécurité au travail, en ce qui concerne les statistiques sur les accidents du travail

2011/C 102/04

Réglementation concernant l'interdiction de fumer dans les locaux du Parlement européen — Décision du Bureau du 23 mars 2011

2011/C 128/01

Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er janvier 2011 au 28 février 2011 [*Publié en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil*]

2011/C 128/02

Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er janvier 2011 au 28 février 2011 (*décisions prises conformément à l'article 34 de la directive 2001/83/EC ou de l'article 38 de la directive 2001/82/EC*)

Règlement (UE) n° 432/2011 de la Commission du 4 mai 2011 concernant le refus d'autoriser certaines allégations de santé portant sur les denrées alimentaires, autres que celles faisant référence à la réduction du risque de maladie ainsi qu'au développement et à la santé des enfants

Directive 2011/62/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 modifiant la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, en ce qui concerne la prévention de l'introduction dans la chaîne d'approvisionnement légale de médicaments falsifiés

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. /
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

Conclusions du Conseil du 8 juin 2010 concernant les «Mesures à prendre pour réduire la consommation de sel afin d'améliorer la santé de la population» — Adoption des conclusions.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:305:0003:0005:FR:PDF>

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 90/385/CEE du Conseil, du 20 juin 1990, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositifs médicaux implantables actifs (*Publication des titres et des références des normes harmonisées au titre de la directive*)

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 93/42/CEE du Conseil, du 14 juin 1993, relative aux dispositifs médicaux (*Publication des titres et des références des normes harmonisées au titre de la directive*)

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro (*Publication des titres et des références des normes harmonisées au titre de la directive*)

2011/C 74/03

Conclusions du Conseil «Approches novatrices à l'égard des maladies chroniques dans le cadre de la santé publique et des systèmes de soins de santé»

2011/C 81 E/07

L'agriculture dans les zones à handicaps naturels: un bilan spécial de santé
Résolution du Parlement européen du 5 mai 2010 sur l'agriculture dans les zones à handicaps naturels: un bilan spécial de santé (2009/2156(INI))

2011/C 81 E/14

Lutte contre le cancer du sein dans l'Union européenne
Déclaration du Parlement européen du 5 mai 2010 sur la lutte contre le cancer du sein dans l'Union européenne

2011/C 81 E/19

Communication de la Commission sur la lutte contre le cancer: un partenariat européen

Résolution du Parlement européen du 6 mai 2010 sur la communication de la Commission intitulée «Lutte contre le cancer: un partenariat européen» (2009/2103(INI))

2011/C 221/06

Sollicitation des opérateurs de services médicaux et paramédicaux (hôpitaux, cliniques, laboratoires, centre médicaux et personnes physiques, exerçant une activité dans le secteur médical/paramédical) ainsi que des pharmacies, à mettre leur prestations à disposition du RCAM à des prix applicables aux affiliés/bénéficiaires RCAM.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl-rils/index.cfm>.

Droit édicté / Erlassenes Recht

Belgique / Belgien

Loi du 31 mars 2010 relative à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé, *M.B.*, 2 avril 2010.

USA. Patient safety and quality improvement; final rule. Part 3 of Title 42 (Public Health) of the United States Code of Federal Regulations. Dated 2 September 2008. (*Federal Register*, Vol. 73, No. 226, 21 November 2008, pp. 70731-70814) USA.09.029 The summary of this text reads as follows:

"The Secretary of Health and Human Services is adopting rules to implement certain aspects of the Patient Safety and Quality Improvement Act of 2005, Pub. L. 109-41, 42 U.S.C. 299b-21--b-26 (Patient Safety Act).^a The final rule establishes a

framework by which hospitals, doctors, and other health care providers may voluntarily report information to Patient Safety Organizations (PSOs), on a privileged and confidential basis, for the aggregation and analysis of patient safety events. The final rule outlines the requirements that entities must meet to become PSOs and the processes by which the Secretary will review and accept certifications and list PSOs. It also describes the privilege and confidentiality protections for the information that is assembled and developed by providers and PSOs, the exceptions to these privilege and confidentiality protections, and the procedures for the imposition of civil money penalties for the knowing or reckless impermissible disclosure of patient safety work product."

Portugal

Decree-Law No. 229/2008 of 27 November 2008 establishing the Observatory on the Trafficking of Human Beings. (*Diário da República, Part I, 27 November 2008, No. 231, pp. 8538-8540*)

<http://dre.pt/pdf1sdip/2008/11/23100/0853808540.PDF>

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

(pas de notice pour cette rubrique)

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

Droit édicté / Erlassenes Recht

[RO/AS n° 30-51 (28 décembre 2010) puis 1-31 (3 août 2011)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

Loi fédérale sur l'assainissement de l'assurance-invalidité du 13 juin 2008, en vigueur dès le 1er janvier 2011, RO 2010 3835. Modification du 19 mars 2010, en vigueur dès le 1er janvier 2011, RO 2010 3839.

Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal) du 27 juin 1995.

- Modification du 3 décembre 2010, en vigueur dès le 1er janvier 2011 (mesures concernant la gestion de la fortune des assureurs), RO 2010 6155.
- Modification du 3 décembre 2010, en vigueur dès le 1er janvier 2011 (contribution aux frais de séjour hospitalier), RO 2010 6161.

Ordonnance sur la compensation des risques dans l'assurance-maladie (OCOR) du 12 avril 1995. Modification du 3 décembre 2010, en vigueur dès le 1er janvier 2011, RO 2010 6163.

Ordonnance du DFI sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins, OPAS)

- Modification du 16 août 2010, en vigueur dès le 1^{er} septembre 2010 (concerne la vaccination contre l'influenza), RO 2010 3559.
- Modification du 2 décembre 2010, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2011 (vaccination contre le papillomavirus et modification des annexes), RO 2010 5837.

Ordonnance du DFI relative aux primes moyennes 2011 de l'assurance obligatoire des soins pour le calcul des prestations complémentaires du 27 octobre 2010, en vigueur du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011, RO 2010 5833.

Ordonnance du DFI sur les indices du niveau des prix et sur les primes moyennes 2011 permettant de calculer la réduction de primes dans la Communauté européenne, en Islande et en Norvège du 11 novembre 2010, en vigueur du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011, RO 2010 5847.

Réduction de primes dans l'assurance-maladie. Répartition des subsides fédéraux entre les cantons pour 2011, tableau du 7 décembre 2010 de l'Office fédéral de la santé publique, FF 2010 7643.

Ordonnance concernant les diplômes, la formation universitaire, la formation postgrade et l'exercice des professions médicales universitaires du 27 juin 2007. Modification du 17 novembre 2010, en vigueur dès le 1er janvier 2011, RO 2010 5419.

Ordonnance concernant les examens fédéraux des professions médicales universitaires (Ordonnance concernant les examens LPMéd) du 26 novembre 2008. Modification du 17 novembre 2010, en vigueur dès le 1er janvier 2011, RO 2010 5425.

Ordonnance du DFI sur les déclarations de médecin et de laboratoire du 13 janvier 1999. Modification du 16 novembre 2010, en vigueur dès le 1er janvier 2011, RO 2010 5515.

Ordonnance sur l'analyse génétique humaine (OAGH) du 14 février 2007. Modification du 18 août 2010, en vigueur dès le 15 septembre 2010, RO 2010 3829.

Ordonnance du DFI sur l'analyse génétique humaine (OAGH-DFI) du 14 février 2007. Modification du 18 août 2010, en vigueur dès le 15 septembre 2010, RO 2010 3833.

Ordonnance du DFI sur l'attribution d'organes destinés à une transplantation (Ordonnance du DFI sur l'attribution d'organes) du 2 mai 2007. Modification du 3 novembre 2010, en vigueur dès le 1er décembre 2010, RO 2010 5073.

Ordonnance sur l'entrée en vigueur complète de la modification du 13 juin 2008 de la loi sur les produits thérapeutiques du 8 septembre 2010, fixant cette entrée en vigueur au 1er octobre 2010, RO 2010 4027.

Ordonnance sur la pharmacopée (OPha) du 17 octobre 2011. Modification du 8 septembre, en vigueur dès le 1er octobre 2010, RO 2010 4029.

Ordonnance sur les autorisations dans le domaine des médicaments (OAMéd) du 17 octobre 2001. Modification du 8 septembre 2010, en vigueur dès le 1er octobre 2010, RO 2010 4031.

Ordonnance sur les médicaments (OMéd) du 17 octobre 2001. Modification du 8 septembre 2010, en vigueur dès le 1er octobre 2010, RO 2010 4039.

Ordonnance sur les essais cliniques de produits thérapeutiques (OClin) du 17 octobre 2001. Modification du 8 septembre 2010, en vigueur dès le 1er octobre 2010, RO 2010 4043.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques sur les stupéfiants et les substances psychotropes (Ordonnance de Swissmedic sur les stupéfiants, OStup-Swissmedic) du 12 décembre 1996. Modification du 10 septembre 2010, en vigueur dès le 1^{er} décembre 2010, RO 2010 4099.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édiction de la pharmacopée et la reconnaissance d'autres pharmacopées du 9 novembre 2001. Modification du 10 septembre 2010, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2011, RO 4010 4127.

Ordonnance sur les dispositifs médicaux (ODim). Normes techniques pour les dispositifs médicaux, du 21 décembre 2010, FF 2010 8025.

Code civil suisse du 10 décembre 1907. Modification du 19 décembre 2008 (protection de l'adulte, droit des personnes et droit de la filiation), en vigueur dès le 1^{er} janvier 2013, RO 2011 725.

Loi fédérale sur les professions relevant du domaine de la psychologie (Loi sur les professions de la psychologie; LPsy), du 18 mars 2011 (délai référendaire échéant le 7 juillet 2011, FF 2011 2529.

Loi fédérale sur l'assurance-invalidité (LAI) du 19 juin 1959. Modification du 18 mars 2011 (6^e révision de l'AI, premier volet), délai référendaire échéant le 7 juillet 2011, FF 2011 2545

Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) du 18 mars 1994. Modification du 19 mars 2010 (art. 64a et 65 : conséquences du défaut de paiement des primes), en vigueur dès le 1^{er} janvier 2012, RO 2011 3523

Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal) du 27 juin 1995.

- Modification du 2 février 2011 (économité des génériques et prise en charge de médicaments hors étiquette), en vigueur dès le 1^{er} mars 2011 (1^{er} janvier 2012 pour les génériques), RO 2011 653
- Modification du 22 juin 2011 (réserves des caisses-maladie), en vigueur dès le 1^{er} janvier 2012, RO 2011 3449
- Modification du 22 juin 2011 (procédure en cas de non-paiement des primes ; réduction des primes), en vigueur dès le 1^{er} janvier 2012, RO 2011 3527
- Modification du 6 juillet 2011 (primes des bénéficiaires de l'aide d'urgence selon 82 LAsi), en vigueur dès le 1^{er} août 2011, 3535

Ordonnance du DFI sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins, OPAS) du 29 septembre 1995.

- Modification du 2 février 2011 (participation aux frais des médicaments), en vigueur dès le 1^{er} mars 2011, RO 2011 657
- Modification du 31 mai 2011 (prise en charge de vaccinations et autres mesures prophylactiques), en vigueur dès le 1^{er} juillet 2011, RO 2011 2669

Ordonnance du DFI concernant l'habilitation des audioprothésistes pédiatriques, du 25 mai 2011, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2011, RO 2011 2661

Ordonnance du DFI concernant l'accréditation des filières de formations postgrades des professions médicales universitaires du 20 août 2007. Modification du 1^{er} juin 2011, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2011, RO 2011 2915

Ordonnance du DFI concernant la forme des examens fédéraux des professions médicales universitaires (Ordonnance concernant la forme des examens), du 1^{er} juin 2011, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2011, RO 2011 2917

Règlement de la Commission des professions médicales (MEBEKO) du 19 avril 2007. Modification du 27 avril 2011, en vigueur dès le 11 mai 2011, RO 2011 1949

Ordonnance du DFI sur l'attribution d'organes destinés à une transplantation (Ordonnance du DFI sur l'attribution d'organes) du 2 mai 2007. Modification du 1^{er} juillet 2011, en vigueur dès le 1^{er} août 2011, RO 2011 3377

Accord du 1^{er} mars 2010 entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein concernant l'attribution d'organes destinés à une transplantation, en vigueur dès le 15 juillet 2011, RO 2011 3633 (cf. RO 2010 1253 pour le texte de l'accord)

Loi fédérale sur les stupéfiants et les substances psychotropes (Loi sur les stupéfiants, LStup) du 20 mars 2008. Erratum (art. 19 al. 2 let. a), RO 2011 3147

Ordonnance sur la mise en vigueur complète de la modification du 20 mars 2008 de la loi du 3 octobre 1951 sur les stupéfiants, du 25 mai 2011 (fixant l'entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2011), RO 2011 2559

Ordonnance relative à l'addiction aux stupéfiants et aux autres troubles liés à l'addiction (Ordonnance relative à l'addiction aux stupéfiants, OASTup), du 25 mai 2011, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2011, RO 2011 2639

Ordonnance sur le contrôle des stupéfiants (OCStup), du 25 mai 2011, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2011, RO 2011 2561

Ordonnance du DFI sur les tableaux des stupéfiants, des substances psychotropes, des précurseurs et des adjuvants chimiques (Ordonnance sur les tableaux des stupéfiants, OTStup-DFI), du 30 mai 2011, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2011, RO 2011 2595

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques sur l'autorisation simplifiée des médicaments complémentaires et des phytomédicaments (Ordonnance sur les médicaments complémentaires et les phytomédicaments, OAMédcophy) du 22 juin 2006. Modification du 15 avril 2011, en vigueur dès le 1^{er} juin 2011, RO 2011 1787

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édiction de la pharmacopée et la reconnaissance d'autres pharmacopées du 9 novembre 2001.

- Modification du 3 décembre 2010, en vigueur dès le 1^{er} avril 2011, RO 2011 301
- Modification du 4 mars 2011, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2011, RO 2011 1165
- Modification du 6 juin 2011, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2011, RO 2011 2655

Ordonnance sur la sécurité et la protection de la santé des travailleurs dans les travaux de construction (Ordonnance sur les travaux de construction, OTConst) du 29 juin 2005. Modification du 29 juin 2011, en vigueur dès le 1^{er} novembre 2011, RO 2011 3537

Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse

[FF/BBL n° 30-51 (28 décembre 2010) puis n° 1-31 (3 août 2011)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

Initiative populaire fédérale. «Pour la transparence de l'assurance-maladie (Halte à la confusion entre assurance de base et assurance complémentaire)». Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale du 14 septembre 2010, FF 2010 5467.

Message portant approbation de l'accord entre la Suisse et le Liechtenstein concernant l'attribution d'organes destinés à une transplantation du 18 août 2010, et projet d'arrêté, FF 2010 5019 et 5027.

Accord entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein concernant l'attribution d'organes destinés à une transplantation du 1er mars 2010, entrée en vigueur provisoire le 1er avril 2010, FF 2010 5029.

Initiative parlementaire. Réprimer explicitement les mutilations sexuelles commises en Suisse et commises à l'étranger par quiconque se trouve en Suisse. Rapport de la Commission des affaires juridiques du Conseil national du 30 avril 2010, et projet de modification du code pénal, FF 2010 5125 et 5147.

Initiative parlementaire. Réprimer explicitement les mutilations sexuelles commises en Suisse et commises à l'étranger par quiconque se trouve en Suisse. Rapport du 30 avril 2010 de la Commission des affaires juridiques du Conseil national. Avis du Conseil fédéral du 25 août 2010, FF 2010 5151.

Initiative parlementaire. Financement des institutions pour handicapés. Rapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national du 3 septembre 2010, et projet de modification de la Loi fédérale sur la

péréquation financière et la compensation des charges (PFCC) FF 2010 5439 et 5445.

Initiative parlementaire. Financement des institutions pour handicapés. Rapport du 3 septembre 2010 de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national. Avis du Conseil fédéral du 17 septembre 2010, FF 2010 5447.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée à la SUVA, du 26 octobre 2010, FF 2010 6389.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée au Registre des tumeurs des cantons de Saint-Gall et d'Appenzell Rhodes intérieures et extérieures, du 16 novembre 2010, FF 2010 7103.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée à l'Institut d'anesthésiologie de l'Hôpital universitaire de Zurich pour le projet « *Einfluss der Ausbildung der Stadtpolizei Zürich in der Laienreanimation und Ausrüstung der Streifenfahrzeuge mit Automatischen Externen Defibrillatoren (AED) und automatisierten Beatmungsgeräten (Oxylator) auf den Reanimationserfolg* », du 12 octobre 2010, FF 2010 6054.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée au Département de médecine interne, oncologie/hématologie de l'Hôpital cantonal de St.-Gall pour le projet « *Behandlung von Patienten mit fortgeschrittenem Nierenzell-karzinom in der 'new drug Ära'. Eine retrospektive Datenanalyse* », du 12 octobre 2010, FF 2010 6057.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée au Département de médecine interne, oncologie/hématologie de l'Hôpital cantonal de St.-Gall pour le projet « *Choi response criteria for prediction of clinical outcome in patients with metastatic renal cell carcinoma treated with targeted therapies* », du 12 octobre 2010, FF 2010 6060.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée à la Société suisse de néotatologie et à la clinique de néonatalogie de l'Hôpital universitaire de Zurich pour le projet « *Erweiterung des Schweizerischen Frühgeborenen-Registers der Swiss Neonatal Network & Follow-up Group: Einschluss von Neugeborenen mit perinataler Asphyxie* », du 12 octobre 2010, FF 2010 6063.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée au Département d'économétrie et d'économie de l'Université de Lausanne pour le projet « *Die Rolle von sozialen Interaktionen bei Blutspenden* », du 12 octobre 2010, FF 2010 6065.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée aux Services universitaires de psychiatrie de Berne pour le projet « *Suizidmethoden in der Schweiz: Eine detaillierte Erfassung* », du 26 octobre 2010, FF 2010 6391.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée au Département de médecine interne, oncologie/hématologie de l'Hôpital cantonal de St.-Gall pour le projet « *Datensatzerstellung zum Krankheitsverlauf von Lungenkrebs- und Hals-Nasen-Ohren-Krebs-Patienten, welche im Kanton St. Gallen behandelt wurden* », du 23 novembre 2010, FF 2010 7225.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée au Groupe suisse de recherche clinique sur le cancer pour le projet « *End-of-life delivery of care patterns in Swiss cancer patients* », du 30 novembre 2010, FF 2010 7390.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée à l'Institut de médecine sociale et préventive de l'Université de Berne pour le projet « *Schweizer Wachstumsregister* », du 30 novembre 2010, FF 2010 7393.

Communication de l'Organe scientifique de la Convention intercantonale relative à la médecine hautement spécialisée (Organe scientifique MHS) du 14 décembre 2010 (neurochirurgie et neuroradiologie interventionnelle), FF 2010 7843.

Communication de l'Organe scientifique de la Convention intercantonale relative à la médecine hautement spécialisée (Organe scientifique MHS) du 14 décembre 2010 (prise en charge des blessés graves), FF 2010 7844.

Initiative populaire fédérale «Pour une caisse publique d'assurance-maladie». Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale du 18 janvier 2011 (délai pour la récolte des signatures : 1er août 2012), FF 2011 1257

Message concernant l'initiative populaire «Protection contre le tabagisme passif», du 11 mars 2011, FF 2011 2623 et FF 2011 2637 pour l'Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire «Protection contre le tabagisme passif» (Projet)

Message relatif à la loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels, du 25 mai 2011, FF 2011 5181 et FF 2011 5271 pour le projet de loi totalement révisée

Message relatif à la modification de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité (6e révision, deuxième volet), du 11 mai 2011, FF 2011 5301 et FF 2011 5437 pour le projet de révision

Message concernant la révision de la loi fédérale sur la lutte contre les maladies transmissibles de l'homme (Loi sur les épidémies, LEp), du 3 décembre 2010, FF 2011 291 et FF 2011 435 pour le projet de révision

Initiatives parlementaires. Egalité de traitement des médecins généralistes.

- Rapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national, du 21 janvier 2011, FF 2011 2359
- Avis du Conseil fédéral, du 4 mars 2011, FF 2011 2369
- Projet de nouvel art. 56 al. 6 LAMal, FF 2011 2367

Initiative parlementaire. Dispositions transitoires complémentaires sur l'introduction du financement hospitalier.

- Rapport de la commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats, du 31 mai 2011, FF 2011 5097
- Avis du Conseil fédéral, du 6 juin 2011, FF 2011 5107
- Projet de nouvelles dispositions transitoires dans la LAMal, FF 2011 5105

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée au registre des tumeurs du canton de Zoug, du 1er février 2011, FF 2011 1267

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée au *Stadtspital Triemli Zürich*, du 8 mars 2011, FF 2011 2034

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée au *Zentralschweizer Krebsregister*, du 8 mars 2011, FF 2011 2036

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée au *Kinderspital Zurich, Universitätskinderklinik - Eleonorenstiftung, Zurich* du 31 mai 2011, FF 2011 4127

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour le projet de la *Stiftung Tumorbank Basel /Universitätsspital Basel «Überführung der Daten der Stiftung Tumorbank Basel auf den Server der Pathologie des Universitätsspitals Basel»*, du 1er février 2011, FF 2011 1271

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour le projet de l'Institut d'histoire de la médecine et de la santé publique «Georges de Morsier et la recherche neurologique sur les hallucinations dans les années 1930», du 22 février 2011, FF 2011 1768

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour le projet du *Groupe Suisse de Recherche Clinique sur le Cancer «End-of-life delivery of care patterns in Swiss cancer patients»*, du 29 mars 2011, FF 2011 2601

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour les projets de la *Federazione Cantonale Ticinese Servizi Ambulanze* «Registre des arrêts cardio-vasculaires (ACV) extrahospitaliers dans le canton du Tessin» et «Registre cantonal des syndromes coronariens aigus préhospitaliers (SCA PREH) dans le canton du Tessin», du 12 avril 2011, FF 2011 2888

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour le projet de l'*Ente Ospedaliero Cantonale* «Analyse de l'expression des marqueurs potentiels des cellules souches dans les tumeurs de la prostate et leurs implications pronostiques», du 31 mai 2011, FF 2011 4129

Décision concernant la planification de la médecine hautement spécialisée (MHS) dans le domaine du traitement chirurgical de l'épilepsie réfractaire chez l'adulte, du 21 juin 2011, FF 2011 4317

Décision concernant la planification de la médecine hautement spécialisée (MHS) dans le domaine de la chirurgie stéréotaxique des mouvements anormaux / involontaires et stimulation cérébrale profonde (Deep Brain Stimulation ou DBS) chez l'adulte, du 21 juin 2011, FF 2011 4322

Décision relative à la planification de la médecine hautement spécialisée (MHS) dans le domaine du traitement neurochirurgical des pathologies vasculaires du système nerveux central (SNC) sans les anomalies vasculaires complexes, du 21 juin 2011, FF 2011 4327

Décision concernant la planification de la médecine hautement spécialisée (MHS) dans le domaine du traitement neurochirurgical des anomalies vasculaires complexes du système nerveux central (SNC), du 21 juin 2011, FF 2011 4333

Décision concernant la planification de la médecine hautement spécialisée (MHS) dans le domaine des tumeurs rares de la moelle épinière, du 21 juin 2011, FF 2011 4338

Décision concernant la planification de la médecine hautement spécialisée (MHS) dans le domaine du traitement des accidents vasculaires cérébraux, du 21 juin 2011, FF 2011 4343

Décision concernant la planification de la médecine hautement spécialisée (MHS) dans le domaine de la prise en charge des blessés graves, du 21 juin 2011, FF 2011 4350

Concentration de la médecine hautement spécialisée: Ouverture de la procédure de déclaration dans le domaine des interventions lourdes et rares de chirurgie viscérale. Communication de l'Organe scientifique de la Convention intercantonale relative à la médecine hautement spécialisée (Organe scientifique MHS), 26 juillet 2011, FF 2011 5872

Procédure de consultation. DFI. Projet de loi sur la surveillance de l'assurance-maladie sociale (LSAMal). Date limite : 10 mai 2011, FF 2011 1299

Procédure de consultation. DFI. Contre-projet direct à l'initiative populaire «Oui à la médecine de famille», Date limite : 6 juillet 2011, FF 2011 3508

Procédure de consultation. DFI. Correction des primes payées entre 1996 et 2011, Date limite : 30 septembre 2011, FF 2011 5150

Procédure de consultation. DFI. Modification de l'art. 119 de la Constitution et de la loi fédérale sur la procréation médicalement assistée (admission du diagnostic préimplantatoire), Date limite : 30 septembre 2011, FF 2011 5478

Procédure de consultation. DFI. Modification partielle de la loi sur la transplantation du 8 octobre 2004, Date limite : 21 octobre 2011, FF 2011 5479

Procédure de consultation. DFI. Révision partielle de la loi fédérale sur les professions médicales universitaires (Loi sur les professions médicales, LPMéd), Date limite : 28 octobre 2011, FF 2011 5480

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonaes Recht (Auswahl)

(Selon les informations disponibles sur le site de l'Institut du fédéralisme <http://www.lexfind.ch/>)

Appenzell Rhodes-Intérieures / Appenzell I. Rh

Gesundheitsgesetz

version en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011 :

<http://www.lexfind.ch/dtah/76754/2/800.000.pdf>

Bâle Campagne / Basel-Landschaft

Spitalgesetz

version en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011 :

<http://www.lexfind.ch/dtah/76117/2/930.0.pdf>

Spitalgesetz [modifications]

<http://www.lexfind.ch/dta/20728/2/930.0.pdf>

Fribourg / Freiburg

Ordonnance du 18 janvier 2011 sur la Commission de surveillance des professions de la santé et des droits des patients et patientes

<http://www.lexfind.ch/dtah/80415/3/>

Genève / Genf

Loi sur les établissements publics médicaux (LEPM)

version en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011 :

http://www.lexfind.ch/dtah/75848/3/rsg_k2_05.html

Règlement concernant la constitution et le fonctionnement de la commission de surveillance des professions de la santé et des droits des patients (RComPS)

version en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011 :

http://www.lexfind.ch/dtah/75846/3/rsg_k3_03p01.html

Grisons / Graubünden

Gesetz über das Gesundheitswesen des Kantons Graubünden (Gesundheitsgesetz)

version en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011 :

<http://www.lexfind.ch/dtah/76497/2/>

Gesetz über das Gesundheitswesen des Kantons Graubünden (Gesundheitsgesetz) [modifications]

<http://www.lexfind.ch/dtah/78974/2/>

Verordnung zum Gesundheitsgesetz [modifications]

<http://www.lexfind.ch/dtah/81915/2/>

Jura

Loi sur les hôpitaux

version en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2010 :

http://www.lexfind.ch/dtah/72870/3/pdf_loi_4092303.pdf

Loi sur l'organisation gérontologique du 16 juin 2010

http://www.lexfind.ch/dta/8294/3/pdf_loi_4224530.pdf

Lucerne / Luzern

Verordnung über die anderen bewilligungspflichtigen Berufe im Gesundheitswesen und über die bewilligungspflichtigen Betriebe mit solchen Berufsleuten [modifications]

<http://www.lexfind.ch/dtah/79858/2/enactmentDetail.jsp%3Fsr%3D1%26enactment%3D806.html>

Verordnung über die Ausübung der Akupunktur und anderer Methoden der Komplementärmedizin [modifications]

<http://www.lexfind.ch/dta/29541/2/enactmentDetail.jsp%3Fsr%3D1%26enactment%3D806b.html>

Reglement über die Rechte und Pflichten der Patientinnen und Patienten des Luzerner Kantonsspitals (Patientenreglement LUKS) [modifications]

<http://www.lexfind.ch/dta/24446/2/enactmentDetail.jsp%3Fsr%3D1%26enactment%3D820b.html>

Neuch tel / Neuenburg

Loi de santé (LS) [modifications]

<http://www.lexfind.ch/dtah/81563/3/8001.pdf> "

Vaudt / Waadt

Règlement sur l'exercice des professions de la santé (REPS) du 26 janvier 2011

http://www.lexfind.ch/dtah/79509/3/doc.fo.html%3FdocId%3D841946%26Pcurrent_version%3D0%26PetatDoc%3Dvigueur%26docType%3Dreglement%26page_for_mat%3DA4_3%26isRSV%3Dtrue%26isSJL%3Dtrue%26outformat%3Dhtml%26isModifiante%3Dfalse%26with_link%3Dtrue.html

Règlement sur les urgences préhospitalières et le transport des patients (RUPH)
du 26 janvier 2011

http://www.lexfind.ch/dta/15261/3/doc.fo.html%3FdocId%3D841942%26Pcurrent_version%3D0%26PetatDoc%3Dvigueur%26docType%3Dreglement%26page_for_mat%3DA4_3%26isRSV%3Dtrue%26isSJL%3Dtrue%26outformat%3Dhtml%26is_Modifiante%3Dfalse%26with_link%3Dtrue.html

Zoug / Zug

Verordnung über das Krebsregister vom 14. Dezember 2010

<http://www.lexfind.ch/dta/16371/2/821-13.pdf>

Zurich / Zürich

Gesundheitsgesetz [modifications]

http://www.lexfind.ch/dta/16918/2/810.1_2.4.07_71.pdf

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

Suisse/Schweiz

RABIA L., Nouvelles directives anticipées de la FMH et de l'ASSM, *Bulletin des médecins suisses*, n° 23-24, 2011, p. 873.

ASSM, La certification dans le domaine des prestations de santé, *Bulletin des médecins suisses*, n° 25, 2011, p. 937.

Etranger/Ausland

Allemagne / Deutschland

Les biobanques humaines destinées à la recherche : avis

http://www.ethikrat.org/files/der_avis_biobanques-humaines.pdf

Humanbiobanken für die Forschung: Stellungnahme

<http://www.ethikrat.org/dateien/pdf/stellungnahme-humanbiobanken-fuer-die-forschung.pdf>

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

<http://www.echr.coe.int>

Arrêt du 20 avril 2010, C.B. c. Roumanie, résumé in RMA 2010 p. 295.
Conditions d'internement d'un malade psychique. Nécessité d'une expertise médicale. Un certificat médical d'un généraliste n'est pas suffisant. Violation de l'art. 5 CEDH.

Journal du droit international, n° 3, juillet-août-septembre 2010, p. 997. CEDH, 2^e section, 1^{er} décembre 2009, n° 43134/05, G.N. et a. c/ Italie
Contamination par le VIH et l'hépatite C à l'occasion de transfusions sanguines. Droit à la vie. Obligations procédurales. Article 2 (violation). Discrimination fondée sur la maladie génétique. Article 14 (violation).

Arrêt de chambre Xiros c. Grèce, 09.09.2010

La Cour rappelle qu'en vertu de l'article 3 de la Convention, l'État a le devoir de soigner un détenu malade et que ceci met à sa charge trois obligations particulières.

L'État doit tout d'abord s'assurer que le détenu ait bien la capacité de subir une détention. L'Etat est, par ailleurs, tenu d'administrer au détenu les soins médicaux qui lui sont nécessaires. Cette exigence revêt une importance particulière dans le cas de M. Xiros, vu l'état particulièrement préoccupant de sa santé. La Cour observe qu'en ce qui concerne ses problèmes auditifs, neurologiques et respiratoires, M. Xiros a reçu des autorités compétentes des soins médicaux appropriés à son état de santé. S'agissant des problèmes de vue de M. Xiros, elle souligne que trois des quatre médecins spécialisés ayant examiné l'intéressé avaient recommandé son hospitalisation dans un centre ophtalmologique spécialisé pour le temps nécessaire à son traitement. Or, la demande de sursis à exécution introduite par M. Xiros à cet effet fut rejetée par le tribunal correctionnel

du Pirée. Il n'appartient pas à la Cour de se prononcer, dans l'abstrait, sur la manière dont cette demande aurait dû être tranchée, mais elle estime que la juridiction compétente n'a pas pris suffisamment en compte tous les éléments qui étaient à sa disposition. Si la juridiction interne ne souhaitait pas entériner les conclusions des médecins ayant recommandé l'hospitalisation de M. Xiros, il aurait été préférable qu'elle demande une expertise médicale supplémentaire sur ce sujet controversé, au lieu de se prononcer elle-même sur cette question de nature fondamentalement médicale, qui constituait le point essentiel des modalités de la prise en charge de la santé de l'intéressé. Ces considérations sont encore renforcées par le fait que les services médicaux susceptibles d'avoir été dispensés dans la prison de Korydallos sont loin d'être comparables à ceux offerts dans un hôpital (différents rapports, notamment du [CPT](#), sont explicites sur ce point), ainsi que par la gravité incontestable de l'état de santé de M. Xiros. Dans ces conditions, il est impossible pour la Cour de conclure que, s'agissant des soins médicaux relatifs aux problèmes de vue de M. Xiros, les autorités compétentes ont fait ce qui pouvait raisonnablement être attendu d'elles au vu des exigences de l'article 3.

En dernier lieu, l'État doit adapter, le cas échéant, les conditions générales de la détention de l'intéressé à la situation particulière de son état de santé. Cette question également est particulièrement importante dans le cas de M. Xiros, vu la gravité de son état et le fait que, en principe, il sera soumis pour le reste de sa vie aux conditions actuelles de sa détention. La Cour précise d'emblée que les conditions générales de détention de M. Xiros (taille de la cellule, possibilités de promenades, etc.) ne prêtent pas à critique. Elle ne perd pas de vue le fait que M. Xiros est seul en cellule, sans assistance pour l'accomplissement des gestes quotidiens, mais constate que l'intéressé n'a pas demandé à bénéficier d'une telle assistance ; elle rappelle en outre qu'au début de sa détention, il avait été autorisé à partager une cellule avec son frère.

Au vu de ce qui précède, la Cour reconnaît que les autorités pénitentiaires ont fait preuve de leur volonté d'offrir à M. Xiros un traitement médicalement encadré et effectué par un personnel médical spécialisé. Elle juge en revanche, par quatre voix contre trois, que l'article 3 a été violé du fait des insuffisances constatées s'agissant des soins relatifs à ses problèmes de vue.

Arrêt de chambre Karatepe c. Turquie_(requête n° 20502/05) du 12 octobre 2010
Concernant le traitement médical, la Cour observe que le transfert du requérant au service de neurologie pour des examens complémentaires était un acte médical important. Le médecin chef de l'hôpital, en insistant sur le paiement de l'acte, a empêché le requérant de bénéficier des soins appropriés. La Cour note

*par ailleurs que ni la police ni le procureur de la République ne se sont souciés des éventuelles conséquences sur l'état de santé de M. Karatepe.
Le fait que le requérant n'a pas bénéficié de soins médicaux appropriés alors qu'il était blessé à la tête pendant sa garde à vue car il n'avait pas payé les frais relatifs à l'acte médical, a porté atteinte à sa dignité et lui a causé des angoisses et souffrances allant au-delà de celles que comporte inévitablement toute privation de liberté, en violation de l'article 3.*

AJP / PJA 6/2011, p. 823. Europäischer Gerichtshof für Menschenrechte (EGMR), Beschwerde Nr. 31322/07 vom 20. Januar 2011
Rezeptfreie Abgabe von Natrium-Pentobarbital. Keine Verletzung von Artikel 8 der Konvention vor.

Semaine juridique, n° 7, 14 février 2011, p. 189. CEDH, 5^e section, 18 novembre 2010, n° 35935/03, Baudoin c. France. Cons. const. [française] 26 décembre 2010, n° 2010-71 QPC.
Santé publique. Hospitalisation sans consentement sous les feux des juges européen et constitutionnels [français].

Semaine juridique, n° 27, 4 juillet 2011, p. 797. CEDH, 16 juin 2011, n° 19535/08, Pascaud c. France.
Droit au respect de la vie privée. Droit d'établir sa filiation biologique et consentement aux tests ADN.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

<http://curia.eu.int/fr/index.htm>

Affaire C-512/08: Arrêt de la Cour (grande chambre) du 5 octobre 2010
Commission européenne/République française (Manquement d'État — Article 49 CE — Sécurité sociale — Soins médicaux envisagés dans un autre État membre et nécessitant le recours à des équipements matériels lourds — Exigence d'autorisation préalable — Soins programmés dispensés dans un autre État membre — Différence entre les niveaux de couverture en vigueur,

respectivement, dans l'État membre d'affiliation et dans l'État membre de séjour — Droit de l'assuré social à une intervention de l'institution compétente complémentaire de celle de l'institution de l'État membre de séjour)

<http://eur->

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:328:0003:0003:FR:PDF](http://eur.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:328:0003:0003:FR:PDF)

Affaire C-224/09: Arrêt de la Cour (cinquième chambre) du 7 octobre 2010
(demande de décision préjudicielle du Tribunale di Bolzano — Italie) — procédure pénale/Martha Nussbaumer (Demande de décision préjudicielle — Directive 92/57/CEE — Prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles — Article 3 — Obligations de désigner un coordinateur en matière de sécurité et de santé ainsi que d'établir un plan de sécurité et de santé)

<http://eur->

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:328:0008:0008:FR:PDF](http://eur.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:328:0008:0008:FR:PDF)

Affaire C-211/08: Arrêt de la Cour (grande chambre) du 15 juin 2010
Commission européenne/Royaume d'Espagne (Manquement d'État — Article 49 CE — Sécurité sociale — Soins hospitaliers nécessaires au cours d'un séjour temporaire dans un autre État membre — Absence de droit à une intervention de l'institution compétente complémentaire de celle de l'institution de l'État membre de séjour)

<http://eur->

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:221:0002:0003:FR:PDF](http://eur.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:221:0002:0003:FR:PDF)

Affaire C-262/08: Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 10 juin 2010
(demande de décision préjudicielle du Østre Landsret — Danemark) — CopyGene A/S/Skatteministeriet (Sixième directive TVA — Exonérations — Article 13, A, paragraphe 1, sous b) — Hospitalisation et soins médicaux — Opérations étroitement liées — Établissements dûment reconnus de même nature que les établissements hospitaliers et les centres de soins médicaux et de diagnostic — Banque privée de cellules souches — Services de prélèvement, de transport, d'analyse et de stockage de sang du cordon ombilical des nouveau-nés — Éventuelle application autologue ou allogénique des cellules souches)

<http://eur->

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:221:0003:0004:FR:PDF](http://eur.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:221:0003:0004:FR:PDF)

Affaire C-86/09: Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 10 juin 2010
(demande de décision préjudicielle du VAT and Duties Tribunal, Manchester — Royaume-Uni) — Future Health Technologies Ltd/Her Majesty's Commissioners

of Revenue and Customs (Taxe sur la valeur ajoutée — Directive 2006/112/CE — Exonérations — Article 132, paragraphe 1, sous b) et c) — Hospitalisation et soins médicaux ainsi que les opérations qui leur sont étroitement liées — Prestations de soins à la personne effectuées dans le cadre de l'exercice des professions médicales et paramédicales — Collecte, analyse et traitement de sang de cordon ombilical — Conservation des cellules souches — Éventuel futur usage thérapeutique — Opérations constituées par un faisceau d'éléments et d'actes)

[http://eur-](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:221:0011:0012:FR:PDF)

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:221:0011:0012:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:221:0011:0012:FR:PDF)

Affaire C-428/08: Arrêt de la Cour (grande chambre) du 6 juillet 2010

(demande de décision préjudicielle du Rechtbank 's-Gravenhage — Pays-Bas) — Monsanto Technology LLC/Cefetra BV, Cefetra Feed Service BV, Cefetra Futures BV, Alfred C. Toepfer International GmbH (Propriété industrielle et commerciale — Protection juridique des inventions biotechnologiques — Directive 98/44/CE — Article 9 — Brevet protégeant un produit contenant une information génétique ou consistant en une information génétique — Matière incorporant le produit — Protection — Conditions)

[http://eur-](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:234:0007:0008:FR:PDF)

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:234:0007:0008:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:234:0007:0008:FR:PDF)

Affaires jointes C-570/07 et C-571/07: Arrêt de la Cour (grande chambre) du 1 juin 2010

(demandes de décision préjudicielle du Tribunal Superior de Justicia de Asturias — Espagne) — José Manuel Blanco Pérez, María del Pilar Chao Gómez/Consejería de Salud y Servicios Sanitarios (C-570/07), Principado de Asturias (C-571/07) (Article 49 TFUE — Directive 2005/36/CE — Liberté d'établissement — Santé publique — Pharmacies — Proximité — Approvisionnement de la population en médicaments — Autorisation d'exploitation — Répartition territoriale des pharmacies — Instauration de limites fondées sur un critère de la densité démographique — Distance minimale entre les officines — Candidats ayant exercé l'activité professionnelle sur une partie du territoire national — Priorité — Discrimination)

[http://eur-](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:209:0003:0004:FR:PDF)

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:209:0003:0004:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:209:0003:0004:FR:PDF)

Affaire C-237/09: Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 3 juin 2010
(demande de décision préjudicielle de la Cour de cassation — Belgique) — État belge/Nathalie De Fruytier (Sixième directive TVA — Article 13, A, paragraphe 1, sous d) — Exonérations en faveur d'activités d'intérêt général — Livraisons d'organes, de sang et de lait humains — Activité de transport d'organes et de prélèvements d'origine humaine effectuée, en qualité d'indépendant, au profit d'hôpitaux et de laboratoires — Notions de «livraison de biens» et de «prestation de services» — Critères de distinction)

[http://eur-](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:209:0010:0010:FR:PDF)

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:209:0010:0010:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:209:0010:0010:FR:PDF)

Affaire C-108/09: Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 2 décembre 2010
(demande de décision préjudicielle du Baranya Megyei Bíróság — République de Hongrie) — Ker-Optika Bt./ÁNTSZ Dél-dunántúli Regionális Intézet (Libre circulation des marchandises — Santé publique — Commercialisation des lentilles de contact par Internet — Réglementation nationale autorisant la vente des lentilles de contact dans les seuls magasins de matériel médical — Directive 2000/31/CE — Société de l'information — Commerce électronique)

Affaire C-563/08: Ordonnance de la Cour (septième chambre) du 6 octobre 2010
(demande de décision préjudicielle du Juzgado de lo Contencioso-Administrativo nº 2 de Granada — Espagne) — Carlos Sáez Sánchez, Patricia Rueda Vargas/Junta de Andalucía, Manuel Jalón Morente e.a. (Article 104, paragraphe 3, premier alinéa, du règlement de procédure — Article 49 TFUE — Liberté d'établissement — Santé publique — Pharmacies — Proximité — Approvisionnement de la population en médicaments — Autorisation d'exploitation — Répartition territoriale des pharmacies — Instauration de limites fondées sur un critère de densité démographique — Distance minimale entre les officines)

Affaire F-65/09: Arrêt du Tribunal de la fonction publique (1^{ère} chambre) du 23 novembre 2010 Marcuccio/Commission *(Fonction publique — Fonctionnaires — Sécurité sociale — Assurance maladie — Maladie grave — Exception d'illégalité des critères fixés par le conseil médical — Rejet de demandes de remboursement de frais médicaux)*

Affaire C-217/09: Ordonnance de la Cour (septième chambre) du 17 décembre 2010
(demande de décision préjudicielle du Tribunale Amministrativo Regionale per il Piemonte — Italie) — Maurizio Polisseni/Azienda Sanitaria Locale N. 14 V.C.O., Antonio Giuliano (Article 104, paragraphe 3, premier alinéa, du règlement de procédure — Article 49 TFUE — Liberté d'établissement — Santé publique —

Pharmacies — Proximité — Approvisionnement de la population en médicaments — Autorisation d'exploitation — Répartition territoriale des pharmacies — Instauration de limites fondées sur un critère de densité démographique — Distance minimale entre les officines)

Affaires jointes C-205/10 P, C-217/10 P et C-222/10 P: Ordonnance de la Cour (cinquième chambre) du 12 janvier 2011 — Heinz Helmuth Eriksen (C-205/10 P), Bent Hansen (C-217/10 P), Brigit Lind (C-222/10 P)/Commission européenne [*Pourvoi — Recours en indemnité — Conséquences sur la santé publique de l'accident nucléaire survenu près de Thulé (Groenland, Danemark) — Directive 96/29/Euratom — Absence d'adoption par la Commission de mesures à l'encontre d'un État membre*]

Affaire C-385/08: Arrêt de la Cour (quatrième chambre) du 22 décembre 2010 — Commission européenne/République de Pologne (*Manquement d'État — Adhésion de nouveaux États — Autorisations de mise sur le marché de médicaments génériques correspondant au produit de référence Plavix — Décisions conditionnelles d'autorisation de mise sur le marché de produits pharmaceutiques — Violation de l'acquis*)

Affaire C-249/09: Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 5 mai 2011 (demande de décision préjudicielle du Tartu Ringkonnakohus — République d'Estonie) — Novo Nordisk AS/Ravimiamet (*Médicaments à usage humain — Directive 2001/83/CE — Publicité — Revue médicale — Renseignements non contenus dans le résumé des caractéristiques du produit*)

Affaire C-427/09, arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 28 juillet 2011 ayant pour objet une demande de décision préjudicielle dans la procédure Generics (UK) Ltd contre Synaptech Inc.,
Droit des brevets — Médicaments — Certificat complémentaire de protection pour les médicaments — Règlement (CEE) n° 1768/92 — Article 2 — Champ d'application

Affaire C-195/09, arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 28 juillet 2011 ayant pour objet une demande de décision préjudicielle dans la procédure Synthon BV contre Merz Pharma GmbH & Co. KGaA,

Droit des brevets – Médicaments – Certificat complémentaire de protection pour les médicaments – Règlement (CEE) n° 1768/92 – Article 2 – Champ d'application – Évaluation de l'innocuité et de l'efficacité prévue par la directive 65/65/CEE – Absence – Nullité du certificat

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

Allemagne / Deutschland

MedR (2010) 28: 494. BGH, Urt. v. 29. 9. 2009 – VI ZR 251/08 (OLG Bamberg)
Grober Behandlungsfehler durch unterlassene Befunderhebung BGB § 823; ZPO § 286

Für die Beweislastumkehr hinsichtlich des Ursachenzusammenhangs zwischen ärztlichem Fehler und Gesundheitsschaden reicht es aus, dass die Unterlassung einer aus medizinischer Sicht gebotenen Befunderhebung einen groben ärztlichen Fehler darstellt. Das Unterlassen der gebotenen Therapie ist im Falle der Nichterhebung medizinisch gebotener Befunde nicht Voraussetzung für die Annahme eines groben Behandlungsfehlers mit der Folge der Beweislastumkehr zugunsten des Patienten.

MedR (2010) 28: 844 BGH, Urt. v. 6. 7. 2010 – 5 StR 386/09 (LG Berlin)
Präimplantationsdiagnostik auf der Grundlage von Richterrecht? ESchG §§ 1 Abs. 1 Nr. 2, 2 Abs. 1

Die nach extrakorporaler Befruchtung beabsichtigte Präimplantationsdiagnostik mittels Blastozystenbiopsie und anschließender Untersuchung der entnommenen pluripotenten Trophoblastzellen auf schwere genetische Schäden hin begründet keine Strafbarkeit nach § 1 Abs. 1 Nr. 2 ESchG. Deren Durchführung ist keine nach § 2 Abs. 1 ESchG strafbare Verwendung menschlicher Embryonen.

MedR (2010) 28: 857. BGH, Urt. v. 15. 6. 2010 – VI ZR 204/09 (OLG München)
Grundsätzliche Zulässigkeit einer telefonischen Risikoauflärung in „einfach gelagerten Fällen“ BGB § 823

In einfach gelagerten Fällen kann der Arzt den Patienten grundsätzlich auch in einem telefonischen Gespräch über die Risiken eines bevorstehenden Eingriffs aufklären, wenn der Patient damit einverstanden ist.

Medizinrecht, 2011 Volume 29, Number 1, p. 32. BGH, Urt. v. 25. 6. 2010 – 2 StR 454/09 (LG Fulda).

1. *Sterbehilfe durch Unterlassen, Begrenzen oder Beenden einer begonnenen medizinischen Behandlung (Behandlungsabbruch) ist gerechtfertigt, wenn dies dem tatsächlichen oder mutmaßlichen Patientenwillen entspricht (§ 1901 a BGB) und dazu dient, einem ohne Behandlung zum Tode führenden Krankheitsprozess seinen Lauf zu lassen.*
2. *Ein Behandlungsabbruch kann sowohl durch Unterlassen als auch durch aktives Tun vorgenommen werden.*
3. *Gezielte Eingriffe in das Leben eines Menschen, die nicht in einem Zusammenhang mit dem Abbruch einer medizinischen Behandlung stehen, sind einer Rechtfertigung durch Einwilligung nicht zugänglich.*

Autriche / Österreich

RdM, 04, 2010, p. 212. RdM-LS 2010/43.

Reproduktionsmedizin. Zulässigkeit des Embryotransfers nach dem Tod des Mannes, der noch am Leben war, als die Eizellen mit seinem Samen imprägniert worden sind.

RdM, 3/2011, p. 96, OGH 22.3.2011, 3 ob 147/10 d (Mit Anmerkung von E. BERNAT)

Verbot künstlicher Insemination in gleichgeschlechtlicher Partnerschaft verfassungswidrig?

France / Frankreich

Revue Droit & Santé, n° 39, janvier 2011, p. 33, CA Toulouse, 25 octobre 2010, n° 508, 10/01705 (commentaire de François Vialla)

Information, responsabilité, consentement, consentement éclairé, preuve du consentement, formulation du consentement.

Revue Droit & Santé, n° 39, janvier 2011, p. 58, Cass. crim. 7 septembre 2010, pourvoi n° 09-87811 (commentaire de Aurélie Thonnat)

Exercice illégal de la médecine, par un podologue utilisant la méthode « laserpuncture » sur des personnes atteintes de maladie, notamment de sclérose en plaque.

Revue Droit & Santé, n° 39, janvier 2011, p. 68, Crim. 5 octobre 2010, pourvoi n° 09-86209 (commentaire de Anne Ponselle)

Confirmation de la qualification pénale de la contamination par le VIH par voie sexuelle en administration volontaire de substances nuisibles entraînant une infirmité permanente.

Revue Droit & Santé, n° 39, janvier 2011, p. 88, CE 9 septembre 2010, n° 329279 : Juris-Data : 2010-015368 (commentaire de Paul Véron)

Partage d'informations confidentielles entre le médecin et l'avocat sanctionné au titre de la violation du secret professionnel.

Revue Droit & Santé, n° 40, mars 2011, p. 144, Cass 1^{ère} civile, 9 décembre 2010, n° 09-70407 (commentaire de Paul Véron)

Que peut-on (légitimement) attendre d'une prothèse dentaire ? A propos de l'obligation de résultat du chirurgien-dentiste.

Revue Droit & Santé, n° 40, mars 2011, p. 169, Cass 1^{ère} civile, 15 décembre 2010, req. n° 330314 (commentaire de Bruno Py)

La confirmation de faits connus peut constituer une violation du secret professionnel.

Gazette du Palais, Recueil 2011, p. 1186. CE 30 mars 2011, n° 320581.

Accidents médicaux, indemnisation par l'ONIAM, perte d'une chance.

Gazette du Palais, Recueil 2011, p. 1175, 15436. Cass 1^{ère} civ., 31 mars 2011, n° 09-17135

Procédure de règlement amiable en cas d'accidents médicaux, d'affections iatrogènes ou d'infectios nosocomiales. ONIAM. Etat antérieur du patient. Conséquences anormales.

Gazette du Palais, Recueil 2010, p. 3466. Cass. soc. 11 mai 2010, n° 08-44952
Note de JEAN-PAUL TESSONIERE.

Amiante. Contrat de travail. Exécution. Obligation de l'employeur. Sécurité et santé des salariés. Obligation de résultat. Manquement. Préjudice spécifique d'anxiété. Caractérisation. Cas. Protection des salariés contre les risques liés à l'inhalation de poussière d'amiante. Manquement. Portée. Sécurité sociale. Allocation spécifique de cessation anticipée d'activité. Attribution. Conditions. Détermination. Portée.

Recueil Dalloz, n° 10, 10 mars 2011, p. 674. Civ. 1^{ère}, 17 février 2011.

Enfant né handicapé. Responsabilité in solidum des coauteurs.

Italie / Italien

Il foro italiano, no 7-8, luglio-agosto, 2010. Cass 9 febbraio 2010, n. 2847 (I, 2113).

circa l'acquisizione del consenso informato del paziente alla prestazione sanitaria.

Il foro italiano, no 9, settembre, 2010, Cass, sez un, 1 aprile 2010, n. 8064, sez. lav. 9 dicembre 2009, n. 25746, 13 ottobre 2009, nn. 21704 e 21705, e App. Catania 24 giugno 2010 (1, 2416).

Circa l'indennizzabilità di danni da epatiti posttrasfusionali.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.bk.admin.ch/dokumentation/02574/index.html?lang=fr>

La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante :

<http://www.bger.ch/> pour tous les arrêts publiés par le Tribunal fédéral.

Pour les arrêts concernant les assurances maladie et accident, voir aussi le site du Tribunal administratif fédéral :

<http://www.bundesverwaltungsgericht.ch/fr/index/entscheide/jurisdiction-datenbank.htm>

TF, 5A_250/2010 et 5A_432/2010 (même affaire) ; 5A_668/2010 – Arrêts de la 2^e Cour de droit civil du 14 avril 2010 (résumé par Ph. Meier *in* RMA 2010 308 n° 81-10), du 26 juillet 2010 et du 14 octobre 2010.

Placement d'une personne ordonné en vue de procéder à son expertise psychiatrique. Validité admise au regard de l'art. 397a CC.

TF, 5A_358/2010 – Arrêt de la 2^e Cour civile du 8 juin 2010.

Indépendance de l'expert pour l'expertise psychiatrique requise en lien avec la privation de liberté à des fins d'assistance (art. 397e ch. 5 CC).

TF, 6B_599/2010, 6B_959/2010 et 6B_1022/2010– Arrêts de la Cour de droit pénal du 26 août 2010, du 16 novembre 2010 et du 7 décembre 2010.

Le risque pour la santé, voire la vie du détenu dû à un jeûne de protestation ne justifie pas une suspension de peine (art. 92 CP), dans la mesure où une alimentation forcée peut être ordonnée sans violer les droits fondamentaux du détenu.

TF, 9C_334/2010 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 23 novembre 2010.

Prise en charge par l'AOS d'un médicament (myozyme) autorisé par Swissmedic mais ne figurant pas sur la liste des spécialités, coûtant environ 600'000 francs par année chez une personne atteinte d'une maladie rare (orphan disease) pour laquelle il n'existe aucun autre médicament? Appréciation de l'utilité thérapeutique élevée et de l'économicité. Pas d'obligation de prendre en charge le médicament dans l'AOS vu son coût élevé.

TF, 9C_968/2009 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 15 décembre 2010.

La méthode statistique pour établir l'existence d'une polypragmasie est admissible. Le médecin soupçonné de polypragmasie doit cependant pouvoir accéder aux données relatives au groupe de médecins avec lequel sa pratique a été comparée. A défaut, il y a violation de son droit d'être entendu.

ATF 136 I 121 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 19 mars 2010.

La limite d'âge (60 ans) pour la prise en charge du traitement chirurgical de l'obésité (ch. 1.1 annexe 1 OPAS) se fonde sur des motifs objectifs et raisonnables de nature médicale. Elle ne contrevient donc pas au principe de l'égalité ni à l'interdiction de toute discrimination fondée sur l'âge (8 al. 2 Cst.).

ATF 136 I 184 – Arrêt de la 2^e Cour de droit public du 18 janvier 2010.

Contenu de la notice d'information sur un médicament destinée aux professionnels. Des éléments comparatifs avec d'autres produits similaires ne sont pas exclus pour autant qu'ils soient pertinents et prouvés scientifiquement.

ATF 136 I 197 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit civil du 15 mars 2010.

L'article 156 de l'Ordonnance sur la surveillance des entreprises d'assurances privées autorisant le transfert d'un portefeuille fermé à un portefeuille ouvert, qui tend à protéger les preneurs âgés d'assurance-maladie complémentaire, est conforme à l'art. 31 LSA et aux art. 8, 9 et 27 Cst.

ATF 136 I 220 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit social du 15 avril 2010.

Une réglementation cantonale qui permet de compenser les contributions dues à l'assuré LAMal par le canton au titre de la réduction des primes avec des dettes

d'impôts est incompatible avec le but de la LAMal et, partant, contrevient au droit fédéral.

ATF 136 I 241 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit public du 2 juin 2010.

L'art. 178B de la Constitution genevoise sur la protection contre la fumée passive ne consacre pas un droit fondamental directement invocable. La loi d'application qui autorise à des conditions strictes les fumoirs dans les établissements publics ne compromet pas le but de santé publique de la norme constitutionnelle.

ATF 136 II 393 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit social du 31 août 2010.

Classification salariale de professions soignantes typiquement féminines dans la fonction publique du canton de St-Gall. La présomption de discrimination salariale fondée sur le sexe (art. 8 al. 3 Cst.) n'a pas été renversée en l'espèce.

ATF 136 III 334 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit civil du 2 juillet 2010.

Réticence lors de la conclusion d'un contrat d'assurance. Une consommation épisodique de quelques joints de cannabis plus de dix ans avant la conclusion du contrat n'est pas un fait important pour apprécier le risque assuré (incapacité de travail en cas de maladie ou d'accident).

ATF 136 V 117 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit social du 25 janvier 2010.

Les avis médicaux requis de la Rehaklinik de Bellikon par la SUVA ne sont pas des expertises de spécialistes indépendants auxquelles s'appliquerait l'art. 44 LPG. La CNA viole cependant la liberté personnelle et le droit d'être entendu du patient (art. 10 al. 2 et 29 al. 2 Cst.) quand elle ordonne à l'insu de l'assuré une expertise aux médecins qui le soignent au cours d'un séjour de réhabilitation.

ATF 136 V 172 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 27 avril 2010.

Prise en charge de prestations de traitements et de soins d'une organisation de soins et d'aide à domicile (art. 25 LAMal). Notion d'examen et traitements, d'administration de médicaments et de soins de base selon l'art. 7 al. 2 OPAS.

ATF 136 V 209 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit social du 7 juillet 2010.

Des mesures prises en vue de soins à domicile qui n'exigent pas de qualifications professionnelles ne sont pas des mesures médicales en cas d'infirmités

congénitales (art. 13 et 14 LAI, art. 2 al. 3 OIC). En revanche, elles ouvrent droit à une allocation pour impotent et à un supplément pour soins intenses.

ATF 136 V 279 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 30 août 2010.

Savoir si un « coup du lapin » en rapport de causalité adéquate avec un accident mais sans déficit fonctionnel organique objectivable est invalidant se juge à l'aune de la jurisprudence relative aux troubles somatoformes douloureux persistants.

ATF 136 V 295 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 7 septembre 2010.

Droit d'option d'un frontalier italien pour l'assurance-maladie. Exercice du droit encore possible au moment de la décision d'assujettissement d'office à la LAMal quand la notification de l'acte qui octroyait ce droit n'a pas été prouvée.

JAAC 2010.6 (p. 68-74) Bundesrat, Entscheid vom 27. November 2009.

Auszug aus dem Entscheid des Bundesrates über die Aufsichtsbeschwerde des Schweizerischen Vereins der Physiotherapeuten diplomiert in Osteopathie und X. gegen die Schweizerische Konferenz der kantonalen Gesundheitsdirektorinnen und -direktoren

http://www.bk.admin.ch/dokumentation/02574/05567/index.html?lang=fr&download=M3wBPgDB_8ull6Du36WenojQ1NTTjaXZnqWfVp7Yhmfnapmmc7Zi6rZnqCkkIZ0fHeBbKbXrZ6lhuDZz8mMps2gpKfo

Pra 99 (2010) Nr. 93, p. 653 Entscheid vom 19.03.2010 i.S. Universa Krankenkasse c. B. (9C_99/2009). BGE 136 I 121. (Texte original en français).

Voraussetzungen einer Kostenvergütung durch die obligatorische Krankenpflegeversicherung (Art. 8 Abs. 2 BV; Art. 33, 34 Abs. 1 KVG; Ziff. 1.1 Anhang 1 KLV [in der bis 30. Juni 2009 gültigen Fassung]). Die in Bezug auf die chirurgische Behandlung von Adipositas vorgesehene Altersgrenze von 60 Jahren beruht auf einem Rechtfertigungsgrund medizinischer Natur. Sie ist mit dem Grundsatz der Rechtsgleichheit vereinbar und verstösst nicht gegen das Verbot einer Diskriminierung aufgrund des Alters (E. 5).

Pra 99 (2010) Nr. 106, p. 723 Entscheid vom 09.12.2009 i.S. Nationale Suisse c. Centre W. (8C_343/2009). BGE 136 V 141. (Texte original en français).

Sachliche Zuständigkeit des Schiedsgerichts (Art. 10 Abs. 1, 48 Abs. 1, 54, 57 UVG). Das Schiedsgericht nach Art. 57 UVG ist sachlich zuständig für Streitigkeiten zwischen einem Leistungserbringer (hier eine spezialisierte Einrichtung) und einem Unfallversicherer über dessen Weigerung, für die Kosten des Aufenthalts einer Versicherten in einer Institution mangels Zweckmässigkeit aufzukommen (E. 4).

Pra 99 (2010) Nr. 135. Entscheid vom 27.04.2010 i.S. X. AG c. Visana Versicherungen AG (9C_62/2009). BGE 136 V 172. (Texte original en français). *Leistungen für Behandlungen und Pflegemassnahmen, die von Organisationen der Krankenpflege und Hilfe zu Hause erbracht werden (Art. 25 Abs. 2 lit. a Ziff. 3 KVG; Art. 7 Abs. 2 lit. b und c KLV). Begriffe der Untersuchungen und Behandlungen gemäss Art. 7 Abs. 2 lit. b KLV (E. 4.3), insbesondere der «Verabreichung von Medikamenten» nach Ziff. 7, sowie der Grundpflege gemäss Art. 7 Abs. 2 lit. c Ziff. 1 KLV (E. 5.3), insbesondere der Hilfe beim «Essen und Trinken» sowie der Handlungen «Bewegungsübungen» (am Patienten) und «Mobilisieren» (E. 2 – 5).*

Rivista ticinese di diritto, I – 2010 p. 278 n° 55, TF 5.8.2009 N. 8C.196/2009.
Art. 13 cpv. 1 LAI ; 3 cpv. 2 LPGA – 2 cpv. 3 OIC. Forma minore di nanismo - infermità congenita – metodo di cura riconosciuto scientificamente – necessità di ulteriori accertamenti. Il danno alla salute di cui soffre un'assicurata nata nel 1992 va ritenuto quale infermità congenita ai sensi dell'Al. Infatti gli esperti interpellati sono concordi nell'affermare che essa soffre di ipocondroplasia, infermità congenita che si manifesta in varie forme, anche lievi e che non si evidenzia sempre tramite una mutazione del gene FGFR3. Irrilevante risulta il fatto che si tratti di una forma minore, ritenuto che Consiglio federale non ha in concreto utilizzato la possibilità concessagli dal legislatore di escludere prestazioni in casi di poca importanza. La scientificità dell'intervento proposto di allungamento di tibia e femore tramite chiodi, il quale può essere eseguito presso un ospedale universitario pediatrico svizzero, non può, tuttavia, senza l'ausilio di ulteriori approfondimenti specialistici, essere considerata riconosciuta. In particolare la circostanza che un intervento venga eseguito presso un ospedale universitario svizzero non significa ancora che debba essere scientificamente riconosciuto. Gli atti sono stati consensualmente rinviati all'Ufficio Al ricorrente perché, esperiti i necessari accertamenti specialistici, si pronunci nuovamente sul diritto dell'assicurata al provvedimento sanitario richiesto.

Rivista ticinese di diritto, I – 2010 p. 299 n° 62, TF 19.10.2009 N. 8C.82/2009.
Art. 10, 16 LAINF ; 6 LPGA. Assicurato affetto da morbo di Bechterew - trauma cranio-cervicale da accelerazione con frattura C5-C6 – causalità naturale – status quo sine – inaffidabilità di una perizia universitaria – necessità di ulteriori

accertamenti. Nel caso di un assicurato affetto da morbo di Bechterew che, nel gennaio 2005, è rimasto vittima di un incidente della circolazione, riportando un trauma cranio-cervicale da accelerazione con frattura C5-C6, il diritto alla cura medica e alle indennità giornaliere non può essere dichiarato estinto a fare tempo dal 26 novembre 2007. In effetti, la perizia ordinata dall'assicuratore LAINF ed esperita da un centro ospedaliero universitario – da cui risulta che il sinistro, a partire dal consolidamento della frattura, accertato il 2 febbraio 2006, non aveva più giocato alcun ruolo, mentre la leggera estensione dei sindesmofiti andava ricondotta all'evoluzione della malattia, come pure che l'infortunio aveva aggravato solo in via transitoria lo stato di salute preesistente e che, tenuto conto dell'età dell'assicurato (nato nel 1964), sarebbe evoluto allo stesso modo – non risulta del tutto completa né sufficientemente motivata. Da una parte, a comprova di un peggioramento dello stato di salute non solo passeggero, bensì durevole e definitivo, vi sono, in concreto, segni radiologici chiari (aumentamento dei sindesmofiti su tutta la colonna intervenuto dopo l'incidente). Anteriormente al sinistro la malattia risultava, invece, stabilizzata, ben compensata e comportava limitazioni di sorta. Pertanto, considerata la situazione di salute esistente prima dell'infortunio, così come le modalità di evoluzione della malattia (tende a stabilizzarsi), l'affermazione secondo cui le condizioni di salute sarebbero progredite più o meno allo stesso modo non convince. Dall'altra, il medico curante – specialista in fisioterapia e reumatologia – il quale ha seguito l'assicurato dal 1987 al 2005, non si è limitato ad attestare l'origine infortunistica dei disturbi, bensì ha preso ripetutamente posizione sulla fattispecie, in modo chiaro, approfondito e motivato, spiegando esaurientemente la patologia e l'interazione con l'infortunio. In relazione ai disturbi ancora lamentati dall'assicurato, che peraltro non si ripercuotono su tutta la colonna vertebrale, lo status quo sine non risulta, di conseguenza, provato secondo il criterio della verosimiglianza preponderante. Difettando un quadro clinico tipico dei postumi di un trauma da accelerazione della colonna cervicale, non può essere ammessa l'esistenza di un nesso di causalità naturale alla luce della giurisprudenza specifica in materia di colpi di frusta. Gli atti sono rinviati al TCA perché, dopo aver disposto una perizia giudiziaria, si pronunci sul diritto dell'assicurato alle prestazioni assicurative.

Semaine Judiciaire 2010 I p. 341-345 (Arrêt du Tribunal fédéral du 29 décembre 2009 dans la cause S.9C_578/2009).

Assurance-invalidité. Obligation de l'assuré de réduire le dommage, notamment en changeant de profession. Critères pertinents en fonction de la finalité de l'assurance-invalidité. Application à un agriculteur indépendant de 57 ans. Loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales

(LPGA – RS 830.1) 7 al. 2, 21; Loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité (Lai – RS 831.20) 7.

Semaine Judiciaire 2010 I p. 362-365 (Arrêt du Tribunal fédéral di 21 décembre 2009 dans la cause 9C_820/2009).

Assurance-maladie. Refus de l'assurance de prendre en charge une opération pourtant préconisée par le médecin-conseil de la caisse. Moment auquel les conditions légales d'une prise en charge doivent être réalisées. Ordonnance du DFI du 29 septembre 1995 sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (OPAS – RS 832.112.31) Annexe 1, ch. 1.1).

Semaine Judiciaire 2010 I p. 392-393 (Arrêt du Tribunal fédéral du 17 décembre 2009 dans la cause 8C_898/2008).

Assurance-accidents. Assuré ayant bénéficié cumulativement du revenu de son activité de travailleur et de celui d'une activité indépendante. Notion du salaire. Interprétation de la loi. – Loi du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents (LAA – RS 832.20) 5 al. 1, 15 al. 2; Ordoannce du 20 décembre 1982 sur l'assurance-accidents (OLAA – RS 832.202) 22 al. 3, 23 al. 8, 138.

sic! 2010 p. 731. "Lachende Tablette" Bundesverwaltungsgericht vom 30. März 2010.

*Verweigerung der Bewilligung einer Arzneimittelwerbung (Inserat)
Heilmittelrecht.*

VwVG 44, 48. Die heilmittelrechtliche Zulässigkeit einer Arzneimittelwerbung kann nur bei Überprüfung aller ihrer konstitutiven Elemente beurteilt werden. Das Gericht kann deshalb den Streitgegenstand auf den gesamten Anfechtungsgegenstand ausdehnen. Eine solche Ausdehnung setzt voraus, dass sich die Verwaltung vorgängig mindestens in Form einer Prozesserkklärung zum erweiterten Streitgegenstand geäußert hat (E. 1.3).

HMG 31 I, 32 I b; AWV 16 II. Der Einsatz einer Comicfigur als Sympathieträger in einer Arzneimittelwerbung verletzt das Gebot der sachlichen Werbung nicht, sofern die Darstellung die Adressaten nicht bloss auf einer emotionalen Ebene anspricht. Massgebend bei der Beurteilung ist, ob die Werbung in der Gesamtbetrachtung derart verharmlosend wirkt, dass der übermässige Einsatz des Arzneimittels zu erwarten ist (E. 4.1, 4.2).

HMG 31 I, 32 I b; AWV 16 II. Eine Praxisverschärfung bei der Beurteilung der Zulässigkeit vergleichbarer Werbefiguren innert relativ kurzer Frist verletzt das Willkürverbot, falls sie nicht angekündigt und einlässlich begründet wird. Dies gilt insbesondere, wenn der Einsatz solcher Figuren in der Werbung üblich ist (E. 4.1, 4.2).

HMG 31 I, 32 I b; AWV 16 V c. Im heilmittelrechtlichen Bewilligungsverfahren für Arzneimittelwerbung kann eine Auflage der Bewilligungsbehörde eine fehlende Bewilligungsvoraussetzung nicht ersetzen. Gravierende Mängel einer Arzneimittelwerbung lassen sich durch Nebenbestimmungen nicht beheben (E. 5).

Droit des produits thérapeutiques.

PA 44, 48. L'admissibilité d'une publicité pour des médicaments du point de vue du droit des produits thérapeutiques ne peut être jugée qu'en examinant tous ses éléments constitutifs. Le tribunal peut dès lors étendre l'objet du litige à l'ensemble de l'objet contesté. Un tel élargissement présuppose que l'administration se soit prononcée sur l'objet élargi pour le moins sous la forme d'une déclaration en procédure (consid. 1.3).

LPT 31 I, 32 I b; OPMéd 16 II. L'utilisation d'un personnage de bande dessinée comme véhicule de sympathie dans une publicité pour des médicaments ne viole pas l'obligation d'une publicité objective, pour autant que le message ne soit pas purement émotionnel. Pour en juger, il faut voir si la publicité dans son ensemble est si réductrice qu'il faille s'attendre à une utilisation excessive des médicaments (consid. 4.1, 4.2).

LPT 31 I, 32 I b; OPMéd 16 II. Un durcissement de la pratique concernant l'admissibilité de personnages publicitaires comparables dans un délai relativement court viole l'interdiction de l'arbitraire, à moins d'être annoncée et justifiée matériellement. Cela vaut d'autant plus lorsque l'emploi de tels personnages est usuel dans la publicité (consid. 4.1, 4.2).

LPT 31 I, 32 I b; OPMéd 16 V c. Dans la procédure d'autorisation pour une publicité d'un médicament selon le droit des produits thérapeutiques, l'autorité ne peut pas imposer une charge pour pallier l'absence d'une condition d'autorisation. On ne peut pas remédier aux graves défauts d'une publicité pour un médicament grâce à des dispositions annexes (consid. 5).

sic! 2010 p. 736. "Erdbeer-Sirup" Verwaltungsgericht Zürich vom 14. Januar 2010
Keine Täuschung durch Abbildungen von Erdbeeren auf aromatisiertem Sirup (ZH).

Lebensmittelrecht.

LKV 34 (aufgehoben); LMG 18; LGV 10 II e; Richtlinie 2000/13/EG 2; Verordnung (EG) Nr. 178/2002 10. Zukünftiges Recht kann beigezogen werden, um nach einer

während des Rekursverfahrens erfolgten Aufhebung der einschlägigen gesetzlichen Bestimmung das geltende Recht festzustellen. Abbildungen von Erdbeeren auf einem zu 18 Prozent aus Erdbeersaft bestehenden Sirup sind nicht täuschend, sofern die Zusammensetzung bekannt gegeben wird (E. 4.2, 4.5).

Droit des denrées alimentaires.

OEDAI 34 (abrogé); LDAI 18; ODAIOus 10 II e; Directive 2000/13/CE 2; Règlement (CE) no 178/2002 10. Le droit futur peut être invoqué pour constater l'état du droit en vigueur après que la disposition légale applicable a été abrogée pendant la procédure de recours. Des illustrations de fraises sur un sirop comprenant du jus de fraise à 18 pour cent ne sont pas trompeuses pour autant que la composition soit indiquée (consid. 4.2, 4.5).

sic! 2010 p. 741. Der Prüfer im EPA als medizinischer Gutachter - Zur Entscheidung G 1/07 der Grossen Beschwerdekammer des EPA [commentaire de A. Detken].

Am 15. Februar 2010 ist die lange erwartete und aussergewöhnlich umfangreiche Entscheidung G 1/07 zum Patentierungsausschluss chirurgischer Verfahren ergangen, in der die Grenzen dieses Patentierungsausschlusses durch die Grosse Beschwerdekammer des EPA neu gezogen werden.

Le 15 février 2010, la Grande Chambre de recours de l' OEB a rendu la décision G 1/07 sur la question de l'exclusion de la brevetabilité de procédés chirurgicaux. Cette décision, longtemps attendue et particulièrement étendue, a redessiné les frontières de cette exclusion de la brevetabilité.

sic! 2010 p. 548. Der Entscheid "dosage regime" [commentaire de A. Escher].

Anmerkungen zum Entscheid der Grossen Beschwerdekammer des EPA vom 19. Februar 2010 (Case Number G 02/08).

Gemäss der Grossen Beschwerdekammer ist der Begriff der "Anwendung" in Art. 54. Abs. 4 EPÜ breit auszulegen. Dies gilt auch für die "spezifische Anwendung" in Art. 54. Abs. 5 EPÜ. Damit werden auch neue Dosierungen, sowie eine breite Palette weiterer medizinischer Anwendungen in der Form des zweckgebundenen Stoffschutzes patentierbar, selbst wenn die Anwendungen dieses Stoffes für dieselbe Krankheit bereits bekannt ist. Ferner kommt die Grosse Beschwerdekammer zum Schluss, dass für Patentansprüche des Typs "Swiss

type claim" unter dem EPÜ-2000 keine Berechtigung mehr bestehe. Damit wird eine Diskrepanz zum Schweizer Patentgesetz geschaffen .

Selon la Grande Chambre de recours, la notion d'"utilisation" au sens de l'art. 54 al. 4 CBE doit être interprétée largement. Il en va de même de la notion d'"utilisation spécifique" prévue à l'art. 54 al. 5 CBE. Ainsi, de nouveaux dosages de même qu'une large palette d'autres applications médicales peuvent être brevetés sous la forme d'un produit lié à son utilisation, même si l'utilisation de ce produit pour le traitement de la même maladie est déjà connue. En outre, la Grande Chambre de recours arrive à la conclusion que les revendications de type "Swiss claim" ne sont plus autorisées sous l'empire de la CBE-2000. Il existe ainsi une divergence par rapport à la loi suisse sur les brevets.

SJZ 106 (2010) N° 15, p. 384, 8C.408/2009 du 25.5.2009.

Il faut préciser la jurisprudence en ce sens qqe l'assureur doit informer l'assuré et lui faire parvenir une copie de l'expertise lorsqu'il veut posr des questions complémentaires à l'expert.

SJZ 106 (2010) N° 20, p. 487, 1C.438/2009 du 16.6.2009.

L'accord passé entre le Ministère public zurichois et EXIT relatif à l'assistance au suicide organisée est nul, parce qu'il est dépourvu de base légale et qu'il viole le droit pénal amtériel, ainsi que la législation sur les stupéfiants.

SJZ 106 (2010) N° 21, p. 523, 5A.57/2010 du 2.7.2010.

La surveillance d'un présumé simulateur et escroc à l'assurance par un détective constitue une atteinte à la personnalité qui peut être justifiée par l'intérêt de la collectivité des assurés de ne pas devoir payer des primes trop élevées.

SJZ 106 (2010) N° 22, p. 547, 9C.510/2009 du 30.8.2010.

Pour des motifs d'égalité de traitement, il faut appliquer par analogie les critpres développés en lien avec le trouble somotaforme douloureux à la détermination de l'effet invalidant d'une blessure des vertèbres cervicales sans déficience fonctionnelle organiquemetn décelable („ coup du lapin“).

ATF 136 V 376 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 9 septembre 2010.

Valeur probante des expertises réalisées par les Centres d'observation médicale de l'assurance-invalidité (COMAI) au regard des exigences d'indépendance et d'équité de la procédure.

ATF 136 V 395 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 23 novembre 2010.

Examen de la prise en charge par l'AOS d'un médicament (myozyme) autorisé par Swissmedic mais ne figurant pas sur la liste des spécialités, coûtant environ 600'000 francs par année chez une personne atteinte d'une maladie rare (orphan disease) pour laquelle il n'existe aucun autre médicament. Appréciation de l'utilité thérapeutique élevée et de l'économicité. Pas d'obligation de prendre en charge le médicament dans l'AOS vu son coût élevé.

ATF 136 V 415 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 15 décembre 2010.

Polypragmasie. Santé suisse doit produire la liste nominative des médecins figurant dans le groupe de comparaison et les données anonymisées du pool de données afférentes à chaque membre du groupe pour satisfaire aux exigences de la méthode statistique.

ATF 137 I 86 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 15 septembre 2010.

Prise en charge par l'assurance obligatoire des soins de l'opération de changement de sexe chez un transsexuel. Exécution de l'arrêt de la CourEDH du 8 janvier 2009.

ATF 137 V 13 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 17 janvier 2011.

Droit au remboursement d'exoprothèses mammaires définitives totales ou partielles à titre de moyens auxiliaire de l'assurance-invalidité après tumorectomie conservatrice du sein.

ATF 137 V 31 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 4 janvier 2011.

Les prestations directement liées à une atelle Michigan, notamment celles décomptées sous le chiffre L 4177 du tarif dentaire, ne sont pas à charge de l'assurance obligatoire des soins.

ATF 137 V 36 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 23 février 2011.

La prestation du médecin-traitant indépendant consistant à répondre, par téléphone, à des questions d'un médecin interne de l'hôpital dans lequel séjourne son patient et à discuter de la situation du patient relève d'un traitement hospitalier et non ambulatoire.

ATF 137 V 43 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 19 janvier 2011.

Polypragmasie. Seuls les coûts directement liés à la pratique du médecin (y compris les médicaments qu'il délivre) peuvent fonder une obligation de restitution (art. 56 al. 2 LAMal). Modification de l'ATF 130 V 377.

5A_38/2011 – Arrêt de la 2^e Cour de droit civil du 2 février 2011.

Traitement médical forcé. Base légale (ZH). Proportionnalité. Les effets secondaires du traitement neuroleptique envisagé et les autres options thérapeutiques doivent être examinés.

4A_16/2011 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit civil du 18 mars 2011.

Une prothèse médicale est un produit, susceptible d'engager la responsabilité du fabricant si elle présente un défaut. Pas de preuve de défaut de fabrication. En outre l'état des connaissances au moment de la mise en circulation du produit ne permettait pas de déceler un défaut de conception.

4A_679/2010 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit civil du 11 avril 2011.

Appréciation des conditions, spécialement de l'illicéité, de la responsabilité civile pour les séquelles d'une opération cardiaque réalisée chez un petit enfant dans un hôpital public du canton de Berne. Etendue du devoir de documentation.

2C_466/2010 – Arrêt de la 2^e Cour de droit public du 20 avril 2011.

Interdiction signifiée à un médecin de prescrire du pentobarbital de sodium dans le cadre d'aide au suicide par Dignitas.

6B_973/2010 – Arrêt de la Cour pénale du 26 avril 2011.

Plainte pénale pour transmission du papillomavirus humain (HPV) à l'occasion de relations sexuelles. Complément d'instruction pour élucider l'élément subjectif de l'infraction.

9C_54/2011 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 11 juillet 2011.

Refus de santé suisse de délivrer à un médecin un code RCC. Demande de dommages-intérêts par le médecin. En tant que décision préjudicielle, le jugement du Tribunal arbitral admettant seulement le principe de la responsabilité ne peut pas faire l'objet d'un recours au Tribunal fédéral. Affaire à suivre !

9C_69/2011 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 11 juillet 2011.

Liste des spécialités de l'assurance-maladie. Remboursement d'un médicament anti-tabac. Détermination par l'OFSP du moment où la dépendance à la nicotine peut constituer une maladie en raison du traitement qu'elle nécessite.

JDT 2010 I p. 447-456 II^e Cour de droit public. - GastroBerne et consorts c. Conseil-exécutif du canton de Berne; 23 novembre 2009, 2C_283/2009 ; ATF 136 I 29 .

Recours contre l'ordonnance sur la protection contre le tabagisme passif adoptée par le Conseil-exécutif du canton de Berne, rejeté par le TF.

Art. 27 Cst.; art. 2 et 4 de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif.

L'interdiction de fumer dans les locaux principaux des établissements publics n'entraîne qu'une restriction peu grave, tout au plus, de la liberté économique des exploitants (c. 3.2).

L'ordonnance attaquée interdit les installations de débit - buffet ou bar - dans les fumoirs et elle interdit l'accès à ces locaux aux personnes de moins de dix-huit ans. Le Conseil-exécutif est valablement habilité à édicter ces mesures et celles-ci ont une base suffisante dans la loi bernoise sur l'hôtellerie et la restauration (c. 3.3 et 3.4).

Les cantons conservent une compétence complémentaire pour protéger les travailleurs des établissements publics contre le tabagisme passif (c. 3.4.2).

L'interdiction des installations de débit dans les fumoirs a pour but de réduire le temps de présence des travailleurs à l'intérieur de ces locaux et de protéger leur santé. Elle répond à un intérêt public et respecte le principe de la proportionnalité, lequel permettrait aussi une mesure plus sévère consistant à interdire le service dans les fumoirs (c. 4.4 et 4.5). Elle s'inscrit dans les mesures que les cantons peuvent adopter d'après la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif (c. 4.6).

JAAC 3/2010 vom 1. Dezember 2010 2010.9, EJPD, Bundesamt für Justiz, Gutachten vom 30. Juni 2010, p. 87-90.

Archivierung von Patientendokumentationen

Die Übergabe von Patientendaten an das Staatsarchiv verletzt das Arztgeheimnis (Art. 321 StGB). Die Archivierung liesse sich allenfalls durch ein Gesetz rechtfertigen, das sich spezifisch an Ärztinnen und Ärzte und ihre Hilfspersonen richtet. Da ein solches Gesetz das Grundrecht auf informationelle Selbstbestimmung (Art. 13 Abs. 2 BV) einschränken würde, wäre aber sorgfältig zu prüfen, inwieweit die Archivierung von Patientendokumentationen durch ein öffentliches Interesse gerechtfertigt und verhältnismässig wäre (Art. 36 BV).

Résumé : Remettre les données de patients à l'archive cantonal viole le secret médical (art. 321 CP). L'archiva-ge pourrait être justifié par une loi qui s'adresse spécifiquement aux médecins et leurs auxiliaires (art. 321 CP). Toutefois, comme une telle loi restreindrait le droit fondamental à l'autodétermination en matière d'informations (art. 13 al. 2 Cst.), il conviendrait d'examiner soigneusement dans quelle mesure un tel archivage serait justifié par un intérêt public et proportionné (art. 36 Cst.).

JDT 2010 I p. 456-467 II^e Cour de droit public. - Shisha Bar Sàrl c. canton de Berne; 23 novembre 2009, 2C_195/2009 ; ATF 136 I 17 .

Recours contre la loi bernoise sur la protection contre le tabagisme passif, rejeté par le TF.

Art. 8, 26 al. 1^{er}, art. 27 Cst.

Recevabilité du recours dirigé contre un acte normatif (c. 1) .

La loi attaquée s'applique aussi à la fumée du narguilé, laquelle n'est pas moins nocive que celle de la cigarette (c. 2 et 4.1) .

La recourante subit une restriction grave de sa liberté économique, compte tenu que fumer le narguilé est une composante importante de son offre, en lien avec des prestations classiques de restauration (c. 3).

Le principe de la proportionnalité n'exige pas d'adopter un régime particulier pour les établissements qui offrent le narguilé. Les fumoirs étant autorisés, la loi attaquée laisse subsister une possibilité adéquate de proposer la fumée du narguilé dans un établissement public, en combinaison avec une offre classique de repas et de boissons (c. 4.4).

La loi est aussi compatible avec les garanties de la propriété et de l'égalité de traitement (c. 5).

JDT 2011 I p. 18-37 Atteintes non objectivables à la santé: l'ATF 136 V 279 et d'autres développements dans la jurisprudence du Tribunal fédéral [commentaire de Bettina Kahil-Wolff]

JDT 2011 IV p. 72-78 I^{er} Cour de droit public. - X c. canton de Zurich du 1^{er} octobre 2008; ATF 134 II 308 (1C_73/2008). (Victime de l'amiante).

Art. 2, 11- 17 LAVI; art. 12 OAVI; art. 98 et 125 CP.

En cas de délits de résultat commis par négligence, lorsqu'un grand intervalle de temps s'écoule entre l'activité coupable et le résultat constitutif de l'infraction, l'expression "infraction commise" au sens de l'art. 12 al. 3 OAVI doit s'entendre comme la réalisation des éléments constitutifs subjectifs et objectifs de l'infraction. Ainsi, l'application dans le temps des dispositions sur l'indemnisation et la réparation morale aux victimes ne dépend pas uniquement du comportement

contraire au devoir de vigilance, mais bien plutôt du moment où en survient le résultat constitutif de l'infraction (c. 5).

PJA 4/2011, p. 573. Arrêt 9C_334/2010 du 23 novembre 2010, Publisana Krankenversicherung gegen F. betreffend Krankenversicherung.
Kosten-/Nutzen-beziehung im Bereich der menschlichen Gesundheit
mit Bemerkungen von F. KESSELRING.

Die Praxis, 2010 135, p. 880. Arrêt du 27 avril 2010 de la II^e Cour de droit social dans la cause X. SA contre Visana Assurances SA (recours en matière de droit public) (9C_62/2009 ou ATF 136 V 172)

Art. 25 al. 2 let. a ch. 3 LAMal; art. 7 al. 2 let. b et c OPAS; prestations de traitements et de soins effectués par des organisations de soins et d'aide à domicile.

Notions de :

Examens et traitements selon l'art. 7 al. 2 let. b OPAS (consid. 4.3), en particulier le ch. 7 « administration de médicaments »

Soins de base selon l'art. 7 al. 2 let. c ch. 1 OPAS (consid. 5.3), en particulier l'aide « à s'alimenter », l'acte de « faire faire des exercices » (au patient) et celui de « le mobiliser » (consid. 2-5).

Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance, 1/2011, p.1. ATF 136 V 279. Avec un commentaire de THOMAS GERMANN, *Die Abschaffung einer rechtlichen Privilegierung und ihre Folgen für das soziale Unfallversicherungs- und das Haftpflichtrecht.*

Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance, 1/2011, p. 91. Urteil der II. öffentlich-rechtlichen Abteilung des Bundesgerichts 2C_659/2009 vom 12. März 2010. Avec un commentaire de HERMANN WALSER.

Rivista ticinese di diritto, II – 2010 p. 208 n° 44, TFA 23.12.2009 N. 9C_965/2008
Art. 44, 6 LPGA ; 72 cpv. 2 LAMal. Disturbi a livello lombare – assenza di un riscontro oggettivo – esclusione di motivi di ricusa (incompetenza) degli specialisti fiduciari dell'assicuratore perdita di guadagno. Deve essere respinta la domanda di ricusa formulata da un assicurato (che, secondi i suoi medici curanti esteri, sorrirebbe di un'ernia discale) fondata sull'incompetenza dei medici fiduciari, l'uno essendo un medico reumatologo e l'altro un chirurgo ortopedico : i confini dell'area

di competenza del neurologo, dell'ortopedico e del reumatologo non sono assolutamente netti e, in generale, dipendono dal tipo di affezioni studiate e dalla terapia praticata. La problematica afferente all'ernia discale non necessariamente è di sola competenza del neurologo, ma può anche essere di pertinenza ortopedica.

RPW, Droit et politique de la concurrence, 2010/4, p. 649. B 2.2 Hors-Liste Médicaments: Preise von Cialis, Levitra und Viagra.

Untersuchung gemäss Art. 27 ff. KG. Verhängung von Bussen gemäss Art. 49a Abs. 1 i.V.m. Art. 5 Abs. 4 KG.

Enquête selon l'art. 27 ss LCart. Prononcé de sanctions selon l'art. 49a al. 1 en relation avec l'art. 5 al. 4 LCart.

Inchiesta giusta gli art. 27 segg. LCart. Inflizione di sanzioni giusta l'art. 49a cpv. 1 e l'art. 5 cpv. 4 LCart.

Verfügung der Wettbewerbskommission vom 2. November 2009 gemäss Art. 27 KG betreffend die Pharmaunternehmen Bayer, Eli Lilly und Pfizer, die Grossisten Galexis, Unione, Voigt und Amedis-UE, e-mediat sowie die Apotheken und selbst-dispensierenden Ärzte in der Schweiz wegen unzulässiger Wettbewerbsabreden gemäss Art. 5 Abs. 4 KG. Abgabe von Publikumspreisempfehlungen (PPE) seitens der Herstellerinnen der nicht kassenpflichtigen Medikamente Cialis, Levitra und Viagra und weitgehende Einhaltung derselben durch die Verkaufsstellen führt als Bündel vertikaler Abreden zur Beseitigung des wirksamen Wettbewerbs.

Décision de la Commission de la concurrence du 2 novembre 2009 selon l'art. 27 LCart concernant les entre-prises pharmaceutiques Bayer, Eli Lilly et Pfizer, les grossistes Galexis, Unione, Voigt et Amedis-UE, e-mediat, ainsi que les pharmacies et les médecins en Suisse dispensant en raison d'accords cartellaires illicites selon l'art. 5 al. 4 LCart. La communication de prix publics recommandés (PPR) de la part des producteurs pour les médicaments Cialis, Levitra et Viagra qui ne sont pas à la charge des caisses-maladie et la large application de tels prix de la part des détaillants conduit, en tant que faisceau d'accords verticaux, à la suppression de la concurrence efficace.

RPW, Droit et politique de la concurrence, 2010/4, p. 703. B 2.2 Hors-Liste Médicaments: Verfügung betreffend Geschäftsgeheimnisse/ Publikation

Verfügung des Sekretariats der Wettbewerbskommission und eines Mitglieds des Präsidiums vom 27. August 2010 gemäss Art. 24 Abs. 1 KG i.V.m. Art. 46 VwVG in Sachen Geschäftsgeheimnisse/Publikation der Verfügung Hors-Liste Medikamente: Preise von Cialis, Levitra und Viagra vom 2. November 2009. Meinungsverschiedenheit zwischen Sekretariat und Bayer Schweiz AG betreffend den Geschäftsgeheimnischarakter zahlreicher Textstellen. Keine Einigung möglich.

Décision du Secrétariat de la Commission de la concurrence en accord avec un membre de la Présidence du 27 août 2010, conformément à l'art. 24 al. 1 LCart et à l'art. 46 PA, relative aux secrets d'affaires/Publication de la décision médicaments hors-liste: prix de Cialis, Levitra et Viagra du 2 novembre 2009. Divergence d'opinion entre le Secrétariat et Bayer Schweiz AG concernant la qualification de secret d'affaires de nombreux passages. Pas d'accord possible.

Decisione della segreteria della Commissione della concorrenza e un membro della Presidenza del 27 agosto 2010 secondo l'art. 24 cpv. 1 LCart in relazione con l'art. 46 PA relativa ai segreti d'affari/Pubblicazione della decisione Farmaci fuori-lista: Prezzi per il Cialis, Levitra e Viagra del 2 novembre 2009. Differenza di opinioni tra la segreteria e Bayer Schweiz AG sul carattere di segreti d'affari di diversi passaggi della decisione. Nessuna intesa possibile.

Semaine judiciaire 2010 I p. 209, Arrêt du Tribunal fédéral, 2^e Cour de droit social, 9C_465/2010 du 6 décembre 2010

Assurance-maladie. Hirsutisme. Conditions de l'obligation de prendre en charge au titre de l'assurance obligatoire des soins les frais d'une épilation. Différence des définitions de la maladie au sens médical et au sens juridique. Cas d'un défaut esthétique comme atteinte secondaire due à la maladie initiale.

Sic!, 7/8, 2011, p. 449. Arrêt du Tribunal fédéral du 4 mars 2011, 4A_435/2010.

Technologierecht. Patente.

EPÜ 53 lit. c, EPÜ 54 Abs. 4. Auf eine therapeutische Behandlung gerichtete Verfahrensansprüche sind vom Patentschutz ausgeschlossen, während Ansprüche, die auf Erzeugnisse zur Anwendung in einem solchen Verfahren gerichtet sind, gewährt werden, sofern ihr Gegenstand neu und erfinderisch ist (E. 2.2.4, 2.2.5).

PatG 7d; EPÜ 54 Abs. 5. Die Definition einer Dosierungsanleitung im Anspruch muss eine vom Stand der Technik auf nicht naheliegende Weise abweichende technische Lehre beinhalten, wobei es bei der Entwicklung von Arzneimitteln auf der Hand liegt, verschiedene Dosierungen zu untersuchen (E. 2.2.9).

EPÜ 54 Abs. 5. Das Fehlen einer nationalen Sonderbestimmung, nach der die Behandlungstätigkeit des Arztes generell nicht als Patentverletzung erachtet wird, darf nicht als Argument für eine abweichende Auslegung des EPÜ und eine Erweiterung der Ausnahmen von der Patentierbarkeit nach den vereinheitlichten Regeln des EPÜ dienen (E. 2.2.12).

Droit de la technologie. Brevets d'invention.

CBE 53 let. c, CBE 54 al. 4. Les revendications de procédé portant sur un traitement thérapeutique sont exclues de la brevetabilité, tandis que les revendications portant sur des substances ou compositions pour la mise en œuvre de tels procédés sont admises pour autant que leur objet soit nouveau et qu'il procède d'une activité inventive suffisante (consid. 2.2.4, 2.2.5).

LBI 7d; CBE 54 al. 5. La définition d'une prescription de dosage dans la revendication doit contenir un enseignement technique qui ne découle pas d'une manière évidente de l'état de la technique, étant entendu que le développement de médicaments nécessite l'examen de dosages différents (consid. 2.2.9).

CBE 54 al. 5. L'absence d'une norme nationale spéciale selon laquelle l'activité médicale ne tombe en principe pas sous le coup du droit des brevets ne doit pas constituer un argument conduisant à une interprétation divergente de la CBE et à une extension des exceptions à la brevetabilité selon les règles unifiées de la CBE (consid. 2.2.12).

Sic I, 2011, n° 4, p. 249. «Exenatide». Bundesverwaltungsgericht vom 20. Oktober 2010, B-1019/2010.

Technologierecht Sonstige technologische Fragen

VwVG 46 I. Zwischenverfügungen, mit denen die Gesuchstellerin für die Erteilung zweier ESZ verpflichtet wird, sich anstelle der verlangten Sistierung für das eine ihrer hängigen ESZ-Gesuche zu entscheiden, bewirken einen nicht wiedergutzumachenden Nachteil (E. 1).

PatG 140m, 59a III, 46a, 47; PatV 127a II, 127e III, 127f II, 62 I. Das Erteilungsverfahren von Patenten und ESZ ist generell beförderlich und eher sistierungsfeindlich durchzuführen (E. 4.2).

PatG 140b II, 140f I a, 140e I; PatV 127b II; BZP 6 I. Mehrere gesetzliche Bestimmungen bezwecken einen möglichst frühen Entscheid und sprechen für einen zurückhaltenden Umgang mit Sistierungsgesuchen in ESZ-Erteilungsverfahren. Dass es noch Jahre dauert, bis die ESZ in Kraft treten, ist ebensowenig ein stichhaltiger Grund für eine Sistierung wie der Umstand, dass das IGE nicht an eine gesetzliche Prüfungsfrist gebunden ist, zumal, wenn der mit der Sistierung erwartete Erkenntnisgewinn ausschliesslich im privaten Interesse der Beschwerdeführerin liegt (E. 4.3, 5, 3).

Droit de la technologie Autres questions de droits de la technologie

PA 46 I. Lorsque le requérant demande la délivrance de deux CCP, la décision incidente qui l'oblige à se décider pour l'une de ses deux requêtes pendantes, en lieu et place de la suspension de la procédure qu'il demande, entraîne un préjudice irréparable (consid. 1).

LBI 140m, 59a III, 46a, 47; OBI 127a II, 127e III, 127f II, 62 I. La procédure de délivrance des brevets et des CCP doit être menée en principe sans délai et sans aucune suspension (consid. 4.2).

LBI 140b II, 140f I a, 140e I; OBI 127b II; PCF 6 I. De nombreuses dispositions légales ont pour but de promouvoir une décision si possible rapide et plaident pour une approche restrictive vis-à-vis des demandes de suspension lors des procédures de délivrance de CCP. Que l'entrée en vigueur des CCP prenne plusieurs années ou que l'IPI ne soit pas tenu de respecter un délai légal d'examen ne sont pas des motifs pertinents pour justifier une suspension, ce d'autant plus lorsque le gain de connaissance escompté grâce à la suspension ne servirait que les intérêts privés de la recourante (consid. 4.3, 5, 3).

Sic I, 2011, n° 4, p. 246 «Saucisson vaudois». Tribunal fédéral du 10 décembre 2010, 2C_53/2010 [avec un commentaire de ERIK THÉVENOD-MOTTET]

Droit des signes distinctifs Indications de provenance

Ordonnance sur les AOC et les IGP 14 I, 23 I. Les demandes de modification du cahier des charges pendantes au moment de l'entrée en vigueur de la modification de l'ordonnance sur les AOC et les IGP du 14 novembre 2007 sont examinées selon le nouveau droit (consid. 3).

Ordonnance sur les AOC et les IGP 14 I, 6 I, 3 I b. La modification du cahier des charges peut toucher les différentes étapes de production, à condition que les intérêts des consommateurs soient pris en compte et que les conditions de fond fixées dans l'ordonnance soient toujours remplies (consid. 5.3.1-5.3.3).

Ordonnance sur les AOC et les IGP 14 I, 3 I b, 6 I. L'utilisation d'un ingrédient originellement exclu par le cahier des charges et modifiant la qualité du produit ne remplit pas les conditions mentionnées précédemment (consid. 5.4.1).

Kennzeichenrecht Herkunftsangaben

GUB/GGA-Verordnung 14 I, 23 I. Gesuche zur Abänderung eines Pflichtenhefts, welche zum Zeitpunkt des Inkrafttretens der Änderungen der GUB/GGA-Verordnung vom 14. November 2007 hängig waren, sind nach neuem Recht zu beurteilen (E. 3).

GUB/GGA-Verordnung 14 I, 6 I, 3 I b. Die Änderung eines Pflichtenhefts kann verschiedene Herstellungsschritte betreffen, vorausgesetzt die Interessen der Verbraucher werden berücksichtigt und die Anforderungen der Verordnung in der Sache sind stets erfüllt (E. 5.3.1-5.3.3).

GUB/GGA-Verordnung 14 I, 3 I b, 6 I. Die Verwendung einer Zutat, die ursprünglich durch das Pflichtenheft ausgeschlossen war und die Qualität des Erzeugnisses verändert, erfüllt die vorgenannten Voraussetzungen nicht (E. 5.4.1).

Sic !, 2011, n° 3, p. 176. «Försterkäse III» [Vacherin Mont d'Or]. Bundesgericht vom 29. Oktober 2010 2C_852/2009. [avec un commentaire de JÜRIG SIMON]
Kennzeichenrecht Herkunftsangaben

LwG 16 VII b; GUB/GGA-Verordnung 17 I a. Die Nachahmungsfreiheit wird durch Art. 16 Abs. 7 lit. b LwG (lediglich) dahingehend eingeschränkt, dass eingetragene Ursprungsbezeichnungen, nicht aber die Erzeugnisse als solche, gegen jede Anmassung, Nachmachung oder Nachahmung geschützt sind. Bei der Beurteilung, ob Ruf oder Ansehen der geschützten Ursprungsbezeichnung direkt oder indirekt ausgenutzt werden, kann es aber eine Rolle spielen, ob die Erzeugnisse ähnlich aussehen (E. 5, 6).

LwG 16 VII; GUB/GGA-Verordnung 17 III b, c. Wird das Erzeugnis mit geschützter Ursprungsbezeichnung durch die Verpackung, das Behältnis oder die Form des Erzeugnisses besonders gekennzeichnet, kann der Konsument getäuscht werden, ohne dass die jeweiligen Produktnamen gleich oder ähnlich sein müssen (E. 7.3).

LwG 16 VII; GUB/GGA-Verordnung 17 III b, c. Der beim Vacherin Mont-d'Or verwendete Holzreifen und die runde Form des Käses sind nicht kennzeichnungsspezifisch, sodass die Verwendung dieser Elemente beim Krümmenswiler Försterkäse nicht zu beanstanden ist, zumal die Produktnamen völlig unterschiedlich sind (E. 7.4, 8).

Droit des signes distinctifs. Indications de provenance

LAgr 16 VII b; Ordonnance sur les AOP et les IGP 17 I a. La liberté d'imiter est limitée en ce sens que seules les appellations d'origine enregistrées et non les produits en tant que tels sont protégés contre toute usurpation, contrefaçon ou imitation. Toutefois, la similitude des produits peut jouer un rôle lorsqu'il faut déterminer si le renom ou la réputation de l'appellation d'origine protégée est directement ou indirectement exploité (consid. 5, 6).

LAgr 16 VII; Ordonnance sur les AOP et les IGP 17 III b, c. Lorsque le produit protégé par une appellation d'origine est particulièrement caractérisé par son emballage, son récipient ou sa forme, le consommateur peut être induit en erreur, sans qu'il soit nécessaire que les noms des produits en cause soient identiques ou similaires (consid. 7.3).

LAgr 16 VII; Ordonnance sur les AOP et les IGP 17 III b, c. Le cerceau en bois utilisé pour l'emballage du Vacherin Mont-d'Or et la forme ronde du fromage ne présentent pas de caractère distinctif spécifique, de telle sorte que l'utilisation de ces éléments pour le Krümmenswiler Försterkäse ne peut faire l'objet de griefs, d'autant plus que les noms des produits sont totalement différents (consid. 7.4, 8).

Sic I, 2011, n° 3, p. 188. «Berner Drogistenverband». Bundesgericht vom 4. Oktober 2010, 2C_767/2009.

Weitere Rechtsfragen. Heilmittelrecht

HMG 25; VAM 25 I a. Drogisten im Kanton Bern dürfen nach bundesrechtlicher Regelung nur nicht verschreibungspflichtige Arzneimittel der Abgabekategorien D und E abgeben (E. 3.2).

HMG 30. Die kantonale Detailhandelsbewilligung nach Art. 30 HMG ist eine reine Betriebsbewilligung und nicht eine Bewilligung für die Abgabe einzelner Arzneimittel durch die ermächtigten Personen (E. 4.2).

HMG 25, 30; VAM 25 I a. Die Erteilung einer Abgabebewilligung für Arzneimittel der Abgabekategorie C an Drogisten ist ausserhalb von Art. 25 Abs. 4 HMG weder zulässig noch fällt sie in die Zuständigkeit der kantonalen Behörden. Daher steht es diesen auch nicht zu, auf entsprechendes Gesuch im kantonalen Verfahren über die Gesetzes- und Verfassungsmässigkeit der anwendbaren bundesrechtlichen Bestimmungen bzw. der sich aus der bundesrechtlichen Regelung der Abgabekompetenz ergebenden Abgabebeschränkungen für Drogisten zu befinden (E. 4.1-4.4).

Autres questions juridiques Droit des produits thérapeutiques

LPTTh 25; OMéd 25 I a. Conformément à la législation fédérale, les droguistes actifs dans le canton de Berne sont autorisés à remettre des médicaments non soumis à ordonnance des catégories D et E uniquement (consid. 3.2).

LPTTh 30. L'autorisation du commerce de détail prévue à l'art. 30 LPTTh est une pure autorisation d'exploiter et non pas une autorisation de remettre des médicaments (consid. 4.2).

LPTTh 25, 30; OMéd 25 I a. L'autorisation de remettre des médicaments de la liste C octroyée à des droguistes en dehors de l'art. 25 al. 4 LPTTh est illicite et ne relève pas de la compétence de l'autorité cantonale. Par conséquent, celle-ci n'est pas compétente pour décider dans le cadre d'une procédure cantonale de la constitutionnalité et de la légalité des dispositions du droit fédéral applicables, et donc des restrictions de vente applicables aux droguistes qui découlent de la réglementation fédérale (consid. 4.1-4.4).

SJZ 107 (2011) N° 29, p. 216 ATF 9C_871/2010 du 25.2.2011

En matière d'assurance-invalidité, dans la mesure où l'appréciation de la quantité de travail qui peut raisonnablement être exigée se fonde sur l'expérience générale

de la vie, il s'agit d'une question juridique qui peut être revue librement, et non d'une constatation de fait qui lie le tribunal.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

Argovie / Aargau

AGVE 2009 p. 67-71. Aus dem Entscheid des Versicherungsgerichts, 1. Kammer, vom 8. September 2009 in Sachen S.F. gegen SVA Aargau (VBE.2009.74). (AG) Art. 8 und 13 IVG.

Die Kreisschreiben des Bundesamtes für Sozialversicherungen stellen Ausführungsvorschriften dar, welche sich an die Durchführungsstellen richten; für das Versicherungsgericht sind sie nicht verbindlich. Bei der Beurteilung eines Leistungsanspruches ist zentral auf die medizinischen Unterlagen abzustellen. Den Berichten eines Hausarztes oder behandelnden Facharztes von vornherein jede Glaubwürdigkeit abzusprechen, ist willkürlich.

AGVE 2009 S. 91-92 Aus dem Entscheid des Versicherungsgerichts, 3. Kammer, vom 10. Februar 2009 in Sachen R.M. gegen Krankenkasse S. (VKL.2008.64). (AG).

Krankentaggeld nach VVG. Taggeldleistungen sind zu erbringen, wenn eine Krankheit im Sinne des Gesetzes bzw. des Reglements vorliegt. Was diese Krankheit verursachte, ist für den Leistungsanspruch unerheblich.

AGVE 2009 S. 253-259. Entscheid des Verwaltungsgerichts, 4. Kammer, vom 19. August 2009 in Sachen C.G. gegen M.P. (WBE.2008.270). (AG)

Gesundheitsrecht.

Entbindung vom Arztgeheimnis

- Verhältnis der gesetzlichen Meldepflicht des Art. 15 BetmG und § 55b EG ZGB zur ärztlichen Schweigepflicht

- Bei einer möglichen Gefährdung von Kindern rechtfertigen objektive Anhaltspunkte eine Entbindung

Entscheid des Verwaltungsgerichts von Aargau, 4. Kammer, vom 19. August 2009 in Sachen C.G. gegen M.P. (WBE.2008.270), AG Generalregister der Aargauischen Gerichts- und Verwaltungsentscheide 2009, pp. 253-259

Entbindung vom Arztgeheimnis.

Verhältnis der gesetzlichen Meldepflicht des Art. 15 BetmG und §55b EG ZGB zur ärztlichen Schweigepflicht.

Bei einer möglichen Gefährdung von Kindern rechtfertigen objektive Anhaltspunkte eine Entbindung.

Bâle-Ville / Basel-Stadt

BJM 2010 p. 198-202. Urteil des Sozialversicherungsgerichts vom 25.3.2009; das Bundesgericht hat diese Erwägungen mit Urteil vom 11.5.2010 bestätigt (BS).

EWG-Verordnung Nr. 1408/71 Unfallversicherungsgesetz

In welchem Verhältnis stehen das Übergangsgeld der deutschen Rentenversicherung, das während einer Umschulung ausgerichtet wird, und das schweizerische Unfalltaggeld (Art. 12 Abs. 2 EWG-Verordnung, 16 Abs. 3 UVG)? Zur "Petroni-Rechtsprechung" des EuGH.

BJM 2010 p. 295-296.

Zur Auslegung des Begriffs Zusatzversicherungen zur sozialen Krankenversicherung (Art. 85 Abs 2 VAG) und zur sachlichen Zuständigkeit des Sozialversicherungsgerichts auf diesem Gebiet. Unzuständigkeit dieses Gerichts, über die Kosten zu entscheiden, die einer Krankentaggeldversicherung aufgrund der Überwachung eines Versicherten entstanden sind. Zur Pflicht der Versicherung, den Sachverhalt abzuklären (vgl. Art. 39 Abs 1 VG).

Berne / Bern

BVR 2010 p. 567. Urteil des Verwaltungsgerichts (Sozialversicherungsrechtliche Abteilung) vom 11. Mai 2010 i.S. Z. gegen Krankenkasse X. (KV 200.2010.54) (BE).

Sozialversicherungsrecht.

Krankenversicherung: Anspruch auf das versicherte Taggeld im Fall eines AHV-Rentenvorbezugs (Art. 72 Abs. 2 KVG).

1. Die Versicherungsbedingungen knüpfen den Anspruch auf ein Krankentaggeld an den Nachweis eines infolge Arbeitsunfähigkeit erlittenen Erwerbsausfalls. Ein solcher kann nicht allein deshalb ausgeschlossen werden, weil sich die arbeitsunfähige versicherte Person anstelle der Anmeldung bei der IV zum Vorbezug einer AHV-Altersrente entschliesst. Entscheidend ist vielmehr, ob sie im Gesundheitsfall einer Erwerbstätigkeit nachgehen würde. (E. 4.3)

2. Eine Kürzung oder Verweigerung der Taggeldleistungen wegen des gleichzeitigen Bezugs einer AHV-Altersrente fällt unter dem Aspekt der Überentschädigung bereits mangels ereignisbezogener Kongruenz ausser Betracht (E. 4.5).

Droit des assurances sociales.

Assurance-maladie: droit à l'indemnité journalière assurée en cas de versement anticipé d'une rente AVS (art. 72 al. 2 LAMal).

1. Les conditions d'assurance subordonnent le droit à l'indemnité journalière en cas de maladie à la preuve d'une perte de gain due à une incapacité de travail. Une telle perte de gain ne peut être exclue du simple fait que la personne assurée se trouvant en incapacité de travail a opté pour le versement anticipé d'une rente de vieillesse d'après l'AVS au lieu de s'annoncer à l'AI. Est bien plus déterminante, la question de savoir si elle exercerait une activité lucrative si elle n'était pas en incapacité de travail. (c. 4.3)

2. Une réduction ou un refus de l'indemnité journalière pour cause de perception simultanée d'une rente de vieillesse selon l'AVS sont d'emblée exclus, sous l'angle de la surindemnisation, pour défaut de congruence du cas d'assurance (c. 4.5).

BVR 2011 p. 135, 136. Urteil des Verwaltungsgerichts (Sozialversicherungsrechtliche Abteilung) vom 12. November 2010 i.S. Krankenkasse Z. gegen Suva (UV 200.2010.206) (BE)

Sozialversicherungsrecht.

Unfallversicherung: Leistungsverweigerung wegen absichtlich falscher Unfallmeldung (Art. 46 Abs. 2 UVG).

Der Unfallversicherer kann nach Art. 46 Abs. 2 UVG die Leistung verweigern, wenn ihm absichtlich eine falsche Unfallmeldung erstattet worden ist. Diese Sanktion erfordert eine Täuschungsabsicht, welche jedoch nicht primär darauf ausgerichtet sein muss, ungerechtfertigt Versicherungsleistungen zu erlangen. Die Rechtsfolge kann auch eintreten, wenn die Täuschung hauptsächlich der (Selbst-)Begünstigung in einem allfälligen Strafverfahren dient und eine mögliche Besserstellung gegenüber dem Versicherer lediglich als Nebenfolge einkalkuliert wird. (E. 3)

Ende der Unfallversicherung (Art. 3 Abs. 2 UVG; Art. 7 Abs. 1 UVV; Art. 3 Abs. 2 UVAL).

Das Ende der Unfallversicherung bei arbeitslosen Personen richtet sich einzig nach der Verordnung über die Unfallversicherung von arbeitslosen Personen UVAL. Die Bestimmungen des UVG bzw. der UVV über das Ende der Versicherung bei Wegfall des Lohns finden deshalb keine Anwendung. (E. 4)

Droit des assurances sociales.

Assurance-accidents: refus de prestations pour cause de fausse déclaration d'accident intentionnelle (art. 46 al. 2 LAA).

D'après l'art. 46 al. 2 LAA, l'assureur peut refuser sa prestation lorsqu'une fausse déclaration d'accident lui a été remise intentionnellement. Cette sanction présuppose un dessein de tromperie, qui ne doit néanmoins pas forcément avoir

pour but primaire d'obtenir des prestations indues de l'assurance-accidents. La sanction peut aussi être prononcée si l'assuré a agi de la sorte en vue de bénéficier d'un élément qui lui serait favorable dans le cas d'une éventuelle procédure pénale, et que la perception par l'assuré des prestations d'assurance ne constitue qu'une conséquence annexe de ses agissements. (c. 3)

Fin de la couverture d'assurance (art. 3 al. 2 LAA; art. 7 al. 1 OLAA; art. 3 al. 2 de l'ordonnance sur l'assurance-accidents des personnes au chômage)

Pour les personnes au chômage, la cessation de la couverture d'assurance est uniquement déterminée en application de l'ordonnance sur l'assurance-accidents des personnes au chômage. Les dispositions de la LAA et de l'OLAA sur la cessation de l'assurance en cas de fin du droit au salaire ne s'appliquent dès lors pas dans un tel cas. (c. 4)

BVR 2011 p. 97, Urteil des Verwaltungsgerichts (Verwaltungsrechtliche Abteilung) vom 24. Juni 2010 i.S. X. (VGE 100.2008.23495)

Staatshaftung.

Spitalhaftung; Widerrechtlichkeit, Kausalzusammenhang.

1. Grundsätzliches zur Widerrechtlichkeit und zum Kausalzusammenhang als Haftungsvoraussetzung (E. 4). Der Arzt bzw. die Ärztin handelt unsorgfältig, wenn sein bzw. ihr Vorgehen nach dem allgemeinen fachlichen Wissensstand nicht mehr als vertretbar erscheint und daher den objektivierten Anforderungen der ärztlichen Kunst nicht genügt (E. 4.1).

2. Die objektive Beweislast für Tatfragen, welche zur Haftung des Arztes bzw. Spitals führen, liegt grundsätzlich bei der Patientin. Daraus, dass die Einwilligung zur Operation nur sorgfaltsgemässe Eingriffe abdeckt, ergibt sich keine Umkehr der Beweislast. (E. 4.2.2)

3. Beweismass im Regelfall und in Bezug auf die natürliche Kausalität. Eine Beweiserleichterung gilt nach der Rechtsprechung nur für Infektionen durch Heilmittelinjektion und kommt vorliegend nicht zum Tragen. (E. 4.2.3)

4. Beweiskraft von aussergerichtlichen FMH-Gutachten und von Parteigutachten (E. 4.2.4).

5. Das FMH-Gutachten ist nach den Regeln des FMH-Begutachtungsverfahrens erstellt worden und genügt den inhaltlichen Anforderungen an medizinische Gutachten; es kann darauf abgestellt werden (E. 4.1-4.3.4). Aufgrund des Gutachtens ist der natürliche Kausalzusammenhang zwischen dem angeblich sorgfaltswidrigen Eingriff und dem erlittenen immateriellen Schaden zu verneinen,

weshalb sich die Prüfung der weiteren haftungsbegründenden Voraussetzungen erübrigt (E. 4.3.5-4.3.11).

Responsabilité de l'Etat.

Responsabilité d'un hôpital; illicéité, lien de causalité.

1. *Principes généraux relatifs à l'illicéité et au lien de causalité en tant que conditions de la responsabilité (c. 4). Le médecin ne respecte pas son obligation de diligence si sa manière de procéder n'apparaît plus conforme à l'état actuel de la science généralement reconnu; dans ce cas, les exigences objectives des règles de l'art de la science médicale ne sont pas remplies (c. 4.1).*

2. *Le fardeau objectif de la preuve pour les questions de fait aboutissant à la responsabilité du médecin ou de l'hôpital incombe en principe au patient. Le fardeau de la preuve n'est pas inversé du fait que l'acceptation d'une opération ne couvre que les interventions effectuées avec diligence. (c. 4.2.2)*

3. *Degré de la preuve nécessaire en général et en rapport avec le lien de causalité naturelle. D'après la jurisprudence, le fardeau de la preuve n'est allégé qu'en cas d'infection causée par l'injection de substances thérapeutiques; tel n'est pas le cas en l'occurrence. (c. 4.2.3)*

4. *Force probante des expertises extrajudiciaires de la FMH et des expertises produites par les parties (c. 4.2.4).*

5. *L'expertise de la FMH est conforme aux règles de la procédure d'expertise de la FMH et répond aux conditions intrinsèques que les expertises médicales doivent remplir; il y a lieu de se fonder sur ses conclusions (c. 4.1-4.3.4). Sur la base de l'expertise, le lien de causalité naturelle entre l'intervention prétendument contraire au devoir de diligence et le dommage immatériel subi doit être nié; de ce fait, il s'avère superflu d'examiner les autres conditions de la responsabilité (c. 4.3.5-4.3.11).*

Sic I, 2011, n° 5, p. 313. «Viagra / Viaguara». Handelsgericht Bern vom 6. Juli 2010

Kennzeichenrecht Marken

MSchG 3 I c, 15. Wenn sich der Marktauftritt eines mit einer berühmten Marke (hier: «Viagra») verwechselbaren Zeichens (hier: «Viaguara») an das Image bzw. an die Kernbotschaft der berühmten Marke anlehnt, liegt eine Rufausbeutung vor. Der Versuch des Imagetransfers von Heilmitteln auf alkoholische Getränke führt aufgrund der Wertungswidersprüche zwischen den Produkten zu einer Rufbeeinträchtigung (E. III. 19-21)

Droit des signes distinctifs Marques

LPM 3 I c, 15. Il y a exploitation de la réputation d'autrui lorsque l'apparition sur le marché d'un signe qui prête à confusion (en l'espèce «Viaguara») avec une marque célèbre (en l'occurrence «Viagra») parasite l'image et le message

principal de la marque en question. La tentative de transposer l'image de marque d'un remède à une boisson alcoolique entraîne une atteinte à la réputation dès lors que ces produits véhiculent des valeurs opposées (consid. III. 19-21).

Genève / Genf

[ATAS/564/2010](#) (3) du 20.05.2010 (LAMAL). A/1682/2008. Recours contre la décision du 4 avril 2008. (avec un commentaire de CHRISTIAN VAN GESSEL, in : Plaidoyer 1/2011, p. 53.

L'annexe 1 de l'ordonnance du DFI sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie du 29 septembre 1995 (OPAS) énumère les prestations dont l'efficacité, l'adéquation ou le caractère économique ont été examinés par la Commission des prestations et dont les coûts sont ou ne sont pas pris en charge par l'assurance obligatoire des soins. Cette liste a un caractère exhaustif et contraignant. En l'espèce, les compléments alimentaires prescrits (produits vitaminés, protéiniques et oligo-éléments) ne figurent pas dans la liste des spécialités, dès lors qu'ils sont pris par voie orale. Or, les motifs retenus par la Commission pour exclure la prise en charge n'étant fondés sur aucune considération médicale, ils ne sont pas propres à lier le Tribunal et ce dernier peut donc examiner librement le caractère efficace, adéquat et économique du traitement prescrit (32 LAMaL). Ces conditions sont en l'espèce réalisées, le complément alimentaire en cause étant vital pour l'assuré et la pose d'une sonde n'étant par ailleurs pas exigible à l'endroit de l'assuré. Enfin, sous l'angle économique, ce traitement s'inscrit dans un rapport raisonnable avec le but poursuivi.

Grisons / Graubünden

PVG 2010, p. 66. 10. S 10 16 - Urteil vom 1. Juni 2010 (GR).

Sozialversicherung.

Invalidenversicherung. Medizinische Massnahmen. Geburtsgebrechen. Atypischer Autismus.

- Infantiler Autismus stellt ein Geburtsgebrechen dar, sofern er bis zum vollendeten 5. Lebensjahr erkennbar wird; es genügt, dass der Autismus objektiv hätte erkannt werden können, und es ist nicht vorausgesetzt, dass er tatsächlich innerhalb dieser zeitlichen Limite erkannt wurde (E. 1, 2).

- Voraussetzungen für den Anspruch auf Ergotherapie (E. 3).

Assicurazioni sociali.

Assicurazione per l'invalidità. Provvedimenti sanitari. Infermità congenita. Autismo atipico.

- *L'autismo infantile costituisce un'infermità congenita per quanto si sia manifestato prima del compimento del quinto anno di età; basta al riguardo che l'autismo avrebbe potuto essere oggettivamente riconosciuto mentre non è presupposto che sia anche realmente stato diagnosticato durante questo lasso di tempo (cons. 1, 2).*

- *Presupposti per il diritto a ergoterapia (cons. 3).*

Neuchâtel / Neuenburg

RJN 2009, p. 207. (INT.2009.45).

Conditions de prélèvement d'ADN sur un mineur. Voies de droit.

 [CHAC.2009.1](#)

RJN 2009, p. 150. (INT.2009.279).

Contrat médical. Absence de consentement du patient sur les aspects économiques. Couverture d'assurance d'une opération hors canton.

 [CC.2006.51](#)

Obwald / Obwalden

Verwaltungs- und Verwaltungsgerichtsentscheide des Kantons Obwalden, 2007 und 2008, Band XVIII, p. 93. Entscheid des Regierungsrat vom 7. Mai 2007.

Art. 1 Abs 1 und art. 45 StVG, art. 4a Spitalverordnung

Es widerspricht nicht übergeordnetem Recht, wenn das übrige Spitalpersonal- im Gegensatz zum obersten Kader – privatrechtlich angestellt ist.

Art. 60 und 72 KV

Ein Gesetz im formellen Sinn wird vom Kantonsrat erfassen und unterliegt dem fakultativen Referendum. Andere Kantone definieren den Begriff des formellen Gesetzes aufgrund dessen Inhalts. Dies Frage der Rechtsnatur des Spitalpersonals kann in einer altrechtlichen Verordnung des Kantonsrats, welche dem fakultativen Referendum unterstand, geregelt werden.

Saint-Gall / Sankt Gallen

Sic!, 2011, n° 2, p. 121. "Krankenversicherungsmakler", Handelsgericht St. Gallen vom 28. Januar 2010 Akten-Nr. HG.2009.213-HGP.

(Massnahmeentscheid) Irreführende Rabattierungsangaben als unlauterer Kundenfang Handelsgerichtspräsident; Gutheissung des Massnahmegesuches;

Wettbewerbsrecht Lauterkeitsrecht

UWG 3 a. Unnötig verletzend ist eine – allenfalls auch wahre – kritisierende Äusserung dann, wenn sie über das Ziel hinausschiesst und den Wettbewerber

bzw. seine Leistungen herabsetzt. Die Äusserung muss eine gewisse Schwere aufweisen, d.h. den Mitbewerber bzw. dessen Leistungen anschwärzen, also verächtlich machen (E. III.1).

UWG 3 b. Der Durchschnittskonsument versteht unter «Rabatt» einen Preisnachlass auf einer Leistung, nicht die Wahl einer anderen, günstigeren Alternative. Die unrichtige Behauptung, dem Kunden könne für das vergangene Jahr eine Gutschrift gewährt werden, stellt eine falsche und irreführende Angabe über die eigene Leistung mit dem Ziel dar, die Kunden zu einem Kassenwechsel zu animieren (E. III.2).

UWG 3 b. Mit der Bezeichnung «Konsumentenorganisation nach schweizerischem Recht» wird der Eindruck erweckt, es handle sich um eine nicht gewinnorientierte Organisation, die für die Interessen der Konsumenten eintritt. Wird auf diese Weise zu Unrecht vorgegeben, neutral und nicht gewinnorientiert zu sein, werden die Kunden über die wahren Geschäftsverhältnisse irreführt (E. III.2).

UWG 3 e. Die Kunden werden irreführt, wenn sie in erster Linie die errechneten Prämien miteinander vergleichen und dabei untergeht, dass diese auf unterschiedlichen Berechnungsgrundlagen beruhen – auch wenn allenfalls im Rahmen eines Beratungsgesprächs darauf hingewiesen würde. Wettbewerbswidrig erscheint ferner auch eine Grafik über die Entwicklung von «Monats-Prämien» von 1998–2007, wenn nicht offen gelegt wird, auf welcher Grundlage diese Aufstellung erstellt worden ist (E. III.3).

UWG 14. Eine Wiederholungsfahr ist jedenfalls zu vermuten, wenn neue Verstösse gegen das UWG glaubhaft gemacht werden können, nachdem ein wettbewerbswidriges Verhalten bereits früher abgemahnt wurde und der Wettbewerber ein lauterer Verhalten dabei ausdrücklich zugesichert hatte (E. III.5).

Droit de la concurrence Concurrence déloyale

LCD 3 a. Une déclaration critique – même vraie – est inutilement blessante lorsqu'elle est excessive et dénigre le concurrent ou ses prestations. La déclaration doit présenter une certaine gravité, c'est-à-dire dénigrer le concurrent, respectivement ses prestations, et ainsi le faire apparaître comme méprisable (consid. III.1).

LCD 3 b. Le consommateur moyen comprend le terme «rabais» comme une réduction du prix sur une prestation, et non pas comme le choix d'une alternative meilleur marché. L'affirmation inexacte selon laquelle une bonification peut être

octroyée au client pour l'année écoulée constitue une indication erronée et fallacieuse sur ses prestations dans le but d'inciter les clients à changer de caisse (consid. III.2).

LCD 3 b. La dénomination «organisation de consommateurs de droit suisse» crée l'impression qu'il s'agit d'une organisation sans but lucratif qui s'engage pour la défense des consommateurs. Lorsque l'on prétend ainsi à tort être neutre et sans but lucratif, il en résulte une tromperie sur les relations d'affaires (consid. III.2).

LCD 3 e. Les clients sont trompés lorsqu'il ne ressort pas clairement que les calculs de primes qu'ils effectuent reposent sur des bases de calcul différentes – même s'ils sont éventuellement rendus attentifs à cet élément lors d'un entretien. Apparaît également comme un acte de concurrence déloyale l'établissement d'un graphique sur l'évolution des «primes mensuelles» de 1998–2007, lorsque ses bases de calcul ne sont pas clairement indiquées (consid. III.3).

LCD 14. On doit toujours présumer l'existence d'un risque de récurrence lorsque de nouvelles infractions à la LCD peuvent être rendues vraisemblables, après que le concurrent déloyal avait déjà reçu une mise en demeure et qu'il avait expressément promis de se comporter loyalement (consid. III.5).

Soleure / Solothurn

Solothurnische Gerichtspraxis (SOG), 2009, p. 109. Gesundheitsgesetz. Verwaltungsgericht, Urteil vom 21. Dezember 2009 (VWBES.2009.336).

Das Verbot, in einem Restaurant zu rauchen, verstösst nicht gegen die grundrechte auf persönliche Freiheit und Wirtschaftsfreiheit. Zudem ist die kantonale Verordnung zum Schutz vor Passivrauchen gesetztes- und verfassungskonform und lehnt sich eng an die bundesrechtlichen Vorschriften an.

<http://www.old.so.ch/extappl/sog/daten/sog2009/sog2509.html>

Tessin/Ticino

Rivista ticinese di diritto, I – 2010 p. 755 n° 42c, CCC 14.7.2009 N. 16.2008.108.

Art. 397 seeg. CO. Contratto di mandato – intervento chirurgico – obbligo di informazione da parte del medico - consenso informato del paziente - responsabilità del medico - onere della prova. Se il paziente si è già sottoposto ad un medesimo intervento non è richiesta un'informazione dettagliata, resta il fatto che l'estensione dell'informazione dipende dalle particolarità del caso, in particolare dalle conoscenze e dalla formazione del paziente, così come dalle peculiarità dell'intervento prospettato. Ove il paziente rende verosimile di non essere stato adeguatamente informato, incombe al medico provare di avere sufficientemente delucidato il paziente e di aver ottenuto da questi il suo consenso informato prima dell'intervento. Anche se il medico non risulta avere violato nessuna regola dell'arte, egli sopporta le conseguenze della mancata

informazione al paziente, trattandosi di una violazione contrattuale. In questo caso il paziente deve essere posto nella situazione che avrebbe avuto se l'intervento non fosse stato svolto (restituzione dell'onorario).

Rivista ticinese di diritto, II – 2010 p. 187 n° 75, TCA 10.3.2010 N. 35.2009.95+96
Art. 4 LPGA ; 6 cpv. 1 LAINF. *Seduta dal parrucchiere – infezione batterica – lesione del cuoio capelluto – nozione di infortunio – causalità naturale e adeguata. Un'assicurata cha ha riportato una profonda ulcerazione con messa a nudo della galea del cuoio capelluto in sede parieto occipitale a destra quale risultato di un'infezione batterica da stafilococco dorato multi sensibile è rimasta vittima di un infortunio ai sensi dell'art. 4 LPGA. Infatti, secondo il criterio della verosimiglianza preponderante, l'agente patogeno non si è infiltrato all'interno del corpo dell'assicurata attraverso delle banali escoriazioni e dei graffi come se ne possono produrre quotidianamente, bensì attraverso una vera e propria lesione provocata dalla bruciatura del cuoio capelluto subita durante una seduta dal parrucchiere per fare delle mèches ai capelli mediante decolorazione con le cartine. Non vi è, poi, alcuna valida ragione per ritenere che la profonda ulcerazione del cuoio capelluto non costituisca una conseguenza naturale e adeguata dell'infezione da stafilococco aureo della lesione da ustione provocata dalla pasta decolorante. L'assicurata, dall'evento in questione, ha del resto ininterrottamente avvertito dei disturbi. Essa ha, inoltre, consultata per la prima volta il proprio medico curante a distanza di una settimana dalla seduta dal parrucchiere, siccome preoccupata per la presenza al lato destro del collo di un linfonodo – prova peraltro della presenza di un'infezione. Gli atti sono, di conseguenza, stat retrocessi all'assicuratore LAINF per definire il proprio obbligo a prestazioni.*

Rivista ticinese di diritto, II – 2010 p. 213 n° 45, TCA 1.2.2010 N. 32.2009.50
Art. 13, 5 cpv. 2, 8, LAI ; 1 cpv. 2 cifra 423 OIC. *Ritardo di maturazione delle vie visive – esclusione di un'infermità congenita – provvedimenti sanitari atti a migliorare la futura integrazione professionale – costi non a carico dell'Al. Il ritardo di maturazione visiva presentato da un assicurato nato nel marzo 2008 non è un'infermità congenita. La patologia di cui soffre l'assicurato, infatti, essendo da ricondurre a un ritardo nello sviluppo delle vie visive con, a mente degli specialisti, prognosi favorevole sull'arco di 18-24 mesi e non a una malformazione o affezione congenita del nervo ottico, non costituisce un'infermità congenita ai sensi della cifra 423 OIC, né è prevista da un'altra cifra dell'OIC. Egli non ha, pertanto, diritto*

ai provvedimenti sanitari, segnatamente di una "stimolazione visuale" (prestazione erogata da istituti che collaborano con il Servizio ortopedagogico itinerante cantonale – SOIC) di cui l'assicurato – il cui stato patologico è ancora labile – necessita al fine di migliorare la sua futura integrazione professionale o/e capacità di guadagno non possono essere messi a carico dell'AI, in quanto vengono assunti interamente dal Dipartimento dell'educazione, della cultura e dello sport.

Rivista ticinese di diritto, II – 2010 p. 214 n° 50, TCA 15.2.2010 N. 32.2009.143
 Art. 6 cpv. 1 OAI ; 8, 17 LAI. *Impiegata di commercio con forte riduzione visiva a un occhio – diniego del diritto a provvedimenti professionali. La capacità lavorativa di un'assicurata nella sua attività di impiegata di commercio per la quale dispone di un attestato federale di capacità va ritenuta completa nonostante la stessa presenti, a causa di un infortunio, una forte riduzione visiva all'occhio destro (2-3/10 con correzione) e ciò anche nell'eventualità di un peggioramento della tale patologia. In effetti, da una parte, il medico oftalmologo curante, interpellato dal TCA, si è limitato a indicare che la forte riduzione visiva di un occhio e, di conseguenza, anche la riduzione della funzione binoculare possono sicuramente rendere più difficile lo svolgimento di un'attività quale impiegata di commercio nella quale viene utilizzato il PC per la maggior parte del tempo lavorativo, senza però attestare un preciso grado d'inabilità lavorativa. Dall'altra, benché sia vero che nell'ambito della 5° revisione dell'AI e alla luce della recente giurisprudenza del Tribunale federale é ritenuta sufficiente una minaccia di invalidità quale presupposto al diritto a provvedimenti d'integrazione, secondo le indicazioni di un professore medico, specialista in oftalmologia, fatte proprie dall'Alta Corte in una sentenza relativa a un assicurato disegnatore/architetto che a seguito di un infortunio aveva perso la visione binoculare e stereoscopica, è sufficiente la visione monoculare per l'exercizio di attività implicanti l'uso del computer. L'assicurata, del resto, dopo l'infortunio ha lavorato ancora alcuni anni quale segretaria. La medesima non ha, dunque, diritto a provvedimenti professionali (riformazione professionale) dell'AI.*

Rivista ticinese di diritto, II – 2010 p. 233 n° 54, TCA 10.3.2010 N. 36.2009.155
 Art. 32, 24 seg., 56 cpv. 1 LAMal ; 3 cpv. 1 LPGa. *Ginecomastia – intervento di mastectomia sottocutanea bilaterale – assunzione dei costi da parte dell'assicuratore malattia obbligatoria – necessità di ulteriori accertamenti. Una cassa malati non può negare la necessità medica – e quindi l'assunzione dei costi – di un intervento di mastectomia sottocutanea bilaterale a cui si è sottoposto un assicurato affetto di ginecomastia (ingrandimento troppo importante del seno maschile) bilaterale senza preventivamente chiarire sufficientemente i fatti. In particolare l'assicuratore malattia avrebbe almeno dovuto chiedere ai medici*

curanti dell'assicurato il risultato degli esami endocrinologici e di quali disturbi questi soffrisse prima dell'intervento e quali medicinali avesse assunto in passato, nonché la presenza e la durata dei disturbi. Gli atti sono stati, pertanto, in casu, rinviati all'assicurazione malattia obbligatoria perché, dopo avere proceduto a un complemento istruttorio, si prononci nuovamente sulla richiesta di assunzione dei costi.

Thurgovie / Thurgau

RBOG 2009 N. 27 Obergericht, 12. Januar 2009, ZR.2008.89 (TG).

Kantonales Recht. Parteientschädigung bei fürsorglicher Freiheitsentziehung; Präzisierung von RBOG 1994 Nr. 19 (§§ 75 Abs. 1, § 255 ZPO; Art. 397f ZGB)

Valais / Wallis

Revue valaisanne de jurisprudence, n° 2, 2011, p. 201. ATC (Cour des assurances sociales) du 8 juin 2009, Sansan Assurances SA c. Office cantonal AI du Valais (VS)

Assurance-invalidité.

Mesures médicales; infirmité congénitale; coordination des prestations.

Le droit aux mesures médicales en cas d'infirmités congénitales est réglementé à l'art. 13 LAI.

- Est réputée infirmité congénitale toute maladie présente à la naissance accomplie de l'enfant (art. 3 al. 2 LPGA).

- Le concours de plusieurs mesures médicales prodiguées dans un traitement hospitalier qui, prises séparément, relèvent du domaine de compétence d'une assurance distincte et qui sont certes appliquées en même temps, mais concernent des atteintes à la santé que l'on peut délimiter les unes des autres, ne doit en principe pas entraîner l'application de l'art. 64 al. 3 LPGA.

Invalidenversicherung.

Medizinische Massnahmen; Geburtsgebrechen; Leistungskoordination.

- Der Anspruch auf medizinische Massnahmen bei Geburtsgebrechen ist in Art. 13 IVG geregelt.

- Als Geburtgebrechen gelten diejenigen Krankheiten, die bei vollendeter Geburt bestehen (Art. 3 Abs. 2 ATSG).

- Wie sich die Leistungspflicht bei mehreren, auf unterschiedlichen Ursachen beruhenden, aber - aus medizinischen Zweckmässigkeitsüberlegungen - im

Rahmen derselben stationären Heilbehandlung therapierten Schäden bestimmt, wird in Art. 64 Abs. 3 ATSG nicht geregelt.

Vaudt/Waad

JDT 2011 III p. 50-52 Chambre des tutelles (CTUT 12 avril 2010/67) (VD)

« tourisme » de la procréation médicalement assistée, curateur de l'enfant. Enfant née en 2009 et n'ayant de lien de filiation qu'avec sa mère, puisque née des suites d'une insémination avec donneur pratiquée à Barcelone. Curatelle ordonnée de l'enfant selon l'art. 309 al. 1^{er} CC; recours de la mère contre cette curatelle, une demande d'enregistrement de partenariat de personnes de même sexe ayant été déposée par la mère entre temps. Recours admis en raison de l'impossibilité de lever en droit espagnol l'anonymat du donneur pour l'établissement d'un lien de filiation avec le père. Question de l'intérêt de l'enfant.

[Avec note de Denis Piotet]

Zurich / Zürich

(URT.2010.12594) 4. Abteilung/4. Kammer Endentscheid vom 08.09.2010 kantonale Volksabstimmung / Stimmrechtsbeschwerde.

Abstimmung über die "Zürcher Medikamentenabgabe-Initiative" Darin, dass der Regierungsrat den angefochtenen Entscheid gefällt hat, ohne zuvor dem Beschwerdeführer die eingegangenen Rechtsschriften zuzustellen oder ihn davon anderweitig in Kenntnis zu setzen, liegt eine Gehörsverweigerung (E. 2.3). Die Gehörsverletzung ist mit dem vorliegenden Beschwerdeverfahren geheilt (E. 2.4). Im Abstimmungskampf erfolgten irreführende Aussagen durch Private (E. 3.5). Die Aufhebung einer Abstimmung fällt nur unter grösster Zurückhaltung und bei ganz schwerwiegenden Verstössen in Betracht. Dies ist insbesondere der Fall, wenn falsche bzw. irreführende Behauptungen durch Private zu einem so späten Zeitpunkt erhoben werden, dass es den Stimmberechtigten unmöglich ist, sich ein zuverlässiges Bild von den tatsächlichen Verhältnissen zu machen (E. 3.7). Vorliegend vermochten die Gegner der Initiative die Sachlage gegenüber einem breiten Publikum richtigzustellen (E. 3.7.1). Die Stimmberechtigten konnten sich mit geringstem Aufwand über den tatsächlichen Gegenstand der Abstimmung informieren (E. 3.7.2). Die mehrheitliche Zustimmung zur Initiative in den Landgebieten ist kein Indiz für ein verfälschtes Abstimmungsergebnis (E. 3.7.3). Es ist davon auszugehen, dass der Wille der Bevölkerung im Abstimmungsergebnis unverfälscht zum Ausdruck gekommen ist. Eine Verletzung der Abstimmungsfreiheit liegt nicht vor (E. 3.8). Es bestand keine behördliche Pflicht für eine zusätzliche Informationsabgabe an die Bevölkerung (E. 4.3). Soweit die Erläuterungen in der Abstimmungszeitung beanstandet worden waren, ist der Regierungsrat auf den Stimmrechtsrekurs zu Recht nicht eingetreten. Wenn

darauf dennoch einzutreten gewesen wäre, hätte der Rekurs ohne Rechtsverletzung abgewiesen werden können (E. 5.2 f.). Abweisung.


 [VB.2010.00296](#)

(URT.2010.12563) 3. Abteilung/3. Kammer Endentscheid vom 26.08.2010.
Bewilligung zur Anstellung einer Psychotherapeutin.

Verweigerung der Bewilligung zur Beschäftigung einer Psychotherapeutin.

Die Direktbeschwerde an das Verwaltungsgericht ist aufgrund des intertemporalen Verfahrensrechts zulässig (E. 1.1).

Die Auslegung einer Übergangsbestimmung der Psychotherapieverordnung (§ 26 Abs. 2 PsyV) ergibt, dass Personen, die vor dem 1. Juni 2005 als unselbständige, nichtärztliche Psychotherapeut(inn)en tätig waren, ohne die seit diesem Zeitpunkt geltenden Anforderungen an die Erstausbildung zu erfüllen (§ 17 Abs. 2 lit. b PsyV), diese Tätigkeit ohne zeitliche Beschränkung weiterhin ausüben dürfen. Ersucht eine selbständig tätige Ärztin um Beschäftigung einer solchen Person, so muss die Bewilligung entgegen der Auffassung der Gesundheitsbehörden unabhängig davon erteilt werden, ob das Gesuch vor oder nach dem 31. Mai 2008 gestellt wurde und ob es sich um eine Stelle in der gleichen oder einer anderen Arztpraxis handelt (E. 4.3). Gutheissung (E. 5).

 [VB.2010.00161](#)

(URT.2010.12562) 3. Abteilung/3. Kammer Endentscheid vom 26.08.2010.
Bewilligung zur selbständigen Berufsausübung als Ärztin.

Verweigerung der Wiedererteilung einer Berufsausübungsbewilligung. [2002 hatten die Zürcher Gesundheitsbehörden der Beschwerdeführerin die Bewilligung zur selbständigen Berufsausübung als Ärztin entzogen, da sie Medikamente, die unter die Betäubungsmittelgesetzgebung fallen, an Drogensüchtige abgegeben hatte, und weil sie selber betäubungsmittelabhängig war. Nachdem der Kanton Waadt der Beschwerdeführerin 2009 eine Berufsausübungsbewilligung erteilt hatte, ersuchte sie die Zürcher Behörden 2010 vergeblich um Wiedererteilung einer Bewilligung.]


Die Direktbeschwerde an das Verwaltungsgericht ist aufgrund des intertemporalen Verfahrensrechts zulässig (E. 1.1).

Medizinalberufe- und binnenmarktrechtliche Voraussetzungen zur Erteilung einer Berufsausübungsbewilligung (E. 2).

Die Auflage der Gesundheitsbehörden, die Beschwerdeführerin habe zum Nachweis der Wiedererlangung ihrer Vertrauenswürdigkeit eine zweijährige Suchtmittelfreiheit zu belegen, erweist sich als angemessen, nachdem sie ihre Suchtmittelabhängigkeit im Zusammenhang mit dem früheren Bewilligungsentzugsverfahren zwei Mal zu Unrecht bestritten hatte (E. 3.5).

Die Gesundheitsbehörden verweigerten die Wiedererteilung der Berufsausübungsbewilligung zu Recht: An der Suchtmittelfreiheit der Beschwerdeführerin bestehen weiterhin Zweifel, die weder durch ein Parteigutachten noch durch Arbeitszeugnisse ausgeräumt werden konnten (E. 4.3). Aus der Bewilligungserteilung im Kanton Waadt kann die Beschwerdeführerin keinen binnenmarktrechtlichen Anspruch auf Erteilung einer Bewilligung im Kanton Zürich ableiten, zumal die Waadtländer Behörden über die früheren Beanstandungen im Kanton Zürich nicht umfassend informiert waren (E. 4.4). Abweisung (E. 5).

 [VB.2010.00287](#)

 [VB.2011.00046](#) (URT.2011.13064) 3. Abteilung/Einzelrichter Spitaltaxen

Einforderung von Spitaltaxen. Endentscheid vom 03.03.2011

Dem Lauf der Beschwerdefrist und der Einreichung der Beschwerde kommt von Gesetzes wegen die aufschiebende Wirkung zu, weshalb sich der entsprechende Antrag als gegenstandslos erweist (E. 2). Der Einspracheentscheid wurde vom hierfür zuständigen Stadtrat getroffen und die Mitteilungsform entspricht den Anforderungen von § 10 VRG (E. 3.2). Bezüglich der Zustellung der Spitalrechnung liegt keine Verletzung des Anspruchs auf rechtliches Gehör vor (E. 3.3). Rechtsgrundlagen betreffend das Verfahren zur Einforderung eines öffentlich-rechtlichen geldwerten Anspruchs (E. 3.4.1). Die Kosten für ambulante Behandlungen im Spital stellen eine Benutzungsgebühr für die Beanspruchung von Dienstleistungen einer öffentlich-rechtlichen Anstalt dar. Es handelt sich um eine öffentlich-rechtliche Geldforderung (E. 3.4.2). Die erste Gebührenverfügung war wegen eines formellen Mangels aufgehoben worden, was zur Folge hatte, dass der Beschwerdeführer erneut betrieben werden konnte. Der Beschwerdegegnerin war es sodann nach Massgabe der erwähnten Praxis möglich, im Rahmen der neu erlassenen Gebührenverfügung den Beschwerdeführer wiederum zur Bezahlung des noch ausstehenden Betrags zu verpflichten und gleichzeitig den Rechtsvorschlag aufzuheben (E. 3.4.3). Ob es sich bei der Gebührenforderung um eine zivilrechtliche Streitigkeit im Sinn von Art. 6 Ziff. 1 EMRK handelt, kann offen bleiben. Jedenfalls verletzt die Aufhebung des Rechtsvorschlags durch die in der Sache entscheidende Verwaltungsbehörde den Anspruch auf ein unabhängiges und unparteiisches Gericht gemäss Art. 6 Ziff. 1 EMRK bzw. Art. 29 Abs. 1 BV schon deshalb nicht, weil der Schuldner gegen den

*Verwaltungsentscheid und damit auch gegen die Beseitigung des Rechtsvorschlags die entsprechenden Rechtsmittel ergreifen kann (E. 3.4.4).
Abweisung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten wird.*

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

BAZIN H., Histoire des refus vaccinaux, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, Tome 194, Nos 4 et 5, Avril-Mai 2010, p. 705.

COHEN P. J., Medical marijuana 2010 : it's time to fix the regulatory vacuum, *The journal of law, medicine and ethics*, vol. 38:3, Fall 2010, p. 654.

DE BEER D., "Le brevet et l'accès aux médicaments essentiels: le pas de danse des juristes ou la difficulté de la mise en responsabilité", in *Traduire nos responsabilités planétaires. Recomposer nos paysages juridiques*, Ch. Eberhard (dir.), Bruxelles, Bruylant, 2008, p. 199.

FANNING J. / GLOVER-THOMAS N., Take this Medicine : The Legality of Prescription Incentive Schemes, Commentary R (on the Application of the Association of the British Pharmaceutical Industry) v Medicines and Healthcare Products Regulatory Agency, *Medical Law Review*, 18, Number 3, Autumn 2010, p. 417.

FARRELL A.-M., BRAZIER M., Consent for blood transfusion, *BMJ* 341:c4336 (Published 24 August 2010).

FANTONI-QUINTON S. ET AL., Illicit Drugs, Testing, Prevention and Work in France: Ethical and Legal Issues, *Medicine and law*, vol. 29, no 3, 2010, p. 353.

FAURAN B., Précaution, prévention et gestion des risques dans le domaine du médicament: la nécessité d'une application rationalisée, *Revue de droit sanitaire et social (RDSS)*, n° 6, novembre-décembre 2010, p. 1113.

HAWKES N., COHEN D., Drug Regulation: What makes an orphan drug? *BMJ* 341:c6459 (Published 16 November 2010).

KESSELHEIM AS., Using Market-Exclusivity Incentives to Promote Pharmaceutical Innovation, *New England Journal of Medicine*, 363 (2010), p. 1855.

LEE S. B., Informed consent: Enforcing pharmaceutical companies' obligations abroad, *Health and human rights*, vol. 12, n° 1, 2010, p. 15.
<http://www.hhrjournal.org/index.php/hhr/article/view/200/316>

MAIER VIÑAS N., RAPIN C., Droit à la santé et droit de propriété intellectuelle, In : *Le droit de la santé : aspects nouveaux : rapports des contributeurs suisses aux journées internationales 2009* [de l'] Association Henri Capitant, Neuchâtel, 2010, p.173.

MILLER R., Establishing a « duty of care » for pharmaceutical companies, *Hastings center report*, vol. 40, no. 6, November – December 2010, p. 19.

PINXTEN W. AND AL. Access to investigational medicinal products for minors in Europe: ethical and regulatory issues in negotiating children's access to investigational medicines. *Journal of Medical Ethics*, 36 (2010), p. 791.

RIDLEY DB AND AL. Introduction of European priority review vouchers to encourage development of new medicines for neglected diseases. *Lancet*, 376 (2010), p. 922.

ROOS J. C. P., HYRY H. I., COX T. M., Orphan drug pricing may warrant a competition law investigation, *BMJ* 341:c6471 (Published 16 November 2010).

TRUCHET D., L'avenir de l'obligation vaccinale : aspects juridiques, *Bulletin de l'académie nationale de médecine*, T. 194, avril mai 2010, n° 4 et 5, p. 733.

WRANA M., Neubewertung der Arzneimittelgewährung nach den Grundsätzen des „Off-label-use“ (BSG, NJOZ 2010, 464, NJW 2010, 3118 L), *NJW* 42/2010, p. 3068.

BRUN P., Raffinements ou faux-fuyants ? : Pour sortir de l'ambiguïté dans le contentieux du vaccin contre le virus de l'hépatite B, *recueil Dalloz*, n° 5, 3 février 2011, p. 316

DANISHEVSKIY K., MCKEE M., Tobacco: a product like any other?, *Health Economics, Policy and Law*, vol. 6, part 2, 2011, p. 265.

FAURAN B., Précaution, prévention et gestion des risques dans le domaine du médicament : la nécessité d'une application rationalisée, *RDSS*, n°6, novembre-décembre 2010, p. 1113

GASCON A., L'affaire du Mediator vue par le droit pénal (Premiers essais), *Revue Droit & Santé*, N° 40, mars 2011, p. 107.

GREENE JA AND AL., Why do the same drugs look different? pills, trade dress, and public health. *New England Journal of Medicine*, 365 (2011), p. 83.

JANSEN RM., Dissemination of information on the off-label (unapproved) use of medication: a comparative analysis, *Medicine and Law*, Mar;30(1), 2011, p. 115.

JÄRVINEN T.L.N. ET AL., The true cost of pharmacological disease prevention, *BMJ*, 2011;342: d2175.

KESSELHEIM A. S., Off label drug use and promotion: balancing public health goals and commercial speech, *American journal of law & medicine*, vol. 37, nrs 2 & 3, p. 225.

KLASMEIER C., REDISH M. H., Off label prescription advertising, the FDA and the first amendment: a study in the values of commercial speech protection, *American journal of law & medicine*, vol. 37, nrs 2 & 3, p. 315.

LAUDE A., Dans la tourmente du Mediator : prescription hors AMM et responsabilités, *Recueil Dalloz*, 2011 (à paraître).

MARKS J. H., On regularity and regulation, health claims and hype, *Hastings center report*, vol. 41, no. 4, july-august 2011, p. 11.

MENTZAKIS E., STEFANOWSKA P., HURLEY J., A discrete choice experiment investigating preferences for funding drugs used to treat orphan diseases : an

exploratory study, *Health economics, policy and law*, vol. 6, part 3, July 2011, p. 405.

MOINE-DUPOIS I., Vulnérabilité et difficultés d'accès à la santé dans le contexte du commerce international du médicament, In: ROUVIÈRE F. (DIR.), *Le droit à l'épreuve de la vulnérabilité: étude de droit français et de droit comparé*, Bruxelles, Bruylant, 2011, p. 201.

NAU Y., « Non aux « salles de shoot »! » : une pièce française en trois actes, *Revue médicale suisse*, n° 280, 2 février 2011, p. 326.

PEIGNE J., la promotion des médicaments génériques à l'épreuve du droit des marques, *Gazette du Palais*, 2011, p. 548.

SIRANYAN V., VAN DEN BRINK Hélène, Les services pharmaceutiques cognitifs en Europe : entre utopie et réalité, *Revue générale de droit médical*, N° 39, 2011, p. 181.

SOIGNIGBE M., Le droit d'accès aux médicaments et l'accord sur les ADPIC : une lecture à la lumière des droits de l'homme, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 3/2011, p. 501.

Assurances sociales

LHERNOULD J.-PH., Professionnels de la santé et assurance maladie dans un espace européen sans frontières, *Revue de droit sanitaire et social (RDSS)*, n° 6, novembre-décembre 2010, p. 1004.

PACHOD J., OILLIC-TISSIER C., ANTONI A., La prévention, priorité de la branche accidents du travail et maladies professionnelles, *Revue de droit sanitaire et social (RDSS)*, n°4, juillet-août 2010, p. 628.

PIERRE P., Assurance, responsabilité et santé: réflexions sur une trilogie en devenir, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social (RDSS)*, hors-série 2010, p. 7.

VIOUJAS V., L'hôpital et l'assurance maladie : les stratégies d'un aveugle pour recouvrer la vue, *Revue de droit sanitaire et social (RDSS)*, n° 4, juillet - août 2010, p. 677.

ANDRE J.-M., TURQUET P., L'assurance maladie complémentaire en France : état des lieux et perspectives, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, N°2, Mars-Avril 2011, p. 210.

BROOK RH., Is choice of physician and hospital an essential benefit? *Journal of American Medical Association*, 305 (2011), p. 195.

CARON M., VERKINDT P.-Y., Le droit de la sécurité sociale confronté aux nouveaux risques professionnels, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, N°4, Juillet-Août 2010, p. 593.

CROIZE G., Citoyens, patients, assurés sociaux, à vos devoirs !, *Revue Droit & Santé*, N° 40, mars 2011, p. 120.

DEL SOL M., La construction juridique du marché de l'assurance santé en Europe, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, N°2, Mars-Avril 2011, p. 197.

DURAND R., Santé au travail : une obligation de sécurité de résultat, *Droit déontologie & soins*, vol. 11, no 1, p. 52.

GIRER M., La responsabilité du patient en sa qualité d'assuré social : un concept vertueux ?, *Revue générale de droit médical*, n° 39, juin 2011, p. 45.

HUGUIER M. ET AL., Assurance maladie : un état des lieux, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, t. 194, no 6, juin 2010, p. 1095.

KAUFMANN O., La coexistence de l'assurance sociale et de l'assurance maladie privée en Allemagne, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, N°2, Mars-Avril 2011, p. 224.

KOBER-SMITH A., La place et le rôle de l'assurance privée dans le système de santé britannique, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, N°2, Mars-Avril 2011, p. 257.

LHERNOULD J.-P., Professionnels de santé et assurance maladie dans un espace européen sans frontières, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, N°6, Novembre-Décembre 2010, p. 1004

MARTIN P., L'assurance privée et la santé en Espagne : pertinence d'une couverture « en doublon », *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, N°2, Mars-Avril 2011, p. 247

MILHAUD G., LAGRAVE M., Historique de l'assurance maladie, de sa création à nos jours, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, t. 194, no 6, juin 2010, p. 1123.

PACHOD J., OILLIC-TISSIER, ANTONI ANDRE, La prévention, priorité de la branche accidents du travail et maladies professionnelles, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, N°4, Juillet-Août 2010, p. 628.

TURNER B., Le rôle des assurances maladie privées dans le système de santé irlandais, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, N°2, Mars-Avril 2011, p. 267.

WIERINK M., Contrats collectifs et contrats d'entreprise dans l'assurance santé aux Pays-Bas, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, N°2, Mars-Avril 2011, p. 237.

Droits des patients, droit de la personnalité

CONWAY PH. Improving Access to Health Care Data. *Journal of American Medical Association*, 304 (2010), p. 1007-1008.

DORSCHIEDT J. H.H.M., Developments in Legal and Medical Practice Regarding the Unborn Child and the Need to Expand Prenatal Legal Protection, *European journal of health law*, vol. 17, n° 5, p. 433.

DURAND R., Le régime de protection civile des incapables majeurs, *Droit, déontologie & soin*, vol. 10, n° 3, septembre 2010, p. 279.

FOVARGUE S. AND AL. One step forward, two steps back ? The GMC, the common law and informed consent. *Journal of Medical Ethics*, 36 (2010), p. 484.

HABOUBI C., Autonomie de la personne et consentement en droit européen, *Droit, déontologie & soin*, vol. 10, n° 4, décembre 2010, p. 370.

HUSTER S., Eigenverantwortung im Gesundheitsrecht, *Ethik Med* (2010) 22: p. 289.

KUTZER K., Ärztliche Pflicht zur Lebenserhaltung unter besonderer Berücksichtigung des neuen Patientenverfügungsgesetzes, *MedR* (2010) 28, p. 531.

MINKOFF H, DRAPKIN LYERLY A., Samantha Burton and the rights of pregnant women twenty years after *In re A.C.*, *Hastings center report*, vol. 40, no 6, November-December 2010, p. 13.

OLZEN D., SCHNEIDER F., Das Patientenverfügungsgesetz (PatVG) vom 1.9.2009 – Eine erste Bilanz Unter besonderer Berücksichtigung der Auswirkungen auf die Unterbringung psychisch Kranker, *MedR Medizinrecht*, Volume 28, Number 11, p. 745.

OSUNA E., Legal Protection of Informed Consent of Minors, *Medicine and law*, vol. 29, no 2, 2010, p.217.

PRIEUR S., Nouvelles précisions sur le droit à l'information médicale et sa sanction, *Revue générale de droit médical*, N° 36 2010, p. 233.

POWERS BJ. AND AL. Can This Patient Read and Understand Written Health Information. *Journal of American Medical Association*, 304 (2010), p. 76.

RID A., WENDLER D., Can we improve treatment decision-making for incapacitated patients?, *Hastings Center Report*, vol. 40, no 5, September-October 2010, p. 37.

ROULHAC C., La reconnaissance du caractère discriminatoire du dispositif d'accès aux soins des étrangers en situation irrégulière à Mayotte : une illustration de l'applicabilité et de l'universalité des droits sociaux (Commentaire de la délibération de la HALDE n° 2010-87 du 1^{er} mars 2010), *Revue de droit sanitaire et social (RDSS)*, n° 4, juillet - août 2010, p. 591.

SAINT-MARTIN A., Le secret médical et le patient (II), *Revue Droit & Santé*, N° 36, juillet 2010, p. 326.

SAUER F., Emergence des droits des patients européens, *Gazette du palais*, 2010, p. 3187. (no 303, 30 octobre 2010 p. 19)

STAUCH M., Die Pflichten eines Krankenhauses nach Art. 2 der Europäischen Menschenrechtskonvention, den Suizid eines Patienten zu verhindern, Entscheidung des englischen House of Lords vom 10. Dezember 2008, *Zeitschrift für Europäisches Privatrecht*, 3/2010, p. 680.

WIESING U. AND AL. A new law on advance directives in Germany. *Journal of Medical Ethics*, 36 (2010), p. 779.

ZORN-MACREZ C., « Chronique martienne » des données de santé numérisées, Brèves observations sur une réglementation surréaliste *Revue Droit & Santé*, N° 36, juillet 2010, p. 331.

AFROUKH M., La condition d'accès aux soins dans le pays d'origine revisité par le Conseil d'Etat français, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 86/2011, p. 325.

COEPPICUS R., Offene Fragen zum „Patientenverfügungsgesetz“, *NJW*, 29/2011, p. 2091.

CSETE J., COHEN J., Health benefits of legal services for criminalized populations : The case of people who use drugs, sex workers and sexual and gender minorities, *The journal of law, medicine and ethics*, Vol 38 :4, winter 2010, p. 816.

DAMM R., Personalisierte Medizin und Patientenrechte: Medizinische Optionen und medizinrechtliche Bewertung, *Medizinrecht*, Volume 29, Number 1, p. 7.

FLOCH M., BOLES J.-M., Effectivité de la personne de confiance et des directives anticipées : évaluation de procédures institutionnelles au CHRU de Brest, *Revue générale de droit médical*, n° 39, juin 2011, p. 7.

FLORA L., Acteur, auteur de sa santé jusqu'au dernier souffle, *Revue générale de droit médical*, N° 38, 2011, p. 239.

FRIOURET L., Le contradictoire en matière d'hospitalisation d'office, *Revue générale de droit médical*, N° 38, 2011, p. 255.

GAREL M. AND AL., Ethically complex decisions in the neonatal intensive care unit: impact of the new French legislation on attitudes and practices of physicians and nurses, *Journal of Medical Ethics*, 37 (2011), p. 240.

HALLIDAY S., Legislating to give effect to precedent autonomy: comparative reflections on legislative incompetence, *Medical law international*, vol. 11, no 2, 2011, p. 127.

HENNETTE-VAUCHEZ S., Vademecum [sur le droit à l'avortement] à l'usage de la Cour européenne des droits de l'homme : la théorie féministe au secours d'une juridiction menacée de splendide isolement, *Recueil Dalloz*, n° 20, 26 mai 2011, p. 1360.

KLEIN N., La justification des atteintes médicales au corps humain, *Revue générale de droit médical*, n° 39, juin 2011, p. 117.

LAUFS A., Der aktuelle Streit um das alte Problem der Willensfreiheit. Eine kritische Bestandsaufnahme aus juristischer Sicht, *Medizinrecht*, Volume 29, Number 1, p. 1.

MOURON P., L'exposition d'un détenu au tabagisme passif : un traitement dégradant au sens de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'Homme (Note sous CEDH, 3^e sect., 14 sept. 2010, Florea c/ Roumanie, n°37186/03), *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, N°1, Janvier-Février 2011, p. 86.

PIET E., Le viol : un problème de société, un problème de santé publique, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, t. 194, no 8, novembre 2010, p. 1535.

RENAUDIE O., L'hospitalisation sans consentement devant le juge constitutionnel (Note sous Cons. Const., 26 novembre 2010, n°2010-71 QPC), *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, N°2, Mars-Avril 2011, p. 304.

REYNIER M., Sacralité du corps humain, *Revue Droit & Santé*, N° 40, mars 2011, p. 125.

RENK M., « Ça ne va vraiment pas mais ne dites rien à mes parents ! » : réflexions sur les adolescents en situation de crise, *SNM news : Bulletin officiel de la société neuchâteloise de médecine*, n° 66, p. 15.

SALAKO SE., Informed consent under the European Convention on Biomedicine and the UNESCO Declaration on Bioethics, *Medicine and Law*, 2011 Mar;30(1), p. 101.

SCHOCKENHOFF E., Ethische Aspekte der anonymen Kindsabgabe, *Ethik in der Medizin*, Volume 23, Number 2 / June 2011, p. 143.

SESSUMS LL. AND AL., Does this patient have medical decision-making capacity? *Journal of American Medical Association*, 305 (2011), p. 420.

Ethique biomédicale

CURTIS JR. VINCENT JL., Ethics and end-of-life care for adults in the intensive care unit, *Lancet*, 376 (2010), p. 1347.

GLASSON C., La réflexion éthique au sein des établissements de santé: où en est-on, *Revue de droit sanitaire et social (RDSS)*, n° 6, novembre-décembre 2010, p. 1102.

STOLTZFUS JOST T., Oversight of marketing relationships between physicians and the drug and device industry : a comparative study, *American journal of law & medicine*, vol. 36, nr 2 & 3, 2010, p. 326.

CAMPBELL A. T. AND AL., How bioethics can enrich medical-legal collaborations, *The journal of law, medicine and ethics*, Vol 38 :4, winter 2010, p. 847.

FALL M., Assurances et test génétiques : les lois de bioéthique face aux campagnes de dépistage, *Revue générale de droit médical*, N° 38, 2011, p. 223.

GLASSON C., La réflexion éthique au sein des établissements de santé : ou en est-on ?, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, N°6, Novembre-Décembre 2010, p. 1102.

HARDY J., Acharnement thérapeutique – De l'éthique au droit, *Revue générale de droit médical*, N° 38, 2011, p. 295.

LANTOS J AND AL., Clinician integrity and limits to patient autonomy, *Journal of American Medical Association*, 305 (2011), p. 495.

LEPORA C., MILLUM J., The tortured patient : a medical dilemma, *Hastings center report*, Vol. 41, no 3, May-June 2011, p. 38.

MIRKOVIC A., Loi de bioéthique : deviens ce que tu es !, *Revue générale de droit médical*, N° 38, 2011, p. 329.

NELSON L., ASHBY B., Rethinking the ethics of physician participation in lethal injection execution, *Hastings center report*, Vol. 41, no 3, May-June 2011, p. 28.

NORDHAUG M., NORTVEDT P., Justice and Proximity: Problems for an Ethics of Care, *Health care analysis*, Volume 19, Number 1, p. 3.

SKEGG PDG, A fortunate experiment? : New Zealand's experience with a legislated Code of Patients' Rights, *Medical law review*, vol. 19, nr 2, 2011, p. 235.

VALENTIN A., LUF G., POPETSKI C., Epidemiologie Studien in der Intensivmedizin - Neuland und Gaubereich für Ethikkommissionen, *RdM*, 01, Februar 2011, p. 17.

Euthanasie et fin de vie

CAMPBELL C. S., COX J. C., Hospice and physician assisted death: collaboration, compliance and complicity, *Hastings Center Report*, vol. 40, no 5, September-October 2010, p. 26.

DRESSER R., Brain imaging and courtroom deception, *Hastings Center Report*, vol. 40, no 6, November-December 2010, p. 7.

GAEDE K., Durchbruch ohne Dammbbruch: rechtssichere Vermessung der Grenzen strafloser Sterbehilfe (BGH, NJW 2010, 2963), *NJW*, 40/2010, p. 2925.

GILBERT M., METTLER D., Confidentialité et partage d'information en soins palliatifs : quelles représentations chez les professionnels? : une recherche qualitative, *Revue internationale de soins palliatifs*, 25 (3), 2010, p. 105.

GUILLOD O., Soins et respect de la volonté du patient en fin de vie : rapport général, In : *Le droit de la santé : aspects nouveaux : rapports des contributeurs suisses aux journées internationales 2009* [de l'] Association Henri Capitant, Neuchâtel, 2010, p. 5.

LEMMENS C., End of Life Decisions and Pregnant Women: Do Pregnant Women Have the Right to Refuse Life Preserving Medical Treatment? : A Comparative Study, *European journal of health law*, vol. 17, n° 5, p. 485.

LEONETTI J., Le suicide assisté : un point de vue français, *Médecine & droit*, n° 104, p. 139.

NAIR-COLLINS M., Death, brain death and the limits of science : why the whole-brain concept of death is a flawed public policy, *The journal of law, medicine and ethics*, vol. 38:3, Fall 2010, p. 667.

NAU J.-Y., le respect dû au corps humain cesserait-il avec la mort?, *Revue médicale suisse*, n° 265, 266 & 267, 6,13 & 20 octobre 2010, p. 1890, 1934 & 1988.

PICOZZI M., Il pendio sdrucchiolevole e l'eutanasia, *Rivista per le medical humanities*, anno 4, no 16, ottobre-dicembre 2010, p. 72.

ROBINSON J., *Baxter* and the return of physician-assisted suicide, *Hastings Center Report*, vol. 40, no 6, November-December 2010, p. 7.

SMETS T. ET AL., Reporting of euthanasia in medical practice in Flanders, Belgium: cross sectional analysis of reported and unreported cases, *BMJ* 341:c5174 (Published 5 October 2010).

TEMEL JS. AND AL., Early Palliative Care in Patients with Metastatic Non-Small-Cell Lung Cancer, *New England Journal of Medicine*, 363 (2010), p. 733.

ENGLÄNDER A., Von der Passivensterbehilfe zum Behandlungsabbruch, *Juristen Zeitung*, 66. Jg, 10, 20. Mai 2011, p. 513.

ERNY I., Les principes de la convention d'Oviedo et le processus décisionnel relatif aux traitements médicaux en fin de vie : le regard du comité directeur de bioéthique du Conseil de l'Europe, *Médecine & droit*, no 106, janvier-février 2011, p. 78.

FOUCHE A., La législation de l'euthanasie, un droit à la mort? Non. Le droit de choisir pour soi-même les conditions de sa propre fin de vie, *Revue générale de droit médical*, n° 39, juin 2011, p. 37.

KRAUSKOPF B., Tot- und Fehlgeburten im Leichen- und Bestattungsrecht, *RdM*, 01, Februar 2011, p. 10.

LEGROS B., Le maintien du cap des pouvoirs publics sur l'évolution du droit de la fin de vie, *Revue générale de droit médical*, n° 39, juin 2011, p. 125.

SHAH S. K., MILLER F. G., Can we handle the truth? legal fictions in the determination of death, *American journal of law & medicine*, vol. 36, nr 4, 2010, p. 540.

STEWART C. AND AL. A test for mental capacity to request assisted suicide, *Journal of Medical Ethics*, 37 (2011), p. 34.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

BALTHAZARD B., Art mineur & soins esthétiques, un danger majeur à fleur de peau, *Revue Droit & Santé*, N° 37, septembre 2010, p. 429.

BUZZI E. ET AL., The Advance Directives of Treatment: An Instrument of Dialogue or of Defense in the Patient-Physician Relationship?, *Medicine and law*, vol. 29, no. 2, 2010, p. 263.

CARON M., VERKINDT P.-Y., Le droit de la sécurité sociale confronté aux nouveaux risques professionnels, *Revue de droit sanitaire et social (RDSS)*, n°4, juillet-août 2010, p. 593.

CORGAS-BERNARD C., L'assurance de responsabilité civile des professionnels libéraux de la santé, *Revue de droit sanitaire et social (RDSS)*, hors-série 2010, p. 75.

DESMOULIN-CANSELIER S., La réforme de la médecine du travail à la lumière des risques collectifs et incertains, *Revue de droit sanitaire et social (RDSS)*, n°4, juillet-août 2010, p. 604.

DESROCHES CM. AND AL. Physicians' Perceptions, Preparedness for Reporting, and Experiences Related to Impaired and Incompetent Colleagues. *Journal of American Medical Association*, 304 (2010), p. 187.

DRIGUEZ L., Les obligations du décideur public en matière de santé et de sécurité des travailleurs en cas d'incertitude scientifique, *Revue de droit sanitaire et social (RDSS)*, n°4, juillet-août 2010, p. 616.

FANTONI-QUINTON S., LEGROS B., La logique de réparation entrave-t-elle la démarche de prévention des lésions professionnelles ?, *Revue de droit sanitaire et social (RDSS)*, n°4, juillet-août 2010, p. 640.

GOFFIN T., The Physician's Right to Conscientious Objection: An Evolving Recognition, *Medicine and law*, vol. 29, no 2, 2010, p.227.

GOMBAULT N., La situation de l'assurance de responsabilité médicale, *Revue de droit sanitaire et social (RDSS)*, hors-série 2010, p. 51.

RUBINSTEIN LS. AND AL. Roles of CIA Physicians in Enhanced Interrogation and Torture of Detainees. *Journal of American Medical Association*, 304 (2010), p. 569.

WILLIAMS C., The Trouble with Pediatricians, *Medical Law Review*, 18, Number 3, Autumn 2010, p. 389.

DUNBAR-REES R., MCGOUGH R., Challenges of EU competition law for general practice commissioning, *BMJ*, 2011, 342, d2071.

FOUASSIER E., Tempêtes dans une éprouvette. Une biologie réformée... et convoitée, *Revue générale de droit médical*, N° 39, 2011, p. 23.

GUINARD D., La soumission des services de transport sanitaire au droit européen des marchés publics, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, N°6, Novembre-Décembre 2010, p. 1015.

LEGIDO-QUIGLEY H. ET AL., Health Systems Perspectives: Cross-border healthcare in the European Union: clarifying patients' rights, *BMJ*, 2011;342, d296.

PHILIPPE C. (et. al), Approche multidisciplinaire de la vulnérabilité dans le contexte de l'urgence médicale, *Revue générale de droit médical*, N° 39, 2011, p. 157.

VERON P., Relation de soins et non-droit : l'introuvable obligation de soigner, *Revue Droit & Santé*, N° 39, janvier 2011, p. 9

Génétique humaine et biotechnologies

BYK. C., Responsabilité et dangerosité à l'aune des neurosciences, *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, n° 2, avril/juin 2010, p. 325.

CANNOVO N. ET AL., Predictive Genetic Tests for Employment Purposes: Why Not?, *Medicine and law*, vol. 29, no 3, 2010, p. 419.

Dossier : Law, science and innovation : the embryonic stem cell controversy, *The journal of law, medicine and ethics*, vol. 38:2, Summer 2010, p. 175-351.

EVANS JP. AND AL. Preparing for a Consumer-Driven Genomic Age. *New England Journal of Medicine*, 363 (2010), p. 1099.

HÜBNER M., PÜHLER W., Das Gendiagnostikgesetz – neue Herausforderungen im ärztlichen Alltag, *MedR Medizinrecht*, Volume 28, Number 10, p. 676.

DEVANEY S., Regulate to innovate : principles-based regulation of stem cell research, *Medical law international*, vol. 11, no 1, 2011, p. 53.

GRAEME L. ET AL., Managing Access to Biobanks:How Can We Reconcile Individual Privacy and Public Interests in Genetic Research?, *Medical law international*, vol. 10, n° 4, 2010, p. 315.

JONES D. A., Is the Creation of Admixed Embryos "an Offense against Human Dignity"?, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, Vol 16, No 1 (2010), p. 87.

NAU J.-Y., La trisomie est-elle ou non une maladie?, *Revue médicale suisse*, n° 300, 22 juin 2011, p. 1382.

WINKLER M., Die Gendiagnostik-Kommission und der Vorbehalt des Gesetzes, *NJW*, 13/2011, p. 889.

Médecine légale

BYK C., La levée de l'anonymat du don de gamètes : une mesure modeste et équilibrée, *Semaine juridique*, n° 47, 22 novembre 2010, p. 1135.

GABRIEL M., BOLAND C., HOLT C., Beyond the cold hit : measuring the impact of the national DNA data bank on public safety at the city and county level, *The journal of law, medicine and ethics*, vol. 38:2, Summer 2010, p. 396.

LUCAS K., L'initiative de l'hospitalisation d'office : un pouvoir partagé au service d'un contrôle sanitaire et social renforcé, *Revue de droit sanitaire et social (RDSS)*, n° 6, novembre-décembre 2010, p. 1077.

THERON S., De quelques remarques sur une évolution attendue de la prise en charge de la maladie mentale : l'insturation de soins ambulatoires sans consentement, *Revue de droit sanitaire et social (RDSS)*, n° 6, novembre-décembre 2010, p. 1088.

TOZZO P. AND AL. Biobanks for non-clinical purposes and the new law on forensic biobanks: does the Italian context protect the rights of minors ? *Journal of Medical Ethics*, 36 (2010), p. 775.

BARATTA A., Prise en charge médicojudiciaire des auteurs d'infractions sexuelles, *Médecine & droit*, no 107, mars-avril 2011, p. 114.

BUGNON G., Le constat médical peut-il mettre à l'épreuve les frontières de la force policière légitime ? : Enquête sur un dispositif médico-légal de dépistage des violences policières, *Déviance et société*, vol. 35, no 1, mars 2011, p. 113.

MURILLO C., Le droit à la santé des détenus sous le regard de la CEDH, *Gazette du Palais*, doss., 2011, p. 570.

PY B., Les frontières du droit pénal médical, *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, n° 2, avril/juin 2011, p. 346.

Médecine du sport

GRECO L., Zur Strafwürdigkeit des Selbstdopings im Leistungssport, *Goldammer's Archiv für Strafrecht*, 11/2010, p. 622.

BERGER K.J., Health and sports law collide: do professional athletes have an unfettered choice to accept risk of harm?, *Medicine and Law*, Mar;30(1), 2011, p. 1.

WIESEMANN C., Is there a right not to know one's sex ? The ethics of 'gender verification' in women's sports competition, *Journal of Medical Ethics*, 37 (2011), p. 216.

Mesures médicales spéciales

BIOY X., Vers une politique publique des « biobanques », *Revue de droit sanitaire et social (RDSS)*, n° 5, septembre-octobre 2010, p. 885.

LINDNER J. F., „Neuro-Enhancement“ als Grundrechtsproblem, *MedR* (2010) 28: p. 463.

POIROT-MAZERES I., La loi n° 2010-2 du 5 janvier 2010 relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français : enfin... ?, *Revue de droit sanitaire et social (RDSS)*, n° 4, juillet - août 2010, p. 662.

CLAIRE G., L'exposition anatomique « Our Body » : une atteinte à la dignité du cadavre ? *Médecine & droit*, no 108, mai-juin 2011, p. 136.

CLARKE JG AND AL., Perinatal care for incarcerated patients, *Journal of American Medical Association*, 305 (2011), p. 923.

GEE A., Anti-abortion laws gain more ground in the USA, *Lancet*, 377 (2011), p. 1992.

GOOREN L.J., Care of transsexual persons. *New England Journal of Medicine*, 364 (2011), p. 524.

PRÜTTING J., Qualifikation wunschmedizinischer Maßnahmen: Vertragsrecht, *Medizinrecht*, Volume 29, Number 5, p. 275.

Nouvelles techniques de l'information et santé

FERRAUD-CIANDET N., L'Union européenne et la télésanté, *Revue trimestrielle de droit européen*, 3/2010, p. 537.

MARCELLI A., SOLARET D., La sécurisation du dossier médical partagé (DMP), *Bulletin de l'académie nationale de médecine*, T. 194, avril, mai 2010, n° 4 et 5, p. 767.

FANG H., RIZZO J. A., Information-oriented patients and physician career satisfaction: is there a link ?, *Health economics, policy and law*, vol. 6, part. 3, july 2011, p. 295.

MARKO R., HOFMACHER D., Werben im Internet: Ärzte ohne Grenzen?, *RdM*, 03/2011, p. 85.

RODWIN M. A., Patient data: property, privacy & the public interest, *American journal of law & medicine*, vol. 36, nr 4, 2010, p. 586.

Personnes âgées et santé

CAMPBELL C. S., COX J. C., Hospice and physician assisted death: collaboration, compliance and complicity, *Hastings Center Report*, vol. 40, no 5, September-October 2010, p. 26.

MILLEVILLE B., Lutte contre la maltraitance et développement de la bientraitance, *Droit déontologie & soin*, vol. 11, no 1, p. 15.

Procréation médicalement assistée

KRESS H., Präimplantationsdiagnostik und Fortpflanzungsmedizin, *Zeitschrift für Rechtspolitik*, 7/2010, p. 201.

NAU Y., Faire, bientôt, l'économie de l'amniocentèse ?, *Revue médicale suisse*, n° 277, 12 janvier 2011, p. 90.

BLYTH E. ET AL., Embryo relinquishment for family building : how should it be conceptualized?, *International journal of law, policy and the family*, 25(2), august 2011, p. 260.

DEANS Z., NEWSON A. J., Should Non-Invasiveness Change Informed Consent Procedures for Prenatal Diagnosis?, *Health care analysis*, Volume 19, Number 2 / June 2011, p. 122.

DREIFUSS-NETTER F., Quels principes pour un droit de la procréation assistée ? *Médecine & droit*, no 106, janvier-février 2011, p. 8.

ELVERIS A., La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme en matière de procréation médicalement assistée, *Médecine & droit*, no 106, janvier-février 2011, p. 23.

EIJKHOLT M., Procreative autonomy and the human fertilisation and embryology act 2008: does a coherent conception underpin UK law?, *Medical law international*, vol. 11, no 2, 2011, p. 93.

FEUILLET B., La levée de l'anonymat, une question complexe, *Médecine & droit*, no 106, janvier-février 2011, p. 17.

GRAUMANN S., Zulässigkeit später Schwangerschaftsabbrüche und Behandlungspflicht von zu früh und behindert geborenen Kindern – ein ethischer Widerspruch?, *Ethik in der Medizin*, Volume 23, Number 2 / June 2011, p. 123.

KRAHN T. M., Regulating preimplantation genetic diagnosis : the case of Down's syndrome, *Medical law review*, vol. 19, nr 2, 2011, p. 157.

NAU Y., De l'homoparentalité légalisée, *Revue médicale suisse*, n° 280, 2 février 2011, p. 326 ; n° 281 9 février 2011, p. 372.

NAU Y., En droit français, la mère est celle qui accouche, *Revue médicale suisse*, n° 291, 20 avril 2011, p. 876.

NAU Y., Diagnostic préimplantatoire : vingt ans après, *Revue médicale suisse*, n° 298, 8 juin 2011, p. 1282.

NAU Y., Procréation médicalement assistée sans frontières, *Revue médicale suisse*, n° 302, 13 juillet 2011, p. 1474.

ORENTLICHER D., the legislative process is not fit for the abortion debate, *Hastings center report*, vol. 41, no. 4, july-august 2011, p. 13.

RAOUL-CORMEIL G., Bioéthique: le sort des embryons in vitro, post mortem patris, *Semaine juridique*, n° 21, 23 mai 2011, p. 608.

SUREAU C., La vie après la mort. De l'incertitude juridique à l'interrogation éthique, *Médecine & droit*, no 106, janvier-février 2011, p. 12.

WOLLENSCHLÄGER F., Das Verbot der heterologen In-vitro-Fertilisation und der Eizellspende auf dem Prüfstand der EMRK, *Medizinrecht*, Volume 29, Number 1, p. 21.

Recherche biomédicale

BYK C., Vers de nouvelles frontières du corps, *Droit prospectif : Revue de la recherche juridique*, 3, 2010, p. 1137.

DÖRR B., Halb Mensch, halb Tier ? offene Fragen bei den Sicherheitsmassnahmen zur Xenotransplantation, *Sécurité & droit*, 2/2010, p. 123.

LAINAS E. AND AL. A comparative analysis of biomedical research ethics regulation systems in Europe and Latin America with regard to the protection of human subjects. *Journal of Medical Ethics*, 36 (2010), p. 750.

MARTI S., Le droit de la concurrence et le patent pooling en matière de biotechnologie: analyse comparée des droits américain, européen et suisse, *sic!*, 2010 p. 410.

PETERS A., BÜRKL P., Recht der Forschung am menschen : Normgenese im Kontext von Soft law, internationalen Abkommen und Gesetz, *RDS/ZSR (Zeitschrift für Schweizerisches Recht/Revue de droit suisse)*, Bd 129 (2010) I, H. 4, p. 367.

SHELDON C., FERRIS L., A Case for a Charter of Participant Rights in Pre-Market Drug Trials: The Next Evolution, *Medicine and law*, vol. 29, no 2, 2010, p.239.

WESTRA AE. AND AL, Acceptable risks and burdens for children in research without direct benefit : a systematic analysis of the decisions made by the Dutch Central Committee. *Journal of Medical Ethics*, 36 (2010), p. 420.

WRIGHT J. ET AL., Regulating Tissue Research: Do We Need Additional Rules to Protect Research Participants?, *European journal of health law*, vol. 17, n° 5, p. 455.

BEHRENDT AND AL., What do our patients understand about their trial participation? Assessing patients' understanding of their informed consent consultation about randomised clinical trial, *Journal of Medical Ethics*, 37 (2011), p. 74.

BEVIÈRE B., HERVÉ C., Le mineur, personne en situation d'extrême vulnérabilité lors des recherches médicales, In: ROUVIÈRE F. (DIR.), *Le droit à l'épreuve de la vulnérabilité: étude de droit français et de droit comparé*, Bruxelles, Bruylant, 2011, p. 164.

CATE, F. H., Protecting privacy in health research: the limits of individual choice, *California law review*, Vol. 98, no 6, December 2010, 1765.

LARGENT E. A., JOFFE S., MILLER F. G., can research and care be ethically integrated, *Hastings center report*, vol. 41, no. 4, july-august 2011, p. 37.

LEMAIRE F., Pourquoi faut-il encore réformer la législation de la recherche biomédicale ?, *Médecine & droit*, no 106, janvier-février 2011, p. 28.

MATEI M., la recherche biomédicale en situation d'urgence: la famille doit-elle consentir ?, *Gazette du Palais*, 2011, p. 563.

MONTAS A., Cheaper clinical trials : the real solution to the biologic industry's gordian knot, *American journal of law & medicine*, vol. 37, nr 1, 2011, p. 172.

MOSES H. AND AL., Biomedical research and health advances, *New England Journal of Medicine*, 364 (2011), p. 567.

NAU Y., DMLA et cellules souches embryonnaires, *Revue médicale suisse*, n° 280, 2 février 2011, p. 322.

REITER-THEIL S., Klinische Ethik als Partnerschaft – oder wie eine ethische Leitlinie für den patientengerechten Einsatz von Ressourcen entwickelt und implementiert werden kann, *Ethik in der Medizin*, Volume 23, Number 2 / June 2011, p. 93.

DE ROCHEGONDE T., Point de vue critique sur la proposition de loi « recherches impliquant la personne humaine », *Revue générale de droit médical*, N° 38, 2011, p. 341

ROSEMAN M. AND AL., Reporting of Conflicts of Interest in Meta-analyses of Trials of Pharmacological Treatment, *Journal of American Medical Association*, 305 (2011), p. 1008.

Responsabilité médicale

ARHAB-GIRARDIN F., La consécration d'un nouveau préjudice moral né du défaut d'information, *Revue de droit sanitaire et social (RDSS)*, n° 5, septembre-octobre 2010, p. 790.

Assurance, responsabilité et santé : actes du colloque de l'Association française de droit de la santé, *Revue de droit sanitaire et social (RDSS)*, n° hors série, 2010, p. 5-151.

BLOCH L., L'obligation d'information, l'aléa thérapeutique, l'assureur et l'ONIAM : ne cherchez plus l'intrus !, *Revue générale de droit médical*, N° 36 2010, p. 195.

DEFLOU A., La responsabilité de l'Etat du fait du suicide d'un détenu : note sous CEDH, 16 octobre 2008, Renolde c- France n° 5608/05, *Droit prospectif : Revue de la recherche juridique R.R.J.*, 2010-2, p. 1043.

DELCOURT D., défaut d'information et aléa thérapeutique : vers la redéfinition des rapports entre responsabilité médicale et solidarité nationale, *Revue générale de droit médical*, N° 36 2010, p. 207.

DIVERS AUTEURS, Actes du colloque des 19 et 20 novembre 2009, Université de Lille-Nord de France, université du droit et de la santé : « Les mutations du droit de la responsabilité suscitées par la procédure de règlement amiable des accidents médicaux, *Revue générale de droit médical*, N° 36 2010, p. 17.

GASCON-BASTIDE Alice, Evolutions et interrogations autour de la sanction du défaut d'information médicale, *Revue Droit & Santé*, N° 38, novembre 2010, p. 489.

HAUTEVILLE C., Homicide involontaire : faute de diagnostic et dans la prise en charge [cour de cassation, chambre criminelle 29 juin 2010 n°09-87448], *Droit, déontologie & soin*, vol. 10, n° 3, septembre 2010, p. 297.

KEREN-PAZ T., Liability Regimes, Reputation Loss, and defensive Medicine, *Medical Law Review*, 18, Number 3, Autumn 2010, p. 363.

LEISCHNER A., Rechtsprechungsübersicht Arzthaftung, *Recht der Medizin (RdM)*, 06, Dezember 2010, p. 174.

MANGALMURTI SS. AND AL. Medical Malpractice Liability in the Age of Electronic Health Record. *New England Journal of Medicine*, 363 (2010), p. 2060.

MUJOVIC-ZORNIC H. M., Physician's Error: Medical or Legal Concept?, *Medicine and law*, vol. 29, no. 2, 2010, p. 159.

POMADE A., Recherche de causalité entre les risques invisibles et la santé humaine : convergence entre les jurisprudences française et européenne (CEDH 27 janvier 2009, Tatar c/ Roumanie, n° 67021/1), *Revue trimestrielle de droit européen*, n° 2, 2010, p. 333.

ROSENBAUM S., A « Broader Regulatory Scheme » - The Constitutionality of Health Care Reform. *New England Journal of Medicine*, 363 (2010), p. 1881.

VANSWEEVELT T., La loi sur les accidents médicaux : enfin la reconnaissance de l'aléa thérapeutique en Belgique ?, *Revue de droit de la santé*, no 1, 10/11, p. 2.

VIALLA F., Évolutions récentes de la responsabilité pour défaut d'information, *Médecine & droit*, no 105, 2010, p. 161.

ZOLLINGER A., Question prioritaire de constitutionnalité relative à la loi anti-Perruche : la rétroactivité procédurale anticonstitutionnelle, *Revue générale de droit médical*, N° 36 2010, p. 291.

BENEJAT M., L'autonomie de la responsabilité médicale pour défaut d'information (à propos de quelques arrêts rendus en 2010), *Revue générale de droit médical*, N° 38, 2011, p. 195.

BLOCH L., Les infections nosocomiales et la cause étrangère ou l'histoire d'un couple impossible, *Revue Droit & Santé*, N° 39, janvier 2011, p. 21

COLETTE-BASECQZ N., Une affaire « Perruche » en Belgique dix ans plus tard, *Revue de droit de la santé*, no 5, 10/11, p. 380.

DIVERS auteurs, Actes du colloque de Rouen « La réparation du dommage médical, rupture ou continuité depuis la loi du 4 mars 2002 ? » (responsabilité médicale pour faute, réparation du dommage, évaluation du dommage par l'expert, etc.), *Revue générale de droit médical*, N° 37, 2010, p. 15.

DIVERS auteurs, Actes du colloque de Marseille « Le dossier médical : question éthiques et juridiques » (le dossier médical à l'hôpital, les problèmes éthiques posées par le dossier hospitalier, accès au dossier médical par les tiers et les liens avec d'autres dossier, etc.), *Revue générale de droit médical*, N° 37, 2010, p. 161.

DUPONT M., Un établissement de santé « propre assureur » : l'expérience de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, Numéro Hors-série 2010, p. 91.

GENICOT G., Le nouveau régime belge d'indemnisation des dommages résultant des soins de santé, *Revue générale de droit médical*, N° 38, 2011, p. 269.

GOMBAULT N., La situation de l'assurance de responsabilité médicale, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, Numéro Hors-série 2010, p. 51

GROUTEL H., Assurance des recherches biomédicales, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, Numéro Hors-série 2010, p. 103.

HAUTEVILLE C., Naissance d'un enfant handicapé et responsabilité, *Droit déontologie & soins*, vol. 11, no 1, p. 23.

KRAJESKI D., Le temps dans l'indemnisation des accidents médicaux, affections iatrogènes et infections nosocomiales, *Revue générale de droit médical*, N° 38, 2011, p. 311.

PARISIO V., La responsabilité médicale en droit italien, *Droit & santé*, n° 42, juillet 2011 p. 352.

PEIGNE J., Les tribulations de la responsabilité hospitalière du fait des produits de santé défectueux, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, N°1, Janvier-Février 2011, p. 95.

PENTZ V. v., Tendenzen der neueren höchstrichterlichen Rechtsprechung zur Arzthaftung, *Medizinrecht*, Volume 29, Number 4, p. 222.

PIERRE P., Assurance, responsabilité et santé : réflexions sur une trilogie en devenir, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, Numéro Hors-série 2010, p. 7.

SCHIEMANN A., Der « Zitronensaftfall » : Die ärztliche Aufklärungspflicht bei der Anwendung von Aussenseitermethoden, *NJW*, 15/2011, p. 1046

STUDDERT DM. AND AL., Relationship between Quality of Care and Negligence Litigation in Nursing Homes, *New England Journal of Medicine*, 364 (2011), p. 1243.

Santé mentale et psychique

AL SHOULI K., L'hospitalisation de personnes détenues atteintes de troubles mentaux, *Droit, déontologie & soin*, vol. 10, n° 3, septembre 2010, p. 267.

DE BENALCAZAR S., Pour une réforme mesurée de l'hospitalisation psychiatrique sous contrainte, *Revue générale de droit médical*, N° 36 2010, p. 183.

EPRIGHT C. M., Coercing future freedom: consent and capacities for autonomous choice, *The journal of law, medicine and ethics*, vol. 38:4, winter 2010, p. 799.

GUNTHER A., Le contrôle des hospitalisations sous contrainte se rationalise, *Droit, déontologie & soin*, vol. 10, n° 3, septembre 2010, p. 250.

KINSCHERFF R., Proposition : a personality disorder may nullify responsibility for a criminal act, *The journal of law, medicine and ethics*, vol. 38:4, winter 2010, p. 745.

NAU Y., Qui sont ces femmes qui « assassinent » dès la naissance?, *Revue médicale suisse*, n° 277, 12 janvier 2011, p. 92.

OUCHIA N., BOUILLOT J., La rétention de sûreté en droit européen, *Droit, déontologie & soin*, vol. 10, n° 2, juillet 2010, p. 150.

VIUJAS V., Les sorties d'essai des patients hospitalisés d'office en psychiatrie : à la recherche d'un équilibre en réinsertion des patients, *Revue générale de droit médical*, N° 36 2010, p. 267.

DEVERS G., Hospitalisation sous contrainte : les bonnes pratiques sont conformes à la Constitution, *Droit déontologie & soins*, vol. 11, no 1, p. 2.

HABOUBI C., Traitement inhumain et dégradant à une détenue anorexique, *Droit déontologie & soins*, vol. 11, no 1, p. 58.

MILGROM E., BOUCHARD P., OLIE J.-P., La prébention médicale de la récidive chez les délinquants sexuels, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, t. 194, no 6, juin 2010, p. 1033.

SIDA, lutte contre les épidémies

BADEL M., Contamination par le VIH, accident du travail et faute inexcusable du laboratoire d'analyse employeur, *Médecine & droit*, n° 103, 2010, p. 117.

COLGROVE J. AND AL., HPV Vaccination Mandates – Lawmaking amid Political and Scientific Controversy. *New England Journal of Medicine*, 363 (2010), p. 785.

BARTHOLEYNS F., TORO F., Entre le marteau et l'enclume : Le secret médical et la notification au partenaire en cas de maladies sexuellement transmissibles en Belgique, *Revue de droit pénal et de criminologie*, janvier 2011, p. 33.

BENILLOUCHE M., Commentaire de l'arrêt de la Chambre criminelle du 5 octobre 2010 – la qualification d'administration de substances nuisibles en cas de contamination par le VIH par voie sexuelle : un moindre mal ?, *Revue générale de droit médical*, N° 38, 2011, p. 209.

POLAND GA. AND AL., The Age-Old Struggle against the Antivaccinationists, *New England Journal of Medicine*, 364 (2011), p. 97.

WAGNER M., Administration de substances nuisibles et VIH, ou un silence assourdissant sur la nature du VH, *Gazette du Palais*, rec. 2011, p. 568.

Systeme de santé, politique de la santé

AIGNER G., HAUSREITHER M., Gesetzgebung und Verwaltung : Tatbest and Gemeingefährdung und HIV, *RdM*, o4, 2010, p. 115.

BERAN R., Health Law in the 21st Century, *Medicine and law*, vol. 29, no 2, 2010, p.129.

BUSTREO F., DOEBBLER C. F. J., Making health an imperative of foreign policy: The value of a human rights approach, *Health and human rights*, vol. 12, n° 1, 2010, p. 47.

<http://www.hhrjournal.org/index.php/hhr/article/view/202/317>

BRAVEMAN P., Social conditions, health equity and human rights, *Health and human rights*, vol. 12, n° 2, 2010, p. 31.

<http://www.hhrjournal.org/index.php/hhr/article/view/367/564>

CHAPMAN A. R., The social determinants of health, health equity and human rights, *Health and human rights*, vol. 12, n° 2, 2010, p. 17.

<http://www.hhrjournal.org/index.php/hhr/article/view/366/561>

Dossier. Global health governance, *The journal of law, medicine and ethics*, vol. 38:3, Fall 2010, p. 451-646.

FRENZ W., GÖTZKES V., Europäische Gesundheitspolitik nach Lissabon, *MedR* (2010) 28: p. 613.

GRABENWARTER C., Gesamtvertrag und Grundrechte, *Recht der Medizin (RdM)*, Sonderheft 6a, Dezember 2010, p. 219.

KEESSEN A., FRERIKS A., VAN RIJSWICK M., The clash of the titans: the relation between the european water and medicines legislation, *Common market law review*, vol 47, no 5, 2010, p. 1429.

KINNEY E. D., For profit enterprise in healt care: can it contribute to health reform?, *American journal of law & medicine*, vol. 36, nr 2 & 3, 2010, p. 405.

LAGRANGE P., la sécurité sanitaire: sécurité humaine et santé, In : *la sécurité humaine : théorie et pratique*, Paris, 2010, p. 99.

MEIER B. M., FOX A. M., international obligations through collective rights: Moving from foreign health assistance to global health governance, *Health and human rights*, vol. 12, no 1, 2010, p. 61.

<http://www.hhrjournal.org/index.php/hhr/article/view/203/308>

MOK E. A., International assistance and cooperation for access to essential medicines, *Health and human rights*, vol. 12, no 1, 2010, p. 73.

<http://www.hhrjournal.org/index.php/hhr/article/view/167/309>

NAU J.-Y., Toutes les drogues interdites bientôt autorisées, *Revue médicale suisse*, n° 267 (notamment), p. 1990.

WENGER D. R., Gesundheitsförderung zwischen Eigenverantwortung und Staatsaufgabe, *Sécurité & droit*, 2/2010, p. 132.

BENOIST J., Le pluralisme médical: contradictions scientifiques et logiques sociales, In : BENOIST O., ISAR H. (DIR.), Pluralisme, pluralismes, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2011.

CLARK PIERSON A. AND AL., Recent developments in health law, *The journal of law, medicine and ethics*, Vol 38 :4, winter 2010, p. 875.

DIVERS auteurs, Actes de la Journée d'études du Centre de droit privé et de sciences criminelles d'Amiens « La dépendance – regards croisés » (détermination de la dépendance, prise en charge, etc., etc.), *Revue générale de droit médical*, N° 38, 2011, p. 15.

KICKBUSCH I., Global health diplomacy: how foreign policy can influence health, *BMJ*, 2011;342: d3154.

NAU J.-Y., Tuberculose : l'objectif onusien crédible ?, *Revue médicale suisse*, n° 290, 13 avril 2011, p. 826.

DEGOS L., RODWIN V. G., Two faces of patient safety and care quality: a franco-american comparison, *Health economics, policy and law*, vol. 6, part. 3, july 2011, p.287.

MIRKOVIC A., Première lecture du projet de loi bioéthique : l'intérêt de l'enfant sacrifié à l'impatience des adultes, *Recueil Dalloz*, n° 13, 31 mars 2011, p. 892.

Transplantations

BERTHIAU D., Redéfinir la place du principe d'autonomie dans le prélèvement d'organes. Propositions de révision de certains aspects de la loi bioéthique du 6 août 2004 en la matière, *Médecine & droit*, n° 104, 2010, p. 150.

CRONIN A. J. / DOUGLAS J. F., Directed and Conditional Deceased Donor Organ Donation : Laws and Misconceptions, *Medical Law Review*, 18, Number 3, Autumn 2010, p. 275.

DEVINE K., Risky Business ? The Risks and Benefits of Umbilical Cord Blood Collection, *Medical Law Review*, 18, Number 3, Autumn 2010, p. 330.

FABRE J., MURPHY P., MATESANZ R., Presumed consent: a distraction in the quest for increasing rates of organ donation, *BMJ* 341:c4973 (Published 18 October 2010).

FARRELL A.-M., Adding Value? EU Governance of Organ Donation and Transplantation, *European journal of health law*, vol. 17, n° 1, p. 51.

FOVARGUE S. / OST S., When should Precaution Prevail? Interests in (Public) Health, the Risk of Harm and Xenotransplantation, *Medical Law Review*, 18, Number 3, Autumn 2010, p. 302.

NYS H., Organ Transplantation and the Proposed Directive on Cross Border Care, *European journal of health law*, vol. 17, n° 5, p. 427.

OIKAOUI Y., La transplantation d'organes en droit marocain : quelles perspectives ?, *Revue générale de droit médical*, N° 36 2010, p. 223.

VIALLA F., Les contours juridiques de la greffe de visage (allotransplantation de tissus composites vascularisés), *Revue générale de droit médical*, N° 36 2010, p. 243.

PRICE D., End-of-life treatment of potential organ donors : paradigm shifts in intensive and emergency care, *Medical law review*, vol. 19, nr 1, winter 2011, p. 86.

SQUIFFLET A.-C., L'action de l'Union européenne en matière de prélèvement et de transplantation d'organes: commentaires à propos du plan d'action 2009-2015 et de la directive du 7 juillet 2010, *Revue de droit de la santé*, no 5, 10/11, p. 382.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

ASHER J., *The right to health : a resource manual for NGOs*, Leiden ; Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2010.

CRONIN A. J., DOUGLAS J. F., Directed and conditional deceased donor organ donations: Laws and misconceptions, *Medical Law Review*, Volume 18, Number 3, Autumn 2010, p. 275.

FOVARGUE S., OST S., When should precaution prevail? Interests in (public) health, the risk of harm and xenotransplantation, *Medical Law Review*, Volume 18, Number 3, Autumn 2010, p. 302.

NAIDU D. B., *Biotechnology & nanotechnology : regulation under environmental, health, and safety laws*, Oxford [England] ; New York, Oxford University Press, 2009.

voir aussi les acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :

<http://www2.unine.ch/webdav/site/bibliotheque/shared/documents/rssna/droitsante.xml>

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

JUNOD V., Accès aux médicaments : les conditions du remboursement dans l'assurance-maladie obligatoire, In : *Le droit de la santé : aspects nouveaux : rapports des contributeurs suisses aux journées internationales 2009* [de l'] Association Henri Capitant, Neuchâtel, 2010, p. 83.

MACALUSO A., les dispositions pénales de la Loi fédérale sur les stupéfiants et les substances psychotropes du 20 mars 2008 : une révision velléitaire, *Semaine judiciaire*, II, n° 7, 2010, p. 145 [SJ 2010 II 145].

WILDHABER D., Mythes et faits autour de la propharmacie, *Bulletin des médecins suisses*, 30/31, 2010, p. 1143.

CONDE GALLEGO B., PODSZUN R., Rahmenbedingungen für den Wettbewerb um Arzneimittel - Neuere Entwicklungen des Kartellrechts im Pharma-Sektor, *sic!*, n° 2, 2011, p. 126.

FRIEDLI L., KOHLER S., Ergänzende Schutzzertifikate für Arzneimittel - Aktueller Stand der Praxis in der Schweiz, *sic!*, n° 3, 2011, p. 92.

LAZOR R, D'AMATO SIZONENKO L., Maladies rares et médicaments orphelins: un enjeu de santé publique, *Bulletin des médecins suisses*, n° 28-29, 2011, p. 1083.

Assurances sociales

DESPLAND B., BALLMOOS C. VON, La prise en charge, par l'assurance-maladie, des soins dispensés par un membre de famille, *Sécurité sociale CHSS*, 6/2010, p. 352.

FLEISCHANDERL Petra, Begriff der Berufskrankheit in der Unfallversicherung am Beispiel der Epikonkylitis, *SZS*, No 5, p. 459.

HEUSSER P., Sozialhilfe : zu viele Hürden für die Schwächsten, *Pro mente sana aktuell*, 3/10, p. 17.

KIESER U., Entwicklungen im Sozialversicherungsrecht – Le point sur le droit des assurances sociales, *SJZ*, 106 (2010) N° 23, p. 560.

KRAFT E., L'art. 22a LAMal: une avancée ou un obstacle?, *Bulletin des médecins suisses*, 36, 2010, p. 1367. http://www.saez.ch/pdf_f/2010/2010-36/2010-36-734.PDF

LÜTHY C., IV: Eingeschränktes Krankheitsverständnis zum Schaden psychisch kranker Menschen, *pro mente sana aktuel*, 4/10, p. 24.

LANDOLT H., der Grundsatz der Austauschbefugnis im Sozialversicherungsrecht, *AJP/PJA*, 9/2010, p. 1127.

PREVITALI A., Le contrôle économique des professions de la santé par les assureurs sociaux, In : *Professions de la santé. professions d'avenir ? : 16^e Journée de droit de la santé : 29 octobre 2009*, Neuchâtel, 2010, p. 109.

PRO MENTE SANA, Assurance invalidité, une cascade de révisions pour un seul mot d'ordre: économiser, *lettre trimestrielle*, n° 50, décembre 2010, p. 1.

SCHNEIDER-DUFFNER Beate, Sozialversicherungsrechtliche Leistungen für ausländische Kinder bei Geburtsgebrechen unter dem Blickwinkel menschenrechtlicher Diskriminierungsverbote, *SZS*, N° 4, 2010, p. 334.

CHOLLET O., Les créances et les prétentions du droit des assurances sociales dans la poursuite et la faillite, *JDT 2011 II* p. 25.

DABBOUBI N. ET AL., Sans-papiers mais pas sans droit à la santé, *Revue médicale suisse*, n° 288, 30 mars 2011, p. 717.

DUC J.-L., De la représentation des assurés devant le tribunal arbitral des assurances institués par l'article 89 LAMal, *AJP/PJA*, 1/2011, p. 244.

DUC J.-L., Les dérives de l'obligation de diminuer le dommage, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance*, 3/2011, p. 139.

DUC J.-L., Interventions chirurgicales dans des établissements non agréés, *AJP/PJA*, 5/2011, p. 661.

ERNST W., GÄCHTER T., Schranken der Freigiebigkeit : Die Behandlung von Schenkungen im Privatrech und im Ergänzungsleistungsrecht, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance*, 2/2011, p. 139.

ETIER G., Droit des assurances privées, *JDT 2011 II* p. 171.

HATAM S., Des assurances privées aux méthodes brutales, *Plaidoyer*, 1/11, p. 14.

HÜRZELER M. M., Sozialversicherungsrecht 2009, *Revue de la société des juristes bernois*, 2010, p. 700.

JUNOD V., Polypragmasie : enfin une bonne nouvelle, *Bulletin des médecins suisses*, 9, 2011, p. 336.

KAHIL-WOLFF B., Principes et évolutions récentes du droit des assurances sociales et ses rapports avec le droit des poursuites et des faillites, *JDT* 2011 II p. 3.

PASQUIER S., Portrait : Béatrice Despland: «Il faut enseigner aux jeunes le sens de la solidarité», *Plädoyer*, 3/11, p. 28.

ROMANENS M., Wirtschaftlichkeitsverfahren, die keine sind: rechtliches Gutachten im Licht unabhängiger Statistik, *Bulletin des médecins suisses*, 9, 2011, p. 338.

Droits des patients, droit de la personnalité

BAERISWYL B., Entwicklungen im Datenschutzrecht – Le point sur le droit de la protection des données, *SJZ*, 106 (2010) N° 19, p. 453.

BONDOLFI A., Dire la verità al paziente: un'operazione complessa ma indispensabile, *Rivista per le medical humanities*, no 15, 2010, p. 17.

HERTIG PEA A., Protection des données et assurance maladie, *Plädoyer* 4/10, p. 23.

KITAEFF R., le « droit à la santé » ? : Contribution à une étude des ancrages conventionnels et constitutionnels, *Annuaire international de justice constitutionnelle*, 2006, p. 61.

LANG G ET AL., La révision du codage externe et professionnelle permet de garantir la protection des données, *Bulletin des médecins suisses*, 34, 2010, p. 1265.
http://www.saez.ch/pdf_f/2010/2010-34/2010-34-676.PDF

PASQUIER S., Données du patient : confidentialité très relative, *Plädoyer*, 4/10, p. 20.

PELLI P., Il consenso del paziente ai trattamenti medici, *Rivista per le medical humanities*, no 15, 2010, p. 33.

SPRECHER F., Patientenrechte Urteilsunfähiger, *FamPra*, 2/2011, p. 270.

SPRUMONT D., SCHORNO D., CORPATAUX V., le statut juridique du corps humain: rapport suisse, In : *Le droit de la santé : aspects nouveaux : rapports des contributeurs suisses aux journées internationales 2009* [de l'] Association Henri Capitant, Neuchâtel, 2010, p.141.

THÜR H., Secret médical et protection des données, *Bulletin des médecins suisses*, 1-2, 2011, p. 14. http://www.saez.ch/pdf_f/2011/2011-01/2011-01-1129.PDF

ALBERTINI M., Protezione dei dati e procedura di richiamo, *Rivista ticinese di diritto*, II – 2010 p. 317.

BRIDLER R., GASSMANN J., Zukunft der Psychiatrie : Ambulante Zwangsbehandlungen ?, *RMA* 2011, p. 1

GLOOR E. ET AL., Travailleuses du sexe: un accès aux soins limité?, *Revue médicale suisse*, n° 301, 29 juin 2011, p. 1429.

MARIANI C. ET AL., Medicina di base per emigranti non regolari, *Rivista per le medical humanities (rMH)*, no 18, Aprile-Giugno 2011, p. 94.

MÜNGER S., Aufklärung, Urteilsfähigkeit und Selbstbestimmung : Was sagt das Gesetz ?, *Pro mente sana aktuell*, 1/11, p. 27.

RABIA L, SALATHE M, WETTSTEIN J., Connaître la volonté du patient, *Bulletin des médecins suisses*, n° 23-24, 2011, p. 875.

SPRUMONT D., Quelles leçons peut-on tirer du cas Rappaz s'agissant de grève de la faim d'un détenu, *Plaidoyer*, 1711, p. 17.

Ethique biomédicale

KUHN H., Der kluge Staat macht sich berufsethik und Gemeinschaftssinn zunutze, *RDS/ZSR (Zeitschrift für Schweizerisches Recht/Revue de droit suisse)*, Bd 129 (2010) I, H. 4, p. 495.

MARTIN J., La place et le statut de l'éthique aujourd'hui, *Bulletin des médecins suisses*, n° 13, 2011, p. 500.

Euthanasie et fin de vie

GUILLOD O., SPRUMONT D., Les contradictions du Tribunal fédéral face au jeûne de protestation, Jusletter du 8 novembre 2010.

LOEW F. ET AL., Assistance au suicide dans les EMS : recommandations du Conseil d'éthique de la Fegems, *Revue médicale suisse*, n° 275, 15 décembre 2010, p. 2422.

MANAI D., Soins et respect de la volonté de la personne en fin de vie : droit suisse, In : *Le droit de la santé : aspects nouveaux : rapports des contributeurs suisses aux journées internationales 2009* [de l'] Association Henri Capitant, Neuchâtel, 2010, p. 49.

MARTIN J., Assistance au suicide, état de nécessité et exception d'euthanasie, *Revue médicale suisse*, 12 janvier 2011, n° 277, p. 88.

NAU J.-Y., La vidéosurveillance funéraire est née, *Revue médicale suisse*, n° 275, 15 décembre 2010, p. 2430.

KIEFER B., Suicide assisté : quel futur ?, *Revue médicale suisse*, n° 283, 23 février 2011, p. 472.

KIENER R., L'aide au suicide devrait être limitée à des cas relativement restreints, *Plaidoyer*, 3/11, p. 32.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

AYER A., La surveillance des professionnels de la santé : nouveaux défis, In : *Professions de la santé. professions d'avenir ? : 16^e Journée de droit de la santé : 29 octobre 2009*, Neuchâtel, 2010, p. 87.

AYER A., RICHOSZ C., Nul n'est censé ignorer... les exigences en matière de tenue de dossier des professionnels de la santé, *Revue médicale suisse*, n° 260, 1^{er} septembre 2010, p. 1615.

BARRAS V., Regard historique sur les professions de la santé, In : *Professions de la santé. professions d'avenir ? : 16^e Journée de droit de la santé : 29 octobre 2009*, Neuchâtel, 2010, p.141.

RADCZUWEIT S., Il sacrificio del federalismo sanitario sull'altare delle spazio economico svizzero omogeneo, con uno sguardo alla nuova legge sul mercato interno in generale, *Rivista ticinese di diritto*, I-2010, p. 357.

Génétique humaine et biotechnologies

MARTI S., Le droit de la concurrence et le patent pooling en matière de biotechnologie: analyse comparée des droits américain, européen et suisse, *sic!*, 2010, p. 410.

MARTIN J., Dilemmes dans la divulgation des données génétiques : Evolutions actuelles, *Bulletin des médecins suisses*, 40, 2010, p. 1558.
http://www.saez.ch/pdf_f/2009/2009-40/2009-40-813.PDF

Médecine légale

CASILE-HUGUES G., Le caractère fondamental de l'expertise dans l'injonction de soins, *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, n° 2, avril/juin 2010, p. 307.

CHOPIN F., Les nouvelles orientations des soins dans la loi sur la rétention de sûreté, *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, n° 2, avril/juin 2010, p. 313.

VIRIOT-BARRIAL V., Consentement et injonction de soins, *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, n° 2, avril/juin 2010, p. 293.

CASTELLI D., Medicina in ambiente carcerario : una sfida pluridisciplinare, *Rivista per le medical humanities (rMH)*, no 17, Gennaio-Marzo 2011, p. 79.

ELGER B. S., Médecine humanitaire dans les lieux de détention, *Rivista per le medical humanities (rMH)*, no 17, Gennaio-Marzo 2011, p. 69.

GRIGNOLI N. (A CURA DI), Il segreto medico tra fiducia e dovere, *Rivista per le medical humanities (rMH)*, no 17, Gennaio-Marzo 2011, p. 88.

MARTIN J., Refus de soins par le patient et éventuelle contrainte: discussion de règles encore divergentes, en référence notamment à la situation française, *Bioethica forum*, vol. 4, no 2, 2011, p. 66.

MIZEL C., Circulation routière: les divers examens médicaux légaux et la responsabilité des différents médecins qui les effectuent, *SJ* 2011 II 79.

RAGGENBASS R., Des chimères du monde juridico-pénitentiaire au «Pégase» de l'espace de la rencontre thérapeutique, *Bulletin des médecins suisses*, n° 27, 2011, p. 1063.

Médecine du sport

MISSA J.-N., Sport, enhancement and the inefficacy of the anti-doping policy, *Bioethica forum*, vol. 4, no 1, p. 1.

Mesures médicales spéciales

RIEDER J.-P. ET AL., Jeûne de protestation et ailmentation forcée: relevé de pratiques historiques, *Revue médicale suisse*, n° 273, 1^{er} décembre 2010, p. 2313.

Nouvelles techniques de l'information et santé

SCHUEER A., ePatienten: die Weisheit der Masse, *Bulletin des médecins suisses*, 35, 2010, p. 1318. http://www.saez.ch/pdf_f/2010/2010-35/2010-35-747.PDF

Personnes âgées et santé

MOOR C., MARTIN M., La politique de la vieillesse dans les cantons: état des lieux, *Sécurité sociale CHSS*, 6/2010, p. 344.

Dossier] La Médecine dans le grand âge, *Bioethica forum*, vol. 4 no 2, 2011.

Procréation médicalement assistée

BLEICHENBACHER M, HEITLINGER E, IMTHURN B, IM NAMEN DER AGART-GRUPPE, La vision de la procréation médicalement assistée en Suisse, *Bulletin des médecins suisses*, 36, 2010, p. 1373. http://www.saez.ch/pdf_f/2010/2010-36/2010-36-415.PDF

FOUNTOULAKIS CH., L'impact de la procréation médicalement assistée sur l'établissement et la destruction du lien de filiation, *FamPra*, 2/2011, p. 247.

Recherche biomédicale

BRAUER S., Der Einfluss der Ethik auf das Recht am Beispiel der Stellungnahme zur Forschung mit Kindern der nationalen Ethikkommission im Bereich Humanmedizin (NEK-CNE), *RDS/ZSR (Zeitschrift für Schweizerisches Recht/Revue de droit suisse)*, Bd 129 (2010) I, H. 4, p. 445.

GISLER P., Regulierung der Forschung am Menschen: Anmerkungen zur Genealogie der öffentlichen Debatte, *RDS/ZSR (Zeitschrift für Schweizerisches Recht/Revue de droit suisse)*, Bd 129 (2010) I, H. 4, p. 459.

PETERS A., BÜRKLI P., Recht der Forschung am Menschen: Normgenese im Kontext von Soft law, internationalen Abkommen und Gesetz, *RDS/ZSR (Zeitschrift für Schweizerisches Recht/Revue de droit suisse)*, Bd 129 (2010) I, H. 4, p. 367.

PETER S., Forschung an Kindern : Normgenese im Schatten der historischen katastrophe, *RDS/ZSR (Zeitschrift für Schweizerisches Recht/Revue de droit suisse)*, Bd 129 (2010) I, H. 4, p. 423.

RÜTSCHÉ B., Die Neuordnung des schweizerischen Humanforschungsrechts : normgenese als kritische Rezeption internationaler Vorgaben, *RDS/ZSR (Zeitschrift für Schweizerisches Recht/Revue de droit suisse)*, Bd 129 (2010) I, H. 4, p. 391.

SANDMEIER H., Harmonisierte Normen für global vernetzte Forschung, *RDS/ZSR (Zeitschrift für Schweizerisches Recht/Revue de droit suisse)*, Bd 129 (2010) I, H. 4, p. 477.

SEELMANN K., Soft law und Expertenverfahren als Methoden der Einbindung moralischer Kontroversen ins Recht : das Beispiel Humanforschungsrecht,

RDS/ZSR (Zeitschrift für Schweizerisches Recht/Revue de droit suisse), Bd 129 (2010) I, H. 4, p. 413.

WENGER A. ET AL., L'information des sujets de recherche : jusqu'où s'arrêtera-t-elle ?, *Revue médicale suisse*, n° 266, 13 octobre 2010, p. 1927.

Responsabilité médicale

BONNARD Y., CIOLA-DUTOIT S., SCHORNO D., Partage du travail et responsabilités en clinique privée, *AJP/PJA*, 11/2010, p. 1401.

BORGHI M., Responsabilità in medicina : un percorso non casuale ma incerto, *Rivista per le medical humanities*, no 15, 2010, p. 75.

DUC J.-M., Responsabilité du patient : des limites juridiques et économiques, *Courrier du médecin vaudois*, février 2011, p. 9. http://www.svmed.ch/wp-content/uploads/2011/03/2011_1-Fevrier-membre.pdf

RUSCH A. F., BORNHAUSER P. R., Korrektiv zur Freizeichnung von der Hilfspersonenhaftung, *AJP/PJA*, 10/2010, p. 1228.

BEZZOLA P., HOCHREUTENER M.-A., Sécurité de la chirurgie en Suisse, *Bulletin des médecins suisses*, n° 27, 2011, p. 1041.

BIANCHI M., Sicurezza del paziente e responsabilità professionale infermieristica, *Rivista per le medical humanities (rMH)*, n° 18, Aprile-Giugno 2011, p. 69.

DUC J.-M., Responsabilité du médecin : le consentement thérapeutique et le consentement économique éclairés du patient, *AJP/PJA*, 2/2011, p. 253.

LIPS U., SANWALD C., Prévention et détection précoce de la maltraitance infantile : une nécessité, *Bulletin des médecins suisses*, n° 11, 2011, p. 400.

VON LAUE N., SCHWAPPACH D., HOCHREUTENER M.-A., FRANK O., A la fois auteur et victime : Gestion constructive des erreurs dans les établissements de santé, *Bulletin des médecins suisses*, n° 26, 2011, p. 990.

Santé mentale et psychique

KIESEWETTER M., Schuld, Delinquenz und forensische Psychiatrie, *Revue pénale suisse ZStrR-RPS*, no 3, 2010, p. 318.

MONTEVERDE S., Antizipierende Selbstbestimmung und Demenz : Implikationen der Reichweitenöffnung für die Praxis, *bioethica forum* , vol. 3, no 2, 2010, p. 77.

MÜNGER S., Verbessert das neue Recht die Situation der Angehörigen, *Pro mente sana aktuell*, 2/11, p. 21.

SIDA, lutte contre les épidémies

(pas de notice pour cette rubrique)

Système de santé, politique de la santé

CINTER F., Les défis futurs pour les professions soignantes, In : *Professions de la santé. professions d'avenir ? : 16^e Journée de droit de la santé : 29 octobre 2009*, Neuchâtel, 2010, p. 63.

JUNOD V. La liberté thérapeutique du médecin face aux incitatifs financiers ciblés de l'Etat, *Bulletin des médecins suisses*, 36, 2010, p. 1394. http://www.saez.ch/pdf_f/2010/2010-36/2010-36-685.PDF

SCHLÄPPI R., Case Management – Kooperation im Dienste des Patienten, *Bulletin des médecins suisses*, 36, 2010, p. 1399. http://www.saez.ch/pdf_f/2010/2010-36/2010-36-116.PDF

SUTER P., Les défis futurs pour les professions médicales, In : *Professions de la santé. professions d'avenir ? : 16^e Journée de droit de la santé : 29 octobre 2009*, Neuchâtel, 2010, p. 75.

ASSM, De nouveaux profils pour des professionnels manquants? : Commentaire 2011 du rapport «Les futurs profils professionnels des médecins et des infirmiers dans la pratique ambulatoire et clinique», *Bulletin des médecins suisses*, n° 26, 2011, p. 993.

BEUTLER T, BROCCARD N, EL FEHRI V. Où en est la Suisse en matière de prévention du tabagisme?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 21, 2011, p. 783.

KUHN H., Arrêt [C-6570/2007] du 29 mai 2009: pas de décision phare pour l'introduction de SwissDRG, *Bulletin des médecins suisses*, n° 16-17, 2011, p. 605.

MARTENET V., la protection contre le tabagisme passif à l'épreuve du fédéralisme, *AJP / PJA*, 4/2011, p. 479.

Rossi I., Mondializzazione e società plurali: o come pensare la relazione tra salute e migrazione, *Rivista per le medical humanities (rMH)*, no 17, Gennaio-Marzo 2011, p. 11.

STEINHÄUSLIN CA, DUC J-M., La jurisprudence définit de manière inapplicable la notion d'urgence, *Bulletin des médecins suisses*, n° 28-29, 2011, p. 1131.

Transplantations

focus transplantation, *bioethica forum*, vol. 3, no 2, 2010.

CHRISTEN M., NEUHAUS BÜHLER R. UND STUMP WENDT B., Warum eine pauschale Entschädigung für Lebendorganspender fair ist, *bioethica forum*, vol. 3, no 2, 2010, p. 50.

MADER M., une neutralité qui n'a plus raison d'être, *bioethica forum*, vol. 3, no 2, 2010, p. 74.

ROMAGNOLI S., Egalité et différence dans l'allocation des organes : un horizon commun, *bioethica forum*, vol. 3, no 2, 2010, p. 44.

HEIDEGGER C.-P. ET AL., Programme latin de don d'organes (PLDO) : une initiative efficace pour augmenter les dons d'organes en Suisse, *Revue médicale suisse*, n° 300, 22 juin 2011, p. 1368.

SALATHE M, STEIGER J., Diagnostic de la mort dans le contexte de la transplantation d'organes : mise en consultation des directives révisées, *Bulletin des médecins suisses*, n° 9, 2011, p. 311.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

Droit et émotions : le rôle des émotions dans les processus de régulation juridique et sociale : rapport final, sous la dir. de ALEXANDRE FLÜCKIGER ... [et al.] (éds.) ; Raphaël Hammer (coord.) ; Milena Abbiati ... [et al.] (chercheurs), Genève, Centre d'étude, de technique et d'évaluation législatives Université de Genève, 2010.

voir surtout les acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :

<http://www2.unine.ch/webdav/site/bibliotheque/shared/documents/rssna/droitsante.xml>
